EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 10 mars 2025

Le 10 mars 2025, à 18 h 30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Jean-Michel VOUILLOT, 1er Adjoint au Maire.

Nombre de membres en exercice : 18 / Quorum : 10

Etaient présents : 13 membres : Jean-Michel VOUILLOT, Laurence DERAME, Jacky TONOLI, Christelle ROUSSET, Nicolas TEREINS, Annie CARRIER, Marine WALKER, Dominique DESSEAUVE, Aline LEGENDRE, Yannick MORETTON, Christian PAPILLOUD, Sandra SALVATGE, Philippe ZABE.

Absents excusés : 4 membres : Anny MARTIN (procuration à Laurence DERAME), Kristine KASTRATI (procuration à Jean-Michel VOUILLOT), David ROUSSET (procuration à Jacky TONOLI), Sophie TOINET-MARECHAL.

Absent : 1 membre : Yaniv BENSOUSSAN.

Date de la convocation : 27 février 2025.

Secrétaire de séance : Annie CARRIER.

N° 2025_03_11 – ARRET DU PROJET DE REVISION GENERALE N° 2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

Suite à l'absence de Madame la Maire empêchée, Monsieur VOUILLOT, 1er Adjoint au Maire, rappelle les raisons qui ont conduit la commune à engager la procédure de révision générale n° 2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU), les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre et le bilan qu'il convient de tirer de cette concertation, le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Municipal, dans ses séances du 11 décembre 2023 et du 16 décembre 2024, sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU, les principales orientations et règles que contient le projet de PLU, le contenu du dossier.

Considérant que le bilan de la concertation est prêt à être tiré, Monsieur VOUILLOT explique qu'en application de l'article L.103-6 du Code de l'urbanisme, le Conseil Municipal doit, par délibération, tirer le bilan de la concertation dont a fait l'objet l'élaboration du projet de PLU.

L'article R.153-3 du Code de l'urbanisme précise que la délibération qui arrête le projet de PLU peut simultanément tirer le bilan de la concertation.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité moins une abstention (Christelle ROUSSET) :

- **confirme** que la concertation relative au projet de PLU d'Etrembières s'est déroulée conformément aux modalités fixées par la délibération n° 2022_04_20 en date du 11 avril 2022,

- **tire** le bilan de la concertation sur le projet de PLU tel qu'il est présenté et annexé à la présente délibération,

- **arrête** le projet de PLU d'Etrembières tel qu'il est annexé à la présente délibération,

- **décide** de soumettre pour avis le projet de PLU aux PPA, à l'autorité environnementale, ainsi qu'aux communes limitrophes et établissements publics de coopération intercommunale qui ont demandé à être consultés sur ce projet.

- **indique** que la présente délibération et le PLU annexé à cette dernière seront transmis à Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie et fera l'objet, conformément à l'article R.153-3 du Code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie pendant un délai d'un mois.

- **précise** que, conformément à l'article L. 153-22 du Code de l'urbanisme, le dossier définitif du projet de PLU, tel qu'arrêté par le Conseil Municipal par la présente délibération, sera tenu à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Pour extrait certifié conforme,

La secrétaire de séance
Annie CARRIER

Le 1er Adjoint au Maire
Jean-Michel VOUILLOT

MAIRIE D'ETREMBIERES (Haute-Savoie)

Le 1er Adjoint au Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte télétransmis en Préfecture le 13 MARS 2025
Publié ou notifié le 13 MARS 2025

Le 1er Adjoint au Maire
Jean-Michel VOUILLOT

MAIRIE D'ETREMBIERES

PLAN LOCAL D'URBANISME

MAITRISE D'OUVRAGE

COMMUNE D'ETREMBIERES

Etrembières

BILAN DE LA CONCERTATION

Par délibération du 11 avril 2022, le Conseil Municipal de la commune d'Etrembières a prescrit la révision de son Plan Local d'Urbanisme (PLU) et fixé les modalités de la concertation.

Les études relatives à l'élaboration du PLU ont été effectuées par les membres du Conseil Municipal assisté du bureau "EPODE".

Cadre légal de la concertation

La concertation fait partie intégrante du processus d'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme. C'est la loi du 14 décembre 2000, relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU) qui oblige les communes à dresser le bilan de leur concertation. La loi SRU a été traduite dans le code de l'urbanisme à l' article L-103: *« Le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale délibère sur les objectifs poursuivis et sur les modalités d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées, dont les représentants de la profession agricole, avant toute élaboration ou révision du schéma de cohérence territoriale ou du plan local d'urbanisme (...)* »

La concertation a eu lieu tout au long de la démarche de révision de PLU et a ponctué ses différentes étapes. Cette concertation s'est adressée à toute la population et a permis des échanges constructifs.

Le présent bilan de concertation se compose comme suit :

- une première partie rappelant les principes de la concertation,
- une deuxième partie présentant les outils mis en œuvre tout au long de la procédure de révision du PLU.

La concertation s'est inscrite dans la volonté d'apporter des réponses aux questions formulées afin d'informer les personnes s'étant exprimées de la manière dont leurs observations ont pu être prises en compte ou non. Il est cependant précisé que le bilan de la concertation ne peut apporter de réponses à titre individuel, mais uniquement de façon thématique et transversale.

« A l'issue de cette concertation, le maire en présente le bilan devant le conseil municipal qui en délibère. Le dossier définitif du projet est alors arrêté par le conseil municipal et tenu à la disposition du public ».

Objet et Objectifs de la concertation

Le Plan Local d'Urbanisme a une dimension réglementaire et stratégique grâce aux différents documents le composant. C'est « *un document d'urbanisme qui, à l'échelle d'une commune ou d'un groupement de communes (EPCI), établit un projet global d'urbanisme et d'aménagement et fixe en conséquence les règles générales d'utilisation du sol sur le territoire considéré* ». (Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie).

Considérant que le Plan Local d'Urbanisme valant PLU ne correspond plus au projet communal, la révision du PLU prescrit le 11 avril 2022 décrit les objectifs poursuivis

- Créer les conditions d'une urbanisation privilégiant la qualité de ville et la qualité de vie des habitants en s'inscrivant dans l'environnement des grands paysages remarquables,
- Promouvoir la nature en ville, la végétalisation, les îlots de fraîcheur, les espaces de respiration, la préservation de la biodiversité, le développement des sols perméables,
- Lutter contre l'artificialisation des sols et les îlots de chaleur,
- Développer une commune apaisée par la promotion des modes actifs (mobilités douces) de déplacement en lien avec la politique de mobilité de l'agglomération et l'organisation des transports en commun (train, tramway, BHNS, lignes de bus),
- Promouvoir le développement des performances énergétiques des bâtiments (neufs et existants), diminuer leur impact carbone et encourager la production d'énergies renouvelables,
- Promouvoir une architecture qualitative respectueuse de son insertion dans son environnement et très attentive à la qualité d'usage des logements,
- Maîtriser le développement de la population et les autorisations d'urbanisme en fonction des objectifs du SCOT de l'agglomération et prévoir les équipements publics nécessaires en lien avec ce développement,
- Poursuivre et développer l'offre diversifiée de logements en termes de typologie, de granulométrie et d'accessibilité PMR (Personnes à Mobilité Réduite), favoriser l'émergence de projets inclusifs et / ou participatifs,

- Poursuivre les objectifs de création de logements locatifs sociaux et développer fortement l'accession sociale à la propriété, dans le cadre des objectifs de mixité sociale fixés par le SCOT (1/3 de logements sociaux, 1/3 de logements abordables dont l'accession sociale, 1/3 de logements libres) pour répondre à la très forte diversité des revenus des habitants de la région frontalière,
- Développer le parcours résidentiel des ménages pour favoriser la stabilité géographique de la population de notre commune.

La concertation réalisée dans le cadre de la révision du PLU a pour objectif de présenter à la population le projet de la commune en cours d'élaboration, de recueillir les avis des habitants, travailleurs, et toute personne concernée, afin de constituer un outil d'analyse et d'aide à la décision pour les élus et les services.

1. Principe de la concertation

Le présent document recense les modalités de cette concertation et fait le bilan des échanges et des contributions. Il a pour but de synthétiser les questionnements soulevés par la population tout au long de la phase d'élaboration du PLU, ainsi que d'exposer les réponses que la commune a tenté d'y apporter au travers du document de PLU.

La révision du PLU est un processus complexe et rigoureux s'inscrivant au sein d'une procédure encadrée. Après une première phase ayant permis de travailler sur le diagnostic et la mise en exergue des enjeux, la commune a poursuivi son travail sur la deuxième phase portant sur le projet de territoire. Le PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durables) constitue le document de réflexion stratégique de l'avenir de la commune à moyen terme et définit le cadre de cohérence du document de PLU. Ce projet a été débattu en Conseil Communautaire à deux reprises (décembre 2023 et décembre 2024).

La troisième phase de l'étude PLU s'est portée sur la traduction réglementaire du PADD au travers des OAP (Orientations d'Aménagement et de Programmation), du zonage graphique et du règlement écrit associé. Il s'agit de la concrétisation du projet de territoire.

Présentation de la concertation

La concertation associe la population à la réflexion portant sur l'intérêt général, « ce que je veux pour ma commune », cela tout au long de la phase d'étude du PLU, jusqu'à l'arrêt du projet. Un bilan de la concertation sera réalisé lors de l'arrêt du projet de PLU.

Les modalités de la concertation ont été prescrites dans la délibération de lancement du PLU :

> - La mise en place d'un dispositif étendu de concertation avec la population pour permettre une large participation et garantir une large diffusion de l'information, avec notamment :
> - La diffusion d'informations sur le site de la commune www.etrembieres.fr et dans les publications municipales,
> - La tenue d'au moins deux réunions publiques (dont l'organisation pourra être adaptée en fonction du contexte sanitaire), qui permettront aux administrés de s'exprimer sur les orientations choisies.
> - Durant cette période de concertation publique, les citoyens pourront s'exprimer par écrit :
> - En consignant leurs observations dans le registre de concertation mis à disposition du public à cet effet en mairie d'Etrembières, pendant les jours et heures d'ouverture du service au public,
> - En adressant un courrier par voie postale à l'adresse suivante :
>
> Mairie d'Etrembières
> Révision générale n° 2 du PLU
> 59 place Marc Lecourtier
> 74100 ETREMBIERES
>
> - En adressant leurs observations par courrier électronique à l'adresse dédiée :
> « concertationplu@etrembieres.fr »

Cette concertation se déroule pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du projet de PLU.

Contenu de la concertation

La commune s'attache ensuite à répondre au mieux aux interrogations soulevées par la population et de les intégrer, le cas échéant, au travail d'élaboration du document. Chaque thématique qui doit être traitée au sein du PLU peut être abordée.

Le bilan de concertation a vocation à répondre à toute question traitant soit des objectifs ou orientations

générales du PLU, soit de ses aspects réglementaires.

2. Les outils de la concertation

La commune a décidé d'associer, tout au long de la procédure, les habitants, les associations, les acteurs locaux, les élus et toutes les personnes concernées. Les personnes publiques associées ont également été régulièrement informées et des réunions spécifiques leur ont été proposées.

La concertation a été organisée durant toute la démarche de révision du PLU et plusieurs grands outils de concertation ont été utilisés. En voici la synthèse.

2.1. Le site internet

Une page internet dédiée à la révision générale du PLU a été mise en place, recueillant les actualités et les retours sur réunions publiques et débats du le PADD.



Site internet de la commune d'Etrembières

Il a aussi permis de communiquer sur les dates des 2 réunions publiques.

2.2. Les réunions publiques

Elles ont été annoncées par différents moyens :

- Affichage : sucettes et panneaux d'affichage
- Site internet
- Facebook
- Panneaux d'information lumineux
- Bulletins municipaux

Affiche 1	***Affiche 2***
	

La réunion publique n°1, organisée le 5 février 2024, portait plus particulièrement sur : la présentation de la démarche de révision, le diagnostic et les enjeux du territoire et le PADD. Elle a rassemblé une trentaine de personnes. Les remarques ont porté sur des sujets assez variés : les zones humides, les transports, la viabilité des commerces/services, les activités de loisirs, la constructibilité, …	

La réunion publique n°2, organisée le 17 février 2025, portait plus particulièrement sur : la présentation de la démarche de révision, un rappel des enjeux et du PADD et la présentation de la traduction règlementaire. Elle a rassemblé une trentaine de personnes. Les principales remarques ont porté sur le sujet de la mobilité : desserte en transport en commun, nuisances sonores, sécurisation du secteur de la douane, …	

Pour rappel, le bilan de concertation relate les grandes phases de la concertation. Les comptes-rendus sont disponibles en libre téléchargement sur le site de la commune, et pourront être parcourus pour plus de détails.

2.3. Les informations dans les bulletins municipaux

BIME ETE AUTOMNE 2023



URBANISME

Comme vous le savez, la commune a lancé la révision générale numéro 2 du plan local d'urbanisme, par délibération du 11 avril 2022, avec notamment pour objectif une urbanisation de qualité, respectueuse de l'environnement, pour une meilleure qualité de vie de ses habitants. La lutte contre l'artificialisation des sols et les îlots de chaleur, le développement des performances énergétiques et l'encouragement de la production d'énergies renouvelables feront partie, entre autres, des moyens à mettre en œuvre. La révision numéro 2 permettra également une mise en compatibilité avec le SCoT de l'agglomération, approuvé le 15 septembre 2021, entre autres en ce qui concerne la production de logements, avec la mise en place de la règle des trois tiers sur le territoire d'Annemasse Agglo : autant de logements sociaux et de logements abordables que de logements libres, afin que les habitants de la zone frontalière puissent se loger quels que soient leurs revenus.

Le cabinet Epode accompagnera la commune tout au long de la procédure, qui va durer 24 mois, la première réunion de travail ayant eu lieu au mois de mars. Deux ateliers-conférences seront proposés aux habitants de la commune lors des phases du diagnostic et du PADD*.

Nicolas Terrein, Adjoint au Maire

BIME HIVER 2024



URBANISME

Révision n° 2 du PLU

LES LOGEMENTS À VENIR SUR LA COMMUNE

BIME HIVER 2024

L'information dans le bulletin de l'automne 2023 a permis de rappeler le lancement et les motivations de la démarche de révision, ainsi que d'annoncer les 2 rencontres à venir avec la population.

La page dédiée au PLU dans le bulletin de l'hiver 2024 rappelle la démarche, le planning et les impératifs de la révision.

2.4. Registre, courriers et rendez-vous

Le registre de concertation était tenu à la disposition du public en mairie durant toute la procédure de révision du PLU.

Il offrait la possibilité de déposer remarques et observations. Aucune remarque n'a été renseignée.

Par ailleurs, comme inscrit dans la délibération, les habitants ou toute personne intéressée, avait la possibilité de réagir par courrier ou mail. Une douzaine de sollicitation par ces biais, ayant parfois débouchés sur des rdv, ont été réalisées. Elles portaient toutes sur des intérêts privés.

3. Conclusion

Au regard du présent bilan, il apparaît que les modalités de concertation définies par la délibération de prescription du PLU du 11 avril 2022 ont été mises en œuvre tout au long de la révision du projet de PLU.

La concertation a associé l'ensemble des acteurs du territoire : la population, les élus, les techniciens et les partenaires extérieurs.

Cette concertation a permis :

- Aux habitants de comprendre et mieux connaître l'outil de planification que représente le PLU ainsi que l'ambition de l'équipe municipale pour la commune.
- D'apporter des éléments de discussions dans le processus de révision.

PLAN LOCAL D'URBANISME

MAITRISE D'OUVRAGE
COMMUNE D'ETREMBIERES

Dossier 23042

DOSSIER D'ARRÊT

Document arrêté le 10 mars 2025
Document approuvé le
Le maire

1. **Rapport de présentation :**

- 1 – Contexte et diagnostic
- 2 – Diagnostic paysager et état initial de l'environnement
- 3 – Justifications
- 4 – Evaluation environnementale

2. **Projet d'Aménagement et de Développement Durables**

3. **Règlement**

- Règlement écrit
- Règlement graphique :
    - Plans des zonages et des prescriptions au 2500^{e}
    - Plans des zonages et des prescriptions au 5000^{e}

4. **Annexes**

- Annexes sanitaires
- Servitudes d'Utilité Publique
- Risques
- Classement sonore
- Monuments historiques
- Annexes informatives

5. **Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)**

- Sectorielles
- Thématiques
    - Trame verte et bleue
    - Air Energie Climat

RAPPORT DE PRESENTATION

Etrembières

Partie 1 : Contexte et diagnostic socio-économique

Table des matières

1. Contexte territorial 5
1.1. Dynamique territoriale.....6
1.1.1. Contexte géographique.....6
1.1.2. Contexte Supra-Communal.....6
1.1.2.1. LE SRADDET.....6
1.1.2.2. LE SCoT.....7
Le PLH.....8
2. CADRE D'USAGE.....10
2.1. DIAGNOSTIC SOCIO-DEMOGRAPHIQUE.....11
2.1.1. Évolution de la population.....11
2.1.1.1. Pourquoi cette forte croissance depuis les années 2000 ?12
2.1.2. Composition de la population et dynamique démographique..14
2.1.2.1. Une population jeune et active.....14
2.1.2.2. Une taille des ménages en diminution.....16
2.1.3. Le logement.....18
2.1.3.1. Évolution et composition du parc de logements.....18
2.1.3.2. Description du parc de logements.....21
2.1.3.3. Analyse des PC depuis l'approbation du SCoT (2021 à août 2023) 25
2.1.3.4. Zoom sur le prix du foncier : échelle Annemasse Agglo....26
2.1.4. AFOM.....27
2.2. Analyse urbaine et consommation foncière.....28
2.2.1. Formes urbaines.....28
2.2.1.1. Le centre-Bourg.....31
2.2.1.2. Le Pas-de-l 'Echelle : une polarité ex-nihilo et récente.....32
2.2.1.3. Le développement pavillonnaire.....33
2.2.1.4. Le bâti isolé en zone agricole ou naturelle.....34
2.2.1.5. Les secteurs d'activités économiques.....35
2.2.2. Bilan de la consommation foncière.....39
2.2.2.1. Les composantes du territoire.....39
2.2.2.2. La consommation d'espaces sur ces dernières années.....40
2.2.3. Bilan du PLU en vigueur.....41
2.2.3.1. Bilan des zones constructibles.....41
2.2.3.2. Bilan des OAP.....47
2.2.4. Analyse de densification et de mutation des espaces bâtis.....53
2.2.4.1. Études des potentiels fonciers à l'intérieur des enveloppes urbaines - travail nouveau plu.....53
2.2.5. AFOM.....59
2.3. Les équipements.....60
2.3.1. Une commune avec une offre d'équipements structurée.....60
2.3.2. L'enseignement & la garde d'enfants : des services à adapter .64
2.3.2.1. La petite enfance.....64
2.3.2.2. L'école primaire et maternelle.....64
2.3.2.3. Le secondaire.....65
2.3.2.4. L'enseignement supérieur : une ressource organisée autour du Grand Genevois et à l'échelle réionale.....67
2.3.3. Un manque de structure pour l'accueil des personnes âgées, mais une offre existante à proximité.....68

2.3.4. Un accès aux services de santé relativement facilité.....69
2.3.5. Les équipements de loisirs.....70
2.3.6. Les réseaux secs.....71
2.3.6.1. Numérique.....71
2.3.7. Les réseaux humides.....72
2.3.7.1. assainissement des eaux usées.....72
2.3.7.2. Eau potable et bilan d'adéquation ressource/besoin.....73
2.3.7.3. Eau pluviale.....76
2.3.8. AFOM.....78
2.4. Économie.....79
2.4.1. L'emploi.....79
2.4.1.1. Un territoire doté d'un profil d'actifs jeunes et ouvriers/employés.....79
2.4.1.2. Un territoire attractif pour les travailleurs frontaliers….....80
2.4.1.3. …Mais qui reste un pôle d'emplois local.....82
2.4.2. L'économie agricole et forestière.....83
2.4.2.1. L'activité agricole : une activité à la marge, mais encore présente 83
2.4.3. Les activités caractéristiques de la commune.....84
2.4.3.1. Les carrières du Mont Salève.....84
2.4.3.2. Le commerce.....84
2.4.4. L'économie touristique et de loisirs.....85
2.4.5. AFOM.....87
2.5. Les mobilitÉs.....88
2.5.1. Analyse du réseau viaire.....88
2.5.1.1. Hiérarchisation de la trame viaire.....88
2.5.1.2. Une trame viaire organisée mais assujettie à des problématiques supra-communales.....90
2.5.1. Bilan et analyse des capacités de stationnements.....92
2.5.3. Analyse de la motorisation des ménages et des déplacements 95
2.5.3.1. Des déplacements dominés par les navettes domicile-travail 95
2.5.3.2. Des ménages de plus en plus concernés par la précarité énergétique en lien avec la mobilité quotidienne.....96
2.5.4. L'offre en transport en commun.....97
2.5.4.1. Une offre en transport permettant les déplacements intercommunaux ….....97
2.5.4.1. … qui tend à se développer.....98
2.5.4.2. …Mais lacunaire pour les déplacements internes.....98
2.5.5. Les mobilités douces & alternatives.....99
2.5.6. AFOM.....100
2.6. Adaptation au changement climatique.....101
2.6.1. L'énergie.....101
2.6.1.1. Consommation d'énergie.....101
2.6.1.2. Production d'énergie renouvelable et les potentiels mobilisables sur le territoire.....102
2.6.2. La qualité de l'air.....108
2.6.2.1. Emission de Gaz à Effet de Serre (GES).....108
2.6.2.2. Qualité de l'air.....109
2.6.3. Le PCAET.....111

1. Contexte territorial

1.1. DYNAMIQUE TERRITORIALE

1.1.1. CONTEXTE GEOGRAPHIQUE

Le contexte administratif de la Commune d'Etrembières est à l'image de sa situation transfrontalière. Aussi, la Commune appartient aux unités/EPCI suivantes :

- **Grand Genève Agglomération** (209 Communes pour 1 027 000 habitants en 2020)
- **Pôle métropolitain Genevois français** (117 Communes, 8 intercommunalités pour 431 365 habitants en 2020)
- **L'arrondissement de Saint Julien en Genevois** (72 communes pour 7 cantons, environ 196 061 habitants en 2020)
- **La Communauté d'Agglomération d'Annemasse** (12 communes pour environ 90 562 habitants en 2019)

Si l'on regarde les caractéristiques physiques du territoire, on s'aperçoit, dans un premier temps, qu'Étrembières couvre une faible superficie, à savoir 543 ha. Les limites communales suivent principalement des limites naturelles imposées par le relief et le cours d'eau. Ainsi, la commune est principalement limitée :

- Au nord et à l'est, par la rivière Arve
- Au sud, la limite communale se trouve sur les coteaux boisés du Salève

Au-delà, des limites naturelles du territoire, il convient de noter que ce dernier est relativement contraint par les infrastructures de transport, notamment l'autoroute et la voie ferrée sectionnant le territoire d'est en ouest. Il apparait deux polarités urbaines principales à savoir :

- Le chef-Lieu
- Le Pas-de-l 'Echelle

Les infrastructures de transport sont autant une contrainte qu'un atout pour la Commune. En effet, ces dernières permettent de connecter Etrembières aux territoires voisins et notamment transfrontaliers. On comprend ainsi que les voies de transport permettent à la Commune d'être particulièrement attractive pour les frontaliers.

Enfin, la Commune d'Etrembières est le support d'une économie dont les retombées ne s'arrêtent pas aux simples limites communales :

- Shopping Etrembières
- Carrières du Salève
- Gravière
- …

La présente partie du diagnostic vise à approfondir la compréhension du territoire afin de mettre en œuvre un projet de territoire qui permet d'encadrer les dynamiques en cours sur le territoire.

1.1.2. CONTEXTE SUPRA-COMMUNAL

1.1.2.1. LE SRADDET

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité du Territoire fixe les objectifs de moyen et long termes en lien avec plusieurs thématiques : équilibre et égalité des territoires, implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional, désenclavement des territoires ruraux, habitat, gestion économe de l'espace, intermodalité et développement des transports, maîtrise et valorisation de l'énergie, lutte contre le changement climatique, pollution de l'air, protection et restauration de la biodiversité, prévention et gestion des déchets.

La commune d'Etrembières est concernée par le SRADDET Auvergne Rhônes Alpes a été adopté en Assemblée plénière le 19 décembre 2019 et est entré en vigueur le 10 avril 2020.

Il convient de préciser que ce document doit être le premier maillon intégrateur des récentes dispositions issues de la loi Climat et Résilience (2021). C'est dans ce contexte qu'en juin 2022 la modification n°1 du document a été engagée.

1.1.2.2. LE SCOT

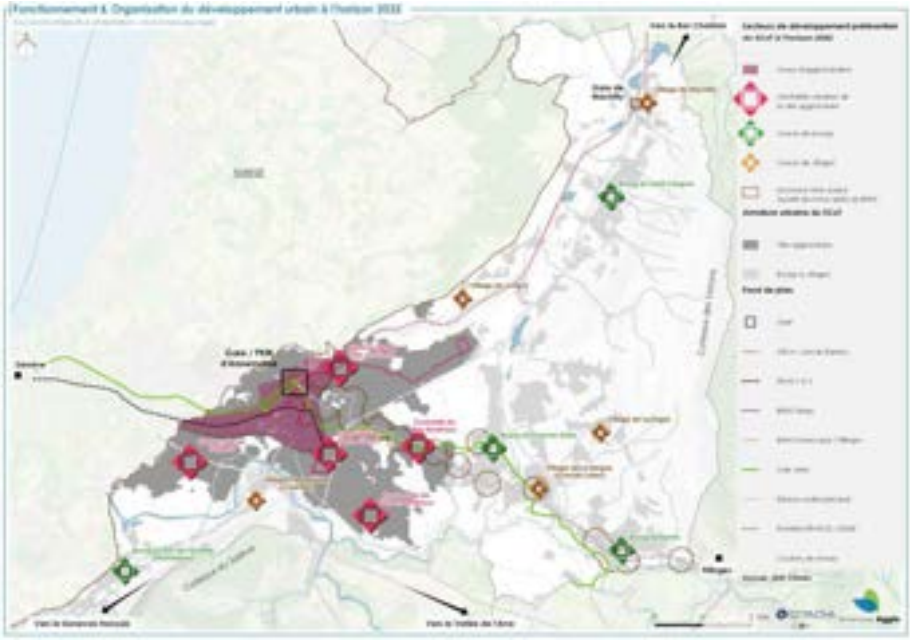
Le SCOT de la région d'Annemasse a été approuvé par délibération du comité syndical du Syndicat d'étude du Genevois haut Savoyard (SEGH) du 28 novembre 2007. La compétence SCoT a ensuite été reprise par Annemasse Agglo dès sa création par arrêté préfectoral du 5 décembre 2007.

Le SCoT d'Annemasse Agglo a donc été approuvé en 2012 et donne les bases d'un développement durable. Il est à noter que la révision du SCoT a été prescrite par délibération du conseil communautaire d'Annemasse Agglo du 25/02/2015 et approuvé en date du 15 septembre 2021.

Aussi la nouvelle mouture du SCoT vient d'ores et déjà calibrer le projet de territoire de la Commune. En effet, le document identifie des espaces naturels et agricoles à préserver, des coupures d'urbanisation à maintenir, les entrées de ville à requalifier …

Le SCoT prévoit aussi une armature territoriale qui va forger l'armature urbaine de la Commune. Aussi le SCoT identifie 2 polarités à savoir :

- Le Chef-Lieu identifié comme un coeur de village
- Le Pas-De l'Echelle identifié comme un coeur de bourg



La catégorisation de ces centralités entraine des prescriptions et objectifs chiffrés présentés dans le tableau ci-dessous :

Secteur	Croissance démographique	Besoin en logements	Densité	Répartition des logements
Chef-Lieu	+ 1,5 %	+/- 300	35 – 45 logements/ha	• 80 % secteurs préférentiels • 20 % en dehors des secteurs préférentiels
Le pas de l'Echelle			40 – 60 logements/ha	• 75 % secteurs préférentiels • 25 % en dehors des secteurs préférentiels

Enfin, le SCoT identifie le secteur de Shopping Etrembières au sein de son DAACL. La zone commerciale est alors qualifiée de pôle secondaire de périphérie dont les objectifs sont les suivants :

• Restructurer l'offre commerciale existante afin d'améliorer la visibilité et la qualité urbaine d'ensemble des pôles ;

• Proposer des outils pour moderniser les équipements et les aménagements au gré des projets ;

• Permettre le développement de commerces ne s'intégrant pas dans le tissu urbain mixte complémentaire à l'offre de centralité, uniquement pour répondre à un objectif d'amélioration de la qualité des concepts et des pôles commerciaux.

• Les localisations préférentielles périphériques n'ont pas vocation à accueillir de nouvelles implantations d'unités commerciales dont la surface de plancher est inférieure à 400m² de surface de plancher


3.5 ZA Shopping Etrembières

Localisation du secteur d'implantation périphérique :

Nom du Secteur d'Implantation Périphérique (SIP) : ZA Shopping Etrembières

Rappel du DOG

Niveau hiérarchique : pôle secondaire de périphérie

Localisation préférentielle :

- Pôle identifié pour l'accueil des commerces et ensembles commerciaux d'importance ;
- Pôle n'ayant pas vocation à accueillir de nouvelles implantations d'unités commerciales dont la surface de plancher est inférieure à 400 m² de surface de plancher.

Orientation générale : encourager la modernisation des équipements commerciaux et leur contribution à la valorisation des bords d'Arve.

Conditions d'implantation :

Objectifs chiffrés de mobilisation du foncier : la création de surface se fait par la densification sur les emprises foncières actuelles des équipements commerciaux. L'augmentation de l'emprise foncière des équipements commerciaux à l'échelle de la zone d'activité ne pourra excéder 0,3 ha.

Les nouvelles implantations et extensions s'effectuent dans le Secteur d'Implantation Périphérique localisé ci-dessus.

Le SIP ZA Shopping Etrembières a vocation à accueillir des commerces et ensembles commerciaux répondant aux achats occasionnels lourds et exceptionnels[1]. Le format minimal des unités commerciales est fixé à 300 m² de surface de vente soit environ 400 m² de surface de plancher.

Les nouveaux projets doivent contribuer à l'amélioration qualitative de cette entrée de ville. Les nouvelles implantations commerciales permettent d'améliorer significativement l'accessibilité au site, notamment par des modes actifs, d'améliorer l'insertion visuelle du site, de prendre en compte les enjeux paysagers liés à la proximité des bords d'Arve.

L'augmentation de l'emprise foncière des équipements commerciaux dans le secteur « Parrallo » est conditionnée au respect des dispositions du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles, et à la mise en œuvre d'un projet d'ensemble à l'échelle du secteur permettant le maintien des services actuellement en place.

Les documents d'urbanisme locaux définissent précisément les secteurs à vocation commerciale, en compatibilité avec le document graphique localisant le secteur d'implantation périphérique et avec les objectifs chiffrés de mobilisation du foncier. En dehors de ces secteurs, les documents d'urbanisme locaux prévoient des dispositions contraignant la mutation des bâtiments à usage non commercial vers du commerce, et limitant les possibilités d'évolution des bâtiments à usage commercial afin de favoriser leur mutation vers un usage non commercial notamment lors des changements d'enseigne.

[1] Entendu regroupe des commerces répondant aux achats hebdomadaires et occasionnels légers sous conditions (cf. 1.3. Application des dispositions sur la création des installations)

La révision devra intégrer l'ensemble des prescriptions induites par le SCoT.

LE PLH

La Communauté d'Agglomération d'Annemasse porte un Plan Local de l'Habitat (PLH) portant sur la période 2023-2029. Ce document présente une analyse communale dont les conclusions sont les suivantes :

Au regard de l'analyse des potentiels fonciers identifiés de la commune et des objectifs fixés par le SCoT et le PLH en matière de développement urbain et social de la commune, il apparait opportun pour la commune de prêter une attention particulière :

- À la structuration de son urbanisation afin de limiter la consommation d'espace et programmer et structurer son développement au sein des secteurs stratégiques ;
- Au déploiement d'un urbanisme de projet permettant d'anticiper les opérations de renouvellement urbain grâce à la révision du PLU, le développement d'une stratégie foncière à vocation d'habitat et la réalisation d'études urbaines dans les secteurs les plus stratégiques de la commune ;
- À la conservation d'un niveau de mixité sociale suffisant permettant l'accueil des ménages les moins favorisés ;
- À la retranscription règlementaire du tiers de logement abordable au sein du PLU en cours de révision et en veillant au respect des produits définis par le PLH ainsi que les niveaux de prix correspondants aux besoins des ménages.

Annemasse agglo pourra apporter une ingénierie quant à l'écriture règlementaire du PLH relatif à la mise en œuvre de la politique des trois tiers et financer des études de faisabilité sur des secteurs stratégiques.

Le parc ancien de logement de la commune est essentiellement composé de maisons individuelles, la rénovation énergétique du parc de logement existant constitue un enjeu social et environnemental fort. Ainsi, afin d'accompagner les propriétaires de maisons individuelles dans leur projet de rénovation, la commune pourra déployer et relayer la stratégie de communication mise en place par le Conseil départemental dans le cadre de la plateforme Haute-Savoie Rénovation Energétique afin de contribuer à l'atteinte des objectifs fixés par le PLH. Enfin, le diagnostic du PLH a montré

qu'une copropriété située sur le territoire de la commune nécessite une attention particulière au regard des difficultés financières de cette dernière. La collaboration de la commune dans la mise en œuvre des dispositifs de l'ANAH, VOC (Veille Observation des Copropriétés) et le POPAC (Programme Opérationnelle de Prévention d'Accompagnement des Copropriétés) sera nécessaire pour prévenir l'aggravation des difficultés rencontrées par les copropriétés identifiées.

Le PLH met notamment en exergue l'atteinte de l'objectif des trois tiers dans la production de logement comme qui suit :

Logements locatifs aidés	**33 %**
Logements abordables ***(Le SCoT définit le logement abordable comme un segment de marché situé entre le logement locatif social et le logement à prix libre, qui s'adresse à une cible de ménages sous plafonds de ressources)***	**33 %**
Logements libres	**33 %**

Toutefois, il convient de préciser que le bilan des opérations depuis l'approbation du SCoT met en évidence la répartition suivante : sur les 138 logements déjà autorisés = 19 LLS (13,8%) / 12 accessions sociales (8,7%) / 107 libres (77,5 %).

Dans ce contexte, il semble que le rattrapage des objectifs des trois tiers soit compliqué puisque cela signifie qu'il convient de faire des opérations 100 % sociales. Les techniciennes d'Annemasse Agglomération précisent qu'à ce jour, il y a deux enjeux majeurs pour la révision du PLU pour la Commune :

1. Réussir à maîtriser le foncier et les produits mis en vente notamment en réalisant un phasage dans les opérations d'aménagement prévues au PLU
2. Commencer à mettre en place une stratégie foncière sur la Commune en se faisant notamment accompagner par les techniciens du SCoT ou encore de l'EPFL.

Enfin, le PLH présente les taux et les seuils d'application en fonction de projet d'aménagement en faveur de l'habitat. Aussi pour Etrembières sont présentés les éléments suivants :

Taux et seuils d'application	Type de zone pour application
Règle systématique de 20% de LLS dans les opérations de plus de 800 m² de surface de plancher	Zone U et AU
Dans les opérations de plus de 5000 m² SP, il est exigé au moins 20% LLS + 10% logements en accession abordables.	Zone U et AU
Servitudes de mixité sociale dans les secteurs soumis à OAP : • Des secteurs identifiés L1 à L6 : entre 20% et 50% LLS • Les secteurs identifiés L1 à L4 - une part de logement d'une taille minimale, à savoir : ○ min 20% de T4 d'une surf habitable min de 75 m² ○ min 10% de T5 d'une surf habitable min de 90 m²	OAP

Aussi, il convient de bien intégrer les prescriptions et conclusions du PLH dans le cadre de la révision du PLU d'Etrembières

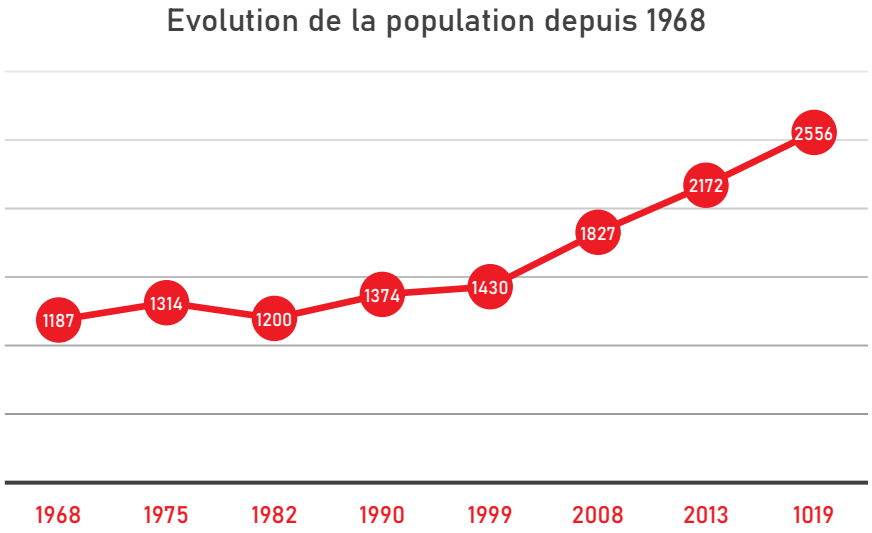
2. CADRE D'USAGE

2.1. DIAGNOSTIC SOCIO-DEMOGRAPHIQUE

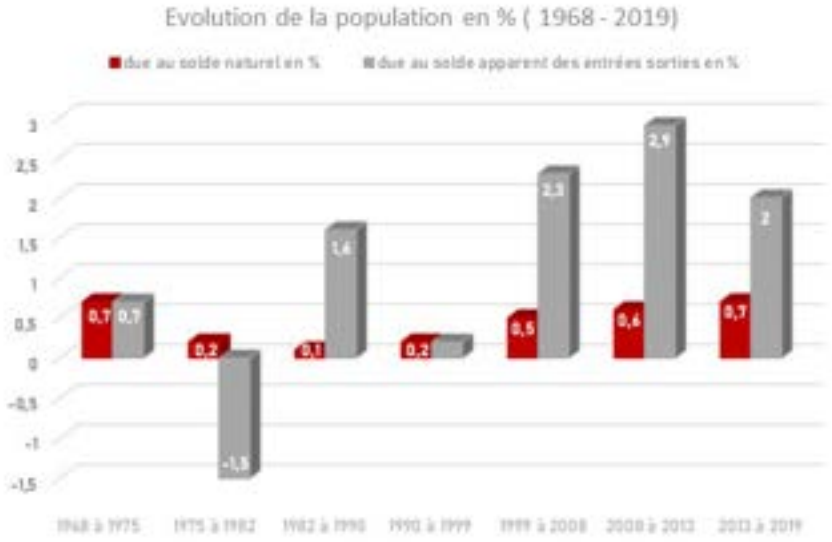
2.1.1. ÉVOLUTION DE LA POPULATION

En 2019, Etrembières comptait 2 556 habitants, soit une nette augmentation par rapport à 2013 (+384 habitants). En l'espace de 20 ans (entre 1999 et 2019), la population a presque doublé en observant une variation annuelle moyenne de l'ordre de 3,9 % par an.

Une note une croissance particulièrement importante sur la période 2008-2013 avec un taux moyen de 3,5 %/an.



L'importante augmentation de la population depuis les années 2000 s'explique notamment par la proximité des bassins d'emplois et de consommation de Genève, Gaillard, Annemasse Ville-la-Grand combiné avec un cadre de vie agréable, « à la campagne », qui a fait de la commune une terre d'accueil privilégiée. En effet, on note que les nouveaux habitants sont en majeure partie issus du solde migratoire. Depuis les années 90, le solde naturel remonte légèrement grâce au maintien du nombre de naissances et à une baisse du nombre de décès.



A titre de comparaison, Etrembières connait le taux de croissance :

- Le plus important à l'échelle de l'Agglomération d'Annemasse (moyenne + 0,8 % par an)
- Est deux fois plus important que les moyennes régionales (moyenne + 1,2 % par an)



On peut parler d'un territoire particulièrement attractif. Il convient de préciser que la dynamique migratoire est importante mais qu'elle a tendance à se stabiliser. En effet, on note un solde migratoire de + 2 % sur la période 2013-2019 contre +2,9 % sur la période 2008-2013.

2.1.1.1. POURQUOI CETTE FORTE CROISSANCE DEPUIS LES ANNEES 2000 ?

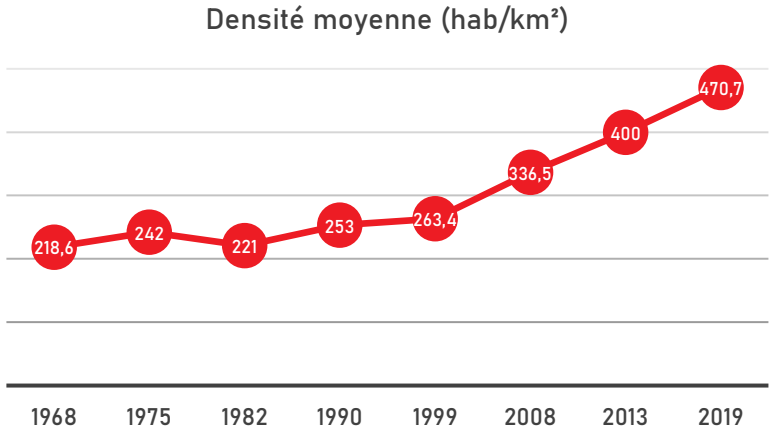
La croissance importante de la population depuis les années 2000 peut s'expliquer pour partie par la facilité de l'accès à l'emploi pour les frontaliers à partir de 2004, suite aux accords bilatéraux signés un an plus tôt, ne donnant plus la priorité aux candidats suisses sur une offre d'emploi.

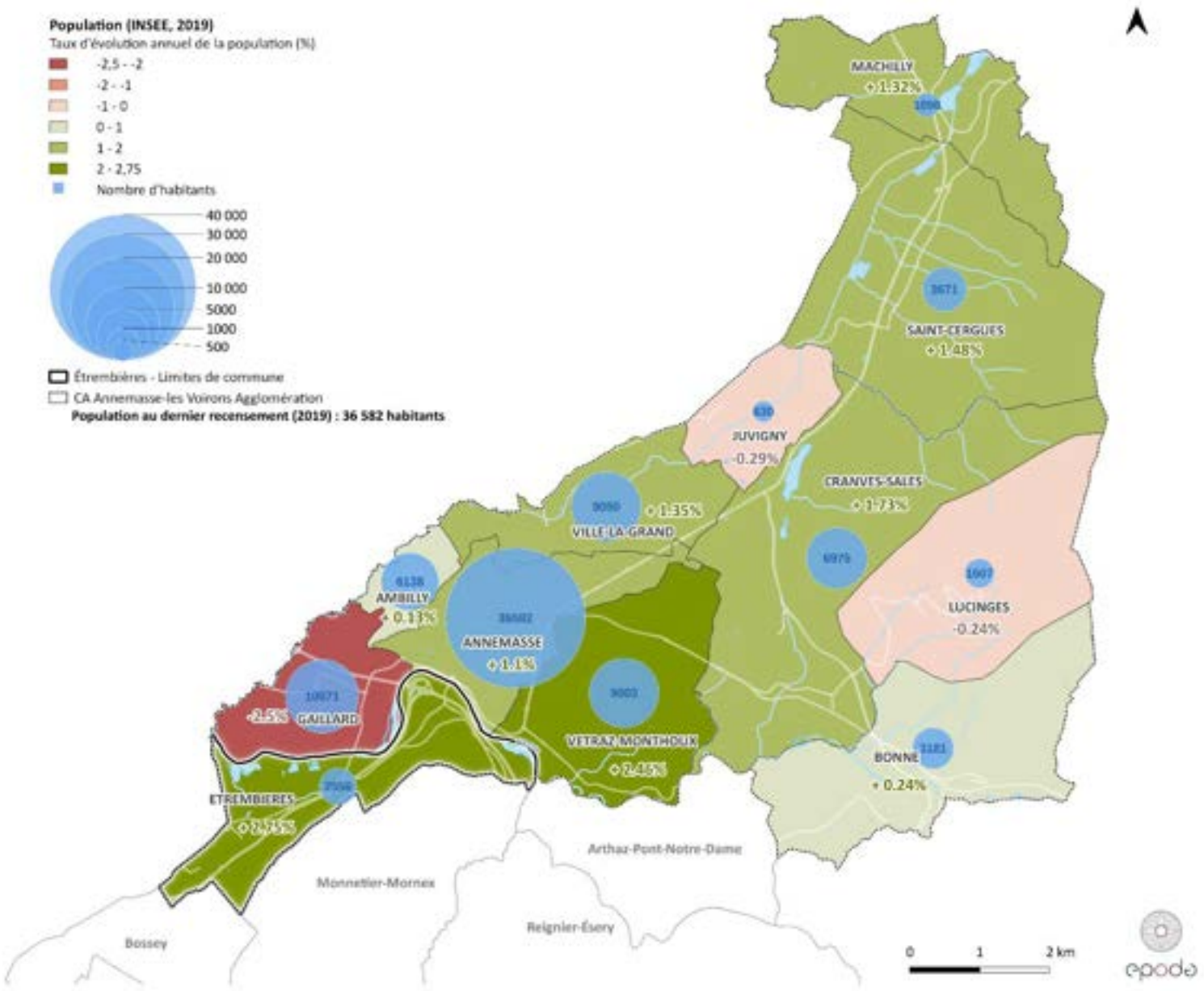
L'intensification de la coopération franco-suisse, côté genevois, se concrétise en 2013 par la création du « Grand Genève ». L'agglomération Franco-Valdo-Génevoise rassemble 209 Communes et a permis :

- L'accueil de 13 400 habitants entre 2013 et 2019
- La création de 10 800 emplois par an entre 2006 et 2019

Il convient de préciser qu'avec près de 2,4% de croissance annuelle entre 2009 et 2014, Annemasse Agglo se positionne dans la moyenne haute du Pôle Métropolitain du Genevois Français et s'inscrit dans un contexte frontalier et métropolitain parmi les plus dynamiques de France : l'Agglomération a en effet accueilli près de 10 000 habitants au cours des 5 dernières années, soit 25% de l'ensemble des gains démographiques du Genevois français.

L'accueil d'une population nouvelle a pour effet d'observer l'accroissement significatif de la densité humaine. Aussi, on note que sur la Commune la densité d'habitant au m² a quasiment doublé entre 1990 et 2019 en passant de 253 hab au km² à 471 hab au km².




Population (INSEE, 2019)
Taux d'évolution annuel de la population (%)
-2,5 - -2
-2 - -1
-1 - 0
0 - 1
1 - 2
2 - 2,75
Nombre d'habitants
40 000
30 000
20 000
10 000
5000
1000
500
Étrembières - Limites de commune
CA Annemasse-les Voirons Agglomération
Population au dernier recensement (2019) : 36 582 habitants
MACHILLY
+1.32%
SAINT-CERGUES
+1.48%
JUVIGNY
-0.29%
CRANVES-SALES
+1.73%
VILLE-LA-GRAND
+1.35%
AMBILLY
+0.13%
ANNEMASSE
+1.1%
LUCINGES
-0.24%
GAILLARD
-2.5%
VETRAZ-MONTHOUX
+2.46%
BONNE
+0.24%
ETREMBIERES
Arthaz-Pont-Notre-Dame
Monnetier-Mornex
Reignier-Esery
Bossey
0
1
2 km
epode

2.1.2. COMPOSITION DE LA POPULATION ET DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUE

2.1.2.1. UNE POPULATION JEUNE ET ACTIVE

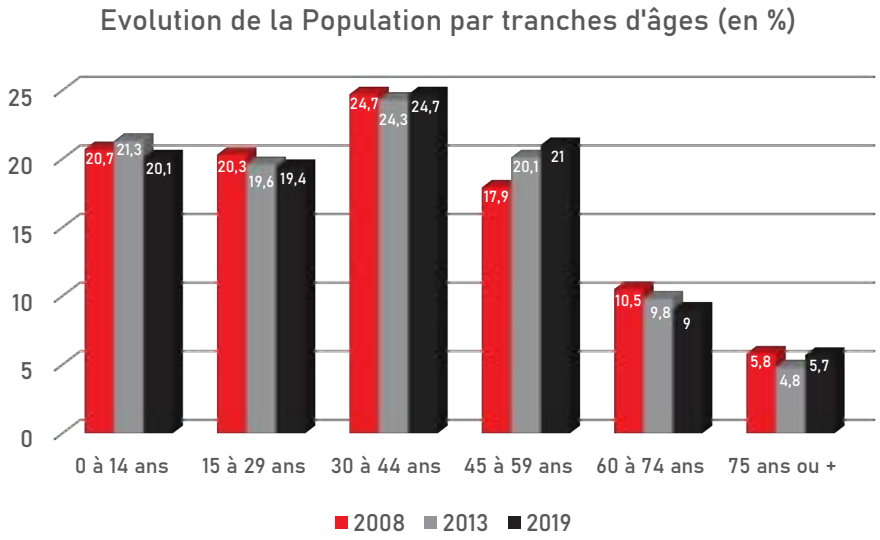
La part des 3 tranches d'âges les plus jeunes est relativement stable entre 2008 et 2013 et représente 64,2 % de la population d'Etrembières. La part des 3 tranches d'âges les plus âgées augmente légèrement ces dernières années : + 1,5 point entre 2013 et 1019. Le graphique ci-après permet de faire les constats suivants sur la structure de la population :

- Une stabilisation de la natalité et de l'arrivée de ménages ayant de jeunes enfants
- L'apport d'une population active, âgée de 45 à 59 ans : le marché de l'immobilier ayant tendance à écarter les primo-accédants, ce sont les familles, en deuxième achat qui ont la possibilité de s'installer
- Une progression relativement faible du nombre de séniors : une commune peu adaptée à cette tranche d'âge (desserte en transport en commun peu efficace, peu de services adaptés)

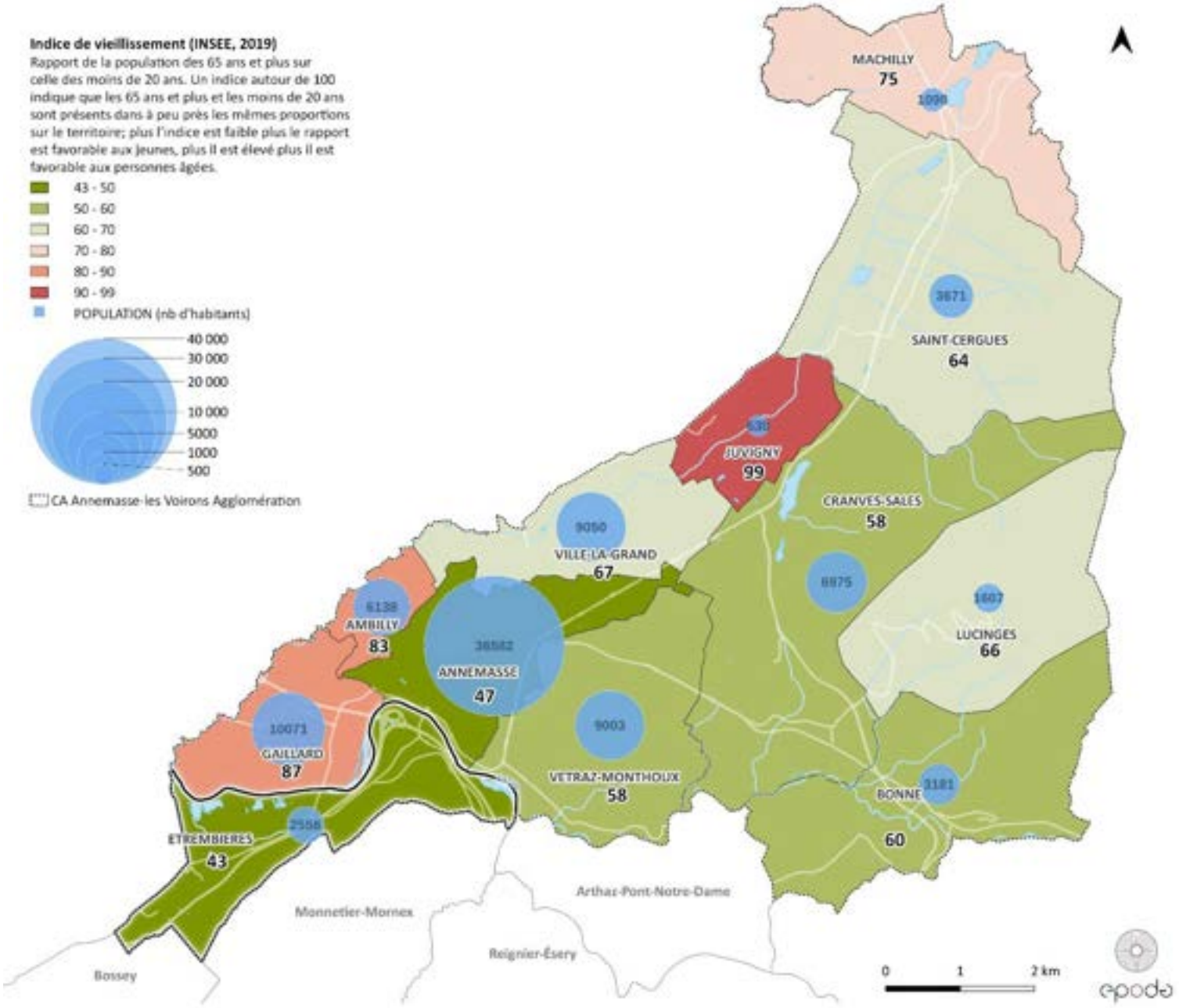
Il convient de préciser que la population de la Commune possède un indice de jeunesse en 2019 (1,76) supérieur aux tendances observées à l'échelle du Genevois français (1,4).

Etrembières est une commune jeune, qui ne souffre pas du phénomène de vieillissement. Toutefois, cette tendance semble fragile du fait des difficultés accrues d'accès aux logements pour les plus jeunes.

Le PLU se doit de prendre en compte les besoins engendrés par l'évolution démographique afin d'apporter une cohérence entre la structure de la population existante/à venir et l'offre d'équipements de la commune (équipements scolaires, loisirs, services, …).



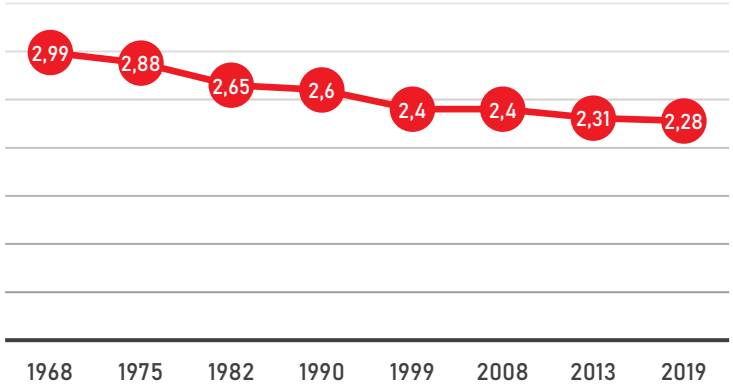
Commune d'Etrembières



2.1.2.2. UNE TAILLE DES MENAGES EN DIMINUTION

La taille des ménages d'Etrembières est légèrement supérieure la moyenne d'Annemasse agglomération (2,28 contre 2,15). Cette valeur est relativement stable depuis 2013.

Evolution de la taille des ménages depuis 1968



Malgré une diminution progressive de la taille des ménages Etrembières reste dans les moyennes hautes observées sur les territoires à proximité.

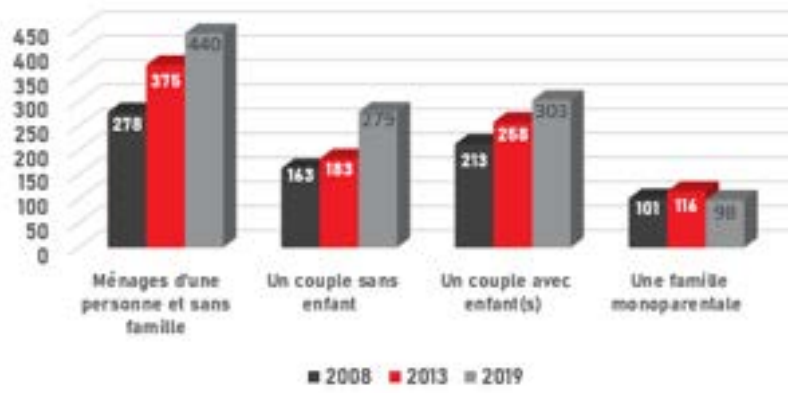
ELEMENTS DE COMPARAISON : TAILLE DES MENAGES 2019



Il est nécessaire d'indiquer que la réduction de la taille des ménages est un constat national et que plusieurs raisons peuvent être invoquées :

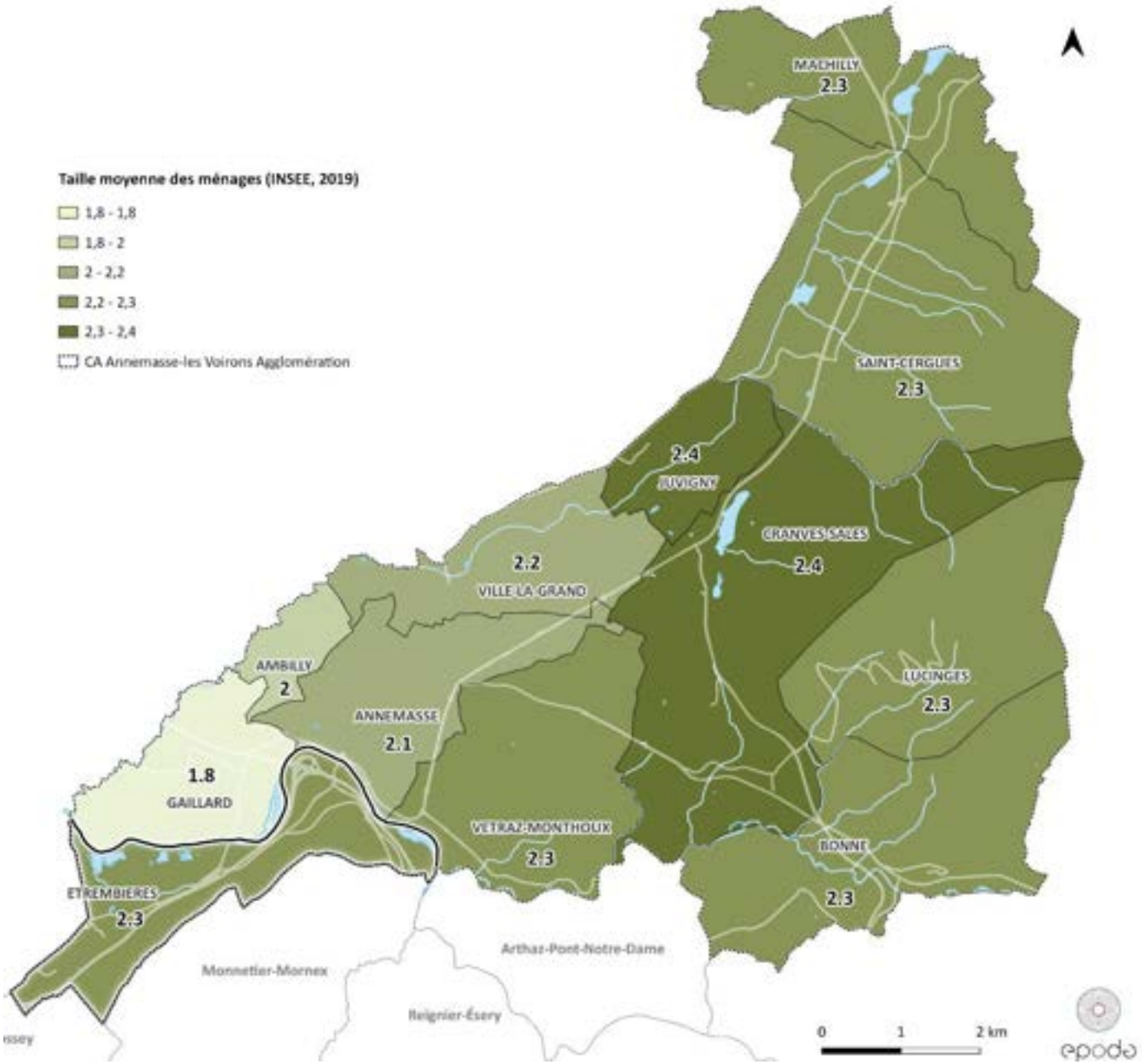
- L'accroissement du nombre de divorces et de famille monoparentale
- Le recul de l'âge moyen de l'installation en couple
- L'allongement du temps des études
- Le recul de la natalité : + 215 couples sans enfant en 11 ans
- L'allongement de l'espérance de vie

Répartition des ménages



Etrembières se distingue par une proportion élevée de ménages d'une seule personne, qui tend d'ailleurs à progresser depuis 2008, ils représentent 39,2% des ménages en 2019.

C'est la catégorie des couples sans enfant qui augmente le plus, en lien avec l'accueil de ménages plutôt dans une tranche 45-59 ans et des enfants souvent déjà partis du domicile familial. Les couples avec enfants restent bien représentés, en lien avec le cadre de vie de la commune offrant historiquement des maisons particulièrement adaptées aux familles.


Taille moyenne des ménages (INSEE, 2019)
1,8 - 1,8
1,8 - 2
2 - 2,2
2,2 - 2,3
2,3 - 2,4
CA Annemasse-les Voirons Agglomération
MACHILLY
2.3
SAINT-CERGUES
2.3
2.4
JUVIGNY
CRANVES-SALES
2.4
2.2
VILLE-LA-GRAND
AMBILLY
2
ANNEMASSE
2.1
LUCINGES
2.3
1.8
GAILLARD
VETRAZ-MONTHOUX
2.3
BONNE
2.3
ETREMBIERES
2.3
Arthaz-Pont-Notre-Dame
Monnetier-Mornex
Reignier-Esery
0
1
2 km
epode

2.1.3. LE LOGEMENT

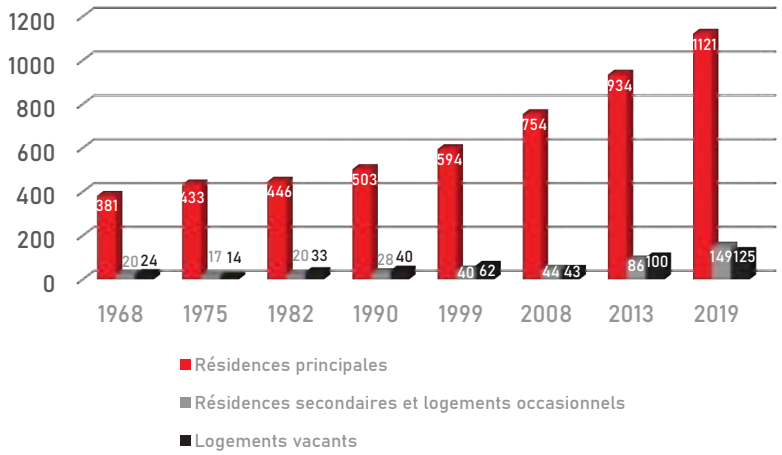
2.1.3.1. ÉVOLUTION ET COMPOSITION DU PARC DE LOGEMENTS

L'analyse du parc de logements ci-contre est issue des chiffres de l'INSEE.

L'évolution du parc de logements présentée ci-après permet de réaliser les constats suivants :

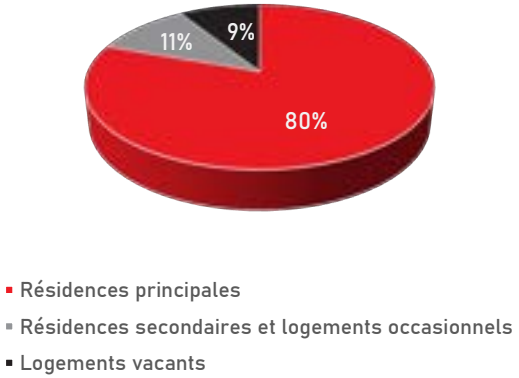
- Une évolution importante des résidences principales puisqu'en 20 ans leur nombre a doublé. Cette progression est en corrélation avec l'évolution démographique observée.
- Une récente augmentation des résidences secondaires et logements occasionnels. En effet, sur la période 2008 et 2019 on note + 105 logements de ce type, certainement en lien avec l'attractivité économique qui peut engendrer des besoins de logements occasionnels pour se rapprocher de son lieu de travail. De plus, notons que des résidents suisses déclarent une résidence secondaire sur la commune alors qu'ils l'occupent régulièrement.
- Une croissance des logements vacants puisque sur la période 2008-2019 on en compte +82 sur la Commune. Le taux de 9% semble important pour une commune soumise à pression foncière comme Etrembières.

Evolution de la composition du parc de logements



Etrembières compte un parc de 1395 logements en 2019. Les résidences principales dominent, tandis que la part de logements vacants fluctue au gré des opportunités de renouvellement urbain.

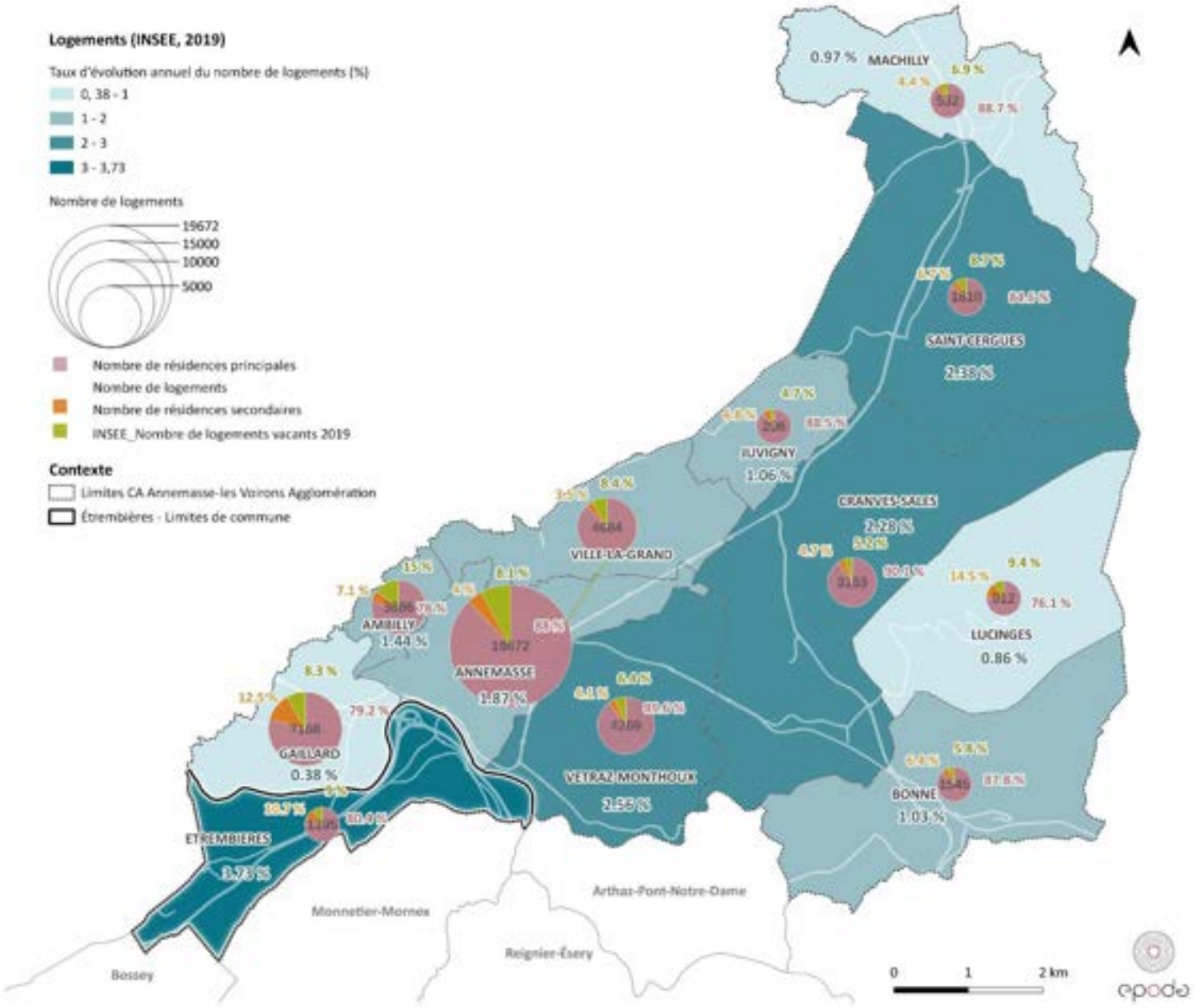
Composition du parc de logement en 2019



Il convient de préciser que l'analyse des chiffres INSEE montre que depuis 2008 la Commune d'Etrembières observe une dynamique constructive très importante en réponse aux tendances démographiques à la hausse. En effet, on note qu'Etrembières dispose du taux d'évolution annuel du nombre de logements le plus importants de l'Agglomération (entre 2013 et 2019 : +3,73 %) et largement supérieur aux dynamiques observées sur les EPCI limitrophes.



Il est nécessaire de maîtriser cette dynamique constructive afin de préserver le cadre de vie Etrembièrois et encadrer les opérations afin qu'elle propose des opérations qualitatives.


Logements (INSEE, 2019)
Taux d'évolution annuel du nombre de logements (%)
0, 38 - 1
1 - 2
2 - 3
3 - 3,73
Nombre de logements
19672
15000
10000
5000
Nombre de résidences principales
Nombre de logements
Nombre de résidences secondaires
INSEE_Nombre de logements vacants 2019
Contexte
Limites CA Annemasse-les Voirons Agglomération
Étrembières - Limites de commune
0.97 %
MACHILLY
SAINT-CERGUES
2.38 %
JUVIGNY
1.06 %
CRANVES-SALES
2.28 %
VILLE-LA-GRAND
AMBILLY
1.44 %
ANNEMASSE
1.87 %
LUCINGES
0.86 %
GAILLARD
0.38 %
VETRAZ-MONTHOUX
2.55 %
BONNE
1.03 %
ETREMBIERES
3.73 %
Arthaz-Pont-Notre-Dame
Monnetier-Mornex
Reignier-Esery
Bossey
0
1
2 km
epode

2.1.3.2. DESCRIPTION DU PARC DE LOGEMENTS

Le parc de logements présente de manière plus ou moins équitable l'ensemble des typologies de logements, on note tout de même une sous-représentation des studios. L'analyse de l'évolution de la typologie de logement depuis 2008 sur la Commune permet notamment les constats suivants :

- Les grands logements : 4 pièces et 5 pièces ou plus sont de moins en moins représentés (respectivement -4,3 et -4,6 points)
- A contrario les logements intermédiaires : 3 et 2 pièces sont de plus en plus représentés (respectivement+ 3,4 et +5,9 points)

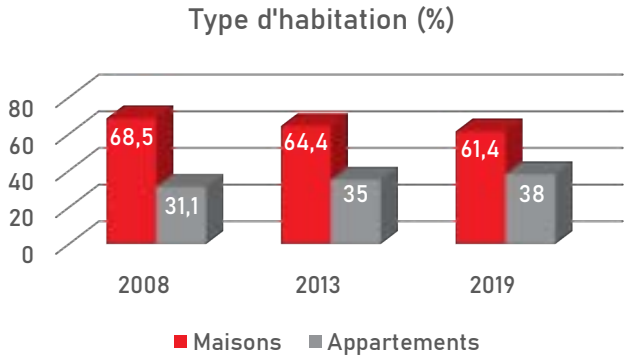
	2008	2013	2019
1 pièce	6,5 %	5,7 %	6,2 %
2 pièces	16,9 %	22,7 %	20,3 %
3 pièces	17,5 %	20 %	23,4 %
4 pièces	23,7 %	20,1 %	19,4 %
5 pièces ou plus	35,3 %	31,5 %	30,7 %

Cette évolution dans les typologies de logements peut s'expliquer par :

- L'accueil de nouveaux habitants en lien avec le développement économique du bassin Franco-Valdo-Suisse : depuis 2008, + 729 habitants et la création d'environ 367 logements
- Les nouveaux besoins locatifs des actifs qui recherchent des superficies moins importantes avec notamment moins d'entretien et un coût moins élevé
- Un développement de logements issus du dispositif Pinel, privilégiant les T2/T3
- Le desserrement des ménages

Pour information entre 2008 et 2019, la Commune a produit 57 % d'appartement en plus contre seulement 17 % de maisons supplémentaires.

Les contexte frontalier, l'augmentation constante de la démographie, le coût et la rareté du foncier ont opéré une réelle mutation de la morphologie urbaine. En effet, on assiste à une densification des enveloppes urbaines par la multiplication d'opérations collectives d'appartements.

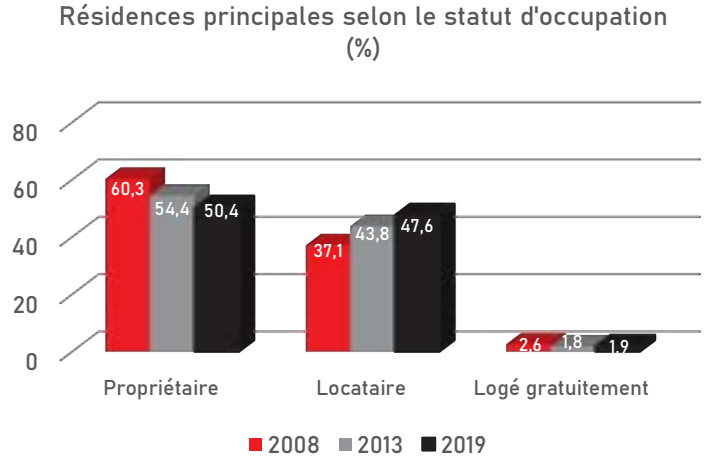




Le parc de logements a été construit majoritairement entre 1990 et 2015 (53 %), en lien avec les dynamiques d'accueil de population très importantes sur ces périodes. Cela induit un parc en moyenne jeune et normalement relativement peu énergivore puisqu'il prend en compte les règlementations thermiques en vigueur depuis les années 1970.



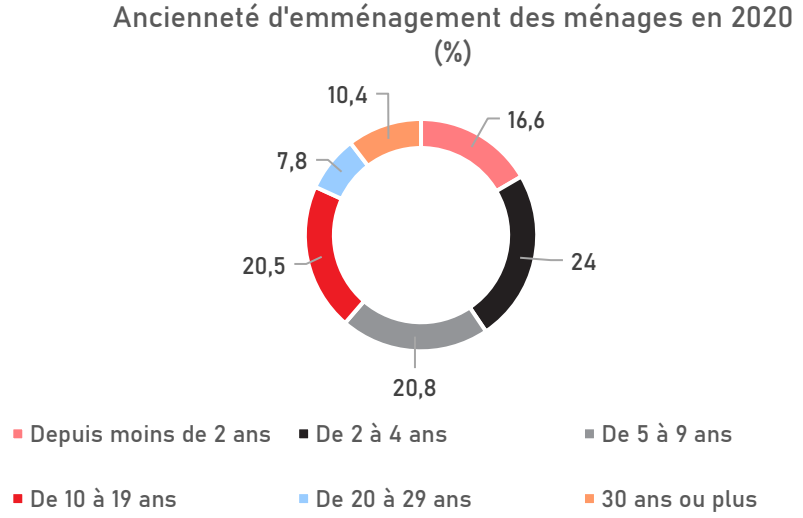
Au-delà d'une mutation des typologies de logements, le territoire observe une évolution du statut d'occupation des résidences principales. Effectivement, depuis 2008 on remarque une diminution progressive des propriétaires à la faveur des locataires.



Cette dynamique permet de répondre aux besoins des plus jeunes qui viennent s'installer pour une durée définie sur le territoire et comme premier logement. Comme les chiffres le présente ci-dessous c'est une dynamique observable à l'échelle de l'agglomération et du bassin Genevois.



Toutefois, il convient d'avoir une attention particulière concernant cette part importante de locataires. Ces-derniers sont moins attachés au territoire et présente des individus de passage qui s'impliquent moins sur la Commune et peut entrainer des turn-over importants. Effectivement, on note que 61,4 % des ménages ont emménagé il y a moins de 10 ans sur la Commune.



Malgré une croissance des logements locatifs, on observe une proportion de logements sociaux qui peinent à augmenter. En 2019, la Commune comptait

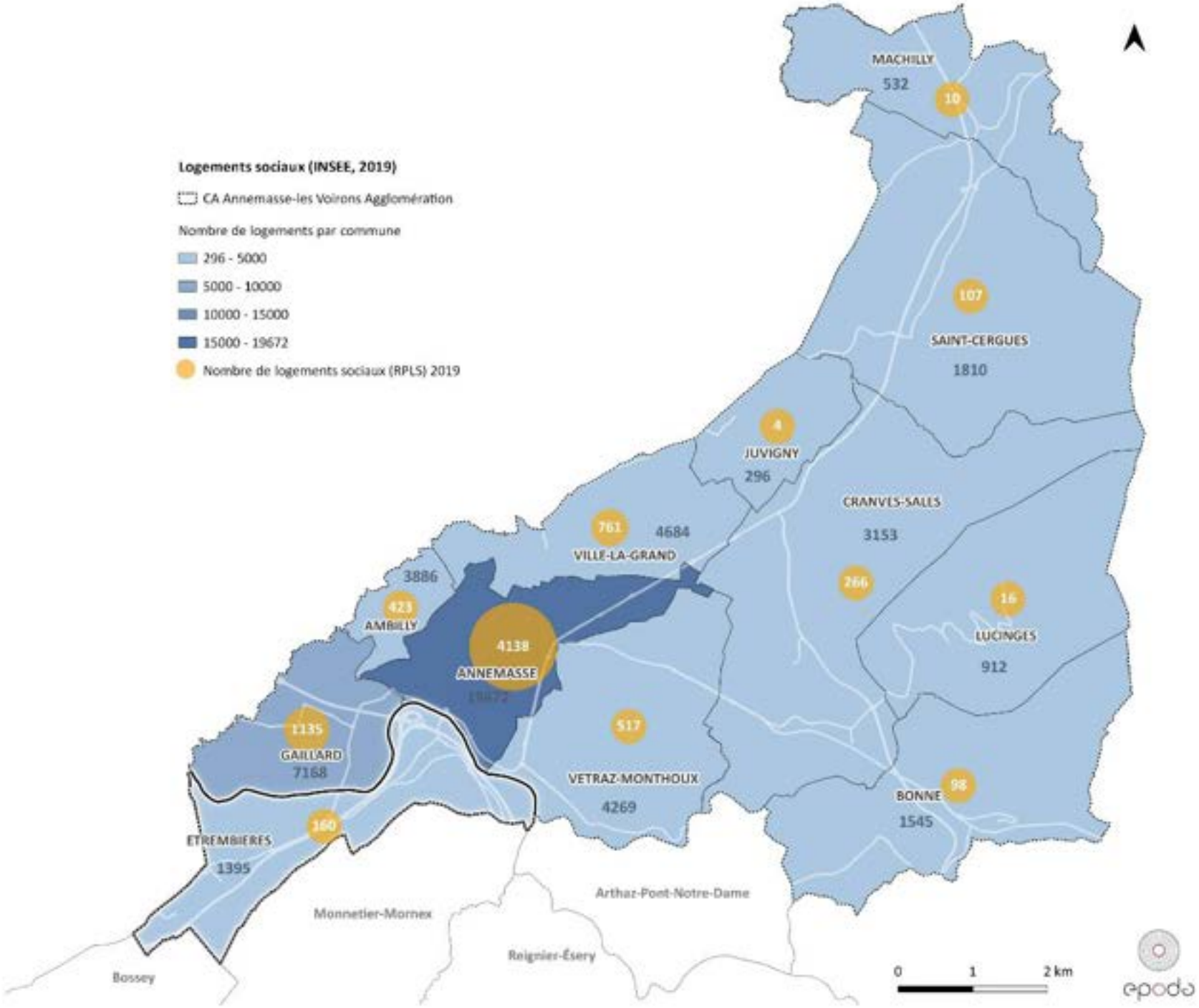
160 logements sociaux sur un parc de 1395 logements (soit 11,5 %). A l'échelle intercommunale l'offre de logements sociaux est concentrée sur Annemasse. Il convient de rééquilibrer l'offre de logements sociaux sur les différentes Commune de l'Agglomération, bien que la commune d'Etrembières ne soit pas soumise à l'article 55 de la loi SRU.

Cette offre est importante afin de répondre à la demande des jeunes mais aussi des personnes ne travaillant pas en suisse, avec des revenus en euros, et donc écartés par le marché « traditionnel ».



Il est nécessaire d'encadrer de manière règlementaire la production de logements sociaux afin de parvenir aux objectifs fixés par les documents de portée supérieure (SCoT et PLH).

Commune d’Etrembières



2.1.3.3. Analyse des PC depuis l'approbation du SCoT (2021 a aout 2023)

Depuis 2021, 146 logements ont été autorisés, soit une moyenne d'environ 58 logements par an (2,5 ans : 2021 2022 et moitié de 2023). Pour rappel, le SCoT et le PLH octroient une enveloppe maximale de 25 logements par an pour la commune d'Etrembières. Les logements autorisés sont ainsi bien au-dessus de la moyenne poursuivie. Toutefois, notons un net ralentissement sur l'année 2023, avec, au cours du premier semestre 13 logements autorisés, ce qui correspond à la moyenne recherchée. Les années 2021 et 2022, ont donc été particulièrement dynamiques (moyenne de 66 logements/an), l'approbation du SCoT ayant eu pour effet d'accélérer les dépôts d'autorisation.

Par ailleurs, il est important de rappeler que ce sont les logements autorisés et non réalisés. Avec la crise du secteur immobilier engagée courant 2023, on observe qu'un certain nombre de projets sont à l'arrêt et ne verront peut-être pas le jour.

Les projets autorisés sont très majoritairement des projets de logements collectifs (79%), la part d'individuels (12%) et de groupés/intermédiaires (10%) est relativement restreinte. Cela correspond à la rareté du foncier sur la commune, et à la demande croissante de logements sur le secteur. Par ailleurs, les opérateurs rationnalisent les projets et les poussent au maximum des possibilités offertes par le PLU, ce qui conduit à des projets relativement denses au regard du contexte communal.

Au total, 2,9 ha sont mobilisés pour ces autorisations d'urbanisme : majoritairement du foncier déjà urbanisé donc projet en renouvellement urbain et densification pour 1,5 ha, et 1,4 ha sur du foncier vierge (nu de construction ou aménagement).

Les densités calculées sur ces autorisations font ressortir une moyenne de plus de 50 logements par hectare. Cette moyenne est en cohérence avec celle préconisée par le SCoT voire légèrement au-dessus. Pour rappel, le SCoT demande d'observer une densité de 40-60 log/ha pour le Pas-de-l'Echelle et de 35-45 log/ha pour le Chef-lieu.

Concernant la nature des logements autorisés, 20 logements sont des logements locatifs sociaux et 12 sont des logements en accession sociale. Cela ne permet pas de répondre à l'objectif des trois tiers inscrit dans le SCoT et le PLH, à savoir 1/3 de logements locatifs sociaux, 1/3 d'accession sociale et 1/3 de libres. En effet, les LLS représentent pour l'heure 14% du total des logements autorisés depuis 2021, et l'accession sociale 8%.

Le PLU approuvé en 2019, et en vigueur à l'heure de ce bilan, ne permet pas d'imposer et donc de tendre vers l'objectif des trois tiers. Cela sera un enjeu fort du PLU à venir.

2.1.3.4. ZOOM SUR LE PRIX DU FONCIER : ECHELLE ANNEMASSE AGGLO

→ Source rapport de présentation : SCoT Annemasse Agglomération

Le marché du logement dans le neuf : il se caractérise par une production cyclique mais néanmoins dynamique. C'est ainsi, qu'en moyenne 903 logements sont commencés par an depuis 2007 contre 450 logements à minima prévus par le SCoT.

En 2015, le parc compte au total 46 659 logements soit +20% par rapport à 2007.

Cette croissance particulièrement forte de l'offre est principalement concentrée sur la première couronne avec une dynamique de construction importante entre 2007 et 2013.

Cette production neuve est portée en majorité par le secteur du collectif avec en moyenne 595 logements collectifs neufs mis en vente entre 2007 et 2017 (6547 au total).

Avec une moyenne de 37 logements individuels neufs mis en vente depuis 2009 (408 au total depuis 2007 – tendance à la baisse), la production neuve de maisons individuelles reste confidentielle, ce qui en fait un marché de niche par le prix.

Le prix panier moyen constaté en 2016 pour une maison neuve est de 360 000 € (+12% depuis 2007). Le prix moyen d'acquisition est en 2017 de 3 979€/m² contre 3313€/m² en 2007 soit une augmentation du 20% des prix du logement en 10 ans. A titre d'exemple, le panier moyen d'acquisition d'un jeune couple de moins de 30 ans sans enfant est de 228 765€ pour 66 m².



Le marché de l'ancien est le marché le plus important de l'agglomération par les volumes transactions, ce qui témoigne d'un bon fonctionnement du marché (1/3 neuf, 2/3 ancien).

Le marché de la revente en maison, stable dans le temps représente 225 reventes par an en moyenne, pour moitié en première couronne. Le prix moyen en 2016 se situe à 418 000 € (soit +8% depuis 2008).

Le marché des appartements anciens représente 858 logements par an en moyenne pour un prix moyen de 2820 €/m² en 2016 (+18% depuis 2008). Le marché de l'ancien reste le plus accessible de l'agglomération notamment pour les jeunes ménages. Le prix d'un appartement ancien sur l'agglomération en 2016 est 25,5% moins cher qu'un appartement neuf en VEFA (3 785€/² en 2016).

Enfin, le marché du logement est directement impacté par la réduction des disponibilités foncières et l'augmentation des contraintes pesant sur les terrains, ce à quoi s'ajoutent des attentes de plus en plus importantes de la part des propriétaires fonciers et une anticipation de hausse de prix par les opérateurs. Pour ces différentes raisons, le prix moyen constaté est en constante augmentation tandis que la taille moyenne des terrains commercialisés est en baisse.

Le prix moyen d'acquisition d'un terrain à bâtir est de 280€/m² soit 50% plus cher qu'en 2008 pour une surface moyenne de 906m² (-21% depuis 2008).

2.1.4.AFOM

ATOUTS	FAIBLESSES
- Une croissance démographique constante attestant de l'attractivité du territoire - Une population relativement jeune - De nombreux actifs - Une bonne dynamique constructive - Un territoire qui dispose de fonciers disponibles dans le document d'urbanisme en vigueur en grande majorité en densification et en zone urbaine, avec des projets récents plus denses - Un parc de logements relativement récent peu énergivore	- Un territoire qui a tendance à se résidentialiser - Une dépendance forte face aux bassins d'emplois extérieurs - Originellement, des logements individuels de grande taille et consommateurs d'espace - Une densification massive parfois peu qualitative - Une pression foncière importante qui creuse les inégalités sur le territoire
OPPORTUNITÉS	**MENACES**
- Appliquer les orientations du PLH afin de pérenniser l'attractivité de la Commune tout en réduisant les inégalités autour de l'accès au logement - Faire évoluer la règlementation afin de mieux maîtriser la densification	- Une production de logements bien supérieure aux objectifs visés par le SCoT et le PLH avec trop peu de logements sociaux - Des besoins en équipements structurants/ressources importants si la croissance démographique est maintenue (eau, école…) - Une attractivité fragile dépendante des bassins d'activité à proximité - Une augmentation constante du cout du foncier entrainant des inégalités dans l'accession au logement - Un renouvellement urbain important si non encadré

ENJEUX

- La maîtrise de l'attractivité résidentielle du territoire en apportant des réponses au parcours résidentiel complet des ménages
- L'adaptation du parc de logements dans un souci de cohésion sociale
- L'encadrement du renouvellement urbain largement en marche pour assurer des opérations qualitatives tant pour les habitants que pour le territoire, cohérence avec les ressources
- L'accompagnement du développement démographique par des équipements et services
- Une trajectoire Zéro Artificialisation Nette (ZAN) à viser

2.2. ANALYSE URBAINE ET CONSOMMATION FONCIERE

2.2.1. FORMES URBAINES

« *Etrembières est une très ancienne localité ; à l'époque romaine, un pont existait déjà sur l'Arve* » - **Tonneau, Alfred. Au Salève : souvenirs, description et légendes.**

Historiquement, la Commune d'Etrembières s'est construite autour de la maison forte/ château de Chatillon encore existant ce-jour (1).



En effet, ce bâtiment se trouve en surplomb de l'actuel Chef-Lieu. Il convient de préciser que, malgré sa présence historique, Etrembières était considéré comme un hameau à l'image des propos tenus dans l'ouvrage **les chemins de fer électriques et à crémaillère du mont Salève (Haute-Savoie): Ed. Lullin, 1892 :** « *Partant du hameau d'Etrembières, au pied de la montagne, pour aboutir sur le plateau du Grand Salève* ».

En effet, l'analyse de la carte de l'Etat-Major datant de 1820-1866 fait apparaitre peu de bâtiments agglomérés sur le secteur du Chef-Lieu. De plus, on s'aperçoit que les secteurs actuels du Pas-de-l 'Echelle et Crêt de la Croix sont des lieux-dits qui ne font l'objet d'aucune urbanisation.

Paradoxalement, Etrembières était connu pour sa grande naturalité et ces chemins qui mènent au Salève. En effet : « *le flot des promeneurs genevois, avides de marche, de grand air et de beaux points de vue, est bientôt revenu battre contre les escarpements du Pas de l'Echelle et envahir à nouveau toutes les pentes, les recoins et les hôtelleries de la montagne. Puis le tramway à voie large de Carouge-Genève a prolongé sa ligne, avec service accéléré par locomotives, jusqu'à la gare et à la petite ville d'Annemasse, facilitant ainsi grandement l'accès au vieux château d'Etrembières, au pittoresque hameau d'Aiguebelle et aux premières pentes de la Commune de Mornex. Enfin est venu le tramway à vapeur de Genève à Veyrier, qui a été construit dans le double but de desservir les innombrables villas établies sur son parcours, et d'amener sans fatigue au pied du Saléve, et surtout de son rapide sentier du "Pas de l'Echelle", les innombrables promeneurs sortant de Genève aux jours de loisirs* » - **Les chemins de fer électriques et à crémaillère du mont Salève (Haute-Savoie): Ed. Lullin, 1892**

La cartographie de l'Etat-Major met d'ores et déjà en évidence les contraintes morphologiques du territoire à savoir :

- Une voirie qui traverse le territoire d'Est en Ouest correspondant au tracé actuel de l'A40 (2)
- L'Arve au Nord et son ensemble de zones humides (3)
- L'élévation topographique correspondant aux pieds du Salève au Sud (4)



C'est durant le XVIIIe siècle que la Commune commence à être de plus en plus attractive en lien avec l'implantation de deux activités :

- **1840** : Ouverture de la première carrière, à l'époque, cette activité constitue un dérivé de l'exploitation agricole. À partir de 1920, l'exploitation change d'échelle et produit deux types de matériaux. D'une part, les "matériaux du Salève", calcaires d'éboulis extraits au pied du massif et utilisés pour l'empierrement des routes et, d'autre part, la pierre de taille employée pour la construction.



- **1893** : Construction du train à crémaillère du Salève qui permet de se rendre au sommet du Salève depuis Genève en deux heures. Au-delà de rendre accessible le sommet, les chemins de fer du Mont Salève permettent de connecter la Commune d'Etrembières à Genève par la création d'une halte ferroviaire sur la Commune. Durant les années 1930 le train à crémaillère est jugé désuet et lent alors en 1932 le téléphérique du Salève voit le jour et reprend le tracé que l'on connait aujourd'hui.







Aussi, ces différents aménagements rendent attractive la Commune d'Etrembières et cette dernière voit son développement principalement localisé sur les secteurs suivants :

- Le Pas-de-l 'Echelle notamment en lien avec la proximité de Veyrier et de la ligne de tram qui permet la connexion à Carouge et Genève
- Le chef-lieu qui continue son développement par une densification des bâtiments existants



Les années 1990 marquent l'accélération de l'urbanisation de la Commune. Cette impulsion peut s'expliquer notamment par :

- L'implantation du centre commercial shopping Etrembières sur les bords d'Arves en 1993/1994
- L'intensification de l'alliance franco-suisse et du contexte transfrontalier entre les années 1990 et 2000

Aussi, l'urbanisation se traduit par l'étalement des enveloppes bâties préexistantes et le mitage des terres agricoles et naturelles. Il convient de préciser que le phénomène n'est pas propre à la Commune d'Etrembières, il s'agit d'une période où s'opère un développement accru des modèles pavillonnaires à l'échelle nationale.

On repère désormais dans la trame les dessins caractéristiques des lotissements (structure régulière, alignements réguliers, souvent autour d'une voirie en impasse), signes d'ouvertures à l'urbanisation de zones au coup par coup, au gré des opportunités foncières, sans réel lien avec l'existant.

Les secteurs qui sont le plus caractéristiques du développement en extension sont :

1. Le Crêt de la Croix où les parcelles agricoles et vergers se voient mités pour laisser place à de l'habitat individuel



2. Le Pas de l'Echelle



Le chef-lieu



L'ensemble des photos présentées ci-dessus sont issues du site : https://remonterletemps.ign.fr/ et mettent en avant des photos aériennes de 1961 d'une part et de 2001 d'autre part

2.2.1.1. LE CENTRE-BOURG

Comme dit précédemment la Commune était anciennement considérée comme un hameau et le bâti était peu développé. Aussi, aujourd'hui on note une structure historique peu présente.

Aujourd'hui, à l'exception du château et de la Chapelle, le bâti ancien du Chef-Lieu ne présente pas un intérêt patrimonial très fort, effectivement il s'agit pour la plupart de maisons de village, qui ont pour beaucoup, connu des extensions peu maitrisées. Au regard de la pression foncière exercée sur la Commune, les maisons de village cohabitent avec des typologies de logements différentes telles que des petits collectifs qui permettent d'optimiser le foncier disponible.



Bâtiments patrimoniaux – Eglise et Château



Centre-bourg – cohabitation petits collectifs et habitats individuels

Enfin, la morphologie du Chef-lieu ne reprend pas les structures historiques habituelles : cadastre resserré, forme « escargot » autour de l'église/château, trame d'espace public reliant les lieux de vie …effectivement le Chef-Lieu d'Etrembières a tendance à reprendre les caractéristiques d'un secteur de développement récent : tissu urbain lâche, absence de trame viaire organisée au profit de la multiplication des impasses privées, implantation de l'habitat sous forme de lotissement …





2.2.1.2. LE PAS-DE-L 'ECHELLE : UNE POLARITE EX-NIHILO ET RECENTE

Le Pas de l'Echelle n'a commencé à se développer qu'au début du XIXe siècle en réponse à la progression importante : des carrières dans les années 1920, de l'attractivité touristique du Salève ainsi qu'avec l'attrait pour la frontière Franco-Suisse dans les années 1990.

Il convient de préciser que le secteur ne présente pas de « structure historique » à proprement parler puisque l'analyse de la carte d'Etat-major montre la présence de seulement quelques bâtis isolés.





Au cours du XIXe siècle le Pas-de-l'Echelle cristallise beaucoup d'enjeux à savoir :

- La grande proximité avec la frontière Suisse
- Le développement de l'activité de carrière
- L'implantation d'une gare par les chemins de fer du Salève
- L'attractivité touristique du Salève

C'est dans ce contexte que petit à petit le Pas-de-l'Echelle va se développer plus rapidement que le Chef-Lieu. Aussi, on note que de par sa situation géographique le secteur :

- S'étend au nord et assure aujourd'hui une continuité bâtie avec la Suisse
- Concentre une grande partie des commerces de proximité, équipements et services
- Présente une grande mixité à la fois de fonctions, mais aussi de typologie de logement

Aussi, le Pas-de-l'Echelle se positionne comme une centralité forte sur la Commune et a fait l'objet d'extensions successives importantes peu cohérentes entrainant une consommation de foncier importante, trame viaire peu organisée et dominée par les impasses et accès privés, pas de trame d'espace public …. Cet étalement urbain dans le temps ne permet presque plus aujourd'hui d'identifier les limites du secteur et rend difficile la lecture du territoire.



Equipement



Habitat en lotissement



Ancienne halte ferroviaire et carrière en arrière plan

2.2.1.3. LE DEVELOPPEMENT PAVILLONNAIRE

L'urbanisation nouvelle est visible sur l'ensemble des extrémités des enveloppes bâties existantes. Elle est principalement localisée le long des axes de communication. Aussi, les nouvelles constructions mettent en lumière un urbanisme au coup par coup sans logique de développement, ce qui a pour effet de diluer les limites d'urbanisation et rendre moins claire la lecture du paysage.

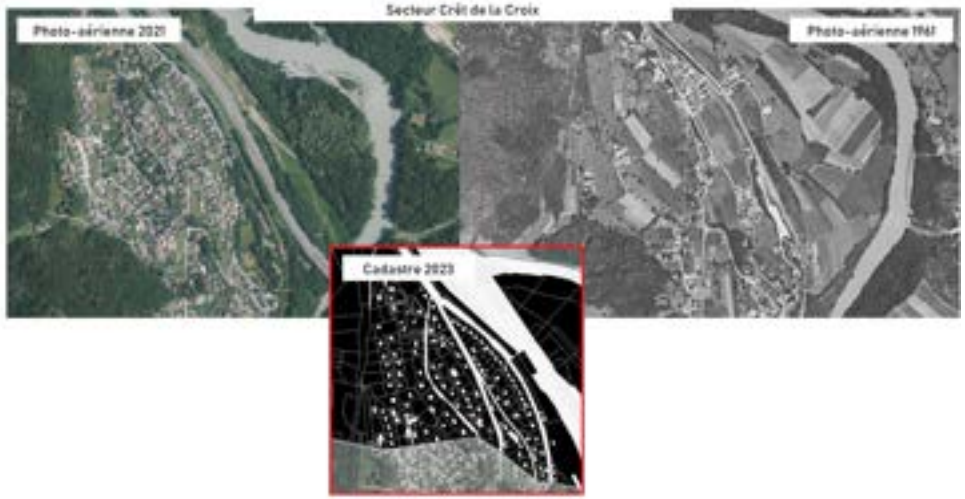
La Commune présente deux secteurs où le développement pavillonnaire eut été important :

- Le Crêt de la Croix
- Les îles

On note que leurs développements se font sur d'anciens secteurs agricoles. En effet, l'analyse des photos aériennes met en lumière des grandes parcelles permettant le maraichage ou le développement de vergers … L'attractivité importante de la Commune d'Etrembières et la pression foncière qui s'établit mènent aux mitages d'espaces agricoles.

En effet, le parcellaire est large, très géométrique montrant bien les divisions successives et l'organisation en différents lots destinés à accueillir des maisons individuelles. Leur implantation en milieu de parcelle avec accès individuel et consommateur de foncier est caractéristique des secteurs périurbains, proche des bassins d'emplois.

Aujourd'hui, le secteur Crêt de la Croix possède un tissu bâti exclusivement pavillonnaire avec un fort développement récent. Du fait de la situation dans le versant, ce secteur offre des vues dégagées, ce qui le rend attractif comme quartier résidentiel. Il est toutefois peu connecté au reste de la commune.



Les Îles est un secteur qui présente une urbanisation lâche, réalisée au gré des opportunités. Les années 2000 ont vu un fort développement pavillonnaire. Depuis quelques années, la construction est réorientée vers les logements collectifs et intermédiaires, venue densifier les lieux.



Globalement, l'intensification de l'attractivité de la frontière Franco-Suisse couplet avec la rareté du foncier entraîne des nombreuses divisions parcellaires et des projets qui présentent des densités relativement importantes peu cohérentes avec les tissus urbains existants. Aujourd'hui, il est nécessaire que le PLU puisse encadrer l'ensemble des projets afin de ralentir le rythme de construction sur ses secteurs.

2.2.1.4. LE BATI ISOLE EN ZONE AGRICOLE OU NATURELLE

Il s'agit de petites poches de bâtis isolés : souvent du bâti historique comme les moulins, des fermes anciennes. Il s'agit soit d'ensembles patrimoniaux (fermes patrimoniales, maisons fortes) soit d'exploitations agricoles. Un certain nombre de ces bâtiments a été identifié au PLU comme pouvant faire l'objet d'un changement de destination.

Il convient de préciser que le bâti isolé reste marginal sur le territoire, on peut d'ores et déjà identifier les bâtiments suivants :

1. Le château d'Etrembières ou château du Chatillon
2. La Chapelle d'Etrembières
3. Le moulin d'Aiguebelle qui permettait autrefois une activité d'exploitation de la Chaux



Illustration Moulin d'Etrembières

2.2.1.5. LES SECTEURS D'ACTIVITES ECONOMIQUES

La commune d'Etrembières bénéficie de plusieurs pôles qui permettent l'accueil d'activités économiques :

- Un secteur d'activités économiques autour de la carrière du Mont Salève
- Un secteur d'activités économiques commerciales correspondant au centre Shopping Etrembières
- Un secteur d'activité sur les bords de l'Arve tourné vers la transformation et l'enfouissement de matériaux

Les carrières du Mont Salève

Une vaste carrière est en activité sur le front du massif du Salève. L'autorisation d'exploitation a été délivrée le 16 mai 2003 à la SARL « Les Carrières du Salève » pour une durée de 30 ans. Elle concerne une exploitation à ciel ouvert d'une carrière à sec d'éboulis calcaires, de sable et graviers sur les communes d'Etrembières et Bossey pour une superficie approximative de 57 hectares et 60 ares. La hauteur de banc exploitable est d'environ 220 mètres. Les réserves estimées du gisement s'élèvent à 14 700 000 tonnes environ. La production moyenne est de 490 000 tonnes par an.

Aujourd'hui au PLU, le site se découpe en plusieurs zones à savoir :

- **La zone 1** qui représente la partie exploitable de la carrière actuellement en zone NC au PLU
- **La zone 2** où sont implantés les entreprises qui exploitent les minéraux du Salève (BETON VICAT et CHAVAZ PERE & FILS) et qui font l'objet d'un zonage Uyd
- **La zone 3** qui se trouve de l'autre côté de l'A40 et sert au développement d'entreprises du BTP tel que Colas, mais aussi de stockage pour l'entreprise « Les carrières du Salève ». Ce secteur fait l'objet d'un zonage UYa et devait permettre la relocalisation des entreprises se trouvant Chemin des Morilles vulnérables à un aléa chute de pierre. Toutefois, le secteur est jugé peu attractif par les activités concernées et aucune relocalisation n'a été effectué sur la durée de vie du PLU
- **La zone 4** qui se trouve sur l'ancienne emprise de la gare SNCF. Le site fait l'objet d'un entrepôt appartenant à Annecy Granulat et une plateforme de stockage du syndicat mixte de la gestion des déchets



Il convient de préciser que l'exploitation de la carrière et la reconduction de son exploitation font aujourd'hui débat. En effet, le Salève est la montagne de cœur des Genevois et l'exploitation grandissante de la carrière semble aujourd'hui poser problème au regard des impacts paysagers et environnementaux.

Toutefois, l'ouverture, l'exploitation et la fermeture des sites sont soumis à une réglementation très stricte. Elle impose en particulier que le site soit remis en état en fin d'exploitation pour être rendu à ses propriétaires ou confié à une société de gestion, selon les activités prévues. Les travaux de réaménagement sont coordonnés à l'exploitation et comprennent les opérations suivantes :

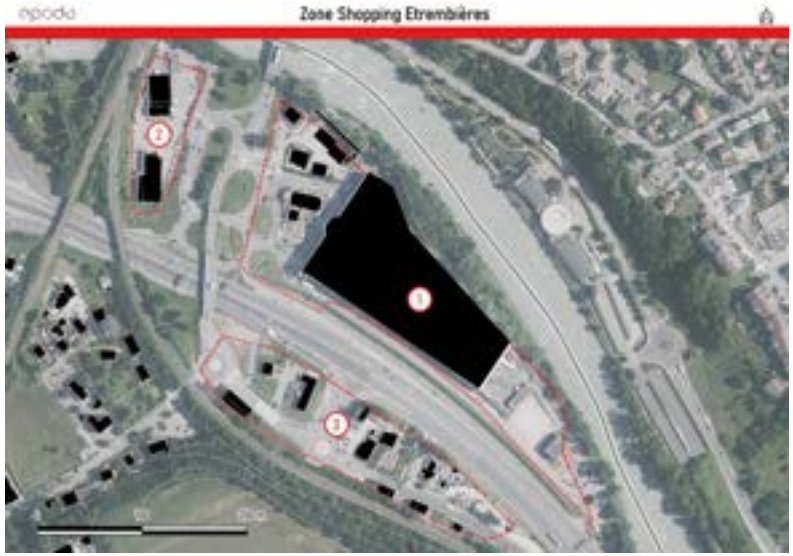
- Mise en sécurité et nettoyage des terrains et de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- Travaux de terrassement : modelage, talutage, régalage de la découverte,
- Ensemencement et plantations
- Réalisation d'aménagements spécifiques dans le cadre de la valorisation écologique du site et la mise en sécurité

Shopping Etrembières

En 1994, le centre commercial Shopping sort de terre sur la Commune d'Etrembières à proximité des berges de l'Arve.

L'analyse du PLU met en avant trois secteurs distincts à savoir :

- **La zone 1 :** le centre commercial Shopping
- **La zone 2 :** la continuité de la zone commerciale avec notamment une station de lavage, Giant, Lidl …
- **La zone 3 :** Une zone d'activités avec plusieurs entreprises notamment Duvernay SARL (fournisseur d'équipement de traitement des eaux), des bureaux, un garage



Les Bords de l'Arve

Le cours d'eau l'Arve à vue sa morphologie modifiée de manière importante notamment sur le secteur « Les îles » en lien avec l'installation de carrières/ secteurs d'enfouissement et de son enjambement par l'autoroute.



En effet, l'exploitation de carrières en particulier dans le lit majeur de l'Arve a engendré des bouleversements physiques notables sur le territoire

Aussi, on note la présence de deux activités à savoir :

- Le site de traitement gravière (1) est une carrière alluvionnaire dont la majeure partie des extractions a d'ores et déjà été réalisée et le site est en fin d'exploitation. Il est nécessaire de préciser que le site fait aussi l'objet de stockage de déchets inertes.
- Site de traitement (2) qui permet notamment le recyclage et le chaulage de déchets inertes, principalement le béton, les briques, les tuiles, les céramiques et les enrobés. Le site traite environ 10 000 tonnes des déchets inertes par an.

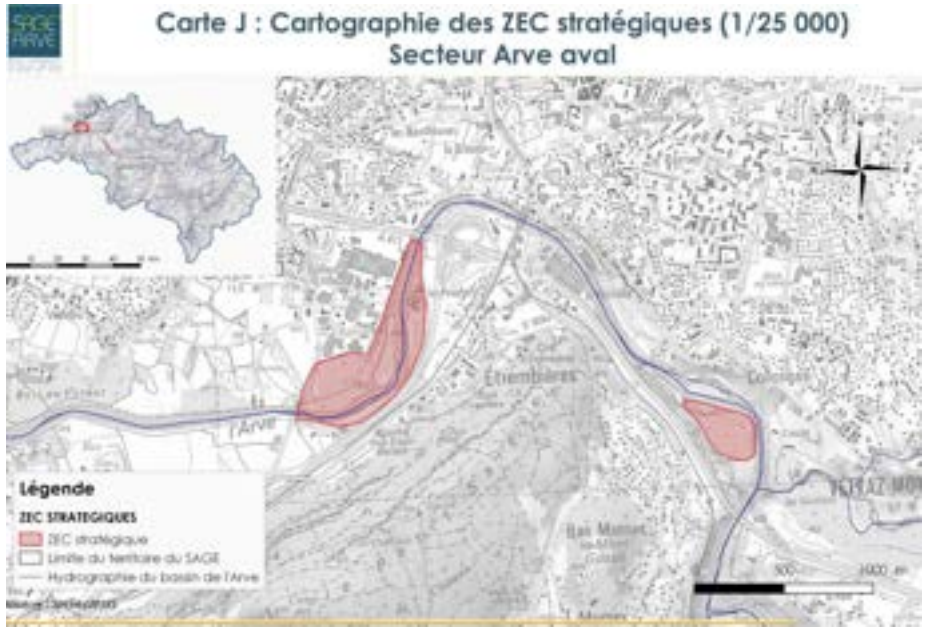
N° sur carte	Lieu-dit	Bénéficiaire	Volume annuel déposé	Volume annuel disponible
1	Bois Panthin	Descombes	100 000 m3	100 000 m3
2	Iles Veyrier	Descombes	40 000 m3	120 000 m3

Il est nécessaire de préciser qu'anciennement le secteur a fait l'objet d'un centre d'enfouissement des déchets ménagers (3) sur environ 18 000 m² en faveur de plusieurs Communes de l'agglomération. Ce centre a été fermé dans les années 70, les déchets ont été recouverts de remblais et le site fait l'objet d'un classement CASIAS (code SSP4080395).

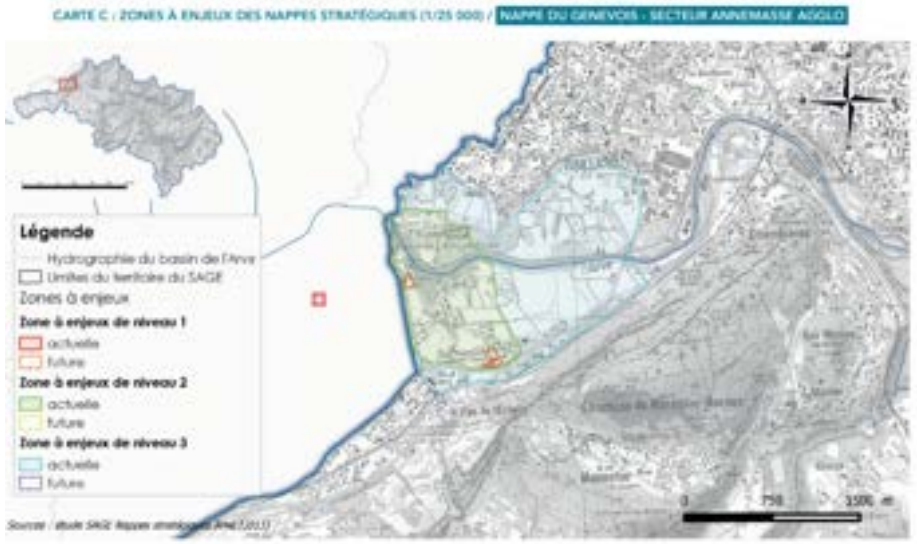
Par ailleurs, plusieurs documents supra-communaux ciblent le secteur notamment

- Le SAGE de l'Arve identifie le secteur de l'île comme
  - Une Zone d'Expansion de Crues (ZEC) stratégique

.



  - Zones à enjeux de niveau 1, 2 et 3 au regard de la préservation de la nappe stratégique du Genevois



- Le SCOT qui présente dans son DOO l'objectif suivant : Redéfinir la vocation du Site des Iles, vers une plus grande préservation et valorisation du site

Au regard des impacts sur l'environnement et de la qualité agroécologique des sites, il apparait nécessaire de délocaliser ces activités d'autant que l'État est actuellement en contentieux avec le site de traitement (2) pour l'occupation illégale des terrains en bord d'Arve.

Malgré un volume de stockage des déchets inertes suffisant sur le territoire du SCOT grâce au remblaiement des carrières d'extraction de granulats d'Étrembières, on peut estimer au maximum à 135 000 m3 annuels de stockage nécessaires si l'on retient, comme le préconise le Plan départemental des déchets du BTP, un volume de 1,8 m3 par habitant et par an, sachant que la capacité initiale de la carrière d'Étrembières est de plus de 3 000 000 de m3. Cependant, compte tenu du déficit de centres de stockage de classe 3 en Haute-Savoie et de la proximité de la Suisse, ces secteurs sont essentiels au développement de l'activité de BTP sur le territoire communal et supra-communal. De plus, aucun secteur d'enfouissement n'est prévu sur un autre territoire faisant partie du SCoT.

Chemin des Morilles

Le chemin des Morilles est un secteur où se développe une activité artisanale. On note notamment la présence des entreprises suivantes :

- Vitrerie Miroiterie Plassiard Haute-Savoie
- 2 Se SARL
- C&C autos
- Ebéniste & meubles éco-conçus

Toutefois, la zone d'activités des Morilles ne peut ni perdurer ni s'étendre du fait de l'aléa fort au risque chute de blocs. Afin de pallier à cette problématique, le précédent PLU prévoit une zone permettant la relocalisation des entreprises à proximité des carrières et a classé le secteur en zone N pour limiter l'extension. À ce jour aucune entreprise n'a fait l'objet d'une délocalisation.

2.2.2. BILAN DE LA CONSOMMATION FONCIERE

L'analyse qui suit s'appuie sur les données OCS (occupation du sol), fournie par la DDT74.

2.2.2.1. LES COMPOSANTES DU TERRITOIRE

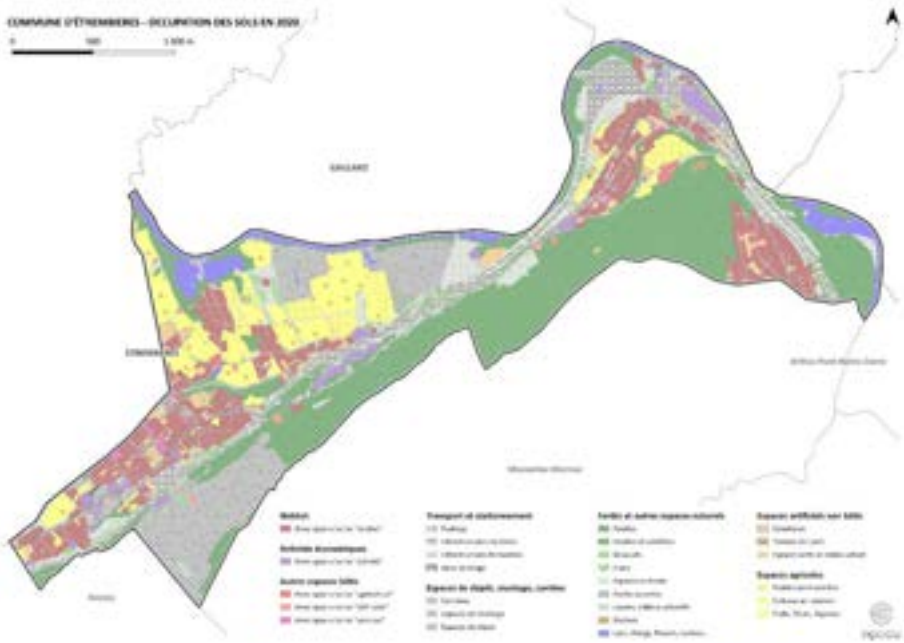
Le territoire est assez singulier, comme décrit précédemment, ce qui transparaît dans les données d'occupation du sol.

En effet, même s'ils ne prédominent pas, les espaces artificialisés sont importants (42 % du territoire), ce qui s'explique notamment par :

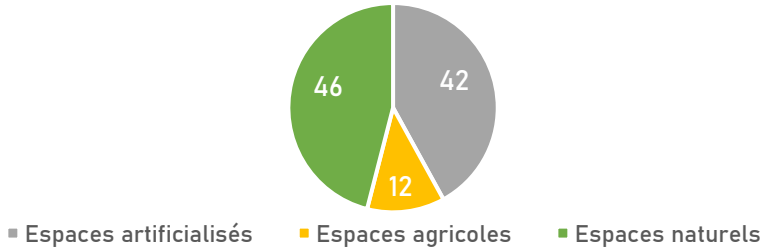
- La faible superficie communale
- Une urbanisation consommatrice d'espaces au cours de la 2e partie du 20e siècle
- Des infrastructures de transports traversantes majeurs et avec une emprise non négligeable (autoroute, échangeur, RD, voie ferrée)
- La carrière, les activités de dépôts et gravière

La répartition entre espaces, fait ressortir les espaces naturels comme dominants, principalement représentés par le Salève et les bords de l'Arve.

Les espaces agricoles sont peu présents, et se situent dans la plaine. Ils ont été grignotés au fil du temps par l'urbanisation et plus récemment les activités de dépôts et de gravière.



Répartition des grandes occupations du sol en 2020 (en %)



2.2.2.2. LA CONSOMMATION D'ESPACES SUR CES DERNIERES ANNEES

Entre 2011 et 2021 5,11 hectares ont été artificialisés, signifiant qu'ils sont devenus urbains au détriment soit des espaces agricoles soit des espaces naturels. Le rythme de consommation d'espaces se porte à 0,51 ha / an.

La consommation d'espaces est principalement issue :

- D'opérations d'habitat
- De l'activité de loisirs en milieu naturel (les Îles, espace auparavant en herbe) **(1 sur la carte)**
- D'une activité économique (Pas-de-l'Echelle, espace auparavant en herbe) **(2 sur la carte)**
- D'aménagements routiers de façon mineure



A savoir que le bilan 2021-2023 fait état d'une artificialisation de 0,29 ha.

2.2.3. BILAN DU PLU EN VIGUEUR

Le bilan du PLU en vigueur s'attache à étudier les zones constructibles U et AU afin d'examiner quel potentiel urbanisable elles proposent.

Il s'agira également de réaliser un bilan des secteurs d'OAP.

2.2.3.1. BILAN DES ZONES CONSTRUCTIBLES

A l'heure du bilan, les parcelles a priori disponibles, ont été étudiées au cas par cas afin de définir lesquelles représentent un potentiel réellement constructible.

Cette analyse fait ressortir des parcelles libres « brutes », avant analyse, de l'ordre de 16,2 ha, tous zonages constructibles confondus (U/AU, habitat, équipement, économie, …).

Une analyse fine a permis de faire ressortir, parmi ces données que :

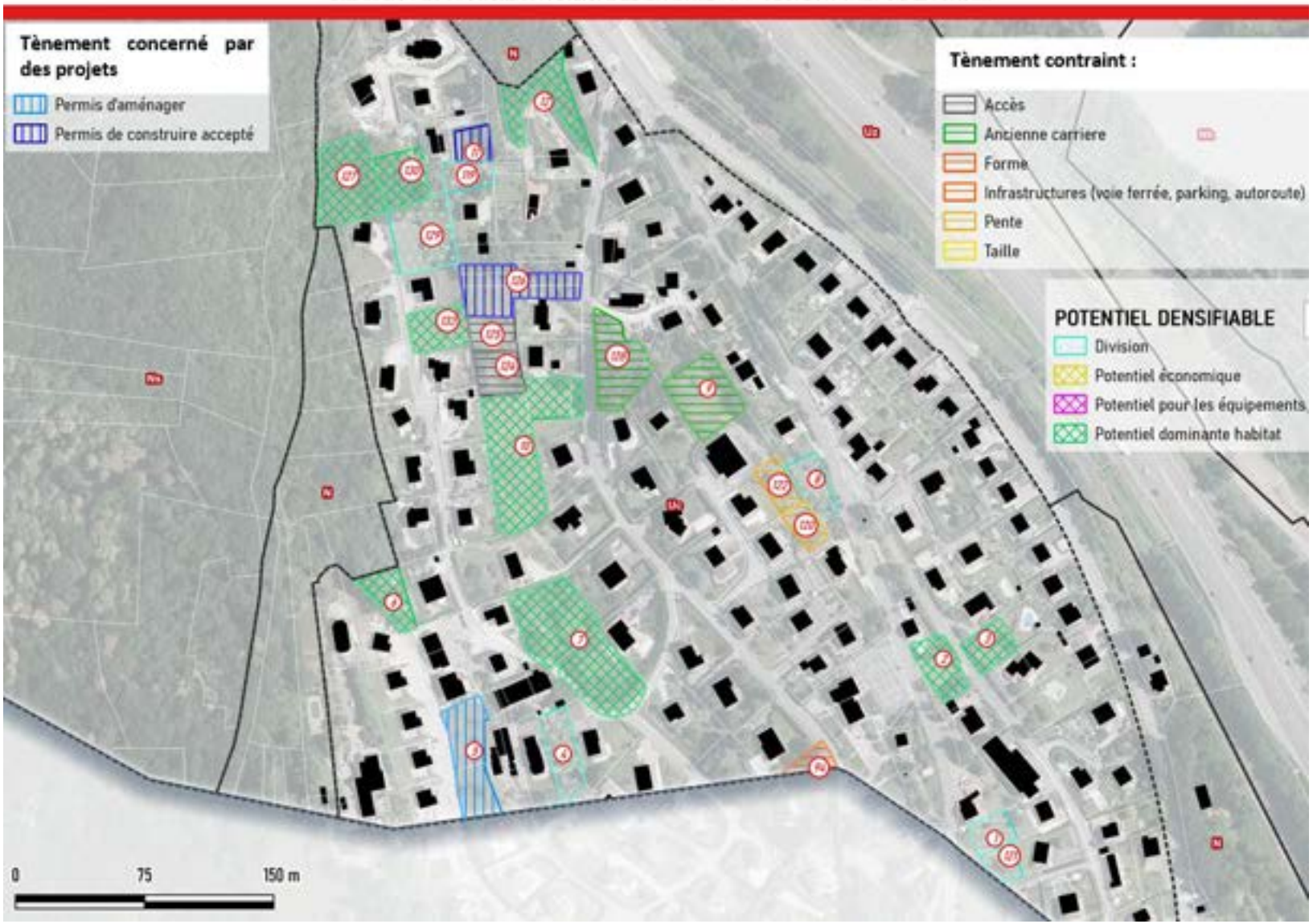
- 2,1 ha sont concernés par des permis d'aménager et/ou de construire accordés
- 1,5 ha présentent des contraintes : de taille (inférieur à 300 m²), de forme (tènement en longueur par exemple), d'accès (enclavé), de pente, d'inconstructibilité liée à la présence d'ancienne activité de carrière ou en lien avec les infrastructures d'autoroutes et de voie ferrée.

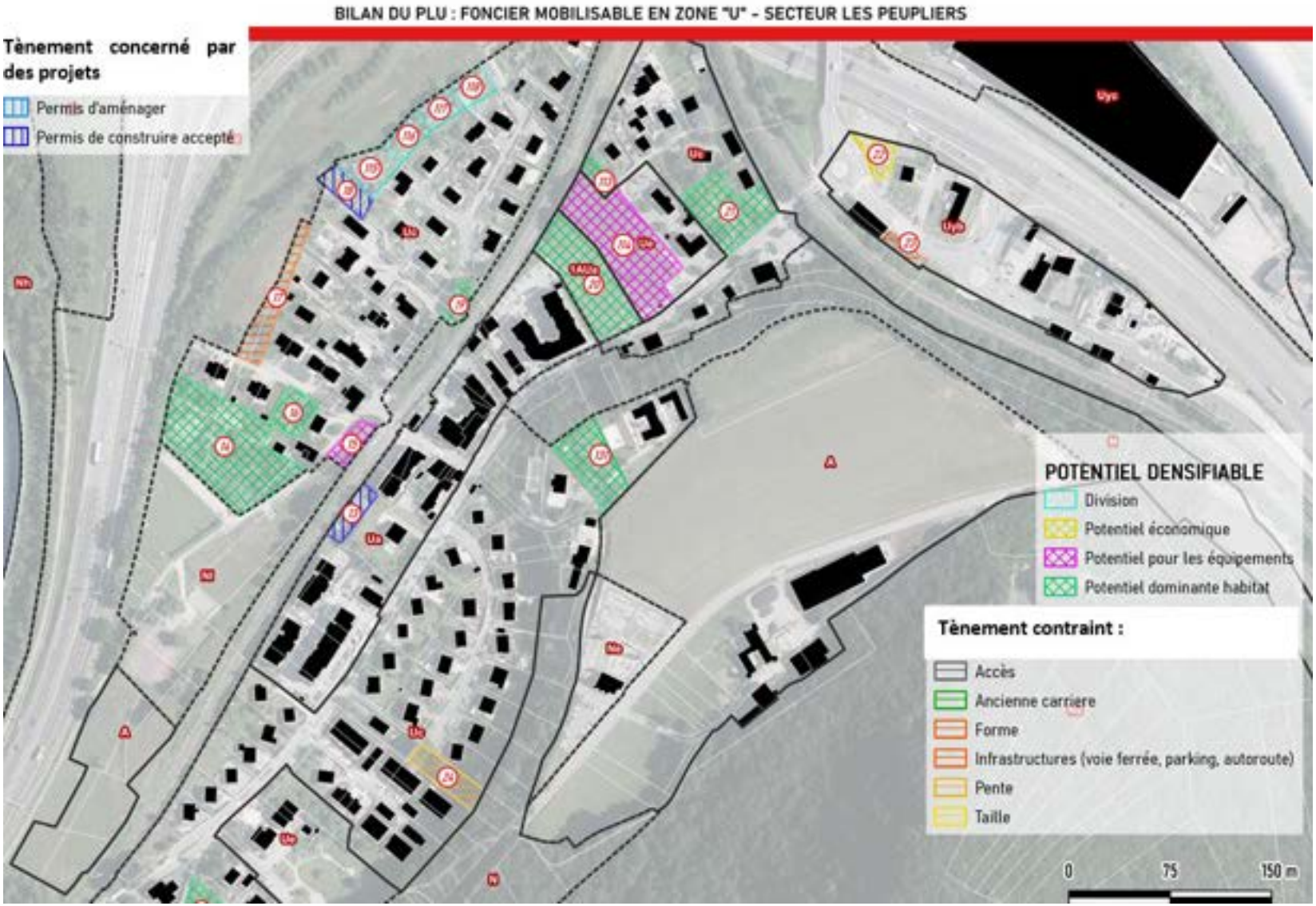
Les tènements disponibles représentent donc 12,6 ha. A cela peuvent s'ajouter des potentialités en divisions parcellaires, de l'ordre de 1,8 ha.

Ces 12,6 ha, potentiellement disponibles, sont classés de la façon suivante dans le PLU en vigueur :

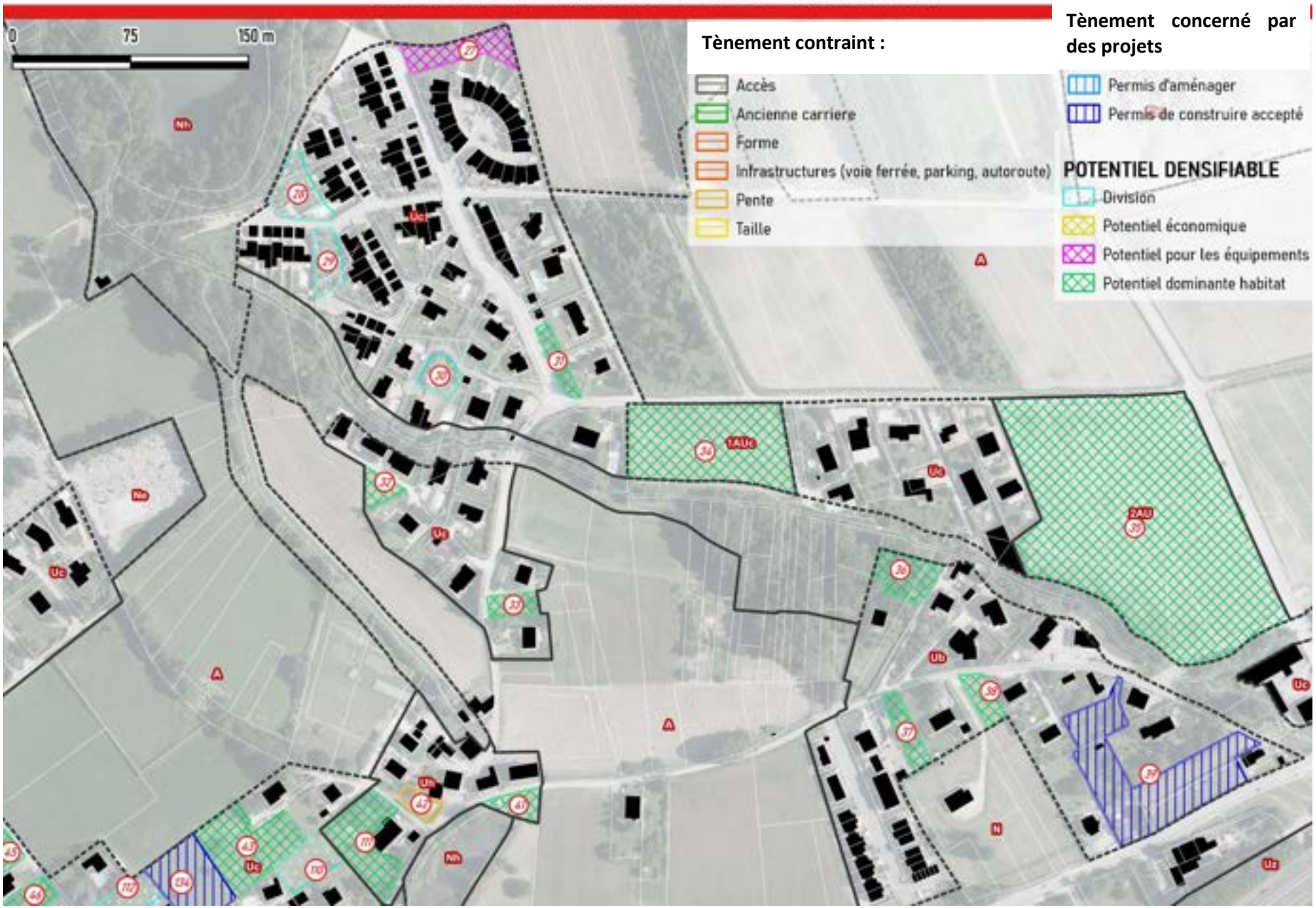
Type de zones	Type de zones affiné	Surface concernée
U	UA	*0,08*
	UB	*0,3*
	UC	*6,7*
	UE	*0,3*
	UH	*0,2*
	UYa	*0,7*
	UYb	*0,06*
AU	1AUb	*0,5*
	1AUc	*1,7*
	2AU	*2*

BILAN DU PLU : FONCIER MOBILISABLE EN ZONE "U" - SECTEUR CRÊT DE LA CROIX

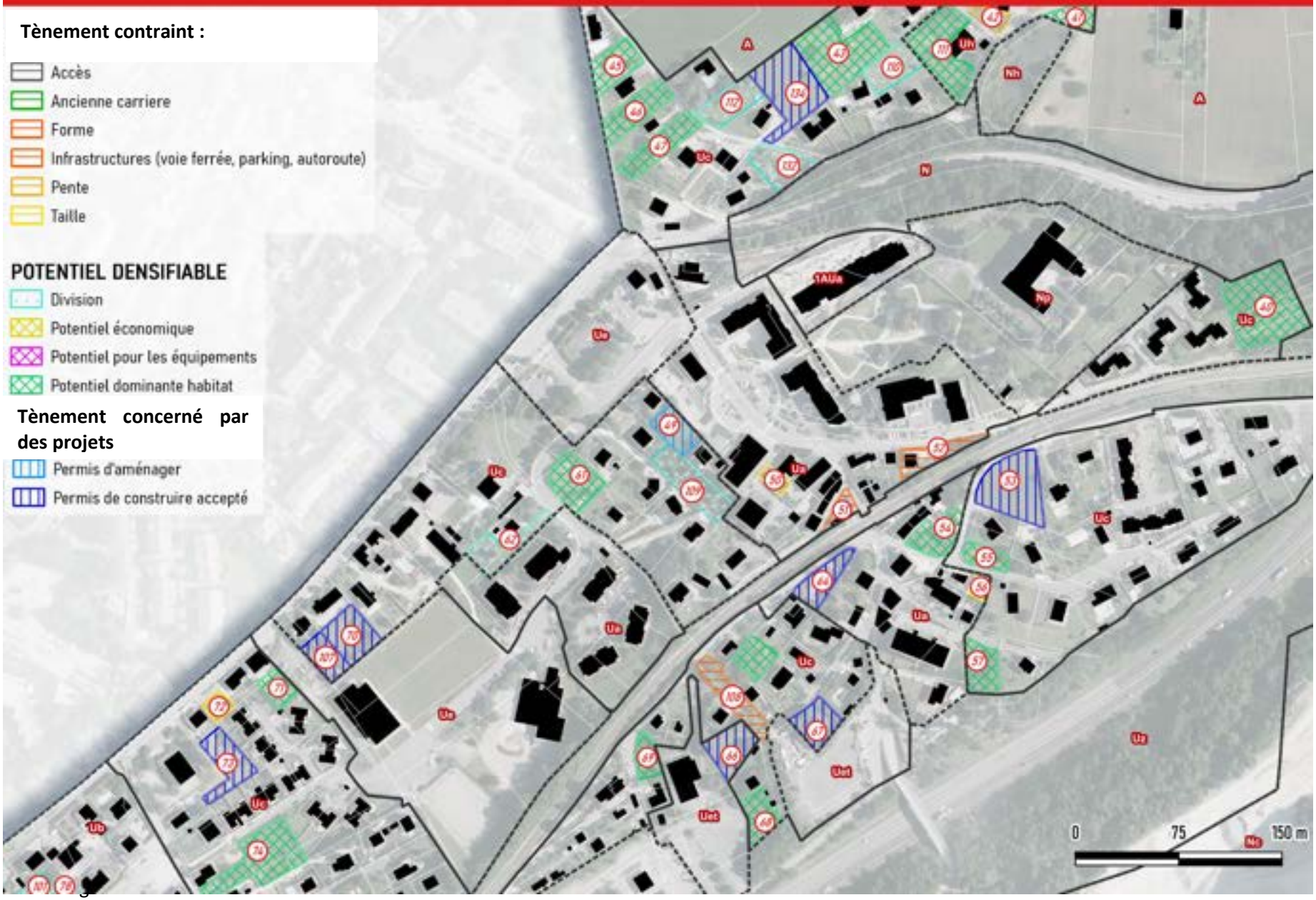



BILAN DU PLU : FONCIER MOBILISABLE EN ZONE "U" - SECTEUR LES PEUPLIERS
Tènement concerné par des projets
Permis d'aménager
Permis de construire accepté
POTENTIEL DENSIFIABLE
Division
Potentiel économique
Potentiel pour les équipements
Potentiel dominante habitat
Tènement contraint :
Accès
Ancienne carriere
Forme
Infrastructures (voie ferrée, parking, autoroute)
Pente
Taille
0
75
150 m

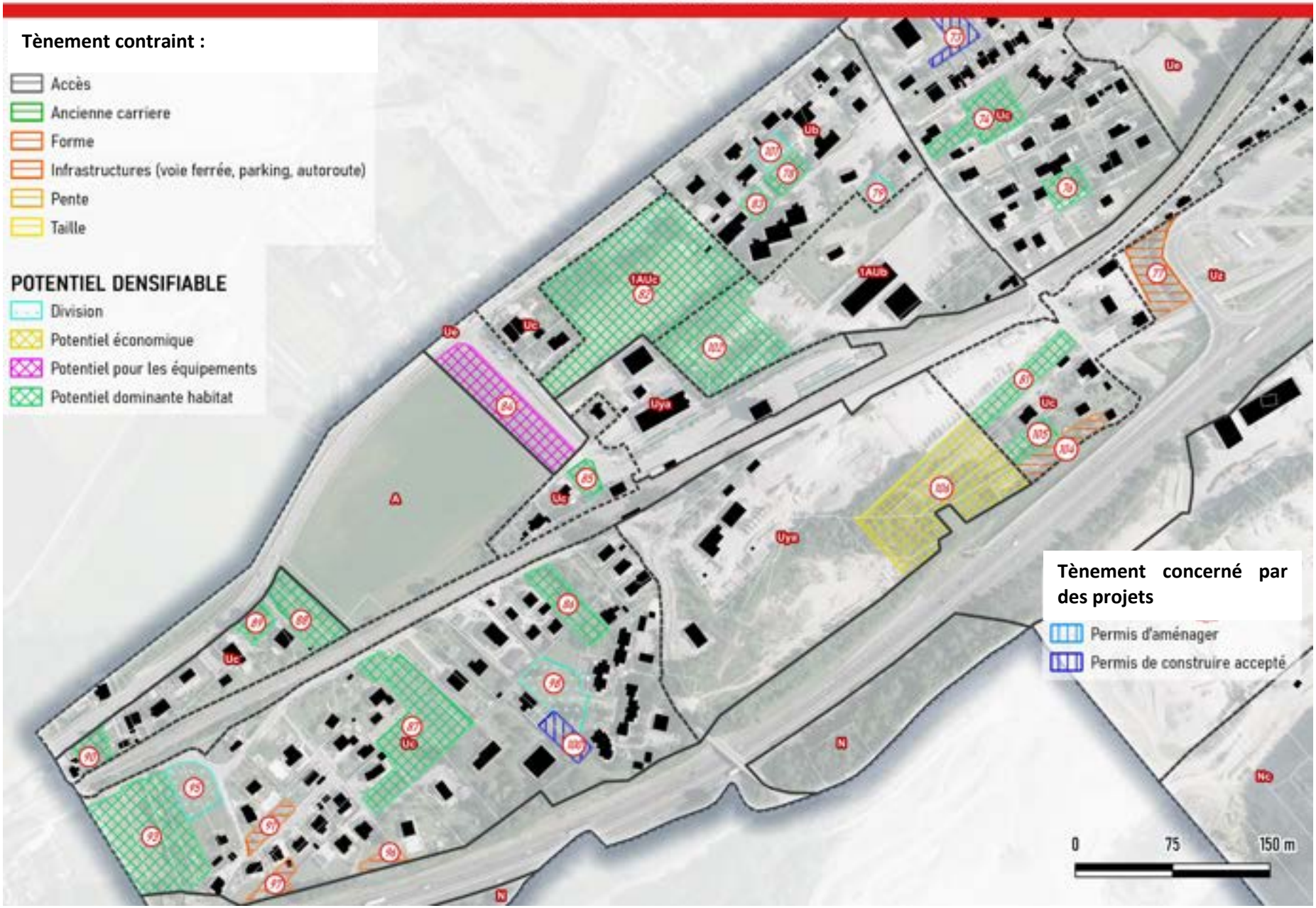
BILAN DU PLU : FONCIER MOBILISABLE EN ZONE "U" - SECTEUR LES ILES



BILAN DU PLU : FONCIER MOBILISABLE EN ZONE "U" - SECTEUR PAS DE L'ECHELLE (1)



BILAN DU PLU : FONCIER MOBILISABLE EN ZONE "U" - SECTEUR PAS DE L'ECHELLE (2)



2.2.3.2. BILAN DES OAP

N° OAP	Secteur / Schéma en vigueur	Avancement
OAP n° 1	**Centre-bourg :** 24 logements et équipement public Superficie : 	Le secteur est encore disponible. S'il a fait l'objet de projet, à l'heure du diagnostic aucun PA ou PC n'a été déposé.
OAP n° 2	**Centre-bourg :** renouvellement urbain (parcelles bâties) Superficie : 	Aucun projet proposé.

N° OAP	Secteur / Schéma en vigueur	Avancement
OAP n° 3	**Centre-bourg :** renouvellement urbain (en partie bâti / occupé), 50 logements Superficie : 	Secteur concerné par un PC autorisé, travaux en cours.
OAP n° 4	**Pas de l'Echelle :** renouvellement urbain, 12 logements Superficie : 	Actuellement il y a showroom portant sur la présentation de granulat, d'une entreprise installée depuis 2018. Ce secteur ne devrait pas évoluer à moyen terme.

N° OAP	Secteur / Schéma en vigueur	Avancement
OAP n° 5	Pas de l'Echelle : vocation économique Superficie : 	La zone est aujourd'hui occupée par les activités liées à la carrière. L'OAP avait été imaginée pour créer une zone artisanale notamment pour relocaliser des entreprises de la commune. Toutefois, cela n'a pas abouti, et n'a pas intéressé les entreprises de la commune. Une centrale à béton devrait voir le jour sur la tranche C de l'OAP.
OAP n° 6	**Pas de l'Echelle :** limite avec Bossey Superficie : 	Le secteur est encore disponible. Aucun projet proposé.

N° OAP	Secteur / Schéma en vigueur	Avancement
OAP n° 7	**Pas de l'Echelle :** 40 logements Superficie : 	Le secteur est encore disponible. Aucun projet proposé.
OAP n° 8	**Pas de l'Echelle :** renouvellement urbain, site occupé par de l'habitat et de l'activité artisanale, 130 logements Superficie : 	Aucun projet proposé.

N° OAP	Secteur / Schéma en vigueur	Avancement
OAP n° 9	**Pas de l'Echelle :** 35 logements 	Réalisée
OAP n° 10	**Les Îles :** 10 logements Superficie : 	Le secteur est encore disponible. Aucun projet proposé.

N° OAP	Secteur / Schéma en vigueur	Avancement
OAP n° 11	**<u>Les îles :</u>** 80 logements Superficie : 	Cette zone 2AU a vocation à être reclassée en zone agricole, en lien avec la stratégie SCoT.

2.2.4. ANALYSE DE DENSIFICATION ET DE MUTATION DES ESPACES BATIS

2.2.4.1. ÉTUDES DES POTENTIELS FONCIERS A L'INTERIEUR DES ENVELOPPES URBAINES - TRAVAIL NOUVEAU PLU

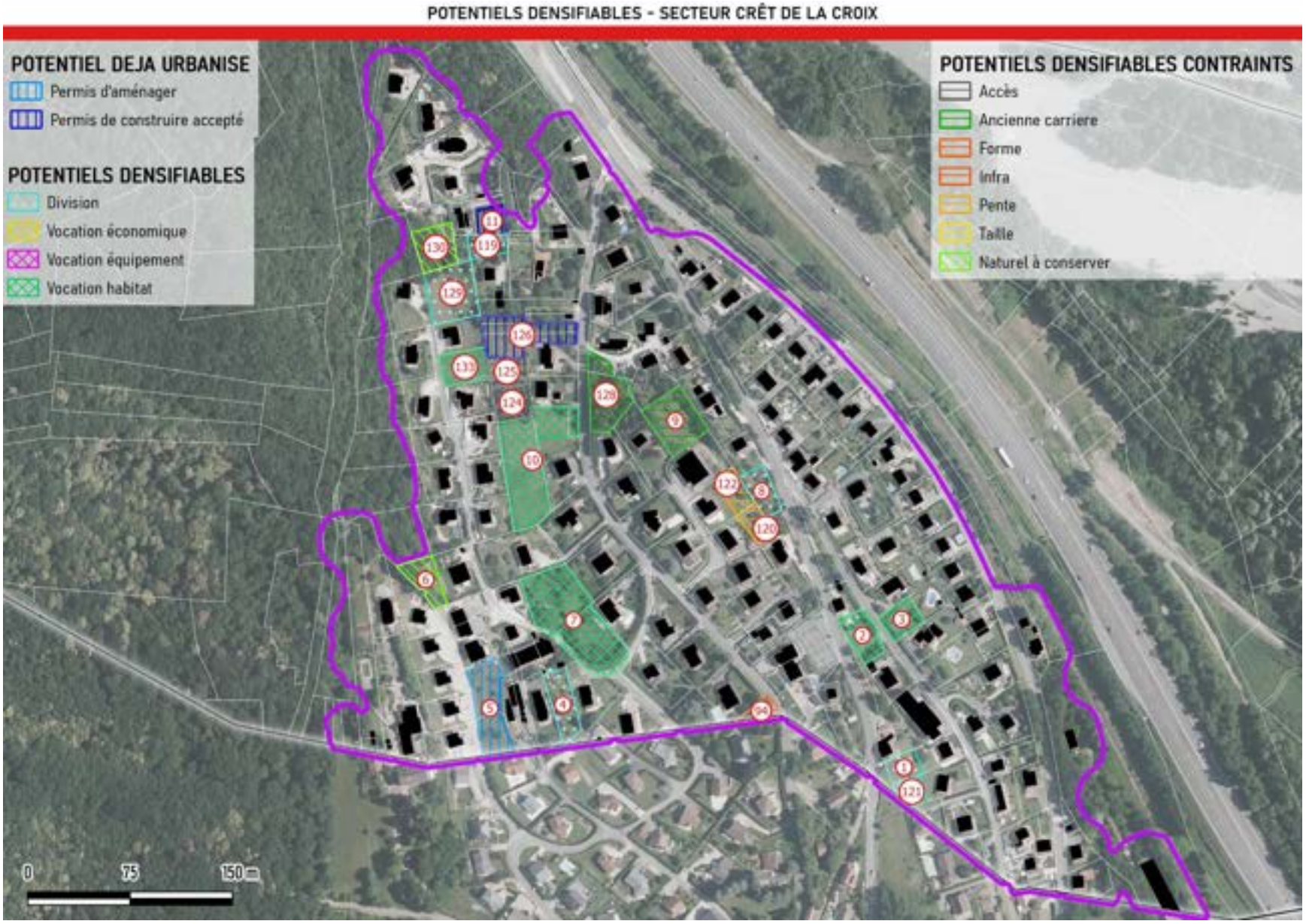
A l'heure du bilan, les parcelles a priori disponibles, ont été étudiées au cas par cas afin de définir lesquelles représentent un potentiel réellement constructible au sein des enveloppes urbaines.

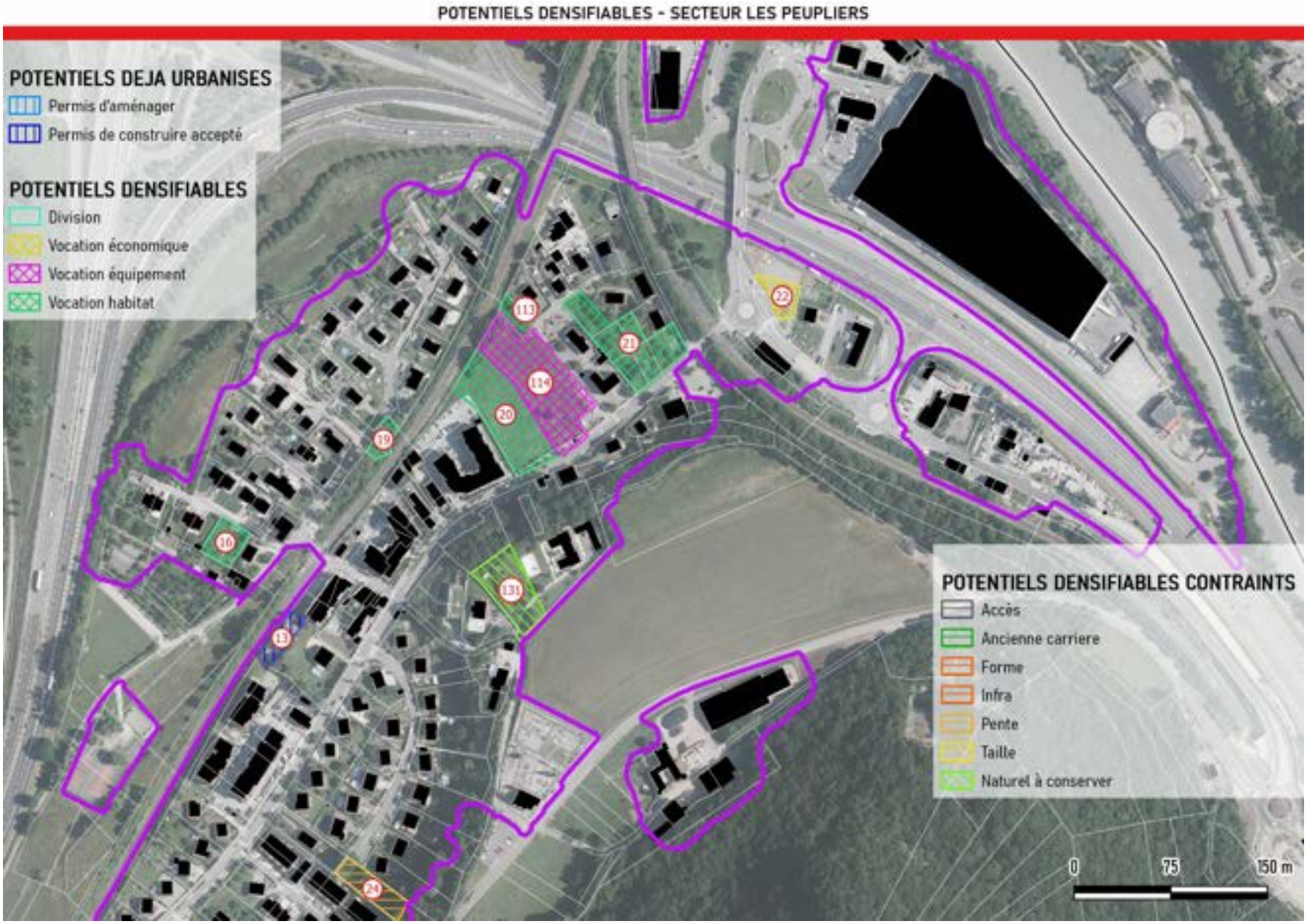
Cette analyse fait ressortir des parcelles libres « brutes », avant analyse, de l'ordre de 10,2 ha.

Une analyse fine a permis de faire ressortir, parmi ces données que :

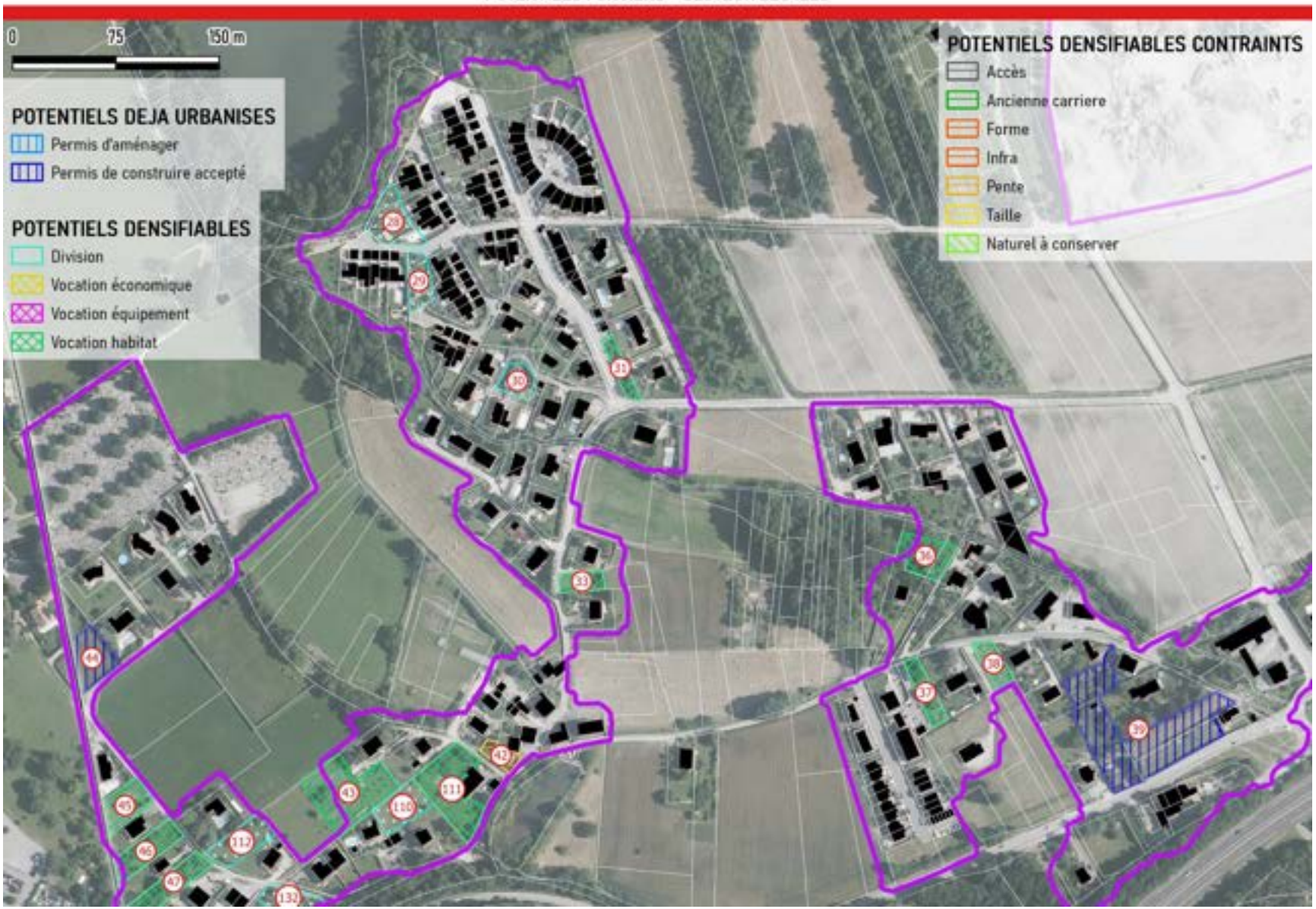
- 1,8 ha sont concernés par des permis d'aménager et/ou de construire accordés
- 1,3 ha présentent des contraintes : de taille (inférieur à 300 m²), de forme (tènement en longueur par exemple), d'accès (enclavé), de pente, d'inconstructibilité liée à la présence d'ancienne activité de carrière ou en lien avec les infrastructures d'autoroutes et de voie ferrée.

Les tènements disponibles représentent donc 5,4 ha. A cela peuvent s'ajouter des potentialités en divisions parcellaires, de l'ordre de 1,4 ha. Le delta entre le total de 10,2 ha et les données présentées précédemment, représentent des secteurs naturels au sein des enveloppes urbaines, que la commune entend préserver (0,3 ha).

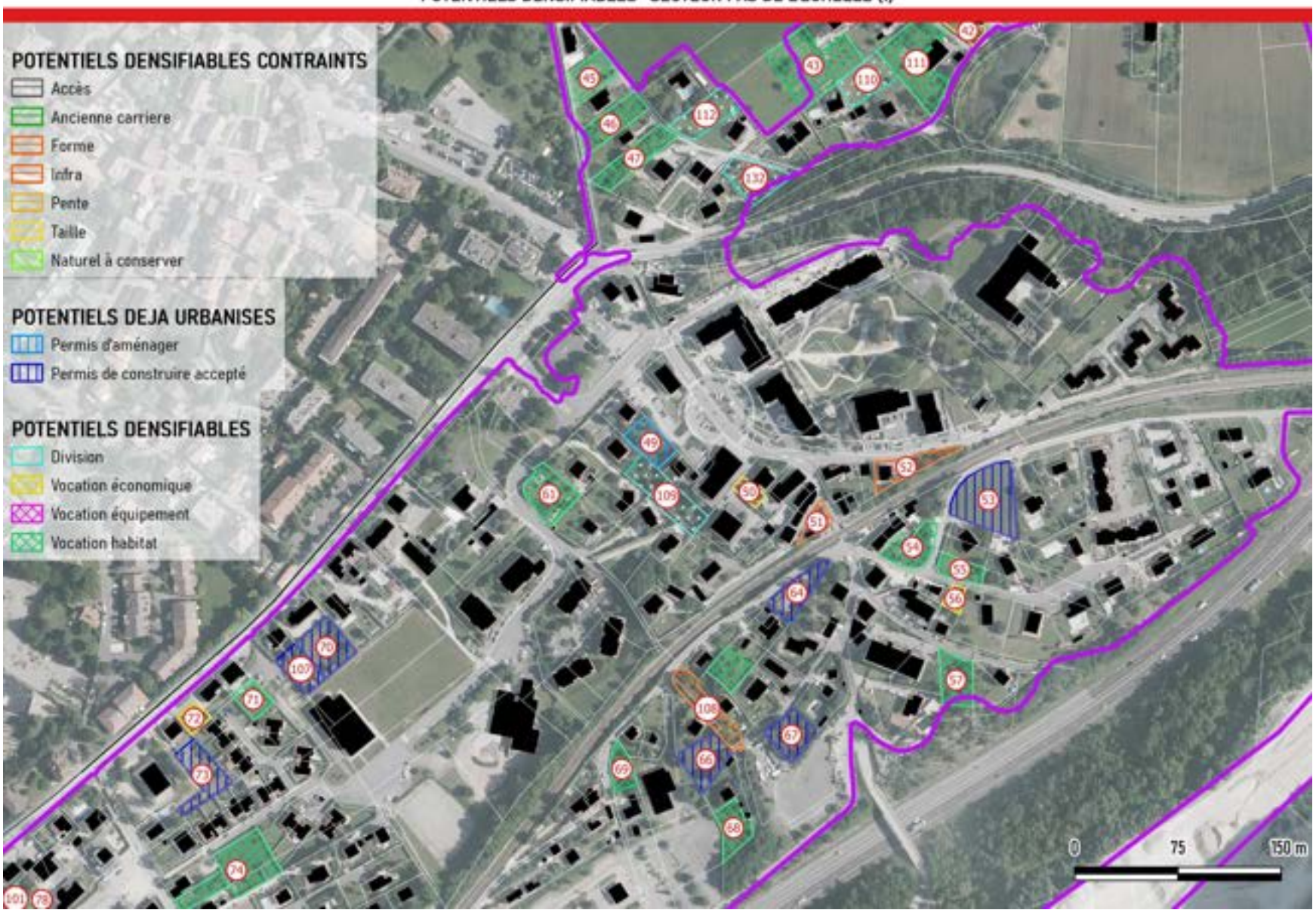

POTENTIELS DENSIFIABLES - SECTEUR CRÊT DE LA CROIX
POTENTIEL DEJA URBANISE
Permis d'aménager
Permis de construire accepté
POTENTIELS DENSIFIABLES
Division
Vocation économique
Vocation équipement
Vocation habitat
POTENTIELS DENSIFIABLES CONTRAINTS
Accès
Ancienne carriere
Forme
Infra
Pente
Taille
Naturel à conserver
0
75
150 m


POTENTIELS DENSIFIABLES - SECTEUR LES PEUPLIERS
POTENTIELS DEJA URBANISES
Permis d'aménager
Permis de construire accepté
POTENTIELS DENSIFIABLES
Division
Vocation économique
Vocation équipement
Vocation habitat
POTENTIELS DENSIFIABLES CONTRAINTS
Accès
Ancienne carriere
Forme
Infra
Pente
Taille
Naturel à conserver
0
75
150 m

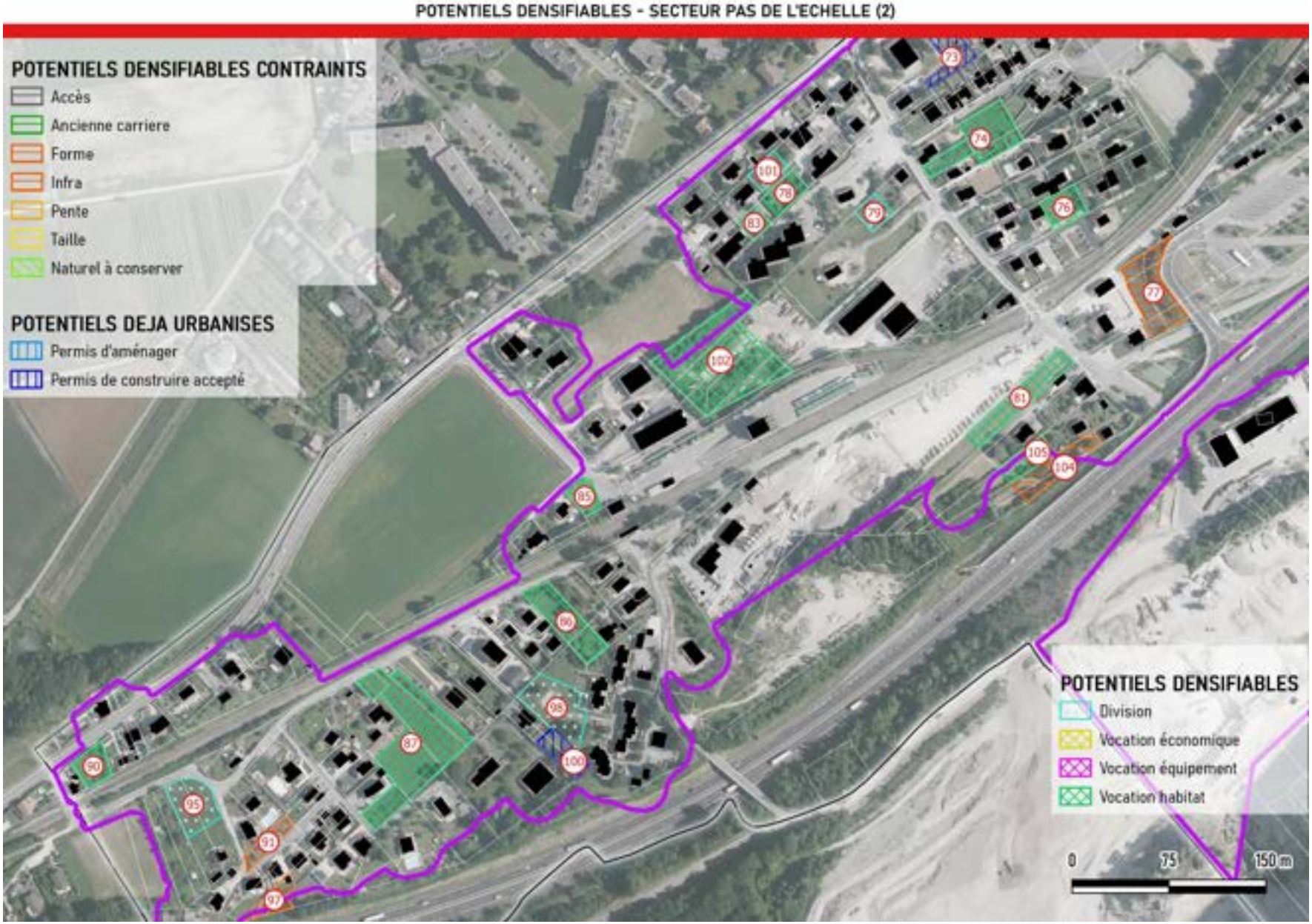
POTENTIELS FONCIERS - SECTEUR LES ILES



POTENTIELS DENSIFIABLES- SECTEUR PAS DE L'ECHELLE (1)



POTENTIELS DENSIFIABLES - SECTEUR PAS DE L'ECHELLE (2)



2.2.5. AFOM

ATOUTS	FAIBLESSES
- Des formes urbaines relativement récentes	- Une Commune polarisée entre le Pas-de-l'Echelle et le Chef-lieu - Une trame d'espace public peu lisible - Une commune marquée par le développement au coup par coup (multiplication des accès privés et des impasses entrainant une trame viaire très peu connectée) - Des opérations d'aménagement de plus en plus denses qui : o Ne permettent pas de réaliser des coutures urbaines qualitatives o Ne sont pas en accord avec les capacités des équipements et infrastructures
OPPORTUNITÉS	**MENACES**
- La mise en place d'outil règlementaire via la révision du PLU pour encadrer le développement de la Commune	- Un développement de la Commune dicté par les volontés des promoteurs et non par le projet de territoire - Une déconnexion entre les pôles de la Commune

ENJEUX

- Encadrer le développement urbain par des outils règlementaires afin d'asseoir un projet de territoire
- Projeté un développement en adéquation avec les ressources foncières et les besoins en équipements
- Connecter et redynamiser les polarités de la Commune et notamment les plus structurantes : Le Chef-lieu et le Pas-de-l'échelle
- Améliorer la qualité de la trame des espaces public afin de dynamiser et rendre plus lisible le territoire

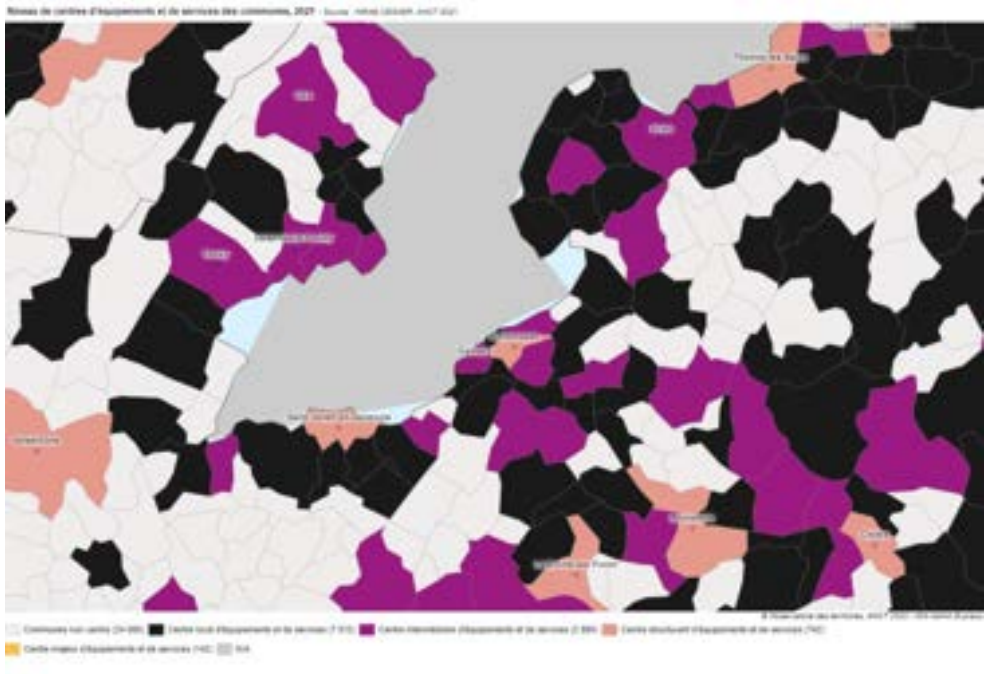
2.3. LES EQUIPEMENTS

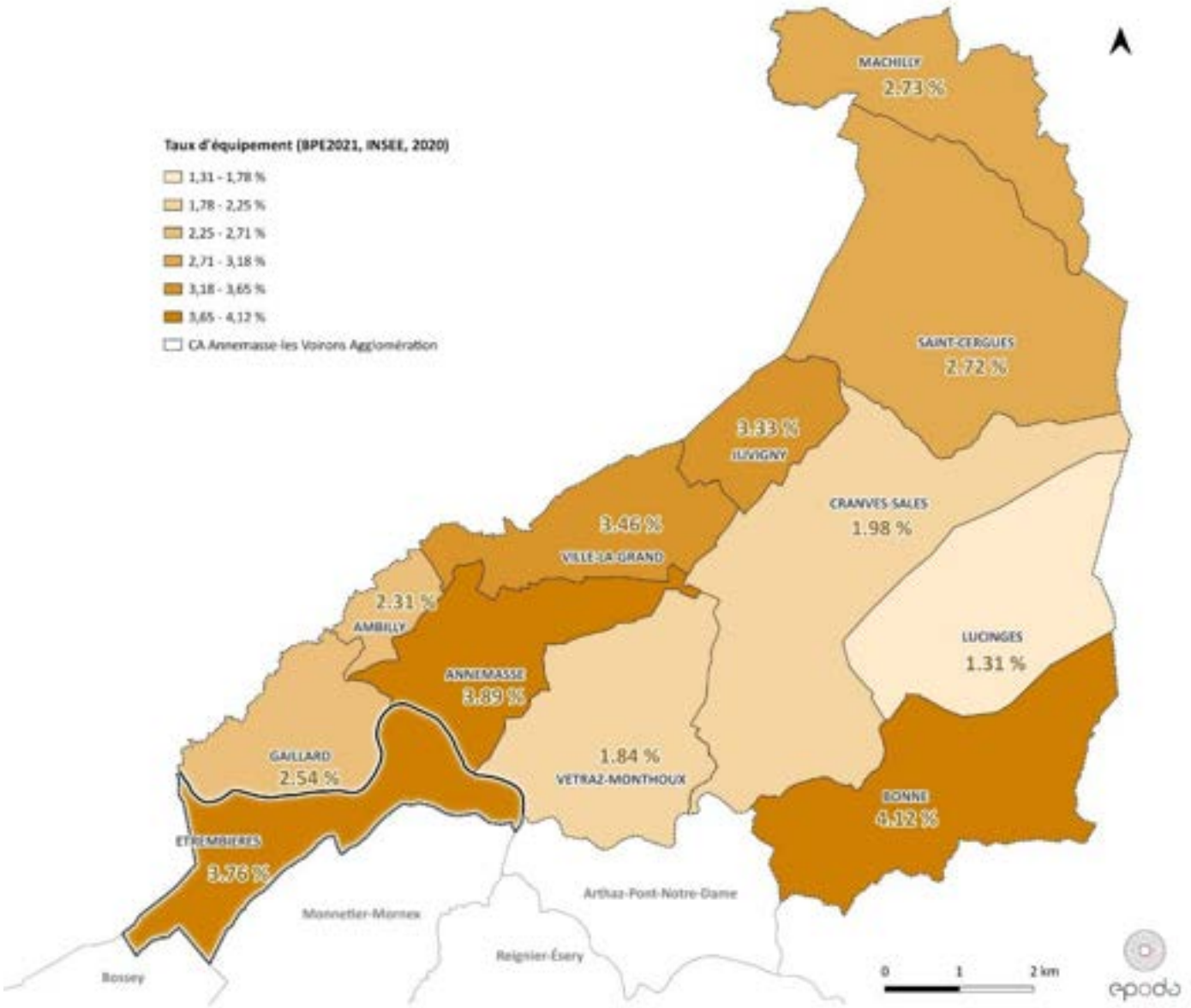
2.3.1. UNE COMMUNE AVEC UNE OFFRE D'EQUIPEMENTS STRUCTUREE

La commune d'Etrembières, en sa qualité de cœur de bourg/village, au sein de l'armature du SCoT, dispose d'un parc d'équipements diversifié et adapté à sa proximité avec des pôles majeurs d'équipements. L'implantation d'équipements conjuguée au contexte frontalier a induit sur les 10 dernières années, une dynamique constructive relativement soutenue, que ce soit pour les équipements ou les logements nouveaux. Outre les OAP, les divisions parcellaires se sont intensifiées, le PLU actuel ne permettant pas de réguler le phénomène. Ainsi, au regard des dynamiques en cours sur le territoire, il convient dans le cadre de l'élaboration du PLU, de se réinterroger sur la capacité des équipements structurants sur la commune ou leur accessibilité à l'extérieur.

Aussi, l'INSEE et l'observatoire du territoire catégorisent la Commune comme un centre local d'équipements et de services qui signifie que l'offre d'équipement est restreinte autour d'une douzaine d'équipements du quotidien et/ou de proximité (coiffeur, école élémentaire, restaurant, boulangerie, artisans du bâtiment). Ce statut apparait comme complémentaire au regard des communes voisines :

- Annemasse qui est un centre structurant et qui propose une quarantaine d'équipements supplémentaires, certains essentiels, mais dont le recours n'est pas quotidien : équipements commerciaux plus spécialisés (librairie, épicerie, magasin de chaussures, de sports, d'électroménager ou d'ameublement), hôtels, agences de travail temporaire. Ces centralités accueillent aussi des services de santé plus spécialisés (laboratoire d'analyse, ophtalmologie, cardiologie, gynécologie).
- Gaillard catégorisé comme un centre intermédiaire d'équipements et de services : l'offre s'enrichit d'une trentaine de commerces et services, faisant de ces centres de véritables foyers d'activité du quotidien (offre de soin de premier recours complète, activité commerciale renforcée, etc.) ;




Taux d'équipement (BPE2021, INSEE, 2020)
1,31 - 1,78 %
1,78 - 2,25 %
2,25 - 2,71 %
2,71 - 3,18 %
3,18 - 3,65 %
3,65 - 4,12 %
CA Annemasse-les Voirons Agglomération
MACHILLY
2.73 %
SAINT-CERGUES
2.72 %
3.33 %
JUVIGNY
CRANVES SALES
1.98 %
3.46 %
VILLE-LA-GRAND
2.31 %
AMBILLY
ANNEMASSE
3.89 %
LUCINGES
1.31 %
GAILLARD
2.54 %
1.84 %
VETRAZ-MONTHOUX
BONNE
4.12 %
ETREMBIERES
3.76 %
Arthaz-Pont-Notre-Dame
Monnetier-Mornex
Reignier-Esery
Bossey
0
1
2 km
epode

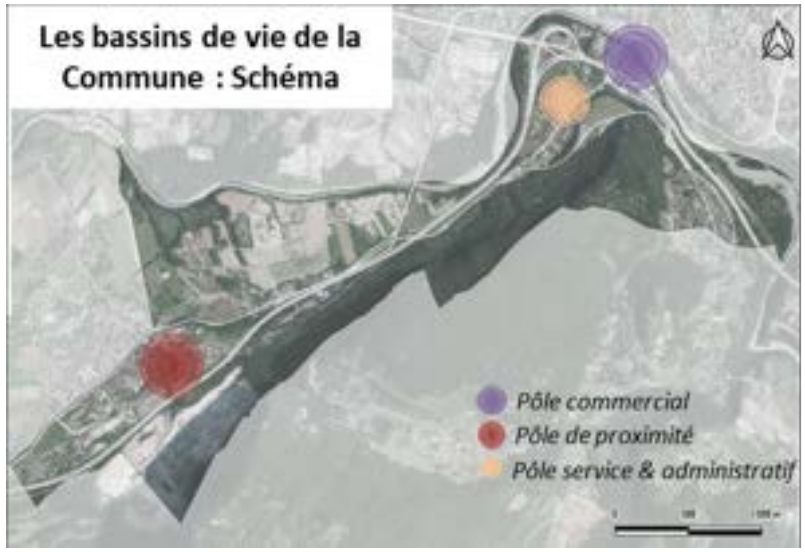
La carte ci-dessus est le résultat de l'analyse de la base permanente des équipements de l'INSEE. Aussi, on s'aperçoit que malgré la proximité avec la Commune d'Annemasse qui est un pôle structurant, la Commune est relativement bien dotée. Cependant, la nature des équipements est différente comme mentionné ci-dessus. En effet, la Commune d'Etrembières possède de nombreux commerces de proximité et utiles au quotidien. Cette affirmation est corroborée par l'analyse des catégories associées aux équipements identifiés au BPE

Catégorisation des équipements	Nombre
Proximité	57
Intermédiaire	32
Supérieure	2
Type de commerces & services	**Nombre**
Services aux particuliers	49
Commerces	35
Enseignement	1
Santé et action sociale	2
Transports et déplacements	2
Sports, loisirs et cultures	6
Tourisme	1

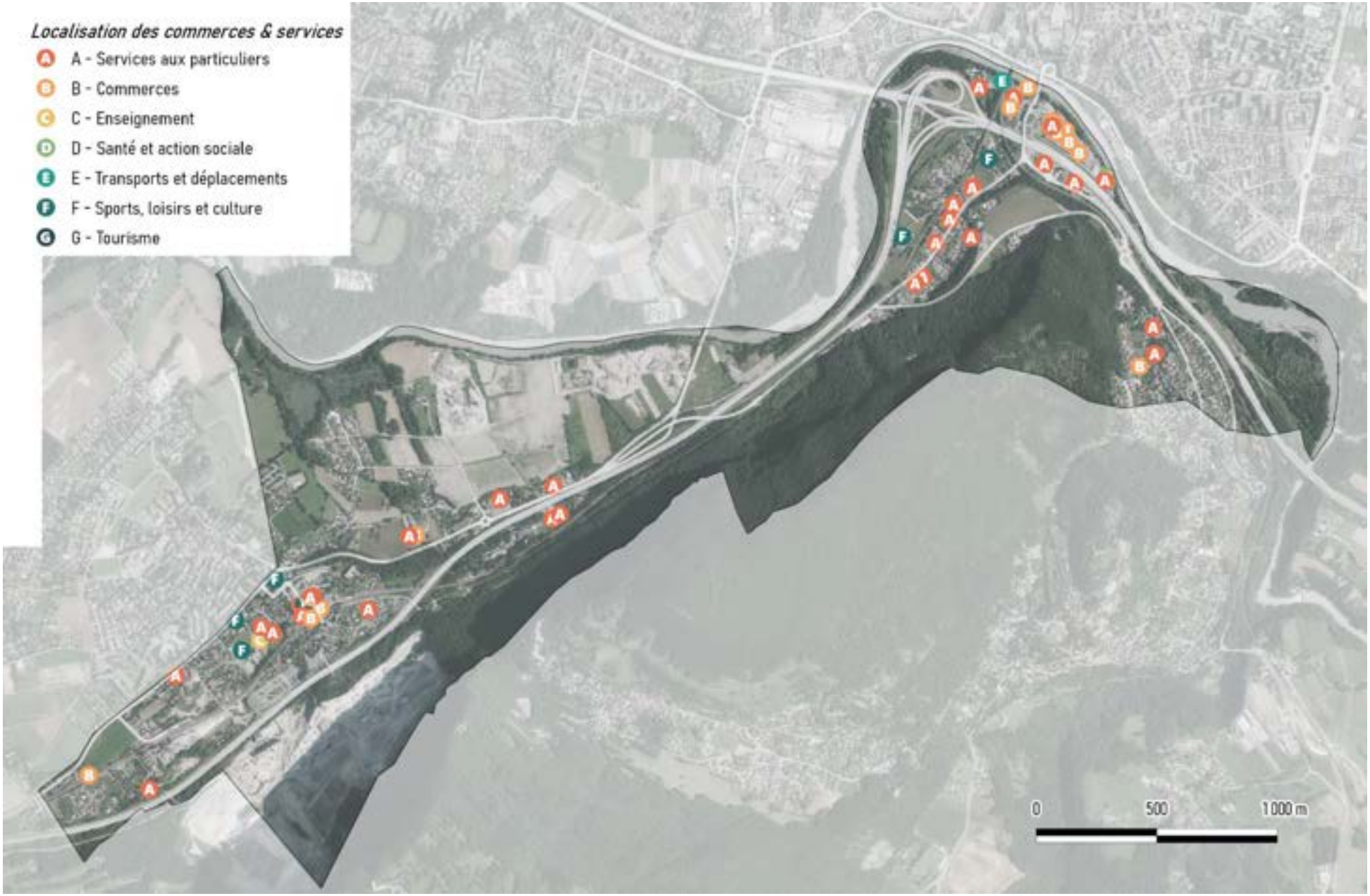
Cette importante proportion d'équipements de proximité s'explique notamment par la présence du centre commercial Shopping Etrembières qui mobilise de nombreux commerces dans le domaine du textile, de la restauration …

La localisation des différents équipements met en avant le caractère multipolaire de la Commune. En effet, la répartition des commerces et services fait apparaitre 3 bassins de vie, à savoir :

- Le Chef-lieu : un pôle orienté vers les services & le caractère administratif (mairie)
- Le Pas de l'échelle : un pôle de proximité avec une mixité fonctionnelle (équipements structurants, services, commerce, enseignement)
- ZA Shopping : le pôle commercial



Il est nécessaire de préciser que le secteur des Iles a vu se développer un pôle loisirs avec l'implantation d'un waterjump et d'un paintball notamment.


Localisation des commerces & services
A - Services aux particuliers
B - Commerces
C - Enseignement
D - Santé et action sociale
E - Transports et déplacements
F - Sports, loisirs et culture
G - Tourisme
0
500
1000 m

2.3.2. L'ENSEIGNEMENT & LA GARDE D'ENFANTS : DES SERVICES A ADAPTER

La forte pression foncière ainsi que le rythme de construction soutenue sur la Commune nécessitent une adaptation des équipements structurants.

2.3.2.1. LA PETITE ENFANCE

Concernant la garde d'enfant soit de 0 à 3 ans, la Commune est dotée :

- D'un réseau d'assistantes maternelles privée qui au 2 aout 2021 proposé environ 28 places pour les enfants de 0 à 3 ans
- D'une micro-crèche "les Roudoudous" installée au 11 Chemin de Veyrier avec une capacité d'accueil jusqu'à 12 enfants simultanément dans un groupe unique.

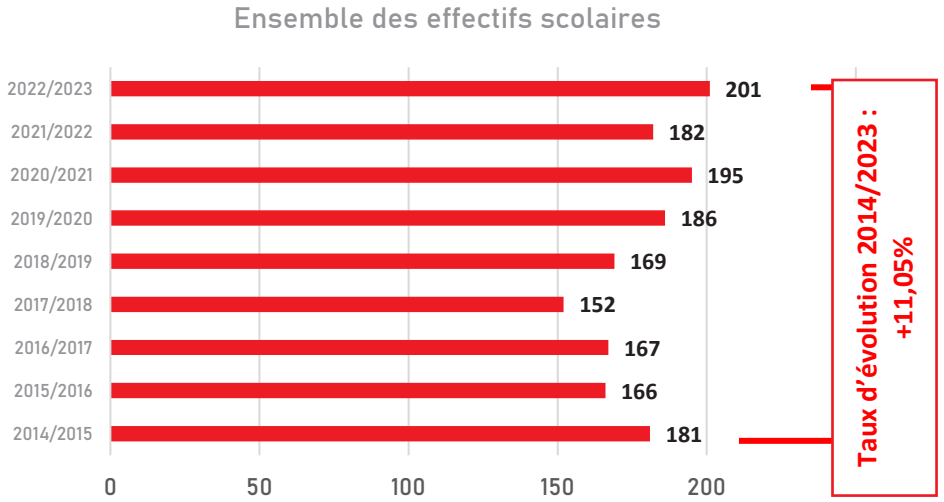
Aussi, les habitants d'Etrembières ne disposent que d'une seule structure de type crèche pour les enfants et vont avoir tendance à trouver une solution auprès des assistantes maternelles privées. Toutefois, il s'agit d'une tendance nationale puisque la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) a publié les premiers résultats de la nouvelle édition de l'enquête : "Modes de garde et d'accueil des jeunes enfants" réalisée en fin d'année 2021. Cette étude conclut que les modes de gardes sont principalement l'accueil chez une assistante maternelle (20 %) ou dans un établissement d'accueil du jeune enfant (EAJE) (18 %).

Au regard du nombre de places théorique sur le territoire pour la petite enfance il semblerait qu'il y ai un report sur les Communes limitrophes (Annemasse, Gaillard …).

2.3.2.2. L'ECOLE PRIMAIRE ET MATERNELLE

La Commune est dotée d'un seul établissement scolaire qui permet d'accueillir l'ensemble des niveaux de la maternelle à l'élémentaire. L'école du Salève Gaillard fait partie du Réseau d'Enseignement Prioritaire (REP) qui correspond à un réseau d'établissements où l'action éducative est renforcée afin de lutter contre l'échec scolaire.

Le graphique ci-dessous présente l'évolution des effectifs scolaires entre 2014-et 2023 :



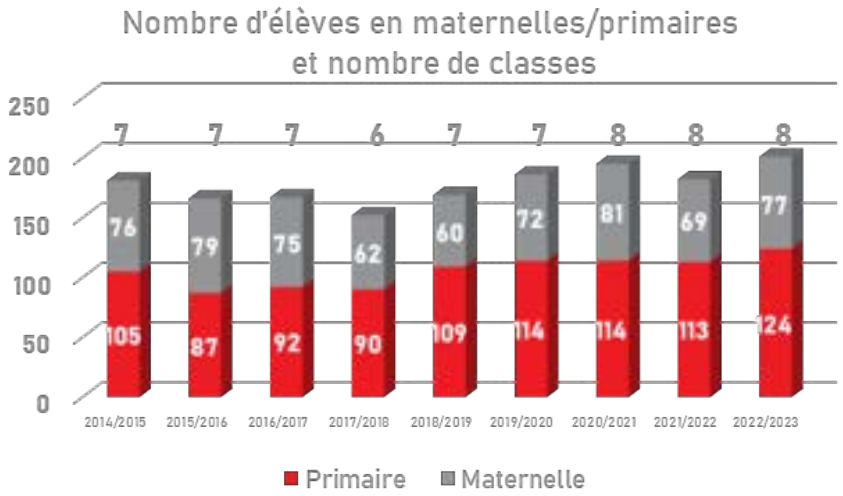
Depuis 2014 on observe une évolution constante des effectifs, ainsi entre 2014 et 2023 les effectifs ont connu une croissance de l'ordre de 11 %.

La part (11,4 %) des enfants en âge d'être scolarisés (3-10 ans), est légèrement plus importante sur la commune qu'en moyenne en Haute-Savoie (1 point de plus). Son effectif évolue (+39% de 2008 à 2019) de façon relativement similaire à celui de la population globale (+40 %) depuis une dizaine d'année.

Il semblerait qu'au vu des permis de construire accordés ces dernières années et en cours de mise en œuvre, et les perspectives à venir, un besoin en ouverture d'une à trois classes apparaît au cours des dix prochaines années.

L'analyse détaillée des effectifs scolaires permet de faire les constats suivants :

- Les effectifs moyens par classe 2022/2023 sont d'environ 25,1 élèves
- La part des maternelles reste stable alors que la part des primaires fluctue et croit plus vite

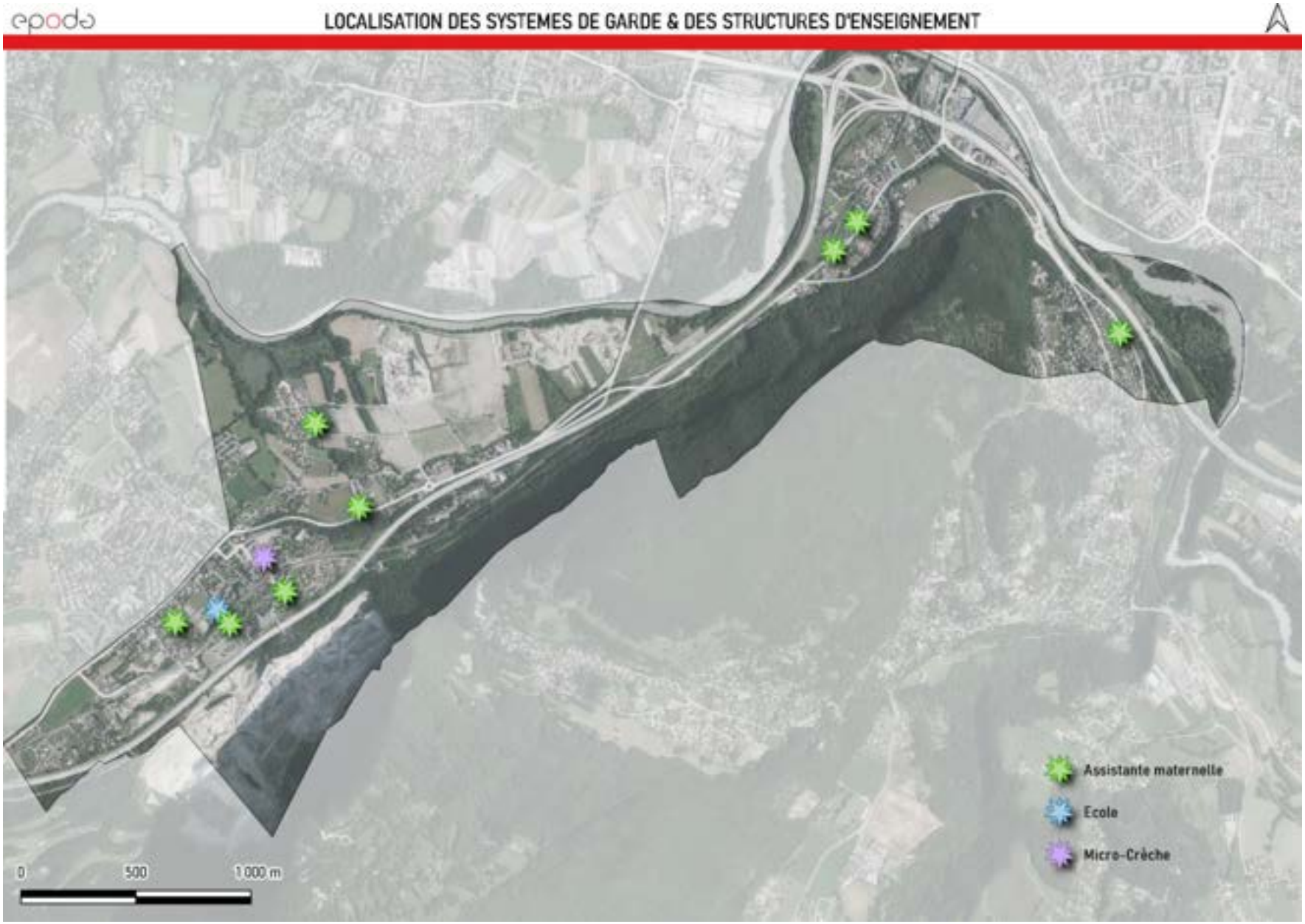


Il convient de préciser que la Commune connait une problématique particulière concernant les effectifs scolaires. Effectivement, l'école étant obligatoire à partir de 4 ans en Suisse, les frontaliers Suisses ont tendance à inscrire leurs enfants dans les écoles françaises pour la maternelle, puis de les retirer de l'école française pour se diriger vers la Suisse à partir de l'élémentaire. Cette dynamique déséquilibre les effectifs entre les maternelles et les primaires et il est difficile d'anticiper les tendances d'évolution.

2.3.2.3. LE SECONDAIRE

Les élèves d'Etrembières dépendent du :

- Collège Jacques Prévert qui se trouve sur la Commune de Gaillard
- Du Lycée polyvalent Jean Monnet et le Lycée polyvalent des Glières se trouvant tous deux à Annemasse

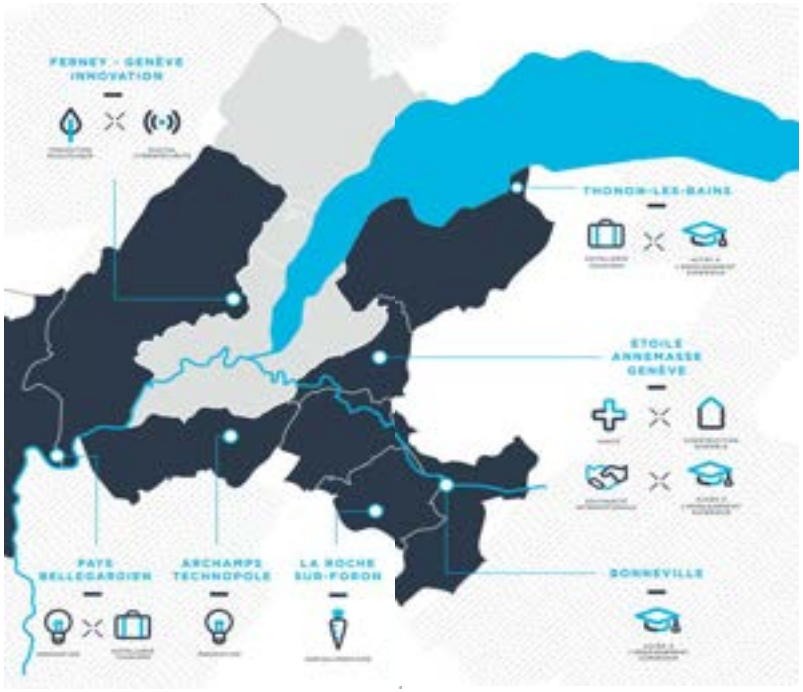

epode
LOCALISATION DES SYSTEMES DE GARDE & DES STRUCTURES D'ENSEIGNEMENT
Assistante maternelle
Ecole
Micro-Crèche
0
500
1 000 m

2.3.2.4. L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR : UNE RESSOURCE ORGANISEE AUTOUR DU GRAND GENEVOIS ET A L'ECHELLE REIONALE

Une démarche est menée dans le Genevois français pour développer une offre adaptée de formations supérieures. Aussi, le pôle métropolitain du Genevois français a mis en place une stratégie partenariale qui s'est structurée depuis 2018 : Grand Forma.

Grand Forma c'est un réseau d'acteurs de la formation mobilisés pour construire une offre de formations et de services notamment via :

- La structuration de 7 pôles de formation
- Une offre d'environ 80 parcours de formations post-bac
- L'attractivité du secteur puisqu'aujourd'hui on compte environ 1700 étudiants



Le territoire est concerné par le pôle Etoile Annemasse/Genève spécialisé autour des formations sur la santé, la construction durable, la solidarité internationale On trouve notamment les établissements suivants :

- L'IFSI d'Annemasse propose des formations infirmières, aide-soignante
- L'École des Beaux-Arts du Genevois, une école d'art publique
- Le Lycée des Glières propose trois BTS dans le Commerce - Gestion et Comptabilité
- Le Lycée Jean Monnet propose dans les voies technologiques et professionnelles des CAPs, BTS et Licence professionnelle

Mais aussi des formations privées telles que :

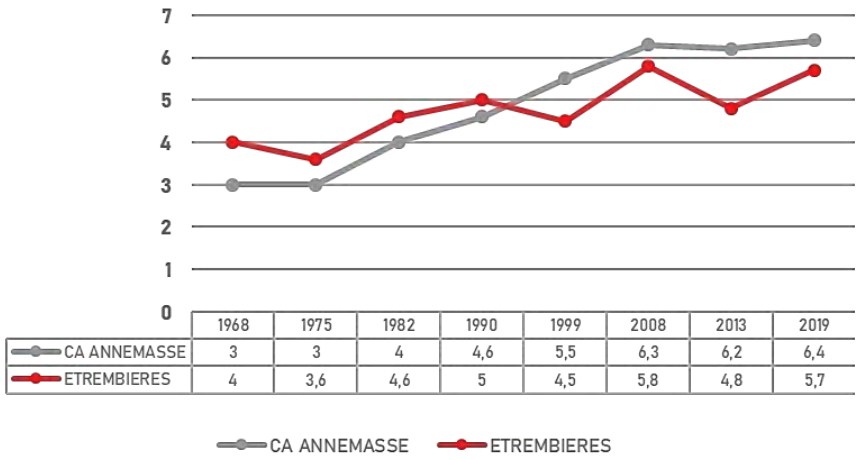
- l'IPAC propose des formations de type PRÉPA CONCOURS, BTS, BACHELOR, MBA
- G5 : le centre propose des formations dans le secteur Commerce - Vente - Gestion et RH
- ECORIS : école de commerce en alternance

Cependant, les étudiants dans le supérieur ont tendance à ne pas rester sur le territoire malgré une offre importante d'équipements. En effet, les élus notent que les poursuites d'études se font souvent à Lyon, Grenoble, Genève et Chambéry … Il semblerait que les étudiants déménagent en raison d'une difficulté à mobiliser les transports en commun sur le territoire.

2.3.3. UN MANQUE DE STRUCTURE POUR L'ACCUEIL DES PERSONNES AGEES, MAIS UNE OFFRE EXISTANTE A PROXIMITE

Le poids démographique des personnes âgées est faible sur la Commune (les 75 ans et + représente environ 6 % de la population). Toutefois, on note que la part des 75 ans et plus est en progression depuis les années 2008 :

Evolution de la part des 75 ans et + dans la population (%)



	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2013	2019
CA ANNEMASSE	3	3	4	4,6	5,5	6,3	6,2	6,4
ETREMBIERES	4	3,6	4,6	5	4,5	5,8	4,8	5,7

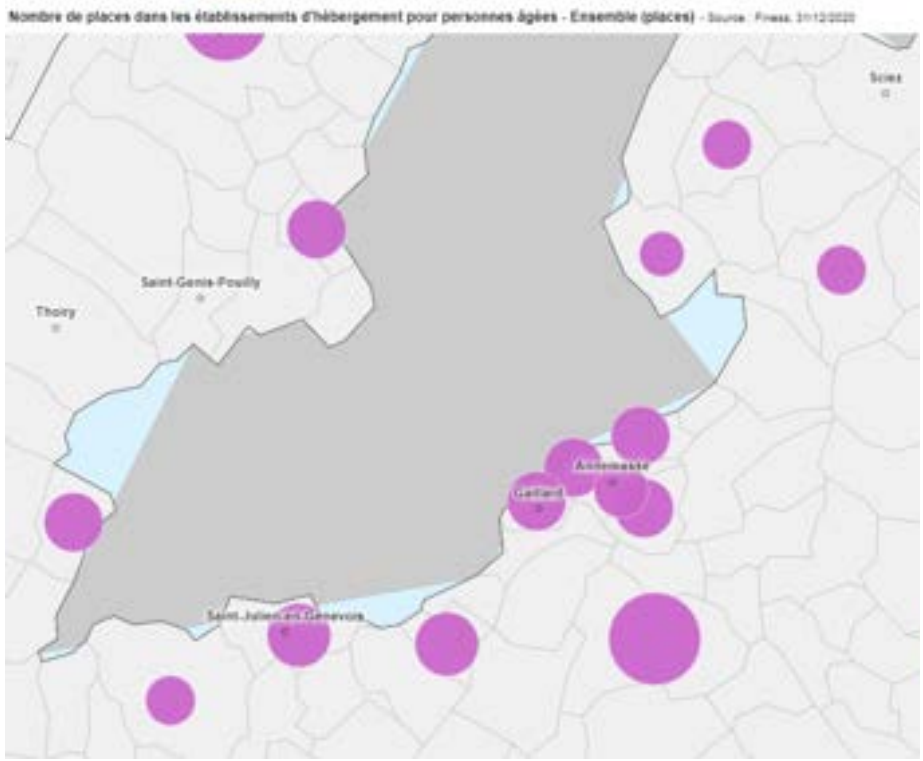
Cette faible proportion peut s'expliquer notamment par le cadre frontalier qui attire des individus souhaitant s'intégrer dans la vie active. Une fois les carrières achevées, les pétitionnaires s'éloignent du bassin genevois.

En effet, le nombre de personnes de plus 75 ans sur la Commune est faible en comparaison des chiffres observées à l'échelle de l'agglomération. A noter que près de 30% de cette catégorie d'âge représente des personnes isolées.

Indicateurs	Étrembières	Annemasse Agglomération
Nombre de personnes de 75 ans et plus vivant seules (personnes)	39	2 382
Part des personnes de 75 ans et plus vivant seules (%)	29,5 %	44

La Commune d'Etrembières ne présente aucun établissement d'hébergement pour les personnes âgées. Toutefois, les Communes à proximité disposent de places d'hébergement :

- Gaillard : 81
- Ambilly : 85
- Annemasse : 68
- Vetraz-Monthoux : 80
- Ville-la-Grand : 84



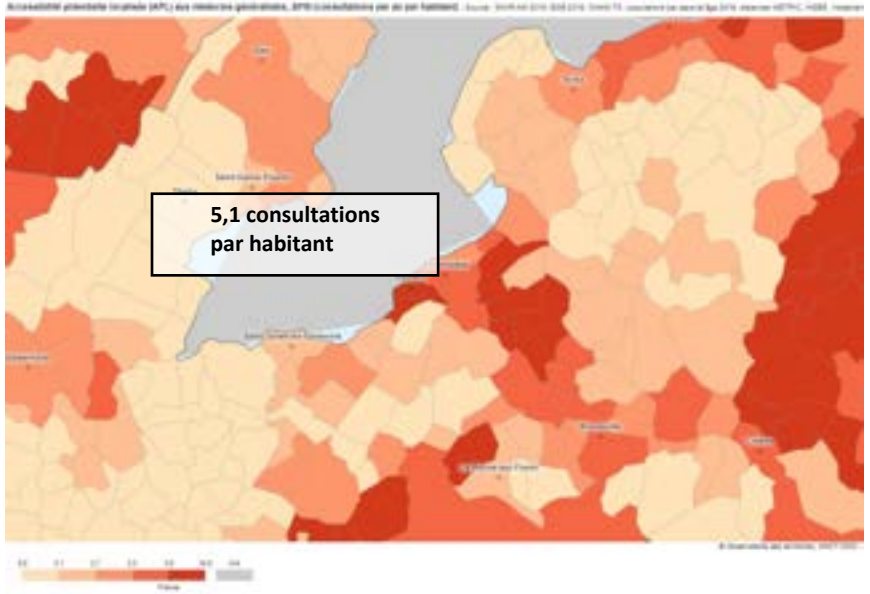
Aussi, malgré l'absence d'infrastructure sur la Commune, on s'aperçoit que les territoires à proximité permettent d'endiguer cette problématique. Effectivement, le nombre de places disponibles à l'échelle de l'agglomération est relativement important en comparaison des EPCI limitrophes :



2.3.4. UN ACCES AUX SERVICES DE SANTE RELATIVEMENT FACILITE

Les données INSEE permettent de conclure que le territoire dispose d'une bonne accessibilité auprès des services de santé puisque :

- Tout habitant se situe à moins de 20 minutes en voiture depuis son domicile de 5 services de soins de la gamme de proximité
- Tout habitant est en mesure de disposer de 5,1 consultations par an auprès des médecins généralistes. Les indicateurs d'accessibilité sur les EPCI environnantes sont bien moindres que ceux observés sur le territoire.





On note aussi, à l'échelle de l'agglomération, une bonne représentation des médecins spécialistes particulièrement des chirurgiens-dentistes et des médecins libéraux

INDICATEURS	CA ANNEMASSE	CC DU GENEVOIS	CC ARVE ET SALEVE	DEPARTEMENT
Densité d'infirmiers libéraux pour 100 000 habs, 2020	53,1	33,9	65,3	88,9
Densité de sages-femmes pour 100 000 femmes de + de 15 ans, 2020	24,2	16,1	12,3	34,3
Densité de chirurgiens-dentistes pour 100 000 habs, 2020	56,3	63,5	35,1	68,2
Densité de médecins libéraux pour 100 000 habs, 2020	80,7	50,8	70,3	95,6

Les chiffres présentés concernant l'accès aux soins ne semblent pas être en adéquation avec l'appréciation des élus. En effet, la faible représentation d'offre médicale sur la commune-même (un kinésithérapeute et un médecin généraliste, et quelques pratiquants de médecines alternatives) combinée avec une accessibilité en transport en commun non facilitée vers l'agglomération ne permet pas de satisfaire les habitants.

De plus, il est nécessaire de noter que les Suisses ont tendance à consulter les spécialistes en France puisque cela revient moins cher que sur leurs territoires.

2.3.5. LES EQUIPEMENTS DE LOISIRS

La Commune présente aussi de nombreux équipements à la faveur du loisir sur le territoire avec d'une part un pôle économique de loisir sur le secteur des Iles (waterjump, paintball …) et d'autre part des équipements publics dédiés aux loisirs tels que/qu' :

- Un Skatepark
- Un double stade (chemin des écoles)
- Les terrains de pétanque et local associé (rue du Chamois)
- Des espaces verts publics : Bois du Salève, jardin de la Mairie
- L'agorespace qui rassemble plusieurs équipements comme une aire de jeux, un city stade et des terrains de tennis (chemin de sous Rossy)
- La bibliothèque municipale « le petit prince »

On note ainsi que le territoire présente de nombreuses infrastructures dédiées aux loisirs principalement localisés dans le secteur du Pas-de-l'échelle et le Chef-Lieu.

2.3.6. LES RESEAUX SECS

2.3.6.1. NUMERIQUE

L'accès de l'ensemble de la population à un haut débit de qualité, et le raccordement prioritaire des sites stratégiques au niveau local sont des conditions essentielles du développement des territoires. Ces deux volets sont identifiés comme des objectifs de court terme dans la stratégie numérique du Gouvernement rendue publique en janvier 2013. Fin 2015, leur mise en œuvre apparaît encore limitée et nécessite une priorisation accrue, compte tenu de leur importance sociale et économique pour les territoires. Il s'agit de résorber la fracture numérique, et de participer plus largement à la lutte contre les inégalités territoriales.

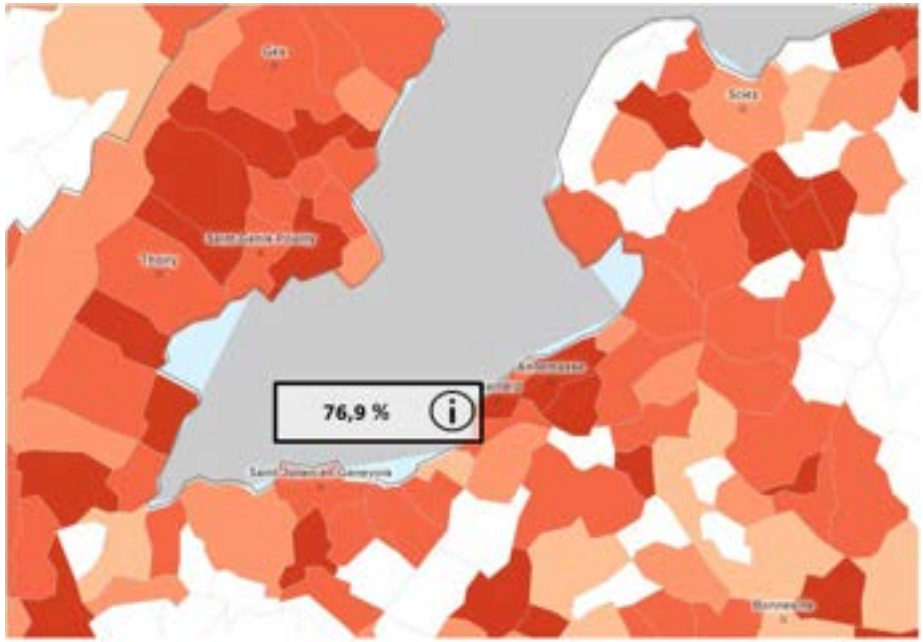
Aussi, la Commune d'Etrembières est un territoire où l'enjeu de couverture est relativement important au regard des enjeux autour du télétravail notamment.

L'étude des données fait apparaitre que la Commune possède une couverture complète de la 4G.

Concernant le déploiement du réseau internet et le déploiement de la fibre, le territoire est couvert à 76,9 % soit 1436 locaux raccordés. L'analyse de la carte ci-contre et les taux de couverture des territoires limitrophes permettent deux constats principaux, la Commune d'Etrembières :

1. Doit poursuivre le déploiement de la fibre sur le territoire afin d'atteindre un niveau de couverture des pôles limitrophes (Annemasse ou Gaillard)
2. Possède une bonne couverture numérique au regard des moyennes observées sur les territoires en environnant et à l'échelle du département.

Globalement, le territoire fait l'objet d'une bonne couverture numérique, même si le déploiement de la fibre doit se poursuivre.

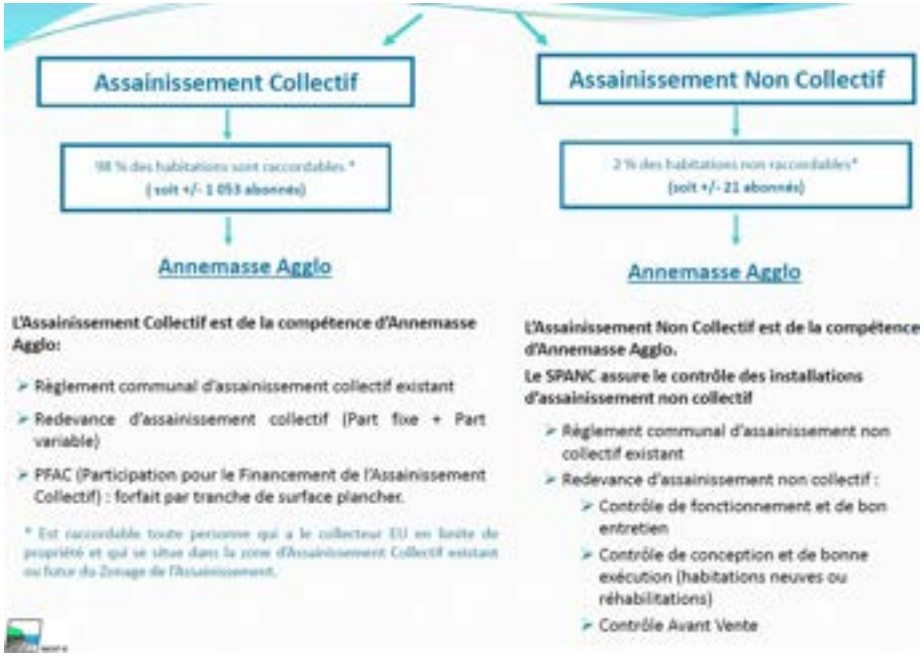


Pourcentage de locaux raccordés à la fibre



2.3.7. LES RESEAUX HUMIDES

2.3.7.1. ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES



Un Zonage d'Assainissement approuvé en 2008 a été élaboré à l'échelle de la Communauté d'Agglomération Annemasse (SAFEGE) :

- Zonage de l'assainissement collectif / non collectif.
- Zonage de l'assainissement des eaux pluviales.

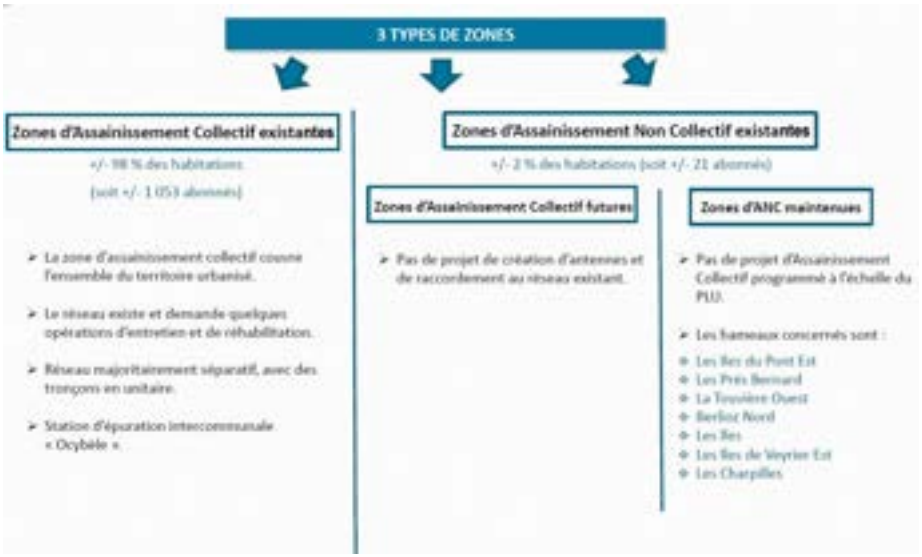
Ce zonage a été actualisé en interne en 2016.

Annemasse Agglo a piloté une étude diagnostic des réseaux d'assainissement eaux usées dont la réalisation a été confiée au Cabinet Hydratec (2012).

Cette étude menée sur les 12 communes d'Annemasse Agglo a permis de déterminer les secteurs sur lesquels des travaux sont à entreprendre.

Un diagnostic des réseaux d'eaux usées a permis de mieux cerner la problématique des eaux claires parasites.

Remarque : Ultérieurement, Annemasse Agglo compte se pencher sur la problématique des branchements aux réseaux.



+/- 98 % des habitations sont raccordées ou raccordables au réseau collectif d'assainissement.

Le réseau EU est majoritairement de type séparatif (+/- 18 km environ). Il reste quelques tronçons en unitaire (+/-4,6 km environ).

Les eaux usées sont actuellement dirigées vers la station d'épuration Ocybèle à Gaillard.

STEP	Reçoit les effluents de	Nature	Capacité nominale	Nombre d'EH raccordés	Milieu récepteur
« OCYBELE » à GAILLARD	Ambilly, Annemasse, Etrembières, Gaillard, Juvigny, Machilly, Saint-Cergues, Ville la Grand, Monnetier-Mornex, Cranves-Sales, Vétraz-Monthoux, Cata et Reedle (Suisse).	Filtres biologiques Mise en service en 1999	124 000 EH pour le traitement primaire	En 2020: 127 636 EH max	L'Arve par surverse après stockage dans une bâche d'eau traitée

Données issues du Portail Assainissement (https://assainissement.developpement-durable.gouv.fr)

Un projet de travaux d'extension et de remise à niveau de l'UDEP Ocybèle est en cours.

Devenir des boues d'épuration : Les boues issues de la STEP sont valorisées majoritairement par compostage à la Compostière de Savoie, et par épandage agricole suivant les prescriptions d'un plan d'épandage.

2.3.7.2. EAU POTABLE ET BILAN D'ADEQUATION RESSOURCE/BESOIN

Annemasse – Les Voirons Agglomération a la compétence de l'adduction et distribution d'eau potable sur son territoire, soit 12 communes (Ambilly, Annemasse, Bonne, Cranves-Sales, Etrembières, Gaillard, Juvigny, Lucinges, Machilly, Saint-Cergues, Vétraz-Monthoux et Ville-la-Grand.).

A ce titre, Annemasse – Les Voirons Agglomération assure en régie directe :

- L'exploitation des ouvrages intercommunaux et de stockage de l'eau,
- L'entretien et le renouvellement des réseaux de distribution,
- La fourniture, à tout abonné, d'une eau présentant les qualités imposées par la réglementation en vigueur,
- Le fonctionnement correct et continu du service de distribution d'eau potable.

Il existe un règlement du service public de distribution d'eau potable adopté par délibération du conseil communautaire le 13/12/2023.

Un Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP) sur le territoire d'Annemasse – Les Voirons Agglomération a été réalisé par le cabinet Naldéo et a été approuvé le 1er octobre 2015. Ce SDAEP est en cours de révision. Le rapport de phase 1 établissant la mise à jour du bilan besoins ressources a été réalisé en août 2021 (cabinet Altéréo). Ce schéma directeur d'alimentation en eau potable est en cours d'élaboration par les services compétents d'Annemasse Agglomération.

Le Schéma de Distribution d'Eau Potable conformément à l'article L 2224-7 du CGCT a été réalisé en mai 2023 (NICOT IC).

La commune d'Etrembières est alimentée en eau potable par 2 ressources :

- Les pompages de Veyrier situés à Etrembières (nappe franco-suisse du Genevois),
- La station de pompage des Eaux-Belles, station de reprise alimentée par l'usine d'ultrafiltration de la source des Eaux-Belles et les puits de Veyrier.

Une petite partie de la commune, le secteur du Crêt de la Croix, est alimentée en permanence par les ressources du Syndicat des Rocailles et de Bellecombe (SRB). Cette disposition a fait l'objet d'une convention signée en 2009.

Le secteur de l'Hôpital est alimenté par une source privée.

Le territoire communal d'Etrembières héberge le captage du Pas de l'Echelle qui est exploité par le Syndicat des Rocailles et de Bellecombe (SRB). La convention signée avec le SRB prévoit également une alimentation de secours, par Annemasse Agglo, au niveau de la bâche de la station de refoulement du Pas de l'Echelle.

OUVRAGES	COMMUNE D'IMPLANTATION	AVIS HYDROGEOLOGUE	DATE de la DUP	Indice d'avancement de la protection de la ressource
Pompages de Veyrier	Etrembières	26/12/1992	04/07/1997	80%
Les Eaux Belles	Etrembières	20/05/1983	11/10/2018	80%
Captage du Pas de l'Echelle (SRB)	Etrembières	24/01/1979 + rapport complémentaire pour l'extension du périmètre de protection rapproché le 02/02/1983	16/12/1987	-

Le réseau d'alimentation en eau potable de la commune s'étend sur une longueur totale de +/- 31 km.

Il est constitué de conduites dont le diamètre nominal varie de 40 à 150 mm.

Les principaux matériaux sont la fonte grise, la fonte ductile et le PEHD.

En 2023, le rendement brut du réseau d'Annemasse Agglo s'élève à 82,5 %. Ce rendement intègre le sous-comptage, les pertes d'eau, les volumes d'eau de service et de contrôle des hydrants.

Le réseau de la commune d'Etrembières est connecté avec les réseaux des communes voisines. De plus, à l'échelle intercommunale, il existe des maillages avec les collectivités voisines (Thonon Agglo, Syndicat des Rocailles, Services Industriels de Genève), que ce soit en transfert permanent ou en secours.

Les volumes d'eau sont surveillés quotidiennement par télégestion.

Le maintien des performances du réseau est une action permanente qui s'exerce, d'une part, à travers la programmation régulière de travaux de renouvellement et de renforcement et, d'autre part, par la surveillance de l'état des équipements.

Pour rappel, l'alimentation du secteur Ex-2C2A est assurée par 3 captages : la zone de captage du Nant à Arthaz, la sources des Eaux Belles et de Veyrier à Etrembières. Une vente d'eau à la commune d'Arthaz (station de reprise d'Arthaz Combe Sud) est réalisée à partir de la desserte des réservoirs du Salève et du Livron.

La répartition des prélèvements entre les 3 sites s'effectue de la manière suivante :

- Niveau 1 : Exploitation des sources des Eaux Belles. Le volume de prélèvement dépend principalement de la pluviométrie (disponibilité naturelle des sources) ;
- Niveau 2 : prélèvement dans la nappe Genevois via les captages de Veyrier à hauteur de 1,5 Mm³/an (exploitation réglée par un accord transfrontalier) ;
- Niveau 3 : prélèvement dans la nappe de la Basse Vallée de l'Arve à Arthaz-Pont-Notre-Dame via les captages de Nant afin d'assurer les besoins en eau des abonnés. Le volume de prélèvement est optimisé au cours de l'année pour favoriser la recharge de la nappe et assurer le complément en période d'étiage et de pointe de consommation qui correspond au mois de juillet.

L'analyse historique des volumes de prélèvement montre une variation saisonnière de la production de la source des Eaux Belles liée à la pluviométrie avec un volume moins important en période d'étiage (août à octobre). Les besoins des abonnés dans cette période sont assurés par l'exploitation des nappes (Genevois et Basse Vallée de l'Arve à Arthaz) en complément des sources.

Les besoins en eau à l'horizon 2030 et 2040 ont été confrontés aux ressources disponibles et mobilisables en situation normale « hautes eaux », basses eaux « étiage ». Ces deux périodes ont été définies à partir de l'évolution des volumes de prélèvement de la source des Eaux Belles de 2010-2020 :

- Août à octobre : production faible avec un minimum d'environ 31 500 m³/mois constaté pour le mois d'octobre 2018. Par conséquent, nous considèrerons les prélèvements futurs aux horizons 2030 et 2040 en période d'étiage à hauteur de la moyenne des prélèvements sur ces

10 dernières années, soit autour de 72 700 m3/mois (environ 2 400 m³/j) ;
- Janvier à Août : production moyenne d'environ 200 000 m³/mois (soit environ 6 660 m³/j) ;

Dans le bilan ressources/besoins établi par secteur (Ex-2C2A ici), il a été considéré que la période de pointe de consommation coïncide avec la période d'étiage afin de prendre en compte l'impact du changement climatique et vérifier l'adéquation des ressources disponibles aux besoins en eau en configuration défavorable.

A noter que la situation actuelle est légèrement différente de cette approche car actuellement la pointe de consommation intervient au mois de juillet non concomitante avec la période d'étiage (août-novembre). Retenir la concomitance des 2 phénomènes permet à la collectivité d'identifier la solution la plus défavorable et de disposer le cas échéant d'une marge de sécurité pour assurer la satisfaction des besoins en eau des abonnés du secteur d'étude.

Bilan Besoins ressources du secteur Ex2C2A - scénarios d'évolution de la population « hypothèse basse »:

	Horizons	Unité	2025	2030	2032	2035	2040
Volume disponible et mobilisable	Période moyenne	m3/j	17 860	17 860	17 860	17 860	17 860
	Période d'étiage	m3/j	18 650	18 410	18 410	18 250	18 170
	Période d'étiage sévère	m3/j	19 700	19 595	19 595	19 543	19 490
Besoins	Jour moyen	m3/j	19 708	17 900	18 300	19 300	20 200
	Jour de pointe	m3/j	25 208	27 000	27 700	28 700	30 500
Bilan	Jour moyen	m3/j	1 160	-40	-440	-1 140	-2 340
	Jour de pointe (par rapport à la période d'étiage)	m3/j	-6 550	-8 590	-9 290	-10 410	-12 330

Présence d'une convention avec les Services Industriels de Genève (SIG) pour un débit journalier maximal de 10 000 m3 avec une vanne limitatrice de débit à 450m3/h.

Bilan Besoins ressources du secteur Ex2C2A - scénarios d'évolution de la population « hypothèse haute »:

	Horizons	Unité	2025	2030	2032	2035	2040
Volume disponible et mobilisable	Période moyenne	m3/j	17 860	17 860	17 860	17 860	17 860
	Période d'étiage	m3/j	18 650	18 410	18 410	18 250	18 170
	Période d'étiage sévère	m3/j	19 700	19 595	19 595	19 543	19 490
Besoins	Jour moyen	m3/j	17 200	18 800	19 400	20 200	21 000
	Jour de pointe	m3/j	26 000	28 300	29 200	30 500	32 000
Bilan	Jour moyen	m3/j	560	-940	-1 540	-2 340	-3 140
	Jour de pointe (par rapport à la période d'étiage)	m3/j	-7 350	-8 890	-10 790	-12 210	-14 430

Présence d'une convention avec le SIG pour un débit journalier maximal de 10 000 m3 avec une vanne limitatrice de débit à 450m3/h.

Le bilan ressources/consommations établi au sein de le SDAEP de 2021 faisait ressortir en situation d'hypothèse « basse » et « haute » :

- Équilibre fragile en période moyenne de consommation en 2030,
- Déficitaire 3 mois de l'année en pointe dès 2025 avec un déficit plus critique en cas d'étiage sévère.

Une augmentation des prélèvements dans la Nappe d'Arthaz et dans la nappe Genevois pour compenser l'étiage de la source des Eaux Belles ou un apport extérieur depuis le Services Industriels de Genève (SIG) sera nécessaire pour assurer les besoins en eau des abonnés en période d'étiage. Cela nécessite également une meilleure gestion de l'exploitation des nappes afin de favoriser leurs recharges en période de hautes eaux.

Des études complémentaires sont en cours de réalisation par les services compétents d'Annemasse Agglo afin de chercher de nouvelles ressources

disponibles. Ces études de faisabilité portent sur l'identification de 6 nouvelles ressources potentielles. Une fois ces études réalisées, le SDAEP pourra être finalisé. Ainsi, Annemasse Agglo pourra valider les investissements programmés afin de sécuriser l'approvisionnement en eau potable du territoire d'Annemasse Agglo.

L'eau distribuée sur la commune, provient de trois sites distincts :

- Le pompage du Nant
- Les pompages de Veyrier
- La source des Eaux Belles

La capacité de stockage de la commune provient du réservoir présent sur le territoire communal. Au niveau du fonctionnement, le réservoir du Salève se vide durant la journée et se remplit la nuit. Lorsqu'il est vide en cours de journée, le réservoir du Livron situé à Vétraz-Monthoux prend le relais et assure l'alimentation du réservoir du Salève. Au final, le temps de séjour de l'eau au sein du réservoir du Salève est limité.

2.3.7.3. EAU PLUVIALE

Plans et études existants :

- Zonage d'assainissement des eaux pluviales et modélisation (SAFEGE, 2008).
- Un Schéma de Gestion des Eaux Pluviales et zonage EP ont été réalisés par Annemasse Agglo sur l'ensemble du territoire de l'agglomération. Cette étude a été réalisée par le cabinet NALDEO en 2019. Elle comprend notamment la délimitation des bassins versants et leur analyse fonctionnelle grâce à une phase de modélisation.

Cours d'eau :

- Le réseau hydrographique de la commune d'Etrembières est constitué de l'Arve, qui marque la limite communale avec Annemasse, Gaillard et Vétraz-Monthoux. Plusieurs petits cours traversent le territoire d'Etrembières avant de rejoindre l'Arve :
    - Ruisseau de l'Eau Belle
    - Ruisseau des Prés Bernard
    - Ruisseau des Acacias
    - Ruisseau de la Cascade
    - Ruisseau de l'Avalanche
    - Ruisseau de la Taillée
    - Ruisseau de Chatillon

Zones humides :

La commune héberge 5 zones humides répertoriées dans l'inventaire départemental.

Réseaux d'eaux pluviales :

- Le réseau pluvial est bien développé sur la commune d'Etrembières, en particulier dans les secteurs les plus urbanisés. Il existe également quelques fossés à ciel ouvert dans les secteurs où l'urbanisation est moins dense. Annemasse Agglo a entrepris un relevé exhaustif des réseaux EP et EU sur l'ensemble des communes du territoire de l'agglomération. La commune possède donc une cartographie précise des réseaux.
- Sur certains tronçons, les cours d'eau ont été busés.

Exutoires :

Compte tenu de la configuration du territoire communal, l'exutoire naturel de la commune correspond à l'Arve.

Politique actuelle de gestion des eaux pluviales :

- Le zonage EP réalisé en 2019 par le cabinet Naldéo est opposable aux tiers.
- Pour toute autorisation d'urbanisme, Annemasse Agglo instruit les demandes selon les préconisations définies au sein de ce zonage EP.

Les principaux problèmes liés aux E.P. que l'on peut pressentir aujourd'hui sont liés :

- A l'extension de l'urbanisation :
    - De nouvelles constructions peuvent gêner ou modifier les écoulements naturels, se mettant directement en péril ou mettant en péril des constructions proches.
    - De nouvelles constructions ou viabilisations (les voiries, les parkings) créant de très larges surfaces imperméabilisées peuvent augmenter considérablement les débits aval.
- À la sensibilité des milieux récepteurs : Les cours d'eau
    - Ils représentent un patrimoine naturel important de la région.
    - Ils alimentent des captages en eaux potables.
- Ces problématiques devraient conduire à l'intégration systématique de mesures visant à :
    - limiter l'exposition de nouveaux biens aux risques,
    - limiter l'imperméabilisation,
    - favoriser la rétention et/ou l'infiltration des EP,
    - développer les mesures de traitement des EP.

La commune s'étant développée à proximité de cours d'eau, l'enjeu des cours d'eau ne réside pas seulement dans la gestion des risques liés aux crues et aux érosions.

En effet, l'état naturel des cours d'eau (lit mineur, berges, ripisylve, lit majeur) présente de nombreux avantages par rapport à un état artificialisé :

- Hydraulique : rôle écrêteur qui permet l'amortissement des crues,
- Ressource en eau : les interactions avec la nappe permettent le soutien des débits d'étiage,
- Rôle autoépurateur,
- Intérêts faunistiques et floristiques, paysager…
- Loisirs.

Cette problématique devrait conduire à intégrer dans le développement communal (urbanisation, activités…) la préservation des cours d'eau.

2.3.8. AFOM

ATOUTS	FAIBLESSES
- Une proximité avec des territoires structurants disposant d'équipements majeurs permettant une mutualisation de ces derniers - Le secteur du Pas-de-l'Echelle présente de nombreux équipement de proximité permettant une offre diversifiée de commerces pour la population - Un pôle éducatif structuré autour de Genevois français	- L'accessibilité en TC de cette offre - Des équipements en proie aux variations de la population entrainant sous-dimensionnant pour certains - Des équipements en faveur des populations séniors quasi-inexistante
OPPORTUNITÉS	**MENACES**
	- L'incohérence de l'offre avec les nouvelles aspirations : attention sur les scolaires

ENJEUX

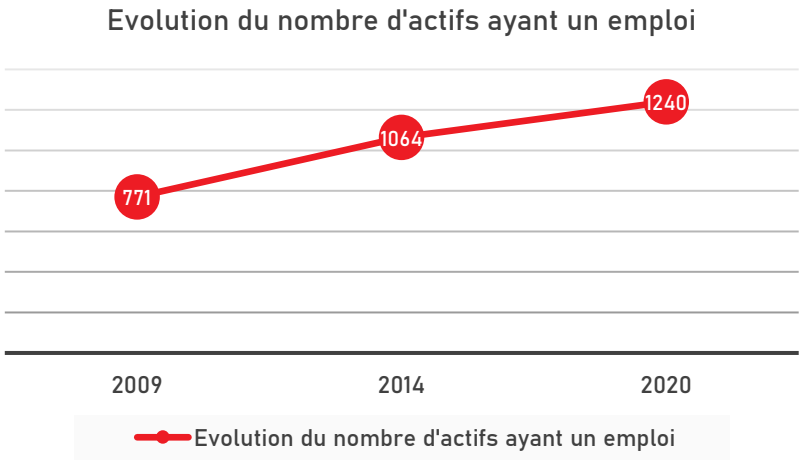
- Adopter un projet de territoire en cohérence entre l'offre et le besoin
- Des projets publics à anticiper au regard des besoins fonciers potentiellement associés

2.4. ÉCONOMIE

2.4.1. L'EMPLOI

2.4.1.1. UN TERRITOIRE DOTE D'UN PROFIL D'ACTIFS JEUNES ET OUVRIERS/EMPLOYES

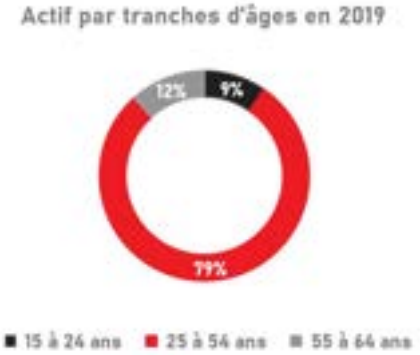
La Commune d'Etrembières présente un profil relativement dynamique au regard de l'évolution constante du nombre d'actifs ayant un emploi :



Etrembières compte 1 380 actifs (tout confondus) en 2020, un nombre en augmentation constante depuis 2009. De surcroit, la part des actifs au sein de la population augmente entre 2009 et 2019, pour s'établir à 80% soit +4 points en 11 ans. La Commune reste dans les moyennes observées sur les territoires limitrophes :



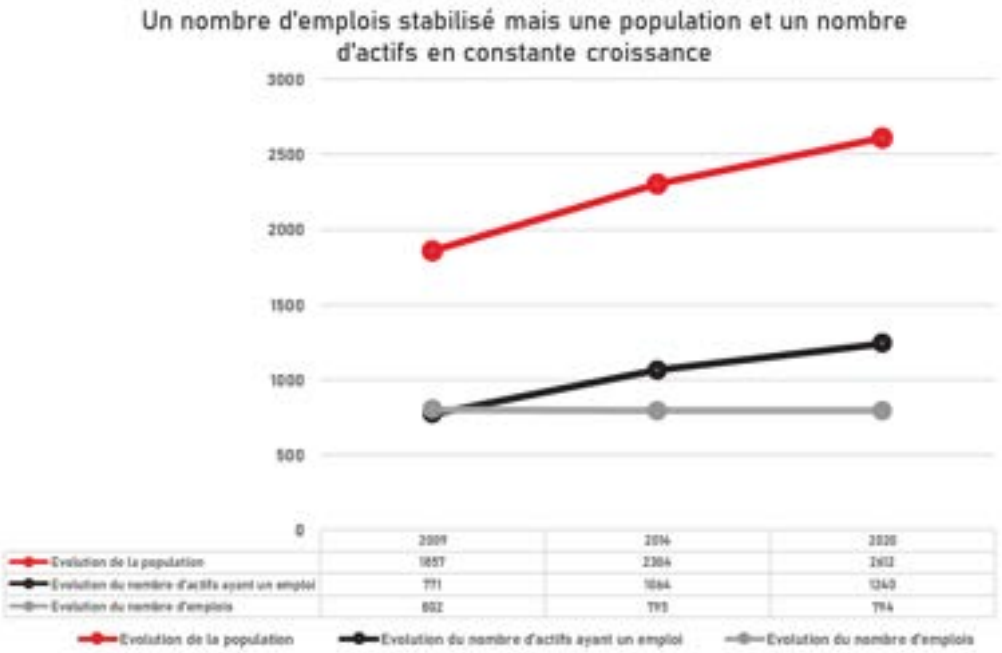
Si l'on s'intéresse un peu plus au profil d'actifs de la Commune, on s'aperçoit que ces derniers sont relativement jeunes à l'image de la population du territoire. Effectivement, on note que 79 % des actifs ont entre 25 et 54 ans.



L'analyse de la répartition de la population active par Catégories Sociaux Professionnels (CSP) permet de constater que la population occupe principalement des postes d'employés (34 %) et d'ouvriers (28 %) puis de professions intermédiaires (25 %). Les cadres sont peu représentés (7%), viennent ensuite les artisans-commerçants-chefs d'entreprise (5%) et les agriculteurs exploitants (1%).

2.4.1.2. UN TERRITOIRE ATTRACTIF POUR LES TRAVAILLEURS FRONTALIERS…

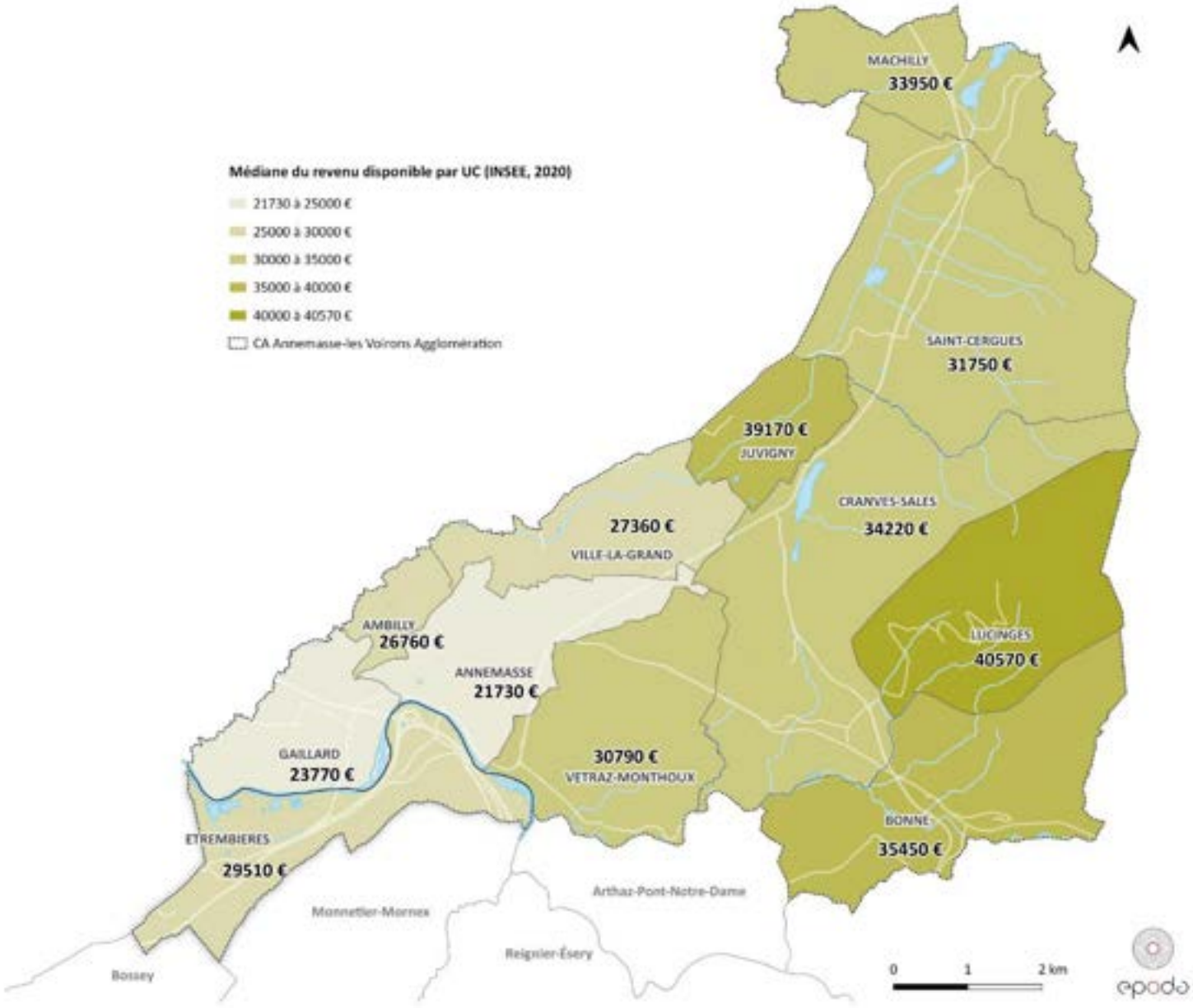
Plusieurs fois au cours du présent diagnostic, il a été soulevé l'importance et l'interdépendance de la Commune aux dynamiques transfrontalières. Une fois de plus ce constat peut se vérifier au travers de la thématique économique. Effectivement, on note une forte croissance démographique ainsi que du nombre d'actifs ayant un emploi, pour autant le nombre d'emplois est légère baisse sur le territoire :



Aussi, il devient évident que les résidents d'Etrembières ont tendance à travailler à l'extérieur du territoire. L'analyse des données sur les déplacements domicile-travail de l'INSEE montre que 1103 actifs travaillent à l'extérieur (soit 89% des actifs) parmi ces actifs 66 % vont travailler en Suisse.

Le salaire médian est relativement élevé au regard des moyennes locales et montre bien l'influence du bassin genevois. Toutefois, le salaire médian reste moins élevé que sur certains EPCI limitrophes



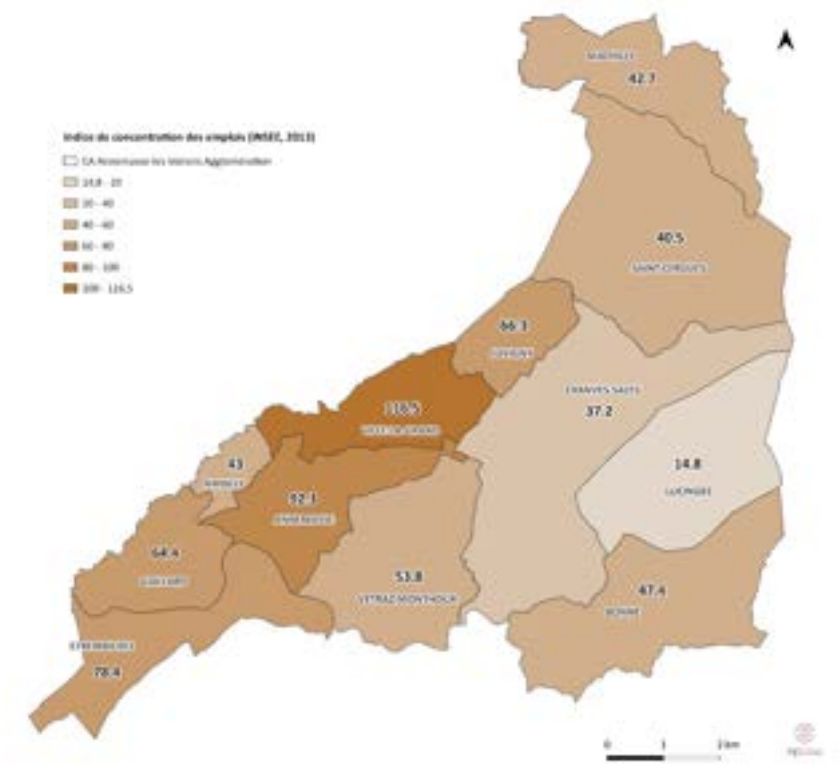

Médiane du revenu disponible par UC (INSEE, 2020)
21730 à 25000 €
25000 à 30000 €
30000 à 35000 €
35000 à 40000 €
40000 à 40570 €
CA Annemasse-les Voirons Agglomération
MACHILLY
33950 €
SAINT-CERGUES
31750 €
39170 €
JUVIGNY
CRANVES-SALES
34220 €
27360 €
VILLE-LA-GRAND
AMBILLY
26760 €
ANNEMASSE
21730 €
LUCINGES
40570 €
GAILLARD
23770 €
30790 €
VETRAZ-MONTHOUX
BONNE
35450 €
ETREMBIERES
29510 €
Arthaz-Pont-Notre-Dame
Monnetier-Mornex
Reignier-Ésery
Bossey
0
1
2 km
epode

2.4.1.3. …MAIS QUI RESTE UN POLE D'EMPLOIS LOCAL

Malgré l'attractivité économique du territoire Suisse, Etrembières reste un pôle d'emplois local important.

La dynamique démographique d'Etrembières s'accompagne d'un réel maintien du tissu économique puisque le nombre d'emplois est relativement stable, ce qui est un réel enjeu au regard du contexte frontalier.

De ce fait, la Commune d'Etrembières présente une concentration d'emplois relativement importante (même si cet indicateur est en baisse ces dernières années) à l'échelle de l'Agglomération :





La concentration est ainsi bien plus importante sur la Commune d'Etrembières et sur l'Agglomération que sur les EPCI limitrophes. En effet, on peut citer deux sites qui permettent le maintien d'une offre d'emploi sur le territoire :

- Shopping Etrembières
- Les carrières

L'analyse des taux d'emplois par secteur permet de conforter ces deux domaines comme des employeurs majeurs sur la Commune puisque

- 67,1 % des emplois se trouvent dans le secteur du commerce, transport et autre
- 9,7 % des emplois se trouvent dans le secteur de l'industrie

	Agriculture		Industrie		Construction		Commerce, transports et services divers		Administration publique, enseignement, santé, action sociale	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Etrembières	20	2,5	76	9,7	61	7,9	525	67,1	100	12,8
Annemasse Agglomération	190	0,7	3199	11,4	1725	6,1	14453	51,4	8570	30,5
CC Arves et Salève	168	4,8	298	8,5	346	9,9	1289	36,8	1405	40,1
CC du Genevois	286	2,6	871	7,9	996	9,1	5207	47,4	3625	33
Haute Savoie	4319	1,4	45424	14,8	24730	8,1	142929	46,7	88540	28,9

Ainsi, le territoire se voit être attractif économiquement à l'échelle de l'agglomération. Il convient de préciser que 622 actifs ne résident pas sur la Commune, mais y travaillent, parmi ces actifs, 48 % viennent de l'agglomération d'Annemasse.

2.4.2. L'ECONOMIE AGRICOLE ET FORESTIERE

2.4.2.1. L'ACTIVITE AGRICOLE : UNE ACTIVITE A LA MARGE, MAIS ENCORE PRESENTE

L'activité agricole n'est pas une activité dominante sur la commune puisqu'elle représente 2,5 % des emplois offerts sur la commune.

Les derniers éléments du diagnostic agricole de 2020 mettent en avant l'existence de deux exploitations agricoles dont la spécification de production se fait autour de l'élevage bovin. Ces exploitations utilisent 23,7 ha de terres agricoles en faveur de la production.

L'activité agricole n'est pas dominante, mais semble être en bonne santé vis-à-vis :

- Des dynamiques observées sur le reste du territoire métropolitain notamment en lien avec la déprise agricole
- De la pression foncière exercée au regard du contexte frontalier.

La comparaison entre les deux diagnostics agricoles montre qu'en 10 ans :

- Le nombre d'exploitations est stable
- Une augmentation 8,3 % de la surface de la SAU (+ 4 ha)

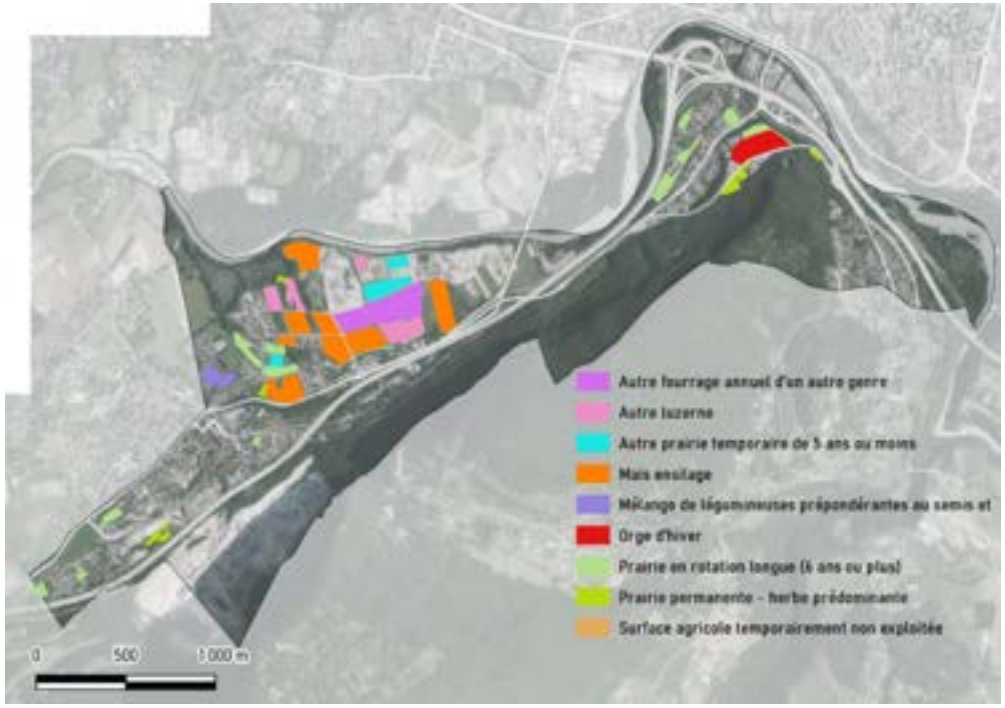
Toutefois, c'est une activité fragile et qui semble menacée notamment au regard des activités de gravière et de loisirs sur la plaine. La préservation des terres est donc un enjeu important pour le territoire.

Afin d'identifier au mieux les spécificités de l'activité agricole, les données du Registre Parcellaire Graphique (RPG) ont été étudiées. Aussi, les terrains agricoles sont principalement :

- Du maïs d'ensilage qui permet de produire de la nourriture pour les bêtes
- Des prairies
- Du petit maraichage

Type de culture	Surface (ha)	Part (%)
Autre fourrage annuel d'un autre genre	6,78	15%
Autre luzerne	4,9	10,80%
Autre prairie temporaire de 5 ans ou moins	3,45	7,60%
Maïs ensilage	14,85	32,90%
Mélange de légumineuses prépondérantes au semis et	1,39	3,10%
Orge d'hiver	3,26	7,20%
Prairie en rotation longue (6 ans ou plus)	8,08	17,90%
Prairie permanente - herbe prédominante (ressource	2,27	5%
Surface agricole temporairement non exploitée	0,18	0,40%
TOTAL	45,16	100%

**La surface totale est différente de la SAU, car il s'agit de deux indicateurs différents et que l'une des données date de 2020 et l'autre 2023.*



2.4.3. LES ACTIVITES CARACTERISTIQUES DE LA COMMUNE

Il convient de préciser que la compétence économique est exercée par la Communauté d'Agglomération. Aussi, l'enjeu à l'échelle de l'EPCI est de ne pas réduire son territoire à une simple fonction de périphérie résidentielle de Genève, aussi il souhaite affirmer le territoire comme un pôle structurant d'équilibre du Grand Genève. Le souhait est donc de construire une agglomération dynamique et durable au sein d'une métropole en développement, il s'agit de consolider une stratégie globale de valorisation des atouts du territoire, afin de conserver un tissu d'activités diversifié et créateur d'emplois.

2.4.3.1. LES CARRIERES DU MONT SALEVE

Une vaste carrière est en activité sur le front du massif du Salève. L'autorisation d'exploitation a été délivrée le 16 mai 2003 à la SARL « Les Carrières du Salève » pour une durée de 30 ans. Elle concerne une exploitation à ciel ouvert d'une carrière à sec d'éboulis calcaires, de sable et graviers sur les communes d'Etrembières et Bossey pour une superficie approximative de 57 hectares et 60 ares. La hauteur de banc exploitable est d'environ 220 mètres. Les réserves estimées du gisement s'élèvent à 14 700 000 tonnes environ. La production moyenne est de 490 000 tonnes par an.

La carrière du Salève revêt des enjeux supra-communaux puisqu'elle fait partie des dernières carrières permettant d'approvisionner la Haute-Savoie, la Savoie et la Suisse. En 2003, lors du renouvellement de la concession pour 30 ans, « *l'écobilan réalisé a fait ressortir que lorsque les carrières s'arrêteront, il faudra aller chercher les matériaux dans le Jura ou les plaines de l'Ain* », rappelle Bernard Chavaz, cogérant du site. Effectivement, aujourd'hui le département Haute-Savoie est déficitaire en matériaux, de l'ordre de 1 million de tonnes. Ce déficit, non négligeable, est à l'origine de flux de transport sur de longues distances depuis les départements voisins et donc des impacts environnementaux associés.

Cependant, 80 % de la production de la carrière est destinée au marché français situé dans un rayon inférieur à 20 km. Il s'agit donc d'un établissement localement générateur de flux de marchandises, mais nécessaire au développement urbain local

2.4.3.2. LE COMMERCE

2.4.3.2.1. **Shopping Etrembières**

Ce secteur commercial est intégré à l'armature économique d'Annemasse Agglomération puisqu'il est considéré comme un pôle secondaire de périphérie. Ainsi, l'objectif pour ce secteur est d'encourager la modernisation des équipements commerciaux et leur contribution à la valorisation des bords d'Arve.

Le diagnostic du SCoT permet d'identifier les données suivantes :

	Taux de commercialité	Taux de services	Taux de CHR	Taux de vacance	Total de cellules en nombre
Annemasse centre-ville	34%	35%	15%	13%	807
Quartier Perrier	36%	36%	14%	11%	28
PAE la Menoge	45%	27%	0%	0%	11
Gaillard La Chatelaine	42%	37%	16%	0%	19
Rue de Genève	23%	32%	22%	19%	196
Shopping Etrembières	75%	18%	6%	2%	51
St Cergues - Vouards	50%	17%	22%	0%	18
Borly les Erables	31%	39%	9%	3%	67
ZA Annemasse/Ville la Grand	40%	35%	7%	4%	300
Total général	35%	**34%**	**14%**	11%	**1 497**

On s'aperçoit alors que la vocation du centre commercial est respectée puisque le taux de commercialité est de 75 %. De plus, il semble que le secteur soit attractif pour les entreprises puisque la vacance des locaux est relativement faible (de l'ordre de 2%) et que le centre héberge 51 enseignes.

Cependant, le SCoT précise que la création de surface se fait par la densification sur les emprises foncières actuelles des équipements commerciaux. L'augmentation de l'emprise foncière des équipements commerciaux à l'échelle de la zone d'activité ne pourra excéder 0,3 ha.

Malgré un caractère relativement attractif, le secteur de Shopping Etrembières n'a plus vocation à être étendu.

A noter qu'à proximité, secteur de Paradis, il existe des grandes surfaces complémentaires (alimentaire avec Lidl, et automobile). Ce secteur fait l'objet de réflexion quant à sa restructuration.

2.4.3.2.2. Les commerces de proximité

En complément de l'offre qui rayonne au-delà des habitants de la commune, il existe quelques commerces de proximité, principalement localisés au Pas-de-l'Echelle, et en linéaire sur le centre-bourg le long de la RD1206. Notons la présence d'un restaurant/supermarché spécialisé, localisé de façon isolée secteur des Îles avec vitrine sur l'autoroute.

La dynamique des commerces de proximité est fragile, et des locaux commerciaux neuf proposés dans les nouveaux programmes peines à trouver preneurs. La question se pose de la bonne adéquation de ces locaux avec les besoins des artisans/commerçants. Parfois, faute de mieux, ces rez-de-chaussée vont accueillir des services et des bureaux, qui participent moins à la dynamique mais pallient à la vacance.

2.4.4. L'ECONOMIE TOURISTIQUE ET DE LOISIRS

La Commune dispose aussi d'une économie tournée autour du loisir. Elle s'articule autour du Salève d'une part et de la base de loisirs le long de l'Arve d'autre part.

Concernant le Salève, il convient de préciser que la Commune héberge la gare de départ du téléphérique ainsi que des équipements connexes comme le parking accessible depuis l'autoroute.

Aussi, le téléphérique participe à l'économie touristique de la Commune. Le rapport d'activité de 2015 permet d'identifier 2 types d'excursionnistes :

- Les locaux ou visiteurs de proximité : on note une forte représentation des Suisse (52 702 personnes soit 42 % des transportés)
- Les touristes nationaux et internationaux qui représentent une part bien plus faible, mais existante. Les étrangers toutes nationalités confondues représentent environ 11,3 % des excursions avec notamment une part importante de Russes et d'Américains (USA) respectivement 3,63 % et 2,45 %.

Le téléphérique a fait l'objet d'une fermeture pendant 2 ans afin de rénover la gare d'arrivée et de rendre plus attractif le secteur en diversifiant l'offre de loisirs. Les hauteurs du Salève disposeront d'un restaurant panoramique, aujourd'hui d'un espace muséal, une salle de séminaire ainsi qu'un mur d'escalade, une aire de décollage de parapente et une aire de jeux avec tyrolienne.



Au-delà du téléphérique, le Salève est un support de loisirs de plein air pour la Commune. En effet, on note plusieurs départs de randonnée aux pieds du Salève :

- Le chemin de funiculaire
- Sentier botanique du téléphérique
- Balcon des Allobroges

- …

Enfin, la Commune dispose d'infrastructures de loisirs majoritairement localisées au sein de la plaine des Îles, on note actuellement la présence :

- D'un paintball
- D'une aire de jeux aquatique (WaterCircus)



L'ensemble de ces équipements semble former un secteur de loisir à conforter.

2.4.5. AFOM

ATOUTS	FAIBLESSES
- Un taux de concentration de l'emploi intéressant qui fait d'Etrembières un pôle d'emploi local notamment en lien avec la présence des carrières et de Shopping Etrembières - Une proximité du pôle d'emplois Suisse - Un nombre stable d'exploitants agricoles	- Un taux de concentration d'emplois en baisse - Un nombre d'emplois stagnant voire en légère baisse - La concurrence sur le territoire entre les centres commerciaux et les commerces de proximité mettant les commerces de proximité en difficulté - Peu de surfaces agricoles et d'exploitation agricole - Des activités économiques mal localisées : o Chemin des Morilles (risque chute de bloc) o Exploitation secteur de l'Ile sur des milieux naturels remarquables et en interface avec les sites de gravières
OPPORTUNITÉS	**MENACES**
- Un potentiel de consommation foncière en faveur de l'économie locale - Le site Shopping Etrembières en cours de restructuration	- Concurrence des autres usages sur le foncier agricole : carrière, dépôt de matériaux, habitat - Le manque d'attractivité des commerces de proximité

ENJEUX

- La préservation du foncier agricole, et d'autant plus celui stratégique identifié au SCoT, et la fonctionnalité des tènements et des exploitations en place
- Maintien des emplois locaux
- Le développement de la vie de quartier afin de favoriser les consommations quotidiennes dans les commerces de proximité
- La mise en œuvre des projets de restructuration de grandes surfaces commerciales
- La localisation les nouveaux logements proches des points d'accès aux pôles d'emplois majeurs (Genève)

2.5. LES MOBILITÉS

2.5.1. ANALYSE DU RESEAU VIAIRE

2.5.1.1. HIERARCHISATION DE LA TRAME VIAIRE

Le réseau viaire représente le tracé général de la Commune, l'armature au sol de l'espace urbain. La lecture du tracé fait apparaître diverses informations sur la structure spatiale, notamment la hiérarchie établie entre les rues et les logiques de constitution et de développement de l'espace.

La présente partie s'attachera à présenter la hiérarchisation du réseau viaire de la Commune afin de mieux comprendre l'organisation des mobilités.

2.5.1.1.1. **Les premiers éléments de repère : des équipements structurants qui façonnent et contraignent le territoire**

Etrembières est une commune fortement concernée par des infrastructures de transport d'importance. En effet, on peut notamment noter le passage :

- D'autoroutes : A40 et la A411
- D'un échangeur autoroutier
- De routes départementales : RD 1202, RD2 et RD 42
- D'une voie ferrée n° de ligne 89700
- D'un téléphérique

Par voie de conséquence, le territoire est particulièrement connecté au bassin de vie dans lequel il prend place puisqu'en voiture il faut environ :

- 20 minutes vers le centre de Genève
- 6 minutes vers Annemasse
- 1 heure vers Lausanne
- 30 min vers Cluses

C'est dans ce contexte que la Commune a su affirmer son attractivité, notamment vis-à-vis du contexte transfrontalier. On note que la morphologie des limites administratives de la Commune est calquée sur la trame viaire. Par voie de conséquence, le territoire s'est organisé autour des infrastructures de transport.



De plus, la morphologie tout en longueur du territoire fais de ce dernier un secteur « traversé » dans le sens ou un bouclage de la Commune n'est pas envisageable. Cette traversée se matérialise par le tracé des voies A40, D1206 et de la voie ferrée, de façon est-ouest.

On note que la traversée du territoire connecte l'ensemble des secteurs de développement à savoir :

- Crêt de la Croix (secteur résidentiel)
- Espace Shopping (secteur commercial)
- Le chef-lieu (secteur mixte à dominante résidentiel)
- Les Îles (secteur résidentiel)
- Le Pas de l'Echelle (secteur mixte : économie, équipement et résidentiel)

Toutefois, cet étalement de la Commune le long de l'axe Ouest-Est a tendance à polariser le territoire. En effet, les équipements structurants se trouvent principalement au Pas de l'Echelle (école, petits commerces …), aussi les habitants du Chef-Lieu ou de Crêt de la Croix ont un temps de route particulièrement important pour les trajets quotidiens (environ 5,1 km entre le secteur Crêt de la Croix et l'école publique). À l'inverse, les habitants de Pas-de-l 'Echelle ont des temps de déplacement relativement long pour se rendre au pôle commercial de la ville.

Par voie de conséquence, on peut parler d'un Etrembières Est (Crêt de la Croix, Shopping et le Chef-lieu) et d'un Etrembières Ouest (Pas de l'échelle, téléphérique du Salève et les îles).

2.5.1.1.2. Un maillage de voiries secondaires : connectant le territoire de part et d'autre de l'autoroute

Les voiries secondaires revêtent une importance capitale pour le territoire, car elles permettent de mailler/quadriller ce dernier.

En effet, comme stipulé dans la partie précédente, le territoire se caractérise par un axe traversant Ouest/Est fort. Dans ce contexte, la trame viaire secondaire multiplie les axes Nord/ Sud afin de desservir l'ensemble des secteurs présents sur le territoire.



On s'aperçoit globalement que le maillage est bien hiérarchisé sur l'ensemble du territoire à l'exception du secteur Pas de l'Echelle et de Crêt de la Croix. En effet, les secteurs montrent des logiques de constructions au coup par coup avec un système de desserte des différents quartiers trop souvent organisé en impasse.



2.5.1.1.3. Une desserte de distribution interne des différents quartiers d'habitat

Enfin, la desserte tertiaire ou privée vient réaliser un maillage inter-quartier. S'il y a une logique de circulation et de liaison réelle à l'intérieur de certains îlots d'habitats, le système de desserte des différents quartiers est trop souvent organisé en impasse, que ce soit au cœur des lotissements ou en continuité des hameaux où il se termine sur des chemins ruraux.

Les voies en impasse des espaces pavillonnaires traduisent ainsi des opérations introverties, réalisées souvent de manière autonome, sans liaison continue avec le reste du territoire.

De manière relativement simplifiée, le maillage viaire de la Commune d'Etrembières peut schématiser de la manière suivante.



2.5.1.2. UNE TRAME VIAIRE ORGANISEE MAIS ASSUJETTIE A DES PROBLEMATIQUES SUPRA-COMMUNALES

2.5.1.2.1. **Une trame viaire saturée…**

Le territoire d'Etrembières est dynamique et attractif, en effet, comme vu précédemment la population d'Etrembières est en constante croissance. En parallèle, les emplois ont continué de progresser sur le territoire supra-communal. Il y a également eu une très forte augmentation du nombre d'emplois à Genève depuis 2010, bien plus forte qu'en France. Cette situation a entrainé une forte augmentation des déplacements transfrontaliers et par conséquent certains axes sont particulièrement saturés notamment aux heures de pointe : l'A40 et la 1206.



Extrait de la carte du trafic routier 2021 (Haute-Savoie)

La carte ci-contre ne présente pas de légende, toutefois les chiffres présentés permettent d'identifier l'utilisation importante des infrastructures routières de la Commune aussi :

A40 : + de 45 000 véhicules jours

D1206 : entre 15 000 et 30 000 véhicules jours

A40 : + de 25 000 véhicules jours

D1206 : - de 500 véhicules jours

Sur la A40 entre 2014 et 2019 on note une évolution annuelle du trafic de 2,12 %

2.5.1.2.2. **…Vectrice de nuisance**

Au-delà de la polarisation du territoire et de la saturation de la trame viaire, l'importance des infrastructures de transport entraine des nuisances. Effectivement, l'arrêté préfectoral portant sur les infrastructures bruyantes identifie plusieurs tronçons sur la Commune conformément aux articles L.157-10 et R.571-33 du Code de l'environnement. La réglementation qui découle du classement ne vise pas à interdire les futures constructions, mais à faire en sorte qu'elles soient suffisamment insonorisées. Ainsi lors de la construction de bâtiments nouveaux à proximité des voies classées, des prescriptions d'isolement acoustique doivent être respectées par les constructeurs, qu'ils soient maîtres d'œuvre ou entreprises de construction.

Les bâtiments concernés sont ceux d'habitation, d'enseignement, de santé, de soins et d'actions sociales, et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique. Ces règles ne concernent pas les bâtiments industriels, agricoles ou commerciaux, les ateliers bruyants et les locaux sportifs.

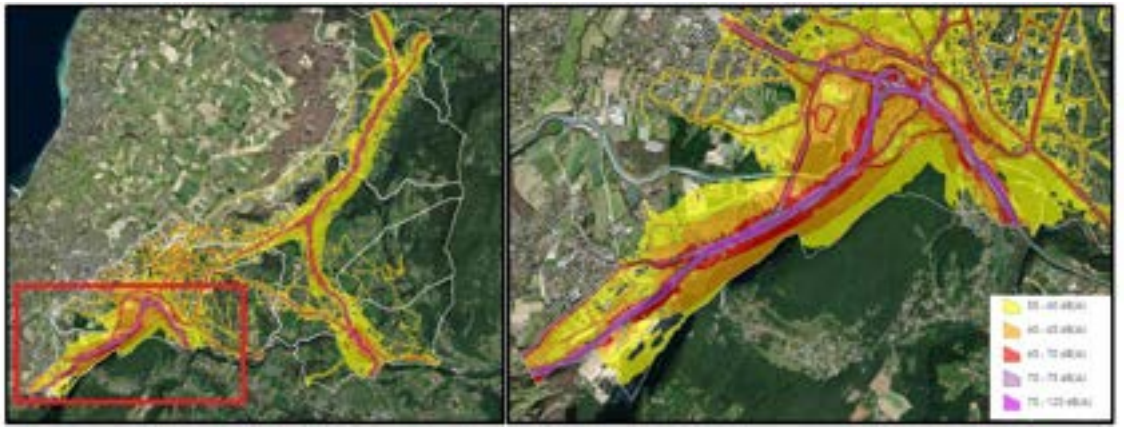
Aussi sur le territoire, les voiries sont identifiées comme suit :

Voies classées	Début	Fin	Catégorie	Largeur du secteur affecté
Voie ferrée	Bossey/ Etrembières	Etrembières/ Annemasse	3	100 m
A40	Monnetier-Monrnex / Etrembières	Etrembières/ Bossey	1	300 m
A411	A 40	Etrembières / Gaillarde	2	250m
Bretelle A40/A411	A40	A411	2	250 m
RD1206	Bossey/ Etrembières	RD46	3	100 m
Route de Saint-Julien	RD46	Route de la Libération	3	100 m
Route des déportés	Route de la Libération	Etrembières/ Annemasse	3	100 m
RD2	Route de Saint-Julien	Monnetier-Monrnex / Etrembières	3	100 m
Route de la zone	Route de Saint-Julien	Etrembières/Gaillard	4	30 m

Enfin, la Haute-Savoie a mis en œuvre en Plan de Prévention du Bruit dans l'environnement afin de définir les mesures envisagées pour traiter les situations de fortes nuisances sonores liées aux infrastructures routières nationales concédées et non concédées dont le trafic est supérieur à 8200 véhicules par jour. Le PPBE de Haute-Savoie 2019-2023 a été approuvé le 18 septembre 2019.

Outre les nombreuses orientations d'aménagement, le PPBE identifie des actions à mettre en œuvre afin de préserver les populations des nuisances sonores. Le document présente une action qui concerne le territoire à savoir l'installation d'un écran acoustique le long de l'Axe A40 réalisé en 2021 afin notamment de réduire les nuisances ressenties par 22 logements.

Enfin, la Communauté d'Agglomération d'Annemasse a mis au jour des cartes de bruits stratégiques et notamment celle présentée ci-dessous :



Aussi, on s'aperçoit qu'à l'échelle de l'agglomération, Etrembières fait partie des Communes les plus impactées par les nuisances sonores induites par le transport. Aussi, il y a un vrai enjeu à intégrer l'organisation et le fonctionnement des réseaux de mobilités dans les réflexions de projet.

Enfin, si la commune prévoit une urbanisation à proximité de l'A40, l'A41 ou de la RD1206, et en dehors des parties actuellement urbanisées, le PLU devra comporter une étude L.111-8 du CU.

2.5.1. BILAN ET ANALYSE DES CAPACITES DE STATIONNEMENTS

Conformément à l'article L. 151-4 du code de l'urbanisme, le rapport de présentation du P.L.U. doit établir un « inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités. » Les tableaux présentés dans les pages suivantes synthétisent cet inventaire.

- **Inventaire Chef-Lieu**

Lieu	Nombre de places	Réglementation	Remarques
Parking Maison Blanche - Route de St Julien	22 places dont : • 19 classiques • 2 véhicules électriques • 1 mobilité réduite	Zone bleue limitée à 4h du lundi au vendredi 9h-12h et 14h-18h	Portique à 2m20
Chemin du Jardin	31 places dont : • 30 classiques • 1 mobilité réduite	5 places réservées à la bibliothèque lors de ses jours d'ouverture (lundi, mercredi et samedi)	8 places dans arrondi avec portique à 1m80
Route de St Julien – Devant les Balcons du Salève	13 places (classiques)		
Route de St Julien – Devant le Rossy	7 places (classiques)		
Mairie – Place Marc Lecourtier	23 places dont : • 22 classiques • 1 taxi		
Agroespace – Chemin sous Rossy	16 places (classiques)	Pas de marquage au sol	
Cimetière – Route du Salève	26 places (classiques)		Portique à 1m80
	13 places (classiques)	Zone bleue limitée à 2h du lundi au samedi de 8h à 18h	
Impasses des Poses	15 places (classiques)		
TOTAL PLACE CHEF-LIEU	**166**		

- **Inventaire Pas-de-l'Echelle**

Lieu	Nombre de places	Réglementation	Remarques
Rue des Chamois	69 places dont : • 67 places classiques • 2 places mobilité réduite	Zone bleue limitée à 4h du lundi au vendredi 9h-17h Sauf pour les 5 places devant le petit portail de l'école, limitée à 30 minutes	
Clos de l'échelle	4 places dont : • 3 places classiques • 1 place mobilité réduite		
Chemin des écoles	18 places (classiques)	Parking réservé au personnel du groupe scolaire	
Place du funiculaire -chemin de Veyrier	24 places dont : • 23 places classiques • 1 place mobilité réduite	Parking payant du lundi au vendredi de 5h à 21h	Portique à 1m80
Place de la Maison du Parc – chemin de Veyrier	62 places (classiques)	Parking payant du lundi au vendredi de 5h à 21h	Portique à 2m20
Parking de la ruche – chemin de Veyrier	22 places dont : • 20 places classiques • 2 places mobilité réduite	Zone bleue limitée à 4h du lundi au vendredi 9h-17h	
Parking de la salle des fêtes – chemin de Veyrier	36 places dont : • 32 places classiques • 2 places « arrêt minute crèche » • 2 places motos/vélos		
Parking de la poste – chemin de Veyrier	6 places (classiques)	Zone bleue limitée à 1h du lundi au vendredi de 9h à 17h	
Impasse des Fauvettes	6 places dont : • 1 place mobilité réduite • 5 places classiques	Pas de marquage au sol	
Chemin de Veyrier après intersection avec l'impasse des fauvettes	5 places (classiques)		

Lieu	Nombre de places	Réglementation	Remarques
Chemin des néozélandais	26 places dont : • 24 classiques • 2 mobilité réduite	Zone bleue limitée à 4h du lundi au vendredi 9h-17h	
Chemin Berlioz	5 places (classiques)		
Impasse de la Touvière	9 places (classiques)		
Impasse du Funiculaire	4 places (classiques)		
Chemin de Bouche Noire – route du Téléphérique	23 places (classiques)	Pas de marquage au sol	
Parking de la place Auguste Fournier	Environ 100 places (classiques)	Pas de marquage au sol	
Chemin JJ Rousseau	20 places (classiques)	Pas de marquage au sol	
Chemin Verdi	6 places (classiques)		
Impasse de la Grande Dalle	5 places (classiques)	Pas de marquage au sol	Réservé aux jardins familiaux
Espace culturel – rue Charles de Gaulle	11 places (classiques)	Pas de marquage au sol	
	4 places dont : • 3 classiques • 1 mobilité réduite	Zone bleue limitée à 4h du lundi au vendredi 9h-17h	
399 rue Charles de Gaulle	7 places (classiques)	Pas de marquage au sol	
TOTAL PAS DE l'ECHELLE	**469**		

SYNTHESE	
Chef-Lieu	166 places de stationnement
Pas de l'Echelle	469 places de stationnement
Commune	**635 places de stationnements**

2.5.3. ANALYSE DE LA MOTORISATION DES MENAGES ET DES DEPLACEMENTS

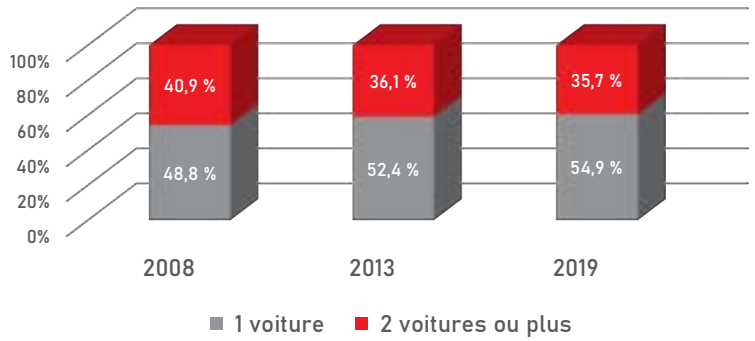
L'analyse des chiffres INSEE concernant les équipements automobiles des ménages sur la Commune d'Etrembières permet de faire plusieurs constats :

- En grande majorité les ménages sont dotés d'au moins 1 véhicule (90,6 % de la population)
- Entre 2008 et 2019 le nombre de ménages possédant deux véhicules ou plus a considérablement augmenté (+ 6,1 points)

Toutefois, la part des ménages ne possédant aucun véhicule connait une croissance importante. En effet, on compte + 36 % de ménages renonçant à la voiture en 11 ans (2008 :77 ménages et 2019 : 105 ménages). Cette croissance peut être en lien avec :

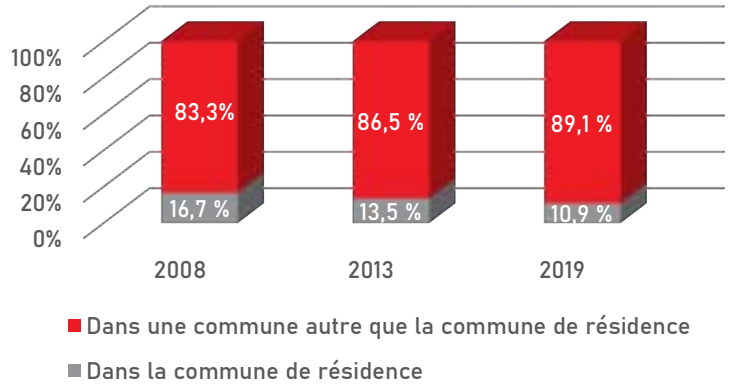
- La prise de conscience écologique des citoyens et ainsi une évolution dans les comportements quotidiens
- L'augmentation du cout d'une voiture (essence, entretien, assurance…)
- Des politiques incitatives autour des transports en Commun et des modes de déplacement doux (cf partie mobilité douce et transport en commun)

EQUIPEMENT AUTOMOBILE DES MENAGES



De plus, malgré une concentration importante d'emploi, peu d'habitants travaillent sur la Commune. En effet, 89 % des actifs ayant un emploi travaillent à l'extérieur. Depuis 11 ans ce chiffre est en progression, en 2008 c'était 83 % des actifs qui travaillaient à l'extérieur de la Commune.

LIEU DE TRAVAIL DES ACTIFS DE 15 ANS OU PLUS AYANT UN EMPLOI (EN %)

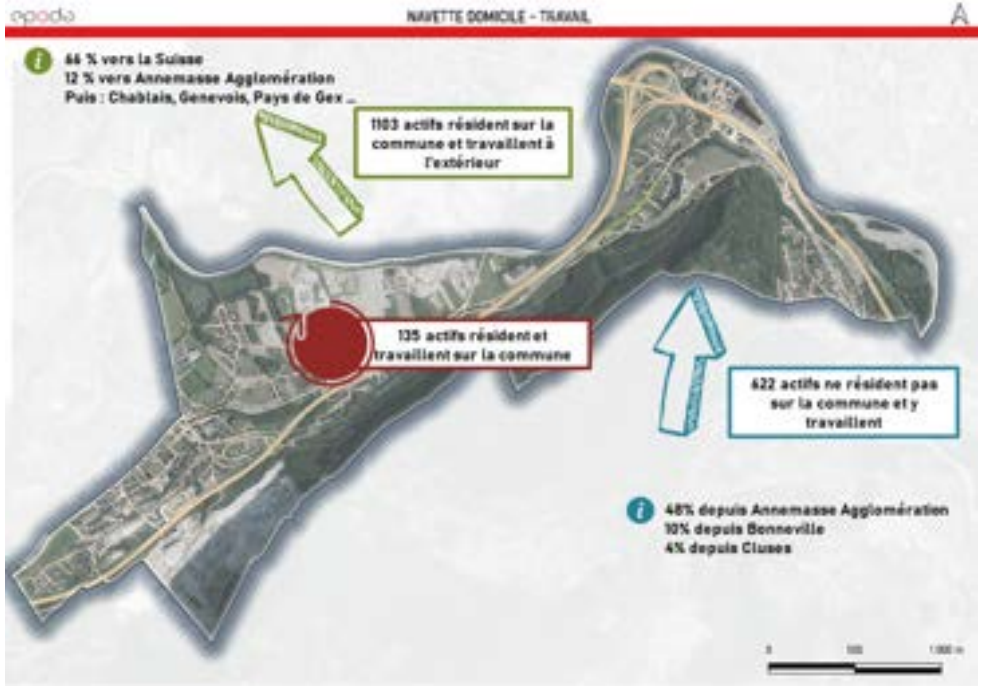


2.5.3.1. DES DEPLACEMENTS DOMINES PAR LES NAVETTES DOMICILE-TRAVAIL

À l'échelle du bassin de mobilité, les flux internes domicile travail constituent seulement 7,3 % des déplacements avec environ 135 déplacements quotidiens. En revanche, la Commune d'Etrembières émet des flux significatifs vers l'extérieur puisque 89% des actifs se rendent sur un lieu de travail extérieur principalement la Suisse avec 66 % de flux orientés vers la ville de Genève et de manière plus anecdotique vers Annemasse Agglomération (12 % des flux sortants). A noter que 622 actifs ne résident pas sur la commune et y travaillent, provenant principalement d'Annemasse Agglo 48% (puis 10% Bonneville et 4% Cluses).

Dans ce contexte, on s'aperçoit que le territoire partage un enjeu clair : la maîtrise du phénomène transfrontalier dans les mobilités observées.

Toutefois, il convient de préciser que le regard sur les mobilités s'intègre dans des logiques supracommunales. En effet, les mobilités font partie d'un fonctionnement métropolitain complexifié par la présence d'une frontière, une topographie contraignante et des franges qui posent question du point de vue des mobilités.



2.5.3.2. DES MENAGES DE PLUS EN PLUS CONCERNES PAR LA PRECARITE ENERGETIQUE EN LIEN AVEC LA MOBILITE QUOTIDIENNE

Les précédentes parties permettent de faire plusieurs constats, les déplacements sur la Commune d'Etrembières sont principalement :

1. Effectués en voiture
2. En faveur des itinéraires domicile-travail/étude

Aussi, on s'aperçoit que les habitants du territoire sont particulièrement dépendants à la voiture à la fois dans le cadre de déplacements quotidiens, mais aussi dans le maintien de leur emploi.

Cette dépendance doit être endiguée puisqu'à terme cela peut creuser les inégalités du territoire. Effectivement, chaque ménage français a dépensé en moyenne 1 100 € pour les carburants en 2021. Les dépenses de chauffage, d'électricité et de carburants varient fortement selon le lieu d'habitation. Ainsi, la part allouée au carburant est plus importante plus le domicile est éloigné du lieu de travail.

À la lumière de ces constats généraux et au regard de la tendance actuelle inflationniste, tout particulièrement sur le coût de l'énergie, les ménages de la commune d'Etrembières sont soumis à un enjeu fort de mobilisation d'une alternative à la voiture.

En 2018, la Commune d'Etrembières présente environ 181 ménages (15,59 % de la population) dans une situation de précarité énergétique vis-à-vis des mobilités quotidiennes selon l'Observatoire National de la Précarité Energétique. Cette donnée reste relativement importante, sachant qu'au regard du contexte actuel (inflation, raréfaction de la ressource …) il est possible qu'il y ait un accroissement des ménages en difficulté sur la Commune. À titre de comparaison, les moyennes suivantes sont observées sur des territoires à proximité :



2.5.4. L'OFFRE EN TRANSPORT EN COMMUN

2.5.4.1. UNE OFFRE EN TRANSPORT PERMETTANT LES DEPLACEMENTS INTERCOMMUNAUX …

La question des transports en commun se fait à l'échelle d'Annemasse Agglomération et de la région Auvergne-Rhône Alpes.

À ce jour, on compte plusieurs lignes de bus TAC (urbains & interurbains) permettant la desserte de la Commune d'Etrembières :

- **Ligne 4 :** Pas de l'echelle / Mairie d'Etrembières/ Ville-la-Grand-Eglise
- **Transport A la Demande (TAD) A :** Pas de l'échelle / Chatelaine/ Grand Pièce

Il convient de préciser que la Commune se trouve à grande proximité de la Commune suisse de Veyrier. Aussi, les habitants peuvent bénéficier des transports publics du Genevois (TPG) même si les infrastructures ne se trouvent pas sur leurs territoires. Aussi, les habitants peuvent utiliser la :

- **Ligne 8** du Veyrier douane (P+R) vers Genève
- **Ligne 41** du Petit Veyrier vers Carouge tour

Enfin, la région Haute-Savoie propose une ligne de bus (**ligne Y11**) : Annemasse/Saint-Julien-En-Genevois. Il convient de préciser que la ligne a des horaires qui suivent les mouvements pendulaires, mais ne permettent pas les déplacements quotidiens de proximité.

Dans l'ensemble on s'aperçoit que la Commune est bien dotée en transport en Commun. Les itinéraires permettent facilement de se rendre sur les extérieurs d'Etrembières afin de rejoindre les infrastructures de transport relais notamment :

- Annemasse : Gare et Léman Express, P+R …
- Genève : Gare, aéroport, Léman Express, P+R …

Aussi, la Commune joue le rôle de « maillon » dans la desserte en transport en commun du Grand Genève. On peut parler de mobilité successive, puisque la Commune n'est pas fléchée au SCoT pour accueillir des équipements multimodaux. Toutefois, la stratégie est de proposer des transports permettant de rejoindre les équipements multimodaux sur les Communes limitrophes.



On note la présence d'une gare sur la Commune qui n'est aujourd'hui plus exploitée par la SNCF. Ces derniers ne souhaitent pas remettre en service cette gare, toutefois, il semble que cette dernière pourrait conforter l'offre de transport sur le territoire vers les extérieurs.

2.5.4.1. … QUI TEND A SE DEVELOPPER

La Commune fait partie du Grand Genève Agglomération qui œuvre pour le développement des mobilités transfrontalières avec notamment :

- **Le Léman Express** (un train toutes les 15 minutes de 5h00 à 00h30 en semaine et 24/24 le week-end) qui permet de connecter le grand Genevois en interne, mais aussi à l'échelle de France (connexion vers Paris, Lyon, Annecy …). Aujourd'hui, l'extension des lignes du Léman Express sont à l'étude afin d'améliorer les connexions frontalières



- **Extension du tramway** notamment sur en rajoutant un ligne Genève-Annemasse (2026) permettant ainsi de proposer d'autres alternatives pour les déplacements domicile-Travail et limiter les surcharges sur les réseaux du Léman Express
- **Développement des lignes en BHNS** Annemasse-Bonne et Veyrier Carouge (2026)

L'ensemble de ces démarches va permettre à terme une vraie offre multimodale alternative à la voiture sur le bassin du Grand Genevois, renforçant les liens et le dynamisme transfrontalier.



2.5.4.2. …MAIS LACUNAIRE POUR LES DEPLACEMENTS INTERNES

Comme vue précédemment, le réseau de transport en commun permet de relier le territoire aux communes d'importances limitrophes. Toutefois, au regard des lignes et arrêts de bus existants, il y a une vraie problématique autour des déplacements internes à la Commune. En effet, les itinéraires, la fréquence ainsi que la localisation des arrêts ne permettent pas les déplacements internes notamment pour les usages quotidiens (boulangerie, démarche administrative, médecins …). Ce manque est dommageable au regard de la part de ces déplacements. En effet, le diagnostic du schéma des mobilités du Genevois français (2016) identifie que 59 % des déplacements sont pour d'autres motifs que les études ou le travail. Il convient de préciser que ces déplacements sont réalisés principalement en voiture.

Aussi, cette analyse fait émerger un enjeu clé autour des mobilités du territoire qui est de développer la desserte interne.

2.5.5. LES MOBILITES DOUCES & ALTERNATIVES

La mobilité alternative ou aussi appelée mobilité douce est le transfert du trafic routier carboné vers des solutions écologiques respectueuses de l'environnement.

Au regard des contraintes physiques/structurelles (autoroute, voie ferrée, morphologie …) et des polarités observées, il y a de réels enjeux autour des mobilités douces :

- Mailler le territoire avec des voies douces pour connecter les différentes entités du territoire
- Pacifier et sécuriser les déplacements doux

À la lumière de ces enjeux, la Commune a entrepris un premier projet permettant de connecter le Chef-lieu au Pas-de-l'Echelle en voie douce. Ce projet permet une première connexion entre les deux polarités du territoire. Il reste nécessaire de sécuriser les déplacements avec les autres secteurs du territoire (Crêt de la Croix, les Iles …)

À l'échelle supracommunale, subsiste le projet du passage de la Via Rhona sur le secteur des îles.

Toutefois, la problématique des franchissements reste au cœur du déploiement des mobilités douces. En effet, les infrastructures de transports sont importantes et ne permettent pas des déplacements sécurisés. On peut par exemple noter une rupture entre le secteur Crêt de la croix et Annemasse.

De manière générale, les déplacements doux doivent être sécurisés et facilités en direction d'Annemasse.

On peut noter plusieurs initiatives autres que le développement des pistes cyclables à savoir :

- L'autopartage avec les véhicules Citiz, aucune station n'est actuellement sur la Commune d'Etrembières mais on en compte 4 sur la Commune limitrophe d'Annemasse
- Le covoiturage avec notamment les applications :
  - MOV'ICI spécialisé sur les trajets courtes distances réalisées en Auvergne-Rhône-Alpes. Cette plateforme est notamment adaptée à la recherche de "covoitureurs" dans le cadre de vos déplacements domicile/travail
  - Covoiturage Léman : agrège les offres de 6 plateformes de covoiturage et vous proposent différents types de trajets (quotidiens, loisirs ou vacances, petites ou grandes distances...)

2.5.6. AFOM

ATOUTS	FAIBLESSES
- Un territoire accessible - Une offre en transport en commun vers la suisse - Le territoire est un maillon des mobilités successives - Une offre en stationnement suffisant - Le passage de la Via Rhôna	- Un territoire traversé et soumis à des nuisances : sonore, pollution, congestion, coupures urbaines - Une offre transport en commun peu performante pour les déplacements internes à la Commune - Un réseau viaire interne pas toujours dimensionné pour la densification - Une dépendance à la voiture et aux énergies fossiles accrues - Un réseau de mobilité douce lacunaire ne permettant pas les déplacements quotidien
OPPORTUNITÉS	**MENACES**
- Un projet structurant d'échangeur réalisé à l'Est de la Commune (nœuds shopping Etrembières) - Proximité du pôle d'emplois de Genève et des pôles multimodaux (Annemasse, Veyrier) - Le développement des transports en commun autour du bassin Lémanique (Léman express, Tramway, BHNS)	- La baisse du taux de concentration de l'emplois entrainant de plus en plus de mobilités pendulaires - Une augmentation du prix des matières premières entrainant un accroissement de la précarité énergétique autour de la mobilité

ENJEUX

- La consolidation des liens, notamment doux, entre les polarités et commodités de la commune
- Un développement urbain en cohérence avec la desserte de transports en commun, les itinéraires doux et les capacités du réseau viaire
- Une gestion adaptée du stationnement : privé et public
- Des alternatives à la voiture à trouver pour les déplacements pendulaires afin de limiter la dépendance à la voiture, les nuisances et les dynamiques de congestion
- Un caractère de maillon de mobilité successive à affirmer par l'implantation d'équipement : parking covoiturage, parking relais …
- Une prise en compte de l'effet de rupture induit par les infrastructures de transport

2.6. ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

2.6.1. L'ENERGIE

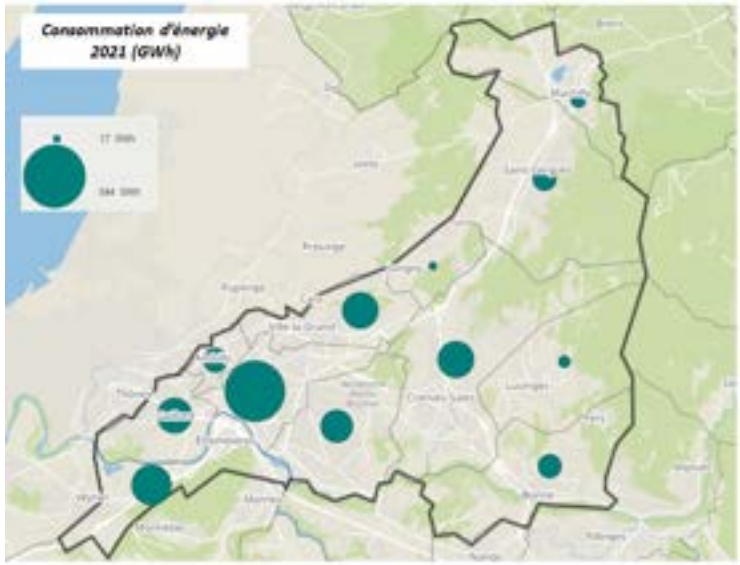
La définition de l'adaptation a été affinée au rythme des rapports du GIEC. La capacité d'adaptation est le degré d'ajustement d'un système à des changements climatiques (y compris la variabilité climatique et les extrêmes) afin d'atténuer les dommages potentiels, de tirer parti des opportunités ou de faire face aux conséquences.

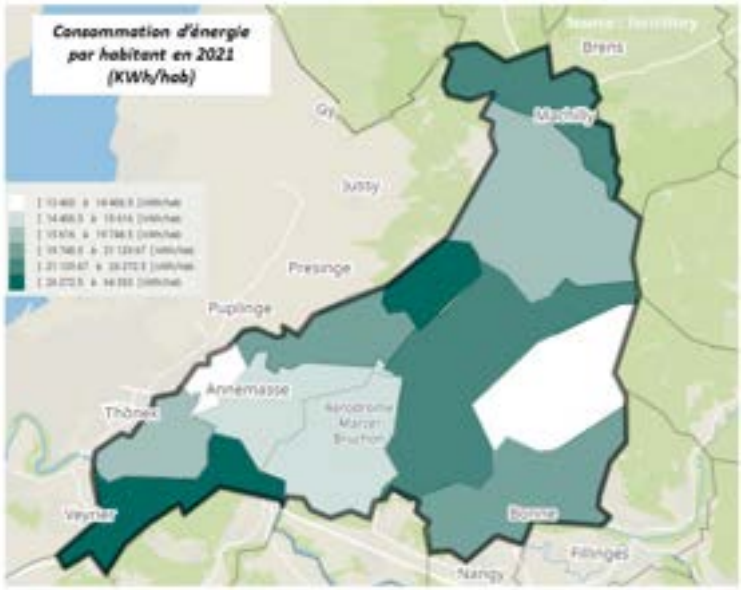
Les données sont issues du site TerriStory et de l'ORCAE et des éléments du diagnostic du PCAET de la Communauté d'Agglomération Annemasse-Voiron.

2.6.1.1. CONSOMMATION D'ENERGIE

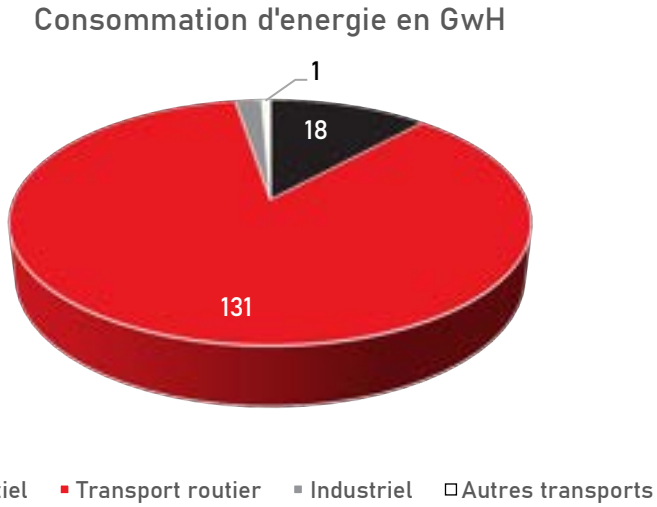
En 2021, la Communauté d'Agglomération d'Annemasse – Les Voirons a consommé environ 1 644 GWh d'énergie, on note qu'Etrembières fait partie des territoires particulièrement consommateurs d'énergie puisque ce dernier a consommé environ 168 GwH soit environ 10 % de la consommation engendrée à l'échelle de l'agglomération. Il convient de préciser qu'Etrembières ne représente que 2,8 % du poids démographique de l'agglomération. Aussi, sa consommation d'énergie semble relativement importante.

Ce constat est corrélé par l'analyse de la consommation d'énergie par habitant. En effet, la Commune se voit être la plus énergivore de l'EPCI puisqu'on note 64 353 KwH/hab.





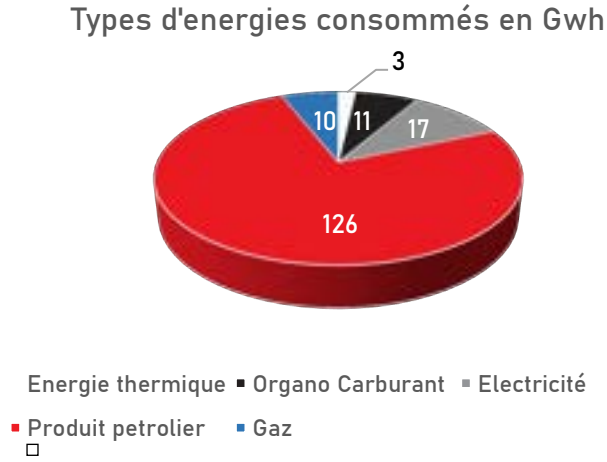
Cependant, l'analyse de la répartition des consommations d'énergie sur le territoire permet de nuancer cette consommation d'énergie :



On note que les deux secteurs les plus consommateurs d'énergie sont :

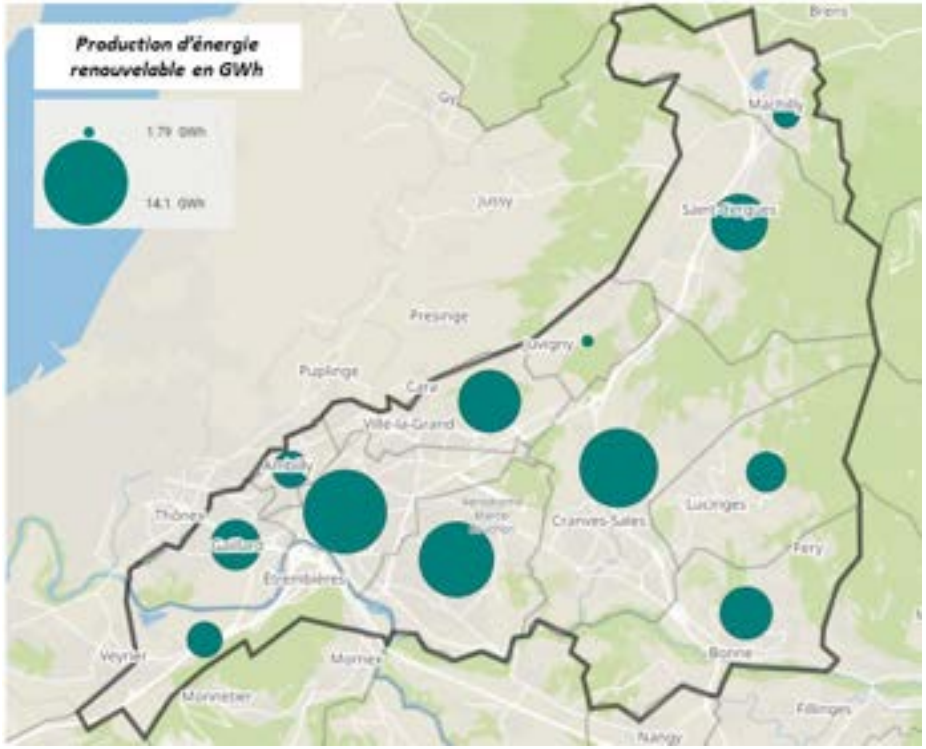
- **Le routier (85 % des consommations d'énergie)** en lien notamment avec la forte dépendance des habitants à l'utilisation de la voiture dans le cadre des trajets domicile-travail. Pour rappel, 89,1 % des habitants utilisent quotidiennement la voiture. Cette dépendance à la voiture peut aussi avoir des impacts sociaux très forts, notamment en lien avec le coût de l'essence, l'accès à l'emploi. Toutefois, il convient de préciser que la Commune est le support de nombreuses infrastructures routières notamment la A40 avec le passage de plus 45 000 véhicule/jours. Aussi, la Commune est souvent traversée et les consommations d'énergie en lien avec le transport ne peuvent être imputées qu'à la population du territoire.
- **Le résidentiel (12 % des consommations d'énergie)** pouvant s'expliquer par :
  - Un parc de logements qui peut se révéler ancien (47 % des logements ont été construits avant 1990), aussi les bâtiments ne répondent plus aux normes d'isolation et peuvent rapidement devenir des passoires thermiques relativement énergivores. Il convient de préciser que les mauvaises performances énergétiques d'un logement peuvent à terme avoir des impacts sociaux forts. En 2018, selon l'observatoire national de la précarité, la Commune compte environ 102 (8,79 %) ménages en précarité énergétique.
  - L'utilisation de chauffage/climatisation qui est un poste de consommation important

Les constats faits ci-dessus sont corroborés par les types d'énergies consommées puisque les principaux postes de consommations sont les produits pétroliers (75 %) et l'électricité (10 %).

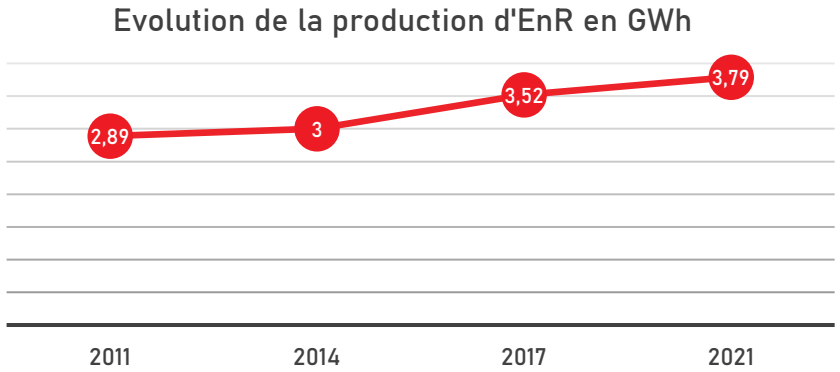


2.6.1.2. PRODUCTION D'ENERGIE RENOUVELABLE ET LES POTENTIELS MOBILISABLES SUR LE TERRITOIRE

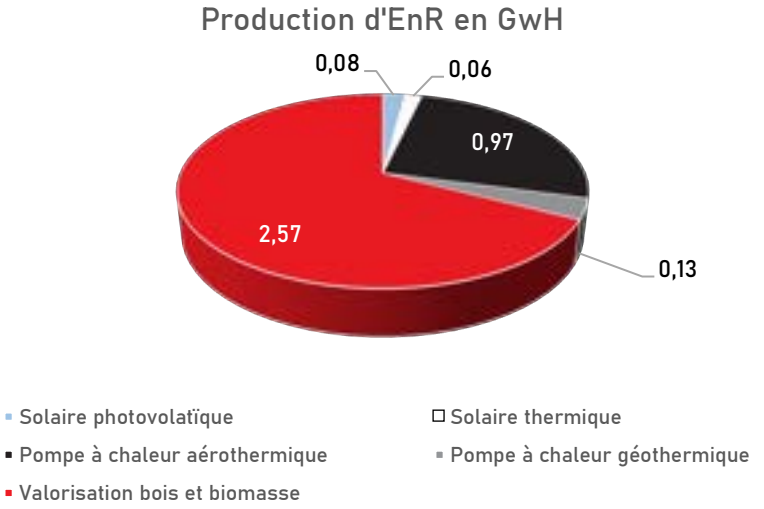
En 2021, la Communauté de Communes d'Agglomération Annemasse-Les Voirons à produit environ 83,33 GWh d'énergie en renouvelable en 2021 dont 3,76 Gwh produits sur la Commune d'Etrembières soit environ 4,51 % de la production totale.



On note une augmentation légère au fil des années.



Le graphique suivant met en évidence la part des différentes énergies renouvelables produites par la Commune d'Etrembières :



La production d'énergie renouvelable dite EnR est encore peu présente sur la commune, induisant un enjeu de valorisation des ressources énergétiques locales. En effet, les énergies renouvelables sont un levier important qui peut à terme venir réduire l'impact de l'Homme sur l'environnement. Au regard

des éléments susmentionnés, il convient d'analyser les ressources potentiellement mobilisables sur le territoire.

Potentiel bois

La filière bois énergie est la première source d'énergie renouvelable en France, et la première source de chaleur renouvelable. Elle est essentielle à l'atteinte des objectifs de la Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) et de la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE), particulièrement en matière de chaleur renouvelable dont l'objectif est fixé à 38 % en 2030, contre à peine 20 % réalisée fin 2018.

L'est de la Commune est doté de nombreux espaces boisés notamment au pied et sur les coteaux du Mont Salève. Aussi, les données issues de TerriStory permettent d'identifier un potentiel de surfaces exploitables pour la valorisation du bois, à savoir :

- 2 298 ha valorisables à l'échelle de la Communauté d'Agglomération.
- 120,75 ha sur la Commune soit 5,25 % du potentiel identifié à l'échelle de la CA

Toutefois, il convient de relativiser les chiffres au regard des contraintes d'exploitation du gisement boisé. En effet, si l'on conserve uniquement les espaces boisés dont la pente n'excède pas les 30° le potentiel est de 73,56 ha soit 61 % du potentiel total dont seuls 3,75 ha sont des forêts dites publiques. Aussi, le potentiel bois semble être une ressource abondante sur le territoire, mais relativement contraintes pour une exploitation rentable.

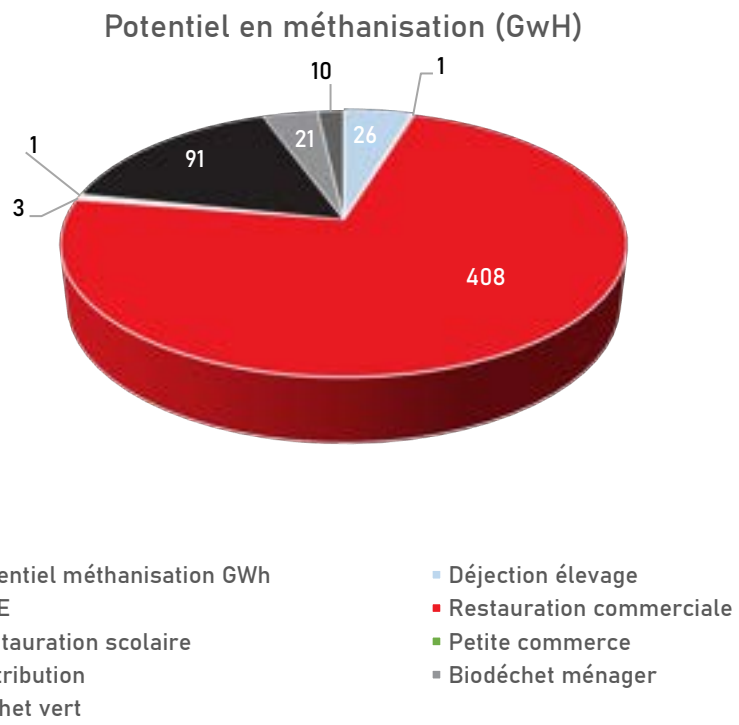
Potentielle méthanisation

La méthanisation consiste en la dégradation, sous l'action de bactéries, de matières organiques (ou substrats) telles que les matières agricoles et effluents d'élevage (biomasse végétale, fumier, lisier), les biodéchets verts et ménagers, les déchets de l'industrie agro-alimentaire, les boues de stations d'épuration. Cette réaction, appelée digestion anaérobie (en l'absence d'oxygène), produit du biogaz et du digestat.

À l'état brut, le biogaz peut être valorisé sous forme d'électricité, de chaleur, voire les deux (cogénération), ou alors il peut être injecté dans le réseau de gaz ou utilisé comme carburant après épuration (injection) : on parle alors de biométhane ou de bioGNV.

Comme stipulé précédemment dans le diagnostic, la Commune est support d'une activité agricole peu dense. Aussi, les estimations de TerriStory permettent d'identifier un potentiel relativement faible d'environ 562 MWh ce qui représente environ 6,26 % du potentiel identifié à l'échelle de la CA

Il convient de préciser que la méthanisation dépend de plusieurs matières premières telles que les boues d'épuration, le lisier, les déchets verts … Sur la Commune d'Etrembières la répartition du potentiel par secteurs est décrite dans le schéma ci-dessous. On s'aperçoit que le levier majeur pour favoriser la production de biogaz est la restauration commerciale en lien avec la présence du centre commercial Shopping Etrembières qui présente de nombreuses chaînes de restauration (Brioche Dorée, Mac Donalds, Les 3 Brasseurs, Il Ristorante, Victoria's Grill …)



Potentiel éolien

L'éolien est un atout majeur pour la transition énergétique française. Produisant de l'électricité en utilisant la force du vent, il s'agit de la 2e source la plus utilisée après l'hydraulique pour produire de l'électricité renouvelable. Cette énergie permet de contribuer significativement à la diversification de notre mix énergétique.

En l'état, TerriStory identifie un potentiel pour l'implantation des éoliennes autour de 507,94 ha, cependant au regard des contraintes techniques et du contexte règlementaire autour des éoliennes, la Commune semble peu propice à la production d'énergie par l'éolien. En effet, la prise en compte des contraintes met en lumière un potentiel à 0 ha pour l'implantation. Effectivement, la proximité du territoire avec les carrières et la présence de deux Monuments Historiques réduisent les possibilités de développement de l'éolien.

Potentiel solaire

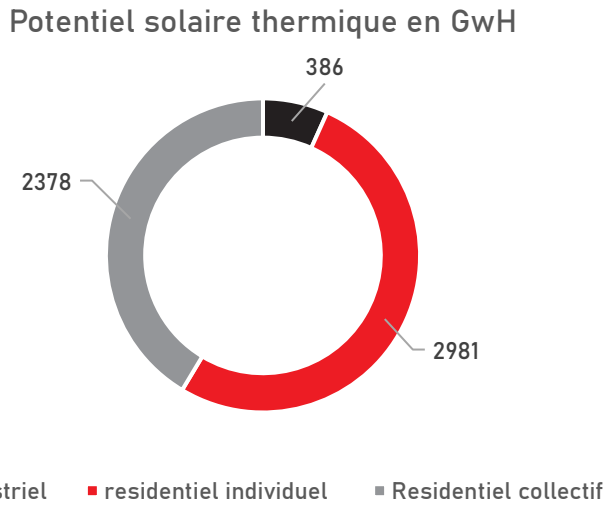
L'énergie solaire thermique est une énergie renouvelable qui permet de produire de la chaleur et de l'eau chaude à partir de capteurs solaires. Elle se distingue du solaire photovoltaïque qui produit de l'électricité à partir du rayonnement solaire.

Aussi, le tableau ci-dessous présente le potentiel de production pour l'énergie solaire :

	Potentiel Communauté d'Agglomération	Potentiel d'Etrembières	Part du potentiel de la commune
Solaire thermique	183 629 MWh	5 745 MWh	3,1 %
Solaire photovoltaïque	344 905 MWh	12 345 MWh	3,6 %

Il convient de préciser que :

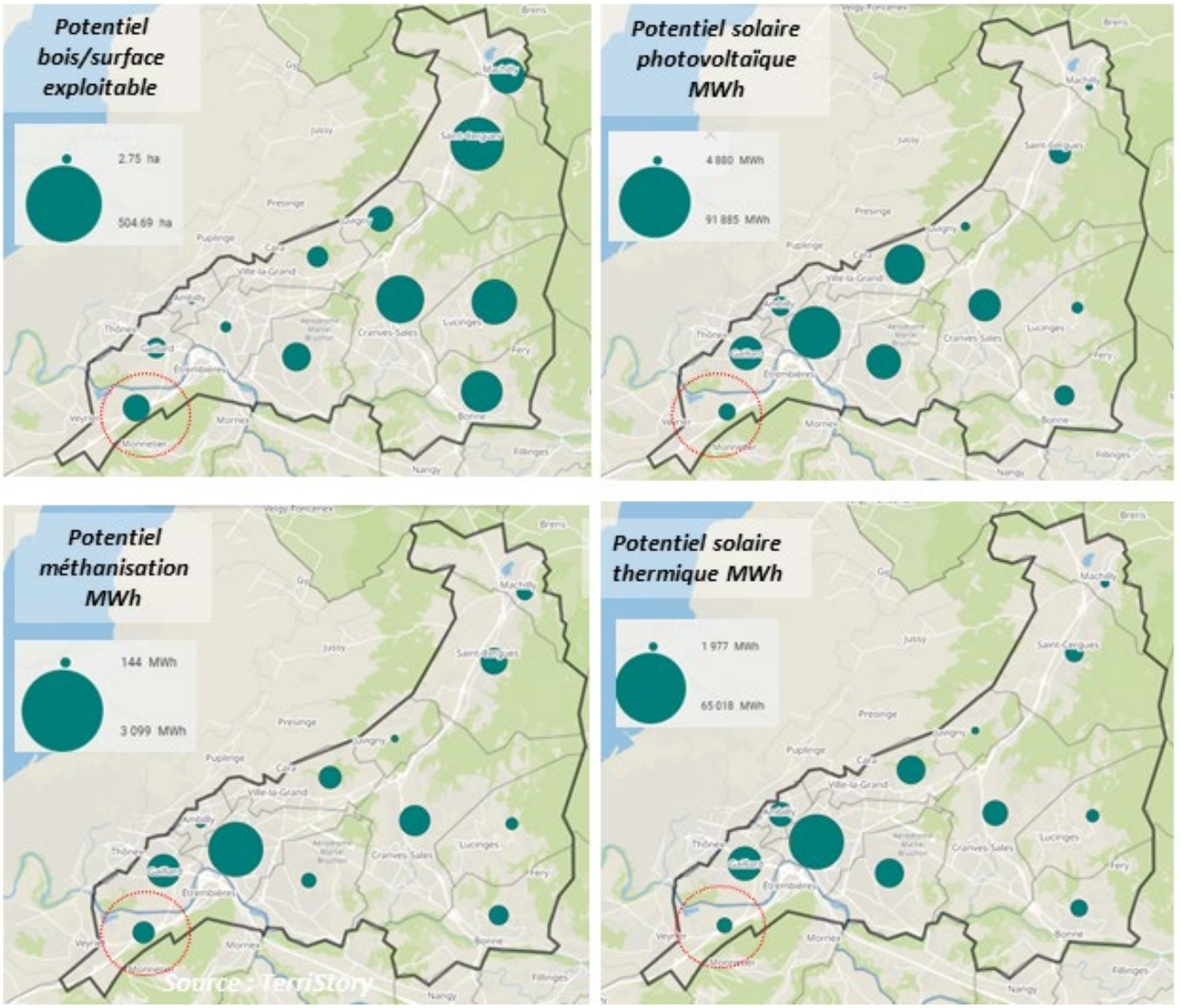
- Le développement des panneaux photovoltaïques est contraint par le périmètre de 500 m autour des Monuments Historiques identifiés sur la Commune (Eglise Notre Dame de la Paix, Gare Haute du Salève)
- Le potentiel thermique peut être mobilisé sur les bâtiments suivants :



Résumé des potentiels EnR d'Etrembières

Energie renouvelable	Potentiel de production/implantation
Filière bois-énergie	**120,75 ha**
Méthanisation	**562 MWh**
Eolien	****
Solaire thermique	**5 745 MWh**
Solaire photovoltaïque	**12 345 MWh**

Potentiel de production des énergies renouvelables



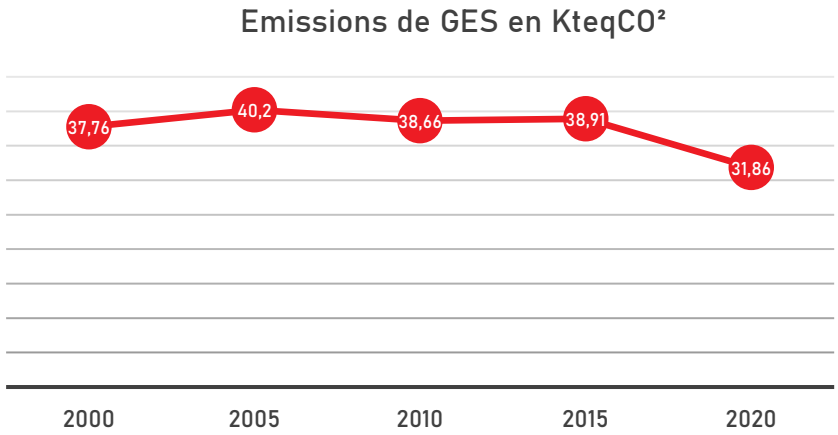
2.6.2. LA QUALITE DE L'AIR

2.6.2.1. EMISSION DE GAZ A EFFET DE SERRE (GES)

Certains gaz présents naturellement dans l'atmosphère terrestre contribuent à retenir la chaleur près de la surface de la Terre. Ils sont appelés « gaz à effet de serre » (GES) et formés essentiellement de vapeur d'eau, de dioxyde de carbone (CO2 ou gaz carbonique), de méthane (CH4), de protoxyde d'azote (N2O) et d'ozone (O3). Sans ces gaz, la température moyenne sur Terre serait de -18 °C, et la vie telle que nous la connaissons deviendrait impossible.

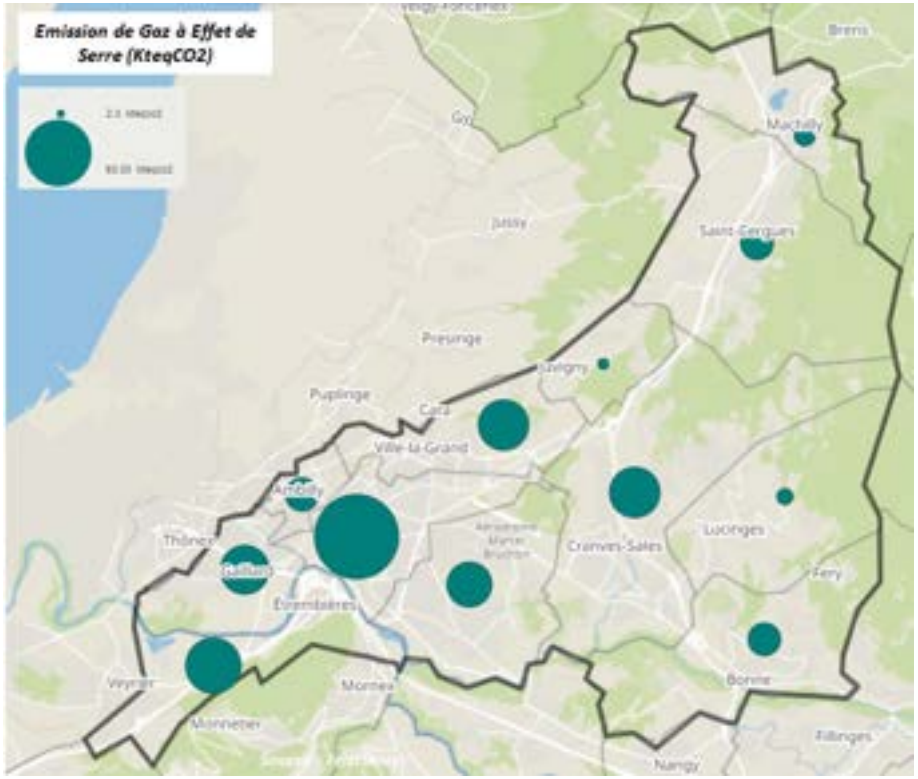
Les gaz à effet de serre absorbent donc le rayonnement infrarouge émis par la surface terrestre et contribuent ainsi à l'effet de serre. L'augmentation de leur concentration dans l'atmosphère terrestre est l'un des facteurs à l'origine du réchauffement climatique.

D'une manière générale, les données ORCAE montrent une réduction des émissions totales des GES depuis les années 2000 de l'ordre de -18 % :

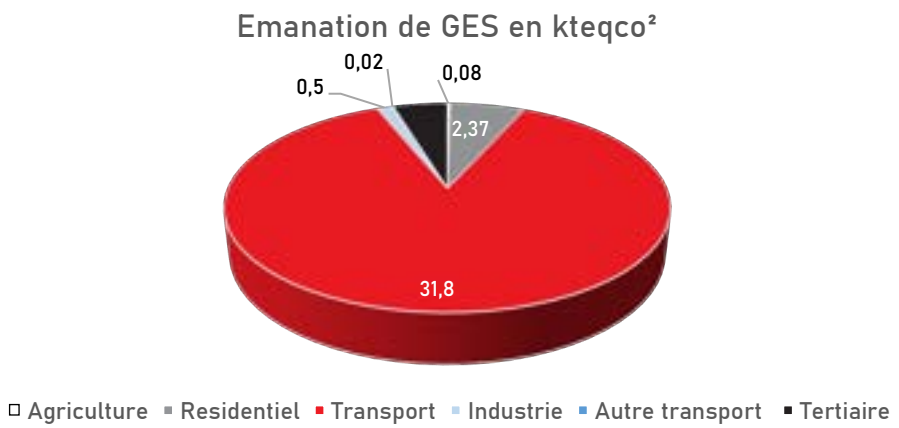


Toutefois, l'année 2020 a fait l'objet de confinement en lien avec la pandémie COVID 19. Ces confinements successifs ont largement réduit l'activité humaine et par voie de conséquence les émanations de CO^2. Aussi, il est nécessaire de mettre en lumière la hausse des émanations en 2021 puisque le territoire a émis 36,49 kteqCO^2.

À l'échelle de la Communauté d'Agglomération la cartographie ci-dessous montre que la commune peut être considérée comme relativement émettrice de GES, conformément aux communes disposant d'un profil plus urbain tel qu'Annemasse (83,33 kteqco²), Gaillard (28,67 kteqco²) et Ville-la-Grand (30,31 kteqco²)



L'analyse des émissions par secteur corrèle avec l'analyse faite ci-avant sur les consommations d'énergie. En effet, à ce jour les secteurs les plus émetteurs sont le transport (%), le résidentiel (%) et le tertiaire (%)



Dans ce contexte, le présent diagnostic permet d'identifier d'ores et déjà des leviers afin de limiter l'émission de GES et les consommations d'énergie :

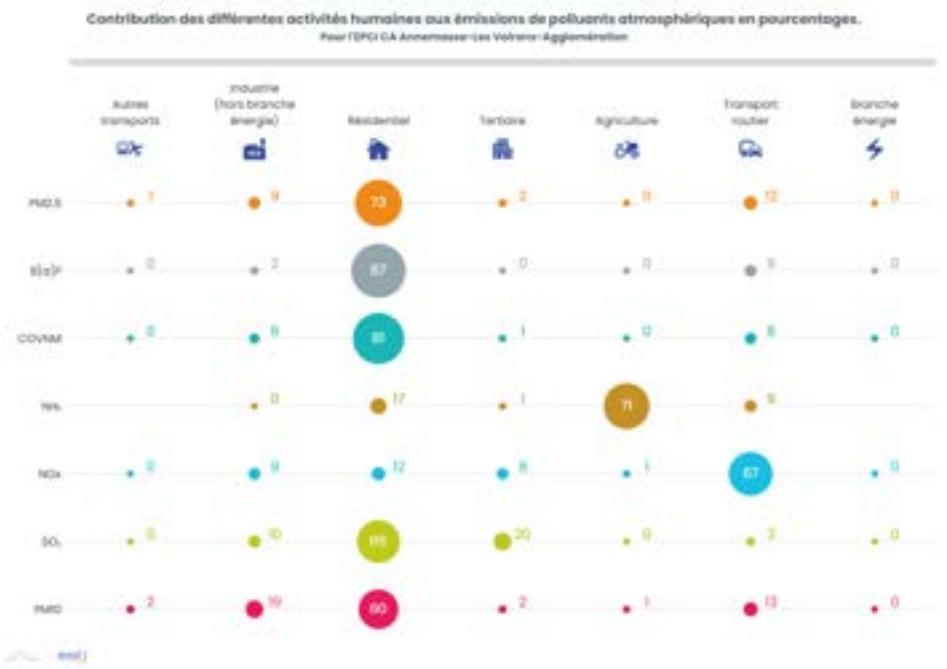
- Réduire la dépendance à la voiture des habitants
- Opérer et accompagner la rénovation thermique des bâtiments d'habitation
- Préserver les espaces en herbe et espaces boisés qui permettent de piéger le carbone et ainsi réguler l'impact du territoire sur la qualité de l'air

2.6.2.2. QUALITE DE L'AIR

➢ *Certaine partie sont issues du PCAET d'Annemasse Agglomération*

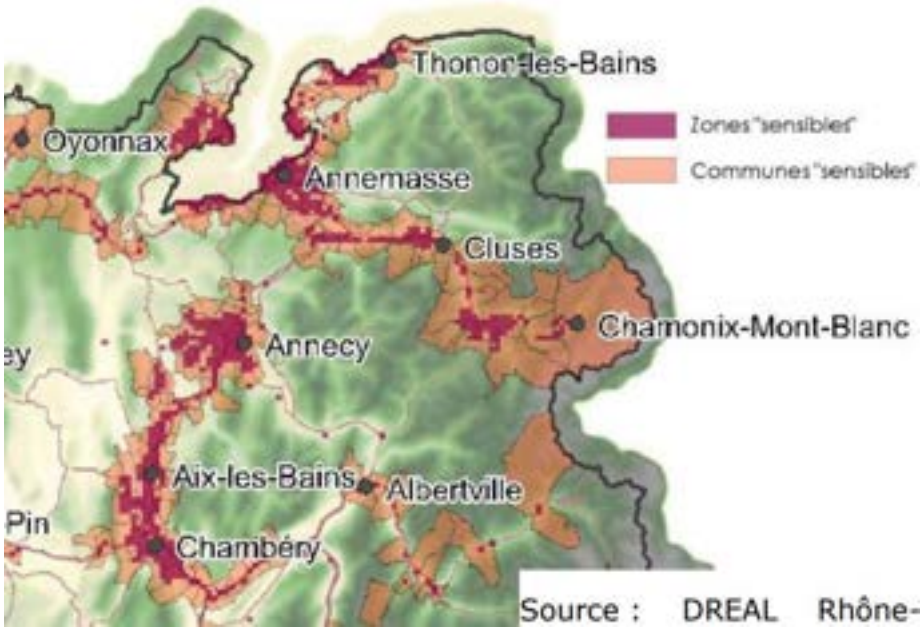
La station d'analyse de la qualité de l'air la plus proche d'Etrembières est celle de Gaillard (FR33212). Atmo Auvergne Rhône-Alpes assure une surveillance de la qualité de l'air au quotidien ainsi leurs analyses permettent d'une part de connaître les concentrations de polluants comme les particules fines, les oxydes d'azote, l'ammoniac, ou encore les gaz à effet de serre (dioxyde de carbone ou le méthane) et d'autre part d'identifier l'indice ATMO attestant des épisodes de pollution.

L'analyse des chiffres à l'échelle de la Communauté d'Agglomération d'Annemasse- Les Voirons ci-dessous permettent d'identifier les secteurs les plus polluants sur le territoire à savoir : le résidentiel, l'agriculture et le transport routier.



Il convient de préciser que la région Rhône-Alpes-Auvergne, ainsi que l'agglomération d'Annemasse s'inscrivent depuis 2011 dans le contentieux européen pour le non-respect des seuils de particules fines au regard de la mauvaise qualité de l'air et des dépassements récurrents des seuils réglementaires constatés chaque année. Le territoire connait aussi de multiples dépassements des valeurs limites de dioxyde d'azote. Une étude de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) datant de 2011, portant sur 1600 villes de 94 pays, classe le territoire Genève-Annemasse au troisième rang des villes les plus polluées de France. De plus, la majorité du territoire d'Annemasse Agglo a été classée en zone sensible par le Schéma Régional

Climat Air Energie (SRCAE) de la région Rhône Alpes en 2013, comme le montre la carte ci-dessous.



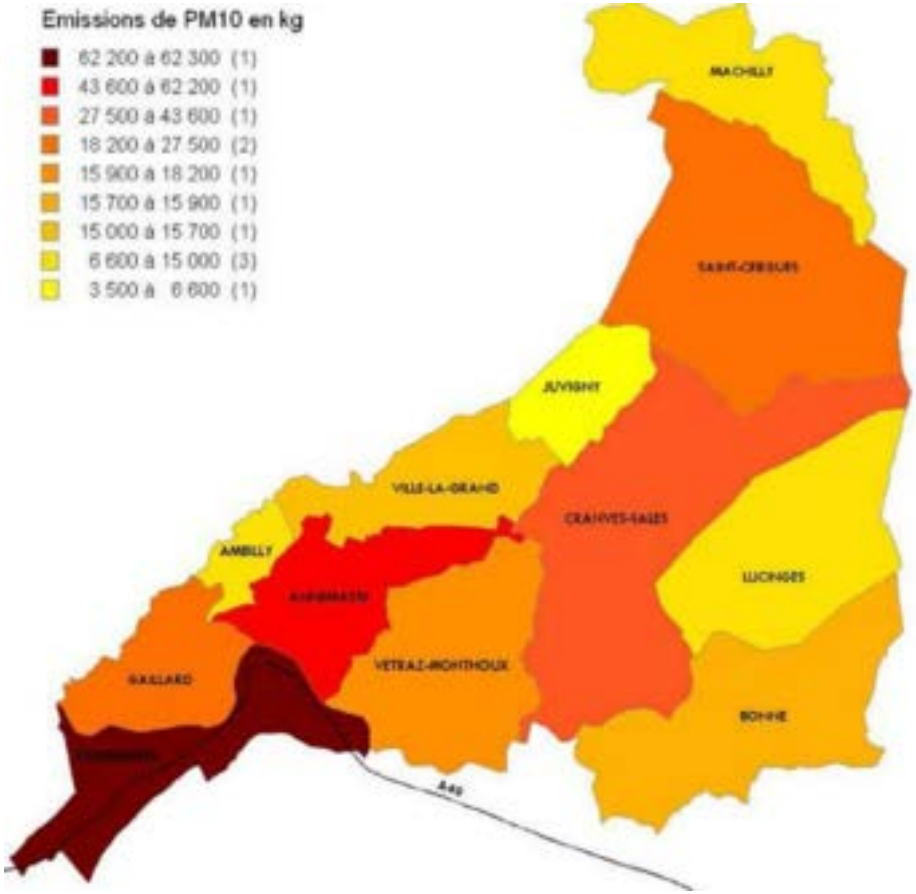
Source : DREAL Rhône-

La sensibilité du territoire à la pollution atmosphérique s'explique par différentes spécificités. D'abord, il est composé d'un important maillage de voies de communication et il possède un carrefour autoroutier (autoroute A40, réseau routier départemental...).

L'agglomération est entourée de Massifs : le Salève dont l'altitude est de 1 300 m et les Voiron dont l'altitude est de 1 450m et cette topographie peut limiter la dispersion des particules polluantes dans l'air. Les dépassements sont plus marqués l'hiver, car la masse d'air très stable de cette période favorise l'accumulation des polluants dans les basses couches et cette même saison induit une forte augmentation des émissions du chauffage.

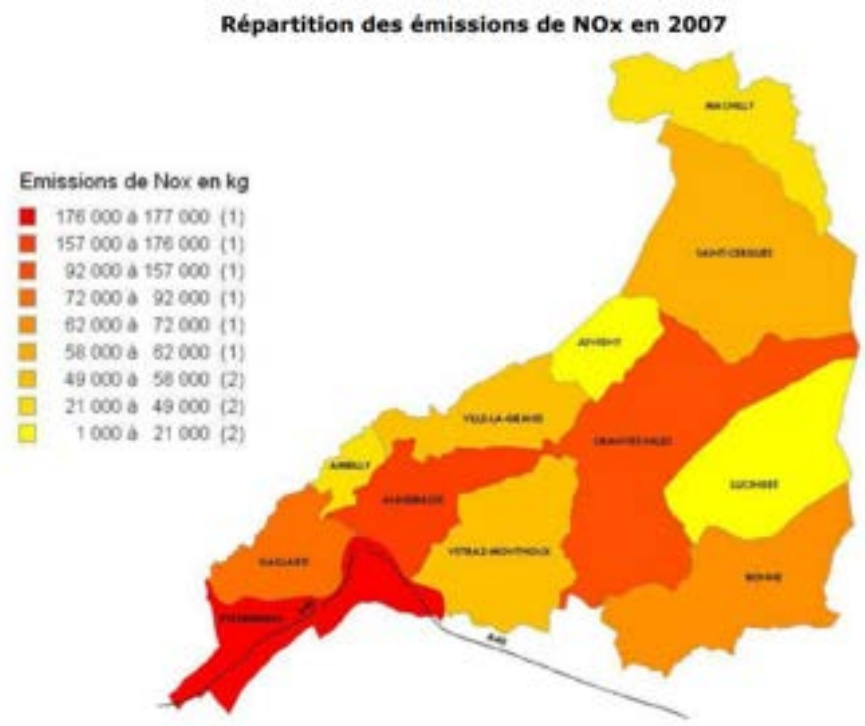
Enfin, l'agglomération est située à l'embouchure de la vallée de l'Arve, une des zones les plus polluées de France et régulièrement concernées par des pics de pollution. Les engagements du Plan Climat sur le volet air visent à agir sur l'intégralité des sources de pollution atmosphérique et baisser l'exposition de la population.

Il est nécessaire de préciser que la Commune d'Etrembières est particulièrement touchée par la présence de particules fines en suspension (PM10) et qu'il s'agit d'un vrai enjeu de santé publique puisque les particules fines peuvent, à des concentrations relativement basses, irriter les voies respiratoires inférieures et altérer la fonction respiratoire dans son ensemble :



Les particules en suspension, communément appelées « poussières », ont des sources multiples : elles proviennent en majorité de la combustion à des fins énergétiques de différents matériaux (bois, charbon, pétrole), du transport routier (gaz d'échappement, usure des pièces mécaniques par frottement et des pneumatiques…) et d'activités industrielles très diverses et notamment les carrières. En effet, à l'échelle de l'agglomération, le pourcentage d'émissions dû aux carrières est très important, surtout si l'on considère que l'été le secteur de l'industrie représente 51% des émissions de particules.

Au-delà, des particules fines, le territoire est particulièrement touché par les émissions d'oxyde d'azote. Le terme « oxydes d'azote » désigne le monoxyde d'azote (NO) et le dioxyde d'azote (NO2). Ces composés sont formés par oxydation de l'azote atmosphérique (N2) lors des combustions (essentiellement à haute température) de carburants et de combustibles fossiles.



2.6.3. LE PCAET

Le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) est un outil de planification, à la fois stratégique et opérationnel, qui permet aux collectivités d'aborder l'ensemble de la problématique air-énergie-climat sur leur territoire.

La Commune d'Etrembières sera couverte par la PCAET d'Annemasse Agglomération. Le document est actuellement en cours de rédaction.

ATOUTS	FAIBLESSES
- Un potentiel ENR diversifié permettant d'identifier plusieurs leviers pour favoriser une mixte énergétique - Un PCAET en cours de rédaction permettant de garantir la persévération voire envisager l'amélioration du climat, de la qualité de l'air et de la production d'énergie. - Une bonne couverture du territoire par des espaces boisés et en herbe permettant de piéger le carbone	- La dépendance aux énergies fossiles et l'augmentation des coûts liés à ces dernières - Un parc immobilier ancien particulièrement énergivore - Une bonne mauvaise qualité de l'air notamment en lien avec la présence : o De voies structurantes très empruntées o D'activités de carrières particulièrement génératrices de particules fines
OPPORTUNITÉS	**MENACES**
- L'exploitation des potentiels d'énergie - L'application des actions du PCAET - Le développement de filières locales - Optimiser la rénovation du parc immobilier ancien	- La précarité énergétique des ménages - La multiplication des « passoires thermiques » - La précarité énergétique de mobilité entraînant un creusement des écarts sociaux - L'augmentation des maladies respiratoires en lien avec la dégradation de la qualité de l'air

ENJEUX

- Améliorer la qualité de l'air et préserver les pièges à carbone existant sur le territoire
- Explorer les potentiels d'énergie renouvelable
- Prendre en compte les objectifs du futur PCAET
- Favoriser et encourager les rénovations thermiques du parc immobilier ancien
- Intensifier les propositions alternatives à la voiture pour les déplacements pendulaires

RAPPORT DE PRESENTATION

Etrembières

Partie 2 : Diagnostic paysager et Etat initial de l'environnement

1. ANALYSE PAYSAGERE 3
1.1. PAYSAGE PROTEGE ET INVENTORIE 4
1.1.1. PERIMETRES REGLEMENTAIRES 4
1.1.2. DIRECTIVE DU SALEVE 4
1.1.3. ATLAS PAYSAGER REGIONAL 5
1.2. L'EVOLUTION DES PAYSAGES 8
1.3. AMBIANCES ET MOTIFS PAYSAGERS 11
1.3.1. CONTEXTE ET LIMITES COMMUNALES 11
1.3.2. GEOMORPHOLOGIE 12
1.3.3. AMENAGEMENTS ANTHROPIQUES 14
1.3.3.1. Urbanisation 14
1.3.3.2. Axes de circulation 17
1.3.4. TRAME AGRICOLE ET NATURELLE 20
1.4. GRAND PAYSAGE ET PERCEPTIONS 22
1.5. ENJEUX PAYSAGERS ET SYNTHESE AFOM 23
2. ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT 25
2.1. LES MILIEUX PHYSIQUES 26
2.1.1. CLIMAT 26
2.1.1.1. Température 26
2.1.1.2. Précipitations 26
2.1.1.3. Ensoleillement 26
2.1.1.4. Vent 26
2.1.2. GEOLOGIE 27
2.1.3. HYDROLOGIE EAUX SOUTERRAINES ET SUPERFICIELLES 27
2.1.3.1. Cours d'eau 27
2.1.3.2. Captages d'eau potable 27
2.2. LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES 30
2.2.1. RISQUES NATURELS 30
2.2.2. RISQUES TECHNOLOGIQUES 33
2.2.3. RISQUES SISMIQUES 34
2.2.4. RISQUES DE RETRAIT ET GONFLEMENT DES SOLS ARGILEUX 34
2.2.5. SITES ET SOLS POLLUES 35
2.3. LES MILIEUX NATURELS 37
2.3.1. LES ZONAGES REGLEMENTAIRES 37
2.3.1.1. Les sites Natura 2000 37
2.3.1.2. Les arrêtés préfectoraux de protection de biotope 39
2.3.2. LES ZONAGES D'INVENTAIRES 41
2.3.3. LES ZONES HUMIDES ISSUES DE L'INVENTAIRE DEPARTEMENTAL 46
2.3.4. LES HABITATS NATURELS 51
2.3.4.1. Les milieux rocheux : Parois rocheuses, éboulis et carrières 51
2.3.4.2. Les prairies mésophiles 51
2.3.4.3. Les cultures 52
2.3.4.4. Les boisements mixtes 52
2.3.4.5. Les habitats naturels humides : ripisylves, zones humides et plan d'eau 53
2.3.4.6. Les parcs urbains 54
2.3.4.7. Les zones rurales et le tissu urbain discontinu 54
2.3.5. LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX 56
2.3.5.1. Les habitats naturels 56
2.3.5.2. La faune 56
2.3.5.3. La flore 59
2.3.5.4. Les espèces exotiques envahissantes 62
2.4. LES DYNAMIQUES ECOLOGIQUES 65
2.4.1. TRAMES ET CORRIDORS 65
2.5. SYNTHESE DES ENJEUX ET AFOM 69

1. Analyse paysagère

1.1. PAYSAGE PROTEGE ET INVENTORIE

1.1.1. PERIMETRES REGLEMENTAIRES

Sur la commune, il n'y a pas de périmètre réglementaire relatif à la protection du paysage (site classé ou inscrit).

1.1.2. DIRECTIVE DU SALEVE

La Directive du Salève, portée par le Syndicat Mixte du Salève et décrétée en 2008, vise à protéger le massif et ses paysages. Ce document s'impose aux documents d'urbanisme et concerne donc la commune d'Etrembières qui est couverte par la zone du piémont et par celle du versant boisé.

Trois grands objectifs sont établis par la Directive :

- **Conserver au Salève sa vocation d'observatoire des paysages savoyards et genevois**
- **Maintenir la silhouette emblématique du Salève depuis les points de vue majeurs sur la montagne**
- **Affirmer l'identité des paysages du Salève**

Aussi, cinq orientations sont détaillées en fonction des différentes zones : la commune est donc concernée en particulier par les orientations 2 et 3.

Orientation 2 : protéger l'aspect des versants dans la silhouette du massif
→ protection du couvert forestier des versants boisés par les documents d'urbanisme → mise en œuvre de pratiques de gestion forestière contribuant à la préservation de l'aspect des versants → limitation stricte de l'aménagement de nouvelles pistes → limitation par les documents d'urbanisme des zones dévolues aux carrières existantes → exploitation et réhabilitation des sites de carrières existants en donnant aux espaces restitués sur le versant une vocation et un aspect naturels → maintien de la vocation des espaces agricoles → protection des points focaux (voir plan et liste), que les documents d'urbanisme devront identifier comme éléments de paysage et laisser libres de toute construction à proximité → enfouissement de tout nouveau réseau (électricité, téléphone, etc.)

Orientation 3 : préserver la structure paysagère du piémont
→ protection des espaces ouverts majeurs par le maintien de la seule vocation agricole → préservation des autres espaces ouverts offrant des vues ou participant à la qualité de l'ambiance : les documents d'urbanisme devront fixer des règles d'aménagement permettant de maintenir les ambiances ouvertes en préservant les crêtes repérées au plan et les axes de vues qui devront être positionnés précisément, ainsi qu'en limitant les boisements et plantations linéaires autres que champêtres → confortement du principe de coupures significatives d'urbanisation entre les hameaux et villages → limitation stricte de la publicité et des préenseignes notamment le long des principales voies de découverte → intégration paysagère soignée sur tout son tracé de toute nouvelle infrastructure de transit → protection et renouvellement des principaux vergers, alignements d'arbres, ripisylves, arbres isolés et espaces boisés (à repérer sur les documents d'urbanisme) → protection des édifices remarquables et points focaux (voir plan et liste) ; les documents d'urbanisme les identifieront comme éléments de paysage, définiront les conditions de leur mise en valeur

1.1.3. ATLAS PAYSAGER REGIONAL

D'après l'atlas paysager de Rhône-Alpes, réalisé en 2005 par la DIREN (actuelle DREAL), la commune d'Etrembières est couverte par 3 unités paysagères :

- « **Agglomération d'Annemasse-St Julien en Genevois** », classée dans la famille des « paysages urbains et périurbains » et qui recouvre la majorité de la commune ;
- « **Mont Salève** », classée dans les « paysages naturels » ;
- « **Vallée de l'Arve** », classée dans les « paysages marqués par de grands équipements ».

Les paysages de la commune sont ainsi dominés par les aménagements anthropiques (paysages urbains et périurbains/paysages marqués par de grands équipements). Seul le Salève constitue une unité paysagère classée comme naturelle.

Ces unités traduisent également la dualité de la commune, séparée « physiquement » par la ligne de crête du Salève.

Description des familles de paysages présentes sur la commune :

Les paysages urbains et périurbains sont caractérisés par une part prépondérante de constructions, d'infrastructures, d'espaces revêtus ou bâtis. Constituant le cadre de vie de la majorité de la population, notamment en Rhône-Alpes, ils englobent une multitude de morphologies urbaines : centre historiques, faubourgs, quartiers pavillonnaires, grands ensembles, zones industrielles…

Ces zones sont rarement identifiées comme étant un paysage par la population, qui se réfère à ce terme plutôt pour les espaces naturels et ruraux. L'appréciation de ces paysages sont liés au vécu et à la subjectivité. La notion de patrimoine, au départ liée à des formes traditionnelles, historiques, s'élargit progressivement à des zones urbaines de plus en plus récentes, prenant en compte leur appropriation sociale et culturelle.



Paysages urbains et périurbains (DREAL, C. Folliet, 2005)

Les paysages naturels qualifient les espaces où la main de l'homme est perçue comme « marginale par rapport aux forces de la nature ». La qualité paysagère y est remarquable, avec des ambiances variées (boisements, prairies, pierriers, falaises, glaciers, névés...) et des panoramas offerts sur le grand paysage, sans aucune perturbation anthropique. Les seules traces humaines sont légères et très ponctuelles : sentiers, pistes d'exploitation, alpages, refuges d'altitude…

Ces paysages attirent des populations plus ou moins nombreuses, pratiquant des loisirs sportifs (randonnée, escalade, ...) et profitant de leur qualité esthétique. Certains usagers peuvent cependant avoir un rapport paradoxal à ces paysages ; souhaitant une nature vierge et sauvage à contempler, ils exigent dans le même temps un confort d'accueil et d'accès, entrainant l'agrandissement des routes, la création de parkings ou encore

de résidences touristiques. Le risque pour ces paysages est alors de perdre sa dominante naturelle et d'évoluer vers un paysage de loisirs.



Paysages naturels (DREAL, C. Folliet, 2005)

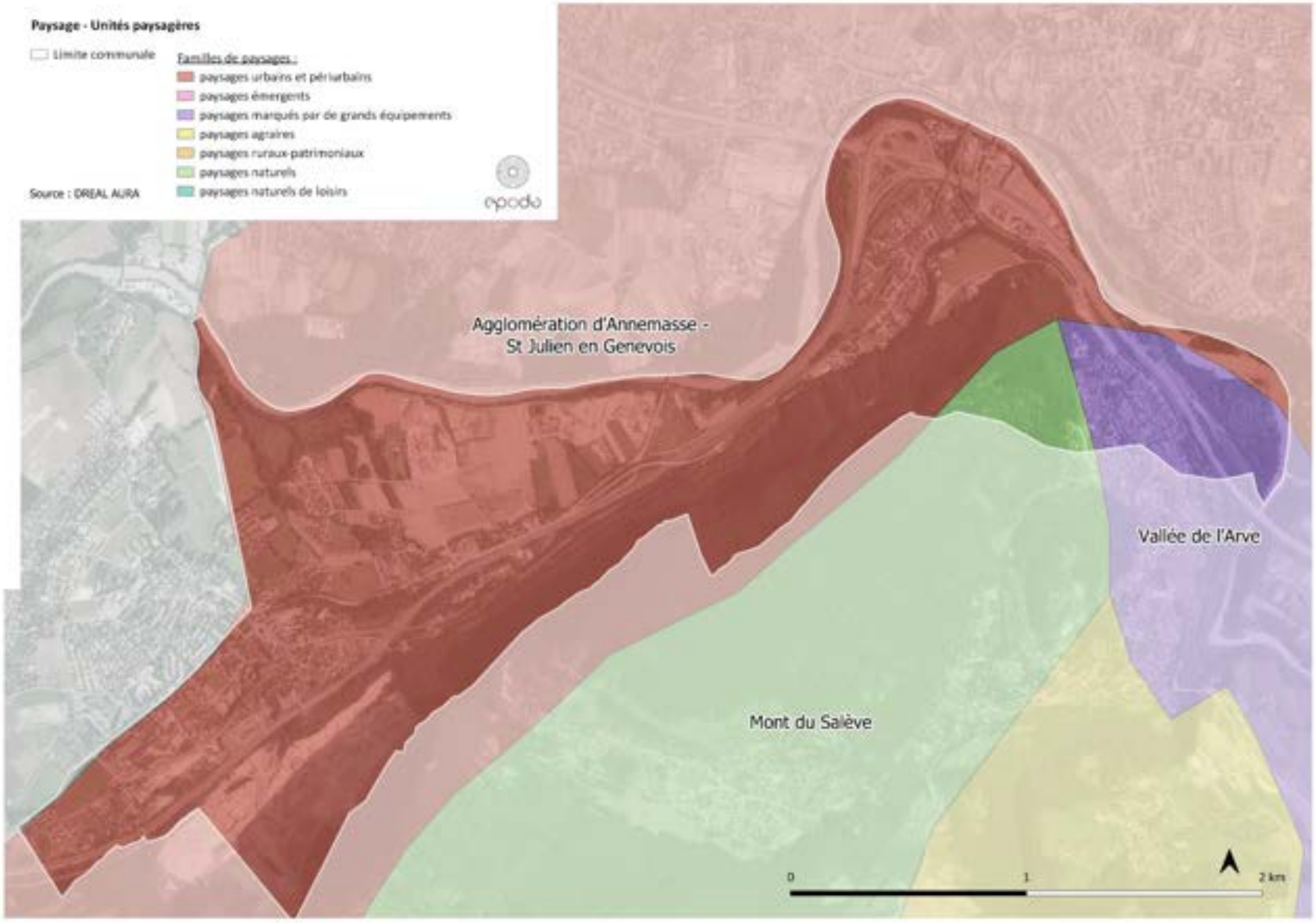
Les paysages marqués par de grands équipements qualifient principalement des « couloirs géographiques de déplacement fortement aménagés aux XIXème et XXème siècles ». Ces espaces désignent majoritairement vallées qui ont une fonction de production et de transit. Ces vallées peuvent être ponctuées par de grands équipements industriels ou énergétiques. L'habitat est repoussé au second rang par rapport à ces équipements visuellement imposants.

Les usagers de ces infrastructures et les habitants ont des représentations différentes de cet espace. Le traversant rapidement, l'usager des infrastructures accordera une importance particulière aux repères monumentaux tandis que l'habitant qui a un point de vue plus statique se représente l'espace par les nuisances qu'il engendre : bruit, vue, pollution, effet de coupure, etc. Il y a un enjeu de requalification des abords d'infrastructures afin d'améliorer le cadre de vie des habitants.

De par leur forte fréquentation, les paysages de ces espaces marqués par de grands équipements sont stratégiques. Des millions de personnes transitent par ces axes et se représenteront la région uniquement par ce qu'ils ont pu percevoir à travers leur fenêtre de voiture ou de TGV. Il est nécessaire de « préserver la qualité paysagère de ces espaces et de mettre en valeur des cônes de vue intéressants ».



Paysages marqués par de grands équipements (DREAL, C. Folliet, 2005)


Paysage - Unités paysagères
Limite communale
Familles de paysages :
paysages urbains et périurbains
paysages émergents
paysages marqués par de grands équipements
paysages agraires
paysages ruraux patrimoniaux
paysages naturels
paysages naturels de loisirs
Source : DREAL AURA
epodo
Agglomération d'Annemasse - St Julien en Genevois
Vallée de l'Arve
Mont du Salève
0
1
2 km

1.2. L'EVOLUTION DES PAYSAGES

Depuis le milieu du XXe siècle, plusieurs phénomènes ont influencé et modifié le paysage d'Etrembières :

- Le **développement des aménagements et constructions anthropiques** avec :
  - la création de l'autoroute A40 et de son imposant échangeur **(1)**
  - la création et le développement des carrières, notamment celle du Salève qui a artificialisé ce versant boisé naturel **(2)**
  - les extensions des cœurs urbains existants (par du tissu résidentiel principalement et des zones d'activités) **(3)**
  - la création de lotissements ex-nihilo **(4)**

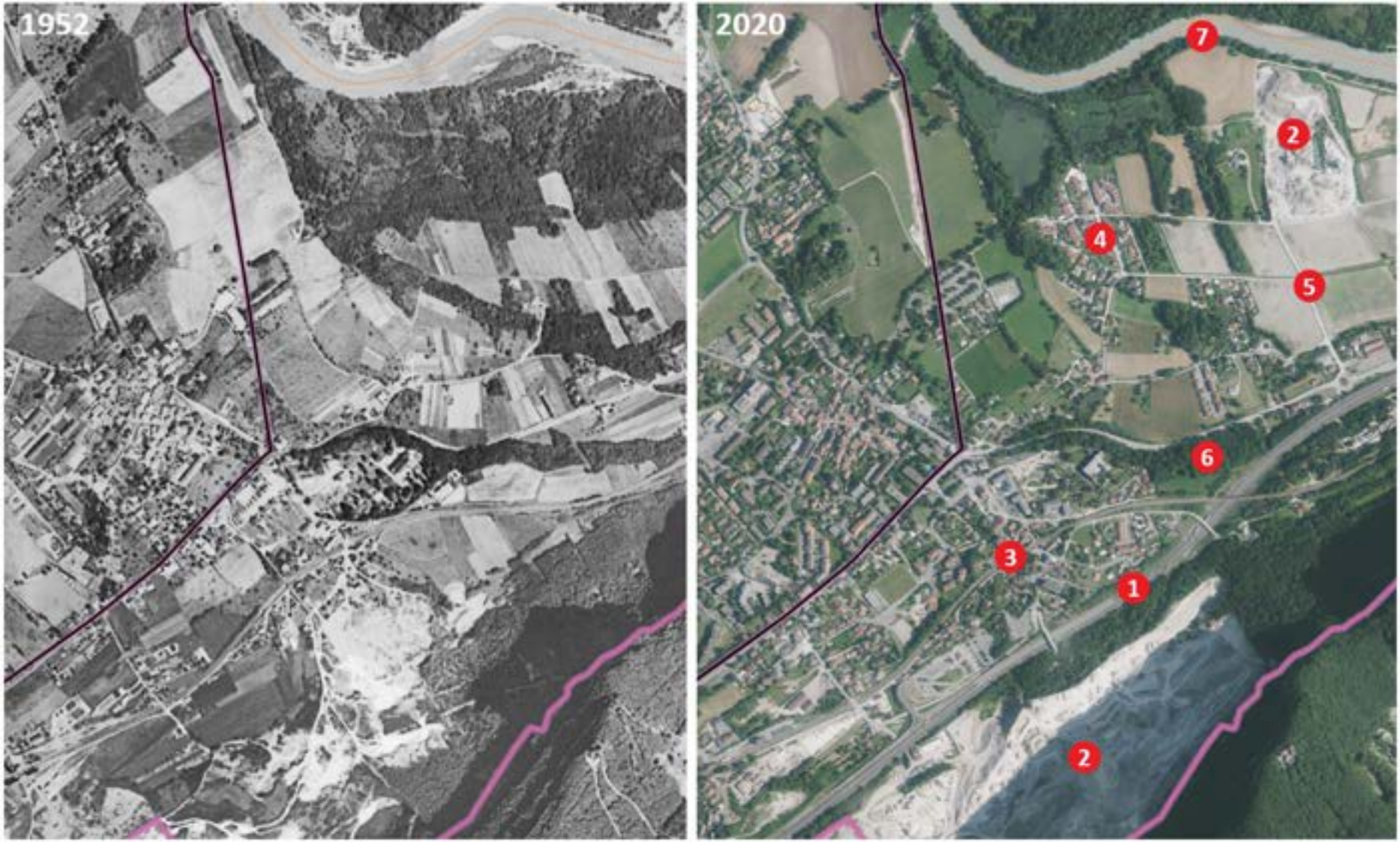
- La **diminution des surfaces agricoles,** rognées par la progression de l'urbanisation et par la création de l'autoroute, ainsi que le remembrement des parcelles **(5)**

- La légère diminution des espaces boisés, du fait du développement des carrières (notamment sur le versant du Salève),et son cantonnement aux espaces résiduels (entre l'urbanisation et les axes de circulation, le long de l'Arve) **(6)**

- La **« canalisation » de l'Arve**, modifiant son tracé et atténuant son caractère sauvage, ainsi que de ses abords **(7)**



Le chef-lieu d'Etrembières, avec en arrière-plan le Salève, dans les années 50 (éd. J. Cellard) et aujourd'hui (Google Earth)



Comparaison des photos aériennes de 1952 et 2020 sur le secteur du Pas de l'Echelle et des Iles (IGN)



Comparaison des photos aériennes de 1952 et 2020 sur le secteur du chef-lieu et de la Grande Pièce (IGN)

1.3. AMBIANCES ET MOTIFS PAYSAGERS

*Source : Diagnostic paysager de l'ancien PLU d'Etrembières, Christophe VEYRAT-PARISIEN, avril 2018**

**toutes les citations sont issues de ce document*

1.3.1. CONTEXTE ET LIMITES COMMUNALES

Etrembières se caractérise par sa situation géographique particulière. En effet, la commune est adjacente à Annemasse, frontalière avec la Suisse (et donc proche de Genève), se trouve à l'extrémité nord-est du Salève et est longée par l'Arve. « De tous temps, Étrembières a représenté un lieu carrefour permettant de franchir l'Arve à l'extrémité Nord du Salève pour rejoindre Annemasse et Genève. »

« Cette position géographique, caractérisée par la confluence de grands axes de circulation et par la proximité de l'agglomération Annemasse - Genève, génère des pressions fortes en termes d'infrastructures routières et d'urbanisation. […] La mutation rapide du territoire fragilise sa lisibilité, et estompe progressivement les repères et les motifs qui permettent d'identifier le "domaine communal". »

A l'exception de la limite nord qui suit le cours de l'Arve, les limites communales sont difficilement lisibles ou identifiables dans le paysage. En effet, elles ne reposent/ne s'appuient pas sur des éléments tangibles et sont par endroits « brouillées » par des éléments qui les chevauchent. Par exemple, le lotissement de la Grande Pièce se trouve entre Etrembières et Monnetier-Mornex : il traversé par la limite communale qui devient alors illisible dans le paysage.

Cependant, la crête du Salève, bien que la limite communale ne passe pas exactement dessus, matérialise de fait une frontière géographique forte.

« Étrembières appartient à une entité paysagère plus large : le Genevois Haut-Savoyard qui s'étend d'Ouest en Est du défilé de Fort l'Écluse sculpté par le Rhône à l'agglomération d'Annemasse-Genève à l'extrémité Nord du Salève.

"Le Genevois Haut-Savoyard appartient à la partie Sud-Ouest du bassin lémanique. Le relief marqué par les dépôts morainiques descend, en pente douce depuis le col du Mont Sion (790m) jusqu'aux étendues planes de la cuvette genevoises." (cf. Atlas des Paysages de la Haute-Savoie 1997). »



La route départementale et les falaises du Salève (Epode, 2023)

1.3.2. GEOMORPHOLOGIE

La commune d'Etrembières s'étage entre 395m et 800m d'altitude.

« Le modelé du territoire conditionne, pour une bonne part, la diversité des paysages produits par le développement de l'activité humaine au sein du milieu naturel. […] Adossé au versant Nord-Ouest du Salève, limité au Nord par le cours de l'Arve, le territoire communal est clairement conditionné par les particularités topographiques et hydrographiques du site. »

L'Arve et le Salève constituent d'ailleurs les deux éléments géomorphologiques majeurs qui **structurent le paysage de la commune et qui forgent son identité.**

« **Le Salève**, parfois nommé "La Montagne des Genevois", s'impose à quiconque parcours la commune. Au-delà de sa présence massive qui déploie son ombre aux premières heures du jour, cette montagne représente à la fois un repère essentiel dans le paysage du bassin genevois et de la basse vallée de l'Arve, et un belvédère remarquable sur l'ensemble de l'Avant Pays, des Grandes Alpes et du bassin lémanique. » Ce relief divise la commune, avec le secteur de la Grande Pièce, à part du reste de la commune, du côté du versant sud-est du Salève.

L'Arve se fait plus discrète, difficile à percevoir puisqu'encadrée par une ripisylve dense. Ce cours d'eau marque cependant clairement l'une des limites communales, et ses divagations passées ainsi que l'emprise de son lit ont conditionné l'occupation humaine.

Entre les deux, coincée entre le versant raide du Salève et l'Arve, s'étend la **plaine alluviale** qui, favorable aux aménagements humains avec sa topographie douce, concentre l'urbanisation, les aménagements et les parcelles cultivées de la commune. Cette plaine peut être divisée en quatre secteurs :

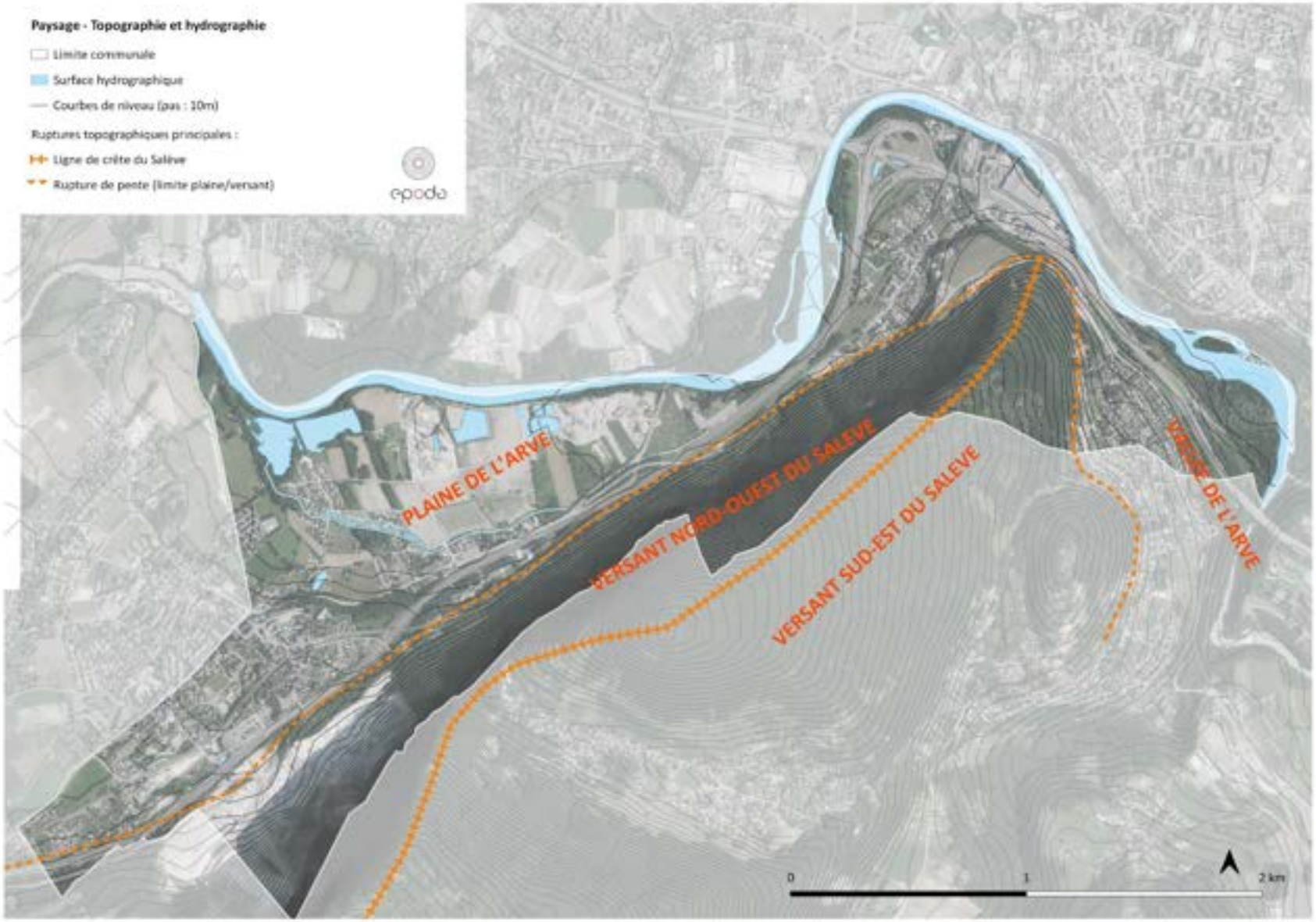
- « La terrasse du Pas de l'Échelle qui domine le cours de l'Arve et offre une continuité avec la commune de Veyrier en Suisse
- La plaine des Iles qui se développe dans l'emprise d'un ancien méandre de l'Arve
- La plaine d'Étrembières qui occupe l'espace situé entre le pied du Petit Salève (899m) et le cours sinueux de l'Arve […]
- Le coteau de la Grande Pièce qui occupe [un coteau] en limite Est du Petit Salève, et forme une continuité avec Bas Mornex. »



Le petit Salève et le Pas de l'Echelle vus depuis la plaine des Iles (Epode, 2023)



L'Arve (Epode, 2023)


Paysage - Topographie et hydrographie
Limite communale
Surface hydrographique
Courbes de niveau (pas : 10m)
Ruptures topographiques principales :
Ligne de crête du Salève
Rupture de pente (limite plaine/versant)
epoda
PLAINE DE L'ARVE
VERSANT NORD-OUEST DU SALEVE
VERSANT SUD-EST DU SALEVE
VALLEE DE L'ARVE
0
1
2 km

1.3.3. AMENAGEMENTS ANTHROPIQUES

1.3.3.1. URBANISATION

Structures urbaines générales

La trame urbaine d'Etrembières présente une structure particulière, dont l'organisation est difficilement perceptible. Les contraintes topographiques ont conditionné l'urbanisation au pied du versant raide Salève, dans la plaine, tout en évitant de trop s'approcher de l'Arve pour éviter les zones de crues. Les bâtiments et les aménagements se sont ainsi développés sur cette zone favorable, mais ne semblent pas présenter d'autre logique que d'éviter ces contraintes de pente et d'inondation, ainsi que, plus récemment les axes de circulation.

Des « conurbations » se sont formées, traversant les limites communales et brouillant la morphologie de la commune. « Le relatif éloignement du village d'Étrembières et du Pas de l'Échelle, constitue une sorte de bipolarité urbaine dont les relations s'appuient aujourd'hui principalement sur l'utilisation de la voiture. La densification progressive de ces deux pôles de développement et leurs tropismes respectifs vers Annemasse et Veyrier tend à fractionner les continuités urbaines de la commune. »

Aucune centralité (type place de village, centre-bourg) n'est clairement identifiable.

De plus, les styles architecturaux, plutôt récents, sont très hétéroclites et ne se rattachent pas à des codes locaux, induisant une forte impression de **banalisation** du paysage urbain.

Cela renforce le sentiment de **manque d'identité** et d'**illisibilité** des espaces urbains au sein d'Etrembières.

Polarités urbaines et typologies bâties

Quatre « pôles » urbains peuvent être identifiés :

- Le chef-lieu
- La Grande Pièce (qui se trouve en continuité avec Mornex)
- Le Pas de l'Echelle (en continuité avec Veyrier)
- Les Iles (plus ou moins connecté au Pas de l'Echelle)

Au sein de ces pôles, plusieurs types de tissu bâti sont présents :

- **Les hameaux et constructions anciennes** : Peu nombreux, seuls quelques bâtiments repères (château, église Notre-Dame-de-la-Paix…) et « quelques anciennes maisons ou fermes et des bâtiments liés aux activités (ancien funiculaire, ancien hôtel, carrière…) sont encore présents. La relative banalité de leurs typologies et le développement du bâti contemporain effacent peu à peu ces témoins historiques. »

- **Les lotissements de maisons individuelles** : Motif urbain très répandu dans la commune, ces lotissements se caractérisent par trois aspects principaux :
    - « Un bâti relativement hétérogène tant en termes de typologie architecturale que de rapport au lieu (topographie, exposition…).
    - Un environnement végétal singulier où les essences horticoles voir exotiques et leurs traitements (haies…) offrent des couleurs, des textures et des ambiances standardisées, relativement éloignées des motifs déployés par la végétation indigène et les formes végétales autrefois conduites par les agriculteurs.
    - Un réseau de dessertes constitué notamment de voies en impasse qui privatisent les lieux et ne favorise pas la convivialité inhérente aux parcours piétons et cycles nécessaire à la qualité du cadre de vie urbain. »

- **L'habitat collectif** : « Essentiellement présentent au droit du village d'Étrembières et au Pas de l'Échelle, ces ensembles immobiliers façonnent progressivement de nouveaux espaces urbains […], en passant du hameau ancien et du lotissement de maisons individuelles vers une ambiance plus urbaine où l'espace public et semi public tend à s'étendre. […] La collectivité doit cependant rester vigilante pour que les futures structures urbaines ne soient pas uniquement dédiées aux nécessités fonctionnelles (accès et stationnements automobiles…) et aux objectifs commerciaux. »



Logements individuels du Pas de l'Echelle (Epode, 2023)



Logements collectifs du Pas de l'Echelle (Epode, 2023)

Des bâtiments patrimoniaux repères

« Les bâtiments à caractère patrimonial sont présents sur la commune mais demeurent aujourd'hui relativement discret aux yeux des visiteurs.

« Le château d'Étrembières édifié sur une terrasse surplombant le cours de l'Arve reste un bâtiment remarquable même s'il présente des signes de vétusté et si les extensions contemporaines de la ferme ne le mettent pas en valeur lorsque l'on arrive de Mornex.

« La petite **chapelle Notre-Dame et son cimetière** confortent le statut patrimonial du lieu. Autrefois largement ouvert sur la plaine de l'Arve, Annemasse et Gaillard, le site est aujourd'hui en partie masqué par le boisement dense du talus. […]

« L'ancienne gare de Bossey-Veyrier, aujourd'hui désaffectée, pourrait peut-être retrouver un rôle dans le cadre du développement de pôles multimodales. Le bâtiment de l'ancien "**centre de récupération sociale de la SNCF**" et son parc situés au Pas de l'Échelle reste aujourd'hui encore un bâtiment emblématique.

« Plus discrète, l'ancienne école publique d'Étrembières forme un repère du patrimoine public.

« L'Église du Pas de l'Échelle [Notre-Dame-de-la-Paix], construite en 1967 par l'architecte Novarina, reconvertie aujourd'hui en salle des fêtes par la municipalité, compose un repère intéressant de l'architecture du 20ème siècle. » Elle est inscrite depuis 2021 au titre des monuments historiques.

« Attesté depuis 1474, **le Moulin d'Aiguebelle** […] est transformé en une usine de production d'eau potable à partir de 1882. […] Ce haut lieu de l'usage de l'eau est aujourd'hui couronné par un spectaculaire réservoir aux allures de temple grec. Conçu au début des années 20 et trônant à environ 100m au-dessus de la plaine de l'Arve, cet ouvrage offrait autrefois un belvédère et un repère remarquable. Le développement du couvert forestier a occulté ce motif. »




Château d'Etrembières (Epode) et l'Eglise Notre-Dame-de-la-Paix (Ministère de la Culture)

Carrières et zones d'activité

« Les constructions liées à l'activité artisanale et commerciale marquent fortement le caractère de l'entrée est du village. La présence du bâtiment de "La Migros", même s'il révèle une certaine vigueur de l'activité économique sur la commune, oriente considérablement la représentation des lieux, vers des valeurs peu compatibles avec l'image habituellement partagée d'un "beau paysage". Toutefois, bien que les qualités esthétiques des "centres commerciaux" soient souvent discutables, il n'en demeure pas moins qu'ils représentent aujourd'hui des repères importants dans notre cadre de vie. Si la volumétrie de ces bâtiments commerciaux est peu discutable dans la mesure où elle répond au modèle économique actuel, en revanche, l'inscription dans le site au bord de l'Arve n'a laissé que peu de place au cours d'eau et à ses berges.

« Le projet de passerelle piétonne située à proximité du centre commercial, pourrait être l'occasion de redéfinir une trame verte généreuse en bord d'Arve. »

En plus de cette grande zone commerciale, des petites zones d'activités se retrouvent également vers le chef-lieu et le Pas de l'Echelle. Si leur impact visuel est bien moins important que « Shopping Etrembières », leurs abords, c'est-à-dire les limites avec l'urbanisation résidentielle et/ou avec les parcelles agricoles doivent faire l'objet d'un soin particulier.



Shopping Etrembières, à l'entrée nord de la commune, avec le pont emblématique (Epode, 2023)

« Les carrières du Salève de par leur taille, leur localisation et l'activité qu'elles génèrent (concassage et traitement des matériaux, flux de camions…), constituent un motif fortement attaché aux représentation paysagère d'Étrembières. Le survol du site par le téléphérique, qui permet d'observer cette activité, alimente les représentations des visiteurs et accentue le gigantisme et le caractère spectaculaire de l'entreprise. Les mutations paysagères produites par l'exploitation des éboulis et les nuisances engendrées par l'activité (bruit, poussières…) conditionnent fortement la perception et les représentations du Pas de l'Échelle. »

« Une démarche de réhabilitation ponctuelle et progressive de la carrière est menée par l'exploitant.



La carrière du Salève vue depuis le Pas de l'Echelle (Epode, 2023)

1.3.3.2. AXES DE CIRCULATION

L'autoroute A40, qui relie Genève et Annecy à la vallée de l'Arve (Cluses, Sallanches, Chamonix…), la voie ferrée qui relie Annecy, Bellegarde et Annemasse, et plusieurs départementales traversent le territoire communal. Occupant une surface significative de la commune, ces axes créent des **coupures** sur la commune et impactent fortement son paysage.

La commune, qui se trouve sur un site stratégique, limitrophe d'Annemasse et à la transition entre Genève et la vallée de l'Arve, fait ainsi office de **« carrefour » entre le Genevois et le Fauciny**.

Routes et autoroute

« **L'autoroute A40** constitue aujourd'hui une véritable limite physique entre la plaine de l'Arve et le Salève. L'emprise de l'échangeur qui occupe plus de 13 hectares dans un des méandres de l'Arve influence fortement la perception et la représentation des lieux. » […]

« L'usager de l'autoroute ne perçoit Etrembières qu'au travers de deux motifs emblématiques : les carrières du Salève et le centre commerciale MIGROS. Le reste du parcours est conditionné par la présence imposante du versant forestier du Salève et par les boisements implantés sur les talus et les accotements de la voie.

« Depuis les secteurs habités, l'autoroute est visuellement assez peu présente sur la commune d'Étrembières. Ce sont davantage les nuisances induites (bruit, qualité de l'air…) qui influencent la qualité du cadre de vie. »

D'autres axes routiers importants traversent la commune, avec notamment la **RD 1206** qui constitue l'axe historique reliant Bellegarde à Douvaine via Annemasse ou encore la **RD 2**, qui relie Annemasse à la Roche-sur-Foron. Ces départementales desservent la commune tout en la fractionnant.

Enfin, « l'ensemble de la voirie communale, des chemins ruraux et des accès privés complète la trame viaire dessinant du même coup un maillage relativement dense au droit des lieux habités. Toutefois, le nombre important de voies de lotissements en impasse conforte la privatisation de l'espace bâti. La trame viaire semi privée ne peut donc pas jouer le rôle de connexion des parcours piétons susceptible d'agir notamment, sur la qualité du cadre de vie et la convivialité entre habitants. »



Autoroute A40 (Epode, 2023)



Voie ferrée (à g.) ; arrivée sur rond-point et pont ferroviaire entre le chef-lieu et Shopping Etrembières (à d.) (Epode, 2023)

Voies piétonnes et cyclables

« Les **cheminements piétons ou piétons-cycles** sont une réelle opportunité pour le territoire communal. Les 4 kilomètres qui séparent Étrembières du Pas de l'Échelle constituent une distance tout à fait adaptée aux vélos et aux piétons. […]

« L'existence de parcours récréatifs au bord de l'Arve ou sur les pentes du Salève (sentier du Pas de l'Échelle, sentier du Pas de Châtillon, chemin de l'ancienne voie du funiculaire entre le Mont Gosse et le Petit Salève…), sont autant d'itinéraires très qualitatifs qui permettent rapidement de s'immerger au sein de milieux naturels riches et variés source de représentation paysagère très qualitative. »

Téléphérique du Salève

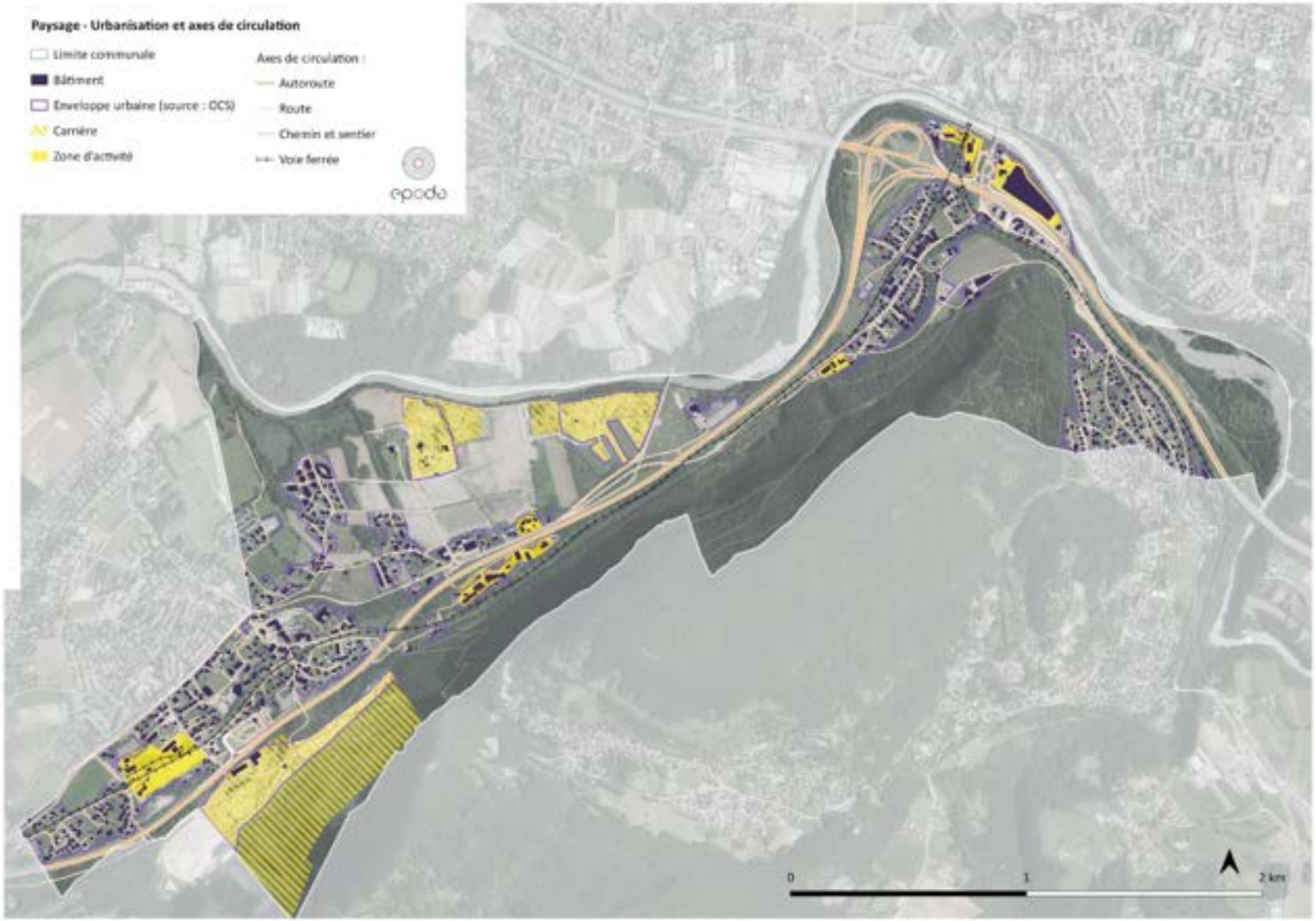
« Le téléphérique du Salève inauguré en 1932 […] prend le relais du chemin de fer électrique à crémaillère du Salève qui permettait de rejoindre en une heure Veyrier au lieu dit Les Treize Arbres non loin de l'actuelle gare amont du téléphérique. […]

« Le téléphérique représente à la fois un motif du paysage (gare signal sur la crête et mouvement des cabines au-dessus de l'autoroute…) et un vecteur de découverte permettant en quelques minutes d'accéder à ce qui est sans doute le plus grandiose belvédère du bassin genevois.

« Les voies de chemin de fer Annemasse-Bellegarde et Annemasse-Annecy se rejoignent toutes deux à Étrembières pour franchir l'Arve. […] Autrefois ponctuées de deux gares desservant la commune, […] il ne reste aujourd'hui que les deux lignes RFF sans aucun arrêt sur la commune mais qui conditionne pourtant fortement les possibilités de déplacement des habitants au sein du territoire communal. »



La gare aval au Pas de l'Echelle avec le Salève en arrière-plan
Vue depuis le téléphérique sur Etrembières, le Genevois et le Jura
(remontees-mecaniques-net)


Paysage - Urbanisation et axes de circulation
Limite communale
Bâtiment
Enveloppe urbaine (source : OCS)
Carrière
Zone d'activité
Axes de circulation :
Autoroute
Route
Chemin et sentier
Voie ferrée
epode
0
1
2 km

1.3.4. TRAME AGRICOLE ET NATURELLE

La trame végétale de la commune comprend le boisement et les espaces cultivés.

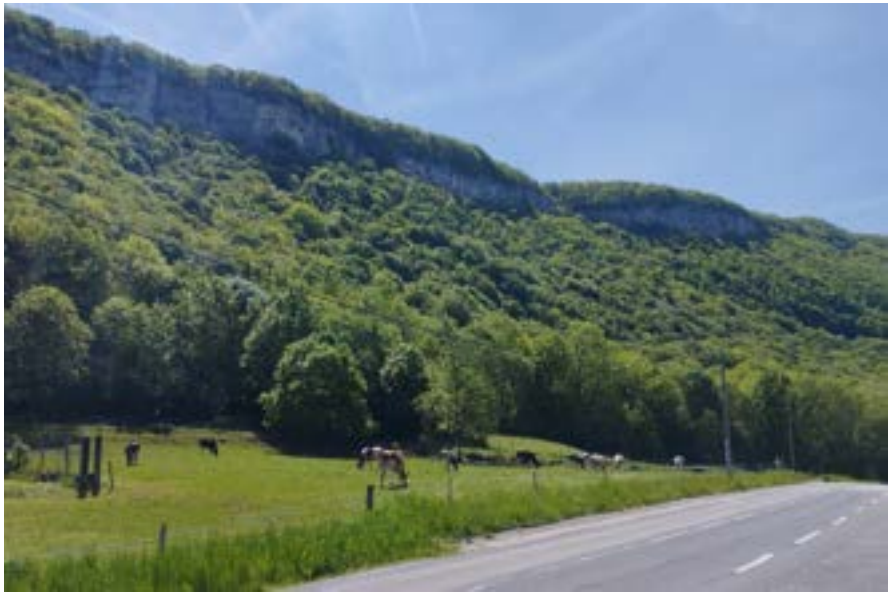
Le **boisement** se trouve principalement sur le versant du Salève, où les pentes raides sont recouvertes presque dans leur intégralité par une forêt à dominance de feuillus. Seules les falaises sont dénuées de végétation, ainsi que la zone de la carrière, qui a progressivement rogné le versant boisé. « Tantôt sombre et "écrasant" lorsque l'observateur se situe en pied de versant, le couvert forestier devient un révélateur de la structure géologique du site lorsqu'il compose l'horizon. Il accentue également le contraste avec le flanc rocheux de la montagne mis à nu par la carrière. »

Les cours d'eau, en particulier l'Arve, sont longés par des **ripisylves** qui les masquent et les rendent difficile à percevoir. Ces ripisylves participent au caractère naturel de la commune.

Enfin, des **bosquets et haies** occupent les « interstices » (espaces non bâtis ou non cultivés) : certains de ces boisements sont stratégiques, créant des masques qui participent à l'intégration paysagère des infrastructures (A40, RD, zones d'activités…) ou des zones bâties.

Les **espaces agricoles**, principalement situés sur le secteur des Iles (et à proximité du château), ont une importance particulière dans le paysage de la commune. En effet, ils constituent des ouvertures et des « respirations » dans l'espace contraint de la commune, participant à varier les ambiances paysagères et offrant des vues sur le grand paysage.

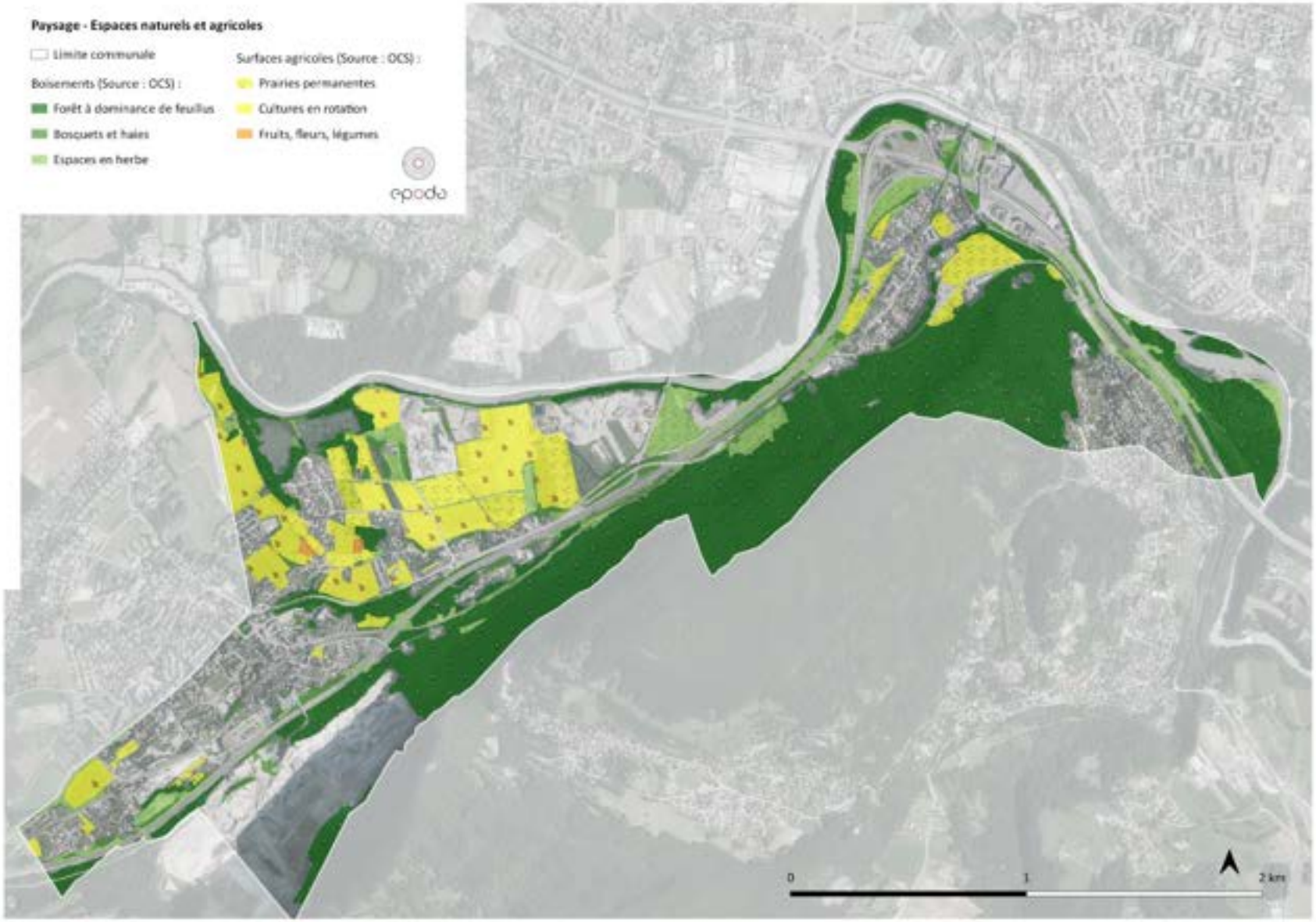
Ces espaces, menacés par l'avancée de l'urbanisation et la déprise agricole, sont concernés par un enjeu fort de préservation.



Boisements du Salève (Epode, 2023)



Espace agricole vers le château ouvrant la vue sur Annemasse et le Jura en arrière-plan (Epode, 2023)


Paysage - Espaces naturels et agricoles
Limite communale
Boisements (Source : OCS) :
Forêt à dominance de feuillus
Bosquets et haies
Espaces en herbe
Surfaces agricoles (Source : OCS) :
Prairies permanentes
Cultures en rotation
Fruits, fleurs, légumes
epode
0
1
2 km

1.4. GRAND PAYSAGE ET PERCEPTIONS

*Source : Diagnostic paysager de l'ancien PLU d'Etrembières, Christophe VEYRAT-PARISIEN, avril 2018**

**toutes les citations sont issues de ce document*

Du fait de sa géomorphologie, Etrembières offre « des vues très contrastées entre la plaine de l'Arve, le pied de versant du Salève et les crêtes sommitales. Cette richesse des représentations paysagères est d'autant plus saisissante qu'il ne semble pas y avoir de progression dans l'étagement des différents points de vue. En effet le versant Nord du Salève offre peu de parcours et de vues, si bien que le visiteur passe bien souvent de la plaine au belvédère montagnard en quelques minutes grâce au téléphérique.

« Cette richesse paysagère ne s'impose plus aujourd'hui dans les représentations de la commune. Étrembières apparaît d'avantage aux yeux des visiteurs comme une bande de terre, coincée entre la carrière du Salève et la frontière suisse, et parcourue par une autoroute, une route départementale et une voie ferrée. Dans ce contexte, la redécouverte et la mise en scène des valeurs patrimoniales de l'Arve et du Salève pourraient sans doute constituer un levier important pour la reconstruction de l'identité paysagère de la commune. »

Les **vues sur le grand paysage** sont conditionnées par la présence d'espaces agricoles qui permettent de larges ouvertures sur le paysage alentour : le Salève, Annemasse, le Jura, le Chablais… Ces vues se font donc rares sur la commune, le plus souvent masquées par l'urbanisation, les équipements ou le boisement.

La vue depuis le **téléphérique du Salève** est particulière puisque celui-ci permet de prendre de la hauteur pour atteindre petit à petit un panorama exceptionnel sur le Genevois, le lac Léman et le Jura. Aussi, Etrembières est l'une des « portes », l'un des accès vers le **sommet du Salève** et sa vue grandiose et emblématique à 360° sur les Alpes.

Quelques éléments de la commune constituent des **points focaux**, des marqueurs dans le paysage :

- **Le Salève**, qui s'impose à l'échelle de la commune et bien au-delà, constituant un marqueur fort d'Etrembières et participant à son identité ;
- **La carrière du Salève**, qui marque plutôt négativement le paysage mais qui constituent un élément identitaire fort d'Etrembières ;
- **L'Arve**, qui se fait pourtant assez discrète dans le paysage, masquée par sa ripisylve ;
- **Les bâtiments patrimoniaux repères**, qui marquent localement le paysage de la commune (château, église, chapelle…).

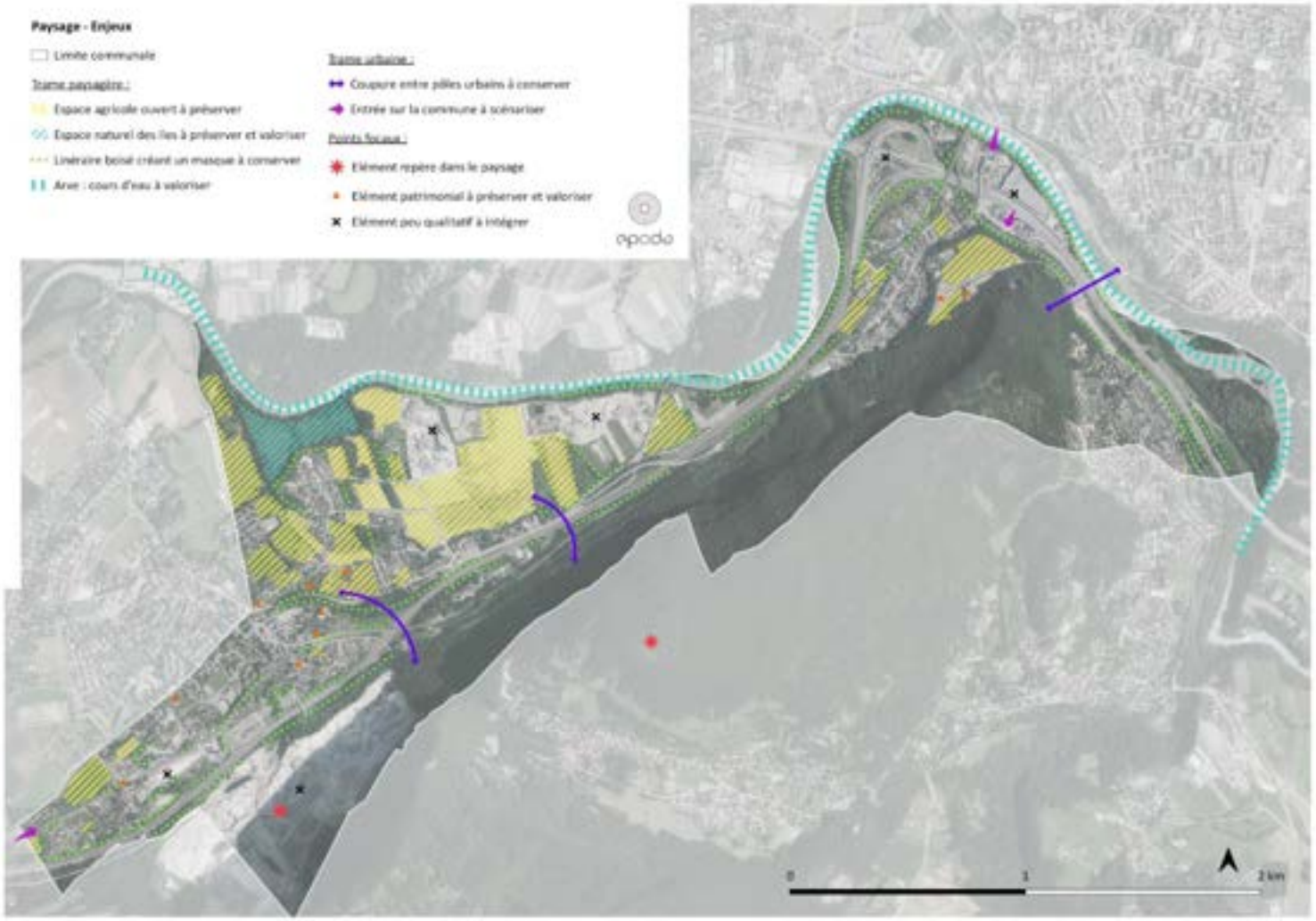


Vue sur le Salève depuis des parcelles agricoles du secteur de la gare (Epode, 2023)



Le château d'Etrembières et les coteaux du Salève (Epode, 2023)

1.5. ENJEUX PAYSAGERS ET SYNTHESE AFOM



ATOUTS	FAIBLESSES
- Une **situation stratégique**, au portes d'Annemasse/Genève et au pied du Salève - Des **marqueurs paysagers emblématiques** : le Salève (et son téléphérique) et l'Arve - Des **bâtiments et éléments patrimoniaux** remarquables - Des **espaces cultivés** permettant des vues et des respirations - Une vue sur la chaîne du Jura en arrière-plan - Des sentiers (vers le Salève, dans la plaine des Iles et le long de l'Arve)	- Un **territoire très contraint et marqué** par les grands axes de circulation et le relief - Une **trame urbaine peu lisible** et l'absence d'une identité architecturale forte - **Absence d'une réelle centralité**/centre-bourg - Carrières, zones commerciales et industrielles impactantes
OPPORTUNITÉS	**MENACES**
- Utiliser le PLU pour mieux structurer la trame urbaine, notamment via les OAP, et protéger les espaces ouverts - Renaturation partielle de la carrière (?)	- Une forte attractivité propice à des **aménagements réalisés de façon « anarchique »** - La **régression des espaces ouverts cultivés**, du fait de l'étalement urbain et de la déprise agricole
ENJEUX	
• La **maîtrise du développement urbain** et préservation des « coupures » entre les pôles urbains existants • La **préservation des espaces ouverts** agricoles (permettant la préservation des vues sur le grand paysage) • La **requalification des espaces publics** et, idéalement, la définition d'une centralité claire • La **mise en valeur des entrées de ville** principales (depuis le pont d'Etrembières et du Pas de l'Echelle) • La mise en valeur de l'Arve (sentier, voies vertes, ouverture de vues…) • L'intégration paysagère des zones commerciales et industrielles	

2. Etat initial de l'Environnement

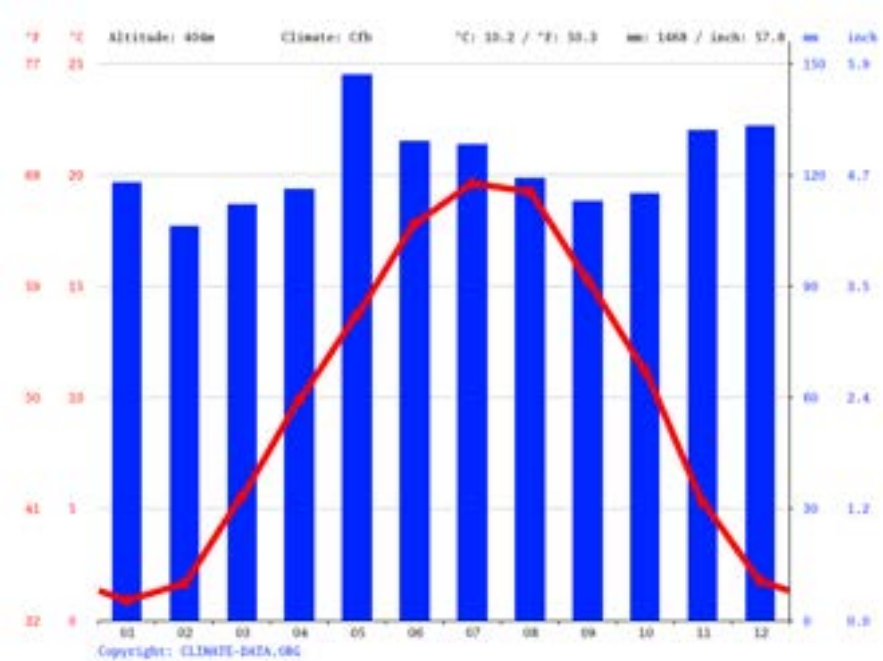
2.1. LES MILIEUX PHYSIQUES

2.1.1. CLIMAT

Sources : climate-data.org et weatherspark.com

Située en région Auvergne-Rhône-Alpes, dans le département de la Haute-Savoie (74), la commune d'Etrembières couvre une superficie de 5,43 km^2 et se situe entre 390 et 460 m d'altitude.

Le climat est de type Cfb selon la classification de Köppen-Geiger. Ce type correspond à climat tempéré chaud, sans saison sèche et à un été tempéré. Les saisons été et hiver sont bien définies, avec la température moyenne du mois le plus chaud entre 10 et 22 °C et les températures moyennes des trois mois les plus froids entre 0 et 18 °C. Le climat est humide et il n'y a pas de saison sèche : les précipitations sont régulières et présentes tous les mois de l'année.



2.1.1.1. TEMPERATURE

Le mois le plus chaud est le mois de juillet avec une moyenne de 19,6 °C et le mois le plus froid est janvier avec une moyenne de 0,9 °C.

2.1.1.2. PRECIPITATIONS

Les précipitations sont importantes à Etrembières même lors des mois les plus sec, avec une moyenne annuelle de 1468 mm. Le mois le plus pluvieux est le mois de mai 147 mm en moyenne et le plus sec le mois de février avec 106 mm.

Il y a peu de chute de neige à Etrembières, avec une moyenne en janvier de 42 mm.

2.1.1.3. ENSOLEILLEMENT

L'ensoleillement est le plus bas au mois de décembre avec en moyenne 4,5 heures de soleil par jour et le plus haut au mois de juillet avec 10,7 heures de soleil par jour.

L'ensoleillement global est assez faible à cause du massif montagneux (Salève) situé au Sud-Est de la commune.

2.1.1.4. VENT

La période la plus venteuse de l'année est entre février et avril avec une vitesse moyenne du vent de 10,2 km/h. Au contraire, le mois d'août est le plus calme avec une vitesse moyenne de 8,8 km/h.

Le vent vient en été principalement du Nord et de l'Ouest et en hiver du Sud et de l'Est.

2.1.2. GEOLOGIE

Source : saleveautrement.ch

Le Salève, culminant à 1 379 m d'altitude, s'étend de la vallée de l'Arve à la région d'Annecy.

Le Salève appartient au domaine jurassien caractérisé par des séries calcaires de plateformes d'âge mézoïque. Le domaine jurassien comporte des faciès marins peu profonds à littoraux.

Le versant compris dans la commune d'Étrembières est abrupt. Il montre clairement la disposition des couches calcaires qui dans ses parties supérieures sont presque horizontales. Une grande cassure (faille) les sépare des grandes dalles verticales de sa partie inférieure, particulièrement bien visibles à l'aplomb du téléphérique. Cette faille très ancienne, toujours active, génère des tremblements de terre heureusement rarement perceptibles. Elle s'enfonce à plusieurs milliers de mètres sous la surface du bassin genevois et a certainement joué un rôle majeur dans la formation de cette montagne, il y a environ 2 à 5 millions d'années.

2.1.3. HYDROLOGIE Eaux souterraines et superficielles

2.1.3.1. COURS D'EAU

Le cours d'eau principal qui passe par la commune d'Etrembières est l'Arve. Cette rivière de 104 km de long dont 9 km en Suisse, est un affluent de rive gauche du Rhône. Elle prend source dans le massif du Mont-Blanc. La période d'étiage est de décembre à janvier.

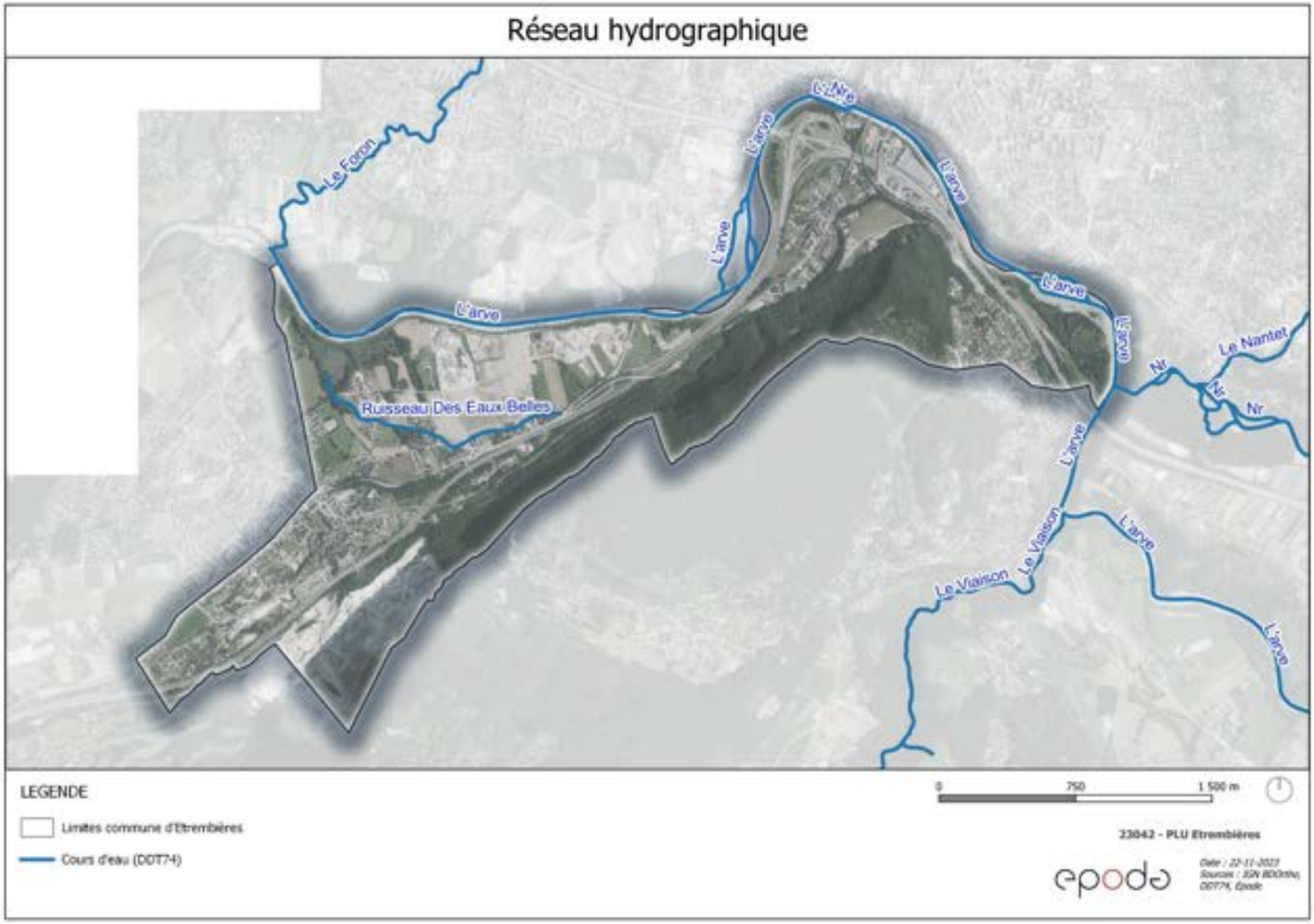
Un deuxième cours d'eau se situe au cœur de la commune. Il s'agit du ruisseau des eaux belles.

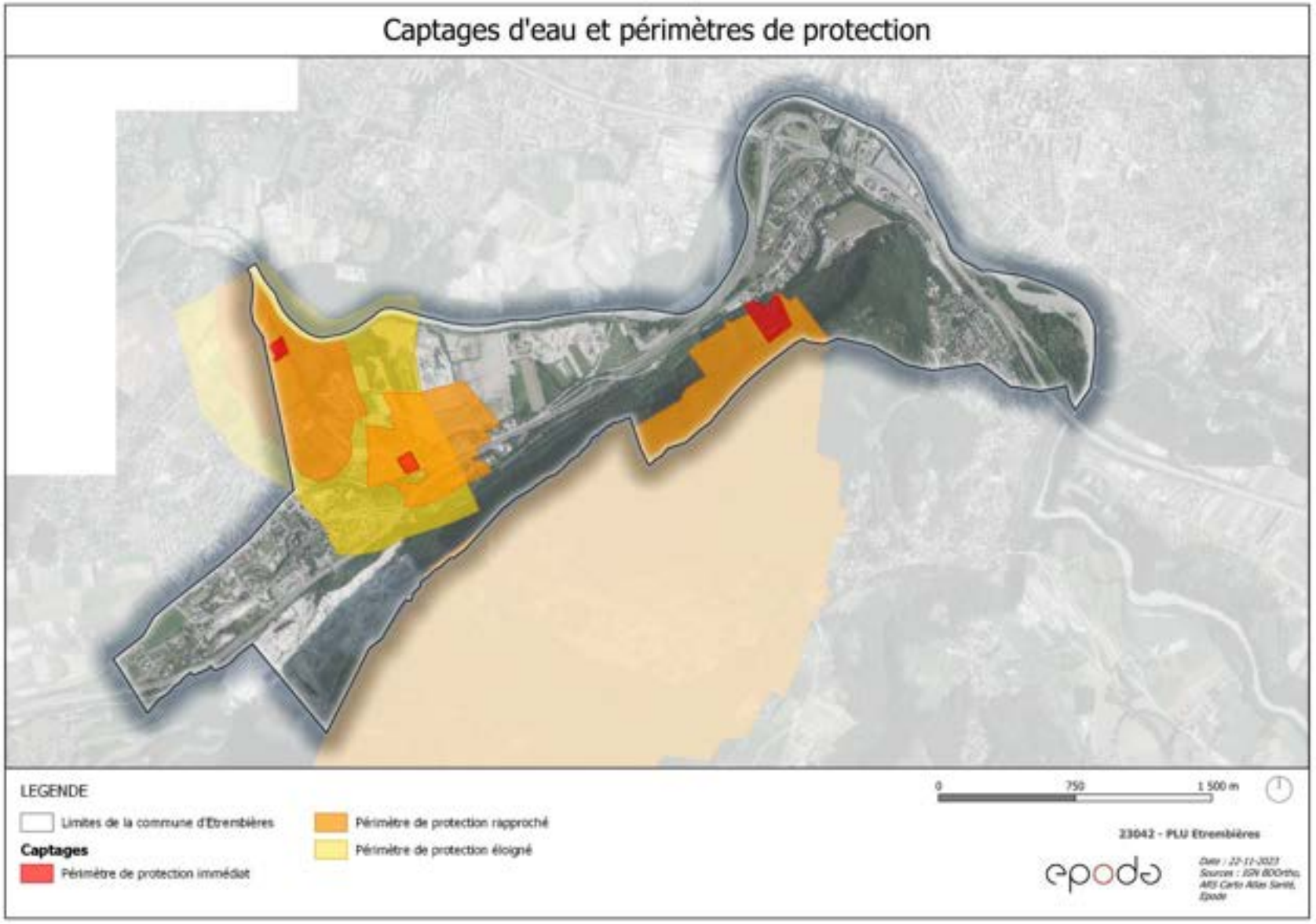
2.1.3.2. CAPTAGES D'EAU POTABLE

Plusieurs captages d'eau potable se situent sur la commune d'Etrembières d'après les données issues du site de l'ARS (carto.atlasante.fr) :

Nom des captages	Codes INS
Source des Eaux Belles	074000159
Captages de Veyrier	074000762 et 074000160

En association avec ces captages différents périmètres de protection (immédiat, rapproché et éloigné) sont situés sur la commune.


Réseau hydrographique
Le Foron
L'arve
Ruisseau Des Eaux Belles
Le Viaison
Le Nantet
Nr
LEGENDE
Limites commune d'Etrembières
Cours d'eau (DDT74)
0
750
1 500 m
23042 - PLU Etrembières
epode


Captages d'eau et périmètres de protection
LEGENDE
Limites de la commune d'Etrembières
Captages
Périmètre de protection immédiat
Périmètre de protection rapproché
Périmètre de protection éloigné
0
750
1 500 m
23042 - PLU Etrembières
epode

2.2. LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

Les documents liés aux risques majeurs sur la commune d'Etrembières sont le plan de prévention des risques naturels (PPRN), le plan de prévention des risques inondations (PPRI), le document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) et le plan communal de sauvegarde (PCS) qui est un outil d'aide à la décision pour la gestion de situations exceptionnelles comme un accident d'origine naturelle ou technologique.

2.2.1. RISQUES NATURELS

La commune d'Etrembières dispose d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN). Ce plan constitue l'un des instruments essentiels de l'action de l'Etat en matière de prévention des risques naturels, afin de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens.

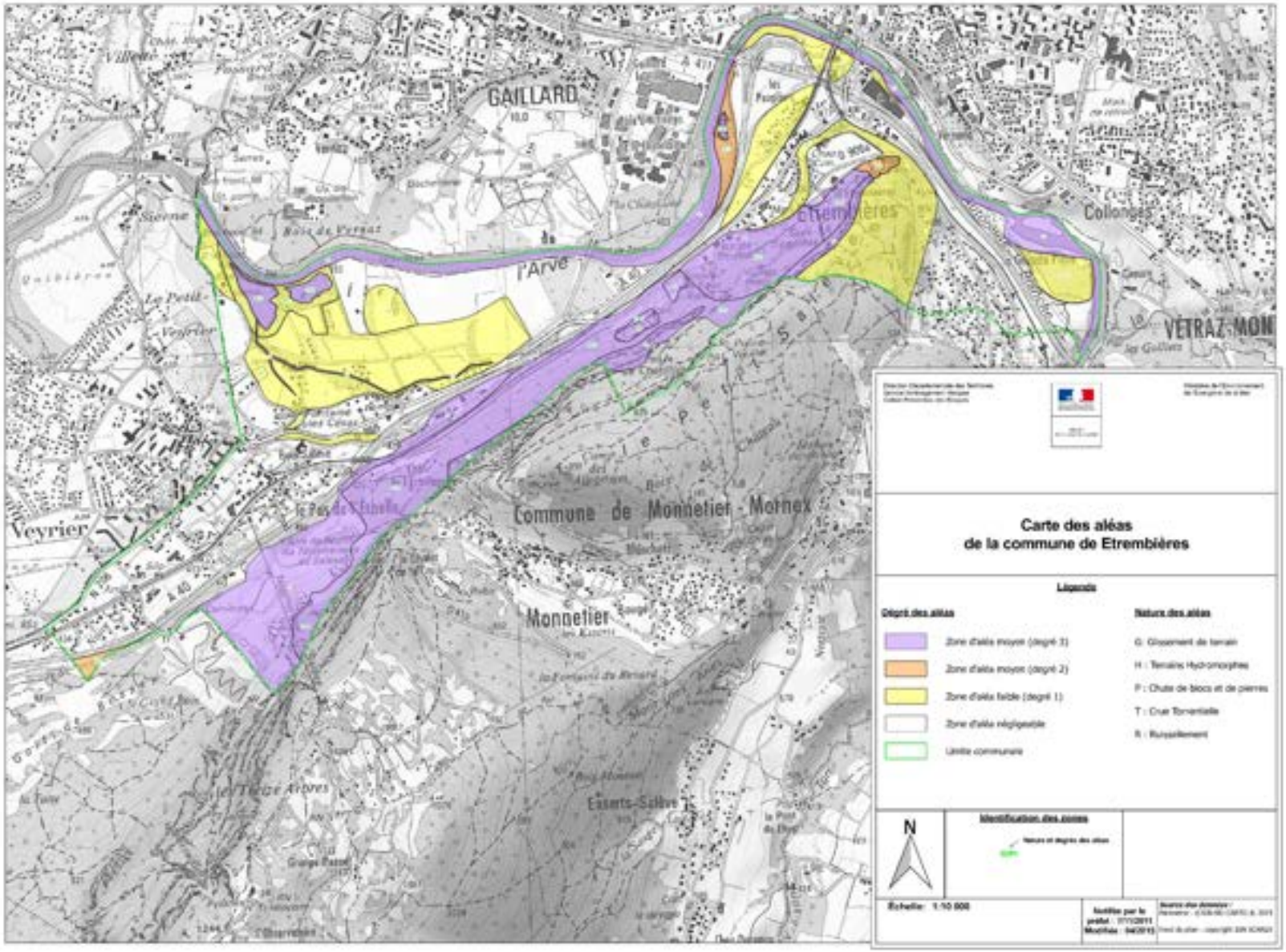
La carte des aléas naturels d'Etrembières a été notifiée le 07 novembre 2011 et a fait l'objet de d'une modification en avril 2015.

Les phénomènes naturels suivants ont été pris en compte :

- **les inondations et les crues torrentielles** : l'Arve est susceptible de générer des crues torrentielles et des inondations,
- **les écroulements et les chutes de pierres et les glissements de terrains** : la bordure Sud-Est de la commune est principalement composée de falaises.

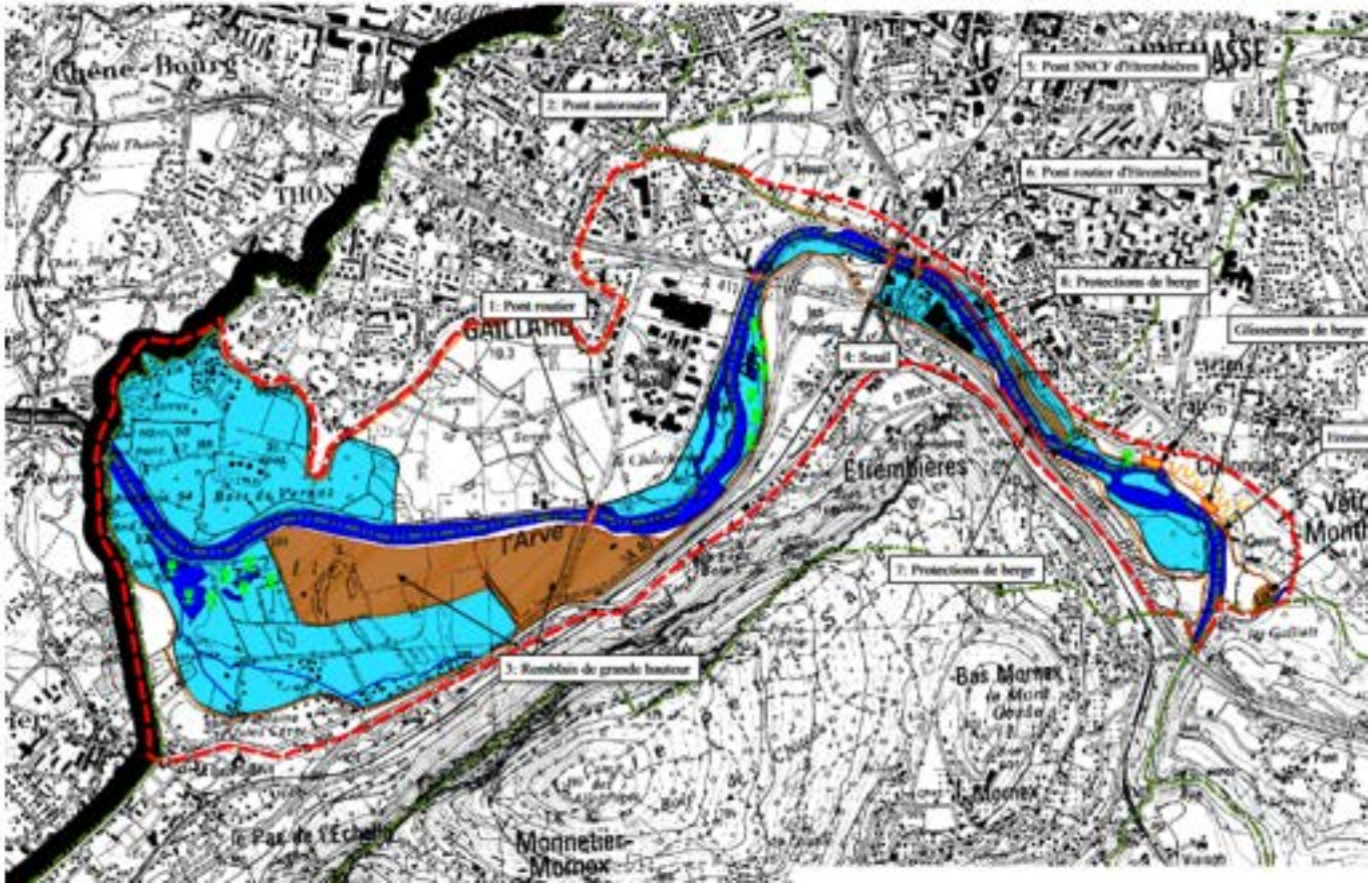
Ainsi Etrembières comprend des zones :

- d'aléa fort, moyen et faible de chute de blocs et de pierre et de glissement de terrain,
- d'aléa fort, moyen et faible de terrains hydromorphe et crue torrentielle,
- d'aléa moyen et faible d'inondation.


GAILLARD
Etrembières
Collonges
VETRAZ-MON
l'Arve
Veyrier
Commune de Monnetier - Mornex
Monnetier
Essets-Salève
Carte des aléas
de la commune de Etrembières
Légende
Degré des aléas
Zone d'aléa moyen (degré 3)
Zone d'aléa moyen (degré 2)
Zone d'aléa faible (degré 1)
Zone d'aléa négligeable
Limite communale
Nature des aléas
G : Glissement de terrain
H : Terrains Hydromorphes
P : Chute de blocs et de pierres
T : Crue Torrentielle
R : Ruissellement
N
Identification des zones
Echelle : 1/10 000

Le plan de prévention des risques inondations (PPRi) d'Etrembières a été approuvé le 19 novembre 2001.





2.2.2. RISQUES TECHNOLOGIQUES

Les risques technologiques présents sur la commune d'Etrembières sont :

- **Le transport de matières dangereuses** (TMD) : lors du transport de ce type de matières par voie routière, ferroviaire, voie d'eau ou canalisation. Ce risque est dû à la présence de plusieurs axes routiers et notamment l'A40.



Les installations classées pour l'environnement (ICPE) génératrices de risques technologiques industriels sont réparties en trois catégories :

- Les installations soumises à déclaration qui ne présentent pas de graves dangers ou inconvénients et celles dont les dangers présentés peuvent être compensés par le respect de dispositions techniques simples.
- Les installations soumises à autorisation et devant faire l'objet d'études d'impact et de dangers est celles qui présentent de graves dangers ou inconvénients.
- Les installations visées par la directive « SEVESO » sont les plus dangereuses. Elles se répartissent en deux catégories « seuil bas » et « seuil haut » selon la dangerosité et/ou la quantité des produits utilisés. Elles font l'objet de mesures particulières et d'un suivi des installations.

Sur la commune d'Etrembières, **13 ICPE sont répertoriées**, dont 7 en exploitation et 6 en fin d'exploitation avec titre. Aucune n'est classée SEVESO ou IED (directive liée aux émission industrielles).

Noms des 13 ICPE répertoriées :

- SIDEFAGE
- COLAS RHONE ALPES ETREMBIERES
- DESCOMBES PERE ET FILS (3 sites)
- DESCOMBES PERE ET FILS (en fin d'exploitation)
- DESCOMBES PERE ET FILS SARL (en fin d'exploitation, 3 sites)
- CARRIERES DU SALEVE
- CHAVAZ PERE ET FILS SARL (en fin d'exploitation)
- CHAVAZ SARL
- BETON DU SALEVE (en fin d'exploitation)

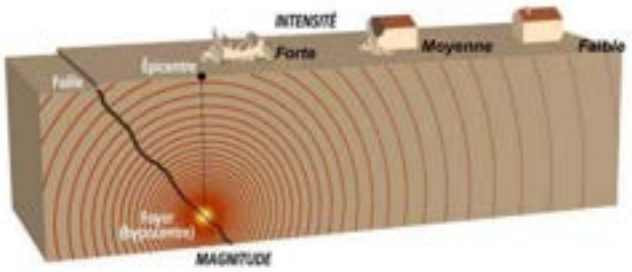


Carte des ICPE sur la commune (Source : Géorisques.gouv.fr)

2.2.3. RISQUES SISMIQUES

Depuis le 22 octobre 2010, la France dispose d'un nouveau zonage sismique divisant le territoire national en cinq zones de sismicité croissante en fonction de la probabilité d'occurrence des séismes (articles R563-1 à R563-8 du Code de l'Environnement modifiés par les décrets n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 et n° 2010-1255 du 22 octobre 2010, ainsi que par l'Arrêté du 22 octobre 2010).

Le risque sismique est présent sur la commune d'Etrembières. En effet, Etrembières est située dans une **zone de réglementation parasismique de niveau 4 associé à un aléa moyen**.



2.2.4. RISQUES DE RETRAIT ET GONFLEMENT DES SOLS ARGILEUX

Le retrait-gonflement des sols argileux concerne la France entière et constitue le second poste d'indemnisation aux catastrophes naturelles affectant les maisons individuelles. Il est causé par le gonflement, mais surtout par le retrait des argiles. L'argile, plutôt proche de l'état de saturation dans les milieux tempérés et donc avec peu de potentiel de gonflement, est responsable de mouvements importants du sol en période de sécheresse.

Les zones où l'aléa retrait-gonflement est qualifié de fort sont celles où la probabilité de survenance d'un sinistre sera la plus élevée et où l'intensité des phénomènes attendus est la plus forte.

Dans les zones où l'aléa est qualifié de faible, la survenance de sinistres est possible en cas de sécheresse importante, mais ces désordres ne toucheront qu'une faible proportion des bâtiments (en priorité ceux qui présentent des défauts de construction ou un contexte local défavorable, avec par exemple des arbres proches ou une hétérogénéité du sous-sol).

Les zones d'aléa moyen correspondent à des zones intermédiaires entre ces deux situations extrêmes.

Quant aux zones où l'aléa est estimé a priori nul, il s'agit des secteurs où les cartes géologiques actuelles n'indiquent pas la présence de terrain argileux en surface. Il n'est cependant pas exclu que quelques sinistres s'y produisent, car il peut s'y trouver localement des placages, des lentilles intercalaires, des amas glissés en pied de pente ou des poches d'altération, de nature argileuse, non identifiés sur les cartes géologiques à l'échelle 1/50 000, mais dont la présence peut suffire à provoquer des désordres ponctuels.



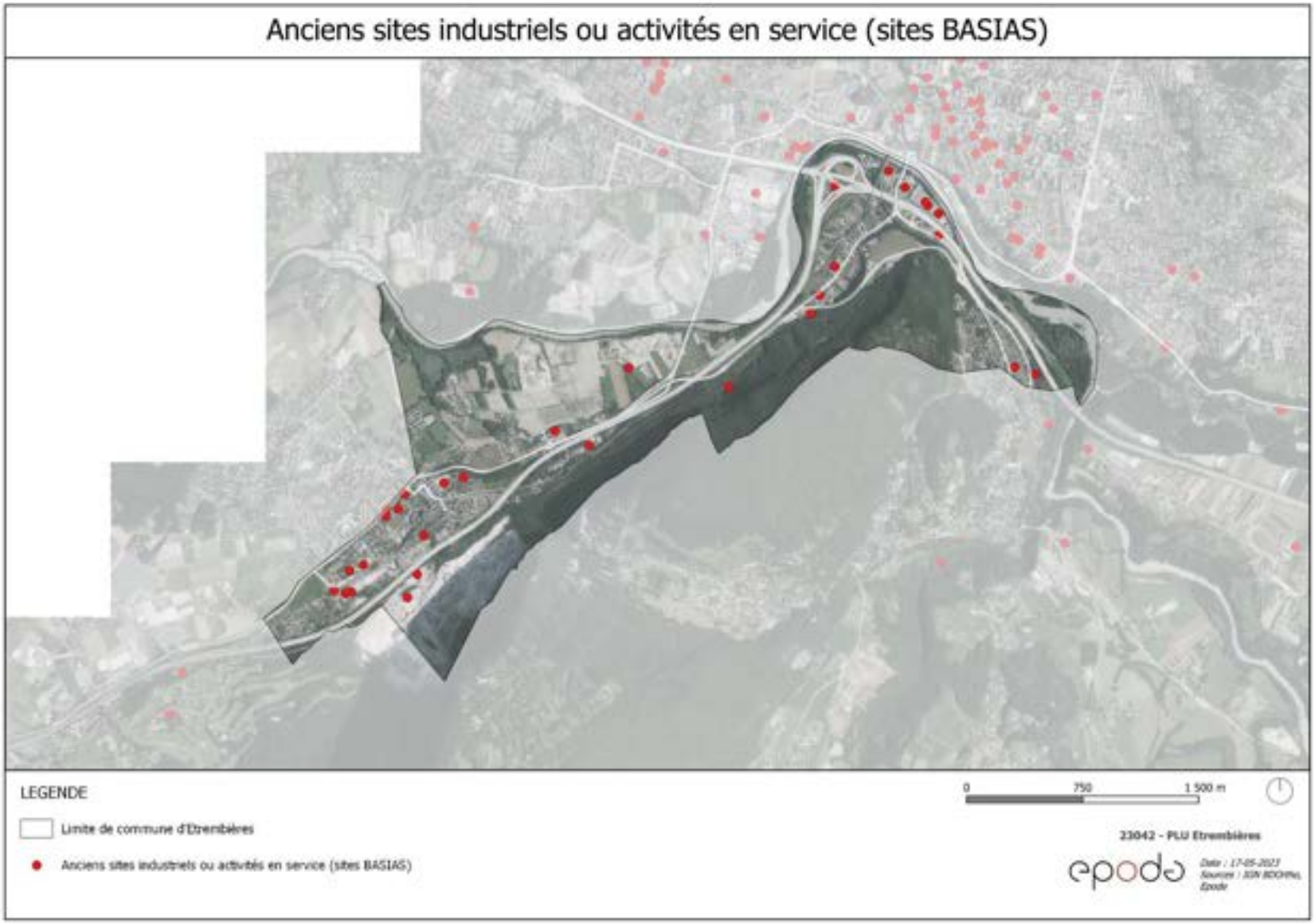
Source : BRGM

La commune d'Etrembières est concernée par un **aléa faible à moyen**, donc une exposition faible à moyenne au risque de retrait et gonflement des argiles.

2.2.5. SITES ET SOLS POLLUES

Les bases de données « BASOL » et « BASIAS » du bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) recensent l'ensemble des sites pollués ou potentiellement pollués appelant une action de l'administration. Cette base de données comporte la description du site et détaille pour chaque site les actions engagées par l'Etat.

Sur la commune d'Etrembières, au total, 30 sites sont répertoriés en tant qu'anciens sites industriels ou activités en service (sites BASIAS). Tous ces sites possèdent un identifiant sites et sols pollués (SSP) et un identifiant BASIAS. Aucun site pollué ou potentiellement pollué appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif (BASOL) n'est présent sur la commune.


Anciens sites industriels ou activités en service (sites BASIAS)
LEGENDE
Limite de commune d'Etrembières
Anciens sites industriels ou activités en service (sites BASIAS)
0
750
1 500 m
23042 - PLU Etrembières
epode

2.3. LES MILIEUX NATURELS

2.3.1. LES ZONAGES REGLEMENTAIRES

Les zonages réglementaires et contractuels sont définis par une réglementation stricte concernant l'usage de ces zones.

La commune d'Etrembières n'est pas concernée directement par une réserve naturelle (nationale ou régionale), un parc naturel (national ou régional), ou une réserve biologique.

Cependant trois sites Natura 2000 se situent en partie dans la commune, ainsi que deux arrêtés de protection de biotope (APB).

2.3.1.1. LES SITES NATURA 2000

Le réseau Natura 2000 a pour objectif de contribuer à préserver la diversité biologique sur le territoire de l'Union européenne. Il assure le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels et des habitats d'espèces de la flore et de la faune sauvage d'intérêt communautaire. Le réseau Natura 2000 est appelé à devenir un outil d'aménagement du territoire et de promotion d'une utilisation durable de l'espace.

L'ordonnance du 11 avril 2001, intégré au Code de l'Environnement, achève la transposition en droit français des directives "Oiseaux" et "Habitats" et donne un véritable cadre juridique à la gestion des sites Natura 2000. Ces deux directives donnent lieux à deux types de site Natura 2000 :

- les Zones de Protection Spéciales (ZPS) lié à la directive « Oiseaux » (79/409/CEE du 2 avril 1979) qui cible 181 espèces et sous-espèces menacées ;
- les Zones Spéciales de Conservation (ZSC) lié à la directive « Habitat » (92/43/CEE du 21 mai 1992) qui répertorie les habitats naturels, espèces animales et espèces végétales présentant un intérêt communautaire et nécessitant une protection.

Les zones Natura 2000 identifiées dans la commune sont représentées dans le tableau ci-dessous.

Sites Natura 2000 présents dans la commune d'Etrembières

Site Natura 2000
ZSC n°FR8201712 - Le Salève
ZSC n°FR8201715 - Vallée de l'Arve
ZPS n°FR8212032 - Vallée de l'Arve

Description de la ZSC n°FR8201712 - Le Salève

(Source : Fiche Natura 2000, INPN).

Ce site s'étend sur une superficie totale de 4427 ha, entre 420 et 1380 m d'altitude. Il s'étend sur les communes d'Archamps, Beaumont, Bossey, Collonges-sous-Salève, Cruseilles, Étrembières, Monnetier-Mornex, Muraz, Présilly, Saint-Blaise, Sappey, Vovray-en-Bornes..

Les habitats naturels principaux comprennent des « Forêts caducifoliées», des « Forêts mixtes », et des « Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées ». La richesse du milieu naturel de ce massif est essentiellement liée à sa diversité aussi bien en termes de conditions climatiques que géologiques, de son relief et de son exposition. Ces

conditions abiotiques ne sont pas les uniques facteurs explicatifs de cette richesse. En effet la présence de l'Homme depuis des millénaires sur le massif (moins 12000 avant JC) est à l'origine d'une mosaïque diversifiée de milieux (activité pastorale, exploitation forestière, exploitation des sables pour la fabrication du verre et du fer, viticulture). Les activités humaines ayant eu cours sur le site ont structuré le paysage et ont su lui attribuer cette identité si particulière tant recherchée par les citadins des alentours, de Genève et d'Annemasse.

Sa grande richesse en habitats naturels inscrits à l'annexe I de la Directive Habitats (14 habitats d'intérêt communautaire, dont 4 prioritaires) et sa richesse en habitats d'espèces (11 espèces inscrites à l'annexe II de la Directive Habitats) ont conduit à sa désignation comme site d'intérêt communautaire.

L'influence méridionale est ici très marquée du fait de la position excentrée du Mont Salève par rapport à l'axe alpin. Ceci s'exprime par la présence de prairies sèches riches en orchidées puisque plus d'une vingtaine d'espèces y est connue et notons la présence localement de buis. La position de ce massif à mi-chemin entre le Jura et les Alpes lui confère également un rôle de pont ou de corridor important notamment pour le Lynx observé dans la région depuis les années 1980 et observé régulièrement au Salève depuis 2000. Les observations entre Vuache, Salève, Mandallaz et Bornes laissent penser que le Salève se trouve sur l'un des axes principaux d'échanges entre la population jurassienne et alpine du Lynx.

Description de la ZSC n°FR8201715 - Vallée de l'Arve

(Source : Fiche Natura 2000, INPN).

Ce site s'étend sur une superficie totale de 757 ha, entre 390 et 470 m d'altitude. Il s'étend sur les communes d'Arenthon, Arthaz-Pont-Notre-Dame, Bonneville, Contamine-sur-Arve, Étrembières, Gaillard, Marignier, Marnaz, Monnetier-Mornex, Nangy, Reignier-Ésery, Saint-Pierre-en-Faucigny, Scientrier, Thyez, Vougy.

Les habitats naturels principaux comprennent des « Forêts caducifoliées » et des « Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes) ».

La richesse écologique du site Natura 2000 est à mettre en lien avec la rivière et son caractère torrentiel. Cette dynamique façonne des peuplements pionniers spécifiques aux cours d'eau alpins comme les bancs à petite massette autant que des forêts alluviales à bois tendre ou à bois durs. Or depuis plusieurs décennies, voire plusieurs siècles, l'Arve et ses berges ont été remodelés dans le but de répondre aux enjeux du moment (endiguement pour protéger les biens et les personnes, exploitation des granulats...). La dynamique alluviale a ainsi régressé sur la vallée de l'Arve et, avec elle, les cortèges d'habitats et d'espèces associées. Néanmoins, si le site a parfois été malmené par le passé, via les extractions de matériaux ou le dépôt de décharge, la nature a, dans bien des zones, repris ses droits et abrite désormais une biodiversité importante. Les étangs issus des anciennes ballastières attirent notamment des espèces rares comme le Blongios nain. Si ces milieux ne sont, initialement, pas spécifiques à la vallée, ils jouent désormais un rôle important dans la conservation de ces espèces de plans d'eau dont les habitats tendent à disparaître avec l'artificialisation des sols, la disparition des zones humides.

On retrouve ainsi sur ce site 13 habitats communautaires (Annexe I de la directive « Habitat ») dont 2 sont prioritaires et 14 espèces de faune et de flore d'intérêt communautaire (Annexe II de la directive « Habitat »).

Description de la ZPS n°FR8212032 - Vallée de l'Arve

(Source : Fiche Natura 2000, INPN).

Cette zone de protection spéciale a le même zonage que la ZSC du même nom n° FR8201715. Le fort intérêt avifaunistique de ce site, lié en particulier à la présence de nombreuses ballastières qui se sont aujourd'hui renaturées, à conduit à son classement en au titre de la directive « Oiseaux » en plus du classement au titre de la directive « Habitat ».

2.3.1.2. LES ARRETES PREFECTORAUX DE PROTECTION DE BIOTOPE

L'objectif de ces APPB est de prévenir la disparition des espèces protégées (espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées) par la prise de mesures de conservation des biotopes/habitats nécessaires à leur alimentation, leur reproduction, leur repos ou leur survie.

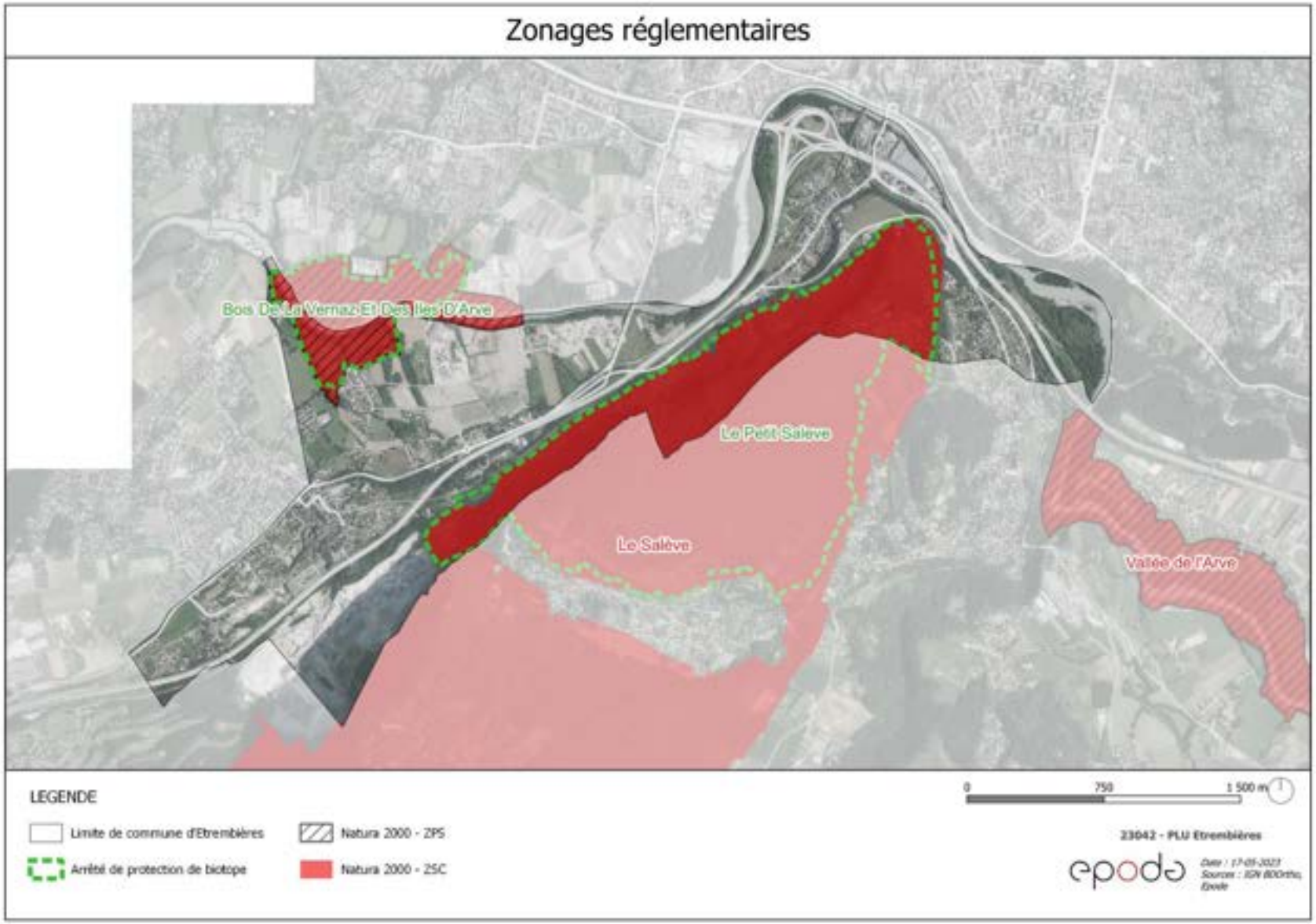
Un biotope est une aire géographique bien délimitée, caractérisée par des conditions particulières (géologiques, hydrologiques, climatiques, sonores, etc). Il peut arriver que le biotope soit constitué par un milieu artificiel (combles des églises, carrières), s'il est indispensable à la survie d'une espèce protégée. Cette réglementation vise donc le milieu de vie d'une espèce et non directement les espèces elles-mêmes.

L'arrêté de protection de biotope est actuellement la procédure réglementaire la plus souple et la plus efficace pour préserver des secteurs menacés. Régis par les articles L 411-1 et L. 411-2 et la circulaire du 27 juillet 1990 relative à la protection des biotopes nécessaires aux espèces vivant dans les milieux aquatiques, les arrêtés de protection de biotope sont pris par le Préfet de département. Cet arrêté établit, de manière adaptée à chaque situation, les mesures d'interdiction ou de réglementation des activités pouvant porter atteinte au milieu (et non aux espèces elles-mêmes relevant déjà d'une protection spécifique au titre de leur statut de protection) : pratique de l'escalade ou du vol libre pendant une période définie, écobuage, circulation des véhicules à moteur, travail du sol, plantations, etc.

Deux APPB sont présent sur la commune d'Etrembières.

Le premier est l'APPB n°FR3800226 nommé « Petit Salève ». Cet APPB a été créé en 1988 et il s'étend sur 210 ha.

Le second est l'APPB n° FR3800607 nommé « Bois de la Vernaz et îles d'Arves ». Créé en 2002, cet APPB s'étend sur 35 ha.


Zonages réglementaires
Bois De La Vernaz Et Des Iles D'Arve
Le Petit Salève
Le Salève
Vallée de l'Arve
LEGENDE
Limite de commune d'Etrembières
Arrêté de protection de biotope
Natura 2000 - ZPS
Natura 2000 - ZSC
0
750
1 500 m
23042 - PLU Etrembières
epode

2.3.2. LES ZONAGES D'INVENTAIRES

Les zonages d'inventaires sont à caractère d'inventaire scientifique, sans portée réglementaire. Ces zones regroupent les ZNIEFF (Zone d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique) de type I et II selon les espèces présentes dans le secteur et la surface considérée, ainsi que les Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO).

On distingue deux types de ZNIEFF :

- Les ZNIEFF de type I, d'une superficie généralement limitée, défini par la présence d'associations d'espèces ou de milieux rares, protégés et bien identifiés. Elles correspondent à un enjeu de préservation des biotopes concernés.
- les ZNIEFF de type II, qui sont de grands ensembles naturels riches et peu modifiés ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Les zones de type II peuvent inclure une ou plusieurs zones de type I.

Les ZNIEFF n'ont pas de portée réglementaire directe. Elles ont le caractère d'un inventaire scientifique.

Sur la commune d'Etrembières, deux ZNIEFF de Type I et deux ZNIEFF de Type II sont présentes sur la commune.

ZNIEFF présentes dans la commune d'Etrembières

ZNIEFF
ZNIEFF de type II n°820031533 « Ensemble fonctionnel de la rivière Arve et de ses annexes »
ZNIEFF de type II n° 820031547 « Mont Salève »
ZNIEFF de type I n°820031531 « Complexe d'anciennes gravières et forêt riveraine de l'Arve à la frontière Suisse »
ZNIEFF de type I n°820031536 « Le Salève »

Description de la ZNIEFF de type II n°820031533 « Ensemble fonctionnel de la rivière Arve et de ses annexes »

(source : Fiches ZNIEFF, INPN)

Cette ZNIEFF de type II s'étend sur 5600 ha sur 32 communes, entre 390 et 1130 m d'altitude.

Cette zone naturelle intègre l'ensemble fonctionnel formé par le cours moyen de l'Arve entre la Plaine de Sallanches et l'agglomération genevoise, ainsi que la plus grande partie de son principal affluent : le Giffre. Elle inclut leurs annexes fluviales et les zones humides voisines.

En dépit des aménagements hydrauliques de grande ampleur réalisés, notamment sur l'Arve (endiguements...), ainsi que des modifications induites par l'extraction des matériaux alluvionnaires, l'ensemble conserve un grand intérêt naturaliste, avec une juxtaposition de biotopes humides d'eau courante ou stagnante (vasières, "îlages" graveleux, anciennes gravières...) ou beaucoup plus secs sur les terrasses latérales.

Le Giffre conserve par ailleurs un caractère torrentiel affirmé, avec un « espace de liberté » important, favorisant le maintien d'un large cordon de forêts alluviales.

Outre plusieurs types d'habitats remarquables (eaux oligotrophes pauvres en calcaire...), on observe ici une flore très représentative de certains cours d'eau alpins torrentiels (Saule faux daphné et surtout Petite Massette, espèce en forte régression à l'échelle européenne et pour laquelle cet ensemble demeure un bastion important...), des terrasses alluviales sèches (Aster amelle, Erythrée élégante, Fétuque du Valais, Orchis punaise...), ou des zones humides et plans d'eau (Inule de Suisse, Germandrée des marais, Pesse d'eau, Grande Naïade...).

La faune est très caractéristique qu'il s'agisse des poissons (Brochet, Ombre commun...) des mammifères (Castor d'Europe, Putois, Crossopes aquatique et de Miller, chiroptères...), des oiseaux (ardéidés, Chevalier guignette, Harle bièvre, anatidés nicheurs ou stationnant, fauvettes aquatiques...) ou des batraciens (crapaud Sonneur à ventre jaune...). L'ensemble se caractérise également par une très grande richesse en libellules.

Ce zonage de type II souligne les multiples interactions existantes au sein de ce réseau fluvial, dont les tronçons abritant les habitats ou les espèces les plus remarquables sont retranscrits par la présence de ZNIEFF de type I.

Cette zone constitue un corridor écologique pour la faune (Castor d'Europe, Ombre commun...) et même la flore colonisant les secteurs alluviaux (Petite Massette), ainsi qu'une zone d'échange avec le fleuve Rhône à l'aval. Elle joue également un rôle de zone de passage, d'étape migratoire, de zone de stationnement, mais aussi de zone de reproduction pour certaines espèces (frayères à Brochet...), dont celles précédemment citées.

<u>Description de la ZNIEFF de type II n° 820031547 « Mont Salève »</u>

(source : Fiches ZNIEFF, INPN)

Cette ZNIEFF de type II est répartie sur 14 communes pour une surface totale de 5026 ha.

Long d'une vingtaine de kilomètres, le Salève est le principal maillon d'un lourd anticlinal faillé et divisé en plusieurs tronçons (auquel appartient également la Montagne de la Mandallaz), géologiquement plutôt rattaché à l'arc jurassien.

Très dissymétrique, Il oppose un versant Est (aux pentes assez douces) et un versant Ouest (rocheux et presque vertical). Une succession de décrochements de faille transversaux coïncide par ailleurs avec des falaises bien exposées, très favorables à l'installation d'espèces à affinités méridionales (le Vautour percnoptère a niché autrefois ici, en limite extrême de son aire de répartition).

En dépit d'une altitude modeste (il n'atteint pas 1400 m), le Salève présente ainsi une grande variété de milieux naturels remarquable, jouant un rôle d'avant-poste pour de nombreuses espèces de faune et de flore. Il bénéficie d'une bonne connaissance sur le plan naturaliste.

En matière d'habitats, on y observe de belles pelouses calcaires semi-arides. S'agissant de la flore, quelques espèces peuvent être citées, telle que des espèces alpines en limite d'aire (Clématite des Alpes, Pulsatille de Haller...), des plantes inféodées aux milieux secs (Trinie glauque, Œillet girofle), le Cyclamen d'Europe, ou une grande variété d'épipactis.

La faune est riche de nombreux oiseaux rupicoles (Faucon pèlerin...), ongulés (Chamois) ou batraciens (crapaud Sonneur à ventre jaune...).

L'ensemble remplit une évidente fonction de corridor écologique, formant l'une des principales liaisons naturelles entre les massifs subalpins et l'arc jurassien. C'est d'autant plus vrai qu'il communique avec la chaîne du Vuache par le seuil de la « Montagne de Sion », resté encore à l'écart de l'urbanisation genevoise, ainsi qu'avec ses satellites méridionaux successifs

(Montagne de Mandallaz, Montagne d'Age...) en bordure de l'agglomération d'Annecy.

Le zonage de type II traduit ainsi particulièrement les fonctionnalités naturelles liées à la préservation des populations animales ou végétales, en tant que corridor écologique, mais aussi zone d'alimentation ou de reproduction pour de nombreuses espèces, dont celles précédemment citées.

La sur-fréquentation des grottes, le vandalisme des concrétions peuvent de plus rendre le milieu inapte à la vie des espèces souterraines. Les aquifères souterrains sont sensibles aux pollutions accidentelles ou découlant de l'industrialisation, de l'urbanisation et de l'agriculture intensive.

L'ensemble présente par ailleurs un grand intérêt paysager, géologique, géomorphologique, biogéographique (avec les stations botaniques en situation marginale) et pédagogique du fait de la proximité de l'agglomération genevoise et de ses établissements universitaires, qui lui vaut d'être particulièrement étudié par les naturalistes et géologues locaux.

Description de la ZNIEFF de type I n°820031531 « Complexe d'anciennes gravières et forêt riveraine de l'Arve à la frontière Suisse »

(source : Fiches ZNIEFF, INPN)

D'une surface de 60 ha, cette ZNIEFF de type I est à cheval entre la commune du Gaillard et Etrembières.

A son niveau, l'Arve montre une nouvelle facette en s'étalant dans un large lit avant de reprendre un cours de méandres serrés en territoire genevois.

Le bois de la Vernaz est un lambeau de forêt riveraine qui atteste de ce passé récent. En revanche, les "Iles" d'Etrembières ne témoignent plus que par la toponymie du cours changeant de l'Arve. Ici aussi, l'exploitation de "l'or gris" (sables et graviers) a profondément marqué le paysage : endiguement, enfoncement de la ligne d'eau, grands plans d'eau de gravières abandonnées reconquis par la végétation naturelle. L'ensemble conserve néanmoins un fort intérêt naturaliste, qu'il s'agisse de la présence d'habitats naturels, de plantes remarquables ou d'animaux tels que Castor d'Europe, oiseaux paludicoles ou libellules. La préservation d'un tel ensemble est un enjeu important dans le contexte suburbain local.

Cette zone comporte ainsi un peu moins de 50 espèces déterminantes ZNIEFF et un habitat déterminant (la « Forêts mixtes de Chênes, d'Ormes et de Frênes des grands fleuves »).

Description de la ZNIEFF de type I n°820031536 « Le Salève »

(source : Fiches ZNIEFF, INPN)

Cette ZNIEFF de type I s'étend sur 3354 ha sur 13 communes, entre 410 et 1380 m d'altitude.

Le Salève est un chaînon calcaire rattaché aux Préalpes mais d'allure jurassienne, qui s'étire sur plus de quinze kilomètres entre Annemasse au Nord-Est et Cruseilles au Sud-Ouest. Il oppose un versant en pente assez douce et un versant ouest rocheux et presque vertical. Une très ancienne cluse de l'Arve sépare le Petit Salève (857 m d'altitude) du Grand Salève qui culmine à 1380 m. Le sommet forme un long et étroit plateau recouvert de pâturages parsemés de quelques fermes.

Le versant Est est recouvert de forêts (hêtraie à orchidées, hêtraie-sapinière, boisements de chêne en expositions chaudes ...). Le versant "genevois" est également boisé ; on y remarque la présence de quelques îlots de pin à crochets. Il est traversé au nord par d'imposantes barres rocheuses qui lui procurent un cachet particulier. De nombreux éboulis se sont constitués au pied de ce versant rocheux, certains plus ou moins actifs et faiblement végétalisés (Beaumont), d'autres recouverts par la végétation et largement exploités de nos jours, comme ceux du Pas de l'Echelle à Etrembières.

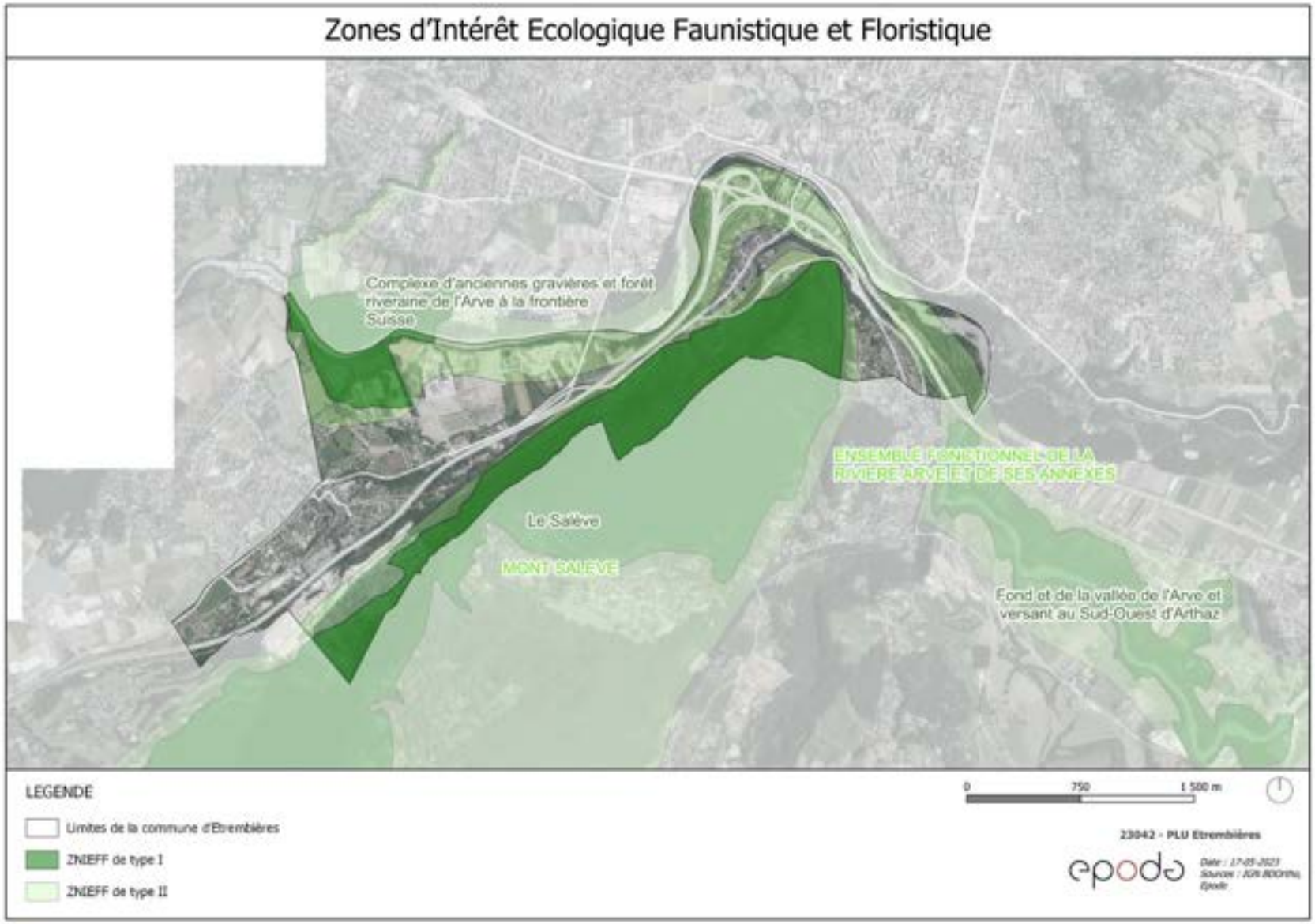
Majoritairement calcaire, le Salève offre sur son versant est quelques placages de grès éocènes et oligocènes siliceux et sur quelques points

(notamment au Petit Salève) des matériaux cristallins d'origine glaciaire. Il s'ensuit la présence d'îlots de végétation silicicole abritant quelques plantes

de grand intérêt, au sein d'un vaste massif à flore très majoritairement calcicole.

Le Salève souffre d'un manque d'eau notamment sur le plateau sommital. Les rares zones humides du massif (mares-abreuvoir des pâturages, et une seule tourbière connue) en sont d'autant plus précieuses, entre autres en raison de leur végétation caractéristique. Le Salève a été intensément prospecté depuis le XIXème siècle, notamment par les naturalistes genevois. On peut donc le considérer comme très bien connu, qu'il s'agisse des milieux naturels ou des espèces animales et végétales (en tout cas dans les groupes les plus usuels).

Cette zone comporte ainsi un peu plus de 130 espèces déterminantes ZNIEFF et 4 habitats déterminants (la « Forêts mixtes de Chênes, d'Ormes et de Frênes des grands fleuves »).


Zones d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique
Complexe d'anciennes gravières et forêt riveraine de l'Arve à la frontière Suisse
ENSEMBLE FONCTIONNEL DE LA RIVIERE ARVE ET DE SES ANNEXES
Le Salève
MONT SALEVE
Fond et de la vallée de l'Arve et versant au Sud-Ouest d'Arthaz
LEGENDE
Limites de la commune d'Etrembières
ZNIEFF de type I
ZNIEFF de type II
0
750
1 500 m
23042 - PLU Etrembières
epode

2.3.3. LES ZONES HUMIDES ISSUES DE L'INVENTAIRE DEPARTEMENTAL

La définition générale de la zone humide inscrite dans le code de l'environnement, via son article L211- 1, répondant à l'objectif législatif de gestion équilibrée et durable de la ressource en eau est la suivante : *« les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ».*

Le plan national pour les milieux humides 2022-2026 identifie 5 services rendus par les milieux humides

- Ils absorbent et stockent l'eau et diminuent l'intensité des crues et inondations et les épisodes de canicules
- Ils alimentent les nappes phréatiques et les cours d'eau, retardent les effets de sécheresses et préservent la ressource en eau
- Ils captent de grandes quantités de carbone encore plus que les forêts
- Ils procurent des îlots de fraîcheur en milieu urbain

Ce sont des réservoirs de biodiversité dont dépendent de très nombreuses espèces.

Une partie des zones humides de la commune d'Etrembières correspondent aux ripisylves de l'Arve.

Les zones humides de type **ripisylves jouent un rôle écologique majeur pour le maintien des écosystèmes aquatiques et terrestres reliés**. Ces zones permettent, par une formation d'arbres et d'arbustes le long des cours d'eau, de stabiliser les berges et de purifier l'eau.

Elles sont établies sur un substrat alluvionnaire instable et varié où l'humidité et la fertilité du sol favorisent l'établissement d'essences à croissance rapide.



L'Arve et sa ripisylve, Epode, 05/05/2023

D'autres zones humides sont présentes sur la commune et ont fait l'objet d'une prospection par Ecovia en 2021.

La zone humide au niveau de la fontaine Jules de César a réduite en taille depuis l'inventaire par ASTERS en 1997. En effet, en 1997 le secteur n'était pas totalement en eau contrairement à maintenant où seules les roselières en bordure du plan d'eau correspondent à une zone humide.





Fontaine Jules de César et sa zone humide, Epode, 05/05/2023

La zone humide « Source des Eaux Belles Ouest / Douane Sud » (74ASTERS2158) identifié par le CEN 74 correspond en réalité à la station de pompage d'eau potable. Cette zone ne rentre donc pas dans les critères de définition des zones humides.

Trois zones humides potentielles ont été prospectées.

La zone humide potentielle la plus au Nord rentre dans les critères de définition d'une zone humide. C'est un bassin de rétention des eaux de ruissèlement provenant de l'autoroute. A cause de son caractère artificialisé, de ses clôtures et des berges abruptes, cette zone humide ne

semble pas très attractive pour la faune et la flore. Sa petite roselière pourrait tout de même être utilisée pour la reproduction d'amphibien.



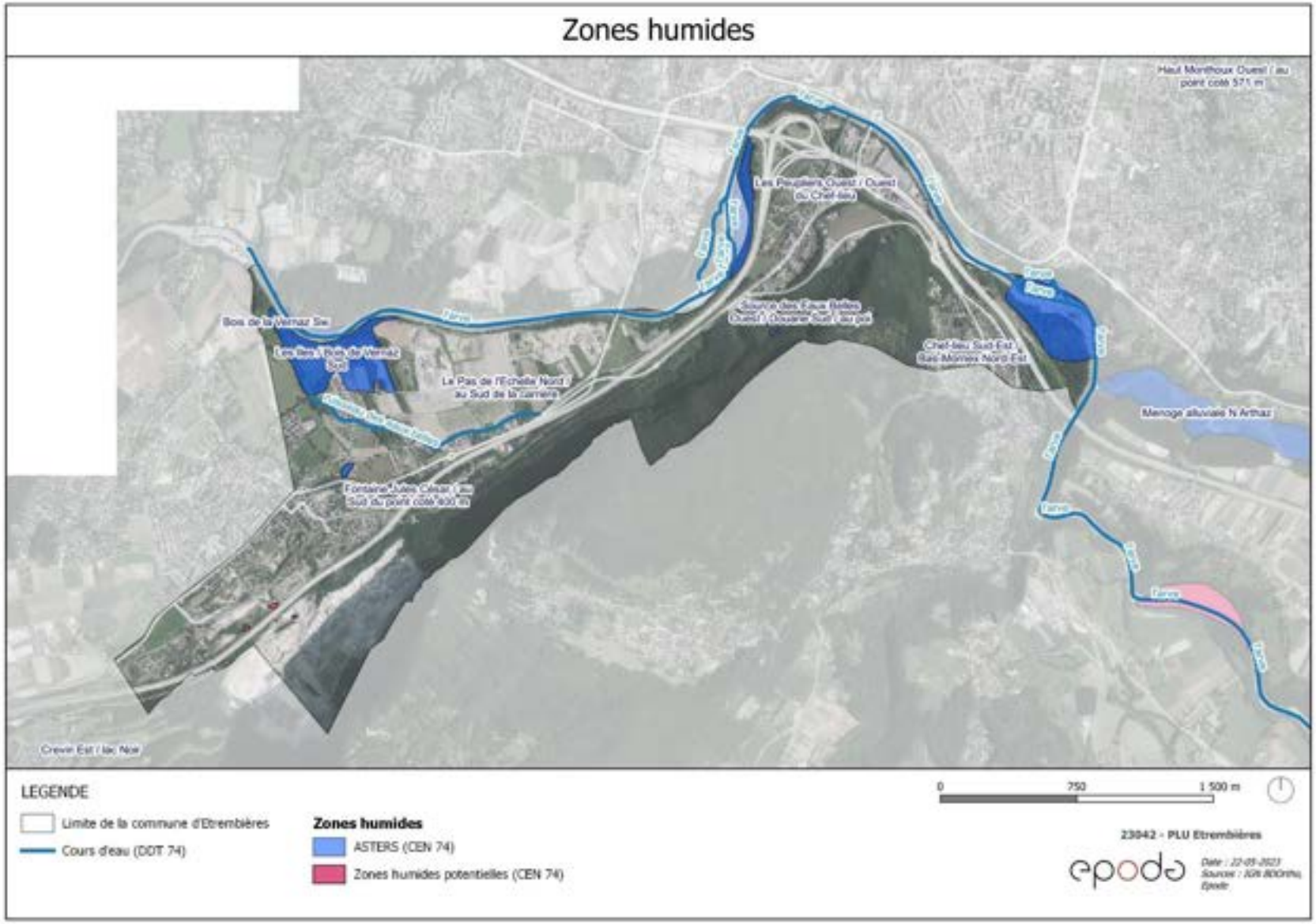
Zone humide potentielle (Nord), Epode, 05/05/2023

La zone humide potentielle la plus à l'Ouest rentre également dans les critères de définition d'une zone humide. Une roselière est présente. Cependant la zone est coincée entre l'autoroute et les carrières ce qui limité sa fonctionnalité et son intérêt écologique.



Zone humide potentielle (Ouest), Epode, 05/05/2023

La zone humide potentielle située dans une carrière de la commune ne rentre pas dans la définition d'une zone humide de par son caractère artificialisé. Elle sert pour le nettoyage des camions.


Zones humides
Haut Monthoux Ouest / au point coté 571 m
Les Peupliers Ouest / Ouest du Chef-lieu
Bois de la Vernaz Sw
Les Bas / Bois de Vernaz Sud
Le Pas de l'Echelle Nord / au Sud de la carrière
Source des Eaux Belles Ouest / Source Sud / au pré
Chef-lieu Sud-Est / Les Moraix Nord-Est
Menoge alluviale N Arthaz
Fontaine Jules César / au Sud du point coté 800 m
Creuse Est / lac Nw
LEGENDE
Limite de la commune d'Etrembières
Cours d'eau (DDT 74)
Zones humides
ASTERS (CEN 74)
Zones humides potentielles (CEN 74)
0
750
1 500 m
23042 - PLU Etrembières
epode


Zones humides potentielles
LEGENDE
Limite de la commune d'Etrembières
Cours d'eau (DDT 74)
Zones humides potentielles (CEN 74)
0
100
200 m
23042 - PLU Etrembières
epode

2.3.4. LES HABITATS NATURELS

Les photographies sont issues du terrain réalisé par EPODE en mai 2023.

Divers habitats naturels sont présents sur la commune d'Etrembières. L'identification de ces groupes d'habitats naturels se base sur une étude bibliographique des données, de la photo-interprétation et une journée de prospection sur la commune.

2.3.4.1. LES MILIEUX ROCHEUX : PAROIS ROCHEUSES, EBOULIS ET CARRIERES

Les milieux rocheux comprennent différents types d'habitats tels que des parois, des dalles rocheuses et des éboulis. Ce sont des habitats que l'on retrouve en bordure Sud-Est de la commune. La flore est généralement spécialisée, soumise à de forts contrastes thermiques. Ces milieux accueillent surtout une flore particulière adaptée à des conditions extrêmes avec des espèces pionnières.

La flore se développe principalement dans des fissures et s'installe avec très peu de quantité de terre et de sol. Ces espèces végétales adoptent des stratégies pour vivre sur des milieux plus ou moins verticaux. Les parois rocheuses constituent également des gîtes et des habitats de reproduction pour les oiseaux rupestres et certaines espèces de Chiroptères.



Parois rocheuses et carières, Etrembières, Epode, 05/05/2023

2.3.4.2. LES PRAIRIES MESOPHILES

Certaines de ces prairies sont probablement fauchées.

Cet habitat est répandu et commun mais participe tout de même à une mosaïque d'habitats ouverts. Riche en fleurs, il contribue à une diversité entomologique intéressante. Il constitue également une zone de chasse appréciée de l'avifaune et des chiroptères.

Une tendance globale à la fermeture des milieux est observée pour ces prairies mésophiles de fauche et de pâture. Leurs surfaces tendent à diminuer dû à la fermeture des espaces, les forêts progressent actuellement. Généralement entretenues par l'exploitation agricole, leur

qualité écologique est dépendante de celle-ci. Ces milieux sont en majorité semi-naturels et subissent une forte pression anthropique.



Prairies mésophiles, Etrembières, Epode, 05/05/2023

2.3.4.3. LES CULTURES

Les espaces agricoles cultivés sont principalement situés entre l'Arve et le lieu-dit Pas de l'Echelle.



Cultures, Etrembières, Epode, 05/05/2023

2.3.4.4. LES BOISEMENTS MIXTES

Les boisements mixtes sont composés d'essences comprenant un mixtes de feuillus. Ces boisements, sur la commune d'Etrembières se situent au niveau des espaces boisés en ville, à proximité des ripisylves en bordure de cours d'eau et au niveau du massif du Salève.

2.3.4.5. LES HABITATS NATURELS HUMIDES : RIPISYLVES, ZONES HUMIDES ET PLAN D'EAU

Les habitats naturels humides se localisent sur la commune d'Etrembières autour de l'Arves ainsi qu'un niveau de quelques zones humides dispersé dans la commune. Les ripisylves correspondent aux végétations installées sur les berges des cours d'eau. Ce sont des habitats sensibles et de haute importance écologique. En effet les ripisylves constituent un élément écologique paysager essentiel dans le maintien des trames vertes et bleues au sein de la commune. Elles peuvent servir de zones de reproduction pour certaines espèces aquatiques avec de nombreux abris constitués de racines, de roches, et de cavités. Les ripisylves constituent une zone de transition entre le cours d'eau, les forêts, les prairies agricoles et les zones urbanisées.

Leur surface est à préserver et permet de créer des zones d'expansion des crues. De nombreux espèces végétales hygrophiles se développent dans ces milieux telles que par exemple des espèces de joncs, des saules, des aulnes.



L'Arve et sa ripisylve, Epode, 05/05/2023

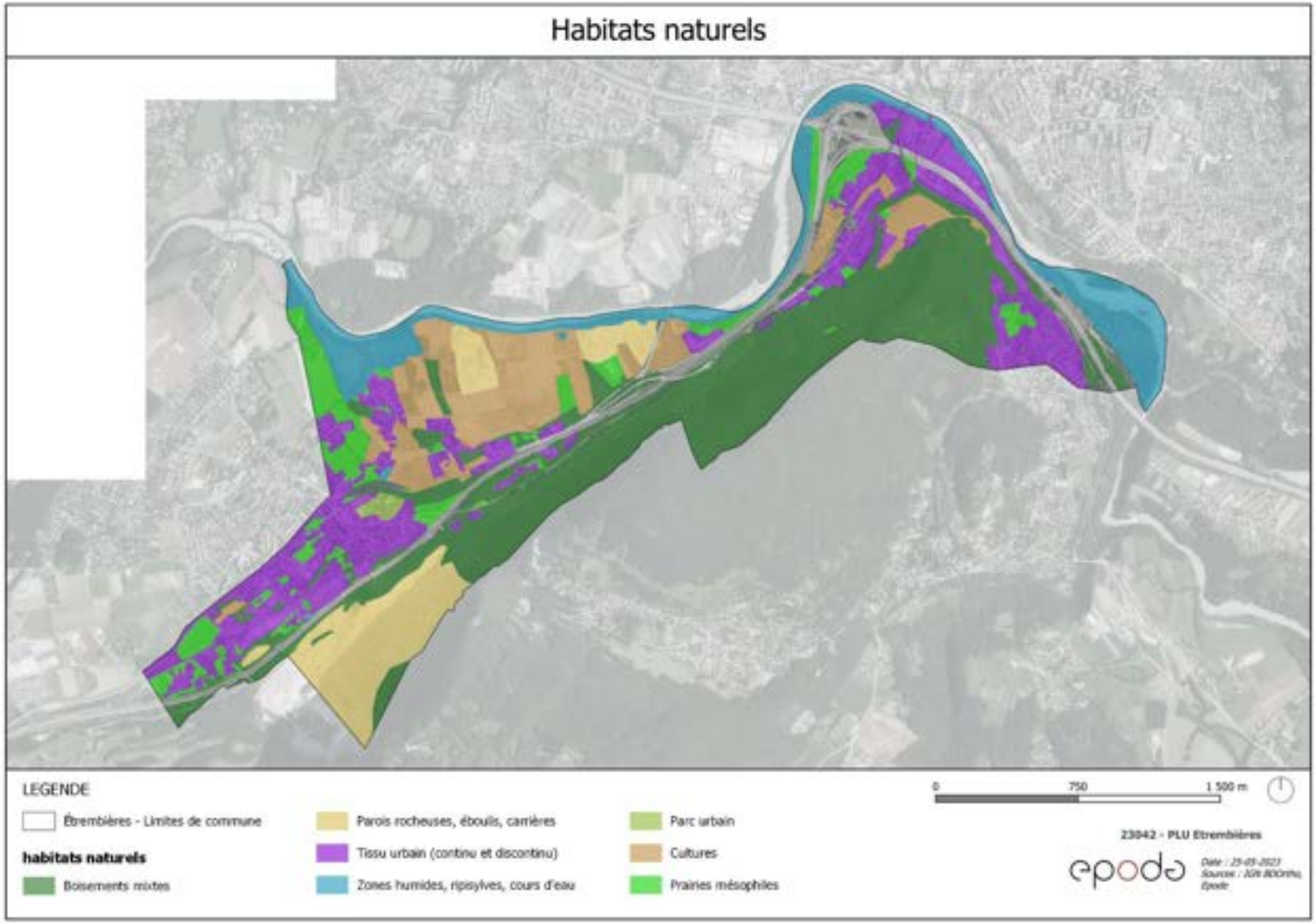
2.3.4.6. LES PARCS URBAINS

Les parcs urbains sont des espaces verts composés d'une pelouse régulièrement entretenu et de quelques arbres. Ces espaces ont une fonction récréative, culturelle et environnementale. Des zones spécifiques peuvent y être intégrées telle que les aires de jeux pour enfants.

2.3.4.7. LES ZONES RURALES ET LE TISSU URBAIN DISCONTINU

Les espaces comprenant notamment le centre-ville sont structurés par des bâtiments et des constructions. Les surfaces artificielles sont en mélange avec des surfaces végétalisées et du sol nu.

La végétation associée aux zones rudérales comprend des plantations (vergers, jardins) mais également une strate herbacée anthropisée avec de nombreuses espèces de Poacées (Pâturin commun, Dactyle aggloméré, …).


Habitats naturels
LEGENDE
Étrembières - Limites de commune
habitats naturels
Boisements mixtes
Parois rocheuses, éboulis, carrières
Tissu urbain (continu et discontinu)
Zones humides, ripisylves, cours d'eau
Parc urbain
Cultures
Prairies mésophiles
0
750
1 500 m
23042 - PLU Etrembières
epode

2.3.5. LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

2.3.5.1. LES HABITATS NATURELS

Le territoire de la commune d'Etrembières est constitué en majorité par des milieux naturels de plaine.

Le maintien des habitats ouverts comme les prairies mésophiles permet de fournir une diversité d'habitats et favorise le maintien de la biodiversité sur le territoire. La présence du boisement au pied et sur le massif du Salève contribue également à la diversité des habitats présents sur la commune.

La commune montre également la présence de zones humides sur les rives des cours d'eau traversant le territoire. Ces différents milieux possèdent une valeur patrimoniale forte, mais aussi fonctionnelle. Ils sont favorables à une faune et une flore remarquable et doivent être préservés. Ces milieux d'un intérêt écologique majeur sont très sensibles et subissent des dégradations liées l'activité humaine. Le surpâturage, le drainage ou encore l'apport d'engrais dans les prairies et cultures limitrophes peuvent participer à la dégradation de ces milieux.

2.3.5.2. LA FAUNE

Les données bibliographiques provenant de l'Observatoire Régional de la Biodiversité et d'OpenObs ont été analysées. Seules les données possédant une localisation précise et dont l'ancienneté ne dépasse pas les 5 ans sont prises en compte. D'après ces données plusieurs espèces remarquables ont pu être observées sur la commune d'Etrembières.

Les reptiles et amphibiens

Des espèces protégées nationalement ont été observées à Etrembières tel que le **Lézard à deux raies** (*Lacerta bilineata*), l'**Orvet fragile** (*Anguis fragilis*), la **Salamandre tachetée** (*Salamandra salamandra*), le **crapaud commun** (*Bufo bufo*), mais ces espèces sont en statut « Préoccupation mineure » sur la liste rouge la région.

Les insectes

Deux espèces d'odonates classées « En danger » sur la liste rouge Rhône-Alpes ont été observées a Etrembières.

La **Leucorrhine à front blanc** (Leucorrhinia albifrons) est une libellule fréquentant les plans d'eau douce comportant une végétation abondante. Elle est également protégée nationalement.



Leucorrhine à front blanc (Leucorrhinia albifrons)
Source photo : INPN

L'**Agrion joli** (*Coenagrion pulchellum*) est une demoiselle. Les demoiselles se distingue des libellules au sens strict par un corps plus grêle et par leurs ailes généralement repliées au repos. Elle fréquente les plans d'eau douce comportant une végétation abondante.



Agrion joli (Coenagrion pulchellum)
Source photo : INPN

Les mammifères

Des espèces en statut « Préoccupation mineure » sur la liste rouge la région et de la France mais étant protégées nationalement sont présentes, tel que l'**Écureuil roux** (*Sciurus vulgaris*) ou le **Castor d'Eurasie** (*Castor fiber*).

Les oiseaux

De nombreux oiseaux protégées nationalement et comportant un statut « Vulnérable » ou pire ont été observées.

La **Bécassine des marais** (*Gallinago gallinago*) est une espèce limicole en statut « Danger critique » dans la région et en France. Cette espèce est fortement impactées par la disparition des zones humides.



Bécassine des marais (Gallinago gallinago)
Source photo : INPN

Le **Blongios nain** (*Ixobrychus minutus*) est en statut « En danger critique » dans la région et est en statut « En danger » en France. C'est le plus petit des hérons européens.



Blongios nain (Ixobrychus minutus)
Source photo : INPN

La **Sarcelle d'hiver** (*Anas crecca*) et le **Milan royal** (*Milvus milvus*) sont tous les deux en statut « En danger critique » dans la région et en statut « Vulnérable » en France.

La **Sarcelle d'hiver** est le plus petit canard de surface européen et américain.



Sarcelle d'hiver (Anas crecca) mâle et femelle
Source photo : INPN

Le **Milan royal** est un rapace qui nécessite pour la nidification un habitat forestier et pour la chasse à vue avec capture au sol des espaces très ouverts (milieux agricoles, prairies, pâtures et champs).



Milan royal (Milvus milvus)
Source photo : INPN

La **Fuligule milouin** (*Aythya ferina*) est en satut « En danger » dans la région et en statut « Vulnérable » en France.



Fuligule milouin (Aythya ferina)
Source photo : INPN

L'**Hirondelle de rivage** (*Riparia riparia*) est en statut « En danger » dans la région Rhône-Alpes et est en revanche en « Préoccupation mineure » sur la liste rouge de France. Elle doit son nom à ses lieux vies : les zones humides, naturelles ou artificielles. Elles nichent dans des terriers ronds qu'elles creusent dans falaises abruptes de granulométrie fine.



Hirondelle de rivage (Riparia riparia) et ses terriers
Source photo : INPN

Le **Moineau friquet** (*Passer montanus*) et le **Bruant des roseaux** (*Emberiza schoeniclus*) sont tous les deux en statut « Vulnérable » en Rhône-Alpes et en statut « En danger » en France.

Le **moineau friquet** est reconnaissable du moineau domestique par la présence d'un point noir sur se joue blanche et par l'absence de dimorphisme sexuel. Il est lié aux champs et espaces ruraux et apprécie la présence de l'eau (plans d'eau et cours d'eau)



Moineau friquet (Passer montanus)
Source photo : INPN

Le **bruant des roseaux** est très liés aux cours d'eau et fuit les milieux fermés de type forestier. Comme sont nom l'indique, on le retrouve dans les roselières, et également dans les hautes herbes et mégaphorbiaie sur sol humides.



Bruant des roseaux (Emberiza schoeniclus)
Source photo : INPN

D'autres espèces en statut « Vulnérable » en région Rhône-Alpes ont également été observées tel que : le **Martin-pêcheur d'Europe** (*Alcedo atthis*), le **Gobemouche noir** (*Ficedula hypoleuca*), la **Nette rousse** (*Netta rufina*) et le **Busard Saint-martin** (*Circus cyabeus*).

2.3.5.3. LA FLORE

D'après les données bibliographiques issues de l'Observatoire Régional de la Biodiversité et de la base de données nationale OpenObs, plusieurs espèces remarquables concernant la flore ont pu être observées sur la commune d'Etrembières.

La bibliographie fait mention de deux espèces sous protections nationales à Etrembières.

La première est l'**Aster amelle** (*Aster amellus*), c'est une astéracée qui est en statut « En danger » en région Rhône-Alpes. C'est une espèce rare qui, de par son apparence, est particulièrement menacée par la cueillette, mais également par la fermeture des milieux. En effet, c'est une espèce qui ne supporte pas la densification du couvert végétale.



Aster amelle (Aster amellus)
Source photo : INPN

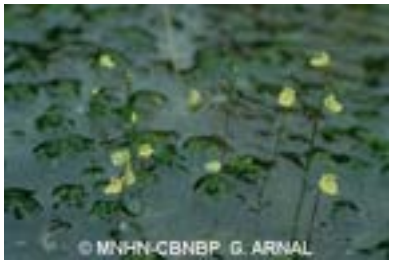
La seconde est la **Petite massette** (*Typha minima*) qui est en statut « En danger » dans la région et en « Quasi menacée » en France. De la famille des typhacées, c'est une espèce aquatique hémicryptophyte que l'on retrouve sur les parties ensoleillées des bords de cours d'eau, d'étang ou de marais. Dépassant rarement plus de 80 cm de haut, c'est la plus petite du genre typha.



Petite massette (Typha minima)
Source photo : INPN

Trois espèces protégées à l'échelle de la région Rhône-Alpes ont été observées à Etrembières : la **Petite utriculaire**, **l'Epipactide à petite feuille** et la **Renoncule à feuille de céleri**.

La **Petite utriculaire** (*Utricularia minor*) est également en statut « En danger » dans la région et « Quasi menacée » en France. C'est une plante aquatique vivace qui vit dans les marais tourbeux et sur les berges des étangs. C'est une espèce rare qui semble en régression. En effet, elle est menacée par la destruction des milieux aquatiques.



Petite utriculaire (Utricularia minor)
Source photo : INPN

L'**Épipactide à petites feuille** (*Epipactis microphylla*) et le **Renoncule à feuilles de céleri** (Ranunculus sceleratus) sont quant à eux en statut « Préoccupation mineure » dans la région et à l'échelle de la France.

L'**Épipactide à petites feuille** (*Epipactis microphylla*) est une orchidée qui vit dans les forêts de feuillus. Elle est menacée par les méthodes de gestion intensive du milieu forestier. Malgré quelle soit rare et quelle semble en régression elle n'est peut-être pas encore menacée à court terme en France.



Épipactide à petites feuille (Epipactis microphylla)
Source photo : INPN

Le **Renoncule à feuilles de céleri** (*Ranunculus sceleratus*) vit au bord des cours d'eau et dans les prairies humides.



Renoncule à feuilles de céleri (Ranunculus sceleratus)
Source photo : FloreAlpes

La **Laîche faux souchet** (*Carex pseudocyperus*) est protégée au niveau du département de la Haute-Savoie et est en statut « Préoccupation mineure » dans la région et en France.



Laîche faux souchet (Carex pseudocyperus)
Source photo : INPN

Des espèces sans statut de protection mais tout de même patrimoniales de part leurs statut sur les listes rouge ont été observées.

L'**Ammi élevé**, le **Calamagrostide faux phragmite** et le **Pin noir d'Autriche** sont tous les trois en statut « En danger » dans la région Rhône-Alpes.

L'**Ammi élevé** (*Ammi majus*) est une apiacée qui pousse en bordure de cultures, de friche et de milieux rudéralisés. Malgré son statut « En danger » dans la région elle n'est pas menacée à l'échelle de la France. En effet, elle est même plutôt en progression semble-t-il du fait de sa résistance à certains herbicides.



Ammi élevé (Ammi majus)
Source photo : MNHN-CBNBP J. Cordier

Le **Calamagrostide faux phragmite** (*Calamagrostis pseudophragmites*) est une poacée vivant en bord de cours d'eau.



Calamagrostide faux phragmite (Calamagrostis pseudophragmites)
Source photo : INPN

Deux espèces en statut « Quasi menacée » sur la liste rouge de la région ont également été observée à Etrembières : l'**Utriculaire australe** (*Utricularia neglecta*) et la **Blackstonie acuminée** (*Blackstonia acuminata*).

2.3.5.4. LES ESPECES EXOTIQUES ENVAHISSANTES

La diffusion des Espèces Exotiques Envahissantes (EEE) est l'une des cinq causes majeures de l'érosion de la biodiversité avec le changement d'usage des terres et de la mer, le changement climatique, la pollution et la surexploitation des ressources biologiques. En effet les EEE sont impliquées dans la moitié des extinctions connues à l'échelle mondiale.

Ces EEE constituent une menace pour les espèces locales car elles accaparent une part importante des ressources au détriment des espèces locales et ont tendance à former un peuplement monospécifique.

Mais elles menacent également la santé humaine et certaines activités économiques notamment l'agriculture. En effet, certaines EEE peuvent être porteuses de maladie avec le moustique tigre par exemple ou être allergisantes comme l'ambroisie.

En France, la stratégie nationale relative aux EEE a été adoptée en 2017, elle comprend 5 axes et 38 actions. Le plan d'action pour prévenir l'introduction et la propagation des EEE prolonge et approfondit la stratégie nationale pour la période 2022 à 2030.

Lors de la prospection sur la commune des Espèces Exotiques Envahissantes (EEE) ont été observées

C'est principalement de la **Renouée du Japon** (*Reynoutria japonica* et *Reynoutria sachalinensis*) qui a été observée, mais également du **Buddleia de David** (*Buddleja davidii*).

La Renouée asiatique a principalement été observées le long de l'Arve et du Ruisseau des eaux belles.

La Renouée du Japon

Au sens large la Renouée du Japon désigne deux espèces similaires (*Reynoutria japonica*, *Reynoutria sachalinensis*) et leur hybride (*Reynoutria xbohemica*).

Elle pousse et envahi les milieux dégradés tels que les friches urbaines, les décharges sauvages, les bordures de cours d'eau et de voies ferrées.

C'est une plante géophyte : les tiges aériennes meurent l'hiver et seuls persistent les bourgeons souterrains.

Elle se disperse rapidement et facilement grâce à la multiplication végétative par rhizome. Les rhizomes sont des tiges souterraines remplie

de réserve alimentaire et sont dotées de racines. A partir d'un simple morceau d'un centimètre de rhizome une nouvelle plante peut pousser. La Renouée du Japon possède un important réseau de rhizomes allant de 1 à 3 m de profondeur et jusqu'à 10 m de diamètre.

Concernant la reproduction sexuée, la floraison est tardive (septembre - octobre). Les graines produites sont moins problématiques car le substrat convient rarement à leurs germinations. Cependant, ces graines sont très résistantes dans le temps, il faut donc tout de même être prudent.

Elle a une croissance très rapide ce qui lui permet de coloniser de grandes surfaces rapidement et ainsi de capter un maximum de lumière au détriment d'autres espèces. De plus elle produit des composées phénoliques toxiques pour les racines de ses concurrents. Elle est également très robuste et arrive ainsi à s'infiltrer à travers le béton.

La Renouée du Japon a été introduite au Pays-Bas en 1825 dans un jardin d'acclimatation en tant que plante ornementale, mellifère et fourragère. Elle s'est naturalisée en Europe à la fin du 19ème siècle. Elle s'est dispersée essentiellement par le déplacement de terre contaminée par les rhizomes lors de travaux de génies civiles, et par les crues qui arraches les rhizomes des berges.



Reynoutria japonica (à gauche) et Reynoutria sachalinensis (à droite)
Source photos : INPN

Le Buddleia de David

Aussi nommé Arbre au papillon, le Buddleia de David (*Buddleja davidii*) est une EEE originaire de Chine. Il a été introduit en France en 1869 pour de l'ornement.

Cet arbuste pouvant aller jusqu'à 5 m de haut, il a une durée de vie assez courte (quelques décennies).

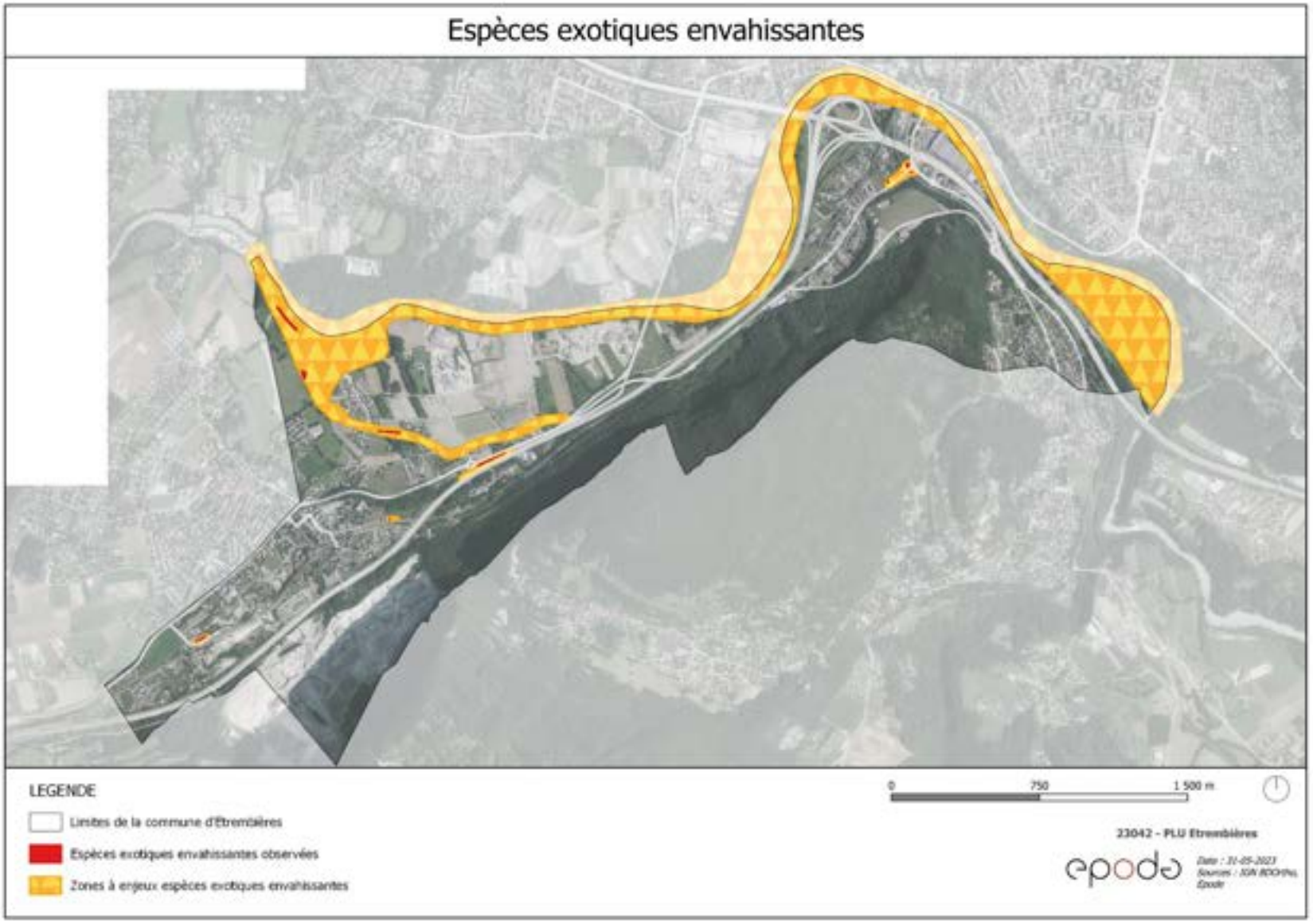
Il produit des fleurs violette regroupées en grandes inflorescences de mai à octobre. L'arbuste peut fleurir et fructifier dès la première année. Il porte le surnom d'arbre au papillon car il est pollinisées en particulier par les papillons. Chaque arbuste peut produire 3 millions de graines qui sont disséminées sur de longues distances par le vent, par l'eau et par les véhicules automobiles.

Il pousse sur les terrains secs, les friches urbaines et périurbaines, au niveau des ripisylves et en bordure de route.

C'est une espèce pionnière, ainsi il se développe rapidement et avant les espèces locales au niveau des milieux remaniés.



Buddleia de David (Buddleja davidii)
Source photo : INPN


Espèces exotiques envahissantes
LEGENDE
Limites de la commune d'Etrembières
Espèces exotiques envahissantes observées
Zones à enjeux espèces exotiques envahissantes
0
750
1 500 m
23042 - PLU Etrembières
epode

2.4. LES DYNAMIQUES ECOLOGIQUES

2.4.1. TRAMES ET CORRIDORS

La conservation des espèces et des milieux naturels s'effectue par le maintien d'un réseau de connectivités entre les différents habitats, leur permettant d'être interconnectés entre eux. Ces continuités écologiques (corridors écologiques) correspondent à l'ensemble des zones réservoirs de biodiversité et aux éléments annexes qui permettent aux espèces de circuler entre elles. Les corridors écologiques peuvent être continus ou discontinus (cf schéma ci-dessous).



Schéma des continuités écologiques, Source : DREAL PACA

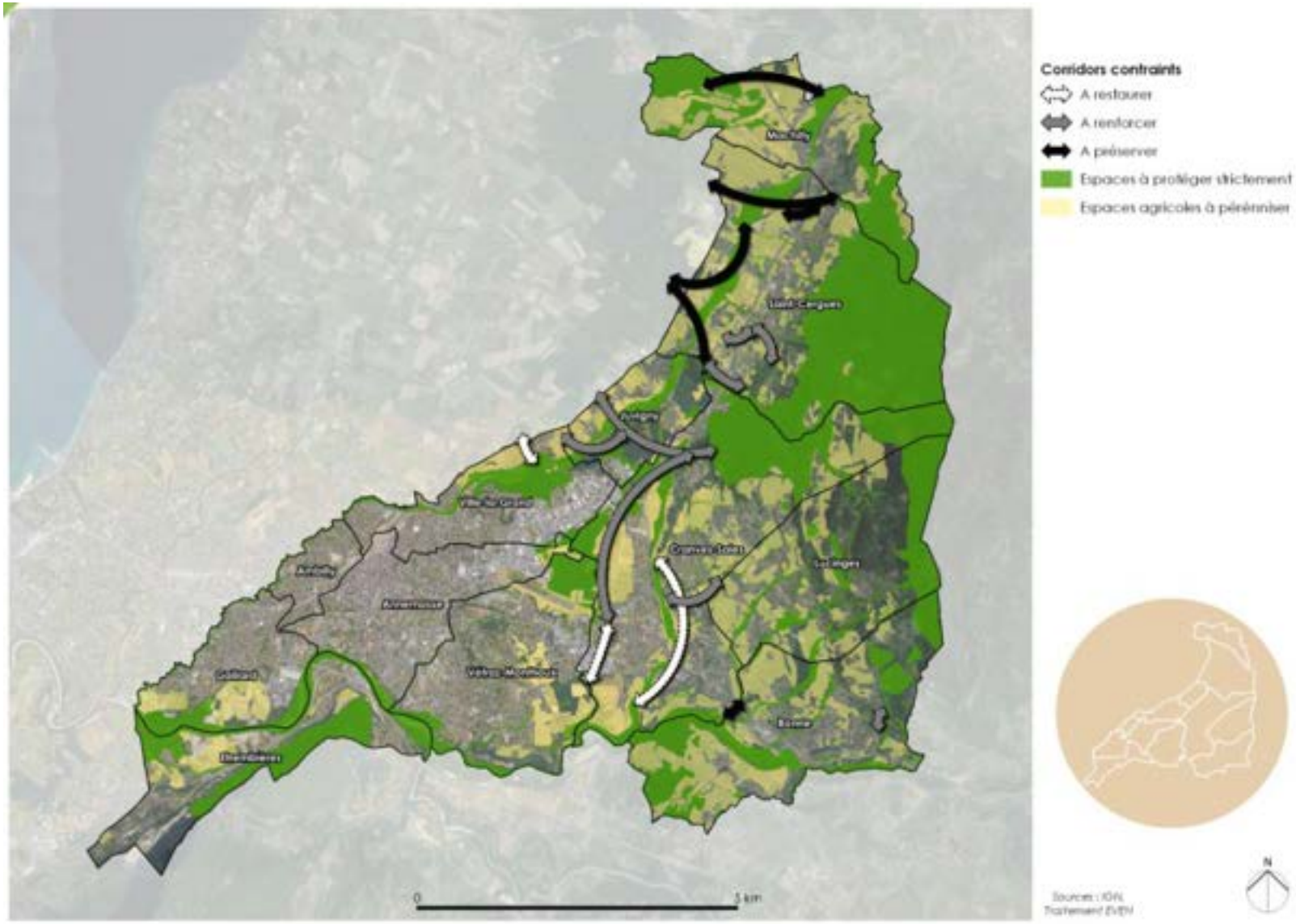
La trame verte et bleue est constituée de plusieurs composantes qui permettent de préserver les continuités écologiques. C'est un outil d'aménagement du territoire qui vise à constituer un réseau écologique cohérent à l'échelle des territoires.



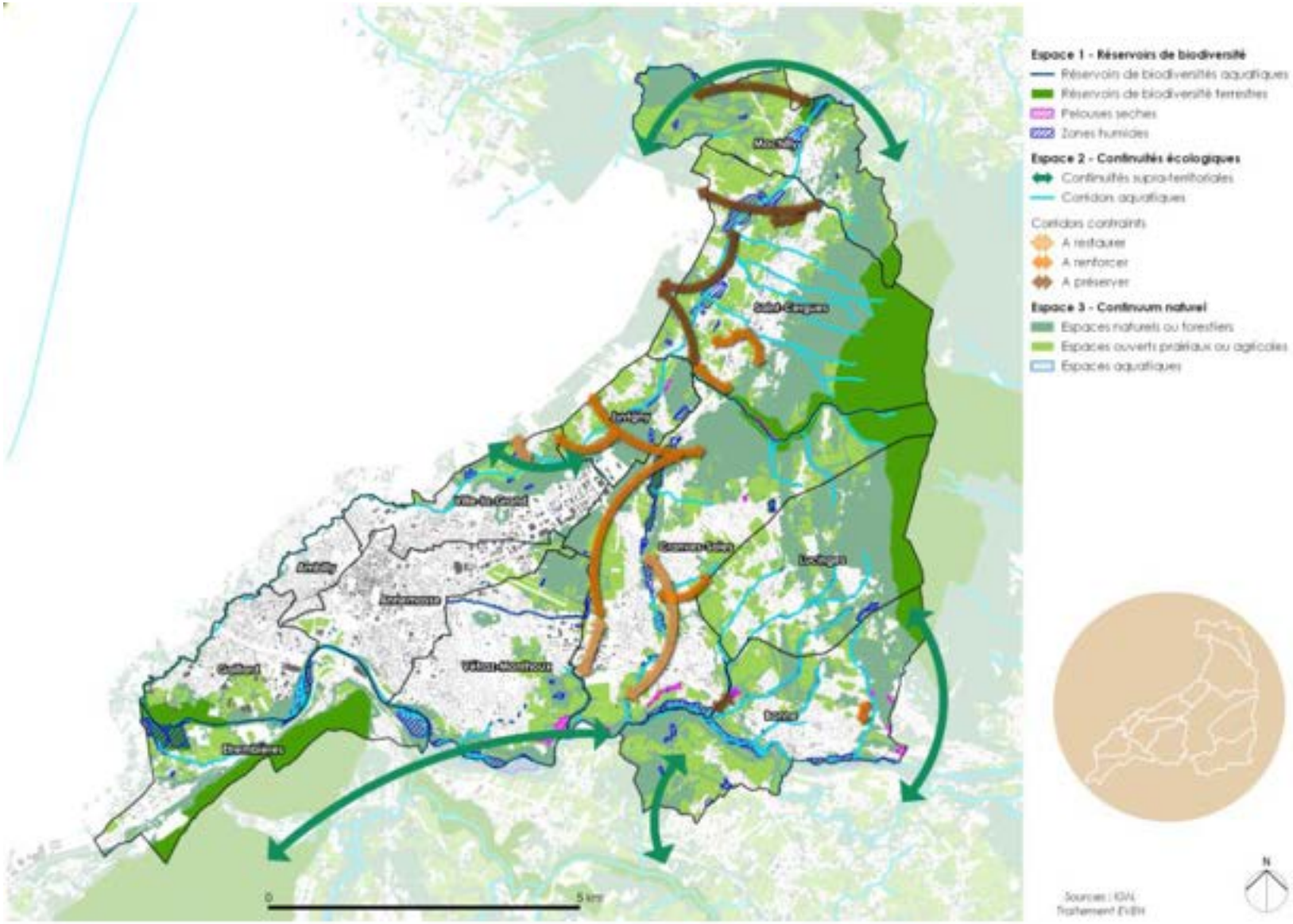
Schéma de la trame verte et bleue, Source : seine-centrale-urbaine.org

Sur la commune d'Etrembières, l'Arve et le Ruisseau des eaux belles constituent la trame bleue. Le SRCE Rhône-Alpes identifie l'Arve comme un corridors d'importance régionale à remettre en bon état. Ainsi, un contrat vert bleue « Arves portes des Alpes » a été signé en décembre 2016 pour une durée de 5 ans. Porté par le SM3A, il s'étendait sur 42 communes.

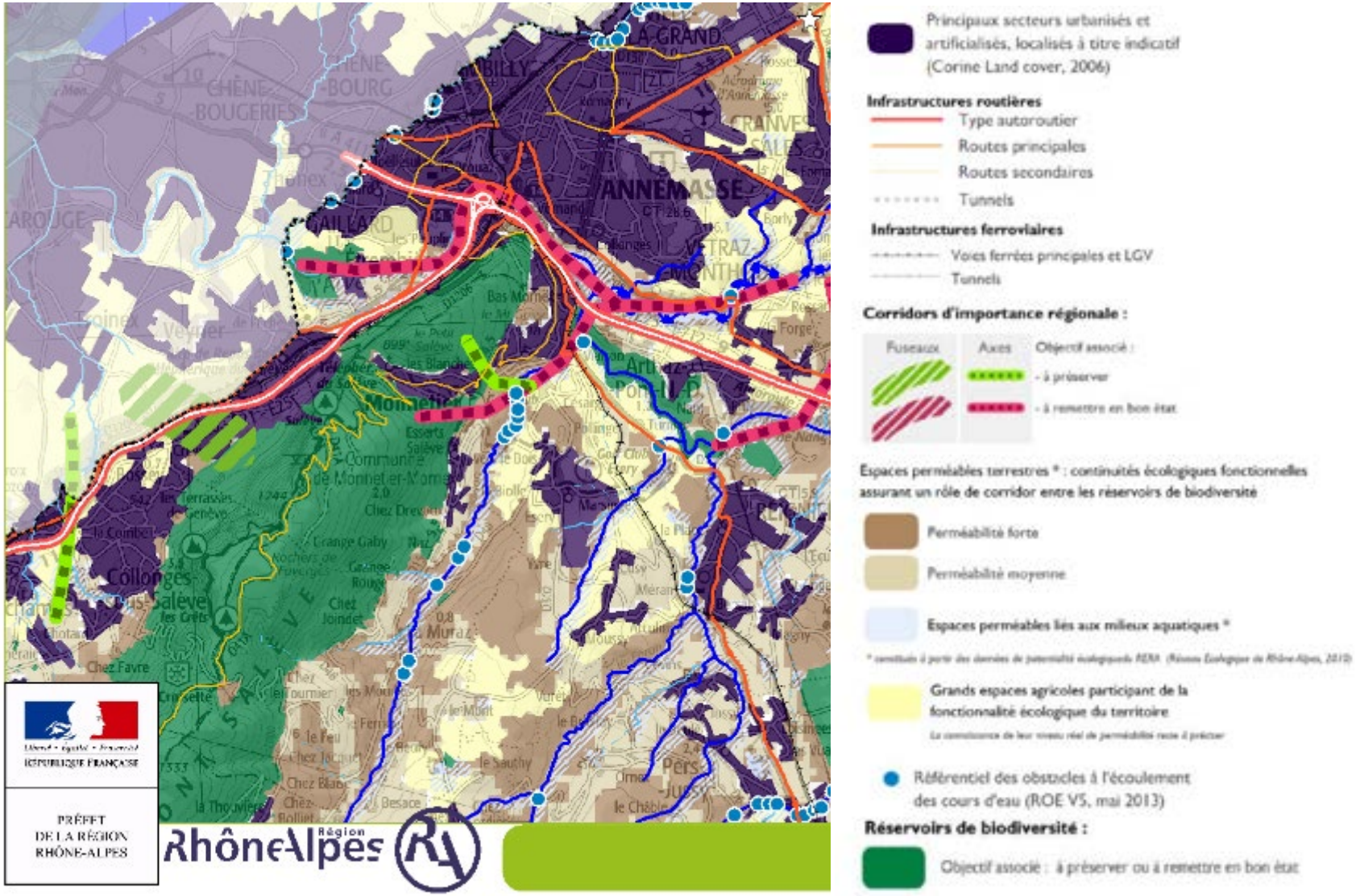
La commune possède deux réservoirs de biodiversité, un au niveau du massif du Salève et l'autre au niveau des zones humides au Nord-Ouest. Cependant l'autoroute A40, la voie ferrée et les habitations constituent une coupure urbaine majeur entre ces deux réservoirs de biodiversité.



Carte « Trame environnementale » extraite du DOO du SCOT d'Annemasse agglomération



Carte « Trame verte et bleue » extraite du DOO du SCOT d'Annemasse agglomération



Extrait du SRCE Rhône-Alpes au niveau de la commune d'Etrembières

2.5. SYNTHESE DES ENJEUX ET AFOM

ATOUTS	FAIBLESSES
Patrimoine naturel riche et diversifié (faune, flore, habitats) Territoire couvert par 4 ZNIEFF (2 de type I et 2 de type II) et par 3 zones Natura 2000 (2 ZSC et une ZPS)	Risque de sur fréquentation touristique de certains espaces naturels (téléphérique du Salève) Fermetures des milieux ouverts Une trame verte quasi absente (présence de l'autoroute)
OPPORTUNITES	**MENACES**
Maintien des habitats naturels à enjeux patrimoniaux ou d'intérêt communautaire Création d'une trame verte entre les deux réservoirs de biodiversité	Risques naturels faible, moyen et fort de : crues torrentielles, inondations, glissement de terrain, chute de pierres et de blocs Risques technologiques : transport de matières dangereuses, ICPE Risques sismiques (niveau 4, aléa moyen) Risques argileux Anthropisation des milieux naturels préservés
ENJEUX	
• **Le maintien et la préservation de la trame bleue et création d'une trame verte** • **La gestion adaptée des espaces forestier** • **Le maintien des espaces naturels ouverts** • **Le maintien des zones humides**	

PLAN LOCAL D'URBANISME

MAITRISE D'OUVRAGE
COMMUNE D'ETREMBIERES

Etrembières

RAPPORT DE PRESENTATION

Partie 3 - Justifications

Document arrêté le 10 Mars 2025
Document approuvé le
Le maire

Article R151-2 du code de l'urbanisme :

« Le rapport de présentation comporte les justifications de :

1° La cohérence des orientations d'aménagement et de programmation avec les orientations et objectifs du projet d'aménagement et de développement durables ;

2° La nécessité des dispositions édictées par le règlement pour la mise en œuvre du projet d'aménagement et de développement durables et des différences qu'elles comportent, notamment selon qu'elles s'appliquent à des constructions existantes ou nouvelles ou selon la dimension des constructions ou selon les destinations et les sous-destinations de constructions dans une même zone ;

3° La complémentarité de ces dispositions avec les orientations d'aménagement et de programmation mentionnées à l'article L. 151-6 ;

4° La délimitation des zones prévues par l'article L. 151-9 ;

5° L'institution des zones urbaines prévues par l'article R. 151-19, des zones urbaines ou zones à urbaniser prévues par le deuxième alinéa de l'article R. 151-20 lorsque leurs conditions d'aménagement ne font pas l'objet de dispositions réglementaires ainsi que celle des servitudes prévues par le 5° de l'article L. 151-41 ;

6° Toute autre disposition du plan local d'urbanisme pour laquelle une obligation de justification particulière est prévue par le présent titre.

Ces justifications sont regroupées dans le rapport. »

SOMMAIRE

DESCRIPTION DE L'ARTICULATION DU PLAN AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME ET PLANS ET PROGRAMMES 4

DESCRIPTION DE L'ARTICULATION DU SCHEMA AVEC LES DOCUMENTS AVEC LESQUELS IL DOIT ETRE COMPATIBLE OU QU'IL PREND EN COMPTE 4

I. COMPATIBLITE AVEC LE SCOT D'ANNEMASSE AGGLOMERATION 6

II. COMPATIBLITE AVEC LE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT PLH 22

III. COMPATIBLITE AVEC LE PLAN DES MOBILITES PDM 23

IV. COMPATIBILITE AVEC LE PLAN CLIMAT AIR ENERGIE PCAET 24

EXPLICATIONS DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES 25

I. DES ENJEUX DEGAGES DU DIAGNOSTIC A LA FORMULATION DU PADD 26

II. DU PADD A LA TRADUCTION REGLEMENTAIRE 32

JUSTIFICATION DU PROJET URBAIN 43

I. LE PROJET DE DEVELOPPEMENT DEMOGRAPHIQUE ET DE L'HABITAT 44

II. L'ANALYSE DES ENVELOPPES URBAINES ET DE LEUR CAPACITE DE DENSIFICATION 46

III. BILAN DE LA CONSOMMATION D'ESPACES ET PROJECTION : MODERATION ET OBJECTIF ZAN 58

JUSTIFICATION DES OAP ET DE LEUR COHERENCE AVEC LES ORIENTATIONS DU PADD 64

I. LES OAP SECTORIELLES 65

II. LES OAP THEMATIQUES 72

JUSTIFICATION DU PROJET REGLEMENTAIRE 74

I. ELEMENTS INTRODUCTIFS SUR LA METHODOLOGIE ET L'ORGANISATION DU REGLEMENT .. 75

II. LES ZONES URBAINES ET A URBANISER 77

III. LES ZONES AGRICOLES ET NATURELLES 95

IV. LES OUTILS COMPLEMENTAIRES : LES PRESCRIPTIONS 104

V. LES PRINCIPAUX CHANGEMENTS APPORTES 109

DESCRIPTION DE L’ARTICULATION DU PLAN AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D’URBANISME ET PLANS ET PROGRAMMES

DESCRIPTION DE L'ARTICULATION DU SCHEMA AVEC LES DOCUMENTS AVEC LESQUELS IL DOIT ETRE COMPATIBLE OU QU’IL PREND EN COMPTE

La commune est comprise dans le schéma de cohérence territoriale (SCoT) d'Annemasse agglomération approuvé par délibération du 15/09/2021.
Comme le souligne le PAC de l'Etat : « Le SCoT est un document intégrateur, il est réputé intégré les documents de norme supérieure et doit pour cela être compatible avec :

- le principe des articles L.110 et L.121 du code de l'urbanisme ;
- la directive territoriale d'aménagement (DTA) ;
- les directives de protection et de mise en valeur des paysages et notamment la directive paysagère de protection et de mise en valeur du Mont Salève intervenue par le décret n°2008-189 du 27 février 2008 publié au journal officiel du 29 février 2008 qui protège le caractère remarquable du Mont Salève. ;
- le schéma directeur et le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE et SAGE) ;
- le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) ;
- le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoire (SRADDET),

Et prendre en compte :

- la charte de pays ;
- les programmes d'équipement de l'État, des collectivités territoriales et des établissements et services publics.

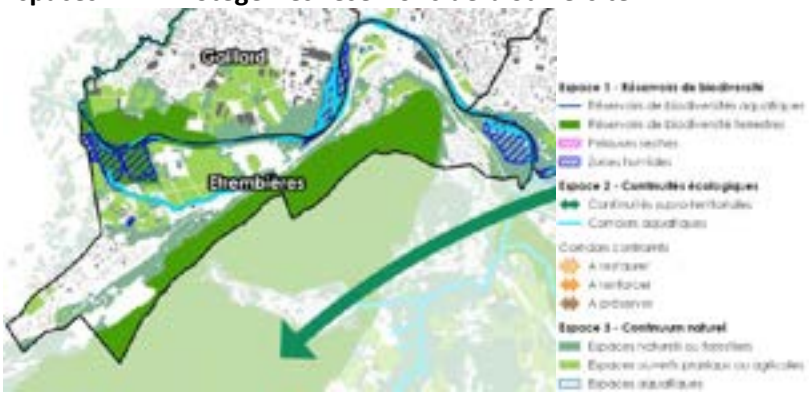
En application des articles L.131-4 et suivants du code de l'urbanisme, le plan local d'urbanisme (PLU) doit être compatible avec le SCoT. »
De ce fait, le rapport de présentation démontrera la compatibilité avec le SCoT mais ne reviendra pas sur la compatibilité avec les éléments que le SCoT intègre.
Toutefois, le rapport de présentation devra démontrer la compatibilité du PLU avec le PLH, PDU devenu PDM et PCAET.

I. COMPATIBLITE AVEC LE SCOT D'ANNEMASSE AGGLOMERATION

L'analyse ci-après fait le lien entre le projet de PLU et les prescriptions du SCoT inscrites au DOO.

CHAPITRE1-Préserver et mettre en valeur un cadre de vie apaisé et de qualité entre Léman et Mont-Blanc

Prescriptions du SCoT	Traduction dans le PLU
1.1. Des espaces d'enjeu environnemental durablement préservés des dynamiques d'urbanisation	**Trame environnementale :**  <u>Les espaces agricoles à pérenniser :</u> L'ensemble des espaces identifiés par le SCoT sont classées en zones Ap / A et de façon mineure en N. Ce qui est une évolution positive puisque plusieurs de ces secteurs étaient auparavant classés en U, 1AU et 2AU. <u>Les espaces à protéger strictement :</u> Ils concernent principalement la vallée de l'Arve et le secteur des Îles associé, ainsi que le Salève. Ces secteurs sont intégralement classés en N voire Ap s'il s'agit de terres agricoles. De plus, notons que le PLU surajoute au zonage une trame de préservation des zones humides ainsi que l'Espace de Bon Fonctionnement EBF des cours d'eau, permettant de renforcer la protection de ces éléments. Le règlement permet une évolution encadrée de l'habitat isolé en zones A/N/Ap *(voir aussi les justifications sur la traduction règlementaire du projet)*.

1.2. Une Trame Verte et Bleue préservée	**Espaces n°1 - Protéger les réservoirs de biodiversité**  Sur Etrembières, les réservoirs de biodiversité concernent : - Les réservoirs terrestres : principalement le Salève et la vallée de l'Arve secteur des Îles (pour rappel concernés par arrêtés de protection de Biotope, sites Natura 2000, ZNIEFF et identifiés au SRCE) => ces secteurs sont classés globalement en zone N, voir marginalement en zone Ap, et sont concernés par des trames complémentaires de préservation pour la partie vallée de l'Arve (zones humides, protection des nappes, EBF). - Les zones humides : secteur des Îles et secteur est de la commune, en vallée de l'Arve ; et une zone humide ponctuelle secteur de la Fontaine Jules César => ces secteurs sont préservés via la trame zone humide surajoutée aux zones, principalement N. **Espaces n°2 -Renforcer les continuités écologiques** Le territoire n'est pas concerné par des corridors « contraints » identifiés par le SCoT. Il existe des corridors aquatiques liés à la présence de l'Arve et du ruisseau des Eaux Belles. La vallée de l'Arve est protégée par le zonage N + des prescriptions (zones humides, EBF, …). Le ruisseau des Eaux Belles est aussi classé en N. Le PLU demande systématiquement un recul de 10 m depuis les berges de ces cours d'eau pour toute construction ou aménagement. **Espaces n°3 –Contribuer à la qualité des espaces naturels et du cadre de vie** Les espaces prairiaux ou agricoles, naturels ou forestiers et aquatiques sont classés prioritairement en zone naturelle et agricole. Toutefois, s'agissant quasiment intégralement des espaces non bâtis de la commune, certains d'entre eux sont concernés par des projets. Cela concerne notamment la prairie identifiée sur le Pas de l'Echelle qui est incluse dans la zone Ux3 (avec OAP), la zone Ux2, ainsi que des espaces boisés inclus dans l'enveloppe urbaine et classés en zone U.

	Espaces n°4 -Valoriser la nature en ville  Le PLU préserve les éléments de nature identifiés sur la carte du DOO correspondante. Ces éléments concernent principalement le Salève, la vallée de l'Arve, la plaine agricole. Ces éléments sont préservés => comme démontré précédemment. De plus, le PLU œuvre pour la préservation d'éléments naturels au sein des enveloppes urbaines : zones Ne correspondant notamment aux secteurs de parcs urbains, préservation d'arbres remarquables, préservation d'un verger en zone N (sous Rossy), le règlement demande par ailleurs la plantation d'arbres dans les nouvelles opérations (1 pour 100 m² d'espaces non bâtis) et pour les espaces de stationnement, la replantation par 2 arbres de tout arbre supprimé, le maintien d'espaces non imperméabilisés (coefficient d'espace perméable dans les zones U/AU, avec un minimum de 40%) dans les zones U/AU, la perméabilité des espaces de stationnement et l'OAP TVB œuvrant pour la végétalisation des bâtiments et des opérations.
1.3. Une matrice agricole renforcée pour une filière pérenne	**Protéger les espaces agricoles du territoire** Comme vu précédemment, les espaces agricoles à pérenniser identifiés par le SCoT sont classées en zones Ap / A et de façon mineure en N. Ce qui est une évolution positive puisque plusieurs de ces secteurs étaient auparavant classés en U, 1AU et 2AU. Actuellement un seul siège d'exploitation est présent, secteur du Château. Il est classé en A pour lui permettre d'évoluer. De même, deux secteurs sont classés en A constructible dans la plaine, pour les exploitations pour tenir compte de deux projets (élevage canin et centre équestre). Le règlement permet les logements de fonction en cohérence avec la doctrine de la Chambre d'Agriculture (80 m² accolés/intégrés au bâtiment d'exploitation et si nécessité avérée). **Développer une agriculture de proximité** En zone A, le règlement permet les constructions et installations nécessaires à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production et qu'elles sont accolées ou incorporées au bâtiment d'activité, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

	Un jardin partagé existant sur le Pas de l'Echelle est préservé au titre du L151-23.
1.4. Une stratégie de mise en valeur globale des paysages et du patrimoine au service d'un cadre de vie apaisé et de qualité	**Préserver et mettre en valeur le grand paysage** **Affirmer des limites nettes et qualitatives entre les entités urbaines** **Préserver et valoriser le patrimoine bâti historique, remarquable et vernaculaire** Les enveloppes urbaines sont contenues, aucune extension majeure n'est prévue (au contraire, les zones actuellement en extension sont déclassées), permettant de préserver les coupures d'urbanisation et ainsi la lisibilité des enveloppes urbaines. La coupure urbaine majeure entre le Pas-de-l'Echelle et le centre-bourg est bien préservée, les enveloppes urbaines ne permettent pas d'extension le long de la RD1206 permettant de relier ces deux secteurs. La commune a bénéficié de la Ligne Directrice 2 // Entrées de territoires en zones d'activité : Concernant la ZA Shopping Etrembières, le renouvellement du site a déjà eu lieu. La partie ouest, est concernée par un projet de renouvellement que le PLU entend permettre. Telle que le préconise l'étude SCoT, le PLU prévoit un % d'espace perméable, à hauteur de 10% minimum, de plus, 50 % de places de stationnements perméables sont exigées à partir de 30 places de stationnements en aérien. Elle a aussi bénéficié de la Ligne Directrice 4 // Coeurs de bourgs et Coeurs de villages sur le Pas-de-l'Echelle et le centre-bourg. Globalement, les éléments qui pouvaient être traduits dans le cadre du PLU ont été intégrés : préservation des rdc commerciaux et développement possible via le règlement de zones (Ua, Ub), réflexion sur le renouvellement urbain (au travers notamment de 2 OAP sectorielles dédiées et toute la réflexion PLU), préservation des parcs publics (mairie, petit Salève, …), enveloppe figée aux contours existants, travail sur le nouveau programme important à venir sur le centre-bourg et interface avec le tissu existant, … Elle a enfin également bénéficié de la Ligne Directrice 4 // Coeurs de bourgs et Coeurs de villages sur le Pas-de-l'Echelle et le centre-bourg. Ligne Directrice 1 // Site des Îles : Si le PLU n'inscrit pas de réelles actions concrètes, il vise déjà à ne pas compromettre le scénario préférentiel. Cela notamment en préservant fortement la plaine de l'Arve et le secteur des Îles via le zonage et des prescriptions complémentaires. Notons plus particulièrement le déclassement des 2 zones à urbaniser présentes sur le PLU approuvé en 2019, ainsi que le reclassement de toute la poche déjà urbanisée sur le secteur des Îles en N (limitant ainsi de fait la constructibilité aux seules évolutions de l'existant). Le cheminement doux de la ViaRhôna est identifié au titre du L151-38 du code de l'urbanisme.

	Le règlement prévoit la végétalisation des nouvelles opérations (voir ci-avant : coefficient d'espaces perméables, préservation et plantations d'arbres, espace de stationnements perméables, végétalisation des bâtiments, …). Concernant la Directive du Salève, la commune tient plus particulièrement compte des éléments identifiés sur sa commune : le Château préservé, et un arbre préservé (Noyer commun). De nombreux éléments du patrimoine sont préservés au PLU au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme : la gare, le Château, les chapelles… A noter que l'Eglise Notre-Dame-de-la-Paix est un monument historique (MH) inscrit et la commune est concernée par le périmètre des MH de la gare d'arrivée du téléphérique du Salève. De plus, ajoutons que le secteur de hameau historique du Pralet bénéficie d'une Uh spécifique permettant un règlement adapté à la préservation des caractéristiques de bâtis traditionnels. Le PLU identifie des cheminements doux à préserver permettant la valorisation des éléments paysagers, naturels et patrimoniaux. Le règlement prévoit des règles pour le gabarit et l'aspect des constructions nouvelles qui soit en cohérence avec le tissu urbain environnant.

Chapitre 2 - Planifier un développement maîtrisé qui s'appuie sur une urbanisation solidaire, équilibrée et structurée

Prescriptions du SCoT	Traduction dans le PLU
2.1. Un développement urbain structuré autour d'une armature urbaine forte et d'un réseau de transports collectifs performant	Les secteurs préférentiels du développement sont représentés par le centre-bourg (cœur de village) et le Pas-de-l'Echelle (cœur de bourg) et doivent, à ce titre, rassembler l'essentiel de la production nouvelle. Le projet de PLU est en total cohérence puisque ces deux secteurs accueillent les 3 sites de projets de la commune (OAP) (environ 150 logements sur les 287 estimés) dont la seule zone 1AUa prévue sur la commune. Au-delà, les logements estimés dans le diffus sur ces secteurs (au sein des zones Ua/Ub/Uc), portent à plus de 2/3 de concentration des futurs logements sur ces deux secteurs. Les zones pavillonnaires non vouées à être densifiées, car plus éloignées, bénéficient d'un zonage Ud limitant fortement leur densification (CES évolutif, CEP de 60%, hauteur limitée à R+1). Les densités proposées sont en cohérence avec le tissu et le SCoT : Sur l'OAP 1 : 100 log / ha : densité importante permettant d'optimiser le foncier, restant en cohérence avec les formes urbaines alentours, le caractère de centralité du site, et favorisant la production de logements sociaux Sur l'OAP 2 : 60 log/ha : densité permettant un programme de renouvellement urbain s'insérant dans le tissu et permettant une certaine qualité de vie Sur l'OAP 3 : 50 log / ha : densité permettant d'être en cohérence avec le tissu, avec la topographie (secteur en pente), et le caractère de centralité de secteur de renouvellement urbain En dehors, les densités ont été estimées pour calculer le potentiel de logements, en cohérence avec le règlement des zones : Ua : 100 log/ha ; Ub : 80 log/ha ; Uh : 90 log/ha ; Uc : 40 log/ha ; Ud : 20 log/ha
2.2 Une politique de l'habitat solidaire et compatible avec un rythme de développement démographique maîtrisé	Le bilan des logements autorisés depuis l'approbation du SCoT, sur la commune d'Etrembières est de 154 sur une enveloppe de 300 logements à l'horizon 2032, l'enveloppe maximale est donc de 146 logements. Le PLU se définit à l'horizon 2035, soit pour 10 ans, et soit 3 ans au-delà de l'échéance du SCoT. Les élus, en cohérence avec Annemasse Agglomération, ont décidé de poursuivre le rythme annuel de 25 logements sur les 3 années permettant d'atteindre l'horizon du PLU (2032 à 2035), soit 75 logements (3 X 25). L'objectif de production de logements inscrit au PLU communal est de 221 logements (146+75). Les estimations de logements potentiels à l'horizon du PLU, tenant compte des logements sur foncier libre, sur foncier en division et en renouvellement urbain, sont d'environ 237. Bien que cette estimation soit au-dessus du projet, cela reste un potentiel, et sans aucun projet d'extension. *Voir aussi partie dédiée dans le présent rapport de justifications.*

	Pour rappel, aucune réelle extension de l'enveloppe urbaine n'est prévue, ni aucune extension par rapport au PLU en vigueur. Au contraire, la zone 2AU et la zone 1AU du secteur des Îles ont été déclassées (ex OAP10-11), et les enveloppes U ont été resserrées autour du bâti existant (limite avec Bossey par exemple, suppression ex OAP6). Une seule zone 1AU est inscrite au PLU, dans l'enveloppe urbaine du centre-bourg, zone déjà présente en AU avec OAP (ex OAP1) dans le PLU en vigueur. A ce titre, elle est urbanisable immédiatement du fait de son caractère particulièrement stratégique pour la commune : seul projet d'ensemble sur foncier libre, avec un réel potentiel de projet, permettant de développer de la mixité sociale et fonctionnel. Il est encadré par une OAP (N1). Concernant la mixité sociale, les opérations déjà autorisées ne permettent pas de remplir l'objectif des « trois tiers », le bilan faisant état de 44 LLS et 12 accessions sociales sur les 154 logements autorisés. Cela s'explique en grande partie par de petites opérations (une vingtaine de permis de 4 logements et moins) ne permettant pas de prévoir la production et la viabilité des logements sociaux. Tous les permis accordés (3 permis de 23, 34 et 55 logements) pour des opérations collectives (plus de 20 logements) comportent des logements sociaux. Pour les futures opérations, le PLU prévoit : - Des taux plus ambitieux pour la seule zone 1AU, avec au moins 40 % de logements locatifs sociaux, et 40% de logements abordables (accession abordable, logement intermédiaire) - La règle des « trois tiers » pour les opérations d'au moins 12 logements ou de plus de 1000 m² de surface de plancher
2.3 Des ressources environnementales préservées pour répondre aux dynamiques d'aménagement	**Nappes stratégiques** La préservation des nappes, sujet particulièrement sensible sur la commune avec la présence du captage des Eaux Belles, est bien intégrée au projet avec l'inscription des 3 niveaux de préservation des nappes au zonage, avec un règlement associé adéquat avec les exigences du SAGE. Il n'existe pas de projet de développement dans les secteurs de nappes. Les secteurs d'enjeux 1 sont en zones naturelles. En zone 2 et 3, il existe des secteurs bâtis ou des occupations (de loisirs par exemple, ou gravières) existantes qu'il convient de prendre en compte par des zonages / règles spécifiques. Toutefois, il n'existe pas de projets d'extension de ces secteurs. **Eau potable** Les éléments concernant l'adéquation de la ressource avec les évolutions démographiques envisagées sont détaillés au sein des annexes sanitaires. Cette compétence relève d'Annemasse Agglomération, permettant d'avoir une vision d'ensemble globale cohérente.

	Pour rappel, la commune d'Etrembières suit les tendances envisagées par l'Agglomération en matière de production de logements, et tend à davantage maîtriser son urbanisation par un resserrement conséquent des enveloppes urbaines par rapport au PLU en vigueur. Il ressort notamment que : « *Le bilan ressources/consommation établi à l'issue de l'étude SDAEP de 2021 faisait ressortir en situation d'hypothèse « basse » et « haute » :* *Équilibre fragile en période moyenne de consommation en 2030,* *Déficitaire 3 mois de l'année en pointe dès 2025 avec un déficit plus critique en cas d'étiages sévères.* *Une augmentation des prélèvements dans la nappe d'Arthaz et dans la nappe Genevoise pour compenser l'étiage de la source des Eaux Belles ou un apport extérieur depuis les Services Industriels de Genève (SIG) sera nécessaire pour assurer les besoins en eau des abonnés en période d'étiage. Cela nécessite également une meilleure gestion de l'exploitation des nappes afin de favoriser leurs recharges en période de haute eau.* *Des études complémentaires sont en cours de réalisation par les services compétents d'Annemasse Agglo afin de chercher de nouvelles ressources disponibles. Ces études de faisabilité portent sur l'identification de 6 nouvelles ressources potentielles. Une fois ces études réalisées, le SDAEP pourra être finalisé. Ainsi, Annemasse Agglo pourra valider les investissements programmés afin de sécuriser l'approvisionnement en eau potable du territoire d'Annemasse Agglo.* » **Assainissement des eaux usées** Concernant l'assainissement des eaux usées, le seul secteur de projet en zone 1AU se situe en zonage d'assainissement collectif, comme la quasi-totalité de la commune (environ 98% des habitations de la commune, cf annexes sanitaires). Pour ce qui est de la capacité de la STEP, les annexes sanitaires, produits par Annemasse Agglomération, compétente sur ce sujet, indiquent que « *Un projet de travaux d'extension et de remise à niveau de l'UDEP Ocybèle est en cours.* » Les secteurs en assainissement autonome concernant principalement du diffus non compris en zone U, seul un secteur en partie ouest de la commune, en ANC bénéficie d'un zonage Ud restreignant fortement sa densification. **Gestion des eaux pluviales** Le règlement écrit revient sur les règles liées à la gestion des eaux pluviales, qui sont détaillées dans les annexes sanitaires. De plus, au-delà de ces règles, le PLU prévoit des coefficients d'espaces perméables visant à maintenir une part intéressante de ces espaces, favorables à la bonne gestion des eaux pluviales et limitant l'impact des constructions/aménagements sur ce sujet.

	L'OAP TVB prévoit tout un chapitre sur la perméabilité des sols en complément du règlement écrit. Cela permet d'apporter des éléments qualitatifs pour la bonne prise en compte de cet enjeu. Elle préconise également la récupération des eaux pluviales. **Déchets et matériaux** Concernant les déchets ménagers, le règlement prévoit un paragraphe dédié afin de prévoir de nouveaux dispositifs en cas d'opérations collectives (4 logements et plus). De plus, un emplacement réservé est dédié à l'aménagement d'un PAV. Le PLU prévoit une zone dédiée pour la carrière (Nc), correspondant à son périmètre d'exploitation. De plus, il existe aussi deux sites (Nm) pour des gravières sur la commune.
2.4 Une population sécurisée face aux risques et nuisances	**Risques et aléas naturels** Les zones du PPR liées au risque inondation par l'Arve, et l'aléa rocheux du Salève ont été reportés sur le plan graphique, les prescriptions spécifiques attribuées à ces secteurs sont inscrites au règlement écrit. Aucun projet / zone U n'est prévu dans la zone rouge du PPR (inconstructible de fait). En zone bleue, il existe des secteurs bâtis, pour partie en zone U, qui devront respecter les mesures et prescriptions liée au risque inondation. Pour rappel, des EBF ont été instaurés sur la plaine de l'Arve afin d'envisager la bonne gestion de ce cours d'eau. Aucune zone de développement n'est prévue dans la zone d'aléas rocheux. **Les risques technologiques** Le PLU prévoit des zones dédiées aux activités économiques pouvant s'avérer nuisantes pour les habitations, au travers des zones Ux. Elles comportent des indices différents afin de tenir compte de la vocation dominante de la zone et ainsi d'adapter le règlement (sous-destinations, hauteur, …). Un site important en superficie en Ux est encadré par des OAP afin de garantir sa bonne insertion et l'interface avec le milieu résidentiel alentour. Les activités artisanales sont autorisées dans les zones U à dominante résidentielle (en Ua/Ub/Uc) dès lors qu'elles n'apportent pas de nuisances et qu'elles sont limitées à 150 m² de surface de plancher. Le PLU réalise un inventaire des sites polluées via les bases de données officielles existantes. A savoir qu'un site est compris dans l'OAP de renouvellement urbain N3. Toutefois, il est nécessaire de préciser qu'une déclaration de fin d'exploitation a été formulée le 31/07/1998 par la société SARAM pour son dépôt pétrolier, et « qu' au vu des résultats de l'instruction menée au titre du décret du 21/09/1977 et des constations effectuées sur place le 12/10/2001 il apparaît que les travaux de remise en état des parcelles susvisées sont conformes aux dispositions prévues par l'arrêté préfectoral

	du 24/11/1976 » (extrait du procès-verbal de recollement du 06/11/2001). Toutefois, il sera nécessaire lors de l'aménagement du site de s'assurer que les travaux réalisés sont suffisants pour garantir la sécurité sanitaire du site et des futurs habitants. Le PLU rappelle le risque de matières dangereuses du fait de la présence de l'autoroute sur la commune. **Les nuisances sonores et la qualité de l'air** La commune est particulièrement concernée, puisque traversée par l'autoroute et la RD1206 très circulées, ainsi que par la voie ferrée. La carte des périmètres concernés par les nuisances sonores et la règlementation associée sont annexées au PLU. L'opération prévue en 1AU, prévoit en plus, des mesures pour favoriser un espace tampon entre la partie nord soumis aux nuisances de la voie ferrée et de l'autoroute avec la future opération (positionnement des bâtiments, végétalisation, …). Des zones conséquentes de naturalité sont préservées sur la commune, jouant le rôle de puits de carbone, et en complément des espaces verts en milieu urbain sont également identifiés pour être préservés.

Chapitre 3 – Affirmer l'image et promouvoir le rayonnement d'une Agglomération ouverte et innovante

Prescriptions du SCoT	Traduction dans le PLU
3.1 Un aménagement économique et commercial durable et équilibré	**<u>Mettre en œuvre une politique d'intervention foncière volontariste en faveur de l'optimisation et de la requalification des zones d'activités existantes</u>** **Mettre en œuvre des outils réglementaires favorables à l'optimisation de l'espace et à la restructuration du foncier économique en zones d'activités.** Les secteurs à vocation économique ont été étudié, au même titre que le travail sur les potentiels fonciers à destination de l'habitat. Un bilan des zones existantes et des potentiels fonciers a été dressé ainsi qu'un bilan de l'OAP à vocation économique inscrite au PLU en vigueur. La zone de « Chez Fichard », concernée par l'OAP n°5 du PLU en vigueur, est une zone maintenue au PLU en zone économique Ux, dont l'essentiel est déjà parti ou en passe de l'être (projet de déplacement de la centrale à béton liée à la carrière notamment). Un secteur économique nouveau par rapport au PLU en vigueur est prévu sur le Pas-de-l'Echelle en zone Ux, en remplacement d'un secteur 1AU à vocation résidentielle. En effet, ce tènement se situe dans le prolongement de secteurs d'activités présents sur ce secteur, répond à des demandes d'installations et permet de temporiser l'accueil de logements. Il est concerné par une OAP afin d'encadrer son insertion paysagère et son accès. Le règlement prévoit des reculs par rapport aux zones résidentielles et l'OAP demande un traitement paysager comme espace tampon entre la future zone et le tissu alentour. A partir de 30 places de stationnement en aérien, 50 % de places de stationnements perméables sont exigées **Développer les capacités d'accueil destinées aux activités productives au sein des zones d'activités économiques existantes.** Les zones Ux, en fonction de leurs différents indices, sont fléchées pour l'accueil de l'artisanat, de l'industrie, du bureau, de l'entrepôt. **Affirmer la nécessité de mobiliser sur le territoire un stock foncier d'environ 18 hectares à vocation économique, à dominante industrielle et artisanale.** Le foncier mobilisé en zones Ux est intégralement compris dans l'espace urbanisé. Le foncier disponible à vocation économique est estimé à 1,9 ha. **<u>Tendre vers une logique de parcs d'activités durables</u>** Le principal secteur d'accueil de futures activités est concerné par l'OAP N4 visant à apporter des éléments de qualité pour ce projet situé en entrée de ville, avec notamment : le sujet des espaces végétalisés tampons, des éléments sur la performance énergétique des bâtiments, le traitement paysager concernant les éléments

	techniques / de stockage. De plus, pour rappel, le règlement prévoit un coefficient d'espace perméable de pleine terre de 10%. En complément, les OAP Air Energies Climat et TVB s'appliquent avec ses principes concernant la production d'énergies renouvelables, les bonnes conditions d'implantation des bâtiments, le sujet de la perméabilité des sols, du traitement des limites, etc … **Développer les filières innovantes et de nouvelles formes d'organisation du travail** Le PLU donne les conditions au développement de la mixité des fonctions dans les centralités communales, se traduisant, au sein des zones Ua/Ub/Uc par la possibilité de petit artisanat, des activités de services et de bureau étendues aux zones Ud/Uh (mais de façon plus limitée en superficie). La zone Ua permet aussi l'hôtel et l'hébergement hôtelier. **Définir des localisations préférentielles pour les implantations commerciales de proximité, intermédiaires et d'importance** **Renforcer les centralités de quartier et de proximité dans leurs fonctions commerciales et de services du quotidien** Le commerce de proximité (surface de vente de 300 m² maximum / unité commerciale) et la restauration sont autorisés uniquement en zones Ua/Ub, représentant les centralités du centre-bourg et du Pas-de-l'Echelle. De plus, ajoutons que les rez-de-chaussée existants sont préservés (au titre de l'article L151-16 du code de l'urbanisme). Les services sont autorisés dans l'ensemble des zones U mixtes, avec une limite de superficie en zones Uh/Ud. *Les secteurs Uy (« Wowo » et « Shopping Etrembières et Lidl ») seront détaillés plus loin.* **Favoriser une offre commerciale complémentaire et de qualité dans les localisations préférentielles périphériques** Le site de Shopping Etrembières et Lidl est identifié en « secteur d'implantation périphérique ». En cohérence, le règlement permet les commerces de plus de 400 m² de surface de plancher. Il autorise aussi les sous-destinations associées et déjà présentes dans la zone : notamment restauration, activités de service, hôtel. A savoir que la partie Shopping Etrembières (est de la zone), a déjà connu la majeure partie de sa mutation et densification. C'est la partie ouest (Lidl) qui est concernée par un projet de renouvellement urbain. **Les conditions d'extension des commerces et ensembles commerciaux situés en dehors des localisations préférentielles** Le PLU tient compte, via sa zone Uy2, d'un bâti commercial existant au niveau des Îles, en bordure d'autoroute « Wowo ». Conformément au SCoT et au DAAC, le PLU ne permet pas de nouveau commerce mais une extension mesurée de l'existant : limitée à 15 % de la surface de plancher existante à la date d'approbation du PLU et de 150 m² de surface de plancher maximum.

	<u>Conforter une offre équilibrée et adaptée des services marchands</u> *Sujet de la restauration et hôtel traité précédemment.* Deux sites de loisirs en milieu naturel existent et sont pris en compte via les zones Nl1 et Nl2. La zone Nl1 accueille notamment le site de « Watercircus » dont une évolution est envisagée, et est également concernée par un projet de paintball. La zone Nl2 accueille des éléments de loisirs sportifs (agorespace notamment), et est concernée par un projet de paddle en lieu et place des tennis existants. Les règlements de ces zones permettent les projets envisagés.
3.2 Une offre d'équipements et de services adaptée aux besoins des ménages et à l'ambition de rayonnement de l'Agglomération	**Adapter le niveau d'équipements du quotidien à l'évolution des besoins des ménages et à l'objectif d'animation urbaine au cœur des centralités** La commune a réalisé des projections afin d'apporter une réflexion sur la nécessité d'un agrandissement de l'école. Les résultats ont montré la nécessité d'ouvrir 2 classes dans l'horizon du PLU. Cela sera possible directement en extension du groupe scolaire existant, le foncier le permettant. Ce site est classé en Ue. D'autres zones Ue sont inscrites afin de tenir compte des équipements existants : mairie/gendarmerie, bibliothèque/salle associative, site du téléphérique, site des services techniques, salle des fêtes, … En complément, les équipements sont autorisés dans les zones de centralité Ua/Ub/Uc.
3.3 Une mobilité durable et multimodale au service d'une Agglomération ouverte et connectée	**Favoriser le report modal en amont sur les parkings relais** Plusieurs parkings relais / de covoiturage existent sur la commune (Pas-de-l'Echelle et Château), ils sont pérennisés via un zonage adapté : Ue/Ne. **Développer des infrastructures et des services en faveur des modes actifs** Les cheminements modes doux existants et à venir, sont fléchés et préservés via l'article L151-38 du code de l'urbanisme. Les secteurs d'OAP prévoient des cheminements modes doux et une continuité avec le réseau existant. **Adapter le stationnement avec le développement des modes alternatifs** Voir ci-avant concernant les P+R/covoiturage. Le stationnement des centralités est régulé par des zones bleues, de plus le parking du Pas-de-l'Echelle est payant => hors PLU.

	Poursuivre la hiérarchisation du réseau routier et réguler l'usage de la voiture afin d'assurer un meilleur partage de la voirie et de l'espace public en centre urbain Le sujet de la hiérarchisation des voies est intégré au PLU, notamment via l'OAP Air Energies Climat, rappelant les différentes catégories de voies et le type d'aménagement à privilégier. Il existe peu de projets connus en la matière, si ce n'est : la voie interne à la future zone Ux3 concernée par l'OAP N4 et l'élargissement du chemin des Jardins inclus dans l'OAP N1.
3.4 Une stratégie touristique et de loisirs globale qui contribue à l'émergence d'une destination de proximité entre Léman et Mont-Blanc	**Positionner Annemasse Agglo en tant que destination privilégiée du tourisme d'affaires et événementiel** La zone Ua permet l'hôtel et l'hébergement hôtelier, en tant que cœur de centre-village et du Pas-de-l'Echelle. La zone de Shopping Etrembières (Uy1) permet aussi les hôtels. **Renforcer l'attractivité du territoire en tant que destination touristique de loisirs et de « pleine nature »** Les cheminements modes doux existants et à venir, sont fléchés et préservés via l'article L151-38 du code de l'urbanisme, et notamment l'itinéraire ViaRhôna. Le secteur des Îles et les berges de l'Arve sont préservés comme milieux naturels, faisant partie des sites de nature de l'Agglomération. Le téléphérique du Salève a connu sa mue, dont la majeure partie des travaux concernait la gare d'arrivée. La gare de départ sur Etrembières est classée en zone Ue lui permettant d'évoluer si besoin en tant qu'équipement.
3.5 Un territoire engagé dans la transition énergétique et la lutte contre le changement climatique	**<u>Inscrire le territoire dans une transition énergétique et écologique engagée, en lien avec le PCAET</u>** L'ensemble de ces éléments sont principalement traduits dans l'OAP Climat Air Energies, et de façon complémentaire dans l'OAP TVB, en articulation avec le règlement écrit. **Maîtriser les consommations énergétiques du territoire** Le règlement de PLU permet la réhabilitation du bâti en vue d'améliorer leurs performances énergétiques, en prévoyant : « **Isolation extérieure ou panneaux solaires des constructions existantes :** Dans le cas de projets de travaux d'isolation extérieure ou de la mise en place de dispositifs de protections solaire en saillie des façades d'une construction existante, la règle d'implantation peut être différente de celles définies ci-après, si les dispositifs d'isolation et/ou de protection présentent une épaisseur au plus égale à 25 cm et qu'ils sont en harmonie avec les caractéristiques architecturales de la construction existante. » De plus, le règlement ne fait pas opposition aux bâtiments permettant d'améliorer les performances énergétiques : choix des matériaux / couleurs. Il prévoit également un paragraphe sur le niveau de performances énergétiques des bâtiments.

	Ces éléments sont complétés par l'OAP thématique Climat Air Energies avec des principes rappelant la RE 2020, pour des projets bioclimatiques, sur la bonne orientation des bâtiments, la ventilation, les protections solaires, … **Augmenter la part des énergies renouvelables locales dans la consommation énergétique du territoire** Sur le territoire c'est l'énergie solaire qui peut être privilégiée, bien que limitée sur certains secteurs en raison du « masque » du Salève. Le règlement permet les panneaux solaires et l'OAP Climat Air Energies apportent des éléments qualitatifs quant à leur bonne implantation / intégration. **S'adapter au changement climatique en anticipant et atténuant ses effets** Le règlement prévoit, en cohérence avec chaque niveau de densité : un pourcentage d'espace perméable de pleine-terre, il également prévu la plantation d'un arbre à haute tige / 100 m² de terrain non bâti, la replantation de 2 arbres si un arbre est abattu, un pourcentage de stationnements perméables en fonction du nombre de places. Le règlement permet les végétalisations du bâti et l'OAP TVB vient en complément pour apporter des éléments pédagogiques et qualitatifs. En complément, les OAP thématiques Climat Air Energies et TVB apportent des éléments sur l'aspect qualitatif des espaces perméables, la composition des haies et les essences à privilégier, le sujet du confort thermique (masques solaires, choix des matériaux),…
3.6. Des projets structurants qui contribuent à l'attractivité de l'Agglomération	**Redéfinir la vocation du Site des Iles, en visant une plus grande préservation et valorisation du site** Le PLU a tenu compte des études réalisées dans le cadre de la ligne directrice I « Site des Îles ». Si le PLU n'inscrit pas d'actions concrètes, il vise déjà à ne pas compromettre le scénario préférentiel. Cela notamment en préservant fortement la plaine de l'Arve et le secteur des Îles via le zonage (N pour le milieu naturel et A/Ap pour les parcelles agricoles) et des prescriptions complémentaires (notamment Espace de Bon Fonctionnement des cours d'eau). Notons plus particulièrement le déclassement des 2 zones à urbaniser présentes sur le PLU approuvé en 2019, ainsi que le reclassement de toute la poche déjà urbanisée sur le secteur des Îles en N (limitant ainsi de fait la constructibilité aux seules évolutions de l'existant). Les sites des gravières sont maintenus dans leurs contours en zone spécifique (Nm), dans l'attente d'éventuelles relocalisation à terme. Les sites de loisirs sont maintenus dans leurs contours, avec une règlementation permettant une évolution encadrée. Le

	cheminement doux de la ViaRhôna est identifié au titre du L151-38 du code de l'urbanisme.

II. COMPATIBLITE AVEC LE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT PLH

Le PLH d'Annemasse Agglo a été approuvé en décembre 2022. Le Programme Local de l'Habitat 2023-2029 traduit deux ambitions majeures : maîtriser le développement du territoire tout en optimisant ses ressources, et construire une agglomération plus solidaire.
Il définit un programme qui répond aux enjeux du SCoT et aux besoins des habitants.
Les objectifs inscrits au PLH pour la commune d'Etrembières sont les suivants :



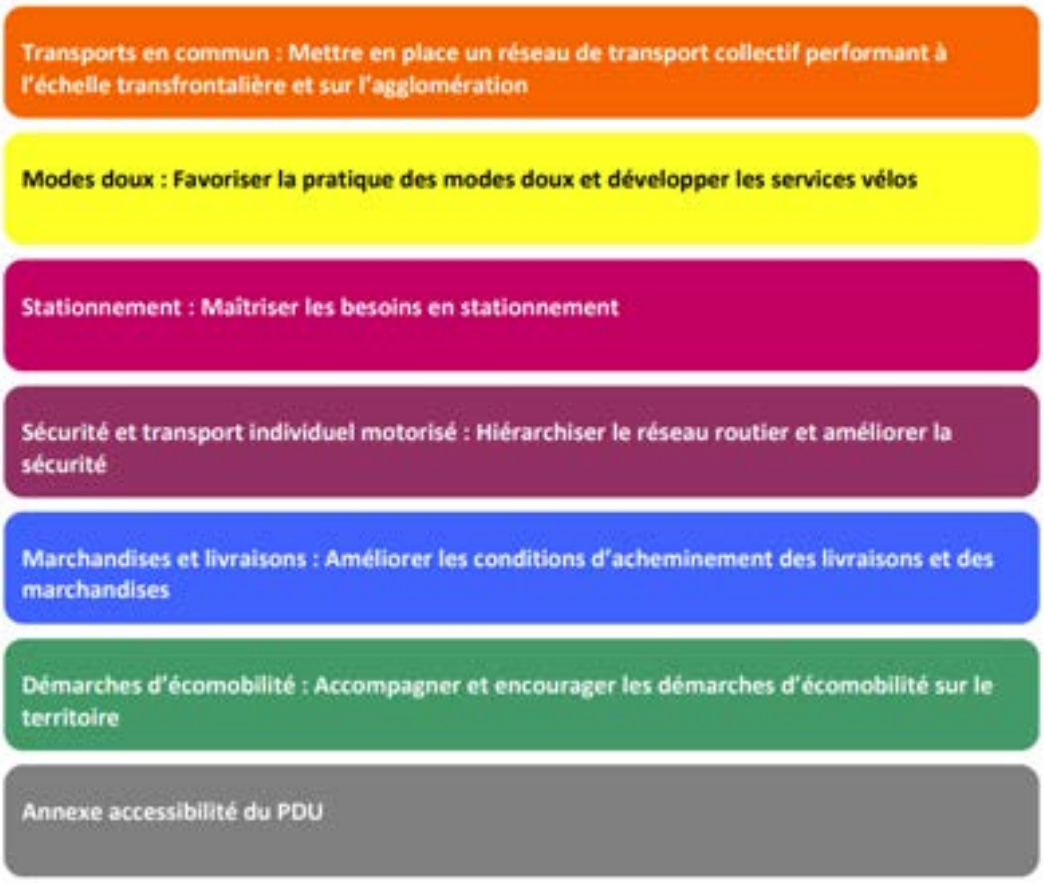
Le PLH traduit la politique de logements définie dans le SCoT. Aussi, comme décrit précédemment, le PLU a été construit en tenant compte de l'objectif de production de logements au rythme de 25 logements / an à l'horizon 2032 (enveloppe de 300 logements), en déduisant les autorisations de logements délivrées depuis l'approbation du SCoT et en poursuivant l'objectif à l'horizon du PLU (soit 2035).
De plus, en matière de production de logements sociaux, le PLU inscrit les outils permettant de donner les conditions pour mettre en œuvre la politique des trois tiers :

- Des taux plus ambitieux pour la seule zone 1AU, avec au moins 40 % de logements locatifs sociaux, et 40% de logements abordables (accession abordable, logement intermédiaire).
- La règle des « trois tiers » pour les opérations d'au moins 12 logements ou de plus de 1000 m² de surface de plancher.

III. COMPATIBLITE AVEC LE PLAN DES MOBILITES PDM

Annemasse Agglo, en tant qu'Autorité Organisatrice des Transports Urbains sur son territoire, a défini son Plan de Déplacements Urbains (PDU), dont la temporalité a été déterminée pour 2014-2024.
Le Plan de Mobilité (PDM), en cours d'élaboration, viendra planifier et financer la politique en matière de mobilité sur la période 2025-2035.

Pour mémoire, le PDU en cours est organisé autour de 7 axes stratégiques.



Le PLU œuvre pour les mobilités, au travers de plusieurs actions, et par les choix de développement urbain. En effet, l'essentiel des futurs logements est prévu sur les centralités du Pas-de-l'Echelle et du centre-bourg : localisation de la seule zone 1AU et des secteurs d'OAP en renouvellement urbain, ainsi que les zones du PLU permettant le plus de densité (Ua/Ub) : cela permet la proximité des futurs logements avec les points de transports en commun ainsi qu'avec les services du quotidien et notamment l'école. Cela favorise ainsi l'usage des modes doux pour ce type de déplacements.
Les secteurs excentrés classés en Ud ou N ne seront pas densifiés, en partie du fait de leur éloignement aux transports en commun et services.
Le réseau modes doux existant est préservé via leur identification au plan de zonage et prend en compte le tracé de la ViaRhôna. Les OAP sectorielles structurantes prévoit des cheminements modes avec des liens vers le réseau existant. La naturalité préservée du secteur des Îles vise à favoriser le potentiel de loisirs doux sur ce secteur.

Les stationnements sont encadrés au règlement afin d'apporter une qualité à ces aménagements : surfaces perméables, végétalisation, dimensionnement. De plus, les OAP Climat Air Energies et TVB apportent des éléments quant à la qualité de ces secteurs. Les stationnements cycles sont réglementés afin qu'ils soient adaptés et sécurisés.

IV. COMPATIBILITE AVEC LE PLAN CLIMAT AIR ENERGIE PCAET

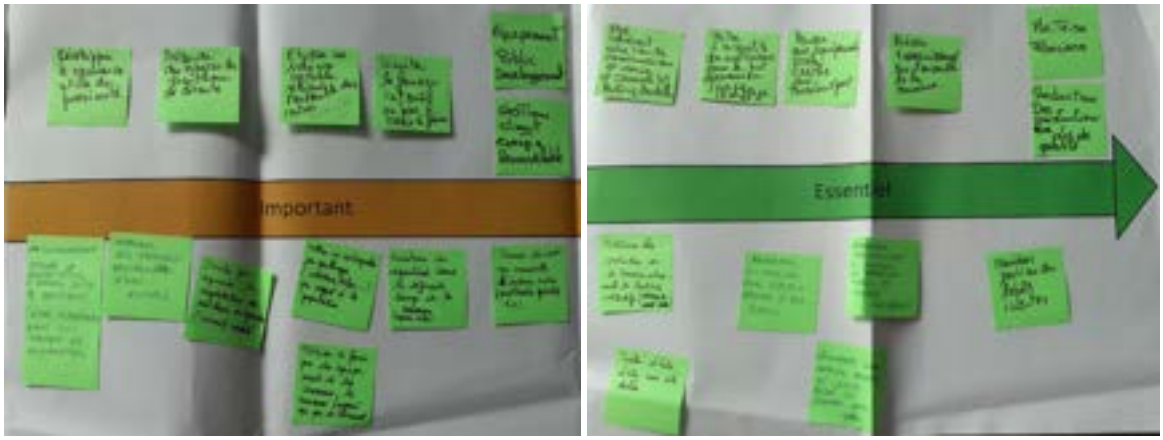
Voir Rapport dédié à l'évaluation environnementale.

EXPLICATIONS DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES

I. DES ENJEUX DEGAGES DU DIAGNOSTIC A LA FORMULATION DU PADD

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU), et plus particulièrement le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), qui en constitue la pièce maîtresse, est élaboré dans un contexte réglementaire et institutionnel qui encadre son élaboration. Ce cadre réglementaire représente un paramètre essentiel dans lequel le PADD doit s'inscrire. Il est donc important, dès le début de la démarche, que les élus et la population soient bien informés des « règles du jeu ».

Les réflexions des élus sur la construction du PADD se sont réalisées dès la phase de diagnostic, permettant de faire ressortir les atouts/faiblesses et opportunités/menaces du territoire. Les discussions ont conduit à la formulation des enjeux et leur hiérarchisation. Cela a permis de faire un trait d'union entre la phase de diagnostic et celle de la rédaction du PADD.



Extrait : travail sur les enjeux et leur hiérarchisation en amont de l'écriture du PADD

La construction du PADD a également été enrichie par la concertation incluant la société civile via la concertation citoyenne, mais aussi via les partenaires institutionnels lors des rencontres partenariales avec les services de l'Etat, la Région, le Département, Annemasse Agglomération, les chambres consulaires…
Ces différents acteurs et leurs apports ont permis d'avoir une vision plus complète des enjeux du territoire et ainsi, d'adapter et d'enrichir la réflexion des élus.
Les contributions de ces différents acteurs ont permis d'obtenir une vision plus complète des enjeux du territoire, et ainsi d'ajuster et d'enrichir la réflexion des élus.

1. Les conclusions du diagnostic

La phase de diagnostic a permis de dresser des constats, mais aussi de dégager les enjeux du territoire. Pour ce faire, de grandes thématiques ont été mises en évidence afin de regrouper les analyses AFOM (Atouts/Faiblesses/Opportunités/Menaces), puis les enjeux formulés au sein des grands thèmes de l'aménagement du territoire.

En sont ressortis 9 grands thèmes et 28 enjeux :

THEMES	ENJEUX
Socio-démographie et habitat 	• La maîtrise de l'attractivité résidentielle du territoire • Une offre en logements permettant d'apporter des réponses au parcours résidentiel complet des ménages • L'adaptation du parc de logements dans un souci de cohésion sociale • L'encadrement du renouvellement urbain largement en marche pour assurer des opérations qualitatives tant pour les habitants que pour le territoire, et cohérence avec les ressources
Foncier 	• Une sobriété foncière à poursuivre pour viser la trajectoire Zéro Artificialisation Nette (ZAN) • Tout en offrant des opérations qualitatives
Equipements 	• La cohérence entre les besoins en équipements de la population existante et à venir et les équipements et services disponibles (sur la commune ou en dehors) • Des projets publics à anticiper au regard des besoins fonciers potentiellement associés
Economie 	• La préservation des emplois locaux et des commerces de proximité • La mise en œuvre de projet de restructuration de grandes surfaces commerciales • Des nouveaux logements proches des points d'accès aux pôles d'emplois majeurs => Genève
Mobilités 	• Les liens, notamment doux, entre les polarités et commodités de la commune • La cohérence entre développement urbain et desserte en transport en commun / doux, et capacité du réseau viaire • La place du stationnement : privé et public

Agriculture 	• La préservation du foncier agricole, et d'autant plus celui stratégique identifié au SCoT • La fonctionnalité des tènements et des exploitations en place
Energies **Réseaux** 	• Accompagnement d'une urbanisation bioclimatique : implantations, énergies, végétalisation, … • Liens entre urbanisation et modes de transports peu impactant pour l'environnement • Adéquation entre renforcement de l'urbanisation et réseaux : assainissement, eau potable, gestion des eaux pluviales, déchets, défense incendie, …
Environnement 	• La protection des zones humides et de la végétation liée aux ripisylves • La connaissance et prise en compte des risques naturels de la commune • La mise en valeur du patrimoine naturel (faune-flore-habitats) notamment lié aux espaces déjà protégés (Natura 2000 et APPB), projets des berges de l'Arve par exemple
Paysage **Patrimoine** 	• La maîtrise du développement urbain et préservation des « coupures » entre les pôles urbains existants, et espaces ouverts (vues sur le grand paysage) • La requalification des espaces publics et, idéalement, la définition d'une centralité claire • La mise en valeur des entrées de ville principales (depuis le pont d'Etrembières et du Pas de l'Echelle) • La mise en valeur de l'Arve (sentier, voies vertes, ouverture de vues…) • L'intégration paysagère des zones commerciales et industrielles • La mise en valeur du patrimoine bâti et végétal

2. Synthèse et mise en exergue des grandes dynamiques

Le territoire d'Etrembières se situe en tant que **commune périurbaine** de l'Agglomération d'Annemasse, aux portes de Genève (côté Veyrier), à l'interface entre plaine de l'Arve et Mont Salève. Ces différentes composantes confèrent à la commune, et plus largement au territoire du genevois français, une forte **attractivité** qui s'est accentuée au cours des dernières décennies, notamment suite à l'ouverture du marché de l'emploi suisse à proximité. Ce dernier est particulièrement attractif en raison des revenus plus élevés comparés à ceux proposés en France.

Depuis une vingtaine d'années, cette dynamique a entraîné un développement rapide, parfois même brutal, du territoire, marqué par de nombreuses installations et opérations immobilières. Ce phénomène concerne principalement des nouveaux ménages, composés de **frontaliers** (des français travaillant en Suisse) ou de suisses confrontés à des difficultés pour se loger dans leur propre pays. Les chiffres de l'INSEE confirment cette **forte croissance**, avec un niveau de population qui a doublé de 1990 à 2021 (1374 à 2619 habitants) et un taux de croissance particulièrement élevé dans les années 2010 (+5,2%/an entre 2010 et 2015). La croissance démographique ralentit ces dernières années, avec 1,2 % par an de 2015 à 2021, un taux encore important comparé à la moyenne régionale de 0,5 % et celle du département de 1 %.

Les élus souhaitent désormais mieux **maîtriser l'accueil** de la population, en s'inscrivant dans la stratégie définie à l'échelle intercommunale, notamment au travers du SCoT d'Annemasse Agglomération.
La commune doit aussi composer avec des contraintes physiques non négligeables : autoroute, voie ferrée, carrière, plaine inondable de l'Arve, …

Les **mobilités** constituent un enjeu majeur car de nombreux travailleurs quittent le territoire chaque jour, principalement en voiture individuelle. Cela engendre des problèmes de congestion, de qualité de l'air, ainsi que des impacts sur le paysage et la qualité de vie. Bien que des projets importants offrent déjà des alternatives, il reste nécessaire de poursuivre les efforts pour inciter à davantage de mobilité par transport en commun ou mobilités douces, dont la stratégie est en cours de réflexion via le Plan des Mobilités de l'Agglomération.

L'habitat est également un sujet central puisque l'arrivée massive de nouveaux habitants a tendu le marché immobilier. L'offre de logements est limitée, et l'accès au marché immobilier est de plus en plus réservé aux travailleurs bénéficiant de revenus en francs suisses, excluant ainsi une large part de la population. Le développement d'un habitat accessible et adapté à tous constitue un enjeu important, avec des objectifs de production de logements sociaux à atteindre en cohérence avec la stratégie définie dans le cadre du Programme Local de l'Habitat.

Cette forte croissance urbaine a également marqué le territoire de manière visible, modifiant le **paysage** : étalement urbain, perte de lisibilité des enveloppes urbaines, densification et formes urbaines rompant avec le style local, … Cela a aussi eu des répercussions sur **les milieux naturels et agricoles**, qui constituent le socle du vivant, le développement s'étant souvent réalisé au détriment de ces espaces précieux, notamment dans la plaine de l'Arve. Le secteur des Îles représente un enjeu fort

pour la commune, secteur de richesse de biodiversité soumis à la pression urbaine (habitat et activités).
L'un des principaux défis réside dans la nécessité de répondre à la demande de nouveaux logements, tout en les intégrant harmonieusement et en garantissant une qualité de vie pour les futurs habitants, avec pour objectif de **limiter la consommation d'espaces**. Dans un territoire contraint physiquement comme celui d'Etrembières, le développement des 10 dernières années s'est déjà réalisé de façon relativement vertueuse en matière de consommation foncière. Le sujet du renouvellement urbain est donc incontournable sur la commune, entre pression foncière et contraintes physiques.

La **vitalité** du territoire pose également question, quand on sait que 89% des travailleurs quittent la commune quotidiennement. La résidentialisation risque de transformer le territoire en une simple zone dortoir, dénuée de liens sociaux et d'offres de services de proximité. Cette question fait l'objet d'une réflexion et d'une stratégie qui se déploie à l'échelle d'Annemasse Agglomération. Dans ce contexte, les élus souhaitent soutenir **l'emploi** en donnant des conditions favorables, et en tenant compte des activités spécifiques sur le territoire (gravières, carrière), bénéficiant à un secteur géographique supra-communal. Il s'agira aussi d'accompagner la restructuration de la polarité commerciale, autour de Shopping Etrembières.

Le sujet des **équipements** et des **services** participe aussi des aménités du territoire. C'est en ce sens que la commune réfléchit, en fonction de son évolution à la structure de ses équipements, notamment scolaires et lié à la petite enfance.

Ces différentes problématiques s'inscrivent dans une volonté de promouvoir un développement respectueux de **l'environnement**, en phase avec la transition **énergétique**, limitant les effets sur le **changement climatique** et en atténuant les impacts. C'est une approche transversale qui concerne tous les sujets de l'aménagement.

3. Synthèse et mise en exergue des grandes dynamiques

Le PADD a été construit en transposant les enjeux en objectifs, rassemblés en deux grands axes, et en territorialisant les éléments de projet.



Extrait : travail sur la territorialisation des objectifs du PADD

Il a été débattu une première fois en Conseil Municipal le 11 décembre 2023, puis une seconde fois le 16 décembre 2024.

La seconde version du PADD a notamment été enrichie par :

- L'avancée des études liée à la traduction règlementaire ;
- Les échanges avec les Personnes Publiques Associées ;
- L'évaluation environnementale.

Les évolutions ont notamment consisté en :

- La mise à jour du scénario démographique,
- Des compléments sur la préservation de l'eau et la gestion des eaux pluviales,
- Des précisions sur la modération de la consommation d'espaces.

Le PADD s'organise autour de 2 grands axes et 9 orientations :

Axe 1 : Pour un développement de la commune qualitatif et maîtrisé	**Axe 2 : Pour un territoire durable, valorisant ses richesses, et résilient face au changement climatique**
Orientation n°1 : Un rythme de production de logements et d'accueil de population à adapter au contexte d'Etrembières Orientations n°2 : Une urbanisation future à localiser de façon cohérente et harmonieuse Orientation n°3 : Un accompagnement nécessaire de l'urbanisation par des activités, services, équipements, emplois afin de préserver une vitalité communale Orientation n°4 : Des mobilités organisées et apaisées	Orientation n° 5 : Une nature à préserver, valoriser et développer, dans les différents espaces de la commune Orientation n°6 : Une sobriété foncière déjà à l'œuvre, à poursuivre Orientation n°7 : Des caractéristiques paysagères et patrimoniales à protéger et mettre en valeur Orientation n°8 : Des risques et nuisances à intégrer au projet communal Orientation n°9 : Un territoire s'inscrivant dans la transition énergétique et climatique

II. DU PADD A LA TRADUCTION REGLEMENTAIRE

Axe 1 : Pour un développement de la commune qualitatif et maîtrisé

Orientation n°1 : Un rythme de production de logements et d'accueil de population à adapter au contexte d'Etrembières

=> Une stratégie globale réfléchie à l'échelle d'Annemasse Agglomération :

La programmation de logements est réfléchie à l'échelle de l'Agglomération d'Annemasse. Puis, elle est répartie en fonction du statut des communes.

A ce titre, la commune d'Etrembières, se voit octroyer un objectif plafond de 300 logements à l'horizon 2032.

Le PLU vise à tenir compte de cette enveloppe, en tenant compte des nombreux projets déjà accordés (voir ci-après), et programmant le « reste » et en poursuivant le rythme de 25 logements par an à l'horizon du PLU (fixé à 2035).

=> Des projets en cours à assimiler :

Depuis l'approbation du SCoT, 154 logements ont été accordés. L'enveloppe maximale restante est donc de 146 logements (300 – 154) jusqu'en 2032.

Le PLU se définit à l'horizon 2035, soit pour 10 ans, et soit 3 ans au-delà de l'échéance du SCoT. Les élus, en cohérence avec Annemasse Agglomération, ont décidé de poursuivre le rythme annuel de 25 logements sur les 3 années permettant d'atteindre l'horizon du PLU (2032 à 2035), soit 75 logements (3 X 25).

L'objectif de production de logements inscrit au PLU communal est de 221 logements (146+75).

Les estimations à l'horizon du PLU établissent à environ 237 logements potentiels possibles (voir aussi partie justificative sur le projet urbain) entre la zone 1AUa, les parcelles dans le diffus, les divisions parcellaires, les secteurs de renouvellement urbain. Cela reste donc en cohérence avec l'objectif sachant qu'il s'agit d'hypothèses, dans le cas où tout se réalise à l'horizon du PLU.

Entre les logements autorisés et non réalisés et les futurs logements estimés dans le cadre du PLU, la croissance démographique induite est estimée, en tenant aussi compte des logements nécessaires au desserrement des ménages, aux résidences secondaires et aux logements vacants. Le niveau de population est ainsi estimé à environ 3100 habitants à l'horizon 2035.

=> Un développement souhaité en cohérence avec la capacité de la commune à l'absorber :

Le rythme de développement devrait ainsi être plus modeste que lors des décennies passées permettant à la collectivité de mieux maîtriser son territoire.

Le projet règlementaire est en cohérence en resserrant fortement les enveloppes urbaines afin de contenir le développement. La croissance envisagée se voudra bien plus modeste que par le passé (environ 1,2/1,3% / an contre près de 4%/an entre 1999 et 2020).

=> Une diversité de logements à renforcer afin de répondre au parcours complet des ménages dans une optique de mixité sociale et générationnelle :

Concernant la mixité des formes urbaines, le PLU le permet par la structuration du zonage : les zones U à vocation principalement résidentielle prévoient une dégressivité des formes urbaines et de la densité de Ua / Ub / Uc / Ud en fonction de la hiérarchie urbaine sur la commune. Ainsi l'habitat

Axe 1 : Pour un développement de la commune qualitatif et maîtrisé

collectif sera privilégié sur les zones Ua / Ub correspondant aux zones de centralité du centre-bourg et de Pas-de-l'Echelle, la zone Uc, en continuité des centralités vise à encourager les petits collectifs, l'intermédiaire, tandis que les zones Ud ne visent pas à être fortement densifiées, elles visent au maintien de l'habitat pavillonnaire, voir de l'habitat groupé ou petit intermédiaire.

Les OAP sectorielles adaptent les densités à leur localisation de centralité en prévoyant des logements collectifs du R+2 au R+3.

Concernant la mixité sociale, le PLU prévoit :

- Des taux plus ambitieux pour la seule zone 1AU, avec au moins 40 % de logements locatifs sociaux, et 40% de logements abordables (accession abordable, logement intermédiaire).
- La règle des « trois tiers » pour les opérations d'au moins 12 logements ou de plus de 1000 m² de surface de plancher.

Orientations n°2 : Une urbanisation future à localiser de façon cohérente et harmonieuse

=> Une armature urbaine interne à conforter

Les secteurs centraux du Pas-de-l'Echelle et du centre-bourg sont les secteurs préférentiels du développement et doivent, à ce titre, rassembler l'essentiel de la production nouvelle, en cohérence notamment avec le SCoT, ainsi que la logique urbaine.

Le projet de PLU est en total concordance puisque ces deux secteurs accueillent les 3 sites de projets de la commune (OAP) (environ 150 logements sur les 287 estimés) dont la seule zone 1AUa prévue sur la commune. Au-delà, les logements estimés dans le diffus sur ces secteurs (au sein des zones Ua/Ub/Uc), portent à plus de 2/3 de concentration des futurs logements sur ces deux secteurs.

Comme indiqué précédemment, le règlement des zones sur ces secteurs favorise la densité, notamment en zone Ua/Ub, contrairement aux zones Ud, plus éloignées, qu'il s'agit de maîtriser.

Les zones pavillonnaires non vouées à être densifiées, car plus éloignées, bénéficient d'un zonage Ud limitant fortement leur densification (CES évolutif, CEP de 60%, hauteur limitée à R+1). De plus, les secteurs des Îles les plus concernés par l'aléa inondation sont inscrits en zone N afin de limiter complètement ces secteurs aux seules extensions / annexes.

=> Des entités à relier

Les liens modes doux ont déjà été amélioré notamment via le cheminement modes doux au pied du Salève, utilisé quotidiennement pour les mobilités pendulaires, mais aussi pour les mobilités de loisirs.

Les aménagements nécessaires seront poursuivis mais ne nécessitent pas de traduction concrètes dans le PLU.

Les liens se traduisent aussi par des fonctions complémentaires entre les différentes entités de la commune, ce qui est préservés via le PLU :

- en confirmant les centralités via des zones spécifiques, notamment au sein desquelles les linéaires commerciaux sont protégés.
- en préservant le caractère résidentiel des zones plus éloignées, en limitant leur densification et la mixité des fonctions possibles.
- en prévoyant des zones consacrées aux zones économiques, commerciales et de loisirs afin de pérenniser ces usages.
- en identifiant les secteurs d'équipements publics au sein de zones dédiées.

Axe 1 : Pour un développement de la commune qualitatif et maîtrisé

=> Pour un urbanisme de qualité et adapté à l'environnement bâti et paysager

Le règlement des zones urbaines dédiées principalement à l'habitat Ua/Ub/Uc/Ud/Uh, prévoit des hauteurs et densités dégressives en cohérence avec le tissu et le rôle du secteur dans l'armature urbaine (centralité / continuité / espaces éloignés à ne pas densifier). Cela permet de mieux inscrire les projets dans l'environnement bâti.

Afin de prévoir des opérations plus qualitatives, le règlement des zones, prévoit, en cohérence avec chaque niveau de densité : un pourcentage d'espace perméable de pleine-terre, il également prévu la plantation d'un arbre à haute tige / 100 m² de terrain non bâti, la replantation de 2 arbres si un arbre est abattu, la création lors d'opération de 12 logements et plus : en secteur Ua et Ub, d'un espace commun (placette, aire de jeux, …) d'un seul tenant d'au moins 100 m²…

Les OAP sectorielles, permettent d'apporter des éléments de qualité des opérations pour les secteurs concernés : en matière de formes urbaines et d'implantation des bâtis, en matière d'espaces communs, de traitement des limites, de végétalisation, … A ce titre, il est intéressant de rappeler que l'OAP structurant N1 prévoit un espace de transition avec le secteur Ecole/Bibliothèque via un espace de rencontre ouvert et aménagé. De plus, un espace commun de convivialité interne à l'opération (jardins, aire de jeux, de repos, …) est à créer en limite Sud-est du secteur, majoritairement en espace perméable et végétalisé.

De plus, pour rappel, les OAP TVB et Climat-Air-Energie, apportent des éléments quant à la qualité des opérations, en matière de : perméabilité des sols, de gestion des limites d'opérations (essences végétalisées, composition d'une haie, …), de verdissement des bâtiments et des aménagements, ...

La municipalité a étudié plusieurs scénarios possibles pour tenir compte du renouvellement urbain potentiel sur sa commune (déjà à l'œuvre), afin de le prévoir et de l'encadrer, en cohérence avec l'armature territoriale.

Cela se traduit dans les choix de zonage, avec des densités autorisées en cohérence avec la volonté de prévoir un renouvellement urbain (favorisés en zones Ua/Ub), et aussi avec une réflexion via 2 OAP sectorielles permettant d'encadrer plus spécifiquement des secteurs pressentis.

Les secteurs à maîtrisés car plus éloignés ou présentant des contraintes, bénéficient d'un zonage permettant de limiter fortement leur densification (zone Ud voire N).

<u>Orientation n°3 : Un accompagnement nécessaire de l'urbanisation par des activités, services, équipements, emplois afin de préserver une vitalité communale</u>

=> Poursuivre la mixité fonctionnelle du tissu urbain et particulièrement au sein des polarités

Le PLU préserve les rez-de-chaussée commerciaux existants via le L151-16 du code de l'urbanisme.

De plus, les nouveaux commerces de proximité sont permis en zones Ua/Ub en cohérence avec le DAAC, dans la limite de 300 m² de surface de vente par unité commerciale.

La mixité des fonctions passe aussi par l'autorisation d'autres activités en zones résidentielles mixtes, dès lors qu'elles sont non nuisantes. A ce titre, le règlement permet le petit artisanat en zones Ua/Ub/Uc, les activités de services dans toutes les zones résidentielles, le bureau, …

De plus, la zone 1AU prévoit au sein de l'OAP, un espace dédié à la création de services.

Par ailleurs, des sites spécifiques dédiés à l'économie existent et seront pérennisés dans leur fonction via les zones Ux et Uy. Ces zones prévoient des indices associant des règlements adaptés aux fonctions souhaitées.

Une zone dédiée aux activités économiques en Ux est encadrée par des OAP afin de prévoir la qualité urbaine de ce site d'entrée de ville.

Axe 1 : Pour un développement de la commune qualitatif et maîtrisé

Les activités présentes dans la zone d'aléa rocheux ne bénéficient pas de possibilité de développement en raison du risque identifié.

=> Des activités et projets d'intérêt supra-communal, à permettre et encadrer

Le PLU intègre le site de la carrière via une zone spécifique Nc. De plus, les bâtiments liés à son exploitation sont inscrits en zone Ux.

Le document d'urbanisme prend aussi en compte les sites des gravières / dépôts dans leurs contours actuels via une zone dédiée Nm.

La zone commerciale « Shopping Etrembières » et le secteur présent de l'autre côté de l'échangeur sont intégrés en zone Uy avec un indice en adéquation avec ces surfaces commerciales d'ampleur et de rayonnement supra communal. Le projet de restructuration de la partie ouest (actuel Lidl), sera permis par le règlement du PLU. Les surfaces commerciales autorisées sont en cohérence avec le DAAC.

=> Une activité agricole à préserver et dont l'évolution des pratiques doit être permise

Le PLU prévoit un zonage agricole en 2 sous-secteurs : un zonage A constructible pour les exploitations agricoles : en tenant compte de l'exploitation en place secteur du Château et de potentiels projets dans la plaine. Le règlement vise à favoriser la diversification des activités via notamment la possibilité de la vente directe. De plus, le zonage Ap prend en compte les terres agricoles, et notamment celles stratégiques identifiées au SCoT, en les pérennisant via l'interdiction de toute construction/occupation nouvelle.

Des jardins partagés sur le Pas-de-l'Echelle seront préservés via le L151-23 au titre des « terrains cultivés (…) à protéger et inconstructibles quels que soient les équipements qui, le cas échéant, les desservent ».

=> Répondre aux besoins des habitants en prévoyant des équipements et services adaptés

Les secteurs d'équipements sont pérennisés au sein des zones Ue. De plus, les équipements sont autorisés dans les zones Ua Ub Uc, et de façon moindre en zones Uh et Ud (uniquement les locaux et bureaux des administrations et autres établissements recevant du public en Ud seulement).

Le seul projet identifié à ce jour est l'extension de l'école, qui se fera sur le site actuel, avec un foncier le permettant et donc classé en Ue.

Les sites de loisirs et parcs sont également identifiés par des zones dédiées : Ne pour les parcs et Nl pour les secteurs de loisirs.

Concernant l'équipement numérique, le règlement du PLU prévoit que toute construction nouvelle doit disposer d'un fourreau en attente pour pouvoir être raccordée au réseau de télécommunication très haut débit par fibre optique.

La préservation des nappes, sujet particulièrement sensible sur la commune avec la présence du captage des Eaux Belles, est bien intégrée au projet avec l'inscription des 3 niveaux de préservation des nappes au zonage, avec un règlement associé adéquat avec les exigences du SAGE.

Il n'existe pas de projet de développement dans les secteurs de nappes. Les secteurs d'enjeux 1 sont en zones naturelles. En zone 2 et 3, il existe des secteurs bâtis ou des occupations (de loisirs par

exemple, ou gravières) existantes qu'il convient de prendre en compte par des zonages / règles spécifiques. Toutefois, il n'existe pas de projets d'extension de ces secteurs.

Les éléments concernant l'adéquation de la ressource avec les évolutions démographiques envisagées sont détaillés au sein des annexes sanitaires. Cette compétence relève d'Annemasse Agglomération, permettant d'avoir une vision d'ensemble globale cohérente.

Pour rappel, la commune d'Etrembières suit les tendances envisagées par l'Agglomération en matière de production de logements, et tend à davantage maîtriser son urbanisation par un resserrement conséquent des enveloppes urbaines par rapport au PLU en vigueur.

Il ressort notamment que :

« *Le bilan ressources/consommation établi à l'issue de l'étude SDAEP de 2021 faisait ressortir en situation d'hypothèse « basse » et « haute » :*

Équilibre fragile en période moyenne de consommation en 2030,

Déficitaire 3 mois de l'année en pointe dès 2025 avec un déficit plus critique en cas d'étiages sévères. Une augmentation des prélèvements dans la nappe d'Arthaz et dans la nappe Genevoise pour compenser l'étiage de la source des Eaux Belles ou un apport extérieur depuis les Services Industriels de Genève (SIG) sera nécessaire pour assurer les besoins en eau des abonnés en période d'étiage. Cela nécessite également une meilleure gestion de l'exploitation des nappes afin de favoriser leurs recharges en période de haute eau.

Des études complémentaires sont en cours de réalisation par les services compétents d'Annemasse Agglo afin de chercher de nouvelles ressources disponibles. Ces études de faisabilité portent sur l'identification de 6 nouvelles ressources potentielles. Une fois ces études réalisées, le SDAEP pourra être finalisé. Ainsi, Annemasse Agglo pourra valider les investissements programmés afin de sécuriser l'approvisionnement en eau potable du territoire d'Annemasse Agglo. »

Concernant l'assainissement des eaux usées, le seul secteur de projet en zone 1AU se situe en zonage d'assainissement collectif, comme la quasi-totalité de la commune (environ 98% des habitations de la commune, cf annexes sanitaires). Pour ce qui est de la capacité de la STEP, les annexes sanitaires, produits par Annemasse Agglomération, compétente sur ce sujet, indiquent que « *Un projet de travaux d'extension et de remise à niveau de l'UDEP Ocybèle est en cours.* »

Les secteurs en assainissement autonome concernent principalement du diffus non compris en zone U, seul un secteur en partie ouest de la commune, en ANC bénéficie d'un zonage Ud restreignant fortement sa densification.

Le règlement écrit revient sur les règles liées à la gestion des eaux pluviales, qui sont détaillées dans les annexes sanitaires.

De plus, au-delà de ces règles, le PLU prévoit des coefficients d'espaces perméables visant à maintenir une part intéressante de ces espaces, favorables à la bonne gestion des eaux pluviales et limitant l'impact des constructions/aménagements sur ce sujet.

L'OAP TVB prévoit tout un chapitre sur la perméabilité des sols en complément du règlement écrit. Cela permet d'apporter des éléments qualitatifs pour la bonne prise en compte de cet enjeu.

Elle préconise également la récupération des eaux pluviales.

Concernant les déchets ménagers, le règlement prévoit un paragraphe dédié afin de prévoir de nouveaux dispositifs en cas d'opérations collectives (4 logements et plus). Un emplacement réservé est dédié à l'aménagement d'un PAV.

Axe 1 : Pour un développement de la commune qualitatif et maîtrisé

Orientation n°4 : Des mobilités organisées et apaisées

=> Une structuration du développement en cohérence avec des mobilités alternatives au tout automobile individuelle

L'essentiel des futurs logements est prévu sur les centralités du Pas-de-l'Echelle et du centre-bourg comme décrit précédemment : localisation de la seule zone 1AU et des secteurs d'OAP en renouvellement urbain, ainsi que les zones du PLU permettant le plus de densité (Ua/Ub) : cela permet la proximité des futurs logements avec les points de transports en commun ainsi qu'avec les services du quotidien et notamment l'école.

=> Une multimodalité sécurisée et efficace

Comme développé ci-avant, la stratégie d'urbanisation vise à densifier dans et autour des polarités favorisant l'utilisation des transports en commun et des modes doux. Les secteurs excentrés classés en Ud ou N ne seront pas densifiés, en partie du fait de leur éloignement aux transports en commun et services.

Le réseau modes doux existant est préservé via leur identification au plan de zonage et prend en compte le tracé de la ViaRhôna. Les OAP sectorielles structurantes prévoit des cheminements modes avec des liens vers le réseau existant.

Les stationnements sont encadrés au règlement afin d'apporter une qualité à ces aménagements : surfaces perméables, végétalisation, dimensionnement. De plus, les OAP Climat Air Energies et TVB apportent des éléments quant à la qualité de ces secteurs. Les stationnements cycles sont réglementés afin qu'ils soient adaptés et sécurisés.

=> Des aménagements pour les mobilités de loisirs à poursuivre

Le réseau modes doux existant est préservé via leur identification au plan de zonage et prend en compte le tracé de la ViaRhôna.

La naturalité préservée du secteur des Îles vise à favoriser le potentiel de loisirs doux sur ce secteur.

=> Un projet spécifique pour mieux traiter les circulations des poids lourds liés à la carrière

Cet objet ne se traduit pas concrètement dans les pièces règlementaires mais permet de ne pas fermer la porte dès lors que le projet aura mûri.

Axe 2 : Pour un territoire durable, valorisant ses richesses, et résilient face au changement climatique

Orientation n° 5 : Une nature à préserver, valoriser et développer, dans les différents espaces de la commune

=> Des grands espaces de naturalités reconnus à préserver et valoriser

La trame bleue est préservée via plusieurs outils : le zonage N sur la plaine de l'Arve (pour les parties naturelles, les parties agricoles étant en A/Ap), les zones humides, le cours d'eau des Eaux Belles, les trames de préservation des zones humides, l'Espace de Bon Fonctionnement des cours d'eau, la préservation des nappes, … Le règlement associé à ces éléments permet une préservation renforcée de la trame bleue.

Il s'agit également de prendre en compte la bonne gestion et l'utilisation de la ressource en eau, thèmes traités dans le cadre des annexes sanitaires. Cela concerne l'adéquation de la ressource disponible en eau avec les besoins à venir, la préservation de la ressource via la protection du captage et des nappes, la préservation des cours d'eau et milieu via le zonage assainissement, mais aussi la gestion des eaux pluviales dont les éléments sont repris dans le règlement écrit et compléter via des éléments qualitatifs dans l'OAP TVB.

La trame verte est sauvegardée via différents outils : le zonage N sur les grands espaces de végétalisation correspondant au Salève, aux ripisylves, des zones N ou Ap pour préserver des prairies, notamment en milieu urbain, la préservation des arbres, …

En plus, l'OAP thématique TVB permet de compléter sur la préservation qualitative de ces éléments et l'articulation entre grandes trames verte et bleue et les éléments de nature en ville (notamment les éléments sur le traitement des limites d'opérations).

Les choix d'urbaniser dans les enveloppes, sans aller rechercher des extensions majeures sur le milieu naturel et agricole, vise à préserver les équilibres et ainsi le fonctionnement de ces grandes trames vertes et bleues.

=> Une nature en ville à sublimer et développer dans le cadre des projets

Les parcs et jardins en milieu urbains sont préservés via des zones Ne correspondant notamment aux secteurs de parcs urbains, la trame de jardins en milieu urbain pour des jardins partagés, la préservation d'arbres remarquables, préservation d'un verger en zone N (sous Rossy), le règlement demande par ailleurs la plantation d'arbres dans les nouvelles opérations (1 pour 100 m² d'espaces non bâtis) et pour les espaces de stationnement, la replantation par 2 arbres de tout arbre supprimé, le maintien d'espaces non imperméabilisés (coefficient d'espace perméable dans les zones U/AU, avec un minimum de 40%) dans les zones U/AU, la perméabilité des espaces de stationnement et l'OAP TVB œuvrant pour la végétalisation des bâtiments et des opérations.

=> Une perméabilité entre les grands espaces de nature et les secteurs urbains à favoriser

Cela se traduit tout particulièrement via l'OAP TVB, dont une partie spécifique vise à favoriser « des limites d'opérations poreuses ». Elle permet d'apporter des éléments qualitatifs pour favoriser des clôtures perméables pour la petite faune, sur la composition végétale des haies, et sur l'aménagement des lisières d'opérations pour adapter les interfaces boisées.

Axe 2 : Pour un territoire durable, valorisant ses richesses, et résilient face au changement climatique

Des éléments apparaissent également dans le règlement écrit quant à la composition des éléments de clôture notamment.

Orientation n°6 : Une sobriété foncière déjà à l'œuvre, à poursuivre

=> Un développement réfléchi dans une optique de modération de la consommation d'espaces et d'atteinte de l'objectif ZAN à terme

Voir partie dédiée au bilan ZAN et son intégration au PLU

=> Des choix dans la localisation du renforcement urbain en cohérence

L'essentiel de la croissance urbaine est prévu dans les enveloppes urbaines. Les extensions pour l'habitat sont mineures et visent surtout à maintenir l'entièreté de propriétés foncières déjà en partie bâties en zones U. Il n'existe pas de secteurs d'extension majeure. En effet, la seule zone 1AUa est définie dans l'enveloppe urbaine du centre-bourg. Elle représentera toutefois une consommation potentielle d'un espace considéré comme agricole.

Il est important de souligner que 2 zones à urbaniser très impactantes sur le milieu agricole et naturel ont été déclassées par rapport au PLU en vigueur, sur le secteur des Îles.

Rappelons que deux OAP visent à encadrer un développement par renouvellement urbain, permettant retravailler des espaces déjà urbanisés.

Les extensions et consommations foncières potentielles plus importantes sont celles liées aux activités économiques sur le Pas-de-l'Echelle.

Orientation n°7 : Des caractéristiques paysagères et patrimoniales à protéger et mettre en valeur

=> Un patrimoine bâti historique protégé

De nombreux éléments du patrimoine sont préservés au PLU au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme : la gare, le Château, les chapelles…

A noter que l'Eglise Notre-Dame-de-la-Paix est un monument historique (MH) inscrit et la commune est concernée par le périmètre des MH de la gare d'arrivée du téléphérique du Salève.

De plus, ajoutons que le secteur de hameau historique du Pralet bénéficie d'une Uh spécifique permettant un règlement adapté à la préservation des caractéristiques de bâtis traditionnels (interdiction de toit plat par exemple).

=> Une structure paysagère préservée

Les enveloppes urbaines sont contenues, aucune extension majeure n'est prévue (au contraire, les zones actuellement en extension sont déclassées), permettant de préserver les coupures d'urbanisation et ainsi la lisibilité des enveloppes urbaines. La coupure urbaine majeure entre le Pas-de-l'Echelle et le centre-bourg est bien préservée, les enveloppes urbaines ne permettent pas d'extension le long de la RD1206 permettant de relier ces deux secteurs.

=> Des entrées de ville et séquences urbaines à améliorer

La restructuration du secteur ouest à Shopping Etrembières est prévue dans le cadre du PLU, via une zone adaptée, Uy1. Le projet, réfléchi en parallèle du PLU, sera rendu possible par ce dernier.

Pour ce qui est de la traversée du centre-bourg, comme du Pas-de-l'Echelle, les nouvelles opérations encadrées via des OAP sectorielles, prévoient les transitions et les connexions avec le tissu et le réseau existant : traitement paysager, modes doux, … Rappelons que, les rez-de-chaussée commerciaux seront préservés sur ces secteurs, et le règlement des zones des centralités, favorisent

Axe 2 : Pour un territoire durable, valorisant ses richesses, et résilient face au changement climatique

la mixité des fonctions, donnant des conditions favorables au maintien et développement de l'animation de ces secteurs.

=> De nouvelles opérations d'aménagement à adapter au contexte

Le règlement des zones urbaines dédiées principalement à l'habitat Ua/Ub/Uc/Ud/Uh, prévoit des hauteurs et densités dégressives en cohérence avec le tissu et le rôle du secteur dans l'armature urbaine (centralité / continuité / espaces éloignés à ne pas densifier). Cela permet de mieux inscrire les projets dans l'environnement bâti.

Le règlement de PLU encadre l'aspect des constructions notamment via les volumes, l'aspect des toitures, des façades, l'insertion des éléments techniques, …

Afin de prévoir des opérations plus qualitatives, le règlement des zones, prévoit, en cohérence avec chaque niveau de densité : un pourcentage d'espace perméable de pleine-terre, il également prévu la plantation d'un arbre à haute tige / 100 m² de terrain non bâti, la replantation de 2 arbres si un arbre est abattu, la création lors d'opération de 12 logements et plus : en secteur Ua et Ub, d'un espace commun (placette, aire de jeux, …) d'un seul tenant d'au moins 100 m²…

Les OAP sectorielles, permettent d'apporter des éléments de qualité des opérations pour les secteurs concernés : en matière de formes urbaines et d'implantation des bâtis, en matière d'espaces communs, de traitement des limites, de végétalisation, … A ce titre, il est intéressant de rappeler que l'OAP structurant N1 prévoit un espace de transition avec le secteur Ecole/Bibliothèque via un espace de rencontre ouvert et aménagé. De plus, un espace commun de convivialité interne à l'opération (jardins, aire de jeux, de repos, …) est à créer en limite Sud-est du secteur, majoritairement en espace perméable et végétalisé.

De plus, pour rappel, les OAP TVB et Climat-Air-Energie, apportent des éléments quant à la qualité des opérations, en matière de : perméabilité des sols, de gestion des limites d'opérations (essences végétalisées, composition d'une haie, …), de verdissement des bâtiments et des aménagements, ...

Orientation n°8 : Des risques et nuisances à intégrer au projet communal

=> Les risques et aléas naturels

Les zones du PPR liées au risque inondation par l'Arve, et l'aléa rocheux du Salève ont été reportés sur le plan graphique, les prescriptions spécifiques attribuées à ces secteurs sont inscrites au règlement écrit.

Aucun projet / zone U n'est prévu dans la zone rouge du PPR (inconstructible de fait). En zone bleue, il existe des secteurs bâtis, pour partie en zone U, qui devront respecter les mesures et prescriptions liée au risque inondation.

Pour rappel, des EBF ont été instaurés sur la plaine de l'Arve afin d'envisager la bonne gestion de ce cours d'eau.

Aucune zone de développement n'est prévue dans la zone d'aléas rocheux.

=> Les risques technologiques et nuisances

Le PLU prévoit des zones dédiées aux activités économiques pouvant s'avérer nuisantes pour les habitations, au travers des zones Ux. Elles comportent des indices différents afin de tenir compte de la vocation dominante de la zone et ainsi d'adapter le règlement (sous-destinations, hauteur, …).

Un site important en superficie en Ux est encadré par des OAP afin de garantir sa bonne insertion et l'interface avec le milieu résidentiel alentour.

Axe 2 : Pour un territoire durable, valorisant ses richesses, et résilient face au changement climatique

Les activités artisanales sont autorisées dans les zones U à dominante résidentielle (en Ua/Ub/Uc) dès lors qu'elles n'apportent pas de nuisances et qu'elles sont limitées à 150 m² de surface de plancher.

Le PLU réalise un inventaire des sites polluées via les bases de données officielles existantes.
A savoir qu'un site est compris dans l'OAP de renouvellement urbain N3. Toutefois, il est nécessaire de préciser qu'une déclaration de fin d'exploitation a été formulée le 31/07/1998 par la société SARAM pour son dépôt pétrolier, et « qu' au vu des résultats de l'instruction menée au titre du décret du 21/09/1977 et des constations effectuées sur place le 12/10/2001 il apparaît que les travaux de remise en état des parcelles susvisées sont conformes aux dispositions prévues par l'arrêté préfectoral du 24/11/1976 » (extrait du procès-verbal de recollement du 06/11/2001). Toutefois, il sera nécessaire lors de l'aménagement du site de s'assurer que les travaux réalisés sont suffisants pour garantir la sécurité sanitaire du site et des futurs habitants.

Le PLU rappelle le risque de matières dangereuses du fait de la présence de l'autoroute sur la commune.

La commune est particulièrement concernée, puisque traversée par l'autoroute et la RD1206 très circulées, ainsi que par la voie ferrée.
La carte des périmètres concernés par les nuisances sonores et la règlementation associée sont annexées au PLU.
L'opération prévue en 1AU, prévoit en plus, des mesures pour favoriser un espace tampon entre la partie nord soumis aux nuisances de la voie ferrée et de l'autoroute avec la future opération (positionnement des bâtiments, végétalisation, …).
Des zones conséquentes de naturalité sont préservées sur la commune, jouant le rôle de puits de carbone, et en complément des espaces verts en milieu urbain sont également identifiés pour être préservés

=> Atténuer les effets du dérèglement climatique
Voir justifications de l'orientation suivante

Orientation n°9 : Un territoire s'inscrivant dans la transition énergétique et climatique

=> Des politiques de mobilités supra-communales sur lesquelles s'appuyer
Le PLU recherche une articulation entre politique des mobilités en faveur des modes alternatifs à la voiture individuelle, à son échelle, et l'urbanisation par les choix qui sont réalisés en matière de localisation préférentielle du développement. De ce fait, l'essentiel des futurs logements est prévu sur les centralités du Pas-de-l'Echelle et du centre-bourg : localisation de la seule zone 1AU et des secteurs d'OAP en renouvellement urbain, ainsi que les zones du PLU permettant le plus de densité (Ua/Ub) : cela permet la proximité des futurs logements avec les points de transports en commun ainsi qu'avec les services du quotidien et notamment l'école. Cela favorise ainsi l'usage des modes doux pour ce type de déplacements.
Les secteurs excentrés classés en Ud ou N ne seront pas densifiés, en partie du fait de leur éloignement aux transports en commun et services.

Axe 2 : Pour un territoire durable, valorisant ses richesses, et résilient face au changement climatique

De plus, même si cela restera marginal, le PLU donne les conditions pour favoriser l'emploi sur place avec des zones dédiées aux activités économiques et la mixité fonctionnelle permise dans les zones U à dominante résidentielle, permettant de limiter les déplacements liés à l'emploi.
Le réseau modes doux existant est préservé via leur identification au plan de zonage et prend en compte le tracé de la ViaRhôna. Les OAP sectorielles structurantes prévoit des cheminements modes avec des liens vers le réseau existant. La naturalité préservée du secteur des Îles vise à favoriser le potentiel de loisirs doux sur ce secteur.

=> Des actions sur le parc bâti existant et nouveau à inscrire dans un cadre vertueux

Le règlement de PLU permet la réhabilitation du bâti en vue d'améliorer leurs performances énergétiques, en prévoyant que : « Dans le cas de projets de travaux d'isolation extérieure ou de la mise en place de dispositifs de protections solaire en saillie des façades d'une construction existante, la règle d'implantation peut être différente de celles définies ci-après, si les dispositifs d'isolation et/ou de protection présentent une épaisseur au plus égale à 25 cm et qu'ils sont en harmonie avec les caractéristiques architecturales de la construction existante. »
De plus, le règlement ne fait pas opposition aux bâtiments permettant d'améliorer les performances énergétiques : choix des matériaux / couleurs. Il prévoit également un paragraphe sur le niveau de performances énergétiques des bâtiments.
Ces éléments sont complétés par l'OAP thématique Climat Air Energies avec des principes rappelant la RE 2020, pour des projets bioclimatiques, sur la bonne orientation des bâtiments, la ventilation, les protections solaires, …

Sur le territoire c'est l'énergie solaire qui peut être privilégiée, bien que limitée sur certains secteurs en raison du « masque » du Salève.
Le règlement permet les panneaux solaires et l'OAP Climat Air Energies apportent des éléments qualitatifs quant à leur bonne implantation / intégration.

Le règlement prévoit, en cohérence avec chaque niveau de densité : un pourcentage d'espace perméable de pleine-terre, il également prévu la plantation d'un arbre à haute tige / 100 m² de terrain non bâti, la replantation de 2 arbres si un arbre est abattu, un pourcentage de stationnements perméables en fonction du nombre de places.
Le règlement permet les végétalisations du bâti et l'OAP TVB vient en complément pour apporter des éléments pédagogiques et qualitatifs.
En complément, les OAP thématiques Climat Air Energies et TVB apportent des éléments sur l'aspect qualitatif des espaces perméables, la composition des haies et les essences à privilégier, le sujet du confort thermique (masques solaires, choix des matériaux),…

=> Une armature naturelle à l'échelle de la ville à préserver pour son rôle dans le maintien de grands espaces de naturalité

Comme indiqué précédemment, les grands espaces naturels, ainsi que la nature en ville, seront préservés voire développer via les outils du PLU. Les enveloppes urbaines sont contenues afin de maintenir les grands équilibres. Cela vise ainsi à préserver ces éléments participant à la fraîcheur et à la séquestration carbone.

JUSTIFICATION DU PROJET URBAIN

I. LE PROJET DE DEVELOPPEMENT DEMOGRAPHIQUE ET DE L'HABITAT

1. La production de logements

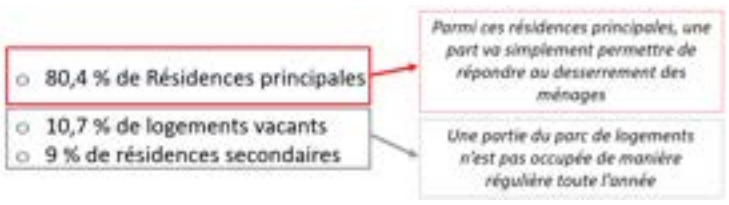
La stratégie de production de logements est définie à l'échelle de l'Agglomération d'Annemasse, au travers du SCoT et du PLH. A ce titre, il est alloué, à la commune d'Etrembières, un objectif de production de logements plafond de 300 logements (soit 25 logements / an) à l'horizon 2032. La commune présente deux catégories d'espaces au sein de l'armature urbaine : le Pas-de-l'Echelle en « Cœur urbain » et le village en « Cœur de Village », impliquant des densités et une concentration de la production de logements (75 à 80% de la production).

Depuis l'approbation du SCoT, et ainsi le décompte de l'enveloppe de 300 logements, 154 ont été accordés. L'enveloppe maximale restante est de 146 logements (300 – 154) jusqu'en 2032.
Le PLU se définit à l'horizon 2035, soit pour 10 ans, et soit 3 ans au-delà de l'échéance du SCoT. Les élus, en cohérence avec Annemasse Agglomération, ont décidé de poursuivre le rythme annuel de 25 logements sur les 3 années permettant d'atteindre l'horizon du PLU (2032 à 2035), soit 75 logements (3 X 25).
L'objectif de production de logements inscrit au PLU communal est de 221 logements (146+75).

2. Les effets sur l'accueil démographique

Au-delà de la production à venir (221 logements), il existe un « stock » de logements (correspondant aux autorisations d'urbanisme autorisé mais non encore achevées et n'ayant ainsi pas encore accueilli d'habitants), de 163 logements (dont 154 accordés depuis l'approbation du SCoT).
Nous pouvons ainsi supposer, que 384 logements (221+163) vont probablement sortir de terre dans les 10 années à venir.

Parmi ces logements, tous ne vont pas produire « d'effet démographique ». En effet, si nous maintenons la composition du parc de logements, tous les logements ne vont pas accueillir de nouveaux habitants :

- 80,4% des logements sont des résidences principales qui vont permettre non seulement l'accueil de nouveaux ménages mais aussi de répondre au phénomène de desserrement des ménages. - 10,7% sont des logements vacants - 9% sont des résidences secondaires	

Estimation de la répartition des logements à produire :

1 Desserrement des ménages :

En 2020 = 2,28 (contre 2,4 en 2010) pers/ménage
Si la tendance se poursuit, en 2035 = 2,15 pers/ménage
Si seulement maintien de la population en place, il faudrait : 68 logements

	2021	2035
Taille moyenne des ménages	2,28	2,15
Nombre de résidences principales	1150	1218
Population totale	2619	2619

2 Résidences secondaires :
10 % => soit 38 logements

3 Logements vacants :
9 % => soit 35 logements

141 logements parmi les 384 ne vont pas s'accompagner d'une croissance démographique

4 Croissance démographique envisagée :

243 logements théoriques produiront un accueil de population
Soit 522 habitants supplémentaires à l'horizon 2035
Ce qui porterait le niveau de population à environ 3100 habitants (TCAM de 1,2-1,3 %)

II. L'ANALYSE DES ENVELOPPES URBAINES ET DE LEUR CAPACITE DE DENSIFICATION

Afin de connaître la capacité de densification des espaces bâtis, le préalable est de définir précisément ce qui est entendu par « espaces bâtis », notion retraduite ici par « l'enveloppe urbaine ».
Dans un premier temps, le cadre règlementaire (code, SCoT) est rappelé, puis nous nous attacherons à présenter la méthodologie et les résultats appliqués pour définir l'enveloppe urbaine et ses capacités de densification.
Cette analyse, réalisée en début de l'étude PLU, constitue le socle de réflexion et de construction du projet règlementaire graphique. Toutefois, il ne s'agit en aucun cas d'éléments graphiques à prendre « à la lettre », ils n'ont pas de caractère d'opposabilité. Ces éléments ont servi de base de réflexion pour la définition des tracés de zonage et prescriptions, ainsi que pour l'estimation de la programmation urbaine associée.

1. Rappels règlementaires

1.1. Le code de l'urbanisme :

Article L151-4 du code de l'urbanisme :
Le rapport de présentation du PLUi-HM *« analyse (…) la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales. Il expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers. (…). »*

1.2. Le SCoT d'Annemasse Agglomération :

L'enveloppe urbanisée :
Dans sa partie *2.2. Une politique de l'habitat solidaire et compatible avec un rythme de développement démographique maîtrisé*, le SCoT, apporte une définition de l'enveloppe urbaine :
« ***L'enveloppe urbaine*** *du SCoT désigne l'ensemble des* ***espaces urbanisés ou artificialisés au 1er janvier 2021 (état 0 retenu pour la révision du SCoT)*** *:*
• Les opérations d'aménagement autorisées ou livrées avant le 1er janvier 2021 et répondant aux critères de l'enveloppe urbaine du SCoT sont intégrées à l'état 0 du SCoT. Celles-ci ne sont donc pas à déduire des stocks fonciers attribués par le SCoT sur la période 2021-2032 ;
• Les secteurs bâtis regroupant moins de 5 constructions et les zones AU des PLU non aménagées au 1er janvier 2021 ne sont en revanche pas intégrés à l'état 0 de l'enveloppe urbaine du SCoT ;
• Les secteurs bâtis de faible densité ou d'urbanisation diffuse faisant l'objet d'un classement en zone agricole (A) ou naturelle (N) aux PLU en vigueur ne sont pas intégrés à l'enveloppe urbaine du SCoT. »

Le foncier :
Le SCoT indique de :
« *- Permettre la mobilisation des gisements suivants en densification ou mutation des espaces urbanisés afin de répondre à l'ambition de développement prioritaire au sein de l'enveloppe urbaine.*
- Limiter les impacts du développement résidentiel sur l'équilibre des espaces naturels, agricoles et forestiers et positionner Annemasse Agglo sur une trajectoire exemplaire en matière de sobriété foncière en calibrant les

projets de développement urbain des communes à regard des stocks fonciers en extension urbaine suivants (maximum). »

« Les stocks fonciers en extension urbaine désignent l'enveloppe foncière maximale à ne pas dépasser dans le dimensionnement des zones d'urbanisation future à vocation dominante d'habitat (court et long terme) au sein des documents locaux d'urbanisme. Il s'agit :

- Des objectifs chiffrés du DOO en matière de consommation limitée des espaces naturels, agricoles et forestiers définis en application de l'article L.141-6 du Code de l'urbanisme ;

- D'un plafond défini par le SCoT sur la période 2021-2032, les communes ayant la possibilité de mobiliser un stock foncier inférieur. »

« En cohérence avec les stocks fonciers maximums fixés par le SCoT, l'inscription d'une zone d'urbanisation future à vocation dominante résidentielle :

• Doit être dimensionnée et justifiée au regard des capacités de densification des espaces urbanisés, en cohérence avec la programmation en logements maximale définie par le SCoT et le rôle de la commune au sein de l'armature urbaine ;

• Doit s'inscrire dans une logique de phasage de l'ouverture à l'urbanisation ;

• Est conditionnée dans le choix de localisation du secteur, en prenant en compte et justifiant les critères suivants (…)

• Est conditionnée à la réalisation d'une étude d'aménagement d'ensemble pour prendre en compte les principes d'aménagement suivants (…)

• Si la réduction d'une zone urbaine ou à urbaniser (1AU ou 2AU) s'avère nécessaire lors de la révision d'un PLU ou à l'occasion de l'élaboration d'un PLU intercommunal, une priorisation des espaces potentiellement déclassables devra être réalisée en s'appuyant sur ces trois critères. »

2. Exposé de la méthodologie employée

2.1. L'enveloppe urbaine :

Si le SCoT donne une ligne de conduite à adopter, il est nécessaire ensuite de l'appliquer concrètement au territoire et à ses spécificités.

La méthode s'est déroulée en plusieurs étapes et l'utilisation de plusieurs sources de données :

- En premier lieu, génération automatisée d'une enveloppe urbaine reprenant les critères suivants :
    - Prise en compte des espaces urbanisés (en s'appuyant sur la base OCS occupation du sol, fournie par la DDT74) distants de moins de 50 m et présentant une certaine densité (+ de 4 bâtiments) et continuité (ruptures physiques, voirie, etc). A ce stade tous les bâtiments sont pris en compte, y compris les espaces agricoles, économiques… dès lors qu'ils répondent aux critères de l'enveloppe urbaine. C'est au stade du zonage que la précision permettra d'affiner et d'écarter certains bâtiments et/ou occupations des zones U ;
    - Prise en compte des espaces bâtis mais également, les espaces de type stationnements, campings, aires de sports, cimetières, qui s'ils sont contigus, sont intégrés à l'enveloppe urbaine.

- Cette enveloppe a ensuite été réajustée en lien avec la connaissance du territoire et suite à des échanges avec les élus et services techniques locaux, notamment pour tenir compte des ruptures et de la réalité du terrain.

2.2. La capacité de densification et de mutation :

La capacité de densification et de mutation correspond aux potentiels d'urbanisation au sein de l'enveloppe urbaine, préalablement définie, sur du foncier vierge comme sur du foncier déjà bâti.
Cela couvre les notions de :

- gisements fonciers : parcelles libres de construction et d'occupation,
- divisions parcellaires : parcelles en partie bâties susceptibles d'être divisées pour de nouvelle(s) construction(s),
- renouvellement urbain (démolitions/reconstructions).

Ces éléments ont été, dans un premier temps, générés sur la base de photographies aériennes, puis affinés avec la connaissance des élus locaux et techniciens.

Les gisements fonciers :
Sont considérés comme gisements fonciers les tènements libres de constructions et d'occupations répondant aux critères cumulés suivants :

- Parcelle / groupement de parcelles, vierge de construction et d'occupation ayant une superficie ≥ 300 m²
- Parcelle / groupement de parcelles ayant une largeur ≥ 12 m
- Sont sorties les parcelles concernées par des prescriptions environnementales (espaces de bon fonctionnement, aléas / risques naturels, …)
  Ces trois premiers critères ressortent d'une analyse brute et objective
- Sont également sortis les gisements présentant des contraintes de terrain : pente, accès, forme
- Sont enfin sortis des éléments qui ressortent en gisements que les élus ne souhaitent pas se voir urbaniser et pour lesquels ils déploieront des mesures règlementaires adéquates lors du travail de zonage : parcs, jardins, espace agricole, coupure verte …
  Ces deux derniers critères ont permis d'affiner la première analyse brute

Une autre information est apportée : à savoir si les tènements libres sont concernés par des autorisations d'urbanisme (Permis de construire ou Permis d'aménager). En effet, ils sont comptés à part dans le potentiel de logements (déjà autorisés, et faisant partie du potentiel SCoT), et feront partie du potentiel « consommable » puisqu'à ce jour ils n'ont pas encore fait l'objet d'une urbanisation mais seulement d'un projet autorisé.

Ex du passage des gisements « bruts » au gisements « nets » :

Potentiels « bruts »



Potentiels « nets » : en fonction des contraintes et des choix de zonage



Les divisions parcellaires :

Ce thème permet d'évaluer le potentiel de divisions parcellaires, en s'appuyant sur les critères suivants :

- Identification des parcelles présentant une superficie ≥ 600 m² avec un CES < à 0,06,
- Dont la configuration permet d'envisager une densification parcellaire (positionnement actuel de la construction, forme de la parcelle, topographie…)

Le renouvellement urbain :

Le potentiel de renouvellement urbain est plus difficile à identifier et à évaluer. En effet, bien qu'il soit relativement facile de repérer les zones où ce renouvellement ne se réalisera pas (secteurs patrimoniaux, zones non destinées à être densifiées par le futur règlement, etc.), il demeure plus complexe de déterminer où il pourrait effectivement avoir lieu.

Pour appuyer les élus dans cette identification, des critères ont été donnés :

- Secteurs présentant un potentiel et un intérêt du fait de leur localisation proches des centralités,
- Secteurs ne présentant pas de qualité patrimoniale forte à préserver,
- Secteurs vieillissants et n'ayant pas encore fait l'objet d'opérations récentes.

Des îlots ont été proposés aux élus autour du centre-bourg et du Pas-de-l'Echelle, puis en fonction de leur connaissance du terrain, de la rétention foncière, des transactions ou réhabilitations récentes, et de la volonté des élus de privilégier la mutation de certains secteurs, des sites préférentiels sont retenus et seront in fine encadrés par des OAP sectorielles.

Extrait des premières réflexions





3. De l'enveloppe urbaine au zonage

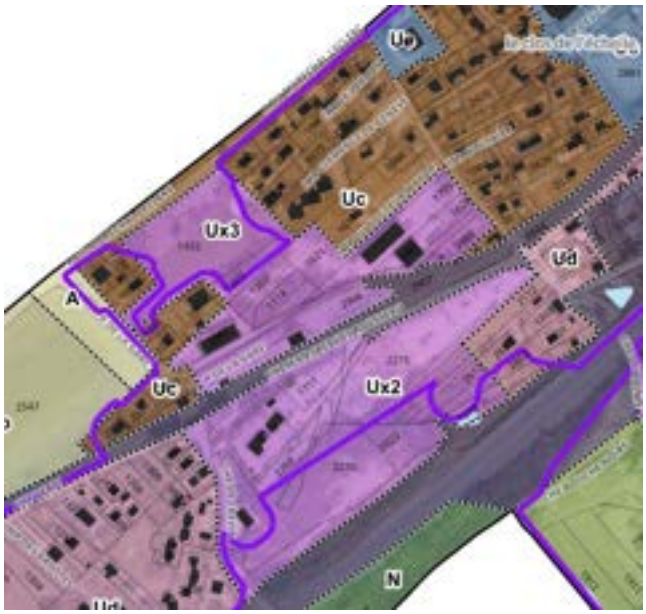
Le travail de l'enveloppe urbaine a été engagé dès la phase de diagnostic, afin d'estimer les potentiels constructibles au sein de celle-ci.
Par la suite, le bilan du PLU, le bilan au regard du SCoT en cours, la définition du parti d'aménagement, au travers du PADD, a permis aux élus de se positionner sur un projet de développement.
Le travail sur le zonage et les OAP permet la mise en œuvre de ce projet.
Ce travail de zonage et d'OAP s'appuie donc sur l'enveloppe urbaine, et vient en préciser les contours via le zonage constructible (U/AU), en cohérence avec le PADD. En effet, l'enveloppe urbaine ne conduit pas nécessairement à un classement constructible. Et inversement des choix peuvent être faits de ne pas suivre les limites d'enveloppe.

Si le travail d'enveloppe urbaine est issu d'une méthode automatisée, la traduction règlementaire, via le zonage, vient affiner ces contours à la parcelle.

En voici quelques exemples :

Centre-bourg  	L'enveloppe urbaine, comme indiqué dans la méthodologie, prend en compte tous les bâtis sans distinction de fonction. Le travail sur le zonage permet d'affiner, et dans l'exemple ci-contre on voit notamment que les bâtiments agricoles sont reclassés en zone A, zonage approprié. De plus, le zonage est adapté également aux contraintes de sites, à l'image de la parcelle bâtie au sud de la zone 1AUa. Elle présente des contraintes d'accès et de topographie et donc ne fais pas partie du zonage U bien qu'elle fasse partie de l'enveloppe urbaine.

Les Îles  	Dans le même esprit que précédemment, le secteur résidentiel des Îles, bien que constituant un espace bâti incontestable, n'est pas classé en zone U. En effet, au vu de l'aléa inondation et des évènements survenus notamment à l'automne 2023, le choix est de ne pas permettre la densification de ce site, ce qui conduit à un classement en zone N. De plus, nous pouvons prendre l'exemple du cimetière, mais cela concerne aussi les parcs (celui de la mairie ou du bois salève), bien que compris dans l'enveloppe urbaine, un classement en zone Ne a été préféré.
Crêt de la Croix  	Le contour du zonage est réajusté au plus près du parcellaire bâti afin de ne prévoir aucune construction nouvelle en dehors des limites de parcelles déjà bâties. De plus, à l'est, deux maisons situées de l'autre côté de la route, et donc isolées, ne sont pas intégrées à la zone U.

Ouest du Pas-de-l'Echelle  	Des sites, situés hors enveloppes urbaines issues de l'automatisation ont néanmoins été retenus en zones U. Pour exemple, la zone Ux3 sur le Pas-de-l'Echelle, ressort hors enveloppe urbaine notamment du fait de sa superficie, bien qu'il s'agisse d'un secteur totalement enclavé (au nord RD12026 et urbanisation de Veyrier, et sur les trois autres côtés présence de bâtis) dans l'espace urbain :  C'est pour cette raison qu'il est intégré à la zone U, et du fait de sa superficie, sera encadré par des OAP.

4. Résultats du travail sur les potentiels constructibles

Les potentiels fonciers par vocation	En ha	En logements
Potentiel à dominante habitat	**6,9**	**237***
Dont tènements libres hors OAP	*3,8*	*85 (rétention 20%)*
Dont tènement libre OAP	*0,8*	*85 (sans rétention)*
*Dont divisions***	*1,5*	*17 (rétention 50%)*
Dont renouvellement urbain en OAP	*0,8*	*50 (rétention 20%)*
Potentiel à dominante économie	**1,9**	
Potentiel à dominante équipement	**0,05**	
Autorisations en cours (PA, PC)	2,4	Déjà déduits du quota de logements projeté à l'horizon du PLU/SCoT
TOTAL	**11,25*****	

* Les densités appliquées pour estimer le nombre de logements potentiels sont modulées en fonction des capacités règlementaires des zones au desquels se situent les tènements : en Ua et Ub il n'existe pas de potentiel hors OAP, en Uh 90 log/ha, en Uc 40 log/ha, en Ud 20 log/ha.
Les densités appliquées sur les tènements en OAP sont issues des programmes inscrits dans les OAP sectorielles.

** Le potentiel en division parcellaire a été estimé de la façon suivante :

1. identification des tènements selon les critères définis dans la méthodologie,
2. prise en compte de la surface de ces tènements partiellement bâtis (B) en déduisant la surface du bâti (A),
3. Ne retenir que 50% de cette superficie comme potentiel ((B-A)/2).

Ex :



B = parcelle de 2100 m²
A = Bâti d'une emprise au sol de 120 m²
CES<0,06
Surface retenue comme potentiel de division
= 2100-120 / 2 = 990 m²
Puis application du coefficient de rétention de 50% sur le total des logements estimés en division sur la commune

Afin de traduire le foncier estimé en divisions parcellaires, les critères de densité retenus sont similaires à ceux appliqués pour les gisements fonciers (voir précédemment).

*** Ces résultats révèlent le total du foncier estimé comme disponible. Ce chiffre ne doit pas être confondu avec celui du foncier « consommable » à l'horizon du PLU. En effet, le total du foncier présenté ici inclut l'ensemble du foncier disponible, y compris celui qui ne correspond pas à une consommation foncière potentiel d'espaces agricoles / naturels (parcelles <2500 m², parcelles considérées comme faisant déjà partie de l'espace urbain dans l'OCS74…).

Ces résultats permettent ainsi d'estimer la mutation du tissu bâti.

Le potentiel foncier présente une vocation résidentielle prédominante (83% du potentiel foncier total en tenant compte des autorisations d'urbanisme en cours), à l'image des caractéristiques de la commune. Le potentiel économique représente 17% et se situe principalement sur le Pas-de-l'Echelle, dont un tènement important en superficie est encadré par l'OAP N4. Le potentiel pour les équipements est mineur et se situe sur le centre-bourg, pour l'aménagement d'un carrefour.

Les potentiels constructibles pour l'habitat sont donc en cohérence avec l'objectif fixé à 221 logements à l'horizon du PLU. Les estimations dépassent de 7% l'objectif, ce qui est mineur. De plus, rappelons qu'aucune extension pour l'habitat n'est envisagée et qu'un certain nombre de tènements ont changé de vocation afin de temporiser la production de logements. De ce fait, la marge de manœuvre pour réduire les potentiels est très limitée.

Potentiels fonciers retenus (nets) :

Pas-de-l'Echelle Est



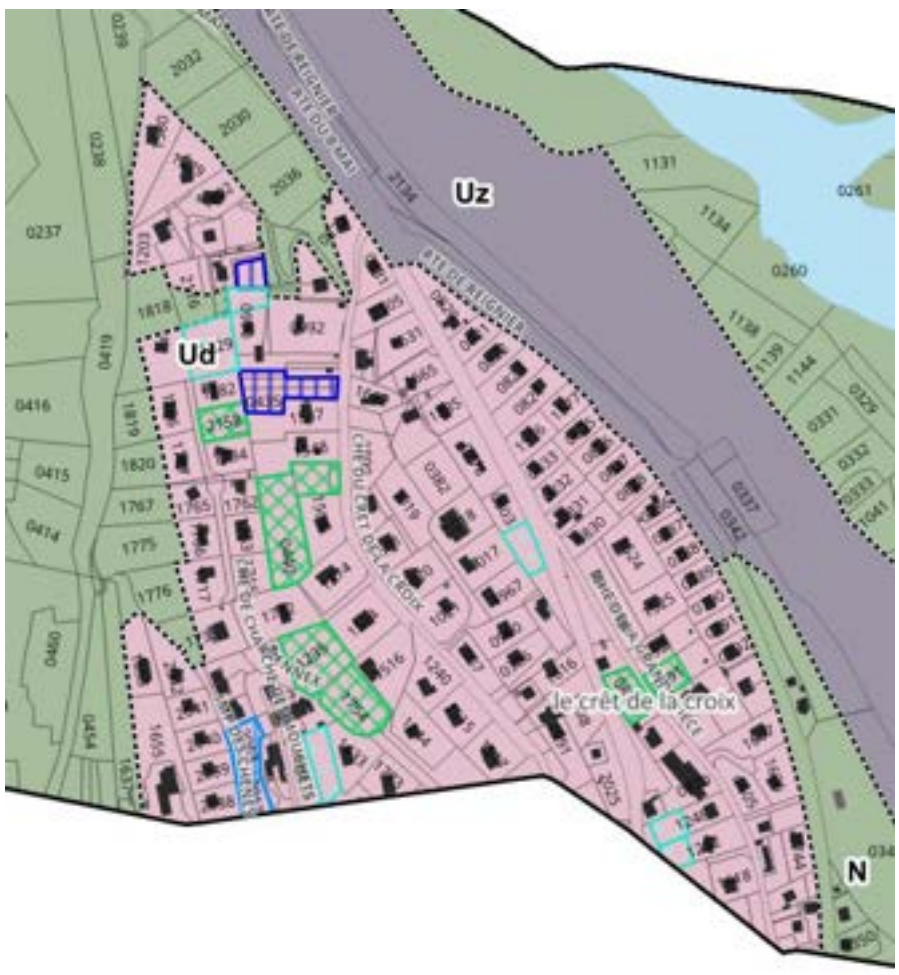
Pas-de-l'Echelle – le Pralet – les Îles



Centre-bourg



Crêt de la Croix



III. BILAN DE LA CONSOMMATION D'ESPACES ET PROJECTION : MODERATION ET OBJECTIF ZAN

1. Bilan 2011-2021 et 2021-2023

Le bilan présenté ici, est issu du bilan dressé à l'aide des données fournies par la DDT74 via l'utilisation des données OCS74 (occupation du sol).

Plusieurs échéances sont utilisées afin répondre aux exigences de la loi Climat et Résilience (22/08/2021), modifiées par la loi ZAN (20/07/2023) :

- Dresser un bilan des consommations réalisées de 2011 à 2021, pour pouvoir appliquer a minima,
- Un objectif de réduction de la consommation constatées de 2011 à 2021 d'au moins 50% jusqu'en 2031,
- Puis tendre vers un objectif de zéro artificialisation nette des sols pour 2050.



Ce bilan fait état de **5,11 ha de consommations d'espaces naturels et agricoles sur la période 2011-2021.**



Carte des espaces naturels et agricoles consommés entre 2011 et 2021 – source OCS DDT74

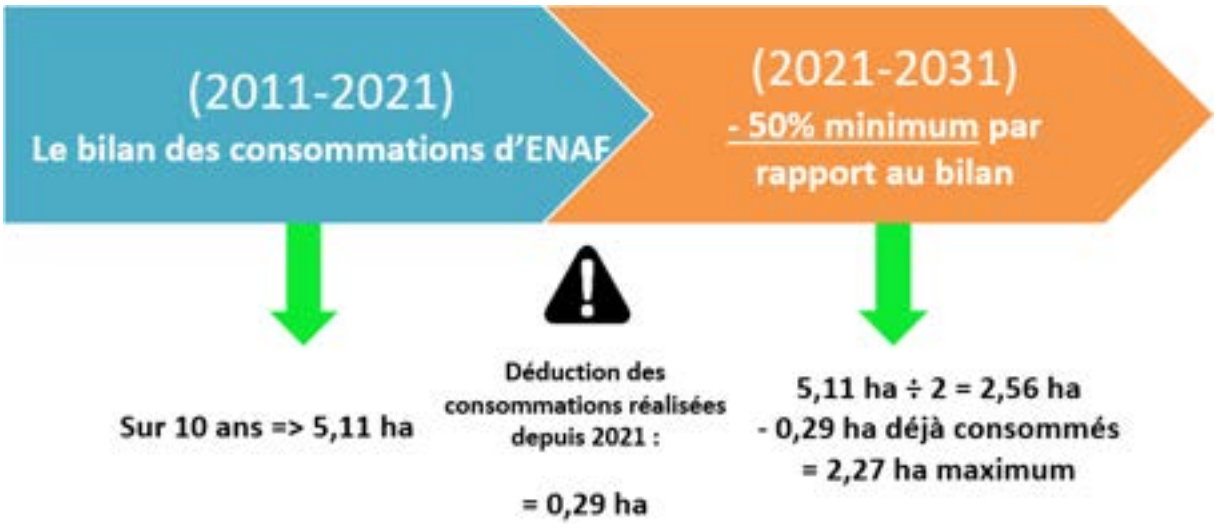
A minima, et tel qu'inscrit dans le PADD, l'objectif de réduction de la consommation d'espaces est de -50% de **2021 à 2031**, soit 5,11 ha ÷ 2 = **2,56 ha**.

A cet objectif, doivent être déduits les consommations réalisées depuis 2021.
Ce bilan ressort du bilan triennal obtenu via la DDT74, et montre que **0,29 ha ont été consommés de 2021 à 2023**.



Carte des espaces naturels et agricoles consommés entre 2021 et 2023 – source OCS DDT74

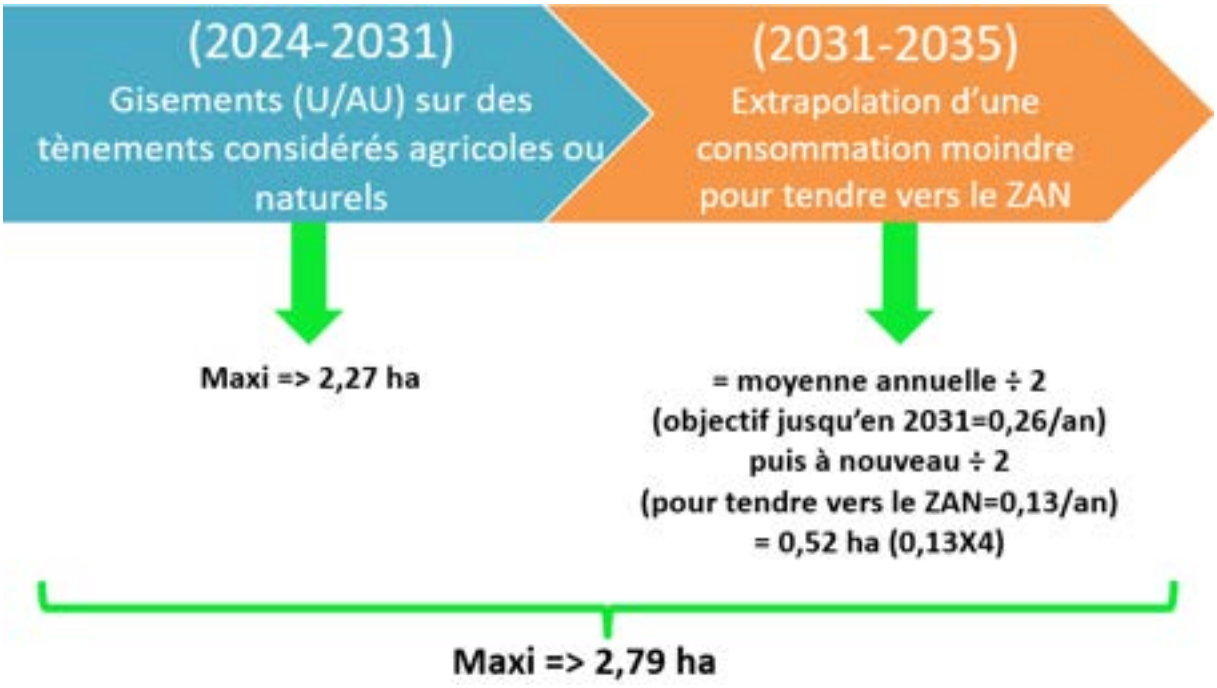
L'objectif jusqu'en 2031 est ramené à 2,27 (2,56-0,29).



2. Des objectifs recadrés dans la temporalité du PLU

Le PLU, dont l'horizon est défini à 2035, redéfinit l'objectif global de réduction de la consommation d'espaces sur sa temporalité :

- **Jusqu'en 2031 = 2,27 ha maximum.**
- **Puis de 2032 à 2035** : afin de tendre vers le ZAN, le choix a été fait d'appliquer un objectif de réduction de -50% par rapport à l'objectif annuel défini sur 2021-2031, soit 2,56÷ 2÷2 = 0,13 ha / an, sur 4 ans = **0,53 ha** (0,13X4).
- **Soit un objectif de consommation maximale global de 2,79 ha.**



3. Projection des consommations permises par le PLU

3.1. Méthodologie

Pour l'estimation des consommations foncières potentielles, permises par le PLU, la méthode d'analyse suivante a été utilisée :

- Identifier les tènements réellement mobilisables situés en zones U et AU : pour cela un important travail des élus et techniciens a été réalisé afin d'estimer la mutation des espaces libres dans les enveloppes urbaines au regard de la connaissance du terrain (recul des infrastructures routières, accès, pente…). De ce fait, toutes les parcelles libres ne sont pas des tènements réellement mobilisables, et nous sommes passés d'une analyse « brutes », sur base de photographies aériennes, à une estimation « nette » suite à une approche plus fine des acteurs du territoire.
- Retenir les tènements mobilisables en tant que consommation potentielle si :
    - Ils sont hors enveloppe urbaine et quel que soit leur superficie,
    - Ils sont dans l'enveloppe urbaine et mesurent plus de 2500 m²,
    - Ils croisent avec un espaces agricoles ou naturels identifiés par l'OCS 2023.
- Tenir compte des autorisations (PC, PA) et projets en cours (centrale à béton en zone Ux).

3.2. Résultats

Nature du tènement	**Surface de consommation potentielle en ha**
Tènement soumis à projet économique (centrale à béton) Zone Ux2 à l'ouest sur l'image ci-dessous *Parcelles 2273 2270 2048* 	1,1
Zone Ux2 est tènement 106 (voir ci-dessus) *Parcelles 2022 2050 2608 2611 2603 2609 2612 1078 2604*	0,55

Zone Ux3 (tènement 82, OAP N4) *Parcelle 1432* 	0,9
Zone 1AUa (tènement 20) *Parcelles 2122 2023 94* 	0,7
Gisement 87 en zone Ud *Parcelles 1303 1304 1378* 	0,3

Sous-total	3,55
Total après rétention de 20%	**2,8**

Ces éléments soulignent une consommation maximale, sous l'hypothèse que toutes les projections se réalisent dans le cadre du PLU. Cependant, il s'agit d'un potentiel maximal, pour lequel une certaine rétention pourrait être envisagée.

En conclusion, le projet reste compatible avec l'objectif de consommation maximale, fixé à 2,79 ha à l'horizon 2035.

A cela s'ajouterai des consommations issues des emplacements réservés potentiellement consommateurs d'espaces. Cela pourrait concerner les ER2 (extension cimetière) et ER6 (voie nouvelle de desserte des carrières du Salève). Toutefois, il est difficile d'estimer la consommation potentielle de ces projets, n'étant pas mûris à ce jour. De plus, ils pourraient être réalisés au-delà de l'échéance du PLU. Des emprises larges sont dessinées pour prévoir des acquisitions foncières, alors que la consommation qui pourrait être issue de ces projets sera plus modeste et devra ainsi être précisée en temps voulu, tant dans l'emprise que dans la temporalité.

JUSTIFICATION DES OAP ET DE LEUR COHERENCE AVEC LES ORIENTATIONS DU PADD

I. LES OAP SECTORIELLES

1. La méthodologie d'élaboration

Des secteurs d'OAP ont été proposés aux élus, suite :

- Au bilan du PLU en cours : réinterroger les secteurs d'OAP non réalisés
- Au travail sur les enveloppes urbaines et leur capacité de densification : en identifiant les secteurs d'une surface libre intéressante pour un aménagement d'ensemble (>2500 m²)
- Au travail sur les secteurs potentiel de renouvellement urbain

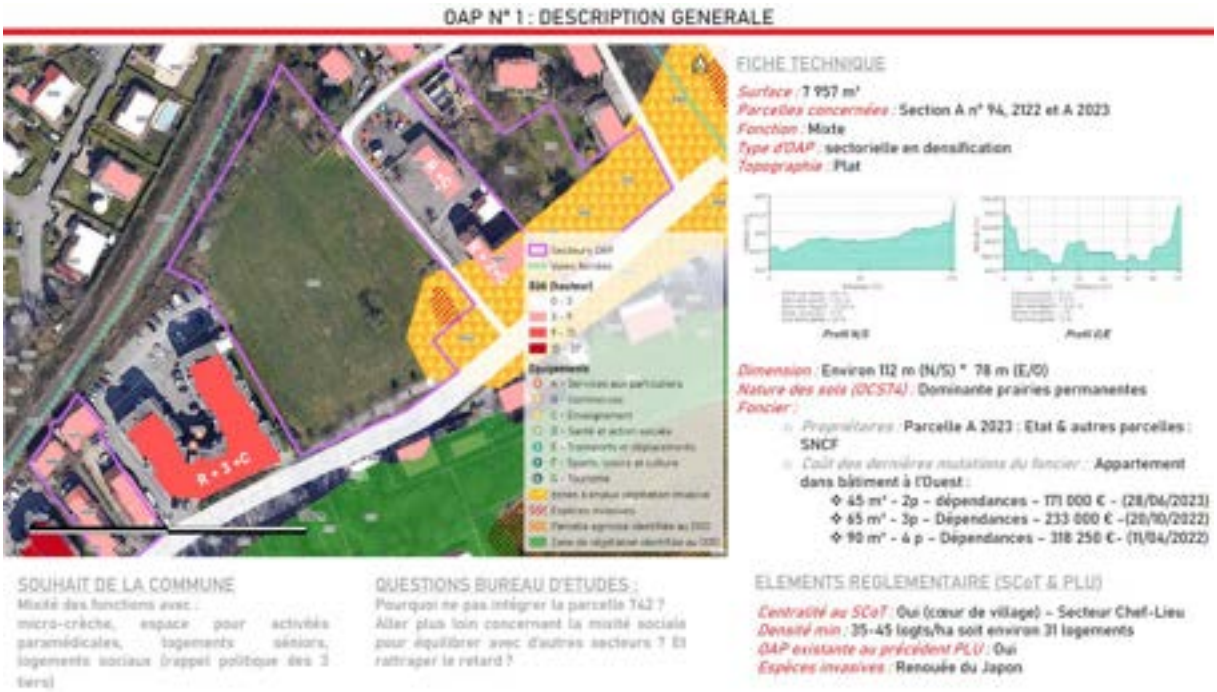
Sept sites potentiels ont ainsi été étudiés (3 sur le centre-bourg, 4 sur le Pas-de-l'Echelle).





Puis, chaque site a bénéficié d'une étude diagnostic autour des thèmes : du bâti alentour, de l'ambiance paysagère, des équipements, des inventaires environnementaux, la présence dans le secteur préférentiel du SCoT, des éléments techniques (pente, surface, propriété, nature des sols), des réseaux, des nuisances sonores, rappel de l'OAP existante, …

Exemple sur le secteur OAP N1 :



OAP N° 1 : ZOOM THEMATIQUE

ZOOM RESEAU



ZOOM INFRSTRUCTURES SONORES



ZOOM ISOCHRONE TC



OAP N° 1 : ZOOM THEMATIQUE

REMONTER LE TEMPS



PAYSAGE ENVIRONNANT





In fine, l'étude a permis de dresser un bilan avec une évaluation des sites selon divers critères d'aménagements, permettant, ce qui, en complément des échanges, a contribué à éclairer la décision des élus concernant le retrait de certains secteurs.
Le bilan du nombre de logements potentiels a aussi pesé dans les choix, puisqu'il apparaissait nécessaire de modérer les programmes de logements possibles afin d'être en cohérence avec l'objectif de production de logements global défini en cohérence avec le SCoT et le PLH.



Justification des sites retenus :

- Site 1 : seul secteur au potentiel foncier intéressant pour prévoir un aménagement d'ensemble cohérent et favorisant la mixité sociale et fonctionnelle, déjà concerné par des porteurs de projet intéressés, localisé en plein centre-bourg
- Site 2 : maintien d'une OAP pour prévoir une certaine qualité de renouvellement urbain en cadrant les hauteurs et les densités, mais peu de marge de manœuvre au vu des contraintes du site (forme, taille)
- Site 3 : suite à l'étude de plusieurs îlots de renouvellement urbain (voir partie dédiée), ce site a été retenu du fait de sa localisation préférentielle sur le cœur du Pas-de-l'Echelle, à proximité immédiate de l'école, du parking relais et de la douane de Veyrier, une partie du foncier est public et permet ainsi d'envisager l'évolution du site et sa vocation dans les délais souhaités et la nature du bâti a permis d'envisager sa mutation à moyen terme
- Site 4 : par rapport au PLU existant ce site change de vocation, de résidentiel à économique en raison notamment de la nécessité de maîtriser la production de logements et de demandes d'installation de petites activités sur la commune. L'OAP permet surtout d'encadrer l'insertion paysagère du site, localisé en entrée de ville depuis le Pas-de-l'Echelle.

Le travail plus fin a consisté ensuite, une fois les secteurs figés, à :

- Définir la vocation : résidentielle, mixité de fonctions, économie,
- Définir le programme : la densité, le nombre de logements, la mixité sociale lorsqu'il s'agit d'une dominante résidentielle, le type d'activités
- Définir les aménagements souhaités en terme : d'implantations, de gabarit, d'espaces naturels et paysagers, de mobilités

L'évaluation environnementale a été réalisée dès la présélection des sites. Elle a contribué à abandonner certaines intentions d'urbanisation future en raison de la sensibilité des sites, et, surtout, à enrichir les orientations environnementales des OAP.

2. Les OAP sectorielles retenues

Ce sont 4 sites d'OAP qui ont été retenu :

- Une zone 1AUa à vocation principalement résidentielle (N1), sur un site au foncier vierge en plein centre-bourg, déjà concerné par une OAP au PLU en vigueur
- Deux secteurs de renouvellement urbain (N2 et N3), à vocation principale résidentielle, l'un sur le Pas-de-l'Echelle, l'autre sur le centre-bourg (concerné actuellement par une OAP)
- Un secteur à vocation économique (N4) sur le Pas-de-l'Echelle, pour un site actuellement concerné par une OAP à vocation d'habitat

Pour chaque secteur, une étude de type pré-opérationnelle « flash » a été réalisée afin d'estimer les potentialités des sites retenus.
Elle a permis, suite aux premiers échanges avec les élus, d'établir de premiers principes d'aménagement qui ont été rediscutés et précisés afin d'établir les principes forts à inscrire dans les OAP.



Chaque secteur comporte :

- Une fiche de « caractéristiques du site », résumant : le secteur, la localisation, la superficie, la densité projetée et la production de logements sociaux (lorsqu'il s'agit de secteurs résidentiels), le zonage PLU, la desserte voirie, la composition actuelle du site, la topographie, le type de gisement foncier au regard de l'enveloppe urbaine et son positionnement dans l'armature urbaine

II.1. **Caractéristiques du site**

Nom	OAP n°1 / Chef-lieu
Localisation	Village, entre la RD 1206 et la voie ferrée
Superficie Brute	8200 m²
Superficie hors voirie limitrophe	8200 m²
Densité projetée	100 log/ha (environ 85 logements)
Logements sociaux	Le programme comprendra au minimum : • 40% de logements locatifs sociaux • 40% de logements abordables (accession abordable, logements intermédiaires...)
Zonage PLU	Zone 1AUa
Desserte voirie	Depuis le Chemin des Jardins
Composition actuelle du site	Parcelles occupées par une prairie permanente déclarée
Topographie	Plane
Typologie de gisement foncier	Dans l'enveloppe urbaine
Armature urbaine	Cœur de village, centralité administrative et culturelle



- Une fiche « principes d'aménagement », avec le schéma d'intentions d'aménagement et les principes rédigés, en matière de : Vocation du site et programmation, Insertion architecturale et paysagère, Mobilités.



3. La cohérence des OAP avec le PADD et la complémentarité avec le règlement écrit

Les OAP participent à la mise en œuvre de nombreuses orientations du PADD :

Axe 1 : Pour un développement de la commune qualitatif et maîtrisé
Orientation n°1 : Un rythme de production de logements et d'accueil de population à adapter au contexte d'Etrembières
⇨ Production de logements, ⇨ Densités, ⇨ Formes urbaines, ⇨ Mixité sociale
Orientations n°2 : Une urbanisation future à localiser de façon cohérente et harmonieuse
⇨ Localisation des sites, ⇨ Encadrement du renouvellement urbain, ⇨ Composition fonctionnelle, ⇨ Cheminements doux, ⇨ Formes urbaines ⇨ Insertion paysagère
Orientation n°3 : Un accompagnement nécessaire de l'urbanisation par des activités, services, équipements, emplois afin de préserver une vitalité communale
⇨ Mixité fonctionnelle : services en N1 ⇨ Développement d'activités économiques locales N4
Orientation n°4 : Des mobilités organisées et apaisées
⇨ Dans les choix des sites : tous en cœur de centralités ⇨ Maillage des modes doux

Axe 2 : Pour un territoire durable, valorisant ses richesses, et résilient face au changement climatique
Orientation n° 5 : Une nature à préserver, valoriser et développer, dans les différents espaces de la commune
⇨ Nature en ville via espaces tampon paysager, espace communs végétalisés, …
Orientation n°6 : Une sobriété foncière déjà à l'œuvre, à poursuivre
⇨ Dans les choix des sites : tous en enveloppes urbaines évitant les extensions sur l'espace agricole et naturel, ⇨ Encadrement du renouvellement urbain
Orientation n°7 : Des caractéristiques paysagères et patrimoniales à protéger et mettre en valeur
⇨ Dans les choix des sites : tous en enveloppes urbaines évitant les extensions sur l'espace agricole et naturel, ⇨ Dans la composition des projets en matière d'insertion urbaine via les gabarits, les implantations, et dans les aménagements paysagers demandés
Orientation n°8 : Des risques et nuisances à intégrer au projet communal
⇨ Prise en compte des nuisances sonores dans les aménagements (recul, espace vert tampon,…)

Axe 2 : Pour un territoire durable, valorisant ses richesses, et résilient face au changement climatique
⇨ Prise en compte de la gestion des eaux pluviales via les aménagements perméables
Orientation n°9 : Un territoire s'inscrivant dans la transition énergétique et climatique
⇨ Localisation des secteurs permettant l'utilisation des transports en commun, les modes doux pour les services du quotidien, développement du maillage doux ⇨ Localisation des secteurs permettant de préserver les grands espaces de naturalité ⇨ Maintien et développement de la nature dans les projets urbain

Elles sont complémentaires au règlement écrit en offrant une vision de l'aménagement souhaitable sur le site. Elle permet de proposer des éléments territorialisés et qualitatifs, adaptés aux sites, comme les implantations bâties les plus appropriées, les espaces tampons paysagers à prévoir, les liaisons douces avec le maillage alentour, etc … Tandis que le règlement écrit établit un cadre normatif et quantifié.

II. LES OAP THEMATIQUES

Elles sont au nombre de 2 :

- L'OAP Trame Verte et Bleue (TVB)
- L'OAP Climat Air Energies

1. L'OAP Trame Verte et Bleue :

Pour rappel, c'est une OAP obligatoire, tel que le prévoit l'article L151-6-2.

Elle s'inscrit en cohérence avec l'Axe 2 du PADD « Pour un territoire durable, valorisant ses richesses, et résilient face au changement climatique » et plus particulièrement les orientations 5, 6, 9.

Elle est principalement organisée autour de 2 grands thèmes :

La préservation des composantes de la trame verte et bleue remarquable	**Le développement de la nature en ville**
Elle permet de revenir sur les trames remarquables et leur composition (trame verte, trame bleue, trame des espaces perméables en milieu urbain) ainsi que les éléments fragmentant. Elle rappelle les prescriptions à l'œuvre avec notamment : les zonages (A/Ap/N), les prescriptions (zones humides, EBF, préservation des nappes).	Elle intègre des éléments qualitatifs sur la perméabilité des espaces urbains : avec la végétalisation des bâtiments et des opérations, les limites d'opérations à maintenir poreuses, les espaces perméables, … Elle intègre également des éléments sur la modération des consommations : du foncier (formes urbaines, divisions parcellaires) et de la ressource en eau (les consommations, la ressource, la gestion des eaux pluviales).

Elle est complémentaire au règlement écrit dans le sens où elle apporte des éléments pédagogiques et de qualité des aménagements. Elle apporte notamment des conseils sur la végétalisation, les essences, les types de clôtures, les aménagements perméables (quels matériaux / aménagements possibles, …), alors que le règlement écrit va être davantage tourné vers des éléments quantitatifs (par exemple X% d'espaces perméables).

2. L'OAP Climat Air Energies :

Cette OAP a été réalisée à partir des études menées par Annemasse Agglomération sur ce sujet. Les éléments ont été sélectionnés et adaptés au territoire communal et ses caractéristiques.

Elle s'inscrit en cohérence avec l'Axe 2 du PADD « Pour un territoire durable, valorisant ses richesses, et résilient face au changement climatique » et plus particulièrement les orientations 8 et 9.

Elle est principalement organisée autour de 3 grands thèmes :

Promouvoir et encadrer le développement des énergies renouvelables	**Maîtriser les consommations énergétiques et favoriser le confort thermique**	**Encadrer les mobilités et promouvoir les mobilités alternatives**
Elle rappelle la règlementation RE2020 en vigueur. Elle prévoit des éléments sur le développement de l'énergie solaire : les bonnes pratiques pour la mise en place des panneaux, notamment sur les toitures plates et les liens avec la végétalisation, la question des réhabilitations et des ombrières pour les espaces de stationnement.	Il s'agit de donner les éléments de bonne pratique pour permettre des opérations vertueuses : constructions bioclimatiques, orientations des bâtiments, la ventilation, les protections solaires, les matériaux adaptés, la lutte contre les déperditions.	Elle donne des orientations pour des espaces de stationnements (cycles, automobile) adaptés et qualitatifs, sur le réseau de voirie à dimensionner et aménager en fonction du statut de ladite voie à créer/aménager, le sujet des modes actifs via la création de cheminements modes doux (piétons et cycles).

Elle est complémentaire au règlement écrit dans le sens où elle apporte des éléments pédagogiques et de qualité des aménagements. Elle apporte notamment des conseils sur la bonne installation des panneaux solaires, le type de matériaux préférentiels à utiliser, les implantations favorables des bâtiments, l'organisation des espaces de stationnements …, alors que le règlement écrit va être davantage tourné vers des éléments quantitatifs (par exemple X places de stationnement).

JUSTIFICATION DU PROJET REGLEMENTAIRE

I. ELEMENTS INTRODUCTIFS SUR LA METHODOLOGIE ET L'ORGANISATION DU REGLEMENT

1. La définition et le découpage des zones

Conformément aux possibilités offertes par le code de l'urbanisme, le PLU définit quatre grandes catégories de zones : les zones urbaines (U), les zones à urbaniser (AU), les zones agricoles (A) et les zones naturelles (N).
Le zonage a d'abord été établi en utilisant ces quatre grandes catégories afin d'identifier des grandes enveloppes correspondant aux enjeux qu'elles représentent. Ensuite, cette première délimitation a été affinée, en tenant compte des vocations spécifiques attribuées à chaque espace.
Le découpage du zonage constitue l'une des déclinaisons réglementaires du PADD. Son organisation découle directement des choix stratégiques du projet politique et repose sur les diagnostics réalisés, notamment pour délimiter les espaces agricoles et les espaces naturels.

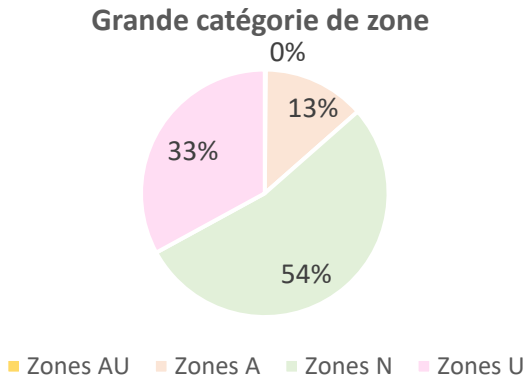
Les zones A	La zone agricole a été définie en tenant compte des espaces agricoles identifiés au SCoT, des projets connus par la commune et qu'elle souhaite permettre, l'exploitations agricole existante, et le diagnostic de terrain. La zone A est constructible pour les exploitations agricoles, et reprend ainsi l'exploitation existante et les sites d'implantation pour de futurs projets. La zone Ap intègre les terres agricoles à préserver.
Les zones N	La zone naturelle a été définie en lien direct avec l'état initial de l'environnement. La zone naturelle de préservation est représentée par la zone N, intégrant notamment la plaine naturelle de l'Arve, le Salève. Afin de ne pas complexifier la lecture du zonage et du règlement, les zones d'enjeux pour la biodiversité et le paysage ont été identifiées en outils complémentaires au titre du L151-23. Des sous-secteurs sont définis pour tenir compte de la carrière Nc, des gravières Nm, des secteurs publics / d'intérêt collectif aménagés et/ou occupés par des installations légères, des parcs Ne. Des STECAL (secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées) sont définis au sein de la zone naturelle pour une vocation de loisirs (Nl1 et Nl2).
Les zones U	Le découpage des zones U à dominante résidentielle est détaillé plus spécifiquement dans une sous-partie suivante. Il découle de la définition de l'armature urbaine, et comprend aussi un secteur spécifique pour tenir compte d'un noyau patrimonial historique. Ces zones sont les suivantes : Ua Ub Uc Ud UH. Le découpage des zones U à vocation économique s'est réalisé en cohérence avec le diagnostic et la vocation des différents sites. Sont distingués les zones à dominante artisanale, tertiaire, industrielle (Ux) de celles à dominante commerciale (Uy), des indices sont mis en place afin d'adapter les destinations (et autres éléments règlementaires comme la hauteur) à l'orientation donnée à chacune des zones.

	Une zone U spécifique est dédiée aux équipements Ue, et une zone aux infrastructures routières / ferroviaire Uz.
Les zones AU	Les zones 1AU sont en lien direct avec la définition des zones U auxquelles elles se rattachent. Il existe une seule zone 1AUa sur le centre-bourg.

2. La répartition des zones du PLU

Sous-zone du PLU	Surface en m²	Surface en ha	%
1AUa	8193	0,8	
TOTAL zones AU	***8193***	***0,8***	***0,1***
A	81524	8,2	
Ap	644844	64,5	
TOTAL zones A	***726368***	***72,6***	***13,4***
N	2195367	219,5	
Nc	412944	41,3	
Ne	41137	4,1	
Nl	77633	7,8	
Nm	177807	17,8	
TOTAL zones N	***2904888***	***290,5***	***53,5***

Sous-zone du PLU	Surface en m²	Surface en ha	%
Ua	62572	6,3	
Ub	30657	3,1	
Uc	242347	24,2	
Ud	361377	36,1	
UH	7340	0,7	
Ue	67819	6,8	
Ux	113093	11,3	
Uy	50709	5,1	
Uz	853316	85,3	
TOTAL ZONES U	***1789230***	***178,9***	***33***



II. LES ZONES URBAINES ET A URBANISER

1. Rappel : de l'enveloppe urbaine au zonage constructible

1.1. Etape n°1 : l'enveloppe urbaine

Pour plus de détails et compléments, il est nécessaire de se référer à la partie spécifique portant sur l'analyse de l'enveloppe urbaine et de ses capacités de densification

L'analyse des enveloppes urbaines dans le cadre du PLU est une démarche essentielle pour comprendre et anticiper le développement d'un territoire. Ce travail commence dès la phase de diagnostic et évolue tout au long de l'étude, afin de tenir compte des transformations et des projets en cours.
La première étape de cette analyse consiste à définir l'enveloppe urbaine, puis à la territorialiser. Cette enveloppe correspond à l'emprise du tissu bâti existant, y compris les équipements tels que les voiries, parkings, équipements, etc. Elle regroupe un ensemble de constructions et d'installations qui présentent une certaine continuité, sur la base de l'état constaté au moment du diagnostic.
L'objectif principal de cette étape est d'obtenir une vue globale objective et équitable de l'ensemble du territoire. Cela permet de disposer d'un cadre de référence sur lequel s'appuyer pour évaluer les capacités d'accueil du territoire et identifier les zones propices à de futurs développements.

1.2. Etape n°2 : de l'enveloppe urbaine aux zones U/AU

Elle repose sur une analyse fine des enveloppes urbaines, avec un ajustement nécessaire des contours pour assurer une meilleure adéquation avec le bâti existant et le parcellaire.
L'enveloppe urbaine, définie comme l'emprise du tissu bâti et des équipements associés, peut parfois présenter des contours irréguliers, des « trous », créant des espaces non homogènes. Ces espaces sont étudiés au cas par cas afin de les intégrer ou non à l'espace constructible à terme (zones U/AU), visant à améliorer la continuité et la cohérence du tissu urbain, tout en préservant les interfaces avec les espaces agricoles et naturels environnants.
Cette adaptation des contours entre enveloppe urbaine et zonage prend en compte plusieurs critères, tels que la taille et la morphologie des espaces.
Le processus se déroule en plusieurs étapes :

1. Intégration en zones U : ajustements des contours de l'enveloppe urbaine en intégrant les espaces périphériques qui correspondent à la définition des zones U, c'est-à-dire celles déjà urbanisées ou destinées à l'urbanisation.
2. Identification des tènements en AU : en fonction de la taille du gisement et de leur potentiel de développement.
3. Étude des extensions possibles : enfin, sont étudiés les secteurs en dehors des contours de l'enveloppe urbaine actuelle, mais qui peuvent être envisagés pour une extension urbaine en fonction de critères de constructibilité.

1.3. Etape n°3 : les zones U/AU affinées en fonction de l'armature urbaine et de la vocation

La troisième étape consiste à affiner le contour global de l'enveloppe constructible U/AU, en redélimitant des sous-zones à l'intérieur, en fonction des enjeux. Cette phase de travail consiste à traduire règlementairement l'armature territoriale définie dans le PADD et en cohérence avec le SCoT. En effet, la délimitation des zones constructibles s'appuie sur les zones définies dans le PADD et leur vocation à venir en termes de fonctions mais aussi de densité.

C'est de cette façon qu'ont été définies les principales zones du PLU :

- La zone Ua pour les centralités du Pas-de-l'Echelle et du centre-bourg ;
- La zone Ub pour les espaces de développement préférentiels autour des zones Ua ;
- La zone Uc pour les espaces périphériques aux centralités, autour ou à proximité des zones Ua/Ub ;
- La zone Ud pour les secteurs éloignés voire excentrés que le PADD n'entend pas renforcer ;
- La zone UH pour le hameau historique de la commune ;
- Les zones aux fonctions spécifiques Ue, Ux, Uy, Uz.

2. Les zones urbaines

2.1. Zones à dominante résidentielle

2.1.1. Objectifs recherchés, critères de délimitation et principales caractéristiques :

Ua	Mixité des fonctions (commerces, services, …) et densification (habitat collectif dense, jusqu' R+3+c/att) : centralités urbaines existantes présentant déjà une certaine densité et mixité des fonctions, que le PLU entend conforter. **Pas-de-l'Echelle** **Centre-bourg** 
Ub	Densité (habitat collectif jusqu'à R+2+c/att) principalement en renouvellement urbain à privilégier, sur des îlots en continuité des zones Ua, avec mixité des fonctions (commerces, services,…). Ces îlots ont été délimités du fait de leur continuité avec le cœur des centralités, sur des îlots propices à accueillir une certaine densité et mixité des fonctions. Ils représentent la poursuite de la centralité tout en privilégiant une densité moins importante permettant une transition avec les petits collectifs et habitat individuels existants. Ces secteurs ont été retenus par rapport à d'autres secteurs classés en zone Uc, du fait de leur potentiel et de leur intérêt à muter. **Pas-de-l'Echelle** **Centre-bourg** 

Uc	Continuité des zones Ua/Ub et secteur de Pralets en partie (pour les secteurs les plus denses) où la densité peut être envisagée en petits collectifs (R+1+c/att). Ce sont des îlots soit en continuité des centralités soit représentée par un secteur plus dense sur le Pralet mêlant habitat groupé et petit collectif. Du fait de leur proximité avec les centralités, ces secteurs pourront accueillir une certaine densité. La mixité des fonctions y sera toutefois moindre qu'en zones Ua/Ub afin de privilégier la centralisation des activités de types commerces. Des secteurs proches des centralités sont inscrits en Uc et n'ont pas été retenus en Ub afin de préserver une densité moins conséquente permettant de répondre à la maîtrise de la densification sur la commune ou parce qu'ils ne présentaient pas un potentiel de mutation dans le temps du PLU (rénovation de maisons récentes par exemple). **Pas-de-l'Echelle**  **Centre-bourg** 

Ud	Tissu pavillonnaire résidentiel dont la densification est à maîtriser : en cohérence avec le PADD, ce sont des secteurs éloignés des centralités voire excentrés. **Pas-de-l'Echelle**  **Les Îles – Pralets** 

	Centre-bourg 	**Crêt de la Croix** 
UH	Tissu historique patrimonial de Pralets : à préserver dans sa configuration actuelle afin de préserver son identité et sa valeur historique. 	

2.1.2. Chapitre I : Destinations, usages et natures de l'occupation

Destinations – fonctions
Dans l'ensemble de ces zones à caractère principalement résidentiel, certaines activités sont interdites afin de protéger les habitants des nuisances potentielles. En outre, ces activités sont généralement mieux adaptées aux zones d'activités économiques, tant en raison des nuisances qu'elles peuvent générer, que par le besoin de disposer de surfaces foncières plus vastes. Il s'agit de : commerce de gros, exploitation forestière / agricole, industrie, cuisine dédiée à la vente en ligne. Dans l'ensemble des zones, les locaux techniques et industriels, les bureaux des administrations sont autorisés sous réserve de limiter toute gêne et de prévoir une bonne insertion paysagère. Le logement est autorisé pour l'ensemble des zones tandis que l'hébergement est limité aux zones de centralité Ua/Ub/Uc afin de privilégier la proximité avec les services (dont commerces, transport en commun, …). Les lieux de culte et le cinéma ne sont pas autorisés pour l'ensemble des zones. Dans toutes les zones, le règlement permet aux constructions existantes, qui ne seraient pas autorisées en nouvelles constructions, d'évoluer de façon encadrée. Globalement, les autres usages et occupations du sol sont règlementés de la même façon, avec interdiction des dépôts et stockages de toute nature non liés à une activité autorisée dans la zone, des affouillements et exhaussements non liés à l'assise des constructions et aménagements autorisés, des carrières, des garages collectifs de caravanes de gardiennage ou d'hivernage, des terrains de camping, de caravanage, des habitations légères de loisirs, des résidences mobiles de loisirs, des parcs résidentiels de loisirs, des parcs d'attraction, des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs, les éoliennes, les serres, et en conditionnant les ICPE et les antennes téléphoniques.
Ua/Ub
Par définition ces zones de centralités sont propices au développement de la mixité fonctionnelle, adaptée au contexte résidentiel. C'est pourquoi, sont autorisés : le commerce de proximité (limité à 300m² de surface de vente), le petit artisanat (limité à 150m² de surface de plancher), la restauration, les activités de services, les équipements publics, les bureaux et les salles de congrès et d'exposition. Des linéaires commerciaux sont identifiés en zone Ua. Les hôtels et les hébergements touristiques ne sont autorisés qu'en zone Ua.
Uc
Ces zones, situées en continuité des centralités, peuvent accueillir une mixité des fonctions, de façon moins développée qu'en zones Ua/Ub, les différences sont les suivantes : le commerce n'est pas autorisé mais uniquement le petit artisanat, la restauration est interdite.
Ud
Dans ces zones périphériques, parfois très excentrées, majoritairement constituées de pavillons résidentiels, les commerces de proximité, l'artisanat, la restauration, les équipements publics ne sont pas

Destinations – fonctions
autorisés. En outre, les activités de services et le bureau sont autorisées afin de favoriser l'emploi sur place via des activités peu nuisantes.
UH
Le hameau connait des fonctions similaires à la zone Ud, hormis le bureau qui est limité en terme de superficie en raison des contraintes foncières du site.

Mixité sociale
Ces éléments ont été encadrés en cohérence avec le SCoT et le PLH.
Ua/Ub/Uc
Ces zones de centralité sont concernées par une servitude de mixité sociale favorisant le développement de logements sociaux pour tout projet, au vu de la pertinence de ces secteurs à recevoir une mixité de logements, aussi : « Toute opération d'habitat d'au moins 12 logements ou de plus de 1000 m² de surface de plancher, doit affecter au minimum 33 % des logements à du logement locatif social, 33% des logements à du logement abordable (accession abordable, logement intermédiaire) ».
Ud/UH
Ces zones plus excentrées ne sont pas concernées. De plus, la faible densité permise par la zone Ud ne permettrait, a priori, pas de projets collectifs.

2.1.3. Chapitre II : Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Implantations
Les implantations par rapport aux cours d'eau sont règlementées de la même façon : avec un recul minimal de 10 m. Les implantations par rapport à l'autoroute sont communes pour l'ensemble des zones, mais distinctes en fonction des destinations, par rapport à l'axe : 50 m pour l'habitat et 40 m pour les autres usages. Les implantations par rapport aux routes départementales RD1206 RD2 hors agglo : 35 m pour l'habitat et 25 m pour les autres usages ; en agglo RD1206 : 10 en zone Ua du centre-bourg et 8 m pour les autres zones et par rapport à la RD2 en agglo. En dehors de ces cas, le recul est commun, à 4 m ou similaire à une construction limitrophe. Les règles d'implantations par rapport aux limites parcellaires sont communes avec : soit une mitoyenneté (sous conditions), soit un recul avec D = H/2 ≥ 4m. L'implantation des annexes et des piscines est règlementée de la même façon pour l'ensemble des zones. Les annexes et les piscines devront systématiquement être implantées en retrait du domaine public, de respectivement 1,5m et 2m. Ces occupations ne participent pas à la structuration urbaine et peuvent parfois être nuisantes par rapport à l'usage du domaine public (ouverture des portes de garage par exemple). Les annexes pourront s'implanter en limite parcellaire sous condition de hauteur et de longueur de façade afin de ne pas engendrer de nuisance pour le voisinage. Pour la même raison, les piscines doivent présenter un recul minimum de 2 m des limites séparatives.

Les constructions, installations et ouvrages techniques nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif ne sont pas concernés par les règles d'implantation, afin de ne pas contraindre ces occupations qui peuvent présenter des besoins spécifiques.
Concernant l'évolution des constructions existantes ne présentant pas les caractéristiques définies en termes d'implantations, le règlement admet une certaine souplesse, notamment pour améliorer l'isolation.
Entre constructions sur un même tènement, si elles ne sont pas mitoyennes, le recul minimum est de 8m (sauf en Ua où cela n'est pas réglementé) afin de laisser une aération suffisante entre bâtis et anticiper les éventuelles divisions.

Volumétrie

Une logique de dégressivité de la densité est réfléchie allant de la zone Ua la plus dense jusqu'à la zone Ud la moins dense. Cela se traduit dans les hauteurs maximales, les volumes et les CES.

Une philosophie commune a été adoptée pour assurer une bonne intégration paysagère des constructions à toit plat. Celles-ci bénéficieront d'une hauteur maximale réduite à 2 mètres, afin qu'elles ne dépassent pas le niveau de l'égout de toiture des constructions les plus élevées à faîtage. Il s'agit de prévoir une insertion douce et harmonieuse de ces constructions vis-à-vis des constructions existantes avec toitures à pans.
La hauteur des annexes est limitée à 3,5m afin de respecter le caractère secondaire de ces constructions.

De manière générale, il est demandé que les formes de constructions soient simples afin de s'harmoniser avec l'architecture traditionnelle.
L'encadrement de la proportion des étages en attiques vise à éviter des constructions trop massives, et à préserver l'équilibre visuel du bâtiment. Elle permet de garantir une certaine légèreté dans l'apparence des constructions, en évitant des volumes trop dominants sur les étages inférieurs, et permet d'avoir une superficie « utile » de terrasse.

La longueur des constructions est règlementée, de façon adaptée aux différentes zones, afin de préserver une cohérence urbaine et architecturale en fonction des secteurs (caractère plus ou moins urbain).

L'encadrement du CES (coefficient d'emprise au sol) est lié avec les règles de CEP (coefficient d'espace perméable) minimum.

Ua Ub Uc

En cohérence avec les objectifs recherchés en matière de densité dans ces zones, la hauteur est dégressive Ua (15 m ou 13 m en toiture plate, soit R+3), Ub (12 m ou 10 m en toiture plate, soit R+2), Uc (9 m ou 7 m en toiture plate, soit R+1).
Dans la même logique, le CES est dégressif en cohérence avec leurs objectifs de densification, avec 0,30 en Ua Ub, et 0,20 en Uc. Les CES sont pensés de façon réaliste pour optimiser le foncier tout en préservant une proportion d'espaces extérieurs suffisamment importante pour être valorisée, en lien avec le CEP.
La zone Uc permet de faire l'interface avec les zones pavillonnaires en présentant des hauteurs similaires mais en permettant une densité plus importante du fait du CES.

Ud

La densité est à maîtriser, la hauteur permet donc un maximum de R+1, en cohérence avec les maisons individuelles / jumelées existantes, et les petites opérations de densification qui pourraient s'y développer (habitat intermédiaire par exemple).

Volumétrie

Dans ces secteurs, il a été décidé d'intégrer une règle de CES évolutif. En effet, contrairement à d'autres zones, les tailles des parcelles y varient considérablement. Il était donc inapproprié d'établir un coefficient uniforme, car cela aurait pénalisé les projets sur de petites parcelles tout en autorisant des projets non adaptés à la zone Ud sur de grandes parcelles.
En cohérence avec le PADD et la vocation de la zone, cette formule permet aux petites parcelles de s'urbaniser, ce qui s'inscrit dans la volonté d'optimiser le tissu bâti existant, tout en maîtrisant les formes urbaines. Elle permet également de limiter les projets de grande envergure sur les grandes parcelles, dans une zone ciblée pour un développement modéré. L'objectif est de préserver ces secteurs, majoritairement pavillonnaires, dont les infrastructures (voiries, accès, distances aux aménités urbaines) sont peu adaptées aux projets de logements collectifs. Cette zone, plus aérée, fait partie intégrante de l'identité du territoire et répond à une demande de nombreux résidents. Il est donc essentiel de préserver ses caractéristiques, en complémentarité avec les zones de développement ciblées. Les projets d'envergure seront orientés vers les zones Ua/1AUa Ub Uc.

UH

Afin de préserver les caractéristiques patrimoniales des lieux, la hauteur des constructions doit être en cohérence avec les constructions alentour, soit 9 m et les toitures plates sont interdites.
En cohérence avec le tissu existant relativement dense, le CES maximum est de 0,30. Un coefficient d'espace perméable (CEP) minimum est exigé pour garantir la qualité et le confort au sein de ce tissu (40%).

Qualité urbaine, architecturale et environnementale

Ce chapitre est commun pour l'ensemble des zones à dominante résidentielle.
Des règles ont été mises en place pour l'intégration des projets dans le terrain, en limitant les déblais et remblais, et en privilégiant des formes urbaines adaptées à la pente. Des volumes simples sont requis pour faciliter la lecture du paysage urbain et créer un environnement plus en harmonie avec le site. Dans cette optique, les styles architecturaux étrangers sont interdits. Des normes ont également été définies pour l'aspect extérieur des constructions, afin de favoriser une certaine cohérence tout en permettant l'innovation.

Le règlement encadre l'aspect des toitures et des façades afin de prévoir une insertion des constructions cohérente avec le tissu environnant.

Un paragraphe a été instauré pour assurer une bonne insertion des éléments techniques, dans le but de minimiser leur impact visuel. Cela concerne notamment les panneaux solaires, les cuves de récupération des eaux de pluie, le compost, les coffrets techniques, etc. Les exigences liées aux performances énergétiques des bâtiments suivent également une approche similaire. Elles rappellent la réglementation énergétique en vigueur et incluent des critères qualitatifs encourageant la compacité des bâtiments, ainsi qu'une orientation optimale. Le règlement rappelle la nécessité de se référer à l'OAP thématique « Climat Air Energies » apportant de nombreux compléments au règlement écrit.

Traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis et abords des constructions
Le règlement rappelle la nécessité de se référer à l'OAP thématique « Trame Verte et Bleue » apportant de nombreux compléments au règlement écrit. Toutes les zones sont concernées par un CEP minimum, articulé avec la règle de CES maximum. Le reliquat, permet de tenir compte des imperméabilités associées aux accès, stationnements, etc. La règle demandant que 75% des espaces libres perméables soient d'un seul tenant est commune. Elle vise à favoriser des espaces ouverts de qualité dont les vertus sont nombreuses : gestion de l'infiltration, biodiversité, espace commun de convivialité, … ce que ne permettraient pas des espaces fragmentés. En zones Ua et Ub, il est demandé de créer un espace commun de convivialité d'une superficie minimale, pour les opérations de logements collectifs (à partir de 12 logements). Des dispositions communes sont établies pour l'aménagement extérieur des projets, telles que la plantation des espaces non bâtis et des aires de stationnement, l'aménagement des surfaces libres afin d'éviter les espaces non entretenus, le traitement des remblais, la replantation d'arbres. Les clôtures sont également réglementées de manière uniforme, limitées à 1,8 mètre. Le règlement précise également les types de clôtures autorisés, en distinguant les règles applicables sur le domaine public et celles concernant les limites parcellaires. Dans ce dernier cas, l'objectif est de permettre l'imperméabilité des clôtures afin de réduire le vis-à-vis entre voisins.

Stationnement
Les règles de stationnement sont similaires pour l'ensemble de ces zones. Des règles de stationnement générales ont été définies (taille des places, caractère perméable, accès…). Il est exigé que 2 places de stationnement soient prévues par logement et lors d'opérations importantes une partie du stationnement doit être en souterrain, et le stationnement visiteur est encadré. Pour les hôtels et les hébergements touristiques, dès lors qu'ils sont autorisés, il est demandé 1 place par unité d'hébergement. Le stationnement de la restauration et les activités de services est également encadré. Sinon, pour les autres destinations, chaque projet devra justifier de la suffisance des stationnements proposés dans l'opération. Cette règle permet d'apprécier la nécessité des stationnements à réaliser en fonction de la localisation du projet, de sa nature, de la présence de stationnements à proximité, … Le stationnement des vélos et deux-roues motorisés est encadré, en complément de l'OAP « Climat Air Energies » traitant de ce sujet.

Les éléments sur les équipements et réseaux sont communs à l'ensemble des zones du PLU et intégrés en dispositions générales (U/AU/A/N).

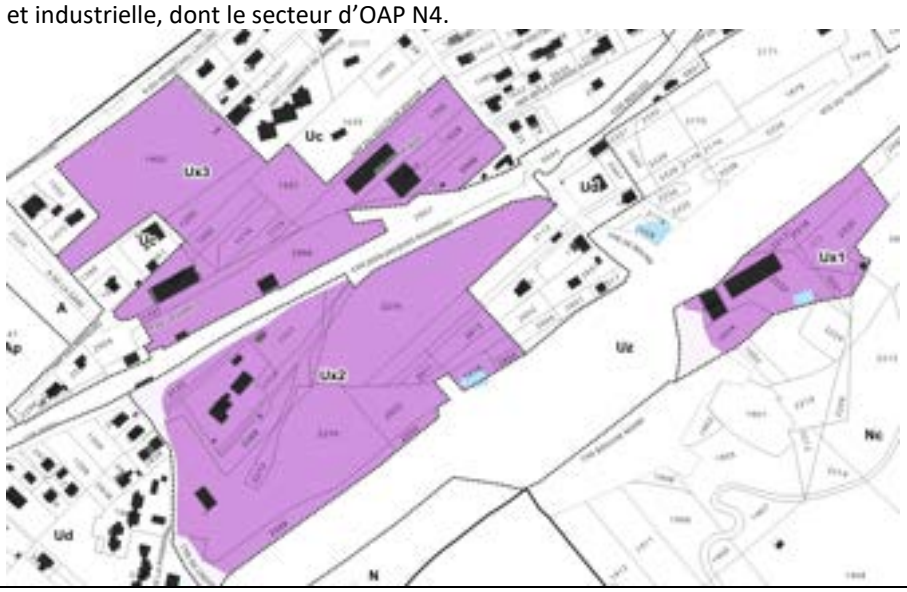
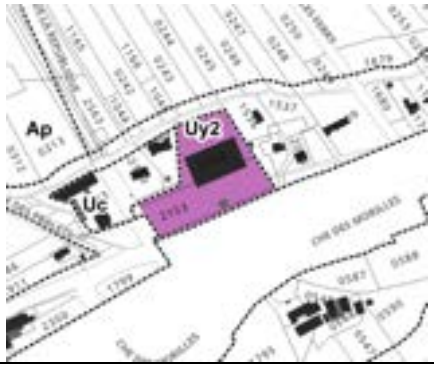
L'aménagement des voiries, des chemins et des accès est défini de manière uniforme. L'OAP « Air Energies Climat » vient compléter les éléments à prendre en compte notamment sur le dimensionnement des voiries, les stationnements, etc. Cependant, les secteurs soumis à des OAP sectorielles peuvent être concernés par des orientations spécifiques, notamment en ce qui concerne le positionnement des accès, afin de compléter le règlement de zone.

Le règlement relatif aux réseaux (eau potable, assainissement, eaux pluviales, télécommunications, gestion des déchets, etc.) est indissociable des annexes sanitaires.

2.2. Zones spécifiques

2.2.1. Objectifs recherchés, critères de délimitation et principales caractéristiques :

Ue	Secteurs d'équipements publics et d'intérêt collectif : prise en compte de l'existant et éventuels projets. **Centre-Bourg** La zone Ue prend en compte : à l'est la bibliothèque et la salle associative, au centre la mairie et la gendarmerie, et à l'ouest la zone des services techniques.  **Pas-de-l'Echelle** La zone Ue intègre : à l'est le parking et la salle des fêtes, au centre un local communal et l'école, pour laquelle un projet d'extension est envisagé, à l'ouest l'ancienne égalise désacralisée utilisée comme salle culturelle, et au sud le site du téléphérique, gare de départ. 

Ux	Zones d'activités économiques. *Des indices sont inscrits en fonction de l'orientation prédominante des zones.* **Centre-Bourg** La zone Ux4 tient compte d'une zone où une mixité d'activités est présente, avec du petit tertiaire et des activités artisanales. Le règlement limite les nouvelles activités au bureau, sinon il s'agit de gérer l'existant.  **Pas-de-l'Echelle** La zone Ux1 correspond aux bâtiments liés à la carrière, les zone Ux2 et Ux3 à la zone artisanale et industrielle, dont le secteur d'OAP N4. 
Uy	Zones d'activités commerciales et de services. *Des indices sont inscrits en fonction de l'orientation prédominante des zones.* **Site « Wowo »** Cette zone tient compte d'un bâtiment commercial existant secteur de Pralets pour lui permettre d'évoluer. 

	Site Shopping Etrembières Cette zone tient compte des grandes surfaces commerciales secteur Shopping Etrembières, en 2 secteurs, au niveau de l'échangeur autoroutier. A savoir qu'un projet de restructuration concerne la partie ouest, actuellement occupée par Lidl et une activité automobile, il devra tenir compte des contraintes du site liée à la plaine de l'Arve. 
Uz	Secteurs dédiés aux infrastructures routières / ferroviaires Cette zone tient compte des périmètres techniques de l'autoroute et de la voie ferrée. 

2.2.2. Chapitre I : Destinations, usages et natures de l'occupation

	L'ensemble de ces zones présentent des vocations bien spécifiques. De ce fait, les logements n'y sont pas autorisés, seuls les logements de fonction limités à 75m² sont permis (non autorisés toutefois en zones Ux1 Uy1). Les exploitations agricoles et forestières ne trouveront pas leur place dans ces zones.
Ue	Cette zone à vocation d'équipements autorise tous les équipements d'intérêt collectif et services publics (hors lieux de culte). Les destinations commerce et activités de services, exploitations, et secteurs secondaires et tertiaires n'y sont donc pas autorisés, ni l'hébergement.
Uz	Seules les occupations nécessaires au fonctionnement des infrastructures sont autorisées. Les locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires y sont autorisés sans condition particulière.
Ux	Les destinations sont tournées vers les activités économiques, de ce fait, sont globalement interdits : la restauration, le commerce de gros, les activités de services, l'hôtel, les autres hébergements touristiques, cinéma, tous les équipements publics sauf les locaux industriels et bureaux des administrations, salle de congrès et d'exposition, la cuisine dédiée à la vente en ligne, les exploitations. Ensuite, les destinations sont adaptées en fonction de l'orientation de la zone justifiant des indices spécifiques. Ux1 : industrie, entrepôts / Ux2-3 : artisanat, industrie, entrepôts / Ux4 : entrepôts, bureaux.
Uy	Les destinations sont tournées vers les activités commerciales, de ce fait, sont interdits : autres hébergements touristiques et cinéma, tous les équipements publics sauf les locaux industriels et bureaux des administrations, salle de congrès et d'exposition, la cuisine dédiée à la vente en ligne, les exploitations, les activités des secteurs secondaire ou tertiaire (sauf entrepôts), les hébergements. La restauration, l'hôtel, les services sont autorisés dans l'ensemble des zones. La zone Uy1 concerne le secteur commercial en limite avec Annemasse. Le commerce concerne des surfaces > à 400m² de plancher afin de ne pas entrer en concurrence avec les commerces de proximité, en lien avec le DAAC. La zone Uy2 vise à permettre le renouvellement d'un bâtiment commercial existant, les nouveaux commerces sont interdits, seul l'évolution de l'existant est autorisé, en lien avec le DAAC.

2.2.1. Chapitre II : Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

	Implantations
Ue	Le règlement sur les implantations offre une certaine flexibilité pour les futurs projets, dans des zones globalement maîtrisées par la collectivité, en demandant des reculs en cohérence avec l'existant ou un retrait de 4 m minimum.
Ux Uy	Ces zones économiques proposent des règles communes en matière d'implantations. Afin de tenir compte des caractéristiques urbaines existantes, les nouvelles constructions doivent respecter un retrait minimum de 4 mètres par rapport au domaine public ou en respectant un recul similaire à une construction voisine.

	Par rapport aux limites séparatives, une distance d'au moins 4 mètres, voire 10 mètres en Ux si la zone jouxte une zone résidentielle, est requise afin de gérer les éventuelles nuisances vis-à-vis du voisinage. Des règles spécifiques par rapport aux RD structurantes et à l'autoroute sont intégrées.
Uz	Les implantations ne sont pas réglementées dans ces zones qui ne sont pas destinées à accueillir de manière significative de nouvelles constructions, et qui présentent des besoins spécifiques.

	Volumétrie
Ue	La hauteur et le CES ne sont pas règlementés dans ces zones. En effet, elles sont réservées à des projets d'équipements pour lesquels la collectivité veillera à encourager des inscriptions architecturales cohérentes. L'absence de réglementation permet d'éviter de bloquer d'éventuels projets dont la hauteur est difficile à définir et peut varier considérablement.
Ux	Globalement, la hauteur est limitée à 10m en Ux. Elle est réhaussée sur certaines zones aux besoins spécifiques (centrale à béton, carrière). En zone Uy, la hauteur est en cohérence avec l'existant, à 18 m pour la Uy1 et 9 m pour la Uy2. Afin de maintenir des espaces non bâtis et perméables qualitatifs (articulation avec le CEP), un CES maximal est prévu à 0,50 en Ux (hors indice 4, NR) et de 0,30 à 0,40 pour les zones Uy.
Uy	
Uz	La hauteur et le CES ne sont pas règlementés afin de laisser une certaine souplesse au sein de cette zone appelant des besoins spécifiques.

	Qualité urbaine, architecturale et environnementale
Ue	Le règlement rappelle la nécessité de se référer à l'OAP thématique « Air Energies Climat » apportant de nombreux compléments au règlement écrit. Cet article énonce des règles générales visant à assurer une bonne intégration des projets dans leur environnement, tout en offrant une souplesse qui peut être nécessaire pour ces zones spécifiques. Ces zones partagent certains éléments avec les zones résidentielles, notamment en ce qui concerne l'intégration des éléments techniques, l'intégration à la pente, …
Ux	
Uy	
Uz	

	Traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis et abords des constructions
Ue	Le règlement rappelle la nécessité de se référer à l'OAP thématique « TVB » et « Climat Air Energies » apportant de nombreux éléments complémentaires. Le CEP est règlementé en zones Ux, Uy à 10% minimum afin de maintenir dans ces zones des surfaces non bâties de qualité. Il n'est pas règlementé en zone Ue et Uz. Concernant les clôtures, le règlement est assez généraliste, pour ces zones aux besoins spécifiques. La hauteur est limitée à 2 m en zones Ux/Uy.
Ux	
Uy	
Uz	

	Stationnement
Ue	Les règles de stationnement sont globalement similaires à l'ensemble de ces zones. Des règles de stationnement générales ont été définies (taille des places, caractère perméable, accès…). Les places sont règlementées par tranche de surface de plancher, adaptée aux besoins de chaque activité, sauf pour les équipements publics où c'est à adapter en fonction du projet. Le stationnement des vélos et deux-roues motorisés est encadré, en complément de l'OAP « Mobilités » traitant de ce sujet.
Ux	
Uy	
Uz	

3. Les zones à urbaniser

Il existe une seule zone à urbaniser sur le territoire, la zone 1AUa du centre-bourg.

Le règlement rappelle les conditions d'ouverture à l'urbanisation de la zone (opération d'aménagement d'ensemble et cohérence avec les OAP), ainsi que les obligations en matière de mixité sociale.
Il reprend en grande partie le règlement de la zone Ua, en cohérence avec son emplacement au sein de l'armature urbaine et sa vocation prédominante. Les principales distinctions concernent :
Aussi, les destinations privilégiées de cette zone sont : l'habitat/l'hébergement, le commerce de proximité, les services, la restauration, le bureau et quelques équipements.
Les hauteurs maximums se portent à 18 m au lieu de 15 m en Ua, afin de favoriser l'optimisation de ce dernier foncier stratégique pour la commune.

Le règlement vise à établir un cadre avec des règles globales qui garantiront la conformité du projet envisagé au sein des OAP.
Celles-ci, apportent une dimension qualitative et adaptée au secteur, tout en garantissant la compatibilité avec les règles générales. Elles permettent notamment de définir le programme de logements et d'adapter les formes urbaines en fonction du contexte spécifique à ce quartier.
Les OAP déterminent des gabarits et préciser des implantations particulières en fonction des enjeux spécifiques (tels que les voies bruyantes, la nécessité de créer une séquence urbaine sur la RD, etc.).
En complément du règlement général sur les accès, les OAP permettent de déterminer les emplacements adaptés et sécuritaires pour l'accès à l'opération.
Concernant la végétalisation, le règlement impose des exigences quantitatives (similaires à la zone Ua), tandis que les OAP définissent des espaces verts de transition à préserver ou créer, en fonction des enjeux locaux (transition avec la voie ferrée, avec l'opération d'habitat voisine, etc.). Elles incluent également une réflexion sur l'aménagement des espaces communs et sur leur positionnement au sein du quartier.





III. LES ZONES AGRICOLES ET NATURELLES

4. Les zones agricoles

4.1. Objectifs recherchés, critères de délimitation et principales caractéristiques :

Ap	La zone Ap est une zone de préservation des terres agricoles. Seule l'évolution des habitations existantes y est autorisée. Elle vise à préserver les terres agricoles à enjeux, pour leur valeur agronomique, paysagère mais aussi liée à la biodiversité. **Secteur Centre-bourg**  **Secteur Pas-de-l'Echelle**  **Secteur des Îles et plaine de l'Arve** 

A	La zone A, est la zone agricole permettant la constructibilité pour les exploitations agricoles et permettant l'évolution de l'habitat isolé existant. Sur la commune, il prend en compte l'exploitation agricole présente sur le secteur du Château ainsi que son espace de fonctionnalité, mais aussi 2 tènements ciblés par des projets d'installations sur le secteur des Îles, ainsi qu'une ancienne parcelle classée en Ue dans le PLU actuel sur le secteur de Pas-de-l'Echelle pour tenir compte de l'usage agricole de cette parcelle à pérenniser. **Secteur du Château**  **Secteur des Îles**  **Secteur de Pas-de-l'Echelle** 

4.2. Chapitre I : Destinations, usages et natures de l'occupation

	Des destinations / occupations communes à l'ensemble des zones sont prévues telles que les affouillements et exhaussements dès lors qu'ils sont nécessaires et liés à l'assise des constructions et aménagements autorisés dans la zone, les locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires dans la mesure où l'implantation dans la zone est justifiée par des impératifs techniques de fonctionnement du service. Ensuite, chaque zone dispose d'une règlementation spécifique.
A	La zone agricole A étant réservée aux activités agricoles, les exploitations agricoles sont autorisées, ainsi que les activités connexes nécessaires à l'agriculture, telles que la transformation, le conditionnement, la commercialisation des produits agricoles. Un local de surveillance est également autorisé sous certaines conditions de superficie et de

	localisation. Les occupations annexes, doivent être intégrées ou accolées au bâtiment agricole afin de limiter le mitage. De plus, la zone agricole permet des aménagements sur les habitations existantes, conformément à l'article L151-12 du code de l'urbanisme. Ces aménagements incluent des extensions ou la construction d'annexes, mais restent limités et encadrés en termes de superficie et de positionnement. L'objectif est de permettre à l'existant d'évoluer sans favoriser un renforcement du mitage.
Ap	Le règlement de cette zone est assez sobre puisqu'il s'agit d'une zone de protection. Il reprend les règles de la zone A pour l'évolution des habitations.

4.3. Chapitre II : Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Implantations	
Règle commune : Par rapport au domaine public = 4m minimum ou adapté s'il existe la proximité des grandes infrastructures (autoroute, RD structurantes). Par rapport aux limites séparatives = D=H/2 ≥ 10m Cette règle vise à préserver les morphologies de ces secteurs isolés et encadrer leur densité afin qu'elle reste limitée et peu impactant depuis le domaine public ou les voisins. Les constructions liées aux habitations existantes (piscines et annexes) doivent s'implanter à moins de 10m de celles-ci afin de limiter le mitage.	
Volumétrie	
A	Une hauteur spécifique a été fixée pour les bâtiments techniques agricoles, à 12 mètres afin de répondre aux besoins exprimés par la profession. Par ailleurs, des hauteurs maximales sont également définies à la hauteur existante pour les extensions d'habitations existantes, dans le but de garantir une harmonie avec l'existant. Le CES n'est pas règlementé pour ces zones aux besoins spécifiques. Toutefois les extensions et annexes des habitations existantes sont encadrées en superficie.
Ap	La hauteur et le CES ne sont pas règlementés car aucune nouvelle construction n'est possible.
Qualité urbaine, architecturale et environnementale	
Globalement le règlement est assez semblable aux zones U. Des règles spécifiques sont attribuées aux bâtiments d'exploitations agricoles (teintes, toitures, …).	
Traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis et abords des constructions	
Globalement le règlement est assez semblable aux zones U, mais reste plus léger notamment sur le CEP ou les aménagements extérieurs. Les clôtures agricoles ne sont pas concernées par le règlement de clôtures.	
Stationnement	
Les règles de stationnement sont communes, et souples puisqu'elles demandent de s'adapter au projet. Ces zones permettant des projets variés sur des tènements tout aussi différents, il n'a pas été souhaité d'être plus précis sur ce sujet.	

5. Les zones naturelles

5.1. Objectifs recherchés, critères de délimitation et principales caractéristiques :

N	La zone N vise à préserver les principaux secteurs naturels : cours d'eau, boisements, et notamment les milieux les plus sensibles à l'image de la plaine de l'Arve et le Salève. Elle est réservée aux espaces naturels, au sein desquelles sont présentes des habitations qu'il convient de prendre en compte, et notamment des secteurs soumis aux risques inondations, secteur des Îles. 

	
Nc	Cette zone tient compte de la carrière du Salève, dans son périmètre d'exploitation en vigueur. 

Nm	Ces deux sous-secteurs de la zone N rassemble les secteurs de gravière présents sur le secteur de la plaine de l'Arve. Leur périmètre est globalement contenu à l'existant. 
Ne	Elles sont délimitées de manière à tenir compte des équipements publics et/ou d'intérêt collectif, qu'il s'agisse d'aménagements légers ou de constructions peu étendues (cimetières, aménagements sportifs), mais aussi des parcs urbains (Bois Salève, mairie). Ces équipements peuvent inclure des terrains sportifs, des aires de jeux, des espaces de stationnement,... Cette délimitation permet de préserver des espaces dédiés à ces espaces tout en régulant l'usage des sols pour garantir un développement harmonieux et fonctionnel. **Pas-de-l'Echelle / Les Îles**  **Centre-bourg / cimetière** 

Nl	Ces deux sites représentent les deux seuls STECAL du PLU. Ces secteurs prennent en compte des secteurs de loisirs existants dans un milieu majoritairement naturel. Le secteur Nl1 correspond à un site de loisir existant comprenant un site de loisir aquatique, un site de paintball, un site d'entraînement pour les auto-écoles. L'objectif principal est de permettre à ces activités d'évoluer voire permettre de nouvelles installations limitées en superficie. Le secteur Nl2 correspond également à un site de loisirs comprenant un site d'entrainement canin, un agorespace et des tennis. L'objectif principal est de permettre à ces activités d'évoluer et notamment de permettre de reconvertir les tennis en site de padel. 

5.2. Chapitre I : Destinations, usages et natures de l'occupation

	Des destinations / occupations communes à l'ensemble des zones sont prévues telles que les affouillements et exhaussements dès lors qu'ils sont nécessaires et liés à l'assise des constructions et aménagements autorisés dans la zone, les locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires dans la mesure où l'implantation dans la zone est justifiée par des impératifs techniques de fonctionnement du service. Ensuite, chaque zone ajoute une règlementation spécifique.
N	La zone N est réservée à la préservation des espaces naturels. Comme en A, la zone permet des aménagements sur les habitations existantes, conformément à l'article L151-12 du code de l'urbanisme. Ces aménagements incluent des extensions ou la construction d'annexes, mais restent limités et encadrés en termes de superficie et de positionnement. L'objectif est de permettre à l'existant d'évoluer sans favoriser un renforcement du mitage.
Nc	Le règlement permet toutes les constructions et installations nécessaires à l'activité de carrière.

Nm	Le règlement permet toutes les constructions et installations nécessaires à l'activité de gravière.
Ne	Le règlement permet à ces secteurs d'évoluer et de créer des équipements et aménagements liés aux équipements publics / sportifs. Il inclut également, les locaux techniques des administrations.
Nl	La zone Nl, correspond à des secteurs de loisirs existants dont le règlement entend permettre les évolutions de façon encadrée : à ce titre sont autorisés l'évolution de l'existant, les activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle, les équipements sportifs en 1. Le règlement permet aussi aux constructions préexistantes d'évoluer.

5.3. Chapitre II : Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Implantations	
Règle commune : Par rapport au domaine public = soit maintien de l'existant, soit 4m minimum soit adapté s'il existe la proximité des grandes infrastructures (autoroute, RD structurantes). Par rapport aux limites séparatives = D=H/2 ≥ 4m Cette règle vise à préserver les morphologies de ces secteurs isolés et encadrer leur densité afin qu'elle reste limitée et peu impactant depuis le domaine public ou les voisins. Les constructions liées aux habitations existantes (piscines et annexes) doivent s'implanter à moins de 10m de celles-ci afin de limiter le mitage.	
Volumétrie	
N	Les hauteurs maximales sont définies à la hauteur existante pour les extensions d'habitations existantes, dans le but de garantir une harmonie avec l'existant. Le CES n'est pas règlementé. Toutefois les extensions et annexes des habitations existantes sont encadrées en superficie.
Nc Nm	Le CES n'est pas règlementé sur ces secteurs spécifiques. La hauteur est limitée à 3,5 m pour les annexes, en cohérence avec l'ensemble du territoire, et à 4 m en Nm. Toutefois, elle n'est pas règlementée en Nc ni en Nm pour les besoins liés à la centrale à béton ou traitement des matériaux.
Ne Nl	En Nl, la hauteur peut aller jusqu'à 14 m en Nl1 et en Nl2 dans ce cas uniquement pour les constructions non closes sinon la hauteur est de 7 m dans ce sous-secteur. En Ne, la hauteur est limitée à 4 m, s'agissant de petites constructions. La hauteur est limitée à 3,5 m pour les annexes, en cohérence avec l'ensemble du territoire. Le CES est limité à 0,25 en Nl et non règlementé en Ne s'agissant de zones surtout liées à des aménagements n'entraînant pas d'emprise au sol.
Qualité urbaine, architecturale et environnementale	
Globalement le règlement est assez semblable aux zones U.	
Traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis et abords des constructions	
Globalement le règlement est assez semblable aux zones U, mais reste plus léger notamment sur le CEP ou les aménagements extérieurs.	

Stationnement
Les règles de stationnement sont communes, et souples puisqu'elles demandent de s'adapter au projet. Ces zones permettant des projets variés sur des tènements tout aussi différents, il n'a pas été souhaité d'être plus précis sur ce sujet.

5.4. Synthèse sur les STECAL

Zone	Nombre	Localisation	Surface (ha)	% du zonage
Nl1	1	Centre-bourg	1,1	0,2
Nl2	1	Les Îles	6,6	1,2

Tel que le prévoit l'article L151-13 du code de l'urbanisme, le règlement définit pour chacun des STECAL, en cohérence avec leur environnement : les conditions de hauteurs, les conditions d'implantation et la densité des constructions :

Zone	Les conditions de hauteurs	Les conditions d'implantation	La densité des constructions
Nl1	14 m : pour permettre le projet de padel en lieu et place des tennis 3,5 m pour les annexes non accolées	Règle commune : <u>Par rapport au domaine public :</u> <u>Par rapport à l'autoroute (A40), en recul minimum de :</u> - 50 m de l'axe pour les constructions à usage d'habitat, - 40 m de l'axe pour les autres constructions. <u>Par rapport aux routes départementales (RD1206/RD2) hors agglomération, en recul minimum de :</u> - 35 m de l'axe pour les constructions à usage d'habitat, - 25 m de l'axe pour les autres constructions. <u>Par rapport aux routes départementales (RD1206 et RD2) en agglomération, en recul minimum de :</u> - 8 m de l'axe <u>Par rapport aux autres voies, emprises publique, voies communales et voies privées ouvertes au public un recul minimum de :</u> - 4 m de la limite - Soit dans le même alignement d'une des constructions de gabarit comparable avec la future construction, sur les terrains limitrophes, sous réserve que cela participe à l'intérêt des lieux environnants et à la préservation du patrimoine architectural. <u>Par rapport aux limites séparatives :</u> D = H/2 ≥ 4m	CES max = 0,25 De plus, le règlement rappelle en chapitre I que : Les constructions légères et installations liées et/ou nécessaires aux activités de service où s'effectue l'accueil du public si elles présentent une vocation sportive, culturelle ou de loisirs sous réserve d'une bonne intégration paysagère et dans la limite de 1500 m^2 d'emprise au sol par zone, cette surface doit être en grande majorité dédiée à l'activité principale
Nl2	7 m maximum dans le cas de constructions closes et couvertes. 14 m pour les constructions non closes et/ou non couvertes => pour tenir compte de l'installation aquatique existante 3,5 m pour les annexes non accolées		

IV. LES OUTILS COMPLEMENTAIRES : LES PRESCRIPTIONS

1. Secteurs concernés par des limitations de la constructibilité pour des raisons environnementales, de risques, d'intérêt général

Participent principalement à la mise en œuvre de l'orientation 8 du PADD.

Vocation	Délimitation
Application et respect du Plan de Prévention des Risques (PPR)	Le PLU reporte les zones bleu et rouge du PPR inondation de l'Arve. C'est une SUP qui s'applique de fait au territoire et aux autorisations d'urbanisme. Son report permet toutefois que cela soit plus clair pour les administrés puis cela limite fortement les possibilités sur les secteurs concernés, en sus des règles du PLU.
Les secteurs soumis à l'aléa rocheux, identifié par l'étude d'aléa rocheux du RTM en octobre 2013	Une étude de risque liée à l'aléa rocheux est annexée au PLU et son report au règlement graphique et écrit permet de la faire appliquer.
Le secteur de l'ancienne décharge	C'est un site connu dont il est nécessaire de prendre en compte. Les occupations sont limitées et vise surtout à la reconversion / renaturation du site.

2. Secteurs d'Orientations d'Aménagement et de Programmation au titre des articles L151-6 et L151-7 du Code de l'urbanisme

Voir justifications spécifiques sur les OAP.

3. Secteurs de mixité sociale au titre de l'article L151-15 du Code de l'urbanisme

Participent principalement à la mise en œuvre de l'orientation 1 du PADD.

Ils sont délimités sur l'ensemble des zones Ua, Ub, Uc, et sur la zone 1AUa.

La règle générale des zones U reprend l'objectif des 3 tiers porté par Annemasse Agglomération (SCoT et PLH) : « Dans les secteurs délimités au plan graphique au titre de l'article L151-15 du code de l'urbanisme, toute opération d'habitat d'au moins 12 logements ou de plus de 1000 m² de surface de plancher, doit affecter au minimum :

- 33 % des logements à du logement locatif social,
- 33% des logements à du logement abordable (accession abordable, logement intermédiaire) ».

La zone 1AUa intègre un objectif plus ambitieux afin de prévoir un rattrapage vis-à-vis des opérations accordées jusqu'à présent, et parce qu'il s'agit du seul grand projet du PLU en matière de logements

dont le potentiel de réalisation est important : « Dans les secteurs délimités au plan graphique au titre de l'article L151-15 du code de l'urbanisme, toute opération d'habitat d'au moins 12 logements ou de plus de 1000 m² de surface de plancher, doit affecter au minimum :

- 40 % des logements à du logement locatif social,
- 40% des logements à du logement abordable (accession abordable, logement intermédiaire) ».

4. Diversité commerciale au titre de l'article 151-16 du Code de l'urbanisme

Participe principalement à la mise en œuvre de l'orientation 3 du PADD.

L'objectif commun est de préserver la fonction commerciale des rez-de-chaussée dans les centralités du centre-bourg et du Pas-de-l'Echelle : linéaire en bleu au plan de zonage :



Centre-bourg



Pas-de-l'Echelle

Les changements de destination ne pourront s'opérer qu'entre les sous-destinations suivantes : artisanat et commerce de détail, restauration, hôtel, activités de services avec accueil d'une clientèle, équipements d'intérêt collectif et services publics.

5. Secteurs de patrimoine bâti identifiés au titre de l'article L151-19 du Code de l'urbanisme

Participent principalement à la mise en œuvre de l'orientation 7 du PADD.

Ils visent la préservation et la valorisation des éléments patrimoniaux bâtis, comprenant le petit patrimoine. Globalement, un principe de préservation s'applique, avec un principe de valorisation de ces éléments patrimoniaux.
Cet inventaire comprend notamment l'habitat historique du hameau du Pralet (zone UH), mais aussi le château, la chapelle, des maisons de maîtres, la fontaine, …
Au total 21 éléments sont identifiés (extrait en violet ci-dessous).



6. Secteurs de patrimoine environnemental identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme

Participent principalement à la mise en œuvre de l'orientation 5 du PADD.

Vocation	Délimitation
	Cet outil couvre les éléments de richesse environnementale, en complément de la zone N : boisements, jardins, zones humides, … Le principe commun est celui de la préservation.
Ripisylve et arbres	Les ripisylves correspondent aux boisements d'accompagnement des principaux cours d'eau : l'Arve et les Eaux Belles. Les arbres remarquables sont issus de l'inventaire réalisé dans le cadre de la Directive du Salève et de l'étude terrain réalisée dans le cadre de l'état initial de l'environnement du PLU. L'objectif est de préserver ces éléments végétaux pour leurs nombreuses vertus et de prévoir, en cas de problématique sanitaire, leur remplacement dans de bonnes conditions.
EBF	Ces éléments sont issus des données fournies par le SM3a, en charge de la mise en œuvre du SAGE. Cela permet de préserver l'espace de bon fonctionnement de l'Arve et des Eaux Belles. Seules les constructions autorisées dans les règlements de zones correspondantes sont autorisées, sinon le remblai/déblai est interdit ainsi que l'imperméabilisation/artificialisation.
Zones humides	Les zones humides sont issues de l'inventaire départemental, mis à jour par ASTERS (CEN 74. Le principe est celui de la préservation stricte. Seuls les travaux d'entretien / mise en valeur sont tolérés.
Terrains cultivés ou non bâtis à protéger en zones urbaines	Ces secteurs sont des jardins potagers à protéger de l'urbanisation, et inscrits au cœur de l'enveloppe urbaine. A ce titre, ils sont repérés, comme le permet le code, et ils sont inconstructibles.
Secteurs à enjeux pour la ressource en eau	Cela correspond à la préservation des nappes stratégique pour la ressource en eau potable, dont les données sont issues du SAGE de l'Arve. Il existe 3 niveaux correspondant à différentes mesures de protection.

7. Emplacements réservés au titre de l'article L151-41 du Code de l'urbanisme

Participent principalement à la mise en œuvre des orientations 3 4 5 du PADD.

Ils sont au nombre de 7 et visent notamment des aménagements liés à la mobilité et aux équipements publics :

N° ER	Type ER
1	**Ouvrage public** : Extension de la mairie et des locaux communaux
2	**Ouvrage public** : Extension du cimetière existant
3	**Voie publique** : Elargissement du chemin des Pralets
4	**Installation d'intérêt général** : Protection du puits au Pas de l'Echelle
5	**Voie publique** : Création d'un rond-point au Pas de l'Echelle
6	**Voie publique** : Création d'une nouvelle desserte pour les carrières du Salève
7	**Installation d'intérêt général** : aménagement d'un point d'apport volontaire pour le tri sélectif

8. Voies de circulation à conserver, à modifier ou à créer au titre de l'article L151-38 du code de l'urbanisme

Participent principalement à la mise en œuvre de l'orientations 4 du PADD.

Elles visent la préservation des cheminements modes doux et notamment des cheminements de loisirs du Salève ou de la plaine de l'Arve (extrait du zonage, tracé en rose ci-dessous) :



V. LES PRINCIPAUX CHANGEMENTS APPORTES

Le bilan des surfaces classements / déclassements entre le PLU actuel et le PLU en projet fait ressortir un bilan positif au profit des espaces agricoles et naturels, de l'ordre de 18,5 ha. En effet, il y a eu davantage de surfaces qui sont passées de U/AU vers A/N que l'inverse.

Les déclassements sont principalement le fruit d'une réflexion sur la cohérence à établir entre le projet de développement de la commune, en lien avec la stratégie SCoT/PLH, et les capacités constructives estimées dans les enveloppes urbaines. Ce travail a permis d'identifier un potentiel suffisant ne nécessitant pas de conserver des extensions, pourtant actuellement inscrites au PLU. De plus, il s'agissait également d'une réelle volonté communale, de préserver des coupures d'urbanisation, des terres agricoles (telles que les zones 1AU et 2AU de la plaine), un verger (secteur sous Rossy), des parcelles boisées (entourant le Crêt de la Croix). Cela est aussi en lien avec les choix en matière d'armature urbaine, de limiter toute extension sur les secteurs excentrées des cœurs urbains du Pas-de-l'Echelle et du centre-bourg.
Les déclassements concernent aussi des sujets spécifiques : équipements (abandon d'un projet de parking relais) et économique (adaptation du zonage Ux autour des bâtiments de la carrière).
Ils concernent aussi une situation particulière sur le secteur des Îles, au sein duquel un quartier important a été concerné par un phénomène d'inondation important ces dernières années.
Il s'agit majoritairement d'espaces naturels et agricoles vierges dont la nature et l'usage sera ainsi pérennisé par la révision de PLU.

Voici les déclassements par secteur et les justifications associées :

Ces déclassements se justifient par une suffisance des capacités constructives au sein de l'enveloppe et la volonté de ne pas renforcer l'urbanisation sur ces secteurs excentrés (en limite avec Bossey), dont pour partie ne bénéficiant pas de l'assainissement collectif.





PLU en vigueur

Ce déclassement d'une zone Ue s'explique par l'abandon du projet de parking-relais (suppression aussi de l'emplacement réservé) puisque le projet a été réalisé au cœur du Pas-de-l'Echelle.

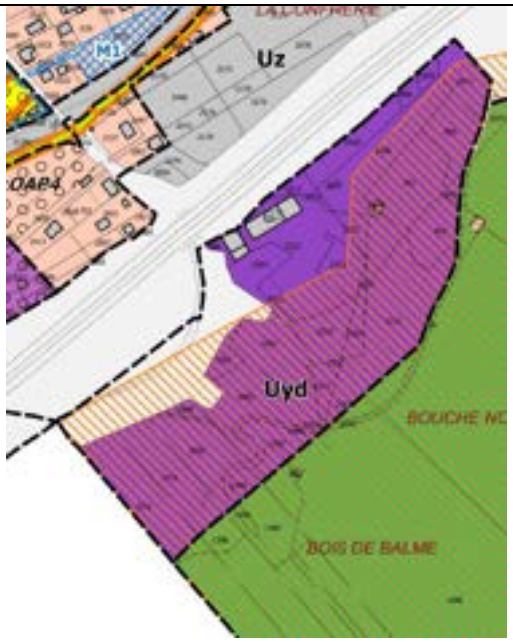




PLU en vigueur

Ce réajustement de la zone économique permet de mieux correspondre aux besoins liés à la carrière. Les besoins en matière de constructibilité s'avèrent moins important et il n'apparaissait donc pas nécessaire de maintenir une zone U aussi étendue.





PLU en vigueur

Comme évoqué précédemment, en raison du phénomène d'inondation survenu à plusieurs reprises sur ce secteur, il est décidé de ne pas maintenir une zone U malgré le caractère urbanisé de ce secteur. Cela se justifie en raison de ce risque inondation avéré, afin de ne pas renforcer le nombre de logements. Seule l'évolution de l'existant reste autorisé.

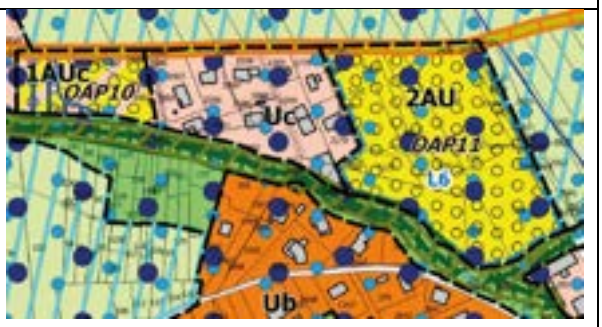




PLU en vigueur

Ces déclassements se justifient par une suffisance des capacités constructives au sein de l'enveloppe et la volonté de préserver : une coupure d'urbanisation, et la plaine agricole.
De plus, rappelons que ces secteurs sont proches du ruisseau des Eaux Belles, concerné par le risque inondation, et qu'ils sont relativement éloignés des centralités.





PLU en vigueur

Ce déclassement se justifie par une suffisance des capacités constructives au sein de l'enveloppe et la volonté de préserver un espace boisé. Rappelons aussi que ce tènement est soumis aux reculs liés à la voie ferrée et soumis aux nuisances sonores associées liées aussi à la proximité de l'autoroute.





PLU en vigueur

Ce déclassement, secteur Sous Rossy, se justifie par une suffisance des capacités constructives au sein de l'enveloppe et la volonté de préserver un verger. De plus, ce secteur est relativement enclavé, avec la nécessité d'un accès par un passage à niveau et une voie relativement étroite.
Rappelons aussi que ce tènement est soumis aux reculs liés à la voie ferrée et à l'autoroute et soumis aux nuisances sonores associées.





PLU en vigueur

Ces déclassements se justifient par une suffisance des capacités constructives au sein de l'enveloppe. De plus, ces secteurs relativement proches du centre sur plan, présentent des contraintes topographiques et d'accès importantes.





PLU en vigueur

Le déclassement à l'ouest s'explique par l'étroitesse de ces parcelles, contraintes par le recul de la voie ferrée, ce qui rendrait tout projet irréalisable.
Le parc de la mairie est reclassé en Ne au lieu de Ue afin de marquer la volonté de préserver cet espace naturel.

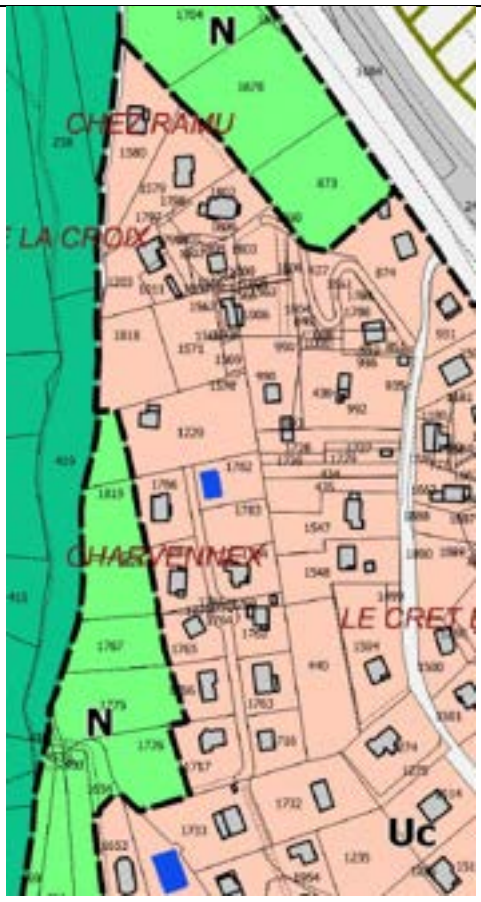




PLU en vigueur

Ces déclassements se justifient par une suffisance des capacités constructives au sein de l'enveloppe et la volonté de ne pas renforcer l'urbanisation sur ces secteurs excentrés, en cohérence avec le PADD. Il s'agit aussi de préserver des espaces boisés.

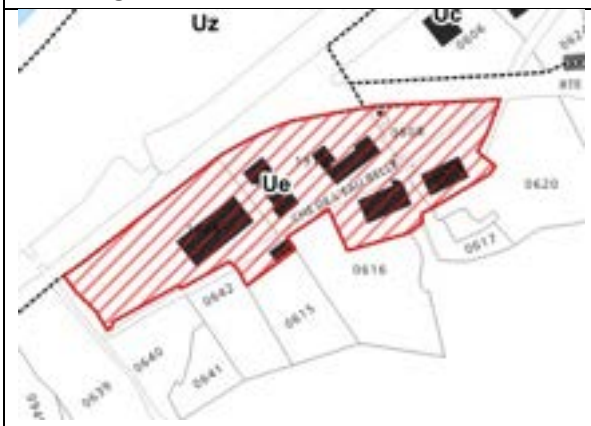




PLU en vigueur

Il y a eu, a contrario, 2 secteurs de classements, c'est-à-dire des parcelles actuellement classées en N qui passent en U, pour 1 ha. Il s'agit exclusivement de parcelles bâties, pour lesquelles un zonage U paraissait plus approprié.

Ce classement concerne les bâtiments techniques du service des eaux de l'Agglomération, intégré à un zonage Ue.





PLU en vigueur

Ce classement concerne des bâtiments liés au hameau de Pralet. Bien que soumis au risque inondation, il apparaissait plus cohérent de les intégrer à la zone UH.





PLU en vigueur

Le Bilan global :

Classements	+ 1 ha
Déclassements	- 19,5 ha
Bilan	**- 18,5 ha**





D’autres changements ont été opéré au sein du zonage et des prescriptions, notamment :

- L’ajout d’une zone Ud permettant de maîtriser les secteurs les plus excentrés de la commune, en cohérence avec le PADD.
- Le basculement de zone 1AU à destination d’habitat (OAP 7 et 8 du PLU actuel) vers des zones Ux en raison de la suffisance des capacités constructives pour l’habitat par ailleurs, et permettant aussi de répondre à des demandes pour l’installations d’activités économiques de type artisanat, petite industrie.
- Les secteurs d’OAP ont été réétudiés afin de tenir compte des projets déjà réalisés et du projet communal.
- La simplification des tramages/zonages environnementaux :
    - la trame d’intérêt écologique (correspondant notamment aux ZNIEFF de type 1) du PLU en vigueur n’est pas reconduite. En effet, les zonages permettent de préserver la valeur écologique de ces secteurs majoritairement classés en N/Ap.
    - la zone Nh de zone humide n’est pas reconduite puisqu’une trame de préservation est intégrée et elle est suffisante. Maintenir une zone Nh serait une redondance.
- Il n’existe plus de bâtiments identifiés pour changement de destination, puisque cela a déjà été réalisé.
- Un emplacement réservé est supprimé (ancien n°7) puisque le projet n’est plus d’actualité (voir précédemment).

Projet d’Aménagement et de Développement Durables
PADD

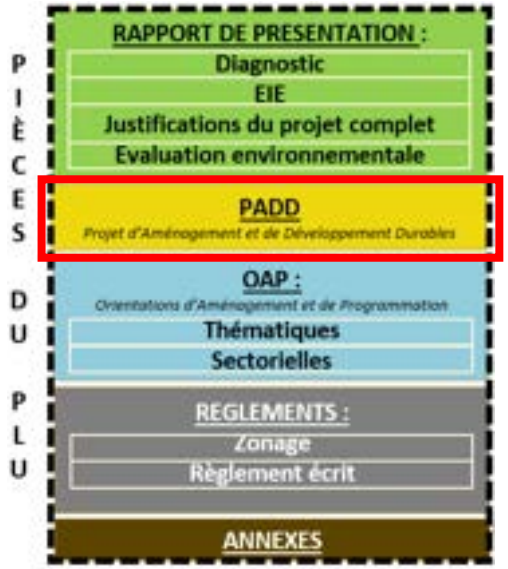
COMMUNE d’ETREMBIERES

Etrembières

PREAMBULE

La commune d'Etrembières est couverte par un PLU approuvé en 2019. Depuis, le SCoT de l'Agglomération d'Annemasse a été révisé ainsi que le Programme Local de l'Habitat, et de nouveaux enjeux communaux se sont fait ressortir. C'est pourquoi, par délibération en date du 11 avril 2022, le conseil municipal d'Etrembières a décidé de lancer la révision de son PLU.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables est un document central au sein du PLU. Il est issu des réflexions réalisées lors de la phase de diagnostic et de formulation des enjeux du territoire. Ensuite, les documents règlementaires devront être en cohérence et traduire les orientations inscrites au PADD.



Conformément à l'article L151-5 du code de l'urbanisme, *« Le projet d'aménagement et de développement durables définit :*

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des énergies renouvelables, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

(…) Le projet d'aménagement et de développement durables fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain

Il ne peut prévoir l'ouverture à l'urbanisation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers que s'il est justifié, au moyen d'une étude de densification des zones déjà urbanisées, que la capacité d'aménager et de construire est déjà mobilisée dans les espaces urbanisés. Pour ce faire, il tient compte de la capacité à mobiliser effectivement les locaux vacants, les friches et les espaces déjà urbanisés pendant la durée comprise entre l'élaboration, la révision ou la modification du plan local d'urbanisme et l'analyse prévue à l'article L. 153-27. »

SOMMAIRE

Axe 1 : Pour un développement de la commune qualitatif et maîtrisé 4

Orientation n°1 : Un rythme de production de logements et d'accueil de population à adapter au contexte d'Etrembières 5

Orientations n°2 : Une urbanisation future à localiser de façon cohérente et harmonieuse 8

Orientation n°3 : Un accompagnement nécessaire de l'urbanisation par des activités, services, équipements, emplois afin de préserver une vitalité communale 10

Orientation n°4 : Des mobilités organisées et apaisées 13

Axe 2 : Pour un territoire durable, valorisant ses richesses, et résilient face au changement climatique 17

Orientation n° 5 : Une nature à préserver, valoriser et développer, dans les différents espaces de la commune 18

Orientation n°6 : Une sobriété foncière déjà à l'œuvre, à poursuivre 20

Orientation n°7 : Des caractéristiques paysagères et patrimoniales à protéger et mettre en valeur 21

Orientation n°8 : Des risques et nuisances à intégrer au projet communal 23

Orientation n°9 : Un territoire s'inscrivant dans la transition énergétique et climatique 24

Axe 1 : Pour un développement de la commune qualitatif et maîtrisé

Orientation n°1 :

Un rythme de production de logements et d'accueil de population à adapter au contexte d'Etrembières

Orientations n°2 :

Une urbanisation future à localiser de façon cohérente et harmonieuse

Orientation n°3 :

Un accompagnement nécessaire de l'urbanisation par des activités, services, équipements, emplois afin de préserver une vitalité communale

Orientation n°4 :

Des mobilités organisées et apaisées

Orientation n°1 : Un rythme de production de logements et d'accueil de population à adapter au contexte d'Etrembières

=> Une stratégie globale réfléchie à l'échelle d'Annemasse Agglomération :

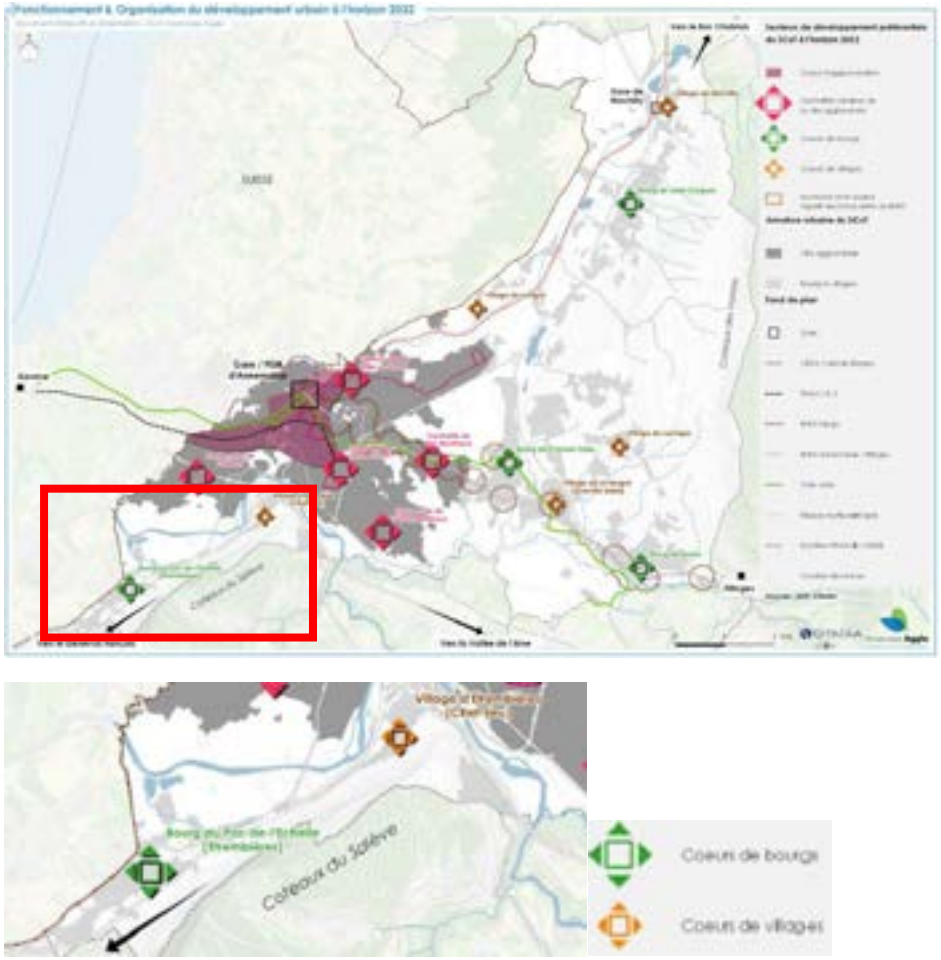
Au travers de son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), l'Agglomération d'Annemasse a élaboré sa stratégie en matière d'aménagement du territoire à l'horizon 2032.

Elle tient compte des dynamiques exceptionnelles du territoire de par sa localisation et ses interactions avec le Grand Genève, en se positionnant sur une trajectoire acceptable et soutenable.

Les projections prévoient l'accueil de 15 000 habitants supplémentaires, soit 1,2% de croissance annuelle moyenne. Cette politique s'appuie notamment sur une relocalisation de l'urbanisation autour des centralités se traduisant par une armature urbaine définissant les rôles de chacune des communes au sein de l'Agglomération. A ce titre, la « ville agglomérée » représentée par Annemasse, Ambilly, Gaillard, Vétraz-Monthoux et Ville-la-Grand est destinée à accueillir environ 75% de la production de logements programmée sur 2021-2032.

A l'échelle de la commune d'Etrembières, un objectif plafond de création de 300 logements est prévu sur la période du SCoT, du fait du positionnement de la commune dans l'armature selon deux catégories :

- Le Pas-de-l'Echelle en tant que « Cœur de Bourg »
- Le village en tant que « Cœur de Village »



Extraits carte du SCoT d'Annemasse Agglomération

=> Des projets en cours à assimiler :

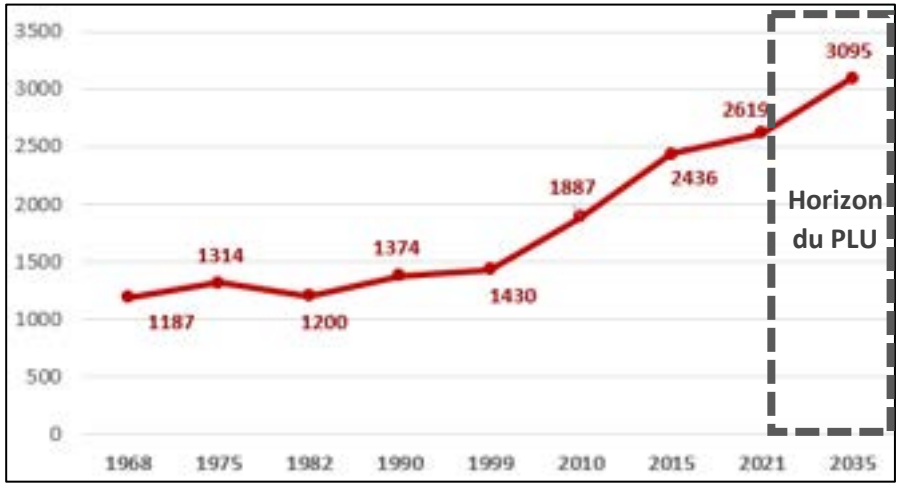
Depuis l'approbation du SCoT, le rythme de logements accordés est supérieur à la moyenne annuelle des objectifs fixés à 25 logements par an maximum (300 logements maximum sur 12 ans). A l'heure de la définition du projet communal, il s'agit de programmer l'enveloppe restante de façon cohérente, et de poursuivre le rythme du SCoT à l'échéance du PLU communal à 2035 (qui dépasse celle du SCoT 2032).

De plus, il est important de rappeler qu'un certain nombre de permis de construire / d'aménager ont été autorisés de façon antérieure au SCoT, et bien qu'ils ne soient pas décomptés de l'enveloppe à venir, lorsqu'ils sortiront de terre, ils participeront également à l'accueil d'une population supplémentaire.

Ayant connu un développement conséquent depuis le début des années 2000 (1182 habitants accueillis entre 1999 et 2020, soit un taux de croissance annuel moyen de l'ordre de 3,9%), c'est un réel souhait communal de mieux maîtriser l'accueil de logements et de population, dans le temps comme dans l'espace.

Entre la production des logements déjà accordés mais pas encore réalisés, et la production de logements prévisibles dans les années à venir en cohérence avec le cadre défini par le SCoT, le niveau de population communale pourrait atteindre environ 3100 habitants à l'horizon du PLU (2035), soit un taux de croissance annuel moyen aux alentours de 1,2%.

Evolution de la population de 1968 à 2021 puis projections



La production de logements permettra l'accueil d'une population supplémentaire et devra aussi permettre de tenir compte : du desserrement des ménages, de la vacance du parc et de la part de résidences secondaires dans l'offre globale.

=> Un développement souhaité en cohérence avec la capacité de la commune à l'absorber :

Etrembières est une commune à l'origine rurale, qui a connu un fort développement, d'accompagnement des dynamiques transfrontalières avec la Suisse. La commune souhaite à l'avenir, un développement mieux maîtrisé afin qu'il soit à l'échelle de la commune en terme : de desserte en transport (routière, transport en commun, modes doux, …), d'offre en services et équipements, de réseaux (assainissement, eau potable, énergies, …), d'emplois, d'intégration paysagère et architecturale … En effet, l'objectif est d'accueillir dans de bonnes conditions et ne pas constituer essentiellement la banlieue résidentielle des agglomérations voisines.

=> Une diversité de logements à renforcer afin de répondre au parcours complet des ménages dans une optique de mixité sociale et générationnelle :

Le parc de logements communal tend à se diversifier mécaniquement. Avec la rareté du foncier disponible, ce sont surtout des opérations de logements collectifs qui ont vu le jour. Depuis une dizaine d'année, la part des appartements est devenue prépondérantes par rapport à la part des maisons.

La nécessaire densification liée à l'économie foncière entraîne une poursuite de formes urbaines plus denses que la maison individuelle, qui doit néanmoins être adaptées au contexte paysager dans lequel les opérations s'inscrivent. Ces formes urbaines doivent être diversifiées pour d'une part s'intégrer à la trame bâtie et paysagère mais aussi pour répondre aux différents besoins et envies des ménages. Tandis que les familles aspirent généralement à des logements plus grands avec un espace privatif extérieur, les jeunes ménages et les personnes âgées vont rechercher des logements plus petits pour des raisons financières et d'entretien.

Les modes d'accès au logement doivent également offrir différentes possibilités pour répondre à différents besoins. En cela, la commune s'inscrit dans la stratégie intercommunale visant la politique des trois tiers dans la production de logements de résidences principales : 1/3 en accès « classique » (propriété ou locatif), 1/3 en logement locatif social, 1/3 en accession abordable. Cette diversité vise à favoriser l'accès au logement au plus grand nombre. L'objectif est de proposer une offre accessible aux personnes à revenus modestes et notamment aux populations ne travaillant pas en Suisse et participant pourtant pleinement à la vitalité du territoire (employés des administrations publiques, commerçant, artisans,…).

Orientations n°2 : Une urbanisation future à localiser de façon cohérente et harmonieuse

=> Une armature urbaine interne à conforter

La commune est historiquement structurée selon deux polarités principales : le centre-bourg en partie est de la commune, et le Pas de l'Echelle en partie ouest de la commune en interface avec Veyrier en Suisse. Ce sont deux centralités complémentaires à l'échelle de la commune, rassemblant une mixité des fonctions, avec notamment :

- Sur le village : la mairie, la bibliothèque, des activités de loisirs et des commerces
- Sur le Pas-de-l'Echelle : l'école, les activités sportives, la crèche, des commerces et l'accès au téléphérique et aux transports en commun vers la Suisse.

Le SCoT confirme ces deux pôles comme les centralités communales, en les identifiant comme cœur de Bourg (Pas de l'Echelle) et cœur de Village (Village). A ce titre, ce sont les espaces préférentiels du développement et devront prévoir la majorité du développement communal projeté.

Les autres secteurs, les Îles et la Grande Pièce, et les autres secteurs isolés, plus excentrés et à vocation résidentielle très majoritaire, auront un développement très maîtrisé. L'objectif est de contenir l'urbanisation et la densité, et de ne prévoir aucune extension de l'enveloppe urbaine sur ces secteurs.

=> Des entités à relier

Au vu de la configuration de la commune, toute en longueur et concernée par des barrières physiques majeures (autoroute, voie ferrée, topographie,…), il est primordial de créer du liant entre ses différentes entités.

Cela passera notamment par les liens modes doux, dont le maillage et le développement est à poursuivre.

Cela se traduit aussi dans les choix d'urbanisation et d'aménagement, en poursuivant la répartition des fonctions entre les polarités de la commune, afin de créer des lieux de rencontres communs à l'échelle de la commune toute entière. Si le village et le Pas-de-l'Echelle ont une connotation urbaine et de mixité des fonctions, le secteur des Îles et des bords de l'Arve, du Salève, représentent des lieux de nature et de détente complémentaires.

=> Pour un urbanisme de qualité et adapté à l'environnement bâti et paysager

Les contraintes physiques qui concernent le territoire communal ont orienté le développement de ces dernières décennies. Dans un premier temps, il y a eu le renforcement du centre et du Pas-de-l'Echelle, puis le développement de secteur ex-nihilo fortement consommateurs d'espaces : les Îles et Grande Pièce. De façon plus récente, les parcelles libres dans les zones constructibles s'étant bien remplies, la densification s'est développée et intensifiée, en division parcellaire et en renouvellement urbain.



Photographies aériennes 1952 / 2020 – Géoportail

Cette densification est vertueuse puisqu'elle permet d'accueillir de la population en consommant moins d'espaces. Elle a néanmoins pu être parfois « brutale », avec des constructions ne s'insérant pas véritablement dans le tissu existant.

Afin d'être acceptées, les nouvelles opérations doivent s'adapter au contexte urbain et paysager. Pour cela, les densités et notamment les hauteurs doivent être réfléchies en harmonie avec les bâtis alentours. De plus, la commune souhaite que soient développées des opérations plus qualitatives en offrant des espaces verts et de pleine-terre systématiques et de convivialité dans les opérations d'importance, en travaillant les limites d'opérations et notamment en interface avec les espaces agricoles et naturels, « les franges urbaines ». Il s'agit d'offrir une ville plus belle et plus agréable à vivre.

La commune étant en proie à l'intensification urbaine de façon naturelle, la municipalité souhaite encadrer les secteurs les plus propices au renouvellement urbain plus denses, et ceux dont la morphologie urbaine ne devra pas être bouleversée considérablement. Pour les premiers, il s'agira d'identifier les îlots mutables dans et autour des centralités du village et du Pas-de-l'Echelle, disposant de la proximité des équipements et services mais aussi des points de mobilités. Les secteurs à maîtriser seront les secteurs plus éloignés et présentant des contraintes (risques, reculs autoroute, …).

Orientation n°3 : Un accompagnement nécessaire de l'urbanisation par des activités, services, équipements, emplois afin de préserver une vitalité communale

Aux portes de la Suisse et de son marché de l'emploi particulièrement attractif, le territoire d'Etrembières voit son rôle résidentiel renforcé au fil du temps. Si ce rôle d'interface frontalière ne doit pas être nié, la commune souhaite accompagner ce développement, d'aménités urbaines (activités économiques, commerces, services, équipements, loisirs, espaces favorisant les liens sociaux, …) afin de ne pas constituer seulement une commune-dortoir.

=> Poursuivre la mixité fonctionnelle du tissu urbain et particulièrement au sein des polarités :

Les centralités du village et du Pas-de-l'Echelle disposent de quelques commerces et services de proximité, la commune entend les préserver et permettre leur renforcement. Cela favorise l'assouvissement de besoins du quotidien via des courts trajets. L'objectif est aussi de créer des lieux de convivialité agréables autour de ces polarités, via un travail sur leur accessibilité, sur les espaces publics et la qualité architecturale des projets.

Dans l'ensemble du tissu urbain, la volonté est de permettre des activités économiques non nuisantes (bureaux, tertiaires, petit artisanat, hébergements touristiques, …) afin de favoriser la création d'emplois sur place.

Il s'agit aussi de permettre le maintien et l'évolution mesurée d'activités existantes : restaurant secteur des Îles, artisanat et tertiaire au niveau de l'échangeur, …

Les activités artisanales présentes au niveau du chemin des Morilles ne pourront que se maintenir sans évolution possible du fait de l'aléa rocheux.

=> Des activités et projets d'intérêt supra-communal, à permettre et encadrer :

La carrière du Salève est identifiée comme « une zone dédiée à l'exploitation de ressources primaires indispensables au développement et besoins du territoire et du bassin de vie transfrontalier » au sein du SCoT. Ainsi, le PLU doit tenir compte de cette activité et permettre son exploitation en lien avec l'arrêté préfectoral. Cette activité, source de nuisances pour les habitations et le fonctionnement du Pas-de-l'Echelle (circulation d'engins, poussière, bruit, …), ainsi que sur le paysage, doit être intégrée au mieux et favoriser à terme sa mutation vers un retour à la nature.

Sur le territoire communal, il existe aussi des sites de dépôts dont les contours et vocations doivent être bien définis.

L'entrée de ville est, en lien direct avec Annemasse, se caractérise par une fonction commerciale dominante, avec la présence de Shopping Etrembières et de surfaces commerciales complémentaires de part et d'autre de la RD1206. Ce sont des établissements à rayonnement intercommunal formant un « pôle secondaire périphérique », dont le devenir est encadré par les stratégies de l'Agglomération. La vocation de ce secteur est de maintenir des commerces et ensembles commerciaux

répondant aux achats occasionnels lourds et exceptionnels, de ce fait, les commerces de proximité n'y ont pas leur place. Si une densification et des aménagements ont déjà eu lieu du côté Shopping Etrembières, une restructuration des établissements côté ouest est envisagée pour mieux répondre aux nouvelles attentes des clients. Ces évolutions devront participer de l'amélioration de l'entrée de ville, en intégrant notamment la notion de qualité architecturale et paysagère, ainsi que l'accessibilité sécurisée et agréable pour les modes doux.



Secteur commercial à restructurer – face Shopping Etrembières

<u>=> Une activité agricole à préserver et dont l'évolution des pratiques doit être permise</u>

L'usage agricole des terres à enjeu doit être préservé (secteur des Îles et plateau du Château d'Etrembières), ainsi que la fonctionnalité de l'exploitation agricole existante. Sur la plaine, secteur des Îles, il s'agira de concilier les usages et de stopper le mitage.

Cet enjeu de préservation est particulièrement important puisque ces espaces cultivés participent par ailleurs à la qualité paysagère et du cadre de vie de la commune, créant des espaces de respiration dans la trame urbaine et boisée.

De plus, la commune entend permettre une diversification de l'activité en lien avec les demandes actuelles, en s'ouvrant vers le maraîchage, la vente directe, …

De plus, bien qu'anecdotique dans les besoins alimentaires, l'agriculture urbaine via les jardins potagers, doit être permise et favorisée notamment dans les opérations de logements.



Exploitation agricole et plaine agricole de la commune

=> Répondre aux besoins des habitants en prévoyant des équipements et services adaptés

Le projet communal vise à accompagner l'accueil démographique par des équipements adaptés et favorisant la cohésion sociale. Leur localisation en lien avec la structuration de la commune, est répartie sur les deux pôles du village et du Pas-de-l'Echelle.

Les besoins en matière d'équipements et de services doivent aussi être mis en perspective avec la présence d'équipements structurants notamment en matière de santé, en dehors de la commune, sur le reste de l'Agglomération. Leur accessibilité en transport en commun est ainsi en enjeu fort.

Au vu des projections de la structure de la population, dans les années à venir, un besoin d'extension du groupe scolaire se fera ressentir. Celui-ci est envisagé sur le site actuel.



Groupe scolaire actuel – Pas-de-l'Echelle

En matière culturelle, la municipalité entend réutiliser des locaux existants (ancienne église) pour les reconvertir (salles associatives, activités jeunesses, …).

Les sites de loisirs existants, autour du groupe scolaire, sur le village et sur le secteur des Îles seront confortés et des activités complémentaires pourront être installées. Leur maillage en modes doux est essentiel. Une vision à long terme de la mutabilité du secteur des Îles vers le renforcement de sa naturalité viendra conforter le rôle de secteur comme poumon vert et site de loisirs doux.

L'équipement numérique du territoire est globalement satisfaisant et permet d'envisager les besoins des particuliers et des entreprises. Le document d'urbanisme devra favoriser la poursuite du raccordement des locaux de la commune.

Le projet devra démontrer une cohérence entre le développement envisagé et la capacité en matière de ressource en eau et de traitement des eaux usées. Les captages et leurs aires de protections seront pris en compte. Les secteurs non desservis et non voués à l'être en matière d'assainissement collectif, ne sont pas destinés à être renforcés. Si des travaux d'extension des réseaux étaient envisagés, ils devront être rendus possibles par le document d'urbanisme.

Orientation n°4 : Des mobilités organisées et apaisées

=> Une structuration du développement en cohérence avec des mobilités alternatives au tout automobile individuelle

Le renforcement de l'urbanisation se réalisera prioritairement sur les polarités de la commune, le village et le Pas-de-l'Echelle.

Cela permet :

- De limiter les déplacements du quotidien en véhicules motorisés, en permettant une proximité des fonctions (école, commerces, administratif, …) avec l'essentiel des futurs logements
- D'avoir une proximité des futurs habitants avec des points de transport en commun : vers la Suisse, principal pourvoyeur d'emplois, pour le Pas-de-l'Echelle, et vers Annemasse depuis le village offrant ensuite d'autres points de mobilités (CEVA, tramway, lignes de bus urbaines, futur BHNS …). La commune souhaite une desserte efficace vers l'agglomération d'Annemasse, véritable polarité notamment en matière de services de santé.

Une densification plus importante pourra être recherchée autour des points de transport en commun les plus efficaces.

=> Une multimodalité sécurisée et efficace

Le territoire étant particulièrement étendu, relier les différentes parties du territoire en modes alternatifs à la voiture individuelle peut s'avérer délicat. L'objectif est de relier les différents secteurs du territoire par des cheminements doux ou transport en commun fluides et efficaces. De plus, le non-renforcement des secteurs excentrés vise à limiter les nouveaux besoins de déplacements depuis les points les plus éloignés.

Les liens vers les polarités voisines (Annemasse, Gaillard, Genève, …) doivent être facilités en modes actifs et transports en commun. Pour cela, les choix en matière de densification et de parcours de mobilité seront importants : densifier proche des accès aux transports en commun, les rendre accessibles et sécurisés en modes doux et via des parkings-relais.



Plan du réseau de l'offre en transport en commun sur la commune

Les nouvelles opérations devront faciliter le maillage modes doux avec les itinéraires existants.



Stationnements vélos sur la commune

Le territoire compte déjà plusieurs parkings utilisés comme parking relais et de covoiturage (mais sans identification officielle), qu'il s'agit de conforter et de rendre accessibles et sécurisés pour les modes doux et le stationnement des cycles.

D'une façon générale, une réflexion pour apporter une qualité dans les aménagements de stationnement devra être menée (intégration en ouvrage, végétalisation, perméabilité, énergies renouvelables, …). Il s'agira aussi d'apporter un calibrage cohérent en lien avec la localisation des opérations développées et leur proximité avec des points de transport en commun.

=> Des aménagements pour les mobilités de loisirs à poursuivre

Le téléphérique du Salève, dont la gare de départ se situe sur la commune, génère des besoins en stationnement, en interne du site autoroute et sur la commune d'Etrembières. Ce dernier doit être organisé en lien avec les besoins existants et à venir. De plus, une réflexion sur sa desserte en transport en commun est menée et devra être anticipée.

Si des aménagements modes doux existent déjà, il s'agit de poursuivre le maillage, et notamment de permettre la réalisation de la ViaRhôna sur le secteur des Îles. Il s'agit aussi de permettre la valorisation des bords de l'Arve en rendant ses berges accessibles et agréables, et en permettant l'aménagement de passerelles à usage de modes doux. Le maillage devra aussi s'inscrire dans le schéma cyclable à l'échelle de l'Agglomération.

Il s'agit, d'une façon générale, d'identifier et de préserver les cheminements supports de déplacements quotidiens mais aussi de balade : bords de l'Arve, sur le Salève, entre les polarités de la commune, …



Exemple d'itinéraires doux fléchés sur la commune

=> Un projet spécifique pour mieux traiter les circulations des poids lourds liés à la carrière

Un projet de création d'un accès autoroute spécifique à la carrière est envisagé et devra être rendu possible par le document d'urbanisme. Cela permettrait de limiter les nuisances liées à la traversée d'engins de carrière au sein du Pas-de-l'Echelle.


VERS ANNEMASSE
VERS LA SUISSE
les Iles
le col de la croix
pas du châtillon
bois salève
le pas de l'échelle
0
500
1 000 m

Une Commune polarisée dont le développement doit permettre la conservation des complementarités et spécificités des pôles

- Coeur de village : une centralité administrative et culturelle
- Pas de l'échelle : une centralité de proximité
- Secteur préférentiel de renforcement de l'urbanisation
- Secteur dont le développement doit être maîtrisé et contenu
- Constructions isolées dont seule l'évolution de l'existant est permis

Une activité rayonnante, diversifiée à organiser et consolider

- Des polarités de proximité offrant une mixité fonctionnelle avec commerces, services et équipements
- Une mixité fonctionnelle compatible avec la fonction résidentielle à permettre
- Un pôle commercial en entrée de ville rayonnant sur l'intercommunalité
- Des gravières à contenir, qui à long terme devront être relocalisées afin de renaturaliser le secteur des îles

- La carrière du Salève : une emprise à prendre en compte
- Des secteurs d'activités à maintenir
- Une activité agricole à préserver
- Des sites d'équipements à conforter

Une mobilité au coeur des enjeux de développement

- Mobilités douces et de loisirs existantes à préserver et valoriser
- Connexions douces à créer
- Arrêt de transport en commun Annemasse Agglomération et TPG
- Favoriser les mobilités succesives vers les bassins d'emplois
- Envisager une desserte directe de la carrière pour limiter les nuisances
- Site du télepherique du Salève dont l'évolution doit être permise

Axe 2 : Pour un territoire durable, valorisant ses richesses, et résilient face au changement climatique

Orientation n° 5 :

Une nature à préserver, valoriser et développer, dans les différents espaces de la commune

Orientation n°6 :

Une sobriété foncière déjà à l'œuvre, à poursuivre

Orientation n°7 :

Des caractéristiques paysagères et patrimoniales à protéger et mettre en valeur

Orientation n°8 :

Des risques et nuisances à intégrer au projet communal

Orientation n°9 :

Un territoire s'inscrivant dans la transition énergétique et climatique

Orientation n° 5 : Une nature à préserver, valoriser et développer, dans les différents espaces de la commune

=> Des grands espaces de naturalités reconnus à préserver et valoriser

L'armature naturelle du territoire se caractérise par deux éléments principaux : la plaine de l'Arve et le Mont Salève. Ces espaces de richesses floristiques et faunistiques, véritables réservoirs de biodiversité, seront préservés strictement et leur valorisation passe notamment par leur accessibilité en mobilités douces, et la bonne fonctionnalité du téléphérique du Salève.

D'une façon générale, il s'agit de préserver :

- la trame bleue : l'Arve et ses affluents, ainsi que les zones humides, et leurs espaces tampons. Il s'agit notamment de permettre au lit de l'Arve de retrouver davantage de naturalité par le biais de son élargissement, cela aussi en lien avec le secteur des Îles qui est à préserver et dont la reconversion à long terme doit être anticipée (renaturalisation des secteurs de gravières et de dépôts).
  La préservation de l'eau concerne également la bonne gestion et utilisation de la ressource (utilisation économe, récupération de l'eau pour l'arrosage, adéquation entre nouvelles population et ressource), et sa protection (notamment les nappes stratégiques, les Espaces de Bon Fonctionnement identifiés au SAGE).



Milieux humides et Arve

- la trame verte : les grands massifs boisés, notamment sur le Salève, les ripisylves associés aux cours d'eau, les bosquets et les linéaires de haies, les milieux ouverts (milieu prairiaux par exemple).



Boisements du Salève et ripisylve de l'Arve

=> Une nature en ville à sublimer et développer dans le cadre des projets

Si la densification est déjà à l'œuvre et est nécessaire pour l'économie du foncier, le projet vise à préserver des espaces de nature en ville et d'en développer dans le cadre des nouvelles opérations de logements d'ensemble.

Cela pourra notamment se traduire par :

- la préservation des parcs, des jardins, des arbres (remarquables essentiellement), des prairies,



Exemples d'arbres et de prairie qui pourraient être protégés sur la commune

- une véritable réflexion dans les nouveaux projets en imposant le maintien de surfaces minimales perméables, d'espaces végétalisés (au sol et/ou sur les bâtiments), la plantation d'arbres, la création de noues paysagères, etc.

=> Une perméabilité entre les grands espaces de nature et les secteurs urbains à favoriser

Bien qu'il n'existe pas de corridors écologiques majeurs sur la commune, les liens et les perméabilités entre espaces urbains et grands espaces naturels seront recherchés. Cela passe notamment par un travail sur les franges urbaines et leur porosité, en s'appuyant sur des éléments naturels existants (haies, boisements, cours d'eau, …) ou par des aménagements d'interface favorisant la naturalité (haie végétale, jardins, aire de jeux nature, …), et la mise en réseau d'une façon générale des espaces de nature.

Orientation n°6 : Une sobriété foncière déjà à l'œuvre, à poursuivre

=> Un développement réfléchi dans une optique de modération de la consommation d'espaces et d'atteinte de l'objectif ZAN à terme

En lien avec le cadre règlementaire, le projet devra démontrer la réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers, d'au moins 50% sur un horizon 2021-2031, en rapport avec le bilan réalisé sur 2011-2021. Cette sobriété foncière devra s'observer dans tous les domaines de l'aménagement : habitat, économie, mobilités, loisirs, …

La configuration de la commune, la rareté du foncier disponible et la pression foncière constatée induit une certaine sobriété passée dans les opérations d'habitat, avec un renouvellement urbain et une intensification urbaine déjà à l'œuvre. Cette dynamique sera à poursuivre et à encadrer afin que les opérations, vertueuse d'un point de vue de l'économie foncière, le soient aussi d'un point de vue qualitatif tant pour l'aspect donné à voir que pour la vivabilité des habitants.

Après 2031, il s'agira de s'inscrire dans une trajectoire de zéro artificialisation nette. Aussi, dès à présent, des secteurs de désimperméabilisation seront recherchés. Cela pourrait notamment concerner des espaces publics tels que des espaces de stationnements. Cela sera complémentaire avec le maintien d'espaces perméables et de pleine-terre dans l'espace urbanisé, imposés lors de nouvelles opérations.

=> Des choix dans la localisation du renforcement urbain en cohérence

Les choix en matière d'urbanisme visent à préserver les grands espaces naturels et agricoles, en stoppant le mitage et en renforçant prioritairement les polarités et espaces urbanisés. Il s'agit en premier lieu d'identifier le potentiel présent dans les enveloppes urbaines, et de favoriser la densification sur des espaces déjà considérés comme urbanisés (dents creuses urbaines, secteurs de renouvellement urbain ou d'intensification urbaine).

Si la consommation d'espaces naturels et agricoles s'avérait nécessaire pour le projet, les espaces concernés seraient prioritairement et majoritairement identifiés au sein des enveloppes urbaines. Les extensions, seront exceptionnelles et justifiées par l'insuffisance des enveloppes urbaines à répondre au projet de la commune. Elles ne seront envisagées qu'autour des centralités du village et du Pas-de-l'Echelle. Les secteurs excentrés et purement résidentiels ne feront l'objet d'aucune extension.

Orientation n°7 : Des caractéristiques paysagères et patrimoniales à protéger et mettre en valeur

Le projet s'intégrera dans les orientations inscrites dans la Directive paysagère du Salève.

=> Un patrimoine bâti historique protégé

Dans une commune au développement contemporain fort, la préservation du patrimoine est d'autant plus importante, que celui-ci devient minoritaire. La commune entend identifier et préserver le patrimoine bâti historique et notamment les noyaux historiques présents sur le secteur des Îles, le Château, des maisons de maîtres, l'Eglise inscrite, les chapelles, la fontaine César, …



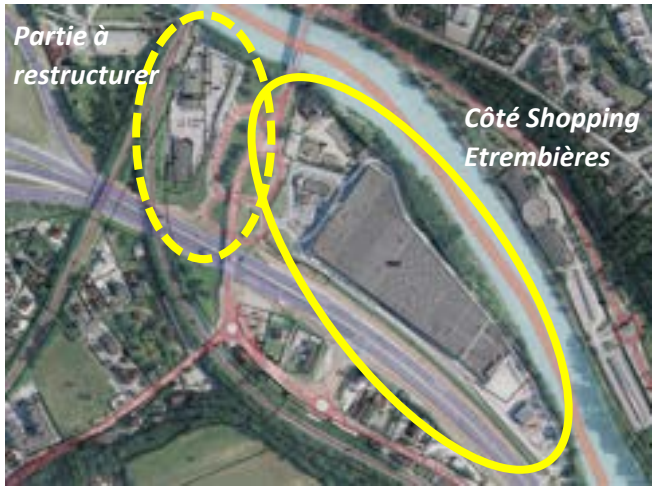
La Chapelle et la source César

=> Une structure paysagère préservée

Les choix d'urbanisation visent à contenir les enveloppes urbaines existantes, et à recentrer les projets sur les deux polarités principales. Cela permet de préserver les équilibres urbains actuels en évitant tout délitement des enveloppes bâties et en stoppant le mitage. De ce fait, les coupures d'urbanisation existantes seront maintenues, et notamment le long de la RD1206.

=> Des entrées de ville et séquences urbaines à améliorer

L'entrée de ville est de la commune depuis Annemasse est marquée par la présence de surfaces commerciales. Le côté « Shopping Etrembières » a muté récemment pour apporter davantage de qualité aux espaces offerts. Le côté ouest de la RD devrait être restructuré prochainement. Ce projet sera l'opportunité de travailler les espaces afin d'améliorer cette entrée, notamment en terme de qualité architecturale, d'accessibilité modes doux, et d'espaces communs (intégration des stationnements, végétalisation, valorisation des points de vue vers le Salève …).



La traversée du village a fait l'objet d'aménagements récents visant à sécuriser les modes doux et à apporter de la végétalisation. Il s'agit à l'avenir de bien intégrer les opérations de renouvellement urbain, que ce

soit d'un point de vue architectural, paysager mais aussi de connexion avec l'espace public via des transitions fluides et agréables.

Concernant le Pas-de-l'Echelle, la sécurisation du carrefour entre la RD1206 et la douane de Veyrier est un enjeu fort. Cela pourra se traduire via des réflexions de type carrefour à feux voire giratoire. Le réaménagement à envisager pour cette voie devrait permettre de l'intégrer pleinement au fonctionnement du quartier. Il s'agirait de prévoir une voie plus urbaine afin de laisser plus de place aux modes doux, de prévoir des aménagements qualitatifs des espaces publics, et d'atténuer ainsi son caractère de transit. Au sein même du quartier du Pas-de-l'Echelle, il s'agit de poursuivre le maillage modes doux et d'assurer pour la traversée, l'intégration des futures opérations notamment en renouvellement urbain, et de donner les conditions de maintien / développement de la mixité des fonctions qui participe de l'animation de cette rue.

=> De nouvelles opérations d'aménagement à adapter au contexte

Dans un contexte de pression foncière, le développement urbain de la commune a été important, par le biais parfois d'opérations très denses sans lien et sans rapport avec leur environnement bâti.

C'est pourquoi la commune souhaite mieux encadrer les futures opérations, qu'elles soient en dents creuses ou en renouvellement urbain, afin qu'elles soient en cohérence avec le contexte urbain et paysager dans lequel elles s'inscrivent.

Cela passe par :

- l'aspect et la forme des futurs constructions : aspect des matériaux, couleurs, hauteurs, formes urbaines, volumes
- la qualité des espaces non bâtis de l'opération : végétalisation, espaces communs, gestion des stationnements, modes doux
- leur bonne connexion visuelle et fonctionnelle avec le tissu alentours.

Orientation n°8 : Des risques et nuisances à intégrer au projet communal

Cette orientation vise à limiter l'exposition des populations aux nuisances et aux risques par les choix d'urbanisme et d'aménagement, en tenant compte des normes de portée supérieure.

=> Les risques naturels

Les risques naturels sont de plusieurs ordres :

- Le risque inondation pas l'Arve : la commune est concernée par un Plan de Prévention des Risques inondation, que le PLU doit prendre en compte. Les zones les plus à risque sont inconstructibles, et d'autres présentes des règles spécifiques de constructibilité.

  D'une façon générale, afin de se prémunir de l'aléa inondation, c'est toute la politique d'aménagement quoi doit l'intégrer dans tous projet en : limitant l'imperméabilisation des sols, en préservant des espaces de naturalité en ville et dans les grands espaces de la commune permettant de réguler les ruissellements des eaux pluviales, en désimperméabilisant et renaturant des sols,…

- Les aléas mouvements de terrain : avec des aléas moyens de glissement et chute de bloc sur la partie sud de la commune concernée par le Salève. A ce titre, des zones sont inconstructibles et d'autres comportent des prescriptions particulières en cas de construction.

=> Les risques technologiques et les nuisances

Les risques et nuisances technologiques sont en lien avec la présence d'infrastructures de transport majeurs traversant le territoire (l'autoroute A40/A411, la voie ferrée, les RD) et l'impactant ainsi du fait : du transport de matières dangereuses, de nuisances sonores, olfactives, et de pollution. Au-delà des normes spécifiques pour gérer l'acoustique, ce sont aussi les choix en matière d'aménagement qui vont permettre de ne pas accroître les populations concernées en évitant ces secteurs pour de nouvelles opérations. Il s'agit aussi d'améliorer les choix en matière de déplacement pour limiter le trafic routier particulièrement impactant sur la qualité de vie.

=> Atténuer les effets du dérèglement climatique

Ce sont les politiques élaborées à grande échelles puis relayées localement qui vont permettre de tenir compte des évolutions du climat et des impacts sur la qualité et la santé des populations. L'objectif est de limiter le changement climatique mais aussi d'atténuer ses effets en œuvrant notamment pour : des modes de déplacements plus propres, la lutte contre les îlots de chaleur, des habitats adaptés au contexte, le maintien de sols perméables et naturels, …

Voir orientation suivante

Orientation n°9 : Un territoire s'inscrivant dans la transition énergétique et climatique

Cette orientation est transversale à l'ensemble du projet municipal, puisqu'il s'agit d'œuvrer en faveur d'un projet de territoire limitant les impacts sur le milieu et visant à améliorer la qualité de vie de ses habitants.

=> Des politiques de mobilités supra-communales sur lesquelles s'appuyer

Le transport est de loin, sur le territoire, le sujet le plus impactant en matière d'émissions de gaz à effet de serre et de consommations énergétiques et notamment carbonées. Cela du fait d'un territoire de transit traversé par une autoroute et une route départementale très fréquentée, et de la pratique de ses habitants très polarisés par les agglomérations voisines au quotidien (emplois, équipements structurants,…).

La localisation de la croissance urbaine se fera en cohérence et en interdépendance avec les stratégies de mobilités. Cela passe par de multiples actions et choix, en favorisant :

- les courtes distances pour les commerces, services, équipements du quotidien en densifiant autour des polarités équipées, en permettant l'enrichissement des fonctions, en facilitant les déplacements doux,
- la pratique des transports en commun pour les pôles d'emplois et autres équipements structurants, en s'appuyant sur les politiques intercommunales. Et en articulant intensification urbaine et proximité des points de transport en commun et les liens efficaces vers les logements de façon préférentielle en modes doux, voire via l'usage de parkings-relais.

Dans une moindre mesure, au vu du caractère polarisant des agglomérations voisines, il s'agit de limiter les besoins en déplacement en donnant les conditions favorables à la création d'emplois sur place, à la pratique du télétravail, à la possibilité de trouver des commerces, services et équipements du quotidien.

=> Des actions sur le parc bâti existant et nouveau à inscrire dans un cadre vertueux

Ces actions concernent tous les domaines de l'aménagement, l'habitat mais aussi les activités économiques et commerciales, les équipements, etc, …

La municipalité entend faciliter la rénovation énergétique du parc bâti existant en permettant des règles adaptées notamment pour le sujet de l'isolation par l'extérieur.

D'une façon générale, il s'agit de favoriser le développement des énergies renouvelables, pour l'existant comme pour les nouveaux projets, en s'adaptant au contexte territorial limitant la viabilité du solaire du fait du masque du Salève.

Pour les nouveaux projets, il s'agit de mieux construire :

- en adaptant l'implantation du bâtiment : pour une orientation cohérente afin de limiter l'utilisation des besoins en énergies,

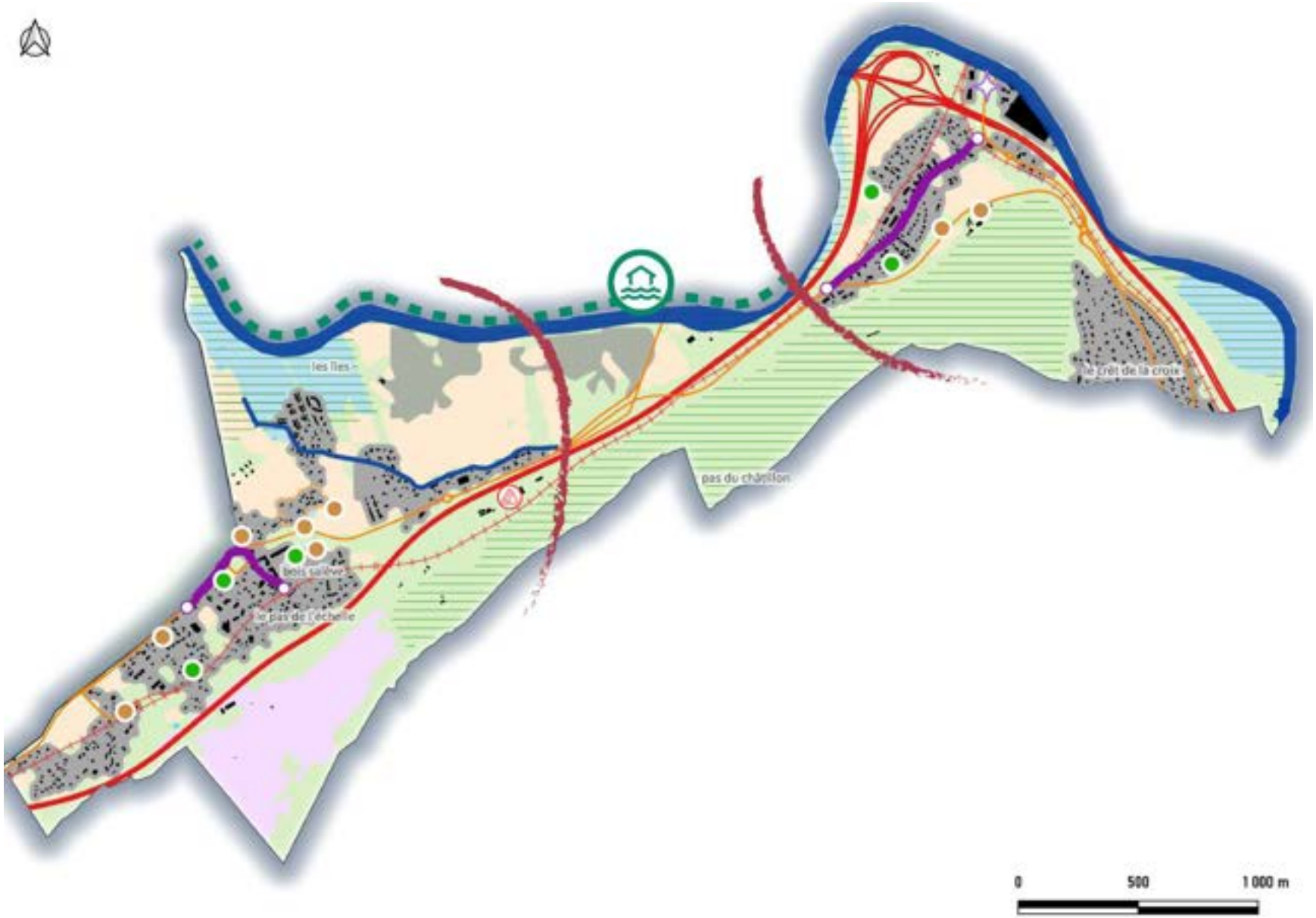
- en favorisant des formes urbaines et volumes compacts et simples : pour améliorer les performances énergétiques
- en permettant l'utilisation de matériaux biosourcés, et le développement de la végétalisation en toiture ou en façade

Il s'agit aussi d'apporter une qualité aux espaces non bâtis :

- en limitant l'imperméabilisation des sols : pour faciliter la gestion des eaux pluviales, éviter l'effet îlot de chaleur
- en préservant et développant la végétalisation, espace vert de pleine-terre, espace de jardins, plantations d'arbres / arbustes : pour développer la fraîcheur via les végétaux et l'ombrage qu'ils peuvent apporter

=> Une armature naturelle à l'échelle de la ville à préserver pour son rôle dans le maintien de grands espaces de naturalité

La préservation des grands espaces naturels, reconnus par des inventaires et mesures de protections, participe à la lutte contre le dérèglement climatique. Ces espaces sont par essence des espaces de fraîcheur naturelle, et les massifs boisés participent également à la séquestration carbone.


les îles
le Crêt de la croix
pas du châtillon
bois sallèves
le pas de l'échelle
0
500
1 000 m

Des espaces de naturalités à préserver et valoriser

Trame verte (espaces boisés, pieds du Salève ...)

Espaces naturels remarquables à préserver (petit Salève, bois de la Vernaz, Vallée de l'Arve, les îles d'Arve)

Jardins & espaces verts à conserver

La trame Bleue

Zones humides

Cours d'eau

Projet de restauration et revalorisation des berges de l'Arve

Des caractéristiques paysagères et patrimoniales à protéger et mettre en valeur

Patrimoine bâti à protéger (Chapelle, Château, bâti historique, gare ...)

Hameau patrimonial à préserver

Coupure d'urbanisation majeure à préserver de toutes constructions et imperméabilisation

Une entrée de ville et des séquences urbaines à améliorer

Une vitrine commerciale en entrée de ville à valoriser

Un territoire parfois contraint

Infrastructures de transport vectrices de nuisances (sonore et TMD)

Chemin des Morilles : risque important de chute de blocs ne permmettant pas le développement de la zone artisanale

Risque inondation sur l'ensemble des berges de l'Arve

PLAN LOCAL D'URBANISME

Etrembières

COMMUNE D'ETREMBIERES

RAPPORT DE PRESENTATION

Partie 4 – Evaluation environnementale

Document arrêté le : 10 Mars 2025 Le Maire :	Document approuvé le : Le Maire :

SOMMAIRE

1. RAPPEL DU CADRE RÈGLEMENTAIRE DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE 4

2. MÉTHODOLOGIE DE LA MISE EN ŒUVRE D'UNE ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE 5

2.1. Contenu d'une évaluation environnementale 5
2.2. Approche générale 5

3. RAPPEL DU DIAGNOSTIC, DES ENJEUX & PERSPECTIVES D'ÉVOLUTIONS 8

3.1. La hiérarchisation des enjeux environnementaux 8

ÉVALUATION DES INCIDENCES POTENTIELLES SUR L'ENVIRONNEMENT DES RÈGLEMENTS ÉCRIT & GRAPHIQUE 11

3.2. Analyse multithématique du règlement écrit & du zonage 11
3.3. Évaluation des OAP sectorielles 49
3.4. Évaluation des STECAL 60
3.5. Évaluation Emplacement Réservé (ER) 64
3.6. Analyse de la corrélation entre les orientations/objectifs du PADD et les thématiques de l'évaluation environnementale 66

4. NOTE D'INCIDENCE NATURA 2000 68

5. RECAPITULATIF DE LA MOBILISATION DE LA SEQUENCE EVITER – REDUIRE – COMPENSER (ERC) 72

6. COMPATIBILITE AVEC LES DOCS SUPRA-COMMUNAUX 78

6.1. Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône Méditerranéen (2022) 79
6.2. Schéma de COhérence Territoriale (SCOT) Annemasse Agglomération - 2021 82
6.3. Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) Annemasse Agglomération 91

7. LES INDICATEURS DE SUIVIS 93

8. RESUME NON TECHNIQUE 97

8.1. Synthèse de l'évaluation environnementale du zonage et du règlement écrit 97
8.2. Synthèse des évaluation sectorielles 100
8.3. Synthèse de la prise en compte de l'environnement dans le PADD 102
8.4. Synthèse de la prise en compte des documents supra-communaux 103

En application de l'article L104-1 du Code de l'Urbanisme :

Font l'objet d'une évaluation environnementale, dans les conditions prévues par la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil, du 27 juin 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, ainsi que ses annexes et par le présent chapitre :
1° Les directives territoriales d'aménagement et de développement durables ;
2° Le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;
3° Les schémas de cohérence territoriale ;
3° bis Les plans locaux d'urbanisme ;
4° Les prescriptions particulières de massif prévues à l'article L. 122-26 ;
5° Les schémas d'aménagement régionaux des régions d'outre-mer prévus à l'article L. 4433-7 du code général des collectivités territoriales ;
6° Le plan d'aménagement et de développement durable de Corse prévu à l'article L. 4424-9 du code général des collectivités territoriales.

1. RAPPEL DU CADRE RÈGLEMENTAIRE DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

La nécessité de prendre en compte les incidences des documents d'urbanisme n'est pas une orientation récente des services des politiques nationales. En effet, la loi SRU du 13 décembre 2000 dite « Solidarité et Renouvellement Urbains », rend obligatoire l'étude des incidences des PLU/PLUi sur l'environnement. De fait, l'environnement dans toutes ses composantes se retrouve au cœur des objectifs assignés aux PLU/PLUi, au même titre que les autres considérations d'aménagement du territoire.

La loi SRU et ses décrets d'application ont également initié l'exercice de l'évaluation au regard de l'environnement en prévoyant que le Rapport de Présentation comporte un État Initial de l'Environnement (EIE), une évaluation des incidences des orientations sur l'environnement et un exposé de la manière dont le schéma ou plan prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

Suite à cette loi SRU, la directive européenne de juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (directive EIPPE) a introduit une évaluation environnementale des plans et programmes, dont les documents d'urbanisme font partie. Cette directive a renforcé et précisé le contenu attendu de l'évaluation, mais elle a également introduit la consultation spécifique d'une « Autorité Environnementale ». La traduction en droit français de la directive 2001/42/CE dite « évaluation stratégique des incidences sur l'environnement » (ESIE), à travers l'ordonnance du 3 juin 2004, s'accompagnant de deux décrets en date du 27 mai 2005.

Cette directive prévoit d'une part que l'évaluation environnementale soit intégrée au rapport de présentation des documents d'urbanisme, et d'autre part, elle a précisé les documents de planification locaux soumis à cette évaluation : il s'agit de tous les SCOT et de certains PLU/PLUi, selon l'importance du territoire, l'ampleur du projet de développement et le risque d'incidences sur des sites NATURA 2000.

Dans le cas présent, du fait de la procédure « révision générale » du PLU, de l'évolution des dispositions du PADD et conformément à l'article R.104-11 du Code de l'Urbanisme, le dossier fait l'objet d'une évaluation environnementale dite « systématique ».

Le Grenelle de l'Environnement, et tout particulièrement la loi portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) du 12 juillet 2010, introduit des évolutions importantes dans le Code de l'Urbanisme, notamment en ce qui concerne les SCOT et les PLU/PLUi. Ainsi, la lutte contre le changement climatique, l'adaptation à ce changement, la maîtrise de l'énergie, la lutte contre la régression des surfaces agricoles et naturelles, la préservation de la biodiversité à travers la conservation et la restauration des continuités écologiques deviennent des objectifs explicites des documents d'urbanisme. Les règles applicables ont été revues par l'ordonnance n° 2016-1058 du 3 août 2016 et du Décret n° 2016-1110 du 11 août 2016 en ce qui concerne l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes. Ces deux textes introduisent notamment l'évaluation conjointe de projet et des documents de planification.

Enfin, plus récemment la loi climat et résilience donne le ton pour les années à venir concernant la consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers. Effectivement, cette dernière renforce les objectifs de sobriété foncière et de lutte contre l'artificialisation des sols dans les plans locaux l'urbanisme (PLU, PLUi). Dans ce contexte, l'évaluation environnementale devra prendre en compte et évaluer les documents d'urbanisme sur la prise en compte des récents enjeux tels que :

- La division par deux des consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers vis-à-vis des 10 années précédentes
- La mise en œuvre d'une OAP thématique Trame Verte et Bleue
- Tendre vers le ZAN (Zéro artificialisation Nette) et le ZEN (Zéro émission nette)
- ….

2. MÉTHODOLOGIE DE LA MISE EN ŒUVRE D'UNE ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

2.1. *Contenu d'une évaluation environnementale*

L'application de la procédure « d'évaluation environnementale » nécessite d'intégrer au rapport de présentation les éléments suivants, repris de l'article R.153-1 du Code de l'Urbanisme et replacés ici dans l'ordre logique du déroulement et de la formalisation de l'évaluation :

- **Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution** en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan
- **Analyse les incidences notables probables de la mise en œuvre du plan** sur l'environnement via :
    - **L'analyse multithématique des règlements écrit et graphique** : Santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages
    - **L'explication des choix retenus** mentionnés au premier alinéa de l'article L. 151-4 au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan
    - **La présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser,** s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement
- **Évaluation des incidences Natura 2000** mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement
- **Articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés aux articles L. 131-4 à L. 131-6, L. 131-8 et L. 131-9** avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte
- **Identification des critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27** et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L. 153-29.
- **Résumé non technique des éléments précédents** et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée

2.2. *Approche générale*

EPODE est un bureau d'études pluridisciplinaires capable de fournir une expertise dans des domaines variés notamment la planification, le paysage, l'environnement. Aussi, Epode en étroite collaboration avec les services de la commune d'Etrembières ont mis en œuvre la procédure de révision générale du PLU. Pour mener à bien cette étude et répondre aux questions environnementales et paysagères du territoire, Epode a accompagné le territoire sur l'ensemble de la durée de la mission, intervenant à chaque phase du projet.

Epode a ainsi participé à de nombreuses réunions liées à la démarche de révision du PLU, à savoir les comités de pilotage, les comités techniques, les réunions et ateliers de travail ou encore les réunions avec les Personnes Publiques Associées.

Cette présence du bureau d'études de la phase de prescription à la phase d'approbation a permis de traiter en direct et d'apporter des réponses claires sur l'ensemble des thématiques étudiées dans le PLU. De plus, cette collaboration assure la bonne prise en compte de l'environnement au sens large dans la mise en œuvre de l'ensemble des documents règlementaires (PADD, OAP, règlement…)

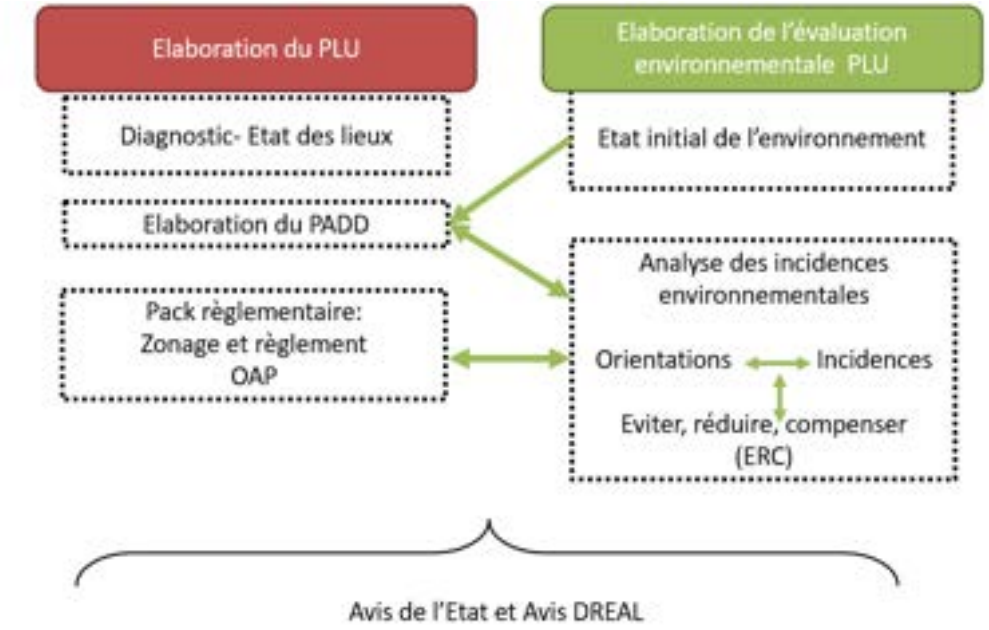
C'est donc un travail itératif entre la construction du PLU et l'évaluation environnementale proprement dite qui a été mis en œuvre, selon le schéma qui suit. En effet, Epode a pu identifier les enjeux environnementaux en amont du montage règlementaire du PLU notamment par :

- La rédaction de l'Etat Initiale de l'Environnement
- L'identification des enjeux & la hiérarchisation des enjeux
- Des analyses de terrains
- Des échanges avec les acteurs environnementaux du territoire (Conservatoire des espaces naturels, département, associations …)

Au regard du caractère itératif de la démarche, il s'agit donc ici d'évaluer un document déjà relativement « mûr », amendé à maintes reprises. À ce titre, le présent document mettra en lumière l'historique des réflexions ayant conduit au projet de PLU dans sa forme actuelle.

Aussi, l'évaluation environnementale porte sur trois objectifs :

- La prise en compte par le PLU des enjeux autour de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement
- L'analyse des effets attendus de la mise en œuvre du plan sur l'environnement
- Les mesures envisagées pour éviter, réduire et compenser les effets du plan sur l'environnement



2.2.1. Évaluation multithématiques des règlements écrits, graphiques & des OAP thématiques

Les grandes thématiques traitées dans le cadre de la présente évaluation reprennent celles citées à l'article R151-3 alinéa 3° du Code de l'urbanisme à savoir :

- Les milieux naturels et la biodiversité (incluant le regard sur la Trame Verte et Bleue)
- Les paysages et le patrimoine
- Les risques et les nuisances
- La ressource en eau
- La mobilité et les déplacements
- La question « climat / énergie »
- La consommation de foncier et l'impact sur l'activité agricole

L'approche par thématique permet une évaluation plus globale qui doit faire ressortir :

- La cohérence de la démarche avec les doctrines & règlementations nationales (Loi climat & résilience – Loi ALUR –GRENELLE 1 & 2 - Eviter/Réduire/Compenser …)
- La compatibilité du projet avec les documents de portée supérieure
- La logique entre les capacités du territoire et le scénario démographique envisagé (entre développement projeté et capacité d'accueil notamment)
- La prise en compte des enjeux environnementaux selon la hiérarchisation de ces derniers

Aussi, l'évaluation environnementale qui suit identifiera pour chaque thématique :

- Les incidences potentielles d'un projet d'aménagement
- Les mesures prises dans le projet de PLU pour annuler, réduire ou compenser ces incidences potentielles, ou apporter une plus-value quant à la prise en compte d'un enjeu en particulier
- Les points de vigilance ou les incidences résiduelles pouvant nécessiter des compléments

2.2.2. Évaluation des secteurs susceptibles d'engendrer des incidences notables par la mise en œuvre du PLU

Au-delà de l'évaluation pluri thématique, la présente évaluation environnementale permet aussi de porter une analyse à une échelle plus fine à savoir à la parcelle. En effet, un terrain visé par un aménagement ou dont le zonage permet une évolution significative de l'utilisation du sol fera l'objet d'une analyse complémentaire afin de déterminer les incidences potentielles du développement de ces secteurs (zones AU, OAP …)

Il convient de préciser que l'évaluation portera aussi un regard sur les incidences potentielles de la mise en œuvre de Secteurs de Taille Et Capacités d'Accueil Limité (STECAL)

Aussi, pour l'ensemble des secteurs cités ci-dessus, l'analyse se fera à deux niveaux, en croisant :

- Les sensibilités ou les enjeux propres au terrain
- Les mesures prévues dans le PLU pour y répondre

Une synthèse viendra ensuite conclure sur la bonne prise en compte des enjeux spécifiques à chaque secteur et sur les éventuels impacts résiduels nécessitant une adaptation au PLU.

3. RAPPEL DU DIAGNOSTIC, DES ENJEUX & PERSPECTIVES D'ÉVOLUTIONS

3.1. *La hiérarchisation des enjeux environnementaux*

Le diagnostic constitue le « point 0 » de référence pour évaluer les impacts du futur document d'urbanisme sur l'environnement. Les incidences (positives ou négatives) liées à la mise en œuvre du PLU seront observées par rapport au portrait de territoire dressé lors du diagnostic.

Dans ce contexte, le présent document veille à remettre en lumière les enjeux environnementaux du territoire ainsi que la hiérarchisation de ces derniers. Il convient de préciser que la hiérarchisation des enjeux s'est faite notamment par des travaux d'échanges (réunions, ateliers, réunions publiques …).

Domaine	Enjeux	Niveau d'enjeux pour le projet de révision
Biodiversité et dynamique écologique	Maitrise des risques liés aux espèces invasives (essentiellement Renouée du Japon)	**Modéré**
	Protection des zones humides et de la végétation liée aux ripisylves	**Fort**
	Connaissance des risques naturels de la commune	**Fort**
	Accompagnement d'une urbanisation bioclimatique : implantations, énergies, végétalisation, …	**Fort**
	Liens entre urbanisation et modes de transports peu impactant pour l'environnement	**Fort**
	Mise en valeur du patrimoine naturel (faune-flore-habitats) lié aux espaces déjà protégés (Natura 2000 et APPB)	**Modéré**
Paysage et patrimoines	La maîtrise du développement urbain et préservation des « coupures » entre les pôles urbains existants	**Fort**
	La préservation des espaces ouverts agricoles (permettant la préservation des vues sur le grand paysage)	**Fort**
	La requalification des espaces publics et, idéalement, la définition d'une centralité claire	**Modéré**
	La mise en valeur des entrées de ville principales (depuis le pont d'Etrembières et du Pas de l'Echelle)	**Modéré**
	L'intégration paysagère des zones commerciales et industrielles	**Modéré**
	La mise en valeur de l'Arve (sentier, voies vertes, ouverture de vues…)	**Modéré**

Domaine	Enjeux	Niveau d'enjeux pour le projet de révision
Socio-démographie	La maîtrise de l'attractivité résidentielle du territoire en apportant des réponses au parcours résidentiel complet des ménages	**Fort**
	L'adaptation du parc de logements dans un souci de cohésion sociale	**Fort**
	L'encadrement du renouvellement urbain largement en marche pour assurer des opérations qualitatives tant pour les habitants que pour le territoire, cohérence avec les ressources	**Fort**
	Une trajectoire Zéro Artificialisation Nette (ZAN) à viser	**Fort**
	L'accompagnement du développement démographique par des équipements et services	**Fort**
Consommation foncière	Encadrer le développement urbain par des outils règlementaires afin d'asseoir un projet de territoire	**Fort**
	Projeté un développement en adéquation avec les ressources foncières et les besoins en équipements	**Fort**
	Connecter et redynamiser les polarités de la Commune et notamment les plus structurantes : Le Chef-lieu et le Pas-de-l'échelle	**Modéré**
	Améliorer la qualité de la trame des espaces public afin de dynamiser et rendre plus lisible le territoire	**Modéré**
Equipement	Adopter un projet de territoire en cohérence entre l'offre et le besoin	**Fort**
	Des projets publics à anticiper au regard des besoins fonciers potentiellement associés	**Fort**
Mobilité	La consolidation des liens, notamment doux, entre les polarités et commodités de la commune	**Fort**
	Un développement urbain en cohérence avec la desserte de transports en commun, les itinéraires doux et les capacités du réseau viaire	**Fort**
	Une gestion adaptée du stationnement : privé et public	**Fort**
	Des alternatives à la voiture à trouver pour les déplacements pendulaires afin de limiter la dépendance à la voiture, les nuisances et les dynamiques de congestion	**Fort**
	Un caractère de maillon de mobilité successive à affirmer par les équipements de type : parking covoiturage, parking relais …	**Modéré**
	Une prise en compte de l'effet de rupture induit par les infrastructures de transport	**Modéré**

Domaine	Enjeux	Niveau d'enjeux pour le projet de révision
Economie	La préservation du foncier agricole, et d'autant plus celui stratégique identifié au SCoT, et la fonctionnalité des tènements et des exploitations en place	**Faible**
	Maintien des emplois locaux	**Modéré**
	Le développement de la vie de quartier afin de favoriser les consommations quotidiennes dans les commerces de proximité	**Fort**
	La mise en œuvre des projets de restructuration de grandes surfaces commerciales	**Fort**
	La localisation les nouveaux logements proches des points d'accès aux pôles d'emplois majeurs (Genève)	**Modéré**
Climat-Air-Energie	Améliorer la qualité de l'air et préserver les pièges à carbone existant sur le territoire	**Modéré**
	Prendre en compte les objectifs du futur PCAET	**Modéré**
	Favoriser et encourager les rénovations thermiques du parc immobilier ancien	**Modéré**
	Intensifier les propositions alternatives à la voiture pour les déplacements pendulaires	**Modéré**

ÉVALUATION DES INCIDENCES POTENTIELLES SUR L'ENVIRONNEMENT DES RÈGLEMENTS ÉCRIT & GRAPHIQUE

3.2. *Analyse multithématique du règlement écrit & du zonage*

Sont analysées ci-dessous les incidences sur l'environnement du zonage, du règlement et des OAP thématiques du projet de PLU. Cette analyse sera dans un premier temps thématique et mettra en exergue :

- Les incidences potentielles sur l'environnement au sens large
- Les réponses apportées dans les différentes pièces du PLU (zonage, règlement, OAP thématique)
- Une note de synthèse reprenant :
  - Les principaux leviers mobilisés dans le PLU
  - Les points de vigilance ou les impacts résiduels

3.2.1. Biodiversité : Espaces naturels remarquables, nature ordinaire & Trame Verte et Bleue

INCIDENCES POTENTIELLES :

Dans le cas où le PLU d'Etrembières ne permet pas la préservation de l'intégralité des habitats naturels, les principales incidences pour la commune pourraient être :

- Un développement de l'urbanisation sur des parcelles naturelles, forestières, agricoles ou à intérêt environnemental fort entrainant alors la suppression ou la modification de certains de ces milieux. En effet, ces habitats naturels constituent une mosaïque de milieux favorables à la biodiversité en ville.

- Une détérioration des milieux humides pouvant survenir sur les zones humides (au sens de l'habitat, des caractéristiques floristiques hygrophiles ou encore des sols comportant des trait d'hydromorphie), sur les ripisylves constituant les bordures de cours d'eau jouant à la fois un rôle de maintien des berges, mais également de soutien fort à la biodiversité, notamment sur la commune d'Etrembières. Le réseau hydrographique constitue également des milieux fragiles. Ces potentielles détériorations peuvent être de nature accidentelle (pollutions via le ruissellement par exemple) ou peuvent survenir à la suite de projets d'aménagement créant un drainage de ces milieux sensibles.

- Une réduction des habitats essentiels liés à la reproduction et au développement de la faune sauvage. Certains éléments naturels sont particulièrement concernés comme les arbres à cavités ou à gîtes pour l'Avifaune et les Chiroptères, les pierriers pour les espèces de Reptiles ainsi que les milieux humides (fossés en eau, berges, zones humides ponctuelles) pour Amphibiens.

- Une altération ou un affaiblissement de certains corridors formant les trames environnementales : trames verte, bleue, brune (sol) ou encore noire en considérant le contexte actuel de la commune d'Etrembières où un morcèlement des connectivités écologiques est déjà constaté par des éléments fragmentant omniprésents (autoroute et voie ferrée notamment). L'accès de certaines espèces faunistiques et/ou floristiques dans les milieux les plus urbanisés peut donc être rompu et les trames peuvent se voir morcelées.

RÉPONSES APPORTÉES PAR LE PLU :

Dans le cadre de la mise en œuvre de son PLU, la commune d'Etrembières a œuvré au maximum pour protéger l'environnement via le règlement écrit, les OAP thématiques (OAP Trame Verte et Bleue, OAP Climat-Air-Energie) et le zonage du PLU.

Une grande partie de la commune est classée en zone « N » ou « A », ce qui permet d'ores et déjà de conserver les espaces naturels remarquables et les secteurs agricoles supports du cadre de vie et de l'identité paysagère du territoire.

Aussi, le PLU permet de traduire de manière règlementaire la Trame Verte et Bleue, le SCoT et le diagnostic de la présente révision.

En effet, pour rappel, plusieurs enjeux de préservation ont été identifiés sur le territoire :

- **Des réservoirs de biodiversité** qui reprennent :
  - ✓ Les zonages réglementaires dont les zones Natura 2000 ZSC du Salève et de la Vallée de l'Arve et la zone Natura 2000 ZPS de la Vallée de l'Arve. Deux Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope (APPB) sont présents sur la commune : le « Petit Salève » s'étend sur 210 ha ainsi que le « Bois de la Vernaz et îles d'Arve » sur 35 ha. Aussi, deux Espaces Naturels Sensibles (ENS) sont en présence : les « Iles d'Etrembières » ainsi que l'« Arve aval ».
  - ✓ Les zonages d'inventaire regroupant les Zones d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) au nombre de 4 sur la commune : la ZNIEFF de type II « Ensemble fonctionnel de la rivière Arve et de ses annexes », la ZNIEFF de type II « Mont Salève », la ZNIEFF de type I « Complexe d'anciennes gravières et forêt riveraine de l'Arve à la frontière Suisse » et la ZNIEFF de type I « Le Salève ».
  - ✓ Les zones humides dont la majorité correspondent aux ripisylves (bordures) de l'Arve et au secteur des îles et du Bois de Vernaz.
  - ✓ Les zones boisées correspondant essentiellement au mont Salève (site Natura 2000 associé).

- Des **continuités écologiques** :
  - ✓ Une trame bleue comprenant des réservoirs humides, des réservoirs aquatiques et une trame turquoise (via l'outils d'Espace de Bon fonctionnement explicité plus précisément ci-dessous) correspondant à l'Arve mais également au ruisseau des Eaux Belles au cœur de la commune. Le secteur de îles est particulièrement concerné par ce point car il s'agit de conserver les continuités pouvant être menacées et de préserver la ripisylve.
  - ✓ Une trame boisée le long du mont Salève sur la bordure sud de la commune.

- ✓ Un espace perméable correspondant aux parcelles agricoles et aux carrières et gravières (via l'outil des Espaces agricoles à enjeux identifiés par le SCoT explicité ci-dessous). Les espaces perméables de la commune se regroupent notamment le long de l'Arve, ils constituent des éléments de la continuité écologique sur les milieux ouverts, particulièrement favorables au développement de certaines espèces.

Dans cette optique, afin de prévenir toute dégradation des réservoirs de biodiversité et des continuités écologiques identifiés, la commune a choisi d'activer plusieurs outils (réglementaires ou non) lors de la mise en œuvre du PLU.

- **Pour les réservoirs de biodiversité et les corridors** :
  - ✓ L'ensemble des zones humides identifiées sur le territoire et ayant fait l'objet d'une prospection sont protégées au titre de l'article L151-23 du CU. Le territoire comprend plusieurs secteurs à enjeux concernant les zones humides constituant la ripisylve de l'Arve, le secteur des Iles, et d'autres zones humides ponctuelles. Elles s'étendent au total sur une surface d'environ 66 ha.
  - ✓ Le PLU prévoit la préservation des ripisylves au titre du L151-23 du CU.
  - ✓ La couverture du territoire sur environ 290 ha (soit 53% de la commune) de la zone « A » et « N » permettant ainsi de maintenir les réservoirs de biodiversité (notamment zonages réglementaires en vigueur sur le territoire) et les corridors existants.
  - ✓ Prise en compte d'une étude de risque du RTM sur une zone à vocation agricole et économique, conduisant à l'intégration d'une trame (aléa rocheux) au zonage, restreignant ainsi tout développement futur de cette zone.
  - ✓ Une trame spécifique a également été instaurée sur l'ancienne décharge afin de prévenir les risques de pollution, impliquant une interdiction de creuser et de construire sur ce site.
  - ✓ Le PLU ne prévoit aucun secteur d'extension économique, les OAP ayant été intégrées dans l'enveloppe urbaine et sélectionnées à l'issue d'un bilan basé sur un système de points.
  - ✓ Mise en place d'une zone Agricole Protégée (AP) dont le règlement est particulièrement restrictif puisqu'il n'autorise que les locaux techniques sous conditions et l'extension limitée des logements existants. Ce zonage permet de préserver les terres possédant un haut potentiel agroécologique et reprend notamment la trame des milieux agricoles remarquables du SCoT. En effet, le zonage AP a remplacé dans le PLU de nombreux zonages A, permettant une meilleure prise en compte des enjeux écologiques sur ces secteurs concernés par l'agriculture.
  - ✓ L'intégralité des boisements de la commune sont classés en secteur N et certains arbres remarquables font l'objet de prescriptions spécifiques.

- ✓ Prise en compte du SCoT dans le contexte de « renaturation du secteur des Iles » par une procédure mixte comprenant par exemple : la suppression des zones 2AU 1AU, la mise en place d'un Espace de Bon Fonctionnement dans le sens de la renaturation. Si les mesures sont peu développées, le PLU donne les conditions pour préserver, à terme, cet espace, et ainsi permettre sa renaturalisation.

- ✓ Identification d'un Espace de Bon Fonctionnement (EBF) en lien avec le SAGE de l'Arve. En effet, la préservation de l'EBF se trouvant de part et d'autre du cours d'eau possède une triple vocation :
  - Laisser libre cours à l'évolution géomorphologique du cours d'eau
  - Favoriser la préservation des zones d'expansion de crue
  - Préserver les continuités turquoises au sens large (abords des cours d'eau comprenant zones humides, ripisylves, berges …)

Il est également important de souligner que le PLU met en avant une OAP Trame Verte et Bleue, visant à identifier l'ensemble des trames naturelles du territoire, à savoir : boisée, humide, turquoise, agricole et agricole à enjeux. Aussi, cette OAP thématique à un double objectif :

- Informer les pétitionnaires de la diversité de milieux ainsi que les services écosystémiques rendus par ces derniers afin de mieux comprendre leurs préservations ;
- Trouver une traduction règlementaire au sein du règlement graphique et écrit se déclinant comme qui suit :

Trame/entité concernée	Protection au PLU
Trame boisée	La trame boisée fait l'objet **d'une zone « N »** qui permet de réduire les droits à la constructibilité. Effectivement, la zone « N » autorise seulement l'évolution des bâtiments d'habitation existants.
Trame humide	Elles font l'objet de **prescription surfacique au titre de l'article L. 151-23** du Code de l'urbanisme qui permet d'identifier des secteurs à protéger au regard notamment de leur qualité écologique.
Trame turquoise / EBF	
Réservoir aquatique	Les cours d'eau sont globalement inscrits en zone N et l'Arve faisant l'objet de prescriptions surfaciques complémentaires.
Trame agricole	La trame agricole fait l'objet **d'une zone « A »** qui permet de réduire les droits à la constructibilité. Effectivement, la zone « A » autorise seulement l'évolution des bâtiments existants et la construction des bâtiments à vocation agricole.
Trame agricole à enjeux SCoT	La trame agricole à enjeux fait majoritairement l'objet **d'une zone « AP »** qui empêche toute construction et permet de préserver des terres agricoles dont la qualité agroécologique et paysagère est reconnue.

La Trame Verte et Bleue d'Etrembières a été cartographiée comme suit :

Etrembières

LEGENDE

TRAME VERTE ET BLEUE

Trame Bleue

- Réservoir humide
- Reservoir aquatique
- Trame turquoise (Espace de Bon Fonctionnement)

Espace perméable

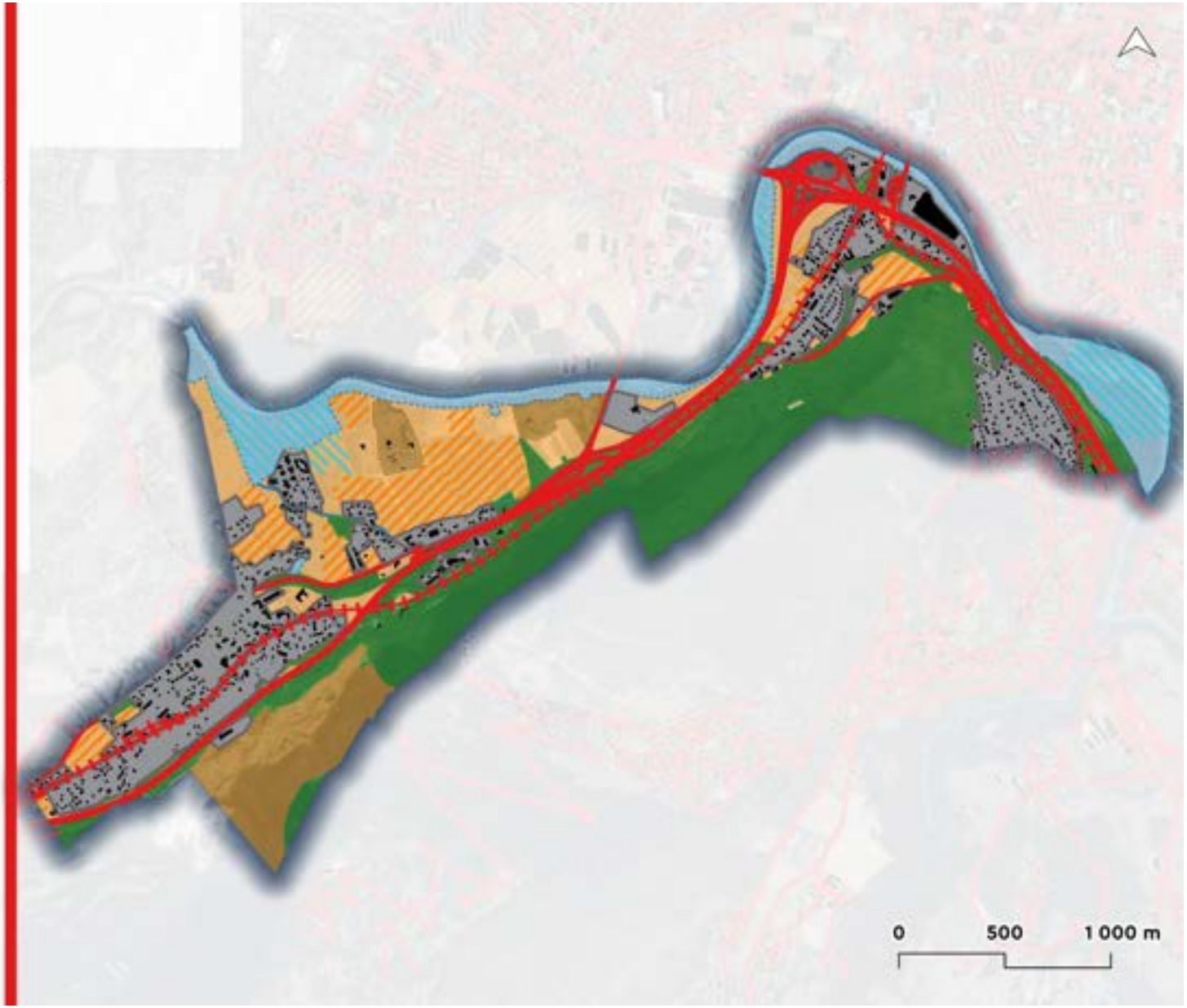
- Espace agricole à enjeux (SCoT)
- Espace perméable
- Carrières et gravières

Trame boisée

- Trame boisée

Elements fragmentants

- Voie ferrée
- Route
- Bâtiment
- Enveloppe urbaine



Le Plan Local d'Urbanisme joue également un rôle dans l'aménagement et la gestion des espaces urbains. On note qu'il ne se limite pas simplement à un volet éducatif comprenant la TVB, mais englobe également diverses traductions dans son règlement écrit et graphique qui mettent en avant l'intégration de la nature dans les projets urbains, à savoir :

- **La mise en œuvre de Coefficient d'Emprise au Sol (CES) et d'un Coefficient d'Espace Perméable (CEP)** permettant de calibrer les projets en amont et protéger les continuités urbaines et la trame brune (associée au sol). On peut souligner que dans le règlement écrit de la zone Ud, le CES est évolutif en fonction de la taille du tènement permettant de ne pas pénaliser les petites surfaces et a contrario imposer une importante part de sol perméable sur les grands tènements :
    - *Si la surface du tènement concerné par l'opération est inférieure ou égale à 800 m2 alors l'emprise au sol maximale est de : S x 0.15*
    - *Si la surface du tènement concerné par l'opération est comprise entre 801 m2 et 1500 m2 alors l'emprise au sol maximale est de : 120 + (surface du tènement – 800) x 0.10*
    - *Si la surface du tènement concerné par l'opération est supérieure ou égale à 1501 m2 alors l'emprise au sol maximale est de : 190 + (surface du tènement – 1500) x 0.05*

	Ua	Uh	Ub	Uc	Ud	1AUa	Ux1, Ux2, Ux3	Ux4
CES maximal	0.30			0.20	Évolutif	0.30	0.50	Non réglementé
CEP*	40%		50%	50%	60%	40%	10%	

* CEP : % minimum des espaces libres perméables de pleine terre du tènement de l'opération

REMARQUES & POINTS DE VIGILANCE :

Le PLU, bien qu'étant l'un des outils permettant la préservation de la biodiversité, n'est pas nécessairement le plus adapté. L'ensemble des mesures citées ci-dessus ont été prises dans les limites qu'offre ce cadre, mais celui-ci reste restreint. Des outils plus spécifiques à la conservation de la biodiversité sur la commune sont et peuvent être mis en place pour assurer une protection et une valorisation plus efficaces des milieux.

SYNTHÈSE :

Le PLU déploie les outils existant pour préserver et valoriser les espaces de biodiversité représentés notamment au travers de la plaine de l'Arvre, des Îles et du Mont Salève, mais aussi au travers de la nature ordinaire : zonages A/Ap/N, préservation des zones humides, des EBF, des ripisylves, d'arbres remarquables, la mise en place d'un CEP … Le développement de la nature en ville sera notamment encadré via : la plantation/replantation d'arbres, l'aménagements d'espaces verts, les actions intégrées aux OAP thématiques (franges urbaines, haies, aménagements perméables, végétalisation des bâtiments et des opérations, …

3.2.2. Paysage & patrimoine

INCIDENCES POTENTIELLES :

- Perte de la qualité et de la diversité des paysages naturels et agricoles par une fermeture progressive des milieux et une dégradation de la Trame Verte Bleue notamment sur les secteurs à proximité de l'Arve et la pleine agricole des Îles
- Perte de l'identité paysagère, architecturale et patrimoniale de certaines entités urbaines avec des opérations d'aménagement « hors-sol » dont la conception et l'architecture contribuent à banaliser le paysage
- Une perte de lisibilité croissante de la trame des espaces publics
- La dégradation des cônes de vues du grand paysage qui façonnent l'identité paysagère du territoire, avec notamment des activités économiques toujours plus gourmande en espace (carrière et gravière) ou de la progression de l'urbanisation
- Une disparition progressive des coupures d'urbanisation existantes notamment entre le Pas-de-l 'Echelle et le Chef-Lieu opérant une conurbation en entrainant une réduction des espaces de respiration, des cônes de vue, depuis l'enveloppe urbaine
- Une place destinée aux infrastructures de transport toujours plus importante accentuant les effets de rupture au sein du grand paysage

RÉPONSES APPORTÉES PAR LE PLU :

La trame paysagère de la commune d'Etrembières se compose principalement de :

- **La trame Verte et Bleue et les espaces naturels**, entre la plaine alluviale de l'Arve, ses petits boisements et les versants boisés et raides du Salève, qui participent à la qualité du cadre de vie
- **Les espaces agricoles ouverts** qui permettent de nombreuses ouvertures paysagères sur le mont Salève d'une part et sur l'Arve d'autre part
- **La trame urbaine** marquée par la pression foncière, avec un développement parfois anarchique, mais fortement contraint par la topographie et les grands axes de circulation qui scindent la commune
- **Le patrimoine historique** qui se fait rare sur la commune mais qu'il convient de préserver (notamment le château, le secteur du Bois Salève, l'église désacralisée…)

La révision générale vise donc la préservation de l'ensemble des composantes du paysage de la commune et le maintien de son identité.

Patrimoine naturel & grand paysage

Globalement, le territoire protège sa trame agricole et naturelle puisqu'environ 53 % du territoire est classé en zone « N » ou « A » (sous-secteur non compris) soit environ 290 ha. La protection de ces espaces participe à la préservation de l'identité paysagère du territoire. En effet, les milieux agricoles, naturels et

forestiers, au-delà de leurs qualités agrologiques, écologiques… sont le support du grand paysage d'Etrembières et participent activement à la qualité du cadre de vie de ce dernier. On peut effectivement citer la Plaine de l'Île, support d'une activité agricole, et de percées visuelles vers l'Arve, marqueur du grand paysage, qu'il convient de préserver.

De plus, afin de préserver les milieux ouverts, le PLU prévoit une gradation du zonage agricole comme qui suit :

- **La zone agricole soit one « A »** qui autorise les constructions de bâtiments agricoles
- **La zone agricole protégée soit la zone « AP »** qui permet une protection stricte des milieux agricoles patrimoniaux ou de qualités agro-écologiques supérieures. Aussi ce zonage concerne principalement les milieux ouverts sur le secteur des Îles ou à proximité immédiate des limites de l'urbanisation.



Vue depuis le secteur de l'Isle - Epode

Par ailleurs, on note qu'à travers l'enveloppe urbaine de nombreuses percées visuelles permettent d'entrevoir le Salève, point de repère majeur du grand paysage. Aussi, le règlement écrit précise les distances entre les constructions sur une même propriété, les reculs vis-à-vis des limites séparatives ainsi que les hauteurs : l'ensemble de ces règles doit permettre de manière indirecte de préserver lesdites percées visuelles.

Pour exemple on peut citer la prescription suivante : « *en zones Ub, Uc, Ud et Uh si les constructions ne sont pas mitoyennes, les constructions principales (hors annexes et piscines), doivent respecter un recul minimum avec une distance (d) au moins égale à la moitié de la hauteur de la construction avec un minimum de 8 m (d ≥ H/2 ≥ 8m). Le retrait (L) est la distance comptée perpendiculairement de tout point de la façade de la construction, au point le plus proche de la construction en vis-à-vis.* »



Vues sur le Salève depuis les espaces urbains – Epode

L'OAP Trame Verte et Bleue permet de rendre compte et de préserver la mosaïque des milieux remarquables de la commune (trames boisées, humides, aquatiques et perméables…) qui sont d'autant de support pour le grand paysage. De manière plus ponctuelle, le PLU permet de préserver les petits éléments de nature sur le territoire participant au maintien du grand paysage, ainsi on note la protection :

- 66 ha zones humides au titre de l'article L.151-23 du CU
- Des Espace de Bon Fonctionnement (EBF) des cours d'eau (données issues du SAGE de l'Arve)
- La préservation de jardins en milieu urbain sur le Pas-de-l'Echelle

De plus, la commune se caractérise par une grande proportion d'espaces urbanisés, qui comprennent une trame naturelle, support de la qualité du cadre de vie. Aussi, afin d'asseoir la nature en ville, le PLU identifie au sein de l'OAP thématique TVB :

- Des recommandations pour le maintien de la nature en ville et notamment la préservation d'espaces ouverts et de respirations favorisant le maintien des cônes de vue depuis l'enveloppe urbaine vers l'écrin de nature du territoire
- Identifie :
    - Les limites des enveloppes urbaines afin de sensibiliser et de favoriser des transitions paysagères qualitatives entre l'espace urbain et les espaces naturels, agricoles et forestiers
    - Les éléments fragmentant à l'image de l'enveloppe urbaine ou des infrastructures de déplacement afin de favoriser l'intégration de la nature au sein de ces espaces (toiture végétalisée, préservation de l'armature verte …)

Le règlement prévoit aussi le développement de la nature en ville, au travers du CEP, de la plantation et replantation d'arbres, …



Trame naturelle au sein des espaces urbains – Epode

Le patrimoine & espace bâti

Etrembières est marquée par une composante urbaine importante, mais très contrainte et sous pression. Par ailleurs, la commune a beaucoup évolué ces dernières décennies et par voie de conséquence les « structures historiques » du bâti sont difficilement identifiables. Aussi, la révision du PLU, au-delà de préserver le petit patrimoine résiduel, doit permettre d'encadrer les tissus urbains afin de flécher les secteurs où l'intensification urbaine est souhaitable ou, à contrario, les secteurs plus résidentiels (à l'image du crêt de la Croix par exemple) à préserver.

Aussi, le règlement graphique du PLU décline plusieurs zonages afin de préserver les différentes formes urbaines présentes sur le territoire. Chaque zone permet d'apprécier et de préserver les caractéristiques architecturales et de garantir l'insertion urbaine et paysagère des projets d'aménagements. Aussi, on retrouve :

- **La zone Ua** correspondant aux centres urbains : Chef-Lieu et du Pas de l'Echelle
- **La zone Ub** qui représente la continuité des centres urbains d'Etrembières et du Pas de l'Echelle
- **La zone Uc** qui sont les secteurs urbains de confortement des centralités
- **Les zones Ud** concernent les secteurs résidentiels à densification maîtrisée
- **Les zones Uh** qui règlementent les hameaux historiques

Le zonage et le règlement associés permettent d'encadrer la densification et les projets à venir au regard des formes urbaines existantes sur le territoire.

	Ua	Ub	Uc	Ud	Uh
CEP	0,4	0,5	0,5	0,6	0,4
CES	0,3	0,3	0,2	0/800 m² = S*0,15 801/1 500 m² = 120 + (s*0,10) 1501 m² et + = 190 + (s*0,05)	
Hauteur	15 m 13 m toiture plate	12 m 10 m toiture plate	9 m 7 m toiture plate	9 m 7 m toiture plate	9 m Toiture plate interdite
Longueur	30 m	30 m	20 m	20 m	15 m

Densité importante (++)
Compacité des gabarits
Centre urbains

Densité plus faible (-)
Gabarits moins compacts
Hameaux

Par ailleurs, le PLU vient compléter les prescriptions règlementaires en lien avec les périmètres de protection du patrimoine : église Notre-Dame de Paix et gare haute du téléphérique du Salève (Servitude d'Utilité Publique (SUP) au titre des Monuments Historiques (MH) et de ces abords).

Le PLU d'Etrembières protège par son zonage les formes urbaines du territoire, toutefois, les pièces règlementaires dudit document visent aussi l'encadrement des opérations d'aménagements futurs notamment par la mise en œuvre de :

- L'OAP TVB qui inscrit la nécessité de développer la nature en ville, qui prévoit une partie relative à l'intégration des futurs aménagements dans l'enveloppe bâtie et qui aborde entre autres le verdissement des opérations, le maintien des îlots végétaux … ;
- De règles spécifiques (chapitre II du règlement écrit) encadrant l'insertion paysagère des futurs bâtiments ainsi que la mise en œuvre de coefficient d'espaces verts et de coefficient d'emprise au sol permettant de calibrer les densités projetées et favorisant la densification, tout en proposant des opérations en adéquation avec le tissu urbain existant (comme démontré dans le tableau ci-dessus) ;
- L'OAP thématique portant sur le climat, l'air et l'énergie introduisant des recommandations quant à l'intégration paysagère des infrastructures destinés aux énergies renouvelables.

La démarche de révision du PLU permet aussi d'identifier en plus des périmètres règlementaires (Monuments Historiques notamment) le petit patrimoine devant faire l'objet d'une protection au titre de l'article L.151-19 du CU (calvaires, fontaines, bâtiment patrimonial …). On en note une vingtaine dont le château, la chapelle ou encore le bâtiment du bois Salève.

Outre les zones d'habitat, la commune d'Etrembières est dotée de plusieurs zones d'activités, l'une se trouvant en entrée de ville. Du reste il s'agit du secteur de la carrière et des gravières. Aussi, le PLU vise des zonages spécifiques afin d'encadrer au mieux les évolutions envisagées :

- **Les secteurs UX** pour les zones d'activités :
  - UX1 qui encadre les bâtiments d'activités de la carrière
  - UX2 correspondant au secteur d'activités se trouvant sous les bâtiments de la carrière
  - UX3 en lien avec des activités de type artisanales et petites industries
  - UX4 au secteur d'activités se trouvant à l'Ouest de Shopping Etrembières dont l'activité principale est en lien avec la présence d'un garage
- **Les secteurs UY** pour les zones commerciales :
  - UY1 correspondant au secteur de shopping Etrembières et du Lidl
  - UY2 correspondant à un secteur commercial existant et dont le règlement souhaite favoriser sa pérennité en lien avec le DAAC du SCoT.

Ainsi le règlement écrit du PLU vient encadrer l'évolution des activités sur le territoire et notamment par les prescriptions du chapitre II portant sur les aspects extérieurs des bâtiments. Ainsi, les évolutions du tissu économique pourront faire l'objet d'une intégration paysagère toujours plus qualitative.

L'analyse des incidences du PLU sous la thématique paysage et patrimoine conclut à une mobilisation de l'ensemble des leviers règlementaires du PLU pour venir répondre aux enjeux de territoire.

REMARQUES & POINTS DE VIGILANCE :

Le PLU, s'il est l'un des outils permettant la protection des paysages et du patrimoine, n'est pas forcément le plus adapté. Ici, l'ensemble des mesures ont été prises dans les possibilités qu'offrent le cadre du PLU, mais ce cadre reste limité. Des outils plus spécifiques aux thématiques du paysage et du patrimoine pourraient à l'avenir être mis en œuvre pour assurer une meilleure préservation et mise en valeur (chartes paysagères et architecturales, Plan de Paysage…).

SYNTHÈSE :

Le PLU utilise différents outils pour préserver et valoriser le paysage et le patrimoine. Il protège des éléments identitaires via l'article L151-19 du code de l'urbanisme, il identifie des arbres remarquables au titre de l'article L151-23 du CU. De plus, le choix fort de contenir le développement urbain dans les enveloppes vise à préserver les équilibres paysagers. En lien, la hiérarchisation des zones U au regard de leur capacité de densification permette de préserver également les morphologies urbaines existantes. Le règlement apporte aussi des éléments quant à la bonne intégration des bâtiments (volumes, façades, toitures, …), couplé aux OAP thématiques favorisant des opérations vertueuses et œuvrant pour la qualité urbaine, environnementale et paysagère.

3.2.3. Ressource en eau : qualitative et quantitative

Source : Annexes sanitaires du PLU, NICOT ingénieurs conseils, février 2025

INCIDENCES POTENTIELLES :

Les incidences potentielles globales du PLU sur la ressource en eau peuvent être les suivantes :

- Une disparition d'éléments « naturels » (haies, zones humides…) jouant un rôle dans la régulation des écoulements et/ou l'épuration des eaux de ruissellement, notamment une augmentation du risque de pollution diffuse des eaux surfaciques.
- Une inadéquation entre la quantité de ressource en eau et les besoins.
- Un dépassement des capacités des équipements structurants.
- Un développement de l'habitat en inadéquation avec les réseaux existants.
- Une raréfaction de la ressource en eau entrainant des conflits d'usages.
- Une augmentation du ruissellement par une imperméabilisation d'une partie des nouvelles zones urbanisées avec des répercussions potentielles sur :
    - Le risque d'inondations en aval ;
    - Le risque de pollution diffuse par un transfert de polluants vers les eaux de surface via les eaux de ruissellement ;
    - Le risque de pollution ponctuelle de la ressource en eau (superficielle, souterraine) par une localisation inappropriée d'occupation / utilisation du sol (activités, stockages…) potentiellement polluant (proximité avec les cours d'eau, non prise en compte des périmètres de captage…).

Ces incidences sont en lien direct avec le diagnostic réalisé sur la commune (sur 3 axes majeurs que sont : l'eau pluviale, l'eau potable et l'assainissement) dont les principales conclusions et observations sont les suivantes.

Le **réseau d'eau pluvial** est bien développé sur la commune d'Etrembières, en particulier dans les secteurs les plus urbanisés. Il existe également quelques fossés à ciel ouvert dans les secteurs où l'urbanisation est moins dense. Annemasse Agglo a entrepris un relevé exhaustif des réseaux EP et EU sur l'ensemble des communes du territoire de l'agglomération. La commune possède donc une cartographie précise des réseaux. Sur certains tronçons, les cours d'eau ont été busés. Compte tenu de la configuration du territoire communal, l'exutoire naturel de la commune correspond à l'Arve.

La commune s'étant développée à proximité de cours d'eau, l'enjeu des cours d'eau ne réside pas seulement dans la gestion des risques liés aux crues et aux érosions. En effet l'état naturel des cours d'eau (lit mineur, berges, ripisylve, lit majeur) présente de nombreux avantages par rapport à un état artificialisé :

- Hydraulique : rôle écrêteur qui permet l'amortissement des crues,
- Ressource en eau : les interactions avec la nappe permettent le soutien des débits d'étiage,
- Rôle auto épurateur

- Intérêts faunistiques, floristiques et paysager

Cette problématique doit notamment conduire à intégrer dans le développement communale (urbanisation, activités…) la préservation des cours d'eau.

Concernant **l'eau potable**, Annemasse - Les Voirons Agglomération possède la compétence de l'adduction et distribution d'eau potable sur son territoire, soit 12 communes dont Etrembières fait partie. A ce titre, Annemasse – Les Voirons Agglomération assure en régie directe :

- L'exploitation des ouvrages intercommunaux et de stockage de l'eau,
- L'entretien et le renouvellement des réseaux de distribution,
- La fourniture, à tout abonné, d'une eau présentant les qualités imposées par la réglementation en vigueur,
- Le fonctionnement correct et continu du service de distribution d'eau potable.

La commune d'Etrembières est alimentée en eau potable par 2 ressources :

- Les pompages de Veyrier situés à Etrembières (nappe franco-suisse du Genevois),
- La station de pompage des Eaux-Belles, station de reprise alimentée par l'usine d'ultrafiltration de la source des Eaux-Belles et les puits de Veyrier.

Une petite partie de la commune, le secteur du Crêt de la Croix, est alimentée en permanence par les ressources du Syndicat des Rocailles et de Bellecombe (SRB). Cette disposition a fait l'objet d'une convention signée en 2009. Le secteur de l'Hôpital est alimenté par une source privée. Le territoire communal d'Etrembières héberge le captage du Pas de l'Echelle qui est exploité par le Syndicat des Rocailles et de Bellecombe (SRB). Enfin la convention signée avec le SRB prévoit également une alimentation de secours, par Annemasse Agglo, au niveau de la bâche de la station de refoulement du Pas de l'Echelle.

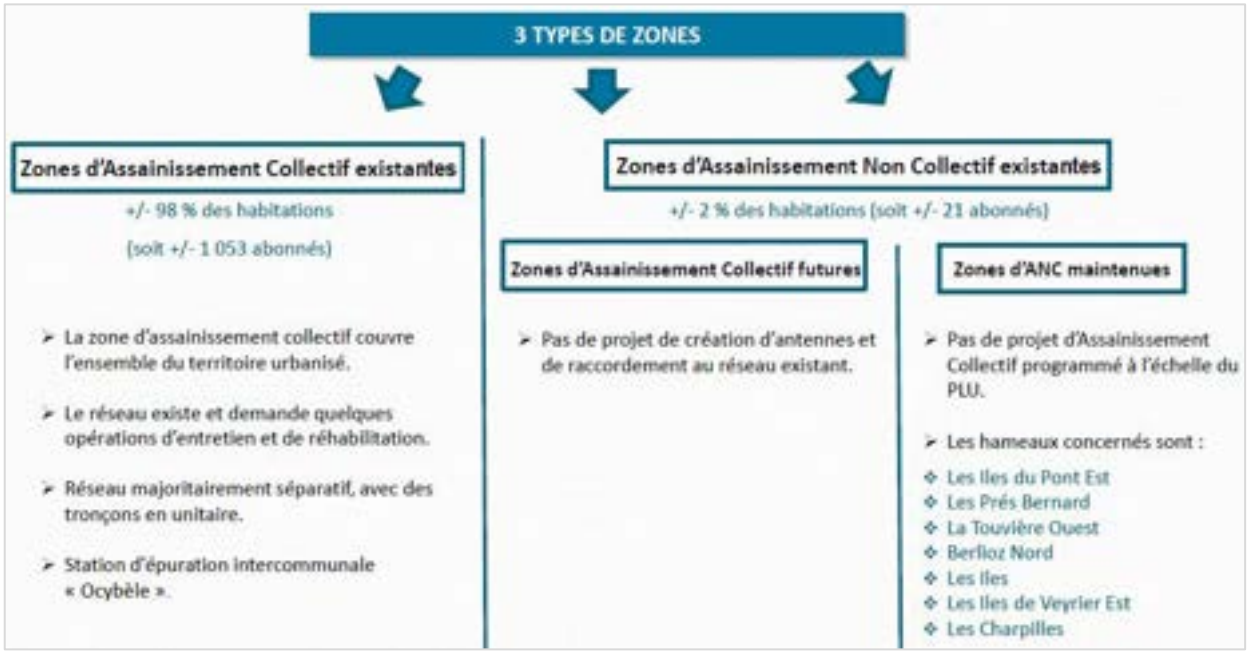
OUVRAGES	COMMUNE D'IMPLANTATION	AVIS HYDROGEOLOGUE	DATE de la DUP	Indice d'avancement de la protection de la ressource
Pompages de Veyrier	Etrembières	26/12/1992	04/07/1997	80%
Les Eaux Belles	Etrembières	20/05/1983	11/10/2018	80%
Captage du Pas de l'Echelle (SRB)	Etrembières	24/03/1979 + rapport complémentaire pour l'extension du périmètre de protection rapproché le 02/02/1983	16/12/1987	-

Situation administrative des captages, NICOT ingénieurs, 2025

Le réseau d'alimentation en eau potable de la commune s'étend sur une longueur totale de +/- 31 km. Il est constitué de conduites dont le diamètre nominal varie de 40 à 150 mm. Les principaux matériaux sont la fonte grise, la fonte ductile et le PEHD. En 2023, le rendement brut du réseau d'Annemasse Agglo s'élève à 82,5 %. Ce rendement intègre le sous- comptage, les pertes d'eau, les volumes d'eau de service et de contrôle des hydrants.

Le réseau de la commune d'Etrembières est connecté avec les réseaux des communes voisines. De plus, à l'échelle intercommunale, il existe des maillages avec les collectivités voisines (Thonon Agglo, Syndicat des Rocailles, Services Industriels de Genève), que ce soit en transfert permanent ou en secours. Les volumes d'eau sont surveillés quotidiennement par télégestion. Le maintien des performances du réseau est une action permanente qui s'exerce, d'une part, à travers la programmation régulière de travaux de renouvellement et de renforcement et, d'autre part, par la surveillance de l'état des équipements.

Enfin, en lien avec **l'assainissement** de la commune, 3 types de zones composent le zonage de l'assainissement de la commune :



Zonage de l'assainissement issu du diagnostic de la commune d'Etrembières, NICOT ingénieurs, 2025

Les eaux usées sont actuellement dirigées vers la station d'épuration Ocybèle à Gaillard dont la capacité nominale est de 124 000 EH pour le traitement primaire. Les boues issues de la STEP sont valorisées majoritairement par compostage à la Compostière de Savoie, et par épandage agricole suivant les prescriptions d'un plan d'épandage.

RÉPONSES APPORTÉES PAR LE PLU :

Il convient de préciser que la thématique « eau » au sens des espaces naturels est traitée dans la partie « Biodiversité : Espaces naturels remarquables, nature ordinaire & Trame Verte et Bleue » du présent document. C'est pourquoi, nous rappellerons rapidement ici la manière dont le règlement et le zonage du PLU répondent aux différentes problématiques du territoire.

Nous établissons un renvoi vers la partie « Biodiversité : Espaces naturels remarquables, nature ordinaire & Trame Verte et Bleue » afin de limiter les répétitions. Ainsi, la ressource en eau se voit protégée sur le territoire via :

- **L'identification des zones humides** au titre de l'article L.151-23 du CU
- **Un recul minimal vis-à-vis des cours d'eau**, plus globalement il convient de préciser qu'une grande partie des cours d'eau se voit protégée par un zonage « N » réduisant ainsi le risque de développement d'activités pouvant entrainer des pollutions diffuse ou la dégradation des berges.
- **L'identification d'un Espace de Bon Fonctionnement (EBF)**. La préservation de l'EBF se trouvant de part et d'autre du cours d'eau à une triple vocation :
    - Laisser libre cours à l'évolution géomorphologique du cours d'eau
    - Favorise la préservation des zones d'expansion de crue
    - Préserve les continuités turquoise au sens large (abords des cours d'eau comprenant zones humides, ripisylves, berges …)

Dans l'ensemble, la ressource en eau d'Etrembières semble préservée par les différentes implications règlementaires du PLU.

▶ ZOOM SUR LA GESTION DES EAUX PLUVIALES

Le PLU tente au maximum de gérer les eaux pluviales à la parcelle. La réglementation des eaux pluviales s'effectue via le zonage EP qui permet de fixer des règles de dimensionnement des ouvrages de rétention à mettre en place pour les usagers quels qu'ils soient, qui tiennent compte des enjeux socio-économiques, du contexte urbanistique et également des contraintes environnementales de chaque bassin versant :

- Distinguer les projets des « particuliers » de ceux des « aménageurs-lotisseurs », afin d'imposer des contraintes adaptées aux moyens financiers et techniques de chacun
- Imposer un débit de rejet à chaque projet, avec des objectifs d'intégration de la démarche environnementale de l'Agglomération, de sensibilisation des usagers, de respect de la faisabilité technique et financière, d'équité entre les usagers, en tenant compte des spécificités du sous bassin versant

- Guider les usagers dans le dimensionnement des rétentions à mettre en place.

Dans ce contexte, le PLU tente d'agir sur trois leviers à savoir :

- **Limiter l'imperméabilisation des sols et favoriser l'infiltration des eaux pluviales** :
  - Coefficient de perméabilité et d'emprise au sol dans les secteurs urbains + OAP TVB concernant les aménagements perméables
  - Végétalisation des toitures plates
  - Préservation d'espaces agricoles et naturels (en herbe) par les zonages A et N
- **Favoriser la gestion des eaux pluviales à la parcelle**
- **Réintroduire la nature en ville**
- **Réaliser des prescriptions favorisant les clôtures poreuses** (OAP thématique TVB : à proximité d'un corridor écologique ou réservoir de biodiversité, les clôtures doivent être perméables à la faune).

Différents axes de réflexions ont été émis afin d'obtenir une gestion cohérente de l'eau :

- Mener une politique globale et intégrée de l'eau en considérant l'ensemble des enjeux et des usages
- Préserver les milieux aquatiques (cours d'eau, zones humides) dans leur état naturel. En effet les milieux aquatiques ont des propriétés naturelles d'écrêtement. L'artificialisation de ces milieux (chenalisation des rivières, remblaiement des zones humides, etc.) tend à accélérer et concentrer les écoulements.
- Préserver/restaurer les champs d'expansion des crues
- Favoriser les écoulements à ciel ouvert : préférer les fossés aux conduites ou aux cunettes, préserver les thalwegs.
- Compenser l'imperméabilisation par des dispositifs de rétention et/ou d'infiltration. En effet l'imperméabilisation tend à diminuer l'infiltration et à augmenter le ruissellement. Cette action peut être mise en œuvre par l'intermédiaire d'un règlement eaux pluviales communal.
- Orienter les choix agricoles en incitant à éviter les cultures dans les zones de fortes pentes, à réaliser les labours perpendiculairement à la pente, à préserver les haies, etc.
- Veiller au respect de la législation dans le cadre de la réalisation de travaux notamment la loi sur l'eau.

Des mesures concrètes pour une meilleure gestion des eaux pluviales sont réalisées dans un but de :

- **Limitation de l'imperméabilisation des sols** :
  - Imposer un minimum de surface d'espaces verts dans les projets immobiliers sur certaines zones.
  - Inciter à la mise en place de solutions alternatives limitant l'imperméabilisation des sols (parkings et chaussées perméables).

- **Assurer la maîtrise des débits** :
    - Annemasse Agglomération donne des prescriptions à chaque permis.
    - Inciter à la rétention des eaux pluviales à l'échelle de chaque projet, de telle sorte que chaque projet, petit ou plus important, public ou privé, intègre la gestion des eaux pluviales.

ZOOM SUR L'EAU POTABLE

L'ensemble des points de captage (faisant l'objet d'un arrêté préfectoral) sont identifiés au plan de zonage au titre de l'article R.151-34 du CU. Il convient de préciser que les périmètres de point de captage font l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et le règlement indexé à l'arrêté préfectoral s'impose au règlement du PLU protégeant ainsi les secteurs d'éventuelles pollutions diffuses.

Un Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP) sur le territoire d'Annemasse – Les Voirons Agglomération a été réalisé par le cabinet Naldéo et a été approuvé le 1er octobre 2015. Ce SDAEP est en cours de révision. Le rapport de phase 1 établissant la mise à jour du bilan besoins ressources a été réalisé en août 2021 (cabinet Altéréo). Ce schéma directeur d'alimentation en eau potable est en cours d'élaboration par les services compétents d'Annemasse Agglomération.

<u>Bilan besoin/ ressources (données issues du SDAEP, Altéréo 2021)</u>

Pour rappel, l'alimentation du secteur Ex-2C2A est assurée par 3 captages : la zone de captage du Nant àArthaz, la sources des Eaux Belles et de Veyrier à Etrembières. Une vente d'eau à la commune d'Arthaz (station de reprise d'Arthaz Combe Sud) est réalisée à partir de la desserte des réservoirs du Salève et du Livron.

La répartition des prélèvements entre les 3 sites s'effectue de la manière suivante :

- Niveau 1 : Exploitation des sources des Eaux Belles. Le volume de prélèvement dépend principalement de la pluviométrie (disponibilité naturelle des sources) ;
- Niveau 2 : prélèvement dans la nappe Genevois via les captages de Veyrier à hauteur de 1,5 Mm^3/an (exploitation réglée par un accord transfrontalier) ;
- Niveau 3 : prélèvement dans la nappe de la Basse Vallée de l'Arve à Arthaz-Pont-Notre-Dame via les captages de Nant afin d'assurer les besoins en eau des abonnés. Le volume de prélèvement est optimisé au cours de l'année pour favoriser la recharge de la nappe et assurer le complément en période d'étiage et de pointe de consommation qui correspond au mois de juillet.

	Horizons	Unité	2025	2030	2032	2035	2040
Volume disponible et mobilisable	Période moyenne	m3/j	17 860	17 860	17 860	17 860	17 860
	Période d'étiage	m3/j	18 650	18 410	18 410	18 290	18 170
	Période d'étiage sévère	m3/j	19 700	19 595	19 595	19 543	19 490
Besoins	Jour moyen	m3/j	16 700	17 900	18 300	19 000	20 200
	Jour de pointe	m3/j	25 200	27 000	27 700	28 700	30 500
Bilan	Jour moyen	m3/j	1 160	-40	-440	-1 140	-2 340
	Jour de pointe (par rapport à la période d'étiage)	m3/j	-6 550	-8 590	-9 290	-10 410	-12 330

Présence d'une convention avec le Services Industriels de Genève (SIG) pour un débit journalier maximal de 10 800 m3 avec une vanne limitatrice de débit à 450m3/h.

	Horizons	Unité	2025	2030	2032	2035	2040
Volume disponible et mobilisable	Période moyenne	m3/j	17 860	17 860	17 860	17 860	17 860
	Période d'étiage	m3/j	18 650	18 410	18 410	18 290	18 170
	Période d'étiage sévère	m3/j	19 700	19 595	19 595	19 543	19 490
Besoins	Jour moyen	m3/j	17 300	18 800	19 400	20 200	21 700
	Jour de pointe	m3/j	26 000	28 300	29 200	30 500	32 800
Bilan	Jour moyen	m3/j	560	-940	-1 540	-2 340	-3 840
	Jour de pointe (par rapport à la période d'étiage)	m3/j	-7 350	-9 890	-10 790	-12 210	-14 630

Présence d'une convention avec le SIG pour un débit journalier maximal de 10 800 m3 avec une vanne limitatrice de débit à 450m3/h.

Bilan besoins ressources du secteur Ex2C2A avec 2 scénarios d'évolution de la population (à gauche hypothèse basse, à droite hypothèse haute)

L'analyse historique des volumes de prélèvement montre une variation saisonnière de la production de la source des Eaux Belles liée à la pluviométrie avec un volume moins important en période d'étiage (août à octobre). **Les besoins des abonnés dans cette période sont assurés par l'exploitation des nappes (Genevois et Basse Vallée de l'Arve à Arthaz) en complément des sources**.

Les besoins en eau à l'horizon 2030 et 2040 ont été confrontés aux ressources disponibles et mobilisables en situation normale « hautes eaux », basses eaux « étiage ». Ces deux périodes ont été définies à partir de l'évolution des volumes de prélèvement de la source des Eaux Belles de 2010-2020 :

- Août à octobre : production faible avec un minimum d'environ 31 500 m³/mois constaté pour le mois d'octobre 2018. Par conséquent, nous considèrerons les prélèvements futurs aux horizons 2030 et 2040 en période d'étiage à hauteur de la moyenne des prélèvements sur ces 10 dernières années, soit autour de 72 700 m3/mois (environ 2 400 m³/j) ;
- Janvier à Août : production moyenne d'environ 200 000 m³/mois (soit environ 6 660 m³/j).

Dans le bilan besoin/ ressources, il a été considéré que la période de pointe de consommation coïncide avec la période d'étiage afin de prendre en compte l'impact du changement climatique et vérifier l'adéquation des ressources disponibles aux besoins en eau en configuration défavorable.

A noter que la situation actuelle est légèrement différente de cette approche car actuellement la pointe de consommation intervient au mois de juillet non concomitante avec la période d'étiage (août-novembre). Retenir la concomitance des 2 phénomènes permet à la collectivité d'identifier la solution la plus défavorable et de disposer le cas échéant d'une marge de sécurité pour assurer la satisfaction des besoins en eau des abonnés du secteur d'étude.

Une augmentation des prélèvements dans la Nappe d'Arthaz et dans la nappe Genevois pour compenser l'étiage de la source des Eaux Belles ou un apport extérieur depuis le Services Industriels de Genève (SIG) sera nécessaire pour assurer les besoins en eau des abonnés en période d'étiage. Cela nécessite également une meilleure gestion de l'exploitation des nappes afin de favoriser leurs recharges en période de hautes eaux.

Des études complémentaires sont en cours de réalisation par les services compétents d'Annemasse Agglo afin de chercher de nouvelles ressources disponibles. Ces études de faisabilité portent sur l'identification de 6 nouvelles ressources potentielles. Une fois ces études réalisées, le SDAEP pourra être finalisé. Ainsi, Annemasse Agglo pourra valider les investissements programmés afin de sécuriser l'approvisionnement en eau potable du territoire d'Annemasse Agglo.

Enfin les projet d'améliorations du réseau de distribution sur la commune portent notamment sur l'extension ou le renforcement de réseaux afin de satisfaire les besoins futurs lors de projets d'urbanisation.

▶ ZOOM SUR L'ASSAINISSEMENT

Un projet de travaux d'extension et de remise à niveau de l'UDEP Ocybèle est en cours étant donnée les capacités épuratoires suivantes :

STEP	Reçoit les effluents de	Nature	Capacité nominale	Nombre d'EH raccordés	Milieu récepteur
«OCYBELE» à GAILLARD	Ambilly, Annemasse, Etrembières, Gaillard, Juvigny, Machilly, Saint-Cergues, Ville la Grand, Monnetier-Mornex, Cranves-Sales, Vétraz-Monthoux, Cara et Renfile (Suisse).	Filtres biologiques Mise en service en 1999	124 000 EH pour le traitement primaire	En 2020 : 127 636 EH max	L'Arve par surverse après stockage dans une bâche d'eau traitée

Données concernant la STEP, portail assainissement

Aussi, pour de futurs projet, le choix de l'assainissement collectif ou non-collectif est justifié par les éléments suivants :

- Pour l'assainissement collectif :
  - L'urbanisation est dense ou va se densifier : la configuration du bâti fait que la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif n'est plus envisageable par manque de place (habitat trop resserré).
  - Face à l'importance du nombre d'installations non collectif qu'il faudra reprendre, il semble plus judicieux de créer un réseau de collecte et de le raccorder à la station d'épuration intercommunale existante.

- La configuration des terrains fait que l'Assainissement Non Collectif est très difficilement réalisable.

- Pour l'assainissement non collectif :
  - Dans les zones concernées, les collecteurs d'assainissement collectif sont inexistants.
  - Le raccordement aux réseaux EU existants est difficilement envisageable (techniquement et financièrement) à l'échelle du PLU.
  - La réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif est possible car l'habitat est peu dense et relativement dispersé.

REMARQUES & POINTS DE VIGILANCE :

Les données extrapolées ci-dessus sont à prendre avec précaution. L'Agglomération devra mandater, si besoin, une étude complémentaire afin d'avoir d'autres types de conclusions sur les bilans d'adéquation ainsi qu'une vision sur les capacités épuratoires.

SYNTHESE :

La préservation de la ressource en eau est favorisée au travers de plusieurs actions (préservation des zones humides, des cours d'eau, des EBF, des nappes, …).

Pour ce qui est de la ressource en eau, celle-ci est préservée sur la commune via des actions règlementaires au-delà du PLU (DUP), et ce dernier reprend la bonne préservation des nappes associées à la ressource présente sur la commune. En ce qui concerne l'adéquation besoin / ressource, c'est une réflexion globale qui est engagée à l'échelle de l'Agglomération. Le développement de la commune s'insère dans la stratégie intercommunale, permettant d'être en phase avec les projections globales prévues sur ce sujet.

Concernant la bonne gestion des eaux pluviales, le PLU vise à l'intégrer via des éléments règlementaires (dont mise en place d'un CEP par exemple), les annexes sanitaires qui encadrent plus spécifiquement l'OAP habitat principal N1, et via les OAP thématiques apportant des éléments quant à la favorisation d'aménagements perméables.

Concernant l'assainissement des eaux usées, les choix d'urbanisation visent à la contenir dans des secteurs entièrement couverts par l'assainissement collectif, garantissant au mieux leur bonne collecte et traitement.

3.2.4. Risques & nuisances

INCIDENCES POTENTIELLES :

- Exposition accrue des personnes et des biens aux risques naturels & industriels, notamment les risques :
  - Glissement de terrain
  - Crue torrentielle
  - Inondation par remontée de nappes
- Des phénomènes climatiques qui s'intensifient avec les effets du changement climatique rendant la population vulnérable résultante d'un territoire peu résilient
- Augmentation des nuisances et des conflits d'usage en lien avec :
  - La mauvaise cohabitation entre activité économique (agriculture, artisanat, services …) et habitat
  - Une exposition accrue des espaces bâtis ou urbanisables aux nuisances liées au trafic routier, aux abords des principaux axes et la proximité avec la voie ferrée

RÉPONSES APPORTÉES PAR LE PLU :

Le territoire d'Etrembières est concerné par un PPRN concernant le risque inondation, Servitude d'Utilité Publique (SUP) PM1 et que par voie de conséquence les prescriptions du règlement s'imposent à celle du PLU. Aussi, la présente partie s'attachera à montrer comment le règlement et le zonage viendront réduire la vulnérabilité des biens et des personnes face aux différents aléas en sus des éléments du PPRN. Il existe aussi une étude du RTM mettant en évidence des aléas rocheux liés aux chutes de blocs.

INONDATION

Concernant l'aléa inondation, le PLU mobilise plusieurs leviers règlementaires afin de limiter l'accroissement de la vulnérabilité des biens et des personnes :

- La quasi-totalité du réseau hydrographique se voit être dans la zone « N » à savoir le secteur le long de l'Arve et du Ruisseau des Eaux Belles. L'absence de droit à bâtir à proximité des cours d'eau évite la multiplication des constructions à risque.
- L'intégration de l'Espace de Bon Fonctionnement (EBF) des cours d'eau issue des études portées par la SAGE de l'Arve. Un EBF est l'espace nécessaire à un cours d'eau pour assurer l'ensemble de ses fonctions naturelles. Ainsi, la protection de l'EBF permet :
  - De laisser vivre et ne pas contraindre la morphologie des cours d'eau pouvant être à l'origine de certains désordres hydrauliques
  - Dissiper l'énergie des crues
  - D'opérer un espace tampon entre le cours d'eau et la zone agricole permettant de limiter les pollutions diffuses
- La préservation de la trame humide au titre de l'article L.151-23 du CU. Il convient de préciser que la trame humide se compose principalement de ripisylves le long de l'Arve ou de zones humides continentale se trouvant sur le secteur des Îles. Aussi, la préservation de ces espaces permet le maintien d'une zone d'expansion de crue

- Globalement, le maintien des surfaces en herbe (Coefficient d'Espace Perméable) et des coteaux boisés (trame boisée) permet une infiltration des eaux pluviales in situ et limite les surcharges des cours d'eau lors d'événement climatique exceptionnel

ZOOM SUR LE SECTEUR DES ILES

Le secteur des Îles à Etrembières est particulièrement vulnérable aux risques d'inondations en lien avec le débordement de l'Arve/Ruisseau des eaux belles et l'aléa remontée de nappes. Effectivement, le secteur des Îles a été touché de plein fouet pendant les crues de 2015 et de 2023. Pendant ces événements certains lotissements ont été complètement isolés / coupés du monde pendant la crue. Dans ce contexte, le PLU vise à la maîtrise de la vulnérabilité et de ne pas venir accroitre la vulnérabilité des biens et des personnes. Pour ce faire on note plusieurs leviers règlementaires :

- L'identification de l'EBF et d'une règlementation associée permettant de supprimer les droits à bâtir sur le secteur puisque le règlement autorise aucune nouvelle construction et interdit l'édification d'annexes ou tout projet d'extension même limitée du bâtie.
- La retranscription du zonage du PPRN au règlement graphique du PLU au titre du R.151-31 2 du CU : « limitations de la constructibilité pour des raisons environnementales, de risques, d'intérêt général »
- Le classement d'une partie importante du secteur déjà urbanisé des Îles en zone N afin de limiter fortement la densification de ce secteur.

Aussi, la règlementation stricte du PLU sur le secteur doit permettre de limiter l'accroissement de la vulnérabilité des biens et des personnes. Du reste, il convient à la Commune d'assurer la gestion de la crise notamment dans le cadre de son Plan Communal de Sauvegarde (PCS) lors de la survenance de l'aléa. Par ailleurs, nourrir la culture du risque sur le territoire est aussi une clé pour permettre la réduction de la vulnérabilité.



Le 15 novembre, le quartier des Eaux Belles au Pas de l'Échelle à Etrembières est sous les eaux. Dans la nuit, les habitants ont été prévenus par les flashs alertes. Photo Le DL/Greg Yetchmeniza

Ainsi, le PLU prend plusieurs prescriptions en complément du PPRN permettant de limiter la vulnérabilité des habitants et même à terme entrevoir un territoire résilient par la conservation des EBF ou encore de zone d'expansion de crue.

GLISSEMENT DE TERRAIN

Au même titre que le risque inondation, le PLU prévoit plusieurs prescriptions qui permettront de limiter la vulnérabilité des biens et des personnes face au risque de glissement de terrain :

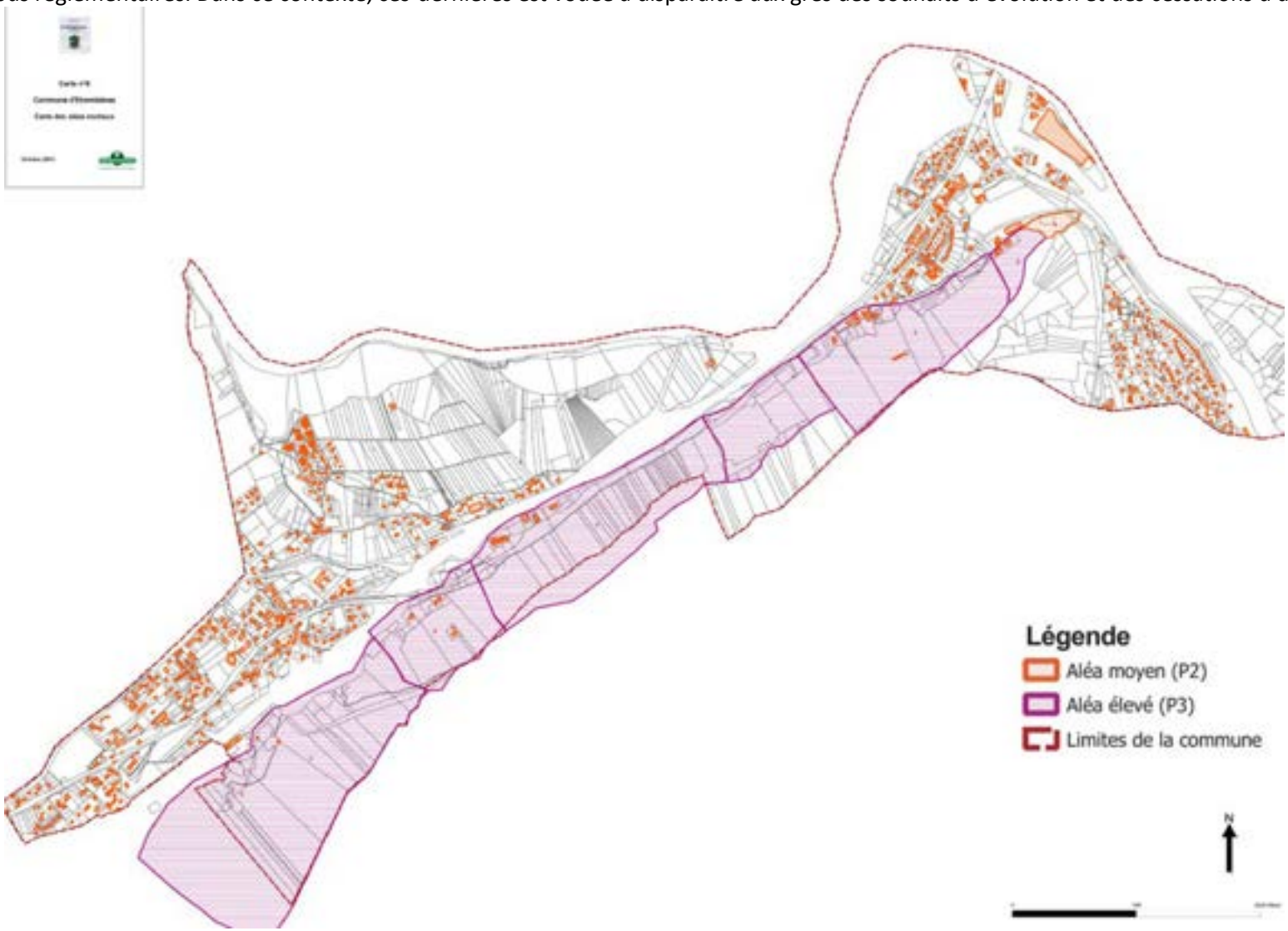
- Le règlement écrit présente plusieurs prescriptions limitant la déstabilisation des sols :
    - En zone « U » :
        - Une limite concernant les exhaussements/affouillements (1m) permettant de réduire l'atteinte fait et sol et la déstabilisation de ces derniers. Effectivement, on peut lire : « *Les déblais ou remblais sont limités à l'assise nécessaire à la construction et sans que la création d'un talus de déblai ou remblai n'excède une hauteur de 1 m par rapport au terrain naturel dans les secteurs à pente inférieure ou égale à 20 %. Dans les secteurs à pente supérieure à 20 %, la hauteur des déblais ou remblais pourra atteindre 1,50m, à condition que le projet en démontre la nécessité*. »
        - La nouvelle construction s'adapte à la topographie du terrain, tout en respectant les règles d'implantation et de gabarit. L'implantation, le volume et les proportions des constructions dans tous leurs éléments doivent être déterminés en tenant compte de l'environnement et en s'y intégrant le mieux possible, en particulier par leur adaptation au terrain naturel et par leurs aménagements extérieurs, notamment du point de vue des perceptions lointaines et dominantes de ladite construction.
        - Murs de soutènement : les murs de soutènement visibles seront limités à 1m de hauteur. Les talus doivent être adoucis, lissés et enherbés.
- La protection de la trame boisée sur coteaux par la généralisation de la zone « N » permet de conserver un tissu racinaire dense favorisant une stabilisation plus importante des coteaux.
- Les secteurs de développement (OAP sectorielles) se trouvent principalement sur des tènements dont la topographie n'est peu voire pas contrainte (cf analyse des OAP sectorielles)

CHUTE DE BLOCS

Le territoire d'Etrembières a fait l'objet d'une étude complémentaire au PPRN menée par la RTM en 2013 concernant l'aléa chute de bloc. Aussi, le PLU intègre les conclusions de l'étude afin de ne pas venir accroitre la vulnérabilité des biens et des personnes :

- En prescrivant les règles issues de l'étude au sein des dispositions générales du règlement écrit : « ***Dans les secteurs soumis à l'aléa rocheux, identifié par l'étude d'aléa rocheux du RTM en octobre 2013 (cf annexe du PLU)***
    - *En zone d'aléa fort : il est interdit d'implanter tout nouveau bâtiment. Seuls sont autorisés l'entretien des bâtiments existants sans augmentation de la surface habitable ni modification dans l'usage qui augmenterait la valeur du bien. Les équipements nécessaires au fonctionnement des services publics dérogent à cette interdiction.*
    - *En zone d'aléa moyen : le même principe que pour les zones d'aléa fort s'applique sur les secteurs non urbanisés, ce qui est le cas pour l'unique zone d'aléa moyen dans cette étude.*
    - *Pour les zones qui seraient déjà urbanisées ou en cours d'urbanisation, il serait demandé au pétitionnaire de produire une étude trajectographique précisant les conditions d'adaptation du projet au contexte* »
- En généralisant le zonage « N » sur les secteurs identifiés avec un aléa fort par l'étude, afin d'afficher le caractère inconstructible des zones

A ce jour, au sein de l'emprise de l'aléa fort seul subsiste la zone artisanale déjà existante sise au Chemin des Morilles, qui ne peut se développer au regard des différents verrous règlementaires. Dans ce contexte, ces-dernières est vouée à disparaitre aux grés des souhaits d'évolution et des cessations d'activités.



RISQUE TECHNOLOGIQUE & NUISANCES

À propos des nuisances, le PLU agit indirectement sur deux leviers règlementaires :

- La gestion des usages en fonction des zonages par le choix des destinations autorisées au sein du chapitre I du règlement écrit. Effectivement, la gestion des usages par zone permet de limiter les potentiels conflits d'usage entre différentes activités : ex-cohabitation, ICPE et tissus résidentiels.

SOUS-DESTINATIONS	UA	UB	UC	UD	UH
Exploitation agricole	✗	✗	✗	✗	✗
Exploitation forestière	✗	✗	✗	✗	✗
Logement	✓	✓	✓	✓	✓
Hébergement	✓	✓	✓	✗	✗
Artisanat et commerce de détail	?	?	?	✗	✗
Restauration	✓	✓	✗	✗	✗
Commerces de gros	✗	✗	✗	✗	✗
Activités de services avec une clientèle	✓	✓	✓	?	?
Hôtel	✓	✗	✗	✗	✗
Autres hébergements touristiques	✓	✗	✗	✗	✗
Cinéma	✗	✗	✗	✗	✗
Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou assimilés	✓	✓	✓	✓	✓
Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés	?	?	?	?	?
Etablissement d'enseignement, de santé et d'action sociale	✓	✓	✓	✗	✗
Salle d'art et de spectacles	✓	✓	✓	✗	✗
Equipements sportifs	✓	✓	✓	✗	✗
Lieux de culte	✗	✗	✗	✗	✗
Autres équipements recevant du public	✓	✓	✓	✓	✗
Industrie	✗	✗	✗	✗	✗
Entrepôt	?	?	?	?	?
Bureau	✓	✓	✓	✓	✗
Salle de congrès et d'exposition	✓	✓	✓	✗	✗
Cuisine dédiée à la vente en ligne	✗	✗	✗	✗	✗
	Centre urbain/ Mixité fonctionnelle ++				Hameaux isolés/Secteur résidentiel /Mixité fonctionnelle --

- L'identification de règles au sein des dispositions générale du PLU pour limiter voire réduire les problèmes sanitaires en lien avec la pollution des sols de l'ancienne décharge. Effectivement on peut lire : « ***Dans le secteur de l'ancienne décharge :***
  - *Sont interdits :*
    - *Tout affouillement du sol ou tout déblai*
    - *Toute installation qui impliquerait une présence quotidienne sur le site.*

- *Toute construction, y compris équipement public ou d'intérêt collectif.*

- *Sont uniquement autorisés :*
  - *Les aménagements qui viseraient à réduire le risque sanitaire, notamment le recouvrement de 50 cm d'épaisseur de matériaux sains imperméables de type argileux, recouvert d'une épaisseur de terre végétale et avec création d'une pente pour limiter l'infiltration des eaux pluviales au droit du stockage*
  - *Les plantations*
  - *Les installations de surveillance du site*
  - *La clôture du site* »

Notons toutefois qu'Etrembières est dotée d'une morphologie tout en longueur ce qui fait de ce dernier un secteur « traversé » dans le sens ou un bouclage de la Commune n'est pas envisageable. Cette traversée se matérialise par le tracé des voies A40, D1206 et de la voie ferrée (Est-Ouest). Ainsi, l'importance des infrastructures de transport entraine des nuisances sur l'ensemble de la Commune. Effectivement, l'arrêté préfectoral portant sur les infrastructures bruyantes identifie plusieurs tronçons sur la Commune conformément aux articles L.157-10 et R.571-33 du Code de l'environnement. Les périmètres de nuisances couvrent la quasi-totalité du territoire par voie de conséquence le projet porté par la révision du PLU identifie des secteurs de développement (OAP) au sein des emprises de nuisances sonores. Toutefois, la réglementation qui découle du classement ne vise pas à interdire les futures constructions, mais à faire en sorte qu'elles soient suffisamment insonorisées. Ainsi lors de la construction de bâtiments nouveaux à proximité des voies classées, des prescriptions d'isolement acoustique doivent être respectées par les constructeurs, qu'ils soient maîtres d'œuvre ou entreprises de construction. Les bâtiments concernés sont ceux d'habitation, d'enseignement, de santé, de soins et d'actions sociales, et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique. Ces règles ne concernent pas les bâtiments industriels, agricoles ou commerciaux, les ateliers bruyants et les locaux sportifs. Dans ce contexte, le PLU n'évite pas la source de nuisances mais vient réduire au maximum les impacts de cette dernière. Des mesures de végétalisation et de recul des bâtiments sont intégrées dans l'OAP N1 particulièrement concernée par ces nuisances.

En ce qui concerne le risque technologique, la Commune est peu concernée puisqu'on n'y trouve aucun PPRT ou encore ICPE type SEVESO. Cependant, la Commune est concernée par 33 entités identifiées au sein de la carte des anciens sites industriels et activités de services (CASIAS) dont l'un des sites est compris au sein d'une OAP sectorielle. En effet, l'OAP N°3 Renouvellement urbain – Pas de l'échelle est concernée par le site SSP4078759. Néanmoins, il est nécessaire de préciser qu'une déclaration de fin d'exploitation a été formulée le 31/07/1998 par la société SARAM pour son dépôt pétrolier, et « qu' au vu des résultats de l'instruction menée au titre du décret du 21/09/1977 et des constations effectuées sur place le 12/10/2001 il apparaît que les travaux de remise en état des parcelles susvisées sont conformes aux dispositions prévues par l'arrêté préfectoral du 24/11/1976 » (extrait du procès-verbal de recollement du 06/11/2001). Toutefois, il sera nécessaire lors de l'aménagement du site de s'assurer que les travaux réalisés sont suffisants pour garantir la sécurité sanitaire du site et des futurs habitants.

REMARQUES & POINTS DE VIGILANCE :

Des éléments règlementaires s'imposent au territoire, au-delà même de disposer d'un document d'urbanisme de PLU.

SYNTHÈSE :

Les principaux risques sur la commune sont liés à l'aléa inondation de l'Arve et du ruisseau des Eaux Belles. C'est dans cette optique que les zonages règlementaires sont rapportés au PLU, mais s'imposent néanmoins à la commune. De plus, ajoutons que le secteur urbanisé des Îles a été reclassé en zone N afin de maîtriser d'autant plus les évolutions possibles sur ce secteur. Les chutes de blocs concernent le secteur du Salève et une trame rappelant les limitations de constructibilité est intégrée au document règlementaire.

Pour ce qui est des nuisances et risque technologique, le PLU limite les nouvelles installations pouvant être nuisantes pour l'habitat. Concernant la situation existante, les nuisances sonores sont notamment intégrées dans la réflexion d'aménagement liée à l'OAP N1. De plus, une vigilance est à apporter pour le secteur N3, concerné par une potentielle ancienne activité polluante.

3.2.5. Mobilité & déplacements

INCIDENCES POTENTIELLES :

- Augmentation de la dépendance à la voiture du fait :
  - D'un éloignement entre les espaces résidentiels par rapport aux emplois, aux commerces, aux équipements …
  - D'un manque d'alternatives (liaisons douces, transports en commun)
- De problèmes d'insécurité routière en lien avec :
  - L'augmentation du trafic sur une voie non dimensionnée ou en raison d'un nouvel accès mal positionné
  - Le manque de lisibilité ou d'articulation des espaces dédiés à différents modes de transport
- Un manque de stationnement dans les emprises privées entrainant un report sur l'emprise publique
- Une artificialisation des sols relativement importante en faveur de la voiture et aux dépens des piétons et mobilités douces
- Un développement anarchique de la desserte entrainant une consommation d'espace importante (multiplication des impasses résidentielles, voirie exigüe, multiplication des entrées/sorties sur l'axe principal)
- Une polarisation toujours plus importante entre « le Chef-Lieu » et le « Pas de l'Echelle »

RÉPONSES APPORTÉES PAR LE PLU :

La prise en compte des mobilités dans le Plan Local d'Urbanisme (PLU) d'Etrembières est essentielle pour un territoire dont la morphologie tout en long et doté de plusieurs centralités qui polarisent le développement local. Ainsi, le défi du PLU est de connecter les différents lieux de vie afin de fluidifier et sécuriser les déplacements.

Pour atteindre cet objectif, la Commune d'Etrembières s'engage résolument en faveur des mobilités douces notamment par les récents aménagements :

- Création de 2 km de pistes cyclables supplémentaires permettant de rejoindre le Chef-Lieu et la Pas de l'Echelle
- Revalorisation de la traversée du Chef-lieu avec une nouvelle gestion des flux intégrant les mobilités douces

Le PLU joue ici un rôle, car il mobilise plusieurs leviers règlementaires pour soutenir le développement des mobilités douces :

- **Le règlement écrit** impose :
  - Selon la destination des constructions, un minimum de stationnements pour :
    - Les vélos : Pour toute opération de plus de 4 logements ou 200 m² de surface à destination de bureau, il est demandé 1m² par tranche de 50 m² de SP (minimum 3m²) réalisée dans un local fermé et accessible. »
    - Les voitures électriques : *« lorsque le règlement impose la réalisation d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés, cette obligation est réduite de 15 % au minimum en contrepartie de la mise à disposition de véhicules électriques munis d'un dispositif de recharge adapté ou de véhicules propres en auto-partage »*»
  - Le calibrage des voies douces
  - L'OAP thématique Climat Air Energie émet des recommandations afin de développer et sécuriser le maillage de voie de mobilité douce
- **Les Opérations d'Aménagement et de Programmation (OAP)** intègrent systématiquement une voie dédiée aux mobilités douces, garantissant ainsi un maillage cohérent et progressif des espaces résidentiels du territoire

- **Le règlement graphique** identifie des cheminements doux au titre de l'article L.151-38 du CU

Aussi, Etrembières valorise les mobilités douces par deux stratégies permettant de répondre aux différents besoins des pétitionnaires :

- Des voies qui donnent à voir le paysage local et offrent des itinéraires agréables pour les balades et les loisirs notamment la Via Rhona passant sur le secteur des Îles
- Un maillage progressif permettant de répondre aux besoins de déplacements quotidiens tels que l'accès aux écoles, aux services et aux commerces de proximité

Cependant, les nombreux éléments fragmentant du territoire à savoir les infrastructures de transports (autoroute, nationale et voie ferrée), compliquent les déplacements à vélo, rendant certains trajets dangereux ou tout simplement impossibles au regard des franchissements nécessaires. Pour pallier ces contraintes, la Commune s'appuie sur un réseau de transports en commun, incluant des lignes de bus urbains, interurbains et scolaires. D'ailleurs, chaque secteur de développement (OAP sectorielle) reste à proximité d'un arrêt de bus, garantissant ainsi l'accessibilité et la proximité des services publics pour tous les habitants.

Le Plan Local d'Urbanisme agit aussi de manière indirecte, sur les mobilités locales en intégrant des stratégies visant à favoriser l'accessibilité et la proximité des services. À travers ses différentes pièces réglementaires, le PLU encourage une logique de rapprochement des lieux de vie, de travail et de loisirs, promouvant ainsi une mixité fonctionnelle. En effet, le PLU :

- Autorise diverses destinations au sein de certaines zones du PLU afin de favoriser le dynamisme de lieux de vie notamment dans la centralité de la Commune
- Préserve des linéaires commerciaux au titre de L.151-16 du CU, en particulier dans les centralités actives telle que le Pas-de-l 'Echelle

SOUS-DESTINATIONS	UA	UB	UC	UD	UH
Exploitation agricole	✗	✗	✗	✗	✗
Exploitation forestière	✗	✗	✗	✗	✗
Logement	✓	✓	✓	✓	✓
Hébergement	✓	✓	✓	✗	✗
Artisanat et commerce de détail	?	?	?	✗	✗
Restauration	✓	✓	✗	✗	✗
Commerces de gros	✗	✗	✗	✗	✗
Activités de services avec une clientèle	✓	✓	✓	?	?
Hôtel	✓	✗	✗	✗	✗
Autres hébergements touristiques	✓	✗	✗	✗	✗
Cinéma	✗	✗	✗	✗	✗
Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou assimilés	✓	✓	✓	✓	✓
Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés	?	?	?	?	?
Etablissement d'enseignement, de santé et d'action sociale	✓	✓	✓	✗	✗
Salle d'art et de spectacles	✓	✓	✓	✗	✗
Equipements sportifs	✓	✓	✓	✗	✗
Lieux de culte	✗	✗	✗	✗	✗
Autres équipements recevant du public	✓	✓	✓	✓	✗
Industrie	✗	✗	✗	✗	✗
Entrepôt	?	?	?	?	?
Bureau	✓	✓	✓	✓	✗
Salle de congrès et d'exposition	✓	✓	✓	✗	✗
Cuisine dédiée à la vente en ligne	✗	✗	✗	✗	✗

Centre urbain/ Mixité fonctionnelle ++ — Hameaux isolés/Secteur résidentiel /Mixité fonctionnelle --

Enfin, concernant les déplacements motorisés le règlement écrit de la commune prévoit des règles strictes visant :

- **A calibrer le nombre de places de stationnement** en fonction de la superficie et de la destination des projets. Ces règles ont pour objectif de limiter le sous-dimensionnement des projets en matière de stationnement, ce qui évite un report du stationnement sur les emprises publiques
- **Imposer le revêtement perméable des places de stationnement** pour les parkings de plus de 30 unités 50 % de places de stationnements perméables sont exigées

REMARQUES & POINTS DE VIGILANCE :

Les mobilités représentent une compétence gérée par Annemasse Agglomération. Les attentes sur la commune sont le renforcement des transports en commun, action qui s'inscrit dans une stratégie intercommunale, voire internationale avec des réflexions à avoir avec la suisse où partent la grande majorité des travailleurs chaque jour.

La commune dispose de moyens limités pour œuvrer sur cette thématique, et a déjà mise en œuvre un certain nombre d'actions (parkings relais, cheminements doux, …).

SYNTHÈSE :

Le PLU, via sa stratégie globale, vise à donner de bonnes conditions pour une ville des proximités en favorisant le développement urbain et la mixité fonctionnelle sur ses centralités, par ailleurs desservies en transport en commun. De plus, les outils tels que le règlement et les OAP thématiques et sectorielles, visent à favoriser le développement des modes doux et encadrer la place des voitures individuelles sur le territoire et dans les opérations.

3.2.6. Adaptation au changement climatique

INCIDENCES POTENTIELLES :

- Augmentation non maîtrisée de la demande énergétique en lien avec l'accueil de nouveaux habitants (chauffage, éclairage…)
- Augmentation des ménages se trouvant en précarité énergétique (mobilité ou habitation)
- Réduction de la capacité d'absorption des Gaz à Effet de Serre (GES) par un défrichement ou par une gestion non durable du patrimoine arboré jouant un rôle de « puits de carbone »
- Impact carbone des opérations d'aménagement en lien avec :
    - Le déstockage du carbone contenu dans les sols
    - La non-prise en compte du contexte bioclimatique et du potentiel de développement des énergies renouvelables à l'échelle de l'opération
    - Impact visuel ou autres nuisances (réelles ou ressenties) en lien avec le développement de dispositifs de production d'énergies renouvelables

RÉPONSES APPORTÉES PAR LE PLU :

Le PLU permet une prise en compte indirect du climat en limitant le développement des îlots de chaleur, notamment en favorisant la nature en ville et les espaces de pleine terre. Aussi, les mesures sont les suivantes :

- La trame des zones agricoles et naturelles représente environ 53 % de la surface totale du territoire soit environ 290 ha
- La mise en œuvre en zone « U » d'un coefficient d'espace perméable associé à un coefficient d'emprise au sol afin de flécher les secteurs de densités et préserver des espaces de pleine terre, l'obligation de plantation d'arbres voire replantation
- L'OAP thématique TVB qui aborde :
    - La valorisation de la nature en ville et plus particulièrement des murs et toitures végétales au règlement
    - Le verdissement des opérations d'aménagements et le maintien de cœurs d'îlots végétalisés

Ainsi, le maintien des espaces de pleine terre et des espaces végétalisés permet une meilleure absorption du CO^2, réduisant d'une part la pollution atmosphérique et permettant d'autre part de réguler les températures et donc de limiter les effets d'îlots de chaleur urbaine, notamment sur les morphologies urbaines denses.

Le règlement du PLU prend en compte le développement d'autres systèmes énergétiques sur le territoire en mettant en place des règles plus permissives dans le choix des matériaux de construction :

- Les toitures peuvent revêtir des panneaux solaires à condition qu'ils s'intègrent dans leur environnement paysager
- La possibilité de mettre en place une isolation thermique extérieure permettant de meilleures performances énergétiques « *Pour les constructions existantes, l'application des règles ci-après se fera sans tenir compte des dispositifs techniques de renforcement de l'isolation thermique par l'extérieure, à condition que leur épaisseur ne dépasse pas 25 centimètres et qu'elle n'empiète pas sur les réseaux*. »
- L'OAP thématique Trame Verte et Bleue présente des recommandations afin de favoriser les logiques bioclimatiques (implantations, fenêtre …) permettant de proposer des habitats alternatifs et offrir une boite à outil pour le pétitionnaire.

Notons par ailleurs que l'OAP thématique Climat – Air – Energie qui évoque des recommandations permet de décliner les orientations du PCAET porté

par Annemasse Agglomération. Le document émet des recommandations afin de :

- Promouvoir et encadrer le développement des énergies renouvelables
- Maitriser les consommations énergétiques et favoriser le confort thermique
- Encadrer les mobilités et promouvoir les mobilités alternatives

Outre les volontés bioclimatiques, le PLU à un réel objectif de réduction de la consommation d'ENAF au regard des injonctions de la loi Climat et Résilience (2021) et Zéro Artificialisation Nette (2023). Aussi, la révision du PLU permet de réduire de plus de 18 ha les zones U/AU. C'est autant d'hectares protégés du mitage et qui conservent leurs vocations d'espaces naturels et/ou agricoles et qui permettent l'infiltration et la phytoinfiltration des eaux de ruissellement. Par ailleurs notons qu'aucune OAP ne se voit être localisé en extension de l'enveloppe urbaine et ces dernières visent des opérations en dent creuse ou en renouvellement urbain.

Ainsi, les logiques de gestion plus économe du foncier sont vectrices de nombreuses aménités positives :

- Réduire la consommation d'espace agricole ou d'espace naturel et par voie de conséquence la préservation des espaces de stockage de carbone
- Opérer un rapprochement des lieux et favoriser la mixité fonctionnelle entrainant des déplacements moins importants

Dans l'ensemble, le PLU vise à une réduction de l'utilisation de la voiture sur le territoire, permettant ainsi de réduire les émanations de CO^2, la dépendance aux énergies, les inégalités énergétiques et l'apaisement des axes structurants de la Commune. Pour ce faire, le PLU œuvre pour :

- La préservation des linéaires de mobilité douce au titre de l'article L.151-38 du CU
- La mobilisation d'ER pour le développement des mobilités alternatives
- L'obligation dans le cadre d'une opération d'ensemble de produire des stationnements pour cycles et des équipements pour la mobilité électrique permettant d'anticiper sur les objectifs du ZEN
- La prescription des revêtement perméables pour les espaces de stationnement supérieurs à 30 unités

Enfin, la révision du PLU permet de mieux prendre en compte les effets du changement climatiques en :

- Réduisant la vulnérabilité des biens et des personnes face aux risques avec la préservation de l'EBF ayant une emprise plus large que la zone de risque identifiée au PPRN
- Préservant par son règlement écrit les nappes stratégiques identifiés au SAGE de l'Arve
- Identifiant un scénario démographique en accord avec la ressource en eau disponible du territoire
- Visant une préservation des sols par l'OAP renouvellement urbain Pas-de l'Echelle qui prévoit la prise en compte d'un site identifié CASIAS

REMARQUES & POINTS DE VIGILANCE :

Sur ces thématiques, le PLU agit surtout sur le volet urbanisme mais dispose de peu de leviers, à l'échelle de la commune, sur les pollutions liées au transport. De plus, concernant la réhabilitation des bâtiments énergivores, le PLU va donner des conditions règlementaires favorables, mais cela ne suffira pas pour inciter ces réhabilitations à se faire concrètement.

SYNTHÈSE :

Le PLU, via sa stratégie globale visant à contenir et maîtriser son urbanisation favorise la bonne préservation des grands secteurs naturels et agricoles participant à la fraîcheur et constituant des puits de carbone. De plus, cette stratégie vise aussi à favoriser le renforcement des centralités, recherchant ainsi à limiter les déplacements pour les besoins du quotidien et à être proche de la desserte en transports en commun. Le PLU préserve par ailleurs des cheminements modes doux.

Concernant les opérations d'aménagement, le PLU entend favoriser des opérations plus vertueuses via les énergies renouvelables, des logiques de bioclimatisme, le verdissement des bâtiments et des aménagements, …

3.2.7. Consommation foncière

INCIDENCES POTENTIELLES :

- Consommation non maîtrisée de terres agricoles avec des impacts multiples, notamment sur l'activité agricole et la durabilité des exploitations concernées
- Aggravation des risques liées aux inondations due aux choix de localisation de l'urbanisation et à l'imperméabilisation
- Conflits d'usages par une mixité de fonction subie et non organisée
- Impacts sur le grand paysage (prairie, …) par le mitage progressif des espaces agricoles naturels et forestiers en faveur notamment de l'habitat
- Éloignement des constructions des réseaux et équipements entrainant des coûts supplémentaires pour la commune (transport en commun, réseau d'eau …)
- Mise en œuvre de projets particulièrement consommateurs d'espaces à l'image du développement pavillonnaire

RÉPONSES APPORTÉES PAR LE PLU :

Accueil de nouveaux logements et d'habitants – projections

La stratégie de production de logements est définie à l'échelle de l'Agglomération d'Annemasse, au travers du SCoT et du PLH. A ce titre, il est alloué, à la commune d'Etrembières, un objectif de production de logements plafond de 300 logements (soit 25 logements / an) à l'horizon 2032. La commune présente deux catégories d'espaces au sein de l'armature urbaine : le Pas-de-l'Echelle en « Cœur urbain » et le village en « Cœur de Village », impliquant des densités et une concentration de la production de logements (75 à 80% de la production).

Depuis l'approbation du SCoT, et ainsi le décompte de l'enveloppe de 300 logements, 154 ont été accordés. L'enveloppe maximale restante est de 146 logements (300 – 154) jusqu'en 2032.

Le PLU se définit à l'horizon 2035, soit pour 10 ans, et soit 3 ans au-delà de l'échéance du SCoT. Les élus, en cohérence avec Annemasse Agglomération, ont décidé de poursuivre le rythme annuel de 25 logements sur les 3 années permettant d'atteindre l'horizon du PLU (2032 à 2035), soit 75 logements (3 X 25).

L'objectif de production de logements inscrit au PLU communal est de 221 logements (146+75).

Au-delà de la production à venir (221 logements), il existe un « stock » de logements (correspondant aux autorisations d'urbanisme autorisé mais non encore achevées et n'ayant ainsi pas encore accueilli d'habitants), de 163 logements (dont 154 accordés depuis l'approbation du SCoT).

Nous pouvons ainsi supposer, que 384 logements (221+163) vont probablement sortir de terre dans les 10 années à venir.

Parmi ces logements, tous ne vont pas produire « d'effet démographique ». En effet, si nous maintenons la composition du parc de logements, tous les logements ne vont pas accueillir de nouveaux habitants :

- 80,4% des logements sont des résidences principales qui vont permettre non seulement l'accueil de nouveaux ménages mais aussi de répondre au phénomène de desserrement des ménages.
- 10,7% sont des logements vacants
- 9% sont des résidences secondaires

Estimation de la répartition des logements à produire :

1 Desserrement des ménages :

En 2020 = 2,28 (contre 2,4 en 2010) pers/ménage
Si la tendance se poursuit, en 2035 = 2,15 pers/ménage
Si seulement maintien de la population en place, il faudrait : 68 logements

	2021	2035
Taille moyenne des ménages	2,28	2,15
Nombre de résidences principales	1150	1218
Population totale	2619	2619

2 Résidences secondaires :
10 % => soit 38 logements

3 Logements vacants :
9 % => soit 35 logements

141 logements parmi les 384 ne vont pas s'accompagner d'une croissance démographique

4 Croissance démographique envisagée :

243 logements théoriques produiront un accueil de population
Soit 522 habitants supplémentaires à l'horizon 2035
Ce qui porterait le niveau de population à environ 3100 habitants (TCAM de 1,2-1,3 %)

Le potentiel de consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers

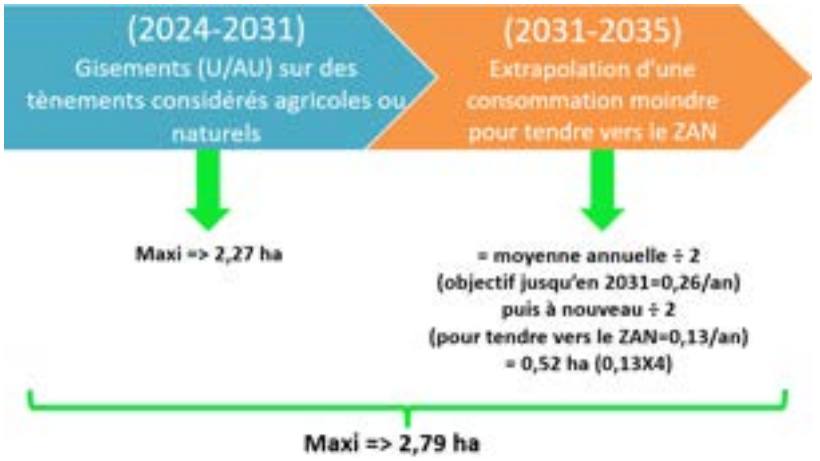
Le bilan fait état de **5,11 ha de consommations d'espaces naturels et agricoles sur la période 2011-2021.**

A minima, et tel qu'inscrit dans le PADD, l'objectif de réduction de la consommation d'espaces est de -50% de **2021 à 2031**, soit 5,11 ha ÷ 2 = **2,56 ha**.

A cet objectif, doivent être déduits les consommations réalisées depuis 2021. Ce bilan ressort du bilan triennal obtenu via la DDT74, et montre que **0,29 ha ont été consommés de 2021 à 2023**.

Le PLU, dont l'horizon est défini à 2035, redéfinit l'objectif global de réduction de la consommation d'espaces sur sa temporalité :

- **Jusqu'en 2031 = 2,27 ha maximum.**
- **Puis de 2032 à 2035** : afin de tendre vers le ZAN, le choix a été fait d'appliquer un objectif de réduction de -50% par rapport à l'objectif annuel défini sur 2021-2031, soit 2,56÷ 2÷2 = 0,13 ha / an, sur 4 ans = **0,53 ha** (0,13X4).
- **Soit un objectif de consommation maximale global de 2,79 ha.**



Les estimations de consommations potentielles sont issues d'un travail croisant les tènements qui sont retenus comme potentiel foncier réellement mobilisable à l'horizon du PLU avec la nature des terrains selon l'OCS74.

Ces éléments soulignent une consommation maximale de 3,55 ha et 2,8 ha après mise en œuvre d'un coefficient de rétention de 20% (voir les détails dans le rapport des justifications), sous l'hypothèse que toutes les projections se réalisent dans le cadre du PLU. Cependant, il s'agit d'un potentiel maximal, pour lequel une certaine rétention pourrait être envisagée.

En conclusion, le projet reste compatible avec l'objectif de consommation maximale, fixé à 2,79 ha à l'horizon 2035.

A cela s'ajouterai des consommations issues des emplacements réservés potentiellement consommateurs d'espaces. Cela pourrait concerner les ER2 (extension cimetière) et ER6 (voie nouvelle de desserte des carrières du Salève). Toutefois, il est difficile d'estimer la consommation potentielle de ces projets, n'étant pas mûris à ce jour. De plus, ils pourraient être réalisés au-delà de l'échéance du PLU. Des emprises larges sont dessinées pour prévoir des acquisitions foncières, alors que la consommation qui pourrait être issue de ces projets sera plus modeste et devra ainsi être précisée en temps voulu, tant dans l'emprise que dans la temporalité.

Le bilan des surfaces issu de la révision du PLU

L'analyse du bilan des surfaces avant-après du Plan Local d'Urbanisme (PLU) met en lumière les efforts significatifs de la Commune en matière de préservation des terres agricoles, naturelles et forestières. En effet, l'examen des chiffres présentés ci-dessous révèle une évolution en faveur des espaces agricoles et naturels.

Tout d'abord, la révision du PLU a permis une réduction substantielle des zones urbaines et à urbaniser, avec une diminution de l'ordre de - **19,5 hectares**. Cette diminution est étroitement liée à la rationalisation des enveloppes urbaines, en effet cette dernière se caractérise aujourd'hui par peu voire pas d'opportunités d'extension. À l'heure actuelle, l'enveloppe urbaine ne favorise que des possibilités de densification, principalement à travers le comblement des espaces interstitiels et de renouvellement urbain.

Les efforts se sont localisés sur tous les secteurs de la commune mais notons le déclassement de 2 zones à urbaniser sur le secteur des Îles dont les surfaces étaient conséquentes (plus de 2,5 ha). Par ailleurs, sur ce secteur, des zones déjà urbanisées sont déclassées de U à N pour préserver ces secteurs du risque inondation (pour environ 5,2 ha).

Des déclassements ont eu lieu sur les contours du centre-bourg pour préserver des vergers notamment ou encore autour de l'enveloppe du Crêt de la Croix pour préserver des boisements. Ils ont également été opérés autour des bâtiments de la carrière afin de limiter la zone constructible au plus près des besoins.

A contrario, il y a eu peu de classements, c'est-à-dire du N/A vers du U/AU. Cela concerne uniquement des secteurs déjà bâtis, qu'il convenait davantage d'intégrer dans une zone U. Cela représente environ **+1ha**.

En somme, cette analyse démontre un engagement clair de la Commune en faveur de la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et souligne la nécessité de poursuivre ces efforts dans un cadre de développement équilibré et durable. La révision du PLU constitue ainsi une

étape importante dans la préservation du patrimoine naturel et des espaces de vie de la collectivité.

REMARQUES & POINTS DE VIGILANCE :

Le PLU donne le cadre est élabore des prévisions. Il sera nécessaire d'étudier via un bilan progressif la mise en œuvre des projets et leurs incidences éventuelles sur les espaces agricoles et naturelles.

Toutefois, notons qu'une dynamique de renouvellement urbain s'est déjà mise en place sur la commune, territoire sous tension, permettant de limiter déjà fortement ces impacts.

SYNTHÈSE :

La révision du PLU propose des incidences positive sur ce sujet en réévaluant le potentiel foncier des enveloppes urbaines et en contenant les zones de développement au seul besoin estimé. Cela permet de restituer des espaces agricoles et naturels essentiels, notamment dans la plaine de l'Arve, particulièrement sensible d'un point de vue environnementale et paysager.

3.3. *Évaluation des OAP sectorielles*

3.3.1. Données permettant l'évaluation

Dans le cadre de l'évaluation des OAP sectorielles, différents critères ont été pris en compte afin d'estimer l'impact de ces OAP sur l'environnement. Les critères pris en compte sont les suivants :

Ressource en eau :

- Les zones humides,
- Le réseau hydrographique

Milieux naturels / Paysage / Patrimoine/agriculture :

- ZNIEFF de type 1 & 2
- ENS (Espace Naturel Sensible)
- Natura 2000
- Domaine forestiers
- Trame Verte et Bleue : Corridor et RB
- Éléments paysagers : parcs et jardins, alignements d'arbres, haies…
- Bâti d'intérêt patrimonial
- Périmètre Monument historique

Risques et nuisances :

- *Naturels :*
  - Carte d'aléa
- *Technologiques :*
  - ICPE
  - Site CASIAS
- Nuisances
  - Proximité siège agricole
  - Proximité voirie structurante

Mobilité :

- Projet cyclable
- Itinéraire de randonnée passant sur le secteur ou en limite

Les OAP sectorielles sont analysées individuellement. Pour chaque secteur, la présente analyse mettra en évidence sous la forme de tableaux (cf. pages suivantes) :

- Les enjeux ou les objectifs en lien avec le projet et les sensibilités présentes sur et aux abords du secteur
- Les réponses apportées dans l'OAP
- Les éventuels impacts résiduels ou les points de vigilance sur lesquels doit être portée une attention particulière
- La dernière colonne du tableau (à droite) donne une indication sous forme de code couleur à 3 niveaux pouvant être traduits de la manière suivante :

Seront ensuite analysés les secteurs de développement ne faisant pas l'objet d'une OAP et les STECAL sur la base des critères et de la méthodologie susmentionnée.

La dernière colonne du tableau (à droite) donne une indication sous forme de code couleur à 3 niveaux pouvant être traduits de la manière suivante :

	L'OAP répond bien aux enjeux environnementaux spécifiques au secteur et ne porte pas atteinte à l'environnement
	L'OAP répond en partie aux enjeux environnementaux spécifiques au secteur. On note cependant des points de vigilance quant à la prise en compte de certains impacts potentiels, dont l'ampleur reste limitée.
	L'OAP n'apporte pas de réponse à certains enjeux environnementaux, induisant des impacts probables et potentiellement forts sur les milieux

3.3.2. Analyse des incidences potentielles induites par les OAP sectorielles

- **OAP 1 : CHEF-LIEU**

OAP CHEF-LIEU	Synthèse
Programme	
Surface brute : 8200 m²	
Vocation : Mixte	
Type de gisement : Densification	
Densité recherchée (SCOT) : 35/45 logts/ha	
Densité observée : 100 logts/ha	
Objectifs de logement : 85 logements	
Zonage au PLU : 1AUa	
Évaluation des incidences	
L'OAP du Chef-Lieu d'Étrembières est qualifiée au RPG 2022 de "prairie permanente". Cependant il convient de noter que le ténement se voit être en densification de l'enveloppe urbaine. De plus, les terrains sont intégrés dans l'enveloppe préférentielle définie par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), lequel stipule que 80 % des logements doivent être conçus dans cette zone redéfinie. Par ailleurs, l'OAP ne prévoit pas une urbanisation intégrale du site. Au contraire, elle intègre une volonté de préserver une armature végétale à travers la création d'un espace vert au Nord-Est et des transitions végétales participant à la porosité de l'opération. Les prescriptions du règlement écrit de la zone 1AUa établissent un coefficient d'emprise au sol de 0,30 maximum et un coefficient d'espace perméable de 0,40 minimum. D'autre part, l'OAP prône une gestion économe du foncier en se focalisant sur des typologies de logements adaptées, tels que des petits collectifs, et en visant des densités de construction estimées à environ 100 logements par hectare, bien supérieures aux 35 à 45 logements par hectare attendus par le SCoT. Il convient de souligner que le projet est déjà en réflexion, avec le porteur de projet (SNCF) en attente de l'approbation de la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) pour le lancement des opérations. L'élaboration de l'OAP a été le fruit d'une co-construction, permettant à la commune de respecter ses engagements envers l'agglomération et le SCoT tout en tenant compte des contraintes spécifiques locales. L'implantation de nouveaux logements dans ce secteur privilégié présente de nombreux atouts pour les habitants, en premier lieu la proximité immédiate de divers commerces et services essentiels tels que la mairie, la bibliothèque, et des établissements de restauration comme la pizzéria. La logique de rapprochement des lieux, inspirée du concept de la ville du quart d'heure, contribue à limiter les déplacements motorisés. Il est également à noter qu'un espace dédié à une activité de service sera inclus dans l'emprise du projet, renforçant ainsi l'attractivité du secteur.	

Par ailleurs concernant les mobilités douces, l'OAP se trouve à proximité immédiate d'une piste cyclable récemment inaugurée, reliant efficacement le secteur de Pas-de-l'Échelle au Chef-Lieu. De plus, la proximité d'un arrêt de bus, à la Maison Blanche, permet un accès aux transports en commun. L'ensemble de ces dispositions s'inscrit dans une démarche plus large visant à limiter les déplacements motorisés, ce qui engendre de nombreuses retombées positives. En effet, cette réduction des trajets en voiture pourra contribuer à limiter la pollution de l'air, atténuer les nuisances sonores … Le secteur est proche de la voie ferrée au nord, qui est classée en niveau 3 en matière d'infrastructures sonores. Il convient de préciser qu'une grande partie de la Commune se voit dans l'emprise de périmètre visant les infrastructures sonores. Cependant, l'OAP prend en compte cette contrainte environnementale en : • Conservant le talus en fond de parcelle. Ce dernier sera végétalisé dans le but notamment d'absorber les nuisances sonores, créant ainsi un écran naturel qui atténuera les impacts acoustiques. • Choisissant d'implanter le stationnement sur la partie nord. Cette localisation permet de maximiser la distance entre les bâtiments et la voie ferrée, offrant ainsi un cadre de vie plus calme pour les futurs résidents. Enfin, il convient de souligner que le classement sonore a des implications directes sur les normes de construction dans ce secteur. En effet, toute construction érigée dans une zone de nuisance sonore est soumise à des exigences d'isolement acoustique de façade. L'OAP s'intègre dans une trame bâtie existante, ce qui rend l'enjeu de l'intégration paysagère important. Pour garantir que les nouveaux bâtiments s'inscrivent harmonieusement dans leur environnement, l'OAP prescrit un gabarit de l'ordre de R+4+C, en adéquation avec les constructions limitrophes. À l'ouest, les bâtiments avoisinants affichent un gabarit de R+3+C, permettant ainsi de créer une continuité visuelle. l'OAP a également pris soin d'atténuer les impacts sur les bâtis à l'ouest, qui présentent des gabarits plus modestes (R+2+C) en mettant en lumière l'implantation possible des bâtiments. L'opération est conçue pour minimiser la proximité entre les nouvelles constructions et ces bâtiments plus bas, tout en limitant l'ombre portée, afin de préserver la qualité de vie de leurs occupants. L'OAP sollicite plusieurs aménagements destinés à favoriser les transitions douces au sein du quartier. D'une part, des transitions végétales sont envisagées entre le bâtiment à l'ouest et la voie ferrée, afin de réduire le vis-à-vis et offrir une séparation naturelle. D'autre part, la création d'espaces de transition, tels que des parcs et des petites places, permettra d'établir des relais harmonieux entre les espaces publics et privés, encourageant ainsi les interactions communautaires et améliorant la qualité de vie des habitants.	

Etrembières

ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Périmètre de l'OAP

PAYSAGE

- Monument Historique (MH)
- perimetre des 500 m autour du MH
- Sites Inscrits
- Sites Classés

RISQUES ET NUISANCES

PPRN

- Interdiction
- Prescriptions
- Site BASOL
- ICPE

ENVIRONNEMENT

- ZNIEFF type 1
- Znieff2
- ENS - Haute Savoie
- Natura 2000 – Directive Habitats

Registre parcellaire graphique (RPG)- 2022

- Prairies permanentes
- Prairies temporaires

RESSOURCE EN EAU

- Zones humides
- Point de captage (Immédiat)
- Point de captage (Rapproché)
- Point de Captage (éloigné)

MOBILITE

- Aménagement cyclable



PLAN LOCAL DE L'URBANISME

OAP 2 : RENOUVELLEMENT URBAIN CHEF-LIEU

OAP RENOUVELLEMENT URBAIN CHEF-LIEU	Synthèse

Programme

Surface brute : 1 400 m²

Vocation : Habitat

Type de gisement : Densification et renouvellement urbain

Densité recherchée (SCOT) : 35/45 logts/ha

Densité observée : 60 logts/ha

Objectifs de logement : 8 logements

Zonage au PLU : Ua

Évaluation des incidences

L'OAP s'inscrit dans une démarche de renouvellement urbain. Effectivement ce secteur, déjà bâti et totalement imperméabilisé, comme en atteste les chiffres de l'occupation des sols issues du MOS de la DDT 74.

OCCUPATION DES SOLS	SURFACE (M²)	PART DE L'OAP (%)
Enveloppe urbaine « habitat »	1 400	100 %

En favorisant l'aménagement dans un périmètre existant, le PLU permet de limiter l'étalement urbain et préserver les espaces naturels, agricoles et forestiers, en accord avec les nouvelles orientations nationales (ZAN et Climat et Résilience).

Le projet d'OAP vise à remplacer les habitats actuels par des constructions collectives de petite taille, permettant ainsi une opération plus dense. Il est également important de souligner que le règlement qui régit la zone UA impose un coefficient d'emprise au sol de 0,30 maximum et un coefficient d'espaces perméables de 0,4 minimum. Cela permettra de réintroduire la nature en milieu urbain, en donnant la priorité aux espaces végétaux dans un environnement actuellement dominé par le minéral. L'augmentation des surfaces perméables contribuera à une amélioration significative de la qualité de l'espace public.

Il convient de préciser que le secteur se trouve au cœur de la séquence urbaine identifiée dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD). Aussi le renouvellement urbain a pour objectif d'harmoniser cette traversée, car les formes urbaines observées semblent dissonantes. L'OAP s'efforcera également de conformer le secteur à l'alignement des bâtiments limitrophes.



Il est indéniable que les nuisances sonores issues des infrastructures de transport affectent une grande partie de la Commune. Ainsi, le tènement est situé à proximité de la voie ferrée.

Enfin, il est essentiel de noter que les terrains se situent dans l'enveloppe préférentielle du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), à proximité immédiate de commerces, de services, de voies cyclables et d'arrêts de bus. Ce positionnement stratégique favorise les logiques de la ville du quart d'heure et encourage l'utilisation d'alternatives à la voiture, facilitant ainsi la mobilité durable pour les habitants.

Etrembières

ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Périmètre de l'OAP

PAYSAGE

- Monument Historique (MH)
- perimetre des 500 m autour du MH
- Sites Inscrits
- Sites Classés

RISQUES ET NUISANCES

PPRN

- Interdiction
- Prescriptions
- Site BASOL
- ICPE

ENVIRONNEMENT

- ZNIEFF type 1
- Znieff2
- ENS – Haute Savoie
- Natura 2000 – Directive Habitats

Registre parcellaire graphique (RPG)- 2022

- Prairies permanentes
- Prairies temporaires

RESSOURCE EN EAU

- Zones humides
- Point de captage (Immédiat)
- Point de captage (Rapproché)
- Point de Captage (éloigné)

MOBILITE

- Aménagement cyclable



OAP 3 : RENOUVELLEMENT URBAIN PAS-DE-L'ECHELLE

OAP RENOUVELLEMENT URBAIN PAS-DE-L'ECHELLE

Synthèse

Programme

Surface brute : 11 000 m²

Vocation : Habitat

Type de gisement : Densification et renouvellement urbain

Densité recherchée (SCOT) : 40-60 logts/ha

Densité observée : 50 logts/ha

Objectifs de logement : 55 logements

Zonage au PLU : Ub

Évaluation des incidences

L'OAP du Pas de l'Echelle se voit être en renouvellement urbain. Ce choix d'optimisation de l'espace existant permet de réutiliser des zones urbanisées, limitant ainsi l'étalement urbain et le mitage des territoires naturels, agricoles et forestiers.

L'une des caractéristiques du secteur réside dans son armature végétale, particulièrement mise en valeur par la présence d'un jardin au Nord-Est du secteur. Le projet d'aménagement s'engage à préserver cette trame verte, notamment grâce à la préservation d'un espace vert commun sur la partie Est. Les règlements régissant la zone Ub imposent un coefficient d'emprise au sol d'un maximum de 0,30 et un coefficient d'espaces perméables d'au moins 0,5. Ces contraintes permettent de garantir une continuité végétale favorable à la biodiversité et la nature en ville.

OCCUPATION DES SOLS	SURFACE (M²)	PART DE L'OAP (%)
Enveloppe urbaine « habitat »	5592,7	50 %
Enveloppe urbaine « services »	2232,2	19,9 %
Parkings	37,00	0,3%
Infrastructures routières	429,2	3,8 %
Routes empierrées	22,00	0,2 %
Espaces verts en milieu urbain	2886,3	25,8 %

En remplaçant les habitats existants par de plus petits collectifs, l'OAP vise également à accroître la densité de logements tout en optimisant la gestion foncière. La cible de densité s'établit autour de 50 logements par hectare, respectant ainsi les attentes inscrites dans le SCoT, qui préconise un ratio entre 40 et 60 logements par hectare.

L'OAP doit aussi permettre de revaloriser la séquence urbaine identifiée dans le PADD, notamment le long de la traversée correspondant à la douane. Actuellement, ce secteur est davantage consacré aux circulations motorisées, rendant la présence piétonne secondaire. Cependant, l'OAP, à travers la création d'espaces verts communs ouverts sur l'espace public au Nord, vise à revaloriser ce secteur tout en redonnant une place essentielle aux piétons.



Il est à noter que la commune se heurte à des nuisances sonores liées aux infrastructures de transport. Conformément aux recommandations de la précédente OAP, les bâtiments seront stratégiquement implantés pour atténuer ces nuisances, se positionnant sur la partie Sud du terrain, la plus éloignée de la RD. Les parkings et les espaces verts se trouveront dans la partie Nord, agissant comme un tampon, tandis qu'un talus végétalisé renforcera cet aménagement en créant un écran vert.

Les terrains concernés par l'OAP se situent dans la zone de développement préférentiel du SCoT, à proximité immédiate des services, commerces, voies cyclables et arrêts de bus. Cela renforce l'accessibilité, favorisant les logiques de la ville du quart d'heure et encourageant les alternatives à la voiture. De plus, la proximité immédiate avec la frontière Suisse permet de bénéficier des transports en commun suisses, répondant ainsi aux besoins de transport domicile-travail des frontaliers.

Enfin, le phasage du projet prend en compte la problématique de la dureté foncière du tènement. La première phase concerne les terrains communaux, qui présentent moins de complexités pour un aménagement rapide. À l'inverse, les propriétés privées seront intégrées au projet dans une seconde ou troisième phase, garantissant une approche réfléchie et adaptée aux enjeux fonciers.

Pour rappel, ce site est concerné par le site SSP4078759 CASIAS. Néanmoins, il est nécessaire de préciser qu'une déclaration de fin d'exploitation a été formulée le 31/07/1998 par la société SARAM pour son dépôt pétrolier, et « qu' au vu des résultats de l'instruction menée au titre du décret du 21/09/1977 et des constations effectuées sur place le 12/10/2001 il apparaît que les travaux de remise en état des parcelles susvisées sont conformes aux dispositions prévues par l'arrêté préfectoral du 24/11/1976 » (extrait du procès-verbal de recollement du 06/11/2001). Toutefois, il sera nécessaire lors de l'aménagement du site, de s'assurer que les travaux réalisés sont suffisants pour garantir la sécurité sanitaire du site et des futurs habitants.

Etrembières

ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Périmètre de l'OAP

PAYSAGE

- Monument Historique (MH)
- perimetre des 500 m autour du MH
- Sites Inscrits
- Sites Classés

RISQUES ET NUISANCES

PPRN

- Interdiction
- Prescriptions
- Site BASOL
- ICPE

ENVIRONNEMENT

- ZNIEFF type 1
- Znieff2
- ENS – Haute Savoie
- Natura 2000 – Directive Habitats

Registre parcellaire graphique (RPG)- 2022

- Prairies permanentes
- Prairies temporaires

RESSOURCE EN EAU

- Zones humides
- Point de captage (Immédiat)
- Point de captage (Rapproché)
- Point de Captage (éloigné)

MOBILITE

- Aménagement cyclable



OAP 4 : ECONOMIQUE PAS-DE-L'ECHELLE

OAP ECONOMIQUE PAS-DE-L'ECHELLE | **Synthèse**

Programme

Surface brute : 11 600 m²

Vocation : Economique

Type de gisement : Densification et renouvellement urbain

Zonage au PLU : Ux3

Évaluation des incidences

L'OAP 4 du Pas de l'Echelle se voit être en partie en renouvellement urbain (site occupé en partie par des bâtiments de petite superficie, utilisé pour la vente de sapins, l'atterrissage des parapentes, …) et en partie en densification sur une parcelle vierge. Ce choix d'optimisation de l'espace existant permet de réutiliser des zones urbanisées, limitant ainsi l'étalement urbain et le mitage des territoires naturels, agricoles et forestiers. C'est un secteur entièrement encadré par l'urbanisation.

L'une des caractéristiques du secteur réside dans son caractère de plaine agricole en entrée de ville. Le projet d'aménagement s'engage à favoriser une bonne intégration paysagère de l'opération, et notamment prévoit des éléments végétalisés. Les règlements régissant la zone imposent un coefficient d'espaces perméables d'au moins 10%. Ces contraintes permettent de garantir une continuité végétale favorable à la biodiversité et la nature en ville.

OCCUPATION DES SOLS	SURFACE (M²)	PART DE L'OAP (%)
Enveloppe urbaine	1200	10,4
Espaces de dépôts	750	6,4
Infrastructures routières	400	3,4
Agricoles	5000	43,3
Espaces en herbe	3800	33
Bosquets	400	3,5

Ce site, en continuité d'activités existantes, permet de répondre à des demandes d'installations et favoriser les emplois sur la commune.

L'OAP doit aussi permettre de revaloriser la séquence urbaine identifiée dans le PADD. Actuellement, ce secteur est davantage consacré aux circulations motorisées, rendant la présence piétonne secondaire. Cependant, l'OAP, à travers la création maillage modes doux au nord avec une végétalisation tampon, vise à revaloriser ce secteur tout en redonnant une place essentielle aux piétons et cyclistes.

Il est à noter que la commune se heurte à des nuisances sonores liées aux infrastructures de transport. Ces éléments sont moins prégnants pour des bâtiments d'activités, mais qui devront néanmoins être en accord avec les normes acoustiques.

3.4. *Évaluation des STECAL*

L'évaluation des STECAL se fait sur la même méthodologie que l'étude des incidences environnementales des OAP sectorielles détaillées ci-dessus. Aussi, les visualisations cartographiques ci-dessous mettent en évidence les potentiels enjeux environnementaux pour les deux STECAL identifiés au PLU. Ces deux STECAL sont brièvement décrits ici en lien avec les potentialités environnementales des sites.

Ces deux secteurs de loisirs correspondent à des sites d'ores et déjà occupés par des activités de loisirs. Le classement de ces parcelles en STECAL permet de faire évoluer l'existant. Le règlement du PLU est sensiblement le même pour les deux secteurs concernés. Les éléments de réglementation du PLU en lien avec la dimension environnementale sont présentés ci-contre :

- **Reculs par rapport aux cours d'eau (ruisseau des Eaux Belles et Arve)** : Toute construction ou aménagement (hormis ceux nécessaires à l'entretien et à la gestion des cours d'eau) devront respecter un recul minimum de 10 m depuis les berges des dits cours d'eau.
- **Le projet peut être refusé ou n'être accepté** que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.
- **Les toitures végétalisées** doivent l'être à hauteur de 70 % au minimum et comporter un minimum de 15 cm de terre végétale.
- **Concernant le traitement environnemental et paysager et pour les essences végétales**, tout pétitionnaire est tenu de se référer à la liste annexée au règlement. La simplicité de réalisation et le choix d'essences locales sont recommandés.
- Les aménagements extérieurs des surfaces non construites, hors espaces de pleine-terre et hors accès et stationnement, doivent être aménagés et **privilégier des matériaux perméables de type espaces enherbés, plantés, sablés ou gravillonnés**.

▶ SECTEUR NL1 : SITE DE LOISIRS (COMPRENANT LOISIRS AQUATIQUES, PAINTBALL, AUTO-ECOLE)

Le secteur Nl1 correspond à un site de loisir existant comprenant un site de loisir aquatique, un site de paintball, un site d'entraînement pour les auto-écoles. L'objectif principal est de permettre à ces activités d'évoluer voire permettre de nouvelles installations limitées en superficie (cf. règlement écrit du PLU).

Ce site s'étend sur une superficie d'environ 1.1 ha. Le périmètre identifié peut susciter des interrogations en raison des contraintes observées sur le tènement. En effet, les parcelles concernées sont entièrement couvertes par une zone « constructible sous conditions » au Plan de Prévention des Risques Naturels de la (PPRN), en raison du risque d'inondation. Il convient toutefois de nuancer l'impact concernant les risques environnementaux de ce STECAL. En premier lieu, le site de loisir est une zone déjà existante et le périmètre du STECAL reprend son emprise. Le règlement écrit précise un recul obligatoire vis-à-vis du cours d'eau et de l'espace de bon fonctionnement. Ainsi, cette destination n'a pas vocation à accroître la vulnérabilité des biens et des personnes. Il est également important de noter que les droits à bâtir dans ce secteur sont relativement limités.

Visualisation du STECAL NI1

Légende

CADASTRE & CONTEXTE

- Contours de zonage
- Surface hydrographique
- Cours d'eau

PLU

Prescriptions

- Limitations de la constructibilité pour des raisons environnementales, de risques, d'intérêt général
- Emplacements réservés aux installations d'intérêt général
- Emplacements réservés aux ouvrages publics
- Emplacements réservés aux voies publiques
- Bâtiments patrimoniaux pouvant être réhabilités sous condition repérés au titre de l'article L151-19

- Secteur à programme de mixité sociale
- Périmètre comportant des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

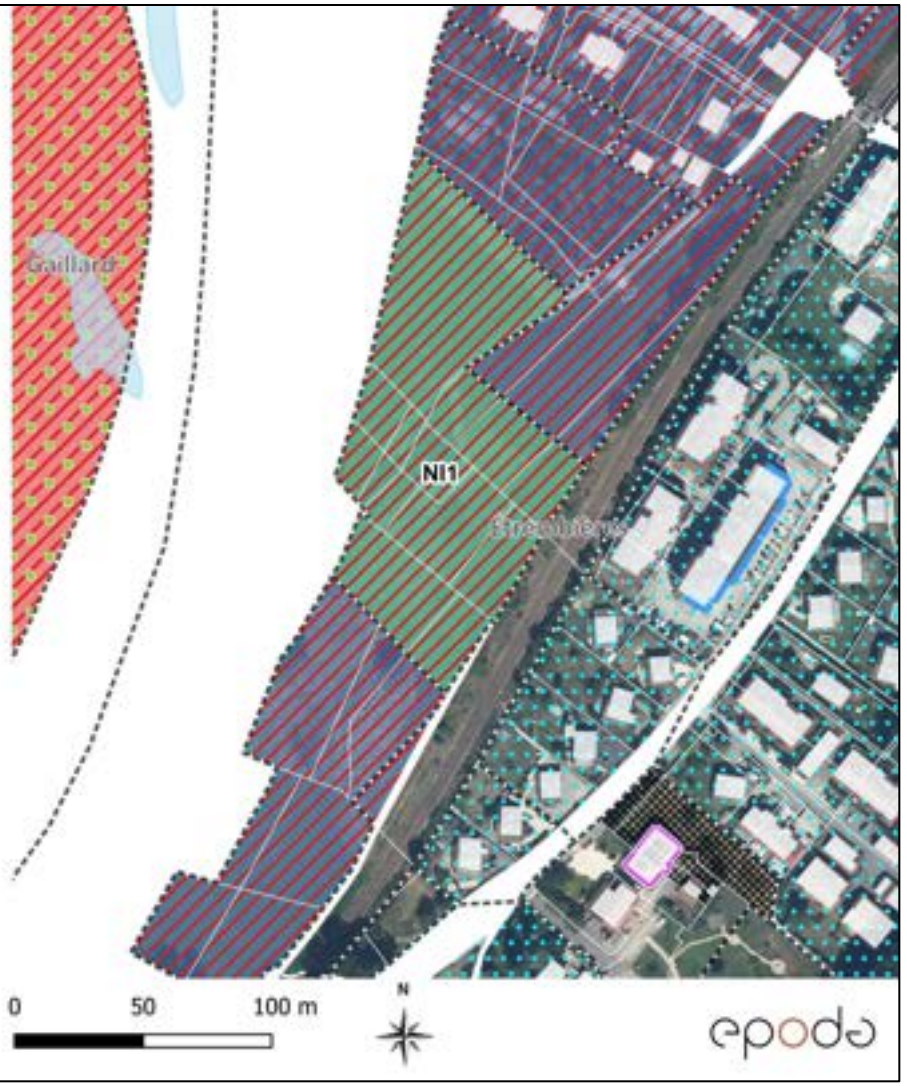
Zonage

- NI1 - Secteur d'équipements de loisirs

RISQUES

PPRN74

- Constructible sous conditions
- Non constructible



- **SECTEUR NL2 : SITE DE LOISIRS (COMPRENANT SITE D'ENTRAINEMENT CANIN, TENNIS)**

Le secteur Nl2 correspond également à un site de loisirs comprenant un site d'entrainement canin, un agorespace et des tennis. L'objectif principal est de permettre à ces activités d'évoluer et notamment de permettre de reconvertir les tennis en site de padel.

Ce site s'étend sur environ 6 ha. Il s'agit ici d'un site à enjeu environnemental étant donné la proximité avec l'Arve et la présence de l'espace de bon fonctionnement à proximité. Il est cependant important de tempérer cet enjeu puisque le site se trouve en dehors de ces zonages, de plus, le règlement rappelle que : « Toute construction ou aménagement (hormis ceux nécessaires à l'entretien et à la gestion des cours d'eau) devront respecter un recul minimum de 10 m depuis les berges des dits cours d'eau ». Aucun zonage réglementaire concernant le PPRn ne se situe sur ces parcelles. De plus, les potentiels aménagements seront situés au regard des infrastructures existantes afin de ne pas dénaturer le site. Ainsi, cette destination n'a pas vocation à accroître la vulnérabilité des biens et des personnes. Il est enfin important de noter que, tout comme pour le STECAL Nl1, les droits à bâtir dans ce secteur sont relativement limités.

Visualisation du STECAL Nl2

Légende

CADASTRE & CONTEXTE

- Contours de zonage
- Surface hydrographique
- Cours d'eau

PLU

Prescriptions

- Limitations de la constructibilité pour des raisons environnementales, de risques, d'intérêt général
- Emplacements réservés aux installations d'intérêt général
- Emplacements réservés aux ouvrages publics
- Emplacements réservés aux voies publiques
- Bâtiments patrimoniaux pouvant être réhabilités sous condition repérés au titre de l'article L151-19

- Secteur à programme de mixité sociale
- Périmètre comportant des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

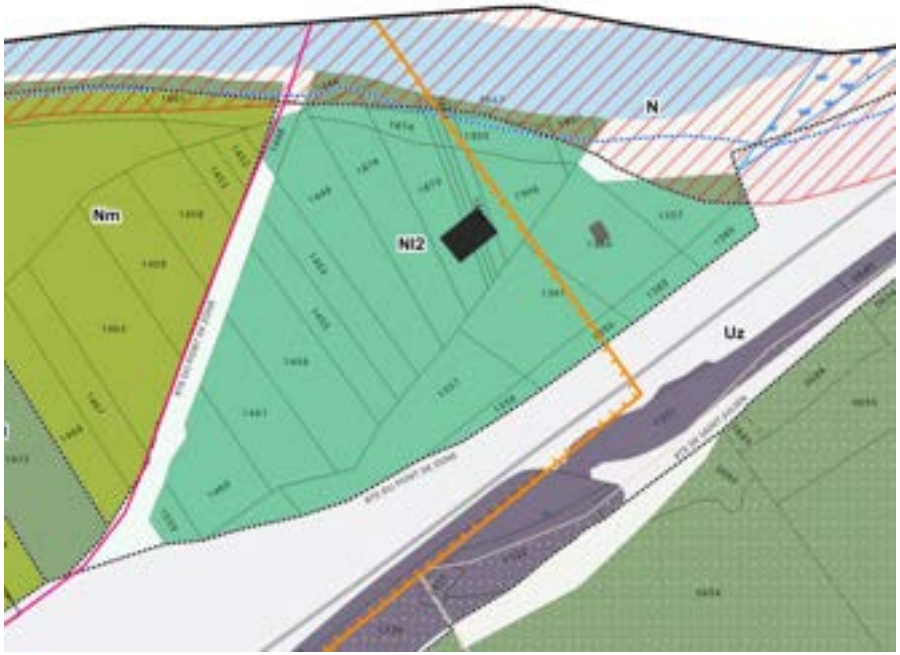
Zonage

- Nl1 - Secteur d'équipements de loisirs

RISQUES

PPRN74

- Constructible sous conditions
- Non constructible



3.5. *Évaluation Emplacement Réservé (ER)*

L'évaluation des emplacements réservés se fait sur la même méthodologie de l'étude des incidences environnementale des OAP sectorielles détaillées ci-avant. Aussi, le tableau présenté ci-dessous met en évidence l'ensemble des enjeux environnementaux pour tous les ER identifiés au PLU (au nombre de 7). Un seul des emplacements réservés possède un enjeu fort et sera décrit ci-dessous.

N° ER	Type ER	Évaluation
1	Ouvrage public : Extension de la mairie et des locaux communaux	Secteur Ue, faible surface, non concerné par le PPRn : enjeu FAIBLE
2	Ouvrage public : Extension du cimetière existant	Secteur A, surface de 0.2 ha, non concerné par le PPRn : enjeu MODERE
3	Voie publique : Elargissement du chemin des Pralets	Secteur Ap, surface très réduite, concerné par le PPRn : enjeu FAIBLE
4	Installation d'intérêt général : Protection du puits au Pas de l'Echelle	Secteur N, surface de 1.3 ha, concerné par le PPRn, enjeu majeur concernant la ressource en eau, concerné par le PPRn : enjeu POSITIF
5	Voie publique : Création d'un rond-point au Pas de l'Echelle	Secteur Ue et voirie, faible surface, non concerné par le PPRn : enjeu FAIBLE
6	Voie publique : Création d'une nouvelle desserte pour les carrières du Salève	Secteurs N et Uz, surface de quasiment 2 ha, non concerné par le PPRn, proximité quasi-immédiate avec le site Natura 2000 du Salève, présence importante de boisements : enjeu FORT
7	Installation d'intérêt général : aménagement d'un point d'apport volontaire pour le tri sélectif	Secteur a et N, surface très réduite, non concerné par le PPRN : enjeu FAIBLE

- **ER N°6 : CREATION D'UNE NOUVELLE DESSERTE POUR LES CARRIERES DU SALEVE**

L'ER n° 6 se confronte à une multiplicité d'enjeux environnementaux qui mérite une attention particulière. En effet, ce secteur englobe des zonages entre autres naturels, dont les milieux principaux sont des boisements et créent une certaine continuité à l'abord de l'autoroute. La surface, plutôt étendue de cet emplacement réservé est d'environ 2 ha. Enfin nous pouvons noter la proximité quasi-immédiate de cette zone face au site Natura 2000 du Salève pouvant donc impacter de manière indirecte sur ce secteur protégé.

Cependant, il convient de modérer l'impact potentiel du développement prévu dans l'ER sur l'environnement local. Effectivement le secteur est classé, en partie, en tant que zone naturelle, ce qui limite considérablement les droits à bâtir. Aussi le corridor associé aux espèces circulant sur le site Natura 2000 ne se situe par en bordure d'autoroute mais plus haut sur le mont Salève.

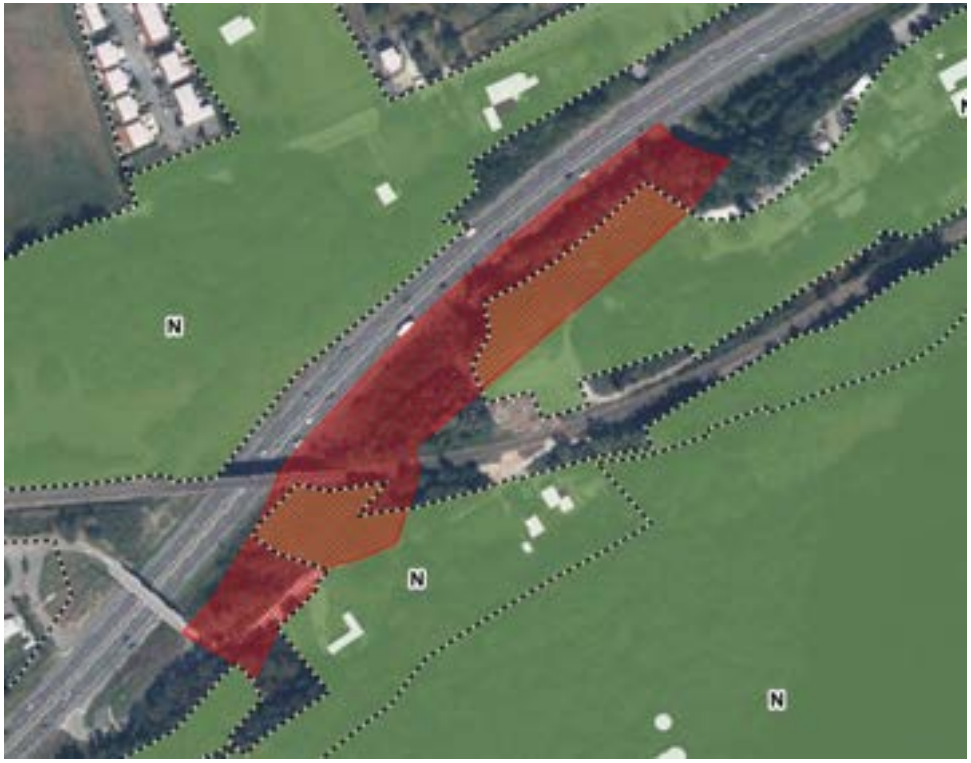


Illustration de l'emplacement réservé n°6

3.6. *Analyse de la corrélation entre les orientations/objectifs du PADD et les thématiques de l'évaluation environnementale*

La présente partie s'attachera à évaluer la corrélation entre le zonage, le règlement et le projet politique du PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durables) du territoire intercommunal. Pour ce faire, nous avons mis en place un tableau avec sur la colonne verticale les objectifs et axes du PADD et sur la ligne horizontale les différentes thématiques étudiées, à savoir :

- Biodiversité – espaces naturels remarquables – TVB
- Paysage et patrimoine
- Ressource en eau
- Risques et nuisances
- Climat -Air -Énergie
- Mobilité et déplacement
- Consommation du foncier- Activité agricole
- Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

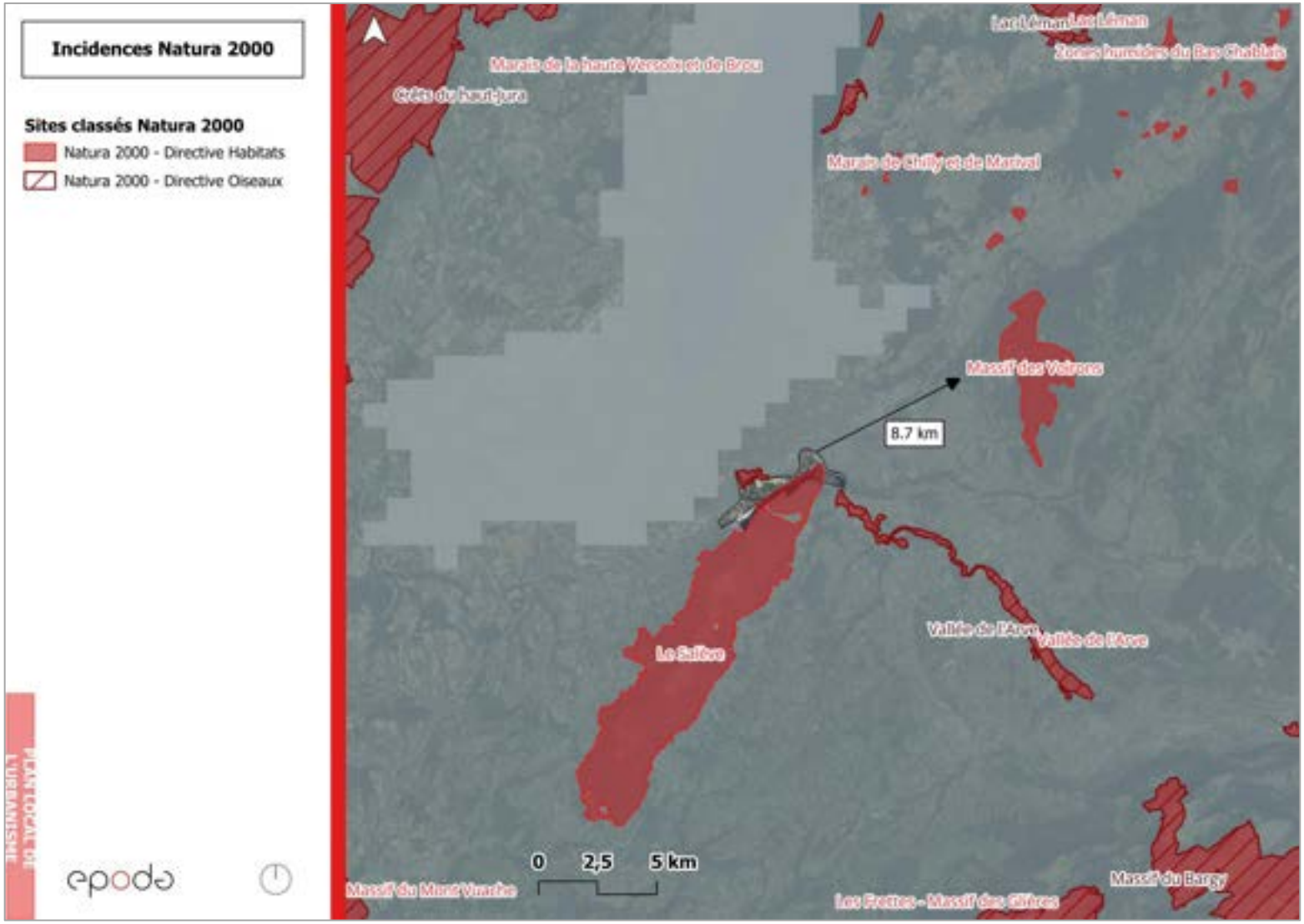
Ainsi, l'exercice consiste à valider ou non la prise en compte par le règlement et le zonage des orientations du PADD. Il convient de préciser que si l'étude d'une thématique corrèle avec un objectif du PADD, le symbole suivant apparait dans le tableau

Afin de spatialiser les différents axes et objectifs du projet politique, à la suite de chaque tableau sont présentées les cartographies de synthèse du PADD.

AXE 1 : POUR UN DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE QUALITATIF ET MAÎTRISE	Biodiversité/espace naturels	Paysage et patrimoine	Ressource en eau	Risque et nuisances	Climat-Air-Energie	Mobilité et déplacement	Consommation ENAF	OAP sectorielle	OAP thématiques	Emplacement Réservé
Un rythme de production de logements et d'accueil de population à adapter au contexte d'Etrembières	●	●	●		●	●	●	●		
Une urbanisation future à localiser de façon cohérente et harmonieuse	●	●			●	●	●	●		
Un accompagnement nécessaire de l'urbanisation par des activités, services, équipements, emplois afin de préserver une vitalité communale						●		●		●
Des mobilités organisées et apaisées					●	●		●	●	●
AXE 2 : POUR UN TERRITOIRE DURABLE, VALORISANT SES RICHESSES ET RESILIENT FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE										
Une nature à préserver, valoriser et développer, dans les différents espaces de la commune	●		●							
Une sobriété foncière déjà à l'œuvre, à poursuivre	●	●				●	●	●		
Des caractéristiques paysagères et patrimoniales à protéger et mettre en valeur		●								
Des risques et nuisances à intégrer au projet communal				●				●		●
Un territoire s'inscrivant dans la transition énergétique et climatique	●		●		●	●	●	●	●	

4. NOTE D'INCIDENCE NATURA 2000

▶ LOCALISATION DES NATURA VIS-A-VIS DU TERRITOIRE



Le réseau Natura 2000 a pour objectif de contribuer à préserver la diversité biologique sur le territoire de l'Union européenne. Il assure le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels et des habitats d'espèces de la flore et de la faune sauvage d'intérêt communautaire. Le réseau Natura 2000 est appelé à devenir un outil d'aménagement du territoire et de promotion d'une utilisation durable de l'espace.

L'ordonnance du 11 avril 2001, intégré au Code de l'Environnement, achève la transposition en droit français des directives "Oiseaux" et "Habitats" et donne un véritable cadre juridique à la gestion des sites Natura 2000. Ces deux directives donnent lieu à deux types de site Natura 2000 :

- les Zones de Protection Spéciales (ZPS) lié à la directive « Oiseaux » (79/409/CEE du 2 avril 1979) qui cible 181 espèces et sous-espèces menacées ;
- les Zones Spéciales de Conservation (ZSC) lié à la directive « Habitat » (92/43/CEE du 21 mai 1992) qui répertorie les habitats naturels, espèces animales et espèces végétales présentant un intérêt communautaire et nécessitant une protection.

▶ PRESENTATION DES SITES NATURA 2000 DANS LA COMMUNE ET DANS UN RAYON DE 5 KM

La commune d'Etrembières comprend, dans ses limites territoriales strictes trois zones Natura 2000 :

- **Description de la ZSC n°FR8201712 - Le Salève**

(Source : Fiche Natura 2000, INPN)

Ce site s'étend sur une superficie totale de 4427 ha, entre 420 et 1380 m d'altitude. Il s'étend sur les communes d'Archamps, Beaumont, Bossey, Collonges-sous-Salève, Cruseilles, Étrembières, Monnetier-Mornex, Muraz, Présilly, Saint-Blaise, Sappey, Vovray-en-Bornes..

Les habitats naturels principaux comprennent des « Forêts caducifoliées», des « Forêts mixtes », et des « Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées ». La richesse du milieu naturel de ce massif est essentiellement liée à sa diversité aussi bien en termes de conditions climatiques que géologiques, de son relief et de son exposition. Ces conditions abiotiques ne sont pas les uniques facteurs explicatifs de cette richesse. En effet la présence de l'Homme depuis des millénaires sur le massif (moins 12000 avant JC) est à l'origine d'une mosaïque diversifiée de milieux (activité pastorale, exploitation forestière, exploitation des sables pour la fabrication du verre et du fer, viticulture). Les activités humaines ayant eu cours sur le site ont structuré le paysage et ont su lui attribuer cette identité si particulière tant recherchée par les citadins des alentours, de Genève et d'Annemasse.

Sa grande richesse en habitats naturels inscrits à l'annexe I de la Directive Habitats (14 habitats d'intérêt communautaire, dont 4 prioritaires) et sa richesse en habitats d'espèces (11 espèces inscrites à l'annexe II de la Directive Habitats) ont conduit à sa désignation comme site d'intérêt communautaire.

L'influence méridionale est ici très marquée du fait de la position excentrée du Mont Salève par rapport à l'axe alpin. Ceci s'exprime par la présence de prairies sèches riches en orchidées puisque plus d'une vingtaine d'espèces y est connue et notons la présence localement de buis. La position de ce massif à mi-chemin entre le Jura et les Alpes lui confère également un rôle de pont ou de corridor important notamment pour le Lynx observé dans la région depuis les années 1980

et observé régulièrement au Salève depuis 2000. Les observations entre Vuache, Salève, Mandallaz et Bornes laissent penser que le Salève se trouve sur l'un des axes principaux d'échanges entre la population jurassienne et alpine du Lynx.

- **Description de la ZSC n°FR8201715 - Vallée de l'Arve**

(Source : Fiche Natura 2000, INPN)

Ce site s'étend sur une superficie totale de 757 ha, entre 390 et 470 m d'altitude. Il s'étend sur les communes d'Arenthon, Arthaz-Pont-Notre-Dame, Bonneville, Contamine-sur-Arve, Étrembières, Gaillard, Marignier, Marnaz, Monnetier-Mornex, Nangy, Reignier-Ésery, Saint-Pierre-en-Faucigny, Scientrier, Thyez, Vougy.

Les habitats naturels principaux comprennent des « Forêts caducifoliées » et des « Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes) ».

La richesse écologique du site Natura 2000 est à mettre en lien avec la rivière et son caractère torrentiel. Cette dynamique façonne des peuplements pionniers spécifiques aux cours d'eau alpins comme les bancs à petite massette autant que des forêts alluviales à bois tendre ou à bois durs. Or depuis plusieurs décennies, voire plusieurs siècles, l'Arve et ses berges ont été remodelés dans le but de répondre aux enjeux du moment (endiguement pour protéger les biens et les personnes, exploitation des granulats...). La dynamique alluviale a ainsi régressé sur la vallée de l'Arve et, avec elle, les cortèges d'habitats et d'espèces associées. Néanmoins, si le site a parfois été malmené par le passé, via les extractions de matériaux ou le dépôt de décharge, la nature a, dans bien des zones, repris ses droits et abrite désormais une biodiversité importante. Les étangs issus des anciennes ballastières attirent notamment des espèces rares comme le Blongios nain. Si ces milieux ne sont, initialement, pas spécifiques à la vallée, ils jouent désormais un rôle important dans la conservation de ces espèces de plans d'eau dont les habitats tendent à disparaître avec l'artificialisation des sols, la disparition des zones humides.

On retrouve ainsi sur ce site 13 habitats communautaires (Annexe I de la directive « Habitat ») dont 2 sont prioritaires et 14 espèces de faune et de flore d'intérêt communautaire (Annexe II de la directive « Habitat »).

- **Description de la ZPS n°FR8212032 - Vallée de l'Arve**

(Source : Fiche Natura 2000, INPN).

Cette zone de protection spéciale a le même zonage que la ZSC du même nom n° FR8201715. Le fort intérêt avifaunistique de ce site, lié en particulier à la présence de nombreuses ballastières qui se sont aujourd'hui renaturées, à conduit à son classement en au titre de la directive « Oiseaux » en plus du classement au titre de la directive « Habitat ».

En effet le réseau Natura 2000 doit être observé dans sa globalité, car des communications peuvent avoir lieu via notamment les trames vertes et bleues.

Dans le cas de la commune d'Etrembières, aucun autre site dans un rayon de 5km n'est présent.

INCIDENCES POTENTIELLES DU PROJET DE PLU SUR LES SITES

- **Incidences potentielles du PLU sur la ZSC n°FR8201712 - Le Salève**

Les incidences potentielles du projet de PLU sur les sites Natura 2000 sont liées via divers éléments incluant essentiellement la trame verte et bleue. On analyse donc ici les potentielles « connexions » des sites au territoire ainsi que les vulnérabilités de chaque site. Tout d'abord il est important de noter que c'est le site Natura 2000 présent en majorité sur le territoire. Ce site représente une grande partie des boisements attenant au mont Salève. Dans le PLU, ces boisements sont classés en tant que zone N. De plus, le réseau hydrographique de l'Arve et ses cours d'eau annexes sont pas directement reliés à ce site. Des connexions essentiellement terrestres s'effectuent entre Etrembières et le site Natura 2000, notamment au niveau des habitats naturels en commun que sont les espaces les forêts.

Toutefois, les éléments constituant le projet de PLU à Etrembières ne paraissent pas impacter ces zonages. En effet, la trame verte et bleue vise à être consolidée et les éléments boisés attenants au site protégés afin de conserver leur intérêt écologique majeur dans le secteur.

Finalement, l'incidence du projet de PLU sur ce site Natura 2000 du Salève ne peut pas être considérée comme nulle. Des échanges ont bien lieu, rendant le territoire d'Etrembières acteur pour la protection de cette zone. Le présent projet de PLU n'impacte pas les habitats naturels en lien avec le site Natura 2000, mais un fort enjeu de vigilance est de mise concernant les potentielles espèces à enjeu naviguant entre le territoire et ce site.

- **Incidences potentielles du PLU sur la ZSC n°FR8201715 - Vallée de l'Arve et sur la ZPS n°FR8212032 - Vallée de l'Arve**

En effet, ici, le site Natura 2000 est relié à Etrembières via son réseau hydrographique autour de l'Arve. Cette rivière s'écoule sur la bordure nord du territoire communal et confère un intérêt particulier du fait de la présence de nombreuses zones humides (associées à des zonages réglementaires tels qu'un Espace Naturel Sensible) au niveau du secteur des Iles.

Des connexions évidentes peuvent alors s'établir entre la commune et ce site, mais elles seront réduites étant donné divers facteurs. Les habitats naturels principaux du site sont des zones humides, or le projet de PLU prévoit une protection de ces milieux ouverts à fort enjeu écologique. De plus les milieux aquatiques comme les cours d'eau et les ripisylves se voient proscrits de tout aménagement ou de tout impact qu'aurait le PLU.

Donc, comme pour le site du Salève, l'incidence du projet de PLU ne peut pas être considérée comme nulle étant donné les connexions existantes et associées entre la commune et le site.

Les incidences du projet de PLU (essentiellement les liens entre les habitats naturels, et les connexions via la trame bleue) seront faibles à l'échelle du site. L'enjeu principal sera un enjeu fort de vigilance, qui réside ici à l'échelle des potentielles connexions naturelles entre la commune et le site Natura 2000.

5. RECAPITULATIF DE LA MOBILISATION DE LA SEQUENCE EVITER – REDUIRE – COMPENSER (ERC)

Enjeux	Séquence ERC	Mobilisation de la séquence
Biodiversité		

Maitrise des risques liés aux espèces invasives (essentiellement Renouée du Japon) Protection des zones humides et de la végétation liée aux ripisylves Connaissance des risques naturels de la commune Accompagnement d'une urbanisation bioclimatique : implantations, énergies, végétalisation, … Liens entre urbanisation et modes de transports peu impactant pour l'environnement Mise en valeur du patrimoine naturel (faune-flore-habitats) lié aux espaces déjà protégés (Natura 2000 et APPB	**Eviter**	La révision du PLU évite la dégradation de la Trame Verte et bleue du territoire par les biais suivants : • La mise en exergue par l'OAP thématique TVB • La préservation des éléments de nature remarquables : o Identification des zones humides au titre du L.151-23 du CU o Identification des ripisylves au titre de L.151-23 o La mise en œuvre d'une prescription afin d'identifier et de règlementer l'Espace de Bon Fonctionnement des cours d'eau o L'intégration des terres agricoles et terres agricoles patrimoniales identifiées au SCOT avec une déclinaison règlementaire A et AP o L'identification d'environ 53 % du territoire en zone A et N Préserver la nature « ordinaire » : des arbres remarquables en milieu urbain, préservation de parcs et jardins. L'OAP thématique TVB permet d'informer les pétitionnaires sur la richesse environnementale du territoire, les services écosystémiques et les bonnes pratiques pour un aménagement durable. La mise en œuvre des CES et CEP dans le règlement écrit du PLU permet un évitement et une réduction de l'impact environnemental des projets sur les continuités urbaines. Favoriser des espèces végétales non invasives via l'OAP TVB. Intégrer les trames et éléments règlementaires liés aux risques inondation et chute de bloc. Favoriser l'urbanisation bioclimatique via l'OAP Air Energies Climat et un règlement adapté (CEP, plantations d'arbres, énergies renouvelables …). Urbaniser prioritairement et densifier sur les centralités favorisant la pratique des modes doux et la proximité avec les transports en commun.

Paysage et patrimoine		
La maîtrise du développement urbain et préservation des « coupures » entre les pôles urbains existants La préservation des espaces ouverts agricoles (permettant la préservation des vues sur le grand paysage) La requalification des espaces publics et, idéalement, la définition d'une centralité claire La mise en valeur des entrées de ville principales (depuis le pont d'Etrembières et du Pas de l'Echelle) L'intégration paysagère des zones commerciales et industrielles La mise en valeur de l'Arve (sentier, voies vertes, ouverture de vues…)	**Eviter**	Le PLU évite la disparition des éléments patrimoniaux participants à l'identité communale en : • Intégrant les périmètres de protection sur le territoire • Identifiant le petit patrimoine au titre du l.151-19 du CU Le PLU prévoit l'intégration des futures opérations via : • Les choix de localisation de l'urbanisation préservant les enveloppes urbaines et les coupures d'urbanisation • L'encadrement des opérations d'aménagement via des OAP dont du renouvellement urbain • L'encadrement d'un secteur économique en entrée de ville via des OAP sectorielles • L'encadrement de l'aspect des constructions, des hauteurs et volumes via le règlement écrit Le PLU préserve les espaces agricoles, notamment les plus stratégiques situés dans la plaine. Le PLU préserve la naturalité de la plaine de l'Arve et des Îles, favorise sa découverte via des cheminements modes doux (notamment identifiés au titre du L151-38 du CU).
Sociodémographie et habitat		
La maîtrise de l'attractivité résidentielle du territoire en apportant des réponses au parcours résidentiel complet des ménages L'adaptation du parc de logements dans un souci de cohésion sociale L'encadrement du renouvellement urbain largement en marche pour assurer des opérations qualitatives tant pour les habitants que pour le territoire, cohérence avec les ressources Une trajectoire Zéro Artificialisation Nette (ZAN) à viser	**Eviter** **Réduire**	Une urbanisation en cohérence avec les besoins et les stratégies intercommunales, localisée quasi intégralement dans les enveloppes urbaines existantes, dont une part importante en renouvellement urbain. Le PLU réduit les surfaces constructibles permettant une adaptation entre les objectifs de développement et le zonage. Cela permet de restituer et de préserver des zones agricoles et naturelles. Le PLU vise à assurer les objectifs de réduction de la consommation d'ENAF et de viser le ZAN.

L'accompagnement du développement démographique par des équipements et services		
Mobilité et déplacements		
La consolidation des liens, notamment doux, entre les polarités et commodités de la commune Un développement urbain en cohérence avec la desserte de transports en commun, les itinéraires doux et les capacités du réseau viaire Une gestion adaptée du stationnement : privé et public Des alternatives à la voiture à trouver pour les déplacements pendulaires afin de limiter la dépendance à la voiture, les nuisances et les dynamiques de congestion Un caractère de maillon de mobilité successive à affirmer par les équipements de type : parking covoiturage, parking relais … Une prise en compte de l'effet de rupture induit par les infrastructures de transport	**Eviter**	Le PLU œuvre pour les mobilités, au travers de plusieurs actions, et par les choix de développement urbain. En effet, l'essentiel des futurs logements est prévu sur les centralités du Pas-de-l'Echelle et du centre-bourg : localisation de la seule zone 1AU et des secteurs d'OAP en renouvellement urbain, ainsi que les zones du PLU permettant le plus de densité (Ua/Ub) : cela permet la proximité des futurs logements avec les points de transports en commun ainsi qu'avec les services du quotidien et notamment l'école. Cela favorise ainsi l'usage des modes doux pour ce type de déplacements. Les secteurs excentrés classés en Ud ou N ne seront pas densifiés, en partie du fait de leur éloignement aux transports en commun et services. Le réseau modes doux existant est préservé via leur identification au plan de zonage et prend en compte le tracé de la ViaRhôna. Les OAP sectorielles structurantes prévoit des cheminements modes avec des liens vers le réseau existant. La naturalité préservée du secteur des Îles vise à favoriser le potentiel de loisirs doux sur ce secteur.
Adaptation au changement climatique		
Améliorer la qualité de l'air et préserver les pièges à carbone existant sur le territoire Prendre en compte les objectifs du futur PCAET Favoriser et encourager les rénovations thermiques du parc immobilier ancien Intensifier les propositions alternatives à la voiture pour les déplacements pendulaires	**Eviter**	L'ensemble de ces éléments sont principalement traduits dans l'OAP Climat Air Energies, et de façon complémentaire dans l'OAP TVB, en articulation avec le règlement écrit. Le règlement de PLU permet la réhabilitation du bâti en vue d'améliorer leurs performances énergétiques, il ne fait pas opposition aux bâtiments permettant d'améliorer les performances énergétiques : choix des matériaux / couleurs. Il prévoit également un paragraphe sur le niveau de performances énergétiques des bâtiments. Ces éléments sont complétés par l'OAP thématique Climat Air Energies avec des principes rappelant la RE 2020, pour des projets bioclimatiques, sur la bonne orientation des bâtiments, la ventilation, les protections solaires, … Sur le territoire c'est l'énergie solaire qui peut être privilégiée, bien que limitée sur certains secteurs en raison du « masque » du Salève.

		Le règlement permet les panneaux solaires et l'OAP Climat Air Energies apportent des éléments qualitatifs quant à leur bonne implantation / intégration. Le règlement prévoit, en cohérence avec chaque niveau de densité : un pourcentage d'espace perméable de pleine-terre, il également prévu la plantation d'un arbre à haute tige / 100 m² de terrain non bâti, la replantation de 2 arbres si un arbre est abattu, un pourcentage de stationnements perméables en fonction du nombre de places. Le règlement permet les végétalisations du bâti et l'OAP TVB vient en complément pour apporter des éléments pédagogiques et qualitatifs. En complément, les OAP thématiques Climat Air Energies et TVB apportent des éléments sur l'aspect qualitatif des espaces perméables, la composition des haies et les essences à privilégier, le sujet du confort thermique (masques solaires, choix des matériaux),…
Consommation foncière		
Une sobriété foncière à poursuivre pour viser la trajectoire Zéro Artificialisation Nette (ZAN) Tout en offrant des opérations qualitatives	**Réduire**	Les projections visent à respecter un objectif de -50% des consommations à l'horizon 2031 puis de tendre vers le ZAN à l'horizon du PLU pour atteindre progressivement l'objectif à l'horizon 2050. Pour cela, le PLU prévoit notamment la restitution d'environ 18 ha aux terres agricoles et naturelles.
Equipements		
Adopter un projet de territoire en cohérence entre l'offre et le besoin Des projets publics à anticiper au regard des besoins fonciers potentiellement associés	**Eviter**	Le PLU prévoit un projet cohérent entre développement et structuration des équipements et des ressources du territoire (eau notamment). Les projets d'équipements publics ne consommeront pas d'espace agricole ou naturel car vise une adaptation sur place (à l'image de l'école).
Economie		
La préservation du foncier agricole, et d'autant plus celui stratégique identifié au SCoT, et la fonctionnalité des tènements et des exploitations en place Maintien des emplois locaux Le développement de la vie de quartier afin de favoriser les consommations quotidiennes dans les commerces de proximité	**Eviter**	Le projet de PLU vise à donner les conditions favorables au développement des emplois sur place, des commerces et services de façon adaptée au tissu, afin de permettre moins de déplacement au quotidien. Des rez-de-chaussée commerciaux sont notamment protégés, un local de services est prévu dans l'OAP1 et une OAP4 est dédiée à l'accueil d'activités artisanales. Par ailleurs, les OAP et le règlement vise à la bonne intégration des activités économiques dans le paysage.

La mise en œuvre des projets de restructuration de grandes surfaces commerciales La localisation les nouveaux logements proches des points d'accès aux pôles d'emplois majeurs (Genève)		

6. COMPATIBILITE AVEC LES DOCS SUPRA-COMMUNAUX

Au regard des éléments présentés précédemment, l'objectif est ici de vérifier que le PLU prend bien en compte les orientations de portée supérieure qui s'imposent à lui. Ne seront étudiées dans le cadre de l'évaluation environnementale que les principaux documents déclinant des orientations spécifiques à l'environnement et à l'énergie, et pouvant trouver une traduction directe ou indirecte dans le PLU (les autres thématiques faisant déjà l'objet d'un rapport de compatibilité dans le rapport de justifications du PLU).

Le SCoT d'Annemasse Agglomération approuvé le 15 septembre 2021 est intégrateur des documents supra communaux présentés ci-dessous. Aussi, les documents présentant une date d'approbation antérieure à celle du SCoT, ne feront pas l'objet d'une étude de compatibilité au regard de l'intégration des objectifs au sein du SCoT.

Documents	Date d'approbation
SCoT Annemasse Agglomeration	15 septembre 2021
SRADDET Auvergne Rhône Alpes	10 avril 2020
SDAGE Rhône-Méditerranée	4 avril 2022
PDM Annemasse Agglomération	En cours d'élaboration
PCAET Annemasse Agglomération	2023-2029
PPBE Annemasse Agglomération	7 novembre 2018

6.1. *Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône Méditerranéen (2022)*

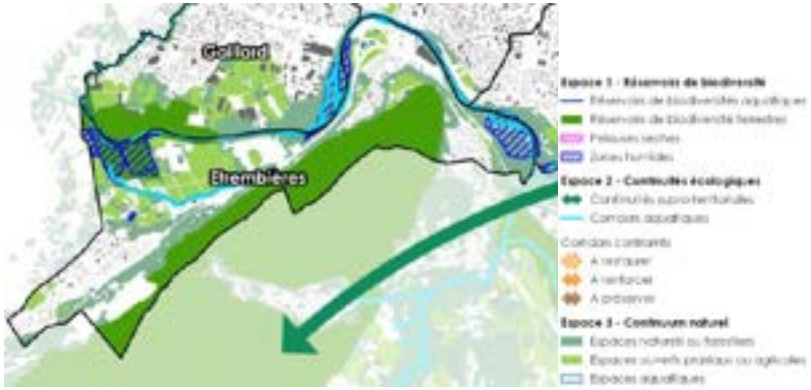
Orientations fondamentales	Compatibilité du PLU
OF 0 : S'adapter aux effets du changement climatique *Mobiliser les acteurs des territoires pour la mise en œuvre des actions d'adaptation au changement climatique* *Nouveaux aménagements et infrastructures : garder raison et se projeter sur le long terme* *Développer la prospective en appui de la mise en œuvre des stratégies d'adaptation* *Agir de façon solidaire et concertée* *Affiner la connaissance pour réduire les marges d'incertitude et proposer des mesures d'adaptation efficaces.*	Le PLU permet de manière indirecte d'anticiper et d'adapter le développement d'Etrembières au changement climatique. Notamment grâce à : • La limitation de l'imperméabilisation des sols permettant de préserver la Trame Brune, le piège à carbone… • Valoriser les mobilités réduisant progressivement la dépendance aux déplacements motorisés qui entraine une réduction des GES et une amélioration de la qualité de l'air • L'optimisation du foncier par le règlement et la modération de la consommation des ENAF La prise en compte du risque par l'intégration du PPRN au règlement écrit et graphique
OF1-Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité *Afficher la prévention comme un objectif fondamental.* *Mieux anticiper.* *Rendre opérationnels les outils de la prévention*	La prise en compte du risque par l'intégration du PPRN au règlement écrit et graphique permet d'une part de mieux renseigner les pétitionnaires quant aux risques encourus et d'autres parts participe largement à la culture du risque communale.
OF2-Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques *Mettre en œuvre de manière exemplaire la séquence « éviter-réduire-compenser ».* *Evaluer et suivre les impacts des projets.* *Contribuer à la mise en œuvre du principe de non-dégradation via les SAGE et contrats de milieu.*	Le PLU permet la protection des espaces en eau et évite leurs dégradations notamment en : • Protégeant les zones humides au titre de l'article L.151-23 du CU • Le zonage « N » sur la totalité des cours d'eau L'identification de l'Espace de Bon Fonctionnement des cours d'eau et des règles associées permettant la libre évolution du cours d'eau et préserve les zones d'expansion de crue
OF3-Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau *Mieux connaître et mieux appréhender les impacts économiques et sociaux.* *Développer l'effet incitatif des outils économiques en confortant le principe pollueur-payeur.* *Assurer un financement efficace et pérenne de la politique de l'eau et des services publics d'eau et d'assainissement.*	

Orientations fondamentales	Compatibilité du PLU
OF 4-Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux *Renforcer la gouvernance dans le domaine de l'eau.* *Structurer la maîtrise d'ouvrage de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations à l'échelle des secteurs versants.* *Assurer la cohérence des projets d'aménagement du territoire et de développement économique avec les objectifs de la politique de l'eau.*	
OF 5-Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé *Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle.* *Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques.* *Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses.* *Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles.* *Evaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine*	Le réseau hydrographique du territoire est concerné par les risques de transfert de polluants vers les eaux de surface. La protection des éléments constitutifs de la préservation des eaux est donc primordiale et trouve une réponse dans les pièces du PLU par : • La protection des éléments de paysage jouant un rôle dans la bonne gestion quantitative et qualitative des eaux de ruissellement comme la protection des zones humides au titre de l'article L.151-23 du CU • La protection des secteurs sensibles aux pollutions diffuses ou ponctuelles (cours d'eau…) par un zonage majoritairement « N » • L'intégration de la nature en ville permettant ainsi des préserver des espaces de l'imperméabilisation limitant ainsi les risques de ruissèlement urbain • La matérialisation de l'EBF pour l'Arve notamment permet de préserver l'abord des cours d'eau Enfin, les périmètres de protection de point de captage sont indiqués aux plans de zonage et les arrêtés préfectoraux annexés au PLU afin de protéger la ressource. Du reste, le PLU n'est pas un document ayant pour nature d'agir directement sur la morphologie/qualité des cours d'eau
OF6-Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides *Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques* *Préserver, restaurer et gérer les zones humides* *Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau*	
OF7-Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir *Concrétiser les actions de partage de la ressource et d'économie d'eau dans les secteurs en déséquilibre quantitatif ou à équilibre précaire.* *Anticiper et s'adapter à la rareté de la ressource en eau.* *Renforcer les outils de pilotage et de suivi.*	Dans le bilan besoin/ ressources, il a été considéré que la période de pointe de consommation coïncide avec la période d'étiage afin de prendre en compte l'impact du changement climatique et vérifier l'adéquation des ressources disponibles aux besoins en eau en configuration défavorable. Une augmentation des prélèvements dans la Nappe d'Arthaz et dans la nappe Genevois pour compenser l'étiage de la source des Eaux Belles ou un apport extérieur depuis le Services Industriels de Genève (SIG) sera nécessaire pour assurer les besoins en eau des abonnés en

	période d'étiage. Cela nécessite également une meilleure gestion de l'exploitation des nappes afin de favoriser leurs recharges en période de hautes eaux. Des études complémentaires sont en cours de réalisation par les services compétents d'Annemasse Agglo afin de chercher de nouvelles ressources disponibles. Ces études de faisabilité portent sur l'identification de 6 nouvelles ressources potentielles. Une fois ces études réalisées, le SDAEP pourra être finalisé. Ainsi, Annemasse Agglo pourra valider les investissements programmés afin de sécuriser l'approvisionnement en eau potable du territoire d'Annemasse Agglo. **Les projet d'améliorations du réseau de distribution sur la commune portent notamment sur l'extension ou le renforcement de réseaux afin de satisfaire les besoins futurs lors de projets d'urbanisation.**
OF8-Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques *Agir sur les capacités d'écoulement.* *Prendre en compte les risques torrentiels.* *Prendre en compte l'érosion côtière du littoral.*	L'intégration des éléments de zonages et règlementaires du PPRN permet de limiter la vulnérabilité des biens et des personnes

6.2. *Schéma de COhérence Territoriale (SCOT) Annemasse Agglomération - 2021*

Objectif	Réponses apportées par le PLU
AXE 1 : PRÉSERVER ET METTRE EN VALEUR UN CADRE DE VIE APAISE ET DE QUALITE ENTRE LEMAN ET MONT-BLANC	
ORIENTTION 1.1 : DES ESPACES D'ENJEU ENVIRONNEMENTAL DURABLEMENT PRESERVES DES DYNAMIQUES D'URBANISATION	
Un équilibre durable entre le développement urbain et les ressources environnementales	**Trame environnementale :**  <u>Les espaces agricoles à pérenniser :</u> L'ensemble des espaces identifiés par le SCoT sont classées en zones Ap / A et de façon mineure en N. Ce qui est une évolution positive puisque plusieurs de ces secteurs étaient auparavant classés en U, 1AU et 2AU. <u>Les espaces à protéger strictement :</u> Ils concernent principalement la vallée de l'Arve et le secteur des Îles associé, ainsi que le Salève. Ces secteurs sont intégralement classés en N voire Ap s'il s'agit de terres agricoles. De plus, notons que le PLU surajoute au zonage une trame de préservation des zones humides ainsi que l'Espace de Bon Fonctionnement EBF des cours d'eau, permettant de renforcer la protection de ces éléments. Le règlement permet une évolution encadrée de l'habitat isolé en zones A/N/Ap *(voir aussi les justifications sur la traduction règlementaire du projet)*.

Objectif	Réponses apportées par le PLU
ORIENTTION 1.2 : UNE TRAME VERTE ET BLEUE PRESERVEE	
La sauvegarde de la fonctionnalité du réseau écologique à travers la Trame Verte et Bleue : • Protéger les réservoirs de biodiversité • Renforcer les continuités écologiques • Contribuer à la qualité des espaces naturels et du cadre de vie • Valoriser la nature en ville	**Espaces n°1 - Protéger les réservoirs de biodiversité**  Sur Etrembières, les réservoirs de biodiversité concernent : - Les réservoirs terrestres : principalement le Salève et la vallée de l'Arve secteur des Îles (pour rappel concernés par arrêtés de protection de Biotope, sites Natura 2000, ZNIEFF et identifiés au SRCE) => ces secteurs sont classés globalement en zone N, voir marginalement en zone Ap, et sont concernés par des trames complémentaires de préservation pour la partie vallée de l'Arve (zones humides, protection des nappes, EBF). - Les zones humides : secteur des Îles et secteur est de la commune, en vallée de l'Arve ; et une zone humide ponctuelle secteur de la Fontaine Jules César => ces secteurs sont préservés via la trame zone humide surajoutée aux zones, principalement N. **Espaces n°2 -Renforcer les continuités écologiques** Le territoire n'est pas concerné par des corridors « contraints » identifiés par le SCoT. Il existe des corridors aquatiques liés à la présence de l'Arve et du ruisseau des Eaux Belles. La vallée de l'Arve est protégée par le zonage N + des prescriptions (zones humides, EBF, …). Le ruisseau des Eaux Belles est aussi classé en N. Le PLU demande systématiquement un recul de 10 m depuis les berges de ces cours d'eau pour toute construction ou aménagement.

Objectif	Réponses apportées par le PLU
	Espaces n°3 –Contribuer à la qualité des espaces naturels et du cadre de vie Les espaces prairiaux ou agricoles, naturels ou forestiers et aquatiques sont classés prioritairement en zone naturelle et agricole. Toutefois, s'agissant quasiment intégralement des espaces non bâtis de la commune, certains d'entre eux sont concernés par des projets. Cela concerne notamment la prairie identifiée sur le Pas de l'Echelle qui est incluse dans la zone Ux3 (avec OAP), la zone Ux2, ainsi que des espaces boisés inclus dans l'enveloppe urbaine et classés en zone U. **Espaces n°4 -Valoriser la nature en ville**  Le PLU préserve les éléments de nature identifiés sur la carte du DOO correspondante. Ces éléments concernent principalement le Salève, la vallée de l'Arve, la plaine agricole. Ces éléments sont préservés => comme démontré précédemment. De plus, le PLU œuvre pour la préservation d'éléments naturels au sein des enveloppes urbaines : zones Ne correspondant notamment aux secteurs de parcs urbains, préservation d'arbres remarquables, préservation d'un verger en zone N (sous Rossy), le règlement demande par ailleurs la plantation d'arbres dans les nouvelles opérations (1 pour 100 m² d'espaces non bâtis) et pour les espaces de stationnement, la replantation par 2 arbres de tout arbre supprimé, le maintien d'espaces non imperméabilisés (coefficient d'espace perméable dans les zones U/AU, avec un minimum de 40%) dans les zones U/AU, la perméabilité des espaces de stationnement et l'OAP TVB œuvrant pour la végétalisation des bâtiments et des opérations.

Objectif	Réponses apportées par le PLU
ORIENTTION 1.3 : UNE MATRICE AGRICOLE RENFORCEE POUR UNE FILLIERE PERENNE	
Développer des activités et productions agricoles qualitatives sur le territoire Protéger les espaces agricoles du territoire Développer une agriculture de proximité	**Protéger les espaces agricoles du territoire** Comme vu précédemment, les espaces agricoles à pérenniser identifiés par le SCoT sont classées en zones Ap / A et de façon mineure en N. Ce qui est une évolution positive puisque plusieurs de ces secteurs étaient auparavant classés en U, 1AU et 2AU. Actuellement un seul siège d'exploitation est présent, secteur du Château. Il est classé en A pour lui permettre d'évoluer. De même, deux secteurs sont classés en A constructible dans la plaine, pour les exploitations pour tenir compte de deux projets (élevage canin et centre équestre). Le règlement permet les logements de fonction en cohérence avec la doctrine de la Chambre d'Agriculture (80 m² accolés/intégrés au bâtiment d'exploitation et si nécessité avérée). **Développer une agriculture de proximité** En zone A, le règlement permet les constructions et installations nécessaires à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production et qu'elles sont accolées ou incorporées au bâtiment d'activité, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. Un jardin partagé existant sur le Pas de l'Echelle est préservé au titre du L151-23.
ORIENTATION 1.4 : UNE STRATEGIE DE MISE EN VALEUR GLOBALE DES PAYSAGES ET DU PATRIMOINE AU SERVICE D'UN CADRE DE VIE APAISE ET DE QUALITE	
Valoriser les richesses paysagères et patrimoniales locales, et mettre en lumière l'identité d'Annemasse Agglo Préserver et mettre en valeur le grand paysage Affirmer des limites nettes et qualitatives entre les entités urbaines	Les enveloppes urbaines sont contenues, aucune extension majeure n'est prévue (au contraire, les zones actuellement en extension sont déclassées), permettant de préserver les coupures d'urbanisation et ainsi la lisibilité des enveloppes urbaines. La coupure urbaine majeure entre le Pas-de-l'Echelle et le centre-bourg est bien préservée, les enveloppes urbaines ne permettent pas d'extension le long de la RD1206 permettant de relier ces deux secteurs. La commune a bénéficié de la Ligne Directrice 2 // Entrées de territoires en zones d'activité : Concernant la ZA Shopping Etrembières, le renouvellement du site a déjà eu lieu.

Objectif	Réponses apportées par le PLU
Préserver et valoriser le patrimoine bâti historique, remarquable et vernaculaire	La partie ouest, est concernée par un projet de renouvellement que le PLU entend permettre. Telle que le préconise l'étude SCoT, le PLU prévoit un % d'espace perméable, à hauteur de 10% minimum, de plus, 50 % de places de stationnements perméables sont exigées à partir de 30 places de stationnements en aérien. Elle a aussi bénéficié de la Ligne Directrice 4 // Coeurs de bourgs et Coeurs de villages sur le Pas-de-l'Echelle et le centre-bourg. Globalement, les éléments qui pouvaient être traduits dans le cadre du PLU ont été intégrés : préservation des rdc commerciaux et développement possible via le règlement de zones (Ua, Ub), réflexion sur le renouvellement urbain (au travers notamment de 2 OAP sectorielles dédiées et toute la réflexion PLU), préservation des parcs publics (mairie, petit Salève, …), enveloppe figée aux contours existants, travail sur le nouveau programme important à venir sur le centre-bourg et interface avec le tissu existant, … Elle a enfin également bénéficié de la Ligne Directrice 4 // Coeurs de bourgs et Coeurs de villages sur le Pas-de-l'Echelle et le centre-bourg. Ligne Directrice 1 // Site des Îles : Si le PLU n'inscrit pas de réelles actions concrètes, il vise déjà à ne pas compromettre le scénario préférentiel. Cela notamment en préservant fortement la plaine de l'Arve et le secteur des Îles via le zonage et des prescriptions complémentaires. Notons plus particulièrement le déclassement des 2 zones à urbaniser présentes sur le PLU approuvé en 2019, ainsi que le reclassement de toute la poche déjà urbanisée sur le secteur des Îles en N (limitant ainsi de fait la constructibilité aux seules évolutions de l'existant). Le cheminement doux de la ViaRhôna est identifié au titre du L151-38 du code de l'urbanisme. Le règlement prévoit la végétalisation des nouvelles opérations (voir ci-avant : coefficient d'espaces perméables, préservation et plantations d'arbres, espace de stationnements perméables, végétalisation des bâtiments, …). Concernant la Directive du Salève, la commune tient plus particulièrement compte des éléments identifiés sur sa commune : le Château préservé, et un arbre préservé (Noyer commun). De nombreux éléments du patrimoine sont préservés au PLU au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme : la gare, le Château, les chapelles… A noter que l'Eglise Notre-Dame-de-la-Paix est un monument historique (MH) inscrit et la commune est concernée par le périmètre des MH de la gare d'arrivée du téléphérique du Salève.

Objectif	Réponses apportées par le PLU
	Le PLU identifie des cheminements doux à préserver permettant la valorisation des éléments paysagers, naturels et patrimoniaux. Le règlement prévoit des règles pour le gabarit et l'aspect des constructions nouvelles qui soit en cohérence avec le tissu urbain environnant.

Orientation	Réponses apportées par le PLU
AXE 2 : PLANIFIER UN DEVELOPPEMENT MAITRISE QUI S'APPUIE SUR UNE URBANISATION SOLIDAIRE EQUILIBREE ET STRUCTUREE	
ORIENTATION 2.1 : UN DEVELOPPEMENT URBAIN STRUCTURE AUTOUR D'UNE ARMATURE URBAINE FORTE ET D'UN RESEAU DE TRANSPORTS COLLECTIFS PERFORMANT	
Voir rapport des justifications	
ORIENTATION 2.2 : UNE POLITIQUE DE L'HABITAT SOLIDAIRE ET COMPATIBLE AVEC UN RYTHME DE DEVELOPPEMENT DEMOGRAPHIQUE MAITRISE	
Voir rapport des justifications	
ORIENTATION 2.3 : DES RESSOURCES ENVIRONNEMENTALES PRESERVEES POUR REPONDRE AUX DYNAMIQUES D'AMENAGEMENT	
Voir rapport des justifications	
ORIENTATION 2.4 : UNE POPULATION SECURISEE FACE AUX RISQUES ET NUISANCES	
Voir rapport des justifications	
AXE 2 : AFFIRMER L'IMAGE ET PROMOUVOIR LE RAYONNEMENT D'UNE AGGLOMERATION OUVERTE ET INNOVANTE	
ORIENTATION 3.1 : UN AMENAGEMENT ECONOMIQUE ET COMMERCIAL DURABLE ET EQUILIBRE	
Voir rapport des justifications	
ORIENTATION 3.2 : UNE OFFRE D'EQUIPEMENTS ET DE SERVICES ADAPTEE AUX BESOINS DES MENAGES ET A L'AMBITION DE RAYONNEMENT DE L'AGGLOMERATION	
Voir rapport des justifications	
ORIENTATION 3.3 : UNE MOBILITE DURABLE ET MULTIMODALE AU SERVICE D'UNE AGGLOMERATION OUVERTE ET CONNECTEE	
Voir rapport des justifications	
ORIENTATION 3.4 : UNE STRATEGIE TOURISTIQUE ET DE LOISIRS GLOBALE QUI CONTRIBUE A L'EMERGENCE D'UNE DESTINATION DE PROXIMITE ENTRE LEMAN ET MONT-BLANC	
Voir rapport des justifications	
ORIENTATION 3.4 : UNE STRATEGIE TOURISTIQUE ET DE LOISIRS GLOBALE QUI CONTRIBUE A L'EMERGENCE D'UNE DESTINATION DE PROXIMITE ENTRE LEMAN ET MONT-BLANC	

Orientation	Réponses apportées par le PLU
Voir rapport des justifications	
ORIENTATION 3.5 : UN TERRITOIRE ENGAGE DANS LA TRANSITION ENERGETIQUE ET LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE	
Inscrire le territoire dans une transition énergétique et écologique engagée, en lien avec le PCAET	**<u>Inscrire le territoire dans une transition énergétique et écologique engagée, en lien avec le PCAET</u>** L'ensemble de ces éléments sont principalement traduits dans l'OAP Climat Air Energies, et de façon complémentaire dans l'OAP TVB, en articulation avec le règlement écrit. **Maîtriser les consommations énergétiques du territoire** Le règlement de PLU permet la réhabilitation du bâti en vue d'améliorer leurs performances énergétiques, en prévoyant : « **Isolation extérieure ou panneaux solaires des constructions existantes :** Dans le cas de projets de travaux d'isolation extérieure ou de la mise en place de dispositifs de protections solaire en saillie des façades d'une construction existante, la règle d'implantation peut être différente de celles définies ci-après, si les dispositifs d'isolation et/ou de protection présentent une épaisseur au plus égale à 25 cm et qu'ils sont en harmonie avec les caractéristiques architecturales de la construction existante. » De plus, le règlement ne fait pas opposition aux bâtiments permettant d'améliorer les performances énergétiques : choix des matériaux / couleurs. Il prévoit également un paragraphe sur le niveau de performances énergétiques des bâtiments. Ces éléments sont complétés par l'OAP thématique Climat Air Energies avec des principes rappelant la RE 2020, pour des projets bioclimatiques, sur la bonne orientation des bâtiments, la ventilation, les protections solaires, … **Augmenter la part des énergies renouvelables locales dans la consommation énergétique du territoire**
La sensibilisation des habitants aux enjeux Air-Climat-Energie est déterminante pour garantir l'efficacité des actions mises en œuvre. Les pratiques vertueuses peuvent en effet représenter une part importante dans la portée d'une action. Ainsi, une information sur les comportements individuels adaptés est nécessaire pour ne pas aller à l'encontre des actions mises en œuvre collectivement.	
Inscrire le territoire dans une transition énergétique et écologique engagée, en lien avec le PCAET	
Maîtriser les consommations énergétiques du territoire	
Les collectivités et établissements publics compétents veillent à encourager la réhabilitation thermique du parc ancien et à optimiser les travaux de rénovation, notamment par des réflexions globales. Pour cela, ils veillent à soutenir les dispositifs d'accompagnement en faveur de l'amélioration énergétique du bâti, tel que le programme REGENERO, notamment en relayant les informations sur les aides techniques et financières.	
Augmenter la part des énergies renouvelables locales dans la consommation énergétique du territoire	
Les communes pourront s'appuyer sur le schéma directeur des énergies d'Annemasse Agglo, dans le cadre de la révision de leurs documents d'urbanisme ainsi que pour la déclinaison des projets opérationnels.	
S'adapter au changement climatique en anticipant et atténuant ses effets	

Orientation	Réponses apportées par le PLU
	Sur le territoire c'est l'énergie solaire qui peut être privilégiée, bien que limitée sur certains secteurs en raison du « masque » du Salève. Le règlement permet les panneaux solaires et l'OAP Climat Air Energies apportent des éléments qualitatifs quant à leur bonne implantation / intégration. **S'adapter au changement climatique en anticipant et atténuant ses effets** Le règlement prévoit, en cohérence avec chaque niveau de densité : un pourcentage d'espace perméable de pleine-terre, il également prévu la plantation d'un arbre à haute tige / 100 m² de terrain non bâti, la replantation de 2 arbres si un arbre est abattu, un pourcentage de stationnements perméables en fonction du nombre de places. Le règlement permet les végétalisations du bâti et l'OAP TVB vient en complément pour apporter des éléments pédagogiques et qualitatifs. En complément, les OAP thématiques Climat Air Energies et TVB apportent des éléments sur l'aspect qualitatif des espaces perméables, la composition des haies et les essences à privilégier, le sujet du confort thermique (masques solaires, choix des matériaux),…
ORIENTATION 3.6 : DES PROJETS STRUCTURANTS QUI CONTRIBUENT A L'ATTRACTIVITE DE L'AGGLOMERATION	
Voir rapport des justifications	

6.3. *Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) Annemasse Agglomération*

Le PCAET est cours de réalisation. Le précèdent document été établit sur la période 2016-2022. Il n'est donc pas réalisé de démonstration de compatibilité puisqu'aucun document n'est en vigueur.

Toutefois, nous pouvons rappeler que, sur ces sujets, le PLU intègre :

- Une orientation du PADD dédiée à ce sujet, à l'axe 2 : « Orientation n°9 : Un territoire s'inscrivant dans la transition énergétique et climatique »
- Une OAP thématique Climat Air Energies, élaborée à l'aide des études menées par Annemasse Agglomération, dont les éléments sélectionnés sont adaptés au territoire d'Etrembières, elle s'organise autour de 3 grands thèmes :

Promouvoir et encadrer le développement des énergies renouvelables	**Maîtriser les consommations énergétiques et favoriser le confort thermique**	**Encadrer les mobilités et promouvoir les mobilités alternatives**
Elle rappelle la règlementation RE2020 en vigueur. Elle prévoit des éléments sur le développement de l'énergie solaire : les bonnes pratiques pour la mise en place des panneaux, notamment sur les toitures plates et les liens avec la végétalisation, la question des réhabilitations et des ombrières pour les espaces de stationnement.	Il s'agit de donner les éléments de bonne pratique pour permettre des opérations vertueuses : constructions bioclimatiques, orientations des bâtiments, la ventilation, les protections solaires, les matériaux adaptés, la lutte contre les déperditions.	Elle donne des orientations pour des espaces de stationnements (cycles, automobile) adaptés et qualitatifs, sur le réseau de voirie à dimensionner et aménager en fonction du statut de ladite voie à créer/aménager, le sujet des modes actifs via la création de cheminements modes doux (piétons et cycles).

- Une OAP TVB complémentaire à l'OAP Climat Air Energies, organisée autour de 2 grands axes :

La préservation des composantes de la trame verte et bleue remarquable	**Le développement de la nature en ville**
Elle permet de revenir sur les trames remarquables et leur composition (trame verte, trame bleue, trame des espaces perméables en milieu urbain) ainsi que les éléments fragmentant. Elle rappelle les prescriptions à l'œuvre avec notamment : les zonages (A/Ap/N), les prescriptions (zones humides, EBF, préservation des nappes).	Elle intègre des éléments qualitatifs sur la perméabilité des espaces urbains : avec la végétalisation des bâtiments et des opérations, les limites d'opérations à maintenir poreuses, les espaces perméables, … Elle intègre également des éléments sur la modération des consommations : du foncier (formes urbaines, divisions

	parcellaires) et de la ressource en eau (les consommations, la ressource, la gestion des eaux pluviales).

- Des éléments au règlement écrit ne venant pas à l'encontre des sujets climat air énergies, et visant à les favoriser :
    - Le règlement permet la réhabilitation du bâti en vue d'améliorer leurs performances énergétiques, en prévoyant : « Isolation extérieure ou panneaux solaires des constructions existantes : Dans le cas de projets de travaux d'isolation extérieure ou de la mise en place de dispositifs de protections solaire en saillie des façades d'une construction existante, la règle d'implantation peut être différente de celles définies ci-après, si les dispositifs d'isolation et/ou de protection présentent une épaisseur au plus égale à 25 cm et qu'ils sont en harmonie avec les caractéristiques architecturales de la construction existante. »
    - Le règlement ne fait pas opposition aux bâtiments permettant d'améliorer les performances énergétiques : choix des matériaux / couleurs. Il prévoit également un paragraphe sur le niveau de performances énergétiques des bâtiments.
    - Le règlement permet les panneaux solaires.
    - Le règlement prévoit, en cohérence avec chaque niveau de densité : un pourcentage d'espace perméable de pleine-terre
    - Il prévoit la plantation d'un arbre à haute tige / 100 m² de terrain non bâti, la replantation de 2 arbres si un arbre est abattu, un pourcentage de stationnements perméables en fonction du nombre de places.
    - Le règlement permet les végétalisations du bâti

7. LES INDICATEURS DE SUIVIS

La mise en place d'un dispositif de suivi permettra de conduire le bilan du document d'urbanisme tout au long de sa durée de vie, tel que le prévoit l'article L.153-27 code de l'urbanisme (au plus tard à l'expiration d'un délai de 6 ans).

Afin de faciliter la mise en œuvre d'un tel bilan, il convient de tenir à jour un tableau de bord permettant d'identifier l'atteinte des objectifs fixés par le projet de territoire.

Aussi pour assurer le suivi du PLU, l'évaluation environnementale identifie des indicateurs pour chaque thématique de l'évaluation environnementale. Rappelons qu'il ne s'agit pas de construire un tableau de bord exhaustif de l'état de l'environnement. Il faut avant tout cibler les indicateurs reflétant l'impact du document d'urbanisme sur les enjeux environnementaux identifiés.

Ce dispositif devant rester proportionné au document d'urbanisme et aux moyens de la collectivité. Sont listés dans le tableau les indicateurs proposés pour suivre l'impact de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement.

Pour chaque indicateur, sont précisés l'enjeu ou l'incidence potentielle qui s'y rapporte, l'unité de mesure, la disponibilité (où se les procurer ?), l'état zéro (si disponible) et la périodicité (combien de temps entre chaque mise à jour ?).

Thématique	Définition de l'indicateur	Enjeux/incidences	Unité	Disponibilité	Etat zéro	Périodicité
Biodiversité, milieux naturels et ressources environnementale	Surface de zones humides	Suivre l'évolution des zones humides sur le territoire Suivre l'évolution de la TVB	Ha	CEN 74 Interne	66 ha	2 ans
	Part de la couverture de territoire en zone A et N au gré des évolutions du PLU	Appréhender les éventuelles contraintes ressenties ou subies	%	Interne	53%	Annuelle

		par la profession agricole Suivre l'évolution de la TVB				
	Part d'espace naturel / habitant	Permettre de rendre compte du développement de la nature en ville	m^2/hab	Interne	X	Annuelle
	Nombre de permis autorisant les toitures végétalisées		Nbr	Service instruction	X	Annuelle
Mobilité	Nombre d'arceaux ou stationnements vélos aménagés dans le cadre de PC/PA	Permet d'avoir un suivi sur : Le développement des mobilités douces sur le territoire La politique volontariste mise en œuvre en faveur des mobilités douces	Nbr	Interne	X	Annuelle
	Nombre d'arceaux ou stationnements vélos aménagés dans le cadre de PC/PA		ml	Interne	X	Annuelle
	Surface dédiée au stationnement ayant fait l'objet d'une	Permet d'identifier les impacts de la loi climat et résilience sur le territoire et la prise en compte des	ha	Interne	X	Annuelle

	désimperméabilisation	orientations nationale				
Scénario démographique et développement projeté	Population	Vérifier sur la durée de vie du PLU : La bonne mise en œuvre du scénario démographique La réalisation concrète des possibilités de construction offertes par le PLU La corrélation entre nombre de logements produits et progression démographique Identifier la diversité de logements offerte par le PLU pour le parcours résidentiel des ménages Suivre les évolutions démographiques afin d'anticiper les effets de surcharge ou non sur les équipements publics	Nbr	Insee	2619	6 ans
	Logements		Nbr	Insee / PC	1431	6 ans
	Typologie de logements : maison individuelle / groupée / intermédiaire / collectif		Part %	Insee / PC	43% maisons 56% appartements	6 ans
	Typologie de logements sur l'accès : locatif / locatif sociale / propriété / accession sociale		Part %	Insee / PC	13,3% de logements sociaux	6 ans
Consommation foncière	Evolution de la consommation foncière au regard des ENAF	Permet d'observer les tendances de construction et d'avoir un regard sur l'atteinte des objectifs climat et résilience et ZAN	ha	OCS74	X	3 ans

Ressource en eau	Renouvellement moyen annuel du réseau d'assainissement	Permet de rester informé sur la qualité des eaux du territoire et sur la réduction de la perte en réseau	%	Syndicat d'eau/RPQS	X	Annuelle
	Charge organique et la charge hydraulique des eaux usées		Mg/l	Syndicat d'eau/RPQS	X	Annuelle
	Taux de conformité des installations en assainissement non-collectif	Avoir un regard sur les installations non conformes et la part de risque des pollutions diffuses des sols	%	Syndicat d'eau/RPQS	X	Annuelle

8. RESUME NON TECHNIQUE

8.1. *Synthèse de l'évaluation environnementale du zonage et du règlement écrit*

8.1.1. Biodiversité : espaces naturels remarquables, nature ordinaire et TVB

Les espaces naturels remarquables de la commune d'Etrembières participent activement à la trame paysagère et au cadre de vie des habitants. Aussi, la révision du PLU doit répondre aux enjeux de préservation de sa Trame Verte et Bleue, mesure de prise en compte :

- La couverture du territoire sur environ 290 ha (soit 53% de la commune) de la zone « A » et « N ».
- Zones humides identifiées au titre de l'article L151-23 du CU.
- Reprise des zones de risques inondation au plan de zonage.
- Prise en compte d'une étude de risque du RTM sur les aléas.
- Une trame spécifique a également été instaurée sur l'ancienne.
- Le PLU ne prévoit aucun secteur d'extension, les OAP ayant été intégrées dans l'enveloppe urbaine et sélectionnées à l'issue d'un bilan basé sur un système de points.
- Mise en place d'une zone Agricole Protégée (AP) dont le règlement est particulièrement restrictif.
- L'intégralité des boisements de la commune sont classés en secteur N et certains arbres remarquables font l'objet de prescriptions spécifiques (arbres remarquables ou ripisylves).
- Prise en compte du SCoT dans le contexte de « renaturation du secteur des Iles » par une procédure mixte comprenant comme, par exemple : la suppression d'une zone 2AU, la mise en place d'un Espace de Bon Fonctionnement dans le sens de la renaturation, l'obligation pour les activités de carrière de renaturer le site.
- Identification d'un Espace de Bon Fonctionnement (EBF) en lien avec le SAGE de l'Arve.
- Mise en place d'OAP thématiques TVB et Climat Air Energies.
- Mise en place d'éléments au règlement : plantation d'arbres, préservation d'espaces perméables, …

8.1.2. Paysage et patrimoine

- Préservation d'éléments patrimoniaux au titre du L151-19.
- Préservation de parcs et jardins en milieux urbains.
- Enveloppes urbaines contenues dans les choix d'urbanisation.
- Des densités adaptées aux secteurs de la commune.
- Un maintien des coupures d'urbanisation par les choix de zones U et le déclassement d'importantes zones AU.

8.1.3. Resource en eau

La ressource en eau se voit protégée sur le territoire via :

- L'identification des zones humides au titre de l'article L.151-23 du CU
- Un recul minimal vis-à-vis des cours d'eau, plus globalement il convient de préciser qu'une grande partie des cours d'eau se voit protégée par un zonage « N » réduisant ainsi le risque de développement d'activités pouvant entrainer des pollutions diffuse ou la dégradation des berges.
- L'identification d'un Espace de Bon Fonctionnement (EBF)
- La préservation des nappes.

Le PLU tente au maximum de gérer les eaux pluviales à la parcelle. Dans ce contexte, le PLU tente d'agir sur trois leviers à savoir :

- Limiter l'imperméabilisation des sols et favoriser l'infiltration des eaux pluviales
- Favoriser la gestion des eaux pluviales à la parcelle
- Réintroduire la nature en ville
- Réaliser des prescriptions favorisant les clôtures poreuses (OAP thématique TVB : à proximité d'un corridor écologique ou réservoir de biodiversité, les clôtures doivent être perméables à la faune).

Des mesures concrètes pour une meilleure gestion des eaux pluviales sont réalisées dans un but de :

- Limiter l'imperméabilisation des sols
- Assurer la maîtrise des débits

Dans le bilan besoin/ ressources en **eau potable**, il a été considéré que la période de pointe de consommation coïncide avec la période d'étiage afin de prendre en compte l'impact du changement climatique et vérifier l'adéquation des ressources disponibles aux besoins en eau en configuration défavorable.

Une augmentation des prélèvements dans la Nappe d'Arthaz et dans la nappe Genevois pour compenser l'étiage de la source des Eaux Belles ou un apport extérieur depuis le Services Industriels de Genève (SIG) sera nécessaire pour assurer les besoins en eau des abonnés en période d'étiage. Des études complémentaires sont en cours de réalisation par les services compétents d'Annemasse Agglo afin de chercher de nouvelles ressources disponibles.

En matière **d'assainissement des eaux usées**, les zones U sont concernées par un zonage d'assainissement collectif garantissant la bonne gestion des effluents.

8.1.4. Risques et nuisances

- Report des zones de risques au plan de zonage : inondation et aléa rocheux.
- Déclassement du secteur urbanisé et des zones AU du secteur des Îles particulièrement vulnérables d'un point de vue du risque inondation.
- Prise en compte d'un secteur d'ancienne décharge.
- Prise en compte des secteurs pollués.

- Limitation des activités nuisantes en zones U résidentielles.
- Prise en compte des nuisances sonores dans les aménagements et notamment l'OAP1.

8.1.5. Mobilité et déplacements

- Choix de renforcer les centralités pour favoriser la ville des courtes distances et la proximité des transports en commun.
- Préservation des cheminements modes doux.
- Développement des cheminements modes doux dans les opérations.
- Encadrer via l'OAP thématique Air Energie Climat et le règlement écrit les stationnements.

8.1.6. Adaptation au changement climatique

- Instauration d'une OAP thématique dédiée visant à favoriser les énergies renouvelables, des constructions bioclimatiques, …
- Inscription d'éléments règlementaires visant à favoriser et ne pas entraver les actions en faveur des énergies renouvelables.
- Eléments en faveur de la nature en ville : préservation de jardins, d'arbres, CEP dans les opérations d'aménagements, plantations d'arbres, …

8.1.7. Consommation foncière

- Un projet vertueux visant à limiter les consommations d'espaces naturels et agricoles, déjà peu importantes sur la décennie passée.
- Aucune extension majeure de l'enveloppe urbaine n'est prévue.
- Le bilan des classements / déclassements se fait en faveur des espaces agricoles et naturels.

8.2. *Synthèse des évaluation sectorielles*

8.2.1. OAP

Le PLU comporte 4 OAP sectorielles, toutes inscrites dans le milieu urbain.

L'analyse des OAP sectorielles permet d'identifier plusieurs axes clés :

1 **MOBILITE** : L'ensemble des OAP prévoient une desserte en mobilité douce, visant à encourager les déplacements non motorisés. De plus, la totalité des OAP se trouve à proximité d'un arrêt de bus. De plus, les OAP sont souvent situées à proximité d'équipements et d'infrastructures, tels que l'école, contribuant à limiter les déplacements motorisés quotidiens. Cette stratégie de développement permettra à terme de limiter les déplacements motorisés et agir sur la qualité de l'air et les nuisances sonores.

2 **GESTION FONCIERE :** La révision du PLU favorise une gestion plus économe du foncier. Tous les secteurs envisagent une densification de l'enveloppe urbaine voire une régénération. De plus, les zones AU ont été largement rationalisées par rapport au précédent PLU. La densification envisagée favorise des formes de logements plus denses, contribuant ainsi à limiter l'étalement urbain tout en diversifiant le parc de logements et en étant adapté au contexte paysager.

3 **ENVIRONNEMENT :** Les OAP sont localisées dans des secteurs présentant peu d'enjeux environnementaux. Aucun secteur n'est impacté par des zones humides, des cours d'eau ou d'autres contraintes majeures. De plus, l'ensemble des OAP prescrivent des limites poreuses, favorisant le passage de la petite faune et l'implantation d'opérations respectueuses de l'environnement. Elles visent également la préservation des espaces perméables et de pleine terre, avec un Coefficient d'Espaces Perméables (CEP) permettant de maintenir des zones naturelles en milieu urbain. L'OAP thématique Trame Verte et Bleue (TVB) propose des recommandations supplémentaires pour réintroduire la nature en ville, en valorisant les îlots végétaux et en veillant à la qualité des opérations.

4 **PAYSAGE** : Le chapitre II du règlement permet de règlementer l'ensemble des aspects extérieurs afin de conserver une forme de cohérence architecturale. De plus, la végétalisation notamment via le traitement paysager des limites visent à intégrer au mieux les opérations, de même que le sujet des formes urbaines et implantations des bâtiments.

8.2.2. STECAL

Deux STECAL sont concernées par le projet de PLU. Il s'agit tout deux d'emplacements dédiés à des bases de loisirs. Les potentiels aménagements seront situés au regard des infrastructures existantes afin de ne pas dénaturer les sites. Ainsi, ces destinations n'ont pas vocation à accroître la vulnérabilité des biens et des personnes. Il est enfin important de noter que les droits à bâtir dans ces secteurs sont relativement limités et l'impact environnemental potentiellement associé à relativiser.

8.2.3. Emplacements Réservés

Les Emplacements Réservés ont été pris en compte dans cette évaluation environnementale via une classification par enjeux (de nul à fort). Parmi les 7 ER mentionnés dans le PLU, uniquement l'ER n°6 possède un enjeu environnemental fort : il se confronte à une multiplicité d'enjeux environnementaux qui mérite une attention particulière. En effet, ce secteur englobe des zonages entre autres naturels, dont les milieux principaux sont des boisements et créent une certaine continuité à l'abord de l'autoroute. La surface, plutôt étendue de cet emplacement réservé est d'environ 2 ha. Enfin nous pouvons noter la proximité quasi-immédiate de cette zone face au site Natura 2000 du Salève pouvant donc impacter de manière indirecte sur ce secteur protégé.

Cependant, il convient de modérer l'impact potentiel du développement prévu dans l'ER sur l'environnement local. Effectivement le secteur est classé, en partie, en tant que zone naturelle, ce qui limite considérablement les droits à bâtir. Aussi le corridor associé aux espèces circulant sur le site Natura 2000 ne se situe par en bordure d'autoroute mais plus haut sur le mont Salève.

8.3. *Synthèse de la prise en compte de l'environnement dans le PADD*

Le PADD est organisé autour de 2 axes : **Axe 1 : Pour un développement de la commune qualitatif et maîtrisé (orientations 1 à 4) ; Axe 2 : Pour un territoire durable, valorisant ses richesses, et résilient face au changement climatique (orientations 5 à 9).**

Le second axe est entièrement dédié à la prise en compte de l'environnement et permet ainsi de traduire les enjeux soulevés sur les thématiques de l'environnement au sein de cet axe. Par ailleurs, la stratégie d'urbanisation développée en Axe 1, contribue d'une certaine façon aussi à la préservation de l'environnement.

En effet, les enjeux soulevés par le diagnostic liés :

- A la protection des zones humides, de la végétalisation, du patrimoine naturel notamment l'Arve et le Salève se traduisent dans l'orientation n°5 du PADD *Une nature à préserver, valoriser et développer, dans les différents espaces de la commune*
- La prise en compte des risques naturels se traduisent par l'orientation n°8 *Des risques et nuisances à intégrer au projet communal*
- La maîtrise du développement urbain et des coupures d'urbanisation sont pris en compte dans les orientations 1-2 et 7
- Le sujet de la qualité des espaces publics est pris en compte dans les orientations 6 et 7
- La qualité des entrées de ville est intégrée en orientations 3 et 7
- L'intégration paysagère des opérations et notamment économiques est insérée en orientation 7
- La mise en valeur du patrimoine bâti et végétale est prévue en orientations 5 et 7
- La préservation du foncier agricole est envisagée en orientations 3 et 6
- Une urbanisation bioclimatique et intégrant le changement climatique, avec une orientation dédiée la n°9
- La question de la ressource en eau, de la gestion des eaux pluviales et de l'assainissement des eaux usées en orientation 3
- Le développement des mobilités douces et de l'utilisation des transports en commun, en orientations 2-3-4-7-9
- La préservation du foncier naturel et agricole, via l'orientation dédiée en n°6

8.4. *Synthèse de la prise en compte des documents supra-communaux*

En s'appuyant sur l'analyse des pièces règlementaires, l'évaluation environnementale s'est attachée à vérifier la compatibilité ou la prise en compte des documents de portée supérieure (SDAGE, SCOT, PCAET). Une analyse a porté sur la compatibilité du PLU avec l'ensemble des documents. Pour donner suite à cette analyse, il s'avère que le projet de PLU reprend bien les différents éléments des document-cadres en favorisant :

- L'identification et la préservation des éléments de nature et constitutifs de la TVB sur le territoire
- La préservation des espaces agricoles du territoire
- La protection des éléments paysagers et patrimoniaux
- La prise en compte des risques et nuisances dans le choix des secteurs de développement
- Le développement des énergies renouvelables et des opérations plus vertueuses, l'adaptation au changement climatique
- Le sujet des mobilités par les choix d'aménagement et le développement des mobilités douces

PLAN LOCAL D'URBANISME

MAITRISE D'OUVRAGE
COMMUNE D'ETREMBIERES
Dossier 23042

REGLEMENT

Document arrêté le Document approuvé le Le maire

SOMMAIRE

1.1. DISPOSITIONS JURIDIQUES, DEFINITIONS ET GLOSSAIRE 6
1.1.1. Champ d'application territorial du plan 6
1.1.2. Division du territoire en zones 6
1.1.3. Articulation avec les autres règlementations en vigueur 8
1.1.4. Reconstruction A l'identique 8
1.1.5. Permis de démolir 9
1.1.6. Définitions 9
1.1.7. Lexique des destinations et sous-destinations 15
1.2. Dispositions liées aux prescriptions d'urbanisme inscrites au règlement graphique 17
1.2.1. Secteurs concernés par des limitations de la constructibilité pour des raisons environnementales, de risques, d'intérêt général 17
1.2.2. Secteurs d'Orientations d'Aménagement et de Programmation au titre des articles L151-6 et L151-7 du Code de l'urbanisme 18
1.2.3. Secteurs de mixité sociale au titre de l'article L151-15 du Code de l'urbanisme 18
1.2.4. Diversité commerciale au titre de l'article 151-16 du Code de l'urbanisme 19
1.2.5. Secteurs de patrimoine bâti identifiés au titre de l'article L151-19 du Code de l'urbanisme . 19
1.2.6. Secteurs de patrimoine environnemental identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme 19
1.2.7. Emplacements réservés au titre de l'article L151-41 du Code de l'urbanisme 22
1.2.8. Voies de circulation à conserver, à modifier ou à créer au titre de l'article L151-38 du code de l'urbanisme 22
1.3. DISPOSITIONS LIEES AUX EQUIPEMENTS ET RESEAUX APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES ZONES 23
1.3.1. Caractéristiques des voies de circulation 23
1.3.2. Réseaux 24
1.4. APPLICATION DES REGLES DE DESTINATIONS ET SOUS-DESTINATIONS 27
1.5. DISPOSITIONS LIEES AUX ZONES 28
1. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES DES ZONES UA, UB, UC, UD, UH 30
1.1. Destinations, usages et nature de l'occupation 30
1.1.1. Destination des constructions et usage des sols 30
1.1.2. Mixité sociale et fonctionnelle : 33
1.2. Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère 34
1.2.1. Implantation des constructions 34
1.2.2. Volumétrie 37
1.2.3. Qualité urbaine, architecturale et environnementale 38
1.2.4. Traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis et abords des constructions 42
1.2.5. Stationnement 44
2. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES DE LA ZONE UE 47
2.1. Ue _Destinations, usages et nature de l'occupation 47
2.1.1. Ue _Destination des constructions et usage des sols 47
2.2. Ue_Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère 49

2.2.1. Ue_Implantation des constructions 49
2.2.2. Ue _Volumétrie 51
2.2.3. Ue _Qualité urbaine, architecturale et environnementale 51
2.2.4. Ue_Traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis et abords des constructions 53
2.2.5. Ue_Stationnement 55
3. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES DE LA ZONE UX (UX1 UX2 UX3 UX4) 57
3.1. Ux _Destinations, usages et nature de l'occupation 57
3.1.1. Ux _Destination des constructions et usage des sols 57
3.1.2. Ux _Mixité sociale et fonctionnelle : 59
3.2. Ux_Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère 60
3.2.1. Ux_Implantation des constructions 60
3.2.2. Ux _Volumétrie 63
3.2.3. Ux _Qualité urbaine, architecturale et environnementale 64
3.2.4. Ux_Traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis et abords des constructions 68
3.2.5. Ux_Stationnement 70
4. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES DE LA ZONE UY (UY1 ET UY2) 72
4.1. Uy _Destinations, usages et nature de l'occupation 72
4.1.1. Uy _Destination des constructions et usage des sols 72
4.1.2. Uy _Mixité sociale et fonctionnelle : 74
4.2. Uy_Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère 75
4.2.1. Uy_Implantation des constructions 75
4.2.2. Uy _Volumétrie 78
4.2.3. Uy _Qualité urbaine, architecturale et environnementale 79
4.2.4. Uy_Traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis et abords des constructions 83
4.2.5. Uy_Stationnement 85
5. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES DE LA ZONE UZ 87
5.1. Uz _Destinations, usages et nature de l'occupation 87
5.1.1. Uz _Destination des constructions et usage des sols 87
5.1.2. Uz _Mixité sociale et fonctionnelle : 89
5.2. Uz_Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère 89
5.2.1. Uz_Implantation des constructions 89
5.2.2. Uz _Volumétrie 89
5.2.3. Uz _Qualité urbaine, architecturale et environnementale 90
5.2.4. Uz_Traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis et abords des constructions 90
5.2.5. Uz_Stationnement 91
6. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES DE LA ZONE 1AUA 94
6.1. 1AUa _Destinations, usages et nature de l'occupation 94
6.1.1. 1AUa _Destination des constructions et usage des sols 94
6.1.2. 1AUa _Conditions d'ouverture à l'urbanisation : 96
6.1.3. 1AUa _Mixité sociale et fonctionnelle : 96
6.2. 1AUa_Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère 97

6.2.1. 1AUa_Implantation des constructions 97
6.2.2. 1AUa _Volumétrie 98
6.2.3. 1AUa _Qualité urbaine, architecturale et environnementale 99
6.2.4. 1AUa_Traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis et abords des constructions 103
6.2.5. 1AUa_Stationnement 105
7. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES DE LA ZONE A ET AP 108
7.1. A _AP_ Destinations, usages et nature de l'occupation 108
7.1.1. A _Destination des constructions et usage des sols 108
7.1.2. A _AP_Mixité sociale et fonctionnelle : 110
7.2. A_AP_Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère 111
7.2.1. A_AP_Implantation des constructions 111
7.2.2. A_AP_Volumétrie 114
7.2.3. A_AP_Qualité urbaine, architecturale et environnementale 115
7.2.4. A_AP_Traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis et abords des constructions 118
7.2.5. A_AP_Stationnement 120
8. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES DE LA ZONE N 121
8.1. N _Destinations, usages et nature de l'occupation 121
8.1.1. N _Destination des constructions et usage des sols 121
8.1.2. N _Mixité sociale et fonctionnelle : 123
8.2. N_Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère 123
8.2.1. N_Implantation des constructions 123
8.2.2. N _Volumétrie 125
8.2.3. N _Qualité urbaine, architecturale et environnementale 125
8.2.4. N _Traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis et abords des constructions 129
8.2.5. N_Stationnement 131
9. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES DE LA ZONE NC - NM 132
9.1. Nc_Nm _Destinations, usages et nature de l'occupation 132
9.1.1. Nc_Nm _Destination des constructions et usage des sols 132
9.1.2. Nc_Nm _Mixité sociale et fonctionnelle : 134
9.2. Nc_Nm_Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère 134
9.2.1. Nc_Nm_Implantation des constructions 134
9.2.2. Nc_Nm_Volumétrie 137
9.2.3. Nc_Nm_Qualité urbaine, architecturale et environnementale 137
9.2.4. Nc_Nm_Traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis et abords des constructions 140
9.2.5. Nc_Nm_Stationnement 141
10. DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONE NL1, NL2 ET NE 143
10.1. NL1_NL2_NE _Destinations, usages et nature de l'occupation 143
10.1.1. NL1_NL2_NE _Destination des constructions et usage des sols 143
10.1.2. Nl1_Nl2_NE _Mixité sociale et fonctionnelle : 146
10.2. NL1_NL2_NE_Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère 147
10.2.1. NL1_NL2_NE_Implantation des constructions 147

10.2.2. Nl1_ Nl2_Ne_Volumétrie 150
10.2.3. NL1_NL2 _NE_Qualité urbaine, architecturale et environnementale 150
10.2.4. NL1_NL2_NE_Traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis et abords des constructions 153
10.2.5. NL1_NL2_NE_Stationnement 155

1.1. DISPOSITIONS JURIDIQUES, DEFINITIONS ET GLOSSAIRE

1.1.1. Champ d'application territorial du plan

Le présent règlement, et les annexes auxquelles il se réfère, s'appliquent à la totalité du territoire communal d'ETREMBIERES.

1.1.2. Division du territoire en zones

Le règlement du PLU délimite les zones urbaines (U), les zones à urbaniser (AU), les zones agricoles (A) et les zones naturelles et forestières (N). Les dispositions générales s'imposent aux pétitionnaires ainsi que les éléments complémentaires mentionnés dans le règlement écrit et graphique.

Les zones urbaines (U)
Les zones urbaines (U), sont définies selon l'article R151-18 du code de l'urbanisme : « Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter. »

Les zones à urbaniser (AU)
Les zones à urbaniser (AU) sont définies selon l'article R151-20 du code de l'urbanisme : « Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation.
Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone et que des orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement en ont défini les conditions d'aménagement et d'équipement, les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement.
Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation est subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme comportant notamment les orientations d'aménagement et de programmation de la zone. »

Les zones agricoles (A)
Les zones agricoles (A) sont définies selon l'article R151-22 et R151-23 du code de l'urbanisme : « peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles ».
« Peuvent être autorisées, en zone A :
1° Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées au titre de l'article L. 525-1 du code rural et de la pêche maritime ;
2° Les constructions, installations, extensions ou annexes aux bâtiments d'habitation, changements de destination et aménagements prévus par les articles L. 151-11, L. 151-12 et L. 151-13, dans les conditions fixées par ceux-ci. »

En plus des autorisations ci-dessus, pourront être inscrits en zone A, les fonds de jardin dont l'urbanisation n'est pas souhaitée en respect des principes de gestion économe de l'espace et de densification des espaces bâtis.

Les zones naturelles et forestières (N)

Les zones naturelles et forestières (N) sont définies selon Article R151-24 et R151-25 du code de l'urbanisme : « peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :

1° Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;

2° Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;

3° Soit de leur caractère d'espaces naturels ;

4° Soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles ;

5° Soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues. »

« Peuvent être autorisées en zone N :

1° Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et forestière, ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées au titre de l'article L. 525-1 du code rural et de la pêche maritime ;

2° Les constructions, installations, extensions ou annexes aux bâtiments d'habitation, changements de destination et aménagements prévus par les articles L. 151-11, L. 151-12 et L. 151-13, dans les conditions fixées par ceux-ci. »

Libellé de la zone	**Légende**
UA	Centres urbains d'Etrembières et du Pas de l'Echelle
UB	Continuité des centres urbains d'Etrembières et du Pas de l'Echelle
UC	Secteurs urbains de confortement des centralités
UD	Secteurs résidentiels à densification maîtrisée
UE	Secteur d'accueil des équipements publics et d'intérêt collectif
UH	Secteur correspondant au hameau historique
UX1 **UX2** **UX3** **UX4**	Secteur accueillant les activités économiques
UY1 **UY2**	Secteur accueillant les activités commerciales et de services
UZ	Secteur correspondant aux infrastructures routières et ferroviaires
1AUA	Zone à urbaniser opérationnelle, à court moyen terme – centre-bourg
A	Zone agricole dédiée aux activités agricoles
AP	Zone agricole présentant des enjeux paysagers
N	Zone naturelle et forestière à protéger
NC	Secteur correspondant aux carrières autorisées par arrêtés préfectoraux
NE	Secteur naturel d'équipements publics et/ou d'intérêt collectif
NL1 NL2	Zone naturelle de loisirs
NM	Secteur de stockage et recyclage de matériaux

1.1.3. Articulation avec les autres règlementations en vigueur

Les autorisations d'urbanisme doivent respecter le présent règlement d'urbanisme du PLU communal d'Etrembières, ainsi que toutes les règlementations en vigueur issues des différents codes pouvant concerner les autorisations en question (code de l'urbanisme, code civil, code de l'environnement, code de la construction et de l'habitation, …).

Le territoire communal est concerné par des Servitudes d'Utilité Publiques (SUP), annexées au PLU. Elles prévoient une règlementation spécifique qui s'impose à tout projet concerné par le champ des SUP.

Le territoire communal est concerné par plusieurs arrêtés de classement sonore concernant les infrastructures de transport terrestre. Ils prévoient une règlementation spécifique qui s'impose à tout projet concerné.

1.1.4. Reconstruction A l'identique

En application de l'article L.111-15 du code de l'urbanisme, la reconstruction dans le volume d'un bâtiment détruit ou démoli depuis moins de 10 ans est autorisée dans toutes les zones du PLU, dès lors qu'il a été régulièrement édifié et sans qu'il ne soit fait application des autres règles de la zone dans laquelle il se situe, à condition que :

- Le sinistre ne résulte pas d'un aléa naturel connu,
- Sa destination soit conservée,
- La reconstruction préserve les caractéristiques architecturales principales de la construction initiale et s'inscrive dans une volumétrie inférieure ou égale à l'ancien.

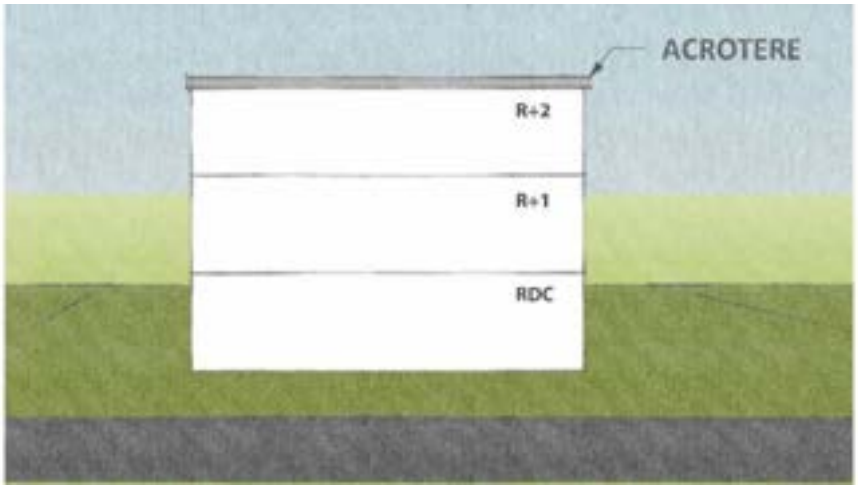
Dans le cas d'une reconstruction après sinistre, celle-ci se fera au maximum dans le volume existant avant sinistre.

1.1.5. Permis de démolir

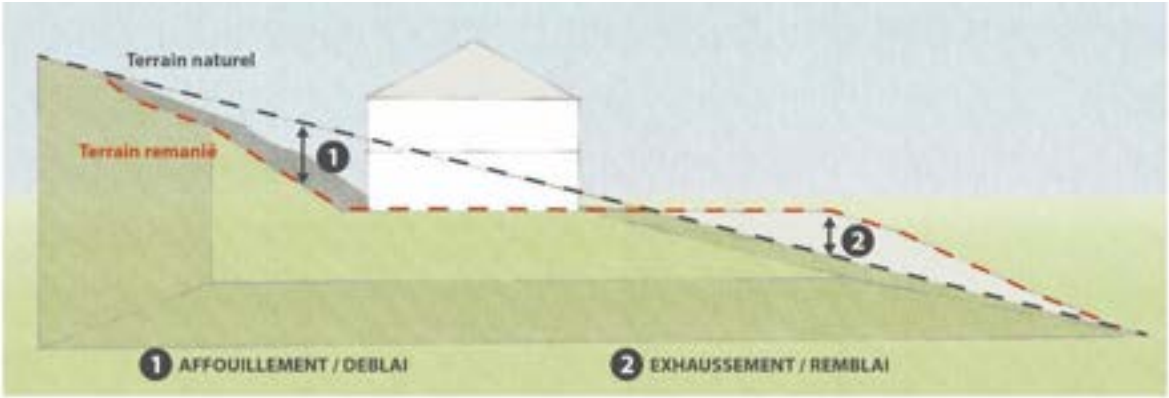
Les démolitions sont soumises au permis de démolir pour les éléments remarquables du paysage identifiés au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme, ainsi que dans la zone Uh.

1.1.6. Définitions

Acrotère : élément de façade bordant les toitures plates/terrasses, en prolongement du mur de façade.



Affouillement/exhaussement – déblai/remblai :
Affouillement et déblai : action de creuser/abaisser le niveau naturel du terrain, de retirer des terres.
Exhaussement et remblai : action d'augmenter/surélever le niveau naturel du terrain, d'apporter des terres.
Ces actions concernent la modification du terrain, y compris celui situé en-dessous des constructions édifiées.

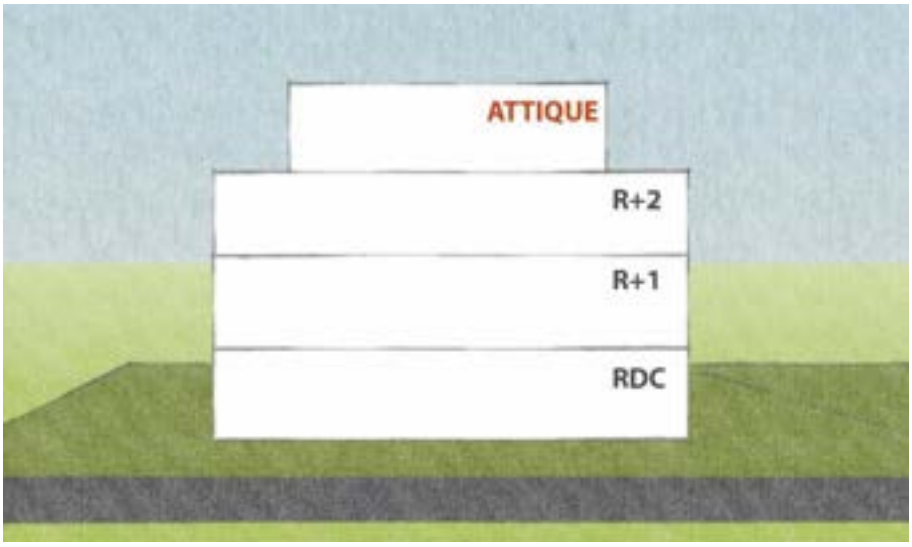


Alignement : limite séparant le domaine public de la propriété privée.

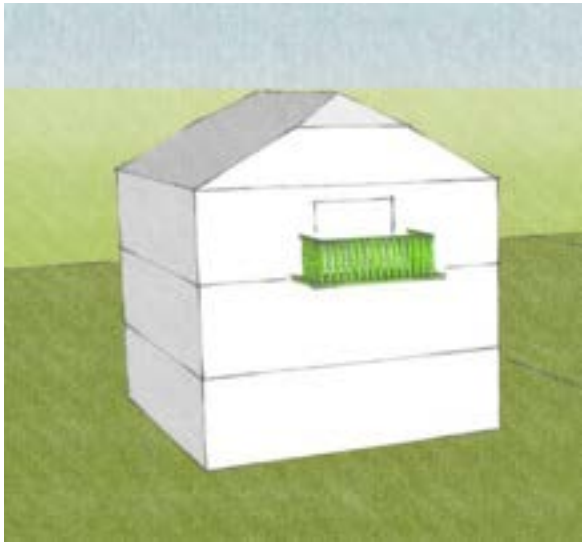
Annexe : construction secondaire, accolée ou non, de dimensions réduites et inférieures à la construction principale, qui apporte un complément aux fonctionnalités de la construction principale dont la destination est la même que la construction principale à laquelle elle se rattache. Elle doit être

implantée selon un éloignement restreint entre les deux constructions afin de marquer un lien d'usage, mais ne présente pas d'accès direct depuis la construction principale.
Les piscines ne font pas partie des annexes.

Attique : ultime étage de la construction, d'une surface restreinte et en retrait par rapport à l'étage inférieur.



Balcon : plateforme à hauteur de plancher, formant une saillie en façade et fermée par un garde-corps devant une ou plusieurs baies. En principe, il n'est accessible que depuis l'intérieur du bâtiment.

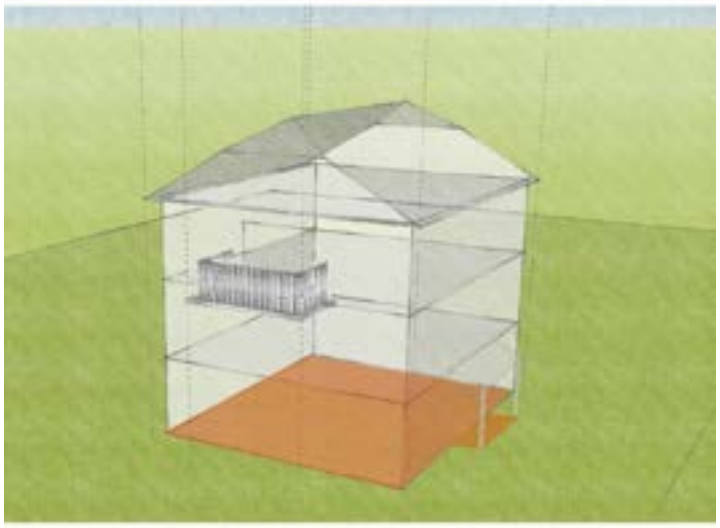


Coefficient d'Emprise au sol (CES) : rapport entre l'emprise au sol et la surface du tènement foncier support.

Emprise au sol des constructions : projection verticale du volume de la construction, tous débords soutenus par des poteaux ou des encorbellements et surplombs inclus.
Cela comprend l'ensemble des constructions édifiées au niveau du sol (construction principale, annexes, terrasses d'une hauteur au-dessus du sol fini (terrain naturel avant travaux).
Sont exclues de l'emprise au sol :

– les piscines
– les débords de toiture lorsqu'ils ne sont pas soutenus par des poteaux ou des encorbellements,
– la projection verticale des éléments extérieurs de façade tels que balcon ne prenant pas appui sur le sol,
– les ornements tels que les éléments de modénature et les marquises,
– les parties enterrées de la construction,
– les terrasses d'une hauteur au-dessus du sol fini (terrain naturel avant travaux) n'excédant pas 0,60 mètre,
– l'emprise des murs de soutènement, des murs de clôture et des murs de toutes natures qui ne sont pas partie intégrante d'un bâtiment,
– Les espaces de stationnement non couverts,
– Les rampes et les voies d'accès,
– Les éléments d'isolation par l'extérieur des constructions existantes (de 0,25 mètre d'épaisseur maximum).

Lorsque des constructions existent sur le terrain, leur emprise au sol est prise en compte pour déterminer l'emprise au sol résiduelle autorisée.
Lorsqu'un terrain est situé à cheval sur deux zones du PLU, l'emprise au sol est déterminée zone par zone pour chaque partie du terrain.



Emprise d'une voie : largeur cumulée de la chaussée, des accotements et trottoirs, des fossés et talus.

Espace perméable : laissant pénétrer les eaux de ruissellement.
Les ouvrages de rétention des eaux pluviales peuvent être intégrés à cette définition s'ils sont réalisés sous forme de noues végétalisées ou de bassin sec végétalisé par exemple. De même, les voies de circulation et les aires de stationnement peuvent être intégrées à cette définition, à condition d'être réalisées en matériaux perméables et infiltrants.

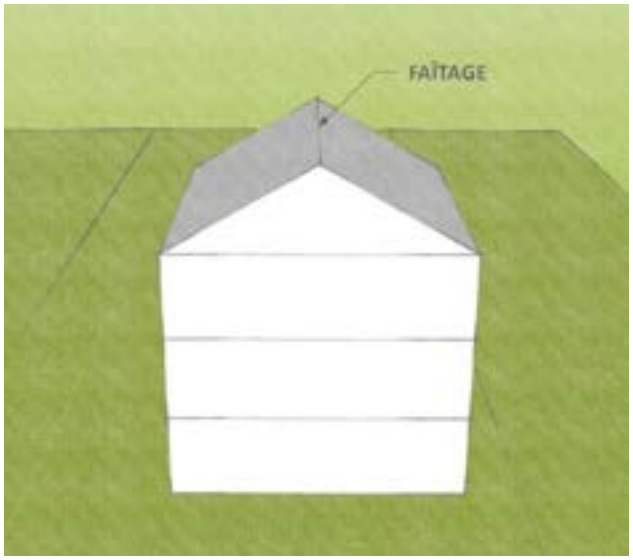
Espace en pleine-terre : espace perméable capable d'infiltrer, non construit et non artificialisé ni en surface ni en sous-sol, comportant une profondeur d'au moins 1,5 mètre, permettant la plantation (strate herbacée, arbustive et arborée).
Les ouvrages d'infrastructure profonds participant à l'équipement urbain (ouvrages ferroviaires, réseaux, canalisations…) ne sont pas de nature à déqualifier un espace de pleine terre.

Espace végétalisé : espace libre planté en herbe, arbuste, plantations, …

Extension : prolongement d'une construction existante, réalisée en continuité et présentant un lien fonctionnel avec celle-ci.

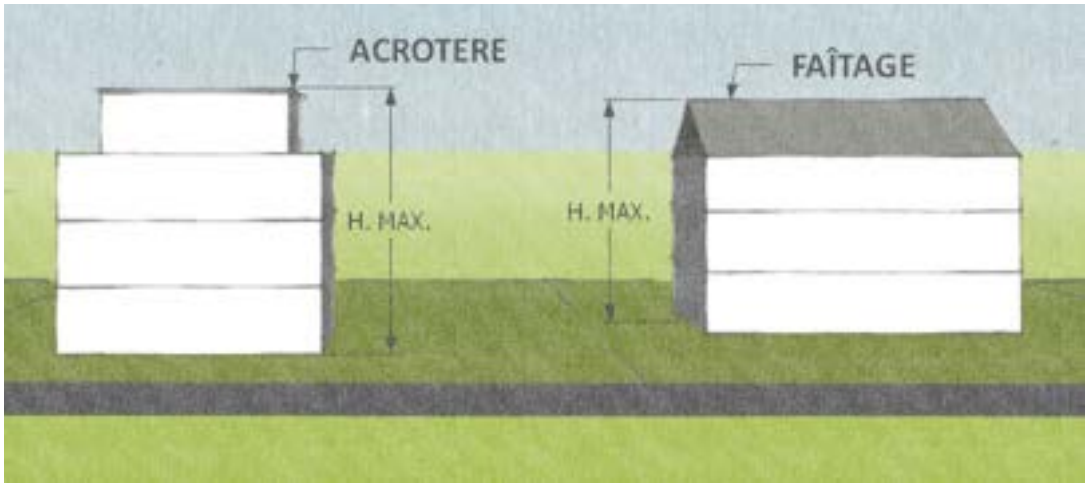
Façade : faces en élévation d'un bâtiment à l'exception de sa toiture.

Faîtage : ligne de jonction supérieure des pans de toiture, l'arête supérieure du toit.



Gabarit : ensemble des lignes droites ou courbes formant l'enveloppe dans laquelle la construction peut s'inscrire en fonction des règles de hauteur, de prospects, et d'emprise au sol.

Hauteur : La hauteur totale d'une construction, d'une façade, ou d'une installation correspond à la différence de niveau entre son point le plus haut et son point le plus bas situé à sa verticale, en tout point de la construction.
Elle s'apprécie par rapport au niveau du terrain existant avant travaux, à la date de dépôt de la demande. Le point le plus haut à prendre comme référence correspond au faîtage de la construction, ou au sommet de l'acrotère, dans le cas de toitures-terrasses ou de toitures en attique plates.



Dans le cas d'un terrain présentant une pente supérieure à 15 %, la hauteur maximale est augmentée de 1,5 m au droit des accès des garages et parkings souterrains exclusivement.

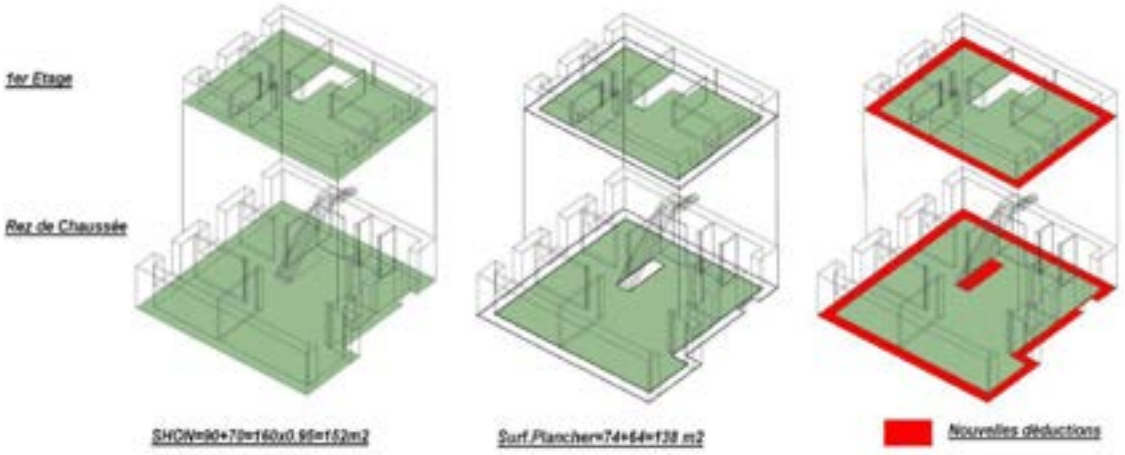
Limites séparatives : correspondent aux limites entre le terrain d'assiette de la construction, constitué d'une ou plusieurs unités foncières, et le ou les terrains contigus. Elles peuvent être distinguées en deux types : les limites latérales et les limites de fond de terrain.

Mur de soutènement : sert à contenir les pressions liées au terrain, pour généralement, lutter contre les éboulements et glissements, et en lien avec le changement de niveau du sol, enterré en partie sur une de ses faces.

Ordre continu : implantation continue d'une construction d'une limite parcellaire à une autre donnant sur la voie ou emprise publique.

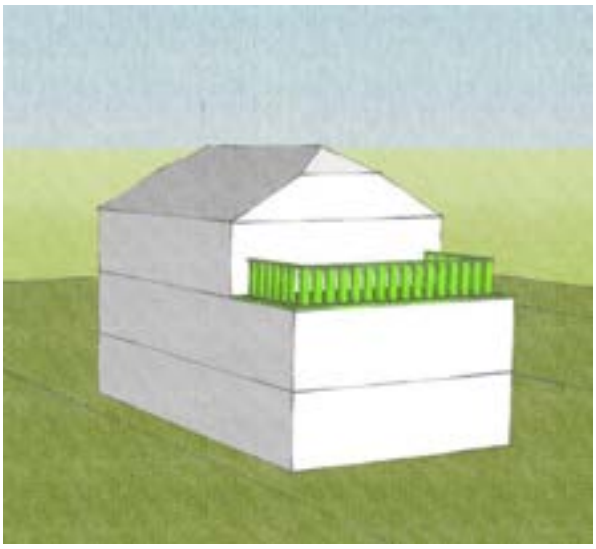
Saillie : chacune des parties en avancée sur le nu d'une façade (balcon, corniche, etc.).

Surface de plancher :
La surface de plancher de la construction est égale à la somme des surfaces de plancher de chaque niveau clos et couvert, calculée à partir du nu intérieur des façades après déduction :
1° Des surfaces correspondant à l'épaisseur des murs entourant les embrasures des portes et fenêtres donnant sur l'extérieur ;
2° Des vides et des trémies afférentes aux escaliers et ascenseurs ;
3° Des surfaces de plancher d'une hauteur sous plafond inférieure ou égale à 1,80 mètre ;
4° Des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules motorisés ou non, y compris les rampes d'accès et les aires de manœuvres ;
5° Des surfaces de plancher des combles non aménageables pour l'habitation ou pour des activités à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial ;
6° Des surfaces de plancher des locaux techniques nécessaires au fonctionnement d'un groupe de bâtiments ou d'un immeuble autre qu'une maison individuelle au sens de l'article L. 231-1 du code de la construction et de l'habitation, y compris les locaux de stockage des déchets ;
7° Des surfaces de plancher des caves ou des celliers, annexes à des logements, dès lors que ces locaux sont desservis uniquement par une partie commune ;
8° D'une surface égale à 10 % des surfaces de plancher affectées à l'habitation telles qu'elles résultent le cas échéant de l'application des alinéas précédents, dès lors que les logements sont desservis par des parties communes intérieures.



Terrain naturel : Le terrain naturel est le terrain avant toute construction et aménagement. Lorsqu'il s'agit d'une extension, le terrain naturel est celui qui existe à la date du dépôt du permis de construire, qu'il soit "naturel" ou non.

Terrasse : élément qui se trouve à l'extérieur d'une construction, soit en rez-de-chaussée, soit en étage. Dans ce deuxième cas, la terrasse est réalisée sur la plateforme de l'étage inférieur sans faire de saillie (à la différence du balcon).



Toiture-terrasse : toiture plate comportant une légère pente comprise entre 1 et 5 %.
La toiture-terrasse peut soit être accessible et utilisée en espace d'agrément soit être principalement inaccessible (sauf à des fins techniques) pour ce qui est des toitures végétalisées. L'élément porteur est couronné en sa périphérie par un acrotère.

Unité d'hébergement : cela correspond à un local d'hébergement faisant partie d'un ensemble : une chambre d'hôtel, une chambre d'hôte, un gîte, …

Voies ou emprises publiques : La voie publique s'entend comme l'espace ouvert à la circulation publique, qui comprend la partie de la chaussée ouverte à la circulation des véhicules motorisés, les itinéraires cyclables, l'emprise réservée au passage des piétons, et les fossés et talus la bordant.
L'emprise publique correspond aux espaces extérieurs ouverts au public qui ne répondent pas à la notion de voie ni d'équipement public.

1.1.7. Lexique des destinations et sous-destinations

TABLEAU DES DESTINATIONS		
DESTINATIONS	SOUS-DESTINATIONS	DÉFINITIONS
Exploitation agricole et forestière	**Exploitation agricole**	les constructions destinées à l'exercice d'une activité agricole ou pastorale. notamment les constructions destinées au stockage du matériel, des récoltes et à l'élevage des animaux ainsi que celles nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production
	Exploitation forestière	les constructions et les entrepôts notamment de stockage du bois, des véhicules et des machines permettant l'exploitation forestière.
Habitation	**Logement**	recouvre les constructions destinées au logement principal, secondaire ou occasionnel des ménages à l'exclusion des hébergements couverts par la sous destination « hébergement ». La sous-destination « logement » recouvre notamment les maisons individuelles et les immeubles collectifs.
	Hébergement	les constructions destinées à l'hébergement dans des résidences ou foyers avec service. Cette sous-destination recouvre notamment les maisons de retraite, les résidences universitaires, les foyers de travailleurs et les résidences autonomie.
Commerces et activités de services	**Artisanat et commerce de détail**	les constructions destinées aux activités artisanales de production, de transformation, de réparation ou de prestation de services, les constructions commerciales avec surface de vente destinées à la présentation ou à l'exposition de biens et de marchandises proposées à la vente au détail à une clientèle, ainsi que les locaux dans lesquels sont exclusivement retirés par les clients les produits stockés commandés par voie télématique
	Restauration	les constructions destinées à la restauration sur place ou à emporter avec accueil d'une clientèle
	Commerces de gros	les constructions destinées à la présentation et la vente de biens pour une clientèle professionnelle.
	Activités de services avec une clientèle	les constructions destinées à l'accueil d'une clientèle pour la conclusion directe de contrat de vente de services ou de prestation de services notamment médicaux et accessoirement la présentation de biens
	Hôtel	les constructions destinées à l'accueil de touristes dans des hôtels, c'est-à-dire des établissements commerciaux qui offrent à une clientèle de passage qui, sauf exception, n'y élit pas domicile, des chambres ou des appartements meublés en location, ainsi qu'un certain nombre de services
	Autres hébergements touristiques	les constructions autres que les hôtels destinées à accueillir des touristes, notamment les résidences de tourisme et les villages de vacances, ainsi que les constructions dans les terrains de camping et dans les parcs résidentiels de loisirs
	Cinéma	toute construction répondant à la définition d'établissement de spectacles cinématographiques mentionnée à l'article L. 212-1 du code du cinéma et de l'image animée accueillant une clientèle commerciale.
Equipements d'intérêt collectif et de services publics	**Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou assimilés**	les constructions destinées à assurer une mission de service public. Une partie substantielle de la construction est dédiée à l'accueil du public. Cette sous-destination comprend notamment les constructions de l'État, des collectivités territoriales, de leurs groupements ainsi que les constructions des autres personnes morales investies d'une mission de service public.

	Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés	les constructions des équipements collectifs de nature technique ou industrielle. Cette sous-destination comprend notamment les constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics, les constructions techniques conçues spécialement pour le fonctionnement de réseaux ou de services urbains, les constructions industrielles concourant à la production d'énergie.
	Etablissement d'enseignement, de santé et d'action sociale	les équipements d'intérêts collectifs destinés à l'enseignement ainsi que les établissements destinés à la petite enfance, les équipements d'intérêts collectifs hospitaliers, les équipements collectifs accueillant des services sociaux, d'assistance, d'orientation et autres services similaires.
	Salle d'art et de spectacles	les constructions destinées aux activités créatives, artistiques et de spectacle, musées et autres activités culturelles d'intérêt collectif.
	Equipements sportifs	les équipements d'intérêts collectifs destinés à l'exercice d'une activité sportive. Cette sous-destination comprend notamment les stades, les gymnases ainsi que les piscines ouvertes au public.
	Lieux de culte	les constructions répondant à des besoins collectifs de caractère religieux
	Autres équipements recevant du public	les équipements collectifs destinées à accueillir du public afin de satisfaire un besoin collectif ne répondant à aucune autre sous-destination définie au sein de la destination « Équipement d'intérêt collectif et services publics ». Cette sous-destination recouvre notamment les salles polyvalentes et les aires d'accueil des gens du voyage.
Autres activités des secteurs primaire, secondaire et tertiaire	**Industrie**	les constructions destinées à l'activité extractive du secteur primaire, les constructions destinées à l'activité industrielle et manufacturière du secteur secondaire, ainsi que les constructions destinées aux activités artisanales du secteur de la construction ou de l'industrie. Notamment les activités de production, de construction ou de réparation susceptibles de générer des nuisances
	Entrepôt	les constructions destinées à la logistique, au stockage ou à l'entreposage des biens sans surface de vente, les points permanents de livraison ou de livraison et de retrait d'achats au détail commandés par voie télématique, ainsi que les locaux hébergeant les centres de données.
	Bureau	les constructions fermées au public ou prévoyant un accueil limité du public, destinées notamment aux activités de direction, de communication, de gestion des entreprises des secteurs primaires, secondaires et tertiaires et également des administrations publiques et assimilées
	Salle de congrès et d'exposition	les constructions destinées à l'événementiel polyvalent, l'organisation de salons et forums à titre payant.
	Cuisine dédiée à la vente en ligne	les constructions destinées à la préparation de repas commandés par voie télématique. Ces commandes sont soit livrées au client soit récupérées sur place.

1.2. Dispositions liées aux prescriptions d'urbanisme inscrites au règlement graphique

1.2.1. Secteurs concernés par des limitations de la constructibilité pour des raisons environnementales, de risques, d'intérêt général

Secteurs de limitations de la constructibilité pour des raisons environnementales, de risques, d'intérêt général (articles R151-31 2° et R151- 34 1°) :

- Application et respect du Plan de Prévention des Risques (PPR)

Dans les secteurs soumis à risques naturels (secteurs concernés par les PPR plans de prévention des risques), il conviendra de se référer au règlement du PPR, valant SUP, annexé au PLU pour connaître les occupations et utilisations du sol admises sous conditions, et sous réserve des dispositions prévues dans le règlement de chaque zone concernée.

- Dans les secteurs soumis à l'aléa rocheux, identifié par l'étude d'aléa rocheux du RTM en octobre 2013 (cf annexe du PLU)

- En zone d'aléa fort : il est interdit d'implanter tout nouveau bâtiment. Seuls sont autorisés l'entretien des bâtiments existants sans augmentation de la surface habitable ni modification dans l'usage qui augmenterait la valeur du bien. Les équipements nécessaires au fonctionnement des services publics dérogent à cette interdiction.
- En zone d'aléa moyen : le même principe que pour les zones d'aléa fort s'applique sur les secteurs non urbanisés, ce qui est le cas pour l'unique zone d'aléa moyen dans cette étude.
- Pour les zones qui seraient déjà urbanisées ou en cours d'urbanisation, il serait demandé au pétitionnaire de produire une étude trajectographique précisant les conditions d'adaptation du projet au contexte.

- Dans le secteur de l'ancienne décharge :

Sont interdits :

- Tout affouillement du sol ou tout déblai
- Toute installation qui impliquerait une présence quotidienne sur le site.
- Toute construction, y compris équipement public ou d'intérêt collectif.

Sont uniquement autorisés :

- Les aménagements qui viseraient à réduire le risque sanitaire, notamment le recouvrement de 50 cm d'épaisseur de matériaux sains imperméables de type argileux, recouvert d'une épaisseur de terre végétale et avec création d'une pente pour limiter l'infiltration des eaux pluviales au droit du stockage
- Les plantations
- Les installations de surveillance du site
- La clôture du site

1.2.2. Orientations d'Aménagement et de Programmation au titre des articles L151-6 et L151-7 du Code de l'urbanisme

Des secteurs comportant des OAP ont été délimités, ainsi que des OAP thématiques, en vertu du code de l'urbanisme, et de ses articles :
L151-6 « Les orientations d'aménagement et de programmation comprennent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports, les déplacements et, en zone de montagne, sur les unités touristiques nouvelles. » et
L151-7 « I. - Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent notamment :
1° Définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain, favoriser la densification et assurer le développement de la commune ;
2° Favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces ;
3° Comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants ;
4° Porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager ;
5° Prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics ;
6° Adapter la délimitation des périmètres, en fonction de la qualité de la desserte, où s'applique le plafonnement à proximité des transports prévu aux articles L. 151-35 et L. 151-36.
II. - En zone de montagne, ces orientations définissent la localisation, la nature et la capacité globale d'accueil et d'équipement des unités touristiques nouvelles locales. »

Des OAP de secteurs ont été définies et sont reportées sur le plan graphique. Les principes d'aménagement et de construction sont définies dans la pièce dédiée aux OAP du PLU, à laquelle il est donc nécessaire de se reporter pour les secteurs concernés.

Les OAP thématiques concernent :
- la trame verte et bleue
- l'air, l'énergie et le climat

Les projets doivent être compatibles avec les OAP thématiques et le cas échéant dans les secteurs de projet avec les OAP sectorielles. Il est donc nécessaire de se reporter à ces documents, en sus du présent règlement, lorsque le projet est concerné.

1.2.3. Secteurs de mixité sociale au titre de l'article L151-15 du Code de l'urbanisme

Le PLU délimite « dans les zones urbaines ou à urbaniser, des secteurs dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logements, un pourcentage de ce programme est affecté à des catégories de logements qu'il définit dans le respect des objectifs de mixité sociale. »

Les pourcentages sont définis dans le règlement des zones concernées dans la partie dédiée à la mixité sociale.

1.2.4. Diversité commerciale au titre de l'article 151-16 du Code de l'urbanisme

Au sein du périmètre identifié, les rez-de-chaussée à usage d'activités économiques existantes sont à préserver, sont interdits tous changements de destination pour une sous-destination autre que les suivantes : artisanat et commerce de détail, restauration, hôtel, activités de services avec accueil d'une clientèle, équipements d'intérêt collectif et services publics.

1.2.5. Secteurs de patrimoine bâti identifiés au titre de l'article L151-19 du Code de l'urbanisme

L'article L151-19 du code de l'urbanisme stipule que : « Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et identifier, localiser et délimiter les quartiers, îlots, immeubles bâtis ou non bâtis, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à conserver, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation leur conservation ou leur restauration. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime d'exception prévu à l'article L. 421-4 pour les coupes et abattages d'arbres. »

A ce titre, des éléments patrimoniaux ont été identifiés et les règles suivantes s'appliquent à eux afin d'assurer leur préservation :
L'intérêt patrimonial, architectural et historique de ces éléments justifie leur identification. Le principe général est celui de la préservation et de la valorisation dans le respect des caractéristiques originelles du dit élément.

La démolition complète est interdite sauf pour des raisons d'ordre sanitaire ou sécuritaire qui doivent être justifiées.
La démolition partielle est autorisée de façon justifiée, si elle a pour objet de : supprimer des éléments inesthétiques, supprimer des éléments surajoutés par rapport au bâti/élément originel, améliorer l'aspect architectural, améliorer la conservation de l'aspect originel et traditionnel de la construction/élément de patrimoine.
Toute démolition est soumise au permis de démolir.
Dans tous les cas, tous travaux, installations, aménagements concernant les éléments identifiés sont soumis à déclaration préalable au titre de l'article R421-23 h du code de l'urbanisme.

1.2.6. Secteurs de patrimoine environnemental identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme

L'article L151-23 du code de l'urbanisme stipule que : « Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime d'exception prévu à l'article L. 421-4 pour les coupes et abattages d'arbres.
Il peut localiser, dans les zones urbaines, les terrains cultivés et les espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger et inconstructibles quels que soient les équipements qui, le cas échéant, les desservent.»

A ce titre, des éléments végétaux et écologiques ont été identifiés et les règles suivantes s'appliquent à eux afin d'assurer leur préservation.

Pour rappel, les projets de préservation et valorisation des secteurs identifiés au titre du L151-23 doivent être réalisés en compatibilité avec l'OAP thématique « trame verte et bleue ».

Dans tous les cas, tous travaux, installations, aménagements concernant les éléments identifiés sont soumis à déclaration préalable au titre de l'article R421-23 h du code de l'urbanisme.

EBF (Espaces de Bon Fonctionnement des cours d'eau)

Sont interdits :

- Toute nouvelle construction et extension des constructions existantes, hormis celles autorisées dans le règlement de zones correspondantes (évolution des habitations en zone N et constructions en zones U)
- Les déblais / remblais
- Dans les zones N : l'imperméabilisation / l'artificialisation des sols (hormis celle autorisée dans le cadre de l'évolution des habitations autorisées dans la zone N)

Zones humides

Dans les secteurs de zones humides identifiés par le PLU sont interdits toutes occupations et utilisations du sol incompatibles avec la préservation et la conservation des zones humides, et qui n'auraient pas pour but l'entretien, la restauration ou la mise en valeur des zones humides. Sont notamment interdits tout affouillements, remblaiements, exhaussement, dépôt de toutes nature, assèchement, mise en eau.

Seuls sont autorisés les travaux ci-dessous dans la mesure où ils ont vocation à préserver ou restaurer le caractère de zone humide et le cas échéant les espèces protégées qui s'y développent :

- Les travaux qui s'avèrent indispensable à une bonne gestion de la zone humide, dans le sens du maintien de sa biodiversité et de ses fonctionnalités,
- Les travaux d'entretien ou d'exploitation agricole ou d'entretien et de restauration d'habitats naturels favorables à la biodiversité et la dynamique écologique des milieux humides,
- Les travaux d'entretien et de réparation des voies, chemins, fossés et réseaux divers existants (en particulier réseau de drainage et d'assainissement), dans le respect de leurs caractéristiques actuelles
- La réalisation d'aménagements légers, sans soubassement, à vocation pédagogique et/ou de conservation des habitats naturels et des espèces sauvages

Secteurs à enjeux pour la ressource en eau

Sont délimités au plan de zonage les nappes stratégiques pour la ressource en eau, définies dans le cadre du SAGE de l'Arve. Trois niveaux sont identifiés (de 1 à 3).

Dans tous les niveaux : les forages géothermiques sont interdits.

<u>Dans les zones à enjeux 1 et 2 du SAGE de l'Arve :</u>

Dans les secteurs repérés au document graphique au titre de l'article R151-34-1° alinéa comme zones à enjeux 1 et 2 des nappes stratégiques pour l'alimentation en eau potable, sont interdits :

- les forages géothermiques y compris les forages géothermiques existants faisant l'objet de modifications substantielles (soumis ou non à une législation particulière de type législation « Loi sur l'eau »), au titre de leurs impacts cumulés significatifs en termes de prélèvements et de rejets dans les nappes stratégiques
- l'ensemble des nouveaux rejets soumis à la législation loi sur l'eau
- l'ensemble des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) au titre du R.511-9 du code de l'environnement

La règle ne s'applique pas aux nouveaux IOTA (Installations Ouvrages Travaux et Activités) et ICPE répondant à un objectif d'intérêt général, ni au renouvellement ou extension de IOTA et ICPE existants,

sous réserve que les pétitionnaires démontrent, dans le cadre de leur document d'incidence ou étude d'impact, une maîtrise renforcée des risques de pollution des eaux souterraines.

Dans les zones à enjeux 1, 2 et 3 du SAGE de l'Arve :

Dans les secteurs repérés au document graphique au titre de l'article R151-34-1° alinéa comme zones à enjeux 1, 2 et 3 des nappes stratégiques pour l'alimentation en eau potable, sont interdits :

- tout nouveau sondage, forage, création de puits ou ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, en vue d'effectuer un prélèvement dans les eaux souterraines, au titre de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement (nomenclature en vigueur au jour de la publication de l'arrêté préfectoral approuvant le SAGE)
- tout nouveau prélèvement au titre de la rubrique 1.1.2.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement (nomenclature en vigueur au jour de la publication de l'arrêté préfectoral approuvant le SAGE).
- les nouveaux installations, ouvrages, travaux ou activités (IOTA) visés à l'article R.214-1 du code de l'environnement, correspondant aux nomenclatures suivantes (nomenclature en vigueur au jour de l'approbation du SAGE) :
    - 3.3.4.0 a) et b) : Travaux de recherche de stockages souterrains de déchets radioactifs
    - 5.1.3.0. a) b) d) e) f) g) : Travaux de recherche, de création, d'essais, d'aménagement ou d'exploitation des stockages souterrains soumis aux dispositions du décret modifié n° 2006-649 du 2 juin 2006,
    - 5.1.1.0 1° et 2° : Réinjection dans une même nappe des eaux prélevées pour la géothermie, l'exhaure des mines et carrières ou lors des travaux de génie civil,
    - 5.1.4.0 a) et b) : Travaux d'exploitation de mines
    - 5.1.5.0. : Travaux d'exploitation de stockages souterrains de déchets radioactifs,
    - 5.1.2. 0. Travaux de recherche et d'exploitation de gîtes géothermiques,
    - 5.1.6.0. a) et b) : Travaux de recherches des mines. Cette interdiction ne s'applique pas aux IOTA susvisés répondant à un objectif d'intérêt général ou ayant obtenu des autorisations délivrées par l'Etat à la date d'approbation du SAGE.

Ne sont pas concernés par cette interdiction :

- les prélèvements et les sondages, les forages, puits ou ouvrages souterrains destinés aux prélèvements pour l'alimentation en eau potable, l'amélioration des connaissances pour l'exploitation de l'eau potable et la surveillance des eaux
- les prélèvements et les sondages, les forages, puits ou ouvrages souterrains destinés aux prélèvements pour un usage autre que l'eau potable à condition qu'ils soient réalisés à une profondeur inférieure à 10 m sous le terrain naturel

les renouvellements de prélèvements pour des activités existantes, si les volumes prélevés ne sont pas augmentés et si le pétitionnaire démontre, dans le cadre de son document d'incidence, que le déplacement de ce prélèvement n'est pas envisageable d'un point de vue technico-économique.

Les terrains cultivés à protéger

Ils sont inconstructibles. Seuls sont autorisés les abris de jardins d'une emprise au sol égale ou inférieure à 10 m² par unité cultivée.

Les ripisylves et les arbres

Les éléments identifiés sont à préserver, le défrichement est par principe interdit, sauf si l'existence d'un risque sanitaire ou sécuritaire avéré le justifie. Dans ce cas, les arbres supprimés doivent être replantés en même nombre et via des essences adaptées dans un périmètre rapproché et suivant les préconisations de l'OAP TVB.

1.2.7. Emplacements réservés au titre de l'article L151-41 du Code de l'urbanisme

Conformément à l'article L151-41 du code de l'urbanisme, le règlement du PLU délimite « des terrains sur lesquels sont institués :
1° Des emplacements réservés aux voies et ouvrages publics dont il précise la localisation et les caractéristiques ;
2° Des emplacements réservés aux installations d'intérêt général à créer ou à modifier ;
3° Des emplacements réservés aux espaces verts à créer ou à modifier ou aux espaces nécessaires aux continuités écologiques ;
4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de programmes de logements qu'il définit. »

Le tableau présent sur le plan de zonage définit les objets des emplacements réservés délimités.

1.2.8. Voies de circulation à conserver, à modifier ou à créer au titre de l'article L151-38 du code de l'urbanisme

En application du premier alinéa de l'article L151-38 du code de l'urbanisme, le PLU désigne « le tracé et les caractéristiques des voies de circulation à conserver, à modifier ou à créer, y compris les rues ou sentiers piétonniers et les itinéraires cyclables, les voies et espaces réservés au transport public. »
Les chemins ruraux, sentiers modes doux, voies vertes identifiés au plan de zonage au titre du L 151-38 du Code de l'urbanisme doivent être maintenus.

1.3. DISPOSITIONS LIEES AUX EQUIPEMENTS ET RESEAUX APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES ZONES

1.3.1. Caractéristiques des voies de circulation

1.3.1.1. DISPOSITIONS CONCERNANT LES ACCES

Généralités :

D'une façon générale, les occupations et utilisations du sol pourront être refusées si leur accès provoque une gêne ou présente un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou de cet accès. Cette sécurité doit être appréciée compte-tenu notamment, de la situation de l'accès, de sa configuration (pente et largeur), ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Limiter les accès : Pour des raisons de sécurité, les accès directs aux routes départementales devront être limités et des solutions alternatives privilégiées, en particulier lorsqu'il existe des aménagements de type giratoire, tourne-à-gauche…

Le nombre des accès sur les voies communales doit être limité. En particulier, l'accès doit être aménagé de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

Deux accès contigus desservant plusieurs habitations peuvent être interdits si un seul accès, d'une capacité suffisante, permet la desserte de l'ensemble des constructions.

Assurer l'accès des secours et services : Les accès doivent permettre une desserte aisée pour les véhicules de secours ou de services.

Tenir compte des emplacements réservés : En cas d'existence au document graphique d'un ou plusieurs emplacements réservés garantissant la desserte principale du secteur considéré, toute opération de construction doit prévoir sa desserte à partir de cet/ces emplacements réservés.

Respecter les surfaces et pentes suivantes : Le raccordement d'un accès à une voie publique présentera une surface dégagée sur une profondeur d'au moins 5 m, sur une largeur d'au moins 5 m et une pente inférieure ou égale à 5 % à partir de la chaussée de la voie publique, sauf impossibilité technique dûment justifiée. En fonction du bâti existant et des diverses contraintes du site, la largeur de la desserte d'accès pourra être réduite.

1.3.1.2. DISPOSITIONS CONCERNANT LA VOIRIE

Les occupations et utilisations du sol pourront être refusées sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou les manœuvres des engins de lutte contre l'incendie, des engins de déneigement et des engins de ramassage des ordures ménagères.
La largeur de plateforme des voies privées ou publiques nouvelles ne doit pas être inférieure à 6,50 m dont 5 m minimum de chaussée pour les voies à double-sens et à 5 m dont 3,5 m minimum de chaussée pour les voies à sens unique.

Voies en impasse : Les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale de telle sorte que les véhicules puissent faire aisément demi-tour, y compris les véhicules de sécurité et de services publics. Ces espaces devront être traités de manière qualitative (sur-largeur de retournement et talus de déblai/remblai).

Opérations de 5 logements et plus : Une largeur de 1,40 mètre minimum (libre de tout mobilier et de tout obstacle) doit être aménagée de manière à accueillir les circulations piétonnes et cycles.

1.3.2. Réseaux

1.3.2.1. EAU POTABLE

Toute construction à usage d'habitation ou qui requiert une alimentation en eau potable doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable par une conduite de caractéristiques suffisantes, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Si des appareils de lutte contre l'incendie sont implantés dans le cadre d'un projet de construction, leur emplacement doit être déterminé en accord avec les services compétents, et doit être conforme aux normes en vigueur.

1.3.2.2. ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Toute construction à usage d'habitation doit être raccordée au réseau public d'assainissement collectif.

L'évacuation des eaux usées dans ce réseau peut être subordonnée à un traitement spécifique avant la mise à l'égout.

L'évacuation d'eaux usées non traitées dans les torrents, ruisseaux, fossés ou collecteurs d'eaux pluviales est interdite.

À l'intérieur d'une même propriété, les eaux pluviales et les eaux usées doivent être recueillies séparément. Ce réseau de type séparatif doit disposer de deux regards de branchement visitables en limite de propriété.

Eaux usées autres que domestiques : L'évacuation des eaux usées, autres que domestiques, dans le réseau d'eaux usées pourra être autorisée sous réserve qu'une autorisation de rejet soit établie par la commune ou le gestionnaire du réseau. Ces eaux usées doivent, suivant leur nature, faire l'objet d'un prétraitement avant leur rejet dans le réseau public.

L'évacuation des eaux usées d'origine industrielle et artisanale dans le réseau public d'assainissement, si elle est autorisée, doit être assortie d'un pré-traitement approprié à la composition et à la nature des effluents.

L'évacuation des effluents agricoles dans le réseau public est interdite.

Les piscines : Les eaux de vidange des bassins ne peuvent, par principe, jamais être assimilées à des eaux usées domestiques et ne peuvent donc pas être envoyées vers le réseau d'assainissement. Par exception, les propriétaires de bassins privés peuvent rejeter ces eaux dans le réseau d'assainissement, après avoir préalablement recueilli l'accord de l'autorité compétente (Annemasse Agglomération).

Le rejet doit s'effectuer par temps sec, à un débit limité à 5 l/s et les eaux doivent avoir été neutralisées en chlore ou en sel. Si la piscine dispose d'un trop-plein, celui devra également être raccordé au réseau d'eaux usées.

Lorsque le bassin est raccordé au réseau collectif d'eau pluviale, il est possible pour les propriétaires privés d'y rejeter leurs eaux de bassin, à condition de l'obtention préalable de l'autorisation du gestionnaire du réseau.

Le rejet doit s'effectuer par temps sec, à un débit limité à 5 l/s et les eaux doivent avoir été neutralisées en chlore ou en sel. Si la piscine dispose d'un trop-plein, celui devra également être raccordé au réseau d'eaux usées.

Absence de réseau d'assainissement public : En cas d'absence de réseau public d'assainissement, dans les secteurs identifiés au zonage d'assainissement, toute construction génératrice d'eaux usées ne pourra être admise que sous réserve des possibilités de mise en œuvre, d'un dispositif d'assainissement autonome conforme au zonage d'assainissement et des prescriptions du Service Public d'Assainissement Non-Collectif (SPANC).

Toutefois, dès lors qu'un réseau public viendrait à être créé, toute construction ou installation nécessitant une évacuation des eaux usées doit être raccordée à ce réseau, dans un délai de deux ans.

1.3.2.3. GESTION DES EAUX PLUVIALES

Généralités :

Equiper les constructions d'un dispositif d'évacuation des eaux pluviales : Toute construction, toute surface imperméable nouvellement créée, doit être équipée d'un dispositif d'évacuation des eaux pluviales qui assure :

- Leur collecte (gouttière, réseaux),
- Leur rétention (citerne ou bassin de rétention),
- Leur infiltration dans les sols (puits d'infiltration, massif d'infiltration) quand ceux-ci le permettent.

Respecter les contraintes suivantes pour la mise en place du dispositif : Pour toute nouvelle construction, les contraintes suivantes doivent être appliquées :

- Limitation de l'imperméabilisation,
- Infiltration des eaux pluviales si possibilité,
- Rejet des eaux pluviales dans le réseau d'eaux pluviales en priorité ou le milieu naturel, avec un débit de fuite de 5 L/s/ha et un débordement admis pour des précipitations d'intensité décennale.

Diriger les canalisations de surverse à l'endroit adapté : Les canalisations de surverse et de débit de fuite doivent être dirigées :

- Dans le réseau d'eaux pluviales s'il existe,
- Dans le fossé ou le ruisseau le plus proche en cas d'absence de réseau d'eaux pluviales communal.

Concevoir les mesures de rétention selon des méthodes alternatives : Les mesures de rétention inhérentes au rejet doivent être conçues, de préférence, selon des méthodes alternatives (noues, tranchées et voies drainantes, structures réservoirs, puits d'infiltration…) à l'utilisation systématique

de bassins de rétention. Le dispositif de rétention doit être entretenu régulièrement afin de lui conserver un bon fonctionnement et d'éviter tout colmatage.

Récupérer l'eau pour l'arrosage des jardins et espaces verts : Pour l'arrosage des jardins, la récupération des eaux pluviales (EP) est exigée à l'aide d'une citerne étanche distincte du dispositif de rétention.

En cas de raccordement d'une voie sur une voie publique : Tout raccordement d'une voie sur une voie publique doit prévoir un dispositif permettant la collecte des eaux de ruissellement.

Dans le cas où les eaux pluviales ne puissent être rejetées dans le réseau public d'assainissement : Lorsque les eaux pluviales collectées par les aménagements réalisés sur l'assiette foncière (eaux de toiture, voiries privées…) ne peuvent pas être rejetées dans le réseau public d'assainissement dimensionné à cet effet (réseau EP ou réseau unitaire), elles doivent être traitées par un dispositif individuel d'évacuation dimensionné pour les besoins de l'opération.

En cas de risque de pollution des eaux pluviales : En cas de risque de pollution des eaux pluviales ou si le projet comprend des surfaces imperméabilisées susceptibles d'engendrer un flux polluant important, les eaux pluviales doivent être traitées par décantation et séparation des hydrocarbures avant rejet.

Eaux des siphons de sol de garage et de buanderie couverts : Les eaux provenant des siphons de sol de garage et de buanderie couverts devront être dirigées vers le réseau d'eaux usées et non d'eaux pluviales.

Clôtures : Les clôtures constituées de murs en béton ne doivent pas faire obstacle à l'écoulement des eaux de surface et de ruissellement. Les eaux de ruissellement doivent pouvoir transiter par la parcelle.

Garages collectifs pour les projets de 4 logements et plus : Les garages collectifs, qu'ils soient aériens ou souterrains, correspondant à des projets de 4 logements et plus doivent être munis d'un séparateur d'hydrocarbures.

1.3.2.1. RESEAUX CABLES

Toute construction à usage d'habitation ou tout local pouvant servir au travail, au repos, à l'agrément ou à l'accueil du public, sauf les annexes, doit être raccordé au réseau électrique.

Les raccordements aux réseaux doivent être enterrés. Cette règle ne s'applique pas dans le cadre de réhabilitation de bâtiments existants.

Toute construction nouvelle doit disposer d'un fourreau en attente pour pouvoir être raccordée au réseau de télécommunication très haut débit par fibre optique.

Le raccordement des constructions au réseau de télécommunications doit se faire en souterrain jusqu'à la limite du domaine public en un point à déterminer en accord avec les services techniques des concessionnaires.

Les postes de transformation à caractère privé sont obligatoirement intégrés dans les constructions.

1.3.2.2. DECHETS

Tout projet d'aménagement doit prendre en compte les prescriptions du règlement prescriptif territorial du service public de gestion des déchets ménagers et assimilés.

Toute opération comportant au moins 4 logements doit être dotée de locaux ou d'aires spécialisées afin de recevoir les conteneurs d'ordures ménagères, y compris si besoin de conteneurs semi-enterrés pour la collecte sélective si elle existe, à positionner en limite du domaine public. Les dimensions de cette aire seront déterminées conformément aux besoins de l'opération et à la réglementation en vigueur.

Cette disposition ne s'appliquera pas lorsqu'un point de collecte public existe à proximité immédiate.

1.4. APPLICATION DES REGLES DE DESTINATIONS ET SOUS-DESTINATIONS

Pour la lecture des tableaux des chapitre I des différentes zones, il est nécessaire de se référer à la légende ci-dessous :

Destination **autorisée**	✓
Destination **autorisée sous condition**. Dans ce cas les conditions particulières s'appliquant à la destination ou la sous destination concernée sont précisées.	?
Destination **interdite**	✗

1.5. DISPOSITIONS LIEES AUX ZONES

LES ZONES URBAINES

1. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES DES ZONES Ua, Ub, Uc, Ud, Uh

1.1. Destinations, usages et nature de l'occupation

1.1.1. Destination des constructions et usage des sols

1.1.1.1. LES NOUVELLES CONSTRUCTIONS

Destination	Sous destination	Ua	Ub	Uc	Ud	Uh
Habitation	Logement	✓	✓	✓	✓	✓
		Les annexes sont autorisées à condition qu'elles soient implantées sur le même îlot de propriété que la construction principale. Leur nombre est limité à deux par unité foncière, plus une piscine. Les annexes accolées ne sont pas admises pour les bâtiments repérés patrimoniaux au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme.				
	Hébergement	✓	✓	✓	✗	✗
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail	? 1	? 1	? 2	✗	✗
	Restauration	✓	✓	✗	✗	✗
	Commerce de gros	✗	✗	✗	✗	✗
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle	✓	✓	✓	? 3	? 3
	Hôtel	✓	✗	✗	✗	✗
	Autres hébergements touristiques	✓	✗	✗	✗	✗
	Cinéma	✗	✗	✗	✗	✗
Équipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou de leurs délégataires	✓	✓	✓	✓	✓
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires	? 4	? 4	? 4	? 4	? 4
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	✓	✓	✓	✗	✗
	Salles d'art et de spectacles	✓	✓	✓	✗	✗
	Équipements sportifs	✓	✓	✓	✗	✗
	Lieux de culte	✗	✗	✗	✗	✗
	Autres équipements recevant du public	✓	✓	✓	✓	✗
Exploitation agricole	Exploitation agricole	✗	✗	✗	✗	✗

Destination	Sous destination	Ua	Ub	Uc	Ud	Uh
	Exploitation forestière	✗	✗	✗	✗	✗
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	✗	✗	✗	✗	✗
	Entrepôt	? 5	? 5	? 5	? 5	? 5
	Bureau	✓	✓	✓	✓	? 6
	Salle de congrès et d'exposition	✓	✓	✓	✗	✗
	Cuisine dédiée à la vente en ligne	✗	✗	✗	✗	✗

1 : Les surfaces commerciales sont autorisées dans la limite de 300 m² de surface de vente par unité commerciale. Les surfaces artisanales sont autorisées dans la limite de 150 m² de surface de plancher.
Les constructions commerciales et artisanales sont autorisées dans la mesure où, par leur nature et leur fréquentation induite, elles ne risquent pas de nuire à la sécurité, à la salubrité, à la tranquillité du voisinage.

2 : Le commerce est interdit. Les surfaces artisanales sont autorisées dans la limite de 150 m² de surface de plancher, et dans la mesure où, par leur nature et leur fréquentation induite, elles ne risquent pas de nuire à la sécurité, à la salubrité, à la tranquillité du voisinage.

3 : Dans la limite de 150 m² de surface de plancher.

4 : Ils sont autorisés dans la mesure où l'implantation dans la zone est justifiée par des impératifs techniques de fonctionnement du service, qu'ils ne portent pas atteinte à la vocation principale de la zone, et que toutes les dispositions sont prises pour limiter la gêne qui pourrait en découler et pour assurer une bonne intégration dans le site.

5 : Autorisé dans la mesure où il est lié, nécessaire et accessoire à une activité autorisée dans la zone, qu'il soit implanté sur le même tènement ou sur un tènement limitrophe au tènement recevant l'activité principale, et que sa surface soit inférieure à celle de la construction principale.

6 : Autorisé dans la limite de 100 m² de surface de plancher.

1.1.1.2. EVOLUTION DES CONSTRUCTIONS EXISTANTES

En outre, pour les constructions préexistantes dont la destination ne serait pas autorisée dans la zone, seuls sont autorisés :

- La mise aux normes,
- L'aménagement,
- La réhabilitation,
- L'extension limitée à 30 % de la surface de plancher existante à la date d'approbation du PLU,
- Les nouvelles annexes limitées à 40 m² d'emprise au sol à partir de la date d'approbation du PLU

dès lors que ces travaux sont nécessaires à la pérennité de l'activité, qu'ils n'engendrent pas pour le voisinage une augmentation des nuisances, et que les conditions d'accès sont suffisantes.

1.1.1.3. LES AUTRES USAGES ET OCCUPATIONS DU SOL

Les dépôts et stockages de toute nature non liée à une activité autorisée dans la zone	✗
Les affouillements et exhaussements non liés à l'assise des constructions et aménagements autorisées	✗
Les carrières	✗
Les garages collectifs de caravanes de gardiennage ou d'hivernage	✗
Les terrains de camping, de caravanage, les habitations légères de loisirs, les résidences mobiles de loisirs, les parcs résidentiels de loisirs, les résidences démontables	✗
Les résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs	✗
Les parcs d'attraction	✗
Les ICPE soumise à déclaration, enregistrement, autorisation	? Elles sont autorisées dans la mesure où elles ont un rôle fondamental dans la vie et dans les commodités quotidiennes des habitants et qu'elles n'entraînent pour le voisinage aucune incommodité et aucune insalubrité, ni sinistre susceptible de causer des dommages graves ou irréparables aux personnes et aux biens, même en cas d'accident ou de fonctionnement défectueux.
Les antennes de téléphonie mobile	? Sous conditions d'intégration architecturale, proximité des habitations.
Les éoliennes	✗
Les châssis et serres supérieurs à 1 m 80 de hauteur	✗

1.1.2. Mixité sociale et fonctionnelle :

1.1.2.1. MIXITE SOCIALE DANS L'HABITAT

Dans les secteurs délimités au plan graphique au titre de l'article L151-15 du code de l'urbanisme, toute opération d'habitat d'au moins 12 logements ou de plus de 1000 m² de surface de plancher, doit affecter au minimum :

- 33 % des logements à du logement locatif social,
- 33% des logements à du logement abordable (accession abordable, logement intermédiaire)

1.1.2.2. MIXITE FONCTIONNELLE

Le Long des linéaires identifiés au titre de l'article L151-16 du code de l'urbanisme, l'évolution des rez-de-chaussée est réglementée dans les dispositions générales du présent règlement, il est donc nécessaire de s'y référer.

1.2. Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

1.2.1. Implantation des constructions

Pour l'application des règles ci-après, le calcul se fera au nu de la façade, sans tenir compte de ses éléments de débords éventuels, tels débords de toitures et tout ouvrage en saillie à condition que leur profondeur par rapport à la façade concernée ne dépasse pas 1 m.

Implantations en limite du domaine public : Concernant les implantations en limite du domaine public, la hauteur d'implantation des éléments de débords éventuels doit être égale ou supérieure à 4,50 m du sol fini.

Constructions nécessaires aux services publics : Les constructions, installations et ouvrages techniques nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif ne sont pas concernés par les règles édictées ci-dessous.

Isolation extérieure ou panneaux solaires des constructions existantes : Dans le cas de projets de travaux d'isolation extérieure ou de la mise en place de dispositifs de protections solaire en saillie des façades d'une construction existante, la règle d'implantation peut être différente de celles définies ci-après, si les dispositifs d'isolation et/ou de protection présentent une épaisseur au plus égale à 25 cm et qu'ils sont en harmonie avec les caractéristiques architecturales de la construction existante.

Aménagements en faveur des personnes à mobilité réduite : ils pourront bénéficier de dérogation aux règles édictées ci-dessous en fonction du projet proposé.

Cas particuliers : Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Reculs par rapport aux cours d'eau (ruisseau des Eaux Belles et Arve) : Toute construction ou aménagement (hormis ceux nécessaires à l'entretien et à la gestion des cours d'eau) devront respecter un recul minimum de 10 m depuis les berges des dits cours d'eau.

1.2.1.1. IMPLANTATIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les voies entrant dans le champ d'application du présent article sont les voies publiques, les chemins ruraux et les voies privées ouvertes à la circulation motorisée publiques, existantes ou prévues dans le cadre des emplacements réservés.

Nouvelles constructions :

Elles doivent s'implanter :

Par rapport à l'autoroute (A40), en recul minimum de :

- 50 m de l'axe pour les constructions à usage d'habitat,
- 40 m de l'axe pour les autres constructions.

Par rapport aux routes départementales (RD1206/RD2) hors agglomération, en recul minimum de :
- 35 m de l'axe pour les constructions à usage d'habitat,
- 25 m de l'axe pour les autres constructions.

Par rapport aux routes départementales (RD1206) en agglomération, en recul minimum de :
- En Ua du chef-lieu : 10 m de l'axe
- En Ua du Pas-de-l'Echelle, Ub, Uc, Ud : 8 m de l'axe

Par rapport aux routes départementales (RD2) en agglomération, en recul minimum de :
- 8 m de l'axe

Par rapport aux autres voies et emprises publiques, en recul minimum de :
- Soit 4 m de la limite
- Soit dans le même alignement d'une des constructions de gabarit comparable avec la future construction, sur les terrains limitrophes, sous réserve que cela participe à l'intérêt des lieux environnants et à la préservation du patrimoine architectural.

Aménagements et extensions : L'aménagement et l'extension des constructions existantes implantées de façon non conforme aux prescriptions indiquées ci-dessus sont autorisés à condition de ne pas aggraver la non-conformité.

Portails : ils pourront s'implanter jusqu'en limite, toutefois la collectivité se réserve le droit de refuser cette possibilité en raison de l'insécurité de la situation.

Annexes : Les annexes doivent s'implanter en respectant un recul minimum de 1,5 mètres.
Les bassins de piscines doivent s'implanter en respectant un recul minimum de 2 mètres.

Espaces souterrains : Les stationnements en sous-sols et autres espaces annexes souterrains peuvent s'implanter jusqu'à 2,5 mètres de la limite des voies ou emprises publiques, à condition que les portes d'accès aux stationnements ne débouchent pas directement sur ladite limite. Sauf dans le cas où l'on s'appuierait sur une construction existante.

1.2.1.2. IMPLANTATIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

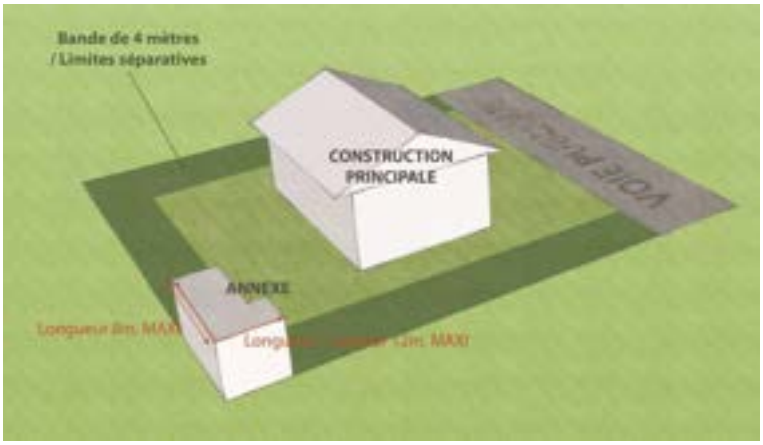
Nouvelles constructions : elles doivent s'implanter :

- Soit en limite séparative dans les conditions suivantes :
  . ou des constructions se réalisent simultanément sur chaque tènement sur limite séparative (projet mitoyen),
  . ou la construction se réalise en appui sur une construction pré-existante implantée sur limite séparative, avec une hauteur maximale devant respecter la hauteur de la construction existante sur limite.

- Soit en retrait avec la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché devant être au moins égal à la moitié de la hauteur de la construction à édifier avec un minimum de 4 mètres ($D = H/2 \geq 4m$).

Annexes : Les annexes pourront s'implanter jusqu'en limite séparative dans le respect des règles ci-après. Les annexes implantées dans une bande de 0 à 4 m de la limite séparative ne doivent pas

excéder 3,5 mètres à condition qu'aucune façade ne dépasse 8 m de long et que la longueur cumulée des façades mitoyennes n'excède pas 12 m.



Les bassins de piscine doivent respecter un recul minimum de 2 mètres par rapport aux limites séparatives. Il se mesure à partir du bord du bassin.

Lotissements : Ces règles s'appliquent aux limites extérieures du terrain d'assiette mais aussi aux limites des terrains issus d'une division (lotissements, permis de construire valant division…).

Espaces souterrains : Les stationnements en sous-sols et autres espaces annexes souterrains peuvent s'implanter jusqu'à 2,5 mètres de la limite séparative. Sauf dans le cas où l'on s'appuierait sur une construction existante.

Les constructions existantes : L'aménagement et l'extension des constructions existantes implantées de façon non conforme aux prescriptions indiquées ci-dessus sont autorisés à condition de ne pas aggraver la non-conformité.

Cas particuliers : Les constructions mitoyennes de constructions déjà édifiées avec un recul ne respectant pas les règles ci-dessus, peuvent être édifiées pour tout ou partie en prolongement de ces constructions sans aggraver la non-conformité.

1.2.1.3. IMPLANTATIONS DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MÊME PROPRIETE

Ua : non règlementée

Ub Uc Ud Uh :
Si elles ne sont pas mitoyennes, les constructions principales (hors annexes et piscines), doivent respecter un recul minimum avec une distance (d) au moins égale à la moitié de la hauteur de la construction avec un minimum de 8 m ($d \geq H/2 \geq 8m$). Le retrait (L) est la distance comptée perpendiculairement de tout point de la façade de la construction, au point le plus proche de la construction en vis-à-vis.

Annexes : Les annexes et la construction principale, si elles ne sont pas accolées, doivent respecter un recul minimum de 2 mètres entre elles.

1.2.2. Volumétrie

1.2.2.1. HAUTEUR MAXIMUM

Nouvelles constructions principales :
Pour les constructions situées en zone de PPR : dans les secteurs autorisés la hauteur de la construction est fixée à partir du niveau de remblaiement demandé. (Cas général 0,50 m de remblaiement minimum).

La hauteur est limitée à :
Ua : à 15 m, la hauteur en cas de toiture plate complète est de 13 m.
Ub : à 12 m, la hauteur en cas de toiture plate complète est de 10 m.
Uc Ud : à 9 m, la hauteur en cas de toiture plate complète est de 7 m.
Uh : à 9 m. Les toitures plates sont interdites.

Constructions existantes : Les aménagements et extensions de constructions existantes présentant une hauteur supérieure à l'une de celles permises ci-dessus sont autorisés à condition de respecter la hauteur initiale.

Annexes : La hauteur des constructions à usage d'annexe ne doit pas excéder 3,5 m dans le cas où elles sont indépendantes du bâtiment principal.

Installations et ouvrages nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif : Leur hauteur est libre à condition de ne pas porter atteinte aux paysages urbains et naturels.

Cas particuliers : Une hauteur différente peut exceptionnellement être autorisée ou prescrite si elle est dûment justifiée par la nature et la localisation des constructions et les bâtiments proches.

1.2.2.2. COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL MAXIMUM

Ua Uh : 0,30
Ub : 0,30
Uc : 0,20
Ud : *Le CES est évolutif en fonction de la taille du terrain d'assiette de l'opération.*
En cas d'opération de division postérieure à l'entrée en vigueur du PLU (Permis de Construire Valant Division, Permis d'Aménager, Division Parcellaire) le calcul se fait sur la base de la superficie du terrain d'assiette de l'opération et non sur le lot issu de la division.
Le CES est le suivant :
- Si la surface du tènement concerné par l'opération est inférieure ou égale à 800 m² alors l'emprise au sol maximale est de : S X 0,15
- Si la surface du tènement concerné par l'opération est comprise entre 801 m² et 1500 m² alors l'emprise au sol maximale est de : 120 + (surface du tènement – 800) X 0,10
- Si la surface du tènement concerné par l'opération est supérieure ou égale à 1501 m² alors l'emprise au sol maximale est de : 190 + (surface du tènement – 1500) X 0,05

Cas particuliers : Les dispositions ci-dessus ne concernent pas :
- Les stationnements souterrains, qu'ils soient enterrés ou semi enterrés.
- Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif.

1.2.2.3. LES VOLUMES

Les formes de construction doivent être simples afin de s'apparenter à l'architecture traditionnelle.
Les étages en attiques doivent représenter une proportion d'au maximum 50 % de la projection au sol de la surface totale de l'étage inférieur et présenter un retrait sur tous les côtés des façades de la construction.
La longueur des constructions d'un seul tenant ne peut excéder :

- Ua Ub : 30 mètres
- Uc Ud : 20 mètres
- Uh : 15 mètres

1.2.3. Qualité urbaine, architecturale et environnementale

Tout projet pourra être refusé si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ; ce projet pourra n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales visant à son intégration.

La qualité architecturale satisfaisante ne résulte pas uniquement de dispositions réglementaires.

Tous les éléments réalisés avec des matériaux d'imitation grossière ou étrangers aux caractéristiques de l'architecture régionale sont à proscrire.

Il est demandé de composer des volumes et des façades dont les proportions ne soient pas en rupture avec celles des constructions traditionnelles existantes.

1.2.3.1. PRISE EN COMPTE DU TERRAIN NATUREL

La nouvelle construction s'adapte à la topographie du terrain, tout en respectant les règles d'implantation et de gabarit. L'implantation, le volume et les proportions des constructions dans tous leurs éléments doivent être déterminés en tenant compte de l'environnement et en s'y intégrant le mieux possible, en particulier par leur adaptation au terrain naturel et par leurs aménagements extérieurs, notamment du point de vue des perceptions lointaines et dominantes de ladite construction.

Décaissement, remblais, déblais

- Les déblais ou remblais sont limités à l'assise nécessaire à la construction et sans que la création d'un talus de déblai ou remblai n'excède une hauteur de 1 m par rapport au terrain naturel dans les secteurs à pente inférieure ou égale à 20 %.

- Dans les secteurs à pente supérieure à 20 %, la hauteur des déblais ou remblais pourra atteindre 1,50m, à condition que le projet en démontre la nécessité.

Les rampes d'accès aux stationnements ou aux garages dans la construction ne sont pas soumises à ces dispositions, ni les piscines.

Murs de soutènement : les murs de soutènement visibles seront limités à 1m de hauteur. Les talus doivent être adoucis, lissés et enherbés.

1.2.3.2. ASPECT DES TOITURES

Nouvelles constructions :

Forme et volume de toutes les constructions :
Les types de toiture autorisés sont : à deux pans, à quatre pans.
Les toitures à un pan ne sont autorisées que dans le cas d'une extension d'un volume inférieur à la construction principale à laquelle elle se rattache.

Forme et volume des constructions principales :
Le faîtage doit être parallèle au plus long côté de la construction. L'orientation du faîtage principal doit être celle de la majorité des faîtages environnants et cohérente avec l'implantation du bâtiment dans la pente (soit perpendiculaire, soit parallèle).
Les pans de toitures doivent avoir une pente comprise entre 40% et 60%.

Les toitures plates non végétalisées sont autorisées dans une proportion maximale de 20 % de la projection au sol de la surface totale de la toiture de la construction. Les toitures plates non végétalisées sont également autorisées pour les dalles supérieures des parcs de stationnement et en élément restreint de liaison entre deux volumes existants ou à créer. Dans le cas d'un élément de liaison, elles présenteront une proportion inférieure ou égale à 20 % de l'emprise au sol des constructions ainsi liaisonnées, et seront couvertes par des matériaux d'aspect compatible avec l'environnement bâti existant.

Les débords de toiture, sauf en limite mitoyenne, ne doivent pas être inférieurs à 0,8 m. Cette règle concerne les toitures à pans (ne concerne pas les toitures-terrasses ni les attiques à toiture plate).

Forme et volume des constructions annexes :

La pente de toiture est libre pour les annexes d'une emprise au sol inférieure ou égale à 20 m². Au-delà, c'est la règle concernant les constructions principales qui s'applique. Le sens de faîtage devra respecter celui des faîtages environnants et notamment celui de la construction principale.
Les annexes à toiture plate sont autorisées dans les cas suivants :

- pour les annexes d'une emprise au sol inférieure ou égale à 20 m²,
- lorsque la construction principale dispose d'une toiture plate,
- lorsqu'il s'agit d'une toiture végétalisée.

Matériaux de couverture :
Les toitures doivent respecter l'aspect des toitures environnantes.
Les matériaux brillants ou réfléchissants sont interdits, hormis ceux constitutifs des panneaux solaires autorisés. Les panneaux solaires devront s'intégrer au plus près de la couleur de la toiture existante ou prévue.
Les toitures végétalisées doivent l'être à hauteur de 70 % au minimum et comporter un minimum de 15 cm de terre végétale.
La toiture des extensions et des annexes doit présenter un aspect (matériaux et couleurs), en harmonie avec la construction existante.

Modifications de constructions existantes :

La pente du toit doit être celle de la toiture contiguë ou proche.

La toiture des extensions doit présenter un aspect (matériaux et couleurs) en harmonie avec la construction existante.

En zone Uh uniquement : la forme de tuile et la couleur utilisées lors de réhabilitation, extension, doivent avoir l'aspect des matériaux traditionnels.

Ouvertures en toitures :
Seules sont autorisées en toiture :
- Les jacobines en nombre et dimension limitées
- Les vitrages fixes ou ouvrant dans le même plan

Panneaux solaires :
- Ils sont admis s'ils sont placés dans le plan du toit (intégrés ou apposés avec une saillie de 10-15cm maximum) et rassemblés pour composer sans dépasser l'emprise de la toiture une forme régulière, le cas échéant avec les fenêtres de toit.
- Les éléments de liaison et les panneaux eux-mêmes devront être dans une teinte similaire.

Cas particuliers : Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux couvertures de piscine, véranda, pergolas, dalles supérieures des parcs de stationnement souterrains ou semi-enterrés.
Dans le cas des vérandas, leur aspect doit être en cohérence avec la construction principale : forme, couleur, aspect des matériaux.

1.2.3.3. ASPECT DES FAÇADES

Les façades présenteront une expression architecturale qui reprend les ordonnancements locaux et en respecte bien les proportions. Elles doivent par leur composition, leurs matériaux et leurs teintes s'accorder avec leur environnement bâti.

Une composition des ouvertures est attendue pour chaque façade, ainsi qu'une cohérence d'ensemble des menuiseries (matériaux, teintes, harmonie des dispositifs).

Toute extension qui dénature la cohérence du bâtiment d'origine ne sera pas admise.
Les extensions et les annexes doivent présenter un aspect (matériaux et couleurs), en harmonie avec la construction existante.

Enduit et matériaux : Doivent être recouverts d'un enduit, tous les matériaux qui, par leur nature ne doivent pas rester apparents (ex. : parpaings, béton grossier, ...).

Ne sont pas admis : les styles et expressions folkloriques ou étrangères au lieu, les constructions en bois ronds (fustes) ou les systèmes en bois massif empilés, les bardages en PVC ou en matière composite.

Teintes : Le choix de l'aspect et des teintes employés en façade doit s'harmoniser avec les enduits et couleurs des constructions alentours en cohérence avec l'ambiance du secteur.
Ne sont pas admis : les couleurs vives (sauf pour les éléments de menuiserie), le blanc pur.

Les ouvertures : Le recours à une multiplicité de formes d'ouvertures doit être évité.

1.2.3.4. ELEMENTS TECHNIQUES

Les panneaux solaires, serres et autres éléments d'architecture bioclimatique et techniques doivent être intégrés à l'enveloppe des constructions en évitant l'effet de superstructures surajoutées, ils doivent être implantés de façon à limiter leur visibilité depuis l'espace public.

Citernes : Les citernes d'hydrocarbures ou permettant le stockage des sources d'énergie renouvelable (bioéthanol, …) doivent être enterrées ou intégrées au bâtiment.

Cuves de récupération des eaux de pluie : Les cuves de récupération des eaux de pluie doivent être enterrées, installées à l'intérieur des bâtiments (cave, garage, etc.) ou masquées depuis l'espace public par l'implantation choisie.

Boîtiers et coffrets : Les boîtiers et coffrets de toute nature (boîtes aux lettres, Telecom, EDF …) doivent être intégrés dans les façades ou les éléments de clôtures lorsqu'ils existent, et dans tous les cas, ils doivent être implantés en limite du domaine public, et être regroupés. Le cas échéant, un muret dont les caractéristiques sont identiques aux murs de clôtures doit être édifié pour les accueillir. Leur localisation doit être choisie de manière à limiter, au maximum, l'incidence sur le caractère des constructions et être facilement accessibles.

Sources de production : Les sources de production électrique ou thermique individuelle ou collective (panneaux photovoltaïques, capteurs solaires) sont autorisées en toiture, lorsque le bâtiment est conçu pour en favoriser l'exploitation et l'intégration (architecture, orientation, accès…).

Panneaux solaires : L'implantation des panneaux solaires au sol et en façade est proscrite. Leur couleur doit être proche de la couleur de la toiture.

Gaines de cheminées : Les gaines de cheminées en saillie, en pignon ou en façade sont interdites.

Antennes ou paraboles : Le nombre d'antennes ou paraboles individuelles et collectives de toute nature doit être limité à une par propriété ou copropriété. Lorsqu'elles sont installées sur des toitures à pans, elles ne doivent pas dépasser la ligne de faîtage. Elles doivent être intérieures ou incorporées dans le volume des combles chaque fois que les conditions de réception le permettent. Dans le cas contraire, elles doivent être dissimulées de façon à être le moins visibles de l'espace public. Elles ne peuvent être installées en façade, ni sur un balcon, visibles depuis l'espace public.

1.2.3.5. NIVEAU DE PERFORMANCES ENERGETIQUES DES BATIMENTS

Il est nécessaire de se reporter à l'OAP thématique Climat Air Energies pour plus de précisions.

Les nouvelles constructions doivent respecter la règlementation énergétique en vigueur.

Le projet doit favoriser la compacité dans la forme de bâti permettant de réduire les pertes thermiques de l'enveloppe du bâtiment.

Le projet doit pouvoir profiter au maximum des caractéristiques bioclimatiques du terrain. La conception des constructions à destination d'habitation privilégie la création de logements bénéficiant d'une double orientation. L'organisation des pièces de vie au sud est recherchée.

1.2.4. Traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis et abords des constructions

Pour les essences végétales, tout pétitionnaire est tenu de se référer à l'OAP thématique Trame verte et bleue. La simplicité de réalisation et le choix d'essences locales sont recommandés.

1.2.4.1. COEFFICIENT D'ESPACES PERMEABLES

Les espaces libres perméables de pleine-terre doivent représenter au minimum :

- Ua, Uh : 40% du tènement de l'opération
- Ub, Uc : 50% du tènement de l'opération
- Ud : 60% du tènement de l'opération

75 % des espaces libres perméables doivent être d'un seul tenant.

Division d'un foncier bâti existant : en cas de division d'un foncier bâti existant, le terrain supportant la construction doit maintenir les proratas définis ci-dessus.

Opération de 12 logements et plus : en secteur Ua et Ub, les opérations doivent prévoir un espace commun (placette, aire de jeux, …) d'un seul tenant d'au moins 100 m².

1.2.4.2. AMENAGEMENT EXTERIEUR

Les aménagements extérieurs des surfaces non construites, hors espaces de pleine-terre et hors accès et stationnement, doivent être aménagés et privilégier des matériaux perméables de type espaces enherbés, plantés, sablés ou gravillonnés.

Ces espaces doivent être conçus de façon à participer à l'agrément du projet et ne doivent pas être limités à une partie résiduelle du terrain d'assiette.
Un arbre de haute tige doit être planté pour 100 m² de terrain non bâti.
Lors de l'abattage d'un arbre, il est nécessaire de planter deux arbres en remplacement.

Les espaces libres pourront participer aux dispositifs de gestion alternative des eaux pluviales. Dans les opérations d'ensemble, les ouvrages techniques de gestion de l'eau commune à ces opérations (tels noues, bassins de rétention ou d'infiltration, …) doivent, sous réserve de contraintes techniques spécifiques, faire l'objet d'un aménagement paysager à dominante végétale contribuant à leur insertion paysagère dans l'environnement.

Alignement : La partie de terrain libre résultant d'un recul par rapport à l'alignement doit faire l'objet d'un traitement paysager (traitement des accès, plantations, …) cohérent et en harmonie avec son environnement.

Opérations de 3 logements et plus : les aires de stationnement aériennes non couvertes doivent être plantées d'arbres à raison d'un arbre à haute tige pour quatre places de stationnement.

1.2.4.3. CLOTURES ET PORTAILS

Les clôtures ne sont pas obligatoires, les abords ouverts sont à privilégier.

Ne pas gêner la circulation publique : L'implantation et la hauteur des éléments constitutifs de la clôture doivent tenir compte de la topographie et ne pas créer une gêne pour la circulation publique, notamment en diminuant la visibilité de la circulation notamment sur les voies et aux abords des croisements. La nature et la hauteur des clôtures situées près des carrefours ou en partie intérieure des virages peuvent faire l'objet, sur avis des services gestionnaires de la voirie, de prescriptions spéciales en vue d'assurer la visibilité et la sécurité de la circulation des véhicules et piétons. Leur implantation en bordure de voirie publique doit faire l'objet d'une demande d'alignement auprès du gestionnaire de la voirie.

Présenter une unité de traitement : Les clôtures doivent présenter une unité de traitement. Elles doivent être d'aspect sobre, en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux quant à leur hauteur, leur couleur et leurs matériaux.

Les clôtures devront être constituées soit :

- D'un dispositif à claire-voie (de type lattes, grilles, grillages), pouvant être associé à un mur bahut de soubassement (de 0,60 m maximum), et pouvant être doublé d'une haie vive d'essences locales et variées. Les murs bahut doivent être enduits dans les mêmes délais et le même aspect que la construction principale. Les murs en pierre pourront ne pas être recouverts d'un enduit.
- D'une haie vive (autorisée dans les conditions prévues à l'article 671 du Code Civil) et composée d'essences locales et variées, pouvant être doublée d'un grillage placé derrière elle à l'intérieur de la propriété.

Tout dispositif occultant, non végétal, construit par exemple en maçonnerie, en toile ou tout autre matériau, est interdit.

Leur hauteur maximum des clôtures est de 1,8 mètre.

Clôtures le long du domaine public : Le long du domaine public, les clôtures nouvelles doivent être en harmonie avec les clôtures existantes.

Poursuite d'une clôture existante : Lors de la poursuite d'une clôture existante, il s'agira, dans la mesure du possible, de poursuivre le style existant, en accord avec les principes définis ci-dessous.

Reconstruction d'une clôture existante : Dans le cas de la restauration ou d'une reconstruction d'une clôture existante, une hauteur supérieure à celle définie ci-dessous peut être autorisée sans dépasser celle de l'existant.

Portails :
Les portails doivent être simples et en adéquation avec la clôture. Leur hauteur maximum est de 1,80 m.

1.2.5. Stationnement

Le stationnement des véhicules automobiles ou des deux roues correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques ou de desserte collective.

En cas d'extension, de changement de destination ou de réaménagement des constructions existantes, ne sont prises en compte que les surfaces nouvellement créées et/ou créant de nouvelles unités de logement ou d'activités.

1.2.5.1. STATIONNEMENT DES VEHICULES AUTOMOBILES

Généralités :

La place standard des véhicules automobiles particuliers et utilitaires doit respecter au minimum les proportions suivantes : 5 mètres de longueur pour 2,50 mètres de largeur. Les places en garage/box et place cloisonnées (fermée sur 3 côtés) doivent respecter au minimum les proportions suivantes : 6 mètres de longueur pour 3 mètres de largeur.

Pour les destinations et sous destinations concernées, les emplacements de stationnements dévolus au personnel doivent être distincts de ceux prévus pour les visiteurs (clientèle, usager, fournisseur). Les espaces de stationnement doivent être suffisants pour assurer le stationnement des véhicules de livraison et de service de l'établissement, de son personnel et des visiteurs ou clients.

Pour rappel (article L151-31 du code de l'urbanisme), « lorsque le règlement impose la réalisation d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés, cette obligation est réduite de 15 % au minimum en contrepartie de la mise à disposition de véhicules électriques munis d'un dispositif de recharge adapté ou de véhicules propres en auto-partage ».

A partir de 30 places de stationnement : 50 % de places de stationnements perméables sont exigées à partir de 30 places de stationnements en aérien (hors ouvrage, parkings silos) pour les opérations liées aux activités des secteurs secondaires et tertiaires et pour les équipements d'intérêt collectif et services publics. 30 % de places de stationnements perméables sont exigées à partir de 30 places de stationnements en aérien (hors ouvrage, parkings silos) pour les opérations de logements.

En zones Ua et Ub : Les places de stationnement doivent être accessibles indépendamment les unes des autres (le stationnement en enfilade est interdit).

Règles applicables par destination et sous destination

Destination	Sous destination	(normes minimales)
Habitation	Logement	2 places minimum par logement et 1 place supplémentaire par tranche de 100 m² de surface de plancher à partir de 100 m² de surface de plancher par logement avec pour exigence maximale 4 places au total Pour les opérations de 4 logements et plus des places visiteurs sont exigées à hauteur de : 1 place pour 4 logements créés ou 4 lots créés, elles doivent être réalisées en aérien, en limite d'opérations et être

		facilement accessibles depuis la voie, en dehors de l'espace clôturé. Ua Ub Uc (Hors Ud et Uh) : Pour les opérations de plus de 15 logements, 75 % minimum des places résidentielles (hors visiteurs) doivent être réalisées en souterrain ou intégrées au volume de la construction (sauf mention contraire du PPR ou dans les secteurs de protection des nappes phréatiques)
	Hébergement	Le projet doit justifier de la suffisance de ses stationnements
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail	Le projet doit justifier de la suffisance de ses stationnements pour répondre aux besoins de l'opération. Il sera tenu compte de la localisation du projet.
	Restauration	1 place pour 15 m² de salle de restaurant, avec un minimum de 2 places
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle	1 place pour 50 m² de surface de plancher, avec un minimum de 2 places
	Hôtel	1 place par chambre
	Autres hébergements touristiques	1 place par unité d'hébergement
Équipements d' intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou de leurs délégataires	Le projet doit justifier de la suffisance de ses stationnements pour répondre aux besoins de l'opération
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires	
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	
	Salles d'art et de spectacles	
	Équipements sportifs	
	Autres équipements recevant du public	
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Entrepôt	Le projet doit justifier de la suffisance de ses stationnements pour répondre aux besoins de l'opération. Il sera tenu compte de la localisation du projet.
	Bureau	
	Salle de congrès et d'exposition	

1.2.5.2. STATIONNEMENTS DES DEUX ET TROIS ROUES

Stationnement vélo

Il est nécessaire de se référer au guide stationnement des vélos du ministère.

Pour toute construction neuve à destination d'habitat d'au moins 4 logements, des locaux couverts fermés et accessibles de plain-pied, doivent être réalisés pour le stationnement des cycles, avec 1 m² par tranche de 50 m² de SP avec un minimum de 3 m².

Pour toute construction neuve à destination de bureau générant plus de 200 m² de surface de plancher, des locaux couverts fermés et accessibles de plain-pied, doivent être réalisés pour le stationnement des cycles, avec 1 m² par tranche de 50 m² de SP avec un minimum de 3 m².

Stationnement deux et trois roues motorisés

Pour toute construction neuve à destination d'habitat générant plus de 200 m² de surface de plancher et au moins 4 logements, des places spécifiques pour les deux roues motorisées doivent être réalisées avec 1 place par tranche de 4 logements.

La place standard des véhicules deux/trois-roues motorisés doit respecter au minimum les proportions suivantes : 2 mètres de longueur pour 1,5 mètre de largeur.

2. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES DE LA ZONE Ue

2.1. Ue _Destinations, usages et nature de l'occupation

2.1.1. Ue _Destination des constructions et usage des sols

2.1.1.1. UE _LES NOUVELLES CONSTRUCTIONS

Destination	Sous destination	Ue
Habitation	Logement	? [1]
	Hébergement	✗
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail	✗
	Restauration	✗
	Commerce de gros	✗
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle	✗
	Hôtel	✗
	Autres hébergements touristiques	✗
	Cinéma	✗
Équipements d' intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou assimilés	✓
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés	✓
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	✓
	Salles d'art et de spectacles	✓
	Équipements sportifs	✓
	Lieux de culte	✗
	Autres équipements recevant du public	✓
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	✗
	Exploitation forestière	✗
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	✗
	Entrepôt	✗
	Bureau	✗
	Salle de congrès et d'exposition	✗
	Cuisine dédiée à la vente en ligne	✗

1 : Seul le local de surveillance est autorisé dans la limite de 75 m² de surface de plancher à condition qu'il soit accolé ou incorporé à la construction principale, et dont la nécessaire présence sur le site doit être justifiée pour les besoins liés aux équipements publics et/ou d'intérêt collectif autorisés dans la zone.

2.1.1.2. UE _EVOLUTION DES CONSTRUCTIONS EXISTANTES

En outre, pour les constructions préexistantes dont la destination ne serait pas autorisée dans la zone, seuls sont autorisés :

- La mise aux normes,
- L'aménagement,
- La réhabilitation,
- L'extension limitée à 30 % de la surface de plancher existante à la date d'approbation du PLU,
- Les nouvelles annexes limitées à 40 m² d'emprise au sol à partir de la date d'approbation du PLU

dès lors que ces travaux sont nécessaires à la pérennité de l'activité, qu'ils n'engendrent pas pour le voisinage une augmentation des nuisances, et que les conditions d'accès sont suffisantes.

2.1.1.3. UE _LES AUTRES USAGES ET OCCUPATIONS DU SOL

Les dépôts et stockages de toute nature non liée à une activité autorisée dans la zone	✗
Les affouillements et exhaussements non liés à l'assise des constructions et aménagements autorisées	✗
Les carrières	✗
Les garages collectifs de caravanes de gardiennage ou d'hivernage	✗
Les terrains de camping, de caravanage, les habitations légères de loisirs, les résidences mobiles de loisirs, les parcs résidentiels de loisirs, les résidences démontables	✗
Les résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs	✗
Les parcs d'attraction	✗
Les ICPE soumise à déclaration, enregistrement, autorisation	? Elles sont autorisées dans la mesure où elles ont un rôle fondamental dans la vie et dans les commodités quotidiennes des habitants et qu'elles n'entraînent pour le voisinage aucune incommodité et aucune insalubrité, ni sinistre susceptible de causer des dommages graves ou irréparables aux personnes et aux biens, même en cas d'accident ou de fonctionnement défectueux.
Les antennes de téléphonie mobile	? Sous conditions d'intégration architecturale, proximité des habitations.
Les éoliennes	✗
Les châssis et serres supérieurs à 1 m 80 de hauteur	✗

2.2. Ue_Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

2.2.1. Ue_Implantation des constructions

Pour l'application des règles ci-après, le calcul se fera au nu de la façade, sans tenir compte de ses éléments de débords éventuels, tels débords de toitures et tout ouvrage en saillie à condition que leur profondeur par rapport à la façade concernée ne dépasse pas 1 m.

Implantations en limite du domaine public : Concernant les implantations en limite du domaine public, la hauteur d'implantation des éléments de débords éventuels doit être égale ou supérieure à 4,50 m du sol fini.

Constructions nécessaires aux services publics : Les constructions, installations et ouvrages techniques nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif ne sont pas concernés par les règles édictées ci-dessous.

Isolation extérieure ou panneaux solaires des constructions existantes : Dans le cas de projets de travaux d'isolation extérieure ou de la mise en place de dispositifs de protections solaire en saillie des façades d'une construction existante, la règle d'implantation peut être différente de celles définies ci-après, si les dispositifs d'isolation et/ou de protection présentent une épaisseur au plus égale à 25 cm et qu'ils sont en harmonie avec les caractéristiques architecturales de la construction existante.

Aménagements en faveur des personnes à mobilité réduite : ils ne sont pas concernés par les règles édictées ci-dessous.

Cas particuliers : Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Reculs par rapport aux cours d'eau (ruisseau des Eaux Belles et Arve) : Toute construction ou aménagement (hormis ceux nécessaires à l'entretien et à la gestion des cours d'eau) devront respecter un recul minimum de 10 m depuis les berges des dits cours d'eau.

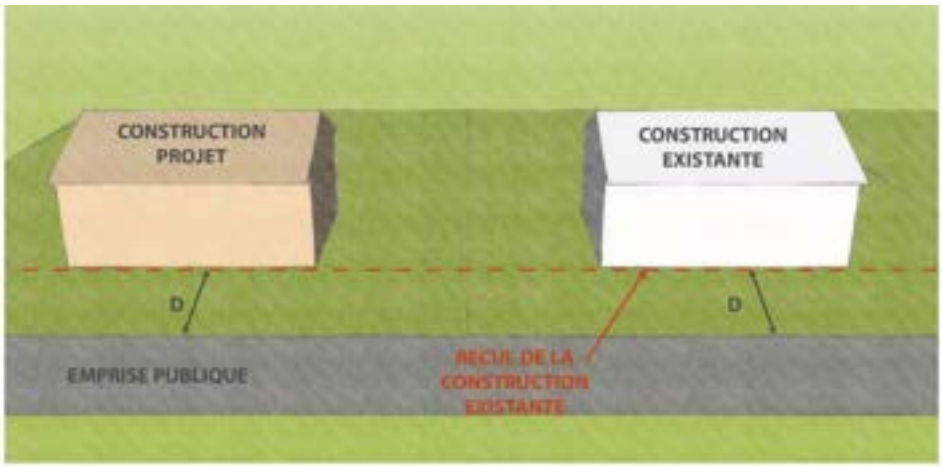
2.2.1.1. UE _IMPLANTATIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les voies entrant dans le champ d'application du présent article sont les voies publiques, les chemins ruraux et les voies privées ouvertes à la circulation motorisée publique, existantes ou prévues dans le cadre des emplacements réservés.

Nouvelles constructions :

Elles doivent s'implanter :

- Soit dans le même alignement d'une des constructions de gabarit comparable avec la future construction, sur les terrains limitrophes, sous réserve que cela participe à l'intérêt des lieux environnants et à la préservation du patrimoine architectural.



- Soit en retrait minimum de 4 mètres.

Aménagement et extensions : L'aménagement et l'extension des constructions existantes implantées de façon non conforme aux prescriptions indiquées ci-dessus sont autorisés à condition de ne pas aggraver la non-conformité.

Portails : ils pourront s'implanter jusqu'en limite, toutefois la collectivité se réserve le droit de refuser cette possibilité en raison de l'insécurité de la situation.

Espaces souterrains : Les stationnements en sous-sols et autres espaces annexes souterrains peuvent s'implanter jusqu'à 2,5 mètres de la limite des voies ou emprises publiques, à condition que les portes d'accès aux stationnements ne débouchent pas directement sur ladite limite. Sauf dans le cas où l'on s'appuierait sur une construction existante.

2.2.1.2. UE _ IMPLANTATIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Nouvelles constructions : elles doivent s'implanter :

- Soit en limite séparative
- Soit en retrait avec la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché devant être au moins égal à la moitié de la hauteur de la construction à édifier avec un minimum de 4 mètres (D = H/2 ≥ 4m).

Espaces souterrains : Les stationnements en sous-sols et autres espaces annexes souterrains peuvent s'implanter jusqu'à 2,5 mètres de la limite séparative. Sauf dans le cas où l'on s'appuierait sur une construction existante.

Les constructions existantes : L'aménagement et l'extension des constructions existantes implantées de façon non conforme aux prescriptions indiquées ci-dessus sont autorisés à condition de ne pas aggraver la non-conformité.

Cas particuliers : Les constructions mitoyennes de constructions déjà édifiées avec un recul ne respectant pas les règles ci-dessus, peuvent être édifiées pour tout ou partie en prolongement de ces constructions sans aggraver la non-conformité.

2.2.1.3. UE _IMPLANTATIONS DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MÊME PROPRIETE

Non réglementée

2.2.2. Ue _Volumétrie

2.2.2.1. UE _HAUTEUR MAXIMUM

Non réglementée

2.2.2.2. UE _COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL

Non réglementée

2.2.3. Ue _Qualité urbaine, architecturale et environnementale

Tout projet pourra être refusé si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ; ce projet pourra n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales visant à son intégration.

La qualité architecturale satisfaisante ne résulte pas uniquement de dispositions réglementaires.

Tous les éléments réalisés avec des matériaux d'imitation grossière ou étrangers aux caractéristiques de l'architecture régionale sont à proscrire.

2.2.3.1. UE _PRISE EN COMPTE DU TERRAIN NATUREL

La nouvelle construction s'adapte à la topographie du terrain, tout en respectant les règles d'implantation et de gabarit. L'implantation, le volume et les proportions des constructions dans tous leurs éléments doivent être déterminés en tenant compte de l'environnement et en s'y intégrant le mieux possible, en particulier par leur adaptation au terrain naturel et par leurs aménagements extérieurs, notamment du point de vue des perceptions lointaines et dominantes de ladite construction.

2.2.3.2. UE _ASPECT DES TOITURES

Les matériaux brillants ou réfléchissants sont interdits, hormis ceux constitutifs des panneaux solaires autorisés. Les panneaux solaires devront s'intégrer au plus près de la couleur de la toiture existante ou prévue.

Nouvelles constructions :

Forme et volume : Les nouvelles toitures devront être de forme simple. Le faîtage disposé dans la longueur du bâtiment doit être conforme au sens dominant des faitages environnants. Les croupes ou demi-croupes conformes à celles du bâti traditionnel sont admises.

Matériaux de couverture : Les toitures doivent respecter l'aspect des toitures environnantes.

Modifications de constructions existantes :
La toiture des extensions doit présenter un aspect (matériaux et couleurs) en harmonie avec la construction existante.

2.2.3.3. UE_ASPECT DES FAÇADES

Elles doivent par leur composition, leurs matériaux et leurs teintes s'accorder avec leur environnement bâti.

Une composition des ouvertures est attendue pour chaque façade, ainsi qu'une cohérence d'ensemble des menuiseries (matériaux, teintes, harmonie des dispositifs).

Les extensions et les annexes doivent présenter un aspect (matériaux et couleurs), en harmonie avec la construction existante.

Enduit et matériaux : Doivent être recouverts d'un enduit, tous les matériaux qui, par leur nature ne doivent pas rester apparents (ex. : parpaings, béton grossier, ...).

Teintes : Le choix de l'aspect et des teintes employés en façade doit s'harmoniser avec les enduits et couleurs des constructions alentours en cohérence avec l'ambiance du secteur.

Ne sont pas admis : les couleurs vives (sauf pour les éléments de menuiserie), le blanc pur.

Les menuiseries :

Les coffres de volets roulants en saillie sont interdits.

2.2.3.4. UE_ELEMENTS TECHNIQUES

Les panneaux solaires, serres et autres éléments d'architecture bioclimatique et techniques doivent être intégrés à l'enveloppe des constructions en évitant l'effet de superstructures surajoutées, ils doivent être implantés de façon à limiter leur visibilité depuis l'espace public.

Citernes : Les citernes d'hydrocarbures ou permettant le stockage des sources d'énergie renouvelable (bioéthanol, …) doivent être enterrées ou intégrées au bâtiment.

Cuves de récupération des eaux de pluie : Les cuves de récupération des eaux de pluie doivent être enterrées, installées à l'intérieur des bâtiments (cave, garage, etc.) ou masquées depuis l'espace public par l'implantation choisie.

Boîtiers et coffrets : Les boîtiers et coffrets de toute nature (boîtes aux lettres, Telecom, EDF …) doivent être intégrés dans les façades ou les éléments de clôtures lorsqu'ils existent, et dans tous les cas, ils doivent être implantés en limite du domaine public, et être regroupés. Le cas échéant, un muret dont les caractéristiques sont identiques aux murs de clôtures doit être édifié pour les accueillir. Leur localisation doit être choisie de manière à limiter, au maximum, l'incidence sur le caractère des constructions et être facilement accessibles.

Sources de production : Les sources de production électrique ou thermique individuelle ou collective (panneaux photovoltaïques, capteurs solaires) sont autorisées en toiture, lorsque le bâtiment est conçu pour en favoriser l'exploitation et l'intégration (architecture, orientation, accès…).

Panneaux solaires : L'implantation des panneaux solaires au sol et en façade est proscrite. Leur couleur doit être proche de la couleur de la toiture.

Gaines de cheminées : Les gaines de cheminées en saillie, en pignon ou en façade sont interdites.

Antennes ou paraboles : Le nombre d'antennes ou paraboles individuelles et collectives de toute nature doit être limité à une par propriété ou copropriété. Lorsqu'elles sont installées sur des toitures à pans, elles ne doivent pas dépasser la ligne de faîtage. Elles doivent être intérieures ou incorporées dans le volume des combles chaque fois que les conditions de réception le permettent. Dans le cas contraire, elles doivent être dissimulées de façon à être le moins visibles de l'espace public. Elles ne peuvent être installées en façade, ni sur un balcon, visibles depuis l'espace public.

2.2.3.5. UE _NIVEAU DE PERFORMANCES ENERGETIQUES DES BATIMENTS

Il est nécessaire de se reporter à l'OAP thématique Climat Air Energies pour plus de précisions.

Les nouvelles constructions doivent respecter la règlementation énergétique en vigueur.

Le projet doit favoriser la compacité dans la forme de bâti permettant de réduire les pertes thermiques de l'enveloppe du bâtiment.

Le projet doit pouvoir profiter au maximum des caractéristiques bioclimatiques du terrain.

2.2.4. Ue_Traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis et abords des constructions

Pour les essences végétales, tout pétitionnaire est tenu de se référer à l'OAP thématique Trame verte et bleue. La simplicité de réalisation et le choix d'essences locales sont recommandés.

2.2.4.1. UE _COEFFICIENT D'ESPACES PERMEABLES

Non réglementée

2.2.4.2. UE_AMENAGEMENT EXTERIEUR

Les aménagements extérieurs des surfaces non construites, hors espaces de pleine-terre et hors accès et stationnement, doivent être aménagés et privilégier des matériaux perméables de type espaces enherbés, plantés, sablés ou gravillonnés.

Ces espaces doivent être conçus de façon à participer à l'agrément du projet et ne doivent pas être limités à une partie résiduelle du terrain d'assiette.
Un arbre de haute tige doit être planté pour 100 m² de terrain non bâti.
Lors de l'abattage d'un arbre, il est nécessaire de planter deux arbres en remplacement.

Les espaces libres pourront participer aux dispositifs de gestion alternative des eaux pluviales. Dans les opérations d'ensemble, les ouvrages techniques de gestion de l'eau commune à ces opérations (tels noues, bassins de rétention ou d'infiltration, …) doivent, sous réserve de contraintes techniques spécifiques, faire l'objet d'un aménagement paysager à dominante végétale contribuant à leur insertion paysagère dans l'environnement.

Alignement : La partie de terrain libre résultant d'un recul par rapport à l'alignement doit faire l'objet d'un traitement paysager (traitement des accès, plantations, …) cohérent et en harmonie avec son environnement.

2.2.4.3. UE_CLOTURES ET PORTAILS

Les clôtures ne sont pas obligatoires, les abords ouverts sont à privilégier.

Ne pas gêner la circulation publique : L'implantation et la hauteur des éléments constitutifs de la clôture doivent tenir compte de la topographie et ne pas créer une gêne pour la circulation publique, notamment en diminuant la visibilité de la circulation notamment sur les voies et aux abords des croisements. La nature et la hauteur des clôtures situées près des carrefours ou en partie intérieure des virages peuvent faire l'objet, sur avis des services gestionnaires de la voirie, de prescriptions spéciales en vue d'assurer la visibilité et la sécurité de la circulation des véhicules et piétons. Leur implantation en bordure de voirie publique doit faire l'objet d'une demande d'alignement auprès du gestionnaire de la voirie.

Présenter une unité de traitement : Les clôtures doivent présenter une unité de traitement. Elles doivent être d'aspect sobre, en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux quant à leur hauteur, leur couleur et leurs matériaux.

Clôtures le long du domaine public : Le long du domaine public, les clôtures nouvelles doivent être en harmonie avec les clôtures existantes.

Poursuite d'une clôture existante : Lors de la poursuite d'une clôture existante, il s'agira, dans la mesure du possible, de poursuivre le style existant, en accord avec les principes définis ci-dessous.

Portails :
Les portails doivent être simples et en adéquation avec la clôture. Ils doivent être composés d'un système à claire-voie dont le rapport « plein-vide » doit être présenté dans le cadre de la demande d'urbanisme. Tout dispositif occultant, construit par exemple en maçonnerie ou en bois, est interdit.

2.2.5. Ue_Stationnement

Le stationnement des véhicules automobiles ou des deux roues correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques ou de desserte collective.

En cas d'extension, de changement de destination ou de réaménagement des constructions existantes, ne sont prises en compte que les surfaces nouvellement créées et/ou créant de nouvelles unités de logement ou d'activités.

2.2.5.1. UE_STATIONNEMENT DES VEHICULES AUTOMOBILES

Généralités :

La place standard des véhicules automobiles particuliers et utilitaires doit respecter au minimum les proportions suivantes : 5 mètres de longueur pour 2,50 mètres de largeur. Les places en garage/box et place cloisonnées (fermée sur 3 côtés) doivent respecter au minimum les proportions suivantes : 6 mètres de longueur pour 3 mètres de largeur.

Pour les destinations et sous destinations concernées, les emplacements de stationnements dévolus au personnel doivent être distincts de ceux prévus pour les visiteurs (clientèle, usager, fournisseur). Les espaces de stationnement doivent être suffisants pour assurer le stationnement des véhicules de livraison et de service de l'établissement, de son personnel et des visiteurs ou clients.

A partir de 30 places de stationnement : 50 % de places de stationnements perméables sont exigées à partir de 30 places de stationnements en aérien (hors ouvrage, parkings silos) pour les équipements d'intérêt collectif et services publics.

Règles applicables par destination et sous destination

Destination	Sous destination	Ue
Habitation	Logement	1 place par logement de fonction
Équipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou assimilés	Le projet doit justifier de la suffisance de ses stationnements pour répondre aux besoins de l'opération
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés	
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	
	Salles d'art et de spectacles	
	Équipements sportifs	
	Autres équipements recevant du public	

2.2.5.2. UE STATIONNEMENTS DES DEUX ET TROIS ROUES

Stationnement vélo
Il est nécessaire de se référer au guide stationnement des vélos ministère.

Pour toute construction générant plus de 200 m² de surface de plancher, des locaux couverts fermés et accessibles de plain-pied, doivent être réalisés pour le stationnement des cycles, avec 1 m² par tranche de 50 m² de SP avec un minimum de 3 m².

Stationnement deux et trois roues motorisés

Pour toute construction générant plus de 200 m² de surface de plancher, des places spécifiques pour les deux roues motorisées doivent être réalisées.

La place standard des véhicules deux/trois-roues motorisés doit respecter au minimum les proportions suivantes : 2 mètres de longueur pour 1,5 mètre de largeur.

3. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES DE LA ZONE UX (UX1 UX2 UX3 UX4)

3.1. Ux _Destinations, usages et nature de l'occupation

3.1.1. Ux _Destination des constructions et usage des sols

3.1.1.1. UX _LES NOUVELLES CONSTRUCTIONS

Destination	Sous destination	Ux1	Ux2	Ux3	Ux4
Habitation	Logement	✗	? 1	? 1	? 1
	Hébergement	✗	✗	✗	✗
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail	✗	? 2	? 2	✗
	Restauration	✗	✗	✗	✗
	Commerce de gros	✗	✗	✗	✗
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle	✗	✗	✗	✗
	Hôtel	✗	✗	✗	✗
	Autres hébergements touristiques	✗	✗	✗	✗
	Cinéma	✗	✗	✗	✗
Équipements d' intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou de leurs délégataires	✓	✓	✓	✓
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires	✓	✓	✓	✓
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	✗	✗	✗	✗
	Salles d'art et de spectacles	✗	✗	✗	✗
	Équipements sportifs	✗	✗	✗	✗
	Lieux de culte	✗	✗	✗	✗
	Autres équipements recevant du public	✗	✗	✗	✗
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	✗	✗	✗	✗
	Exploitation forestière	✗	✗	✗	✗
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	? 3	✓	✓	✗
	Entrepôt	? 4	? 4	? 4	? 4
	Bureau	✗	✗	✗	✓
	Salle de congrès et d'exposition	✗	✗	✗	✗
	Cuisine dédiée à la vente en ligne	✗	✗	✗	✗

1 : Seul le local de surveillance est autorisé dans la limite de 75 m² de surface de plancher à condition qu'il soit accolé ou incorporé à la construction principale, et dont la nécessaire présence sur le site doit être justifiée pour les besoins liés à l'activité autorisée dans la zone, dans la limite d'un logement par activité.

2 : Les surfaces commerciales sont interdites. Les surfaces artisanales sont autorisées sans condition.

3 : A condition qu'il s'agisse d'activités extractives et les activités qui leur sont directement liées : recyclage et traitement des matériaux, vente de matériaux, centrale à béton.

4 : Dans la mesure où il est lié et nécessaire à une activité autorisée dans la zone

3.1.1.2. UX _ EVOLUTION DES CONSTRUCTIONS EXISTANTES

Pour les secteurs Ux1 Ux2 Ux3 :
En outre, pour les constructions préexistantes dont la destination ne serait pas autorisée dans la zone, seuls sont autorisés :

- La mise aux normes,
- L'aménagement,
- La réhabilitation,
- L'extension limitée à 30 % de la surface de plancher existante à la date d'approbation du PLU,
- Les nouvelles annexes limitées à 40 m² d'emprise au sol à partir de la date d'approbation du PLU

dès lors que ces travaux sont nécessaires à la pérennité de l'activité, qu'ils n'engendrent pas pour le voisinage une augmentation des nuisances, et que les conditions d'accès sont suffisantes.

Pour le secteur Ux4 :
Pour les autres destinations que celle du bureau, seules sont autorisés :
Pour les constructions préexistantes dont la destination ne serait pas autorisée dans la zone, seuls sont autorisés :

- La mise aux normes,
- L'aménagement,
- La réhabilitation,

Seule la vocation de bureau est autorisée à bénéficier de nouvelles possibilités d'extension et de construction, conformément avec les possibilités offertes aux nouvelles constructions.

3.1.1.3. UX_LES AUTRES USAGES ET OCCUPATIONS DU SOL

Les dépôts et stockages de toute nature non liée à une activité autorisée dans la zone	✗
Les affouillements et exhaussements non liés à l'assise des constructions et aménagements autorisées	✗
Les carrières	✗
Les garages collectifs de caravanes de gardiennage ou d'hivernage	✗
Les terrains de camping, de caravanage, les habitations légères de loisirs, les résidences mobiles de loisirs, les parcs résidentiels de loisirs, les résidences démontables	✗
Les résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs	✗
Les parcs d'attraction	✗
Les ICPE soumise à déclaration, enregistrement, autorisation	✓
Les antennes de téléphonie mobile	? Sous conditions d'intégration architecturale, proximité des habitations.
Les éoliennes	✗
Les châssis et serres supérieurs à 1 m 80 de hauteur	✗

3.1.2. Ux _Mixité sociale et fonctionnelle :

3.1.2.1. UX_MIXITE SOCIALE DANS L'HABITAT

Non réglementé

3.1.2.2. UX_MIXITE FONCTIONNELLE

Non réglementé

3.2. Ux_Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

3.2.1. Ux_Implantation des constructions

Pour l'application des règles ci-après, le calcul se fera au nu de la façade, sans tenir compte de ses éléments de débords éventuels, tels débords de toitures et tout ouvrage en saillie à condition que leur profondeur par rapport à la façade concernée ne dépasse pas 1 m.

Implantations en limite du domaine public : Concernant les implantations en limite du domaine public, la hauteur d'implantation des éléments de débords éventuels doit être égale ou supérieure à 4,50 m du sol fini.

Constructions nécessaires aux services publics : Les constructions, installations et ouvrages techniques nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif ne sont pas concernés par les règles édictées ci-dessous.

Isolation extérieure ou panneaux solaires des constructions existantes : Dans le cas de projets de travaux d'isolation extérieure ou de la mise en place de dispositifs de protections solaire en saillie des façades d'une construction existante, la règle d'implantation peut être différente de celles définies ci-après, si les dispositifs d'isolation et/ou de protection présentent une épaisseur au plus égale à 25 cm et qu'ils sont en harmonie avec les caractéristiques architecturales de la construction existante.

Aménagements en faveur des personnes à mobilité réduite : ils ne sont pas concernés par les règles édictées ci-dessous.

Cas particuliers : Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

3.2.1.1. UX _IMPLANTATIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les voies entrant dans le champ d'application du présent article sont les voies publiques, les chemins ruraux et les voies privées ouvertes à la circulation motorisée publique, existantes ou prévues dans le cadre des emplacements réservés.

Nouvelles constructions :

Elles doivent s'implanter :

Par rapport à l'autoroute (A40), en recul minimum de :

- 50 m de l'axe pour les constructions à usage d'habitat,
- 40 m de l'axe pour les autres constructions.

Par rapport aux routes départementales (RD1206/RD2) hors agglomération, en recul minimum de :

- 35 m de l'axe pour les constructions à usage d'habitat,
- 25 m de l'axe pour les autres constructions.

Par rapport aux routes départementales (RD1206 et RD2) en agglomération, en recul minimum de :

- 8 m de l'axe

Par rapport aux autres voies et emprises publique, en recul minimum de :

- Soit 4 m de la limite
- Soit dans le même alignement d'une des constructions de gabarit comparable avec la future construction, sur les terrains limitrophes, sous réserve que cela participe à l'intérêt des lieux environnants et à la préservation du patrimoine architectural.

Aménagement et extensions : L'aménagement et l'extension des constructions existantes implantées de façon non conforme aux prescriptions indiquées ci-dessus sont autorisés à condition de ne pas aggraver la non-conformité.

Portails : ils pourront s'implanter jusqu'en limite, toutefois la collectivité se réserve le droit de refuser cette possibilité en raison de l'insécurité de la situation.

Annexes : Les annexes doivent s'implanter en respectant un recul minimum de 1,5 mètres.

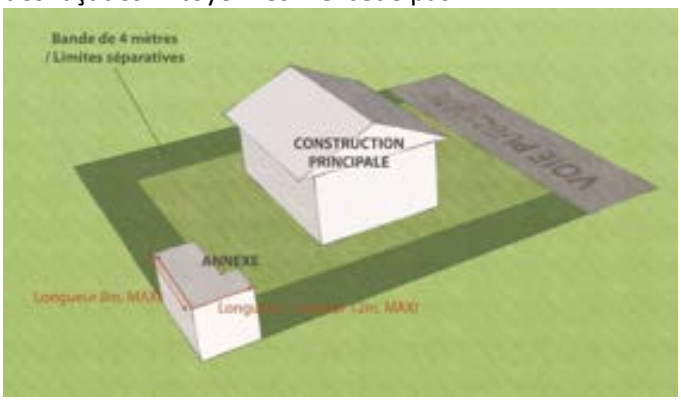
Espaces souterrains : Les stationnements en sous-sols et autres espaces annexes souterrains peuvent s'implanter jusqu'à 2,5 mètres de la limite des voies ou emprises publiques, à condition que les portes d'accès aux stationnements ne débouchent pas directement sur ladite limite. Sauf dans le cas où l'on s'appuierait sur une construction existante.

3.2.1.2. UX _ IMPLANTATIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Nouvelles constructions : elles doivent s'implanter :

- Soit en retrait avec la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché devant être au moins égal à la moitié de la hauteur de la construction à édifier avec un minimum de 4 mètres (D = H/2 ≥ 4m).
- Soit en retrait de 10 m minimum lorsqu'il s'agit d'une limite séparative en interface avec les zones Uc/Ud.

Annexes : Les annexes pourront s'implanter jusqu'en limite séparative dans le respect des règles ci-après. Les annexes implantées dans une bande de 0 à 4 m de la limite séparative ne doivent pas excéder 3,5 mètres à condition qu'aucune façade ne dépasse 8 m de long et que la longueur cumulée des façades mitoyennes n'excède pas 12 m.



Lotissements : Ces règles s'appliquent aux limites extérieures du terrain d'assiette mais aussi aux limites des terrains issus d'une division (lotissements, permis de construire valant division…).

Espaces souterrains : Les stationnements en sous-sols et autres espaces annexes souterrains peuvent s'implanter jusqu'à 2,5 mètres de la limite séparative. Sauf dans le cas où l'on s'appuierait sur une construction existante.

Les constructions existantes : L'aménagement et l'extension des constructions existantes implantées de façon non conforme aux prescriptions indiquées ci-dessus sont autorisés à condition de ne pas aggraver la non-conformité.

Cas particuliers : Les constructions mitoyennes de constructions déjà édifiées avec un recul ne respectant pas les règles ci-dessus, peuvent être édifiées pour tout ou partie en prolongement de ces constructions sans aggraver la non-conformité.

3.2.1.3. UX _IMPLANTATIONS DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MÊME PROPRIETE

Non réglementée

3.2.2. Ux _Volumétrie

3.2.2.1. UX _HAUTEUR MAXIMUM

La hauteur est limitée à :

- Ux1 : 18 m.
- Ux2 : 12 m pour les besoins liés à l'activité de centrale à béton, sinon 10 m.
- Ux3 et Ux4 : 10 m.

Constructions existantes : Les aménagements et extensions de constructions existantes présentant une hauteur supérieure à l'une de celles permises ci-dessus sont autorisés à condition de respecter la hauteur initiale.

Annexes : La hauteur des constructions à usage d'annexe ne doit pas excéder 3.5 m dans le cas où elles sont indépendantes du bâtiment principal.

Installations et ouvrages nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif : Leur hauteur est libre à condition de ne pas porter atteinte aux paysages urbains et naturels.

Cas particuliers : Une hauteur différente peut exceptionnellement être autorisée ou prescrite si elle est dûment justifiée par la nature et la localisation des constructions et les bâtiments proches.

3.2.2.2. UX _COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL

Le CES maximal est de

- Ux1, Ux2, Ux3 : 0,50
- Ux4 : non réglementé

Cas particuliers : Les dispositions ci-dessus ne concernent pas :

- Les stationnements souterrains, qu'ils soient enterrés ou semi enterrés.
- Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif.

3.2.3. Ux _Qualité urbaine, architecturale et environnementale

Tout projet pourra être refusé si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ; ce projet pourra n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales visant à son intégration.

La qualité architecturale satisfaisante ne résulte pas uniquement de dispositions réglementaires.

Tous les éléments réalisés avec des matériaux d'imitation grossière ou étrangers aux caractéristiques de l'architecture régionale sont à proscrire.

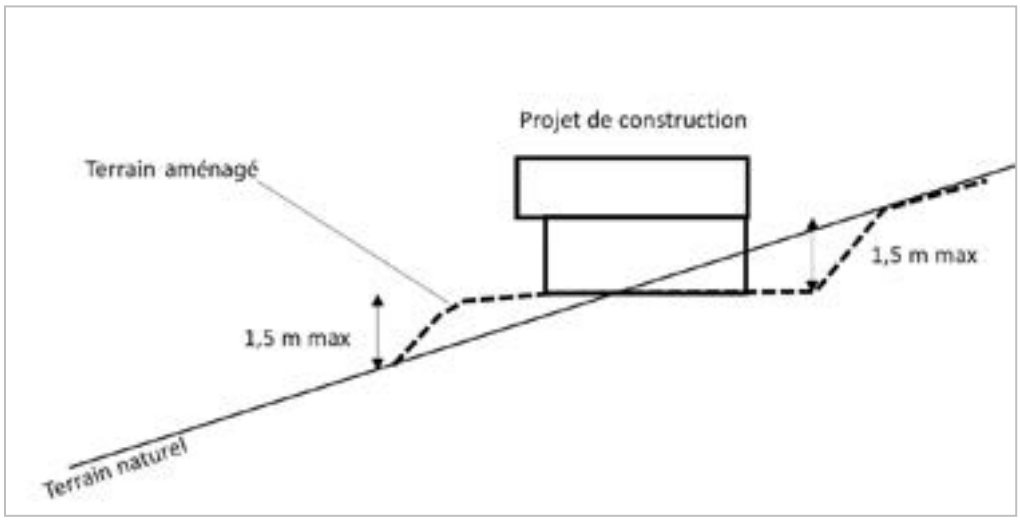
3.2.3.1. UX _PRISE EN COMPTE DU TERRAIN NATUREL

La nouvelle construction s'adapte à la topographie du terrain, tout en respectant les règles d'implantation et de gabarit. L'implantation, le volume et les proportions des constructions dans tous leurs éléments doivent être déterminés en tenant compte de l'environnement et en s'y intégrant le mieux possible, en particulier par leur adaptation au terrain naturel et par leurs aménagements extérieurs, notamment du point de vue des perceptions lointaines et dominantes de ladite construction.

Décaissement, remblais, déblais

- Les déblais ou remblais sont limités à l'assise nécessaire à la construction et sans que la création d'un talus de déblai ou remblai n'excède une hauteur de 1 m par rapport au terrain naturel dans les secteurs à pente inférieure ou égale à 20 %.

- Dans les secteurs à pente supérieure à 20 %, la hauteur des déblais ou remblais pourra atteindre 1,50m, à condition que le projet en démontre la nécessité.



Les rampes d'accès aux stationnements ou aux garages dans la construction ne sont pas soumises à ces dispositions, ni les piscines.

Murs de soutènement : les murs de soutènement visibles seront limités à 1,5 m de hauteur. Les talus doivent être adoucis, lissés et enherbés.

3.2.3.2. UX _ ASPECT DES TOITURES

Nouvelles constructions :

Forme et volume de toutes les constructions :
Les types de toiture autorisés sont : à deux pans, à quatre pans.
Les toitures à un pan ne sont autorisées que dans le cas d'une extension d'un volume inférieur à la construction principale à laquelle elle se rattache.

Forme et volume des constructions principales :
Le faîtage doit être parallèle au plus long côté de la construction. L'orientation du faîtage principal doit être celle de la majorité des faîtages environnants et cohérente avec l'implantation du bâtiment dans la pente (soit perpendiculaire, soit parallèle).
Les pans de toitures doivent avoir une pente inférieure à 40%.
Les toitures plates sont autorisées.

Forme et volume des constructions annexes :

La pente de toiture est libre pour les annexes d'une emprise au sol inférieure ou égale à 20 m². Au-delà, c'est la règle concernant les constructions principales qui s'applique. Le sens de faîtage devra respecter celui des faîtage environnant et notamment celui de la construction principale.
Les annexes à toiture plate sont autorisées dans les cas suivants :

- pour les annexes d'une emprise au sol inférieure ou égale à 20 m²,
- lorsque la construction principale dispose d'une toiture plate,
- lorsqu'il s'agit d'une toiture végétalisée.

Matériaux de couverture :
Les toitures doivent respecter l'aspect des toitures environnantes.
Les matériaux brillants ou réfléchissants sont interdits, hormis ceux constitutifs des panneaux solaires autorisés. Les panneaux solaires devront s'intégrer au plus près de la couleur de la toiture existante ou prévue.
La toiture des extensions et des annexes doit présenter un aspect (matériaux et couleurs), en harmonie avec la construction existante.

Modifications de constructions existantes :

La pente du toit doit être celle de la toiture contiguë ou proche.

La toiture des extensions doit présenter un aspect (matériaux et couleurs) en harmonie avec la construction existante.

Ouvertures en toitures :
Seules sont autorisées en toiture :

- Les jacobines en nombre et dimension limitées
- Les vitrages fixes ou ouvrant dans le même plan

Panneaux solaires :

- Ils sont admis s'ils sont placés dans le plan du toit (intégrés ou apposés avec une saillie de 10-15cm maximum) et rassemblés pour composer sans dépasser l'emprise de la toiture une forme régulière, le cas échéant avec les fenêtres de toit.
- Les éléments de liaison et les panneaux eux-mêmes devront être dans une teinte similaire.

Cas particuliers : Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux couvertures de piscine, véranda, pergolas, dalles supérieures des parcs de stationnement souterrains ou semi-enterrés.
Dans le cas des vérandas, leur aspect doit être en cohérence avec la construction principale : forme, couleur, aspect des matériaux.

3.2.3.3. UX _ ASPECT DES FAÇADES

Les façades présenteront une expression architecturale qui reprend les ordonnancements locaux et en Les extensions et les annexes doivent présenter un aspect (matériaux et couleurs), en harmonie avec la construction existante.

Enduit et matériaux : Doivent être recouverts d'un enduit, tous les matériaux qui, par leur nature ne doivent pas rester apparents (ex. : parpaings, béton grossier, ...).

Ne sont pas admis : les styles et expressions folkloriques ou étrangères au lieu, les constructions en bois ronds (fustes) ou les systèmes en bois massif empilés.

Teintes : Le choix de l'aspect et des teintes employés en façade doit s'harmoniser avec les enduits et couleurs des constructions alentours en cohérence avec l'ambiance du secteur.
Ne sont pas admis : les couleurs vives (sauf pour les éléments de menuiserie), le blanc pur.

Les ouvertures : Le recours à une multiplicité de formes d'ouvertures doit être évité.

3.2.3.4. UX _ ELEMENTS TECHNIQUES

Les panneaux solaires, serres et autres éléments d'architecture bioclimatique et techniques doivent être intégrés à l'enveloppe des constructions en évitant l'effet de superstructures surajoutées, ils doivent être implantés de façon à limiter leur visibilité depuis l'espace public.

Citernes : Les citernes d'hydrocarbures ou permettant le stockage des sources d'énergie renouvelable (bioéthanol, …) doivent être enterrées ou intégrées au bâtiment.

Cuves de récupération des eaux de pluie : Les cuves de récupération des eaux de pluie doivent être enterrées, installées à l'intérieur des bâtiments (cave, garage, etc.) ou masquées depuis l'espace public par l'implantation choisie.

Boîtiers et coffrets : Les boîtiers et coffrets de toute nature (boîtes aux lettres, Telecom, EDF …) doivent être intégrés dans les façades ou les éléments de clôtures lorsqu'ils existent, et dans tous les cas, ils doivent être implantés en limite du domaine public, et être regroupés. Le cas échéant, un muret dont les caractéristiques sont identiques aux murs de clôtures doit être édifié pour les accueillir. Leur localisation doit être choisie de manière à limiter, au maximum, l'incidence sur le caractère des constructions et être facilement accessibles.

Sources de production : Les sources de production électrique ou thermique individuelle ou collective (panneaux photovoltaïques, capteurs solaires) sont autorisées en toiture, lorsque le bâtiment est conçu pour en favoriser l'exploitation et l'intégration (architecture, orientation, accès…).

Panneaux solaires : L'implantation des panneaux solaires au sol et en façade est proscrite. Leur couleur doit être proche de la couleur de la toiture.

Gaines de cheminées : Les gaines de cheminées en saillie, en pignon ou en façade sont interdites.

Antennes ou paraboles : Le nombre d'antennes ou paraboles individuelles et collectives de toute nature doit être limité à une par propriété ou copropriété. Lorsqu'elles sont installées sur des toitures à pans, elles ne doivent pas dépasser la ligne de faîtage. Elles doivent être intérieures ou incorporées dans le volume des combles chaque fois que les conditions de réception le permettent. Dans le cas contraire, elles doivent être dissimulées de façon à être le moins visibles de l'espace public. Elles ne peuvent être installées en façade, ni sur un balcon, visibles depuis l'espace public.

3.2.3.5. UX_NIVEAU DE PERFORMANCES ENERGETIQUES DES BATIMENTS

Il est nécessaire de se reporter à l'OAP thématique Climat Air Energies pour plus de précisions.

Les nouvelles constructions doivent respecter la règlementation énergétique en vigueur.

Le projet doit favoriser la compacité dans la forme de bâti permettant de réduire les pertes thermiques de l'enveloppe du bâtiment.

Le projet doit pouvoir profiter au maximum des caractéristiques bioclimatiques du terrain.

3.2.4. Ux_Traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis et abords des constructions

Pour les essences végétales, tout pétitionnaire est tenu de se référer à l'OAP thématique Trame verte et bleue. La simplicité de réalisation et le choix d'essences locales sont recommandés.

3.2.4.1. UX_COEFFICIENT D'ESPACES PERMEABLES

Les espaces libres perméables de pleine-terre doivent représenter au minimum 10% du tènement de l'opération.

75 % des espaces libres perméables doivent être d'un seul tenant.

Division d'un foncier bâti existant : en cas de division d'un foncier bâti existant, le terrain supportant la construction doit maintenir les proratas définis ci-dessus.

Cet espace doit être conçu de façon à participer à l'agrément du projet, planté d'arbres de moyenne tige et ne doit pas être limité à une partie résiduelle du terrain d'assiette.

3.2.4.2. UX_AMENAGEMENT EXTERIEUR

Les aménagements extérieurs des surfaces non construites, hors espaces de pleine-terre et hors accès et stationnement, doivent être aménagés et privilégier des matériaux perméables de type espaces enherbés, plantés, sablés ou gravillonnés.

Ces espaces doivent être conçus de façon à participer à l'agrément du projet et ne doivent pas être limités à une partie résiduelle du terrain d'assiette.
Un arbre de haute tige doit être planté pour 100 m² de terrain non bâti.
Lors de l'abattage d'un arbre, il est nécessaire de planter deux arbres en remplacement.

Les espaces libres pourront participer aux dispositifs de gestion alternative des eaux pluviales. Dans les opérations d'ensemble, les ouvrages techniques de gestion de l'eau commune à ces opérations (tels noues, bassins de rétention ou d'infiltration, …) doivent, sous réserve de contraintes techniques spécifiques, faire l'objet d'un aménagement paysager à dominante végétale contribuant à leur insertion paysagère dans l'environnement.

Alignement : La partie de terrain libre résultant d'un recul par rapport à l'alignement doit faire l'objet d'un traitement paysager (traitement des accès, plantations, …) cohérent et en harmonie avec son environnement.

3.2.4.3. UX_CLOTURES ET PORTAILS

Les clôtures ne sont pas obligatoires.

Ne pas gêner la circulation publique : L'implantation et la hauteur des éléments constitutifs de la clôture doivent tenir compte de la topographie et ne pas créer une gêne pour la circulation publique, notamment en diminuant la visibilité de la circulation notamment sur les voies et aux abords des croisements. La nature et la hauteur des clôtures situées près des carrefours ou en partie intérieure

des virages peuvent faire l'objet, sur avis des services gestionnaires de la voirie, de prescriptions spéciales en vue d'assurer la visibilité et la sécurité de la circulation des véhicules et piétons. Leur implantation en bordure de voirie publique doit faire l'objet d'une demande d'alignement auprès du gestionnaire de la voirie.

Présenter une unité de traitement : Les clôtures doivent présenter une unité de traitement. Elles doivent être d'aspect sobre, en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux quant à leur hauteur, leur couleur et leurs matériaux.

Les clôtures devront être constituées soit :

- Par des grilles, grillages ou tout autre dispositif à claire voie,
- Par des clôtures pleines lorsqu'elles répondent à des nécessités ou à une utilité tenant de la nature de l'occupation ou du caractère des constructions édifiées sur le tènement.

Leur hauteur maximum est de 2 mètres.

Clôtures le long du domaine public : Le long du domaine public, les clôtures nouvelles doivent être en harmonie avec les clôtures existantes.

Poursuite d'une clôture existante : Lors de la poursuite d'une clôture existante, il s'agira, dans la mesure du possible, de poursuivre le style existant, en accord avec les principes définis ci-dessous.

Reconstruction d'une clôture existante : Dans le cas de la restauration ou d'une reconstruction d'une clôture existante, une hauteur supérieure à celle définie ci-dessous peut être autorisée sans dépasser celle de l'existant.

Portails :
Les portails doivent être simples et en adéquation avec la clôture. Leur hauteur maximum est de 2 m.

3.2.5. Ux_Stationnement

Le stationnement des véhicules automobiles ou des deux roues correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques ou de desserte collective.

En cas d'extension, de changement de destination ou de réaménagement des constructions existantes, ne sont prises en compte que les surfaces nouvellement créées et/ou créant de nouvelles unités de logement ou d'activités.

3.2.5.1. UX_STATIONNEMENT DES VEHICULES AUTOMOBILES

Généralités :

La place standard des véhicules automobiles particuliers et utilitaires doit respecter au minimum les proportions suivantes : 5 mètres de longueur pour 2,50 mètres de largeur. Les places en garage/box et place cloisonnées (fermée sur 3 côtés) doivent respecter au minimum les proportions suivantes : 6 mètres de longueur pour 3 mètres de largeur.

Pour les destinations et sous destinations concernées, les emplacements de stationnements dévolus au personnel doivent être distincts de ceux prévus pour les visiteurs (clientèle, usager, fournisseur). Les espaces de stationnement doivent être suffisants pour assurer le stationnement des véhicules de livraison et de service de l'établissement, de son personnel et des visiteurs ou clients.

A partir de 30 places de stationnement : 50 % de places de stationnements perméables sont exigées à partir de 30 places de stationnements en aérien (hors ouvrage, parkings silos) pour les opérations liées aux activités des secteurs secondaires et tertiaires et pour les équipements d'intérêt collectif et services publics.

Règles applicables par destination et sous destination

Destination	Sous destination	Ux (normes minimales)
Habitation	Logement	1 place par logement de fonction
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail	1 place pour 50 m² de surface de plancher
Équipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou assimilés	Le projet doit justifier de la suffisance de ses stationnements pour répondre aux besoins de l'opération
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés	
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	1 place par tranche de 100 m² de surface de plancher
	Entrepôt	1 place par tranche de 100 m² de surface de plancher
	Bureau	1 place pour 50 m² de surface de plancher

3.2.5.2. UX_STATIONNEMENTS DES DEUX ET TROIS ROUES

Stationnement vélo
Il est nécessaire de se référer au guide stationnement des vélos ministère.

Pour toute construction neuve à destination de bureau générant plus de 200 m² de surface de plancher, des locaux couverts fermés et accessibles de plain-pied, doivent être réalisés pour le stationnement des cycles, avec 1 m² par tranche de 50 m² de SP avec un minimum de 3 m².

Stationnement deux et trois roues motorisés

Pour toute construction générant plus de 200 m² de surface de plancher, des places spécifiques pour les deux roues motorisées doivent être réalisées.

La place standard des véhicules deux/trois-roues motorisés doit respecter au minimum les proportions suivantes : 2 mètres de longueur pour 1,5 mètre de largeur.

4. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES DE LA ZONE UY (UY1 ET UY2)

4.1. Uy _Destinations, usages et nature de l'occupation

4.1.1. Uy _Destination des constructions et usage des sols

4.1.1.1. UY _LES NOUVELLES CONSTRUCTIONS

Destination	Sous destination	Uy1	Uy2
Habitation	Logement	✗	? 1
	Hébergement	✗	✗
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail	? 2	? 3
	Restauration	✓	✓
	Commerce de gros	✗	✗
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle	✓	✓
	Hôtel	✓	✓
	Autres hébergements touristiques	✗	✗
	Cinéma	✗	✗
Équipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou de leurs délégataires	✓	✓
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires	✓	✓
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	✗	✗
	Salles d'art et de spectacles	✗	✗
	Équipements sportifs	✗	✗
	Lieux de culte	✗	✗
	Autres équipements recevant du public	✗	✗
Exploitation agricole et	Exploitation agricole	✗	✗
	Exploitation forestière	✗	✗
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	✗	✗
	Entrepôt	? 4	? 4
	Bureau	✗	✗
	Salle de congrès et d'exposition	✗	✗
	Cuisine dédiée à la vente en ligne	✗	✗

1 : Seul le local de surveillance est autorisé dans la limite de 75 m² de surface de plancher à condition qu'il soit accolé ou incorporé à la construction principale, et dont la nécessaire présence sur le site doit être justifiée pour les besoins liés à l'activité autorisée dans la zone, dans la limite d'un logement par activité.

2 : Les surfaces commerciales sont autorisées si elles représentent plus de 400 m² de surface de plancher au sein d'une même unité. L'artisanat est autorisé s'il est rattaché à une activité de commerce de détail.

3 : Les nouveaux commerces sont interdits. L'artisanat est autorisé.

4 : Autorisé dans la mesure où il est lié, nécessaire et accessoire à une activité autorisée dans la zone, qu'il soit implanté sur le même tènement ou sur un tènement limitrophe au tènement recevant l'activité principale, et que sa surface soit inférieure à celle de la construction principale.

4.1.1.2. UY _ EVOLUTION DES CONSTRUCTIONS EXISTANTES

Uy1 :
En outre, pour les constructions préexistantes dont la destination ne serait pas autorisée dans la zone, seuls sont autorisés :

- La mise aux normes,
- L'aménagement,
- La réhabilitation,
- L'extension limitée à 30 % de la surface de plancher existante à la date d'approbation du PLU,
- Les nouvelles annexes limitées à 40 m² d'emprise au sol à partir de la date d'approbation du PLU

dès lors que ces travaux sont nécessaires à la pérennité de l'activité, qu'ils n'engendrent pas pour le voisinage une augmentation des nuisances, et que les conditions d'accès sont suffisantes.

Uy2 :
En outre, pour les constructions préexistantes dont la destination ne serait pas autorisée dans la zone, seuls sont autorisés :

- La mise aux normes,
- L'aménagement,
- La réhabilitation,
- L'extension, hormis pour le commerce de détail : limitée à 30 % de la surface de plancher existante à la date d'approbation du PLU,
- L'extension, pour le commerce de détail : limitée à 15 % de la surface de plancher existante à la date d'approbation du PLU et de 150 m² de surface de plancher maximum
- Les nouvelles annexes limitées à 40 m² d'emprise au sol à partir de la date d'approbation du PLU

dès lors que ces travaux sont nécessaires à la pérennité de l'activité, qu'ils n'engendrent pas pour le voisinage une augmentation des nuisances, et que les conditions d'accès sont suffisantes.

4.1.1.3. UY_LES AUTRES USAGES ET OCCUPATIONS DU SOL

Les dépôts et stockages de toute nature non liée à une activité autorisée dans la zone	✗
Les affouillements et exhaussements non liés à l'assise des constructions et aménagements autorisées	✗
Les carrières	✗
Les garages collectifs de caravanes de gardiennage ou d'hivernage	✗
Les terrains de camping, de caravanage, les habitations légères de loisirs, les résidences mobiles de loisirs, les parcs résidentiels de loisirs, les résidences démontables	✗
Les résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs	✗
Les parcs d'attraction	✗
Les ICPE soumise à déclaration, enregistrement, autorisation	✓
Les antennes de téléphonie mobile	? Sous conditions d'intégration architecturale, proximité des habitations.
Les éoliennes	✗
Les châssis et serres supérieurs à 1 m 80 de hauteur	✗

4.1.2. Uy _Mixité sociale et fonctionnelle :

4.1.2.1. UY_MIXITE SOCIALE DANS L'HABITAT

Non réglementé

4.1.2.2. UY_MIXITE FONCTIONNELLE

Non réglementé

4.2. Uy_Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

4.2.1. Uy_Implantation des constructions

Pour l'application des règles ci-après, le calcul se fera au nu de la façade, sans tenir compte de ses éléments de débords éventuels, tels débords de toitures et tout ouvrage en saillie à condition que leur profondeur par rapport à la façade concernée ne dépasse pas 1 m.

Implantations en limite du domaine public : Concernant les implantations en limite du domaine public, la hauteur d'implantation des éléments de débords éventuels doit être égale ou supérieure à 4,50 m du sol fini.

Constructions nécessaires aux services publics : Les constructions, installations et ouvrages techniques nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif ne sont pas concernés par les règles édictées ci-dessous.

Isolation extérieure ou panneaux solaires des constructions existantes : Dans le cas de projets de travaux d'isolation extérieure ou de la mise en place de dispositifs de protections solaire en saillie des façades d'une construction existante, la règle d'implantation peut être différente de celles définies ci-après, si les dispositifs d'isolation et/ou de protection présentent une épaisseur au plus égale à 25 cm et qu'ils sont en harmonie avec les caractéristiques architecturales de la construction existante.

Aménagements en faveur des personnes à mobilité réduite : ils ne sont pas concernés par les règles édictées ci-dessous.

Cas particuliers : Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Reculs par rapport aux cours d'eau (ruisseau des Eaux Belles et Arve) : Toute construction ou aménagement (hormis ceux nécessaires à l'entretien et à la gestion des cours d'eau) devront respecter un recul minimum de 10 m depuis les berges des dits cours d'eau.

4.2.1.1. UY _IMPLANTATIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les voies entrant dans le champ d'application du présent article sont les voies publiques, les chemins ruraux et les voies privées ouvertes à la circulation motorisée publique, existantes ou prévues dans le cadre des emplacements réservés.

Nouvelles constructions :

Elles doivent s'implanter :

Par rapport à l'autoroute (A40), en recul minimum de :

- 50 m de l'axe pour les constructions à usage d'habitat,
- 40 m de l'axe pour les autres constructions.

Par rapport aux routes départementales (RD1206/RD2) hors agglomération, en recul minimum de :

- 35 m de l'axe pour les constructions à usage d'habitat,
- 25 m de l'axe pour les autres constructions.

Par rapport aux routes départementales (RD1206 et RD2) en agglomération, en recul minimum de :

- 8 m de l'axe

Par rapport aux autres voies et emprises publique, en recul minimum de :

- Soit 4 m de la limite
- Soit dans le même alignement d'une des constructions de gabarit comparable avec la future construction, sur les terrains limitrophes, sous réserve que cela participe à l'intérêt des lieux environnants et à la préservation du patrimoine architectural.

Aménagement et extensions : L'aménagement et l'extension des constructions existantes implantées de façon non conforme aux prescriptions indiquées ci-dessus sont autorisés à condition de ne pas aggraver la non-conformité.

Portails : ils pourront s'implanter jusqu'en limite, toutefois la collectivité se réserve le droit de refuser cette possibilité en raison de l'insécurité de la situation.

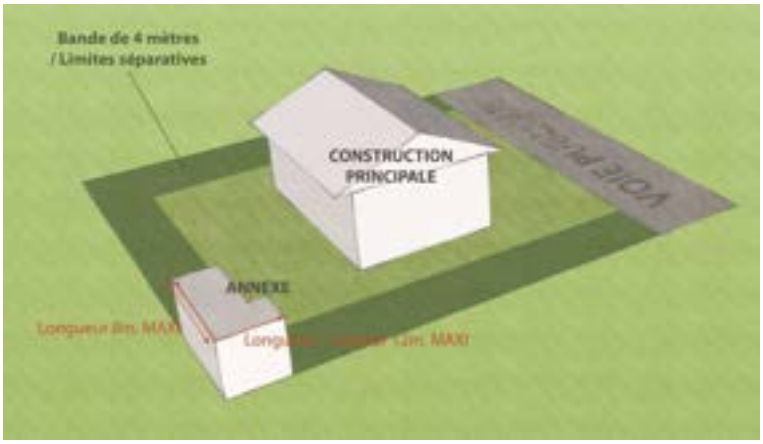
Annexes : Les annexes doivent s'implanter en respectant un recul minimum de 1,5 mètres.

Espaces souterrains : Les stationnements en sous-sols et autres espaces annexes souterrains peuvent s'implanter jusqu'à 2,5 mètres de la limite des voies ou emprises publiques, à condition que les portes d'accès aux stationnements ne débouchent pas directement sur ladite limite. Sauf dans le cas où l'on s'appuierait sur une construction existante.

4.2.1.2. UY _ IMPLANTATIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Nouvelles constructions : elles doivent s'implanter en retrait avec la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché devant être au moins égal à la moitié de la hauteur de la construction à édifier avec un minimum de 4 mètres ($D = H/2 \geq 4m$).

Annexes : Les annexes pourront s'implanter jusqu'en limite séparative dans le respect des règles ci-après. Les annexes implantées dans une bande de 0 à 4 m de la limite séparative ne doivent pas excéder 3,5 mètres à condition qu'aucune façade ne dépasse 8 m de long et que la longueur cumulée des façades mitoyennes n'excède pas 12 m.



Lotissements : Ces règles s'appliquent aux limites extérieures du terrain d'assiette mais aussi aux limites des terrains issus d'une division (lotissements, permis de construire valant division…).

Espaces souterrains : Les stationnements en sous-sols et autres espaces annexes souterrains peuvent s'implanter jusqu'à 2,5 mètres de la limite séparative. Sauf dans le cas où l'on s'appuierait sur une construction existante.

Les constructions existantes : L'aménagement et l'extension des constructions existantes implantées de façon non conforme aux prescriptions indiquées ci-dessus sont autorisés à condition de ne pas aggraver la non-conformité.

Cas particuliers : Les constructions mitoyennes de constructions déjà édifiées avec un recul ne respectant pas les règles ci-dessus, peuvent être édifiées pour tout ou partie en prolongement de ces constructions sans aggraver la non-conformité.

4.2.1.3. UY_IMPLANTATIONS DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MÊME PROPRIETE

Non réglementée

4.2.2. Uy _Volumétrie

4.2.2.1. UY _HAUTEUR MAXIMUM

La hauteur est limitée à :
- Uy1 : 18 m.
- Uy2 : 9 m.

Constructions existantes : Les aménagements et extensions de constructions existantes présentant une hauteur supérieure à l'une de celles permises ci-dessus sont autorisés à condition de respecter la hauteur initiale.

Annexes : La hauteur des constructions à usage d'annexe ne doit pas excéder 3.5 m dans le cas où elles sont indépendantes du bâtiment principal.

Installations et ouvrages nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif : Leur hauteur est libre à condition de ne pas porter atteinte aux paysages urbains et naturels.

Cas particuliers : Une hauteur différente peut exceptionnellement être autorisée ou prescrite si elle est dûment justifiée par la nature et la localisation des constructions et les bâtiments proches.

4.2.2.2. UY _COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL

Le CES maximal est de
- Uy1 : 0,60
- Uy2 : 0,40

Cas particuliers : Les dispositions ci-dessus ne concernent pas :
- Les stationnements souterrains, qu'ils soient enterrés ou semi enterrés.
- Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif.

4.2.3. Uy _Qualité urbaine, architecturale et environnementale

Tout projet pourra être refusé si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ; ce projet pourra n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales visant à son intégration.

La qualité architecturale satisfaisante ne résulte pas uniquement de dispositions réglementaires.

Tous les éléments réalisés avec des matériaux d'imitation grossière ou étrangers aux caractéristiques de l'architecture régionale sont à proscrire.

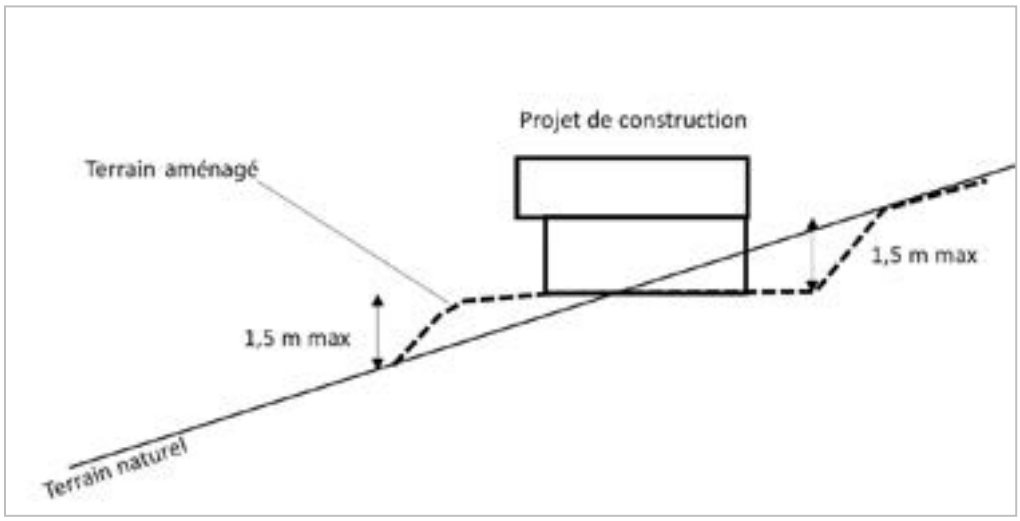
4.2.3.1. UY _PRISE EN COMPTE DU TERRAIN NATUREL

La nouvelle construction s'adapte à la topographie du terrain, tout en respectant les règles d'implantation et de gabarit. L'implantation, le volume et les proportions des constructions dans tous leurs éléments doivent être déterminés en tenant compte de l'environnement et en s'y intégrant le mieux possible, en particulier par leur adaptation au terrain naturel et par leurs aménagements extérieurs, notamment du point de vue des perceptions lointaines et dominantes de ladite construction.

Décaissement, remblais, déblais

- Les déblais ou remblais sont limités à l'assise nécessaire à la construction et sans que la création d'un talus de déblai ou remblai n'excède une hauteur de 1 m par rapport au terrain naturel dans les secteurs à pente inférieure ou égale à 20 %.

- Dans les secteurs à pente supérieure à 20 %, la hauteur des déblais ou remblais pourra atteindre 1,50m, à condition que le projet en démontre la nécessité.



Les rampes d'accès aux stationnements ou aux garages dans la construction ne sont pas soumises à ces dispositions, ni les piscines.

Murs de soutènement : les murs de soutènement visibles seront limités à 1,5 m de hauteur. Les talus doivent être adoucis, lissés et enherbés.

4.2.3.2. UY _ ASPECT DES TOITURES

Nouvelles constructions :

Forme et volume de toutes les constructions :
Les types de toiture autorisés sont : à deux pans, à quatre pans.
Les toitures à un pan ne sont autorisées que dans le cas d'une extension d'un volume inférieur à la construction principale à laquelle elle se rattache.

Forme et volume des constructions principales :
Le faîtage doit être parallèle au plus long côté de la construction. L'orientation du faîtage principal doit être celle de la majorité des faîtages environnants et cohérente avec l'implantation du bâtiment dans la pente (soit perpendiculaire, soit parallèle).
Les pans de toitures doivent avoir une pente inférieure à 40%.
Les toitures plates sont autorisées.

Forme et volume des constructions annexes :
La pente de toiture est libre pour les annexes d'une emprise au sol inférieure ou égale à 20 m². Au-delà, c'est la règle concernant les constructions principales qui s'applique. Le sens de faîtage devra respecter celui des faîtages environnants et notamment celui de la construction principale.
Les annexes à toiture plate sont autorisées dans les cas suivants :

- pour les annexes d'une emprise au sol inférieure ou égale à 20 m²,
- lorsque la construction principale dispose d'une toiture plate,
- lorsqu'il s'agit d'une toiture végétalisée.

Matériaux de couverture :
Les toitures doivent respecter l'aspect des toitures environnantes.
Les matériaux brillants ou réfléchissants sont interdits, hormis ceux constitutifs des panneaux solaires autorisés. Les panneaux solaires devront s'intégrer au plus près de la couleur de la toiture existante ou prévue.
La toiture des extensions et des annexes doit présenter un aspect (matériaux et couleurs), en harmonie avec la construction existante.

Modifications de constructions existantes :

La pente du toit doit être celle de la toiture contiguë ou proche.

La toiture des extensions doit présenter un aspect (matériaux et couleurs) en harmonie avec la construction existante.

Ouvertures en toitures :
Seules sont autorisées en toiture :

- Les jacobines en nombre et dimension limitées
- Les vitrages fixes ou ouvrant dans le même plan

Panneaux solaires :

- Ils sont admis s'ils sont placés dans le plan du toit (intégrés ou apposés avec une saillie de 10-15cm maximum) et rassemblés pour composer sans dépasser l'emprise de la toiture une forme régulière, le cas échéant avec les fenêtres de toit.
- Les éléments de liaison et les panneaux eux-mêmes devront être dans une teinte similaire.

Cas particuliers : Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux couvertures de piscine, véranda, pergolas, dalles supérieures des parcs de stationnement souterrains ou semi-enterrés.
Dans le cas des vérandas, leur aspect doit être en cohérence avec la construction principale : forme, couleur, aspect des matériaux.

4.2.3.3. UY _ ASPECT DES FAÇADES

Les façades présenteront une expression architecturale qui reprend les ordonnancements locaux et en Les extensions et les annexes doivent présenter un aspect (matériaux et couleurs), en harmonie avec la construction existante.

Enduit et matériaux : Doivent être recouverts d'un enduit, tous les matériaux qui, par leur nature ne doivent pas rester apparents (ex. : parpaings, béton grossier, ...).

Ne sont pas admis : les styles et expressions folkloriques ou étrangères au lieu, les constructions en bois ronds (fustes) ou les systèmes en bois massif empilés.

Teintes : Le choix de l'aspect et des teintes employés en façade doit s'harmoniser avec les enduits et couleurs des constructions alentours en cohérence avec l'ambiance du secteur.
Ne sont pas admis : les couleurs vives (sauf pour les éléments de menuiserie), le blanc pur.

Les ouvertures : Le recours à une multiplicité de formes d'ouvertures doit être évité.

4.2.3.4. UY _ ELEMENTS TECHNIQUES

Les panneaux solaires, serres et autres éléments d'architecture bioclimatique et techniques doivent être intégrés à l'enveloppe des constructions en évitant l'effet de superstructures surajoutées, ils doivent être implantés de façon à limiter leur visibilité depuis l'espace public.

Citernes : Les citernes d'hydrocarbures ou permettant le stockage des sources d'énergie renouvelable (bioéthanol, …) doivent être enterrées ou intégrées au bâtiment.

Cuves de récupération des eaux de pluie : Les cuves de récupération des eaux de pluie doivent être enterrées, installées à l'intérieur des bâtiments (cave, garage, etc.) ou masquées depuis l'espace public par l'implantation choisie.

Boîtiers et coffrets : Les boîtiers et coffrets de toute nature (boîtes aux lettres, Telecom, EDF …) doivent être intégrés dans les façades ou les éléments de clôtures lorsqu'ils existent, et dans tous les cas, ils doivent être implantés en limite du domaine public, et être regroupés. Le cas échéant, un muret dont les caractéristiques sont identiques aux murs de clôtures doit être édifié pour les accueillir. Leur localisation doit être choisie de manière à limiter, au maximum, l'incidence sur le caractère des constructions et être facilement accessibles.

Sources de production : Les sources de production électrique ou thermique individuelle ou collective (panneaux photovoltaïques, capteurs solaires) sont autorisées en toiture, lorsque le bâtiment est conçu pour en favoriser l'exploitation et l'intégration (architecture, orientation, accès…).

Panneaux solaires : L'implantation des panneaux solaires au sol et en façade est proscrite. Leur couleur doit être proche de la couleur de la toiture.

Gaines de cheminées : Les gaines de cheminées en saillie, en pignon ou en façade sont interdites.

Antennes ou paraboles : Le nombre d'antennes ou paraboles individuelles et collectives de toute nature doit être limité à une par propriété ou copropriété. Lorsqu'elles sont installées sur des toitures à pans, elles ne doivent pas dépasser la ligne de faîtage. Elles doivent être intérieures ou incorporées dans le volume des combles chaque fois que les conditions de réception le permettent. Dans le cas contraire, elles doivent être dissimulées de façon à être le moins visibles de l'espace public. Elles ne peuvent être installées en façade, ni sur un balcon, visibles depuis l'espace public.

4.2.3.5. UY_NIVEAU DE PERFORMANCES ENERGETIQUES DES BATIMENTS

Il est nécessaire de se reporter à l'OAP thématique Climat Air Energies pour plus de précisions.

Les nouvelles constructions doivent respecter la règlementation énergétique en vigueur.

Le projet doit favoriser la compacité dans la forme de bâti permettant de réduire les pertes thermiques de l'enveloppe du bâtiment.

Le projet doit pouvoir profiter au maximum des caractéristiques bioclimatiques du terrain.

4.2.4. Uy_Traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis et abords des constructions

Pour les essences végétales, tout pétitionnaire est tenu de se référer à l'OAP thématique Trame verte et bleue. La simplicité de réalisation et le choix d'essences locales sont recommandés.

4.2.4.1. UY_COEFFICIENT D'ESPACES PERMEABLES

Les espaces libres perméables de pleine-terre doivent représenter au minimum 10% du tènement de l'opération.

75 % des espaces libres perméables doivent être d'un seul tenant.

Division d'un foncier bâti existant : en cas de division d'un foncier bâti existant, le terrain supportant la construction doit maintenir les proratas définis ci-dessus.

Cet espace doit être conçu de façon à participer à l'agrément du projet, planté d'arbres de moyenne tige et ne doit pas être limité à une partie résiduelle du terrain d'assiette.

4.2.4.2. UY_AMENAGEMENT EXTERIEUR

Les aménagements extérieurs des surfaces non construites, hors espaces de pleine-terre et hors accès et stationnement, doivent être aménagés et privilégier des matériaux perméables de type espaces enherbés, plantés, sablés ou gravillonnés.

Ces espaces doivent être conçus de façon à participer à l'agrément du projet et ne doivent pas être limités à une partie résiduelle du terrain d'assiette.
Un arbre de haute tige doit être planté pour 100 m² de terrain non bâti.
Lors de l'abattage d'un arbre, il est nécessaire de planter deux arbres en remplacement.

Les espaces libres pourront participer aux dispositifs de gestion alternative des eaux pluviales. Dans les opérations d'ensemble, les ouvrages techniques de gestion de l'eau commune à ces opérations (tels noues, bassins de rétention ou d'infiltration, …) doivent, sous réserve de contraintes techniques spécifiques, faire l'objet d'un aménagement paysager à dominante végétale contribuant à leur insertion paysagère dans l'environnement.

Alignement : La partie de terrain libre résultant d'un recul par rapport à l'alignement doit faire l'objet d'un traitement paysager (traitement des accès, plantations, …) cohérent et en harmonie avec son environnement.

4.2.4.3. UY_CLOTURES ET PORTAILS

Les clôtures ne sont pas obligatoires.

Ne pas gêner la circulation publique : L'implantation et la hauteur des éléments constitutifs de la clôture doivent tenir compte de la topographie et ne pas créer une gêne pour la circulation publique, notamment en diminuant la visibilité de la circulation notamment sur les voies et aux abords des croisements. La nature et la hauteur des clôtures situées près des carrefours ou en partie intérieure

des virages peuvent faire l'objet, sur avis des services gestionnaires de la voirie, de prescriptions spéciales en vue d'assurer la visibilité et la sécurité de la circulation des véhicules et piétons. Leur implantation en bordure de voirie publique doit faire l'objet d'une demande d'alignement auprès du gestionnaire de la voirie.

Présenter une unité de traitement : Les clôtures doivent présenter une unité de traitement. Elles doivent être d'aspect sobre, en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux quant à leur hauteur, leur couleur et leurs matériaux.

Les clôtures devront être constituées soit :

- Par des grilles, grillages ou tout autre dispositif à claire voie,
- Par des clôtures pleines lorsqu'elles répondent à des nécessités ou à une utilité tenant de la nature de l'occupation ou du caractère des constructions édifiées sur le tènement.

Leur hauteur maximum est de 2 mètres.

Clôtures le long du domaine public : Le long du domaine public, les clôtures nouvelles doivent être en harmonie avec les clôtures existantes.

Poursuite d'une clôture existante : Lors de la poursuite d'une clôture existante, il s'agira, dans la mesure du possible, de poursuivre le style existant, en accord avec les principes définis ci-dessous.

Reconstruction d'une clôture existante : Dans le cas de la restauration ou d'une reconstruction d'une clôture existante, une hauteur supérieure à celle définie ci-dessous peut être autorisée sans dépasser celle de l'existant.

Portails :
Les portails doivent être simples et en adéquation avec la clôture. Leur hauteur maximum est de 2 m.

4.2.5. Uy_Stationnement

Le stationnement des véhicules automobiles ou des deux roues correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques ou de desserte collective.

En cas d'extension, de changement de destination ou de réaménagement des constructions existantes, ne sont prises en compte que les surfaces nouvellement créées et/ou créant de nouvelles unités de logement ou d'activités.

4.2.5.1. UY_STATIONNEMENT DES VEHICULES AUTOMOBILES

Généralités :

La place standard des véhicules automobiles particuliers et utilitaires doit respecter au minimum les proportions suivantes : 5 mètres de longueur pour 2,50 mètres de largeur. Les places en garage/box et place cloisonnées (fermée sur 3 côtés) doivent respecter au minimum les proportions suivantes : 6 mètres de longueur pour 3 mètres de largeur.

Pour les destinations et sous destinations concernées, les emplacements de stationnements dévolus au personnel doivent être distincts de ceux prévus pour les visiteurs (clientèle, usager, fournisseur). Les espaces de stationnement doivent être suffisants pour assurer le stationnement des véhicules de livraison et de service de l'établissement, de son personnel et des visiteurs ou clients.

A partir de 30 places de stationnement : 50 % de places de stationnements perméables sont exigées à partir de 30 places de stationnements en aérien (hors ouvrage, parkings silos) pour les opérations liées aux activités des secteurs secondaires et tertiaires et pour les équipements d'intérêt collectif et services publics.

Règles applicables par destination et sous destination

Destination	Sous destination	Uy (normes minimales)
Habitation	Logement	1 place par logement de fonction
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail	1 place pour 15 m² de surface de vente
	Activités de services où s'effectue l'accueil du public	1 place pour 15 m² de salle de restaurant, avec un minimum de 2 places
	Restauration	1 place pour 50 m² de surface de plancher, avec un minimum de 2 places
	Hôtel	1 place par chambre
Équipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou assimilés	Le projet doit justifier de la suffisance de ses stationnements pour répondre aux besoins de l'opération
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés	

4.2.5.2. UY_STATIONNEMENTS DES DEUX ET TROIS ROUES

Stationnement vélo
Il est nécessaire de se référer au guide stationnement des vélos ministère.

Pour toute construction neuve à destination de bureau générant plus de 200 m² de surface de plancher, des locaux couverts fermés et accessibles de plain-pied, doivent être réalisés pour le stationnement des cycles, avec 1 m² par tranche de 50 m² de SP avec un minimum de 3 m².

Stationnement deux et trois roues motorisés

Pour toute construction générant plus de 200 m² de surface de plancher, des places spécifiques pour les deux roues motorisées doivent être réalisées.

La place standard des véhicules deux/trois-roues motorisés doit respecter au minimum les proportions suivantes : 2 mètres de longueur pour 1,5 mètre de largeur.

5. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES DE LA ZONE UZ

5.1. Uz _Destinations, usages et nature de l'occupation

5.1.1. Uz _Destination des constructions et usage des sols

5.1.1.1. UZ _LES NOUVELLES CONSTRUCTIONS

Destination	Sous destination	Uz
Habitation	Logement	✗
	Hébergement	✗
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail	✗
	Restauration	✗
	Commerce de gros	✗
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle	✗
	Hôtel	✗
	Autres hébergements touristiques	✗
	Cinéma	✗
Équipements d' intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou de leurs délégataires	✗
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires	✓
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	✗
	Salles d'art et de spectacles	✗
	Équipements sportifs	✗
	Lieux de culte	✗
	Autres équipements recevant du public	✗
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	✗
	Exploitation forestière	✗
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	✗
	Entrepôt	✗
	Bureau	✗
	Salle de congrès et d'exposition	✗
	Cuisine dédiée à la vente en ligne	✗

5.1.1.2. UZ _ EVOLUTION DES CONSTRUCTIONS EXISTANTES

En outre, pour les constructions préexistantes dont la destination ne serait pas autorisée dans la zone, seuls sont autorisés :

- La mise aux normes,
- L'aménagement,
- La réhabilitation,
- L'extension limitée à 30 % de la surface de plancher existante à la date d'approbation du PLU,
- Les nouvelles annexes limitées à 40 m² d'emprise au sol à partir de la date d'approbation du PLU

dès lors que ces travaux sont nécessaires à la pérennité de l'activité, qu'ils n'engendrent pas pour le voisinage une augmentation des nuisances, et que les conditions d'accès sont suffisantes.

5.1.1.3. UZ _ LES AUTRES USAGES ET OCCUPATIONS DU SOL

Les dépôts et stockages de toute nature non liée à une activité autorisée dans la zone	✗
Les affouillements et exhaussements non liés à l'assise des constructions et aménagements autorisées	✗
Les carrières	✗
Les garages collectifs de caravanes de gardiennage ou d'hivernage	✗
Les terrains de camping, de caravanage, les habitations légères de loisirs, les résidences mobiles de loisirs, les parcs résidentiels de loisirs, les résidences démontables	✗
Les résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs	✗
Les parcs d'attraction	✗
Les ICPE soumise à déclaration, enregistrement, autorisation	✗
Les antennes de téléphonie mobile	? Sous conditions d'intégration architecturale, proximité des habitations.
Les éoliennes	✗
Les châssis et serres supérieurs à 1 m 80 de hauteur	✗

5.1.2. Uz _Mixité sociale et fonctionnelle :

5.1.2.1. UZ _MIXITE SOCIALE DANS L'HABITAT

Non réglementé

5.1.2.2. UZ _MIXITE FONCTIONNELLE

Non réglementé

5.2. Uz_Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

5.2.1. Uz_Implantation des constructions

5.2.1.1. UZ _IMPLANTATIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Non réglementé

5.2.1.2. UZ _IMPLANTATIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Non réglementé

5.2.1.3. UZ _IMPLANTATIONS DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MÊME PROPRIETE

Non réglementée

5.2.2. Uz _Volumétrie

5.2.2.1. UZ _HAUTEUR MAXIMUM

Non réglementée

5.2.2.2. UZ _COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL

Non réglementée

5.2.3. Uz _Qualité urbaine, architecturale et environnementale

Tout projet pourra être refusé si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ; ce projet pourra n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales visant à son intégration.

La qualité architecturale satisfaisante ne résulte pas uniquement de dispositions réglementaires.

Tous les éléments réalisés avec des matériaux d'imitation grossière ou étrangers aux caractéristiques de l'architecture régionale sont à proscrire.

5.2.3.1. UZ _PRISE EN COMPTE DU TERRAIN NATUREL

Non réglementée

5.2.3.2. UZ _ASPECT DES TOITURES

Non réglementée

5.2.3.3. UZ _ASPECT DES FAÇADES

Non réglementée

5.2.3.4. UZ _ELEMENTS TECHNIQUES

Non réglementée

5.2.3.5. UZ _NIVEAU DE PERFORMANCES ENERGETIQUES DES BATIMENTS

Non réglementée

5.2.4. Uz_Traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis et abords des constructions

5.2.4.1. UZ _COEFFICIENT D'ESPACES PERMEABLES

Non réglementée

5.2.4.2. UZ _AMENAGEMENT EXTERIEUR

Non réglementée

5.2.4.3. UZ _CLOTURES ET PORTAILS

Les clôtures ne sont pas obligatoires.

Ne pas gêner la circulation publique : L'implantation et la hauteur des éléments constitutifs de la clôture doivent tenir compte de la topographie et ne pas créer une gêne pour la circulation publique, notamment en diminuant la visibilité de la circulation notamment sur les voies et aux abords des croisements. La nature et la hauteur des clôtures situées près des carrefours ou en partie intérieure des virages peuvent faire l'objet, sur avis des services gestionnaires de la voirie, de prescriptions spéciales en vue d'assurer la visibilité et la sécurité de la circulation des véhicules et piétons. Leur implantation en bordure de voirie publique doit faire l'objet d'une demande d'alignement auprès du gestionnaire de la voirie.

Présenter une unité de traitement : Les clôtures doivent présenter une unité de traitement. Elles doivent être d'aspect sobre, en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux quant à leur hauteur, leur couleur et leurs matériaux.

Leur hauteur maximum est de 2 mètres.

5.2.5. Uz_Stationnement

Le stationnement des véhicules automobiles ou des deux roues correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques ou de desserte collective.

En cas d'extension, de changement de destination ou de réaménagement des constructions existantes, ne sont prises en compte que les surfaces nouvellement créées et/ou créant de nouvelles unités de logement ou d'activités.

5.2.5.1. UZ_STATIONNEMENT DES VEHICULES AUTOMOBILES

Généralités :

La place standard des véhicules automobiles particuliers et utilitaires doit respecter au minimum les proportions suivantes : 5 mètres de longueur pour 2,50 mètres de largeur. Les places en garage/box et place cloisonnées (fermée sur 3 côtés) doivent respecter au minimum les proportions suivantes : 6 mètres de longueur pour 3 mètres de largeur.

Pour les destinations et sous destinations concernées, les emplacements de stationnements dévolus au personnel doivent être distincts de ceux prévus pour les visiteurs (clientèle, usager, fournisseur). Les espaces de stationnement doivent être suffisants pour assurer le stationnement des véhicules de livraison et de service de l'établissement, de son personnel et des visiteurs ou clients.

A partir de 30 places de stationnement : 50 % de places de stationnements perméables sont exigées à partir de 30 places de stationnements en aérien (hors ouvrage, parkings silos) pour les opérations liées aux activités des secteurs secondaires et tertiaires et pour les équipements d'intérêt collectif et services publics.

Règles applicables par destination et sous destination

Le projet doit justifier de la suffisance de ses stationnements pour répondre aux besoins de l'opération.

5.2.5.2. UZ_STATIONNEMENTS DES DEUX ET TROIS ROUES

Stationnement vélo
Il est nécessaire de se référer au guide stationnement des vélos ministère.

Pour toute construction neuve à destination de bureau générant plus de 200 m² de surface de plancher, des locaux couverts fermés et accessibles de plain-pied, doivent être réalisés pour le stationnement des cycles, avec 1 m² par tranche de 50 m² de SP avec un minimum de 3 m².

Stationnement deux et trois roues motorisés

Pour toute construction générant plus de 200 m² de surface de plancher, des places spécifiques pour les deux roues motorisées doivent être réalisées.

La place standard des véhicules deux/trois-roues motorisés doit respecter au minimum les proportions suivantes : 2 mètres de longueur pour 1,5 mètre de largeur.

LES ZONES A URBANISER

6. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES DE LA ZONE 1AUa

6.1. 1AUa _Destinations, usages et nature de l'occupation

6.1.1. 1AUa _Destination des constructions et usage des sols

6.1.1.1. 1AUA _LES NOUVELLES CONSTRUCTIONS

Destination	Sous destination	1AUa
Habitation	Logement	✓ Les annexes liées à l'habitation, hors piscine, sont limitées à une annexe indépendante de la construction principale non accolée par tènement foncier. Une seule piscine est autorisée par tènement foncier.
	Hébergement	✓
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail	? 1
	Restauration	? 2
	Commerce de gros	✗
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle	? 3
	Hôtel	✗
	Autres hébergements touristiques	✗
	Cinéma	✗
Équipements d' intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou assimilés	✓
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés	? 4
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	✓
	Salles d'art et de spectacles	✗
	Équipements sportifs	✗
	Lieux de culte	✗
	Autres équipements recevant du public	✓
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	✗
	Exploitation forestière	✗
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	✗
	Entrepôt	✗
	Bureau	? 5
	Salle de congrès et d'exposition	✗
	Cuisine dédiée à la vente en ligne	✗

1 : Les surfaces commerciales sont autorisées dans la limite de 350 m² de surface de vente par unité commerciale.
Les surfaces artisanales sont autorisées dans la limite de 150 m² de surface de plancher.
Les constructions artisanales sont autorisées dans la mesure où, par leur nature et leur fréquentation induite, elles ne risquent pas de nuire à la sécurité, à la salubrité, à la tranquillité du voisinage.

2 : Les constructions à usage de restaurant sont autorisées dans la mesure où, par leur nature et leur fréquentation induite, elles ne risquent pas de nuire à la sécurité, à la salubrité, à la tranquillité du voisinage.

3 : Elles sont autorisées dans la limite de 500 m² de surface de plancher.

4 : Ils sont autorisés dans la mesure où l'implantation dans la zone est justifiée par des impératifs techniques de fonctionnement du service, qu'ils ne portent pas atteinte à la vocation principale de la zone, et que toutes les dispositions sont prises pour limiter la gêne qui pourrait en découler et pour assurer une bonne intégration dans le site.

5 : Ils sont autorisés dans la limite de 500 m² de surface de plancher.

6.1.1.2. 1AUA _LES AUTRES USAGES ET OCCUPATIONS DU SOL

	1AUa
Les dépôts et stockages de toute nature non liée à une activité autorisée dans la zone	✗
Les affouillements et exhaussements non liés à l'assise des constructions et aménagements autorisées	✗
Les carrières	✗
Les garages collectifs de caravanes de gardiennage ou d'hivernage	✗
Les terrains de camping, de caravanage, les habitations légères de loisirs, les résidences mobiles de loisirs, les parcs résidentiels de loisirs, les résidences démontables	✗
Les résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs	✗
Les parcs d'attraction	✗
Les ICPE soumise à déclaration, enregistrement, autorisation	? Elles sont autorisées dans la mesure où elles ont un rôle fondamental dans la vie et dans les commodités quotidiennes des habitants et qu'elles n'entraînent pour le voisinage aucune incommodité et aucune insalubrité, ni sinistre susceptible de causer des dommages graves ou irréparables aux personnes et aux biens, même en cas d'accident ou de fonctionnement défectueux.
Les antennes de téléphonie mobile	✗
Les éoliennes	✗
Les châssis et serres supérieurs à 1 m 80 de hauteur	✗

6.1.2. 1AUa _Conditions d'ouverture à l'urbanisation :

Les constructions autorisées ci-dessus peuvent se réaliser par le biais d'une opération d'aménagement d'ensemble sur la totalité de la zone 1AUa, pouvant se réaliser en plusieurs tranches, et dans le respect des Orientations d'Aménagement et de Programmation.

6.1.3. 1AUa _Mixité sociale et fonctionnelle :

6.1.3.1. 1AUA _MIXITE SOCIALE DANS L'HABITAT

Dans les secteurs délimités au plan graphique au titre de l'article L151-15 du code de l'urbanisme, toute opération d'habitat d'au moins 12 logements ou de plus de 1000 m² de surface de plancher, doit affecter au minimum :

- 40 % des logements à du logement locatif social,
- 40% des logements à du logement abordable (accession abordable, logement intermédiaire)

6.1.3.2. 1AUA _MIXITE FONCTIONNELLE

Non réglementé

6.2. 1AUa_Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

6.2.1. 1AUa_Implantation des constructions

Pour l'application des règles ci-après, le calcul se fera au nu de la façade, sans tenir compte de ses éléments de débords éventuels, tels débords de toitures et tout ouvrage en saillie à condition que leur profondeur par rapport à la façade concernée ne dépasse pas 1 m.

Implantations en limite du domaine public : Concernant les implantations en limite du domaine public, la hauteur d'implantation des éléments de débords éventuels doit être égale ou supérieure à 4,50 m du sol fini.

Constructions nécessaires aux services publics : Les constructions, installations et ouvrages techniques nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif ne sont pas concernés par les règles édictées ci-dessous.

Aménagements en faveur des personnes à mobilité réduite : ils ne sont pas concernés par les règles édictées ci-dessous.

Cas particuliers : Le projet peut être refusé où n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

6.2.1.1. 1AUA _IMPLANTATIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les voies entrant dans le champ d'application du présent article sont les voies publiques, les chemins ruraux et les voies privées ouvertes à la circulation motorisée publique, existantes ou prévues dans le cadre des emplacements réservés.

Par rapport aux routes départementales (RD1206) en agglomération, en recul minimum de :

- 10 m de l'axe

Par rapport aux autres voies et emprises publique, en recul minimum de :

- Soit 4 m de la limite
- Soit dans le même alignement d'une des constructions de gabarit comparable avec la future construction, sur les terrains limitrophes, sous réserve que cela participe à l'intérêt des lieux environnants et à la préservation du patrimoine architectural.

Portails : ils pourront s'implanter jusqu'en limite, toutefois la collectivité se réserve le droit de refuser cette possibilité en raison de l'insécurité de la situation.

Annexes : Les annexes doivent s'implanter en respectant un recul minimum de 1,5 mètres.
Les bassins de piscines doivent s'implanter en respectant un recul minimum de 2 mètres.

Espaces souterrains : Les stationnements en sous-sols et autres espaces annexes souterrains peuvent s'implanter jusqu'à 2,5 mètres de la limite des voies ou emprises publiques, à condition que les portes

d'accès aux stationnements ne débouchent pas directement sur ladite limite. Sauf dans le cas où l'on s'appuierait sur une construction existante.

6.2.1.2. 1AUA _IMPLANTATIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Nouvelles constructions :
En retrait avec la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché devant être au moins égal à la moitié de la hauteur de la construction à édifier avec un minimum de 4 mètres (D = H/2 ≥ 4m).

Annexes : Les annexes pourront s'implanter jusqu'en limite séparative dans le respect des règles ci-après. Les annexes implantées dans une bande de 0 à 4 m de la limite séparative ne doivent pas excéder 3,5 mètres à condition qu'aucune façade ne dépasse 8 m de long et que la longueur cumulée des façades mitoyennes n'excède pas 12 m.

Les bassins de piscine doivent respecter un recul minimum de 2 mètres par rapport aux limites séparatives. Il se mesure à partir du bord du bassin.

Lotissements : Ces règles s'appliquent aux limites extérieures du terrain d'assiette mais aussi aux limites des terrains issus d'une division (lotissements, permis de construire valant division…).

Espaces souterrains : Les stationnements en sous-sols et autres espaces annexes souterrains peuvent s'implanter jusqu'à 2,5 mètres de la limite séparative. Sauf dans le cas où l'on s'appuierait sur une construction existante.

6.2.1.3. 1AUA _IMPLANTATIONS DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementée

6.2.2. 1AUa _Volumétrie

6.2.2.1. 1AUA _HAUTEUR MAXIMUM

La hauteur est limitée à R+4+combles ou attiques soit 18 mètres. La hauteur en cas de toiture plate complète est de 15 mètres.

Annexes : La hauteur des constructions à usage d'annexe ne doit pas excéder 3.5 m dans le cas où elles sont indépendantes du bâtiment principal.

Installations et ouvrages nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif : Leur hauteur est libre à condition de ne pas porter atteinte aux paysages urbains et naturels.

Cas particuliers : Une hauteur différente peut exceptionnellement être autorisée ou prescrite si elle est dûment justifiée par la nature et la localisation des constructions et les bâtiments proches.

6.2.2.2. 1AUA _COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL

Le CES maximal est de 0,30.

Cas particuliers : Les dispositions ci-dessus ne concernent pas :

- Les stationnements souterrains, qu'ils soient enterrés ou semi enterrés.
- Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif.

6.2.3. 1AUa _Qualité urbaine, architecturale et environnementale

Tout projet pourra être refusé si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ; ce projet pourra n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales visant à son intégration.

La qualité architecturale satisfaisante ne résulte pas uniquement de dispositions réglementaires.

Tous les éléments réalisés avec des matériaux d'imitation grossière ou étrangers aux caractéristiques de l'architecture régionale sont à proscrire.

6.2.3.1. 1AUA _PRISE EN COMPTE DU TERRAIN NATUREL

La nouvelle construction s'adapte à la topographie du terrain, tout en respectant les règles d'implantation et de gabarit. L'implantation, le volume et les proportions des constructions dans tous leurs éléments doivent être déterminés en tenant compte de l'environnement et en s'y intégrant le mieux possible, en particulier par leur adaptation au terrain naturel et par leurs aménagements extérieurs, notamment du point de vue des perceptions lointaines et dominantes de ladite construction.

Décaissement, remblais, déblais

- Les déblais ou remblais sont limités à l'assise nécessaire à la construction et sans que la création d'un talus de déblai ou remblai n'excède une hauteur de 1 m par rapport au terrain naturel dans les secteurs à pente inférieure ou égale à 20 %

- Dans les secteurs à pente supérieure à 20 %, la hauteur des déblais ou remblais pourra atteindre 1,50m, à condition que le projet en démontre la nécessité.

Les rampes d'accès aux stationnements ou aux garages dans la construction ne sont pas soumises à ces dispositions, ni les piscines.

Murs de soutènement : les murs de soutènement visibles seront limités à 1m de hauteur. Les talus doivent être adoucis, lissés et enherbés.

6.2.3.2. 1AUA _ ASPECT DES TOITURES

Nouvelles constructions : Il est demandé de composer des volumes et des façades dont les proportions ne soient pas en rupture avec celles des constructions traditionnelles existantes.

Forme et volume de toutes les constructions :
Les types de toiture autorisés sont : à deux pans, à quatre pans.
Les toitures à un pan ne sont autorisées que dans le cas d'une extension d'un volume inférieur à la construction principale à laquelle elle se rattache.

Forme et volume des constructions principales :
Le faîtage doit être parallèle au plus long côté de la construction. L'orientation du faîtage principal doit être celle de la majorité des faîtages environnants et cohérente avec l'implantation du bâtiment dans la pente (soit perpendiculaire, soit parallèle).
Les pans de toitures doivent avoir une pente comprise entre 40% et 60%.
Les toitures plates sont autorisées sans condition.
Les débords de toiture, sauf en limite mitoyenne, ne doivent pas être inférieurs à 0,80 m. Cette règle concerne les toitures à pans (ne concerne pas les toitures-terrasses ni les attiques à toiture plate).

Forme et volume des constructions annexes :
La pente de toiture est libre pour les annexes d'une emprise au sol inférieure ou égale à 20 m². Au-delà, c'est la règle concernant les constructions principales qui s'applique. Le sens de faîtage devra respecter celui des faîtages environnants et notamment celui de la construction principale.
Les annexes à toiture plate sont autorisées dans les cas suivants :

- Pour les annexes d'une emprise au sol inférieure ou égale à 20 m²,
- Lorsque la construction principale dispose d'une toiture plate,
- Lorsqu'il s'agit d'une toiture végétalisée.

Matériaux de couverture :
Les toitures doivent respecter l'aspect des toitures environnantes.
Les matériaux brillants ou réfléchissants sont interdits, hormis ceux constitutifs des panneaux solaires autorisés.
Les panneaux solaires devront s'intégrer au plus près de la couleur de la toiture existante ou prévue.
Les toitures végétalisées doivent l'être à hauteur de 70 % au minimum et comporter un minimum de 15 cm de terre végétale.
La toiture des extensions et des annexes doit présenter un aspect (matériaux et couleurs), en harmonie avec la construction existante.

Ouvertures en toitures :
Seules sont autorisées en toiture :

- Les jacobines en nombre et dimension limitées
- Les vitrages fixes ou ouvrant dans le même plan

Panneaux solaires :

- Ils sont admis s'ils sont placés dans le plan du toit (intégrés ou apposés avec une saillie de 10-15cm maximum) et rassemblés pour composer sans dépasser l'emprise de la toiture une forme régulière, le cas échéant avec les fenêtres de toit.
- Les éléments de liaison et les panneaux eux-mêmes devront être dans une teinte similaire.

Cas particuliers : Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux couvertures de piscine, véranda, pergolas, dalles supérieures des parcs de stationnement souterrains ou semi-enterrés.
Dans le cas des vérandas, leur aspect doit être en cohérence avec la construction principale : forme, couleur, aspect des matériaux.

6.2.3.3. 1AUA _ ASPECT DES FAÇADES

Les façades présenteront une expression architecturale qui reprend les ordonnancements locaux et en respecte bien les proportions. Elles doivent par leur composition, leurs matériaux et leurs teintes s'accorder avec leur environnement bâti.

Une composition des ouvertures est attendue pour chaque façade, ainsi qu'une cohérence d'ensemble des menuiseries (matériaux, teintes, harmonie des dispositifs).

Toute extension qui dénature la cohérence du bâtiment d'origine ne sera pas admise.
Les extensions et les annexes doivent présenter un aspect (matériaux et couleurs), en harmonie avec la construction existante.

Enduit et matériaux : Doivent être recouverts d'un enduit, tous les matériaux qui, par leur nature ne doivent pas rester apparents (ex. : parpaings, béton grossier, ...).

Ne sont pas admis : les styles et expressions folkloriques ou étrangères au lieu, les constructions en bois ronds (fustes) ou les systèmes en bois massif empilés, les bardages en PVC ou en matière composite.

Teintes : Le choix de l'aspect et des teintes employés en façade doit s'harmoniser avec les enduits et couleurs des constructions alentours en cohérence avec l'ambiance du secteur.
Ne sont pas admis : les couleurs vives (sauf pour les éléments de menuiserie), le blanc pur.

Les ouvertures : Le recours à une multiplicité de formes d'ouvertures doit être évité.

6.2.3.4. 1AUA _ELEMENTS TECHNIQUES

Les panneaux solaires, serres et autres éléments d'architecture bioclimatique et techniques doivent être intégrés à l'enveloppe des constructions en évitant l'effet de superstructures surajoutées, ils doivent être implantés de façon à limiter leur visibilité depuis l'espace public.

Citernes : Les citernes d'hydrocarbures ou permettant le stockage des sources d'énergie renouvelable (bioéthanol, …) doivent être enterrées ou intégrées au bâtiment.

Cuves de récupération des eaux de pluie : Les cuves de récupération des eaux de pluie doivent être enterrées, installées à l'intérieur des bâtiments (cave, garage, etc.) ou masquées depuis l'espace public par l'implantation choisie.

Boîtiers et coffrets : Les boîtiers et coffrets de toute nature (boîtes aux lettres, Telecom, EDF …) doivent être intégrés dans les façades ou les éléments de clôtures lorsqu'ils existent, et dans tous les cas, ils doivent être implantés en limite du domaine public, et être regroupés. Le cas échéant, un muret dont les caractéristiques sont identiques aux murs de clôtures doit être édifié pour les accueillir. Leur localisation doit être choisie de manière à limiter, au maximum, l'incidence sur le caractère des constructions et être facilement accessibles.

Sources de production : Les sources de production électrique ou thermique individuelle ou collective (panneaux photovoltaïques, capteurs solaires) sont autorisées en toiture, lorsque le bâtiment est conçu pour en favoriser l'exploitation et l'intégration (architecture, orientation, accès…).

Panneaux solaires : L'implantation des panneaux solaires au sol et en façade est proscrite. Leur couleur doit être proche de la couleur de la toiture.

Gaines de cheminées : Les gaines de cheminées en saillie, en pignon ou en façade sont interdites.

Antennes ou paraboles : Le nombre d'antennes ou paraboles individuelles et collectives de toute nature doit être limité à une par propriété ou copropriété. Lorsqu'elles sont installées sur des toitures à pans, elles ne doivent pas dépasser la ligne de faîtage. Elles doivent être intérieures ou incorporées dans le volume des combles chaque fois que les conditions de réception le permettent. Dans le cas contraire, elles doivent être dissimulées de façon à être le moins visibles de l'espace public. Elles ne peuvent être installées en façade, ni sur un balcon, visibles depuis l'espace public.

6.2.3.5. 1AUA _NIVEAU DE PERFORMANCES ENERGETIQUES DES BATIMENTS

Il est nécessaire de se reporter à l'OAP thématique Climat Air Energies pour plus de précisions.

Les nouvelles constructions doivent respecter la règlementation énergétique en vigueur.

Le projet doit favoriser la compacité dans la forme de bâti permettant de réduire les pertes thermiques de l'enveloppe du bâtiment.

Le projet doit pouvoir profiter au maximum des caractéristiques bioclimatiques du terrain. La conception des constructions à destination d'habitation privilégie la création de logements bénéficiant d'une double orientation. L'organisation des pièces de vie au sud est recherchée.

6.2.4. 1AUa_Traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis et abords des constructions

Pour les essences végétales, tout pétitionnaire est tenu de se référer à l'OAP thématique Trame verte et bleue.

6.2.4.1. 1AUA _COEFFICIENT D'ESPACES PERMEABLES

Les espaces libres perméables de pleine-terre doivent représenter au moins 40 % du tènement de l'opération

Division d'un foncier bâti existant : en cas de division d'un foncier bâti existant, le terrain supportant la construction doit maintenir les proratas définis ci-dessus.

L'opération doit prévoir un espace commun (placette, aire de jeux, …) d'un seul tenant d'au moins 100 m².

6.2.4.2. 1AUA _AMENAGEMENT EXTERIEUR

Les aménagements extérieurs des surfaces non construites, hors espaces de pleine-terre et hors accès et stationnement, doivent être aménagés et privilégier des matériaux perméables de type espaces enherbés, plantés, sablés ou gravillonnés.

Ces espaces doivent être conçus de façon à participer à l'agrément du projet et ne doivent pas être limités à une partie résiduelle du terrain d'assiette.
Un arbre de haute tige doit être planté pour 100 m² de terrain non bâti.
Lors de l'abattage d'un arbre, il est nécessaire de planter deux arbres en remplacement.

Les espaces libres pourront participer aux dispositifs de gestion alternative des eaux pluviales. Dans les opérations d'ensemble, les ouvrages techniques de gestion de l'eau commune à ces opérations (tels noues, bassins de rétention ou d'infiltration, …) doivent, sous réserve de contraintes techniques spécifiques, faire l'objet d'un aménagement paysager à dominante végétale contribuant à leur insertion paysagère dans l'environnement.

Alignement : La partie de terrain libre résultant d'un recul par rapport à l'alignement doit faire l'objet d'un traitement paysager (traitement des accès, plantations, …) cohérent et en harmonie avec son environnement.

Les aires de stationnement aériennes non couvertes doivent être plantées d'arbres à raison d'un arbre à haute tige pour quatre places de stationnement.

6.2.4.3. 1AUA _CLOTURES ET PORTAILS

Les clôtures ne sont pas obligatoires, les abords ouverts sont à privilégier.

Ne pas gêner la circulation publique : L'implantation et la hauteur des éléments constitutifs de la clôture doivent tenir compte de la topographie et ne pas créer une gêne pour la circulation publique, notamment en diminuant la visibilité de la circulation notamment sur les voies et aux abords des croisements. La nature et la hauteur des clôtures situées près des carrefours ou en partie intérieure des virages peuvent faire l'objet, sur avis des services gestionnaires de la voirie, de prescriptions

spéciales en vue d'assurer la visibilité et la sécurité de la circulation des véhicules et piétons. Leur implantation en bordure de voirie publique doit faire l'objet d'une demande d'alignement auprès du gestionnaire de la voirie.

Présenter une unité de traitement : Les clôtures doivent présenter une unité de traitement. Elles doivent être d'aspect sobre, en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux quant à leur hauteur, leur couleur et leurs matériaux.

Les clôtures devront être constituées soit :

- D'un mur bahut (de 0,60 m maximum) surmonté d'un dispositif à clairevoie (de type lattes, grilles, grillages) pour une hauteur totale de l'ouvrage ne pouvant excéder 1,8 m. Les murs bahut doivent être enduits dans les mêmes délais et le même aspect que la construction principale. Les murs en pierre pourront ne pas être recouverts d'un enduit.
- Eventuellement d'une haie qui devra être vive (autorisée dans les conditions prévues à l'article 671 du Code Civil) et composée d'essences locales. La haie peut être doublée d'un grillage placé derrière elle à l'intérieur de la propriété.

Tout dispositif occultant, non végétal, construit par exemple en maçonnerie, en bois, en toile ou tout autre matériau, est interdit.

Leur hauteur maximum est de 1,8 mètre.

Clôtures le long du domaine public : Le long du domaine public, les clôtures nouvelles doivent être en harmonie avec les clôtures existantes.

Poursuite d'une clôture existante : Lors de la poursuite d'une clôture existante, il s'agira, dans la mesure du possible, de poursuivre le style existant, en accord avec les principes définis ci-dessous.

Reconstruction d'une clôture existante : Dans le cas de la restauration ou d'une reconstruction d'une clôture existante, une hauteur supérieure à celle définie ci-dessous peut être autorisée sans dépasser celle de l'existant.

Portails :
Les portails doivent être simples et en adéquation avec la clôture. Ils doivent être composés d'un système à claire-voie dont le rapport « plein-vide » doit être présenté dans le cadre de la demande d'urbanisme. Tout dispositif occultant, construit par exemple en maçonnerie ou en bois, est interdit.

6.2.5. 1AUa_Stationnement

Le stationnement des véhicules automobiles ou des deux roues correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques ou de desserte collective.

En cas d'extension, de changement de destination ou de réaménagement des constructions existantes, ne sont prises en compte que les surfaces nouvellement créées et/ou créant de nouvelles unités de logement ou d'activités.

6.2.5.1. 1AUA_STATIONNEMENT DES VEHICULES AUTOMOBILES

Généralités :

La place standard des véhicules automobiles particuliers et utilitaires doit respecter au minimum les proportions suivantes : 5 mètres de longueur pour 2,50 mètres de largeur. Les places en garage/box et places cloisonnées (fermées sur 3 côtés) doivent respecter au minimum les proportions suivantes : 6 mètres de longueur pour 3 mètres de largeur.

Les places de stationnement doivent être accessibles indépendamment les unes des autres (le stationnement en enfilade est interdit).

Pour les destinations et sous destinations concernées, les emplacements de stationnements dévolus au personnel doivent être distincts de ceux prévus pour les visiteurs (clientèle, usager, fournisseur). Les espaces de stationnement doivent être suffisants pour assurer le stationnement des véhicules de livraison et de service de l'établissement, de son personnel et des visiteurs ou clients.

Pour rappel (article L151-31 du code de l'urbanisme), « lorsque le règlement impose la réalisation d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés, cette obligation est réduite de 15 % au minimum en contrepartie de la mise à disposition de véhicules électriques munis d'un dispositif de recharge adapté ou de véhicules propres en auto-partage ».

A partir de 30 places de stationnement : 50 % de places de stationnements perméables sont exigées à partir de 30 places de stationnements en aérien (hors ouvrage, parkings silos) pour les opérations liées aux activités des secteurs secondaires et tertiaires et pour les équipements d'intérêt collectif et services publics. 30 % de places de stationnements perméables sont exigées à partir de 30 places de stationnements en aérien (hors ouvrage, parkings silos) pour les opérations de logements.

Règles applicables par destination et sous destination

Destination	Sous destination	1AUa (normes minimales)
Habitation	Logement	2 places minimum par logement et 1 place supplémentaire par tranche de 100 m² de surface de plancher à partir de 100 m² de surface de plancher par logement avec pour exigence maximale 4 places au total Pour les opérations de 4 logements et plus des places visiteurs sont exigées à hauteur de : 1 place pour 4 logements créés ou 4 lots créés, elles doivent être réalisées en aérien, en limite d'opérations et être facilement accessibles depuis la voie, en dehors de l'espace clôturé. Pour les opérations de plus de 15 logements, 50 % minimum des places résidentielles (hors visiteurs) doivent être réalisées en souterrain ou intégrées au volume de la construction (sauf mention contraire du PPR ou dans les secteurs de protection des nappes phréatiques)
	Hébergement	Le projet doit justifier de la suffisance de ses stationnements
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail	Le projet doit justifier de la suffisance de ses stationnements pour répondre aux besoins de l'opération. Il sera tenu compte de la localisation du projet.
	Restauration	1 place pour 15 m² de salle de restaurant, avec un minimum de 2 places
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle	1 place pour 50 m² de surface de plancher, avec un minimum de 2 places
Équipements d' intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou assimilés	Le projet doit justifier de la suffisance de ses stationnements pour répondre aux besoins de l'opération
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés	
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	
	Salles d'art et de spectacles	
	Autres équipements recevant du public	
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Bureau	Le projet doit justifier de la suffisance de ses stationnements pour répondre aux besoins de l'opération. Il sera tenu compte de la localisation du projet.

6.2.5.2. 1AUA_STATIONNEMENTS DES DEUX ET TROIS ROUES

Stationnement vélo
Il est nécessaire de se référer au guide stationnement des vélos ministère.

Pour toute construction neuve à destination d'habitat d'au moins 4 logements, des locaux couverts fermés et accessibles de plain-pied, doivent être réalisés pour le stationnement des cycles, avec 1 m² par tranche de 50 m² de SP.

Pour toute construction neuve à destination de bureau générant plus de 200 m² de surface de plancher, des locaux couverts fermés et accessibles de plain-pied, doivent être réalisés pour le stationnement des cycles, avec 1 m² par tranche de 50 m² de SP.

Stationnement deux et trois roues motorisés

Pour toute construction neuve à destination d'habitat générant plus de 200 m² de surface de plancher et au moins 4 logements, des places spécifiques pour les deux roues motorisées doivent être réalisées avec 1 place par tranche de 4 logements.

La place standard des véhicules deux/trois-roues motorisés doit respecter au minimum les proportions suivantes : 2 mètres de longueur pour 1,5 mètre de largeur.

7. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES DE LA ZONE A ET AP

7.1. A _AP_ Destinations, usages et nature de l'occupation

7.1.1. A _Destination des constructions et usage des sols

7.1.1.1. A _AP_ LES NOUVELLES CONSTRUCTIONS

Destination	Sous destination	A	AP
Habitation	Logement	? 1	✗
	Hébergement	✗	✗
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail	? 2	✗
	Restauration	✗	✗
	Commerce de gros	✗	✗
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle	✗	✗
	Hôtel	✗	✗
	Autres hébergements touristiques	✗	✗
	Cinéma	✗	✗
Équipements d' intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou assimilés	✗	✗
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés	? 3	
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	✗	✗
	Salles d'art et de spectacles	✗	✗
	Équipements sportifs	✗	✗
	Lieux de culte	✗	✗
	Autres équipements recevant du public	✗	✗
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	? 4	✗
	Exploitation forestière	✗	✗
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	✗	✗
	Entrepôt	✗	✗
	Bureau	✗	✗
	Salle de congrès et d'exposition	✗	✗
	Cuisine dédiée à la vente en ligne	✗	✗

1 : Les locaux de surveillance nécessaires à l'exploitation agricoles sous conditions de respecter les conditions suivantes :

- Résider sur le site principal de l'activité de l'exploitation, appréciée en fonction de la nature et de l'importance de l'activité agricole et de l'exploitation.
- Être accolé ou incorporé au bâtiment d'activité,
- Être limité à 80 m² de surface de plancher.

Le logement de surveillance ne peut être autorisé que si les autres bâtiments liés au fonctionnement de l'exploitation agricole professionnelle sont préexistants et que la voie d'accès de l'habitation soit commune avec celle de l'exploitation.

2 : L'artisanat est interdit.

Les constructions et installations nécessaires à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production et qu'elles sont accolées ou incorporées au bâtiment d'activité, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

Les points de vente de production ne peuvent excéder 30 m² de surface de plancher.

3 : Ils sont autorisés dans la mesure où l'implantation dans la zone est justifiée par des impératifs techniques de fonctionnement du service, qu'ils ne portent pas atteinte à la vocation principale de la zone, et que toutes les dispositions sont prises pour limiter la gêne qui pourrait en découler et pour assurer une bonne intégration dans le site.

4 : Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole sont autorisées sans conditions.

7.1.1.2. A_AP_EVOLUTION DES CONSTRUCTIONS EXISTANTES

Les habitations existantes situées dans la présente zone du PLU présentant une emprise au sol supérieure ou égale à 60 m², et présentant une desserte en réseaux suffisante, pourront bénéficier :

- De la réfection, de la réhabilitation et de l'aménagement,
- De l'extension dans la limite de 30 % de la surface de plancher existante et de 60 m² de surface de plancher à la date d'approbation du PLU,
- De la réalisation d'annexes dans la limite de 2 et de 40 m² d'emprise au sol au total par tènement, et devant s'implanter à moins de 10 mètres d'un point de la construction principale,
- De la réalisation de piscines devant s'implanter à moins de 10 mètres d'un point de la construction principale et dans la limite de 40 m² (margelle comprise).

7.1.1.3. A _AP_ LES AUTRES USAGES ET OCCUPATIONS DU SOL

	A	Ap
Les dépôts et stockages de toute nature non liée à une activité autorisée dans la zone	✗	✗
Les affouillements et exhaussements non liés à l'assise des constructions et aménagements autorisées	? A condition : - Qu'ils soient strictement nécessaires au fonctionnement de l'exploitation agricole - Qu'ils soient strictement nécessaires aux services publics d'intérêts collectifs pouvant être autorisés dans la zone et justifiés par des impératifs techniques - Qu'ils soient liés aux évolutions des constructions existantes ou autorisées dans la zone - Qu'ils permettent les travaux de prévention des risques	? A condition : - Qu'ils soient strictement nécessaires aux services publics d'intérêts collectifs pouvant être autorisés dans la zone et justifiés par des impératifs techniques - Qu'ils soient liés aux évolutions des constructions existantes ou autorisées dans la zone - Qu'ils permettent les travaux de prévention des risques
Les carrières	✗	✗
Les garages collectifs de caravanes de gardiennage ou d'hivernage	✗	✗
Les terrains de camping, de caravanage, les habitations légères de loisirs, les résidences mobiles de loisirs, les parcs résidentiels de loisirs, les résidences démontables	✗	✗
Les résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs	✗	✗
Les parcs d'attraction	✗	✗
Les ICPE soumise à déclaration, enregistrement, autorisation	? A condition qu'il s'agisse d'exploitation agricole	✗
Les antennes de téléphonie mobile	✗	✗
Les éoliennes	✗	✗

7.1.2. A _AP_Mixité sociale et fonctionnelle :

7.1.2.1. A _AP_ MIXITE SOCIALE DANS L'HABITAT

Non réglementé

7.1.2.2. A _AP_ MIXITE FONCTIONNELLE

Non réglementé

7.2. A_AP_Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

7.2.1. A_AP_Implantation des constructions

Pour l'application des règles ci-après, le calcul se fera au nu de la façade, sans tenir compte de ses éléments de débords éventuels, tels débords de toitures et tout ouvrage en saillie à condition que leur profondeur par rapport à la façade concernée ne dépasse pas 1,00 m.

Implantations en limite du domaine public : Concernant les implantations en limite du domaine public, la hauteur d'implantation des éléments de débords éventuels doit être égale ou supérieure à 4,50 m du sol fini.

Constructions nécessaires aux services publics : Les constructions, installations et ouvrages techniques nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif ne sont pas concernés par les règles édictées ci-dessous.

Isolation extérieure ou panneaux solaires des constructions existantes : Dans le cas de projets de travaux d'isolation extérieure ou de la mise en place de dispositifs de protections solaire en saillie des façades d'une construction existante, la règle d'implantation peut être différente de celles définies ci-après, si les dispositifs d'isolation et/ou de protection présentent une épaisseur au plus égale à 25 cm et qu'ils sont en harmonie avec les caractéristiques architecturales de la construction existante.

Aménagements en faveur des personnes à mobilité réduite : ils ne sont pas concernés par les règles édictées ci-dessous.

Cas particuliers : Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Reculs par rapport aux cours d'eau (ruisseau des Eaux Belles et Arve) : Toute construction ou aménagement (hormis ceux nécessaires à l'entretien et à la gestion des cours d'eau) devront respecter un recul minimum de 10 m depuis les berges des dits cours d'eau.

7.2.1.1. A_AP_IMPLANTATIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les voies entrant dans le champ d'application du présent article sont les voies publiques, les chemins ruraux et les voies privées ouvertes à la circulation motorisée publique, existantes ou prévues dans le cadre des emplacements réservés.

Nouvelles constructions et leurs annexes doivent s'implanter :

Par rapport à l'autoroute (A40), en recul minimum de :
- 50 m de l'axe pour les constructions à usage d'habitat,
- 40 m de l'axe pour les autres constructions.

Par rapport aux routes départementales (RD1206/RD2) hors agglomération, en recul minimum de :
- 35 m de l'axe pour les constructions à usage d'habitat,
- 25 m de l'axe pour les autres constructions.

Par rapport aux routes départementales (RD1206 et RD2) en agglomération, en recul minimum de :
- 8 m de l'axe

Par rapport aux autres voies, emprises publique, voies communales et voies privées ouvertes au public un recul minimum de :
- 4 m de la limite
- Soit dans le même alignement d'une des constructions de gabarit comparable avec la future construction, sur les terrains limitrophes, sous réserve que cela participe à l'intérêt des lieux environnants et à la préservation du patrimoine architectural.

L'implantation des ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif est autorisée jusqu'à la limite de l'emprise publique si leur hauteur ne dépasse pas 3,5 m au faîtage.

Aménagement et extensions : L'aménagement et l'extension des constructions existantes implantées de façon non conforme aux prescriptions indiquées ci-dessus sont autorisés à condition de ne pas aggraver la non-conformité.

Excepté lorsqu'ils sont susceptibles de porter atteinte à la sécurité de la circulation publique :
- Les dépassés de toiture et les balcons sont autorisés à l'intérieur des marges de recul définies, dans la limite d'un mètre, s'il n'y a pas survol du domaine public.
- Les dépassés de toiture sont autorisées, en survol du domaine public, sous réserve qu'ils soient situés à une hauteur de 4 m 50 minimum, et que leur largeur n'excède pas 1 m.

Portails : ils pourront s'implanter jusqu'en limite, toutefois la collectivité se réserve le droit de refuser cette possibilité en raison de l'insécurité de la situation.

Annexes : Les annexes doivent s'implanter en respectant un recul minimum de 1,5 mètres.
Les bassins de piscines doivent s'implanter en respectant un recul minimum de 2 mètres.
Une implantation jusqu'en limite d'emprise est admise dans les cas suivants :
- Pour les annexes non accolées à la construction principale
  - Leur hauteur ne dépasse pas 3,50 m au faitage,
  - La longueur cumulée des façades bordant les voies ou places publiques ne dépasse pas 8 m.
- Les annexes accolées à une construction principale, d'une emprise au sol totale inférieure à 2 m2, à compter de la date d'approbation du PLU.

Espaces souterrains : Les stationnements en sous-sols et autres espaces annexes souterrains peuvent s'implanter jusqu'à 2,5 mètres de la limite des voies ou emprises publiques, à condition que les portes d'accès aux stationnements ne débouchent pas directement sur ladite limite. Sauf dans le cas où l'on s'appuierait sur une construction existante.

7.2.1.2. A_AP_IMPLANTATIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les bâtiments à usage agricole :

Ils doivent s'implanter en retrait avec la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché devant être au moins égal à la moitié de la hauteur de la construction à édifier avec un minimum de 10 mètres (D = H/2 ≥ 10m).

Toutefois, tous les bâtiments peuvent être implantés sur les limites séparatives de propriétés privées voisine dans les cas suivants :

- Lorsque la parcelle voisine supporte une construction déjà implantée en limite séparative,
- Lorsque la parcelle voisine supporte une construction éloignée de 8 m minimum de tout point de la construction à édifier,
- Lorsque la parcelle voisine ne supporte aucune construction.

Les annexes :

Les bâtiments annexes non accolés à une construction principale, projetés sur le terrain d'assiette de celle-ci, ainsi que les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif, peuvent être implantés sans condition de recul, si :

- Leur hauteur ne dépasse pas 3,50 m au faitage,
- La longueur cumulée de chaque façade bordant les propriétés privées voisines ne dépasse pas 8 m

Les bassins de piscine doivent respecter un recul minimum de 2 mètres par rapport aux limites séparatives. Il se mesure à partir du bord du bassin.

Espaces souterrains : Les stationnements en sous-sols et autres espaces annexes souterrains peuvent s'implanter jusqu'à 2,5 mètres de la limite séparative. Sauf dans le cas où l'on s'appuierait sur une construction existante.

Les constructions existantes : L'aménagement et l'extension des constructions existantes implantées de façon non conforme aux prescriptions indiquées ci-dessus sont autorisés à condition de ne pas aggraver la non-conformité.

Cas particuliers : Les constructions mitoyennes de constructions déjà édifiées avec un recul ne respectant pas les règles ci-dessus, peuvent être édifiées pour tout ou partie en prolongement de ces constructions sans aggraver la non-conformité.

7.2.1.3. A_AP_IMPLANTATIONS DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MÊME PROPRIETE

recul correspondant à la distance comptée horizontalement entre cette annexe et la construction principale. Cette distance ne peut être inférieure à 2 mètres et ne peut excéder 10 m.

7.2.2. A_AP_Volumétrie

7.2.2.1. A_AP_HAUTEUR MAXIMUM

A	**Pour les extensions des bâtiments existants :** la hauteur ne pourra pas dépasser la hauteur du bâti existant, et sous réserve d'une bonne intégration architecturale. **Pour les constructions agricoles :** 12 mètres maximum.
Ap	**Pour les extensions des bâtiments existants :** la hauteur ne pourra pas dépasser la hauteur du bâti existant, et sous réserve d'une bonne intégration architecturale
Ensemble des secteurs	**Annexes non accolées :** la hauteur ne doit pas dépasser 3,50 m au faitage.

7.2.2.2. A_AP_COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL

Non règlementé

7.2.3. A_AP_Qualité urbaine, architecturale et environnementale

Tout projet pourra être refusé si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ; ce projet pourra n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales visant à son intégration.

La qualité architecturale satisfaisante ne résulte pas uniquement de dispositions réglementaires.

Tous les éléments réalisés avec des matériaux d'imitation grossière ou étrangers aux caractéristiques de l'architecture régionale sont à proscrire.

Le présent article ne s'applique pas aux constructions d'intérêt public ou d'intérêt collectif et aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics.

7.2.3.1. A_AP_PRISE EN COMPTE DU TERRAIN NATUREL

La nouvelle construction s'adapte à la topographie du terrain, tout en respectant les règles d'implantation et de gabarit. L'implantation, le volume et les proportions des constructions dans tous leurs éléments doivent être déterminés en tenant compte de l'environnement et en s'y intégrant le mieux possible, en particulier par leur adaptation au terrain naturel et par leurs aménagements extérieurs, notamment du point de vue des perceptions lointaines et dominantes de ladite construction.
Les bâtiments, tant par leur composition que par le traitement des accès doivent s'adapter au terrain naturel, en limitant les modifications des pentes.

Les rampes d'accès aux stationnements ou aux garages dans la construction ne sont pas soumises à ces dispositions, ni les piscines.

Les exhaussement/affouillement sont autorisés à conditions qu'ils les principes édictés au sein de l'article 7.1.1.3 portant sur les autres usages et occupations des sols

Les déblais/remblais : La hauteur maximale des déblais ne devra pas excéder 1 m et celle des remblais 1 m, ces deux éléments n'étant pas cumulables.

Les enrochements sont autorisés uniquement ceux nécessaires pour le soutènement des routes, des voies d'accès aux bâtiments principaux et aux garages, sous réserve que leur hauteur n'excède 1,50m par rapport au terrain naturel. Les enrochements cyclopéens sont interdits. Des plantations couvrantes et durables doivent être prévues sur sa partie supérieure. Ils sont interdits en limites séparatives.

Les murs de soutènement sont autorisés à condition d'être nécessaires aux usages. Les talus doivent être adoucis, lissés et enherbés.

Les talus devront faire l'objet d'un aménagement paysager et devront respecter un rapport maximal de 1 sur 3 (une hauteur pour trois longueurs)

Pour tout dépassement, le demandeur ou l'auteur du projet doit alors justifier de la bonne insertion des dispositions architecturales du projet dans le site et l'environnement bâti ou naturel.

7.2.3.2. A_AP_ASPECT DES TOITURES

Toute modification ou réfection de toiture ou de couverture doit faire l'objet d'une déclaration préalable en Mairie.

Les matériaux brillants ou réfléchissants sont interdits, hormis ceux constitutifs des panneaux solaires autorisés.

Les panneaux solaires sont autorisés à condition de/d' :

- S'intégrer au plus près de la couleur de la toiture existante ou prévue même pour les éléments de liaisons
- Etre placer dans le plan du toit (intégrés ou apposés avec une saillie de 10-15 cm max)
- Etre rassembler pour composer (sans dépasser l'emprise de la toiture) une forme régulière

Pour les extensions des constructions existantes :

Les types de toiture autorisés sont : à deux pans, à quatre pans.

Les toitures à un pan sont autorisées dans le cas d'une extension d'un volume inférieur à la construction principale à laquelle elle se rattache.

Les débords de toiture, sauf en limite mitoyenne, ne doivent pas être inférieurs à 0,80 m. Cette règle concerne les toitures à pans (ne concerne pas les toitures terrasses ni les attiques à toiture plate).

Pour les ouvertures en toiture seuls sont autorisés :

- Les jacobines en nombre et en dimensionnement limité
- Les vitrages fixes ou ouvrant dans le même plan

La pente de toit doit être celle de la toiture contigüe ou proche

Pour les annexes :

La pente de toiture est libre pour les annexes d'une emprise au sol inférieure ou égale à 20 m². Au-delà, c'est la règle concernant les constructions principales qui s'applique. Le sens de faîtage devra respecter celui de la construction principale.

Les annexes à toiture plate sont autorisées dans les cas suivants :

- Pour les annexes d'une emprise au sol inférieure ou égale à 20 m²,
- Lorsque la construction principale dispose d'une toiture plate,
- Lorsqu'il s'agit d'une toiture végétalisée.

Pour les constructions agricoles : non concerné

Cas particuliers : Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux couvertures de piscine, véranda, pergolas, dalles supérieures des parcs de stationnement souterrains ou semi-enterrés.
Dans le cas des vérandas, leur aspect doit être en cohérence avec la construction principale : forme, couleur, aspect des matériaux.

7.2.3.3. A_AP_ASPECT DES FAÇADES

Les façades présenteront une expression architecturale qui reprend les ordonnancements locaux et en respecte bien les proportions. Elles doivent par leur composition, leurs matériaux et leurs teintes s'accorder avec leur environnement bâti.

Toute extension qui dénature la cohérence du bâtiment d'origine ne sera pas admise.

Les extensions et les annexes doivent présenter un aspect (matériaux et couleurs), en harmonie avec la construction existante.

Les murs aveugles apparents des bâtiments doivent être en harmonie avec les autres façades

Enduit et matériaux : Doivent être recouverts d'un enduit, tous les matériaux qui, par leur nature ne doivent pas rester apparents (ex. : parpaings, béton grossier, ...).

Ne sont pas admis : les styles et expressions folkloriques ou étrangères au lieu, les constructions en bois ronds (fustes) ou les systèmes en bois massif empilés, les bardages en PVC ou en matière composite.

Teintes : Le choix de l'aspect et des teintes employés en façade doit s'harmoniser avec les enduits et couleurs des constructions alentours en cohérence avec l'ambiance du secteur.
Ne sont pas admis : les couleurs vives (sauf pour les éléments de menuiserie), le blanc pur.

Les ouvertures : Le recours à une multiplicité de formes d'ouvertures doit être évité.

7.2.3.4. A_AP_ELEMENTS TECHNIQUES

Les panneaux solaires, serres et autres éléments d'architecture bioclimatique et techniques doivent être intégrés à l'enveloppe des constructions en évitant l'effet de superstructures surajoutées, ils doivent être implantés de façon à limiter leur visibilité depuis l'espace public.

Citernes : Les citernes d'hydrocarbures ou permettant le stockage des sources d'énergie renouvelable (bioéthanol, …) doivent être enterrées ou intégrées au bâtiment.

Cuves de récupération des eaux de pluie : Les cuves de récupération des eaux de pluie doivent être enterrées, installées à l'intérieur des bâtiments (cave, garage, etc.) ou masquées depuis l'espace public par l'implantation choisie.

Boîtiers et coffrets : Les boîtiers et coffrets de toute nature (boîtes aux lettres, Telecom, EDF …) doivent être intégrés dans les façades ou les éléments de clôtures lorsqu'ils existent, et dans tous les cas, ils doivent être implantés en limite du domaine public, et être regroupés. Le cas échéant, un muret dont les caractéristiques sont identiques aux murs de clôtures doit être édifié pour les accueillir. Leur localisation doit être choisie de manière à limiter, au maximum, l'incidence sur le caractère des constructions et être facilement accessibles.

Sources de production : Les sources de production électrique ou thermique individuelle ou collective (panneaux photovoltaïques, capteurs solaires) sont autorisées en toiture, lorsque le bâtiment est conçu pour en favoriser l'exploitation et l'intégration (architecture, orientation, accès…).

Panneaux solaires : L'implantation des panneaux solaires au sol et en façade est proscrite. Leur couleur doit être proche de la couleur de la toiture.

Gaines de cheminées : Les gaines de cheminées en saillie, en pignon ou en façade sont interdites.

Antennes ou paraboles : Le nombre d'antennes ou paraboles individuelles et collectives de toute nature doit être limité à une par propriété ou copropriété. Lorsqu'elles sont installées sur des toitures à pans, elles ne doivent pas dépasser la ligne de faîtage. Elles doivent être intérieures ou incorporées dans le volume des combles chaque fois que les conditions de réception le permettent. Dans le cas contraire, elles doivent être dissimulées de façon à être le moins visibles de l'espace public. Elles ne peuvent être installées en façade, ni sur un balcon, visibles depuis l'espace public.

7.2.3.5. A_AP_NIVEAU DE PERFORMANCES ENERGETIQUES DES BATIMENTS

Non réglementée

7.2.4. A_AP_Traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis et abords des constructions

Pour les essences végétales, tout pétitionnaire est tenu de se référer à la liste annexée au présent règlement. La simplicité de réalisation et le choix d'essences locales sont recommandés.

7.2.4.1. A_AP_COEFFICIENT D'ESPACES PERMEABLES

Non concernée

7.2.4.2. A_AP_AMENAGEMENT EXTERIEUR

Cet article ne concerne pas les tènements supportant des constructions d'exploitations agricoles.

Les aménagements extérieurs des surfaces non construites, hors espaces de pleine-terre et hors accès et stationnement, doivent être aménagés et privilégier des matériaux perméables de type espaces enherbés, plantés, sablés ou gravillonnés.

Les espaces libres pourront participer aux dispositifs de gestion alternative des eaux pluviales. Dans les opérations d'ensemble, les ouvrages techniques de gestion de l'eau commune à ces opérations (tels noues, bassins de rétention ou d'infiltration, …) doivent, sous réserve de contraintes techniques spécifiques, faire l'objet d'un aménagement paysager à dominante végétale contribuant à leur insertion paysagère dans l'environnement.

Alignement : La partie de terrain libre résultant d'un recul par rapport à l'alignement doit faire l'objet d'un traitement paysager (traitement des accès, plantations, …) cohérent et en harmonie avec son environnement.

7.2.4.3. A_AP_CLOTURES ET PORTAILS

Les clôtures ne sont pas obligatoires, les abords ouverts sont à privilégier.

Ne pas gêner la circulation publique : L'implantation et la hauteur des éléments constitutifs de la clôture doivent tenir compte de la topographie et ne pas créer une gêne pour la circulation publique, notamment en diminuant la visibilité de la circulation notamment sur les voies et aux abords des croisements. La nature et la hauteur des clôtures situées près des carrefours ou en partie intérieure

des virages peuvent faire l'objet, sur avis des services gestionnaires de la voirie, de prescriptions spéciales en vue d'assurer la visibilité et la sécurité de la circulation des véhicules et piétons. Leur implantation en bordure de voirie publique doit faire l'objet d'une demande d'alignement auprès du gestionnaire de la voirie.

Présenter une unité de traitement : Les clôtures doivent présenter une unité de traitement. Elles doivent être d'aspect sobre, en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux quant à leur hauteur, leur couleur et leurs matériaux

Les prescriptions ci-dessous ne s'appliquent pas aux clôtures agricoles.

Les clôtures devront respecter les principes suivants :

- Elles devront être de type agricole à base de fil métallique
- Les murets et murs bahut sont interdits
- Elles pourront être doublés d'une haie qui devra être vive (autorisée dans les conditions prévues à l'article 671 du Code Civil) et composée d'essences locales.
- Les haies mono spécifiques sont proscrites

Tout dispositif occultant, non végétal, construit par exemple en maçonnerie, en bois, en toile ou tout autre matériau, est interdit.

Les ouvrages ne pourront excéder une hauteur totale de 1,60 m

Clôtures le long du domaine public : Le long du domaine public, les clôtures nouvelles doivent être en harmonie avec les clôtures existantes.

Poursuite d'une clôture existante : Lors de la poursuite d'une clôture existante, il s'agira, dans la mesure du possible, de poursuivre le style existant, en accord avec les principes définis ci-dessous.

Reconstruction d'une clôture existante : Dans le cas de la restauration ou d'une reconstruction d'une clôture existante, une hauteur supérieure à celle définie ci-dessous peut être autorisée sans dépasser celle de l'existant.

Portails :
Les portails doivent être simples et en adéquation avec la clôture. Ils doivent être composés d'un système à claire-voie dont le rapport « plein-vide » doit être présenté dans le cadre de la demande d'urbanisme. Tout dispositif occultant, construit par exemple en maçonnerie ou en bois, est interdit.

7.2.5. A_AP_Stationnement

Le stationnement des véhicules automobiles ou des deux roues correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques ou de desserte collective.

En cas d'extension, de changement de destination ou de réaménagement des constructions existantes, ne sont prises en compte que les surfaces nouvellement créées et/ou créant de nouvelles unités de logement ou d'activités.

7.2.5.1. A_AP_STATIONNEMENT DES VEHICULES AUTOMOBILES

Généralités :

La place standard des véhicules automobiles particuliers et utilitaires doit respecter au minimum les proportions suivantes : 5 mètres de longueur pour 2,50 mètres de largeur. Les places en garage/box et place cloisonnées (fermée sur 3 côtés) doivent respecter au minimum les proportions suivantes : 6 mètres de longueur pour 3 mètres de largeur.

Pour les destinations et sous destinations concernées, les emplacements de stationnements dévolus au personnel doivent être distincts de ceux prévus pour les visiteurs (clientèle, usager, fournisseur). Les espaces de stationnement doivent être suffisants pour assurer le stationnement des véhicules de livraison et de service de l'établissement, de son personnel et des visiteurs ou clients.

Règles applicables par destination et sous destination

<table>
<tr><th>Destination</th><th>Sous destination</th><th>A</th><th>AP</th></tr>
<tr><td>Habitation</td><td>Logement</td><td colspan="2">2 places minimum par logement et 1 place supplémentaire par tranche de 50 m² de surface de plancher à partir de 100 m² de surface de plancher par logement</td></tr>
<tr><td>Équipements d'intérêt collectif et services publics</td><td>Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires</td><td colspan="2">Le projet devra justifier de la suffisance de ses stationnements pour répondre aux besoins de l'opération</td></tr>
<tr><td>Autres occupation des sols</td><td>Les ICPE soumise à déclaration, enregistrement, autorisation</td><td>Le projet devra justifier de la suffisance de ses stationnements pour répondre aux besoins de l'opération</td><td></td></tr>
</table>

7.2.5.2. A_AP_STATIONNEMENTS DES DEUX ET TROIS ROUES

Non concernée

8. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES DE LA ZONE N

8.1. N _Destinations, usages et nature de l'occupation

8.1.1. N _Destination des constructions et usage des sols

8.1.1.1. N _LES NOUVELLES CONSTRUCTIONS

Destination	Sous destination	N
Habitation	Logement	X
	Hébergement	X
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail	X
	Restauration	X
	Commerce de gros	X
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle	X
	Hôtel	X
	Autres hébergements touristiques	X
	Cinéma	X
Équipements d' intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou assimilés	X
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés	? 1
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	X
	Salles d'art et de spectacles	X
	Équipements sportifs	X
	Lieux de culte	X
	Autres équipements recevant du public	X
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	X
	Exploitation forestière	X
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	X
	Entrepôt	X
	Bureau	X
	Salle de congrès et d'exposition	X
	Cuisine dédiée à la vente en ligne	X

1 : Ils sont autorisés dans la mesure où l'implantation dans la zone est justifiée par des impératifs techniques de fonctionnement du service, qu'ils ne portent pas atteinte à la vocation principale de la zone, et que toutes les dispositions sont prises pour limiter la gêne qui pourrait en découler et pour assurer une bonne intégration dans le site.

8.1.1.2. N _EVOLUTION DES CONSTRUCTIONS EXISTANTES

Les habitations existantes situées dans la présente zone du PLU présentant une emprise au sol supérieure ou égale à 60 m², et présentant une desserte en réseaux suffisante, pourront bénéficier :

- De la réfection, de la réhabilitation et de l'aménagement,
- De l'extension dans la limite de 30 % de la surface de plancher existante et de 60 m² de surface de plancher à la date d'approbation du PLU,
- De la réalisation d'annexes dans la limite de 2 et de 40 m² d'emprise au sol au total par tènement, et devant s'implanter à moins de 10 mètres d'un point de la construction principale,
- De la réalisation de piscines devant s'implanter à moins de 10 mètres d'un point de la construction principale et dans la limite de 40 m² (margelle comprise).

8.1.1.3. N _LES AUTRES USAGES ET OCCUPATIONS DU SOL

	N
Les dépôts et stockages de toute nature non liée à une activité autorisée dans la zone	✗
Les affouillements et exhaussements non liés à l'assise des constructions et aménagements autorisées	? A condition qu'ils soient liés à toute activité rendue nécessaire pour la protection contre les risques naturels et/ou la protection des cours d'eau
Les carrières	✗
Les garages collectifs de caravanes de gardiennage ou d'hivernage	✗
Les terrains de camping, de caravanage, les habitations légères de loisirs, les résidences mobiles de loisirs, les parcs résidentiels de loisirs, les résidences démontables	✗
Les résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs	✗
Les parcs d'attraction	✗
Les ICPE soumise à déclaration, enregistrement, autorisation	✗
Les antennes de téléphonie mobile	✗
Les éoliennes	✗

8.1.2. N _Mixité sociale et fonctionnelle :

8.1.2.1. N _MIXITE SOCIALE DANS L'HABITAT

Non réglementé

8.1.2.2. N _MIXITE FONCTIONNELLE

Non réglementé

8.2. N_Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

8.2.1. N_Implantation des constructions

Pour l'application des règles ci-après, le calcul se fera au nu de la façade, sans tenir compte de ses éléments de débords éventuels, tels débords de toitures et tout ouvrage en saillie à condition que leur profondeur par rapport à la façade concernée ne dépasse pas 1,00 m.

Implantations en limite du domaine public : Concernant les implantations en limite du domaine public, la hauteur d'implantation des éléments de débords éventuels doit être égale ou supérieure à 4,50 m du sol fini.

Constructions nécessaires aux services publics : Les constructions, installations et ouvrages techniques nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif ne sont pas concernés par les règles édictées ci-dessous.

Isolation extérieure ou panneaux solaires des constructions existantes : Dans le cas de projets de travaux d'isolation extérieure ou de la mise en place de dispositifs de protections solaire en saillie des façades d'une construction existante, la règle d'implantation peut être différente de celles définies ci-après, si les dispositifs d'isolation et/ou de protection présentent une épaisseur au plus égale à 25 cm et qu'ils sont en harmonie avec les caractéristiques architecturales de la construction existante.

Aménagements en faveur des personnes à mobilité réduite : ils ne sont pas concernés par les règles édictées ci-dessous.

Cas particuliers : Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Reculs par rapport aux cours d'eau (ruisseau des Eaux Belles et Arve) : Toute construction ou aménagement (hormis ceux nécessaires à l'entretien et à la gestion des cours d'eau) devront respecter un recul minimum de 10 m depuis les berges des dits cours d'eau.

8.2.1.1. N _IMPLANTATIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les voies entrant dans le champ d'application du présent article sont les voies publiques, les chemins ruraux et les voies privées ouvertes à la circulation motorisée publique, existantes ou prévues dans le cadre des emplacements réservés.

L'implantation des ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif est autorisée jusqu'à la limite de l'emprise publique si leur hauteur ne dépasse pas 3,5 m au faîtage.

Aménagement et extensions : L'aménagement et l'extension des constructions existantes implantées de façon non conforme aux prescriptions indiquées ci-dessus sont autorisés à condition de ne pas aggraver la non-conformité.

Excepté lorsqu'ils sont susceptibles de porter atteinte à la sécurité de la circulation publique :

- Les dépassés de toiture et les balcons sont autorisés à l'intérieur des marges de recul définies, dans la limite d'un mètre, s'il n'y a pas survol du domaine public.
- Les dépassés de toiture sont autorisées, en survol du domaine public, sous réserve qu'ils soient situés à une hauteur de 4 m 50 minimum, et que leur largeur n'excède pas 1 m.

Portails : ils pourront s'implanter jusqu'en limite, toutefois la collectivité se réserve le droit de refuser cette possibilité en raison de l'insécurité de la situation.

Annexes : Les annexes doivent s'implanter en respectant un recul minimum de 1,5 mètres.
Les bassins de piscines doivent s'implanter en respectant un recul minimum de 2 mètres.
Une implantation jusqu'en limite d'emprise est admise dans les cas suivants :

- Pour les annexes non accolées à la construction principale
  - Leur hauteur ne dépasse pas 3,50 m au faitage,
  - La longueur cumulée des façades bordant les voies ou places publiques ne dépasse pas 8 m.
- Les annexes accolées à une construction principale, d'une emprise au sol totale inférieure à 2 m2, à compter de la date d'approbation du PLU.

Espaces souterrains : Les stationnements en sous-sols et autres espaces annexes souterrains peuvent s'implanter jusqu'à 2,5 mètres de la limite des voies ou emprises publiques, à condition que les portes d'accès aux stationnements ne débouchent pas directement sur ladite limite. Sauf dans le cas où l'on s'appuierait sur une construction existante.

8.2.1.2. N _IMPLANTATIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les chemins d'exploitation et les chemins piétons n'étant pas ouverts à la circulation publique, ne sont pas des voies au sens du Code de l'Urbanisme. Ce sont les dispositions de l'article 4-2 qui s'appliquent pour les bâtiments et installations à implanter le long de ces chemins.

Les annexes :

Les bâtiments annexes non accolés à une construction principale, projetés sur le terrain d'assiette de celle-ci, ainsi que les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif, peuvent être implantés sans condition de recul, si :

- Leur hauteur ne dépasse pas 3,50 m au faitage,

- La longueur cumulée de chaque façade bordant les propriétés privées voisines ne dépasse pas 8 m

Les bassins de piscine doivent respecter un recul minimum de 2 mètres par rapport aux limites séparatives. Il se mesure à partir du bord du bassin.

Espaces souterrains : Les stationnements en sous-sols et autres espaces annexes souterrains peuvent s'implanter jusqu'à 2,5 mètres de la limite séparative. Sauf dans le cas où l'on s'appuierait sur une construction existante.

Les constructions existantes : L'aménagement et l'extension des constructions existantes implantées de façon non conforme aux prescriptions indiquées ci-dessus sont autorisés à condition de ne pas aggraver la non-conformité.

Cas particuliers : Les constructions mitoyennes de constructions déjà édifiées avec un recul ne respectant pas les règles ci-dessus, peuvent être édifiées pour tout ou partie en prolongement de ces constructions sans aggraver la non-conformité.

8.2.1.3. N_IMPLANTATIONS DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MÊME PROPRIETE

Ne sont pas comptés dans le calcul du retrait les éléments de modénature, les auvents, les débords de toiture ni les parties enterrées des constructions. En revanche, sont comptabilisés dans le calcul du retrait les balcons et les terrasses, y compris celles accessibles de plain-pied.

Annexes : Les annexes et la construction principale, si elles ne sont pas accolées, doivent respecter un recul correspondant à la distance comptée horizontalement entre cette annexe et la construction principale. Cette distance ne peut être inférieure à 2 mètres et ne peut excéder 10 m

8.2.2. N _Volumétrie

8.2.2.1. N_HAUTEUR MAXIMUM

N	**Pour les extensions des bâtiments existants :** la hauteur ne pourra pas dépasser la hauteur du bâti existant, et sous réserve d'une bonne intégration architecturale. **Annexes non accolées :** la hauteur ne doit pas dépasser 3,50 m au faitage

8.2.2.2. N_COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL

Non règlementé

8.2.3. N _Qualité urbaine, architecturale et environnementale

Tout projet pourra être refusé si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ; ce projet pourra n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales visant à son intégration.

La qualité architecturale satisfaisante ne résulte pas uniquement de dispositions réglementaires.

Tous les éléments réalisés avec des matériaux d'imitation grossière ou étrangers aux caractéristiques de l'architecture régionale sont à proscrire.

Le présent article ne s'applique pas aux constructions d'intérêt public ou d'intérêt collectif et aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics.

8.2.3.1. N _PRISE EN COMPTE DU TERRAIN NATUREL

La nouvelle construction s'adapte à la topographie du terrain, tout en respectant les règles d'implantation et de gabarit. L'implantation, le volume et les proportions des constructions dans tous leurs éléments doivent être déterminés en tenant compte de l'environnement et en s'y intégrant le mieux possible, en particulier par leur adaptation au terrain naturel et par leurs aménagements extérieurs, notamment du point de vue des perceptions lointaines et dominantes de ladite construction.
Les bâtiments, tant par leur composition que par le traitement des accès doivent s'adapter au terrain naturel, en limitant les modifications des pentes.

Les rampes d'accès aux stationnements ou aux garages dans la construction ne sont pas soumises à ces dispositions, ni les piscines.

Les déblais ou remblais non lié à l'assise des constructions sont autorisés à condition qu'ils soient liés à toute activité rendue nécessaire pour la protection contre les risques naturels et/ou pour la protection des cours d'eau

Les enrochements sont autorisés uniquement ceux nécessaires pour le soutènement des routes, des voies d'accès aux bâtiments principaux et aux garages, sous réserve que leur hauteur n'excède 1,50m par rapport au terrain naturel. Les enrochements cyclopéens sont interdits. Des plantations couvrantes et durables doivent être prévues sur sa partie supérieure. Ils sont interdits en limites séparatives.

Les murs de soutènement sont autorisés à condition d'être nécessaires aux usages et de ne pas excéder une hauteur de 1,5m. Les talus doivent être adoucis, lissés et enherbés.

Pour tout dépassement, le demandeur ou l'auteur du projet doit alors justifier de la bonne insertion des dispositions architecturales du projet dans le site et l'environnement bâti ou naturel.

8.2.3.2. N _ASPECT DES TOITURES

Toute modification ou réfection de toiture ou de couverture doit faire l'objet d'une déclaration préalable en Mairie.

Les matériaux brillants ou réfléchissants sont interdits, hormis ceux constitutifs des panneaux solaires autorisés.

Les panneaux solaires sont autorisés à condition de/d' :

- S'intégrer au plus près de la couleur de la toiture existante ou prévue même pour les éléments de liaisons
- Etre placer dans le plan du toit (intégrés ou apposés avec une saillie de 10-15 cm max)
- Etre rassembler pour composer (sans dépasser l'emprise de la toiture) une forme régulière

Pour les extensions des constructions existantes :

Les types de toiture autorisés sont : à deux pans, à quatre pans.

Les toitures à un pan sont autorisées dans le cas d'une extension d'un volume inférieur à la construction principale à laquelle elle se rattache.

Les débords de toiture, sauf en limite mitoyenne, ne doivent pas être inférieurs à 0,80 m. Cette règle concerne les toitures à pans (ne concerne pas les toitures terrasses ni les attiques à toiture plate).

Pour les ouvertures en toiture seuls sont autorisés :

- Les jacobines en nombre et en dimensionnement limité
- Les vitrages fixes ou ouvrant dans le même plan

La pente de toit doit être celle de la toiture contigüe ou proche

Pour les annexes :

La pente de toiture est libre pour les annexes d'une emprise au sol inférieure ou égale à 20 m². Au-delà, c'est la règle concernant les constructions principales qui s'applique. Le sens de faîtage devra respecter celui de la construction principale.

Les annexes à toiture plate sont autorisées dans les cas suivants :

- Pour les annexes d'une emprise au sol inférieure ou égale à 20 m²,
- Lorsque la construction principale dispose d'une toiture plate,
- Lorsqu'il s'agit d'une toiture végétalisée.

Cas particuliers : Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux couvertures de piscine, véranda, pergolas, dalles supérieures des parcs de stationnement souterrains ou semi-enterrés.
Dans le cas des vérandas, leur aspect doit être en cohérence avec la construction principale : forme, couleur, aspect des matériaux.

8.2.3.3. N _ASPECT DES FAÇADES

Les façades présenteront une expression architecturale qui reprend les ordonnancements locaux et en respecte bien les proportions. Elles doivent par leur composition, leurs matériaux et leurs teintes s'accorder avec leur environnement bâti.

Toute extension qui dénature la cohérence du bâtiment d'origine ne sera pas admise.

Les extensions et les annexes doivent présenter un aspect (matériaux et couleurs), en harmonie avec la construction existante.

Les murs aveugles apparents des bâtiments doivent être en harmonie avec les autres façades

Enduit et matériaux : Doivent être recouverts d'un enduit, tous les matériaux qui, par leur nature ne doivent pas rester apparents (ex. : parpaings, béton grossier, ...).

Ne sont pas admis : les styles et expressions folkloriques ou étrangères au lieu, les constructions en bois ronds (fustes) ou les systèmes en bois massif empilés, les bardages en PVC ou en matière composite.

Teintes : Le choix de l'aspect et des teintes employés en façade doit s'harmoniser avec les enduits et couleurs des constructions alentours en cohérence avec l'ambiance du secteur.
Ne sont pas admis : les couleurs vives (sauf pour les éléments de menuiserie), le blanc pur.

Les ouvertures : Le recours à une multiplicité de formes d'ouvertures doit être évité.

8.2.3.4. N _ELEMENTS TECHNIQUES

Les panneaux solaires, serres et autres éléments d'architecture bioclimatique et techniques doivent être intégrés à l'enveloppe des constructions en évitant l'effet de superstructures surajoutées, ils doivent être implantés de façon à limiter leur visibilité depuis l'espace public.

Citernes : Les citernes d'hydrocarbures ou permettant le stockage des sources d'énergie renouvelable (bioéthanol, …) doivent être enterrées ou intégrées au bâtiment.

Cuves de récupération des eaux de pluie : Les cuves de récupération des eaux de pluie doivent être enterrées, installées à l'intérieur des bâtiments (cave, garage, etc.) ou masquées depuis l'espace public par l'implantation choisie.

Boîtiers et coffrets : Les boîtiers et coffrets de toute nature (boîtes aux lettres, Telecom, EDF …) doivent être intégrés dans les façades ou les éléments de clôtures lorsqu'ils existent, et dans tous les cas, ils doivent être implantés en limite du domaine public, et être regroupés. Le cas échéant, un muret dont les caractéristiques sont identiques aux murs de clôtures doit être édifié pour les accueillir. Leur localisation doit être choisie de manière à limiter, au maximum, l'incidence sur le caractère des constructions et être facilement accessibles.

Sources de production : Les sources de production électrique ou thermique individuelle ou collective (panneaux photovoltaïques, capteurs solaires) sont autorisées en toiture, lorsque le bâtiment est conçu pour en favoriser l'exploitation et l'intégration (architecture, orientation, accès…).

Panneaux solaires : L'implantation des panneaux solaires au sol et en façade est proscrite. Leur couleur doit être proche de la couleur de la toiture.

Gaines de cheminées : Les gaines de cheminées en saillie, en pignon ou en façade sont interdites.

Antennes ou paraboles : Le nombre d'antennes ou paraboles individuelles et collectives de toute nature doit être limité à une par propriété ou copropriété. Lorsqu'elles sont installées sur des toitures à pans, elles ne doivent pas dépasser la ligne de faîtage. Elles doivent être intérieures ou incorporées dans le volume des combles chaque fois que les conditions de réception le permettent. Dans le cas contraire, elles doivent être dissimulées de façon à être le moins visibles de l'espace public. Elles ne peuvent être installées en façade, ni sur un balcon, visibles depuis l'espace public.

8.2.3.5. N _NIVEAU DE PERFORMANCES ENERGETIQUES DES BATIMENTS

Non réglementée

8.2.4. N _Traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis et abords des constructions

Pour les essences végétales, tout pétitionnaire est tenu de se référer à la liste annexée au présent règlement. La simplicité de réalisation et le choix d'essences locales sont recommandés.

8.2.4.1. N _COEFFICIENT D'ESPACES PERMEABLES

Non concernée

8.2.4.2. N _AMENAGEMENT EXTERIEUR

Les aménagements extérieurs des surfaces non construites, hors espaces de pleine-terre et hors accès et stationnement, doivent être aménagés et privilégier des matériaux perméables de type espaces enherbés, plantés, sablés ou gravillonnés.

Les espaces libres pourront participer aux dispositifs de gestion alternative des eaux pluviales. Dans les opérations d'ensemble, les ouvrages techniques de gestion de l'eau commune à ces opérations (tels noues, bassins de rétention ou d'infiltration, …) doivent, sous réserve de contraintes techniques spécifiques, faire l'objet d'un aménagement paysager à dominante végétale contribuant à leur insertion paysagère dans l'environnement.

Alignement : La partie de terrain libre résultant d'un recul par rapport à l'alignement doit faire l'objet d'un traitement paysager (traitement des accès, plantations, …) cohérent et en harmonie avec son environnement.

8.2.4.3. N _CLOTURES ET PORTAILS

Toute modification ou création de clôture doit faire l'objet d'une déclaration préalable en Mairie

Les clôtures ne sont pas obligatoires, les abords ouverts sont à privilégier.

Ne pas gêner la circulation publique : L'implantation et la hauteur des éléments constitutifs de la clôture doivent tenir compte de la topographie et ne pas créer une gêne pour la circulation publique, notamment en diminuant la visibilité de la circulation notamment sur les voies et aux abords des croisements. La nature et la hauteur des clôtures situées près des carrefours ou en partie intérieure

des virages peuvent faire l'objet, sur avis des services gestionnaires de la voirie, de prescriptions spéciales en vue d'assurer la visibilité et la sécurité de la circulation des véhicules et piétons. Leur implantation en bordure de voirie publique doit faire l'objet d'une demande d'alignement auprès du gestionnaire de la voirie.

Les prescriptions ci-dessous ne s'appliquent pas aux clôtures agricoles.

Présenter une unité de traitement : Les clôtures doivent présenter une unité de traitement. Elles doivent être d'aspect sobre, en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux quant à leur hauteur, leur couleur et leurs matériaux.

Les clôtures devront être respecter les principes suivants :

- Elles devront être de type agricole à base de fil métallique
- Les murets et murs bahut sont interdits
- Elles pourront être doublés d'une haie qui devra être vive (autorisée dans les conditions prévues à l'article 671 du Code Civil) et composée d'essences locales.
- Les haies mono spécifiques sont proscrites

Tout dispositif occultant, non végétal, construit par exemple en maçonnerie, en bois, en toile ou tout autre matériau, est interdit.

Les ouvrages ne pourront excéder une hauteur totale de 1,60m

Clôtures le long du domaine public : Le long du domaine public, les clôtures nouvelles doivent être en harmonie avec les clôtures existantes.

Poursuite d'une clôture existante : Lors de la poursuite d'une clôture existante, il s'agira, dans la mesure du possible, de poursuivre le style existant, en accord avec les principes définis ci-dessous.

Reconstruction d'une clôture existante : Dans le cas de la restauration ou d'une reconstruction d'une clôture existante, une hauteur supérieure à celle définie ci-dessous peut être autorisée sans dépasser celle de l'existant.

Portails :
Les portails doivent être simples et en adéquation avec la clôture. Ils doivent être composés d'un système à claire-voie dont le rapport « plein-vide » doit être présenté dans le cadre de la demande d'urbanisme. Tout dispositif occultant, construit par exemple en maçonnerie ou en bois, est interdit.

8.2.5. N_Stationnement

Le stationnement des véhicules automobiles ou des deux roues correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques ou de desserte collective.

En cas d'extension, de changement de destination ou de réaménagement des constructions existantes, ne sont prises en compte que les surfaces nouvellement créées et/ou créant de nouvelles unités de logement ou d'activités.

8.2.5.1. N_STATIONNEMENT DES VEHICULES AUTOMOBILES

Généralités :

La place standard des véhicules automobiles particuliers et utilitaires doit respecter au minimum les proportions suivantes : 5 mètres de longueur pour 2,50 mètres de largeur. Les places en garage/box et place cloisonnées (fermée sur 3 côtés) doivent respecter au minimum les proportions suivantes : 6 mètres de longueur pour 3 mètres de largeur.

Pour les destinations et sous destinations concernées, les emplacements de stationnements dévolus au personnel doivent être distincts de ceux prévus pour les visiteurs (clientèle, usager, fournisseur). Les espaces de stationnement doivent être suffisants pour assurer le stationnement des véhicules de livraison et de service de l'établissement, de son personnel et des visiteurs ou clients.

Règles applicables par destination et sous destination

Destination	Sous destination	N
Habitation	Logement	2 places minimum par logement et 1 place supplémentaire par tranche de 50 m² de surface de plancher à partir de 100 m² de surface de plancher par logement
Équipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires	Le projet devra justifier de la suffisance de ses stationnements pour répondre aux besoins de l'opération

8.2.5.2. N_STATIONNEMENTS DES DEUX ET TROIS ROUES

Non concernée

9. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES DE LA ZONE NC - NM

9.1. Nc_Nm _Destinations, usages et nature de l'occupation

9.1.1. Nc_Nm _Destination des constructions et usage des sols

9.1.1.1. NC_NM_LES NOUVELLES CONSTRUCTIONS

Destination	Sous destination	Nc	Nm
Habitation	Logement	X	X
	Hébergement	X	X
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail	X	X
	Restauration	X	X
	Commerce de gros	X	X
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle	X	X
	Hôtel	X	X
	Autres hébergements touristiques	X	X
	Cinéma	X	X
Équipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou assimilés	X	X
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés	? 1	
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	X	X
	Salles d'art et de spectacles	X	X
	Équipements sportifs	X	X
	Lieux de culte	X	X
	Autres équipements recevant du public	X	X
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	X	X
	Exploitation forestière	X	X
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	? 2	X
	Entrepôt	X	X
	Bureau	X	X
	Salle de congrès et d'exposition	X	X
	Cuisine dédiée à la vente en ligne	X	X

1 : Ils sont autorisés dans la mesure où l'implantation dans la zone est justifiée par des impératifs techniques de fonctionnement du service, qu'ils ne portent pas atteinte à la vocation principale de la zone, et que toutes les dispositions sont prises pour limiter la gêne qui pourrait en découler et pour assurer une bonne intégration dans le site.

2 : Uniquement celle liée à la carrière.

9.1.1.2. NC_NM_EVOLUTION DES CONSTRUCTIONS EXISTANTES

Les constructions existantes situées dans la présente zone du PLU, pourront bénéficier :

- De la réfection, de la réhabilitation, de l'aménagement, de la mise aux normes,
- De l'extension dans la limite de 30 % de la surface d'emprise au sol existante

9.1.1.3. NC_NM_LES AUTRES USAGES ET OCCUPATIONS DU SOL

	Nc	Nm
Les dépôts et stockages de toute nature non liée à une activité autorisée dans la zone	? A condition qu'ils soient nécessaires aux fonctionnement/développement des ICPE autorisés au sein de la zone, en vertu de l'article R151-34 2° du code de l'urbanisme : activités de carrières et de gravières	
Les affouillements et exhaussements non liés à l'assise des constructions et aménagements autorisées		
Les carrières	✓	✗
Les garages collectifs de caravanes de gardiennage ou d'hivernage	✗	✗
Les terrains de camping, de caravanage, les habitations légères de loisirs, les résidences mobiles de loisirs, les parcs résidentiels de loisirs, les résidences démontables	✗	✗
Les résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs	✗	✗
Les parcs d'attraction	✗	✗
Les ICPE soumise à déclaration, enregistrement, autorisation	? Uniquement les installations relavant de la rubrique 2510 des Installations classées pour la protection de l'environnement.	? Uniquement les installations au regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes relevant de la rubrique 2517 et 2515 des Installations classées pour la protection de l'environnement sous réserve de prendre toutes les dispositions pour limiter les nuisances au voisinage ainsi que les rejets polluants dans les milieux naturels, notamment via la gestion des eaux pluviales
Les antennes de téléphonie mobile	✗	✗
Les éoliennes	✗	✗

9.1.2. Nc_Nm _Mixité sociale et fonctionnelle :

9.1.2.1. NC_NM_MIXITE SOCIALE DANS L'HABITAT

Non réglementé

9.1.2.2. NC_NM_MIXITE FONCTIONNELLE

Non réglementé

9.2. Nc_Nm_Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

9.2.1. Nc_Nm_Implantation des constructions

Pour l'application des règles ci-après, le calcul se fera au nu de la façade, sans tenir compte de ses éléments de débords éventuels, tels débords de toitures et tout ouvrage en saillie à condition que leur profondeur par rapport à la façade concernée ne dépasse pas 1,00 m.

Implantations en limite du domaine public : Concernant les implantations en limite du domaine public, la hauteur d'implantation des éléments de débords éventuels doit être égale ou supérieure à 4,50 m du sol fini.

Constructions nécessaires aux services publics : Les constructions, installations et ouvrages techniques nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif ne sont pas concernés par les règles édictées ci-dessous.

Isolation extérieure ou panneaux solaires des constructions existantes : Dans le cas de projets de travaux d'isolation extérieure ou de la mise en place de dispositifs de protections solaire en saillie des façades d'une construction existante, la règle d'implantation peut être différente de celles définies ci-après, si les dispositifs d'isolation et/ou de protection présentent une épaisseur au plus égale à 25 cm et qu'ils sont en harmonie avec les caractéristiques architecturales de la construction existante.

Aménagements en faveur des personnes à mobilité réduite : ils ne sont pas concernés par les règles édictées ci-dessous.

Cas particuliers : Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Reculs par rapport aux cours d'eau (ruisseau des Eaux Belles et Arve) : Toute construction ou aménagement (hormis ceux nécessaires à l'entretien et à la gestion des cours d'eau) devront respecter un recul minimum de 10 m depuis les berges des dits cours d'eau.

9.2.1.1. NC_NM_IMPLANTATIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les voies entrant dans le champ d'application du présent article sont les voies publiques, les chemins ruraux et les voies privées ouvertes à la circulation motorisée publique, existantes ou prévues dans le cadre des emplacements réservés.

Nouvelles constructions et leurs annexes doivent s'implanter :

Par rapport à l'autoroute (A40), en recul minimum de :
- 50 m de l'axe pour les constructions à usage d'habitat,
- 40 m de l'axe pour les autres constructions.

Par rapport aux routes départementales (RD1206/RD2) hors agglomération, en recul minimum de :
- 35 m de l'axe pour les constructions à usage d'habitat,
- 25 m de l'axe pour les autres constructions.

Par rapport aux routes départementales (RD1206 et RD2) en agglomération, en recul minimum de :
- 8 m de l'axe

Par rapport aux autres voies, emprises publique, voies communales et voies privées ouvertes au public un recul minimum de :
- 4 m de la limite
- Soit dans le même alignement d'une des constructions de gabarit comparable avec la future construction, sur les terrains limitrophes, sous réserve que cela participe à l'intérêt des lieux environnants et à la préservation du patrimoine architectural.

L'implantation des ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif est autorisée jusqu'à la limite de l'emprise publique si leur hauteur ne dépasse pas 3,5 m au faîtage.

Aménagement et extensions : L'aménagement et l'extension des constructions existantes implantées de façon non conforme aux prescriptions indiquées ci-dessus sont autorisés à condition de ne pas aggraver la non-conformité.

Excepté lorsqu'ils sont susceptibles de porter atteinte à la sécurité de la circulation publique :
- Les dépassés de toiture et les balcons sont autorisés à l'intérieur des marges de recul définies, dans la limite d'un mètre, s'il n'y a pas survol du domaine public.
- Les dépassés de toiture sont autorisées, en survol du domaine public, sous réserve qu'ils soient situés à une hauteur de 4 m 50 minimum, et que leur largeur n'excède pas 1 m.

Portails : ils pourront s'implanter jusqu'en limite, toutefois la collectivité se réserve le droit de refuser cette possibilité en raison de l'insécurité de la situation.

Annexes : Les annexes doivent s'implanter en respectant un recul minimum de 1,5 mètres.
Les bassins de piscines doivent s'implanter en respectant un recul minimum de 2 mètres.
Une implantation jusqu'en limite d'emprise est admise dans les cas suivants :
- Pour les annexes non accolées à la construction principale
  - Leur hauteur ne dépasse pas 3,50 m au faitage,
  - La longueur cumulée des façades bordant les voies ou places publiques ne dépasse pas 8 m.

- Les annexes accolées à une construction principale, d'une emprise au sol totale inférieure à 2 m2, à compter de la date d'approbation du PLU.

Espaces souterrains : Les stationnements en sous-sols et autres espaces annexes souterrains peuvent s'implanter jusqu'à 2,5 mètres de la limite des voies ou emprises publiques, à condition que les portes d'accès aux stationnements ne débouchent pas directement sur ladite limite. Sauf dans le cas où l'on s'appuierait sur une construction existante.

9.2.1.2. NC_NM_IMPLANTATIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les chemins d'exploitation et les chemins piétons n'étant pas ouverts à la circulation publique, ne sont pas des voies au sens du Code de l'Urbanisme. Ce sont les dispositions de l'article 4-2 qui s'appliquent pour les bâtiments et installations à implanter le long de ces chemins.

Nouvelles constructions :

Elles doivent s'implanter en retrait avec la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché devant être au moins égal à la moitié de la hauteur de la construction à édifier avec un minimum de 4 mètres (D = H/2 ≥ 4m).

Toutefois, les bâtiments peuvent être implantés sur les limites séparatives de propriétés privées voisine dans les cas suivants :

- Lorsque la parcelle voisine supporte une construction déjà implantée en limite séparative,
- Lorsque la parcelle voisine supporte une construction éloignée de 8 m minimum de tout point de la construction à édifier,
- Lorsque la parcelle voisine ne supporte aucune construction.

Les annexes :

Les bâtiments annexes non accolés à une construction principale, projetés sur le terrain d'assiette de celle-ci, ainsi que les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif, peuvent être implantés sans condition de recul, si :

- Leur hauteur ne dépasse pas 3,50 m au faitage,
- La longueur cumulée de chaque façade bordant les propriétés privées voisines ne dépasse pas 8 m

Les bassins de piscine doivent respecter un recul minimum de 2 mètres par rapport aux limites séparatives. Il se mesure à partir du bord du bassin.

Espaces souterrains : Les stationnements en sous-sols et autres espaces annexes souterrains peuvent s'implanter jusqu'à 2,5 mètres de la limite séparative. Sauf dans le cas où l'on s'appuierait sur une construction existante.

Les constructions existantes : L'aménagement et l'extension des constructions existantes implantées de façon non conforme aux prescriptions indiquées ci-dessus sont autorisés à condition de ne pas aggraver la non-conformité.

Cas particuliers : Les constructions mitoyennes de constructions déjà édifiées avec un recul ne respectant pas les règles ci-dessus, peuvent être édifiées pour tout ou partie en prolongement de ces constructions sans aggraver la non-conformité.

9.2.1.3. NC_NM_IMPLANTATIONS DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MÊME PROPRIETE

Non réglementée

9.2.2. Nc_Nm_Volumétrie

9.2.2.1. N_NC_NM_HAUTEUR MAXIMUM

Nc	Non règlementé
Nm	**Pour les constructions admises :** 4 mètres maximum. **Pour installations de traitement de matériaux et les centrales à béton :** non règlementé
Ensemble des secteurs	**Annexes non accolées :** la hauteur ne doit pas dépasser 3,50 m au faitage.

9.2.2.2. NC_NM_COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL

Non règlementé

9.2.3. Nc_Nm_Qualité urbaine, architecturale et environnementale

Tout projet pourra être refusé si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ; ce projet pourra n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales visant à son intégration.

La qualité architecturale satisfaisante ne résulte pas uniquement de dispositions réglementaires.

Tous les éléments réalisés avec des matériaux d'imitation grossière ou étrangers aux caractéristiques de l'architecture régionale sont à proscrire.

Le présent article ne s'applique pas aux constructions d'intérêt public ou d'intérêt collectif et aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics.

9.2.3.1. NC_NM_PRISE EN COMPTE DU TERRAIN NATUREL

La nouvelle construction s'adapte à la topographie du terrain, tout en respectant les règles d'implantation et de gabarit. L'implantation, le volume et les proportions des constructions dans tous leurs éléments doivent être déterminés en tenant compte de l'environnement et en s'y intégrant le mieux possible, en particulier par leur adaptation au terrain naturel et par leurs aménagements extérieurs, notamment du point de vue des perceptions lointaines et dominantes de ladite construction.

Les rampes d'accès aux stationnements ou aux garages dans la construction ne sont pas soumises à ces dispositions, ni les piscines.

Les exhaussement/affouillement sont autorisés à conditions qu'ils soient nécessaires au maintien/développement des destinations autorisées dans les zones

Les enrochements sont autorisés uniquement ceux nécessaires pour le soutènement des routes, des voies d'accès aux bâtiments principaux et aux garages, sous réserve que leur hauteur n'excède 1,50m par rapport au terrain naturel. Les enrochements cyclopéens sont interdits. Des plantations couvrantes et durables doivent être prévues sur sa partie supérieure. Ils sont interdits en limites séparatives.

Les murs de soutènement sont autorisés à condition d'être nécessaires aux usages et de ne pas excéder une hauteur de 1,5m. Les talus doivent être adoucis, lissés et enherbés.

Pour tout dépassement, le demandeur ou l'auteur du projet doit alors justifier de la bonne insertion des dispositions architecturales du projet dans le site et l'environnement bâti ou naturel.

9.2.3.2. NC_NM_ASPECT DES TOITURES

Toute modification ou réfection de toiture ou de couverture doit faire l'objet d'une déclaration préalable en Mairie.

Les matériaux brillants ou réfléchissants sont interdits, hormis ceux constitutifs des panneaux solaires autorisés.

Les panneaux solaires sont autorisés à condition de/d' :

- S'intégrer au plus près de la couleur de la toiture existante ou prévue même pour les éléments de liaisons
- Etre placer dans le plan du toit (intégrés ou apposés avec une saillie de 10-15 cm max)
- Etre rassembler pour composer (sans dépasser l'emprise de la toiture) une forme régulière

Les dispositions ci-après ne s'appliquent pas aux panneaux solaires, thermiques et photovoltaïques.

Les toitures doivent être en terrasses ou faible pente (inférieur à 40%). Les toitures à un seul pan sont interdites.

Des pentes différentes pourront être admises pour toute réhabilitation ou extension d'un bâtiment existant à la date d'approbation du PLU.

Les toitures végétalisées sont autorisées sur les bâtiments principaux à condition de :

- De végétalisée à hauteur de 70 % minimum de la surface projetée
- De présenter un minimum de 15 cm de terre végétalisée

Les châssis de toiture en pente sont admis, ils peuvent être regroupés en verrière.

Cas particuliers : Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux couvertures de piscine, véranda, pergolas, dalles supérieures des parcs de stationnement souterrains ou semi-enterrés.
Dans le cas des vérandas, leur aspect doit être en cohérence avec la construction principale : forme, couleur, aspect des matériaux.

9.2.3.3. NC_NM_ASPECT DES FAÇADES

Enduit et matériaux : Doivent être recouverts d'un enduit, tous les matériaux qui, par leur nature ne doivent pas rester apparents (ex. : parpaings, béton grossier, ...).

Ne sont pas admis : les styles et expressions folkloriques ou étrangères au lieu, les constructions en bois ronds (fustes) ou les systèmes en bois massif empilés, les bardages en PVC ou en matière composite.

Teintes : Le choix de l'aspect et des teintes employés en façade doit s'harmoniser avec les enduits et couleurs des constructions alentours en cohérence avec l'ambiance du secteur.
Ne sont pas admis : les couleurs vives (sauf pour les éléments de menuiserie), le blanc pur.

Les ouvertures : Le recours à une multiplicité de formes d'ouvertures doit être évité.

9.2.3.4. NC_NM_ELEMENTS TECHNIQUES

Les panneaux solaires, serres et autres éléments d'architecture bioclimatique et techniques doivent être intégrés à l'enveloppe des constructions en évitant l'effet de superstructures surajoutées, ils doivent être implantés de façon à limiter leur visibilité depuis l'espace public.

Citernes : Les citernes d'hydrocarbures ou permettant le stockage des sources d'énergie renouvelable (bioéthanol, …) doivent être enterrées ou intégrées au bâtiment.

Cuves de récupération des eaux de pluie : Les cuves de récupération des eaux de pluie doivent être enterrées, installées à l'intérieur des bâtiments (cave, garage, etc.) ou masquées depuis l'espace public par l'implantation choisie.

Boîtiers et coffrets : Les boîtiers et coffrets de toute nature (boîtes aux lettres, Telecom, EDF …) doivent être intégrés dans les façades ou les éléments de clôtures lorsqu'ils existent, et dans tous les cas, ils doivent être implantés en limite du domaine public, et être regroupés. Le cas échéant, un muret dont les caractéristiques sont identiques aux murs de clôtures doit être édifié pour les accueillir. Leur localisation doit être choisie de manière à limiter, au maximum, l'incidence sur le caractère des constructions et être facilement accessibles.

Sources de production : Les sources de production électrique ou thermique individuelle ou collective (panneaux photovoltaïques, capteurs solaires) sont autorisées en toiture, lorsque le bâtiment est conçu pour en favoriser l'exploitation et l'intégration (architecture, orientation, accès…).

Panneaux solaires : L'implantation des panneaux solaires au sol et en façade est proscrite. Leur couleur doit être proche de la couleur de la toiture.

Gaines de cheminées : Les gaines de cheminées en saillie, en pignon ou en façade sont interdites.

Antennes ou paraboles : Le nombre d'antennes ou paraboles individuelles et collectives de toute nature doit être limité à une par propriété ou copropriété. Lorsqu'elles sont installées sur des toitures à pans, elles ne doivent pas dépasser la ligne de faîtage. Elles doivent être intérieures ou incorporées dans le volume des combles chaque fois que les conditions de réception le permettent. Dans le cas contraire, elles doivent être dissimulées de façon à être le moins visibles de l'espace public. Elles ne peuvent être installées en façade, ni sur un balcon, visibles depuis l'espace public.

9.2.3.5. NC_NM_NIVEAU DE PERFORMANCES ENERGETIQUES DES BATIMENTS

Non réglementée.

9.2.4. Nc_Nm_Traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis et abords des constructions

9.2.4.1. NC_NM_COEFFICIENT D'ESPACES PERMEABLES

Non réglementée

9.2.4.2. NC_NM_AMENAGEMENT EXTERIEUR

Non réglementée

9.2.4.3. NC_NM_CLOTURES ET PORTAILS

Les clôtures ne sont pas obligatoires.

Ne pas gêner la circulation publique : L'implantation et la hauteur des éléments constitutifs de la clôture doivent tenir compte de la topographie et ne pas créer une gêne pour la circulation publique, notamment en diminuant la visibilité de la circulation notamment sur les voies et aux abords des croisements. La nature et la hauteur des clôtures situées près des carrefours ou en partie intérieure des virages peuvent faire l'objet, sur avis des services gestionnaires de la voirie, de prescriptions spéciales en vue d'assurer la visibilité et la sécurité de la circulation des véhicules et piétons. Leur implantation en bordure de voirie publique doit faire l'objet d'une demande d'alignement auprès du gestionnaire de la voirie.

Présenter une unité de traitement : Les clôtures doivent présenter une unité de traitement. Elles doivent être d'aspect sobre, en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux quant à leur hauteur, leur couleur et leurs matériaux.

Les clôtures devront être respecter les principes suivants :

- Les murets et murs bahut sont interdits
- Elles pourront être doublés d'une haie qui devra être vive (autorisée dans les conditions prévues à l'article 671 du Code Civil) et composée d'essences locales.
- Les haies mono spécifiques sont proscrites

Tout dispositif occultant, non végétal, construit par exemple en maçonnerie, en bois, en toile ou tout autre matériau, est interdit.

Les ouvrages ne pourront excéder une hauteur totale de :

Nc	2 m
Nm	1,60 m

En zone Nc pour des raisons de sécurité les clôtures peuvent être constituées par des grilles, grillages ou tout autre dispositif à claire voie.

Clôtures le long du domaine public : Le long du domaine public, les clôtures nouvelles doivent être en harmonie avec les clôtures existantes.

Poursuite d'une clôture existante : Lors de la poursuite d'une clôture existante, il s'agira, dans la mesure du possible, de poursuivre le style existant, en accord avec les principes définis ci-dessous.

Reconstruction d'une clôture existante : Dans le cas de la restauration ou d'une reconstruction d'une clôture existante, une hauteur supérieure à celle définie ci-dessous peut être autorisée sans dépasser celle de l'existant.

Portails :
Les portails doivent être simples et en adéquation avec la clôture. Ils doivent être composés d'un système à claire-voie dont le rapport « plein-vide » doit être présenté dans le cadre de la demande d'urbanisme. Tout dispositif occultant, construit par exemple en maçonnerie ou en bois, est interdit.

9.2.5. Nc_Nm_Stationnement

Le stationnement des véhicules automobiles ou des deux roues correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques ou de desserte collective.

En cas d'extension, de changement de destination ou de réaménagement des constructions existantes, ne sont prises en compte que les surfaces nouvellement créées et/ou créant de nouvelles unités de logement ou d'activités.

9.2.5.1. NC_NM STATIONNEMENT DES VEHICULES AUTOMOBILES

Généralités :

La place standard des véhicules automobiles particuliers et utilitaires doit respecter au minimum les proportions suivantes : 5 mètres de longueur pour 2,50 mètres de largeur. Les places en garage/box et place cloisonnées (fermée sur 3 côtés) doivent respecter au minimum les proportions suivantes : 6 mètres de longueur pour 3 mètres de largeur.

Pour les destinations et sous destinations concernées, les emplacements de stationnements dévolus au personnel doivent être distincts de ceux prévus pour les visiteurs (clientèle, usager, fournisseur). Les espaces de stationnement doivent être suffisants pour assurer le stationnement des véhicules de livraison et de service de l'établissement, de son personnel et des visiteurs ou clients.

Règles applicables par destination et sous destination

Destination	Sous destination	Nc	Nm
Équipements d' intérêt collectif et services publics	Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires	Le projet devra justifier de la suffisance de ses stationnements pour répondre aux besoins de l'opération	
Autres occupation des sols	Les ICPE soumise à déclaration, enregistrement, autorisation	Le projet devra justifier de la suffisance de ses stationnements pour répondre aux besoins de l'opération	

9.2.5.2. NC_NM_STATIONNEMENTS DES DEUX ET TROIS ROUES

Non réglementée

10. DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONE NL1, NL2 ET NE

10.1. NL1_NL2_NE _Destinations, usages et nature de l'occupation

10.1.1. NL1_NL2_NE _Destination des constructions et usage des sols

10.1.1.1. NL1_NL2_NE_LES NOUVELLES CONSTRUCTIONS

Destination	Sous destination	NL1	NL2	NE
Habitation	Logement	✗	✗	✗
	Hébergement	✗	✗	✗
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail	✗	✗	✗
	Restauration	✗	✗	✗
	Commerce de gros	✗	✗	✗
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle	? 1		✗
	Hôtel	✗	✗	✗
	Autres hébergements touristiques	✗	✗	✗
	Cinéma	✗	✗	✗
Équipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou assimilés	✗	✗	✗
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés	? 2		? 3
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	✗	✗	✗
	Salles d'art et de spectacles	✗	✗	✗
	Équipements sportifs	✓	✗	✓
	Lieux de culte	✗	✗	✗
	Autres équipements recevant du public	✗	✗	✓
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	✗	✗	✗
	Exploitation forestière	✗	✗	✗
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	✗	✗	✗
	Entrepôt	✗	✗	✗
	Bureau	✗	✗	✗
	Salle de congrès et d'exposition	✗	✗	✗
	Cuisine dédiée à la vente en ligne	✗	✗	✗

1 : Les constructions légères et installations liées et/ou nécessaires aux activités de service où s'effectue l'accueil du public si elles présentent une vocation sportive, culturelle ou de loisirs sous réserve d'une bonne intégration paysagère et dans la limite de 1500 m^2 d'emprise au sol par zone, cette surface doit être en grande majorité dédiée à l'activité principale. Les annexes doivent être liées et secondaires par rapport à l'activité principale, elles ne peuvent pas fonctionner indépendemment. Les stationnements sont autorisés à condition d'être perméables.

2 : Les constructions légères et installations liées et/ou nécessaires aux équipements publics, notamment les équipements sportifs, culturels et de loisirs à condition d'être compatibles avec la vocation de la zone et sous réserve d'une bonne intégration paysagère. Les stationnements sont autorisés à condition d'être perméables.

3 : Ils sont autorisés dans la mesure où l'implantation dans la zone est justifiée par des impératifs techniques de fonctionnement du service, qu'ils ne portent pas atteinte à la vocation principale de la zone, et que toutes les dispositions sont prises pour limiter la gêne qui pourrait en découler et pour assurer une bonne intégration dans le site. Les stationnements sont autorisés à condition d'être perméables.

10.1.1.2. NL1_NL2_NE_LES AUTRES USAGES ET OCCUPATIONS DU SOL

	NL1	NL2	NE
Les dépôts et stockages de toute nature non liée à une activité autorisée dans la zone	✗	✗	✗
Les affouillements et exhaussements non liés à l'assise des constructions et aménagements autorisées	✗	? Uniquement ceux nécessaires à la pratique d'activités sportives nautiques de loisirs, sous réserve que les occupations et utilisations du sol soient compatibles avec la protection des nappes stratégiques du Genevois.	? Uniquement ceux nécessaires aux occupations et constructions autorisées dans la zone
Les carrières	✗	✗	✗
Les garages collectifs de caravanes de gardiennage ou d'hivernage	✗	✗	✗
Les terrains de camping, de caravanage, les habitations légères de loisirs, les résidences mobiles de loisirs, les parcs résidentiels de loisirs, les résidences démontables	✗	✗	✗
Les résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs	✗	✗	✗
Les parcs d'attraction	✗	? Les aires de jeux et installations légères de loisir sont admises sous réserve de leur bonne intégration dans l'environnement et le paysage dans le lequel elles sont implantées	✗
Les ICPE soumise à déclaration, enregistrement, autorisation	✗	✗	✗
Les antennes de téléphonie mobile	✗	✗	✗
Les éoliennes	✗	✗	✗

10.1.1.3. NL1_NL2_NE_LES CONSTRUCTIONS EXISTANTES

Les occupations existantes situées dans la présente zone du PLU pourront bénéficier :

- De la réfection, de la réhabilitation et de l'aménagement,
- De l'extension, de la réalisation d'annexes, dans la limite des 1500 m² d'emprise au sol autorisée pour l'ensemble de chaque zone.

10.1.2. Nl1_Nl2_NE _Mixité sociale et fonctionnelle :

10.1.2.1. NL1_NL2_NE_MIXITE SOCIALE DANS L'HABITAT

Non réglementé

10.1.2.2. NL1_NL2_NE_MIXITE FONCTIONNELLE

Non réglementé

10.2. NL1_NL2_NE_Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

10.2.1. NL1_NL2_NE_Implantation des constructions

Pour l'application des règles ci-après, le calcul se fera au nu de la façade, sans tenir compte de ses éléments de débords éventuels, tels débords de toitures et tout ouvrage en saillie à condition que leur profondeur par rapport à la façade concernée ne dépasse pas 1,00 m.

Implantations en limite du domaine public : Concernant les implantations en limite du domaine public, la hauteur d'implantation des éléments de débords éventuels doit être égale ou supérieure à 4,50 m du sol fini.

Constructions nécessaires aux services publics : Les constructions, installations et ouvrages techniques nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif ne sont pas concernés par les règles édictées ci-dessous.

Isolation extérieure ou panneaux solaires des constructions existantes : Dans le cas de projets de travaux d'isolation extérieure ou de la mise en place de dispositifs de protections solaire en saillie des façades d'une construction existante, la règle d'implantation peut être différente de celles définies ci-après, si les dispositifs d'isolation et/ou de protection présentent une épaisseur au plus égale à 25 cm et qu'ils sont en harmonie avec les caractéristiques architecturales de la construction existante.

Aménagements en faveur des personnes à mobilité réduite : ils ne sont pas concernés par les règles édictées ci-dessous.

Cas particuliers : Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Reculs par rapport aux cours d'eau (ruisseau des Eaux Belles et Arve) : Toute construction ou aménagement (hormis ceux nécessaires à l'entretien et à la gestion des cours d'eau) devront respecter un recul minimum de 10 m depuis les berges des dits cours d'eau.

10.2.1.1. NL1_NL2_NE_IMPLANTATIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les voies entrant dans le champ d'application du présent article sont les voies publiques, les chemins ruraux et les voies privées ouvertes à la circulation motorisée publique, existantes ou prévues dans le cadre des emplacements réservés.

Nouvelles constructions et leurs annexes doivent s'implanter :

Par rapport à l'autoroute (A40), en recul minimum de :

- 50 m de l'axe pour les constructions à usage d'habitat,
- 40 m de l'axe pour les autres constructions.

Par rapport aux routes départementales (RD1206/RD2) hors agglomération, en recul minimum de :

- 35 m de l'axe pour les constructions à usage d'habitat,

- 25 m de l'axe pour les autres constructions.

Par rapport aux routes départementales (RD1206 et RD2) en agglomération, en recul minimum de :
- 8 m de l'axe

Par rapport aux autres voies, emprises publique, voies communales et voies privées ouvertes au public un recul minimum de :
- 4 m de la limite
- Soit dans le même alignement d'une des constructions de gabarit comparable avec la future construction, sur les terrains limitrophes, sous réserve que cela participe à l'intérêt des lieux environnants et à la préservation du patrimoine architectural.

L'implantation des ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif est autorisée jusqu'à la limite de l'emprise publique si leur hauteur ne dépasse pas 3,5 m au faîtage.

Aménagement et extensions : L'aménagement et l'extension des constructions existantes implantées de façon non conforme aux prescriptions indiquées ci-dessus sont autorisés à condition de ne pas aggraver la non-conformité.

Excepté lorsqu'ils sont susceptibles de porter atteinte à la sécurité de la circulation publique :
- Les dépassés de toiture et les balcons sont autorisés à l'intérieur des marges de recul définies, dans la limite d'un mètre, s'il n'y a pas survol du domaine public.
- Les dépassés de toiture sont autorisées, en survol du domaine public, sous réserve qu'ils soient situés à une hauteur de 4 m 50 minimum, et que leur largeur n'excède pas 1 m.

Portails : ils pourront s'implanter jusqu'en limite, toutefois la collectivité se réserve le droit de refuser cette possibilité en raison de l'insécurité de la situation.

Annexes : Les annexes doivent s'implanter en respectant un recul minimum de 1,5 mètres.
Les bassins de piscines doivent s'implanter en respectant un recul minimum de 2 mètres.
Une implantation jusqu'en limite d'emprise est admise dans les cas suivants :
- Pour les annexes non accolées à la construction principale
  - Leur hauteur ne dépasse pas 3,50 m au faitage,
  - La longueur cumulée des façades bordant les voies ou places publiques ne dépasse pas 8 m.
- Les annexes accolées à une construction principale, d'une emprise au sol totale inférieure à 2 m2, à compter de la date d'approbation du PLU.

Espaces souterrains : Les stationnements en sous-sols et autres espaces annexes souterrains peuvent s'implanter jusqu'à 2,5 mètres de la limite des voies ou emprises publiques, à condition que les portes d'accès aux stationnements ne débouchent pas directement sur ladite limite. Sauf dans le cas où l'on s'appuierait sur une construction existante.

En zone NL 2 : Les piscines doivent observer un retrait de 2 mètres minimum

10.2.1.2. NL1_NL2_NE_IMPLANTATIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les chemins d'exploitation et les chemins piétons n'étant pas ouverts à la circulation publique, ne sont pas des voies au sens du Code de l'Urbanisme. Ce sont les dispositions de l'article 4-2 qui s'appliquent pour les bâtiments et installations à implanter le long de ces chemins.

Nouvelles constructions :

Elles doivent s'implanter en retrait avec la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché devant être au moins égal à la moitié de la hauteur de la construction à édifier avec un minimum de 4 mètres (D = H/2 ≥ 4m).

Les annexes :

Les bâtiments annexes non accolés à une construction principale, projetés sur le terrain d'assiette de celle-ci, ainsi que les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif, peuvent être implantés sans condition de recul, si :

- Leur hauteur ne dépasse pas 3,50 m au faitage,
- La longueur cumulée de chaque façade bordant les propriétés privées voisines ne dépasse pas 8 m

Les bassins de piscine doivent respecter un recul minimum de 2 mètres par rapport aux limites séparatives. Il se mesure à partir du bord du bassin.

Espaces souterrains : Les stationnements en sous-sols et autres espaces annexes souterrains peuvent s'implanter jusqu'à 2,5 mètres de la limite séparative. Sauf dans le cas où l'on s'appuierait sur une construction existante.

Les constructions existantes : L'aménagement et l'extension des constructions existantes implantées de façon non conforme aux prescriptions indiquées ci-dessus sont autorisés à condition de ne pas aggraver la non-conformité.

Cas particuliers : Les constructions mitoyennes de constructions déjà édifiées avec un recul ne respectant pas les règles ci-dessus, peuvent être édifiées pour tout ou partie en prolongement de ces constructions sans aggraver la non-conformité.

10.2.1.3. NL1_NL2_NE_IMPLANTATIONS DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MÊME PROPRIETE

Non règlementé

10.2.2. Nl1_ Nl2_Ne_Volumétrie

10.2.2.1. NL1_NL2_NE_HAUTEUR MAXIMUM

NL1	**Pour les constructions admises**, la hauteur ne doit pas dépasser 14 m
NL2	**Pour les constructions admises,** la hauteur ne doit pas dépasser : • 7 m maximum dans le cas de constructions closes et couvertes. • 14 m pour les constructions non closes et/ou non couvertes
NE	**Pour les constructions admises :** 4 mètres maximum.
Ensemble des secteurs	**Annexes non accolées :** la hauteur ne doit pas dépasser 3,50 m au faitage.

10.2.2.2. NL1_NL2_NE_COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL MAXIMUM

NL1	0,25
NL2	0,25
NE	Non règlementée

.

10.2.3. NL1_NL2 _NE_Qualité urbaine, architecturale et environnementale

Tout projet pourra être refusé si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ; ce projet pourra n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales visant à son intégration.

La qualité architecturale satisfaisante ne résulte pas uniquement de dispositions réglementaires.

Tous les éléments réalisés avec des matériaux d'imitation grossière ou étrangers aux caractéristiques de l'architecture régionale sont à proscrire.

Les éléments de type serres, tunnels, ne sont pas soumis aux règles ci-après. Toutefois, leur intégration dans l'environnement doit être recherchée, notamment dans les choix d'implantation et de couleurs.

10.2.3.1. NL1_NL2_NE_PRISE EN COMPTE DU TERRAIN NATUREL

La nouvelle construction s'adapte à la topographie du terrain, tout en respectant les règles d'implantation et de gabarit. L'implantation, le volume et les proportions des constructions dans tous leurs éléments doivent être déterminés en tenant compte de l'environnement et en s'y intégrant le mieux possible, en particulier par leur adaptation au terrain naturel et par leurs aménagements extérieurs, notamment du point de vue des perceptions lointaines et dominantes de ladite construction.

Murs de soutènement : les murs de soutènement visibles seront limités à 1m de hauteur, Les talus doivent être adoucis, lissés et enherbés.

10.2.3.2. NL1_NL2_NE_ASPECT DES TOITURES

Les matériaux brillants ou réfléchissants sont interdits, hormis ceux constitutifs des panneaux solaires autorisés. Les panneaux solaires devront s'intégrer au plus près de la couleur de la toiture existante ou prévue.

Nouvelles constructions : Il est demandé de composer des volumes et des façades dont les proportions ne soient pas en rupture avec celles des constructions existantes. Aussi, les toitures devront contribuer à l'identité des équipements sur le territoire

Les toitures végétalisées doivent l'être à hauteur de 70 % au minimum et comporter un minimum de 15 cm de terre végétale.

Matériaux de couverture : Les toitures doivent respecter l'aspect des toitures environnantes.

Modifications de constructions existantes : Les caractéristiques architecturales des volumes et des façades de la construction, ainsi que l'unité de ses abords (petits jardins, petits parcs, vergers) doivent être respectés.

La forme de tuile et la couleur utilisées lors de réhabilitation, extension, doivent avoir l'aspect des matériaux traditionnels.

La pente du toit doit être celle de la toiture contiguë ou proche.

La toiture des extensions doit présenter un aspect (matériaux et couleurs) en harmonie avec la construction existante.

Annexes : Les types de toiture autorisés sont :

- Forme : Un pan, deux pans ou quatre pans en cas d'emprise au sol inférieure à 6 m² ; Deux pans ou quatre pans en cas d'emprise au sol supérieure à 6 m².
- Pente : La pente de toiture doit s'approcher des pentes proches pour les annexes d'une emprise au sol inférieure ou égale à 6 m². Au-delà, c'est la règle concernant les constructions principales qui s'applique.
- Faîtage : le sens de faîtage devra respecter la majorité des toitures environnantes, et notamment celle de la construction principale.
- Couverture : La toiture des annexes doit présenter un aspect (matériaux et couleurs) en harmonie avec la construction existante.

Les annexes d'une emprise au sol inférieure ou égale à 6 m² à toiture plate sont autorisées dans les cas suivants :

- Lorsque la construction principale dispose d'une toiture plate,
- Lorsqu'il s'agit d'une toiture végétalisée pour l'annexe.

Les vérandas, verrières doivent être intégrés dans le volume du bâtiment et doivent respecter les pentes de toit.

Panneaux solaires :

- Ils sont admis s'ils sont placés dans le plan du toit (intégrés ou apposés avec une saillie de 10-15cm maximum) et rassemblés pour composer sans dépasser l'emprise de la toiture une forme régulière, le cas échéant avec les fenêtres de toit.
- Les éléments de liaison et les panneaux eux-mêmes devront être dans une teinte similaire.

Cas particuliers : Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux couvertures de piscine, véranda, pergolas, dalles supérieures des parcs de stationnement souterrains ou semi-enterrés.
Dans le cas des vérandas, leur aspect doit être en cohérence avec la construction principale : forme, couleur, aspect des matériaux.

10.2.3.3. NL1_NL2_NE_ASPECT DES FAÇADES

Les façades présenteront une expression architecturale qui reprend les ordonnancements locaux et en respecte bien les proportions. Elles doivent par leur composition, leurs matériaux et leurs teintes s'accorder avec leur environnement bâti.

Toute extension qui dénature la cohérence du bâtiment d'origine ne sera pas admise.

Les extensions et les annexes doivent présenter un aspect (matériaux et couleurs), en harmonie avec la construction existante.

Les murs aveugles apparents des bâtiments doivent être en harmonie avec les autres façades

Enduit et matériaux : Doivent être recouverts d'un enduit, tous les matériaux qui, par leur nature ne doivent pas rester apparents (ex. : parpaings, béton grossier, ...).

Ne sont pas admis : les styles et expressions folkloriques ou étrangères au lieu, les constructions en bois ronds (fustes) ou les systèmes en bois massif empilés, les bardages en PVC ou en matière composite.

Teintes : Le choix de l'aspect et des teintes employés en façade doit s'harmoniser avec les enduits et couleurs des constructions alentours en cohérence avec l'ambiance du secteur.
Ne sont pas admis : les couleurs vives (sauf pour les éléments de menuiserie), le blanc pur.

Les ouvertures : Le recours à une multiplicité de formes d'ouvertures doit être évité.

10.2.3.4. NL1_NL2_NE_ELEMENTS TECHNIQUES

Les panneaux solaires, serres et autres éléments d'architecture bioclimatique et techniques doivent être intégrés à l'enveloppe des constructions en évitant l'effet de superstructures surajoutées, ils doivent être implantés de façon à limiter leur visibilité depuis l'espace public.

Citernes : Les citernes d'hydrocarbures ou permettant le stockage des sources d'énergie renouvelable (bioéthanol, …) doivent être enterrées ou intégrées au bâtiment.

Cuves de récupération des eaux de pluie : Les cuves de récupération des eaux de pluie doivent être enterrées, installées à l'intérieur des bâtiments (cave, garage, etc.) ou masquées depuis l'espace public par l'implantation choisie.

Boîtiers et coffrets : Les boîtiers et coffrets de toute nature (boîtes aux lettres, Telecom, EDF …) doivent être intégrés dans les façades ou les éléments de clôtures lorsqu'ils existent, et dans tous les cas, ils doivent être implantés en limite du domaine public, et être regroupés. Le cas échéant, un muret dont les caractéristiques sont identiques aux murs de clôtures doit être édifié pour les accueillir. Leur localisation doit être choisie de manière à limiter, au maximum, l'incidence sur le caractère des constructions et être facilement accessibles.

Sources de production : Les sources de production électrique ou thermique individuelle ou collective (panneaux photovoltaïques, capteurs solaires) sont autorisées en toiture, lorsque le bâtiment est conçu pour en favoriser l'exploitation et l'intégration (architecture, orientation, accès…).

Panneaux solaires : L'implantation des panneaux solaires au sol et en façade est proscrite. Leur couleur doit être proche de la couleur de la toiture.

Gaines de cheminées : Les gaines de cheminées en saillie, en pignon ou en façade sont interdites.

Antennes ou paraboles : Le nombre d'antennes ou paraboles individuelles et collectives de toute nature doit être limité à une par propriété ou copropriété. Lorsqu'elles sont installées sur des toitures à pans, elles ne doivent pas dépasser la ligne de faîtage. Elles doivent être intérieures ou incorporées dans le volume des combles chaque fois que les conditions de réception le permettent. Dans le cas contraire, elles doivent être dissimulées de façon à être le moins visibles de l'espace public. Elles ne peuvent être installées en façade, ni sur un balcon, visibles depuis l'espace public.

10.2.3.5. NL1_NL2_NE_NIVEAU DE PERFORMANCES ENERGETIQUES DES BATIMENTS

Non réglementée

10.2.4. NL1_NL2_NE_Traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis et abords des constructions

Pour les essences végétales, tout pétitionnaire est tenu de se référer à la liste annexée au présent règlement. La simplicité de réalisation et le choix d'essences locales sont recommandés.

10.2.4.1. NL1_NL2_NC_COEFFICIENT D'ESPACES PERMEABLES

Non réglementée

10.2.4.2. NL1_NL2_NC_AMENAGEMENT EXTERIEUR

Les aménagements extérieurs des surfaces non construites, hors espaces de pleine-terre et hors accès et stationnement, doivent être aménagés et privilégier des matériaux perméables de type espaces enherbés, plantés, sablés ou gravillonnés.

Les espaces libres pourront participer aux dispositifs de gestion alternative des eaux pluviales. Dans les opérations d'ensemble, les ouvrages techniques de gestion de l'eau commune à ces opérations (tels noues, bassins de rétention ou d'infiltration, …) doivent, sous réserve de contraintes techniques spécifiques, faire l'objet d'un aménagement paysager à dominante végétale contribuant à leur insertion paysagère dans l'environnement.

Alignement : La partie de terrain libre résultant d'un recul par rapport à l'alignement doit faire l'objet d'un traitement paysager (traitement des accès, plantations, …) cohérent et en harmonie avec son environnement.

10.2.4.3. NL1_NL2_NE_CLOTURES ET PORTAILS

Les clôtures ne sont pas obligatoires, les abords ouverts sont à privilégier.

Ne pas gêner la circulation publique : L'implantation et la hauteur des éléments constitutifs de la clôture doivent tenir compte de la topographie et ne pas créer une gêne pour la circulation publique, notamment en diminuant la visibilité de la circulation notamment sur les voies et aux abords des croisements. La nature et la hauteur des clôtures situées près des carrefours ou en partie intérieure des virages peuvent faire l'objet, sur avis des services gestionnaires de la voirie, de prescriptions spéciales en vue d'assurer la visibilité et la sécurité de la circulation des véhicules et piétons. Leur implantation en bordure de voirie publique doit faire l'objet d'une demande d'alignement auprès du gestionnaire de la voirie.

Présenter une unité de traitement : Les clôtures doivent présenter une unité de traitement. Elles doivent être d'aspect sobre, en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux quant à leur hauteur, leur couleur et leurs matériaux.

Les clôtures devront être respecter les principes suivants :

- Elles devront être de type agricole à base de fil métallique
- Les murets et murs bahut sont interdits
- Elles pourront être doublés d'une haie qui devra être vive (autorisée dans les conditions prévues à l'article 671 du Code Civil) et composée d'essences locales.
- Les haies mono spécifiques sont proscrites

Tout dispositif occultant, non végétal, construit par exemple en maçonnerie, en bois, en toile ou tout autre matériau, est interdit.

Les ouvrages ne pourront excéder une hauteur totale de 1,60 m.

Clôtures le long du domaine public : Le long du domaine public, les clôtures nouvelles doivent être en harmonie avec les clôtures existantes.

Poursuite d'une clôture existante : Lors de la poursuite d'une clôture existante, il s'agira, dans la mesure du possible, de poursuivre le style existant, en accord avec les principes définis ci-dessous.

Reconstruction d'une clôture existante : Dans le cas de la restauration ou d'une reconstruction d'une clôture existante, une hauteur supérieure à celle définie ci-dessous peut être autorisée sans dépasser celle de l'existant.

Portails :
Les portails doivent être simples et en adéquation avec la clôture. Ils doivent être composés d'un système à claire-voie dont le rapport « plein-vide » doit être présenté dans le cadre de la demande d'urbanisme. Tout dispositif occultant, construit par exemple en maçonnerie ou en bois, est interdit.

10.2.5. NL1_NL2_NE_Stationnement

Le stationnement des véhicules automobiles ou des deux roues correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques ou de desserte collective.

En cas d'extension, de changement de destination ou de réaménagement des constructions existantes, ne sont prises en compte que les surfaces nouvellement créées et/ou créant de nouvelles unités de logement ou d'activités.

10.2.5.1. NL1_NL2_NE STATIONNEMENT DES VEHICULES AUTOMOBILES

Généralités :

La place standard des véhicules automobiles particuliers et utilitaires doit respecter au minimum les proportions suivantes : 5 mètres de longueur pour 2,50 mètres de largeur. Les places en garage/box et place cloisonnées (fermée sur 3 côtés) doivent respecter au minimum les proportions suivantes : 6 mètres de longueur pour 3 mètres de largeur.
Pour les destinations et sous destinations concernées, les emplacements de stationnements dévolus au personnel doivent être distincts de ceux prévus pour les visiteurs (clientèle, usager, fournisseur).
Les espaces de stationnement doivent être suffisants pour assurer le stationnement des véhicules de livraison et de service de l'établissement, de son personnel et des visiteurs ou clients.
Équipements d'intérêt collectif et services publics

Règles applicables par destination et sous destination

<table>
<tr><th>Destination</th><th>Sous destination</th><th>NL1</th><th>NL2</th><th>NE</th></tr>
<tr><td>Commerce et activités de service</td><td>Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle</td><td colspan="2">Le projet devra justifier de la suffisance de ses stationnements pour répondre aux besoins de l'opération</td><td></td></tr>
<tr><td rowspan="3">Équipements d'intérêt collectif et services publics</td><td>Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés</td><td colspan="3">Le projet devra justifier de la suffisance de ses stationnements pour répondre aux besoins de l'opération</td></tr>
<tr><td>Équipements sportifs</td><td>Le projet devra justifier de la suffisance de ses stationnements pour répondre aux besoins de l'opération</td><td></td><td></td></tr>
<tr><td>Autres équipements recevant du public</td><td></td><td></td><td>Le projet devra justifier de la suffisance de ses stationnements pour répondre aux besoins de l'opération</td></tr>
</table>

	NL1	NL2	NE
Les terrains de camping, de caravanage, les habitations légères de loisirs, les résidences mobiles de loisirs, les parcs résidentiels de loisirs, les résidences démontables			Le projet devra justifier de la suffisance de ses stationnements pour répondre aux besoins de l'opération
Les parcs d'attraction		Le projet devra justifier de la suffisance de ses stationnements pour répondre aux besoins de l'opération	

10.2.5.2. NL1_NL2_NE_STATIONNEMENTS DES DEUX ET TROIS ROUES

Non concernée

Plan Local d'Urbanisme

Etrembières

RÉVISION GÉNÉRALE DU PLU

PLAN DE
ZONAGE

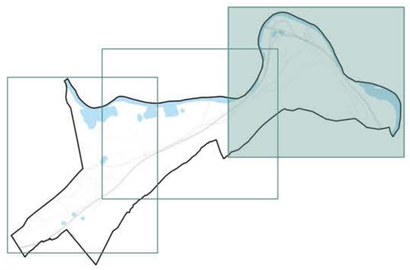
Vu pour être annexé à la délibération du Conseil municipal en date du XXXX, approuvant XXXX.

Le maire

Secteur EST

N° de planche : 1/3
Échelle : 1:2 500
Date d'édition : 27/02/2025
Nom du fichier : xxxxx_reglement_graphique_xxxxxx.pdf
N° de dossier : 23042

epode
04 79 69 39 51 - info@epode.eu - www.epode.eu



ZONAGE
- Contours de zonage

Zones urbaines
- Ua - Centres urbains d'Etrembières et du Pas de l'Echelle
- Ub - Continuité des centres urbains d'Etrembières et du Pas de l'Echelle
- Uc - Secteurs urbains de confortement des centralités
- Ud - Secteurs résidentiels à densification maîtrisée
- Ue - Secteur d'accueil des équipements publics et d'intérêt collectif
- UH - Secteur correspondant au hameau historique
- Ux1, 2, 3, 4 - Secteur accueillant les activités économiques
- Uy1, 2 - Secteur accueillant les activités commerciales et de services
- Uz - Secteur correspondant aux infrastructures routières et ferroviaires

Zones à urbaniser
- 1AUa - Zone à urbaniser

Zones agricoles
- A - Zone agricole
- Ap - Zone agricole protegee

Zones naturelles
- N - Zone naturelle
- Nc - Secteur correspondant aux carrières autorisées par arrêtés préfectoraux
- Ne - Secteur d'équipement
- Nl1 - Secteur d'équipements de loisirs
- Nl2 - Secteur d'équipements de loisirs
- Nm - Secteur de stockage et recyclage de matériaux

PRESCRIPTIONS
- Emplacements réservés aux installations d'intérêt général
- Emplacements réservés aux ouvrages publics
- Emplacements réservés aux voies publiques
- Limitations de la constructibilité pour des raisons environnementales, de risques, d'intérêt général (PPRI - zone bleue)
- Secteurs avec interdiction de constructibilité pour des raisons environnementales, de risques, d'intérêt général (PPRI - zone rouge)
- Secteurs avec conditions spéciales de constructibiltés pour des raisons environnementales, de risques et d'intérêt général (décharge)
- Secteurs avec conditions spéciales de constructibiltés pour des raisons environnementales, de risques et d'intérêt général (risque rocheux)
- Bâtiments patrimoniaux repérés au titre de l article L151-19
- Secteur à programme de mixité sociale
- Périmètre comportant des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)
- Bâtiment repéré au titre de l'article L151-16 au titre de la diversité commerciale
- Voies, chemins, transport public à conserver et à créer

Éléments de paysage à préserver pour des motifs d'ordre écologique au titre de l'article L151-23 du CU
- Zones humides
- Espaces de bon fonctionnement des cours d'eau (EBF)
- Nappe 1
- Nappe 2
- Nappe 3
- Ripisylves
- Jardins
- Arbres à protéger au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme

INFORMATIONS
- Axe de l'autoroute A40

CADASTRE (PCI-01-04-2023)
- Domaine public
- Parcelles

Bâtiments
- Bâtiment en dur
- Construction légère

CONTEXTE

Liste des emplacements réservés

N° ER	LIBELLE
1	Chef-lieu : Extension mairie et locaux communaux
2	Etrembières l'Hopital : Agrandissement du cimetière existant
7	Aménagement de point d'apport volontaire pour le tri selectif



Plan Local d'Urbanisme

Etrembières

RÉVISION GÉNÉRALE DU PLU

PLAN DE
ZONAGE

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil municipal en date du XXXX, approuvant XXXX.

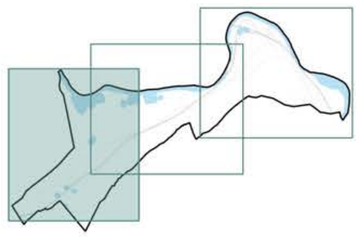
Le maire

Secteur OUEST

N° de planche : 1/3	
Échelle : 1:2 600	
Date d'édition : 27/02/2025	
Nom du fichier : xxxxx_reglement_graphique_xxxxxx.pdf	
N° de dossier : 23042	

epode

04 79 69 39 51 - info@epode.eu - www.epode.eu



ZONAGE

- Contours de zonage

Zones urbaines

- Ua - Centres urbains d'Etrembières et du Pas de l'Echelle
- Ub - Continuité des centres urbains d'Etrembières et du Pas de l'Echelle
- Uc - Secteurs urbains de confortement des centralités
- Ud - Secteurs résidentiels à densification maîtrisée
- Ue - Secteur d'accueil des équipements publics et d'intérêt collectif
- UH - Secteur correspondant au hameau historique
- Ux1, 2, 3, 4 - Secteur accueillant les activités économiques
- Uy1, 2 - Secteur accueillant les activités commerciales et de services
- Uz - Secteur correspondant aux infrastructures routières et ferroviaires

Zones à urbaniser

- 1AUa - Zone à urbaniser

Zones agricoles

- A - Zone agricole
- Ap - Zone agricole protegee

Zones naturelles

- N - Zone naturelle
- Nc - Secteur correspondant aux carrières autorisées par arrêtés préfectoraux
- Ne - Secteur d'équipement
- Nl1 - Secteur d'équipements de loisirs
- Nl2 - Secteur d'équipements de loisirs
- Nm - Secteur de stockage et recyclage de matériaux

PRESCRIPTIONS

- Emplacements réservés aux installations d'intérêt général
- Emplacements réservés aux ouvrages publics
- Emplacements réservés aux voies publiques
- Limitations de la constructibilité pour des raisons environnementales, de risques, d'intérêt général (PPRI - zone bleue)
- Secteurs avec interdiction de constructibilité pour des raisons environnementales, de risques, d'intérêt général (PPRI - zone rouge)
- Secteurs avec conditions spéciales de constructibiltés pour des raisons environnementales, de risques et d'intérêt général (décharge)
- Secteurs avec conditions spéciales de constructibiltés pour des raisons environnementales, de risques et d'intérêt général (risque rocheux)
- Bâtiments patrimoniaux repérés au titre de l article L151-19
- Secteur à programme de mixité sociale
- Périmètre comportant des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)
- Bâtiment repéré au titre de l'article L151-16 au titre de la diversité commerciale
- Voies, chemins, transport public à conserver et à créer

Éléments de paysage à préserver pour des motifs d'ordre écologique au titre de l'article L151-23 du CU

- Zones humides
- Espaces de bon fonctionnement des cours d'eau (EBF)
- Nappe 1
- Nappe 2
- Nappe 3
- Ripisylves
- Jardins
- Arbres à protéger au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme

INFORMATIONS

- Axe de l'autoroute A40

CADASTRE (PCI-01-04-2023)

- Domaine public
- Parcelles

Bâtiments

- Bâtiment en dur
- Construction légère

CONTEXTE

- Cours d'eau et surfaces en eau

Liste des emplacements réservés

N° ER	LIBELLE
3	Les Pralets : Elargissement du chemin des Pralets
4	Pas de l'Echelle : Protection du puits
5	Pas de l'Echelle : rond point
6	Pas de l'Echelle : Voie nouvelle de desserte des carrières du Salève



Plan Local d'Urbanisme

Etrembières

RÉVISION GÉNÉRALE DU PLU

PLAN DE
ZONAGE

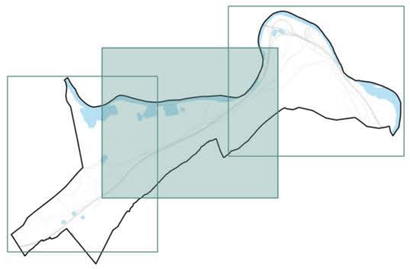
Vu pour être annexé à la délibération du Conseil municipal en date du XXXX, approuvant XXXX.

Le maire

Secteur CENTRE

N° de planche : 2/3	
Échelle : 1:2 500	
Date d'édition : 27/02/2025	
Nom du fichier : xxxxx_reglement_graphique_xxxxxx.pdf	
N° de dossier : 23042	

epode
04 79 69 39 51 - info@epode.eu - www.epode.eu



ZONAGE
- Contours de zonage

Zones urbaines
- Ua - Centres urbains d'Etrembières et du Pas de l'Echelle
- Ub - Continuité des centres urbains d'Etrembières et du Pas de l'Echelle
- Uc - Secteurs urbains de confortement des centralités
- Ud - Secteurs résidentiels à densification maîtrisée
- Ue - Secteur d'accueil des équipements publics et d'intérêt collectif
- UH - Secteur correspondant au hameau historique
- Ux1, 2, 3, 4 - Secteur accueillant les activités économiques
- Uy1, 2 - Secteur accueillant les activités commerciales et de services
- Uz - Secteur correspondant aux infrastructures routières et ferroviaires

Zones à urbaniser
- 1AUa - Zone à urbaniser

Zones agricoles
- A - Zone agricole
- Ap - Zone agricole protegee

Zones naturelles
- N - Zone naturelle
- Nc - Secteur correspondant aux carrières autorisées par arrêtés préfectoraux
- Ne - Secteur d'équipement
- Nl1 - Secteur d'équipements de loisirs
- Nl2 - Secteur d'équipements de loisirs
- Nm - Secteur de stockage et recyclage de matériaux

PRESCRIPTIONS
- Emplacements réservés aux installations d'intérêt général
- Emplacements réservés aux ouvrages publics
- Emplacements réservés aux voies publiques
- Limitations de la constructibilité pour des raisons environnementales, de risques, d'intérêt général (PPRI - zone bleue)
- Secteurs avec interdiction de constructibilité pour des raisons environnementales, de risques, d'intérêt général (PPRI - zone rouge)
- Secteurs avec conditions spéciales de constructibiltés pour des raisons environnementales, de risques et d'intérêt général (décharge)
- Secteurs avec conditions spéciales de constructibiltés pour des raisons environnementales, de risques et d'intérêt général (risque rocheux)
- Bâtiments patrimoniaux repérés au titre de l article L151-19
- Secteur à programme de mixité sociale
- Périmètre comportant des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)
- Bâtiment repéré au titre de l'article L151-16 au titre de la diversité commerciale
- Voies, chemins, transport public à conserver et à créer

Éléments de paysage à préserver pour des motifs d'ordre écologique au titre de l'article L151-23 du CU
- Zones humides
- Espaces de bon fonctionnement des cours d'eau (EBF)
- Nappe 1
- Nappe 2
- Nappe 3
- Ripisylves
- Jardins
- Arbres à protéger au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme

INFORMATIONS
- Axe de l'autoroute A40

CADASTRE (PCI-01-04-2023)
- Domaine public
- Parcelles

Bâtiments
- Bâtiment en dur
- Construction légère

CONTEXTE

Liste des emplacements réservés

N° ER	LIBELLE
1	Chef-lieu : Extension mairie et locaux communaux
3	Les Pralets : Elargissement du chemin des Pralets
4	Pas de l'Echelle : Protection du puits
6	Pas de l'Echelle : Voie nouvelle de desserte des carrières du Salève



Plan Local d'Urbanisme

Etrembières

RÉVISION GÉNÉRALE DU PLU

PLAN DE
ZONAGE

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil municipal en date du XXXX, approuvant XXXX.

Le maire

N° de planche :	1/1
Échelle :	1:6 000
Date d'édition :	27/02/2025
Nom du fichier :	xxxxx_reglement_graphique_xxxxxx.pdf
N° de dossier :	23042

epode
04 79 69 39 51 - info@epode.eu - www.epode.eu

ZONAGE

Contours de zonage

Zones urbaines

- Ua - Centres urbains d'Etrembières et du Pas de l'Echelle
- Ub - Continuité des centres urbains d'Etrembières et du Pas de l'Echelle
- Uc - Secteurs urbains de confortement des centralités
- Ud - Secteurs résidentiels à densification maîtrisée
- Ue - Secteur d'accueil des équipements publics et d'intérêt collectif
- UH - Secteur correspondant au hameau historique
- Ux1, 2, 3, 4 - Secteur accueillant les activités économiques
- Uy1, 2 - Secteur accueillant les activités commerciales et de services
- Uz - Secteur correspondant aux infrastructures routières et ferroviaires

Zones à urbaniser

- 1AUa - Zone à urbaniser

Zones agricoles

- A - Zone agricole
- Ap - Zone agricole protegee

Zones naturelles

- N - Zone naturelle
- Nc - Secteur correspondant aux carrières autorisées par arrêtés préfectoraux
- Ne - Secteur d'équipement
- Nl1 - Secteur d'équipements de loisirs
- Nl2 - Secteur d'équipements de loisirs
- Nm - Secteur de stockage et recyclage de matériaux

PRESCRIPTIONS

- Emplacements réservés aux installations d'intérêt général
- Emplacements réservés aux ouvrages publics
- Emplacements réservés aux voies publiques
- Limitations de la constructibilité pour des raisons environnementales, de risques, d'intérêt général (PPRI - zone bleue)
- Secteurs avec interdiction de constructibilité pour des raisons environnementales, de risques, d'intérêt général (PPRI - zone rouge)
- Secteurs avec conditions spéciales de constructibiltés pour des raisons environnementales, de risques et d'intérêt général (décharge)
- Secteurs avec conditions spéciales de constructibiltés pour des raisons environnementales, de risques et d'intérêt général (risque rocheux)
- Bâtiments patrimoniaux repérés au titre de l article L151-19
- Secteur à programme de mixité sociale
- Périmètre comportant des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)
- Bâtiment repéré au titre de l'article L151-16 au titre de la diversité commerciale
- Voies, chemins, transport public à conserver et à créer

Éléments de paysage à préserver pour des motifs d'ordre écologique au titre de l'article L151-23 du CU

- Zones humides
- Espaces de bon fonctionnement des cours d'eau (EBF)
- Nappe 1
- Nappe 2
- Nappe 3
- Ripisylves
- Jardins
- Arbres à protéger au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme

INFORMATIONS

- Axe de l'autoroute A40

CADASTRE (PCI-01-04-2023)

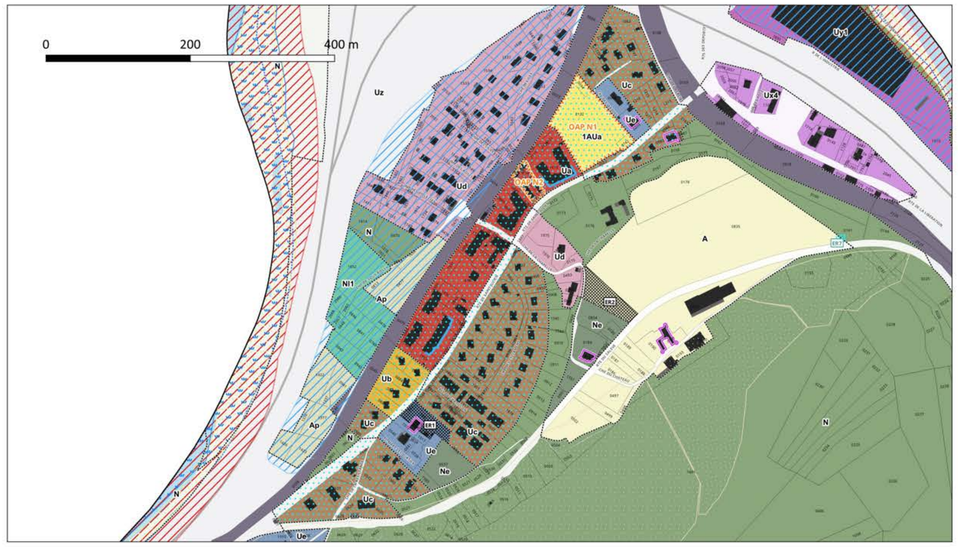
- Domaine public
- Parcelles

Bâtiments

- Bâtiment en dur
- Construction légère

CONTEXTE

- Cours d'eau et surfaces en eau





Liste des emplacements réservés

N° ER	LIBELLE
1	Chef-lieu : Extension mairie et locaux communaux
2	Etrembières l'Hopital : Agrandissement du cimetière existant
3	Les Pralets : Elargissement du chemin des Pralets
4	Pas de l'Echelle : Protection du puits
5	Pas de l'Echelle : rond point
6	Pas de l'Echelle : Voie nouvelle de desserte des carrières du Salève
7	Aménagement de point d'apport volontaire pour le tri selectif

Surfaces de zonage

Zone	Surfaces (ha)
A	72,5
AUc	0,82
N	289,27
U	179,27

Sous-zone	Surfaces (ha)
1AUa	0,82
A	8,14
Ap	64,36
N	219,13
Nc	41,22
Ne	4,11
Nl1	1,13
Nl2	6,62
Nm	17,75
Ua	6,25
Ub	3,06
Uc	24,19
Ud	36,07
Ue	6,77
UH	0,73
Ux1	1,15
Ux2	4,59
Ux3	3,59
Ux4	1,96
Uy1	4,38
Uy2	0,68
Uz	85,17

ANNEMASSE AGGLO
Commune d'ETREMBIERES

Annemasse Agglo
Annemasse - Les Voirons Agglomération

Etrembières

Plan Local d'Urbanisme

ANNEXES SANITAIRES

Eaux Pluviales et Eau Potable.

Février 2025

NICOT INGÉNIEURS CONSEILS
Parc Altéa, 57 rue Cassiopée
74650 ANNECY – CHAVANOD
Tel. 04.50.24.00.91/Fax: 04.50.01.08.23
www.eau-assainissement.com
E-mail: contact@nicot-ic.com
EAU, ASSAINISSEMENT, ENVIRONNEMENT

LES EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES RECENTES

E.P.

→ *Collectivités territoriales*

→ **Loi 2014 – 165 du 29 décembre 2014 + décret du 20 août 2015**

Création du Service Public de Gestion des Eaux Pluviales Urbaines (SPGEPU)

- Compétence communale

<u>Rôle</u>:

- Création, exploitation, entretien, renouvellement, extension des ouvrages de collecte, transport, stockage, traitement des E.P.
- Contrôle des dispositifs évitant ou limitant le déversement des E.P.
- C'est un Service Public Administratif (SPA).
- Compétence limitée aux Réseaux Séparatifs.
- Les Réseaux Unitaires sont gérés par l'EPCI compétant en matière d'Assainissement Collectif.

→ Obligation: - d'avoir un Schéma de Gestion des eaux Pluviales (interprétation de **l'arrêté du 21/07/2015**)

- d'avoir un Zonage Pluvial passé à l'enquête publique (**art. L.2224-10 du CGCT**)

→ *Propriétaires riverains*

→ Obligation de maintien d'une **bande végétale de 5 m** le long des cours d'eau (**loi Grenelle II → art. L211-14 du code de l'urbanisme**)

R.E.P — *Réutilisation des Eaux Pluviales*

→ La réutilisation des Eaux Pluviales est encouragée:

- Arrosage
- W.C.

→ L'installation de citerne de récupération est encouragée

Rétention des Eaux Pluviales

→ La rétention / Infiltration des eaux pluviales est <u>obligatoire</u>.

Toute nouvelle surface imperméable créée doit être compensée par un dispositif de rétention / infiltration (qui peut être couplé à une citerne de récupération)

Les évolutions réglementaires récentes

A.E.P

→ **Obligation :**

- d'avoir un Schéma AEP comprenant un programme pluriannuel de travaux d'amélioration du réseau (**décret 2012-97 du 27/01/2012**) ;
- d'avoir un Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire de l'Eau avant le 12 juillet 2027 (**décret 2022-1720 du 29/12/2022**) *excepté pour une distribution < 100 m3/j ou moins de 500 habitants* (**arrêté du 03/01/2023**);
- d'avoir un schéma de distribution (**art. L.2224-7-1 CGCT**) ;
- de garantir l'accès de chacun à l'eau destinée à la consommation humaine (**décret 2022-1721 du 29/12/2022**).

→ **Loi NOTRe**: transfert de la compétence assainissement à l'échelle intercommunale à compter du **1er janvier 2026** *

*** fin du transfert obligatoire selon la proposition de loi adopté au Sénat le 17/10/2024.**

EAUX PLUVIALES

- Le présent document a été établi dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Etrembières sur la base de réunions de travail avec les élus de la commune et les services techniques d'Annemasse Agglo et de visites de terrain.

- Un rappel réglementaire lié aux eaux pluviales est effectué en début de document.

- Des Prescriptions sur la gestion des Eaux Pluviales sont faites sur chaque avis d'urbanisme posé en mairie et transmis à Annemasse Agglomération.

- Ce document a pour objectif de réaliser :
  - Un diagnostic des problèmes connus liés aux eaux pluviales,
  - Une mise en évidence des zones d'urbanisation potentielles et l'examen de leur sensibilité par rapport aux eaux pluviales,
  - De définir une réglementation eaux pluviales, en se basant notamment sur l'étude de zonage de l'assainissement des eaux pluviales existantes/SGEP (NALDEO, 2019).

- Des travaux à effectuer sont proposés pour résoudre les problèmes liés aux eaux pluviales et des recommandations sont effectuées pour limiter l'exposition aux risques et éviter l'apparition de nouveaux dysfonctionnements.

1 - Contexte réglementaire

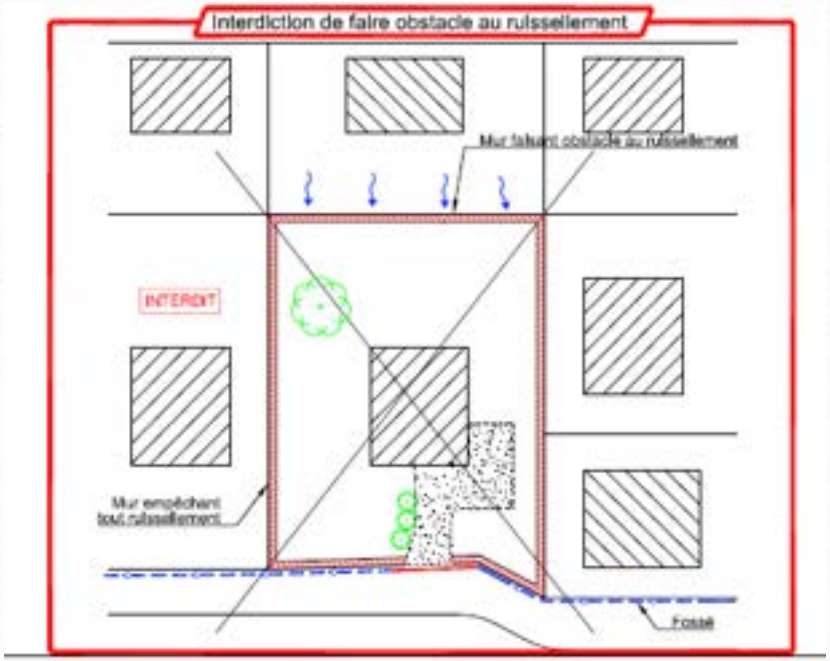
- L'article L. 2224-10 (modifié par la Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010) du code général des collectivités territoriales relatif au zonage d'assainissement précise que « les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

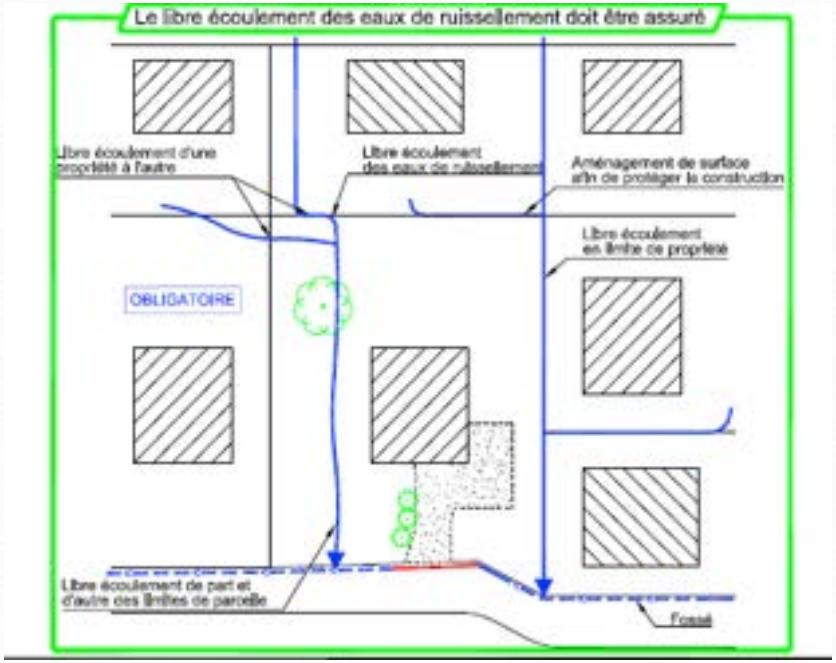
  - Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement,

  - Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel, et en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement ».

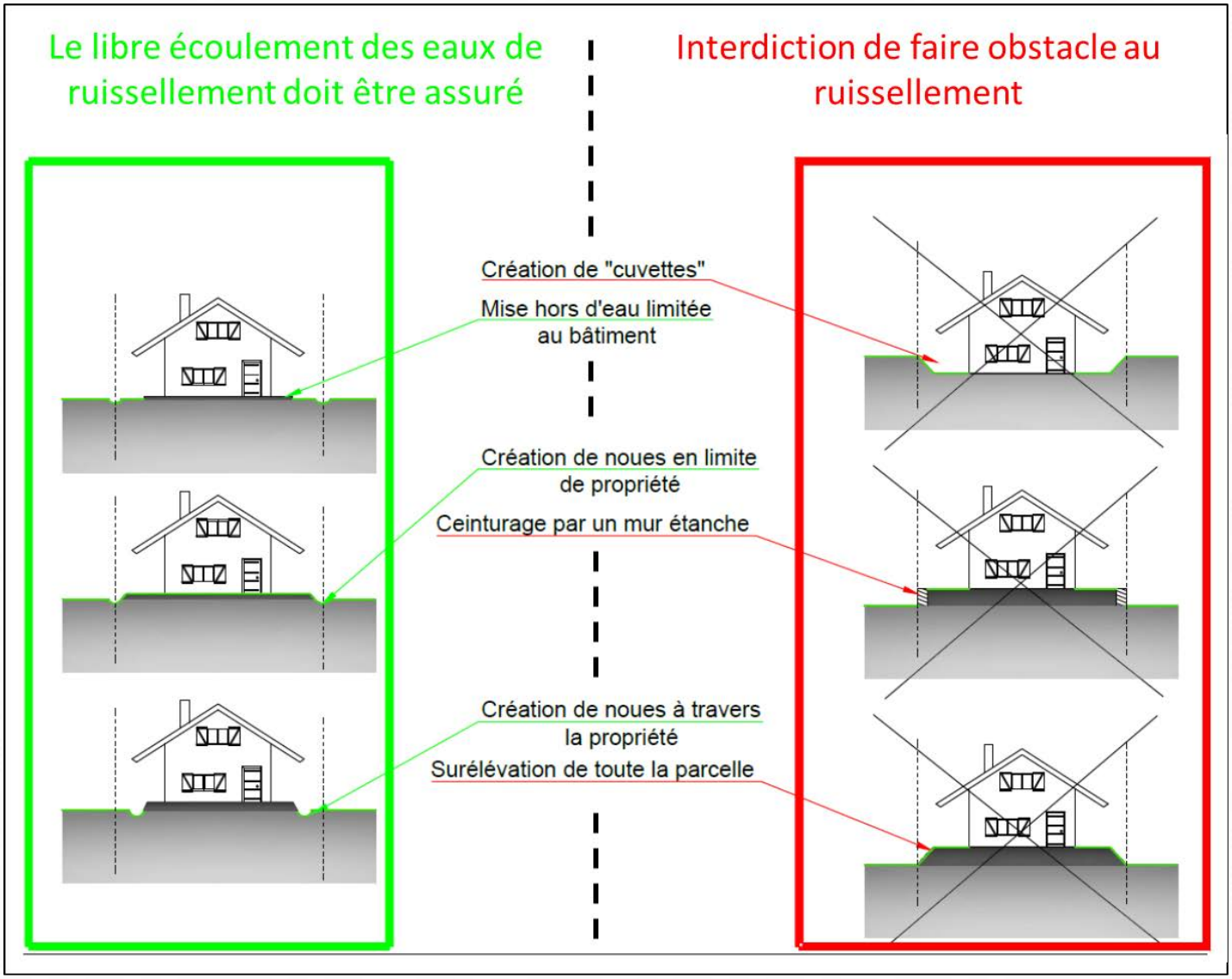
1 - Contexte réglementaire

- Le code civil définit le droit des propriétés sur les eaux de pluie et de ruissellement.
  - Article 640 : « Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés à recevoir les eaux qui en découlent naturellement sans que la main de l'homme y ait contribué. Le propriétaire inférieur ne peut point élever de digue qui empêche cet écoulement. Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur ».
  - Article 641 : « Tout propriétaire a le droit d'user et de disposer des eaux pluviales qui tombent sur son fonds ».
  - Article 681 : « Tout propriétaire doit établir des toits de manière que les eaux pluviales s'écoulent sur son terrain ou sur la voie publique ; il ne peut les faire verser sur le fonds de son voisin ».



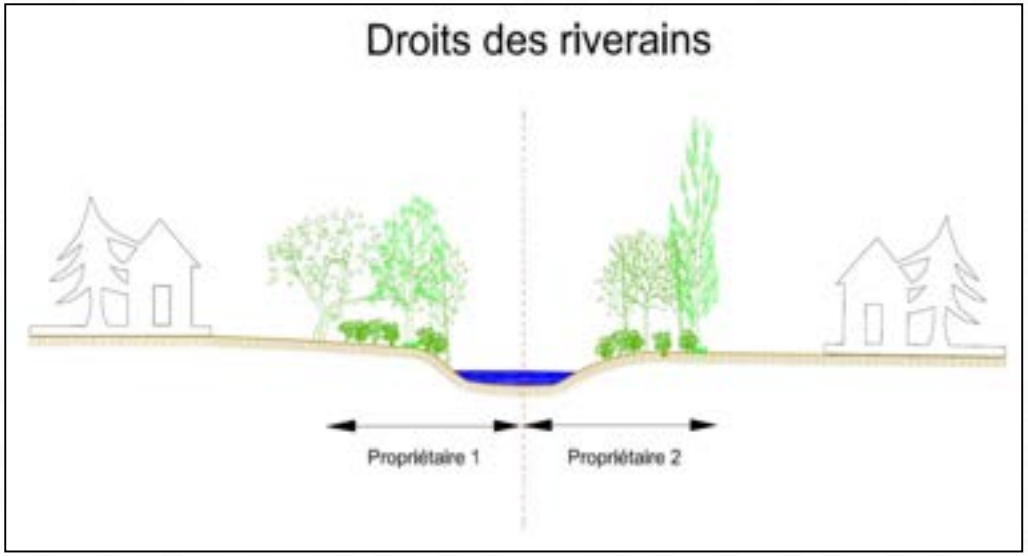


1 - Contexte réglementaire



1 - Contexte réglementaire

- Le code de l'environnement définit les droits et les obligations des propriétaires riverains de cours d'eau non domaniaux
  - Article L.215-2 : propriété du sol: « Le lit des cours d'eau non domaniaux appartient aux propriétaires des deux rives. Si les deux rives appartiennent à des propriétaires différents, chacun d'eux a la propriété de la moitié du lit…».



  - Article L.215-14 : obligations attachées à la propriété du sol: le propriétaire riverain est tenu à un entretien régulier pour rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles, à l'entretien de la rive par élagage et recépage de la végétation arborée et à l'enlèvement des embâcles et débris flottants ou non, afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux, d'assurer la bonne tenue des berges et de préserver la faune et la flore, dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques.

1 - Contexte réglementaire

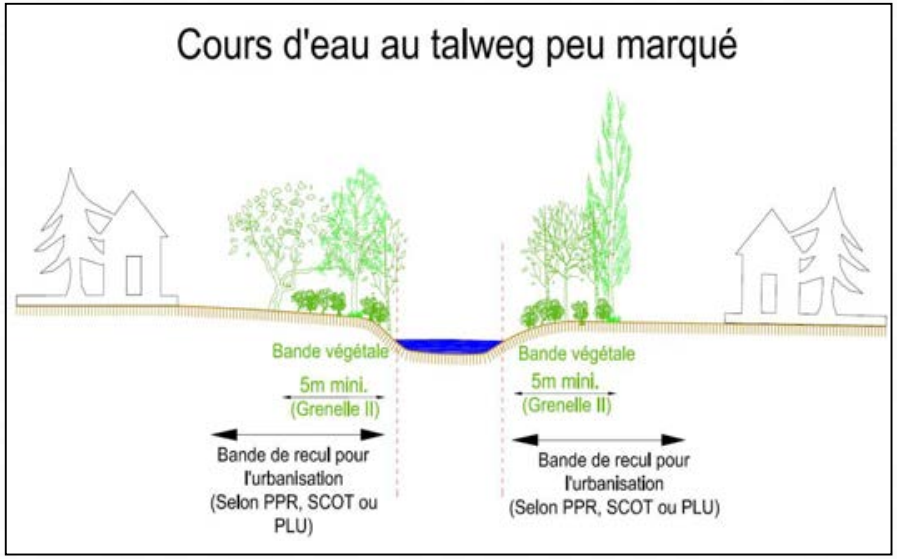
- Sont soumis à autorisation ou à déclaration en application de l'article R 214-1 du code de l'environnement :

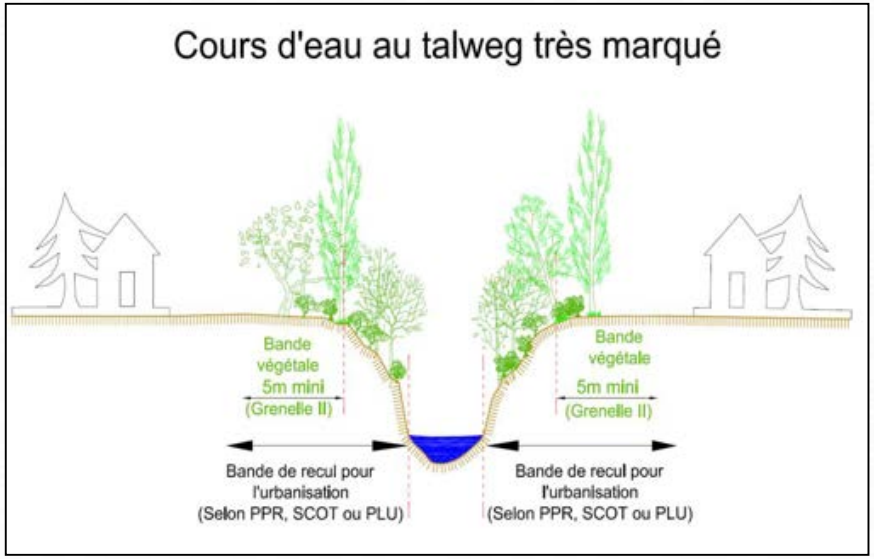
  - 2.1.5.0 : rejet d'eaux pluviales (S > 1 ha).
  - 3.1.1.0 : installations, ouvrages, remblais, épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau.
  - 3.1.2.0 : modification du profil en long ou le profil en travers du lit mineur, dérivation.
  - 3.1.3.0 : impact sensible sur la luminosité (busage) (L > 10 m).
  - 3.1.4.0 : consolidation ou protection des berges (L > 20 m).
  - 3.1.5.0 : destruction de frayère.
  - 3.2.1.0 : entretien de cours d'eau.
  - 3.2.2.0 : installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau (S > 400 m2).
  - 3.2.6.0 : digues.
  - 3.3.1.0 : assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides.
  - …

1 - Contexte réglementaire

- **Grenelle II**

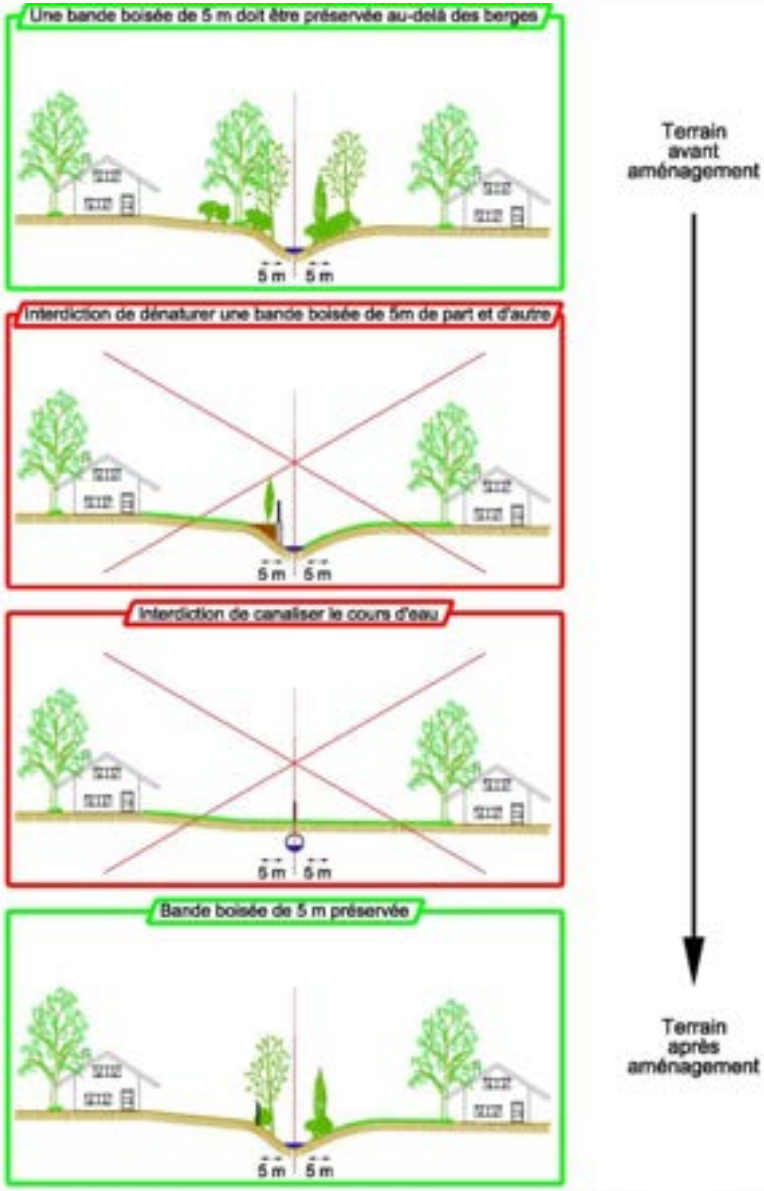
- En ce qui concerne la protection des espèces et des habitats, le Grenelle II instaure l'obligation suivante :
  - Le long de certains cours d'eau, sections de cours d'eau et plans d'eau de plus de 10 ha, l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire de la parcelle riveraine est tenu de maintenir une bande végétale d'au moins 5 m à partir de la rive.





- <u>Remarque</u>:
  - En plus de cette bande végétale, il convient de respecter un recul pour les constructions, remblais, etc… Conventionnellement, un recul de 10 m est préconisé. Lorsqu'elles existent, les préconisations du PPR prévalent ou à défaut celles du SCOT ou encore celles du règlement du PLU.

1 - Contexte réglementaire



1 - Contexte réglementaire

- La commune d'Etrembières fait partie du périmètre du SAGE Arve. Toute action engagée doit donc respecter les préconisations du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône-Méditerranée (**SDAGE RM**).

➢ **Extrait du Programme de mesures du SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027:**

Arve - HR_06_01		Objectifs environnementaux visés
Pressions dont l'impact est à réduire significativement		
Pollutions par les nutriments urbains et industriels		
ASS0302	Réhabiliter et ou créer un réseau d'assainissement des eaux usées hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)	BE
ASS0402	Reconstruire ou créer une nouvelle STEP hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)	BE
ASS0502	Equiper une STEP d'un traitement suffisant hors Directive ERU (agglomérations >=2000 EH)	BE
Pollutions par les nutriments agricoles		
AGR0401	Mettre en place des pratiques pérennes (bio, surface en herbe, assolements, maîtrise foncière)	ZPN
AGR0804	Réduire la pression phosphorée et azotée liée aux élevages au-delà de la Directive nitrate	BE
Pollutions par les pesticides		
AGR0303	Limiter les apports en pesticides agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives au traitement phytosanitaire	BE SUB
Pollutions par les substances toxiques (hors pesticides)		
IND0901	Mettre en compatibilité une autorisation de rejet avec les objectifs environnementaux du milieu ou avec le bon fonctionnement du système d'assainissement récepteur	BE SUB
Prélèvements d'eau		
ASS0201	Réaliser des travaux d'amélioration de la gestion et du traitement des eaux pluviales strictement	BE
ASS0302	Réhabiliter et ou créer un réseau d'assainissement des eaux usées hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)	BE
RES0201	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau dans le domaine de l'agriculture	BE
RES0202	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau auprès des particuliers ou des collectivités	BE
RES0203	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau dans le domaine de l'industrie et de l'artisanat	BE
RES0303	Mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau	BE
Altération du régime hydrologique		
MIA0202	Réaliser une opération classique de restauration d'un cours d'eau	BE ZPN
MIA0305	Mettre en œuvre des actions de réduction des impacts des éclusées générés par un ouvrage	BE
MIA0602	Réaliser une opération de restauration d'une zone humide	BE ZPN
RES0201	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau dans le domaine de l'agriculture	BE

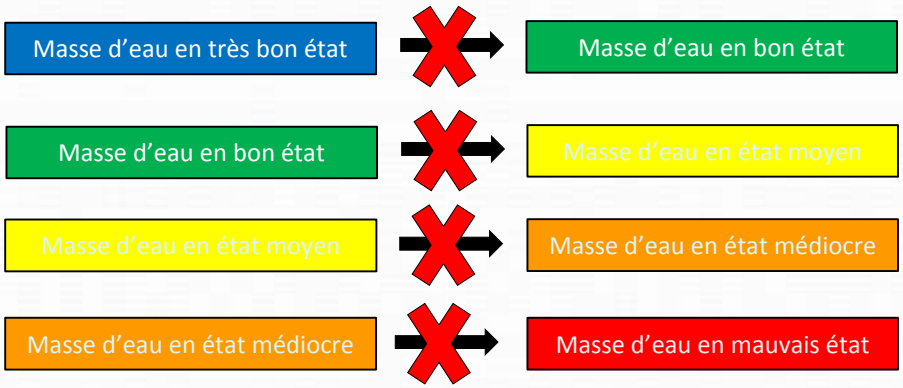
1 - Contexte réglementaire

RES0202	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau auprès des particuliers ou des collectivités	BE
RES0203	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau dans le domaine de l'industrie et de l'artisanat	BE
RES0303	Mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau	BE
Altération de la morphologie		
MIA0101	Réaliser une étude globale ou un schéma directeur visant à préserver les milieux aquatiques	BE
MIA0202	Réaliser une opération classique de restauration d'un cours d'eau	BE
MIA0203	Réaliser une opération de restauration de grande ampleur de l'ensemble des fonctionnalités d'un cours d'eau et de ses annexes	BE ZPN
MIA0204	Restaurer l'équilibre sédimentaire et le profil en long d'un cours d'eau	BE
MIA0602	Réaliser une opération de restauration d'une zone humide	ZPN
Altération de la continuité écologique		
MIA0101	Réaliser une étude globale ou un schéma directeur visant à préserver les milieux aquatiques	BE
MIA0202	Réaliser une opération classique de restauration d'un cours d'eau	BE
MIA0204	Restaurer l'équilibre sédimentaire et le profil en long d'un cours d'eau	BE
MIA0301	Aménager un ouvrage qui contraint la continuité écologique (espèces ou sédiments)	BE
MIA0602	Réaliser une opération de restauration d'une zone humide	BE ZPN
Autres pressions		
MIA0101	Réaliser une étude globale ou un schéma directeur visant à préserver les milieux aquatiques	ZPN

1 - Contexte réglementaire

- La **Directive Cadre Européenne sur l'Eau** (DCE, 2000) fixe les objectifs environnementaux pour les milieux aquatiques suivants:
  - Atteindre le bon état écologique et chimique d'ici 2015,
  - Assurer la continuité écologique des cours d'eau,
  - Ne pas détériorer l'existant.

- Traduction de **l'objectif de non dégradation** dans le SDAGE 2022-2027:



Objectifs généraux :

- Préserver la fonctionnalité des milieux en très bon état ou en bon état
- Éviter toute perturbation d'un milieu dégradé qui aurait pour conséquence un changement d'état de la masse d'eau
- Préserver la santé publique

↳ Appliquer le principe « éviter – réduire – compenser »

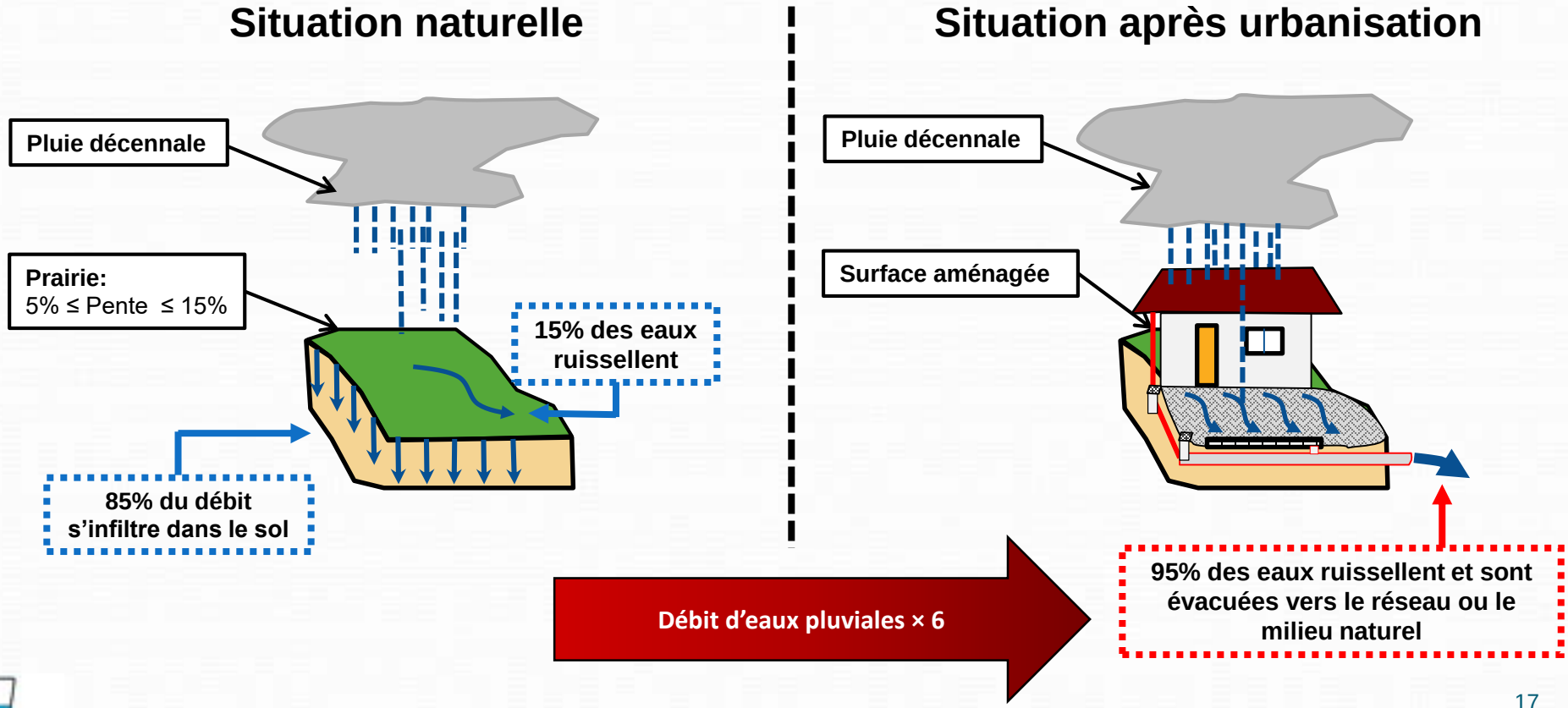
2 - Axes de réflexion pour une gestion cohérente de l'eau :

Pour l'ensemble des projets et règlements établis pour la gestion des eaux pluviales, les dimensionnements et calculs sont effectués sur la base d'une pluie décennale.

Pluie décennale: Statistiquement, c'est la pluie la plus forte qui se produit en moyenne tous les dix ans.

Approche à l'échelle d'une parcelle :

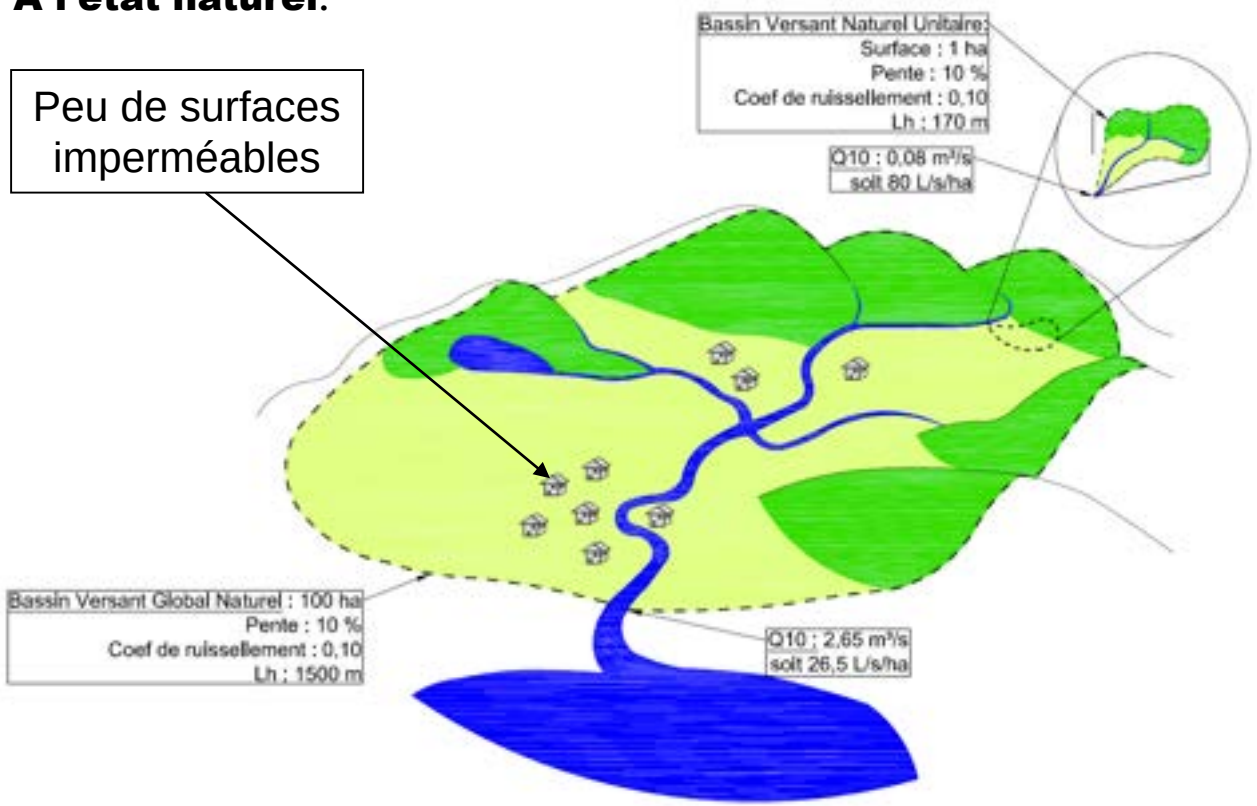
Impact de l'urbanisation sur l'écoulement des eaux pluviales:



Approche à l'échelle du bassin versant – Etat naturel:

A l'état naturel:

Peu de surfaces imperméables

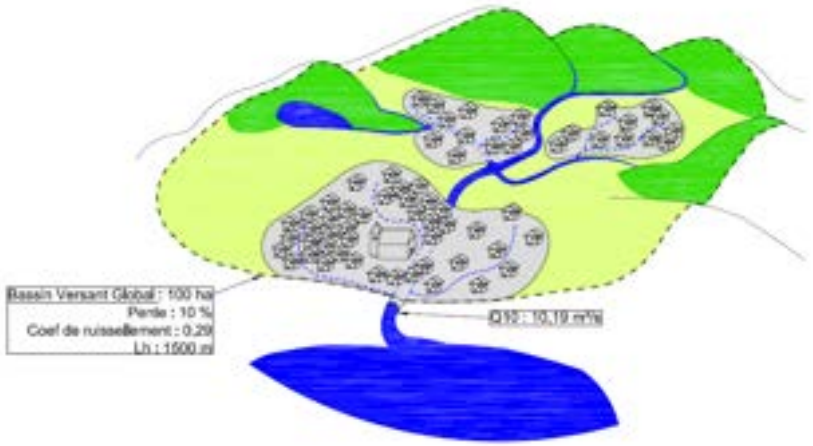


Amortissement de la crue par le bassin versant → **Débit de crue total = 1/3 de la somme des débits des BV unitaires**

Approche à l'échelle du bassin versant – Après urbanisation et densification:

1 - Bassin versant après urbanisation:

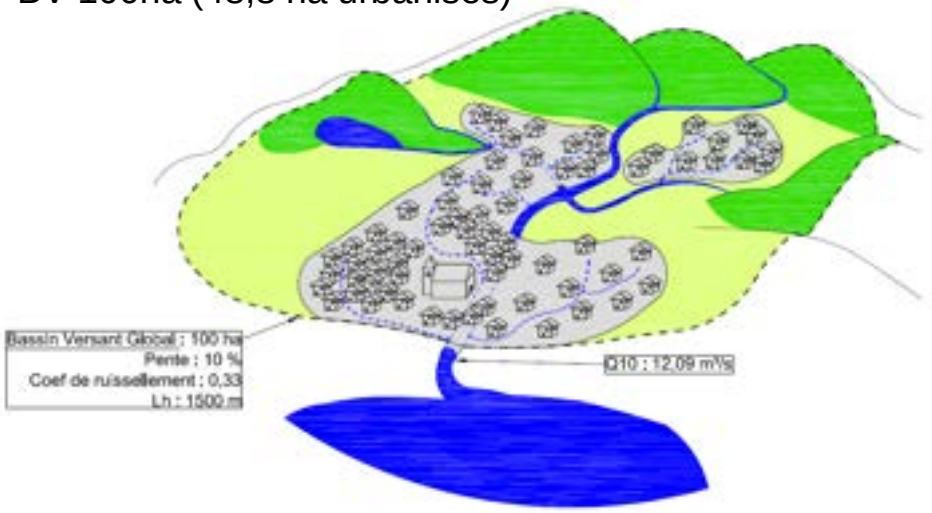
BV 100ha (40 ha urbanisés)



2 – Bassin versant après densification:

Avec un taux de croissance de 2%/an

BV 100ha (48,8 ha urbanisés)



URBANISATION

Débit décennal naturel × 4

DENSIFICATION

(Débit décennal naturel × 4) + 20%

2 - Axes de réflexion pour une gestion cohérente de l'eau :

- La politique de gestion de l'eau doit être réfléchie de façon
  - intégrée en considérant
    - tous les enjeux (inondations, ressources en eau, milieu naturel…)
    - et tous les usages (énergie, eau potable, loisirs…)
  - et globale (à l'échelle du bassin versant).

- Cette politique globale de l'eau, dans le cadre de la gestion des inondations notamment
  - ne doit plus chercher à évacuer l'eau le plus rapidement possible, ce qui est une solution locale mais ce qui aggrave le problème à l'aval,
  - au contraire doit viser à retenir l'eau le plus en amont possible.

- Les communes ont une responsabilité d'autant plus grande envers les communes aval qu'elles sont situées en amont du bassin versant.

2 - Axes de réflexion pour une gestion cohérente de l'eau :

- Les actions suivantes peuvent être entreprises :
  - Préserver les milieux aquatiques (cours d'eau, zones humides) dans leur état naturel. En effet les milieux aquatiques ont des propriétés naturelles d'écrêtement. L'artificialisation de ces milieux (chenalisation des rivières, remblaiement des zones humides…) tend à accélérer et concentrer les écoulements.
  - Préserver/restaurer les champs d'expansion des crues: cette action peut être facilitée par une politique de maîtrise foncière.
  - Favoriser les écoulements à ciel ouvert : préférer les fossés aux conduites ou aux cunettes, préserver les thalwegs.
  - Compenser l'imperméabilisation par des dispositifs de rétention et/ou d'infiltration. En effet l'imperméabilisation tend à diminuer l'infiltration et à augmenter le ruissellement. Cette action peut être mise en œuvre par l'intermédiaire d'un règlement eaux pluviales communal.
  - Orienter les choix agricoles en incitant à éviter les cultures dans les zones de fortes pentes, à réaliser les labours perpendiculairement à la pente, à préserver les haies…
  - Veiller au respect de la législation dans le cadre de la réalisation de travaux notamment la loi sur l'eau.
- La rétention amont, axe majeur de la gestion des inondations à l'échelle du bassin versant, joue également un rôle important pour la qualité de la ressource en eau.

2 - Axes de réflexion pour une gestion cohérente de l'eau :

- Exemples de mesures concrètes pour une meilleure gestion des eaux pluviales :

- Des mesures de limitation de l'imperméabilisation des sols :
  - Imposer un minimum de surface d'espaces verts dans les projets immobiliers sur certaines zones.
  - Inciter à la mise en place de solutions alternatives limitant l'imperméabilisation des sols (parkings et chaussées perméables).

- Des mesures pour assurer la maîtrise des débits :
  - Annemasse Agglomération donne des prescriptions à chaque permis.
  - Inciter à la rétention des E.P à l'échelle de chaque projet, de telle sorte que chaque projet, petit ou plus important, public ou privé, intègre la gestion des eaux pluviales.

- Le ralentissement des crues :
  - En lit mineur: minimiser les aménagements qui canalisent les écoulements.
  - En lit majeur: préserver un espace au cours d'eau.

- Des mesures de prévention :
  - Limiter l'exposition de biens aux risques.
  - Ne pas générer de nouveaux risques (par exemple des dépôts en bordure de cours d'eau sont des embâcles potentiels).

3 - Diagnostic

- **Compétences**

➢ Réseaux:

- D'après l'article L2226-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la gestion des eaux pluviales correspondant à la collecte, au transport, au stockage et au traitement des eaux pluviales des aires urbaines constitue un service public administratif relevant des communes, dénommé **service public de gestion des eaux pluviales urbaines**.
- La gestion des eaux pluviales dans les zones urbaines est de la compétence de la Communauté d'Agglomération d'Annemasse – Les Voirons.
- La commune reste compétente pour les EP de voirie.
- Le Conseil Départemental a la gestion des réseaux EP liés à la voirie départementale, en dehors des zones d'agglomération.

➢ Milieux aquatiques:

- Un SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) est en phase d'approbation sur l'ensemble du bassin versant de l'Arve (incluant ses affluents majeurs: Le Giffre, Le Borne et le Bronze).
- Un contrat de milieux est également en émergence sur l'Arve (second contrat).
- À compter du 1er janvier 2016, la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles attribue au bloc communal une compétence exclusive et obligatoire relative à la **g**estion des **mi**lieux **a**quatiques et la **p**révention des **i**nondations (**GEMAPI**). Cette compétence est assurée sur le territoire intercommunal par le SM3A (Syndicat mixte d'aménagement de l'Arve et de ses Abords).

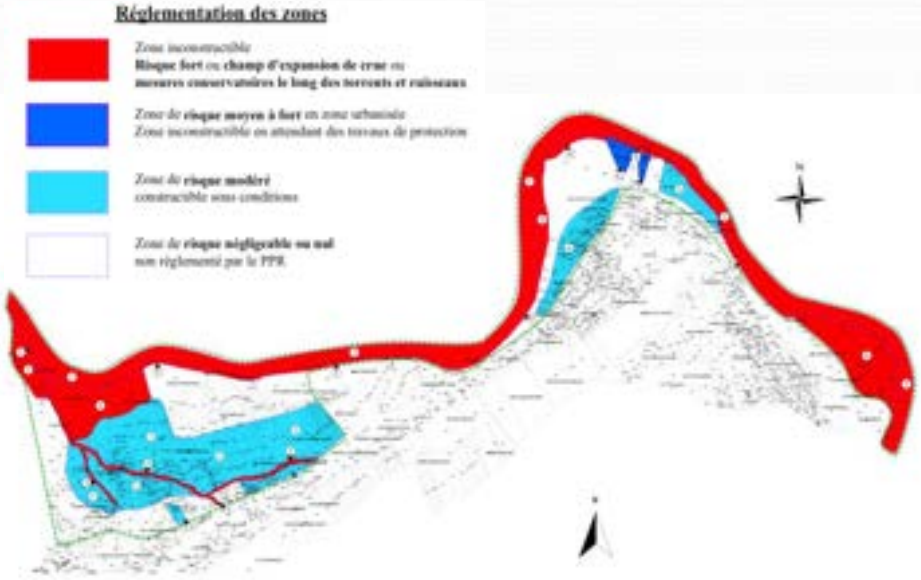
Rappel des obligations et responsabilités des acteurs concernant la compétence GEMAPI:

Les collectivités territoriales	• Clarification de la compétence: la loi attribue une compétence exclusive et obligatoire (auparavant missions facultatives et partagées) de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations à la commune, avec transfert à l'EPCI à fiscalité propre. • Renforcement de la solidarité territoriale: les communes et EPCI à fiscalité propre peuvent adhérer à des syndicats mixtes en charge des actions de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations et peuvent leur transférer/déléguer tout ou partie de cette compétence. • Les communes et EPCI à fiscalité propre pourront lever une taxe affectée à l'exercice de la compétence GEMAPI.
Les pouvoirs de police du maire	Assure les missions de police générale (comprenant la prévention des inondations) et de polices spéciales (en particulier la conservation des cours d'eau non domaniaux, sous l'autorité du préfet), ainsi que les compétences locales en matière d'urbanisme. À ce titre, le maire doit: • Informer préventivement les administrés • Prendre en compte les risques dans les documents d'urbanisme et dans la délivrance des autorisations d'urbanisme • Assurer la mission de surveillance et d'alerte • Intervenir en cas de carence des propriétaires riverains pour assurer le libre écoulement des eaux • Organiser les secours en cas d'inondation
Le gestionnaire d'ouvrage de protection	L'EPCI à fiscalité propre devient gestionnaire des ouvrages de protection, la cas échéant par convention avec le propriétaire, et a pour obligation de: • Déclarer les ouvrages mis en œuvre sur le territoire communautaire et organisés en un système d'endiguement • Annoncer les performances de ces ouvrages avec la zone protégée • Indiquer les risques de débordement pour les hauteurs d'eaux les plus élevées
Le propriétaire du cours d'eau (privé ou public)	• Responsable de l'entretien courant du cours d'eau (libre écoulement des eaux) et de la préservation des milieux aquatiques situés sur ses terrains (au titre du code de l'environnement) • Responsable de la gestion de ses eaux de ruissellement (au titre du code civil)
L'Etat	Assure les missions suivantes: • Élaborer les cartes des zones inondables • Assurer la prévision et l'alerte des crues • Élaborer les plans de prévention des risques • Contrôler l'application de la réglementation en matière de sécurité des ouvrages hydrauliques • Exercer la police de l'eau • Soutenir, en situation de crise, les communes dont les moyens sont insuffisants

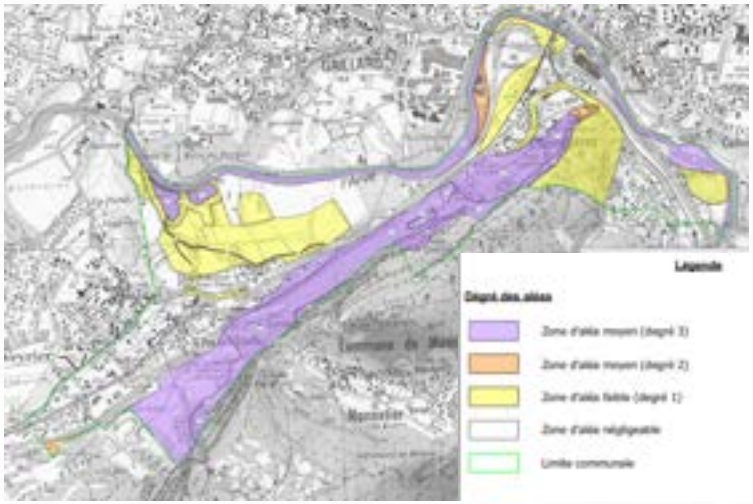
3 - Diagnostic

Risques

- Le Plan de Prévention des Risques d'inondation de l'Arve a été approuvé le 19/11/2001, il permet de définir les zones de mouvements de terrain ainsi que les zones inondables et à risque de crue torrentielle et réglemente l'aménagement de celles-ci. Le zonage réglementaire du PPRi concerne le Sud-Ouest de la commune, aux abords de l'Arve.
- Le PPR approuvé vaut, dans ses indications et son règlement, servitude d'utilité publique et est opposable au tiers. Il doit être annexé au PLU.
- Une Carte des Aléas naturels a été notifiée par la préfet le 07/11/2011. Les types de phénomènes pris en compte dans ce document sont: les glissements de terrain, les débordements torrentiels, les inondations, les chutes de pierres et l'existence de zones humides.



Zonage du PPRi de la commune d'Etrembières



Carte des Aléas Naturels

3 - Diagnostic

- **Plans et études existants :**
  - Zonage d'assainissement des eaux pluviales et modélisation (SAFEGE, 2008).
  - Un Schéma de Gestion des Eaux Pluviales et zonage EP ont été réalisés par Annemasse Agglo sur l'ensemble du territoire de l'agglomération. Cette étude a été réalisée par le cabinet NALDEO en 2019. Elle comprend notamment la délimitation des bassins versants et leur analyse fonctionnelle grâce à une phase de modélisation.

- **Cours d'eau :**
  - Le réseau hydrographique de la commune d'Etrembières est constitué de l'**Arve**, qui marque la limite communale avec Annemasse, Gaillard et Vétraz-Monthoux. Plusieurs petits cours traversent le territoire d'Etrembières avant de rejoindre l'Arve :
    - Ruisseau de l'Eau Belle
    - Ruisseau des Prés Bernard
    - Ruisseau des Acacias
    - Ruisseau de la Cascade
    - Ruisseau de l'Avalanche
    - Ruisseau de la Taillée
    - Ruisseau de Chatillon

- **Zones humides:**
  - La commune héberge **5 zones humides** répertoriées dans l'inventaire départemental.

3 - Diagnostic

- **Réseaux d'eaux pluviales :**
  - Le réseau pluvial est bien développé sur la commune d'Etrembières, en particulier dans les secteurs les plus urbanisés. Il existe également quelques fossés à ciel ouvert dans les secteurs où l'urbanisation est moins dense. Annemasse Agglo a entrepris un relevé exhaustif des réseaux EP et EU sur l'ensemble des communes du territoire de l'agglomération. La commune possède donc une cartographie précise des réseaux.
  - Sur certains tronçons, les cours d'eau ont été busés.
- **Exutoires** :
  - Compte tenu de la configuration du territoire communal, l'exutoire naturel de la commune correspond à l'Arve.
- **Politique actuelle de gestion des eaux pluviales** :
  - Le zonage EP réalisé en 2019 par le cabinet Naldéo est opposable au tiers.
  - Pour toute autorisation d'urbanisme, Annemasse Agglo instruit les demandes selon les préconisations définies au sein de ce zonage EP.

3 - Diagnostic

- Les principaux problèmes liés aux E.P. que l'on peut pressentir aujourd'hui sont liés:
- A l'extension de l'urbanisation:
  - De nouvelles constructions peuvent gêner ou modifier les écoulements naturels, se mettant directement en péril ou mettant en péril des constructions proches.
  - De nouvelles constructions ou viabilisations (les voiries, les parkings) créant de très larges surfaces imperméabilisées peuvent augmenter considérablement les débits aval.

- À la sensibilité des milieux récepteurs: Les cours d'eau
  - Ils représentent un patrimoine naturel important de la région.
  - Ils alimentent des captages en eaux potables.

- Ces problématiques devraient conduire à l'intégration systématique de mesures visant à:
  - limiter l'exposition de nouveaux biens aux risques,
  - limiter l'imperméabilisation,
  - favoriser la rétention et/ou l'infiltration des EP,
  - développer les mesures de traitement des EP.

3 - Diagnostic

- La commune s'étant développée à proximité de cours d'eau, l'enjeu des cours d'eau ne réside pas seulement dans la gestion des risques liés aux crues et aux érosions.

- En effet l'état naturel des cours d'eau (lit mineur, berges, ripisylve, lit majeur) présente de nombreux avantages par rapport à un état artificialisé:
  - Hydraulique: rôle écrêteur qui permet l'amortissement des crues,
  - Ressource en eau: les interactions avec la nappe permettent le soutien des débits d'étiage,
  - Rôle autoépurateur,
  - Intérêts faunistiques et floristiques, paysager…
  - Loisirs.

- Cette problématique devrait conduire à intégrer dans le développement communale (urbanisation, activités…) la préservation des cours d'eau.

3 - Diagnostic

- Typologie de problème liés aux eaux pluviales

- On distingue les points noirs :

  - Liés à l'état actuel d'urbanisation (La commune ne mentionne pas de dysfonctionnement).
  - Liés à l'ouverture de zones prévues à l'urbanisation (Secteurs Potentiellement Urbanisables).

4 - Examen des secteurs potentiellement urbanisables

- Une visite de terrain a été effectuée pour chaque Secteur Potentiellement Urbanisable (SPU) (zone ou parcelle actuellement vierge classée AU - OAP selon le projet de zonage PLU).

- Pour chaque SPU du projet de PLU, un diagnostic va être établi, permettant de mettre en évidence :
  - L'existence d'un exutoire pluvial viable pour la zone,
  - L'exposition de la zone aux risques naturels (ruissellement, inondation, …),
  - La présence d'enjeux écologiques (cours d'eau, zone humide, …)

- Pour l'ensemble des zones à urbaniser (SPU) présentes sur le territoire communal, il faudra veiller à compenser l'imperméabilisation par des dispositifs de rétention/infiltration des eaux pluviales à l'échelle de la parcelle ou de la zone.

4 - Examen des secteurs potentiellement urbanisables

OAP 1





Diagnostic

- Exutoire : L'exutoire de la zone est un réseau EP situé à proximité de l'OAP – sous le Chemin des Jardins.
- Ruissellement amont : RAS.
- Proximité cours d'eau : RAS.
- Autre : RAS.
- Travaux prévus : RAS.

Préconisation

Compenser l'imperméabilisation par l'aménagement de dispositifs de rétention/infiltration à l'échelle de la parcelle ou de la zone avant rejet des EP vers l'exutoire

5 - Réglementation des Eaux Pluviales

- La réglementation relative à la gestion des eaux pluviales sur le territoire d'Annemasse Agglo est issu du zonage EP réalisé par le cabinet Naldéo en 2019.

- La gestion des EP sur le territoire d'Annemasse Agglo consiste en la mise en œuvre d'une rétention des eaux pluviales à la parcelle dans le cas où l'infiltration est impossible. Dans le cas, où le service Eau de l'Agglo ne dispose que de très peu de données sur l'aptitude de sols, l'infiltration pourra être incitée sous réserve de la réalisation d'une étude de sol permettant de déterminer de la possibilité ou non de l'infiltration.

- Le zonage EP permet de fixer des règles de dimensionnement des ouvrages de rétention à mettre en place pour les usagers quels qu'ils soient, qui tiennent compte des enjeux socio-économiques, du contexte urbanistique et également des contraintes environnementales de chaque bassin versant considéré:
  - Distinguer les projets des « particuliers » de ceux des « aménageurs-lotisseurs », afin d'imposer des contraintes adaptées aux moyens financiers et techniques de chacun,
  - Imposer un débit de rejet à chaque projet, avec des objectifs :
    - · d'intégration de la démarche environnementale de l'Agglomération,
    - · de sensibilisation des usagers,
    - · de respect de la faisabilité technique et financière,
    - · d'équité entre les usagers, en tenant compte des spécificités du sous bassin versant concerné,
  - Guider les usagers dans le dimensionnement des rétentions à mettre en place.

5 - Réglementation des Eaux Pluviales *(Données issues du zonage EP – Naldéo 2019)*

I - Mesures compensatoires imposées aux nouvelles imperméabilisations

I-1- Mesures de débit de rejet prescrites par Annemasse Agglo:

- **Pour les projets de maisons individuelles et jumelées jusqu'à 3 logements : le débit imposé est de 3 L/s, sans distinction de zone ou de nature des constructions.**

La majeure partie des parcelles destinées à ce type de constructions ont une surface inférieure à 1 500 m². Appliqué la limite haute de 20 L/s/ha conduirait à des débits inférieurs à la limite basse retenue de 3 L/s.

- **Pour les autres projets : le débit de rejet imposé correspond au minimum entre le débit admissible du sous bassin versant concerné et la limite haute de 20 L/s/ha ; ce débit ne pouvant être inférieur à 1 L/s.**

Ceci se traduit par des débits de rejets imposés compris entre 4 et 20 L/s/ha sur l'ensemble du territoire, valeurs précisées dans la notice du zonage.

5 - Réglementation des Eaux Pluviales *(Données issues du zonage EP – Naldéo 2019)*

I-2- Dimensionnement des ouvrages de rétention prescrit par Annemasse Agglo

- Cas de projets de maisons individuelles et jumelées jusqu'à 3 logements:

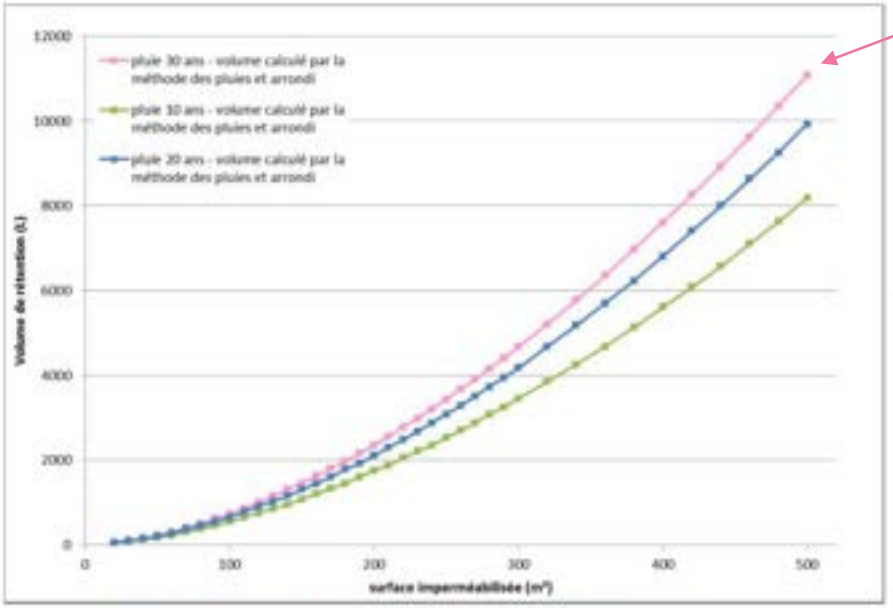


Figure 11 : Abaque de calcul de volume de rétention proposé

- Cas des autres projets:

Pour tout projet, la détermination des caractéristiques de la gestion des eaux pluviales sur la zone (réseaux, ouvrages de rétentions / restitution, rejets,…) doit être justifiée par une étude hydraulique, qui sera soumise à l'agrément de l'agglomération avant tout commencement de travaux.
Celle-ci doit être réalisée en tenant compte du débit imposé, tel que défini dans la notice du zonage EP.

II - Règles de conception des mesures compensatoires aux nouvelles imperméabilisations

II-1- Infiltration

L'infiltration peut être envisagée sous réserve de la réalisation d'une étude de perméabilité des sols par un bureau d'études privé et sous réserve des prescriptions du Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles de la commune, qui doit comprendre notamment :

- la réalisation d'essais d'infiltration (méthode à niveau constant après saturation du sol sur une durée minimale de 4 heures) à la profondeur projetée du fond du bassin d'infiltration. Les essais doivent se situer sur le site du bassin et être en nombre suffisant pour assurer une bonne représentativité de l'ensemble de la surface d'infiltration projetée.
- une connaissance suffisante du niveau de la nappe en période de nappe haute.

II-2- Ouvrages de rétention

Concernant les bassins de rétention / restitution, les prescriptions et dispositions constructives suivantes doivent être privilégiées :

- Pour les programmes de construction d'ampleur importante, le concepteur devra regrouper les capacités de rétention.
- Les volumes de rétention pourront être constitués par des bassins ouverts et accessibles, ces bassins devront faire l'objet d'un aménagement paysagé et, les talus des bassins seront doux afin d'en faciliter l'intégration paysagère ;
- Les volumes de rétention pourront être mis en œuvre sous forme de noue, dans la mesure où le dimensionnement des noues de rétention intègre une lame d'eau de surverse pour assurer l'écoulement des eaux, sans débordement, en cas de remplissage total de la noue ;
- Les réseaux relatifs aux nouvelles zones urbaines seront dimensionnés pour une occurrence correspondant à la période de retour considéré sur le bassin versant concerné. Les aménagements seront pensés de manière à prévoir le trajet des eaux de ruissellement, vers le volume de rétention, sans mettre en péril la sécurité des biens ou des personnes, lors d'un évènement pluvieux exceptionnel ;
- Les aménagements d'ensemble devront respecter le fonctionnement hydraulique initial, il conviendra de privilégier les fossés enherbés afin de collecter les ruissellements interceptés.

<u>Remarque :</u> les dispositifs de récupération et d'utilisation de l'eau de pluie (exemple pour l'arrosage) ne constituent pas des ouvrages de gestion des eaux pluviales. Les cuves enterrées ou aériennes, les tonneaux récupérateurs, etc. ne garantissent pas les mêmes fonctions que les ouvrages destinés à la gestion des eaux pluviales. Une cuve d'eau de pluie, destinée à être conservée pleine, n'est pas un système permettant la maîtrise des débits. Pour y remédier, une adaptation de conception est nécessaire avec, par exemple, des cuves compartimentées ou une gestion du trop-plein de la cuve par infiltration et non par un rejet au réseau EP.

III - Dispositions particulières pour la gestion qualitative des eaux pluviales

Des mesures compensatoires pour une meilleure gestion qualitative des rejets pluviaux sont associées à des usages d'activités susceptibles de générer une pollution des eaux (nombreuses places de parking, stations-services,…).

Ces usages doivent respecter la prescription suivante : mise en place d'un décanteur/déshuileur en entrée de bassin. Les caractéristiques techniques de cet ouvrage seront fournies par le service eau et assainissement d'Annemasse Agglo. De plus, un séparateur à hydrocarbures est imposé si l'activité du site le justifie.

La surface à prendre en compte pour le dimensionnement de la mesure compensatoire, est la surface imperméabilisée associée à la voirie et aux places de stationnement.

Enfin, les eaux pluviales de toiture et de voirie pourront être séparées. Seules les eaux pluviales de voirie et de stationnement devront faire l'objet de mesures compensatoires pour une meilleure gestion qualitative des rejets.

IV - Préconisations concernant les terrains cultivés

Il est préconisé, pour les zones cultivées :

- de mettre les rangs de culture en travers de la pente et de végétaliser les intervalles entre rangs, afin de réduire les écoulements provenant de ces cultures, en particulier dans les zones pentues situées à l'amont de zones à enjeux (zones urbanisées notamment),
- de développer et entretenir la végétalisation des surfaces non cultivées, et de mettre en place des haies vives transversales aux écoulements.

EAU POTABLE

Compétences

- Annemasse – Les Voirons Agglomération a la compétence de l'adduction et distribution d'eau potable sur son territoire, soit 12 communes (Ambilly, Annemasse, Bonne, Cranves-Sales, Etrembières, Gaillard, Juvigny, Lucinges, Machilly, Saint-Cergues, Vétraz-Monthoux et Ville-la-Grand.) .

- A ce titre, Annemasse – Les Voirons Agglomération assure en régie directe :
  - L'exploitation des ouvrages intercommunaux et de stockage de l'eau,
  - L'entretien et le renouvellement des réseaux de distribution,
  - La fourniture, à tout abonné, d'une eau présentant les qualités imposées par la réglementation en vigueur,
  - Le fonctionnement correct et continu du service de distribution d'eau potable.

Contexte réglementaire

- Il existe un règlement du service public de distribution d'eau potable adopté par délibération du conseil communautaire le 13/12/2023.

- De nombreux textes de loi existent, dont le décret du 20 décembre 2001, complété par l'arrêté du 6 février 2007, relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R.1321-2, R.1321-3 et R.1321-38 du code de la santé publique.

Ces textes fixent les limites et références de qualité pour les eaux de consommation et les eaux brutes destinées à la production d'eau à partir de paramètres biologiques et chimiques.

Ces textes reprennent pour l'essentiel les dispositions de la directive européenne 9883 CE.

- Le Grenelle 2, à travers le décret n°2012-97 du 27 janvier 2012 prend les dispositions suivantes:
  - Obligation pour les communes de produire un Schéma AEP avant le 31/12/2013 incluant:
    - Un descriptif détaillé des ouvrages de transport et de distribution d'eau potable
    - Un programme pluriannuel de travaux d'amélioration du réseau d'eau potable
  - Mise à jour annuelle du descriptif détaillé en mentionnant les travaux réalisés sur les réseaux
  - Possibilités d'incitations et pénalités financières de l'Agence de l'Eau et de l'Office de l'Eau.
  - Objectif de rendement du réseau (R):

$$\mathbf{R \geq 85\ \%}$$

ou

$$R \geq \left[\left(\frac{ILC\ (*)}{5}\right) + 65\right] \%$$

(*) ILC = indice linéaire de consommation

$$ILC = \frac{\text{Vol moy journalier consommé et vendu } (m^3/j)}{\text{linéaire réseaux (km)}}$$

Etudes existantes

- Un Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP) sur le territoire d'Annemasse – Les Voirons Agglomération a été réalisé par le cabinet Naldéo et a été approuvé le 1er octobre 2015. Ce SDAEP est en cours de révision. Le rapport de phase 1 établissant la mise à jour du bilan besoins ressources a été réalisé en août 2021 (cabinet Altéréo). Ce schéma directeur d'alimentation en eau potable est en cours d'élaboration par les services compétents d'Annemasse Agglomération.

- Le Schéma de Distribution d'Eau Potable conformément à l'article L 2224-7 du CGCT a été réalisé en mai 2023 (NICOT IC).

Production d'eau potable

- La commune d'Etrembières est alimentée en eau potable par 2 ressources :
  - Les pompages de Veyrier situés à Etrembières (nappe franco-suisse du Genevois),
  - La station de pompage des Eaux-Belles, station de reprise alimentée par l'usine d'ultrafiltration de la source des Eaux-Belles et les puits de Veyrier.

- Une petite partie de la commune, le secteur du Crêt de la Croix, est alimentée en permanence par les ressources du Syndicat des Rocailles et de Bellecombe (SRB). Cette disposition a fait l'objet d'une convention signée en 2009.

- Le secteur de l'Hôpital est alimenté par une source privée.

- Le territoire communal d'Etrembières héberge le captage du Pas de l'Echelle qui est exploité par le Syndicat des Rocailles et de Bellecombe (SRB). La convention signée avec le SRB prévoit également une alimentation de secours, par Annemasse Agglo, au niveau de la bâche de la station de refoulement du Pas de l'Echelle.

Situation administrative des captages

OUVRAGES	COMMUNE D'IMPLANTATION	AVIS HYDROGEOLOGUE	DATE de la DUP	Indice d'avancement de la protection de la ressource
Pompages de Veyrier	Etrembières	26/12/1992	04/07/1997	80%
Les Eaux Belles	Etrembières	20/05/1983	11/10/2018	80%
Captage du Pas de l'Echelle (SRB)	Etrembières	24/03/1979 + rapport complémentaire pour l'extension du périmètre de protection rapproché le 02/02/1983	16/12/1987	-

Notons que la procédure de DUP est rendue obligatoire par la loi sur l'eau de 1992. Cet acte précise les interdictions et réglementations de tout ordre nécessaires à la protection du point d'eau et donne tout pouvoir au Maire pour les faire respecter.

Les réseaux

- Le réseau d'alimentation en eau potable de la commune s'étend sur une longueur totale de +/- 31 km.
- Il est constitué de conduites dont le diamètre nominal varie de 40 à 150 mm.
- Les principaux matériaux sont la fonte grise, la fonte ductile et le PEHD.
- En 2023, le rendement brut du réseau d'Annemasse Agglo s'élève à 82,5 %. Ce rendement intègre le sous-comptage, les pertes d'eau, les volumes d'eau de service et de contrôle des hydrants.
- Le réseau de la commune d'Etrembières est connecté avec les réseaux des communes voisines. De plus, à l'échelle intercommunale, il existe des maillages avec les collectivités voisines (Thonon Agglo, Syndicat des Rocailles, Services Industriels de Genève), que ce soit en transfert permanent ou en secours.
- Les volumes d'eau sont surveillés quotidiennement par télégestion.
- Le maintien des performances du réseau est une action permanente qui s'exerce, d'une part, à travers la programmation régulière de travaux de renouvellement et de renforcement et, d'autre part, par la surveillance de l'état des équipements.

Synoptique du réseau d'eau potable

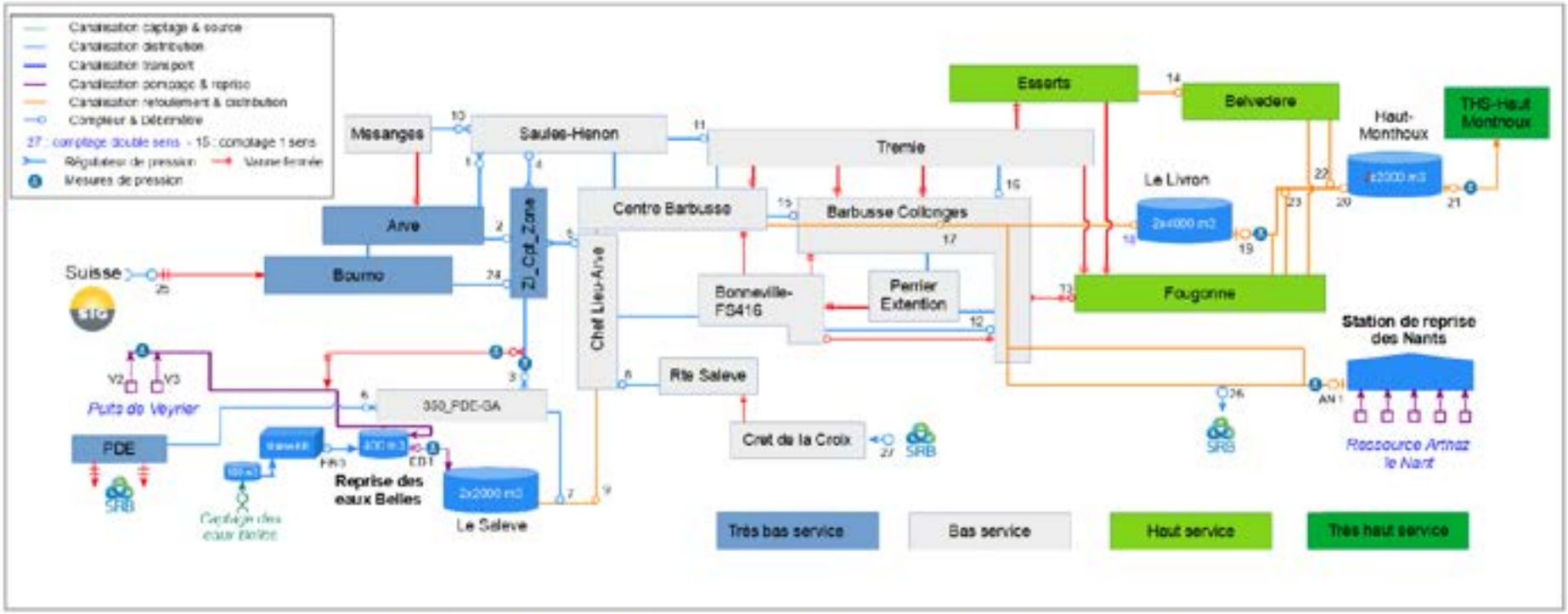
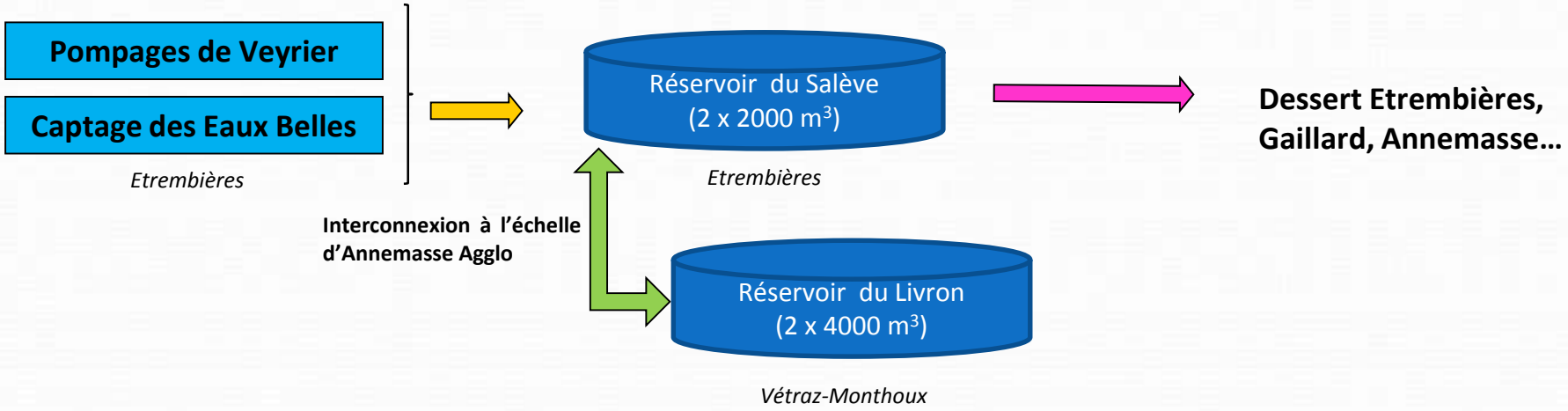
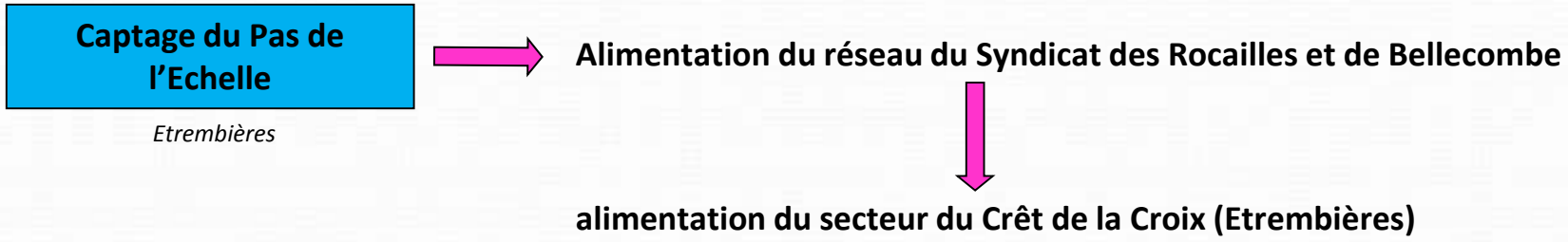


Figure 8 : Synoptique du réseau d'eau potable du Secteur Ex-2C2A

SYNOPTIQUE SIMPLIFIE – Commune d'Etrembières





Bilan besoins / ressources *(Données issues du SDAEP de 2021 - ALTEREO)*

Bilan Besoins ressources du secteur Ex2C2A - scénarios d'évolution de la population « hypothèse basse »:

	Horizons	Unité	2025	2030	2032	2035	2040
Volume disponible et mobilisable	Période moyenne	m3/j	17 860	17 860	17 860	17 860	17 860
	Période d'étiage	m3/j	18 650	18 410	18 410	18 290	18 170
	Période d'étiage sévère	m3/j	19 700	19 595	19 595	19 543	19 490
Besoins	Jour moyen	m3/j	16 700	17 900	18 300	19 000	20 200
	Jour de pointe	m3/j	25 200	27 000	27 700	28 700	30 500
Bilan	Jour moyen	m3/j	1 160	-40	-440	-1 140	-2 340
	Jour de pointe (par rapport à la période d'étiage)	m3/j	-6 550	-8 590	-9 290	-10 410	-12 330
Présence d'une convention avec le Services Industriels de Genève (SIG) pour un débit journalier maximal de 10 800 m3 avec une vanne limitatrice de débit à 450m3/h.							

Bilan Besoins ressources du secteur Ex2C2A - scénarios d'évolution de la population « hypothèse haute »:

	Horizons	Unité	2025	2030	2032	2035	2040
Volume disponible et mobilisable	Période moyenne	m3/j	17 860	17 860	17 860	17 860	17 860
	Période d'étiage	m3/j	18 650	18 410	18 410	18 290	18 170
	Période d'étiage sévère	m3/j	19 700	19 595	19 595	19 543	19 490
Besoins	Jour moyen	m3/j	17 300	18 800	19 400	20 200	21 700
	Jour de pointe	m3/j	26 000	28 300	29 200	30 500	32 800
Bilan	Jour moyen	m3/j	560	-940	-1 540	-2 340	-3 840
	Jour de pointe (par rapport à la période d'étiage)	m3/j	-7 350	-9 890	-10 790	-12 210	-14 630
Présence d'une convention avec le SIG pour un débit journalier maximal de 10 800 m3 avec une vanne limitatrice de débit à 450m3/h.							

Bilan besoins / ressources

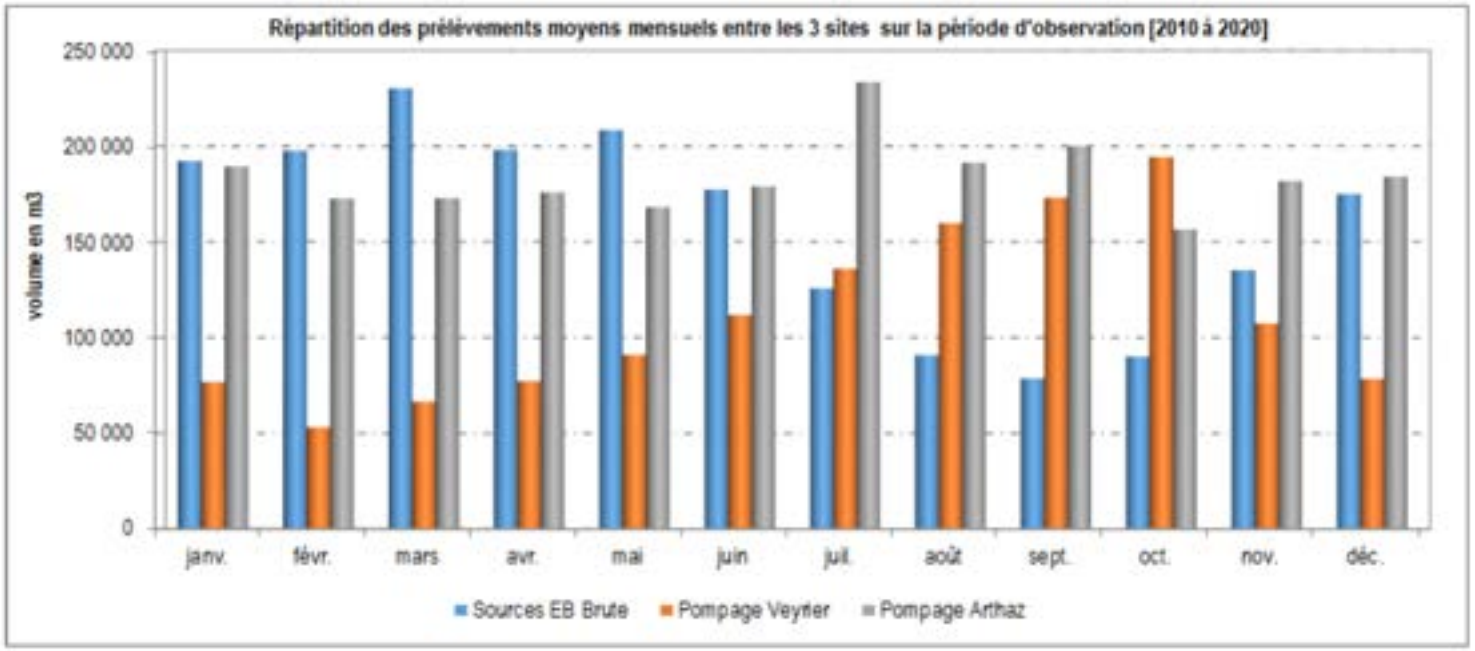
- Pour rappel, l'alimentation du secteur Ex-2C2A est assurée par 3 captages : la zone de captage du Nant à Arthaz, la sources des Eaux Belles et de Veyrier à Etrembières. Une vente d'eau à la commune d'Arthaz (station de reprise d'Arthaz Combe Sud) est réalisée à partir de la desserte des réservoirs du Salève et du Livron.

- La répartition des prélèvements entre les 3 sites s'effectue de la manière suivante :
  - Niveau 1 : Exploitation des sources des Eaux Belles. Le volume de prélèvement dépend principalement de la pluviométrie (disponibilité naturelle des sources) ;
  - Niveau 2 : prélèvement dans la nappe Genevois via les captages de Veyrier à hauteur de 1,5 Mm³/an (exploitation réglée par un accord transfrontalier) ;
  - Niveau 3 : prélèvement dans la nappe de la Basse Vallée de l'Arve à Arthaz-Pont-Notre-Dame via les captages de Nant afin d'assurer les besoins en eau des abonnés. Le volume de prélèvement est optimisé au cours de l'année pour favoriser la recharge de la nappe et assurer le complément en période d'étiage et de pointe de consommation qui correspond au mois de juillet.

L'analyse historique des volumes de prélèvement montre une variation saisonnière de la production de la sources des Eaux Belles liée à la pluviométrie avec un volume moins important en période d'étiage (août à octobre). Les besoins des abonnés dans cette période sont assurés par l'exploitation des nappes (Genevois et Basse Vallée de l'Arve à Arthaz) en complément des sources.

Bilan besoins / ressources

- Le graphique ci-dessous présente la moyenne mensuelle des prélèvements au niveau des trois sites (Nant, Eaux Belles et Veyrier) sur les 10 dernières années. (*Données issues du SDAEP de 2021 – ALTEREO)*



Bilan besoins / ressources

- Les années 2011, 2015 et 2017 apparaissent particulièrement sèches avec un volume de prélèvement critique.

- Les besoins en eau à l'horizon 2030 et 2040 ont été confrontés aux ressources disponibles et mobilisables en situation normale « hautes eaux », basses eaux « étiage ». Ces deux périodes ont été définies à partir de l'évolution des volumes de prélèvement de la source des Eaux Belles de 2010-2020 :

    - Août à octobre : production faible avec un minimum d'environ 31 500 m³/mois constaté pour le mois d'octobre 2018. Par conséquent, nous considèrerons les prélèvements futurs aux horizons 2030 et 2040 en période d'étiage à hauteur de la moyenne des prélèvements sur ces 10 dernières années, soit autour de 72 700 m3/mois (environ 2 400 m³/j) ;

    - Janvier à Août : production moyenne d'environ 200 000 m³/mois (soit environ 6 660 m³/j) ;

Dans le bilan ressources/besoins établi par secteur (Ex-2C2A ici), il a été considéré que la période de pointe de consommation coïncide avec la période d'étiage afin de prendre en compte l'impact du changement climatique et vérifier l'adéquation des ressources disponibles aux besoins en eau en configuration défavorable.

A noter que la situation actuelle est légèrement différente de cette approche car actuellement la pointe de consommation intervient au mois de juillet non concomitante avec la période d'étiage (août-novembre). Retenir la concomitance des 2 phénomènes permet à la collectivité d'identifier la solution la plus défavorable et de disposer le cas échéant d'une marge de sécurité pour assurer la satisfaction des besoins en eau des abonnés du secteur d'étude.

Bilan besoins / ressources

- Le bilan ressources/consommations établi au sein de le SDAEP de 2021 faisait ressortir <u>en situation d'hypothèse « basse » et « haute »</u> :
  - Équilibre fragile en période moyenne de consommation en 2030,
  - Déficitaire 3 mois de l'année en pointe dès 2025 avec un déficit plus critique en cas d'étiage sévère.

Une augmentation des prélèvements dans la Nappe d'Arthaz et dans la nappe Genevois pour compenser l'étiage de la source des Eaux Belles ou un apport extérieur depuis le Services Industriels de Genève (SIG) sera nécessaire pour assurer les besoins en eau des abonnés en période d'étiage. Cela nécessite également une meilleure gestion de l'exploitation des nappes afin de favoriser leurs recharges en période de hautes eaux.

Des études complémentaires sont en cours de réalisation par les services compétents d'Annemasse Agglo afin de chercher de nouvelles ressources disponibles. Ces études de faisabilité portent sur l'identification de 6 nouvelles ressources potentielles. Une fois ces études réalisées, le SDAEP pourra être finalisé. Ainsi, Annemasse Agglo pourra valider les investissements programmés afin de sécuriser l'approvisionnement en eau potable du territoire d'Annemasse Agglo.

Bilan des ressources

➢ L'eau distribuée sur la commune d'Annemasse, provient de trois sites distincts :

❖ Le pompage du Nant

- La nappe de la moyenne vallée de l'Arve est exploitée grâce aux forages implantés dans l'ancien sillon du glacier de l'Arve, sur la commune d'Arthaz-Pont-Notre-Dame.
- La zone de captage de Veyrier est équipée de 2 puits munis chacun d'une pompe immergée permettant une exploitation de 600 m3/h pendant 20h. La zone de captage de Gaillard comprend 2 puits équipés de pompes immergées.
- La zone du captage du Nant est équipée de 6 forages dont le débit unitaire est calé à 250 m³/h. Les 6 forages débitent dans une bâche de 250 m³. L'eau est ensuite refoulée par 4 pompes vers le réservoir de Livron. Au final, la capacité de production de cette ressource est de 1 200 m³/h pendant 20h.
- Le prélèvement journalier est limité à 24 000 m³/j en été et à 20 000 m³/j en hiver d'après l'arrêté de DUP du 26/03/2007.

➢ Conformément aux autorisations on peut retenir un débit moyen journalier de 20 000 m^3/j.

❖ Les pompages de Veyrier

- La nappe franco-suisse dite « nappe du Genevois » est exploitée par les puits Veyrier 2 et Veyrier 3, sur la commune d'Etrembières, et par les puits des Cheneviers sur la commune de Gaillard.
- La zone de captage de Veyrier est équipée de 2 puits munis chacun d'une pompe immergée permettant une exploitation de 600 m^3/h pendant 20h. La zone de captage de Gaillard comprend 2 puits équipés de pompes immergées.
- Le prélèvement total sur l'année hydraulique est limité à 1 500 000 m^3 en application de la convention passée avec l'état de Genève le 18/12/2007.

➢ Conformément aux autorisations on peut retenir un débit moyen journalier de 12 000 m^3/j.

Bilan des ressources

❖ La source des Eaux Belles

- Cette source, située sur la commune d'Etrembières, correspond à une résurgence karstique située au Nord du Petit Salève.
- Le trop-plein des captages s'écoule dans le ruisseau des Eaux-Belles, qui rejoint l'Arve à l'aval.
- L'eau captée est acheminée par une conduite de 250 mm de diamètre vers l'usine d'ultrafiltration. Après traitement, l'eau est stockée dans une bâche de 400 m^3. De là, elle est reprise par 4 pompes qui alimentent le réservoir du Salève.
- L'unité d'ultrafiltration peut produire 7 200 m^3/j maximum.

➢ Le débit d'étiage de cette ressource est de 720 m^3/j d'après le rapport d'hydrogéologue.

Capacité de stockage

➢ La capacité de stockage de la commune proviennent du réservoir présent sur le territoire communal :

Réservoirs	Commune d'implantation	Commune desservie	Volume	Temps de séjour et temps de réserve moyen
Réservoir du Salève	Etrembières	Etrembières	2 x 2000 m^3	+/- 12h mais Autonomie estimée à 1 j sur l'ensemble du réseau de l'Ex-2C2A

NB: Il est conseillé, en général, un volume minimum de réserve équivalent à une journée de production moyenne afin de pallier à une casse de conduite (temps de localisation et de réparation de la casse). Un stockage d'eau équivalent à un jour ou un jour et demi de consommation permet de réduire l'impact d'un accident ou satisfaire les besoins de pointe en période d'étiage. A l'extrême inverse, il convient de rester vigilent à la qualité de l'eau dans les réservoirs lorsque les temps de séjours sont trop longs. On considère théoriquement qu'au de là d'un temps de séjour de 3 jours, il peut exister des risques de dégradation biologique de la qualité de l'eau.

Au niveau du fonctionnement, le réservoir du Salève se vide durant la journée et se remplit la nuit. Lorsqu'il est vide en cours de journée, le réservoir du Livron situé à Vétraz-Monthoux prend le relais et assure l'alimentation du réservoir du Salève. Au final, le temps de séjour de l'eau au sein du réservoir du Salève est limité.

Traitement et qualité des eaux

- Traitement:
  - L'eau distribuée sur la commune subit un léger traitement au chlore gazeux (eaux provenant de la source des Eaux Belles) en sortie de l'usine d'ultrafiltration.

- Contrôles:
  - De nombreux contrôles sont effectués chaque année par l'ARS (l'Agence Régionale de Santé) dans le cadre des contrôles réglementaires.

  - Sur le territoire de d'Annemasse – Les Voirons Agglomération, pour l'année 2021, on constate 99,5% de conformité concernant le paramètre microbiologique et 100 % de conformité concernant les paramètres physico-chimiques.

Sécurité Incendie

La Défense Extérieure Contre l'Incendie étudie la défense des habitations et des installations en cas d'incendie.

- La prévention et la lutte contre l'incendie relèvent, aux termes du Code Général des Collectivités Territoriales, de la compétence communale en tant que **police spéciale du Maire**. Depuis mai 2011, le service public de la DECI (Défense Extérieure Contre l'Incendie) **peut être totalement transféré aux intercommunalités** (art. L. 2213-32 et L. 2215-1 du CGCT).

Echelon National

- **Décret n°2015-235 du 27 février 2015 relatif à la DECI,**
- **Arrêté du 15 décembre 2015 fixant le référentiel national de DECI :**
  - Il définit une méthodologie et des principes généraux relatifs à l'aménagement, l'entretien et la vérification des points d'eau servant à l'alimentation des moyens de lutte contre l'incendie. Il présente un panel de solutions possibles.

Echelon Départemental

- **L'Arrêté préfectoral n°2017-0009 du 23 février 2017 portant règlement départemental de DECI de la Haute-Savoie (RDDECI 74):**
  - Il fixe les règles adaptées aux risques du département.

Echelon Communal ou Intercommunal

- **L'Arrêté municipal ou communautaire de définition de la D.E.C.I (article R. 2225-4 du C.G.C.T.) :**
  - Obligatoire dans les 2 ans suivant la parution de l'Arrêté préfectoral de DECI.
  - Mise en place d'un service public de DECI distinct du service AEP (budget séparés),
  - Il identifie les risques à prendre en compte sur le territoire concerné (inventaire du risque bâtimentaire),
  - Précise la liste des points d'eau disponibles pour la DECI sur la commune ou l'intercommunalité,
  - Proportionne les débits cibles en fonction du risque à défendre.
- **Le Schéma communal ou intercommunal de D.E.C.I :**
  - Facultatif mais vivement conseillé dans les communes où la D.E.C.I est insuffisante.
  - Document d'analyse et de planification de la D.E.C.I au regard des risques d'incendie présents et à venir.
  - Il permet la mise en place d'une programmation de travaux d'évolutions / amélioration des la DECI en fonction du risque actuel et futur.

Sécurité Incendie

➢ **Les règles d'implantation de la DECI :**

- La qualification des différents risques à couvrir est précisé dans le règlement départemental et précisé à l'échelon communal dans l'arrêté municipal de DECI. Des grilles de couverture existent selon la nature du risque à défendre.

- Les risques courants dans les zones composées majoritairement d'habitations sont répartis de la façon suivante : Risques courants faibles pour les hameaux, écarts … ;
  - Risques courants ordinaires pour les agglomérations de densité moyenne ;
  - Risques courants importants pour les agglomérations à forte densité.

  Les grilles de couverture et la définition de la DECI nécessaire pour défendre le risque est précisé à l'annexe 1 du RDDECI (tableau ci-contre).

- Les risques particuliers sont composés d'établissements recevant du public, d'établissements industriels, d'exploitations agricoles, de zones d'activité économiques… Les grilles de couverture et la définition de la DECI nécessaire pour défendre le risque est précisé aux annexes 2 à 6 du RDDECI.

BÂTIMENTS D'HABITATIONS

RISQUES A DEFENDRE			BESOIN MINIMAL EN EAU			POINTS D'EAU INCENDIE (PEI)	
			Debit horaire requis	Durée d'extinction	Volume réserve incendie	Nombre autorisé(s)	Distance maximale autorisée
Risque courant faible	Chalet d'alpage, habitation individuelle de montagne	Inaccessibles par des voies carrossables tout ou partie de l'année aux engins de lutte contre l'incendie; Isolées de plus de 8m de tout bâtiment (§ 1.2.1. du RDDECI)	néant	néant	10 m3 minimum	1	50 m
Risque courant ordinaire	Habitations individuelles	Isolées (distance ≥ 8 m de tout bâtiment) type habitat dispersé — Surface ≤ 250 m²	30 m³/h	1 heure	30 m³	1	400 m
		Isolées (distance ≥ 8 m de tout bâtiment) type habitat dispersé — Surface > 250 m²		2 heures	60 m³		
		Non isolées (distance< 8 m de tout bâtiment) Jumelées ou en lotissement	60 m³/h	2 heures	120 m³	1	150 m(2)
		En bande					
Risque courant important	Habitations collectives	Hauteur R+3 maxi	60 m³/h	2 heures	120 m³	1	1er à moins de 150 m(2) 2ème à 200m maxi
		Hauteur R+7 maxi (3ème famille A)	120m³/h	2 heures	240 m³	2	
		3ème famille B (R+7 maxi) 4ème famille (hauteur entre 28 et 50m) IGH habitation (hauteur >50m)	120m³/h	2 heures	240 m³	2	

Sécurité Incendie

- L'arrêté municipal de DECI n'a pas encore été pris sur la commune d'Etrembières. La commune a pris contact avec le SDIS afin réaliser l'analyse de la couverture en DECI sur son territoire.

- **65** hydrants couvrent la majeure partie du territoire urbanisé de la commune de Vétraz-Monthoux.

  - **La Commune améliorera le niveau de connaissance de la défense incendie et la confortera le cas échéant au fur et à mesure du développement de l'urbanisation.**

  - Annemasse – Les Voirons Agglomération a établi une convention de mutualisation de service avec les 12 communes de l'agglomération afin de réaliser le contrôle périodique des poteaux incendie, l'entretien, ainsi que les opérations de création / déplacement et suppression des bornes incendie.

- *Remarques :*
  - *L'implantation de bouches d'incendie est déconseillée en Haute-Savoie. Les intempéries hivernales (neige) gênent, voire empêchent le repérage et l'accès à ces équipements.*
  - *A titre exceptionnel des bouches de 100 mm pourront être installées sous réserve que la demande d'implantation soit expressément autorisée par le SDIS 74.*
  - *Quelles que soient les modalités de calcul, le débit requis ne devra pas excéder 480 m³/h, soit une réserve de 960 m³, qui correspond à la capacité de réponse opérationnelle maximale du SDIS 74.*
  - *Concernant l'entretien des PEI : Le SDIS 74 et les différents services DECI s'entendent afin d'organiser l'alternance des contrôles techniques et des reconnaissances opérationnelles. Ils sont réalisés par moitié tous les 2 ans alternant reconnaissances opérationnelle (vérification de la présence d'eau) réalisées par le SDIS. et contrôles techniques (mesures débits/pression) réalisés par la collectivité. De cette façon chaque PEI est visité tous les ans.*

Améliorations à venir / prescriptions

- Les projets d'améliorations du réseau de distribution sur la commune portent essentiellement sur:
  - Le renforcement et le renouvellement de conduites afin de garantir une meilleure alimentation de l'existant.
  - L'extension ou le renforcement de réseaux afin de satisfaire les besoins futurs lors de projets d'urbanisation.
  - Le renforcement de la Défense Incendie dans les zones de développement.
  - Assurance du dimensionnement (modernisation) des réservoirs dédiés à la DECI (120 m3),
  - Consultation du service DECI d'Annemasse Agglo préalablement à l'installation d'une réserve incendie ou d'un branchement.

ANNEMASSE AGGLO

Commune d'ETREMBIERES

Annemasse Agglo
Annemasse - Les Voirons Agglomération

Etrembières

ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

Volet Eaux Usées

Février 2025

NICOT INGÉNIEURS CONSEILS
Parc Altéa, 57 rue Cassiopée
74650 ANNECY – CHAVANOD
Tel. 04.50.24.00.91/Fax: 04.50.01.08.23
www.eau-assainissement.com
E-mail: contact@nicot-ic.com
EAU, ASSAINISSEMENT, ENVIRONNEMENT

LES EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES RECENTES

E.U. → *Collectivités territoriales*

→ Obligation : - d'avoir un Schéma d'Assainissement incluant une programmation de travaux détaillée (**décret 2012-97 du 27/01/2012**)

- d'avoir un Zonage de l'Assainissement passé à l'enquête Publique (**art. L.2224-10 du CGCT**)

→ **Arrêté du 21 juillet 2015** : **Systèmes d'Assainissement** Collectif et d'Assainissement Non Collectif > 20 E.H.

- Les STEP de + de 20 E.H. doivent être conçues et implantées de manière à préserver les riverains des nuisances de voisinage et des risques sanitaires.
- Diagnostic Réseau et STEP obligatoire avant le 1er janvier 2020 puis tous les 10 ans maximum.
- Contrôle des Branchements au Réseau E.U. obligatoire tous les 10 ans maximum.
- Recensement des ouvrages de rétention / infiltration des E.P. tous les 10 ans maximum.
- Les plans des réseaux et branchements doivent être tenus à jour (1 fois par an maximum).

→ **Arrêtés du 7 mars 2012 et du 27 avril 2012 portant sur les installations d'Assainissement Non Collectif (ANC)**: Prescriptions techniques applicables aux installations d'ANC recevant une charge brute de pollution inférieure à 1,2 kg/j de DBO5 et relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'ANC.

→ **Loi NOTRe** : transfert de la compétence assainissement à l'échelle intercommunale à compter du **1er janvier 2026***

*** fin du transfert obligatoire selon la proposition de loi adopté au Sénat le 17/10/2024.**

LES EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES RECENTES

ANC

P.C.

→ Ajout d'une pièce obligatoire : Attestation de conformité du projet d'installation d'ANC (**décret n°2012-274 du 28/02/2012**).

Vente

→ **Diagnostic ANC** de moins de 3 ans
Obligation de **mise aux normes** de l'installation dans un délai de 1 an

---

REUT

Réutilisation des Eaux Usées Traitées

→ **Arrêté du 2 août 2010, modifié le 5 juillet 2014 :**

La réutilisation des E.U. traitées est encouragée pour l'irrigation (issues de dispositif d'ANC ou de STEP). L'arrêté du 05/07/2014 fixe les conditions techniques.

Contexte Réglementaire

- **Le Grenelle II**
  - Obligation pour les communes de produire un Schéma d'Assainissement avant fin 2013 incluant:
    - Un descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées
    - Une programmation de travaux
  - Mise à jour du Schéma d'Assainissement à un rythme fixé par décret.

- **Directive Eaux Résiduaires Urbaines**
- **Loi sur l'eau**

La Loi sur l'eau 2006

↓

Obligation d'Assainissement

Collectif

« L'assainissement est géré par la collectivité qui assure »:

- La collecte
- Le transport

} Réseau EU

- L'épuration → Station d'épuration

Non Collectif

« Chacun gère son installation »

→ Chacun installe et entretien son dispositif de traitement.

« La collectivité n'a qu'un rôle de contrôle »

COLLECTIF

- Est en **assainissement collectif** toute habitation raccordée ou raccordable au réseau public d'assainissement.
- Est raccordable toute habitation qui a le réseau en **limite de propriété et qui se situe dans la zone d'assainissement collectif du zonage EU.**

  (plus haut ou plus bas!)

NON COLLECTIF

- Est en **assainissement non collectif** toute construction à usage d'habitation, non raccordable à l'Assainissement Collectif.

Cas des Mini-stations ou Assainissement Groupé

- **C'est du collectif si le terrain et la station appartiennent à la collectivité.**
- **La collectivité est alors responsable de l'entretien.**

- **C'est du non collectif si le terrain et la station appartiennent à une co-propriété.**
- **Les propriétaires sont alors responsables de son entretien.**

- Toute construction raccordable ou raccordée est soumise à la même:
  - **Redevance d'Assainissement collectif**

  Et au même
  - **Règlement d'Assainissement collectif**

- Toute construction non raccordée et non raccordable à l'assainissement collectif est soumise à la même:
  - **Redevance d'Assainissement non collectif**

  Et au même
  - **Règlement d'Assainissement non collectif**

Compétences

Assainissement Collectif

98 % des habitations sont raccordables *
(soit +/- 1 053 abonnés)

Annemasse Agglo

L'Assainissement Collectif est de la compétence d'Annemasse Agglo:

- Règlement communal d'assainissement collectif existant
- Redevance d'assainissement collectif (Part fixe + Part variable)
- PFAC (Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif) : forfait par tranche de surface plancher.

* Est raccordable toute personne qui a le collecteur EU en limite de propriété et qui se situe dans la zone d'Assainissement Collectif existant ou futur du Zonage de l'Assainissement.

Assainissement Non Collectif

2 % des habitations non raccordables*
(soit +/- 21 abonnés)

Annemasse Agglo

L'Assainissement Non Collectif est de la compétence d'Annemasse Agglo.

Le SPANC assure le contrôle des installations d'assainissement non collectif

- Règlement communal d'assainissement non collectif existant
- Redevance d'assainissement non collectif :
  - Contrôle de fonctionnement et de bon entretien
  - Contrôle de conception et de bonne exécution (habitations neuves ou réhabilitations)
  - Contrôle Avant Vente

Etudes existantes

• Un Zonage d'Assainissement approuvé en 2008 a été élaboré à l'échelle de la Communauté d'Agglomération Annemasse (SAFEGE):

- *Zonage de l'assainissement collectif / non collectif.*
- *Zonage de l'assainissement des eaux pluviales.*

Ce zonage a été actualisé en interne en 2016.

• Annemasse Agglo a piloté une étude diagnostic des réseaux d'assainissement eaux usées dont la réalisation a été confiée au Cabinet Hydratec (2012).

Cette étude menée sur les 12 communes d'Annemasse Agglo a permis de déterminer les secteurs sur lesquels des travaux sont à entreprendre.

Un diagnostic des réseaux d'eaux usées a permis de mieux cerner la problématique des eaux claires parasites.

Remarque : Ultérieurement, Annemasse Agglo compte se pencher sur la problématique des branchements aux réseaux.

Zonage de l'assainissement actuel

3 TYPES DE ZONES

Zones d'Assainissement Collectif existantes

+/- 98 % des habitations

(soit +/- 1 053 abonnés)

- La zone d'assainissement collectif couvre l'ensemble du territoire urbanisé.
- Le réseau existe et demande quelques opérations d'entretien et de réhabilitation.
- Réseau majoritairement séparatif, avec des tronçons en unitaire.
- Station d'épuration intercommunale « Ocybèle ».

Zones d'Assainissement Non Collectif existantes

+/- 2 % des habitations (soit +/- 21 abonnés)

Zones d'Assainissement Collectif futures

- Pas de projet de création d'antennes et de raccordement au réseau existant.

Zones d'ANC maintenues

- Pas de projet d'Assainissement Collectif programmé à l'échelle du PLU.
- Les hameaux concernés sont :
  - Les Iles du Pont Est
  - Les Prés Bernard
  - La Touvière Ouest
  - Berlioz Nord
  - Les Iles
  - Les Iles de Veyrier Est
  - Les Charpilles

Zone d'assainissement collectif existante:

- **Détail de la zone**
  - +/- 98 % des habitations sont raccordées ou raccordables au réseau collectif d'assainissement.
  - Le réseau EU est majoritairement de type séparatif (+/- 18 km environ). Il reste quelques tronçons en unitaire (+/- 4,6 km environ).
  - Les eaux usées sont actuellement dirigées vers la station d'épuration Ocybèle à Gaillard.

- **Station d'épuration**

STEP	Reçoit les effluents de	Nature	Capacité nominale	Nombre d'EH raccordés	Milieu récepteur
« OCYBELE » à GAILLARD	Ambilly, Annemasse, Etrembières, Gaillard, Juvigny, Machilly, Saint-Cergues, Ville la Grand, Monnetier-Mornex, Cranves-Sales, Vétraz-Monthoux, Cara et Renfile (Suisse).	Filtres biologiques Mise en service en 1999	124 000 EH pour le traitement primaire	En 2020: 127 636 EH max	L'Arve par surverse après stockage dans une bâche d'eau traitée

Données issues du Portail Assainissement (https://assainissement.developpement-durable.gouv.fr)

- Un projet de travaux d'extension et de remise à niveau de l'UDEP Ocybèle est en cours.

Devenir des boues d'épuration: Les boues issues de la STEP sont valorisées majoritairement par compostage à la Compostière de Savoie, et par épandage agricole suivant les prescriptions d'un plan d'épandage.

- **Technique**
  - Annemasse Agglo prend à sa charge l'entretien des réseaux et le traitement des eaux de la STEP Ocybèle située à Gaillard.

- **Réglementation**
  - Toutes les habitations existantes doivent être raccordées au réseau collectif d'assainissement.
  - Obligation de demande de raccordement au réseau d'assainissement collectif auprès d'Annemasse Agglo.
  - Toute construction nouvelle ou tout bâtiment industriel doivent être raccordés au réseau collectif d'assainissement. Tout rejet autre que domestique doit avoir une autorisation de déversement dans le réseau public délivrée par la collectivité.
  - L'assainissement non collectif ne peut être toléré que sur dérogation du Président d'Annemasse Agglo pour des cas particuliers techniquement ou financièrement « difficilement raccordables ».
  - Le défaut de raccordement donne la possibilité de doublement de la redevance d' Assainissement Collectif.
  - Le règlement d'assainissement collectif est intercommunal.

- **Financier:**
  - Toute personne raccordée ou raccordable est redevable de la redevance d'assainissement Collectif.
  - Depuis le 1er juillet 2012: toute construction nouvelle, toute extension d'une construction existante ou toute construction existante se raccordant au réseau EU implique le versement à la collectivité de la PFAC (Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif).

- **Incidence sur l'urbanisation:**
  - Dans les zones raccordées au réseau collectif d'assainissement, l'assainissement n'est pas un facteur limitant pour l'urbanisation (sous réserve des capacités de traitement de la STEP et sous réserve des capacités de collecte du réseau).

Assainissement collectif futur

- **Justification des projets:**

  L'assainissement collectif a été retenu car:

  - L'urbanisation est dense ou va se densifier: la configuration du bâti fait que la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif n'est plus envisageable par manque de place (habitat trop resserré).
  - Face à l'importance du nombre d'installations non collectif qu'il faudra reprendre, il semble plus judicieux de créer un réseau de collecte et de le raccorder à la station d'épuration intercommunale existante.
  - La configuration des terrains fait que l'Assainissement Non Collectif est très difficilement réalisable.

- **Zones concernées:**
- Pas de projet de création d'antennes et de raccordement au réseau existant.

Zone d'assainissement non collectif (ANC):

- **Justification du choix de l'assainissement non collectif:**
  - Dans les zones concernées, les collecteurs d'assainissement collectif sont inexistants.
  - Le raccordement aux réseaux EU existants est difficilement envisageable (techniquement et financièrement) à l'échelle du PLU.
  - La réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif est possible car l'habitat est peu dense et relativement dispersé.
    - Ces zones restent donc de fait en assainissement non collectif à l'échelle du PLU.

Assainissement non collectif

- **Réglementation:**
  - Annemasse Agglo a créé son SPANC ainsi que son règlement d'Assainissement Non Collectif.
  - **Conditions Générales:**
    - Toutes les habitations existantes doivent disposer d'un dispositif d'assainissement non collectif fonctionnel, conforme à la réglementation (arrêté du 07 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012).
    - La mise en conformité des installations est obligatoire.
    - Toute construction nouvelle doit mettre en place un dispositif d'assainissement autonome conforme à la réglementation.
    - Toute extension ou réhabilitation avec Permis de construire d'une habitation existante implique la mise aux normes de son dispositif d'assainissement non collectif.
    - Annemasse Agglo demande systématiquement une étude de faisabilité pour définir le type de filière et son dimensionnement à mettre en place.

Assainissement non collectif

- **Conditions Générales d'implantation des dispositifs d'ANC:**

Pour toute nouvelle construction (sur toute parcelle vierge classée constructible au PLU):

- La totalité du dispositif d'assainissement non collectif (fosse septique, filtre à sable ou autres dispositifs agréés, dispositif d'infiltration dans les sols) doit être implanté à l'intérieur de la superficie constructible, dans le respect des normes et règlements en vigueur. (Celui-ci ne peut être implanté sur des parcelles dites naturelles, agricoles ou non constructibles).
- **En cas d'espace insuffisant, le permis de construire doit être refusé.**
- **Surface minimum requise:**
  - Pour être constructible en ANC, une parcelle doit être suffisamment grande pour permettre l'implantation de tous les dispositifs d'assainissement nécessaires pour réaliser une filière respectant la réglementation, dans le respect notamment des:
    - Reculs imposés selon la nature de l'ouvrage,
    - Règles techniques d'implantation.

Pour toute construction existante (quel que soit le classement au PLU):

- La mise aux normes du dispositif d'assainissement non collectif est possible sur n'importe quelle parcelle, quelque soit son classement au PLU (mis à part périmètre de protection, emplacement réservé ou classement spécifique qui empêche la réalisation technique de celle-ci) dans le respect des normes et règlement en vigueur.

⇨ **L'impossibilité technique de réaliser un dispositif réglementaire peut motiver le refus de changement de destination d'anciens bâtiments (corps de ferme).**

Assainissement non collectif

- **Choix de la filière selon l'aptitude des sols:**

  - Pour les parcelles bâties (habitations existantes): en cas d'impossibilité technique de réaliser un dispositif complet, un dispositif adapté pourra être toléré (en accord avec le service de contrôle). Dans ce cas la capacité habitable ne pourra être augmentée.

  - Pour les parcelles non bâties: en cas d'impossibilité technique de réaliser un dispositif complet, le Permis de Construire doit être refusé.

Remarques :

Lors de l'instruction de tout projet d'assainissement non collectif, le SPANC d'Annemasse Agglo demande au pétitionnaire une étude justifiant la conception et l'implantation du dispositif proposé.

Assainissement non collectif

Possibilités de rejet selon l'aptitude des milieux:

- Pour les habitations existantes:
  - Les possibilités de rejet sont tolérées pour les habitations existantes dans la limite du logement existant.

- Pour les constructions neuves, toute création de nouveaux logements, changement de destination de bâtiment:

  - Il appartient aux pétitionnaires de réaliser une étude de conception du dispositif d'assainissement non collectif et de vérifier les possibilités d'infiltration dans les sols dans le respect de la règlementation en vigueur.

  - En cas d'impossibilités d'infiltration, un rejet des eaux usées traitées pourra être envisagé selon l'état de saturation du milieu récepteur.

- En cas d'absence de possibilité de rejet et de possibilité d'infiltration dans les sols, aucune création de nouveau logement ou changement de destination ne peut être autorisé.
- La création des collecteurs nécessaires à l'évacuation des effluents des dispositifs d'assainissement non collectif reste à la charge de chaque pétitionnaire.

Assainissement non collectif

- **Incidence sur l'urbanisation:**
  - La poursuite de l'urbanisation est conditionnée par les possibilités d'Assainissement Non Collectif.

- **Pour Annemasse Agglo:**
  - Le contrôle des installations est obligatoire.

  - Annemasse Agglo doit effectuer le contrôle des nouvelles installations:
    - Au moment du permis de construire,
    - Avant recouvrement des fouilles.

  - Annemasse Agglo effectue le contrôle des installations existantes de façon périodique sans excéder **10 ans**:
    - tous les 4 ans pour les installations jugées non conformes présentant un danger pour la santé et les personnes ou un risque environnemental avéré, ainsi que les installations incomplètes, significativement sous dimensionnées ou présentant des dysfonctionnements majeurs hors zone à enjeu sanitaire,
    - tous les 8 ans pour les installations conformes ou ne présentant pas de défaut, ainsi que pour les installations présentant des défauts d'entretien ou d'usure.

  - Contrôle effectif :
    - Sur l'intégralité des installations d'ANC recensées, 100 % ont été contrôlées.
    - Parmi les installations d'ANC contrôlées, 86 % sont apparues non conformes.

Assainissement non collectif

- **Pour les particuliers:**
  - La mise aux normes est obligatoire.
  - En cas de non-conformité de l'installation d'ANC (problèmes constatés sur zone à enjeux sanitaires et/ou environnementaux), le propriétaire a un délai de 4 ans pour procéder aux travaux prescrits dans le rapport de contrôle.
  - Toute nouvelle demande de PC sur du bâti existant implique la mise aux normes du dispositif d'assainissement. Une attestation de conformité du projet de réhabilitation de l'installation d'ANC (remise par le SPANC) doit être insérée dans le dossier de demande de PC (décret n°2012-274 du 28/02/2012).
  - En cas de vente, l'acquéreur doit être informé d'une éventuelle non-conformité (rapport de contrôle daté de moins de 3 ans) et dispose d'un délai de 1 an après l'acte de vente pour procéder aux travaux de mise en conformité.
  - Sont à la charge du particulier:
    - Les frais de mise en conformité,
    - Les frais de vidange et d'entretien des installations,
    - La redevance de l'ANC qui sert à financer le contrôle,
    - Les éventuelles études de définition de filière (étude de faisabilité).

Département de la HAUTE-SAVOIE

Annemasse Agglo

Etrembières

Annemasse Agglo

****

Commune d'Etrembières

ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

Volet : Eaux Usées

Zone d'assainissement collectif :

- Assainissement collectif existant
- Réseau EU séparatif existant
- Réseau Unitaire existant
- Réseau E.U. séparatif existant (privé)
- Réseau E.U. unitaire existant (privé)

Zone d'assainissement non collectif :

- Assainissement non collectif
- Réseau EP
- Fossé

Divers :

- Contour PLU (Zone U et AU)
- Réseau hydrographique
- Plan d'eau
- Zone humide (inventaire départemental)
- Périmètre de protection de captage (PI, immédiat ; PR, rapproché ; PE, éloigné)

Date : Février 2025
Echelle : 1/5 000
Fichier : Zonage_EU_Etrembières.dwg
Dessin : S. BRUN

NICOT INGÉNIEURS CONSEILS
Parc Altis, 37 rue Dassonville
74650 ANNECY - Cran-Gevrier
Tél. 04.50.24.00.91 / Fax. 04.50.51.08.23
www.eau-assainissement.com
E-mail: contact@nicot-ie.com
EAU, ASSAINISSEMENT, ENVIRONNEMENT

<< Origine Cadastre (c) Droits de l'Etat réservés >> << Reproduction interdite >>

Vers STEP Ocybèle située à Gaillard

N

Echelle
0 100 200 m

Département de la HAUTE-SAVOIE

Annemasse Agglo

****

Commune d'Etrembières

ANNEXES SANITAIRES
VOLET : Eau Potable

****

SCHEMA DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE
(article L 2224-7-1 du CGCT)

Réseau :

- Réseau de distribution d'eau potable
- Réservoir
- Poteau d'incendie
- Zone desservie par le réseau public d'alimentation en eau potable
- Zone desservie par source privée

Divers :

- Contour PLU (Zone U et AU)
- Réseau hydrographique
- Plan d'eau
- Périmètre de protection de captage (PI, immédiat ; PR, rapproché ; PE, éloigné)

Date : Janvier 2025
Echelle : 1/5 000
Fichier : AS_AEP_Etrembières.dwg
Dessin : S. BRUN

NICOT INGÉNIEURS CONSEILS
Parc Alcôa, 37 rue Dassault
74650 ANNECY - CHAVANOD
Tel. 04.50.24.00.91/Fax. 04.50.91.06.23
www.eau-nicotassainissement.com
E-mail: contact@nicot-ia.com
EAU, ASSAINISSEMENT, ENVIRONNEMENT

<< Origine Cadastre (c) Droits de l'Etat réservés >> << Reproduction interdite >>

N

Distribution vers Annemasse

Distribution vers Gaillard

UD Alimenté par le SRB

Achat d'eau au Syndicat des Rocailles et de Bellecombe

Alimentation de quelques abonnées de la commune de Bossey par le réseau d'Annemasse Agglo

Echelle
0 100 200 m

Département de la HAUTE-SAVOIE

Annemasse Agglo

Etrembières

Annemasse Agglo

****

Commune d'Etrembières

ANNEXES SANITAIRES
VOLET : Eaux Pluviales

- Diagnostic -

Réseaux :

- Réseau Eaux Pluviales (EP)
- Réseau Eaux Pluviales - privé
- Réseau Unitaire existant
- Réseau Unitaire existant - privé
- Fossé
- Fossé - privé

Divers :

- Contour PLU (Zone U et AU)
- Réseau hydrographique
- Plan d'eau
- Zone humide (inventaire départemental)

Date : Février 2025
Echelle : 1/5 000
Fichier : AS_EP_Etrembières.dwg
Dessin : S. BRUN

NICOT INGÉNIEURS CONSEILS
Parc Altis, 37 rue Stéphenson
74650 ANNECY - Chavanod
Tél. 04.50.24.00.91 / Fax : 04.50.01.08.23
www.eau-assainissement.com
E-mail : contact@nicot-ic.com
EAU, ASSAINISSEMENT, ENVIRONNEMENT

<< Origine Cadastre (c) Droits de l'Etat réservés >> << Reproduction interdits >>

N

Echelle
0 100 200 m

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
direction départementale des Territoires
Haute-Savoie

ANNEXE N°12

PLAN LOCAL D'URBANISME

Révision PLU

COMMUNE : ETREMBIERES

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE AFFECTANT L'OCCUPATION DES SOLS

Consultation des servitudes dématérialisées, publiées par les gestionnaires, à partir du portail national de l'urbanisme (L.133-3 C.Urb) :
https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/

janvier 2023

Service Aménagement et Risques - Cellule Planification

	Intitulé de la servitude	Limitations administratives au droit de propriété correspondantes	Ministère concerné	Direction concernée	Texte qui l'a institué	Référence au texte législatif
AC1 Abords	SERVITUDE RELATIVE A LA CONSERVATION DU PATRIMOINE : Abords des monuments historiques	Les immeubles ou ensembles d'immeubles qui forment avec un monument historique un ensemble cohérent ou qui sont susceptibles de contribuer à sa conservation ou à sa mise en valeur sont protégés au titre des abords. La protection au titre des abords s'applique également à tout immeuble, bâti ou non bâti, situé dans un périmètre délimité par le préfet. Ce périmètre, délimité sur proposition de l'ABF, peut être commun à plusieurs monuments historiques. Il s'agit des anciens périmètres de protections modifiés (PPM). Si un tel périmètre n'a pas été délimité, la protection au titre des abords s'applique à tout immeuble, bâti ou non bâti, visible du monument historique ou visible en même temps que lui et situé à moins de 500 mètres de celui-ci. Les travaux susceptibles de modifier l'aspect extérieur d'un immeuble, bâti ou non bâti, protégé au titre des abords sont soumis à une autorisation préalable.	Ministère de la culture et de la communication	D.R.A.C. - UDAP	Arrêté préfectoral n°18-098 du 30 mars 2018	Articles L,621-30 à L,621,32 du code du patrimoine
	Impact rayon de 500m de la Gare haute du téléphérique du Salève de la commune de Monnetier Mornex					

	Intitulé de la servitude	Limitations administratives au droit de propriété correspondantes	Ministère concerné	Direction concernée	Texte qui l'a institué	Référence au texte législatif
T5	SERVITUDES AERONAUTIQUES DE DEGAGEMENT - Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements : communication - circulation aérienne	Interdiction de créer ou l'obligation de supprimer les obstacles susceptibles de constituer un danger pour la circulation aérienne ou nuisibles au fonctionnement des dispositifs de sécurité établis dans l'intérêt de la navigationaérienne; et interdiction d'effectuer des travaux de grosses réparations ou d'amélioration exempté du permis de construire sur les bâtiments et autres ouvrages frappés de servitude sans l'autorisation de l'autoritéadministrative. Les articles L. 55 et L. 56 du code des postes et des communications électroniques sont applicables aux servitudes aéronautiques de dégagement. Les servitudes de dégagement sont établies autour : aérodromes destinés à la circulation aérienne publique ou créés par l'Etat ; aérodromes non destinés à la circulation aérienne publique et créés par une personne autre que l'Etat; aérodromes situés en territoire étranger pour lesquels des zones de dégagement doivent être établies sur le territoire français; des installations d'aides à la navigation aérienne, de télécommunications aéronautiques et aux installations de la météorologie intéressant la sécurité de la navigation aérienne; de certains emplacements correspondant à des points de passages préférentiels pour la navigationaérienne. Les servitudes donne lieu à l'établissement d'un plan de servitudes aéronautiques de dégagement (PSA). En cas d'urgence, des mesures provisoires de sauvegarde peuvent également être mises en oeuvre. Ces mesures	Ministère de la Transition Écologique et Solidaire	Direction Générale de l'Aviation Civile - Direction du transport aérien	Arrêté du 24.07.1975	Articles L. 6350-1 à L. 6351-5 et L. 6372-8 à L. 6372-10 du code des transports + Articles R. 241-3 à R. 242-2, D. 241-4 à D. 242-14 et D. 243-7 du code de l'aviation civile +voir Arrêté du 07/06/2007

Intitulé de la servitude	Limitations administratives au droit de propriété correspondantes	Ministère concerné	Direction concernée	Texte qui l'a institué	Référence au texte législatif
	cessent d'être applicables si, dans un délai de deux ans à compter de leur adoption, elles n'ont pas été reprises dans un PSA régulièrement approuvé.				
Aérodrome d'Annemasse Plan d'ensemble ES 184a Index B					

	Intitulé de la servitude	Limitations administratives au droit de propriété correspondantes	Ministère concerné	Direction concernée	Texte qui l'a institué	Référence au texte législatif
T2	TELEPHERIQUES : Servitudes de survol. Servitudes concernant la pose et la dépose des câbles. ***Téléphérique du Salève***	Droit pour le constructeur ou l'exploitant, en vue de faciliter la pose, la dépose et l'entretien des câbles, de faire dégager de tout obstacle ou végétation une zone de largeur strictement suffisante et ne pouvant excéder 4m au dessous de la ligne et jusqu'au niveau du sol. Obligation pour les propriétaires de terrains non bâtis, non fermés de supporter à partir de 50 m au-dessus du niveau du sol suivant la verticale, la servitude de survol.	Transports	Transports Terrestres		Loi du 08.07.1941

Intitulé de la servitude	Limitations administratives au droit de propriété correspondantes	Ministère concerné	Direction concernée	Texte qui l'a institué	Référence au texte législatif
	d'une route départementale ou d'une voie communale. L'établissement de servitudes de visibilité ouvre au profit du propriétaire droit à une indemnité compensatrice du dommage direct, matériel et certain en résultant. A défaut d'entente amiable, l'indemnité est fixée et payée comme en matière d'expropriation. Toute infraction au plan de dégagement constitue à la charge du propriétaire du sol, sans préjudice de son recours éventuel contre le tiers auteur des travaux, une contravention dont la répression est poursuivie conformément aux articles L. 116-1 à L. 116-8. Les dispositions de la présente section sont également applicables, à la diligence de l'autorité gestionnaire de la voie, aux propriétés riveraines ou voisines du croisement à niveau d'une voie publique et d'une voie ferrée. Voir fiche technique T1 jointe				
ligne ferroviaire 892000 Longeray-Léaz au Bouveret ***ligne ferroviaire 897000 Aix-les-Bains-le-Revard à Annemasse***					

	Intitulé de la servitude	Limitations administratives au droit de propriété correspondantes	Ministère concerné	Direction concernée	Texte qui l'a institué	Référence au texte législatif
T1	VOIES FERREES : Servitudes relatives aux Voies Ferrées	Les propriétés riveraines ou voisines des voies publiques, situées à proximité de croisements, virages ou points dangereux ou incommodes pour la circulation publique peuvent être frappées de servitudes destinées à assurer une meilleure visibilité. Les servitudes de visibilité comportent, suivant le cas : 1° L'obligation de supprimer les murs de clôtures ou de les remplacer par des grilles, de supprimer les plantations gênantes, de ramener et de tenir le terrain et toute superstructure à un niveau au plus égal niveau qui est fixé par le plan de dégagement prévu à l'article L. 114-3 ; 2° L'interdiction absolue de bâtir, de placer des clôtures, de remblayer, de planter et de faire des installations quelconques au-dessus du niveau fixé par le plan de dégagement ; 3° Le droit pour l'autorité gestionnaire de la voie d'opérer la résection des talus, remblais et de tous obstacles naturels de manière à réaliser des conditions de vue satisfaisantes. Un plan de dégagement détermine, pour chaque parcelle, les terrains sur lesquels s'exercent des servitudes de visibilité et définit ces servitudes. Ce plan est soumis à une enquête publique ouverte par l'autorité exécutive de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale, propriétaire de la voie, et organisée conformément aux dispositions du code des relations entre le public et l'administration. Il est approuvé par le représentant de l'Etat dans le département, le conseil départemental ou le conseil municipal, selon qu'il s'agit d'une route nationale,	MTE - DDT	SNCF RESEAU 18 avenue des ducs de savoie 73000 Chambery + SNCF Immobilier Direction immobilière territoriale Sud Est Campus INCITY 116, cours Lafayette 69003 Lyon		Loi du 15/07/1845 et Articles L.114-1 à L.114-6 du Code de la Voirie Routière

	Intitulé de la servitude	Limitations administratives au droit de propriété correspondantes	Ministère concerné	Direction concernée	Texte qui l'a institué	Référence au texte législatif
PT3	Servitudes relatives aux réseaux de télécommunication ***Câbles souterrains à grande distance F007-F008 LYON-CHAMBBERY-ANNECY-ANNEMASSE***	Droit pour l'Etat d'établir des supports à l'extérieur des murs, d'établir des conduits en sous-sol. Obligation pour le propriétaire de laisser le libre passage aux agents. Droit des propriétaires de démolir, réparer, modifier ou clore leur propriété. Toutefois, les propriétaires ou copropriétaires doivent, au moins trois mois avant d'entreprendre les travaux de nature à affecter les ouvrages, prévenir le bénéficiaire de la servitude.	Postes et Télécommunications	Direction Générale des PTT	DUP par Arrêté interpréfectoral n°90-751 du 22/05/1990	Articles R.20-55 et L.45-1 à 49 du Code des Postes et des Communications Électroniques
PT3	Servitudes relatives aux réseaux de télécommunication ***câble à grande distance n° F026 ANNECY-ANNEMASSE***	Droit pour l'Etat d'établir des supports à l'extérieur des murs, d'établir des conduits en sous-sol. Obligation pour le propriétaire de laisser le libre passage aux agents. Droit des propriétaires de démolir, réparer, modifier ou clore leur propriété. Toutefois, les propriétaires ou copropriétaires doivent, au moins trois mois avant d'entreprendre les travaux de nature à affecter les ouvrages, prévenir le bénéficiaire de la servitude.	Postes et Télécommunications	Direction Générale des PTT	arrêté préfectoral de DUP n°94/182 du 02.02.1994 arrêté préfectoral de pose n°93/1809 du 21/09/1993	Articles R.20-55 et L.45-1 à 49 du Code des Postes et des Communications Électroniques

	Intitulé de la servitude	Limitations administratives au droit de propriété correspondantes	Ministère concerné	Direction concernée	Texte qui l'a institué	Référence au texte législatif
PT1	TELECOMMUNICATIONS : Servitude de protection des centres de réception radioélectrique contre les perturbations électromagnétiques. ***centre de Monnetier-Mornex 0740140002***	Interdiction de produire ou de propager des perturbations en se plaçant dans la gamme d'ondes reçues par le centre et présentant pour les appareils qui s'y trouvent un degré de gravité supérieur à la valeur compatible avec l'exploitation de cette station. Interdiction de mettre en service du matériel susceptible de perturber les réceptions radioélectriques du centre.	Premier Ministre Postes et Télécommunications	Direction Générale des Télécommunications	Décret du 10/03/1961	Articles R.27 à R.31 et L.57 à L.62 du Code des Postes et des Communications Électroniques + Article L.5113-1 du code de la Défense
PT3	Servitudes relatives aux réseaux de télécommunication ***Câble 254-002***	Droit pour l'Etat d'établir des supports à l'extérieur des murs, d'établir des conduits en sous-sol. Obligation pour le propriétaire de laisser le libre passage aux agents. Droit des propriétaires de démolir, réparer, modifier ou clore leur propriété. Toutefois, les propriétaires ou copropriétaires doivent, au moins trois mois avant d'entreprendre les travaux de nature à affecter les ouvrages, prévenir le bénéficiaire de la servitude.	Postes et Télécommunications	Direction Générale des PTT	Arrêté préfectoral du 04/08/1967	Articles R.20-55 et L.45-1 à 49 du Code des Postes et des Communications Électroniques

	Intitulé de la servitude	Limitations administratives au droit de propriété correspondantes	Ministère concerné	Direction concernée	Texte qui l'a institué	Référence au texte législatif
PM1	Servitude résultant de l'établissement des plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPRn) et des plans de prévention des risques miniers (valant PPRm) ***Plan de Prévention du risque naturel prévisible inondation***	Ces plans délimitent : • les zones exposées aux risques dans lesquelles les constructions, ouvrages, aménage-ments et exploitations sont interdites ou soumises à prescriptions; • les zones non directement exposées aux risques dans lesquelles les constructions,ou-vrages, aménagements et exploitations sont interdites ou soumises à prescriptions car susceptibles d'aggraver les risques ou d'en provoquer de nouveaux. Dans ces zones, les plans définissent : • les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises, par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que cellesqui peuvent incomber aux particuliers ; • les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages,des espaces mis en culture ou plantés existants à la date de l'approbation du plan qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs.	Minisère de la Transiton écologique et solidaire	DDT	Arrêté Préfectoral n° DDAF-RTM 01/09 du 19/11/2001	Article L.562-1 à L.562-9 et R.562-1 à R.562-11 du code de l'environnement - Décret n°2000-547 du16 juin -Les PPRNP et les PPRM sont soumis à la même réglementation (L. 174-5 nouveau code minier)

	Intitulé de la servitude	Limitations administratives au droit de propriété correspondantes	Ministère concerné	Direction concernée	Texte qui l'a institué	Référence au texte législatif
I4	SERVITUDES RELATIVES AUX OUVRAGES DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ***Ligne à double circuits 63 kV ANNEMASSE-CORNIER 1 et 2***	Les servitudes d'ancrage, de surplomb, d'appui, de passageet d'ébranchage ou d'abattage d'arbres En vue de l'institution de servitudes d'utilité publique, des travaux nécessaires à l'établissement et à l'entretien des ouvrages de concession de transport ou de distribution d'électricité peuvent être, sur demande du concédant ou du concessionnaire, déclarés d'utilité publique par l'autorité administrative. Servitudes au voisinage d'une ligne électrique aérienne de tension supérieure ou égale à 130kilovolts Après DUP précédée d'une enquête publique, une SUP peut être instituée de part et d'autre de toute ligne électrique aérienne de tension supérieure ou égale à 130 kilovolts, existante ou à créer, dans un périmètre incluant au maximum les fonds situés à l'intérieur: Obligations et régles : voir fiche technique jointe	Ministère de la transition écologique-Direction générale de l'énergie et du climat	RTE Groupe maintenance réseaux Savoie - 455 Av,du Pont de Rhonne - BP12- Albertville cedex 73201	DUP du 5 novembre 1953	Art L. 323-3 à L. 323-9, R. 323-1 à D.323-16 du code del'énergie - Art L. 323-10 et R. 323-19 à R. 323-22 du code del'énergie

	Intitulé de la servitude	Limitations administratives au droit de propriété correspondantes	Ministère concerné	Direction concernée	Texte qui l'a institué	Référence au texte législatif
I4	SERVITUDES RELATIVES AUX OUVRAGES DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ***Ligne à 1 circuit 63 kV BORLY-CORNIER-ANNEMASSE***	Les servitudes d'ancrage, de surplomb, d'appui, de passageet d'ébranchage ou d'abattage d'arbres En vue de l'institution de servitudes d'utilité publique, des travaux nécessaires à l'établissement et à l'entretien des ouvrages de concession de transport ou de distribution d'électricité peuvent être, sur demande du concédant ou du concessionnaire, déclarés d'utilité publique par l'autorité administrative. Servitudes au voisinage d'une ligne électrique aérienne de tension supérieure ou égale à 130kilovolts Après DUP précédée d'une enquête publique, une SUP peut être instituée de part et d'autre de toute ligne électrique aérienne de tension supérieure ou égale à 130 kilovolts, existante ou à créer, dans un périmètre incluant au maximum les fonds situés à l'intérieur: Obligations et régles : voir fiche technique jointe	Ministère de la transition écologique-Direction générale de l'énergie et du climat	RTE Groupe maintenance réseaux Savoie - 455 Av.du Pont de Rhonne - BP12- Albertville cedex 73201	DUP du 4 novembre 1965	Art L. 323-3 à L. 323-9, R. 323-1 à D.323-16 du code del'énergie - Art L. 323-10 et R. 323-19 à R. 323-22 du code del'énergie

Intitulé de la servitude	Limitations administratives au droit de propriété correspondantes	Ministère concerné	Direction concernée	Texte qui l'a institué	Référence au texte législatif
	besoin, un espace de 7,80 mètres de largeur ; ▫ une interdiction de planter des arbres ou de se clore par des haies ou autrement àmoins de 9,75 mètres de la limite du domaine public fluvial, sur les rives où il existe un chemin de halage ou d'exploitation. Servitude à l'usage des pêcheurs Il existe sur les terrains grevés des servitudes de marchepied et de halage, une servitude dite « à l'usage des « pêcheurs».Il s'agit de l'extension de l'usage de la servitude de marchepied aux pêcheurs par la loin° 65-409du 28 mai1965 relative aux droits d'usage des pêcheurs le long des cours d'eau du domaine public. La loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques fait correspondre passage des pêcheurs et servitude de marchepied sur les lacs et cours d'eau domaniaux.La servitude de passage pour la pêche n'existe donc plus sur les cours d'eau domaniaux en tant que servitude distincte de la servitude de marchepied. Elle perdure toutefois sur les cours d'eau non domaniaux. ◦ oblige les propriétaires, locataires, fermiers ou titulaires d'un droit réel, riverains d'un cours d'eau ou d'un lac domanial à laisser les terrains grevés de la servitude de marchepied à l'usage des pêcheurs et des piétons ; ◦ autorise le long des canaux de navigation, les pêcheurs et les piétons à user du chemin de halage et de la portion de berge faisant partie du domaine public, dans la mesure où le permet l'exploitation de la navigation.				
LE LONG DE L'ARVE					

	Intitulé de la servitude	Limitations administratives au droit de propriété correspondantes	Ministère concerné	Direction concernée	Texte qui l'a institué	Référence au texte législatif
EL3	Servitude de Halage et de marchepied	Servitude de marche pied Les propriétés riveraines d'un cours d'eau ou d'un lac domanial sont grevées d'une servitude dite de marchepied. La servitude de marchepied s'étend sur une bande de 3,25 mètres sur chaque rive à partir de la limite du domaine public fluvial (article L. 2131-2 du code général de la propriété des personnes publiques)1. Cependant, lorsque l'exercice de la pêche, le passage des piétons et les nécessités d'entretien et de surveillance du cours d'eau ou du lac domanial le permettent, la distance de 3,25 mètres peut être exceptionnellement réduite, sur décision de l'autorité gestionnaire, jusqu'à 1,50 mètre (article L. 2131-3). • oblige les propriétaires, locataires, fermiers ou titulaires d'un droit réel, riverains du cours d'eau ou du lac domanial à laisser les terrains grevés de cette servitude à l'usage du gestionnaire de ce cours d'eau ou du lac domanial (accès, entretien…); • interdit aux propriétaires riverains de planter des arbres ou de se clore par des haies ou autrement à moins de 3,25 mètres de la limite du domaine public fluvial. Servitude de Halage Les propriétés riveraines d'un cours d'eau domanial où il existe un chemin de halage ou d'exploitation présentant un intérêt pour le service de la navigation sont grevées d'une servitude dite de halage.La servitude de halage ne s'applique pas sur les rives des lacs domaniaux (article L. 2131-2). ◦ une obligation de laisser le long des bords des cours d'eau domaniaux ainsi que sur les îles où il en est	Ministère de la Transition écologique et solidaire	DGITM (infrastructures de transport) et DGALN (eau et biodiversité)		Art L2131-2 a L2131-6 code général propriété des personnes publiques - Art D4314-1 et D4314-3 code transports - Arrêté du 24 janvier 1992 (Art1 décret 91-796 DU 20/08/1991)

CARTOGRAPHIE DE L'ALÉA ROCHEUX

Extrait de l'étude de cartographie de l'aléa rocheux réalisée par le RTM en octobre 2013

Pour une connaissance complète de l'étude de l'aléa Rocheux, consulter le document disponible en mairie.

Commune d'ÉTREMBIÈRES



Cartographie de l'aléa rocheux

Octobre 2013

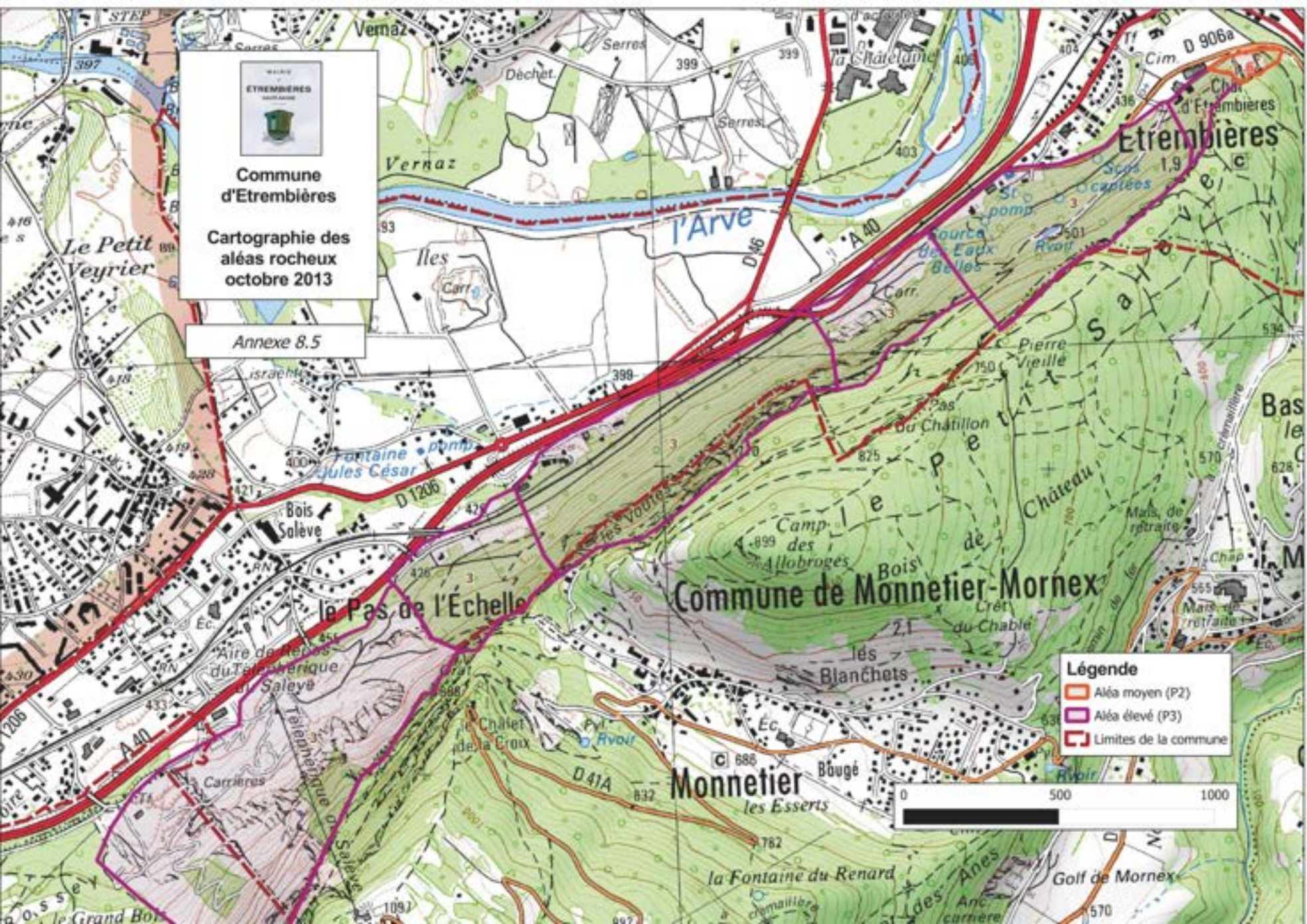
Réalisation
Office National des Forêts
Service RTM de Haute-Savoie
Certifié ISO 9001 – ISO 14001

Version définitive		
Rédige par Jérôme LIÉVOIS	Chef de projet	le 15 octobre 2013
Validé par Florent CHARLES	Chef du service RTM 74	le 29 octobre 2013

Nos coordonnées

Office National des Forêts
Service RTM de Haute-Savoie
6 avenue de France
74000 ANNECY

Tél : 04 50 23 83 94
Fax : 04 50 23 83 95
rtm.annecy@onf.fr


Commune d'Etrembières
Cartographie des aléas rocheux octobre 2013
Annexe 8.5
Légende
Aléa moyen (P2)
Aléa élevé (P3)
Limites de la commune
0
500
1000
Etrembières
Commune de Monnetier-Mornex
Monnetier
les Esserts
le Pas de l'Échelle
Le Petit Veyrier
l'Arve
Vernaz
Bois Salève
Camp des Allobroges
Bois de Château
les Blanchets
Golf de Mornex
la Fontaine du Renard
D 1206
D 41A
A 40

Carte n°6

Commune d'Ebreuilbères

Carte des aléas rocheux

Octobre 2013



PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES
Approuvé le 19/11/2001

Extrait du PPR opposable

Les plans sont fournis sur A3, pour une connaissance complète du PPR, consulter le PPR disponible en mairie ou sur le site internet de la Préfecture de Haute-Savoie

Préfecture de la Haute-Savoie

Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt

Office National des Forêts

Service de Restauration des Terrains en Montagne

Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles
Carte Réglementaire

PPR INONDATION DE L'ARVE

ETREMBIERES

Réglementation des zones

- Zone inconstructible
  Risque fort ou **champ d'expansion de crue** ou
  mesures conservatoires le long des torrents et ruisseaux
- Zone de **risque moyen à fort** en zone urbanisée
  Zone inconstructible en attendant des travaux de protection
- Zone de **risque modéré**
  constructible sous conditions
- Zone de **risque négligeable ou nul**
  non réglementé par le PPR

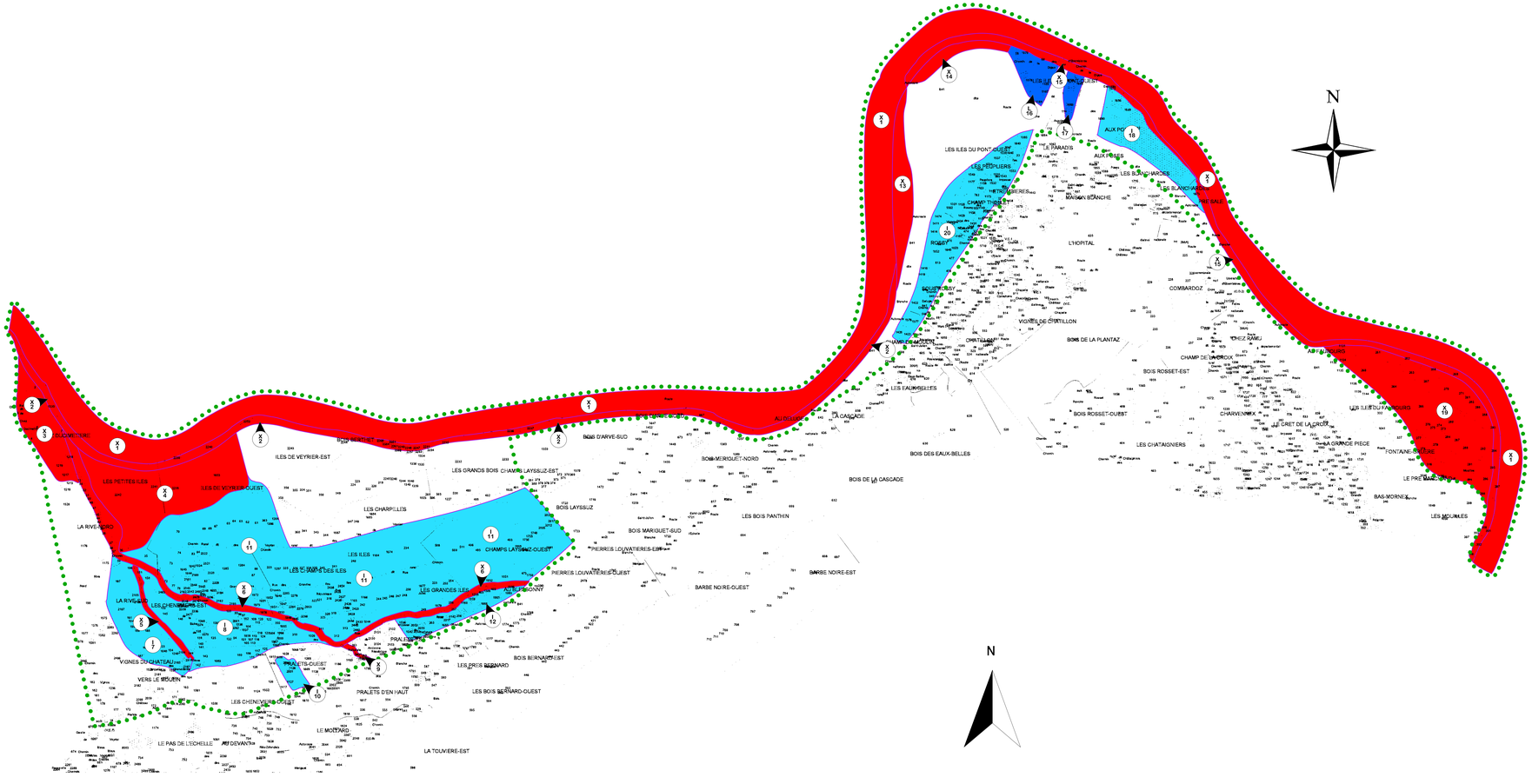
Identification des zones

X 1 — Réglements applicables / Numéro de zone

Limite de périmètre réglementaire

Echelle : 1/5 000e

28 Juin 2000



PREFECTURE DE LA HAUTE-SAVOIE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

SERVICE R.T.M.

OFFICE NATIONAL DES FORETS

P.P.R. INONDATION DE L'ARVE

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES DE LA COMMUNE D' ETREMBIERES

Règlement

Sommaire (Règlement)

1. Récapitulatif des zones de risque et règlements applicables 3
1.1 Généralités 3
1.1.1 Les différentes zones du P.P.R. 4
1.1.2 Zones "rouges" 5
1.1.3 Zones "bleues" 5
1.2 Cohérence entre P.O.S. et P.P.R. 6
1.3 Tableau récapitulatif 6
2. Note importante concernant la carte réglementaire 9
3. Catalogue des règlements applicables 10
Annexe : Réglementation concernant le risque sismique 15

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES

ETREMBIERES (HAUTE-SAVOIE)

REGLEMENT

1. Récapitulatif des zones de risque et règlements applicables

1.1 Généralités

Le présent règlement s'applique à la partie du territoire communal d'Etrembières concernée par la carte réglementaire établie sur fond cadastral.

Il détermine les mesures de prévention particulières à mettre en œuvre contre les risques naturels prévisibles, conformément aux dispositions des articles 40-1 et suivants de la loi du 22 juillet 1987.

Les risques naturels prévisibles pris en compte au titre du présent P.P.R. sont :

- les mouvements de terrain,
- les débordements torrentiels.

De plus, la réglementation existante concernant les séismes est rappelée en annexe.

Les règlements comportent l'ensemble des prescriptions applicables pour chacune des zones à risques. Les prescriptions sont opposables et doivent figurer dans le corps de l'autorisation administrative d'occuper le sol. Les règlements peuvent également comporter des recommandations qui, contrairement aux prescriptions, ne sont pas opposables mais, comme leur nom l'indique, fortement conseillées.

Le fait de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation prescrites par le P.P.R. (opposables) est puni des peines prévues à l'article L 480-4 du Code de l'Urbanisme (Article 40-5 de la loi 87-565 du 22 juillet 1987).

1.1.1 Les différentes zones du P.P.R.

On trouvera ci-après le tableau récapitulatif des zones de risques (zones dites "rouges" et zones dites "bleues", suivant les possibilités d'y construire) retenues au P.P.R. :

- chaque zone est désignée par le numéro qui figure sur la carte P.P.R. ;
- en face de chaque zone, est indiqué par une ou plusieurs lettres le ou les règlements applicables pour la zone ;
- pour information, on trouvera en plus le nom de lieu-dit de la zone et le numéro de la zone d'aléa qui s'y rapporte ;
- l'ensemble des règlements est regroupé dans le catalogue ci-après.

Les zones dites "blanches" sises à l'intérieur du périmètre P.P.R. sont réputées sans risque naturel prévisible significatif ; la construction n'y est pas réglementée par le P.P.R. . Toutefois, la réglementation parasismique existante s'y applique.

La distinction entre zones blanches d'une part, et bleues ou rouges d'autre part, se fait sur des critères purement techniques d'absence ou de présence d'aléa (cf. le rapport de présentation pour plus de précisions sur la notion d'aléa). La distinction, à l'intérieur des zones à risques, entre zones bleues et zones rouges se fait par contre sur des critères non seulement techniques mais aussi d'opportunité économique. Ainsi, un même degré d'aléa peut conduire à classer une zone de faible vulnérabilité (ex : non construite et sans possibilités d'aménagement importants) en rouge, et une autre zone plus vulnérable (ex : zone artisanale importante dans l'économie de la commune) en bleu, car les forts enjeux *justifient* des investissements de protection importants.

1.1.2 Zones "rouges"

Dans ces zones, il n'existe pas, à la date de l'établissement du présent P.P.R., de mesure de protection efficace et économiquement acceptable, pouvant permettre l'implantation de constructions ou ouvrages autres que ceux cités dans les règlements correspondants, soit du fait des risques sur la zone elle-même, soit du fait des risques que des implantations dans la zone pourraient provoquer ou aggraver.

Les zones non urbanisées situées dans des secteurs considérés comme champs d'expansion de crue seront classés en zone rouge : on ne cherche pas à les protéger ni à les développer et ce en particulier en accord avec les circulaires du 24 Janvier 1994 et du 24 Avril 1996 relatives à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables.

Ces zones sont concernées par le règlement X.

1.1.3 Zones "bleues"

Les zones bleues, en l'état des moyens d'appréciation mis en œuvre, sont réputées à risques moyens ou faibles et admissibles, moyennant l'application de mesures de prévention économiquement acceptables eu égard aux intérêts à protéger. Ces mesures sont inscrites dans le corps des autorisations administratives en tant que prescriptions opposables.

Dans le cas des zones où la construction est subordonnée à une étude préalable (ex. : étude géotechnique, étude hydraulique d'ensemble), les prescriptions à appliquer devront être précisées par cette étude.

Les prescriptions de ces règlements ne concernent pas les abris légers annexes de bâtiments d'habitation, ne dépassant pas 20 m^2 d'emprise au sol, sous réserve qu'ils ne soient pas destinés à l'occupation humaine et que leur construction n'aggrave pas les risques et n'en provoque pas de nouveau.

Certaines prescriptions s'appliquent à tout bâtiment existant ou projeté, et sont énoncées sous le titre « **Prescriptions générales** ». D'autres ne s'appliquent qu'aux nouveaux bâtiments ainsi qu'aux extensions de plus de 20 m^2d'un bâtiment existant, et sont énoncées sous le titre « **Prescriptions supplémentaires applicables aux constructions futures, et extensions de plus de 20 m^2** ».

Ces zones sont concernées par les règlements I et L.

1.2 Cohérence entre P.O.S. et P.P.R.

Le P.P.R. approuvé vaut, dans ses indications et son règlement, servitude d'utilité publique et est opposable aux tiers.

Le P.P.R. doit être annexé au Plan d'Occupation des Sols de la commune, conformément à l'article L 126-1 du Code de l'Urbanisme. En cas de dispositions contradictoires entre ces 2 documents ou de difficultés d'interprétation, les dispositions du P.P.R. prévalent sur celles du P.O.S. qui doit être modifié en conséquence.

Par contre, il est bien entendu que la constructibilité des zones bleues et blanches du P.P.R. est valable sous réserve des autres servitudes d'urbanisme : ainsi, une zone blanche du P.P.R. classée ND au P.O.S. n'est, au final, pas constructible.

1.3 Tableau récapitulatif

Le tableau présenté ci-après regroupe l'ensemble des zones bleues et rouges figurant sur le P.P.R. d'Etrembières. La numérotation est établie à partir de la carte réglementaire. Le lecteur est renvoyé pour information à la zone d'aléa correspondante.

Localisation	N° de la zone réglementaire	Type de règlement	N° de la zone d'aléa correspondante
L'Arve	1	X	1
Bords d'Arve	2	X	Mesures conservatoires le long des torrents et ruisseaux
Chez Ducimetière	3	X	8
Les Petites Iles	4	X	6
Ruisseau du Moliard	5	X	27
Ruisseau de l'Eau Belle	6	X	28
La Rive Sud, Les Cheneviers Est	7	I	9
Les Cheneviers Est	8	I	9
Ruisseau des Prés Bernard	9	X	29
Pralet Ouest	10	I	30
Les Champs des Iles, Les Iles, Les Grandes Iles, Champs Layssuz Est et Ouest, Iles de Veyrier Ouest	11	I	9
Au Blessonny	12	I	9
Secteur de l'Ile aux Castors	13	X	13 et 14
Secteur les Iles du Pont Ouest	14	X	15
Bords d'Arve	15	X	Mesures conservatoires le long des torrents et ruisseaux
Les Iles du Pont Ouest	16	L	10 et 15
Le Paradis	17	L	25
Aux Poses, Les Blanchardes	18	I	24

Localisation	N° de la zone réglementaire	Type de règlement	N° de la zone d'aléa correspondante
Les Iles du faubourg, Le Pré Marchand	**19**	**X**	**1 et 19**
Les Peupliers, Champ Thollet,, Rossy	**20**	**I**	**26**

2. Note importante concernant la carte réglementaire

Pour établir la carte réglementaire et les règlements qui l'accompagnent, l'essentiel des éléments provient de différentes études hydrauliques (Cf rapport de présentation : Bibliographie) avec **pour crue de référence la crue centennale**.

Il existe des informations concernant de très grosses crues ayant eu lieu par le passé mais on ne peut les considérer comme crues de référence puisque l'Arve a considérablement évolué depuis ; **on ne peut se référer à la plus forte crue connue que si cet événement historique a encore un sens dans la configuration actuelle**.

Il faut également signaler que nous ne prenons pas en compte des phénomènes du type rupture de digue ; **il est donc absolument nécessaire que tous les ouvrages de protection soient parfaitement entretenus et surveillés**. La carte réglementaire a donc été établie sur cette base : **les ouvrages de protection sont considérés comme existants et jouant leur rôle**.

Dans le cas d'un cours d'eau busé, les phénomènes de déboîtement ou d'éclatement des buses par mise en charge et autres problèmes ne sont pas considérés comme des phénomènes naturels et ne sont donc pas recensés ici. Il en est de même pour tout ce qui concerne les problèmes de **saturation des réseaux** et d'**inondation par remontées dans les réseaux**.

3. Catalogue des règlements applicables

Règlement X

Type de zone : Risque torrentiel, glissement de berge - risque fort
Champ d'expansion de crue à préserver

Règlement I

Type de zone : Risque inondation - risque faible

Règlement L

Type de zone : Risque torrentiel en zone urbanisée - risque moyen à fort

REGLEMENT X

Type de zone : Risque torrentiel, glissement de berge - **risque fort**

Champ d'expansion de crue à préserver

- **Occupation et utilisation du sol interdites** :

Toutes occupation et utilisation du sol, de quelque nature qu'elles soient, y compris les remblais de tout volume, sont interdites, à l'exception de celles visées à l'article ci-après.

- **Occupation et utilisation du sol autorisées** :

Les occupations et utilisations du sol suivantes sont, par dérogation à la règle commune, autorisées, **à condition qu'elles n'aggravent pas les risques et n'en provoquent pas de nouveaux** et qu'elles ne présentent qu'une vulnérabilité restreinte:

1. les travaux d'entretien et de gestion courants des constructions et des installations implantées antérieurement à la publication du plan, sous réserve qu'ils ne relèvent pas de la réglementation des permis de construire ;
2. les utilisations agricoles traditionnelles : parcs, prairies de fauche, cultures, gestion forestière...
3. les travaux d'infrastructure et d'équipements nécessaires au fonctionnement des services publics ;
4. tous travaux et aménagements de nature à réduire les risques ;
5. l'aménagement de terrains à vocation sportive ou les équipements de loisirs, sans hébergement ;
6. les carrières et extractions de matériaux sous réserve qu'une étude d'impact préalable intègre la gestion des risques naturels ;

... / ...

REGLEMENT X, suite

7. sous réserve qu'ils ne soient pas destinés à l'occupation humaine :
   - les abris légers annexes des bâtiments d'habitation ne dépassant pas 20 m^2 d'emprise au sol ;
   - les constructions, installations et aménagements directement liés à l'exploitation agricole, forestière ou piscicole.

- **Mesures particulières pour les zones exposées à un risque torrentiel :**

En ce qui concerne les cours d'eau non domaniaux, ils seront curés et mis au gabarit suffisant à chaque fois que nécessaire et les bois morts ou menaçants seront dégagés annuellement par les propriétaires riverains (art. 114 du code rural, livre I titre III, créé par l'art. 23 de la loi 95-101 du 02/02/1995).

Les divers ouvrages de protection (digues, épis, enrochements, gabions...) et le lit des torrents doivent être surveillés et entretenus aussi souvent que nécessaire.

- **Remarque** :

Les zones de risque torrentiel fort incluent une bande d'environ 10 à 20 m de large sur chaque rive des cours d'eau et ravins, afin de réserver un accès pour les travaux d'entretien.

REGLEMENT I

Type de zone : Risque inondation - **risque faible**

Prescriptions applicables

- On n'aménagera aucune pièce d'habitation ou infrastructure essentielle au fonctionnement normal du bâtiment (chaudières, ascenseurs, etc…) à moins de 0.50 m au dessus du terrain naturel, sauf réalisation d'un cuvelage étanche, ou toute autre technique de mise hors d'eau validée par une étude hydrogéologique.
- Surveillance et entretien des ouvrages de protection et du lit du torrent.

REGLEMENT L

Type de zone : Risque torrentiel en zone urbanisée - **risque moyen à fort**

Prescriptions générales

Aucune nouvelle implantation ne pourra être effectuée avant la réalisation de travaux collectifs réduisant le risque, en supprimant les débordements à l'origine de ce risque jusqu'à la crue centennale.

Ces travaux de protection sont à concevoir d'après une étude hydraulique d'ensemble des zones concernées par un même cours d'eau, afin de ne pas aggraver le risque sur d'autres zones.

Une fois les travaux réalisés, l'étude hydraulique précisera les éventuelles prescriptions générales à la construction, notamment en ce qui concerne l'entretien des ouvrages de protection.

Dans l'attente de l'étude hydraulique, les modifications du bâti existant n'entraînant pas d'augmentation d'emprise au sol pourront être autorisées, , à condition qu'elles n'aggravent pas les risques et n'en provoquent pas de nouveaux.

Annexe : Réglementation concernant le risque sismique

Un certain nombre de règles de construction destinées à la prévention du risque sismique sont applicables à l'ensemble du territoire national. Les modalités de leur application sont définies par les textes suivants (Avril 1998) :

- Le décret n°91-461 du 14 Mai 1991 (J.O. du 17/05/91) relatif à la prévention du risque sismique, définit des zones de risque sismique et des catégories de bâtiments vis-à-vis du risque sismique.
- L'arrêté du 29 Mai 1997 (J.O. du 03/06/97) relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la catégorie dite « à risque normal », remplace un arrêté du 16 Juillet 1992 et précise les règles applicables aux bâtiments courants ; il est complété par l'arrêté du 10 Mai 1993 (J.O. du 17/07/93) fixant les règles parasismiques applicables aux installations soumises à la législation sur les installations classées.

On retiendra qu'il faut appliquer les règles PS 92 (remplaçant désormais les règles PS 69/82) dans le cas général ; on peut y substituer, pour les maisons individuelles et pour les zones 0 à II (cf. arrêté du 29 Mai 1997), les règles simplifiées PS-MI 89/92.

La commune d'Etrembières est située en zone de sismicité Ib, dite à risque faible.

PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale des territoires
Service transition énergétique et mobilités
Cellule déplacements

Le préfet de la Haute-Savoie

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Annecy, le 15 FEV. 2022

Arrêté n°DDT-2022-0313

portant sur le classement sonore des infrastructures de transport terrestre du département de la Haute-Savoie – complément sur la partie ferroviaire

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L 571-10 et R 571-32 à R 571-43 relatifs au classement sonore des infrastructures de transports terrestres ;

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles R 111-4-1, R 111-23-1 à R 111-23-3 ;

VU le code de l'urbanisme, et notamment ses articles R 153-18 et R 151-53-5e ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté interministériel du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit modifié par l'arrêté du 23 juillet 2013 ;

VU les arrêtés interministériels du 25 avril 2003 relatifs à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement, de santé et dans les hôtels ;

VU l'arrêté interministériel du 23 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

VU l'avis favorable de la commune de la Roche-sur-Foron en date du 24 novembre 2021 ;

15 rue Henry-Bordeaux
74998 Annecy cedex 9
Tél. : 04 50 33 60 00
Mél. : ddt-stem@haute-savoie.gouv.fr
www.haute-savoie.gouv.fr

VU l'avis réputé favorable des communes d'Allinges, Ambilly, Annemasse, Anthy-sur-Léman, Bons-en-Chablais, Brenthonne, Cornier, Etrembieres, Evian-les-bains, Fessy, Gaillard, Juvigny, Lully, Machilly, Margencel, Monnetier-Mornex, Perrignier, Pers-jussy, Publier, Reignier-Esery, Saint-Cergues, Thonon-les-Bains, Ville-la-Grand suite à leur consultation sur le projet d'arrêté du 21 octobre 2021 au 21 janvier 2022 ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1er : Les dispositions de l'arrêté interministériel du 30 mai 1996 modifié par celles de l'arrêté du 23 juillet 2013 sont applicables dans le département de la Haute-Savoie aux abords du tracé des infrastructures ferroviaires mentionnées dans l'annexe 1. Les communes concernées par le présent arrêté sont mentionnées dans le tableau joint en annexe 2.

Article 2 : Le tableau en annexe 1 donne, pour chacun des tronçons d'infrastructure mentionnés, le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 modifié ainsi que la largeur des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de ces tronçons. Cette largeur est mesurée à partir du bord du rail le plus proche des bâtiments.

Article 3 : Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 1 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément à l'article R 571-43 du code de l'environnement.
Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 7 à 12 de l'arrêté du 23 juillet 2013 susvisé modifiant l'arrêté du 30 mai 1996.
Pour les bâtiments d'enseignement, de santé et les hôtels, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les arrêtés du 25 avril 2003 susvisés.

Article 4 : Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 1 sont :

Pour les lignes ferroviaires à grande vitesse

Catégorie	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Pour les lignes ferroviaires conventionnelles

Catégorie	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	86	81
2	82	77
3	76	71
4	71	66
5	66	61

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 « Cartographie du bruit en milieu extérieur », à une hauteur de 5 m au-dessus du plan de roulement et à une distance de 10 m de l'infrastructure considérée. Ces niveaux sont augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Article 5 : Le présent arrêté sera annexé au plan local d'urbanisme par le maire de chaque commune visée à l'article 1 (annexe 2) ou par l'autorité compétente en matière d'urbanisme si la commune a délégué sa compétence à un établissement public de coopération intercommunale.
Le périmètre des secteurs affectés par le bruit définis à l'article 1 sera reporté dans les documents graphiques du plan local d'urbanisme.

Article 6 : Une copie de cet arrêté sera affichée en mairie des communes visées à l'annexe 2 pendant une durée minimale d'un mois et au siège des établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de plan local d'urbanisme.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication (saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse internet : www.telerecours.fr comprenant l'accès à « Télérecours citoyens »).
Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique - articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration).
Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

Article 8 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur départemental des territoires, Mmes et MM les maires des communes concernées ainsi que les présidents d'EPCI compétents en matière d'urbanisme concernés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,

Alain ESPINASSE

Annexe 1

N° ligne	N° tronçon	Débutant	Finissant	Catégorie	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées par le classement
894000 Annemasse / Genève	5528	bif Annemasse – 0,490	frontière suisse – 2,000	5	10 m	Gaillard, Ambilly
892000 Annemasse / Evian-les-Bains	5532-1	Annemasse	pancarte km 175,1	4	30 m	Annemasse, Ville-la-Grand
892000 Annemasse / Evian-les-Bains	5532-2	pancarte km 175,1	Perrignier – 192,9	3	100 m	Ville-la Grand, Juvigny, Saint-Cergues, Machilly, Bons-en-Chablais, Brenthonne, Fessy, Lully, Perrignier
892000 Annemasse / Evian-les-Bains	5532-3 et 5532-4	Perrignier – 192,9	Evian-les-Bains – 211,1	4	30 m	Perrignier, Allinges, Margencel, Anthy-sur-Léman, Thonon-les-Bains, Publier, Evian-les-Bains
897000 La Roche-sur-Foron / Annemasse	5527-1	La Roche-sur-Foron – 77,7	Reignier – 84,9	4	30 m	Reignier-Esery, Pers-Jussy, Cornier, La Roche-sur-Foron
897000 La Roche-sur-Foron / Annemasse	5527-2 et 5527-3	Reignier – 84,9	bif Bellegarde / La Roche-sur-Foron – 92,55	5	10 m	Reignier-Esery, Pers-Jussy, Etrembières, Monnetier-Mornex
892000 Bellegarde / Annemasse	5527, 5528 et 5532	bif Annemasse – 172,1	Annemasse – 172,7	3	100 m	Ambilly, Annemasse, Etrembières

Annexe 2

ALLINGES	LA ROCHE-SUR-FORON
AMBILLY	LULLY
ANNEMASSE	MACHILLY
ANTHY-SUR-LÉMAN	MARGENCEL
BON-EN-CHABLAIS	MONNETIER-MORNEX
BRENTHONNE	PERRIGNIER
CORNIER	PERS-JUSSY
ETREMBIÈRES	PUBLIER
EVIAN-LES-BAINS	REIGNIER-ESERY
FESSY	SAINT-CERGUES
GAILLARD	THONON-LES-BAINS
JUVIGNY	VILLE-LA-GRAND

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Direction départementale
des territoires
Service transition énergétique et mobilités
Cellule déplacements

Références : cd/cr

Annecy, le 19 AOUT 2020

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

ARRÊTÉ N° DDT-2020-1036
portant révision du classement sonore des infrastructures de transport terrestre du département de Haute-Savoie – réseau routier

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L 571-10 et R 571-32 à R 571-43 relatifs au classement sonore des infrastructures de transports terrestres ;

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles R 111-4-1, R 111-23-1 à R 111-23-3 ;

VU le code de l'urbanisme, et notamment ses articles R 153-18 et R 151-53-5° ;

VU l'arrêté interministériel du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit modifié par l'arrêté du 23 juillet 2013 ;

VU les arrêtés interministériels du 25 avril 2003 relatifs à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement, de santé et dans les hôtels ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté interministériel du 23 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

VU le décret du 3 novembre 2016 portant nomination de M. Pierre LAMBERT, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU les arrêtés préfectoraux fixant le classement sonore des infrastructures des transports terrestres dans le département de la Haute-Savoie -réseau routier- adoptés les 11 juillet 2011, 18 juillet 2011, 18 août 2011, 6 septembre 2011, 19 septembre 2011, 6 octobre 2011, 20 octobre 2011, 4 mars 2015, 2 décembre 2015, 13 mai 2016, 17 août 2016, 27 avril 2017 ;

VU la consultation des communes sur le projet d'arrêté du 17 décembre 2019 au 17 mars 2020, interrompue le 13 mars 2020 par l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période ;

VU la consultation des communes sur le projet d'arrêté du 9 au 29 juin 2020 ;

SUR proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 : Le présent arrêté abroge et remplace les dispositions citées pour les infrastructures routières dans les arrêtés préfectoraux susvisés, les dispositions pour les infrastructures ferroviaires restant en vigueur.

Article 2 : Les dispositions de l'arrêté interministériel du 30 mai 1996 modifié par celles de l'arrêté du 23 juillet 2013 sont applicables aux abords du tracé des infrastructures routières dans le département de la Haute-Savoie mentionnées dans les annexes 1 à 4.
- annexe 1 : réseau autoroutier
- annexe 2 : réseau national
- annexe 3 : réseau départemental
- annexe 4 : réseau communal

Les communes concernées par le présent arrêté sont mentionnées dans le tableau joint en annexe 5.

Une représentation cartographique de ce classement est disponible sur le site internet des Services de l'État en Haute-Savoie :
http://www.haute-savoie.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Bruit-des-transports/Classement-sonore-des-infrastructures-de-transports-terrestres

Elle a un caractère illustratif et seul le texte du présent arrêté fait foi.

Article 3 : Les tableaux en annexes 1 à 4 donnent, pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 modifié, la largeur des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de ces tronçons ainsi que le type de tissu urbain.

Cette largeur est mesurée, pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche.

Article 4 :
Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément à l'article R 571-43 du code de l'environnement.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 7 à 12 de l'arrêté du 23 juillet 2013 susvisé modifiant l'arrêté du 30 mai 1996.

Pour les bâtiments d'enseignement, de santé et les hôtels, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les arrêtés du 25 avril 2003 susvisés.

Article 5 :
Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sont :

Catégorie	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 « Cartographie du bruit en milieu extérieur », à une hauteur de 5 m au-dessus du plan de roulement et :

- pour les rues en U, à 2 m de la ligne moyenne des façades,
- pour les tissus ouverts à une distance de 10 m de l'infrastructure, mesurée à partir du bord de chaussée le plus proche, augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Article 6 :
Le présent arrêté sera annexé au plan local d'urbanisme par le maire de chaque commune visée à l'article 2 (annexe 5) ou par l'autorité compétente en matière d'urbanisme si la commune a délégué sa compétence en matière d'urbanisme à un établissement public de coopération intercommunale.

Le périmètre des secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sera reporté dans les documents graphiques du plan local d'urbanisme.

Article 7 :
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 8 :
Une copie de cet arrêté sera affichée en mairie des communes visées à l'article 2 (annexe 5) pendant une durée minimale d'un mois et au siège des établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de plan local d'urbanisme.

Article 9: Mme la secrétaire générale de la préfecture, M. le directeur départemental des territoires, les maires des communes concernées ainsi que les présidents d'EPCI compétents en matière d'urbanisme concernés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Général·

Florence GOUACHE

Délais et voies de recours :
La présente décision peut faire l'objet d'un recours dans les deux mois qui suivent sa publication ou sa notification :

* par la voie d'un recours administratif. L'absence de réponse dans le délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun, BP 1135, 38022 Grenoble Cedex).

* par la voie d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.

* par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible via le site internet www.telerecours.fr.

Arrêté préfectoral N°DDT-2020-1036 du 19 août 2020 portant révision du classement sonore des infrastructures terrestres
Département de la Haute-Savoie

Annexe 1 – Réseau autoroutier

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu	Classement 2019	Largeur des Secteurs affectés par le bruit	Communes impactées par le classement
A40-1	Le Fayet	Passy	Tissu ouvert	2	250	Passy; St Gervais-Les-Bains; Domancy
A40-2	Passy	Sallanches	Tissu ouvert	2	250	Passy; Sallanches
A40-3	Sallanches	Cluses Est	Tissu ouvert	2	250	Sallanches; Magland; Cluses; Araches-Les-Frasse
A40-4	Cluses	Scionzier	Tissu ouvert	2	250	Cluses; Scionzier; nancy -sur-Cluses
A40-5	Scionzier	Bonneville Est	Tissu ouvert	2	250	Scionzier; Marnaz; Vougy; Bonneville; Ayse; Marignier
A40-6	Bonneville Est	Bonneville Ouest	Tissu ouvert	1	300	Bonneville; Saint-Pierre-en-Faucigny
A40-7	Bonneville	Scientrier	Tissu ouvert	1	300	Saint-Pierre-en-Faucigny; Arenthon; Scientrier
A40-8	Scientrier	Vallée verte	Tissu ouvert	1	300	Scientrier; Nangy; Contamine-sur-Arve
A40-9	Vallée verte	Annemasse	Tissu ouvert	1	300	Nangy; Arthaz-Pont-Notre-Dame; Vetraz-Monthoux; Monnetier-Mornex; Etrembières; Annemasse
A40-10	Annemasse	Etrembières	Tissu ouvert	1	300	Etrembières; Annemasse

A40-11	Etrembières	Archamps	Tissu ouvert	1	300	Gaillard; Etrembières; Monnetier-Mornex; Bossey; Collonges-sous-Salève; Archamps
A40-12	Archamps	St Julien en Genevois	Tissu ouvert	1	300	Archamps; Neydens; Saint-Julien-en-Genevois
A40-13	St Julien en Genevois	Eloise	Tissu ouvert	2	250	Saint-Julien-en-Genevois; Feigères; Viry; Chênex; Valleiry; Vulbens; Dingy-en-Vuache; Clarafond-Arcine
A40-14	Eloise	Bellegarde	Tissu ouvert	2	250	Clarafond-Arcine; St Germain-sur-Rhône; Eloise
A41-01	Limite département	Chapeiry		1	300	Saint-Félix; Alby-sur-Chéran; Chapeiry; Viuz-la-Chiésaz; Annecy; Montagny-les-Lanches
A41-02	Chapeiry	Seynod		1	300	Annecy; Montagny-les-Lanches; Chavanod
A41-03	Seynod	Metz-Tessy	Tissu ouvert	1	300	Annecy; Epagny Metz-Tessy
A41-04	Metz-Tessy	A410	Tissu ouvert	1	300	Epagny Metz-Tessy; Annecy; Fillière; Cuvat; Allonzier-la-caille; Villy-le-Pelloux
A41-05	A410	A40	Tissu ouvert	2	250	Villy-le-Pelloux; Allonzier-la-Caille; Cruseilles; Copponex; Saint-Blaise; Andilly; Présilly; Feigères; Beaumont; Neydens; Saint-Julien-en-Genevois
A41-06	St Julien en Genevois	Bardonnex	Tissu ouvert	1	300	Saint-Julien-en-Genevois
A411	Limite département	A40	Tissu ouvert	2	250	Etrembières; Gaillard
A411-A40	Limite Etrembières	Gaillard	Tissu ouvert	2	250	Etrembières; Gaillard; Annemasse
A410	A41	A40	Tissu ouvert	1	300	Villy-le-Pelloux; Charvonnex; Groisy; Fillière; Etaux; La Roche-sur-Foron; Cornier; Pers-Jussy; Arenthon; Scientrier

Arrêté préfectoral N°DDT-2020-1036 du 19 août 2020 portant révision du classement sonore des infrastructures terrestres
Département de la Haute-Savoie

Annexe 2 – Réseau national

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu	Classement 2019	Largeur des Secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
RN205-1	carrefour de la Vigie	Tunnel Mont-Blanc	Tissu ouvert	3	100	Chamonix-Mont-Blanc
RN205-2	carrefour de la Vigie	les Bossons	Tissu ouvert	2	250	Chamonix-Mont-Blanc
RN205-3	Les Bossons	Les Houches	Tissu ouvert	3	100	Chamonix-Mont-Blanc; Les Houches
RN205-4	Les Houches	Viaduc Ste Marie	Tissu ouvert	3	100	Les Houches
RN205-5	Viaduc Ste Marie	limitation 70	Tissu ouvert	4	30	Les Houches
RN205-6	Les Brions	limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Les Houches; Passy
RN205-7	Les Brions	limitation 50	Tissu ouvert	4	30	Passy
RN205-8	Limitation 70	limitation 50	Tissu ouvert	3	100	Passy
RN205-9	Limitation 70	A40	Tissu ouvert	3	100	Passy
RN205-10	A40	D13A	Tissu ouvert	3	100	Les Houches; Passy
RN205-11	Les Mouilles	Les Houches	Tissu ouvert	3	100	Les Houches

Arrêté préfectoral N°DDT-2020-1036 du 19 août 2020 portant révision du classement sonore des infrastructures terrestres
Département de la Haute-Savoie

Annexe 3 – Réseau départemental

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D1005-1	Limite département	300m nord chemin de la Planche	Tissu ouvert	3	100	Veigy-Foncenex
D1005-2	200m nord D35	300 m chemin de la Planche	Tissu ouvert	3	100	Veigy-Foncenex; Chens-sur-Léman
D1005-3	200 m nord D35	Agglomération Aubonne	Tissu ouvert	3	100	Chens-sur-Léman; Douvaine
D1005-4	Agglomération Aubonne	Agglomération Aubonne	Tissu ouvert	4	30	Douvaine
D1005-5	Agglomération Aubonne	Agglomération Douvaine	Tissu ouvert	3	100	Douvaine
D1005-6	Agglomération Douvaine	D1206	Tissu ouvert	4	30	Douvaine
D1005-7	D1206	Agglomération Douvaine	Tissu ouvert	3	100	Douvaine
D1005-8	Agglomération Douvaine	agglomération Massongy	Tissu ouvert	2	250	Douvaine; Massongy
D1005-9	agglomération Massongy	agglomération Massongy	Tissu ouvert	3	100	Massongy
D1005-10	agglomération Massongy	100m amont D342	Tissu ouvert	2	250	Massongy; Sciez
D1005-11	100m aval D342	100m amont D342	Tissu ouvert	3	100	Sciez
D1005-12	100m aval D342	agglomération Sciez	Tissu ouvert	2	250	Sciez
D1005-13	agglomération Sciez	D1	Tissu ouvert	3	100	Sciez
D1005-14	D1	agglomération Bonnatrait	Tissu ouvert	2	250	Sciez
D1005-15	agglomération Bonnatrait	agglomération Bonnatrait	Tissu ouvert	3	100	Sciez
D1005-16a	agglomération Bonnatrait	2 * 2 voies	Tissu ouvert	2	250	Sciez
D1005-16	2*2 voies	D2005	Tissu ouvert	2	250	Sciez; Margencel; Anthy-sur-Léman
D1005-17	D903	D2005	Tissu ouvert	2	250	Margencel; Anthy-sur-Léman; Allinges; Thonon-les-Bains
D1005-18	D903	D12	Tissu ouvert	2	250	Thonon-les-Bains;Allinges
D1005-19	D12	Echangeur sortie 2	Tissu ouvert	2	250	Thonon-les-Bains; Allinges
D1005-20	Echangeur sortie 2	D2005	Tissu ouvert	2	250	Thonon-les-Bains; Marin
D1005-21	D2005	Limitation 70	Tissu ouvert	2	250	Thonon-les-Bains; Marin; Publier
D1005-22	limitation 70	rue des fourches	Tissu ouvert	3	100	Publier
D1005-23	rue des Fourches	agglomération Amphion les Bains	Tissu ouvert	3	100	Publier
D1005-24	agglomération Amphion les Bains	agglomération Evian	Tissu ouvert	3	100	Publier; Evian-les-Bains
D1005-25	agglomération Evian	D24	Tissu ouvert	3	100	Evian-les-Bains

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D1005-26	D24	agglomération Petite Rive	Tissu ouvert	4	30	Evian-les-Bains; Neuvecelle; Maxilly-sur-Léman
D1005-27	agglomération Petite Rive	agglomération Torrent	Tissu ouvert	3	100	Maxilly-sur-Léman
D1005-28	agglomération Torrent	agglomération Torrent	Tissu ouvert	4	30	Maxilly-sur-Léman; Lugrin
D1005-29	agglomération Torrent	agglomération Tourronde	Tissu ouvert	3	100	Lugrin
D1005-30	agglomération Tourronde	agglomération Tourronde	Tissu ouvert	4	30	Lugrin
D1005-31	agglomération Tourronde	agglomération Meillerie	Tissu ouvert	3	100	Lugrin
D1005-32	agglomération Meillerie	agglomération Meillerie	Tissu ouvert	4	30	Lugrin; Meillerie
D1005-33	agglomération Meillerie	agglomération Locum	Tissu ouvert	3	100	Meillerie
D1005-34	agglomération Locum	agglomération Locum	Tissu ouvert	4	30	Meillerie; Saint-Gingolph
D1005-35	agglomération Locum	agglomération Bret	Tissu ouvert	3	100	Saint-Gingolph
D1005-36	agglomération Bret	agglomération Bret	Tissu ouvert	4	30	Saint-Gingolph
D1005-37	agglomération Bret	agglomération St Gingolph	Tissu ouvert	3	100	Saint-Gingolph
D1005-38	Limite département	agglomération St Gingolph	Tissu ouvert	4	30	Saint-Gingolph
D11-1	D21	limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Evian-les-Bains
D11-2	rue de Fresnes	limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Evian-les-Bains; Publier
D11-3	rue de Fresnes	agglomération Avulligoz	Tissu ouvert	3	100	Publier
D11-4	D61	agglomération Avulligoz	Tissu ouvert	4	30	Publier
RD1201 bretelle Sortie S	D1201	Voie de Metz	Tissu ouvert	4	30	Metz-Tessy
D1201_déviation	giratoire D172	Rebranchement ancienne D1201	Tissu ouvert	3	100	Pringy; Annecy; Epagny Metz-Tessy
D1201-3	Rue de la Gare	Route d'Annecy	Tissu ouvert	3	100	Saint-Julien-en-Genevois
D1201-4	Avenue du Tram	D1203	Tissu ouvert	3	100	Saint-Julien-en-Genevois; Feigères
D1201-5	D1206	A40	Tissu ouvert	2	250	Saint-Julien-en-Genevois; Feigères
D1201-6	Limitation 70	A40	Tissu ouvert	2	250	Saint-Julien-en-Genevois; Neydens
D1201-7	Limitation 70	D178	Tissu ouvert	3	100	Saint-Julien-en-Genevois; Neydens
D1201-8	D18	D178	Tissu ouvert	2	250	Neydens; Beaumont
D1201-9	D18	D223	Tissu ouvert	3	100	Beaumont; Présilly; Saint-Blaise; Andilly
D1201-10	agglomération Jussy	D223	Tissu ouvert	3	100	Saint-Blaise; Andilly
D1201-11	agglomération Jussy	agglomération Jussy	Tissu ouvert	3	100	Andilly; Copponex
D1201-12	agglomération Jussy	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Andilly; Copponex; St Blaise
D1201-13	Limitation 70	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Copponex
D1201-14	Limitation 70	agglomération Cruseilles	Tissu ouvert	3	100	Copponex; Cruseilles
D1201-15	Limitation 30	agglomération Cruseilles	Tissu ouvert	3	100	Cruseilles
D1201-16	Limitation 30	Limitation 30	Tissu ouvert	4	30	Cruseilles

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D1201-17	Limitation 30	agglomération Cruseilles	Tissu ouvert	3	100	Cruseilles
D1201-18	Chemin de la Ravoire	agglomération Cruseilles	Tissu ouvert	3	100	Cruseilles
D1201-19	Chemin de la Ravoire	Les Mollards	Tissu ouvert	3	100	Cruseilles; Allonzier-la-Caille
D1201-20	agglomération Allonzier	Les Mollards	Tissu ouvert	3	100	Allonzier-la-Caille
D1201-21	agglomération Allonzier	agglomération Allonzier	Tissu ouvert	3	100	Allonzier-la-Caille; Villy-le-Pelloux
D1201-22	agglomération Allonzier	agglomération Burgaz	Tissu ouvert	3	100	Villy-le-Pelloux; Allonzier-la-Caille; Fillière
D1201-23	agglomération Burgaz	agglomération Burgaz	Tissu ouvert	3	100	Fillière
D1201-24	agglomération Burgaz	agglomération St martin	Tissu ouvert	3	100	Fillière; Cuvat
D1201-25	agglomération St Martin Bellevue	agglomération St Martin Bellevue	Tissu ouvert	3	100	Fillière
D1201-26	agglomération St Martin Bellevue	Déviation Pringy	Tissu ouvert	3	100	Fillière; Annecy
D1201 bretelle	Bretelle de sortie S	limite Pringy	Tissu ouvert	3	100	Epagny Metz-Tessy; Annecy
D1201-28	Route de la Bouvarde	Rue Auriol	Tissu ouvert	2	250	Epagny Metz-Tessy; Annecy
D1201-29	Rue Auriol	Avenue Gambetta	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D1201-30	D3508	Limite agglomération	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D1201-31	Limitation 50	Limitation 50	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D1201-32	Limitation 50	Bd Costa de Beauregard	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D1201-33	agglomération Seynod	Bd Costa de Beauregard	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D1201-34	agglomération Seynod	agglomération Le Treige	Tissu ouvert	2	250	Annecy
D1201-35	agglomération Le Treige	agglomération Le Treige	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D1201-36	agglomération Le Treige	D38	Tissu ouvert	2	250	Montagny-les-Lanches; Annecy
D1201-37	agglomération Chaux	D38	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D1201-38	agglomération Chaux	Allée de la Chanson	Tissu ouvert	3	100	Annecy; Viuz-la-Chiésaz; Chapeiry
D1201-39	Route Annecy	Allée de la Chanson	Tissu ouvert	3	100	Viuz-la-Chiésaz;Alby-sur-Chéran
D1201-40	Route Annecy	D63A	Tissu ouvert	3	100	Alby-sur-Chéran
D1201-41	D63A	Route Pattu d'En Bas	Tissu ouvert	3	100	Alby-sur-Chéran
D1201-42	Route Pattu d'En Bas	D3	Tissu ouvert	3	100	Alby-sur-Chéran; St Félix
D1201-43	Route Pattu d'En Bas	Chez Métral	Tissu ouvert	3	100	Saint-Félix
D1201-44	agglomération St Félix	Limite département	Tissu ouvert	3	100	Saint-Félix
D1203-1	RN 1201	D916	Tissu ouvert	3	100	Epagny-Metz-Tessy; Annecy; Argonay
D1203-2	agglomération Argonay	D916	Tissu ouvert	3	100	Argonay
D1203-3	agglomération Argonay	agglomération Argonay	Tissu ouvert	4	30	Argonay; Annecy
D1203-4	agglomération Argonay	Limitation 70	Tissu ouvert	2	250	Argonay; Villaz
D1203-5	D175	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Argonay
D1203-6	D175	agglomération Mercier	Tissu ouvert	2	250	Fillière; Argonay; Villaz
D1203-7	agglomération Mercier	agglomération Mercier	Tissu ouvert	3	100	Fillière; Charvonnex

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D1203-8	agglomération Mercier	agglomération Charvonnex	Tissu ouvert	3	100	Fillière; Charvonnex
D1203-9	agglomération Charvonnex	agglomération Charvonnex	Tissu ouvert	3	100	Charvonnex; Fillière
D1203-10	agglomération Charvonnex	D74	Tissu ouvert	3	100	Charvonnex; Groisy; Fillière
D1203-11	Limitation 70	D74	Tissu ouvert	3	100	Groisy; Fillière
D1203-12	Limitation 70	D2	Tissu ouvert	3	100	Groisy; Fillière
D1203-13	Le Bénits	D2	Tissu ouvert	3	100	Groisy; Fillière
D1203-14	Le Bénits	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Groisy; Fillière
D1203-15	agglomération Daudens	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Groisy; Fillière
D1203-16	agglomération Daudens	agglomération Daudens	Tissu ouvert	4	30	Fillière
D1203-17	agglomération Daudens	limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Fillière
D1203-18	100m aval D5	limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Fillière
D1203-19	100m aval D5	100m amont D5	Tissu ouvert	3	100	Fillière
D1203-20	Les Rutheys	100m amont D5	Tissu ouvert	3	100	Fillière; Etaux; La Roche-sur-Foron
D1203-21	Les Rutheys	D155	Tissu ouvert	3	100	Eteaux
D1203-22	D155	limite 70	Tissu ouvert	2	250	Eteaux; La Roche-sur-Foron; Amancy
D1203-23	D6	limite 70	Tissu ouvert	3	100	Amancy; Saint-Pierre-en-Faucigny
D1203-24	D6	Avenue des Jourdies	Tissu ouvert	3	100	Amancy; Saint-Pierre-en-Faucigny
D1203-25	agglomération Toisinges	Avenue des Jourdies	Tissu ouvert	3	100	Saint-Pierre-en-Faucigny
D1203-26	agglomération Toisinges	D1205	Tissu ouvert	3	100	Saint-Pierre-en-Faucigny; Bonneville
D1205-9	Boulevard de l'Europe	agglomération Vetraz	Tissu ouvert	4	30	Vétraz-Monthoux
D1205-10	Agglomération Arthaz	agglomération Vetraz	Tissu ouvert	3	100	Vétraz-Monthoux; Arthaz-Pont-Notre-Dame
D1205-11	Agglomération Arthaz	agglomération Arthaz	Tissu ouvert	4	30	Arthaz-Pont-Notre-Dame
D1205-12	Agglomération Arthaz	Lieu dit La chapelle	Tissu ouvert	3	100	Arthaz-Pont-Notre-Dame
D1205-13	Lieu-dit La Chapelle	Lieu-dit La Chapelle	Tissu ouvert	3	100	Arthaz-Pont-Notre-Dame
D1205-14	Lieu-dit La Chapelle	agglomération Nangy	Tissu ouvert	3	100	Arthaz-Pont-Notre-Dame; Nangy
D1205-15	agglomération Nangy	agglomération Nangy	Tissu ouvert	4	30	Nangy
D1205-16	agglomération Nangy	agglomération Findrol	Tissu ouvert	3	100	Nangy; Fillinges
D1205-17	D903	agglomération Findrol	Tissu ouvert	4	30	Nangy; Fillinges; Contamine-sur-Arve
D1205-18	D903	agglomération Findrol	Tissu ouvert	4	30	Contamine-sur-Arve
D1205-19	agglomération Contamine	agglomération Findrol	Tissu ouvert	3	100	Contamine-sur-Arve
D1205-20	agglomération Contamine	agglomération Contamine	Tissu ouvert	4	30	Contamine-sur-Arve
D1205-21	agglomération Contamine	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Contamine-sur-Arve
D1205-22	Limitation 70	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Contamine-sur-Arve; Bonneville
D1205-23	Limitation 70 - Barby	Limitation 70 - La Boege	Tissu ouvert	3	100	Contamine-sur-Arve; Bonneville

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D1205-24	Limitation 70 - les macherettes	Limitation 70 - La Boege	Tissu ouvert	3	100	Bonneville
D1205-25	Limitation 70 - les macherettes	D12	Tissu ouvert	3	100	Bonneville
D1205-26	D12	agglomération Bonneville	Tissu ouvert	3	100	Bonneville
D1205-27	Voie contournement Bonneville	agglomération Bonneville	Tissu ouvert	4	30	Bonneville
D1205-28	D1203	agglomération Bonneville	Tissu ouvert	3	100	Bonneville
D1205-29	D19	agglomération Bonneville	Tissu ouvert	3	100	Bonneville
D1205-30	D19	agglomération Vougy	Tissu ouvert	2	250	Bonneville; Vougy
D1205-31	D26	agglomération Vougy	Tissu ouvert	3	100	Vougy
D1205-32	D26	D4	Tissu ouvert	3	100	Vougy; Marnaz; Scionzier; Cluses
D1205-33	D4	agglomération Cluses	Tissu ouvert	3	100	Cluses
D1205-34	Limitation 70	agglomération Cluses	Tissu ouvert	3	100	Cluses
D1205-35	Limitation 70	Limitation 70 Balme	Tissu ouvert	3	100	Cluses; Magland; Araches-La-Frasse
D1205-36	Limitation 70 Balme	Limitation 70 Balme	Tissu ouvert	3	100	Magland
D1205-37	Limitation 70 Balme	agglomération Magland	Tissu ouvert	3	100	Magland
D1205-38	agglomération Magland	agglomération Magland	Tissu ouvert	3	100	Magland
D1205-39	agglomération Magland	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Magland
D1205-40	Limitation 70	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Magland
D1205-41	Limitation 70	A40	Tissu ouvert	3	100	Magland; Sallanches
D1205-42	D13	A40	Tissu ouvert	3	100	Sallanches
D1205-43	D13	agglomération Sallanches	Tissu ouvert	4	30	Sallanches
D1205-44	Limitation 70 Lépigny	agglomération Sallanches	Tissu ouvert	3	100	Sallanches; Domancy
D1205-45	Limitation 70 Lépigny	Limitation 70 Lépigny	Tissu ouvert	3	100	Domancy
D1205-46	Limitation 70 Lépigny	Limitation 70 Pélargards	Tissu ouvert	3	100	Domancy
D1205-47	D339	Limitation 70 Pélargards	Tissu ouvert	3	100	Domancy
D1205-48	D339	Zone 30 Le Fayet	Tissu ouvert	4	30	Domancy; Saint-Gervais-les-Bains
D1205-49	Zone 30 Le Fayet	A40	Tissu ouvert	4	30	Saint-Gervais-les-Bains; Passy
D1206-1	Limite département	Pont	Tissu ouvert	3	100	Chevrier; Vulbens
D1206-2	Pont	Limitation 50	Tissu ouvert	4	30	Chevrier
D1206-3	Limitation 50	agglomération Vulbens	Tissu ouvert	3	100	Chevrier; Vulbens
D1206-4	agglomération Vulbens	agglomération Vulbens	Tissu ouvert	4	30	Vulbens
D1206-5	agglomération Vulbens	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Vulbens
D1206-6	agglomération Valleiry	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Vulbens; Valleiry
D1206-7	agglomération Valleiry	agglomération Valleiry	Tissu ouvert	3	100	Vulbens; Valleiry
D1206-8	Limitation 70	agglomération Valleiry	Tissu ouvert	3	100	Valleiry; Chênex
D1206-9	Limitation 70	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Chênex; Valleiry

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D1206-10	Limitation 70	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Chênex
D1206-11	Limitation 70	agglomération Essertet	Tissu ouvert	3	100	Chênex; Viry
D1206 -12	agglomération Essertet	agglomération Essertet	Tissu ouvert	3	100	Viry
D1206 -13	agglomération Essertet	agglomération Viry	Tissu ouvert	3	100	Viry
D1206 -14	agglomération Viry	agglomération Viry	Tissu ouvert	3	100	Viry
D1206 -15	limitation 70	agglomération Viry	Tissu ouvert	3	100	Viry
D1206 -16	limitation 70	Limitation 70	Tissu ouvert	2	250	Viry; Saint-Julien-en-Genevois
D1206 -17	limitation 70	D1201	Tissu ouvert	3	100	Saint-Julien-en-Genevois; Viry
D1206-18	D1201	A41	Tissu ouvert	3	100	Saint-Julien-en-Genevois
D1206-19	Limitation 70	A41	Tissu ouvert	3	100	Saint-Julien-en-Genevois
D1206-20	Limitation 70	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Saint-Julien-en-Genevois
D1206-21	Limitation 70	D18	Tissu ouvert	3	100	Saint-Julien-en-Genevois; Archamps
D1206-22	Collonges	D18	Tissu ouvert	3	100	Archamps; Collonges-sous-Salève
D1206-23	agglomération Collonges	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Collonges-sous-Salève; Archamps
D1206-24	agglomération Collonges	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Collonges-sous-Salève
D1206-25	agglomération Collonges	Limitation 70 P. Grand	Tissu ouvert	3	100	Collonges-sous-Salève; Bossey
D1206-26	Limitation 70	Limitation 70 P. Grand	Tissu ouvert	3	100	Bossey; Collonges-sous-Salève
D1206-27	Limitation 70	Limitation 70 P. Grand	Tissu ouvert	3	100	Bossey
D1206-28	Limitation 70	agglomération Pas de l'Echelle	Tissu ouvert	3	100	Bossey; Etrembières
D1206-29	agglomération Pas de l'échelle	limitationn 50	Tissu ouvert	3	100	Etrembières
D1206-30	D46	limitationn 50	Tissu ouvert	2	250	Etrembières; Monnetier-Mornex
D1206-31	D46	agglomération Etrembieres	Tissu ouvert	3	100	Etrembières
D1206-32	Avenue de l'Europe	agglomération Etrembieres	Tissu ouvert	4	30	Etrembières
D1206-33	D907	agglomération Annemasse	Tissu ouvert	3	100	Annemasse
D1206-34	Limitation 70	agglomération Annemasse	Tissu ouvert	2	250	Annemasse; Ville-la-Grand; Vetraz-Monthoux
D1206-35	Limitation 70	Limitation 70	Tissu ouvert	2	250	Annemasse; Ville-la-Grand; Vetraz-Monthoux; Cranves-Sales
D1206-36	Route des Bois	Limitation 70	Tissu ouvert	2	250	Ville-la-Grand; Cranves-Sales; Annemasse; Vetraz-Monthoux
D1206-37	Route des Bois	D903	Tissu ouvert	2	250	Cranves-Sales; Ville-la-Grand; Juvigny
D1206-38	D903	D903	Tissu ouvert	1	300	Cranves-Sales; Saint-Cergues; Juvigny
D1206-39	fin 2*2 voies	D903	Tissu ouvert	1	300	Saint-Cergues; Machilly
D1206-40	fin 2*2 voies	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Machilly; Loisin
D1206-41	agglomération Tholomaz	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Loisin

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D1206-42	agglomération Tholomaz	D35	Tissu ouvert	3	100	Loisin
D1206-43	agglomération Tholomaz	D35	Tissu ouvert	3	100	Loisin
D1206-44	agglomération Tholomaz	agglomération Loisin	Tissu ouvert	3	100	Loisin
D1206-45	agglomération Loisin	agglomération Loisin	Tissu ouvert	3	100	Loisin
D1206-46	agglomération Loisin	agglomération Douvaine	Tissu ouvert	3	100	Loisin; Douvaine
D1206-47	D1005	agglomération Douvaine	Tissu ouvert	3	100	Douvaine
D12-1	D1005	agglomération Les Fleysets	Tissu ouvert	4	30	Thonon-les-Bains; Allinges
D12-2	agglomération Noyer	agglomération Les Fleysets	Tissu ouvert	3	100	Allinges
D12-3	agglomération Noyer	agglomération Noyer	Tissu ouvert	4	30	Allinges
D12-4	agglomération Noyer	agglomération Macheron	Tissu ouvert	3	100	Allinges
D12-5	agglomération Macheron	agglomération Macheron	Tissu ouvert	4	30	Allinges
D12-6	agglomération Macheron	D35	Tissu ouvert	3	100	Allinges; Orcier, Draillant
D12-7	D1203	agglomération St Pierre Faucigny		3	100	Saint-Pierre-en-Faucigny; Bonneville
D12-8	agglomération St Pierre Faucigny	agglomération St Pierre Faucigny		4	30	Saint-Pierre-en-Faucigny
D12-9	agglomération St Pierre Faucigny	La Tatte		3	100	Saint-Pierre-en-Faucigny; Glières Val-de-Borne; St Laurent
D12-10	agglo Petit Bornand Les Glères	La Tatte		3	100	Glières Val-de-Borne
D12-11	agglo Petit Bornand Les Glères	agglo Petit Bornand Les Glières		4	30	Glières Val-de-Borne
D12-12	agglo Petit Bornand Les Glères	Les Déroberts		3	100	Glières Val-de-Borne
D12-13	Les Déroberts	Les Déroberts	Tissu ouvert	4	30	Glières Val-de-Borne
D12-14	agglomération Entremont	Les Déroberts	Tissu ouvert	3	100	Glières Val-de-Borne
D12-15	agglomération Entremont	agglomération Entremont	Tissu ouvert	4	30	Glières Val-de-Borne
D12-16	D4	agglomération Entremont	Tissu ouvert	3	100	Glières Val-de-Borne ; Saint-Jean-de-Sixt
D1212-1	D13	Place Grenette	Tissu ouvert	4	30	Sallanches
D1212-1a	Rue Saint-Eloi	N205 Avenue de Genève	Tissu ouvert	4	30	Sallanches
D1212-1b	Quai Hôtel de Ville	Quai Curral	Tissu ouvert	4	30	Sallanches
D1212-2	agglomération Sallanches	Place Grenette	Tissu ouvert	4	30	Sallanches
D1212-3	agglomération Sallanches	3 voies	Tissu ouvert	3	100	Domancy
D1212-4	3 voies	3 voies	Tissu ouvert	3	100	Domancy; Sallanches; Combloux
D1212-5	3 voies	agglomération Combloux	Tissu ouvert	3	100	Combloux
D1212-6	Zone 30	agglomération Combloux	Tissu ouvert	4	30	Combloux
D1212-7	Zone 30	Zone 30	Tissu ouvert	4	30	Combloux
D1212-8	Zone 30	agglomération Combloux	Tissu ouvert	4	30	Combloux
D1212-9	D909	agglomération Combloux	Tissu ouvert	3	100	Combloux; Demi-Quartier
D1212-10	Limitation 70 (Route d’Oise)	D909	Tissu ouvert	3	100	Demi-Quartier

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D1212-11	Limitation 70 (Route d'Oise)	Limitation 70 (Rte Oise)	Tissu ouvert	3	100	Demi-Quartier
D1212-12	Limitation 70 (Route d'Oise)	agglomération Demi-Quartier	Tissu ouvert	3	100	Demi-Quartier
D1212-13	D309A	agglomération Demi-Quartier	Tissu ouvert	3	100	Demi-Quartier; Megève
D1212-14	agglomération Megève	D309A	Tissu ouvert	4	30	Megève
D1212-15	agglomération Megève	agglomération Praz	Tissu ouvert	3	100	Megève; Praz-sur-Arly
D1212-16	agglomération Praz	agglomération Praz	Tissu ouvert	4	30	Praz-sur-Arly
D1212-17	agglomération Praz	Limite département	Tissu ouvert	3	100	Praz-sur-Arly
D13-1	D39	Relais de la vallée Blanche	Tissu ouvert	3	100	Sallanches ; Passy
D13-2	Relais de la vallée Blanche	Avenue St Martin	Tissu ouvert	4	30	Sallanches
D13-3	D1205	Avenue St Martin	Tissu ouvert	4	100	Sallanches
D14-1	Route de Charneuse	D3508	Tissu ouvert	3	100	Poisy
D14-2	Route de Charneuse	Route du Cret	Tissu ouvert	3	100	Poisy
D14-3	Route du Cret	Route de Lovagny	Tissu ouvert	3	100	Poisy
D1501-6	D909	Avenue de la Plaine	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D1501-7	D3508	Avenue de la Plaine	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D1506-1	N205	agglomération Chamonix	Tissu ouvert	3	100	Chamonix-Mont-Blanc
D1506-2	N205	Route du Bouchet	Tissu ouvert	3	100	Chamonix-Mont-Blanc
D1506-3	Avenue du Mont Blanc	agglomération Chamonix	Tissu ouvert	4	30	Chamonix-Mont-Blanc
D1506-4	agglomération Praz	agglomération Chamonix	Tissu ouvert	3	100	Chamonix-Mont-Blanc
D1506-5	agglomération Praz	agglomération Praz	Tissu ouvert	4	30	Chamonix-Mont-Blanc
D1506-6	agglomération Praz	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Chamonix-Mont-Blanc
D1506-7	Limitation 70	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Chamonix-Mont-Blanc
D1506-8	agglomération Les Tines	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Chamonix-Mont-Blanc
D1506-9	agglomération Les Tines	agglomération Les Tines	Tissu ouvert	4	30	Chamonix-Mont-Blanc
D1506-10	agglomération Les Tines	Limite 70	Tissu ouvert	3	100	Chamonix-Mont-Blanc
D1506-11	agglomération Les Iles	Limite 70	Tissu ouvert	3	100	Chamonix-Mont-Blanc
D1506-12	agglomération Les Iles	agglomération Les Iles	Tissu ouvert	4	30	Chamonix-Mont-Blanc
D1506-13	agglomération Les Iles	agglomération Argentières	Tissu ouvert	3	100	Chamonix-Mont-Blanc
D1506-14	Chemin du Grand Moueux	agglomération Argentières	Tissu ouvert	4	30	Chamonix-Mont-Blanc
D1508-1	Limite département	limite 50	Tissu ouvert	3	100	Eloise
D1508-2	limite 50	limite 50	Tissu ouvert	4	30	Eloise
D1508-3	limite 50	Pralon	Tissu ouvert	3	250	Eloise
D1508-4	Route de la Barcy	Pralon	Tissu ouvert	3	100	Eloise
D1508-5	Route de la Barcy	Echangeur A40	Tissu ouvert	3	100	Eloise; Chêne-en-Semine
D1508-6	La Tuilière	Echangeur A40	Tissu ouvert	3	100	Chêne-en-Semine ; Eloise

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D1508-7	La Tuilière	agglomération Vanzy	Tissu ouvert	3	100	Chêne-en-Semine; Vanzy
D1508-8	agglomération Vanzy	agglomération Vanzy	Tissu ouvert	4	30	Vanzy
D1508-9	agglomération Vanzy	Limitation 50	Tissu ouvert	3	100	Vanzy
D1508-10	D992	Limitation 50	Tissu ouvert	4	30	Vanzy; Chessenaz
D1508-11	D992	agglomération Mons	Rue en U	3	100	Chessenaz; Vanzy; Desingy
D1508-12	agglomération Frangy	agglomération Mons	Tissu ouvert	3	100	Chessenaz; Frangy; Desingy
D1508-13	agglomération Frangy	Rue du Grand Pont	Tissu ouvert	3	100	Frangy
D1508-14	Route d'Annecy	Rue du Grand Pont	Tissu ouvert	3	100	Frangy; Musièges
D1508-15	Route d'Annecy	agglomération Serrasson	Tissu ouvert	3	100	Musièges; Chilly; Frangy
D1508-16	agglomération Serrasson	agglomération Serrasson	Tissu ouvert	3	100	Musièges; Chilly; Contamine-Sarzin
D1508-17	agglomération Serrasson	Les ILes	Tissu ouvert	3	100	Chilly; Contamine-Sarzin; Musièges; Sallenôves
D1508-18	agglomération Bonlieu	Les ILes	Tissu ouvert	3	100	Contamine-Sarzin, Sallenôves
D1508-19	agglomération Bonlieu	D27	Tissu ouvert	3	100	Sallenôves
D1508-20	agglomération Bonlieu	D27	Tissu ouvert	3	100	Sallenôves; Marlioz
D1508-21	agglomération Bonlieu	Les Balmettes	Tissu ouvert	3	100	Marlioz; Choisy; Sallenôves; Mésigny
D1508-22	Les Crets	Les Balmettes	Tissu ouvert	2	250	Mésigny
D1508-23	Les Crets	Limite 70	Tissu ouvert	3	100	La Balme-de-Sillingy; Mésigny
D1508-24	Route Pont du Trésor	Limite 70	Tissu ouvert	3	100	La Balme-de-Sillingy; Sillingy
D1508-25	Route Pont du Trésor	agglomération Petite Balme	Tissu ouvert	3	100	Sillingy
D1508-26	agglomération Petite Balme	agglomération Petite Balme	Tissu ouvert	3	100	Sillingy
D1508-27	agglomération Chaumontet	agglomération Petite Balme	Tissu ouvert	2	250	Sillingy
D1508-28	agglomération Chaumontet	agglomération Chaumontet	Tissu ouvert	3	100	Sillingy
D1508-29	agglomération Chaumontet	D2508	Tissu ouvert	2	250	Sillingy; Epagny Metz-Tessy; Poisy
D1508-30	D3508	D2508	Tissu ouvert	2	250	Epagny Metz-Tessy; Poisy
D1508-30b	D3508	D2508	Tissu ouvert	3	100	Epagny Metz-Tessy
D1508-31a	D2201	Rue duThiou	Rue en U	1	300	Annecy
D1508-31	D2001	Faubourg des Balmettes	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D1508-32	Rue Marquisats	Faubourg des Balmettes	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D1508-33	Avenue des Tresums	Limite commune	Tissu ouvert	3	100	Annecy; Sevrier
D1508-34	agglomération Servrier	Limite commune	Tissu ouvert	3	100	Annecy; Sevrier
D1508-35	agglomération Servrier	D10	Tissu ouvert	3	100	Sevrier
D1508-36	limite commune	D10	Tissu ouvert	3	100	Sevrier, St Jorioz
D1508-37	limite commune	agglomération St Joioz	Tissu ouvert	2	250	Saint-Jorioz; Sevrier
D1508-38	Route de l'Église	agglomération St Joioz	Tissu ouvert	3	100	Saint-Jorioz

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D1508-39	Route de l'Église	agglomération St Joioz	Tissu ouvert	3	30	Saint-Jorioz
D1508-40	Limite 70	agglomération St Joioz	Tissu ouvert	3	30	Saint-Jorioz; Duingt
D1508-41	agglomération Duingt	agglomération St Joioz	Tissu ouvert	3	30	Saint-Jorioz; Duingt
D1508-42	agglomération Duingt	Limite 30	Tissu ouvert	3	100	Duingt
D1508-43	Limite 30	Limite 30	Tissu ouvert	4	30	Duingt
D1508-44	Limite 30	agglomération Bredannaz	Tissu ouvert	3	100	Duingt; Doussard
D1508-45	agglomération Bredannaz	agglomération Bredannaz	Tissu ouvert	3	100	Duingt; Doussard
D1508-46	agglomération Bout du Lac	agglomération Bredannaz	Tissu ouvert	3	100	Doussard
D1508-47	agglomération Bout du Lac	agglomération Bout du Lac	Tissu ouvert	3	100	Doussard; Lathuile
D1508-48	agglomération Bout du Lac	D909A	Tissu ouvert	3	100	Doussard
D1508-49	100m amont D142	D909A	Tissu ouvert	3	100	Doussard; Giez; Faverges-Seythenex
D1508-50	100m amont D142	100m aval D142	Tissu ouvert	3	100	Faverges-Seythenex; Giez
D1508-51	Viuz	100m aval D142	Tissu ouvert	3	100	Faverges-Seythenex
D1508-52	Viuz	Route d'Albertville	Tissu ouvert	3	100	Faverges-Seythenex; Saint-Ferréol
D1508-53	Limite 70	Route d'Albertville	Tissu ouvert	3	100	Faverges-Seythenex; Saint-Ferréol; Val-de-Chaise
D1508-54	Limite 70	Limite département	Tissu ouvert	3	100	Val de Chaise
D16-1	D910	agglomération Sales	Tissu ouvert	4	30	Rumilly; Sales
D16-2	Limitation 70	agglomération Sales	Tissu ouvert	3	100	Sales
D16-3	Limitation 70	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Sales; Marcellaz-Albanais
D16-4	Limitation 70	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Sales; Marcellaz-Albanais
D16-5	Limitation 70	Chemin des Courriers	Tissu ouvert	3	100	Marcellaz-Albanais
D16-6	agglomération Marcellaz	Chemin des Courriers	Tissu ouvert	3	100	Marcellaz-Albanais
D16-7	agglomération Marcellaz	Limitation 30	Tissu ouvert	5	10	Marcellaz-Albanais
D16-8	agglomération Marcellaz	Limitation 30	Tissu ouvert	4	30	Marcellaz-Albanais
D16-9	agglomération Marcellaz	Limite 70 (Ch. coutasse)	Tissu ouvert	3	100	Marcellaz-Albanais
D16-10	Limite 70 (Ch. coutasse)	Limite 70 (Ch. coutasse)	Tissu ouvert	3	100	Marcellaz-Albanais
D16-11	Limite 70 (Ch. coutasse)	Limite 70 (Les Golières)	Tissu ouvert	3	100	Marcellaz-Albanais; Chavanod
D16-12	D116	Limite 70 (Les Golières)	Tissu ouvert	3	100	Chavanod
D16-13	D116	Limite 70 (Les Golières)	Tissu ouvert	3	100	Chavanod
D16-14	Route de la Fruitière	Limite 70 (Les Golières)	Tissu ouvert	3	100	Chavanod
D16-15	Route de la Fruitière	agglomération Seynod	Tissu ouvert	3	100	Chavanod; Annecy
D16-16	Route de la Fruitière	Avenue de Champ Fleuri	Tissu ouvert	4	30	Chavanod; Annecy
D16-16bis	Route des Creuses	Avenue de Champ Fleuri	Tissu ouvert	4	30	Annecy
D16-16Ter	Route des Creuses	Avenue de Champ Fleuri	Tissu ouvert	4	30	Annecy

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D16-17	D5	agglomération Annecy le Vieux	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D16-18	Chez le Roy	agglomération Annecy le Vieux	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D16-19	Chez le Roy	Le Creux	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D16-20	Route des Engagnes	Le Creux	Tissu ouvert	3	100	Annecy; Alex; Dingy-St-Clair
D16-21	Route des Engagnes	Route du Fier	Tissu ouvert	3	100	Alex
D16-22	D909	Route du Fier	Tissu ouvert	3	100	Alex; Dingy-St-Clair
D18-1	D1201	Limite 70	Tissu ouvert	3	100	Beaumont; Neydens
D18-2	agglomération La Forge	Limite 70	Tissu ouvert	3	100	Neydens
D18-3	agglomération La Forge	agglomération La Forge	Tissu ouvert	4	30	Neydens; Archamps
D18-4	agglomération La Forge	Route d'Annecy	Tissu ouvert	3	100	Neydens; Archamps
D18-5	Limitation 70	Route d'Annecy	Tissu ouvert	3	100	Archamps
D18-6	Limitation 70	D18B	Tissu ouvert	3	100	Archamps
D18-7	D1206	D18B	Tissu ouvert	4	30	Archamps; Saint-Julien-en-Genevois
D19-0	rue d'Arve	D46	Tissu ouvert	3	100	Gaillard; Annemasse
D19-1	D1205	D27A	Tissu ouvert	3	100	Ayse; Bonneville
D19-2	D27A	Limitation 110	Tissu ouvert	3	100	Ayse; Bonneville
D19-3	Ferme de l'Ile	Limitation 110	Tissu ouvert	2	250	Ayse; Marignier; Vougy; Bonneville
D19-4	Ferme de l'Ile	Rue de Soulet	Tissu ouvert	3	100	Marignier; Vougy
D19-5	agglomération Marignier	Rue de Soulet	Tissu ouvert	3	100	Marignier
D19-6	agglomération Marignier	Limitation 30	Tissu ouvert	4	30	Marignier
D19-7	Limitation 30	Limitation 30	Tissu ouvert	4	30	Marignier
D19-8	Limitation 30	D26	Tissu ouvert	4	30	Marignier
D20-1	D120	D9	Tissu ouvert	2	250	Fillinges; Marcellaz
D20-2	D907	agglomération Fillinges	Tissu ouvert	4	30	Fillinges
D20-3	agglomération Fillinges	agglomération Corbières	Tissu ouvert	3	100	Fillinges; Saint-André-de-Boëge
D20-4	agglomération Corbières	agglomération Corbières	Tissu ouvert	4	30	Saint-André-de-Boëge
D20-5	agglomération Corbières	agglomération Cursières	Tissu ouvert	3	100	Saint-André-de-Boëge
D20-6	agglomération Cursières	agglomération Cursières	Tissu ouvert	4	30	Saint-André-de-Boëge
D20-7	agglomération Cursières	agglomération Boëge	Tissu ouvert	3	100	Saint-André-de-Boëge; Boëge
D20-8	D22	agglomération Boëge	Tissu ouvert	4	30	Boëge
D2-1	D1206	agglomération Etrembières	Tissu ouvert	3	100	Etrembières
D2-2	Passage à niveau PN	agglomération Etrembières	Tissu ouvert	3	100	Etrembières; Annemasse
D2-3	Passage à niveau PN	agglomération Bas Mornex	Tissu ouvert	3	100	Etrembières; Monnetier-Mornex
D2-4	Limitation 70	agglomération Bas Mornex	Tissu ouvert	3	100	Monnetier-Mornex
D2-5	Limitation 70	Chemin du Paquis	Tissu ouvert	3	100	Monnetier-Mornex; Reignier-Esery

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D2-6	Chemin du Paquis	Viaison	Tissu ouvert	3	100	Monnetier-Mornex; Reignier-Esery
D2-7	Chemin de la Grangia	Viaison		3	100	Reignier-Esery
D2-8	Chemin de la Grangia	agglomération Reignier		3	100	Reignier-Esery; Arthaz-Pont-Notre-Dame
D2-9	agglomération Reignier	agglomération Reignier		3	100	Reignier-Esery; Pers-Jussy
D2-10	agglomération Vercot	agglomération Reignier		3	30	Reignier-Esery; Pers-Jussy
D2-11	agglomération Vercot	agglomération Loisinges		4	30	Reignier-Esery; Pers-Jussy
D2-12	agglomération Roche sur Foron	agglomération Loisinges	Tissu ouvert	3	100	Pers-Jussy; Cornier; La Roche-sur-Foron
D2-13	agglomération Roche sur Foron	D1203	Tissu ouvert	4	30	La Roche-sur-Foron; Cornier
D21-1	D1005	agglomération Lugrin	Tissu ouvert	4	30	Lugrin
D21-2	agglomération Vieille Eglise	agglomération Lugrin	Tissu ouvert	3	100	Lugrin
D21-3	agglomération Vieille Eglise	agglomération Vieille Eglise	Tissu ouvert	4	30	Lugrin
D21-4	agglomération Vieille Eglise	agglomération Maxilly	Tissu ouvert	3	100	Lugrin; Maxilly-sur-Léman
D21-5	Zone 30	agglomération Maxilly	Tissu ouvert	5	10	Maxilly-sur-Léman
D21-6	Zone 30	D24	Tissu ouvert	4	30	Maxilly-sur-Léman; Neuvecelle
D21-6.1	agglomération Neuvecelle	D24	Tissu ouvert	4	30	Neuvecelle; Evian-les-Bains
D21-7	limitation 70 route Corniche	D24	Tissu ouvert	3	100	Evian-les-Bains
D21-8	limitation 70 route Corniche	Limitation 70 - Pierre Grosse	Tissu ouvert	3	100	Evian-les-Bains; Neuvecelle; Larringes; Saint-Paul-en-Chablais
D21-9	limitation 70 Guenneval	Limitation 70 - Pierre Grosse	Tissu ouvert	3	100	Saint-Paul-en-Chablais
D21-10	limitation 70 Guenneval	agglomération Lyonnet	Tissu ouvert	3	100	Saint-Paul-en-Chablais
D21-11	agglomération Lyonnet	agglomération Lyonnet	Tissu ouvert	4	30	Saint-Paul-en-Chablais
D21-12	agglomération Lyonnet	agglomération Vinzier	Tissu ouvert	3	100	Saint-Paul-en-Chablais; Vinzier
D21-13	D32	agglomération Vinzier	Tissu ouvert	4	30	Saint-Paul-en-Chablais; Vinzier
D2201-1	D3508	Rue d'Alery	Tissu ouvert	4	30	Annecy
D2201-1b	Le Thiou	Grande Rue d'Alery	Tissu ouvert	4	30	Annecy
D2203-1	D1203	Pont de Brogny	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D2203-2	D2201	Pont de Brogny	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D2508	Rue Simon Tissot Dupont	panneau d'agglomération	Tissu ouvert	4	30	Faverges-Seythenex
D2508	Panneau d'agglomération	RD 1508	Tissu ouvert	3	100	Faverges-Seythenex
D26-1	D907	Limitation 70	Tissu ouvert	4	30	Saint-Jeoire
D26-2	Limitation 70	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Saint-Jeoire
D26-3	Limitation 70	agglomération Le Giffre	Tissu ouvert	3	100	Saint-Jeoire
D26-4	agglomération La Giffre	agglomération Le Giffre	Tissu ouvert	4	30	Saint-Jeoire; Marignier
D26-5	agglomération La Giffre	Limitation 50	Tissu ouvert	3	100	Marignier
D26-6	Limitation 50	Limitation 50	Tissu ouvert	4	30	Marignier

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D26-7	Limitation 50	agglomération Marignier	Tissu ouvert	3	100	Marignier
D26-8	D19	agglomération Marignier	Tissu ouvert	4	30	Marignier
D26-9	D19	Limitation 30	Tissu ouvert	4	30	Marignier
D26-10	Chemin d' Anterne	Chemin de Beau Soleil	Tissu ouvert	5	10	Marignier
D26-11	D1205	Chemin de Beau Soleil	Tissu ouvert	4	30	Marignier; Vougy
D271	D1201	Avenue Zanaroli	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D271-2	D5	Avenue Zanaroli	Tissu ouvert	4	30	Annecy
D27A	D19	D6	Tissu ouvert	3	100	Ayse; Bonneville
D3-1	RD910	Avenue de l'Arcalod	Tissu ouvert	3	100	Rumilly
D3-2	agglomération rumilly	Avenue de l'Arcalod	Tissu ouvert	3	100	Rumilly
D3-3	agglomération rumilly	St Marcel	Tissu ouvert	3	100	Rumilly; Marigny-Saint-Marcel
D3-4	St Marcel	St Marcel	Tissu ouvert	3	100	Marigny-Saint-Marcel
D3-5	St Marcel	agglomération Marigny	Tissu ouvert	3	100	Marigny-Saint-Marcel
D3-6	agglomération Marigny	agglomération Marigny	Tissu ouvert	3	100	Marigny-Saint-Marcel
D3-7	agglomération Marigny	Limitation 50	Tissu ouvert	3	100	Marigny-Saint-Marcel; Alby-sur-Chéran
D3-8	D1201	Limitation 50	Tissu ouvert	3	100	Marigny-Saint-Marcel; Alby-sur-Chéran
D3206-1	rue de l'industrie	Avenue du Léman	Tissu ouvert	3	100	Annemasse; Vétraz-Monthoux; Gaillard; Etrembières
D3206-2	rue Dusonchet	Avenue du Léman	Tissu ouvert	3	100	Vétraz-Monthoux; Annemasse
D3206-3	rue Dusonchet	D907	Tissu ouvert	3	100	Vétraz-Monthoux; Annemasse
D339-1	D1205	Chemin des Grandes Vernes	Tissu ouvert	3	100	Domancy; Passy
D339-2	Echangeur A40	Chemin des Grandes Vernes	Tissu ouvert	3	100	Domancy; Passy
D3508-1	A41	D1508	Tissu ouvert	2	250	Epagny Metz-Tessy; Annecy
D3508-2	D1508	D1508	Tissu ouvert	3	100	Epagny Metz-Tessy; Annecy
D3508-3	D1508	Echangeur A41	Tissu ouvert	2	250	Epagny Metz-Tessy; Poisy; Annecy
D3508-4	D2201	Echangeur A41	Tissu ouvert	2	250	Annecy
D39-1	D339	D13	Tissu ouvert	3	100	Passy; Sallanches
D4-1	D900	agglomération St Jean de Sixt	Tissu ouvert	4	30	Saint-Jean-de-Sixt
D4-2	Limitation 70	agglomération St Jean de Sixt	Tissu ouvert	3	100	Saint-Jean-de-Sixt
D4-3	Limitation 70	agglomération Grand Bornand	Tissu ouvert	3	100	Saint-Jean-de-Sixt; Le Grand-Bornand
D4-4	D4E	agglomération Grand Bornand	Tissu ouvert	4	30	Le Grand-Bornand
D4-6	D902	Le Moulin Vagny	Tissu ouvert	3	100	La Rivière-Enverse
D4-7	Limitation 70	Le Moulin Vagny	Tissu ouvert	3	100	La Rivière-Enverse
D4-8	Limitation 70	agglomération Marvel	Tissu ouvert	3	100	La Rivière-Enverse
D4-9	agglomération Marvel	agglomération Marvel	Tissu ouvert	4	30	La Rivière-Enverse

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D4-10	agglomération Marvel	agglomération Le Plan	Tissu ouvert	3	100	La Rivière-Enverse
D4-11	agglomération Le Plan	agglomération Le Plan	Tissu ouvert	4	30	La Rivière-Enverse
D4-12	agglomération Le Plan	agglomération Morillon	Tissu ouvert	3	100	La Rivière-Enverse; Morillon
D4-13	agglomération Morillon	agglomération Morillon	Tissu ouvert	4	30	Morillon
D4-14	agglomération Morillon	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Morillon; Samoëns
D4-15	agglomération Samoëns	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Samoëns
D4-16	agglomération Samoëns	agglomération Samoëns	Tissu ouvert	4	30	Samoëns
D46-1	D19	agglomération Gaillard	Tissu ouvert	4	30	Gaillard
D46-2	D1206	agglomération Gaillard	Tissu ouvert	3	100	Gaillard; Etrembières
D5	rue Louis Revon	Boulevard du Lycée	Tissu ouvert	4	30	Annecy; Thônon-les-Bains; Armoy; Marin;
D902-1	D1005	D21	Tissu ouvert	3	100	Féternes
D902-2	D21	D22	Tissu ouvert	3	100	Marin; Féternes; Reyvroz; La Vernaz; Armoy; Lyaud
D902-3	D354	agglomération Les Gets	Tissu ouvert	3	100	Morzine; Les Gets
D902-4	agglomération Les Gets	agglomération Les Gets	Tissu ouvert	4	30	Les Gets
D902-5	agglomération Les Gets	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Les Gets; Taninges
D902-6	Limitation 70	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Taninges
D902-7	Limitation 70	Le Thoux	Tissu ouvert	3	100	Taninges
D902-8	Blavallaz	Le Thoux	Tissu ouvert	3	100	Taninges
D902-9	Blavallaz	Taninges	Tissu ouvert	3	100	Taninges
D902-10	agglomération Taninges	D907	Tissu ouvert	4	30	Taninges
D902-11	RD 907	fin agglomération	Tissu ouvert	4	30	Taninges
D902-12	agglomération Châtillon	agglomération Taninges	Tissu ouvert	3	100	Taninges; La Rivière-Enverse; Châtillon-sur-Cluses
D902-13	agglomération Châtillon	agglomération Châtillon	Tissu ouvert	3	100	Châtillon-sur-Cluses
D902-14	agglomération Châtillon	agglomération Cluses	Tissu ouvert	3	100	Châtillon-sur-Cluses; Cluses
D902-15	Avenue de Châtillon	agglomération Cluses	Tissu ouvert	3	100	Châtillon-sur-Cluses; Cluses
D902-16	Sardagne	Avenue Georges Clémenceau	Tissu ouvert	4	30	Cluses
D902-17	Rue des Fleurs	Avenue Georges Clémenceau	Tissu ouvert	4	30	Cluses
D902-18	Rue des Fleurs	D1205	Tissu ouvert	4	30	Cluses; Scionzier
D902-19	D1205	agglomération L'Abbaye	Tissu ouvert	4	30	Saint-Gervais-les-Bains; Passy
D902-20	agglomération Les Plagnes	agglomération L'Abbaye	Tissu ouvert	3	100	Passy
D902-21	agglomération Les Plagnes	agglomération Les Plagnes	Tissu ouvert	4	30	Passy
D902-22	Agglomération Les Plagnes	Agglomération Les Plagnes	Tissu ouvert	4	30	Saint-Gervais-les-Bains; Passy
D902-22	agglomération Les Plagnes	agglomération St Gervais	Tissu ouvert	3	100	Saint-Gervais-les-Bains; Passy

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D902-23	D909	agglomération St Gervais	Tissu ouvert	4	30	Saint-Gervais-les-Bains
D902-24	D902	D909	Tissu ouvert	4	30	Saint-Gervais-les-Bains
D903-1	D1005	Chemin des Tappaz	Tissu ouvert	3	100	Thonon-les-Bains; Allinges
D903-2	Chemin des Tappaz	D33	Tissu ouvert	3	100	Thonon-les-Bains; Allinges
D903-3	D233	D33	Tissu ouvert	3	100	Allinges
D903-4	D233	Limite 50 Moulin Pendant	Tissu ouvert	3	100	Allinges. Perrignier
D903-5	Limite 50 Moulin Pendant	Limite 50 Moulin Pendant	Tissu ouvert	3	100	Perrignier
D903-6	Limite 50 Moulin Pendant	agglomération Perrignier	Tissu ouvert	3	100	Perrignier
D903-7	agglomération Perrignier	agglomération Perrignier	Tissu ouvert	3	100	Perrignier
D903-8	agglomération Perrignier	100m amont D125	Tissu ouvert	3	100	Perrignier
D903-9	100m aval D125	100m amont D125	Tissu ouvert	3	100	Perrignier
D903-10	100m aval D125	agglomération Lully	Tissu ouvert	3	100	Perrignier; Lully; Cervens
D903-11	agglomération Lully	agglomération Lully	Tissu ouvert	3	100	Lully
D903-12	agglomération Lully	Voie communale Chez Viret	Tissu ouvert	3	100	Lully; Fessy
D903-13	Lieu dit Chez Picut	Voie communale Chez Viret	Tissu ouvert	3	100	Fessy; Brenthonne
D903-14	Lieu dit Chez Picut	Lieu-dit Chez Bernaz	Tissu ouvert	3	100	Fessy; Brenthonne
D903-15	Chemin Rural de Puard	Lieu-dit Chez Bernaz	Tissu ouvert	3	100	Brenthonne
D903-16	Chemin Rural de Puard	agglomération. Brenthonne	Tissu ouvert	3	100	Brenthonne
D903-17	agglomération. Brenthonne	agglomération. Brenthonne	Tissu ouvert	3	100	Brenthonne
D903-18	agglomération. Brenthonne	agglomération. Bons en Chablais	Tissu ouvert	3	100	Brenthonne
D903-19	agglomération. Bons en Chablais	agglomération. Bons en Chablais	Tissu ouvert	3	100	Bons-en-Chablais
D903-20	agglomération. Bons en Chablais	agglomération. Langin	Tissu ouvert	3	100	Bons-en-Chablais
D903-21	agglomération. Langin	agglomération. Langin	Tissu ouvert	3	100	Bons-en-Chablais
D903-22	agglomération. Langin	Route des Vignes	Tissu ouvert	3	100	Bons-en-Chablais; Machilly
D903-23	Route des Sources	Route des Vignes	Tissu ouvert	2	250	Machilly; Saint-Cergues
D903-24	Route des Sources	D1206	Tissu ouvert	2	250	Machilly; Saint-Cergues
D903-25	D1206	Chemin des Hutins	Tissu ouvert	2	250	Cranves-Sales; Savigny
D903-26	D183	Chemin des Hutins	Tissu ouvert	2	250	Cranves-Sales
D903-27	D183	D907	Tissu ouvert	1	300	Cranves-Sales; Bonne; Lucinges
D903-28	Limitation 80	D907	Tissu ouvert	1	300	Cranves-Sales; Bonne
D903-29	Limitation 80	Les Bègues	Tissu ouvert	2	250	Bonne; Nangy; Fillinges
D903-30	Limitation 80	D9	Tissu ouvert	3	100	Fillinges; Contamine-sur-Arve; Nangy
D903-31	A40	D9	Tissu ouvert	3	100	Fillinges; Contamine-sur-Arve; Nangy
D903-32	A40	Impasse Doucet	Tissu ouvert	3	100	Nangy; Scientrier; Reignier-Esery
D903-33	Chemin Les Platons	Impasse Doucet	Tissu ouvert	3	100	Scientrier

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D903-34	Chemin Les Platons	100m aval D6	Tissu ouvert	3	100	Scientrier; Arenthon; Cornier; Amancy
D903-35	100m amont D6	100m aval D6	Tissu ouvert	3	100	Cornier; Amancy
D903-36	agglomération Le Quarre	100m aval D6	Tissu ouvert	3	100	Cornier; Amancy
D903-37	agglomération Le Quarre	D1203	Tissu ouvert	4	30	Armancy
D907-1	D1206	Route Tattes de Borly	Tissu ouvert	4	30	Cranves-SalesAnnemasse; Vétraz-Monthoux;
D907-2	Chemin des Esseims	Route Tattes de Borly	Tissu ouvert	3	100	Cranves-Sales
D907-3	Chemin des Esseims	D903	Tissu ouvert	3	100	Cranves-Sales; Bonne
D907-4	Rue du Faucigny	D903	Tissu ouvert	3	100	Cranves-Sales; Bonne
D907-5	Rue du Faucigny	Zone 30	Tissu ouvert	4	30	Bonne
D907-6	agglomération Bonne	Zone 30	Tissu ouvert	3	100	Bonne
D907-7	agglomération Bonne	Zone 70	Tissu ouvert	3	100	Bonne
D907-8	Zone 70	Zone 70	Tissu ouvert	3	100	Bonne; Fillinges
D907-9	Zone 70	agglomération Pont de Fillinges	Tissu ouvert	3	100	Bonne; Fillinges
D907-10	agglomération Pont de Fillinges	Ch. Du Bosset	Tissu ouvert	3	100	Fillinges
D907-11	agglomération Pont de Fillinges	Ch. Du Bosset		3	100	Fillinges
D907-12	agglomération Pont de Fillinges	Rte de Sevraz		3	100	Fillinges
D907-13	Limitation 70	Rte de Sevraz	Tissu ouvert	3	100	Fillinges; Viuz-en-Sallaz
D907-14	Limitation 70	agglomération Sous Bregny	Tissu ouvert	3	100	Viuz-en-Sallaz; Marcellaz; Fillinges; Peillonnex
D907-15	agglomération Sous Bregny	agglomération Sous Bregny	Tissu ouvert	3	100	Viuz-en-Sallaz
D907-16	agglomération Sous Bregny	agglomération Viuz en Sallaz	Tissu ouvert	3	100	Viuz-en-Sallaz
D907-17	agglomération Viuz en Sallaz	agglomération Viuz en Sallaz	Tissu ouvert	4	30	Viuz-en-Sallaz
D907-18	agglomération Viuz en Sallaz	agglomération Ville en Sallaz	Tissu ouvert	3	100	Viuz-en-Sallaz; Ville-en-Sallaz
D907-19	agglomération Viuz en Sallaz	D191	Tissu ouvert	4	30	Viuz-en-Sallaz; Ville-en-Sallaz
D907-20	D191	agglomération Viuz en Sallaz	Tissu ouvert	4	30	Ville-en-Sallaz
D907-21	agglomération Viuz en Sallaz	agglomération La Tour	Tissu ouvert	3	100	Ville-en-Sallaz; La Tour
D907-22	agglomération La Tour	agglomération La Tour	Tissu ouvert	4	30	La Tour
D907-23	D306	agglomération La Tour	Tissu ouvert	3	100	La Tour; Saint-Jeoire
D907-24	D306	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Saint-Jeoire
D907-25	agglomération Mieussy	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Saint-Jeoire; Mieussy; Marignier
D907-26	agglomération Mieussy	agglomération Mieussy	Tissu ouvert	4	30	Mieussy
D907-27	agglomération Mieussy	agglomération Matringes	Tissu ouvert	3	100	Mieussy
D907-28	agglomération Matringes	agglomération Matringes	Tissu ouvert	4	30	Mieussy
D907-29	agglomération Matringes	agglomération Taninges	Tissu ouvert	3	100	Mieussy; Taninges; Chatillon-sur-Cluses

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D907-30	agglomération Taninges	agglomération Taninges	Tissu ouvert	4	30	Taninges
D908B-1	D1508	Chemin des Vignes	Tissu ouvert	4	30	La Balme-de-Sillingy; Sillingy
D908B-2	Chemin St Paul	Chemin des Vignes	Tissu ouvert	3	100	Sillingy; Epagny Metz-Tessy
D908B-3	Route de la Montagne	Chemin St Paul	Tissu ouvert	4	30	Epagny Metz-Tessy
D908B-4	Route de la Montagne	agglomération Metz	Tissu ouvert	3	100	Epagny Metz-Tessy
D908B-5	agglomération Metz	Echangeur D3508	Tissu ouvert	4	30	Epagny Metz-Tessy
D909-1	Avenue de France	Limitation 30	Tissu ouvert	3	100	Annecy; Veyrier-du-Lac
D909-2	Limitation 30	Limitation 30	Tissu ouvert	4	30	Veyrier-du-Lac
D909-3	Limitation 30	Route des Pérouzes	Tissu ouvert	3	100	Veyrier-du-Lac
D909-4	Route de Morat	Route des Pérouzes	Tissu ouvert	4	30	Veyrier-du-Lac
D909-5	Route de Morat	D909A	Tissu ouvert	3	100	Veyrier-du-Lac
D909-6	D16	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Alex; La Balme-de-Thuy
D909-7	Limitation 70	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Alex; La Balme-de-Thuy
D909-8	Limitation 70	Route de la Balme	Tissu ouvert	3	100	La Balme-de-Thuy; Thônes
D909-9	Route des Crets	Route de la Balme	Tissu ouvert	3	100	La Balme-de-Thuy; Thônes
D909-10	Route des Crets	agglomération Thônes	Tissu ouvert	3	100	Thônes
D909-11	agglomération Thônes	D12	Tissu ouvert	3	100	Thônes
D909-12	D12	agglomération Thônes	Tissu ouvert	4	30	Thônes
D909-13	Rue de la Saulne	agglomération Thônes	Tissu ouvert	3	100	Thônes
D909-14	Rue de la Saulne	agglomération Les Villards	Tissu ouvert	3	100	Thônes; Les Villards-sur-Thônes
D909-15	agglomération Les Villards	agglomération Les Villards	Tissu ouvert	4	30	Thônes; Les Villards-sur-Thônes
D909-16	Chemin dit Nant Tassin	agglomération Les Villards	Tissu ouvert	3	100	Les Villards-sur-Thônes
D909-17	Chemin dit Nant Tassin	Le Bourgeal	Tissu ouvert	3	100	Les Villards-sur-Thônes
D909-18	Les Combes	Le Bourgeal	Tissu ouvert	3	100	Les Villards-sur-Thônes; Saint-Jean-de-Sixt
D909-19	Les Combes	agglomération St Jean de Sixt	Tissu ouvert	3	100	Les Villards-sur-Thônes; Saint-Jean-de-Sixt
D909-20	Les Faux	agglomération St Jean de Sixt	Tissu ouvert	4	30	Saint-Jean-de-Sixt
D909-21	Les Faux	D4	Tissu ouvert	4	30	Saint-Jean-de-Sixt
D909-22	agglomération St Jean de Sixt	D4	Tissu ouvert	4	30	Saint-Jean-de-Sixt
D909-23	agglomération St Jean de Sixt	agglomération La Clusaz	Tissu ouvert	3	100	Saint-Jean-de-Sixt; La Clusaz
D909-24	agglomération La Clusaz	giratoire entrée ouest – route de la piscine	Tissu ouvert	4	30	La Clusaz
D909A-1	D909	agglomération Veyrier	Tissu ouvert	4	30	Veyrier-du-Lac
D909A-2	agglomération Menthon	agglomération Veyrier	Tissu ouvert	3	100	Veyrier-du-Lac; Menthon-Saint-Bernard

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D909A-3	agglomération Menthon	Rte des Bains	Tissu ouvert	4	30	Veyrier-du-Lac; Menthon-Saint-Bernard
D909A-4	100m aval Chemin des Trappes	Rte des Bains	Tissu ouvert	5	10	Menthon-Saint-Bernard
D909A-5	100m aval Chemin des Trappes	agglomération Menthon	Tissu ouvert	4	30	Menthon-Saint-Bernard
D909A-6	agglomération Echarvines	agglomération Menthon	Tissu ouvert	3	100	Talloires-Montmin; Menthon-Saint-Bernard
D909A-7	agglomération Echarvines	agglomération Echarvines	Tissu ouvert	4	30	Talloires-Montmin
D909A-8	agglomération Echarvines	limitation 50	Tissu ouvert	3	100	Talloires-Montmin
D909A-9	D42	limitation 50	Tissu ouvert	4	30	Talloires-Montmin
D909A-10	D42	agglomération Talloires	Tissu ouvert	4	30	Talloires-Montmin
D909A-11	agglomération Angon	agglomération Talloires	Tissu ouvert	4	30	Talloires-Montmin
D909A-12	agglomération Angon	agglomération Balmettes	Tissu ouvert	4	30	Talloires-Montmin
D909A-13	Limitation 50	agglomération Balmettes	Tissu ouvert	4	30	Talloires-Montmin
D909A-14	Limitation 50	Limitation 50	Tissu ouvert	4	30	Talloires-Montmin
D909A-15	Limitation 50	agglomération Glières	Tissu ouvert	4	30	Talloires-Montmin; Doussard
D909A-16	agglomération Glières	agglomération Glières	Tissu ouvert	4	30	Talloires-Montmin; Doussard
D909A-17	agglomération Glières	agglomération Verthier	Tissu ouvert	4	30	Doussard
D909A-18	D1502	agglomération Verthier	Tissu ouvert	4	30	Doussard
D9-1	PR8.6 RD20	PR10.3 RD903	Tissu ouvert	2	250	Fillinges; Contamine-sur-Arve
D910-1	agglomération Vallières	D14	Tissu ouvert	4	30	Vallières
D910-2	agglomération Vallières	Limitation70	Tissu ouvert	3	100	Vallières; Sales
D910-3	Limitation 50	Limitation70	Tissu ouvert	4	30	Vallières; Rumilly
D910-4	Limitation 50	agglomération Rumilly	Tissu ouvert	3	100	Rumilly
D910-5	Boulevard Louis Dagand	agglomération Rumilly	Tissu ouvert	4	30	Rumilly
D910-6	Boulevard Louis Dagand	D3	Tissu ouvert	3	100	Rumilly
D910-7	Limitation 70	D3	Tissu ouvert	4	30	Rumilly
D910-8	Limitation 70	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Rumilly
D910-9	Limitation 70	agglomération Bloye	Tissu ouvert	3	100	Rumilly; Bloye
D910-10	agglomération Bloye	agglomération Bloye	Tissu ouvert	4	30	Bloye
D910-11	agglomération Bloye	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Bloye
D910-12	Limitation 70	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Bloye
D910-13	Limitation 70	Limite commune	Tissu ouvert	3	100	Bloye
D916	D1203	D16	Tissu ouvert	2	250	Annecy; Argonay
D992-1	D1508	Rue de l’Église	Tissu ouvert	4	30	Frangy
D992-2	D1508	agglomération Mons	Tissu ouvert	4	30	Chessenaz; Vanzy
D992-3	Limitation 70	agglomération Mons	Tissu ouvert	3	100	Vanzy, Desingy

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D992-4	Limitation 70	Les Vorziers	Tissu ouvert	3	100	Vanzy, Desingy
D992-5	Les Vorziers	Les Vorziers	Tissu ouvert	4	30	Vanzy; Usinens; Desingy
D992-6	Limitation 70	Les Vorziers	Tissu ouvert	3	100	Desingy; Usinens
D992-7	Limitation 70	100m amont D31	Tissu ouvert	3	100	Desingy; Usinens
D992-8	La Perrouse	100m amont D31	Tissu ouvert	4	30	Desingy; Seyssel
D992-9	La Perrouse	100m amont D14	Tissu ouvert	3	100	Seyssel; Bassy; Usinens
D992-10	100m aval D14	100m amont D14	Tissu ouvert	3	100	Seyssel; Bassy
D992-11	100m aval D14	agglomération Seyssel	Tissu ouvert	3	100	Seyssel; Bassy
D992-12	Limitation 30	agglomération Seyssel	Tissu ouvert	4	30	Seyssel
D992-13	Limitation 30	Limitation 30	Tissu ouvert	5	10	Seyssel
D992-14	Limitation 30	D991	Tissu ouvert	4	30	Seyssel
D992-15	D1206	agglomération Eluiset	Tissu ouvert	4	30	Viry
D992-16	agglomération Maisonneuve	agglomération Eluiset	Tissu ouvert	3	100	Viry; Vers
D992-17	agglomération Maisonneuve	agglomération Maisonneuve	Tissu ouvert	4	30	Vers
D992-17	Allée de Beauregard	Route de Vigny	Tissu ouvert	3	100	Vers ; Jonzier-Epagny

Arrêté préfectoral N°DDT-2020-1036 du 19 août 2020 portant révision du classement sonore des infrastructures terrestres
Département de la Haute-Savoie

Annexe 4 – Réseau communal

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Amancy	Avenue Victor Hugo	Boulevard des Glières	Faubourg Saint-Martin	Tissu ouvert	4	30
Amancy	Faubourg Saint-Martin	Limite La Roche/Amancy	Rue de L'égalité	Tissu ouvert	4	30
Ambilly	Rue Albert Hénon	Rue Ile Foron	limite commune	Tissu ouvert	5	10
Ambilly	Rue d'Arve	quai d'Arve	rue du Chatelet	Tissu ouvert	4	30
Ambilly	Rue de Genève	Limite commune	Limite commune	Tissu ouvert	3	100
Ambilly	Rue de Genève	Rue de la Zone	Avenue Lachenal	Tissu ouvert	3	100
Ambilly	Rue du Jura	Rue des Négociants	Rue de la Martinière	Tissu ouvert	4	30
Ambilly	Rue Helvetie	rue Jean Jaurès	Avenue de Genève	Tissu ouvert	4	30
Ambilly	rue Jean Jaurès	rue Marc Sangnier	rue Marc Sangnier	Tissu ouvert	4	30
Ambilly	Rue Louis Lachenal	Avenue de Genève	lim Ambilly Annemasse	Tissu ouvert	4	30
Ambilly	Rue de la Martinière	rue du Jura	Suisse	Tissu ouvert	4	30
Ambilly	Rue de Mon Idée	rue du Jura	Suisse	Tissu ouvert	4	30
Ambilly	Rue des Negociants	rue du Jura	Limite commune	Tissu ouvert	4	30
Ambilly	Rue Ravier	Limite Ambilly/Ville la Grand	Rue du Jura	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue Vert Bois	D 16	Avenue Vert Bois	Tissu ouvert	5	10

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Annecy	Avenue Altais	D16	Limite commune Seynod	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Avenue Altais	Limite commune Chavanod	Route de la Salle	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue Berthollet	Boulevard Decouz	Avenue Bouvard	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue Bouvard	Avenue des Hirondelles	22 avenue Bouvard	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue Bouvard	22 avenue Bouvard	5 avenue Bouvard	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue d'Albigny	Avenue du Petit-Port	rue des Cygnes	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue d’Albigny	rue Président Favre	Avenue de France	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue de Beauregard	Rue Jourdil	avenue de Gévrier	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue de Brogny	D1201	D1201	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue de Brogny	Boulevard du Lycée	rue de l'industrie	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue de Brogny	Boulevard de la Rocade	Boulevard du Lycée	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue de Chambéry	Avenue du Pont Neuf	Avenue du Rhône	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue de Chevêne	Avenue du Thiou	Rue de l'industrie	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue de Cran	Boulevard de la Rocade	Avenue du Stand	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue de France	Rue des Cloches	Rue des Aravis	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue de France	avenue de Novel	Rue des Aravis	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Avenue de France	chemin du Maquis	avenue de Novel	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue de Genève	D1201	Rue du Bel Air	Tissu ouvert	3	100

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Annecy	Avenue de Genève	Boulevard de la Rocade	Rue du Bel Air	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue de Genève	Boulevard du Lycée	Boulevard de la Rocade	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue de Gevrier	12 avenue de Gevrier	Grand Rue d'Alery	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue de Gevrier	12 avenue de Gevrier	avenue de Beauregard	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue de la Plaine	avenue de Brogny	Séparation 2 voies	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue de la Plaine	Séparation 2 voies	avenue de Novel	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue de la Plaine	avenue de Novel	Rue Paul Guiton	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue de la Plaine	Rue Paul Guiton	bd du Lycée	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue de la République	rue de la Crête	Limite commune	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue de la République	Boulevard de la Rocade	rue de la Crête	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue de Loverchy	Avenue du Rhône	Seynod	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue de Novel	Rue du Périmetre	Avenue de la Plaine	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue de Prélevet	D16	Rue de Millemoux	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue de Thônes	avenue de France	avenue de la Mavéria	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue de Thônes	Place Henri Dunant	Rue des Cloches	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue des Barattes	avenue de France	avenue de la Maveria	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue des Carrés	avenue de Thones	Rond point de Vignières	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue des Carrés	Rond point de Vignières	Rond point de Vignières	Tissu ouvert	4	30

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Annecy	Avenue des Hirondelles	Boulevard de la Rocade	Avenue Bouvard	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue des Iles	Rue du 11e Bca	Boulevard du Fier	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue des Iles	Boulevard de la Rocade	avenue du Stand	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue des Neigeos	D1201	Impasse Camille Claudel	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue des Regains	Rue du Champ de la Taillée	Route de Sacconges	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue des Romains	Place des Romains	Avenue du Parc des Sports	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue des Romains	Rue du 11e Bca	Rue du Bel Air	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue des Trois Fontaines	avenue de Loverchy	Rue de la Césière	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue des Vieux Moulins	D5 (avenue des 3 Fontaines)	Chemin de la Prairie	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue du Champ Fleuri	Rue du Champ de la Taillée	D10	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Av. du Commandant Ratel	avenue du Général De Gaulle	rue des Martyrs	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue du Général de Gaulle	rue du Commandant Ratel	rue de Lachat	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue du Parc des Sports	Rue Maréchal leclerc	Bd. de la Rocade	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue du Parc des Sports	Bd. de la Rocade	Avenue des Romains	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue du Parmelan	bd St Bernard de Menthon	Rue des Soeurs Blanches	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue du Parmelan	Rue des Soeurs Blanches	Rue Gabriel de Mortillet	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue du Parmelan	Rue Gabriel de Mortillet	rue Henry Bordeaux	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue du Rhône	D1501	Avenue du Thiou	Tissu ouvert	4	30

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Annecy	Avenue du Stand	avenue de Cran	10 avenue du Stand	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue du Stand	10 avenue du Stand	avenue du Stade	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue du Thiou	Avenue du Rhône	Rue de Chevêne	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Avenue Germain Perreard	Rue du Vernay	Avenue des Iles	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue Jean Clerc	Rue des Aulnes	avenue de Champ Fleuri	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Avenue Lucien Boschetti	Av. du crêt du Maure	Faubourg des Balmettes	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Av. Pierre Mendes France	Rue de la République	Avenue des Harmonies	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue du Pré de Challes	Rue du Pré Faucon	avenue du Pré Clusel	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue du Pré Closet	Avenue du Pré de Challes	Impasse des Prairies	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue Auguste Renoir	Rue de la Pérolliere	avenue de Beauregard	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue Henri Zanarolli	avenue des 3 Fontaines	Chemin de la Croix Rouge	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue du Pré Félin	Route de Thônes	Avenue du Pré de Challes	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Boulevard du Fier	Avenue des Iles	Rue du Maréchal Leclerc	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Boulevard du Fier	Rue du Maréchal Leclerc	D2201 (avenue de Genève)	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Bd Costa de Beauregard	Avenue d’Aix-les-Bains	Avenue des Regains	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Boulevard Decouz	avenue du stand	D2201 (avenue de Genève)	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Boulevard du Lycée	Avenue de Genève	Avenue de Brogny	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Boulevard du Lycée	avenue de Brogny	Avenue du Parmelan	Tissu ouvert	3	100

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Annecy	Bd St-Bernard de Menthon-	avenue du Parmelan	Avenue des Barattes	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Bd St-Bernard de Menthon-	Avenue des Barattes	Avenue d'Albigny	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Bretelle 1	A41	Bretelle A41	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Bretelle 2	A41	Bretelle A41	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Bretelle 3	Bretelle D3508	Bretelle A41	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Bretelle 4	D3508	Bretelle A41	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Bretelle 5	D916 (voie des Aravis)	Avenue du Pré Closet	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Bretelle Bd de la Rocade	Boulevard de la Rocade	Avenue des Hirondelles	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Bretelle Bd de la Rocade	Boulevard de la Rocade	Avenue des Hirondelles	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Bretelle Bd de la Rocade	Boulevard de la Rocade	Bretelle	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Bretelle Bd de la Rocade	Bretelle	Bretelle	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Bretelle D1201	D1201	Rue Jacqueline Auriol	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Bretelle D1501	Bretelle D1501	D3508	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Bretelle D1501	Bretelle D1501	D1501	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Bretelle D1501	Bretelle D1501	Avenue de Prélevet	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Bretelle D1501	D1501	D3508	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Bretelle D3508	Avenue de Prelevet	D3508	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Bretelle D3508	Rue de Millemoux	D3508	Tissu ouvert	4	30

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Annecy	Chemin de Bellevue	Route de Thônes	Rue de l'Arc en Ciel	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Chemin de la Colline	route du périmètre	Rue des Martyrs	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Chemin de Château Vieux	Chemin des Natais	Chemin de Periaz	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Chemin de la Croix Rouge	limite Seynod	Avenue de Loverchy	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Chemin des Cloches	avenue de Thones	bd Gambetta	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Chemin des Cloches	avenue de France	bd Gambetta	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Chemin du Maquis	Rue des Anémones	Séparation 2 voies	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Chemin du Maquis	Séparation 2 voies	avenue de France	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Chemin du Maquis	avenue de France	avenue de France	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Chemin du Maquis	avenue de France	Chemin du Périmètre	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Chemin de la Fruitière	D14 (avenue du Stade)	Rue de l'Aérodrome	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Chemin Periaz	Avenue d'Aix	Chemin de Chateau Vieux	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Chemin Pres Bouvaux	D16 (route des Creuses)	Impasse des Alognes	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Chemin Pres Bouvaux	Impasse des Alognes	Allée Camille Claudel	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Esplanade de l'Hotel de Ville	Rue Camille Dunant	Quai Vicenza	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Faubourg des Balmettes	Avenue Lucien Boschetti	Rue de la Cité	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Grande Rue d'Aléry	avenue de Prélevet	Avenue de Gévrier	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Place Henri Dunant	avenue du Parmelan	Avenue de Thones	Tissu ouvert	3	100

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Annecy	Pont Gevrier	Avenue des Harmonies	Avenue de Gevrier	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Quai Emile Chappuis	Avenue d'Albigny	Rue Camille Dunant	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Rue de Frontenex	D2201	Echangeur avenue Brogny	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Rue de Frontenex	Rue Marc Leroux	Echangeur avenue Brogny	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue des Pérolles	Avenue Prelevet	Avenue du Vert Bois	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Rue de l'Arc en Ciel	Chemin de Bellevue	Route de Thones	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue Paul Cézanne	Rue Robert Schuman	Avenue de Brogny	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Rue du Champ de la Taillée	D1201	avenue de Champ Fleuri	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue de Millemoux	Avenue Prelevet	Rue de la Pérolliere	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Rue de Verdun	Rue des Mouettes	Avenue de Chavoires	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue de Lachat	Avenue Général de Gaulle	100m amont Rue Pré de la Danse	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue de Lachat	100m amont Rue Pré de la Danse	Chemin des Chapelaines	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Rue Marc Leroux	Rue de Frontenex	Avenue de la Plaine	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue Pre de la Salle	Avenue des Carrés	Chemin des Chapelaines	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Rue de Pré Faucon	Avenue du Pré de Challes	Avenue du Pré de Challes	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue Robert Schuman	Rue Bouvard	Rue Paul Cezanne	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Rue St Paul	Rue de la Fruitiere	Rue de l'Egalité	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue du Val Vert	20 rue du Val Vert	D5 (avenue des 3 Fontaines)	Tissu ouvert	5	10

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Annecy	Rue du Val Vert	D1201 (avenue d'Aix-les-Bains)	20 Rue du Val vert	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Route d'Annecy	Limitation 30	Limitation 30	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Route de Bellegarde	Giratoire Toyota	Annecy	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Route de Chevennes	Pont Gevrier	D1501	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Route de Frangy	Limite Epagny Metz-Tessy	D14	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Route de Frangy	D14	Rue de l'Egalité	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Route de Frangy	Rue de l'Egalité	Av. du Pont de Tasset (Cran-Gevrier)	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Route de Frangy	Av. du Pont de Tasset (Cran-Gevrier)	Rue de la République	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Route de Genève	Déviation	Agglo Pringy	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Route de Genève	Limitation 30	Agglo Pringy	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Route de Genève	Limitation 30	Agglo Pringy	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Route de la Salle	Echangeur D3508	Avenue Altais	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Route de la Salle	Echangeur D3508	Rue Perollière	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Route de la Salle	Echangeur D3508 entrée	Echangeur D3508 sortie	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Route de Nanfray	Avenue du Capitaine Anjot	route des Creuses	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Route de Sacconges	rue de la Cesiere	Avenue des Regains	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Route de Sacconges	Avenue des Regains	Chemin du Moulin Rouge	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Route de Sacconges	Chemin du Moulin Rouge	Route de Vergloz	Tissu ouvert	3	100

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Annecy	Route de Thônes	avenue du Général De Gaulle	Avenue du Pré de Challe	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Route de Thônes	Avenue du Pré Challe	Avenue du pré Félin	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Route de Thônes	Avenue du Pré Felin	Voie des Aravis	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Route de Vieugy	Route de Sacconges	Route de Quintal	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Route de Vignières	avenue du Parmelan	Rue des Pavillons	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Route de Vignières	Rue des Pavillons	avenue de France	Tissu ouvert	4	30
Annecy	route du Périmètre	Chemin du Jouly	Chemin de la Colline	Tissu ouvert	4	30
Annecy	route du Périmètre	Montée de Novel	Chemin du Jouly	Tissu ouvert	5	10
Annecy	route du Périmètre	Chemin du Maquis	Rue des Martyrs de la Déportation	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Route des Emognes	Avenue des Neigeos	D1201	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Route de Frangy	Carrefour voie d'évitement	Limite Pringy / Metz-Tessy	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Rue Jacqueline Auriol	route du périmètre	Avenue de Brogny	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue de la Cantamine	Chemin des Natais	Route de Vieugy	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue de la Paix	rue du Président Favre	Rue Louis Revon	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue de la Presse	Rue de l’Arc en Ciel	Rue du Capitaine Baud	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Rue de l’Industrie	Rue de la Gare	Avenue de Chevesnes	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Rue des Anémones	Avenue de la Plaine	Chemin du Maquis	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Rue des Carillons	Chemin des Cloches	Avenue des Carrés	Tissu ouvert	5	10

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Annecy	Rue des Cygnes	Rue des Pommaries	Rue des Mouettes	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue des Droits de l'Homme	Avenue de la République	Rue du Vernay	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue des Ecoles	Avenue des Carrés	Rue des Pommaries	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue des Marquisats	Esplanade de l'Hôtel de Ville	avenue des Trésums	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Rue des Marquisats	Place de l'Hôtel de Ville	avenue des Trésums	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Rue des Martyrs de la Déportation	Chemin du Perimètre	rue St Exupéry	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Rue des Mouettes	Avenue de la Mavéria	Rue de la Vénetie	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Chemin des Natais	D5	Chemin de Chateau Vieux	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Rue des Pommaries	Rue des Cygnes	rue des Ecoles	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue du Bel air	Avenue du Stade	D2201	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue du Capitaine Baud	Rue de la Pesse	Avenue des Carrés	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Rue du Capitaine Baud	Rue des Mouettes	Rue de la Presse	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue du Maréchal Leclerc	Boulevard du Fier	Avenue du Parc des Sports	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue du Maréchal Leclerc	Rue du 11e BCA	Avenue du Stade	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue de l'Egalité	Rue St Paul	Rue des Garennes	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue Henry Bordeaux	Avenue Gambetta	Rue des Tilleuls	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue de l'Industrie	Rue Paul Cézanne	Place de la Gare	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue Jacqueline Auriol	Avenue des Martyrs	Route du Périmètre	Tissu ouvert	3	100

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Annecy	Rue Jean Jaurès	Boulevard du Lycée	rue Sommeiller	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue Louis Revon	Rue de la Paix	Boulevard du Lycée	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue Louis Revon	D909 (avenue d'Albigny)	Rue du 30e Régiment d'Infanterie	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue de la Pérolliere	Rue de la Salle	Avenue Auguste Renoir	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue du Vernay	Avenue des Droits Homme	Avenue Germain Pérréard	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Site Propre Bus	Avenue de l'Hôpital	Avenue de Genève	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Site Propre Bus	Chemin Periaz	Avenue des Regains	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Site Propre Bus	D16	Avenue de Champ Fleuri	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Site Propre Bus	Rue d'Alery	rue Sommeiller	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Site Propre Bus	Rue de l'Arc en Ciel	Rue de la Frasse	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Site Propre Bus	rue des Forges	Chemin des Grèves	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Site Propre Bus	Avenue Auguste Renoir	Rue de la Perollière	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Voie d'évitement Pringy	RN201	Carrefour voie d'évitement	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rétablissement RD908B:4	Limite Epagny Metz-Tessy	RD1201	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Avenue Henri Barbusse	place de l'Etoile	rue du Beulet	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Avenue de la Gare	rue du Parc	rue du Mont Blanc	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Avenue de Verdun	av. Claude Philippe Dusonchet	avenue de l'annexion	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Avenue de Verdun	rue de l'annexion	avenue du Léman	Tissu ouvert	4	30

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Annemasse	Avenue de Verdun	rue du stade Albert Baud	rue du Beulet	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Avenue de Verdun	rue du stade Albert Baud	av. Claude Philippe Dusonchet	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Avenue des Buchillons	lim Annemasse /Ville la Grand	Rue des Voirons	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Avenue des Buchillons	rue des Esserts	lim Annemasse /Ville la Grand	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Avenue du Giffre	rue du Dr Favre	rue de Romagny	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Avenue du Léman	avenue de Verdun	Place du Maréchal De Lattre	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Avenue du Léman	route de Bonneville	avenue de Verdun	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Avenue Emile Zola	Rue du Môle	Rue du Baron de Loe	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Avenue Florissant	Rue du Chablais	Rue du Levant	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Avenue Florissant	Rue des Tournelles	Rue du Levant	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Avenue Florissant	Rue des Tournelles	rue de Romagny	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Avenue Jules Ferry	route de Bonneville	rue des amoureux	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Avenue Jules Ferry	rue des amoureux	rue du Faucigny	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Route Bonneville	Avenue Jules Ferry	rue des Aravis	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Route Bonneville	rue des Aravis	rue Annexion	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Route Bonneville	Rue de l’Annexion	avenue de Verdun	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Route Bonneville	avenue de Verdun	D1205	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Route Bonneville	avenue de Verdun	D1205	Tissu ouvert	4	30

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Annemasse	Route des Vallées	rue des Glières	route de Thonon	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Route des Vallées	place de l'Etoile	rue des Glières	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Route d'Etrembieres	rue des Amoureux	rue Marc Courriard	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Route d'Etrembieres	rue des Aravis	rue des Amoureux	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Route Etrembieres	Avenue de l'Europe	rue des Aravis	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Rue Artistide Briand	Rue Alfred Bastin	Avenue Pasteur	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue Artistide Briand	avenue Pasteur	Place de l'Etoile	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue Alfred Bastin	rue Fernand David	rue Jules Ferry	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue du Clos Fleury	rue Marc Courriard	Rue de genève	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Rue du Commerce	Place Jean Deffaugt	Avenue Pasteur	Rue en U	3	100
Annemasse	Rue Marc Courriard	route de Bonneville	Place Alexandre Moret	Rue en U	3	100
Annemasse	Rue d’Arve	quai d'Arve	rue du Chatelet	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue de Genève-4	Place de l'Hôtel de ville	Rue du Clos Fleury	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue de la Résistance	rue de Romagny	rue des Esserts	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Rue de l’Annexion	route de Bonneville	avenue de Verdun	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue de Romagny	place de l'Etoile	rue des Glières	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Rue de Romagny	rue des Glières	rue Jean Mermoz	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue de Romagny	rue des Glières	rue Jean Mermoz	Tissu ouvert	3	100

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Annemasse	Rue des Amoureux	route d'Etrembières	rue Marc Courriard	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Rue des Amoureux	rue Marc Courriard	Avenue Jules Ferry	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue des Aravis	route d'Etrembières	route de Bonneville	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Rue des Déportés	Route de la libération	Avenue de l'Europe	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Rue des Esserts	route de Thonon	limite Annemasse Ville la Grand	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue des Esserts	Rue des Voirons	limite Annemasse Ville la Grand	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue des Négociants	rue du Jura	Limite commune	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue du 18 Août	rue de Sous-Cassan	route de Thonon	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue du Baron de Loe	rue de Genève	limite Annemasse/Ambilly	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Rue du Beulet	rue Aristide Briand	avenue de Verdun	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue du Chablais	Place Jean Deffaugt	Avenue Florissant	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue du Faucigny	place de l'Etoile	Avenue Jules Ferry	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Rue du Faucigny	Place Jean Deffaugt	Avenue Jules Ferry	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue du Petit Malbrande	Rue Alfred Bastin	rue Léandre Vaillat	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue du Salève	Avenue de Genève	route d'Etrembières	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Rue de la Gare	Rue de Genève	Rue des Vétérans	Rue en U	3	100
Annemasse	Rue de la Gare	Rue des Voirons	Rue des Vétérans	Rue en U	3	100
Annemasse	Rue de Genève	Rue de la Zone	Avenue Louis Lachenal	Tissu ouvert	3	100

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Annemasse	Rue de Genève	Rue de la Zone	Rue du Baron de Loe	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Rue de Genève	Rue de la Zone	Rue du Baron de Loe	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Rue de Genève	Rue du Baron de Loe	Rue du Clos Fleury	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Rue Jean Mermoz	rue de Sous Cassan	rue de Romagny	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue Léandre Vaillat	rue Jules Ferry	Rue du Petit Malabrande	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue Louis Armand	rue du Dr Baud	rue des Frères Tasilles	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue Louis Lachenal	Avenue de Genève	limite Ambilly Annemasse	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue Pierre Mendes France	limite Ambilly Annemasse	Quai d'Arve	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue Sous Cassan	rue du 18 Août	route de Thonon	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue du Vieux Chateau	Rue de Romagny	limite Ville La Grand	Tissu ouvert	4	30
Anthy-s/Léman	Rue de Genève	Limite Anthy	limite Agglo	Tissu ouvert	4	30
Anthy-s/Léman	Rue de Genève	D1005	Limite Thonon	Tissu ouvert	4	30
Ayse	Avenue de la Gare	Rue Pertuiset	Limite de commune d’Ayze	Tissu ouvert	4	30
Bonneville	Avenue d’Aoste	Avenue des Glières	Avenue Charles de Gaulle	Tissu ouvert	4	30
Bonneville	Avenue de la Gare	Rue Pertuiset	Limite de commune	Tissu ouvert	4	30
Bonneville	Avenue des Glières	Avenue Charles de Gaulle	Rue du Pont	Tissu ouvert	3	100
Bonneville	Rue de Genève	rue Antoine de St Exupéry	rue du Manet	Tissu ouvert	4	30
Bonneville	Rue de Pertuiset	Place de l'Hotel de Ville	Avenue de la Gare	Rue en U	3	100

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Bonneville	Rue Decret	Avenue de Genève	Place de l'Hôtel de Ville	Tissu ouvert	4	30
Bonneville	Rue du Pont	Pont de l'Europe	Place de L'Hotel de Ville	Rue en U	1	300
Chamonix-Mont-Blanc	Avenue du Mont Blanc	allée du Recteur Payot	Place du Mont Blanc	Tissu ouvert	4	30
Chamonix-Mont-Blanc	Rue Joseph Vallot	allée du Recteur Payot	Avenue de la plage	Tissu ouvert	4	30
Chamonix-Mont-Blanc	Rue Joseph Vallot	Avenue de la plage	route des Praz	Tissu ouvert	3	100
Chamonix-Mont-Blanc	Route des Praz	chemin du Châble	rue de la Chapelle	Tissu ouvert	4	30
Chamonix-Mont-Blanc	Route des Praz	rue Joseph Vallot	chemin du Châble	Tissu ouvert	3	100
Chavanod	Avenue Altais	Limite commune Chavanod/Annecy	Rue Orion	Tissu ouvert	4	30
Chavanod	Avenue Altais	Rue Orion	Limite commune Chavanod/Seynod	Tissu ouvert	5	10
Cluses	Avenue Paul Béchet	rue Charles Poncet	Rue du Dr Jacques Arnaud	Tissu ouvert	4	30
Cluses	Avenue de la République	Rond Point du Mont-Blanc	Limite Cluses/Scionzier	Tissu ouvert	4	30
Cluses	Avenue de la Sardagne	Avenue des Lacs	limite Cluses/Thyez	Tissu ouvert	4	30
Cluses	Avenue de Sardagne	Allée des pêcheurs	rue Nicolas Girod	Tissu ouvert	4	30
Cluses	Avenue du Mont-Blanc	Rond point du Mont-Blanc	limite Scionzier/Cluses	Tissu ouvert	4	30
Cluses	Avenue de la Libération	Grande Rue	Avenue du Mont Blanc	Tissu ouvert	4	30
Cluses	Avenue Georges Clémenceau	Avenue André Gaillard	Avenue de Margencel	Tissu ouvert	4	30
Cluses	Avenue du Stade	limite Cluses/Scionzier	Avenue des lacs	Tissu ouvert	4	30
Cluses	Rue du Dr Jacques Arnaud	Avenue de la Sardagne	Avenue de la Libération	Tissu ouvert	4	30

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Cluses	Grande Rue	Carrefour de l'Europe	Avenue de la Libération	Rue en U	2	250
Cluses	Liaison Thyez/Cluses (Sardagne)	Limite Cluses/Thyez	Avenue Louis Coppel	Tissu ouvert	4	30
Cluses	Rue Martin Luther King	D19	D902B	Tissu ouvert	4	30
Cluses	Rue des Grands Champs	D902	Avenue Georges Clémenceau	Tissu ouvert	4	30
Cranves-Sales	Rue de Montréal	Route des Bois	Rue des 2 Montagnes	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Avenue des Alpes	Avenue du centre	Route de Bellegarde	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Avenue des Alpes	Avenue des Alpes	Avenue du Centre	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Avenue du Centre	Giratoire dit d'Intersport	Rue des Roseaux	Tissu ouvert	3	100
Epagny Metz-Tessy	Avenue du Centre	Rue des Roseaux	Giratoire de la Bottière	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Bretelle D3508	D1508	RD3508	Tissu ouvert	3	100
Epagny Metz-Tessy	Echangeur Nord : Rétablissement RD908B:2	Hôpital	Hôpital	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Echangeur Nord : Rétablissement RD908B:1	Giratoire sud	Hôpital	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Echangeur : Bretelle J	giratoire Sud	Hôpital	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Echangeur : Bretelle K	giratoire Sud	Voie de Metz	Tissu ouvert	2	250
Epagny Metz-Tessy	Echangeur Nord : Bretelle F	voie de Metz	giratoire sud	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Echangeur Nord : Bretelle M	Voie de Metz	giratoire nord	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Echangeur Nord : Bretelle P	giratoire nord	voie de Metz	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Echangeur Nord : Giratoire Nord	anneau du giratoire	anneau du giratoire	Tissu ouvert	4	30

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Epagny Metz-Tessy	Echangeur Nord : liaison giratoire	Giratoire Nord	Giratoire Sud	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Echangeur :Giratoire Sud	anneau du giratoire	anneau du giratoire	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Rétablissement RD908B	limite Metz-Tessy	limite Pringy	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Route de Bellegarde	Giratoire « Toyota »	Annecy	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Route du Bois de Metz	Giratoire « Botanic »	Giratoire Nord	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Route de Bromines	Giratoire des Perdrix	Giratoire de la Bottière	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Route de Frangy	Carrefour voie d'évitement	RD3508	Tissu ouvert	3	100
Epagny Metz-Tessy	Rue de la Bottière	RD1508	Giratoire de la Bottière	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Rue de la Tuilerie	Giratoire de la Tuilerie	Giratoire « Intersport »	Tissu ouvert	5	10
Epagny Metz-Tessy	Rue de la Tuilerie	RD 1508	Avenue du Centre	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Site Propre Bus	Avenue de l'Hôpital	Avenue de Genève	Tissu ouvert	5	10
Epagny Metz-Tessy	Sans nom	Giratroire « Toyota »	Giratoire « Intersport »	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Voie de Metz:2	Echangeur A41 RD14	RD 1201	Tissu ouvert	2	250
Eteaux	Avenue de la Libération	A41	Avenue Jean Jaurès	Tissu ouvert	4	30
Etrembières	Route des Déportés	Route de la Libération	Avenue de l'Europe (Annemasse)	Tissu ouvert	3	100
Evian-les-Bains	Avenue d'Abondance	Boulevard Jean Jaurès	Limite de commune	Tissu ouvert	4	30
Evian-les-Bains	Boulevard Jean Jaurès	Avenue Anna de Noailles	Avenue d'Abondance	Tissu ouvert	4	30
Faverges-Seythenex	Déviation de Marlens	RD1508	limite St Ferreol/Marlens	Tissu ouvert	3	100

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Gaillard	Cours de la République	rue de l'industrie	rue de la libération	Tissu ouvert	4	30
Gaillard	Rue de l'Industrie	route de la Zone	Cours de la République	Tissu ouvert	4	30
Gaillard	Rue d'Arve	quai d'Arve	rue du Chatelet	Tissu ouvert	4	30
Gaillard	Rue de Genève	Limite commune	Limite commune	Tissu ouvert	3	100
Gaillard	rue de la libération	rue de Genève	rue de la paix	Tissu ouvert	4	30
Gaillard	rue de la Paix	rue de la Libération	rue du Martinet	Tissu ouvert	4	30
Gaillard	Rue du Chatelet	rue d'Arve	rue de la libération	Tissu ouvert	3	100
Gaillard	Rue du Lieutenant Yvan Genot	rue du Martinet	Douane de Fossard	Tissu ouvert	4	30
Gaillard	rue du Martinet	rue de la Paix	rue du lieutenant Genot	Tissu ouvert	4	30
Gaillard	Rue du Château d'Eau	Rue de l'Industrie	Rue du Martinet	Tissu ouvert	4	30
Gaillard	Rue Pierre Mendes France	lim Ambilly Annemasse	quai d'Arve	Tissu ouvert	4	30
La Roche-sur-Foron	Avenue de la Libération	A41	Avenue Jean Jaurès	Tissu ouvert	4	30
La Roche-sur-Foron	Avenue Jean Jaurès	Place de la Grenette	Avenue de la Libération	Tissu ouvert	4	30
La Roche-sur-Foron	Avenue Victor Hugo	Boulevard des Glières	Faubourg Saint-Martin	Tissu ouvert	4	30
La Roche-sur-Foron	Faubourg Saint-Martin	Limite La Roche/Amancy	Rue de L'égalité	Tissu ouvert	4	30
Margencel	Route de Genève	D1005	Limite commune Anthy-sur-Léman	Tissu ouvert	4	30
Marignier	Avenue des Vallées	Limite Marignier/Thyez	Avenue des Iles	Tissu ouvert	2	250
Marin	Route d'Evian	Route de Thonon	RD 1005	Tissu ouvert	4	30

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Marnaz	Avenue de la Libération	limite Marnaz/Scionzier	Avenue de la route Blanche	Tissu ouvert	4	30
Marnaz	Avenue des Valignons	Limite Scionzier/Marnaz	Avenue du Stade	Tissu ouvert	4	30
Marnaz	Avenue du Mont-Blanc	Rue du stade	Limite Marnaz/Scionzier	Tissu ouvert	4	30
Marnaz	Avenue du Stade	avenue du Mont-Blanc	limite Marnaz/Thyez	Tissu ouvert	3	100
Neuvecelle	Avenue d'Abondance	Boulevard Jean Jaures	Avenue du Léman	Tissu ouvert	4	30
Poisy	Déviation RD 14(Projet)	RD14	RD14	Tissu ouvert	3	100
Publier	Route d'Evian	Avenue de Thonon (RD 1005)	Limite commune Thonon-les-Bains	Tissu ouvert	4	30
Rumilly	Avenue Gantin	Place d'Armes	Rue de Verdun (RD153)	Tissu ouvert	5	10
Rumilly	Avenue Gantin	Rue de Verdun (RD153)	Rue René Cassin	Tissu ouvert	4	30
Rumilly	Rue René Cassin	Avenue Gantin	Boulevard de l'Europe	Tissu ouvert	4	30
Rumilly	Rue du Pont Neuf	Rue Joseph Béard	Montée du Gymnase	Rue en U	3	100
Rumilly	Rue de l'Annexion	Montée du Gymnase	Rue Pierre Salteur	Tissu ouvert	4	30
Rumilly	Rue de l'Annexion	Rue Pierre Salteur	Rue du Repos	Tissu ouvert	5	10
Rumilly	Rue de l'Annexion	Rue du Repos	Place d'Armes	Tissu ouvert	4	30
Rumilly	Rue Joseph Béard	giratoire Dagand - Joseph Béard	Ancienne route de Genève	Tissu ouvert	4	30
Saint-Ferréol	Déviation de Marlens	RD1508	RD1508	Tissu ouvert	3	100
Saint-Julien-en-Genevois	Allée de la Feuillée Et rue Jacques Duboin	Rue des Sardes	Rue Mme de Staël	Tissu ouvert	5	10
Saint-Julien-en-Genevois	Avenue des Contamines	Avenue Ternier	Avenue des Contamines	Tissu ouvert	5	10

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Saint-Julien-en-Genevois	Avenue de Genève (place Général de Gaulle)	Avenue Ternier	Rue Berthollet	Tissu ouvert	5	10
Saint-Julien-en-Genevois	Avenue Genève	Limite département	Rue Berthollet	Tissu ouvert	3	100
Saint-Julien-en-Genevois	Avenue de la Gare	Rue Berthollet	Rue Louis Armand	Tissu ouvert	4	30
Saint-Julien-en-Genevois	Avenue Louis Armand	Grande Rue	Avenue du Tram	Tissu ouvert	4	30
Saint-Julien-en-Genevois	Avenue Mossingen	Avenue de Genève	Rue du Léman	Tissu ouvert	5	10
Saint-Julien-en-Genevois	Avenue du Docteur Palluel	Rue des Sardes	Place César Duval	Tissu ouvert	5	30
Saint-Julien-en-Genevois	Contour Velus	Chemin de Bys	D1206	Tissu ouvert	4	30
Saint-Julien-en-Genevois	Grande Rue	Place de la Libération	Avenue Louis Armand	Rue en U	4	30
Saint-Julien-en-Genevois	Route d'Annemasse	Rue Berthollet	Avenue Louis Armand	Tissu ouvert	4	30
Saint-Julien-en-Genevois	Route Crache	Chemin de Bys	Rue Louis Martel	Tissu ouvert	4	30
Saint-Julien-en-Genevois	Route de Lyon	Route d'Annecy	Rue des Sardes	Tissu ouvert	4	30
Saint-Julien-en-Genevois	Route des Vignes	Rue des Sardes	Rue Louis Martel	Tissu ouvert	4	30
Saint-Julien-en-Genevois	Route de Thairy	Route des Vignes	Rue Mme de Staël	Tissu ouvert	5	10
Saint-Julien-en-Genevois	Route de Thérens	Douane de Thérens	Rue Louis Martel	Tissu ouvert	4	30
Saint-Julien-en-Genevois	Rue Berthollet	Grande rue	Rue de la Gare	Tissu ouvert	4	30
Saint-Julien-en-Genevois	Rue du Chemin de fer	Grande Rue	Avenue du Tram	Tissu ouvert	4	30
Saint-Julien-en-Genevois	Rue du Jura	Avenue de Genève	Place César Duval	Tissu ouvert	5	10
Saint-Julien-en-Genevois	Rue Mme de Staël	Rue Jacques Duboin	Route de Thairy	Tissu ouvert	5	10

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Saint-Julien-en-Genevois	Rue des Sardes	Allée de la Feuillée	Route de Lyon	Tissu ouvert	5	10
Sallanches	Avenue Saint-Martin	D1205 Avenue de Genève	Avenue André Lasquin	Tissu ouvert	3	100
Scionzier	Avenue de la Libération	limite Marnaz/Scionzier	Avenue de la route Blanche	Tissu ouvert	4	30
Scionzier	Avenue de la Route Blanche	RD1205	Avenue de la Libération	Tissu ouvert	4	30
Scionzier	Avenue du Crozet	Avenue des Lacs	limite Scionzier/Marnaz	Tissu ouvert	4	30
Scionzier	Avenue du Mont-Blanc	Avenue de la route Blanche	limite Scionzier/Cluses	Tissu ouvert	4	30
Scionzier	Avenue du Stade	limite Cluses/Scionzier	Avenue des lacs	Tissu ouvert	4	30
Scionzier	Avenue des Valignons	Limite Scionzier/Marnaz	Avenue du Stade	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Avenue de Corzent	Avenue du Général Leclerc	Boulevard Carnot	Tissu ouvert	5	10
Thonon-les-Bains	Route de Genève (RD 2005)	Limite Anthy	limite Agglo	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Route de Genève (RD 2005)	Limite agglo	Boulevard de la Corniche	Tissu ouvert	3	100
Thonon-les-Bains	Avenue de Genève	Boulevard de la Corniche	Avenue du Général de Gaulle	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Avenue de la Dame	Avenue des Allinges	RD 12	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Avenue de la Dranse	Avenue des Vallées	limite agglo 3.369	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Avenue de la Libération	Bd du Pré de Cergues	Avenue des Allinges	Tissu ouvert	3	100
Thonon-les-Bains	Avenue de Sénevulaz	100m avant le chemin Sous Collonges	limite agglo 75.285	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Avenue de Sénevulaz	Avenue de la Dame	100m avant le chemin Sous Collonges	Tissu ouvert	3	100
Thonon-les-Bains	Avenue des Allinges	Avenue de la Libération	Avenue de la Dame	Tissu ouvert	4	30

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Thonon-les-Bains	Avenue des Prés Verts	Avenue de champagne	Avenue de Thuyset	Tissu ouvert	5	10
Thonon-les-Bains	Avenue des Vallées	Chemin de Ronde	Avenue de la Dranse	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Avenue d'Evian	Avenue Saint François de Sales	Bd de Savoie	Tissu ouvert	3	100
Thonon-les-Bains	Avenue d'Evian	Bd de Savoie	Avenue de Thuyset	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Avenue de Thuyset	Avenue d'Evian	Route d'Evian	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Avenue du Clos Banderet	Avenue des vallées	Avenue de champagne	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Avenue du Général de Gaulle	Avenue de Genève	Boulevard des Trolliettes	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Avenue du Général de Gaulle	Boulevard des Trolliettes	Rue Fernand David	Tissu ouvert	3	100
Thonon-les-Bains	Avenue du Général de Gaulle	rue Fernand David	avenue de la Versoie	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Avenue Saint François de Sales	Avenue d'Evian	Avenue Jules Ferry	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Avenue Jules Ferry	Bd de Savoie	Avenue d'Evian	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Avenue Jules Ferry	Place des arts	Boulevard de Savoie	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Boulevard Georges Andrier	Place des arts	Chemin de ronde	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Boulevard des Troliettes	Avenue du Général de Gaulle	Bd du Pré Cergues	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Boulevard du Canal	Boulevard du Pré Cergues	Place des arts	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Boulevard du Pré Cergues	Avenue de la Libération	Boulevard du canal	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Boulevard Carnot	Place Jules Mercier	Boulevard de la Corniche	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Boulevard de la Corniche	RD1005	Boulevard Carnot	Tissu ouvert	4	30

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Thonon-les-Bains	Chemin de Ronde	Avenue de la Libération	Avenue des vallées	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Quai de Rives	Quai de Ripaille	Avenue du Général Leclerc	Tissu ouvert	5	10
Thonon-les-Bains	Route d'Evian	Avenue de Thuyset	Limite Publier	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Avenue de la Libération	Boulevard du Pré Cergues	Chemin de ronde	Tissu ouvert	3	100
Thonon-les-Bains	Rue de la Paix	Rue de l'Annexion	Rue de l'Hôtel de Ville	Tissu ouvert	3	100
Thonon-les-Bains	Rue des Ursules	Avenue d'Evian	Grande Rue	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Rue Fernand David	Boulevard du Pré Cergues	Avenue du Général de Gaulle	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Rue Michaud	Rue de La Paix	Rue des Ursules	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Rue Vallon	Rue de La Paix	Place Jean Moulin	Tissu ouvert	4	30
Thyez	Avenue des Iles	Limite Marnaz/Thyez	RD19	Tissu ouvert	3	100
Thyez	Avenue des Mélèzes	Avenue Louis Coppel	Promenade de l'Arve	Tissu ouvert	4	30
Thyez	Avenue des Vallées	Limite Marignier/Thyez	Route des Grands Champs	Tissu ouvert	2	250
Thyez	Avenue des Vallées	Rue des Grands Champs	Limite Thyez/Cluses	Tissu ouvert	3	100
Thyez	Avenue Louis Coppel	Avenue des Lacs	Avenue des Mélèzes	Tissu ouvert	4	30
Thyez	Avenue du Stade	avenue du Mont-Blanc	limite Marnaz/Thyez	Tissu ouvert	3	100
Thyez	Liaison Thyez/Cluses(Sardagne)	Limite Cluses/Thyez	Avenue Louis Coppel	Tissu ouvert	4	30
Thyez	Promenade de l'Arve	Avenue des Mélèzes	Avenue des Iles	Tissu ouvert	4	30
Val de Chaise	Déviation de Marlens	limite St-Ferréol/Marlens	RD 1508	Tissu ouvert	3	100

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement 2019	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Vétraz-Monthoux	Route de Bonneville	avenue de Verdun	Chemin des Azalées	Tissu ouvert	4	30
Vétraz-Monthoux	Route de Collonges	Avenue de l'Europe	Rue des Hutins	Tissu ouvert	4	30
Ville-la-Grand	Avenue des Buchillons	limite Annemasse /Ville la Grand	Rue des Voirons	Tissu ouvert	4	30
Ville-la-Grand	Rue Albert Hénon	rue du Pont-Neuf	Rue des Iles du Foron	Tissu ouvert	4	30
Ville-la-Grand	Rue Albert Hénon	Rue des Iles du Foron	limite commune	Tissu ouvert	5	10
Ville-la-Grand	Rue des Enfants du Monde	Rue de l'Espérance	rue du Commerce	Tissu ouvert	4	30
Ville-la-Grand	Rue du Pont Neuf	rue Albert Hénon	rue du Commerce	Tissu ouvert	4	30
Ville-la-Grand	Rue de la République	Rue de l'Espérance	Limite Annemasse	Tissu ouvert	4	30
Ville-la-Grand	Rue de l'Espérance	Rue des Enfants du Monde	Rue Léon Bourgeois	Tissu ouvert	4	30
Ville-la-Grand	Rue des Esserts	Rue des Voirons	limite Annemasse/Ville la Grand	Tissu ouvert	4	30
Ville-la-Grand	Rue des Voirons	rue du Commerce	Route de Thonon	Tissu ouvert	4	30
Ville-la-Grand	Rue du Commerce	Rue des Enfants du Monde	Rue des Voirons	Tissu ouvert	4	30
Ville-la-Grand	Rue Léon Bourgeois	Rue des Voirons	limite commune	Tissu ouvert	4	30
Ville-la-Grand	Rue de Montréal	Route des Bois	Rue des Voirons	Tissu ouvert	4	30
Ville-la-Grand	Rue Edouard Thouvenel	Rue du Pont Neuf	Rue de la République	Tissu ouvert	4	30
Ville-la-Grand	Rue du Vieux Château	Rue de Romagny	Limite Annemasse	Tissu ouvert	4	30

Arrêté préfectoral N°DDT-2020-1036 du 19 août 2020 portant révision du classement sonore des infrastructures terrestres
Réseau routier
Département de la Haute-Savoie

Annexe 5 – Communes concernées

Alby-sur-Cheran	Chamonix-Mont-Blanc	Doussard	La Vernaz	Mieussy	Saint-Gervais-les-Bains	Vallieres
Alex	Chapeiry	Douvaine	Larringes	Monnetier-Mornex	Saint-Gingolph	Vanzy
Allinges	Charvonnex	Draillant	Lathuile	Montagny-les-Lanches	Saint-Jean-de-Sixt	Veigy-Foncenex
Allonzier-la-Caille	Chatillon-sur-Cluses	Duingt	Le Grand-Bornand	Morillon	Saint-Jeoire	Vers
Amancy	Chavanod	Eloise	Les Gets	Morzine	Saint-Jorioz	Vetraz-Monthoux
Ambilly	Chene-en-Semine	Epagny Metz-Tessy	Les Houches	Musieges	Saint-Julien-en-Genevois	Veyrier-du-Lac
Andilly	Chenex	Eteaux	Les Villards-sur-Thones	Nancy-sur-Cluses	Saint-Laurent	Villaz
Annecy	Chens-sur-Leman	Etrembieres	Loisin	Nangy	Saint-Paul-en-Chablais	Ville-en-Sallaz
Annemasse	Chessenaz	Evian-les-Bains	Lucinges	Neuvecelle	Saint-Pierre-en-Faucigny	Ville-la-Grand
Anthy-sur-Leman	Chevrier	Faverges-Seythenex	Lugrin	Neydens	Sales	Villy-le-Pelloux
Araches-la-Frasse	Chilly	Feigeres	Lully	Orcier	Sallanches	Vinzier
Archamps	Choisy	Fessy	Le Lyaud	Passy	Sallenoves	Viry
Arenthon	Clarafond-Arcine	Feternes	Machilly	Peillonnex	Samoens	Viuz-en-Sallaz
Argonay	Cluses	Filliere	Magland	Perrignier	Scientrier	Viuz-la-Chiesaz
Armoy	Collonges-sous-Saleve	Fillinges	Marcellaz	Pers-Jussy	Sciez	Vougy
Arthaz-Pont-Notre-Dame	Combloux	Frangy	Marcellaz-Albanais	Poisy	Scionzier	Vulbens
Ayze	Contamine-Sarzin	Gaillard	Margencel	Praz-sur-Arly	Servoz	
Bassy	Contamine-sur-Arve	Giez	Marignier	Presilly	Sevrier	
Beaumont	Copponex	Glières Val-de-Borne	Marigny-Saint-Marcel	Publier	Seyssel	
Bloye	Cornier	Groisy	Marin	Reignier-Esery	Sillingy	
Bluffy	Cranves-Sales	Habère Poche	Marlioz	Reyvroz	Talloires-Montmin	
Boëge	Cruseilles	Juvigny	Marnaz	Rumilly	Taninges	
Bonne	Cuvat	La Balme-de-Sillingy	Massongy	Saint-Andre-de-Boege	Thones	
Bonneville	Demi-Quartier	La Balme-de-Thuy	Maxilly-sur-Leman	Saint-Blaise	Thonon-les-Bains	
Bons-en-Chablais	Desingy	La Clusaz	Megeve	Saint-Cergues	Thyez	
Bossey	Dingy-en-Vuache	La Riviere-Enverse	Meillerie	Saint-Felix	Usinens	
Brenthonne	Dingy-Saint-Clair	La Roche-sur-Foron	Menthon-Saint-Bernard	Saint-Ferreol	Val de Chaise	
Cervens	Domancy	La Tour	Mesigny	Saint-Germain-sur-Rhone	Valleiry	

Commune également concernée par des dispositions sur les infrastructures ferroviaires

PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale des territoires
Service transition énergétique et mobilités
Cellule déplacements

Le préfet de la Haute-Savoie
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Annecy, le 30 MARS 2021

Arrêté n° DDT-2021-0496
portant modification du classement sonore des infrastructures de transport terrestre du département de Haute-Savoie – réseau routier

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L 571-10 et R 571-32 à R 571-43 relatifs au classement sonore des infrastructures de transports terrestres ;

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles R 111-4-1, R 111-23-1 à R 111-23-3 ;

VU le code de l'urbanisme, et notamment ses articles R 153-18 et R 151-53-5e ;

VU l'arrêté interministériel du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit modifié par l'arrêté du 23 juillet 2013 ;

VU les arrêtés interministériels du 25 avril 2003 relatifs à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement, de santé et dans les hôtels ;

VU l'arrêté interministériel du 23 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU l' arrêté préfectoral fixant le classement sonore des infrastructures des transports terrestres dans le département de la Haute-Savoie - réseau routier - adopté le 19 août 2020 ;

15 rue Henry-Bordeaux
74998 Annecy cedex 9
Tél. : 04 50 33 60 00
Mél. : prenom.nom@haute-savoie.gouv.fr
www.haute-savoie.gouv.fr

CONSIDERANT les changements de dénomination du chemin des Platons et de l'Impasse Doucet sur la commune de Scientrier ;

CONSIDERANT la modification de limitation de vitesse des voies concernées par le classement sonore sur la commune de Rumilly, entraînant une modification du classement sonore ;

CONSIDERANT la suppression des communes de Bluffy, Cervens, Habère-Poche et Peillonnex de la liste des communes concernées (annexe 5), aucune des voies de leur territoire n'étant visée par le classement sonore ;

CONSIDERANT l'ajout des communes de Minzier et Jonzier-Epagny à la liste des communes concernées (annexe 5), ces communes étant touchées par le classement sonore de la RD992 ;

SUR proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1er : Les annexes 3, 4 et 5 de l'arrêté n°DDT-2020-1036 du 19 août 2020 portant révision du classement sonore des infrastructures de transport terrestre du département de la Haute-Savoie sont modifiées.

Article 2 : Les autres annexes ainsi que le corps de l'arrêté demeurent inchangés.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification (saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse internet : www.telerecours.fr comprenant l'accès à « Télérecours citoyens »).
Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique - articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration).
Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

Article 4 : Mme la secrétaire générale de la préfecture et M. le directeur départemental des territoires, les maires des communes de Rumilly, Minzier et Jonzier-Epagny sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

Florence GOUACHE

Arrêté préfectoral N°DDT-2021-0496 du 30 mars 2021 portant révision du classement sonore des infrastructures terrestres Département de la Haute-Savoie

Annexe 3 – Réseau départemental

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D1005-1	Limite département	300m nord chemin de la Planche	Tissu ouvert	3	100	Veigy-Foncenex
D1005-2	200m nord D35	300 m chemin de la Planche	Tissu ouvert	3	100	Veigy-Foncenex; Chens-sur-Léman
D1005-3	200 m nord D35	Agglomération Aubonne	Tissu ouvert	3	100	Chens-sur-Léman; Douvaine
D1005-4	Agglomération Aubonne	Agglomération Aubonne	Tissu ouvert	4	30	Douvaine
D1005-5	Agglomération Aubonne	Agglomération Douvaine	Tissu ouvert	3	100	Douvaine
D1005-6	Agglomération Douvaine	D1206	Tissu ouvert	4	30	Douvaine
D1005-7	D1206	Agglomération Douvaine	Tissu ouvert	3	100	Douvaine
D1005-8	Agglomération Douvaine	agglomération Massongy	Tissu ouvert	2	250	Douvaine; Massongy
D1005-9	agglomération Massongy	agglomération Massongy	Tissu ouvert	3	100	Massongy
D1005-10	agglomération Massongy	100m amont D342	Tissu ouvert	2	250	Massongy; Sciez
D1005-11	100m aval D342	100m amont D342	Tissu ouvert	3	100	Sciez
D1005-12	100m aval D342	agglomération Sciez	Tissu ouvert	2	250	Sciez
D1005-13	agglomération Sciez	D1	Tissu ouvert	3	100	Sciez
D1005-14	D1	agglomération Bonnatrait	Tissu ouvert	2	250	Sciez
D1005-15	agglomération Bonnatrait	agglomération Bonnatrait	Tissu ouvert	3	100	Sciez
D1005-16a	agglomération Bonnatrait	2 * 2 voies	Tissu ouvert	2	250	Sciez
D1005-16	2*2 voies	D2005	Tissu ouvert	2	250	Sciez; Margencel; Anthy-sur-Léman
D1005-17	D903	D2005	Tissu ouvert	2	250	Margencel; Anthy-sur-Léman; Allinges; Thonon-les-Bains
D1005-18	D903	D12	Tissu ouvert	2	250	Thonon-les-Bains;Allinges
D1005-19	D12	Echangeur sortie 2	Tissu ouvert	2	250	Thonon-les-Bains; Allinges
D1005-20	Echangeur sortie 2	D2005	Tissu ouvert	2	250	Thonon-les-Bains; Marin
D1005-21	D2005	Limitation 70	Tissu ouvert	2	250	Thonon-les-Bains; Marin; Publier
D1005-22	limitation 70	rue des fourches	Tissu ouvert	3	100	Publier
D1005-23	rue des Fourches	agglomération Amphion les Bains	Tissu ouvert	3	100	Publier
D1005-24	agglomération Amphion les Bains	agglomération Evian	Tissu ouvert	3	100	Publier; Evian-les-Bains
D1005-25	agglomération Evian	D24	Tissu ouvert	3	100	Evian-les-Bains

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D1005-26	D24	agglomération Petite Rive	Tissu ouvert	4	30	Evian-les-Bains; Neuvecelle; Maxilly-sur-Léman
D1005-27	agglomération Petite Rive	agglomération Torrent	Tissu ouvert	3	100	Maxilly-sur-Léman
D1005-28	agglomération Torrent	agglomération Torrent	Tissu ouvert	4	30	Maxilly-sur-Léman; Lugrin
D1005-29	agglomération Torrent	agglomération Tourronde	Tissu ouvert	3	100	Lugrin
D1005-30	agglomération Tourronde	agglomération Tourronde	Tissu ouvert	4	30	Lugrin
D1005-31	agglomération Tourronde	agglomération Meillerie	Tissu ouvert	3	100	Lugrin
D1005-32	agglomération Meillerie	agglomération Meillerie	Tissu ouvert	4	30	Lugrin; Meillerie
D1005-33	agglomération Meillerie	agglomération Locum	Tissu ouvert	3	100	Meillerie
D1005-34	agglomération Locum	agglomération Locum	Tissu ouvert	4	30	Meillerie; Saint-Gingolph
D1005-35	agglomération Locum	agglomération Bret	Tissu ouvert	3	100	Saint-Gingolph
D1005-36	agglomération Bret	agglomération Bret	Tissu ouvert	4	30	Saint-Gingolph
D1005-37	agglomération Bret	agglomération St Gingolph	Tissu ouvert	3	100	Saint-Gingolph
D1005-38	Limite département	agglomération St Gingolph	Tissu ouvert	4	30	Saint-Gingolph
D11-1	D21	limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Evian-les-Bains
D11-2	rue de Fresnes	limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Evian-les-Bains; Publier
D11-3	rue de Fresnes	agglomération Avulligoz	Tissu ouvert	3	100	Publier
D11-4	D61	agglomération Avulligoz	Tissu ouvert	4	30	Publier
RD1201 bretelle Sortie S	D1201	Voie de Metz	Tissu ouvert	4	30	Metz-Tessy
D1201_déviation	giratoire D172	Rebranchement ancienne D1201	Tissu ouvert	3	100	Pringy; Annecy; Epagny Metz-Tessy
D1201-3	Rue de la Gare	Route d'Annecy	Tissu ouvert	3	100	Saint-Julien-en-Genevois
D1201-4	Avenue du Tram	D1203	Tissu ouvert	3	100	Saint-Julien-en-Genevois; Feigères
D1201-5	D1206	A40	Tissu ouvert	2	250	Saint-Julien-en-Genevois; Feigères
D1201-6	Limitation 70	A40	Tissu ouvert	2	250	Saint-Julien-en-Genevois; Neydens
D1201-7	Limitation 70	D178	Tissu ouvert	3	100	Saint-Julien-en-Genevois; Neydens
D1201-8	D18	D178	Tissu ouvert	2	250	Neydens; Beaumont
D1201-9	D18	D223	Tissu ouvert	3	100	Beaumont; Présilly; Saint-Blaise; Andilly
D1201-10	agglomération Jussy	D223	Tissu ouvert	3	100	Saint-Blaise; Andilly
D1201-11	agglomération Jussy	agglomération Jussy	Tissu ouvert	3	100	Andilly; Copponex
D1201-12	agglomération Jussy	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Andilly; Copponex; St Blaise
D1201-13	Limitation 70	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Copponex
D1201-14	Limitation 70	agglomération Cruseilles	Tissu ouvert	3	100	Copponex; Cruseilles
D1201-15	Limitation 30	agglomération Cruseilles	Tissu ouvert	3	100	Cruseilles
D1201-16	Limitation 30	Limitation 30	Tissu ouvert	4	30	Cruseilles

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D1201-17	Limitation 30	agglomération Cruseilles	Tissu ouvert	3	100	Cruseilles
D1201-18	Chemin de la Ravoire	agglomération Cruseilles	Tissu ouvert	3	100	Cruseilles
D1201-19	Chemin de la Ravoire	Les Mollards	Tissu ouvert	3	100	Cruseilles; Allonzier-la-Caille
D1201-20	agglomération Allonzier	Les Mollards	Tissu ouvert	3	100	Allonzier-la-Caille
D1201-21	agglomération Allonzier	agglomération Allonzier	Tissu ouvert	3	100	Allonzier-la-Caille; Villy-le-Pelloux
D1201-22	agglomération Allonzier	agglomération Burgaz	Tissu ouvert	3	100	Villy-le-Pelloux; Allonzier-la-Caille; Fillière
D1201-23	agglomération Burgaz	agglomération Burgaz	Tissu ouvert	3	100	Fillière
D1201-24	agglomération Burgaz	agglomération St martin	Tissu ouvert	3	100	Fillière; Cuvat
D1201-25	agglomération St Martin Bellevue	agglomération St Martin Bellevue	Tissu ouvert	3	100	Fillière
D1201-26	agglomération St Martin Bellevue	Déviation Pringy	Tissu ouvert	3	100	Fillière; Annecy
D1201 bretelle	Bretelle de sortie S	limite Pringy	Tissu ouvert	3	100	Epagny Metz-Tessy; Annecy
D1201-28	Route de la Bouvarde	Rue Auriol	Tissu ouvert	2	250	Epagny Metz-Tessy; Annecy
D1201-29	Rue Auriol	Avenue Gambetta	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D1201-30	D3508	Limite agglomération	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D1201-31	Limitation 50	Limitation 50	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D1201-32	Limitation 50	Bd Costa de Beauregard	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D1201-33	agglomération Seynod	Bd Costa de Beauregard	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D1201-34	agglomération Seynod	agglomération Le Treige	Tissu ouvert	2	250	Annecy
D1201-35	agglomération Le Treige	agglomération Le Treige	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D1201-36	agglomération Le Treige	D38	Tissu ouvert	2	250	Montagny-les-Lanches; Annecy
D1201-37	agglomération Chaux	D38	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D1201-38	agglomération Chaux	Allée de la Chanson	Tissu ouvert	3	100	Annecy; Viuz-la-Chiésaz; Chapeiry
D1201-39	Route Annecy	Allée de la Chanson	Tissu ouvert	3	100	Viuz-la-Chiésaz;Alby-sur-Chéran
D1201-40	Route Annecy	D63A	Tissu ouvert	3	100	Alby-sur-Chéran
D1201-41	D63A	Route Pattu d'En Bas	Tissu ouvert	3	100	Alby-sur-Chéran
D1201-42	Route Pattu d'En Bas	D3	Tissu ouvert	3	100	Alby-sur-Chéran; St Félix
D1201-43	Route Pattu d'En Bas	Chez Métral	Tissu ouvert	3	100	Saint-Félix
D1201-44	agglomération St Félix	Limite département	Tissu ouvert	3	100	Saint-Félix
D1203-1	RN 1201	D916	Tissu ouvert	3	100	Epagny-Metz-Tessy; Annecy; Argonay
D1203-2	agglomération Argonay	D916	Tissu ouvert	3	100	Argonay
D1203-3	agglomération Argonay	agglomération Argonay	Tissu ouvert	4	30	Argonay; Annecy
D1203-4	agglomération Argonay	Limitation 70	Tissu ouvert	2	250	Argonay; Villaz
D1203-5	D175	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Argonay
D1203-6	D175	agglomération Mercier	Tissu ouvert	2	250	Fillière; Argonay; Villaz
D1203-7	agglomération Mercier	agglomération Mercier	Tissu ouvert	3	100	Fillière; Charvonnex

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D1203-8	agglomération Mercier	agglomération Charvonnex	Tissu ouvert	3	100	Fillière; Charvonnex
D1203-9	agglomération Charvonnex	agglomération Charvonnex	Tissu ouvert	3	100	Charvonnex; Fillière
D1203-10	agglomération Charvonnex	D74	Tissu ouvert	3	100	Charvonnex; Groisy; Fillière
D1203-11	Limitation 70	D74	Tissu ouvert	3	100	Groisy; Fillière
D1203-12	Limitation 70	D2	Tissu ouvert	3	100	Groisy; Fillière
D1203-13	Le Bénits	D2	Tissu ouvert	3	100	Groisy; Fillière
D1203-14	Le Bénits	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Groisy; Fillière
D1203-15	agglomération Daudens	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Groisy; Fillière
D1203-16	agglomération Daudens	agglomération Daudens	Tissu ouvert	4	30	Fillière
D1203-17	agglomération Daudens	limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Fillière
D1203-18	100m aval D5	limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Fillière
D1203-19	100m aval D5	100m amont D5	Tissu ouvert	3	100	Fillière
D1203-20	Les Rutheys	100m amont D5	Tissu ouvert	3	100	Fillière; Etaux; La Roche-sur-Foron
D1203-21	Les Rutheys	D155	Tissu ouvert	3	100	Eteaux
D1203-22	D155	limite 70	Tissu ouvert	2	250	Eteaux; La Roche-sur-Foron; Amancy
D1203-23	D6	limite 70	Tissu ouvert	3	100	Amancy; Saint-Pierre-en-Faucigny
D1203-24	D6	Avenue des Jourdies	Tissu ouvert	3	100	Amancy; Saint-Pierre-en-Faucigny
D1203-25	agglomération Toisinges	Avenue des Jourdies	Tissu ouvert	3	100	Saint-Pierre-en-Faucigny
D1203-26	agglomération Toisinges	D1205	Tissu ouvert	3	100	Saint-Pierre-en-Faucigny; Bonneville
D1205-9	Boulevard de l'Europe	agglomération Vetraz	Tissu ouvert	4	30	Vétraz-Monthoux
D1205-10	Agglomération Arthaz	agglomération Vetraz	Tissu ouvert	3	100	Vétraz-Monthoux; Arthaz-Pont-Notre-Dame
D1205-11	Agglomération Arthaz	agglomération Arthaz	Tissu ouvert	4	30	Arthaz-Pont-Notre-Dame
D1205-12	Agglomération Arthaz	Lieu dit La chapelle	Tissu ouvert	3	100	Arthaz-Pont-Notre-Dame
D1205-13	Lieu-dit La Chapelle	Lieu-dit La Chapelle	Tissu ouvert	3	100	Arthaz-Pont-Notre-Dame
D1205-14	Lieu-dit La Chapelle	agglomération Nangy	Tissu ouvert	3	100	Arthaz-Pont-Notre-Dame; Nangy
D1205-15	agglomération Nangy	agglomération Nangy	Tissu ouvert	4	30	Nangy
D1205-16	agglomération Nangy	agglomération Findrol	Tissu ouvert	3	100	Nangy; Fillinges
D1205-17	D903	agglomération Findrol	Tissu ouvert	4	30	Nangy; Fillinges; Contamine-sur-Arve
D1205-18	D903	agglomération Findrol	Tissu ouvert	4	30	Contamine-sur-Arve
D1205-19	agglomération Contamine	agglomération Findrol	Tissu ouvert	3	100	Contamine-sur-Arve
D1205-20	agglomération Contamine	agglomération Contamine	Tissu ouvert	4	30	Contamine-sur-Arve
D1205-21	agglomération Contamine	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Contamine-sur-Arve
D1205-22	Limitation 70	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Contamine-sur-Arve; Bonneville
D1205-23	Limitation 70 - Barby	Limitation 70 - La Boege	Tissu ouvert	3	100	Contamine-sur-Arve; Bonneville

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D1205-24	Limitation 70 - les macherettes	Limitation 70 - La Boege	Tissu ouvert	3	100	Bonneville
D1205-25	Limitation 70 - les macherettes	D12	Tissu ouvert	3	100	Bonneville
D1205-26	D12	agglomération Bonneville	Tissu ouvert	3	100	Bonneville
D1205-27	Voie contournement Bonneville	agglomération Bonneville	Tissu ouvert	4	30	Bonneville
D1205-28	D1203	agglomération Bonneville	Tissu ouvert	3	100	**Bonneville**
D1205-29	D19	agglomération Bonneville	Tissu ouvert	3	100	Bonneville
D1205-30	D19	agglomération Vougy	Tissu ouvert	2	250	**Bonneville;** Vougy
D1205-31	D26	agglomération Vougy	Tissu ouvert	3	100	Vougy
D1205-32	D26	D4	Tissu ouvert	3	100	V**ougy; Marnaz; Scionzier;** Cluses
D1205-33	D4	agglomération Cluses	Tissu ouvert	3	100	Cluses
D1205-34	Limitation 70	agglomération Cluses	Tissu ouvert	3	100	Cluses
D1205-35	Limitation 70	Limitation 70 Balme	Tissu ouvert	3	100	Cluses; Magland; Araches-La-Frasse
D1205-36	Limitation 70 Balme	Limitation 70 Balme	Tissu ouvert	3	100	Magland
D1205-37	Limitation 70 Balme	agglomération Magland	Tissu ouvert	3	100	**Magland**
D1205-38	agglomération Magland	agglomération Magland	Tissu ouvert	3	100	Magland
D1205-39	agglomération Magland	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Magland
D1205-40	Limitation 70	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Magland
D1205-41	Limitation 70	A40	Tissu ouvert	3	100	Magland; Sallanches
D1205-42	D13	A40	Tissu ouvert	3	100	Sallanches
D1205-43	D13	agglomération Sallanches	Tissu ouvert	4	30	Sallanches
D1205-44	Limitation 70 Lépigny	agglomération Sallanches	Tissu ouvert	3	100	Sallanches; Domancy
D1205-45	Limitation 70 Lépigny	Limitation 70 Lépigny	Tissu ouvert	3	100	Domancy
D1205-46	Limitation 70 Lépigny	Limitation 70 Pélargards	Tissu ouvert	3	100	Domancy
D1205-47	D339	Limitation 70 Pélargards	Tissu ouvert	3	100	Domancy
D1205-48	D339	Zone 30 Le Fayet	Tissu ouvert	4	30	Domancy; Saint-Gervais-les-Bains
D1205-49	Zone 30 Le Fayet	A40	Tissu ouvert	4	30	Saint-Gervais-les-Bains; Passy
D1206-1	Limite département	Pont	Tissu ouvert	3	100	Chevrier; Vulbens
D1206-2	Pont	Limitation 50	Tissu ouvert	4	30	Chevrier
D1206-3	Limitation 50	agglomération Vulbens	Tissu ouvert	3	100	Chevrier; Vulbens
D1206-4	agglomération Vulbens	agglomération Vulbens	Tissu ouvert	4	30	Vulbens
D1206-5	agglomération Vulbens	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Vulbens
D1206-6	agglomération Valleiry	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Vulbens; Valleiry
D1206-7	agglomération Valleiry	agglomération Valleiry	Tissu ouvert	3	100	Vulbens; Valleiry
D1206-8	Limitation 70	agglomération Valleiry	Tissu ouvert	3	100	Valleiry; Chênex
D1206-9	Limitation 70	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Chênex; Valleiry

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D1206-10	Limitation 70	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Chênex
D1206-11	Limitation 70	agglomération Essertet	Tissu ouvert	3	100	Chênex; Viry
D1206 -12	agglomération Essertet	agglomération Essertet	Tissu ouvert	3	100	Viry
D1206 -13	agglomération Essertet	agglomération Viry	Tissu ouvert	3	100	Viry
D1206 -14	agglomération Viry	agglomération Viry	Tissu ouvert	3	100	Viry
D1206 -15	limitation 70	agglomération Viry	Tissu ouvert	3	100	Viry
D1206 -16	limitation 70	Limitation 70	Tissu ouvert	2	250	Viry; Saint-Julien-en-Genevois
D1206 -17	limitation 70	D1201	Tissu ouvert	3	100	Saint-Julien-en-Genevois; Viry
D1206-18	D1201	A41	Tissu ouvert	3	100	Saint-Julien-en-Genevois
D1206-19	Limitation 70	A41	Tissu ouvert	3	100	Saint-Julien-en-Genevois
D1206-20	Limitation 70	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Saint-Julien-en-Genevois
D1206-21	Limitation 70	D18	Tissu ouvert	3	100	Saint-Julien-en-Genevois; Archamps
D1206-22	Collonges	D18	Tissu ouvert	3	100	Archamps; Collonges-sous-Salève
D1206-23	agglomération Collonges	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Collonges-sous-Salève; Archamps
D1206-24	agglomération Collonges	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Collonges-sous-Salève
D1206-25	agglomération Collonges	Limitation 70 P. Grand	Tissu ouvert	3	100	Collonges-sous-Salève; Bossey
D1206-26	Limitation 70	Limitation 70 P. Grand	Tissu ouvert	3	100	Bossey; Collonges-sous-Salève
D1206-27	Limitation 70	Limitation 70 P. Grand	Tissu ouvert	3	100	Bossey
D1206-28	Limitation 70	agglomération Pas de l'Echelle	Tissu ouvert	3	100	Bossey; Etrembières
D1206-29	agglomération Pas de l'échelle	limitationn 50	Tissu ouvert	3	100	Etrembières
D1206-30	D46	limitationn 50	Tissu ouvert	2	250	Etrembières; Monnetier-Mornex
D1206-31	D46	agglomération Etrembieres	Tissu ouvert	3	100	Etrembières
D1206-32	Avenue de l'Europe	agglomération Etrembieres	Tissu ouvert	4	30	Etrembières
D1206-33	D907	agglomération Annemasse	Tissu ouvert	3	100	Annemasse
D1206-34	Limitation 70	agglomération Annemasse	Tissu ouvert	2	250	Annemasse; Ville-la-Grand; Vetraz-Monthoux
D1206-35	Limitation 70	Limitation 70	Tissu ouvert	2	250	Annemasse; Ville-la-Grand; Vetraz-Monthoux; Cranves-Sales
D1206-36	Route des Bois	Limitation 70	Tissu ouvert	2	250	Ville-la-Grand; Cranves-Sales; Annemasse; Vetraz-Monthoux
D1206-37	Route des Bois	D903	Tissu ouvert	2	250	Cranves-Sales; Ville-la-Grand; Juvigny
D1206-38	D903	D903	Tissu ouvert	1	300	Cranves-Sales; Saint-Cergues; Juvigny
D1206-39	fin 2*2 voies	D903	Tissu ouvert	1	300	Saint-Cergues; Machilly
D1206-40	fin 2*2 voies	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Machilly; Loisin
D1206-41	agglomération Tholomaz	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Loisin

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D1206-42	agglomération Tholomaz	D35	Tissu ouvert	3	100	Loisin
D1206-43	agglomération Tholomaz	D35	Tissu ouvert	3	100	Loisin
D1206-44	agglomération Tholomaz	agglomération Loisin	Tissu ouvert	3	100	Loisin
D1206-45	agglomération Loisin	agglomération Loisin	Tissu ouvert	3	100	Loisin
D1206-46	agglomération Loisin	agglomération Douvaine	Tissu ouvert	3	100	Loisin; Douvaine
D1206-47	D1005	agglomération Douvaine	Tissu ouvert	3	100	Douvaine
D12-1	D1005	agglomération Les Fleysets	Tissu ouvert	4	30	Thonon-les-Bains; Allinges
D12-2	agglomération Noyer	agglomération Les Fleysets	Tissu ouvert	3	100	Allinges
D12-3	agglomération Noyer	agglomération Noyer	Tissu ouvert	4	30	Allinges
D12-4	agglomération Noyer	agglomération Macheron	Tissu ouvert	3	100	Allinges
D12-5	agglomération Macheron	agglomération Macheron	Tissu ouvert	4	30	Allinges
D12-6	agglomération Macheron	D35	Tissu ouvert	3	100	Allinges; Orcier, Draillant
D12-7	D1203	agglomération St Pierre Faucigny		3	100	Saint-Pierre-en-Faucigny; Bonneville
D12-8	agglomération St Pierre Faucigny	agglomération St Pierre Faucigny		4	30	Saint-Pierre-en-Faucigny
D12-9	agglomération St Pierre Faucigny	La Tatte		3	100	Saint-Pierre-en-Faucigny; Glières Val-de-Borne; St Laurent
D12-10	agglo Petit Bornand Les Glères	La Tatte		3	100	Glières Val-de-Borne
D12-11	agglo Petit Bornand Les Glères	agglo Petit Bornand Les Glières		4	30	Glières Val-de-Borne
D12-12	agglo Petit Bornand Les Glères	Les Déroberts		3	100	Glières Val-de-Borne
D12-13	Les Déroberts	Les Déroberts	Tissu ouvert	4	30	Glières Val-de-Borne
D12-14	agglomération Entremont	Les Déroberts	Tissu ouvert	3	100	Glières Val-de-Borne
D12-15	agglomération Entremont	agglomération Entremont	Tissu ouvert	4	30	Glières Val-de-Borne
D12-16	D4	agglomération Entremont	Tissu ouvert	3	100	Glières Val-de-Borne ; Saint-Jean-de-Sixt
D1212-1	D13	Place Grenette	Tissu ouvert	4	30	Sallanches
D1212-1a	Rue Saint-Eloi	N205 Avenue de Genève	Tissu ouvert	4	30	Sallanches
D1212-1b	Quai Hôtel de Ville	Quai Curral	Tissu ouvert	4	30	Sallanches
D1212-2	agglomération Sallanches	Place Grenette	Tissu ouvert	4	30	Sallanches
D1212-3	agglomération Sallanches	3 voies	Tissu ouvert	3	100	Domancy
D1212-4	3 voies	3 voies	Tissu ouvert	3	100	Domancy; Sallanches; Combloux
D1212-5	3 voies	agglomération Combloux	Tissu ouvert	3	100	Combloux
D1212-6	Zone 30	agglomération Combloux	Tissu ouvert	4	30	Combloux
D1212-7	Zone 30	Zone 30	Tissu ouvert	4	30	Combloux
D1212-8	Zone 30	agglomération Combloux	Tissu ouvert	4	30	Combloux
D1212-9	D909	agglomération Combloux	Tissu ouvert	3	100	Combloux; Demi-Quartier
D1212-10	Limitation 70 (Route d'Oise)	D909	Tissu ouvert	3	100	Demi-Quartier

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D1212-11	Limitation 70 (Route d'Oise)	Limitation 70 (Rte Oise)	Tissu ouvert	3	100	Demi-Quartier
D1212-12	Limitation 70 (Route d'Oise)	agglomération Demi-Quartier	Tissu ouvert	3	100	Demi-Quartier
D1212-13	D309A	agglomération Demi-Quartier	Tissu ouvert	3	100	Demi-Quartier; Megève
D1212-14	agglomération Megève	D309A	Tissu ouvert	4	30	Megève
D1212-15	agglomération Megève	agglomération Praz	Tissu ouvert	3	100	Megève; Praz-sur-Arly
D1212-16	agglomération Praz	agglomération Praz	Tissu ouvert	4	30	Praz-sur-Arly
D1212-17	agglomération Praz	Limite département	Tissu ouvert	3	100	Praz-sur-Arly
D13-1	D39	Relais de la vallée Blanche	Tissu ouvert	3	100	Sallanches ; Passy
D13-2	Relais de la vallée Blanche	Avenue St Martin	Tissu ouvert	4	30	Sallanches
D13-3	D1205	Avenue St Martin	Tissu ouvert	4	100	Sallanches
D14-1	Route de Charneuse	D3508	Tissu ouvert	3	100	Poisy
D14-2	Route de Charneuse	Route du Cret	Tissu ouvert	3	100	Poisy
D14-3	Route du Cret	Route de Lovagny	Tissu ouvert	3	100	Poisy
D1501-6	D909	Avenue de la Plaine	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D1501-7	D3508	Avenue de la Plaine	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D1506-1	N205	agglomération Chamonix	Tissu ouvert	3	100	Chamonix-Mont-Blanc
D1506-2	N205	Route du Bouchet	Tissu ouvert	3	100	Chamonix-Mont-Blanc
D1506-3	Avenue du Mont Blanc	agglomération Chamonix	Tissu ouvert	4	30	Chamonix-Mont-Blanc
D1506-4	agglomération Praz	agglomération Chamonix	Tissu ouvert	3	100	Chamonix-Mont-Blanc
D1506-5	agglomération Praz	agglomération Praz	Tissu ouvert	4	30	Chamonix-Mont-Blanc
D1506-6	agglomération Praz	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Chamonix-Mont-Blanc
D1506-7	Limitation 70	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Chamonix-Mont-Blanc
D1506-8	agglomération Les Tines	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Chamonix-Mont-Blanc
D1506-9	agglomération Les Tines	agglomération Les Tines	Tissu ouvert	4	30	Chamonix-Mont-Blanc
D1506-10	agglomération Les Tines	Limite 70	Tissu ouvert	3	100	Chamonix-Mont-Blanc
D1506-11	agglomération Les Iles	Limite 70	Tissu ouvert	3	100	Chamonix-Mont-Blanc
D1506-12	agglomération Les Iles	agglomération Les Iles	Tissu ouvert	4	30	Chamonix-Mont-Blanc
D1506-13	agglomération Les Iles	agglomération Argentières	Tissu ouvert	3	100	Chamonix-Mont-Blanc
D1506-14	Chemin du Grand Moueux	agglomération Argentières	Tissu ouvert	4	30	Chamonix-Mont-Blanc
D1508-1	Limite département	limite 50	Tissu ouvert	3	100	Eloise
D1508-2	limite 50	limite 50	Tissu ouvert	4	30	Eloise
D1508-3	limite 50	Pralon	Tissu ouvert	3	250	Eloise
D1508-4	Route de la Barcy	Pralon	Tissu ouvert	3	100	Eloise
D1508-5	Route de la Barcy	Echangeur A40	Tissu ouvert	3	100	Eloise; Chêne-en-Semine
D1508-6	La Tuillière	Echangeur A40	Tissu ouvert	3	100	Chêne-en-Semine ; Eloise

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D1508-7	La Tuilière	agglomération Vanzy	Tissu ouvert	3	100	Chêne-en-Semine; Vanzy
D1508-8	agglomération Vanzy	agglomération Vanzy	Tissu ouvert	4	30	Vanzy
D1508-9	agglomération Vanzy	Limitation 50	Tissu ouvert	3	100	Vanzy
D1508-10	D992	Limitation 50	Tissu ouvert	4	30	Vanzy; Chessenaz
D1508-11	D992	agglomération Mons	Rue en U	3	100	Chessenaz; Vanzy; Desingy
D1508-12	agglomération Frangy	agglomération Mons	Tissu ouvert	3	100	Chessenaz; Frangy; Desingy
D1508-13	agglomération Frangy	Rue du Grand Pont	Tissu ouvert	3	100	Frangy
D1508-14	Route d'Annecy	Rue du Grand Pont	Tissu ouvert	3	100	Frangy; Musièges
D1508-15	Route d'Annecy	agglomération Serrasson	Tissu ouvert	3	100	Musièges; Chilly; Frangy
D1508-16	agglomération Serrasson	agglomération Serrasson	Tissu ouvert	3	100	Musièges; Chilly; Contamine-Sarzin
D1508-17	agglomération Serrasson	Les ILes	Tissu ouvert	3	100	Chilly; Contamine-Sarzin; Musièges; Sallenôves
D1508-18	agglomération Bonlieu	Les ILes	Tissu ouvert	3	100	Contamine-Sarzin, Sallenôves
D1508-19	agglomération Bonlieu	D27	Tissu ouvert	3	100	Sallenôves
D1508-20	agglomération Bonlieu	D27	Tissu ouvert	3	100	Sallenôves; Marlioz
D1508-21	agglomération Bonlieu	Les Balmettes	Tissu ouvert	3	100	Marlioz; Choisy; Sallenôves; Mésigny
D1508-22	Les Crets	Les Balmettes	Tissu ouvert	2	250	Mésigny
D1508-23	Les Crets	Limite 70	Tissu ouvert	3	100	La Balme-de-Sillingy; Mésigny
D1508-24	Route Pont du Trésor	Limite 70	Tissu ouvert	3	100	La Balme-de-Sillingy; Sillingy
D1508-25	Route Pont du Trésor	agglomération Petite Balme	Tissu ouvert	3	100	Sillingy
D1508-26	agglomération Petite Balme	agglomération Petite Balme	Tissu ouvert	3	100	Sillingy
D1508-27	agglomération Chaumontet	agglomération Petite Balme	Tissu ouvert	2	250	Sillingy
D1508-28	agglomération Chaumontet	agglomération Chaumontet	Tissu ouvert	3	100	Sillingy
D1508-29	agglomération Chaumontet	D2508	Tissu ouvert	2	250	Sillingy; Epagny Metz-Tessy; Poisy
D1508-30	D3508	D2508	Tissu ouvert	2	250	Epagny Metz-Tessy; Poisy
D1508-30b	D3508	D2508	Tissu ouvert	3	100	Epagny Metz-Tessy
D1508-31a	D2201	Rue duThiou	Rue en U	1	300	Annecy
D1508-31	D2001	Faubourg des Balmettes	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D1508-32	Rue Marquisats	Faubourg des Balmettes	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D1508-33	Avenue des Tresums	Limite commune	Tissu ouvert	3	100	Annecy; Sevrier
D1508-34	agglomération Servrier	Limite commune	Tissu ouvert	3	100	Annecy; Sevrier
D1508-35	agglomération Servrier	D10	Tissu ouvert	3	100	Sevrier
D1508-36	limite commune	D10	Tissu ouvert	3	100	Sevrier, St Jorioz
D1508-37	limite commune	agglomération St Joioz	Tissu ouvert	2	250	Saint-Jorioz; Sevrier
D1508-38	Route de l'Église	agglomération St Joioz	Tissu ouvert	3	100	Saint-Jorioz

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D1508-39	Route de l'Eglise	agglomération St Joioz	Tissu ouvert	3	30	Saint-Jorioz
D1508-40	Limite 70	agglomération St Joioz	Tissu ouvert	3	30	Saint-Jorioz; Duingt
D1508-41	agglomération Duingt	agglomération St Joioz	Tissu ouvert	3	30	Saint-Jorioz; Duingt
D1508-42	agglomération Duingt	Limite 30	Tissu ouvert	3	100	Duingt
D1508-43	Limite 30	Limite 30	Tissu ouvert	4	30	Duingt
D1508-44	Limite 30	agglomération Bredannaz	Tissu ouvert	3	100	Duingt; Doussard
D1508-45	agglomération Bredannaz	agglomération Bredannaz	Tissu ouvert	3	100	Duingt; Doussard
D1508-46	agglomération Bout du Lac	agglomération Bredannaz	Tissu ouvert	3	100	Doussard
D1508-47	agglomération Bout du Lac	agglomération Bout du Lac	Tissu ouvert	3	100	Doussard; Lathuile
D1508-48	agglomération Bout du Lac	D909A	Tissu ouvert	3	100	Doussard
D1508-49	100m amont D142	D909A	Tissu ouvert	3	100	Doussard; Giez; Faverges-Seythenex
D1508-50	100m amont D142	100m aval D142	Tissu ouvert	3	100	Faverges-Seythenex; Giez
D1508-51	Viuz	100m aval D142	Tissu ouvert	3	100	Faverges-Seythenex
D1508-52	Viuz	Route d'Albertville	Tissu ouvert	3	100	Faverges-Seythenex; Saint-Ferréol
D1508-53	Limite 70	Route d'Albertville	Tissu ouvert	3	100	Faverges-Seythenex; Saint-Ferréol; Val-de-Chaise
D1508-54	Limite 70	Limite département	Tissu ouvert	3	100	Val de Chaise
D16-1	D910	agglomération Sales	Tissu ouvert	4	30	Rumilly; Sales
D16-2	Limitation 70	agglomération Sales	Tissu ouvert	3	100	Sales
D16-3	Limitation 70	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Sales; Marcellaz-Albanais
D16-4	Limitation 70	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Sales; Marcellaz-Albanais
D16-5	Limitation 70	Chemin des Courriers	Tissu ouvert	3	100	Marcellaz-Albanais
D16-6	agglomération Marcellaz	Chemin des Courriers	Tissu ouvert	3	100	Marcellaz-Albanais
D16-7	agglomération Marcellaz	Limitation 30	Tissu ouvert	5	10	Marcellaz-Albanais
D16-8	agglomération Marcellaz	Limitation 30	Tissu ouvert	4	30	Marcellaz-Albanais
D16-9	agglomération Marcellaz	Limite 70 (Ch. coutasse)	Tissu ouvert	3	100	Marcellaz-Albanais
D16-10	Limite 70 (Ch. coutasse)	Limite 70 (Ch. coutasse)	Tissu ouvert	3	100	Marcellaz-Albanais
D16-11	Limite 70 (Ch. coutasse)	Limite 70 (Les Golières)	Tissu ouvert	3	100	Marcellaz-Albanais; Chavanod
D16-12	D116	Limite 70 (Les Golières)	Tissu ouvert	3	100	Chavanod
D16-13	D116	Limite 70 (Les Golières)	Tissu ouvert	3	100	Chavanod
D16-14	Route de la Fruitière	Limite 70 (Les Golières)	Tissu ouvert	3	100	Chavanod
D16-15	Route de la Fruitière	agglomération Seynod	Tissu ouvert	3	100	Chavanod; Annecy
D16-16	Route de la Fruitière	Avenue de Champ Fleuri	Tissu ouvert	4	30	Chavanod; Annecy
D16-16bis	Route des Creuses	Avenue de Champ Fleuri	Tissu ouvert	4	30	Annecy
D16-16Ter	Route des Creuses	Avenue de Champ Fleuri	Tissu ouvert	4	30	Annecy

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D16-17	D5	agglomération Annecy le Vieux	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D16-18	Chez le Roy	agglomération Annecy le Vieux	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D16-19	Chez le Roy	Le Creux	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D16-20	Route des Engagnes	Le Creux	Tissu ouvert	3	100	Annecy; Alex; Dingy-St-Clair
D16-21	Route des Engagnes	Route du Fier	Tissu ouvert	3	100	Alex
D16-22	D909	Route du Fier	Tissu ouvert	3	100	Alex; Dingy-St-Clair
D18-1	D1201	Limite 70	Tissu ouvert	3	100	Beaumont; Neydens
D18-2	agglomération La Forge	Limite 70	Tissu ouvert	3	100	Neydens
D18-3	agglomération La Forge	agglomération La Forge	Tissu ouvert	4	30	Neydens; Archamps
D18-4	agglomération La Forge	Route d'Annecy	Tissu ouvert	3	100	Neydens; Archamps
D18-5	Limitation 70	Route d'Annecy	Tissu ouvert	3	100	Archamps
D18-6	Limitation 70	D18B	Tissu ouvert	3	100	Archamps
D18-7	D1206	D18B	Tissu ouvert	4	30	Archamps; Saint-Julien-en-Genevois
D19-0	rue d'Arve	D46	Tissu ouvert	3	100	Gaillard; Annemasse
D19-1	D1205	D27A	Tissu ouvert	3	100	Ayse; Bonneville
D19-2	D27A	Limitation 110	Tissu ouvert	3	100	Ayse; Bonneville
D19-3	Ferme de l'Ile	Limitation 110	Tissu ouvert	2	250	Ayse; Marignier; Vougy; Bonneville
D19-4	Ferme de l'Ile	Rue de Soulet	Tissu ouvert	3	100	Marignier; Vougy
D19-5	agglomération Marignier	Rue de Soulet	Tissu ouvert	3	100	Marignier
D19-6	agglomération Marignier	Limitation 30	Tissu ouvert	4	30	Marignier
D19-7	Limitation 30	Limitation 30	Tissu ouvert	4	30	Marignier
D19-8	Limitation 30	D26	Tissu ouvert	4	30	Marignier
D20-1	D120	D9	Tissu ouvert	2	250	Fillinges; Marcellaz
D20-2	D907	agglomération Fillinges	Tissu ouvert	4	30	Fillinges
D20-3	agglomération Fillinges	agglomération Corbières	Tissu ouvert	3	100	Fillinges; Saint-André-de-Boëge
D20-4	agglomération Corbières	agglomération Corbières	Tissu ouvert	4	30	Saint-André-de-Boëge
D20-5	agglomération Corbières	agglomération Cursières	Tissu ouvert	3	100	Saint-André-de-Boëge
D20-6	agglomération Cursières	agglomération Cursières	Tissu ouvert	4	30	Saint-André-de-Boëge
D20-7	agglomération Cursières	agglomération Boëge	Tissu ouvert	3	100	Saint-André-de-Boëge; Boëge
D20-8	D22	agglomération Boëge	Tissu ouvert	4	30	Boëge
D2-1	D1206	agglomération Etrembières	Tissu ouvert	3	100	Etrembières
D2-2	Passage à niveau PN	agglomération Etrembières	Tissu ouvert	3	100	Etrembières; Annemasse
D2-3	Passage à niveau PN	agglomération Bas Mornex	Tissu ouvert	3	100	Etrembières; Monnetier-Mornex
D2-4	Limitation 70	agglomération Bas Mornex	Tissu ouvert	3	100	Monnetier-Mornex
D2-5	Limitation 70	Chemin du Paquis	Tissu ouvert	3	100	Monnetier-Mornex; Reignier-Esery

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D2-6	Chemin du Paquis	Viaison	Tissu ouvert	3	100	Monnetier-Mornex; Reignier-Esery
D2-7	Chemin de la Grangia	Viaison		3	100	Reignier-Esery
D2-8	Chemin de la Grangia	agglomération Reignier		3	100	Reignier-Esery; Arthaz-Pont-Notre-Dame
D2-9	agglomération Reignier	agglomération Reignier		3	100	Reignier-Esery; Pers-Jussy
D2-10	agglomération Vercot	agglomération Reignier		3	30	Reignier-Esery; Pers-Jussy
D2-11	agglomération Vercot	agglomération Loisinges		4	30	Reignier-Esery; Pers-Jussy
D2-12	agglomération Roche sur Foron	agglomération Loisinges	Tissu ouvert	3	100	Pers-Jussy; Cornier; La Roche-sur-Foron
D2-13	agglomération Roche sur Foron	D1203	Tissu ouvert	4	30	La Roche-sur-Foron; Cornier
D21-1	D1005	agglomération Lugrin	Tissu ouvert	4	30	Lugrin
D21-2	agglomération Vieille Eglise	agglomération Lugrin	Tissu ouvert	3	100	Lugrin
D21-3	agglomération Vieille Eglise	agglomération Vieille Eglise	Tissu ouvert	4	30	Lugrin
D21-4	agglomération Vieille Eglise	agglomération Maxilly	Tissu ouvert	3	100	Lugrin; Maxilly-sur-Léman
D21-5	Zone 30	agglomération Maxilly	Tissu ouvert	5	10	Maxilly-sur-Léman
D21-6	Zone 30	D24	Tissu ouvert	4	30	Maxilly-sur-Léman; Neuvecelle
D21-6.1	agglomération Neuvecelle	D24	Tissu ouvert	4	30	Neuvecelle; Evian-les-Bains
D21-7	limitation 70 route Corniche	D24	Tissu ouvert	3	100	Evian-les-Bains
D21-8	limitation 70 route Corniche	Limitation 70 - Pierre Grosse	Tissu ouvert	3	100	Evian-les-Bains; Neuvecelle; Larringes; Saint-Paul-en-Chablais
D21-9	limitation 70 Guenneval	Limitation 70 - Pierre Grosse	Tissu ouvert	3	100	Saint-Paul-en-Chablais
D21-10	limitation 70 Guenneval	agglomération Lyonnet	Tissu ouvert	3	100	Saint-Paul-en-Chablais
D21-11	agglomération Lyonnet	agglomération Lyonnet	Tissu ouvert	4	30	Saint-Paul-en-Chablais
D21-12	agglomération Lyonnet	agglomération Vinzier	Tissu ouvert	3	100	Saint-Paul-en-Chablais; Vinzier
D21-13	D32	agglomération Vinzier	Tissu ouvert	4	30	Saint-Paul-en-Chablais; Vinzier
D2201-1	D3508	Rue d'Alery	Tissu ouvert	4	30	Annecy
D2201-1b	Le Thiou	Grande Rue d'Alery	Tissu ouvert	4	30	Annecy
D2203-1	D1203	Pont de Brogny	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D2203-2	D2201	Pont de Brogny	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D2508	Rue Simon Tissot Dupont	panneau d'agglomération	Tissu ouvert	4	30	Faverges-Seythenex
D2508	Panneau d'agglomération	RD 1508	Tissu ouvert	3	100	Faverges-Seythenex
D26-1	D907	Limitation 70	Tissu ouvert	4	30	Saint-Jeoire
D26-2	Limitation 70	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Saint-Jeoire
D26-3	Limitation 70	agglomération Le Giffre	Tissu ouvert	3	100	Saint-Jeoire
D26-4	agglomération La Giffre	agglomération Le Giffre	Tissu ouvert	4	30	Saint-Jeoire; Marignier
D26-5	agglomération La Giffre	Limitation 50	Tissu ouvert	3	100	Marignier
D26-6	Limitation 50	Limitation 50	Tissu ouvert	4	30	Marignier

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D26-7	Limitation 50	agglomération Marignier	Tissu ouvert	3	100	Marignier
D26-8	D19	agglomération Marignier	Tissu ouvert	4	30	Marignier
D26-9	D19	Limitation 30	Tissu ouvert	4	30	Marignier
D26-10	Chemin d' Anterne	Chemin de Beau Soleil	Tissu ouvert	5	10	Marignier
D26-11	D1205	Chemin de Beau Soleil	Tissu ouvert	4	30	Marignier; Vougy
D271	D1201	Avenue Zanaroli	Tissu ouvert	3	100	Annecy
D271-2	D5	Avenue Zanaroli	Tissu ouvert	4	30	Annecy
D27A	D19	D6	Tissu ouvert	3	100	Ayse; Bonneville
D3-1	RD910	Avenue de l'Arcalod	Tissu ouvert	3	100	Rumilly
D3-2	agglomération rumilly	Avenue de l'Arcalod	Tissu ouvert	3	100	Rumilly
D3-3	agglomération rumilly	St Marcel	Tissu ouvert	3	100	Rumilly; Marigny-Saint-Marcel
D3-4	St Marcel	St Marcel	Tissu ouvert	3	100	Marigny-Saint-Marcel
D3-5	St Marcel	agglomération Marigny	Tissu ouvert	3	100	Marigny-Saint-Marcel
D3-6	agglomération Marigny	agglomération Marigny	Tissu ouvert	3	100	Marigny-Saint-Marcel
D3-7	agglomération Marigny	Limitation 50	Tissu ouvert	3	100	Marigny-Saint-Marcel; Alby-sur-Chéran
D3-8	D1201	Limitation 50	Tissu ouvert	3	100	Marigny-Saint-Marcel; Alby-sur-Chéran
D3206-1	rue de l'industrie	Avenue dú Léman	Tissu ouvert	3	100	Annemasse; Vétraz-Monthoux; Gaillard; Etrembières
D3206-2	rue Dusonchet	Avenue du Léman	Tissu ouvert	3	100	Vétraz-Monthoux; Annemasse
D3206-3	rue Dusonchet	D907	Tissu ouvert	3	100	Vétraz-Monthoux; Annemasse
D339-1	D1205	Chemin des Grandes Vernes	Tissu ouvert	3	100	Domancy; Passy
D339-2	Echangeur A40	Chemin des Grandes Vernes	Tissu ouvert	3	100	Domancy; Passy
D3508-1	A41	D1508	Tissu ouvert	2	250	Epagny Metz-Tessy; Annecy
D3508-2	D1508	D1508	Tissu ouvert	3	100	Epagny Metz-Tessy; Annecy
D3508-3	D1508	Echangeur A41	Tissu ouvert	2	250	Epagny Metz-Tessy; Poisy; Annecy
D3508-4	D2201	Echangeur A41	Tissu ouvert	2	250	Annecy
D39-1	D339	D13	Tissu ouvert	3	100	Passy; Sallanches
D4-1	D900	agglomération St Jean de Sixt	Tissu ouvert	4	30	Saint-Jean-de-Sixt
D4-2	Limitation 70	agglomération St Jean de Sixt	Tissu ouvert	3	100	Saint-Jean-de-Sixt
D4-3	Limitation 70	agglomération Grand Bornand	Tissu ouvert	3	100	Saint-Jean-de-Sixt; Le Grand-Bornand
D4-4	D4E	agglomération Grand Bornand	Tissu ouvert	4	30	Le Grand-Bornand
D4-6	D902	Le Moulin Vagny	Tissu ouvert	3	100	La Rivière-Enverse
D4-7	Limitation 70	Le Moulin Vagny	Tissu ouvert	3	100	La Rivière-Enverse
D4-8	Limitation 70	agglomération Marvel	Tissu ouvert	3	100	La Rivière-Enverse
D4-9	agglomération Marvel	agglomération Marvel	Tissu ouvert	4	30	La Rivière-Enverse

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D4-10	agglomération Marvel	agglomération Le Plan	Tissu ouvert	3	100	La Rivière-Enverse
D4-11	agglomération Le Plan	agglomération Le Plan	Tissu ouvert	4	30	La Rivière-Enverse
D4-12	agglomération Le Plan	agglomération Morillon	Tissu ouvert	3	100	La Rivière-Enverse; Morillon
D4-13	agglomération Morillon	agglomération Morillon	Tissu ouvert	4	30	Morillon
D4-14	agglomération Morillon	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Morillon; Samoëns
D4-15	agglomération Samoëns	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Samoëns
D4-16	agglomération Samoëns	agglomération Samoëns	Tissu ouvert	4	30	Samoëns
D46-1	D19	agglomération Gaillard	Tissu ouvert	4	30	Gaillard
D46-2	D1206	agglomération Gaillard	Tissu ouvert	3	100	Gaillard; Etrembières
D5	rue Louis Revon	Boulevard du Lycée	Tissu ouvert	4	30	Annecy
D902-1	D1005	D21	Tissu ouvert	3	100	Thonon-les-Bains; Armoy; Marin; Féternes
D902-2	D21	D22	Tissu ouvert	3	100	Marin; Féternes; Reyvroz; La Vernaz; Armoy; Lyaud
D902-3	D354	agglomération Les Gets	Tissu ouvert	3	100	Morzine; Les Gets
D902-4	agglomération Les Gets	agglomération Les Gets	Tissu ouvert	4	30	Les Gets
D902-5	agglomération Les Gets	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Les Gets; Taninges
D902-6	Limitation 70	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Taninges
D902-7	Limitation 70	Le Thoux	Tissu ouvert	3	100	Taninges
D902-8	Blavallaz	Le Thoux	Tissu ouvert	3	100	Taninges
D902-9	Blavallaz	Taninges	Tissu ouvert	3	100	Taninges
D902-10	agglomération Taninges	D907	Tissu ouvert	4	30	Taninges
D902-11	RD 907	fin agglomération	Tissu ouvert	4	30	Taninges
D902-12	agglomération Châtillon	agglomération Taninges	Tissu ouvert	3	100	Taninges; La Rivière-Enverse; Châtillon-sur-Cluses
D902-13	agglomération Châtillon	agglomération Châtillon	Tissu ouvert	3	100	Châtillon-sur-Cluses
D902-14	agglomération Châtillon	agglomération Cluses	Tissu ouvert	3	100	Châtillon-sur-Cluses; Cluses
D902-15	Avenue de Châtillon	agglomération Cluses	Tissu ouvert	3	100	Châtillon-sur-Cluses; Cluses
D902-16	Sardagne	Avenue Georges Clémenceau	Tissu ouvert	4	30	Cluses
D902-17	Rue des Fleurs	Avenue Georges Clémenceau	Tissu ouvert	4	30	Cluses
D902-18	Rue des Fleurs	D1205	Tissu ouvert	4	30	Cluses; Scionzier
D902-19	D1205	agglomération L'Abbaye	Tissu ouvert	4	30	Saint-Gervais-les-Bains; Passy
D902-20	agglomération Les Plagnes	agglomération L'Abbaye	Tissu ouvert	3	100	Passy
D902-21	agglomération Les Plagnes	agglomération Les Plagnes	Tissu ouvert	4	30	Passy
D902-22	Agglomération Les Plagnes	Agglomération Les Plagnes	Tissu ouvert	4	30	Saint-Gervais-les-Bains; Passy
D902-22	agglomération Les Plagnes	agglomération St Gervais	Tissu ouvert	3	100	Saint-Gervais-les-Bains; Passy

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D902-23	D909	agglomération St Gervais	Tissu ouvert	4	30	Saint-Gervais-les-Bains
D902-24	D902	D909	Tissu ouvert	4	30	Saint-Gervais-les-Bains
D903-1	D1005	Chemin des Tappaz	Tissu ouvert	3	100	Thonon-les-Bains; Allinges
D903-2	Chemin des Tappaz	D33	Tissu ouvert	3	100	Thonon-les-Bains; Allinges
D903-3	D233	D33	Tissu ouvert	3	100	Allinges
D903-4	D233	Limite 50 Moulin Pendant	Tissu ouvert	3	100	Allinges. Perrignier
D903-5	Limite 50 Moulin Pendant	Limite 50 Moulin Pendant	Tissu ouvert	3	100	Perrignier
D903-6	Limite 50 Moulin Pendant	agglomération Perrignier	Tissu ouvert	3	100	Perrignier
D903-7	agglomération Perrignier	agglomération Perrignier	Tissu ouvert	3	100	Perrignier
D903-8	agglomération Perrignier	100m amont D125	Tissu ouvert	3	100	Perrignier
D903-9	100m aval D125	100m amont D125	Tissu ouvert	3	100	Perrignier
D903-10	100m aval D125	agglomération Lully	Tissu ouvert	3	100	Perrignier; Lully; Cervens
D903-11	agglomération Lully	agglomération Lully	Tissu ouvert	3	100	Lully
D903-12	agglomération Lully	Voie communale Chez Viret	Tissu ouvert	3	100	Lully; Fessy
D903-13	Lieu dit Chez Picut	Voie communale Chez Viret	Tissu ouvert	3	100	Fessy; Brenthonne
D903-14	Lieu dit Chez Picut	Lieu-dit Chez Bernaz	Tissu ouvert	3	100	Fessy; Brenthonne
D903-15	Chemin Rural de Puard	Lieu-dit Chez Bernaz	Tissu ouvert	3	100	Brenthonne
D903-16	Chemin Rural de Puard	agglomération. Brenthonne	Tissu ouvert	3	100	Brenthonne
D903-17	agglomération. Brenthonne	agglomération. Brenthonne	Tissu ouvert	3	100	Brenthonne
D903-18	agglomération. Brenthonne	agglomération. Bons en Chablais	Tissu ouvert	3	100	Brenthonne
D903-19	agglomération. Bons en Chablais	agglomération. Bons en Chablais	Tissu ouvert	3	100	Bons-en-Chablais
D903-20	agglomération. Bons en Chablais	agglomération. Langin	Tissu ouvert	3	100	Bons-en-Chablais
D903-21	agglomération. Langin	agglomération. Langin	Tissu ouvert	3	100	Bons-en-Chablais
D903-22	agglomération. Langin	Route des Vignes	Tissu ouvert	3	100	Bons-en-Chablais; Machilly
D903-23	Route des Sources	Route des Vignes	Tissu ouvert	2	250	Machilly; Saint-Cergues
D903-24	Route des Sources	D1206	Tissu ouvert	2	250	Machilly; Saint-Cergues
D903-25	D1206	Chemin des Hutins	Tissu ouvert	2	250	Cranves-Sales; Savigny
D903-26	D183	Chemin des Hutins	Tissu ouvert	2	250	Cranves-Sales
D903-27	D183	D907	Tissu ouvert	1	300	Cranves-Sales; Bonne; Lucinges
D903-28	Limitation 80	D907	Tissu ouvert	1	300	Cranves-Sales; Bonne
D903-29	Limitation 80	Les Bègues	Tissu ouvert	2	250	Bonne; Nangy; Fillinges
D903-30	Limitation 80	D9	Tissu ouvert	3	100	Fillinges; Contamine-sur-Arve; Nangy
D903-31	A40	D9	Tissu ouvert	3	100	Fillinges; Contamine-sur-Arve; Nangy
D903-32	A40	Impasse de Doucet	Tissu ouvert	3	100	Nangy; Scientrier; Reignier-Esery
D903-33	Route des Platons	Impasse de Doucet	Tissu ouvert	3	100	Scientrier

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D903-34	Route des Platons	100m aval D6	Tissu ouvert	3	100	Scientrier; Arenthon; Cornier; Amancy
D903-35	100m amont D6	100m aval D6	Tissu ouvert	3	100	Cornier; Amancy
D903-36	agglomération Le Quarre	100m aval D6	Tissu ouvert	3	100	Cornier; Amancy
D903-37	agglomération Le Quarre	D1203	Tissu ouvert	4	30	Armancy
D907-1	D1206	Route Tattes de Borly	Tissu ouvert	4	30	Cranves-SalesAnnemasse; Vétraz-Monthoux;
D907-2	Chemin des Esseims	Route Tattes de Borly	Tissu ouvert	3	100	Cranves-Sales
D907-3	Chemin des Esseims	D903	Tissu ouvert	3	100	Cranves-Sales; Bonne
D907-4	Rue du Faucigny	D903	Tissu ouvert	3	100	Cranves-Sales; Bonne
D907-5	Rue du Faucigny	Zone 30	Tissu ouvert	4	30	Bonne
D907-6	agglomération Bonne	Zone 30	Tissu ouvert	3	100	Bonne
D907-7	agglomération Bonne	Zone 70	Tissu ouvert	3	100	Bonne
D907-8	Zone 70	Zone 70	Tissu ouvert	3	100	Bonne; Fillinges
D907-9	Zone 70	agglomération Pont de Fillinges	Tissu ouvert	3	100	Bonne; Fillinges
D907-10	agglomération Pont de Fillinges	Ch. Du Bosset	Tissu ouvert	3	100	Fillinges
D907-11	agglomération Pont de Fillinges	Ch. Du Bosset		3	100	Fillinges
D907-12	agglomération Pont de Fillinges	Rte de Sevraz		3	100	Fillinges
D907-13	Limitation 70	Rte de Sevraz	Tissu ouvert	3	100	Fillinges; Viuz-en-Sallaz
D907-14	Limitation 70	agglomération Sous Bregny	Tissu ouvert	3	100	Viuz-en-Sallaz; Marcellaz; Fillinges; Peillonnex
D907-15	agglomération Sous Bregny	agglomération Sous Bregny	Tissu ouvert	3	100	Viuz-en-Sallaz
D907-16	agglomération Sous Bregny	agglomération Viuz en Sallaz	Tissu ouvert	3	100	Viuz-en-Sallaz
D907-17	agglomération Viuz en Sallaz	agglomération Viuz en Sallaz	Tissu ouvert	4	30	Viuz-en-Sallaz
D907-18	agglomération Viuz en Sallaz	agglomération Ville en Sallaz	Tissu ouvert	3	100	Viuz-en-Sallaz; Ville-en-Sallaz
D907-19	agglomération Viuz en Sallaz	D191	Tissu ouvert	4	30	Viuz-en-Sallaz; Ville-en-Sallaz
D907-20	D191	agglomération Viuz en Sallaz	Tissu ouvert	4	30	Ville-en-Sallaz
D907-21	agglomération Viuz en Sallaz	agglomération La Tour	Tissu ouvert	3	100	Ville-en-Sallaz; La Tour
D907-22	agglomération La Tour	agglomération La Tour	Tissu ouvert	4	30	La Tour
D907-23	D306	agglomération La Tour	Tissu ouvert	3	100	La Tour; Saint-Jeoire
D907-24	D306	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Saint-Jeoire
D907-25	agglomération Mieussy	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Saint-Jeoire; Mieussy; Marignier
D907-26	agglomération Mieussy	agglomération Mieussy	Tissu ouvert	4	30	Mieussy
D907-27	agglomération Mieussy	agglomération Matringes	Tissu ouvert	3	100	Mieussy
D907-28	agglomération Matringes	agglomération Matringes	Tissu ouvert	4	30	Mieussy
D907-29	agglomération Matringes	agglomération Taninges	Tissu ouvert	3	100	Mieussy; Taninges; Chatillon-sur-Cluses

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D907-30	agglomération Taninges	agglomération Taninges	Tissu ouvert	4	30	Taninges
D908B-1	D1508	Chemin des Vignes	Tissu ouvert	4	30	La Balme-de-Sillingy; Sillingy
D908B-2	Chemin St Paul	Chemin des Vignes	Tissu ouvert	3	100	Sillingy; Epagny Metz-Tessy
D908B-3	Route de la Montagne	Chemin St Paul	Tissu ouvert	4	30	Epagny Metz-Tessy
D908B-4	Route de la Montagne	agglomération Metz	Tissu ouvert	3	100	Epagny Metz-Tessy
D908B-5	agglomération Metz	Echangeur D3508	Tissu ouvert	4	30	Epagny Metz-Tessy
D909-1	Avenue de France	Limitation 30	Tissu ouvert	3	100	Annecy; Veyrier-du-Lac
D909-2	Limitation 30	Limitation 30	Tissu ouvert	4	30	Veyrier-du-Lac
D909-3	Limitation 30	Route des Pérouzes	Tissu ouvert	3	100	Veyrier-du-Lac
D909-4	Route de Morat	Route des Pérouzes	Tissu ouvert	4	30	Veyrier-du-Lac
D909-5	Route de Morat	D909A	Tissu ouvert	3	100	Veyrier-du-Lac
D909-6	D16	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Alex; La Balme-de-Thuy
D909-7	Limitation 70	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Alex; La Balme-de-Thuy
D909-8	Limitation 70	Route de la Balme	Tissu ouvert	3	100	La Balme-de-Thuy; Thônes
D909-9	Route des Crets	Route de la Balme	Tissu ouvert	3	100	La Balme-de-Thuy; Thônes
D909-10	Route des Crets	agglomération Thônes	Tissu ouvert	3	100	Thônes
D909-11	agglomération Thônes	D12	Tissu ouvert	3	100	Thônes
D909-12	D12	agglomération Thônes	Tissu ouvert	4	30	Thônes
D909-13	Rue de la Saulne	agglomération Thônes	Tissu ouvert	3	100	Thônes
D909-14	Rue de la Saulne	agglomération Les Villards	Tissu ouvert	3	100	Thônes; Les Villards-sur-Thônes
D909-15	agglomération Les Villards	agglomération Les Villards	Tissu ouvert	4	30	Thônes; Les Villards-sur-Thônes
D909-16	Chemin dit Nant Tassin	agglomération Les Villards	Tissu ouvert	3	100	Les Villards-sur-Thônes
D909-17	Chemin dit Nant Tassin	Le Bourgeal	Tissu ouvert	3	100	Les Villards-sur-Thônes
D909-18	Les Combes	Le Bourgeal	Tissu ouvert	3	100	Les Villards-sur-Thônes; Saint-Jean-de-Sixt
D909-19	Les Combes	agglomération St Jean de Sixt	Tissu ouvert	3	100	Les Villards-sur-Thônes; Saint-Jean-de-Sixt
D909-20	Les Faux	agglomération St Jean de Sixt	Tissu ouvert	4	30	Saint-Jean-de-Sixt
D909-21	Les Faux	D4	Tissu ouvert	4	30	Saint-Jean-de-Sixt
D909-22	agglomération St Jean de Sixt	D4	Tissu ouvert	4	30	Saint-Jean-de-Sixt
D909-23	agglomération St Jean de Sixt	agglomération La Clusaz	Tissu ouvert	3	100	Saint-Jean-de-Sixt; La Clusaz
D909-24	agglomération La Clusaz	giratoire entrée ouest – route de la piscine	Tissu ouvert	4	30	La Clusaz
D909A-1	D909	agglomération Veyrier	Tissu ouvert	4	30	Veyrier-du-Lac
D909A-2	agglomération Menthon	agglomération Veyrier	Tissu ouvert	3	100	Veyrier-du-Lac; Menthon-Saint-Bernard

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D909A-3	agglomération Menthon	Rte des Bains	Tissu ouvert	4	30	Veyrier-du-Lac; Menthon-Saint-Bernard
D909A-4	100m aval Chemin des Trappes	Rte des Bains	Tissu ouvert	5	10	Menthon-Saint-Bernard
D909A-5	100m aval Chemin des Trappes	agglomération Menthon	Tissu ouvert	4	30	Menthon-Saint-Bernard
D909A-6	agglomération Echarvines	agglomération Menthon	Tissu ouvert	3	100	Talloires-Montmin; Menthon-Saint-Bernard
D909A-7	agglomération Echarvines	agglomération Echarvines	Tissu ouvert	4	30	Talloires-Montmin
D909A-8	agglomération Echarvines	limitation 50	Tissu ouvert	3	100	Talloires-Montmin
D909A-9	D42	limitation 50	Tissu ouvert	4	30	Talloires-Montmin
D909A-10	D42	agglomération Talloires	Tissu ouvert	4	30	Talloires-Montmin
D909A-11	agglomération Angon	agglomération Talloires	Tissu ouvert	4	30	Talloires-Montmin
D909A-12	agglomération Angon	agglomération Balmettes	Tissu ouvert	4	30	Talloires-Montmin
D909A-13	Limitation 50	agglomération Balmettes	Tissu ouvert	4	30	Talloires-Montmin
D909A-14	Limitation 50	Limitation 50	Tissu ouvert	4	30	Talloires-Montmin
D909A-15	Limitation 50	agglomération Glières	Tissu ouvert	4	30	Talloires-Montmin; Doussard
D909A-16	agglomération Glières	agglomération Glières	Tissu ouvert	4	30	Talloires-Montmin; Doussard
D909A-17	agglomération Glières	agglomération Verthier	Tissu ouvert	4	30	Doussard
D909A-18	D1502	agglomération Verthier	Tissu ouvert	4	30	Doussard
D9-1	PR8.6 RD20	PR10.3 RD903	Tissu ouvert	2	250	Fillinges; Contamine-sur-Arve
D910-1	agglomération Vallières	D14	Tissu ouvert	4	30	Vallières
D910-2	agglomération Vallières	Limitation70	Tissu ouvert	3	100	Vallières; Sales
D910-3	Limitation 50	Limitation70	Tissu ouvert	4	30	Vallières; Rumilly
D910-4	Limitation 50	agglomération Rumilly	Tissu ouvert	3	100	Rumilly
D910-5	Boulevard Louis Dagand	agglomération Rumilly	Tissu ouvert	4	30	Rumilly
D910-6	Boulevard Louis Dagand	D3	Tissu ouvert	3	100	Rumilly
D910-7	Limitation 70	D3	Tissu ouvert	4	30	Rumilly
D910-8	Limitation 70	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Rumilly
D910-9	Limitation 70	agglomération Bloye	Tissu ouvert	3	100	Rumilly; Bloye
D910-10	agglomération Bloye	agglomération Bloye	Tissu ouvert	4	30	Bloye
D910-11	agglomération Bloye	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Bloye
D910-12	Limitation 70	Limitation 70	Tissu ouvert	3	100	Bloye
D910-13	Limitation 70	Limite commune	Tissu ouvert	3	100	Bloye
D916	D1203	D16	Tissu ouvert	2	250	Annecy; Argonay
D992-1	D1508	Rue de l'Église	Tissu ouvert	4	30	Frangy
D992-2	D1508	agglomération Mons	Tissu ouvert	4	30	Chessenaz; Vanzy
D992-3	Limitation 70	agglomération Mons	Tissu ouvert	3	100	Vanzy, Desingy

Nom tronçon	Débutant	Finissant	Tissu ouvert	Classement	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Communes impactées
D992-4	Limitation 70	Les Vorziers	Tissu ouvert	3	100	Vanzy, Desingy
D992-5	Les Vorziers	Les Vorziers	Tissu ouvert	4	30	Vanzy; Usinens; Desingy
D992-6	Limitation 70	Les Vorziers	Tissu ouvert	3	100	Desingy; Usinens
D992-7	Limitation 70	100m amont D31	Tissu ouvert	3	100	Desingy; Usinens
D992-8	La Perrouse	100m amont D31	Tissu ouvert	4	30	Desingy; Seyssel
D992-9	La Perrouse	100m amont D14	Tissu ouvert	3	100	Seyssel; Bassy; Usinens
D992-10	100m aval D14	100m amont D14	Tissu ouvert	3	100	Seyssel; Bassy
D992-11	100m aval D14	agglomération Seyssel	Tissu ouvert	3	100	Seyssel; Bassy
D992-12	Limitation 30	agglomération Seyssel	Tissu ouvert	4	30	Seyssel
D992-13	Limitation 30	Limitation 30	Tissu ouvert	5	10	Seyssel
D992-14	Limitation 30	D991	Tissu ouvert	4	30	Seyssel
D992-15	D1206	agglomération Eluiset	Tissu ouvert	4	30	Viry
D992-16	agglomération Maisonneuve	agglomération Eluiset	Tissu ouvert	3	100	Viry; Vers
D992-17	agglomération Maisonneuve	agglomération Maisonneuve	Tissu ouvert	4	30	Vers
D992-17	Allée de Beauregard	Route de Vigny	Tissu ouvert	3	100	Vers ; Jonzier-Epagny

Le Préfet

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

Florence GOUACHE

Arrêté préfectoral N°DDT-2021-0496 du 30 mars 2021 portant révision du classement sonore des infrastructures terrestres Département de la Haute-Savoie

Annexe 4 – Réseau communal

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Amancy	Avenue Victor Hugo	Boulevard des Glières	Faubourg Saint-Martin	Tissu ouvert	4	30
Amancy	Faubourg Saint-Martin	Limite La Roche/Amancy	Rue de L'égalité	Tissu ouvert	4	30
Ambilly	Rue Albert Hénon	Rue Ile Foron	limite commune	Tissu ouvert	5	10
Ambilly	Rue d'Arve	quai d'Arve	rue du Chatelet	Tissu ouvert	4	30
Ambilly	Rue de Genève	Limite commune	Limite commune	Tissu ouvert	3	100
Ambilly	Rue de Genève	Rue de la Zone	Avenue Lachenal	Tissu ouvert	3	100
Ambilly	Rue du Jura	Rue des Négociants	Rue de la Martinière	Tissu ouvert	4	30
Ambilly	Rue Helvetie	rue Jean Jaurès	Avenue de Genève	Tissu ouvert	4	30
Ambilly	rue Jean Jaurès	rue Marc Sangnier	rue Marc Sangnier	Tissu ouvert	4	30
Ambilly	Rue Louis Lachenal	Avenue de Genève	lim Ambilly Annemasse	Tissu ouvert	4	30
Ambilly	Rue de la Martinière	rue du Jura	Suisse	Tissu ouvert	4	30
Ambilly	Rue de Mon Idée	rue du Jura	Suisse	Tissu ouvert	4	30
Ambilly	Rue des Negociants	rue du Jura	Limite commune	Tissu ouvert	4	30
Ambilly	Rue Ravier	Limite Ambilly/Ville la Grand	Rue du Jura	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue Vert Bois	D 16	Avenue Vert Bois	Tissu ouvert	5	10

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Annecy	Avenue Altais	D16	Limite commune Seynod	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Avenue Altais	Limite commune Chavanod	Route de la Salle	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue Berthollet	Boulevard Decouz	Avenue Bouvard	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue Bouvard	Avenue des Hirondelles	22 avenue Bouvard	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue Bouvard	22 avenue Bouvard	5 avenue Bouvard	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue d'Albigny	Avenue du Petit-Port	rue des Cygnes	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue d'Albigny	rue Président Favre	Avenue de France	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue de Beauregard	Rue Jourdil	avenue de Gévrier	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue de Brogny	D1201	D1201	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue de Brogny	Boulevard du Lycée	rue de l'industrie	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue de Brogny	Boulevard de la Rocade	Boulevard du Lycée	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue de Chambéry	Avenue du Pont Neuf	Avenue du Rhône	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue de Chevêne	Avenue du Thiou	Rue de l'industrie	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue de Cran	Boulevard de la Rocade	Avenue du Stand	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue de France	Rue des Cloches	Rue des Aravis	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue de France	avenue de Novel	Rue des Aravis	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Avenue de France	chemin du Maquis	avenue de Novel	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue de Genève	D1201	Rue du Bel Air	Tissu ouvert	3	100

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Annecy	Avenue de Genève	Boulevard de la Rocade	Rue du Bel Air	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue de Genève	Boulevard du Lycée	Boulevard de la Rocade	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue de Gevrier	12 avenue de Gevrier	Grand Rue d'Alery	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue de Gevrier	12 avenue de Gevrier	avenue de Beauregard	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue de la Plaine	avenue de Brogny	Séparation 2 voies	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue de la Plaine	Séparation 2 voies	avenue de Novel	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue de la Plaine	avenue de Novel	Rue Paul Guiton	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue de la Plaine	Rue Paul Guiton	bd du Lycée	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue de la République	rue de la Crête	Limite commune	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue de la République	Boulevard de la Rocade	rue de la Crête	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue de Loverchy	Avenue du Rhône	Seynod	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue de Novel	Rue du Périmetre	Avenue de la Plaine	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue de Prélevet	D16	Rue de Millemoux	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue de Thônes	avenue de France	avenue de la Mavéria	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue de Thônes	Place Henri Dunant	Rue des Cloches	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue des Barattes	avenue de France	avenue de la Maveria	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue des Carrés	avenue de Thones	Rond point de Vignières	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue des Carrés	Rond point de Vignières	Rond point de Vignières	Tissu ouvert	4	30

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Annecy	Avenue des Hirondelles	Boulevard de la Rocade	Avenue Bouvard	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue des Iles	Rue du 11e Bca	Boulevard du Fier	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue des Iles	Boulevard de la Rocade	avenue du Stand	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue des Neigeos	D1201	Impasse Camille Claudel	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue des Regains	Rue du Champ de la Taillée	Route de Sacconges	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue des Romains	Place des Romains	Avenue du Parc des Sports	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue des Romains	Rue du 11e Bca	Rue du Bel Air	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue des Trois Fontaines	avenue de Loverchy	Rue de la Césière	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue des Vieux Moulins	D5 (avenue des 3 Fontaines)	Chemin de la Prairie	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue du Champ Fleuri	Rue du Champ de la Taillée	D10	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Av. du Commandant Ratel	avenue du Général De Gaulle	rue des Martyrs	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue du Général de Gaulle	rue du Commandant Ratel	rue de Lachat	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue du Parc des Sports	Rue Maréchal leclerc	Bd. de la Rocade	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue du Parc des Sports	Bd. de la Rocade	Avenue des Romains	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue du Parmelan	bd St Bernard de Menthon	Rue des Soeurs Blanches	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue du Parmelan	Rue des Soeurs Blanches	Rue Gabriel de Mortillet	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue du Parmelan	Rue Gabriel de Mortillet	rue Henry Bordeaux	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue du Rhône	D1501	Avenue du Thiou	Tissu ouvert	4	30

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Annecy	Avenue du Stand	avenue de Cran	10 avenue du Stand	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue du Stand	10 avenue du Stand	avenue du Stade	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue du Thiou	Avenue du Rhône	Rue de Chevêne	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Avenue Germain Perreard	Rue du Vernay	Avenue des Iles	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue Jean Clerc	Rue des Aulnes	avenue de Champ Fleuri	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Avenue Lucien Boschetti	Av. du crêt du Maure	Faubourg des Balmettes	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Av. Pierre Mendes France	Rue de la République	Avenue des Harmonies	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue du Pré de Challes	Rue du Pré Faucon	avenue du Pré Clusel	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue du Pré Closet	Avenue du Pré de Challes	Impasse des Prairies	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue Auguste Renoir	Rue de la Pérolliere	avenue de Beauregard	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Avenue Henri Zanarolli	avenue des 3 Fontaines	Chemin de la Croix Rouge	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Avenue du Pré Félin	Route de Thônes	Avenue du Pré de Challes	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Boulevard du Fier	Avenue des Iles	Rue du Maréchal Leclerc	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Boulevard du Fier	Rue du Maréchal Leclerc	D2201 (avenue de Genève)	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Bd Costa de Beauregard	Avenue d'Aix-les-Bains	Avenue des Regains	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Boulevard Decouz	avenue du stand	D2201 (avenue de Genève)	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Boulevard du Lycée	Avenue de Genève	Avenue de Brogny	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Boulevard du Lycée	avenue de Brogny	Avenue du Parmelan	Tissu ouvert	3	100

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Annecy	Bd St-Bernard de Menthon-	avenue du Parmelan	Avenue des Barattes	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Bd St-Bernard de Menthon-	Avenue des Barattes	Avenue d'Albigny	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Bretelle 1	A41	Bretelle A41	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Bretelle 2	A41	Bretelle A41	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Bretelle 3	Bretelle D3508	Bretelle A41	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Bretelle 4	D3508	Bretelle A41	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Bretelle 5	D916 (voie des Aravis)	Avenue du Pré Closet	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Bretelle Bd de la Rocade	Boulevard de la Rocade	Avenue des Hirondelles	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Bretelle Bd de la Rocade	Boulevard de la Rocade	Avenue des Hirondelles	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Bretelle Bd de la Rocade	Boulevard de la Rocade	Bretelle	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Bretelle Bd de la Rocade	Bretelle	Bretelle	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Bretelle D1201	D1201	Rue Jacqueline Auriol	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Bretelle D1501	Bretelle D1501	D3508	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Bretelle D1501	Bretelle D1501	D1501	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Bretelle D1501	Bretelle D1501	Avenue de Prélevet	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Bretelle D1501	D1501	D3508	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Bretelle D3508	Avenue de Prelevet	D3508	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Bretelle D3508	Rue de Millemoux	D3508	Tissu ouvert	4	30

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Annecy	Chemin de Bellevue	Route de Thônes	Rue de l'Arc en Ciel	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Chemin de la Colline	route du périmètre	Rue des Martyrs	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Chemin de Château Vieux	Chemin des Natais	Chemin de Periaz	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Chemin de la Croix Rouge	limite Seynod	Avenue de Loverchy	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Chemin des Cloches	avenue de Thones	bd Gambetta	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Chemin des Cloches	avenue de France	bd Gambetta	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Chemin du Maquis	Rue des Anémones	Séparation 2 voies	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Chemin du Maquis	Séparation 2 voies	avenue de France	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Chemin du Maquis	avenue de France	avenue de France	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Chemin du Maquis	avenue de France	Chemin du Périmètre	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Chemin de la Fruitière	D14 (avenue du Stade)	Rue de l'Aérodrome	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Chemin Periaz	Avenue d'Aix	Chemin de Chateau Vieux	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Chemin Pres Bouvaux	D16 (route des Creuses)	Impasse des Alognes	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Chemin Pres Bouvaux	Impasse des Alognes	Allée Camille Claudel	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Esplanade de l'Hotel de Ville	Rue Camille Dunant	Quai Vicenza	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Faubourg des Balmettes	Avenue Lucien Boschetti	Rue de la Cité	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Grande Rue d'Aléry	avenue de Prélevet	Avenue de Gévrier	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Place Henri Dunant	avenue du Parmelan	Avenue de Thones	Tissu ouvert	3	100

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Annecy	Pont Gevrier	Avenue des Harmonies	Avenue de Gevrier	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Quai Emile Chappuis	Avenue d'Albigny	Rue Camille Dunant	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Rue de Frontenex	D2201	Echangeur avenue Brogny	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Rue de Frontenex	Rue Marc Leroux	Echangeur avenue Brogny	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue des Pérolles	Avenue Prelevet	Avenue du Vert Bois	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Rue de l'Arc en Ciel	Chemin de Bellevue	Route de Thones	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue Paul Cézanne	Rue Robert Schuman	Avenue de Brogny	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Rue du Champ de la Taillée	D1201	avenue de Champ Fleuri	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue de Millemoux	Avenue Prelevet	Rue de la Pérolliere	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Rue de Verdun	Rue des Mouettes	Avenue de Chavoires	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue de Lachat	Avenue Général de Gaulle	100m amont Rue Pré de la Danse	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue de Lachat	100m amont Rue Pré de la Danse	Chemin des Chapelaines	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Rue Marc Leroux	Rue de Frontenex	Avenue de la Plaine	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue Pre de la Salle	Avenue des Carrés	Chemin des Chapelaines	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Rue de Pré Faucon	Avenue du Pré de Challes	Avenue du Pré de Challes	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue Robert Schuman	Rue Bouvard	Rue Paul Cezanne	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Rue St Paul	Rue de la Fruitiere	Rue de l'Egalité	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue du Val Vert	20 rue du Val Vert	D5 (avenue des 3 Fontaines)	Tissu ouvert	5	10

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Annecy	Rue du Val Vert	D1201 (avenue d'Aix-les-Bains)	20 Rue du Val vert	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Route d'Annecy	Limitation 30	Limitation 30	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Route de Bellegarde	Giratoire Toyota	Annecy	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Route de Chevennes	Pont Gevrier	D1501	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Route de Frangy	Limite Epagny Metz-Tessy	D14	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Route de Frangy	D14	Rue de l'Egalité	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Route de Frangy	Rue de l'Egalité	Av. du Pont de Tasset (Cran-Gevrier)	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Route de Frangy	Av. du Pont de Tasset (Cran-Gevrier)	Rue de la République	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Route de Genève	Déviation	Agglo Pringy	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Route de Genève	Limitation 30	Agglo Pringy	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Route de Genève	Limitation 30	Agglo Pringy	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Route de la Salle	Echangeur D3508	Avenue Altais	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Route de la Salle	Echangeur D3508	Rue Perollière	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Route de la Salle	Echangeur D3508 entrée	Echangeur D3508 sortie	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Route de Nanfray	Avenue du Capitaine Anjot	route des Creuses	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Route de Sacconges	rue de la Cesiere	Avenue des Regains	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Route de Sacconges	Avenue des Regains	Chemin du Moulin Rouge	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Route de Sacconges	Chemin du Moulin Rouge	Route de Vergloz	Tissu ouvert	3	100

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Annecy	Route de Thônes	avenue du Général De Gaulle	Avenue du Pré de Challe	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Route de Thônes	Avenue du Pré Challe	Avenue du pré Félin	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Route de Thônes	Avenue du Pré Felin	Voie des Aravis	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Route de Vieugy	Route de Sacconges	Route de Quintal	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Route de Vignières	avenue du Parmelan	Rue des Pavillons	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Route de Vignières	Rue des Pavillons	avenue de France	Tissu ouvert	4	30
Annecy	route du Périmètre	Chemin du Jouly	Chemin de la Colline	Tissu ouvert	4	30
Annecy	route du Périmètre	Montée de Novel	Chemin du Jouly	Tissu ouvert	5	10
Annecy	route du Périmètre	Chemin du Maquis	Rue des Martyrs de la Déportation	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Route des Emognes	Avenue des Neigeos	D1201	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Route de Frangy	Carrefour voie d'évitement	Limite Pringy / Metz-Tessy	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Rue Jacqueline Auriol	route du périmètre	Avenue de Brogny	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue de la Cantamine	Chemin des Natais	Route de Vieugy	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue de la Paix	rue du Président Favre	Rue Louis Revon	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue de la Presse	Rue de l'Arc en Ciel	Rue du Capitaine Baud	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Rue de l'Industrie	Rue de la Gare	Avenue de Chevesnes	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Rue des Anémones	Avenue de la Plaine	Chemin du Maquis	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Rue des Carillons	Chemin des Cloches	Avenue des Carrés	Tissu ouvert	5	10

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Annecy	Rue des Cygnes	Rue des Pommaries	Rue des Mouettes	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue des Droits de l'Homme	Avenue de la République	Rue du Vernay	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue des Ecoles	Avenue des Carrés	Rue des Pommaries	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue des Marquisats	Esplanade de l'Hôtel de Ville	avenue des Trésums	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Rue des Marquisats	Place de l'Hôtel de Ville	avenue des Trésums	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Rue des Martyrs de la Déportation	Chemin du Perimètre	rue St Exupéry	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Rue des Mouettes	Avenue de la Mavéria	Rue de la Vénetie	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Chemin des Natais	D5	Chemin de Chateau Vieux	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Rue des Pommaries	Rue des Cygnes	rue des Ecoles	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue du Bel air	Avenue du Stade	D2201	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue du Capitaine Baud	Rue de la Pesse	Avenue des Carrés	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Rue du Capitaine Baud	Rue des Mouettes	Rue de la Presse	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue du Maréchal Leclerc	Boulevard du Fier	Avenue du Parc des Sports	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue du Maréchal Leclerc	Rue du 11e BCA	Avenue du Stade	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue de l'Egalité	Rue St Paul	Rue des Garennes	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue Henry Bordeaux	Avenue Gambetta	Rue des Tilleuls	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue de l'Industrie	Rue Paul Cézanne	Place de la Gare	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue Jacqueline Auriol	Avenue des Martyrs	Route du Périmètre	Tissu ouvert	3	100

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Annecy	Rue Jean Jaurès	Boulevard du Lycée	rue Sommeiller	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue Louis Revon	Rue de la Paix	Boulevard du Lycée	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue Louis Revon	D909 (avenue d'Albigny)	Rue du 30e Régiment d'Infanterie	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue de la Pérolliere	Rue de la Salle	Avenue Auguste Renoir	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rue du Vernay	Avenue des Droits Homme	Avenue Germain Pérréard	Tissu ouvert	3	100
Annecy	Site Propre Bus	Avenue de l'Hôpital	Avenue de Genève	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Site Propre Bus	Chemin Periaz	Avenue des Regains	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Site Propre Bus	D16	Avenue de Champ Fleuri	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Site Propre Bus	Rue d'Alery	rue Sommeiller	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Site Propre Bus	Rue de l'Arc en Ciel	Rue de la Frasse	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Site Propre Bus	rue des Forges	Chemin des Grèves	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Site Propre Bus	Avenue Auguste Renoir	Rue de la Perollière	Tissu ouvert	5	10
Annecy	Voie d'évitement Pringy	RN201	Carrefour voie d'évitement	Tissu ouvert	4	30
Annecy	Rétablissement RD908B:4	Limite Epagny Metz-Tessy	RD1201	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Avenue Henri Barbusse	place de l'Etoile	rue du Beulet	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Avenue de la Gare	rue du Parc	rue du Mont Blanc	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Avenue de Verdun	av. Claude Philippe Dusonchet	avenue de l'annexion	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Avenue de Verdun	rue de l'annexion	avenue du Léman	Tissu ouvert	4	30

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Annemasse	Avenue de Verdun	rue du stade Albert Baud	rue du Beulet	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Avenue de Verdun	rue du stade Albert Baud	av. Claude Philippe Dusonchet	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Avenue des Buchillons	lim Annemasse /Ville la Grand	Rue des Voirons	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Avenue des Buchillons	rue des Esserts	lim Annemasse /Ville la Grand	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Avenue du Giffre	rue du Dr Favre	rue de Romagny	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Avenue du Léman	avenue de Verdun	Place du Maréchal De Lattre	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Avenue du Léman	route de Bonneville	avenue de Verdun	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Avenue Emile Zola	Rue du Môle	Rue du Baron de Loe	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Avenue Florissant	Rue du Chablais	Rue du Levant	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Avenue Florissant	Rue des Tournelles	Rue du Levant	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Avenue Florissant	Rue des Tournelles	rue de Romagny	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Avenue Jules Ferry	route de Bonneville	rue des amoureux	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Avenue Jules Ferry	rue des amoureux	rue du Faucigny	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Route Bonneville	Avenue Jules Ferry	rue des Aravis	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Route Bonneville	rue des Aravis	rue Annexion	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Route Bonneville	Rue de l'Annexion	avenue de Verdun	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Route Bonneville	avenue de Verdun	D1205	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Route Bonneville	avenue de Verdun	D1205	Tissu ouvert	4	30

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Annemasse	Route des Vallées	rue des Glières	route de Thonon	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Route des Vallées	place de l'Etoile	rue des Glières	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Route d'Etrembieres	rue des Amoureux	rue Marc Courriard	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Route d'Etrembieres	rue des Aravis	rue des Amoureux	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Route Etrembieres	Avenue de l'Europe	rue des Aravis	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Rue Artistide Briand	Rue Alfred Bastin	Avenue Pasteur	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue Artistide Briand	avenue Pasteur	Place de l'Etoile	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue Alfred Bastin	rue Fernand David	rue Jules Ferry	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue du Clos Fleury	rue Marc Courriard	Rue de genève	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Rue du Commerce	Place Jean Deffaugt	Avenue Pasteur	Rue en U	3	100
Annemasse	Rue Marc Courriard	route de Bonneville	Place Alexandre Moret	Rue en U	3	100
Annemasse	Rue d'Arve	quai d'Arve	rue du Chatelet	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue de Genève-4	Place de l'Hôtel de ville	Rue du Clos Fleury	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue de la Résistance	rue de Romagny	rue des Esserts	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Rue de l'Annexion	route de Bonneville	avenue de Verdun	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue de Romagny	place de l'Etoile	rue des Glières	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Rue de Romagny	rue des Glières	rue Jean Mermoz	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue de Romagny	rue des Glières	rue Jean Mermoz	Tissu ouvert	3	100

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Annemasse	Rue des Amoureux	route d'Etrembières	rue Marc Courriard	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Rue des Amoureux	rue Marc Courriard	Avenue Jules Ferry	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue des Aravis	route d'Etrembières	route de Bonneville	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Rue des Déportés	Route de la libération	Avenue de l'Europe	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Rue des Esserts	route de Thonon	limite Annemasse Ville la Grand	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue des Esserts	Rue des Voirons	limite Annemasse Ville la Grand	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue des Négociants	rue du Jura	Limite commune	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue du 18 Août	rue de Sous-Cassan	route de Thonon	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue du Baron de Loe	rue de Genève	limite Annemasse/Ambilly	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Rue du Beulet	rue Aristide Briand	avenue de Verdun	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue du Chablais	Place Jean Deffaugt	Avenue Florissant	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue du Faucigny	place de l'Etoile	Avenue Jules Ferry	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Rue du Faucigny	Place Jean Deffaugt	Avenue Jules Ferry	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue du Petit Malbrande	Rue Alfred Bastin	rue Léandre Vaillat	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue du Salève	Avenue de Genève	route d'Etrembières	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Rue de la Gare	Rue de Genève	Rue des Vétérans	Rue en U	3	100
Annemasse	Rue de la Gare	Rue des Voirons	Rue des Vétérans	Rue en U	3	100
Annemasse	Rue de Genève	Rue de la Zone	Avenue Louis Lachenal	Tissu ouvert	3	100

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Annemasse	Rue de Genève	Rue de la Zone	Rue du Baron de Loe	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Rue de Genève	Rue de la Zone	Rue du Baron de Loe	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Rue de Genève	Rue du Baron de Loe	Rue du Clos Fleury	Tissu ouvert	3	100
Annemasse	Rue Jean Mermoz	rue de Sous Cassan	rue de Romagny	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue Léandre Vaillat	rue Jules Ferry	Rue du Petit Malabrande	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue Louis Armand	rue du Dr Baud	rue des Frères Tasilles	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue Louis Lachenal	Avenue de Genève	limite Ambilly Annemasse	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue Pierre Mendes France	limite Ambilly Annemasse	Quai d'Arve	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue Sous Cassan	rue du 18 Août	route de Thonon	Tissu ouvert	4	30
Annemasse	Rue du Vieux Chateau	Rue de Romagny	limite Ville La Grand	Tissu ouvert	4	30
Anthy-s/Léman	Rue de Genève	Limite Anthy	limite Agglo	Tissu ouvert	4	30
Anthy-s/Léman	Rue de Genève	D1005	Limite Thonon	Tissu ouvert	4	30
Ayse	Avenue de la Gare	Rue Pertuiset	Limite de commune d'Ayze	Tissu ouvert	4	30
Bonneville	Avenue d'Aoste	Avenue des Glières	Avenue Charles de Gaulle	Tissu ouvert	4	30
Bonneville	Avenue de la Gare	Rue Pertuiset	Limite de commune	Tissu ouvert	4	30
Bonneville	Avenue des Glières	Avenue Charles de Gaulle	Rue du Pont	Tissu ouvert	3	100
Bonneville	Rue de Genève	rue Antoine de St Exupéry	rue du Manet	Tissu ouvert	4	30
Bonneville	Rue de Pertuiset	Place de l'Hotel de Ville	Avenue de la Gare	Rue en U	3	100

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Bonneville	Rue Decret	Avenue de Genève	Place de l'Hôtel de Ville	Tissu ouvert	4	30
Bonneville	Rue du Pont	Pont de l'Europe	Place de L'Hotel de Ville	Rue en U	1	300
Chamonix-Mont-Blanc	Avenue du Mont Blanc	allée du Recteur Payot	Place du Mont Blanc	Tissu ouvert	4	30
Chamonix-Mont-Blanc	Rue Joseph Vallot	allée du Recteur Payot	Avenue de la plage	Tissu ouvert	4	30
Chamonix-Mont-Blanc	Rue Joseph Vallot	Avenue de la plage	route des Praz	Tissu ouvert	3	100
Chamonix-Mont-Blanc	Route des Praz	chemin du Châble	rue de la Chapelle	Tissu ouvert	4	30
Chamonix-Mont-Blanc	Route des Praz	rue Joseph Vallot	chemin du Châble	Tissu ouvert	3	100
Chavanod	Avenue Altais	Limite commune Chavanod/Annecy	Rue Orion	Tissu ouvert	4	30
Chavanod	Avenue Altais	Rue Orion	Limite commune Chavanod/Seynod	Tissu ouvert	5	10
Cluses	Avenue Paul Béchet	rue Charles Poncet	Rue du Dr Jacques Arnaud	Tissu ouvert	4	30
Cluses	Avenue de la République	Rond Point du Mont-Blanc	Limite Cluses/Scionzier	Tissu ouvert	4	30
Cluses	Avenue de la Sardagne	Avenue des Lacs	limite Cluses/Thyez	Tissu ouvert	4	30
Cluses	Avenue de Sardagne	Allée des pêcheurs	rue Nicolas Girod	Tissu ouvert	4	30
Cluses	Avenue du Mont-Blanc	Rond point du Mont-Blanc	limite Scionzier/Cluses	Tissu ouvert	4	30
Cluses	Avenue de la Libération	Grande Rue	Avenue du Mont Blanc	Tissu ouvert	4	30
Cluses	Avenue Georges Clémenceau	Avenue André Gaillard	Avenue de Margencel	Tissu ouvert	4	30
Cluses	Avenue du Stade	limite Cluses/Scionzier	Avenue des lacs	Tissu ouvert	4	30
Cluses	Rue du Dr Jacques Arnaud	Avenue de la Sardagne	Avenue de la Libération	Tissu ouvert	4	30

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Cluses	Grande Rue	Carrefour de l'Europe	Avenue de la Libération	Rue en U	2	250
Cluses	Liaison Thyez/Cluses (Sardagne)	Limite Cluses/Thyez	Avenue Louis Coppel	Tissu ouvert	4	30
Cluses	Rue Martin Luther King	D19	D902B	Tissu ouvert	4	30
Cluses	Rue des Grands Champs	D902	Avenue Georges Clémenceau	Tissu ouvert	4	30
Cranves-Sales	Rue de Montréal	Route des Bois	Rue des 2 Montagnes	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Avenue des Alpes	Avenue du centre	Route de Bellegarde	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Avenue des Alpes	Avenue des Alpes	Avenue du Centre	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Avenue du Centre	Giratoire dit d'Intersport	Rue des Roseaux	Tissu ouvert	3	100
Epagny Metz-Tessy	Avenue du Centre	Rue des Roseaux	Giratoire de la Bottière	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Bretelle D3508	D1508	RD3508	Tissu ouvert	3	100
Epagny Metz-Tessy	Echangeur Nord : Rétablissement RD908B:2	Hôpital	Hôpital	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Echangeur Nord : Rétablissement RD908B:1	Giratoire sud	Hôpital	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Echangeur : Bretelle J	giratoire Sud	Hôpital	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Echangeur : Bretelle K	giratoire Sud	Voie de Metz	Tissu ouvert	2	250
Epagny Metz-Tessy	Echangeur Nord : Bretelle F	voie de Metz	giratoire sud	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Echangeur Nord : Bretelle M	Voie de Metz	giratoire nord	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Echangeur Nord : Bretelle P	giratoire nord	voie de Metz	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Echangeur Nord : Giratoire Nord	anneau du giratoire	anneau du giratoire	Tissu ouvert	4	30

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Epagny Metz-Tessy	Echangeur Nord : liaison giratoire	Giratoire Nord	Giratoire Sud	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Echangeur :Giratoire Sud	anneau du giratoire	anneau du giratoire	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Rétablissement RD908B	limite Metz-Tessy	limite Pringy	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Route de Bellegarde	Giratoire « Toyota »	Annecy	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Route du Bois de Metz	Giratoire « Botanic »	Giratoire Nord	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Route de Bromines	Giratoire des Perdrix	Giratoire de la Bottière	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Route de Frangy	Carrefour voie d'évitement	RD3508	Tissu ouvert	3	100
Epagny Metz-Tessy	Rue de la Bottière	RD1508	Giratoire de la Bottière	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Rue de la Tuilerie	Giratoire de la Tuilerie	Giratoire « Intersport »	Tissu ouvert	5	10
Epagny Metz-Tessy	Rue de la Tuilerie	RD 1508	Avenue du Centre	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Site Propre Bus	Avenue de l'Hôpital	Avenue de Genève	Tissu ouvert	5	10
Epagny Metz-Tessy	Sans nom	Giratroire « Toyota »	Giratoire « Intersport »	Tissu ouvert	4	30
Epagny Metz-Tessy	Voie de Metz:2	Echangeur A41 RD14	RD 1201	Tissu ouvert	2	250
Eteaux	Avenue de la Libération	A41	Avenue Jean Jaurès	Tissu ouvert	4	30
Etrembières	Route des Déportés	Route de la Libération	Avenue de l'Europe (Annemasse)	Tissu ouvert	3	100
Evian-les-Bains	Avenue d'Abondance	Boulevard Jean Jaurès	Limite de commune	Tissu ouvert	4	30
Evian-les-Bains	Boulevard Jean Jaurès	Avenue Anna de Noailles	Avenue d'Abondance	Tissu ouvert	4	30
Faverges-Seythenex	Déviation de Marlens	RD1508	limite St Ferreol/Marlens	Tissu ouvert	3	100

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Gaillard	Cours de la République	rue de l'industrie	rue de la libération	Tissu ouvert	4	30
Gaillard	Rue de l'Industrie	route de la Zone	Cours de la République	Tissu ouvert	4	30
Gaillard	Rue d'Arve	quai d'Arve	rue du Chatelet	Tissu ouvert	4	30
Gaillard	Rue de Genève	Limite commune	Limite commune	Tissu ouvert	3	100
Gaillard	rue de la libération	rue de Genève	rue de la paix	Tissu ouvert	4	30
Gaillard	rue de la Paix	rue de la Libération	rue du Martinet	Tissu ouvert	4	30
Gaillard	Rue du Chatelet	rue d'Arve	rue de la libération	Tissu ouvert	3	100
Gaillard	Rue du Lieutenant Yvan Genot	rue du Martinet	Douane de Fossard	Tissu ouvert	4	30
Gaillard	rue du Martinet	rue de la Paix	rue du lieutenant Genot	Tissu ouvert	4	30
Gaillard	Rue du Château d'Eau	Rue de l'Industrie	Rue du Martinet	Tissu ouvert	4	30
Gaillard	Rue Pierre Mendes France	lim Ambilly Annemasse	quai d'Arve	Tissu ouvert	4	30
La Roche-sur-Foron	Avenue de la Libération	A41	Avenue Jean Jaurès	Tissu ouvert	4	30
La Roche-sur-Foron	Avenue Jean Jaurès	Place de la Grenette	Avenue de la Libération	Tissu ouvert	4	30
La Roche-sur-Foron	Avenue Victor Hugo	Boulevard des Glières	Faubourg Saint-Martin	Tissu ouvert	4	30
La Roche-sur-Foron	Faubourg Saint-Martin	Limite La Roche/Amancy	Rue de L'égalité	Tissu ouvert	4	30
Margencel	Route de Genève	D1005	Limite commune Anthy-sur-Léman	Tissu ouvert	4	30
Marignier	Avenue des Vallées	Limite Marignier/Thyez	Avenue des Iles	Tissu ouvert	2	250
Marin	Route d'Evian	Route de Thonon	RD 1005	Tissu ouvert	4	30

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Marnaz	Avenue de la Libération	limite Marnaz/Scionzier	Avenue de la route Blanche	Tissu ouvert	4	30
Marnaz	Avenue des Valignons	Limite Scionzier/Marnaz	Avenue du Stade	Tissu ouvert	4	30
Marnaz	Avenue du Mont-Blanc	Rue du stade	Limite Marnaz/Scionzier	Tissu ouvert	4	30
Marnaz	Avenue du Stade	avenue du Mont-Blanc	limite Marnaz/Thyez	Tissu ouvert	3	100
Neuvecelle	Avenue d'Abondance	Boulevard Jean Jaures	Avenue du Léman	Tissu ouvert	4	30
Poisy	Déviation RD 14(Projet)	RD14	RD14	Tissu ouvert	3	100
Publier	Route d'Evian	Avenue de Thonon (RD 1005)	Limite commune Thonon-les-Bains	Tissu ouvert	4	30
Rumilly	Rue Joseph Béard	giratoire Dagand - Joseph Béard	Ancienne route de Genève	Tissu ouvert	5	10
Rumilly	Rue du Pont Neuf	Place Louis Amoudry	Montée du Gymnase	Rue en U	3	100
Rumilly	Rue de l'Annexion	Montée du Gymnase	Giratoire Pl. Stalingrad	Tissu ouvert	5	10
Rumilly	Rue de l'Annexion	Giratoire Pl. Stalingrad	Place d'Armes	Tissu ouvert	4	30
Rumilly	Place d'Armes	Rue de l'Annexion	Avenue Gantin	Tissu ouvert	5	10
Rumilly	Avenue Gantin	Rue de la Fontaine	Rue des Terreaux	Tissu ouvert	4	30
Rumilly	Avenue Gantin	Rue des Terreaux	Rue de Verdun	Tissu ouvert	5	10
Rumilly	Avenue Gantin	Rue de Verdun	Rue de l'Albanais	Tissu ouvert	4	30
Rumilly	Rue René Cassin	Rue de l'Albanais	Boulevard de l'Europe	Tissu ouvert	4	30
Saint-Ferréol	Déviation de Marlens	RD1508	RD1508	Tissu ouvert	3	100
Saint-Julien-en-Genevois	Allée de la Feuillée Et rue Jacques Duboin	Rue des Sardes	Rue Mme de Staël	Tissu ouvert	5	10

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Saint-Julien-en-Genevois	Avenue des Contamines	Avenue Ternier	Avenue des Contamines	Tissu ouvert	5	10
Saint-Julien-en-Genevois	Avenue de Genève (place Général de Gaulle)	Avenue Ternier	Rue Berthollet	Tissu ouvert	5	10
Saint-Julien-en-Genevois	Avenue Genève	Limite département	Rue Berthollet	Tissu ouvert	3	100
Saint-Julien-en-Genevois	Avenue de la Gare	Rue Berthollet	Rue Louis Armand	Tissu ouvert	4	30
Saint-Julien-en-Genevois	Avenue Louis Armand	Grande Rue	Avenue du Tram	Tissu ouvert	4	30
Saint-Julien-en-Genevois	Avenue Mossingen	Avenue de Genève	Rue du Léman	Tissu ouvert	5	10
Saint-Julien-en-Genevois	Avenue du Docteur Palluel	Rue des Sardes	Place César Duval	Tissu ouvert	5	30
Saint-Julien-en-Genevois	Contour Velus	Chemin de Bys	D1206	Tissu ouvert	4	30
Saint-Julien-en-Genevois	Grande Rue	Place de la Libération	Avenue Louis Armand	Rue en U	4	30
Saint-Julien-en-Genevois	Route d'Annemasse	Rue Berthollet	Avenue Louis Armand	Tissu ouvert	4	30
Saint-Julien-en-Genevois	Route Crache	Chemin de Bys	Rue Louis Martel	Tissu ouvert	4	30
Saint-Julien-en-Genevois	Route de Lyon	Route d'Annecy	Rue des Sardes	Tissu ouvert	4	30
Saint-Julien-en-Genevois	Route des Vignes	Rue des Sardes	Rue Louis Martel	Tissu ouvert	4	30
Saint-Julien-en-Genevois	Route de Thairy	Route des Vignes	Rue Mme de Staël	Tissu ouvert	5	10
Saint-Julien-en-Genevois	Route de Thérens	Douane de Thérens	Rue Louis Martel	Tissu ouvert	4	30
Saint-Julien-en-Genevois	Rue Berthollet	Grande rue	Rue de la Gare	Tissu ouvert	4	30
Saint-Julien-en-Genevois	Rue du Chemin de fer	Grande Rue	Avenue du Tram	Tissu ouvert	4	30
Saint-Julien-en-Genevois	Rue du Jura	Avenue de Genève	Place César Duval	Tissu ouvert	5	10

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Saint-Julien-en-Genevois	Rue Mme de Staël	Rue Jacques Duboin	Route de Thairy	Tissu ouvert	5	10
Saint-Julien-en-Genevois	Rue des Sardes	Allée de la Feuillée	Route de Lyon	Tissu ouvert	5	10
Sallanches	Avenue Saint-Martin	D1205 Avenue de Genève	Avenue André Lasquin	Tissu ouvert	3	100
Scionzier	Avenue de la Libération	limite Marnaz/Scionzier	Avenue de la route Blanche	Tissu ouvert	4	30
Scionzier	Avenue de la Route Blanche	RD1205	Avenue de la Libération	Tissu ouvert	4	30
Scionzier	Avenue du Crozet	Avenue des Lacs	limite Scionzier/Marnaz	Tissu ouvert	4	30
Scionzier	Avenue du Mont-Blanc	Avenue de la route Blanche	limite Scionzier/Cluses	Tissu ouvert	4	30
Scionzier	Avenue du Stade	limite Cluses/Scionzier	Avenue des lacs	Tissu ouvert	4	30
Scionzier	Avenue des Valignons	Limite Scionzier/Marnaz	Avenue du Stade	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Avenue de Corzent	Avenue du Général Leclerc	Boulevard Carnot	Tissu ouvert	5	10
Thonon-les-Bains	Route de Genève (RD 2005)	Limite Anthy	limite Agglo	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Route de Genève (RD 2005)	Limite agglo	Boulevard de la Corniche	Tissu ouvert	3	100
Thonon-les-Bains	Avenue de Genève	Boulevard de la Corniche	Avenue du Général de Gaulle	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Avenue de la Dame	Avenue des Allinges	RD 12	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Avenue de la Dranse	Avenue des Vallées	limite agglo 3.369	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Avenue de la Libération	Bd du Pré de Cergues	Avenue des Allinges	Tissu ouvert	3	100
Thonon-les-Bains	Avenue de Sénevulaz	100m avant le chemin Sous Collonges	limite agglo 75.285	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Avenue de Sénevulaz	Avenue de la Dame	100m avant le chemin Sous Collonges	Tissu ouvert	3	100

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Thonon-les-Bains	Avenue des Allinges	Avenue de la Libération	Avenue de la Dame	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Avenue des Prés Verts	Avenue de champagne	Avenue de Thuyset	Tissu ouvert	5	10
Thonon-les-Bains	Avenue des Vallées	Chemin de Ronde	Avenue de la Dranse	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Avenue d'Evian	Avenue Saint François de Sales	Bd de Savoie	Tissu ouvert	3	100
Thonon-les-Bains	Avenue d'Evian	Bd de Savoie	Avenue de Thuyset	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Avenue de Thuyset	Avenue d'Evian	Route d'Evian	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Avenue du Clos Banderet	Avenue des vallées	Avenue de champagne	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Avenue du Général de Gaulle	Avenue de Genève	Boulevard des Trolliettes	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Avenue du Général de Gaulle	Boulevard des Trolliettes	Rue Fernand David	Tissu ouvert	3	100
Thonon-les-Bains	Avenue du Général de Gaulle	rue Fernand David	avenue de la Versoie	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Avenue Saint François de Sales	Avenue d'Evian	Avenue Jules Ferry	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Avenue Jules Ferry	Bd de Savoie	Avenue d'Evian	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Avenue Jules Ferry	Place des arts	Boulevard de Savoie	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Boulevard Georges Andrier	Place des arts	Chemin de ronde	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Boulevard des Troliettes	Avenue du Général de Gaulle	Bd du Pré Cergues	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Boulevard du Canal	Boulevard du Pré Cergues	Place des arts	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Boulevard du Pré Cergues	Avenue de la Libération	Boulevard du canal	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Boulevard Carnot	Place Jules Mercier	Boulevard de la Corniche	Tissu ouvert	4	30

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Thonon-les-Bains	Boulevard de la Corniche	RD1005	Boulevard Carnot	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Chemin de Ronde	Avenue de la Libération	Avenue des vallées	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Quai de Rives	Quai de Ripaille	Avenue du Général Leclerc	Tissu ouvert	5	10
Thonon-les-Bains	Route d'Evian	Avenue de Thuyset	Limite Publier	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Avenue de la Libération	Boulevard du Pré Cergues	Chemin de ronde	Tissu ouvert	3	100
Thonon-les-Bains	Rue de la Paix	Rue de l'Annexion	Rue de l'Hôtel de Ville	Tissu ouvert	3	100
Thonon-les-Bains	Rue des Ursules	Avenue d'Evian	Grande Rue	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Rue Fernand David	Boulevard du Pré Cergues	Avenue du Général de Gaulle	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Rue Michaud	Rue de La Paix	Rue des Ursules	Tissu ouvert	4	30
Thonon-les-Bains	Rue Vallon	Rue de La Paix	Place Jean Moulin	Tissu ouvert	4	30
Thyez	Avenue des Iles	Limite Marnaz/Thyez	RD19	Tissu ouvert	3	100
Thyez	Avenue des Mélèzes	Avenue Louis Coppel	Promenade de l'Arve	Tissu ouvert	4	30
Thyez	Avenue des Vallées	Limite Marignier/Thyez	Route des Grands Champs	Tissu ouvert	2	250
Thyez	Avenue des Vallées	Rue des Grands Champs	Limite Thyez/Cluses	Tissu ouvert	3	100
Thyez	Avenue Louis Coppel	Avenue des Lacs	Avenue des Mélèzes	Tissu ouvert	4	30
Thyez	Avenue du Stade	avenue du Mont-Blanc	limite Marnaz/Thyez	Tissu ouvert	3	100
Thyez	Liaison Thyez/Cluses(Sardagne)	Limite Cluses/Thyez	Avenue Louis Coppel	Tissu ouvert	4	30
Thyez	Promenade de l'Arve	Avenue des Mélèzes	Avenue des Iles	Tissu ouvert	4	30

Communes traversées ou impactées	Voie	Débutant	Finissant	Tissu	Classement	Largeur des secteurs affectés par le Bruit
Val de Chaise	Déviation de Marlens	limite St-Ferréol/Marlens	RD 1508	Tissu ouvert	3	100
Vétraz-Monthoux	Route de Bonneville	avenue de Verdun	Chemin des Azalées	Tissu ouvert	4	30
Vétraz-Monthoux	Route de Collonges	Avenue de l'Europe	Rue des Hutins	Tissu ouvert	4	30
Ville-la-Grand	Avenue des Buchillons	limite Annemasse /Ville la Grand	Rue des Voirons	Tissu ouvert	4	30
Ville-la-Grand	Rue Albert Hénon	rue du Pont-Neuf	Rue des Iles du Foron	Tissu ouvert	4	30
Ville-la-Grand	Rue Albert Hénon	Rue des Iles du Foron	limite commune	Tissu ouvert	5	10
Ville-la-Grand	Rue des Enfants du Monde	Rue de l'Espérance	rue du Commerce	Tissu ouvert	4	30
Ville-la-Grand	Rue du Pont Neuf	rue Albert Hénon	rue du Commerce	Tissu ouvert	4	30
Ville-la-Grand	Rue de la République	Rue de l'Espérance	Limite Annemasse	Tissu ouvert	4	30
Ville-la-Grand	Rue de l'Espérance	Rue des Enfants du Monde	Rue Léon Bourgeois	Tissu ouvert	4	30
Ville-la-Grand	Rue des Esserts	Rue des Voirons	limite Annemasse/Ville la Grand	Tissu ouvert	4	30
Ville-la-Grand	Rue des Voirons	rue du Commerce	Route de Thonon	Tissu ouvert	4	30
Ville-la-Grand	Rue du Commerce	Rue des Enfants du Monde	Rue des Voirons	Tissu ouvert	4	30
Ville-la-Grand	Rue Léon Bourgeois	Rue des Voirons	limite commune	Tissu ouvert	4	30
Ville-la-Grand	Rue de Montréal	Route des Bois	Rue des Voirons	Tissu ouvert	4	30
Ville-la-Grand	Rue Edouard Thouvenel	Rue du Pont Neuf	Rue de la République	Tissu ouvert	4	30
Ville-la-Grand	Rue du Vieux Château	Rue de Romagny	Limite Annemasse	Tissu ouvert	4	30

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

Florence GOUACHE

Arrêté préfectoral N°DDT-2021-0496 du 30/03/21 portant révision du classement sonore des infrastructures terrestres
Réseau routier
Département de la Haute-Savoie

Annexe 5 – Communes concernées

Alby-sur-Cheran	Chamonix-Mont-Blanc	Doussard	La Vernaz	Mieussy	Saint-Gervais-les-Bains	Vallieres
Alex	Chapeiry	Douvaine	Larringes	Minzier	Saint-Gingolph	Vanzy
Allinges	Charvonnex	Draillant	Lathuile	Monnetier-Mornex	Saint-Jean-de-Sixt	Veigy-Foncenex
Allonzier-la-Caille	Chatillon-sur-Cluses	Duingt	Le Grand-Bornand	Montagny-les-Lanches	Saint-Jeoire	Vers
Amancy	Chavanod	Eloise	Les Gets	Morillon	Saint-Jorioz	Vetraz-Monthoux
Ambilly	Chene-en-Semine	Epagny Metz-Tessy	Les Houches	Morzine	Saint-Julien-en-Genevois	Veyrier-du-Lac
Andilly	Chenex	Eteaux	Les Villards-sur-Thones	Musieges	Saint-Laurent	Villaz
Annecy	Chens-sur-Leman	Etrembieres	Loisin	Nancy-sur-Cluses	Saint-Paul-en-Chablais	Ville-en-Sallaz
Annemasse	Chessenaz	Evian-les-Bains	Lucinges	Nangy	Saint-Pierre-en-Faucigny	Ville-la-Grand
Anthy-sur-Leman	Chevrier	Faverges-Seythenex	Lugrin	Neuvecelle	Sales	Villy-le-Pelloux
Araches-la-Frasse	Chilly	Feigeres	Lully	Neydens	Sallanches	Vinzier
Archamps	Choisy	Fessy	Le Lyaud	Orcier	Sallenoves	Viry
Arenthon	Clarafond-Arcine	Feternes	Machilly	Passy	Samoens	Viuz-en-Sallaz
Argonay	Cluses	Filliere	Magland	Perrignier	Scientrier	Viuz-la-Chiesaz
Armoy	Collonges-sous-Saleve	Fillinges	Marcellaz	Pers-Jussy	Sciez	Vougy
Arthaz-Pont-Notre-Dame	Combloux	Frangy	Marcellaz-Albanais	Poisy	Scionzier	Vulbens
Ayze	Contamine-Sarzin	Gaillard	Margencel	Praz-sur-Arly	Servoz	
Bassy	Contamine-sur-Arve	Giez	Marignier	Presilly	Sevrier	
Beaumont	Copponex	Glières Val-de-Borne	Marigny-Saint-Marcel	Publier	Seyssel	
Bloye	Cornier	Groisy	Marin	Reignier-Esery	Sillingy	
Boege	Cranves-Sales	Jonzier-Epagny	Marlioz	Reyvroz	Talloires-Montmin	
Bonne	Cruseilles	Juvigny	Marnaz	Rumilly	Taninges	
Bonneville	Cuvat	La Balme-de-Sillingy	Massongy	Saint-Andre-de-Boege	Thones	
Bons-en-Chablais	Demi-Quartier	La Balme-de-Thuy	Maxilly-sur-Leman	Saint-Blaise	Thonon-les-Bains	
Bossey	Desingy	La Clusaz	Megeve	Saint-Cergues	Thyez	
Brenthonne	Dingy-en-Vuache	La Riviere-Enverse	Meillerie	Saint-Felix	Usinens	
	Dingy-Saint-Clair	La Roche-sur-Foron	Menthon-Saint-Bernard	Saint-Ferreol	Val de Chaise	
	Domancy	La Tour	Mesigny	Saint-Germain-sur-Rhone	Valleiry	

Commune également concernée par des dispositions sur les infrastructures ferroviaires

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

Le préfet

Florence GOUACHE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Direction départementale
des territoires
Service eau environnement
Cellule milieux naturels, forêt et cadre de vie

Affaire suivie par Sylvie GRILLON
tél. : 04.56.20.90.34
sylvie.grillon@haute-savoie.gouv.fr

Annecy, le 4 mars 2015

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Arrêté n° 2015063-0019
modifiant le classement sonore des infrastructures de transports terrestres
Commune de : ETREMBIERES

VU la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles L 571-10, R571-32 à R571-43 ;

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 111-4-1 ;

VU l'arrêté interministériel du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

VU les arrêtés du 25 avril 2003 relatifs à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement, dans les établissements de santé et dans les hôtels ;

VU l'arrêté du 23 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011192-0073 du 11 juillet 2011 portant classement sonore des infrastructures de transports terrestres sur la commune d'Etrembières ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2014079-0009 du 20 mars 2014 de délégation de signature à Monsieur le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté n° 2014080-0005 du 21 mars 2014 de subdélégation de signature de Monsieur le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU l'avis réputé favorable de la commune d'Etrembières ;

ARRETE

Article 1 : Le présent arrêté abroge et remplace les dispositions de l'arrêté n° 2011192-0073 du 11 juillet 2011.

Article 2 : Les dispositions de l'arrêté du 30 mai 1996 sus-visé modifiées par l'arrêté du 23 juillet 2013 sont applicables dans le département de Haute-Savoie aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 3 du présent arrêté.

Article 3 : Le tableau ci-dessous donne pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des 5 catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susmentionné modifié par l'arrêté du 23 juillet 2013, la largeur des secteurs affectés par le bruit de part et d'autres de ces tronçons ainsi que le type de tissu urbain.

Cette largeur est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail de la voie la plus proche.

Commune traversée par la voie	Voies classées	Début du tronçon	Fin du tronçon	Catégorie	Largeur du secteur affecté par le bruit en mètres	Tissu ouvert ou en « u »
ETREMBIERES	Voie ferrée Longeray-léas/ Bouveret	Bosset/ Etrembières	Point 165.451	4	30	ouvert
ETREMBIERES	Voie ferrée Longeray-léas/ Bouveret	Point 165.451	Limite Etrembières/ Annemasse	3	100	ouvert
ETREMBIERES	Voie ferrée ligne Aix-les-Bains/ Annemasse	Etrembières	Etrembières	5	10	ouvert
ETREMBIERES	A 40	Limite Monnetier Mornex/ Etrembières	Limite Etrembières/ Bossey	1	300	ouvert
ETREMBIERES	A 411	A 40	Limite Etrembières/ Gaillard	2	250	ouvert
ETREMBIERES	Bretelles A 40/ A 411	A 40	A 411	2	250	ouvert
ETREMBIERES	RD1206	Limite Bossey/ Etrembières	RD 46	3	100	ouvert
ETREMBIERES	Route de Saint-Julien RD 1206	RD 46	Route de la Libération	3	100	ouvert
ETREMBIERES	Route des Déportés RD 1206	Route de la Libération	Limite Etrembières/ Annemasse	3	100	ouvert

ETREMBIERE	Route de la Libération RD 2	Route de Saint-Julien RD 1206	Limite Etrembieres/ Monnetier Mornex	3	100	ouvert
ETREMBIERES	Route de la Zone	Route de Saint-Julien RD 1206	Limite Etrembières/ Gaillard	4	30	ouvert

Article 4 : Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 3 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément à l'article R 571-43 du code de l'environnement.

L'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 7 à 12 de l'arrêté du 23 juillet 2013 dont une copie est annexée au présent arrêté.

Article 5 : Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolement acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 3 sont :

Pour les infrastructures routières et lignes ferroviaires à grande vitesse

Catégorie	**Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A)**	**Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A)**
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Pour les infrastructures ferroviaires conventionnelles

Catégorie	**Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A)**	**Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A)**
1	86	81
2	82	77
3	76	71
4	71	66
5	66	61

Les niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S.31-130 « cartographie du bruit en milieu extérieur » à une hauteur de 5 m au-dessus du plan de roulement et :

- à deux mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les rues en « U » ;
- à une distance de l'infrastructure de 10 mètres augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rue en U et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment.

Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du rail le plus proche.

Article 6: le présent arrêté sera annexé au plan local d'urbanisme de la commune.
Les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 3 doivent être reportés par le maire dans les documents graphiques du plan local d'urbanisme.

Article 7 : Monsieur le directeur départemental des territoires et Monsieur le maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté :

- qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture,

- et dont une copie sera adressée au maire de la commune d'Etrembières pour affichage pendant un mois minimum et au gestionnaire du réseau ferroviaire.

P/le préfet et par délégation,
P/le directeur départemental des territoires,
Le chef de la cellule milieux naturels,
forêt et cadre de vie,

Vincent BONEU

Vu pour être annexé au présent arrêté n° 2021-30
en date du - 9 MARS 2021 de mise à jour du P.L.U.
La Maire
Anny MARTIN

PRÉFET
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES
Liberté
Égalité
Fraternité

Lyon, le 05 FEV. 2021

ARRÊTÉ n° 21-051

portant inscription au titre des monuments historiques de l'Église Notre-Dame-de-la-Paix - Etrembières - Haute-Savoie

Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes,
préfet du Rhône
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres I et II,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les départements et les régions,

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture du 12 mars 2020,

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier,

Considérant que l'église Notre-Dame-de-la-Paix d'Etrembières constitue un témoignage de grande qualité de l'aboutissement de la réflexion de Maurice Novarina autour de l'architecture religieuse au XXe siècle,

Sur proposition de la secrétaire générale pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes;

ARRÊTE

Article 1er : Est inscrite au titre des monuments historiques l'église Notre-Dame-de-la-Paix, située 525 rue Charles-de-Gaulle, commune d'ETREMBIERES (Haute-Savoie), ainsi que la parcelle sur laquelle elle se trouve, à savoir la parcelle 3265 (anciennement 1617), d'une contenance de 26 a 98 ca, figurant au cadastre section B et appartenant à la COMMUNE D'ETREMBIERES (SIREN 217 401 181) – mairie – 59 place Lecourtier – 74100 ETREMBIERES.

Secrétariat général pour les affaires régionales
Auvergne-Rhône-Alpes
33, rue Moncey, 69003 Lyon
Tél. : 04 72 61 60 60
www.prefectures-regions.gouv.fr/auvergne-rhone-alpes

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié au maire de la commune propriétaire concernée et, le cas échéant, à l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon, dans le délai de deux mois à compter de sa publication. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 4 : La secrétaire générale pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur régional des affaires cultuelles sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Pascal MAILHOS

Département
HAUTE SAVOIE

Commune :
ETREMBIERES

Section : B
Feuille : 000 B 06

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/650

Date d'édition : 27/01/2021
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC46
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Limite de la protection au titre des monuments historiques figurée en rouge

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts fonciers suivant
ANNECY
Cité administrative 7 rue Dupanloup
74040
74040 ANNECY
tél. 04.50.88.40.43 -fax 04.50.88.47.04
cdif.annecy@dgfip.finances.gouv.fr

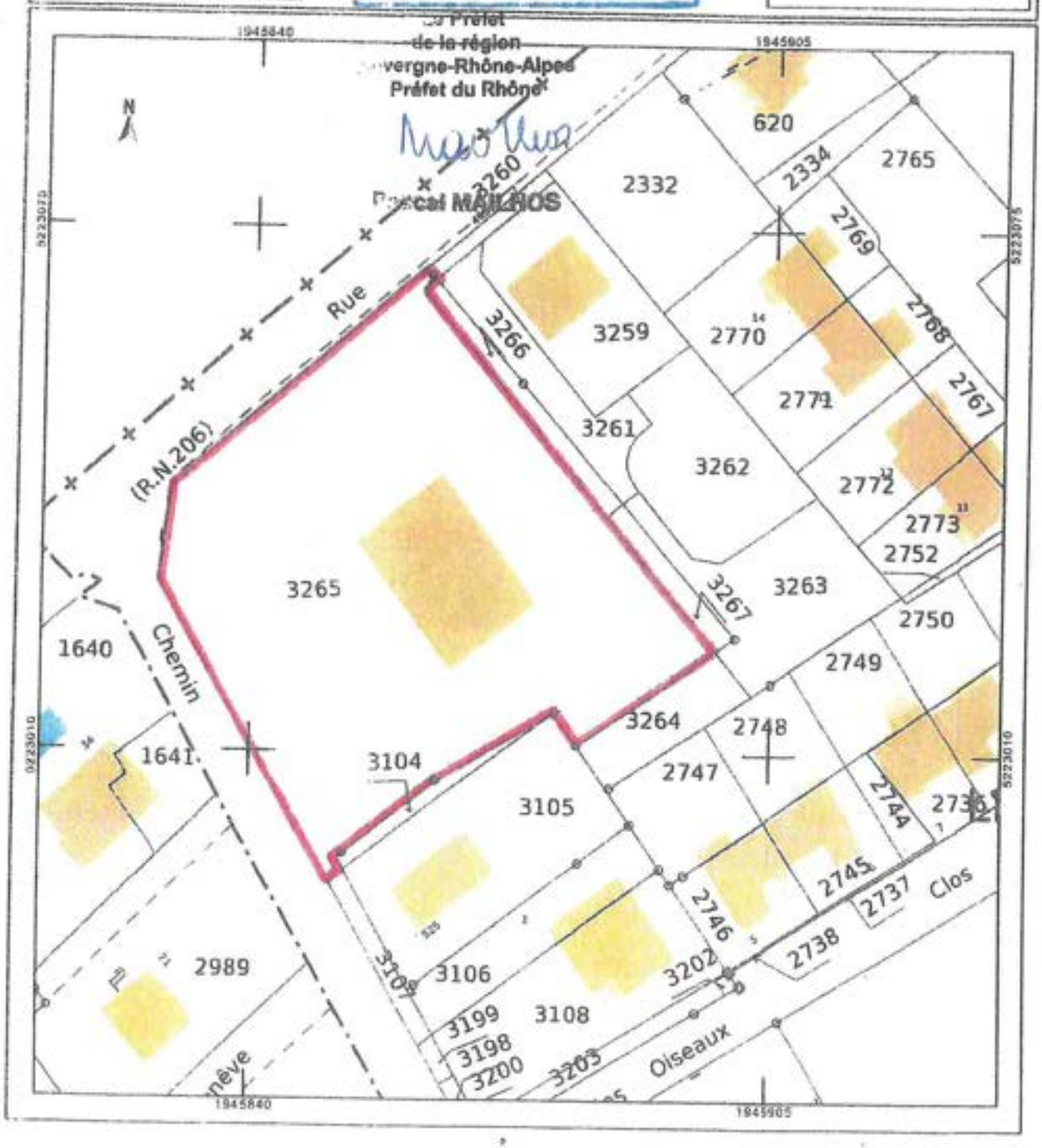
Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr

Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 21-051
du 05 FEV. 2021

Le Préfet
de la région
Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône

Pascal MAILHOS



Vu pour être annexé au présent arrêté n° 2021.30
en date du - 9 MARS 2021 de mise à jour du P.L.U.

La Maire

Anny MARTIN.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale
des affaires culturelles

Lyon, le 30 MARS 2018

Arrêté n° 18-098

**portant inscription au titre des monuments historiques
de la gare haute du téléphérique du Salève à MONNETIER-MORNEX (Haute-Savoie)**

LE PREFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres I et II,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les départements et les régions,

La commission régionale du patrimoine et de l'architecture entendue en sa séance du 23 novembre 2017,

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier,

considérant que la gare haute du téléphérique du Salève présente un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation au regard notamment de l'histoire des techniques, du tourisme de montagne et considérant l'intérêt de son architecture, œuvre remarquable de Maurice Braillard,

arrête :

Article 1er : est inscrite au titre des monuments historiques la gare haute du téléphérique du Salève à l'exception des élévations construites après 1932, située au lieu-dit « sur la ficle », à MONNETIER-MORNEX (Haute-Savoie), sur la parcelle n° 3278 (ancienne parcelle B 704), figurant au cadastre section B, d'une contenance de 1424 m².

...

Elle appartient au groupement local de coopération transfrontalière du téléphérique du Salève (GLCT) domicilié 59 place Marc Lecourtier – 74100 ETREMBIERES (SIREN 200 005 551).

Article 2 : le présent arrêté, dont une copie sera adressée sans délai au ministre de la culture, sera publié au fichier immobilier de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Article 3 : il sera notifié au préfet du département, au maire et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes

Stéphane BOUILLON

P.J. : 1 plan

Département
HAUTE SAVOIE

Commune
MONNETIER-MORNEX

Section : B
Feuille : 000 B 07

Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/1250

Date d'édition : 29/03/2017
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC46
©2016 Ministère de l'Économie et des Finances

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant
ANNECY
Cité administrative 7, rue Dupanloup
74040
74040 ANNECY
tél. 04 50.88.40.43 -fax 04.50.88 47 94
cdif.annecy@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par

cadastre.gouv.fr

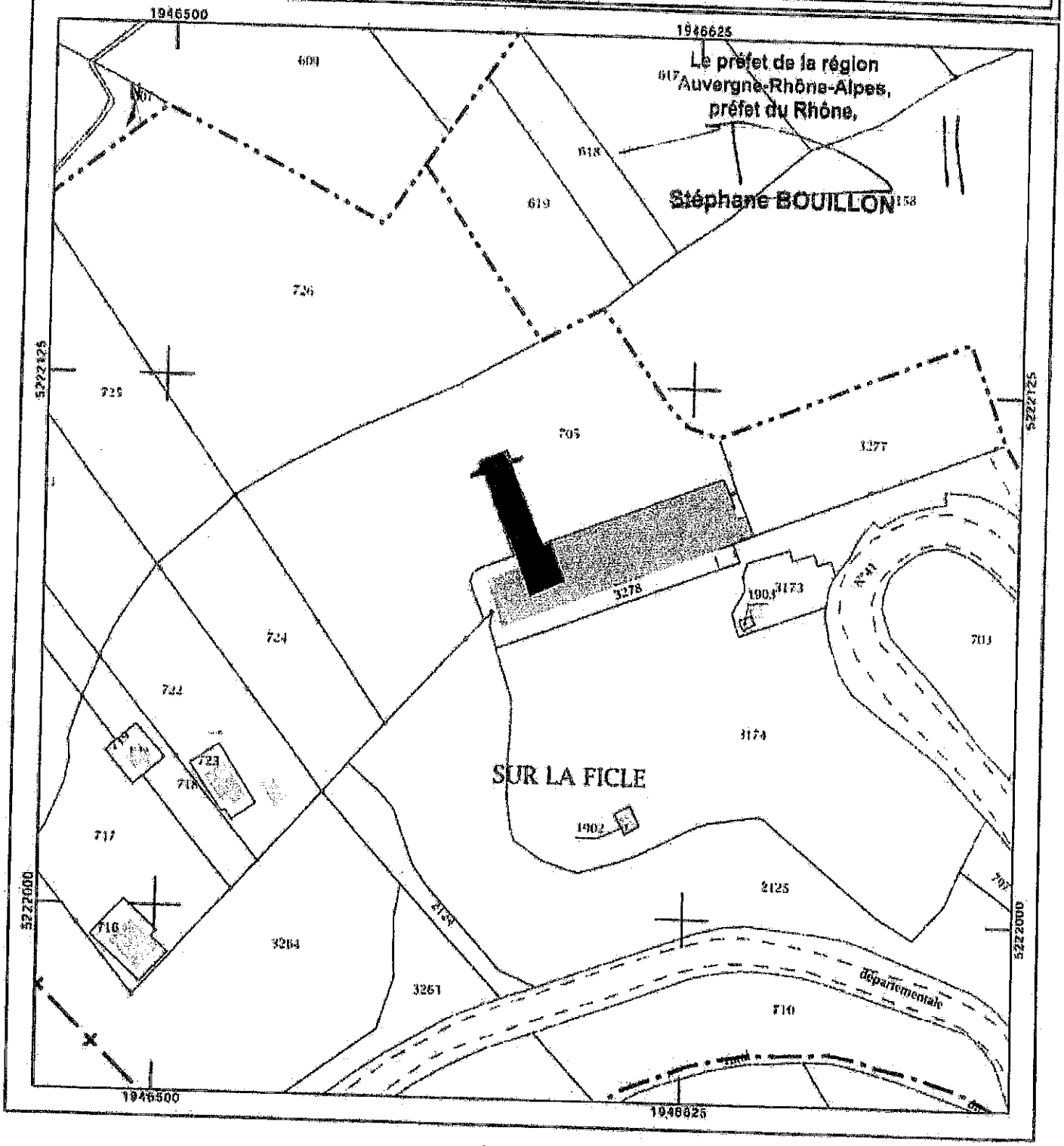
30 MARS 2018

Plan annexé à l'arrêté du n° 18 - 098
portant inscription au titre des monuments historiques de la gare haute du téléphérique du Salève, à l'exception des élévations postérieures à 1932.

Parties inscrites au titre des monuments historiques.

Le préfet de la région
Auvergne-Rhône-Alpes,
préfet du Rhône,

Stéphane BOUILLON



Commune d'ETREMBIERES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2019

Le 14 octobre 2019, à 19 h, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Alain BOSSON, Maire.

Etaient présents : 14 membres : Alain BOSSON, Emmanuelle LEBEURRE, Eric MICHEL, Anny MARTIN, Philippe ZABE, Monique BOSSON, Emilie BAUD, Laurence DERAME, Kristine KASTRATI, Gilles LEMARCHAND, Odile MORIAUD, Eric OUVRARD, Nicolas TEREINS, Jean-Michel VOUILLOT.

Absents : 5 membres : Jérôme BROUGNES, Xavier DUPIN, Axel LEBEURRE, Raphaële MICHEL (procuration à Eric MICHEL), Patrizia PINNA.

Date de la convocation : 08 octobre 2019.

Secrétaire de séance : Emilie BAUD.

N° 2019_10_61 – INSTAURATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Monsieur le Maire expose que le droit de préemption urbain était précédemment applicable sur la commune d'Etrembières, et que la mise en application d'un nouveau document d'urbanisme implique le vote d'une nouvelle délibération pour la continuation de sa mise en œuvre.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2121-24 et L2122-22,15°,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 210-1, L211-1 et suivants, L 300-1, R 211-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil Municipal n° 2019_10_59 en date du 14 octobre 2019,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014_04_29 en date du 14 avril 2014 donnant délégation au Maire pour exercer au nom de la commune le droit de préemption urbain,

Il est rappelé que le droit de préemption est la faculté pour une collectivité d'acquérir prioritairement un bien à l'occasion de sa mise en vente à titre onéreux ou à titre gratuit, dans des zones préalablement déterminées, dans le but de réaliser une opération d'intérêt général.

Considérant l'article L.211-I du Code de l'Urbanisme selon lequel les communes dotées d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé peuvent, par délibération, instituer un Droit de Préemption sur tout ou partie des zones urbaines et des zones d'urbanisation future délimitées par ce plan.

Considérant que ce Droit de Préemption Urbain (DPU) permet à la commune de mener une politique foncière en vue de la réalisation, dans l'intérêt général, d'actions ou d'opérations d'aménagement répondant aux objets définis à l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme, à savoir :

- La mise en œuvre d'un projet urbain ou d'une politique locale de l'habitat,
- Le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques,
- Le développement des loisirs et du tourisme,
- La réalisation des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur,
- La lutte contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux,
- Le renouvellement urbain,
- La sauvegarde ou la mise en valeur du patrimoine bâti ou non bâti est des espaces naturels.

Ce droit peut être exercé pour constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement (article L.210-1 du Code de l'Urbanisme).

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'instaurer un droit de préemption simple sur les secteurs du territoire communal : Ua, Ub, Uc, Uh, Ue, Uy et sur les zones à urbaniser (AU) lui permettant de mener à bien sa politique foncière.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **décide** d'instituer un droit de préemption urbain sur les zones urbaines Ua, Ub, Uc, Uh, Ue, Uy et sur les zones à urbaniser (AU) du territoire communal et dont le périmètre est précisé au plan ci-annexé,
- **rappelle** que le Maire possède délégation du Conseil Municipal pour exercer au nom de la commune le droit de préemption urbain,
- **dit** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois, qu'une mention sera insérée dans deux journaux diffusés dans le Département conformément à l'article R 211-2 du Code de l'Urbanisme, qu'une copie sera adressée sans délai à l'ensemble des organismes et services mentionnés à l'article R 211-3 du Code de l'urbanisme :
  - la direction départementale des finances publiques,
  - la chambre interdépartementale des notaires de Savoie et de Haute-Savoie,
  - au barreau du Tribunal de Grande Instance d'Annecy,
  - au greffe du Tribunal de Grande Instance.
- **précise** qu'en application de l'article R 211-2 du Code de l'Urbanisme le droit de préemption urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire lorsque l'ensemble des formalités de publicité auront été effectuées,

- **dit** qu'un registre dans lequel seront inscrites toutes les acquisitions réalisées par exercice du droit de préemption et des précisions sur l'utilisation effective des biens acquis, sera ouvert et consultable en Mairie aux jours et heures habituels d'ouverture, conformément à l'article L 213-13 du Code de l'Urbanisme.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Pour extrait certifié conforme,

Le Maire,
Alain BOSSON

Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte télétransmis en Sous-Préfecture le 28 OCT. 2019
Publié ou notifié le 28 OCT. 2019

Le Maire,
Alain BOSSON

Commune d'ETREMBIERES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2019

Le 14 octobre 2019, à 19 h, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Alain BOSSON, Maire.

Etaient présents : 14 membres : Alain BOSSON, Emmanuelle LEBEURRE, Eric MICHEL, Anny MARTIN, Philippe ZABE, Monique BOSSON, Emilie BAUD, Laurence DERAME, Kristine KASTRATI, Gilles LEMARCHAND, Odile MORIAUD, Eric OUVRARD, Nicolas TEREINS, Jean-Michel VOUILLOT.

Absents : 5 membres : Jérôme BROUGNES, Xavier DUPIN, Axel LEBEURRE, Raphaële MICHEL (procuration à Eric MICHEL), Patrizia PINNA.

Date de la convocation : 08 octobre 2019.

Secrétaire de séance : Emilie BAUD.

N° 2019_10_60 – INSTAURATION D'UN PERIMETRE DE SURSIS A STATUER – SECTEUR « BOIS D'ARVE »

Au moment de l'arrêt projet du PLU d'Étrembières, une étude était en cours par Annemasse Agglomération pour définir la ligne directrice qui pourra être retenue dans le cadre de la révision du SCoT sur le site des Iles.

Le site des Iles, situé sur la commune d'Étrembières, est délimité par la frontière franco-suisse à l'Ouest, le RD1206 au Sud, l'Arve au Nord et l'A40 à l'Est.

Dans le cadre du SCOT approuvé en 2007 le site des Iles a été découpé en 3 sous-secteurs :

- 1 : le premier correspond au périmètre de protection établi par le SCoT en vigueur pour l'ensemble « maraîchages de Vernaz – Bords d'Arve – Etangs des Iles ». Il s'agit par nature d'un espace non urbanisable.
- 2 : le deuxième sous-secteur correspond au périmètre de la « ZAC Bois d'Arve » sur lequel sont présents une plateforme de traitement des déchets inertes, une aire d'atterrissage de parapente, une activité de paintball ainsi qu'une activité de moto école.
- 3 : le troisième sous-secteur comporte différents usages des sols : des habitations, des espaces en friche, une gravière et des terrains agricoles.



Le SCoT approuvé en 2007 et actuellement en vigueur donne les prescriptions suivantes (extrait du Document d'Orientations Générales du SCoT) :

- *<u>Sous secteur 1 :</u> espace inclus dans le périmètre de protection du SC0T pour l'ensemble « Maraichage de Vernaz – Bord d'Arve – Etang des Îles » : exclu par nature des espaces urbanisables*
- *<u>Sous secteur 2 :</u> périmètre de la ZAC Bois d'Arve. L'aménagement de ce sous-secteur de la « ZAC Bois d'Arve » correspond au développement d'un pôle d'excellence au sens du SCOT, conçu pour avoir un rayonnement au minimum à l'échelle de l'agglomération franco-genevoise. Il s'agira donc de définir un projet d'ensemble (dont la mise en œuvre pourra néanmoins s'effectuer en différentes phases), intégrant trois composantes (économique, équipements et espaces naturels) et répondant aux deux grands objectifs suivants :*
  - *renforcer et diversifier l'offre du territoire en terme de loisirs (notamment en terme de loisirs « sportifs ») : cette nouvelle offre créée en terme de loisirs devra permettre d'attirer des populations extérieures, contribuant ainsi à l'affirmation de la fonction touristique du territoire. Elle pourra s'appuyer notamment sur l'accueil d'équipements privés et/ou publics structurants sur le site, liés à cette fonction de loisirs.*
  - *créer un nouveau pôle d'activités économiques (activités commerciales, de services, voire artisanales), ce pôle étant nécessairement thématisé et à fort rayonnement, et de préférence en lien avec cette fonction de loisirs (et notamment de loisirs « sportifs »). Ce pôle thématisé devra apporter une plus-value réelle par rapport à l'offre commerciale déjà existante sur le territoire et contribuer ainsi au rayonnement recherché pour le pôle d'excellence dans son ensemble.*
- *<u>Sous secteur 3 :</u> le reste du secteur occupé par des friches, des espaces bâtis, des terrains agricoles. Sur une partie de ce 3ème sous-secteur, doit pouvoir se développer un nouveau quartier d'habitat structuré à long terme. Tout aménagement et développement dans ce*

sous-secteur, en général, devra s'effectuer avec un souci d'utilisation économe et optimisée du foncier, dans le temps et dans l'espace, afin de permettre le maintien d'une activité agricole sur ce sous-secteur à moyen terme, avant la mise en œuvre du projet. Le PLU sera chargé de décliner précisément cette orientation. (...)

Or, les études conduites dans le cadre de la ligne directrice I / site des Iles, en juin 2018 par Citadia-Even conseil pour Annemasse Agglo, met en évidence les enjeux suivants :

Aujourd'hui, l'ensemble de ces éléments est remis en question dans le cadre de la révision du SCoT. Annemasse Agglo souhaite, entre autre, renforcer le développement de ces pôles économiques sur les zones d'activités existantes et valoriser davantage les espaces naturels du site des Îles et de l'Arve (sans forcément supprimer les activités existantes mais en les limitant au profit du développement de l'Arve et des espaces naturels).

Faisant l'objet d'orientations spécifiques dans le SCoT en vigueur, cette première étude ciblée de ligne directrice a pour but d'élaborer un projet tourné vers l'avenir pour le site et prenant en compte ses spécificités. Les objectifs seront les suivants :

- *Prendre en compte et valoriser les spécificités environnementales et paysagères intrinsèques au secteur d'étude ;*
- *Réduire l'impact des activités industrielles existantes ;*
- *Revaloriser et promouvoir le côté «nature» du site dans une optique de développer le tourisme «doux» et les activités de loisirs.*

D'un point de vue de la programmation, le scénario préférentiel développé dans le cadre des études de ligne directrice prévoit :

- Pour les activités : le maintien des activités sur le site, sur deux secteurs distincts et sur des périmètres réduits et le respect du périmètre de protection du SCoT, afin de maintenir des espaces naturels qualitatifs en bord d'Arve. Les activités industrielles seront accessibles toutes les deux par le nouveau carrefour à l'Est par une nouvelle voie interne au site des Îles permettant de relier les deux sites entre eux (reprise d'un chemin agricole existant pour le tracé) ;
- Pour les secteurs de loisirs : un maintien du pôle existant à l'Est et la relocalisation de l'aire d'atterrissage de parapente à l'Ouest de l'aire d'atterrissage actuelle sur un site à défricher. Un projet de Water Jump pourrait être envisagé sur le site et prendrait place en partie Nord du site de loisirs existant, en bord d'Arve ;
- Une limitation du développement des zones d'habitat aux dents creuses, à la densification du tissu existant et à la zone AU prévue en partie Ouest de la Rue de la République pour limiter le mitage des terres agricoles.

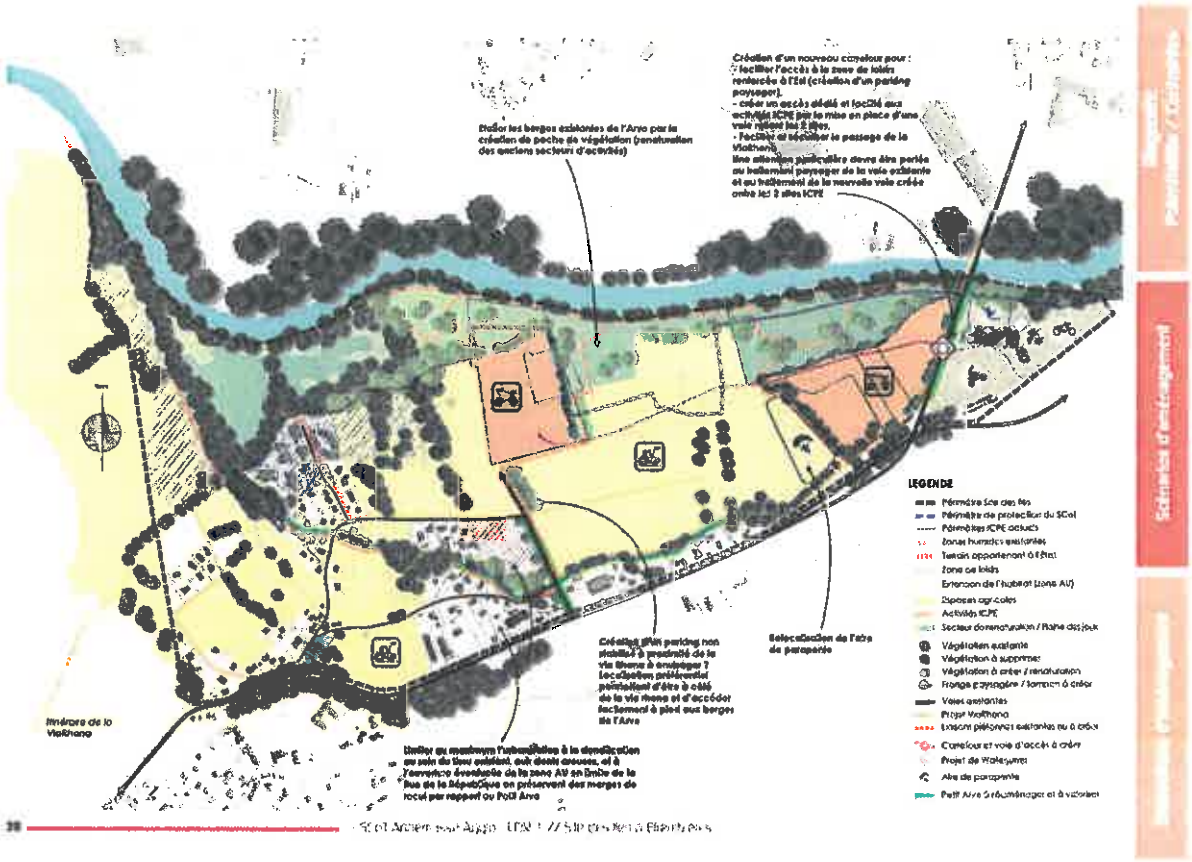


Schéma du scénario préférentiel de la ligne directrice du site des Iles

Ainsi dans le cadre de la révision du PLU, la commune d'Etrembières se doit de faire face à une double injonction :

- L'obligation réglementaire d'établir un PLU compatible avec le SCoT actuellement en vigueur et approuvé en 2007
- L'intérêt de tenir compte des réflexions et études en cours dans le cadre de l'étude ligne directrice du site des Iles, qui préfigurent le SCoT révisé.

Aussi est-il rappelé qu'à titre de sauvegarde, et en vertu de l'article L424-1-3° du Code de l'Urbanisme, la Commune est en mesure d'émettre un sursis à statuer sur les travaux, constructions ou installations ou sur les demandes d'autorisation concernant des travaux, constructions ou installations susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation d'une opération d'aménagement qui a été prise en considération par le conseil municipal.

La décision de prise en considération cesse de produire effet si, dans un délai de dix (10) ans à compter de son entrée en vigueur, l'exécution des travaux publics ou la réalisation de l'opération d'aménagement n'a pas été engagée.

Afin à la fois de ne pas compromettre la mise en œuvre des orientations nouvelles retenues dans le cadre des lignes directrices et de rester compatible avec le SCoT actuellement en vigueur, il est proposé aux membres du conseil municipal :

- de délimiter sur la base de l'article L424-1-3°du Code de l'urbanisme un périmètre de sursis à statuer à partir du périmètre des études lignes directrices.

Le Conseil Municipal,

Sur rapport de Monsieur le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment son article L.424-1,

Considérant le SCoT actuellement en vigueur et les prescriptions de ce dernier concernant le site des Iles et en particulier la ZAC Bois d'Arve,

Considérant que le scénario préférentiel retenu dans le cadre de l'étude Ligne Directrice I – site des Iles,

Considérant l'obligation fait au PLU révisé d'être compatible avec le SCOT en vigueur,

Considérant la nécessité de tenir compte de l'évolution du projet de territoire dans ce secteur,

après en avoir délibéré, à l'unanimité :

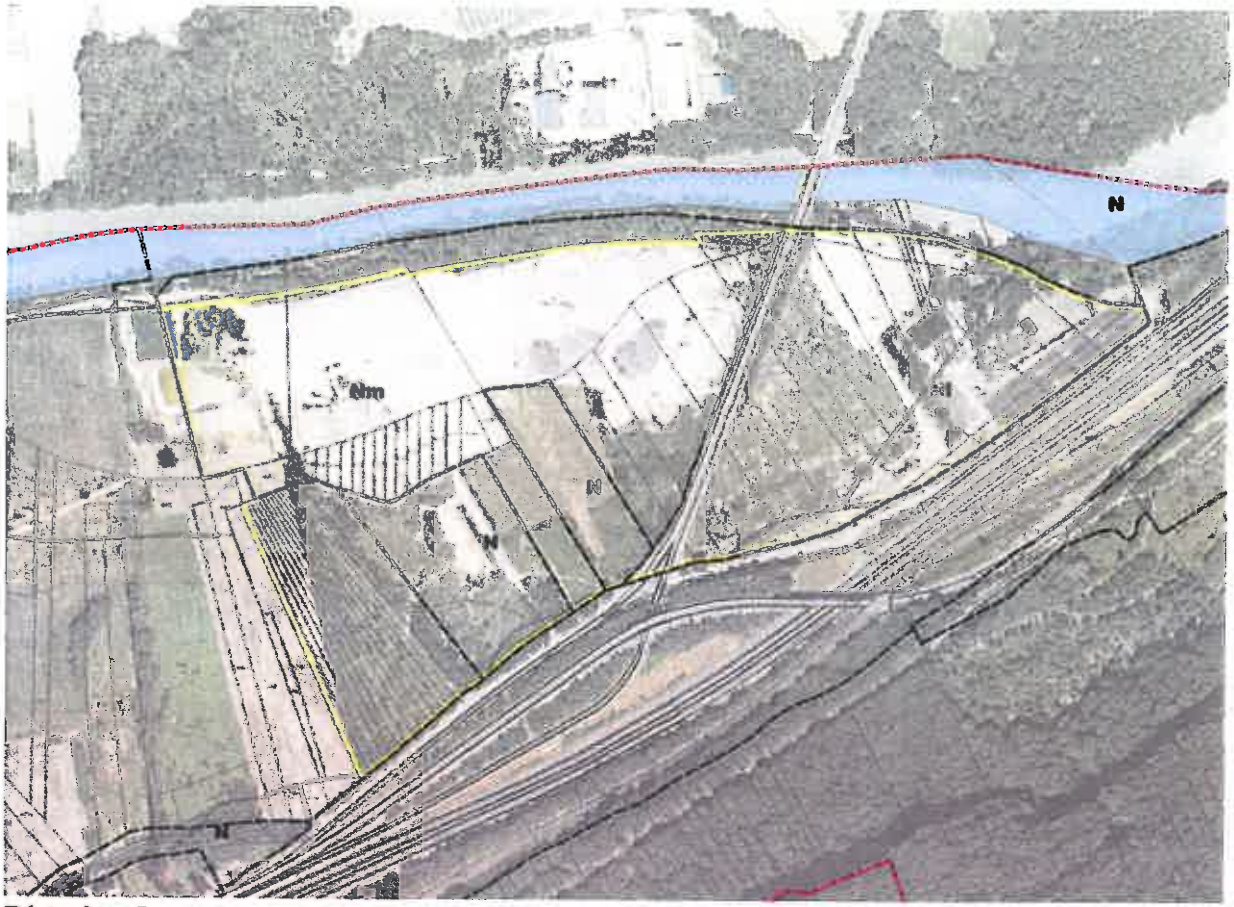
- **décide** de prendre en considération le projet d'aménagement portant sur le site des Iles, et en particulier sur le secteur dit « ZAC Bois d'Arve, tel qu'indiqué au plan joint à la présente délibération,
- **dit** que, selon l'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme, un sursis à statuer pourra être opposé dans les conditions définies à cet article sur les demandes d'autorisation concernant des travaux, constructions ou installations susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse l'exécution des orientations et du programme d'étude.
- **dit** qu'en application de l'article R.424-24 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois en Mairie et que mention de cet affichage sera insérée dans un journal local diffusé dans le département.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,
Alain BOSSON

Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte télétransmis en Sous-Préfecture le 28 OCT. 2019
Publié ou notifié le 28 OCT. 2019

Le Maire,
Alain BOSSON

Périmètre d'étude délimité en application de l'article L424-1-3° du code de l'urbanisme



Périmètre L424-1-3° = périmètre en jaune

PLAN LOCAL D'URBANISME

MAITRISE D'OUVRAGE
COMMUNE D'ETREMBIERES
Dossier 23042

ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION SECTORIELLES

Document arrêté le
Document approuvé le
Le maire

Table des matières

PREAMBULE 3

I. PLAN GENERAL DE LOCALISATION DES OAP SUR LA COMMUNE 5

II. OAP N°1 / cHEF-lieu 6

II.1. Caractéristiques du site 6

II.2. Principes d'aménagement 7

II.2.1. Programmation et schéma d'intentions 7

II.2.2. Vocation du site et programmation 8

II.2.3. Insertion architecturale et paysagère 8

II.2.4. Mobilités 8

II.2.5. Plan d'insertion urbaine – à titre illustratif 10

III. OAP N°2 – Renouvellement urbain Chef-lieu 11

III.1. Caractéristiques du site 11

III.2. Principes d'aménagement 12

III.2.1. Programme et schéma d'intentions 12

III.2.2. Vocation du site et programmation 13

III.2.1. Insertion architecturale et paysagère 13

III.2.2. Mobilités 13

IV. OAP N°3 / Renouvellement urbain – Pas de l'Echelle 14

IV.1. Caractéristiques du site 14

IV.2. Principes d'aménagement 15

IV.2.1. Programmation et schéma d'intention 15

IV.2.1. Vocation du site et programmation 16

IV.2.2. Insertion architecturale et paysagère 16

IV.2.3. Mobilités 16

IV.2.4. Plan d'insertion urbaine – à titre illustratif 17

IV.2.1. Proposition de phasage à titre indicatif 17

V. OAP N°4 / Rue de la gare 18

V.1. Caractéristiques du site 18

V.2. Principes d'aménagement 19

V.2.1. Programmation et schéma d'intention 19

V.2.2. Vocation du site et programmation 20

V.2.3. Insertion architecturale et paysagère 20

V.2.4. Mobilités 20

PREAMBULE

« Les orientations d'aménagement et de programmation comprennent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports, les déplacements et, en zone de montagne, sur les unités touristiques nouvelles. » Article L151-6 du code de l'urbanisme.

« I.-Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent notamment :
1° Définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain, favoriser la densification et assurer le développement de la commune ;
2° Favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces ;
3° (Abrogé) ;
4° Porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, renaturer, notamment par l'identification de zones propices à l'accueil de sites naturels de compensation, de restauration et de renaturation, restructurer ou aménager ;
5° Prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics ;
6° Adapter la délimitation des périmètres, en fonction de la qualité de la desserte, où s'applique le plafonnement à proximité des transports prévu aux articles L. 151-35 et L. 151-36 ;
7° Définir les actions et opérations nécessaires pour protéger les franges urbaines et rurales. Elles peuvent définir les conditions dans lesquelles les projets de construction et d'aménagement situés en limite d'un espace agricole intègrent un espace de transition végétalisé non artificialisé entre les espaces agricoles et les espaces urbanisés, ainsi que la localisation préférentielle de cet espace de transition;
8° Dans les communes non couvertes par un schéma de cohérence territoriale, identifier les zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables arrêtées en application de l'article L. 141-5-3 du code de l'énergie.
II.-En zone de montagne, ces orientations définissent la localisation, la nature et la capacité globale d'accueil et d'équipement des unités touristiques nouvelles locales.
(…) »
Article L151-7 du code de l'urbanisme.

Des OAP sectorielles sont également définies en vertu de l'article R151-8 du code de l'urbanisme :
« *Les orientations d'aménagement et de programmation des secteurs de zones urbaines ou de zones à urbaniser mentionnées au deuxième alinéa du R. 151-20 dont les conditions d'aménagement et d'équipement ne sont pas définies par des dispositions réglementaires garantissent la cohérence des projets d'aménagement et de construction avec le projet d'aménagement et de développement durables.*
Elles portent au moins sur :
1° La qualité de l'insertion architecturale, urbaine et paysagère ;
2° La mixité fonctionnelle et sociale ;
3° La qualité environnementale et la prévention des risques ;
4° Les besoins en matière de stationnement ;
5° La desserte par les transports en commun ;
6° La desserte des terrains par les voies et réseaux.
Ces orientations d'aménagement et de programmation comportent un schéma d'aménagement qui précise les principales caractéristiques d'organisation spatiale du secteur. »

De plus, conformément à l'article L151-6-1 du code de l'urbanisme, *« Les orientations d'aménagement et de programmation définissent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, un échéancier prévisionnel d'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de réalisation des équipements correspondant à chacune d'elles, le cas échéant* ».

Pour l'aménagement des secteurs considérés, on se reportera également aux Orientations d'Aménagement et de Programmation Thématiques avec lesquelles il devra être compatible.
OAP « Trame verte et bleue » / OAP « Climat Air Energie »

I. ECHEANCIER PREVISIONNEL DE L'OUVERTURE DES ZONES A URBANISER

Le code rappelle que ce sont les zones à urbaniser qui sont concernées par le phasage : « *un échéancier prévisionnel d'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser »* L151-6-1 du code de l'urbanisme.

Ainsi, les OAP définies en zone U, ne sont pas concernées par un phasage. Elles sont immédiatement constructibles.

Le PLU d'Etrembières propose une seule zone 1AUa. Son ouverture à l'urbanisation est possible immédiatement à partir de la date d'approbation du PLU.

II. PLAN GENERAL DE LOCALISATION DES OAP SUR LA COMMUNE

Secteur Centre-bourg



Secteur Pas-de-l'Echelle



III. OAP N°1 / CHEF-LIEU

III.1. Caractéristiques du site

Nom	OAP n°1 / Chef-lieu
Localisation	Village, entre la RD 1206 et la voie ferrée
Superficie Brute	8200 m²
Superficie hors voirie limitrophe	8200 m²
Densité projetée	100 log/ha (environ 85 logements)
Logements sociaux	Le programme comprendra au minimum : • 40% de logements locatifs sociaux • 40% de logements abordables (accession abordable, logements intermédiaires…)
Zonage PLU	Zone 1AUa
Desserte voirie	Depuis le Chemin des Jardins
Composition actuelle du site	Parcelles occupées par une praire permanente déclarée
Topographie	Plane
Typologie de gisement foncier	Dans l'enveloppe urbaine
Armature urbaine	Cœur de village, centralité administrative et culturelle

Caractéristiques du site



III.2. Principes d'aménagement

III.2.1. Programmation et schéma d'intentions



III.2.2. Vocation du site et programmation

Vocation du site et densité

Le site de l'OAP n°1 se situe au niveau du Village, en continuité de la Bibliothèque municipale et de l'Ecole publique, le long de la RD 1206 (Route de St Julien) et du chemin des Jardins. Le site est prévu pour accueillir une mixité des fonctions, avec des services (de type Pôle santé ou Micro crèche) et des logements (dont des logements sociaux).

Phasage et échéancier interne

Le secteur pourra s'ouvrir à l'urbanisation par le biais d'une opération d'aménagement d'ensemble, en une tranche, portant sur la totalité du secteur.

III.2.3. Insertion architecturale et paysagère

Gabarit des constructions et implantations

Afin de prévoir une greffe au tissu du Village, le programme prévoit des logements collectifs en partie est, en R+4+c/att maximum, et le reste du tènement en R+3+c/att. La partie nord est prévue pour accueillir une partie des stationnements de l'opération, afin de gérer la transition avec la voie ferrée en limite de site.

Le projet proposera une mixité habitation /service autour d'un espace piéton ouvert connecté à la bibliothèque.

L'aménagement prévoira un espace tampon paysager en limite ouest, par rapport à l'opération de logements existante.

Les constructions les plus au sud permettront de traiter l'entrée de ville avec un séquençage alignements bâtis/espaces non bâtis.

La proposition devra offrir des trames bâties qui permettent des logements traversants avec des espaces extérieurs privatifs pour chaque logement.

Espaces libres, trame végétale et paysage

La transition avec le secteur Ecole/Bibliothèque sera assurée par l'aménagement d'un espace de rencontre ouvert et aménagé.

Un espace commun de convivialité interne à l'opération (jardins, aire de jeux, de repos, …) est à créer en limite Sud-est du secteur, majoritairement en espace perméable et végétalisé.

Les constructions seront implantées de manière à dégager des espaces de jardins privatifs orientés au maximum vers le sud.

Le talus en limite nord du secteur sera préservé et potentiellement replanté afin de ménager les nuisances vis-à-vis de la voie ferrée. Un espace végétalisé de transition avec les logements existants sera aménagé en limite Ouest du secteur.

III.2.4. Mobilités

Accès et desserte véhicules

Un accès sera à réaliser depuis le Chemin des Jardins, qui est à réaménager en conséquence de la future circulation induite par les nouveaux logements et services créés (élargissement prévu). L'accès se fera au Nord du secteur. Une voie sera à prévoir en interne pour desservir les différentes constructions et la poche de stationnements groupés.

Le cœur d'ilot sera sans voiture. Le but est de concevoir un cœur d'ilot piéton et traversant (ouvert au public vers l'ouest, vers la piste cyclable et l'arrêt de bus) permettant de dégager des espaces communs paysagers.

Stationnement

La majeure partie des stationnements résidentiels sera gérée en souterrain. Les stationnements aériens nécessaires à l'opération devront s'implanter prioritairement au nord de l'opération, afin d'aménager et

d’optimiser le recul des constructions nécessaire par rapport à la voie ferrée. La voirie principale ne desservira pas directement le cœur de l’opération, qui sera accessible par une voie partagée accessible occasionnellement (dépose minute, accès pompier…).

Modes doux

Le cheminement des modes doux doit être facilité en interne de l’opération, préférentiellement de façon indépendante de la voirie véhicules et en matériaux perméables. Le lien vers l’Ecole et la Bibliothèque se fera par un aménagement traversant de type plateau surélevé.

III.2.5. Plan d'insertion urbaine – à titre illustratif



IV. OAP N°2 – RENOUVELLEMENT URBAIN CHEF-LIEU

IV.1. Caractéristiques du site

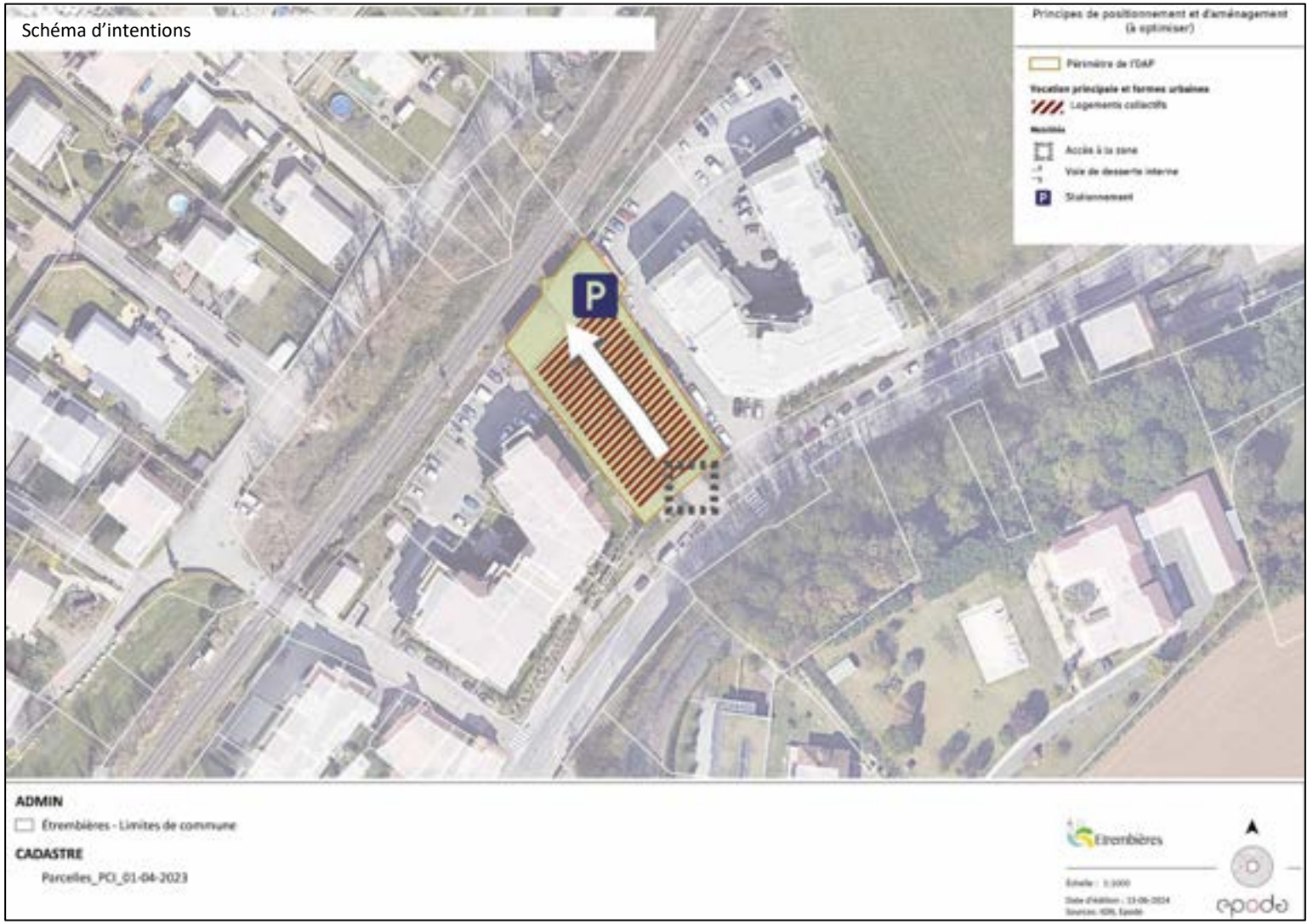
Nom	OAP n°2 – Renouvellement urbain Chef-lieu
Localisation	Village, le long de la RD 1206
Superficie Brute	1400 m²
Superficie hors voirie limitrophe	1400 m²
Densité projetée	60 log/ha (environ 8 logements)
Zonage PLU	Zone Ua
Desserte voirie	Depuis la RD 1206 (Route de St Julien)
Composition actuelle du site	Parcelles occupées par des logements de type individuel/individuel groupé
Topographie	Plane
Typologie de gisement foncier	Au sein de l'enveloppe urbaine / en renouvellement urbain
Armature urbaine	Cœur de village, centralité administrati

Caractéristiques du site



IV.2. Principes d'aménagement

IV.2.1. Programme et schéma d'intentions



IV.2.2. Vocation du site et programmation

Vocation et densité

Le site de l'OAP n°2 se situe au niveau du Village, à proximité du secteur d'OAP n°1, entre la RD 1206 (Route de St Julien) et la voie ferrée.

Le site accueille des logements, il s'agit de prévoir le renouvellement urbain potentiel sur le secteur.

Phasage et échéancier interne

Le secteur est une zone urbaine pouvant être immédiatement l'objet d'un projet cohérent avec les principes de la présente OAP.

IV.2.1. Insertion architecturale et paysagère

Gabarit des constructions et implantations

Afin de prévoir une intégration harmonieuse avec les deux opérations récentes encadrant le secteur, le programme prévoit des logements collectifs, en R+3+c/att maximum.

Les constructions marqueront l'alignement bâti le long de la RD 1206 (Route de Saint Julien), en s'implantant soit parallèlement, soit perpendiculairement à l'axe de la RD 1206.

IV.2.2. Mobilités

Accès et desserte véhicules

Un seul accès sera à réaliser depuis la RD 1206 pour desservir les différentes constructions et la poche de stationnements nécessaires.

Stationnement

Les stationnements aériens nécessaires à l'opération devront s'implanter prioritairement au nord de l'opération, afin d'aménager et optimiser le recul des constructions par rapport à la voie ferrée.

Modes doux

Le cheminement des modes doux doit être facilité en interne de l'opération, préférentiellement de façon indépendante de la voirie véhicules et en matériaux perméables.

V. OAP N°3 / RENOUVELLEMENT URBAIN – PAS DE L'ECHELLE

V.1. Caractéristiques du site

Nom	OAP n°3 / Renouvellement urbain
Localisation	Pas de l'Echelle, le long de la RD 1206 (Rte de St-Julien) et le chemin des Chamois
Superficie Brute	11000 m²
Superficie hors voirie limitrophe	11000 m²
Densité projetée	50 log/ha (environ 55 logements)
Logements sociaux	Le programme comprendra au minimum : • 33% de logements locatif social • 33% de logements abordables (accession abordable, logements intermédiaires…)
Zonage PLU	Zone Ub
Desserte voirie	Depuis le Chemin des Chamois
Composition actuelle du site	Parcelles occupées par des logements
Topographie	Pente nord-ouest / sud-est
Typologie de gisement foncier	Au sein de l'enveloppe urbaine / en renouvellement urbain
Armature urbaine	Pas de l'Echelle, centralité de proximité



V.2. Principes d'aménagement

V.2.1. Programmation et schéma d'intention

Schéma d'intentions



V.2.1. Vocation du site et programmation

Vocation du site et densité

Le site se localise au niveau du Pas de l'Echelle, le long de la RD 1206 (Route de St Julien) et de la frontière Franco-Suisse.

Le site est prévu pour accueillir des logements, dont une partie sera dédiée à des logements sociaux.

Phasage et échéancier interne

Le secteur accueille des logements et un bâtiment public. L'OAP vise à prévoir et encadrer le renouvellement urbain de ce site. Classé en zone U, il est immédiatement constructible, dans le respect des présentes OAP et du règlement de zone.

V.2.2. Insertion architecturale et paysagère

Gabarit des constructions et implantations

Afin de prévoir une intégration harmonieuse dans le tissu urbain alentour (immeubles en R+3 côté Suisse, immeubles en R+2+C rue des Chamois et logements individuels en R+1) : le programme prévoit des logements collectifs en partie nord-ouest, en R+3+c/att maximum, la partie sud-est prévoit des logements collectifs en R+2+c/att maximum afin de gérer les vis-à-vis et la transition avec les constructions existantes.

Espaces libres, trame végétale et paysage

Le secteur comprendra, en limite nord-est, un espace ouvert paysager /vert, qui pourrait être public. Il s'inscrira en continuité du Chemin des passerelles. Cet espace, ainsi que les espaces de stationnements paysagers groupés, permettront de ménager les nuisances vis-à-vis de la RD 1206.

La transition avec les constructions existantes au sud, le long de la rue des Chamois, sera assurée par l'aménagement d'un petit espace partagé destiné aux logements du secteur.

Les constructions seront implantées de manière à dégager des espaces de jardins privatifs orientés au maximum vers le sud.

V.2.3. Mobilités

Accès et desserte véhicules

Un premier accès au secteur peut être réalisé depuis le Chemin des Ecoles et l'accès existant, afin de desservir les premières constructions.

La partie est serait desservie depuis la rue des Chamois au Nord-est du secteur, desservant également l'ensemble des stationnements groupés au nord du secteur.

Une fois, l'ensemble du secteur urbanisé, la voie de desserte initiale pourrait ainsi être supprimée, afin d'être uniquement dédiée aux modes doux.

Stationnement

Les stationnements aériens nécessaires à l'opération devront s'implanter prioritairement au nord de l'opération, afin d'aménager et d'optimiser le recul des constructions par rapport à la RD 1206. Cet espace de stationnements groupés devra être au maximum réalisé avec des matériaux perméables.

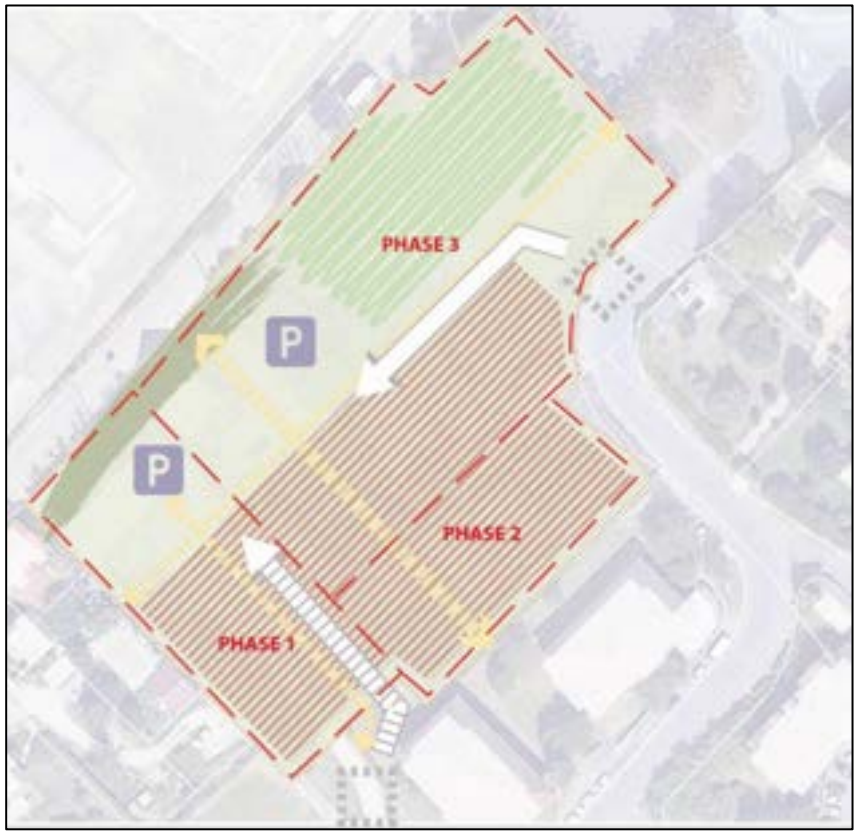
Modes doux

Le cheminement des modes doux doit être facilité en interne de l'opération, préférentiellement de façon indépendante de la voirie véhicules et en matériaux perméables. Le lien entre le Chemin des passerelles et le Chemin des Ecoles se fera par un aménagement desservant le cœur de l'opération.

V.2.4. Plan d'insertion urbaine – à titre illustratif



V.2.1. Proposition de phasage à titre indicatif



VI. OAP N°4 / RUE DE LA GARE

VI.1. Caractéristiques du site

Nom	OAP n°4 / Activités économiques
Localisation	Pas de l'Echelle, le long de la RD 1206 et rue de la Gare
Superficie Brute	11600 m²
Superficie hors voirie limitrophe	11600 m²
Zonage PLU	Zone Ux3
Desserte voirie	Depuis la rue de la Gare
Composition actuelle du site	Ancien site d'atterrissage des parapentes, majoritairement non bâti
Topographie	Relativement plane
Typologie de gisement foncier	Au vu de sa taille, secteur considéré hors enveloppe urbaine, mais encadré par du tissu bâti
Armature urbaine	Pas de l'Echelle, centralité de proximité

Caractéristiques du site



VI.2. Principes d'aménagement

VI.2.1. Programmation et schéma d'intention



VI.2.2. Vocation du site et programmation

Le site est classé en zone Ux3, et présente ainsi une vocation d'activités, de type artisanal et petites industries.

VI.2.3. Insertion architecturale et paysagère

Gabarit des constructions et implantations

Ce site participera de l'entrée de ville. A ce titre, l'insertion des constructions et occupations sera particulièrement qualitative. Les volumes, les façades et les implantations seront soignées, notamment pour celles qui donneront sur la RD1206.
La hauteur des constructions sera limitée à 10 m.

Intégrer une recherche de qualité énergétique avec notamment :

- L'efficacité énergétique du bâti, la performance énergétique et environnementale, ou encore l'usage d'éco-matériaux,
- Réflexion sur le potentiel de production et d'approvisionnement en énergie renouvelable et de récupération (en assurant une production minimale de 15 % de la consommation énergétique de l'établissement économique sur site),
- Privilégier les solutions mutualisées de production d'énergie (entre bâtiments d'une même opération, ou entre bâtiments et aires de stationnement).

Espaces libres, trame végétale et paysage

Afin de participer à l'intégration paysagère du site, un alignement d'arbres de moyennes à hautes tiges devra être réalisé le long de la RD1206, ainsi qu'un traitement paysager des limites, notamment en interface avec les habitations limitrophes.

Les espaces techniques et de stockage seront implantés de préférence à l'arrière des bâtiments afin de limiter leur impact visuel depuis les voies de desserte et l'espace public.

VI.2.4. Mobilités

L'accès à la zone se réalisera par la rue de la Gare. Aucun accès ne sera possible sur le RD1206.
Une voie modes doux (piéton et cycle) d'une largeur d'au moins 3 m devra être réalisée le long de la RD1206, séparée de l'opération par l'alignement d'arbres à constituer.

ORIENTATION D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION : TRAME VERTE & BLEUE

Etrembières

COMMUNE D'ETREMBIERES

SOMMAIRE

1.1. CONTEXTE & NOTE EXPLICATIVE 3
1.1.1. UNE OAP THEMATIQUE QU'EST-CE QUE C'EST ? COMMENT ÇA MARCHE ? 3
1.1.2. POURQUOI UNE OAP TRAME VERTE ET BLEUE (TVB) SUR MON TERRITOIRE ? 4

1.2. LA TRAME VERTE ET BLEUE REMARQUABLE 5
1.2.1. LA TRAME VERTE ET BLEUE D'ETREMBIERES, UNE ENTREE PAR TRAME 6
1.2.2. LES ELEMENTS FRAGMENTANT 10
1.2.1. DECLINAISON REGLEMENTAIRE DE LA TVB URBAINE 13

1.3. DEVELOPPEMENT DE LA NATURE EN VILLE 14
1.3.1. FAIRE UNE VILLE PERMEABLE VECTRICE DE CONTINUITE ECOLOGIQUE 15
1.3.2. UNE VILLE MOINS CONSOMMATRICE 21

1.1. CONTEXTE & NOTE EXPLICATIVE

1.1.1. UNE OAP THEMATIQUE QU'EST-CE QUE C'EST ? COMMENT ÇA MARCHE ?

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) visent à définir des intentions et orientations d'aménagement qualitatives qui peuvent :

- Porter sur un secteur donné **(OAP dites « sectorielles »)**. Ce type d'OAP définit en particulier les conditions d'aménagement garantissant la prise en compte des qualités architecturales, urbaines et paysagères des espaces dans la continuité desquels s'inscrit la zone ;
- Ou avoir une approche plus globale sur un enjeu spécifique **(OAP dites "thématiques")**

L'OAP Trame Verte et Bleue est une OAP dite thématique et s'applique sur l'ensemble du territoire en complément des prescriptions du règlement écrit et graphique.

Il convient de préciser que le champ d'action des OAP doit être conforme à l'article L.151-7 du Code de l'Urbanisme (CU) qui stipule :

- « Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent notamment :
  - Définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune ;
  - Favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces ;
  - Comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants ; »
  - Porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager ;
  - Prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics ;
  - Adapter la délimitation des périmètres, en fonction de la qualité de la desserte, où s'applique le plafonnement à proximité des transports prévus aux articles L. 151-35 et L. 151-36. »

Cette large habilitation législative permet aux OAP du PLU de porter sur l'ensemble des thématiques du Code de l'Urbanisme (CU).

1.1.2. POURQUOI UNE OAP TRAME VERTE ET BLEUE (TVB) SUR MON TERRITOIRE ?

L'artificialisation et la fragmentation des milieux naturels sont parmi les principales causes de l'érosion progressive de la biodiversité. En effet, en France, la dynamique constructive historique, conjuguée au développement du modèle pavillonnaire a entrainé un mitage progressif des espaces naturels, agricoles et forestiers.

La consommation d'espace en chiffres :

Chaque année, 20 000 ha d'espaces agricoles, naturels et forestiers sont consommés en moyenne en France, soit près de 5 terrains de football par heure.



Pas de l'Echelle – Etrembières – 2022 - IGN



Pas de l'Echelle - Etrembières – 1952 - IGN

Aussi, la préservation de la Trame Verte et Bleue est un outil d'aménagement permettant l'identification et la protection des continuités écologiques sur un territoire donné. Elle est instaurée par la loi portant engagement national pour l'environnement (ENE) (Grenelle 2) du 12 juillet 2010 dans le Code de l'environnement, et complétée par la loi biodiversité de 2016. Selon l'article L.371-1 du Code de l'Environnement. La Trame Verte et Bleue est l'un des outils de PLU qui « *a pour objet d'enrayer la perte de biodiversité* en participant à la préservation, la gestion et la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques tout en prenant en compte les activités humaines, et notamment agricoles, en milieu rural ainsi que la gestion de la lumière artificielle la nuit* »

1.2. LA TRAME VERTE ET BLEUE REMARQUABLE



OAP THEMATIQUE TRAME VERTE ET BLEUE

1.2.1. LA TRAME VERTE ET BLEUE D'ETREMBIERES, UNE ENTREE PAR TRAME

La trame verte et Bleue du territoire de Etrembières permet d'identifier une grande diversité dans les milieux naturels remarquables du territoire. Au regard de cette diversité, il a été choisi de décliner la TVB sous forme de trame où chacune est représentative de la richesse écologique du territoire, et des services écosystémiques rendus par ces dernières.

1.2.1.1. LA TRAME BOISEE

La trame boisée identifie l'ensemble du couvert forestier de la Commune. Il convient de préciser que cette trame se décline en plusieurs entités :

- La trame boisée reprenant les espaces boisés au sens large
- Les réservoirs de biodiversité qui identifient les boisements faisant l'objet d'une nature remarquable ou d'une gestion durable
- Les lisières qui marquent un espace de transition

Dans un contexte de changement climatique, il apparait essentiel de préserver la forêt puisque cette dernière est « multifonctionnelle ». Cette caractéristique est reconnue depuis les lois de 1999 (ex : loi d'orientation forestière) et confortée par la loi d'avenir de 2014 dans la notion de **« massif forestier » considéré comme le périmètre pertinent d'action publique**. En plus de son rôle de production de bois et d'accueil du public, la forêt joue un rôle majeur en ce qui concerne :

- **Les fonctions écologiques** : la forêt assure de nombreux services écosystémiques : paysage, qualité des eaux, protection contre l'érosion et le risque de tempête, régulation climatique, réservoir de biodiversité. Elle permet la présence de nombreux corridors écologiques.
- **Les fonctions économiques** : la filière forêt-bois présente un potentiel productif et économique par l'importance des ressources en bois sur pied. Outre la construction, on peut aussi parler de la filière bois énergie (bois plaquette forestière, bois granulé, bois buche).
- **Les fonctions de protection :** à l'opposé d'un sol nu, la forêt retient l'eau et maintien les sols via son système racinaire des arbres limitant ainsi les risques de glissement de terrain, inondation et ruissèlement.
- **La fonction sociale & récréative** par les différents usages de la forêt (randonnée, belvédères …)



ZOOM SUR LA TRAME BOISÉE D'ETREMBIERES

Les boisements mixtes, tels que ceux qu'on trouve sur la commune d'Étrembières, jouent un rôle essentiel dans la biodiversité locale et la gestion des écosystèmes. Composés d'un mélange d'essences de feuillus. Aussi cette trame se voit principalement localisée :

- **Dans l'espace urbain** principalement dans les parcs (ex bois du Salève), offrant des habitats pour la faune, améliorant la qualité de l'air et régulant la température.
- **En bord de cours : les ripisylves**, ces espaces boisés protègent les rives des érosions, améliorent la qualité de l'eau et servent d'abri pour de nombreuses espèces animales
- **Les coteaux du Salève**

La trame boisée du territoire se localise principalement sur les coteaux de la Commune et s'étend sur environ **53 % de la superficie du territoire**



1.2.1.2. LA TRAME BLEUE

1.2.1.2.1. LA TRAME TURQUOISE ET LES RESERVOIRS AQUATIQUES

La trame turquoise correspond à l'espace nécessaire à la bonne expression de la biodiversité aquatique et humide. Il constitue un corridor entre les masses d'eau, les milieux aquatiques et les zones humides favorables à l'atteinte du bon état écologique, propice à la circulation des espèces et qu'il est nécessaire de préserver.

Aussi cette trame va au-delà de l'emprise des cours d'eau et elle permet de prendre en compte l'ensemble des milieux nécessaires au fonctionnement hydraulique de la Commune et notamment : les ripisylves, les berges, les prairies humides et zones humides.

De plus, la Trame Verte et Bleue identifie l'Espace de bon fonctionnement des cours d'eau correspondant l'espace indispensable au maintien dans un bon état de fonctionnement d'une masse d'eau sur le long terme. C'est un périmètre qui tient compte à la fois des caractéristiques propres au type de masse d'eau (cours d'eau, zone humide, lagune, eaux souterraines…) et de ses interactions avec d'autres écosystèmes environnants. Par exemple, pour une zone humide, ce peut être tout l'espace environnant qui garantit son approvisionnement en eau de manière pérenne. Par ailleurs, la sanctuarisation de l'espace de bon fonctionnement permet :

- De permettre la libre évolution de la morphologie des cours d'eau
- De limiter les vulnérabilités face au risque inondation particulièrement dans un contexte de changement climatique et d'épisode climatique extrême plus fréquent

Les inondations par débordement de l'Arve du 15 novembre2023 sont intervenus principalement sur le secteur des îles dans l'emprise du périmètre de l'EBF.



Inondation 15 novembre 2023- Le Dauphiné Libéré

Enfin, les réservoirs aquatiques correspondent aux principaux cours d'eau de la Commune. Le cours d'eau principal qui passe est **l'Arve**. Cette rivière de 104 km de long dont 9 km en Suisse, est un affluent de rive gauche du Rhône. Elle prend source dans le massif du Mont-Blanc. La période d'étiage est de décembre à janvier. Un deuxième cours d'eau se situe au cœur de la commune. Il s'agit du **ruisseau des eaux belles**.



1.2.1.2.2. LES RESERVOIRS HUMIDES

La trame humide du territoire se caractérise par des étendues humides, principalement localisées à proximité des cours d'eau du territoire. Au même titre que les forêts, la protection des zones humides est inscrite au sein de différents textes de loi et dispositifs, on peut par exemple noter la création des conventions sur les Zones Humides (RAMSAR) en 1971. La préservation/conservation des zones humides revêt une importance capitale puisque ces dernières permettent :

- **De réduire la vulnérabilité des habitants face aux risques** puisqu'au bord des cours d'eau elles peuvent représenter un tampon ou une zone d'extension de crue
- **D'améliorer la qualité des eaux souterraines** par la phyto-infiltration. Par ailleurs, elles favorisent le rechargement progressif des nappes.
- **De préserver des espaces favorables à la diversité de la faune/flore**.

ZOOM SUR LA TRAME HUMIDE D'ETREMBIERES

Les habitats naturels humides se localisent autour de l'Arves, on trouve aussi des zones humides dispersés sur le territoire.

On note que la majeure partie des zones humides correspondent à des ripisylves. Ce sont des habitats sensibles et de haute importance écologique. En effet les ripisylves constituent un élément écologique paysager essentiel dans le maintien des trames vertes et bleues au sein de la commune. Elles peuvent servir de zones de reproduction pour certaines espèces aquatiques avec de nombreux abris constitués de racines, de roches, et de cavités. Les ripisylves constituent une zone de transition entre le cours d'eau, les forêts, les prairies agricoles et les zones urbanisées.

Leur surface est à préserver et permet de créer des zones d'expansion des crues. De nombreux espèces végétales hygrophiles se développent dans ces milieux telles que par exemple des espèces de joncs, des saules, des aulnes.

La trame humide du territoire s'étend sur environ **6 % de la superficie du territoire.**



1.2.1.3. LA TRAME DES ESPACES PERMEABLES

1.2.1.3.1. ESPACE PERMEABLE ET ESPACE AGRICOLE A ENJEUX

Les milieux agricoles font partie intégrante de la Trame Verte et Bleue (TVB). Même s'il ne s'agit pas de réservoir de biodiversité à proprement parler puisqu'il ne s'agit pas d'espace de nidification et/ou de reproduction. Toutefois, ces espaces constituent des milieux perméables pour la faune et participent au maintien des continuités sur le territoire.

Globalement, le maintien des espaces agricoles est essentiel sur le territoire de Etrembières notamment en lien avec le maintien :

- D'espaces nourriciers face au phénomène de déprise agricole
- Des ouvertures paysagères sur le grand paysage
- La lisibilité de la trame urbaine
- Des espaces en herbe favorisant la phyto-infiltration des eaux, les pièges à carbone ….

La trame agricole de Etrembières se décompose en deux entités :

- **Trame agricole** reprenant notamment les grands espaces de prairies mésophiles
- **Trame agricole à enjeux** correspondant aux terrains agricoles d'importance : proximité du siège, potentiel agronomique, labellisation AOC… permettant d'assurer un maintien de l'activité agricole sur le long terme



1.2.1.3.2. LES CARRIERES ET GRAVIERES

La trame des carrières et des gravières reprend les emprises des secteurs d'activités existants qui constitue des milieux rocheux. Les milieux rocheux comprennent différents types d'habitats tels que des parois, des dalles rocheuses et des éboulis. Ce sont des habitats que l'on retrouve en bordure Sud-Est de la commune. La flore est généralement spécialisée, soumise à de forts contrastes thermiques. Ces milieux accueillent surtout une flore particulière adaptée à des conditions extrêmes avec des espèces pionnières.

La flore se développe principalement dans des fissures et s'installe avec très peu de quantité de terre et de sol. Ces espèces végétales adoptent des stratégies pour vivre sur des milieux plus ou moins verticaux. Les parois rocheuses constituent également des gîtes et des habitats de reproduction pour les oiseaux rupestres et certaines espèces de Chiroptères.

Toutefois, en l'état et au regard des activités en cours, ces secteurs ne représentent pas un atout pour les continuités écologiques. Cependant, il est important de les identifier puisque lorsque les activités s'arrêtent des travaux de renaturation sont obligatoires. Par ailleurs, les milieux des carrières/gravières après exploitation ne sont pas dénués de tout éléments naturels, au contraire se sont des lieux propices au développement des certaines espèces endémiques.

C'est dans ce contexte que ces milieux sont identifiés au sein de la TVB d'Etrembières.



1.2.2. LES ELEMENTS FRAGMENTANT

1.2.2.1.1. LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

Les infrastructures linéaires de transport génèrent un ensemble de nuisances écologiques et une surmortalité animale, d'une part par collision ou écrasement, et d'autre part en raison de l'artificialisation des sols et de la fragmentation des habitats écologiques.

Aujourd'hui, on dispose de nombreuses études sur les collisions portant sur des espèces. Pour n'en citer qu'une, portant pour les populations de batraciens et d'amphibiens c'est environ 25 à 50 millions d'adultes reproducteurs qui seraient écrasés chaque année en France (Cerema, 2017).

La commune d'Etrembières étant traversée par de nombreux axes majeurs (A40, voie ferrée, départementale…) les continuités écologiques du territoire se voit souvent fragmenté par ces infrastructures.

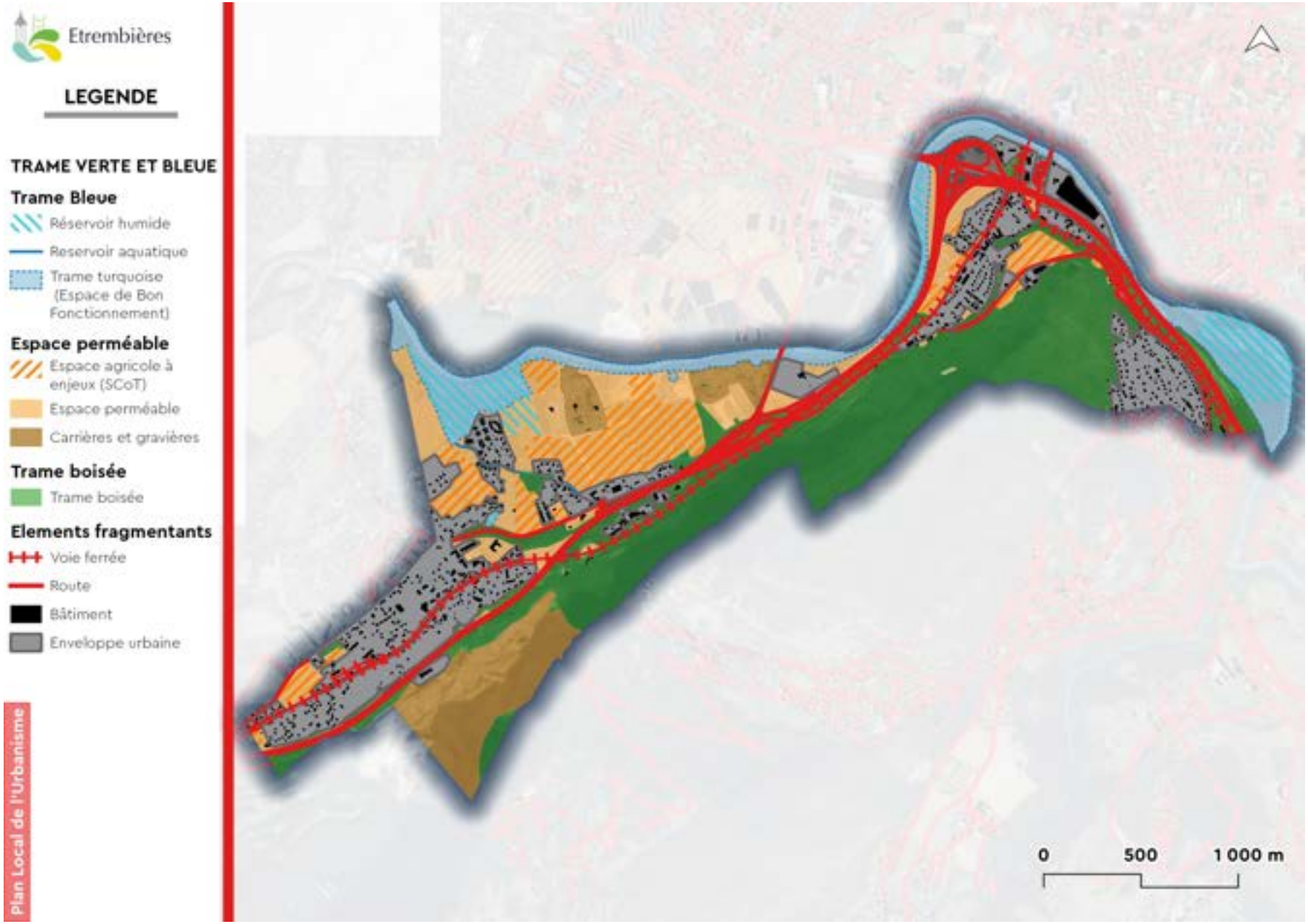


1.2.2.1.2. L'ENVELOPPE URBAINE

L'enveloppe urbaine de par son imperméabilisation, la présence d'habitation, le morcellement des parcelles par les clôtures … C'est pourquoi, ces espaces peuvent constituer un élément fragmentant de la TVB.

Toutefois, au-delà d'être constitutive d'une fragmentation, la ville peut être considérée comme un espace perméable, favorable au maintien des continuités écologiques par la mobilisation de nature en ville, le maintien des pénétrantes végétales et des espaces de respiration … D'autant que la Ville d'Etrembières fait l'objet d'une armature végétale bien présente qu'il convient de préserver afin de préserver le cadre de vie. C'est dans ce contexte, que la présente OAP thématique TVB présente une seconde partie mettant en avant les bonnes pratiques pour favoriser la ville poreuse.





OAP THEMATIQUE TRAME VERTE ET BLEUE

1.2.1. DECLINAISON REGLEMENTAIRE DE LA TVB URBAINE

Trame/entité concernée	Protection au PLU
Trame boisée	La trame boisée fait l'objet **d'une zone « N »** qui permet de réduire les droits à la constructibilité. Effectivement, la zone « N » autorise seulement l'évolution des bâtiments d'habitation existants.
Trame humide	Elles font l'objet de **prescription surfacique au titre de l'article L. 151-23** du Code de l'urbanisme qui permet d'identifier des secteurs à protéger au regard notamment de leur qualité écologique.
Trame turquoise / EBF	
Réservoir aquatique	Les cours d'eau sont globalement inscrits en zone N et l'Arve fait l'objet de prescriptions surfaciques complémentaires.
Trame agricole	La trame agricole fait l'objet **d'une zone « A »** qui permet de réduire les droits à la constructibilité. Effectivement, la zone « A » autorise seulement l'évolution des bâtiments existants et la construction des bâtiments à vocation agricole.
Trame agricole à enjeux SCoT	La trame agricole à enjeux fait majoritairement l'objet **d'une zone « AP »** qui empêche toute construction et permet de préserver des terres agricoles dont la qualité agroécologique et paysagère est reconnue.

1.3. DEVELOPPEMENT DE LA NATURE EN VILLE



Le Groupement d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) travaille depuis 1988 en vue de fournir des évaluations détaillées de l'état des connaissances scientifiques, techniques et socio-économiques sur les changements climatiques. Les conclusions du GIEC 2023 portent notamment sur **la possibilité d'un avenir résilient et vivable, mais seulement dans le cadre d'un effort collectif** permettant de réduire fortement, rapidement et durablement les émissions de gaz à effet de serre au cours de cette décennie.

Effectivement, **les effets du changement climatique sont aujourd'hui de plus en plus visibles**. Au niveau mondial, les huit dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées. En France l'on observe déjà des vagues de chaleur plus fréquentes et plus intenses, sécheresses, inondations, cyclones, ouragans et violents, incendies.

Au regard du contexte climatique, un document planificateur comme le Plan Local de l'Urbanisme (PLU) se doit d'intégrer les nouveaux enjeux climatiques afin de rendre la ville plus résiliente. Aussi l'OAP thématique permet de mieux appréhender les principes **d'une construction moins consommatrice d'énergie, s'intégrant dans son environnement tout en tirant parti des bénéfices apportés par la nature**.

1.3.1. FAIRE UNE VILLE PERMEABLE VECTRICE DE CONTINUITE ECOLOGIQUE

Etrembières, commune à forte connotation urbaine en lien avec une dynamique constructive soutenu depuis les années 2000. Dans ce contexte de transformation rapide, il est impératif de préserver une armature verte non seulement pour la cadre de vie mais aussi pour la qualité de vie des habitants/

En effet, la végétation en milieu urbain offre de multiples bénéfices. Elle contribue à réguler les températures, surtout dans un scénario de changement climatique où les vagues de chaleur deviennent plus fréquentes. De plus, la préservation d'une armature végétale favorise la biodiversité et les continuités urbaine, offrant des habitats pour diverses espèces animales et végétales. Cette diversité est essentielle pour maintenir un écosystème urbain équilibré et résilient face aux perturbations environnementales.

Aussi, les enveloppes bâties peuvent être perçues comme un élément fragmentant de la Trame Verte et Bleue. Toutefois, il est possible de **favoriser les continuités vertes et bleues urbaines** en intégrant plusieurs principes d'aménagement.

1.3.1.1. LE BATIMENT COMME INTERFACE

1.3.1.1.1. LA VEGETALISATION DES CONSTRUCTIONS

La végétalisation des constructions en toiture ou en façade offre de nombreux avantages pour la ville. Les végétaux participent à la rétention des eaux pluviales, au développement de la biodiversité, à l'isolation thermique et phonique, l'amélioration de la qualité de l'air …

Afin de favoriser au mieux les continuités vertes urbaines, il convient d'opter pour :

- Un **substrat se rapprochant d'un sol naturel et d'une épaisseur supportable par la construction**
- Une **diversité végétale respectant la palette d'espèces locales** (voir ci-après)

- **Des espèces peu gourmandes en eau**
- Une gestion **sans produit phytosanitaire**



1.3.1.1.2. DES OPERATIONS D'ENSEMBLE DENSES INTEGRANT LES NOUVEAUX ENJEUX ECOLOGIQUES

La préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers sous-entend une augmentation progressive des densités et la multiplication des opérations d'ensemble. Il est essentiel que ces opérations intègrent de nouvelles façons de bâtir permettant à la fois de préserver les continuités et le cadre de vie des habitants.

Aussi, les nouvelles opérations d'ensemble doivent favoriser :

- **Le maintien des espaces de pleine terre d'un seul tenant et des cœurs d'ilots végétalisés**

Les cœurs d'ilots végétalisés permettent de rafraichir l'air ambiant d'une part et d'entretenir des espaces calmes/de rencontre préservés de toute circulation en véhicules motorisés

- **Le verdissement des opérations**

Tant que faire se peut les aménagements d'ensemble devront conserver les structures végétales existantes : alignements d'arbres, haies, grands arbres, arbres à cavités, prairies, bosquets, talus végétalisés, vergers…

Les porteurs de projets limiteront au maximum l'imperméabilisation des sols notamment sur les espaces de stationnement où les revêtements perméables seront privilégiés.

Les opérations limiteront les vis-à-vis et favoriseront les masques végétaux.

- **La connexion des opérations aux réseaux de mobilités douces par des cheminements internes paysagers**

Le maillage progressif du territoire en voie de mobilité douce peut à terme limiter l'usage de la voiture au moins pour les courts trajets du quotidien limitant ainsi les rejets de CO2 participant au réchauffement climatique

1.3.1.1.3. **DES LIMITES D'OPERATIONS POREUSES**

Les limites de propriétés ou encore les interfaces avec les espaces naturels et agricoles peuvent constituer un élément fragmentant des continuités écologiques. Ainsi, afin **de favoriser les espaces de transitions et le passage de la petite faune, les clôtures devront** :

- **Être perméables** pour permettre la circulation de la petite faune, qu'elles soient minérales, grillagées ou mixtes



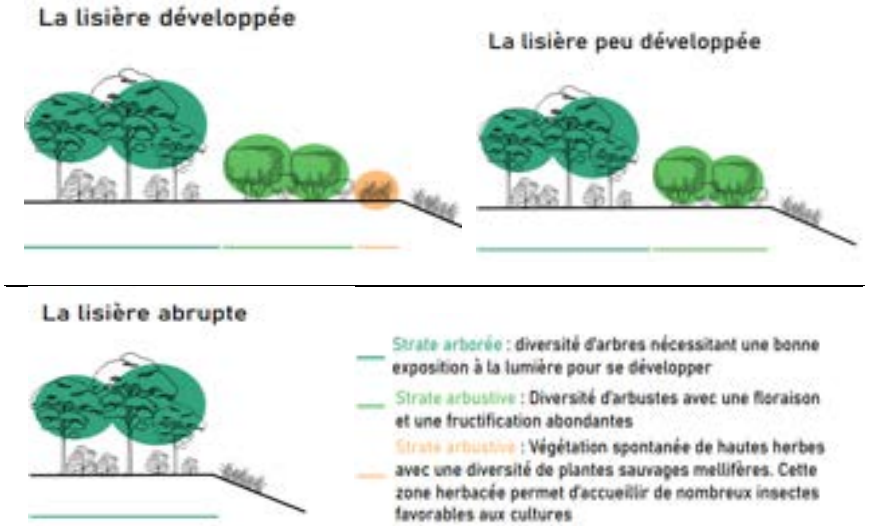




- Pour les haies végétales, **être composées d'une diversité d'essences locales** (la liste des espèces à éviter est celles de substitution est intégrée dans la présente OAP).
  Les haies mono spécifiques sont interdites.



- **Valoriser les interfaces avec l'espace boisé** par la mobilisation lisière multi-strate comme identifiée dans les schémas ci-dessous



Espèces végétales proscrites et espèces de substitution :

Nom vernaculaire	Nom scientifique	Origine	Dissémination	Nuisances dues à l'invasion	Espèces de substitution	Méthodes de contrôle
Espèces arborées						
Ailante	*Ailanthus altissima*	Chine	Graines et racines	Production de substances toxiques bloquant le développement des autres espèces.	Frênes communs	Arrachage manuel avec évacuation des résidus.
Érable negundo	*Acer negundo*	Chine	Graines, boutures	Dégradation des forêts alluviales par la formation de peuplements monospécifiques.	Peupliers, frênes communs et platanes, ou Boulleaux	Ecorçage (1er -2e) répété, provoque l'épuisement du peuplement Arrachage pour les jeunes plants avec dentcurtus.
Robinier	*Robinia pseudo-acacia*	Est des Etats-Unis	Graines et drageons	Diminution de la biodiversité, par un peuplement monospécifiques Augmentation de l'apport azoté dans le sol.	Faux Abricot, Bagueneudier	Arrachage des jeunes plants Ecorçage (1er -2e) répété, provoque l'épuisement du peuplement.
Espèces arbustives						
Faux indigo	*Amorpha fruticosa*	Amérique du Nord	Graines et boutures	Diminution de la biodiversité Concurrence sur les espèces indigènes Augmentation de l'apport azoté dans le sol.	Cornouiller	Arrachage, fraches des jeunes plants
Arbre aux papillons	*Buddleja davidii*	Chine	Graines, boutures	Diminution de la biodiversité Concurrence sur des espèces pionnières indigènes	Sureau noir, Viorne obier ou lantane	Arrachage avec destruction et évacuation des débris et revégétalisation de la zone envahie.
Sumac de Virginie	*Rhus typhina*	Amérique du Nord	Graines et rhizomes	Diminution de la biodiversité Concurrence sur les espèces indigènes Plants pouvant provoquer des allergies (dermatose)	Sorbier des oiseleurs	Arrachage des rhizomes et des jeunes plants avec destruction.
Espèces grimpantes						
Vigne vierge	*Parthenocissus inserta*	Amérique du Nord	Graines	Etouffement de la végétation	Houblon, Chèvre feuille des bois	Arrachage avant la floraison

Nom vernaculaire	Nom scientifique	Origine	Dissémination	Nuisance dues à l'invasion	Espèces de substitution	Méthodes de contrôle
Espèces herbacées						
Berce du Caucase	*Pericallum mantegazzianum*	Caucase	Graines	Diminution de la biodiversité (grande compétitivité) Plante pouvant provoquer des allergies (dermatose au contacte du soleil)	Carottes sauvages, Berce des prairies	Arrachage manuel avec fauches répétées (norme des protections).
Herbe de la pampa	*Cortaderia selloana*	Amérique du Sud	Graines	Diminution de la biodiversité Concurrence sur les espèces indigènes	Graminées, Cypéracées	Arrachage mécanique des touffes avec exportation de la matière. Coupe manuelle répétée des tiges.
Impatiens	*Impatiens balfouri* *Impatiens glandulifera* *Impatiens parviflora*	Himalaya	Graines, boutures	Diminution de la biodiversité Concurrence sur les espèces indigènes	Epilobe à petites feuilles	Fauche des colonies avant floraison.
Les asters américains	*Aster lanceolatus* *Aster novi belgii* *Aster x salignus*	Amérique du Nord	Graines, rhizomes	Diminution de la biodiversité par la colonisation de peuplements monospécifiques	Marguerites, Achillées millefeuilles	Fauches avec exportations de la matière. 2 fauches/an (1 en juin ; 1 début septembre).
Raisin d'amérique	*Phytolacca americana*	Amérique du Nord	Graines	Diminution de la biodiversité Concurrence sur les espèces indigènes	Consoudes, Tussilage d'Europe	Supporte mal embrocage. Arrachage des jeunes plants avec exportation et destruction des résidus. Coupe au broyage avant la fructification.
Renoué du Japon	*Reynoutria japonica* *Reynoutria sachalinensis* *Reynoutria x bohemica*	Asie orientale	Rhizomes et boutures	Accélère l'érosion des berges Impacte négatif sur la biodiversité Gêne la circulation et l'accès des usagers	Saponaire officinales, Pétasite	Arrachage des jeunes plants Fauche avec recouvrement d'un géotextile ou sol et plantation de ligneux.
Rudbéckie laciniée	*Rudbeckia laciniata*	Est de l'Amérique du Nord	Graines et rhizomes	Diminution de la biodiversité Concurrence sur les espèces indigènes	Solidfo des prés	Arrachage des rhizomes avec destruction. Fauche répétée sur plusieurs années. Supporte mal embrocage.
Solidage géant	*Solidago gigantea* *Solidago canadensis*	Amérique du Nord	Graines et rhizomes	Diminution de la biodiversité Concurrence sur les espèces indigènes	Tanaisie, Barbée commune	2 fauches/an (1 avant floraison ; 1 en septembre) avec exportation de la matière.

1.3.1.2. LE SOL UNE RESSOURCE A PRESERVER

La trame brune est un concept récent qui permet au même titre que pour les trames vertes et bleues d'**identifier les continuités écologiques du sol.** Pendant longtemps la qualité et la préservation des sols n'étaient pas une forte préoccupation dans l'aménagement de nos territoires. Pourtant, la préservation de nos sols est essentielle puisque ces derniers participent :

- A la richesse de la biodiversité en lien avec la diversité animalière, bactérienne et fongique contenue dans l'Humus
- L'infiltration des eaux pluviales
- La phyto-infiltration des eaux
- Au captage de C02
- …



Aussi, il convient de préserver la qualité de nos sols en :

- **Limitant les revêtements imperméables** particulièrement sur les espaces dédiés à la voiture (parking, accès privé, aire de retournement). Pour ces espaces les revêtements perméables tels que le gravillonnage, dalles alvéolaires, pavement à larges joints, gravier enherbé … doivent être privilégiés

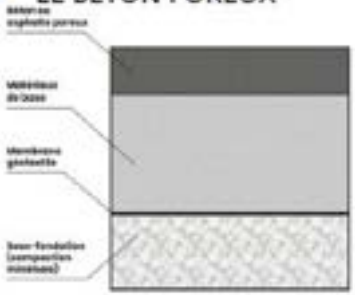


- **Mutualisant les équipements et les voiries privés**
- Favorisant la **gestion des eaux pluviales intégrée** si les contraintes techniques le permettent (jardin de pluie, noue paysagère …)

Outre limiter l'imperméabilisation des sols, **il est aussi possible de prévoir la désimperméabilisation des sols** sur des secteurs particulièrement minéraux.

CHOISIR LES BONNES TECHNIQUES DE REVÊTEMENTS ET DE VÉGÉTALISATION (Guide d'aide à la décision)

LE BÉTON POREUX





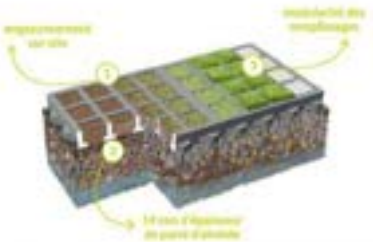
LE GRAVIER GAZON



La gestion de ces sites devra être adaptée et anticipée pour conserver les objectifs initiaux sur la durée.
Les sols perméables peuvent devenir imperméables si non nettoyés par exemple.

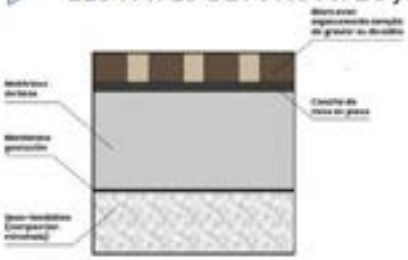


LES DALLES ALVÉOLÉES





LES PAVÉS BÉTONS AVEC JOINTS PERMÉABLES





Attention, ce type de pavé ne réduit pas les îlots de chaleurs

LE GRAVIER CONCASSÉ STABILISÉ





Type de revêtement	Coût	Infiltration
Le béton poreux	€€€€€	💧💧💧
Le gravier gazon	€€€€	💧💧
Les pavés/dalles alvéolés	€€€€	💧💧💧
Les pavés en bétons avec des joints perméables	€€	💧💧
Le gravier concassé stabilisé	€	💧💧

Pour aller plus loin

Plaines & Cités, "Revêtements perméables des aménagements urbains : Typologie et Caractéristiques techniques".

Site internet : https://assow.asso.ca/blogue/revetements-permeables-gestion-eaux-pluviales/

altereo Annemasse Agglo

1.3.2. UNE VILLE MOINS CONSOMMATRICE

A l'heure du changement climatique, les politiques européennes et nationales visent **une réduction des consommations d'énergies et des émissions de gaz à effet de serre**. Il apparait donc nécessaire de revoir nos manières de consommer, de produire, de se déplacer …

L'aménagement et la façon de concevoir la ville évoluent, les récents enjeux climatiques nous obligent à **optimiser le foncier et opérer une densification douce de nos centres urbains** pour limiter la destruction de nos ressources naturelles (sols, eau, forêt …) et nos espaces agricoles.

Au regard de ces éléments, la présente OAP thématique souhaite viser les grands principes d'une ville plus économe.

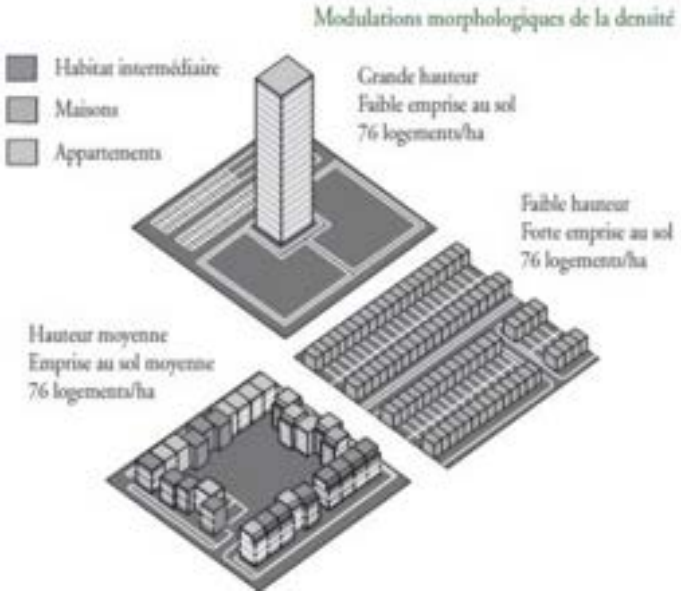
1.3.2.1. UNE GESTION PLUS ECONOME DU FONCIER

L'objectif de division par deux de la Consommation d'Espace Naturel, Agricole et Forestier entraine nécessairement une notion de gestion économe du foncier qui se traduite par :

1.3.2.1.1. LA DENSIFICATION DOUCE DES ENVELOPPES URBAINES PAR LA MISE EN ŒUVRE DE FORMES URBAINES PLUS COMPACTES

L'étalement urbain par le développement du modèle pavillonnaire a été très consommateurs d'espace. Aujourd'hui, dans un souci de préservation des milieux et de réduction des consommations d'espaces, les nouvelles opérations visent des **densités de logements à l'hectare** plus importantes. Il est important de préciser que **la densité n'est pas synonyme d'élévation des bâtiments.**

Afin de gérer au mieux les densités, les opérations d'aménagements doivent mettre en en œuvre des typologies denses telles que les petits collectifs, les habitats intermédiaires et/ou les maisons mitoyennes.



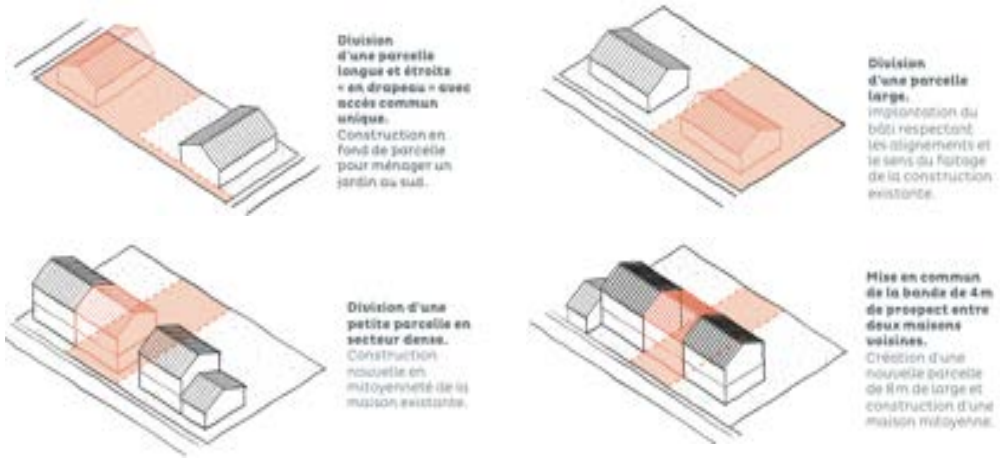
Ces nouvelles façons de bâtir permettront à terme de limiter les consommations d'Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (ENAF).

1.3.2.1.2. LA DIVISION PARCELLAIRE OU LE BIMBY

L'évolution des enjeux climatique et la gestion plus économe du foncier amène à se questionner sur la superficie de certains terrains d'agréments en zone « U ». Effectivement, les anciens documents d'urbanisme par le maintien du COS favorisait les superficies de terrain importantes à la faveur de la construction individuelle. Aujourd'hui, dans un souci de densification, ces grands espaces peuvent faire l'objet d'une division parcellaire.

La division parcellaire a pour objectif de séparer la propriété en plusieurs terrains appelés « lots ». Elle se fait à l'initiative du propriétaire et peut permettre la densification douce de certains quartiers.

Attention, pour assurer une bonne constructibilité des lots, il convient de s'assurer que ces derniers aient une superficie minimum de 300 m².



1.3.2.2. PRESERVER LA RESSOURCE EN EAU

1.3.2.2.1. RATIONALISER LES CONSOMMATIONS D'EAU

La hausse des températures et les conditions météorologiques extrêmes affectent la disponibilité de la ressource en eau. Dans un contexte de raréfaction de cette dernière, il est impératif de gérer au mieux nos consommations d'eau. Aussi, il est recommandé de choisir :

- **Des modes d'arrosages réduisant la quantité d'eau** utiliser (récupération d'eau de pluie, goutte-à-goutte, oyas …)
- **Des espèces de plantes locales et peu consommatrices** d'eau

1.3.2.2.2. GERER LES EAUX PLUVIALES A LA PARCELLE

La gestion des eaux pluviales vise à répondre à différents enjeux :

- Protéger les ressources en eau et les milieux naturels contre la pollution
- Lutter contre les risques d'inondations par ruissellement des eaux pluviales et l'érosion des sols
- Favoriser la recharge des nappes et des cours d'eau
- Préserver le bien-être en ville en luttant contre les îlots de chaleurs

Les grands principes :

1. **Préserver ou restaurer la perméabilité des sols** y compris dans les aménagements urbains, pour limiter le ruissellement
2. **Infiltrer dès que c'est possible** les eaux de ruissellement pour limiter les inondations par accumulation en aval
3. **Gérer les eaux pluviales "à la source"** c'est à dire au plus proche de là où elles tombent pour réduire le parcours de l'eau
4. **Adapter les formes urbaines et valoriser la place de l'eau** dans le paysage et le cadre de vie en ville

3 niveaux de gestion selon la fréquence et l'intensité des pluies :

- Pour la gestion **des pluies courantes : une ville plus perméable**
  - Maintien des espaces de pleine terre et des zones humides, renaturation des cours d'eau
  - Mise en oeuvre de revêtements végétalisés
  - Aménagement simple de type espaces verts pour infiltrer les pluies courantes
- Pour la gestion des pluies **moyennes à fortes : des dispositifs intégrés in-situ,** avec des solutions techniques multiples
  - Priorité donnée à l'infiltration
  - Rétention temporaire et infiltration
  - Prise en compte des capacités d'infiltration, des contraintes à l'infiltration (pentes, risques naturels)
  - Panel de solutions techniques possibles : toitures terrasses stockantes, végétalisées ou non, fossés, noues, jardins de pluies, tranchées drainantes, espaces verts inondables
- **Pour les pluies exceptionnelles** : limiter la vulnérabilité des personnes et des biens
  - Anticiper les conséquences éventuelles des pluies exceptionnelles

Afin d'éviter la rétention des eaux pluviales, dans les secteurs à enjeux, la réalisation d'aménagements paysagers et à dominante naturelle doit être privilégié, de types fossés, noue ou dépression du terrain naturel ou existant. Sur ces aménagements, en cas de plantation, des espèces végétales adaptées aux milieux hydromorphes doivent être privilégiées.

ORIENTATION D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION : CLIMAT- AIR - ENERGIES

Etrembières

COMMUNE D'ETREMBIERES

SOMMAIRE

1.1. POURQUOI UNE OAP CLIMAT-AIR-ENERGIE SUR MON TERRITOIRE ? 3
1.1.1. MAITRISER LES CONSOMMATIONS ENERGETIQUES 3
1.1.2. AUGMENTER LA PART DES ENERGIES RENOUVELABLES LOCALES DANS LA CONSOMMATION ENERGETIQUE 3
1.1.3. S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN ANTICIPANT ET ATTENUANT SES EFFETS 3

1.2. PROMOUVOIR ET ENCADRER LE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES 5
1.2.1. LES REGLEMENTATIONS EN VIGUEUR (RE2020) 6
1.2.2. L'ENERGIE SOLAIRE 6

1.3. MAITRISER LES CONSOMMATIONS ENERGETIQUES ET FAVORISER LE CONFORT THERMIQUE 8
1.3.1. EXPLOITER LES POTENTIALITES CLIMATIQUES DU SITE..... 9
1.3.2. FAVORISER LA VENTILATION NATURELLE DU BATI 11
1.3.3. METTRE EN PLACE DES PROTECTIONS SOLAIRES 11
1.3.4. REDUIRE LE STOCKAGE DE CHALEUR PAR LES MATERIAUX 12
1.3.5. LUTTER CONTRE LES DEPERDITIONS THERMIQUES..... 12

1.4. ENCADRER LES MOBILITES ET PROMOUVOIR LES MOBILITES ALTERNATIVES 14
1.4.1. DEVELOPPER UN STATIONNEMENT QUALITATIF POUR DIVERSIFIER LES DEPLACEMENTS 15
1.4.2. ADAPTER LE RESEAU DE VOIRIE 16
1.4.3. DEVELOPPER LES MODES ACTIFS 17

1.1. POURQUOI UNE OAP CLIMAT-AIR-ENERGIE SUR MON TERRITOIRE ?

La mise en œuvre de la transition énergétique au niveau local passe par l'élaboration d'une politique d'aménagement et d'urbanisme renouvelée dans laquelle l'agglomération d'Annemasse souhaite s'inscrire.

Au sein du contexte local, Annemasse Agglomération souhaite répondre aux 3 objectifs suivants qui reprennent les prescriptions du SCoT.

1.1.1. MAITRISER LES CONSOMMATIONS ENERGETIQUES

- Permettre la **requalification et l'amélioration du bâti** (niveau BBC Rénovation)
- Autoriser et favoriser **l'isolation thermique par l'extérieur**, en permettant de déroger aux règles relatives aux marges de retrait et de recul, sous réserve de ne pas altérer les qualités patrimoniales du bâti
- **Anticiper les réglementations thermiques en vigueur** et chercher à être plus vertueux. Les documents réglementaires doivent déterminer des niveaux de performance et de consommation énergétiques ambitieux et peuvent pour cela identifier des secteurs d'application :
    - Pour les constructions neuves (toutes vocations comprises) ;
    - Pour les rénovations énergétiques sur le bâti existant nécessitant une autorisation d'urbanisme
- Veiller à la cohérence de leur réglementation pour permettre la mise en œuvre dans les bâtiments de **solutions énergétiques sobres et efficaces**
- Réfléchir à une **alimentation énergétique mutualisée des aménagements publics** (système de production de chaleur commun, production d'énergies renouvelables, etc.)
- **Optimiser l'éclairage public** pour diminuer la consommation et réduire la pollution tout en évitant la perturbation des écosystèmes et de la biodiversité

1.1.2. AUGMENTER LA PART DES ENERGIES RENOUVELABLES LOCALES DANS LA CONSOMMATION ENERGETIQUE

- Définir une part significative de la **couverture des besoins en énergie primaire des nouvelles constructions par la production d'énergies renouvelables**
- Favoriser l'implantation de **dispositifs de production d'énergie renouvelable** sur le bâti neuf et existant en veillant à l'intégration paysagère
- Identifier les principaux espaces compatibles et favorables à l'implantation de production d'énergies renouvelables
  Faire la promotion des **panneaux photovoltaïques sur les surfaces de toitures des nouveaux bâtiments d'activités**, en s'assurant systématiquement que la structure soit compatible en charge et étanchéité avec l'accueil des panneaux a posteriori. Il est nécessaire de définir une surface de toiture minimale à partir de laquelle la couverture (partielle ou complète) est obligatoire.

1.1.3. S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN ANTICIPANT ET ATTENUANT SES EFFETS

- Préserver et **développer les plantations d'arbres, les espaces verts et la végétalisation**
- Permettre la **réalisation de toitures végétalisées et de sur-toitures**, à l'exception des secteurs où l'intérêt patrimonial des bâtiments le justifie
- **Limiter l'imperméabilisation des sols** et préserver la présence de l'eau

- **Généraliser la mise en œuvre des principes du bioclimatisme** dans la conception des nouvelles constructions afin de maximiser les apports solaires et la ventilation naturelle ;
- Favoriser le recours aux **matériaux et aménagements de couleurs claires**
- Prendre en compte l'objectif de **confort thermique**
- Intégrer dans leurs documents locaux d'urbanisme une étude de faisabilité sur la désimperméabilisation de surfaces déjà aménagées à l'échelle de la commune, en compensation de l'ouverture de zones à l'urbanisation, en cohérence avec la recommandation du SDAGE

Cette OAP s'insère également en prévision de la révision du PCAET.

1.2. PROMOUVOIR ET ENCADRER LE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES



1.2.1. LES REGLEMENTATIONS EN VIGUEUR (RE2020)

La nouvelle réglementation environnementale des bâtiments neufs (la « RE2020 ») a été prévue par la loi « Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique » (ELAN), pour une entrée en vigueur à partir du 1er janvier 2021. Son enjeu majeur est de **diminuer significativement les émissions de carbone du bâtiment**. Elle repose pour cela sur une transformation progressive des techniques de construction, des filières industrielles et des solutions énergétiques, afin de maîtriser les coûts de construction et de garantir la montée en compétence des professionnels.

Les objectifs de cette règlementation :

- **Diminuer l'impact sur le climat des bâtiments neufs** en prenant en compte l'ensemble des émissions du bâtiment sur son cycle de vie, dès la construction. Cela permettra d'une part d'inciter à des modes constructifs qui émettent peu de gaz à effet de serre ou qui permettent d'en stocker tels que le recours aux matériaux biosourcés. D'autre part, la consommation de sources d'énergies décarbonées sera encouragée, notamment la chaleur renouvelable.
- **Poursuivre l'amélioration de la performance énergétique et la baisse des consommations des bâtiments neufs**. La réglementation ira au-delà de l'exigence de la réglementation actuelle, en insistant en particulier sur la performance de l'isolation quel que soit le mode de chauffage installé, grâce au renforcement de l'indicateur « de besoin bioclimatique » (dit « Bbio »).
- **Garantir aux habitants que leur logement sera adapté aux conditions climatiques futures** en introduisant un objectif de confort en été. Les bâtiments devront mieux résister aux épisodes de canicule, qui seront plus fréquents et intenses du fait du changement climatique.

Comme pour la RT 2012, **la RE 2020 poursuit l'amélioration de la performance énergétique et la baisse des consommations des bâtiments neufs.** Les cinq usages réglementaires de la RT 2012 - le chauffage, le refroidissement, l'éclairage, la production d'eau chaude sanitaire et les auxiliaires (pompes et ventilateurs) - sont toujours présents ; **la RE 2020 y ajoute la mobilité des occupants internes au bâtiment (ascenseurs, escalators) et d'autres auxiliaires (parkings et parties communes des collectifs).** La méthode de calcul de la performance énergétique utilise donc des algorithmes de calcul identiques ou similaires à ceux de la RT 2012 avec quelques adaptations et compléments

Il est rappelé que pour toute constructions neuves, il conviendra de respecter l'ensemble des règles de le RE2020. En effet, pour certaines autorisations d'urbanisme vous être dans l'obligation de fournir une attestation de la règlementation thermique et environnementale.

1.2.2. L'ENERGIE SOLAIRE

L'énergie solaire est une ressource présente naturellement, mais variable en fonction de l'exposition des constructions et des masques naturels (relief, végétation) ou artificiels (constructions).

Le masque produit par la montagne du Salève engendre un ensoleillement moindre notamment pour les deux centralités communales. Toutefois, c'est une énergie qui peut être utilisée sur d'autres secteurs (exemple Crêt de la Croix ou les Îles).

Afin de maximiser le rendement des panneaux solaires, il est nécessaire de **prendre en compte les ombres portées** en lien avec la présence de bâtiments, d'arbres et autres obstacles. Il est important qu'aucun arbre ne fasse de l'ombre aux toitures afin d'optimiser la production solaire.

Si l'arrêté tarifaire du 9 mai 2017, a mis fin au **dispositif d'intégration au bâti pour les installations photovoltaïques implantées en toiture** (≤ 100

kWc), celle-ci reste fortement conseillée afin de **favoriser l'intégration architecturale, urbaine et paysagère** de ces dispositifs, en particulier dans le cas d'une visibilité importante, pour les projets de constructions neuves et de rénovation.

Dans le cas d'une toiture-terrasse, la question de l'orientation doit être définie au cas par cas. Une rangée de panneaux solaires peut créer de l'ombre sur la rangée de derrière.

Les panneaux devront idéalement être positionnés plein sud, avec un degré d'inclinaison de 30°. Cette configuration permet une production maximale d'électricité en milieu de journée.

FACTEURS DE CORRECTION POUR UNE INCLINAISON ET UNE ORIENTATION DONNEES

INCLINAISON / ORIENTATION	0°	30°	60°	90°
Est	0,93	0,90	0,78	0,55
Sud-Est	0,93	0,96	0,88	0,66
Sud	0,93	1,00	0,91	0,68
Sud-Ouest	0,93	0,96	0,88	0,66
Ouest	0,93	0,90	0,78	0,55

Facteurs de correction des apports solaires pour une inclinaison et une orientation donnée. Pour une orientation Sud-Ouest, et une inclinaison de 30° par rapport à l'horizontal, le rendement du module est de 96 % par rapport à l'orientation optimale (orientation Sud et inclinaison de 30°). En grisé, les positions à éviter.

Source : © Hespul http://www.photovoltaique.info

1.2.2.1. VALORISER LES TOITURES PLATES EN DEVELOPPANT DES PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES ET/OU DE LA VEGETATION

Les toitures combinées permettent au bâtiment de profiter de l'énergie solaire et de l'isolation thermique de la toiture végétalisée. Cette implantation combinée doit néanmoins être réfléchie pour que les deux procédés ne se fassent pas concurrence.



Exemple à Lausanne

1.2.2.2. LORS DE LA RENOVATION OU LA CONSTRUCTION D'UNE TOITURE, RENFORCER LA PORTANCE, AFIN DE POUVOIR INSTALLER UN SYSTEME DE PRODUCTION D'ENERGIE RENOUVELABLE (PHOTOVOLTAÏQUE)

Les travaux sur toiture peuvent également permettre d'autres opérations en lien avec cette OAP : une couverture végétale ou à défaut des matériaux à albédo élevé.

1.2.2.3. ENCOURAGER LE DEVELOPPEMENT D'OMBRIERES PHOTOVOLTAÏQUES SUR LES PARKINGS NON VEGETALISES

Obligatoires pour les nouveaux espaces de stationnements non végétalisés **de plus de 500 m² (Loi Climat et Résilience).**

Seront autorisés pour les espaces de stationnement d'un dimensionnement inférieur.

1.3. MAITRISER LES CONSOMMATIONS ENERGETIQUES ET FAVORISER LE CONFORT THERMIQUE



1.3.1. EXPLOITER LES POTENTIALITES CLIMATIQUES DU SITE

1.3.1.1. LA CONSTRUCTION BIOCLIMATIQUE

La conception bioclimatique consiste à obtenir un confort thermique à la fois d'été et d'hiver grâce à son positionnement vis-à-vis de son environnement naturel.

- **Le confort d'hiver** correspond à une stratégie de "chaud" : profiter du rayonnement solaire pour obtenir de la chaleur, la conserver grâce à une isolation performante et la distribuer dans le bâtiment
- **Le confort d'été** correspond à une stratégie de "froid" : se protéger des rayonnements solaires et des apports en chaleur, minimiser les entrées de flux chauds, dissiper la chaleur en excès et refroidir naturellement le bâti

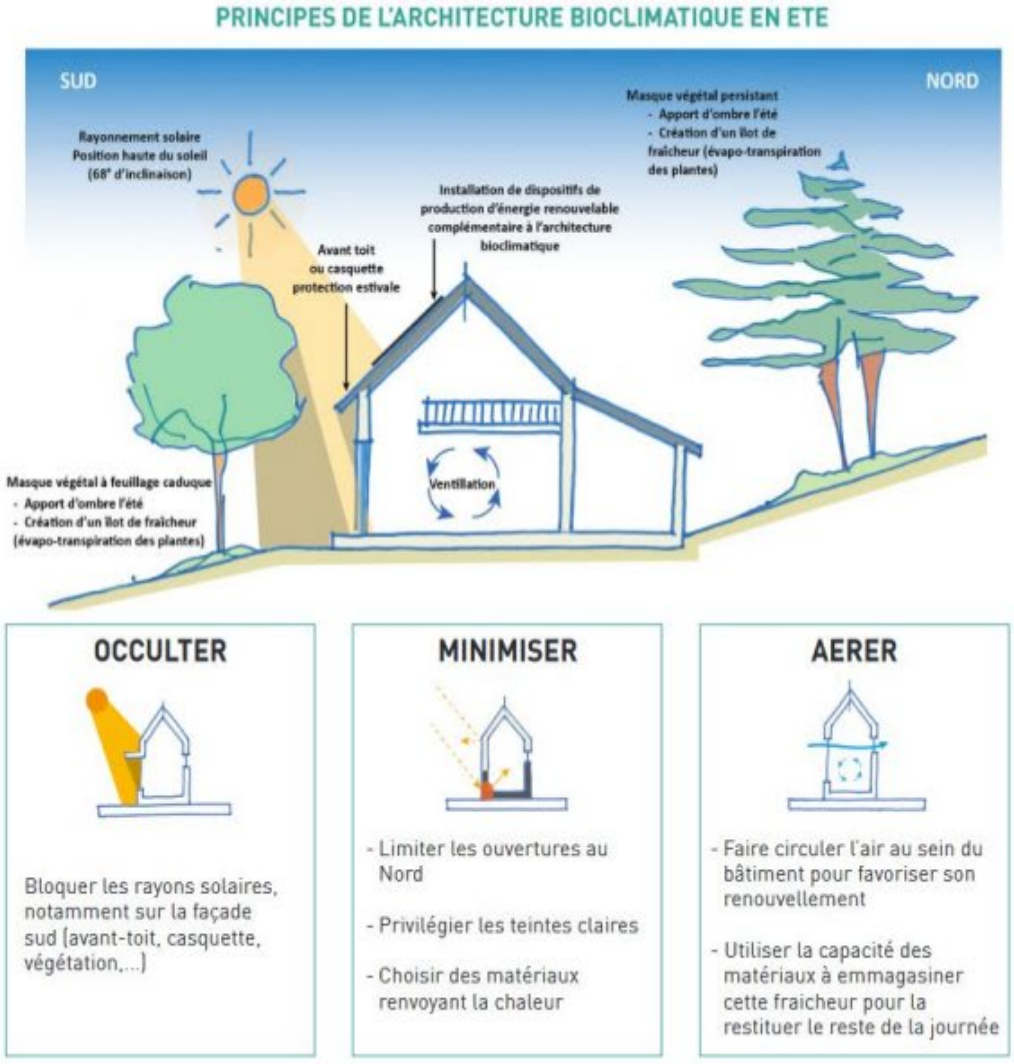
Trois paramètres sont importants pour exploiter les potentialités climatiques du site : **l'implantation, l'orientation et les formes de bâti**.

- **L'implantation du bâti** va permettre de déterminer l'éclairement, les apports solaires, les possibilités de ventilation naturelle
- **L'orientation du bâti** doit prendre en compte : les besoins en lumière naturelle, les bénéfices du rayonnement solaire pour chauffer le bâtiment ou au contraire s'en protéger pour éviter les surchauffes des bâtiments, enfin la ventilation naturelle pouvant réchauffer le bâtiment en hiver le rafraîchir en été.
- **La forme et le bâti** sont également essentiels dans le bioclimatisme d'un bâtiment : ils marquent les surfaces en contact direct avec l'extérieur telles que les façades et les toits et par conséquent l'ampleur des pertes thermiques. Le défi consiste à définir une forme qui minimise ces pertes et permet un potentiel d'apport solaire et de lumière naturelle, exploitable grâce à des formes architecturales. L'éclairage intérieur est conditionné par des éléments tels que l'orientation des ouvertures, la géométrie de la pièce, ainsi que les caractéristiques des revêtements tant intérieurs qu'extérieurs. Intégrer tous ces facteurs permet d'évaluer en éclairage naturel et ainsi réduire la consommation en éclairage artificiel.
    - **L'inertie** d'un bâtiment permet de mesurer sa capacité à stocker la chaleur également à atténuer les effets de surchauffes dues aux apports solaires. Plus l'inertie est élevée, notamment grâce aux matériaux, plus le bâti se réchauffe et se refroidit lentement. Une inertie forte permet de restituer la chaleur notamment en hiver (confort d'hiver).
    - **L'isolation du bâti** est importante. Une isolation par l'extérieur est efficace à la fois en été et en hiver en favorisant l'inertie, en supprimant les ponts thermiques et en favorisant la végétalisation au sol à proximité.
    - **Les toitures et les façades** végétalisées renforcent l'inertie thermique et limitent les déperditions. Elles améliorent l'isolation des bâtiments. Elles participent au rafraîchissement de l'environnement du bâti par un accès visuel ou physique au végétal.

1.3.1.2. PRIVILEGIER UNE DOUBLE ORIENTATION DES BATIMENTS

Il s'agit de profiter des apports solaires passifs. L'implantation, l'orientation et la compacité des bâtiments sont des enjeux importants dans la conception.

- En faveur du confort d'hiver : favoriser les apports solaires passifs en recherchant **les façades et les ouvertures orientées au sud;**
- **Maximiser** les surfaces vitrées et les pièces à vivre exposées au sud:
- **Minimiser les surfaces vitrées** et les pièces à vivre exposées au nord;



OAP Bioclimatisme et transition écologique, PLUI Angers Loire Metropole, 2021

1.3.2. FAVORISER LA VENTILATION NATURELLE DU BATI

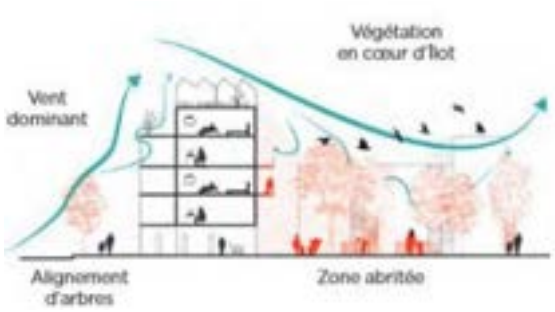
Il s'agit de favoriser la ventilation naturelle du bâti pour une conception bioclimatique du bâti afin d'éviter le recours à une ventilation mécanique contrôlée. La ventilation naturelle permet d'évacuer les surplus de chaleur qui s'accumulent dans le bâtiment, d'évacuer l'humidité et de renouveler l'air. Pour pouvoir faire entrer l'air extérieur il s'agit de concevoir des bâtiments traversants et identifier les façades sous le vent du projet.

1.3.2.1. INTEGRER DES SYSTEMES DE VENTILATION NATURELLE ET DE CIRCULATION DE L'AIR

- **Favoriser une bonne ventilation par l'orientation** et l'implantation des bâtiments notamment par rapport **aux vents d'ouest** qui permettent d'assurer une bonne ventilation au sein du quartier.
- **Créer des ouvertures dans le front bâti** peut permettre également d'assurer la ventilation du quartier.

1.3.2.2. PRIVILEGIER DES PRINCIPES DE VOLUMETRIE QUI FAVORISENT UN MAXIMUM DE LOGEMENTS TRAVERSANT

- En faveur du confort d'été : Implanter les bâtiments en **favorisant la circulation des vents estivaux dominants.**
- En faveur du confort d'hiver : **Protéger** les bâtiments des **vents hivernaux dominants**



OAP PLUM –Nantes Métropole, 2020

1.3.3. METTRE EN PLACE DES PROTECTIONS SOLAIRES

Pendant la saison chaude, il s'agit de protéger les bâtiments du rayonnement solaire afin d'éviter toute surchauffe. Ces protections doivent être conçues de manière à profiter des apports en hiver. Les dispositifs à privilégier sont :

- **Les débords de toitures et les casquettes**
- **Les brises soleils horizontaux sur les façades sud**
- **Les brises soleils verticaux, volet et végétation sur les façades est et ouest**

Il est nécessaire de privilégier **les arbres à feuilles caduques**, qui créent de l'ombre et protègent de la surchauffe en été et inversement favorisent les apports solaires en hiver

1.3.3.1. INTEGRER DANS LES PROJETS DES PROTECTIONS SOLAIRES ADAPTEES, FIXES OU MOBILES

Il est conseillé d'implanter **des protections solaires adaptées sur les façades sud**, est et ouest afin de protéger le bâtiment des rayonnements solaire en été.

1.3.3.2. FAVORISER L'INTEGRATION DE LA VEGETATION DANS LES DISPOSITIFS DE PROTECTIONS SOLAIRES

Deux options sont à envisager :

- Plantation **d'arbres en pleine terre au sud**
- Mise en place d'un dispositif suffisant de **plantes grimpantes le long de la façade** et bénéficiant d'une surface de pleine terre en pied de façade

1.3.3.3. EN CAS D'ALIGNEMENT SUR VOIRIE, PROFITER D'UN RECUL POUR VEGETALISER LES PIEDS D'IMMEUBLES ET EVITER LES PONTS THERMIQUES AU NIVEAU DU SOL

- L'intégration **d'un recul végétalisé en pied d'immeuble** permet d'éviter la surchauffe entre le bitume et le mur de la façade.
- **Privilégier un recul de 3 mètres** à minima afin de permettre l'intégration de nouvelles fosses d'arbres (9m3)

1.3.4. REDUIRE LE STOCKAGE DE CHALEUR PAR LES MATERIAUX

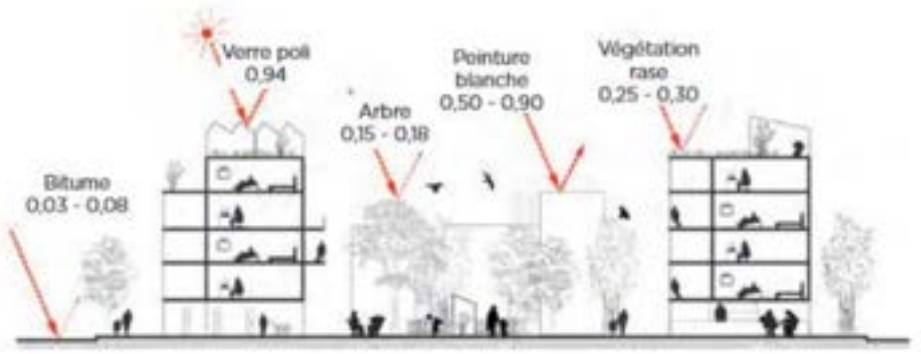
Le choix des matériaux est important pour améliorer le confort extérieur et intérieur et a un impact sur la qualité et le confort thermique des constructions tout en limitant les consommations énergétiques.

1.3.4.1. FAVORISER L'INERTIE DES BATIMENTS

- L'inertie thermique permet l'accumulation de chaleur ou de fraîcheur puis restitution. **Il est possible d'intégrer des matériaux lourds** afin d'augmenter l'inertie des projets (pierre, terre crue ou cuite).
- **Privilégier les revêtements présentant un albédo élevé** (façades, toitures et sols). Il s'agit de mettre en place notamment des surfaces **de couleurs claires** qui permettent de réfléchir les rayons du soleil.

Pour limiter les consommations énergétiques d'un bâtiment, la qualité de l'enveloppe est essentielle. **La RE 2020 encadre** strictement la construction des nouveaux bâtiments afin qu'ils soient très faiblement consommateurs. Pour en savoir plus sur la règlementation en vigueur vous pouvez vous rendre au chapitre 1 de la présente OAP portant sur la promotion et l'encadrement du développement des énergies renouvelables

A propos de la rénovation des bâtiments existants, la loi ELAN impose l'obligation de réduction des consommations énergétiques pour les bâtiments de plus de 1 000 m².

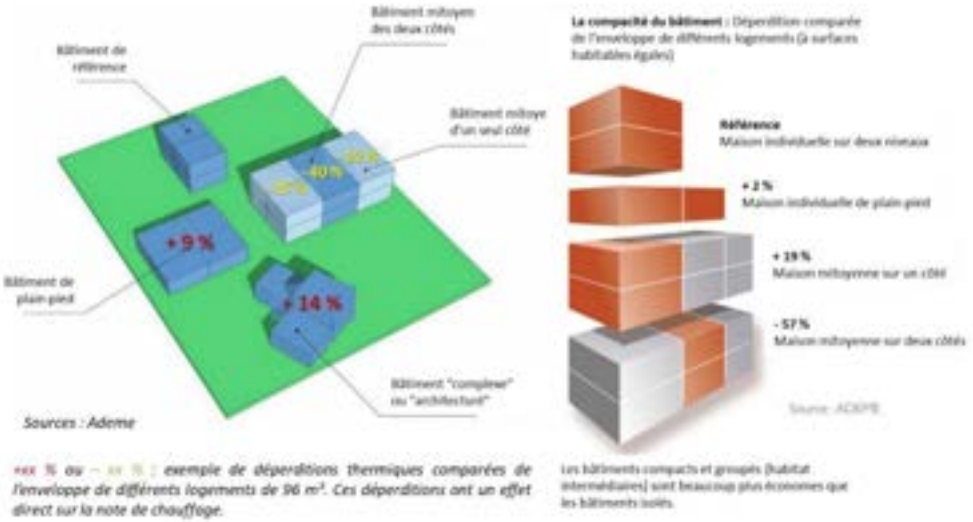


ALBEDO des revêtements - Nantes Métropole, 2020

1.3.5. LUTTER CONTRE LES DEPERDITIONS THERMIQUES

La disposition des bâtiments a un impact sur les déperditions thermiques. Les bâtiments compacts et groupés (habitat intermédiaires) sont beaucoup plus économes que les bâtiments isolés.

- Concevoir **des volumes** construits **limitant la déperdition d'énergie**. En contexte urbain dense, il est intéressant de privilégier des formes compactes et denses (voir exemples ci-dessous).
- **Favoriser la mitoyenneté des constructions neuves ou au moment de l'extension d'une construction existante**, tout en assurant une harmonie architecturale



+xx % ou – xx % : exemple de déperditions thermiques comparées de l'enveloppe de différents logements de 96 m². Ces déperditions ont un effet direct sur la note de chauffage.

Ville-la-Grand - 2019

1.4. ENCADRER LES MOBILITES ET PROMOUVOIR LES MOBILITES ALTERNATIVES



1.4.1. DEVELOPPER UN STATIONNEMENT QUALITATIF POUR DIVERSIFIER LES DEPLACEMENTS

1.4.1.1. DEVELOPPER UN STATIONNEMENT QUALITATIF POUR DIVERSIFIER LES DEPLACEMENTS

1.4.1.1.1. LE STATIONNEMENT CYCLABLE PRIVE

Le stationnement cyclable privé fera l'objet d'une attention particulière lors des projets de constructions d'habitat collectif. Un nouveau guide national supplante toutes

Créer le stationnement à un emplacement facile d'accès et accessible PMR

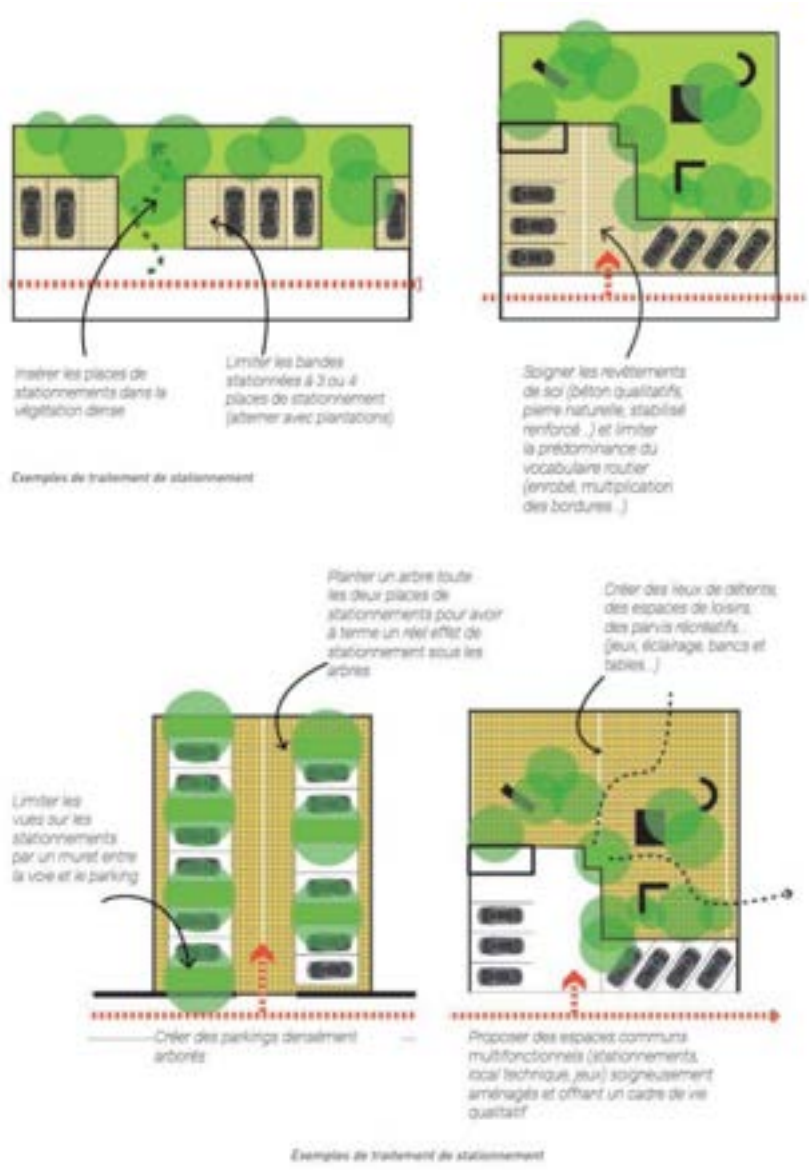
- Par exemple limiter le nombre de portes à franchir pour y accéder (maximum 3).
- Il est recommandé de placer l'espace de stationnement vélo à moins de 50 m de marche d'une entrée piétonne du bâtiment. Une distance inférieure à 30 m est idéale.

Prévoir des aménagements pour les cycles et accessoires dépassant les largeurs et longueurs (vélo cargo, triporteur, etc) et un raccordement électrique pour les vélos électriques. Il semble intéressant de prévoir au moins un dispositif de ce genre pour 10 emplacements de cycles classiques.

Prévoir une sécurisation des emplacements, protégeant des vols et des détériorations de vélos. Aussi, il convient de protéger les locaux de tout espace accessible aux véhicules motorisés par une paroi, un garde-corps ou un recul suffisant.

1.4.1.1.2. LE STATIONNEMENT AUTOMOBILE

Un traitement qualitatif des espaces de stationnements sera recherché. Le stationnement devra participer à la qualité paysagère des lieux par un traitement qualitatif des espaces : intégration et filtres paysagers sur les pourtours, aménagements paysagers, choix des revêtements notamment des revêtements perméables.



OAP CA LA ROCHELLE – 2019

Optimiser et sécuriser l'accès des véhicules aux espaces de stationnement privé, notamment en :

- **Mutualisant** les accès et les stationnements permettant d'éviter les successions
- Prenant en compte **d'autres modes de déplacements** impactés par les flux de circulations

Globalement, au vu de la transition énergétique en train d'être opérer, il convient **d'encourager l'installation des bornes de recharges électriques.**

A ce titre : au sein des bâtiments collectifs ou intermédiaires d'habitation ou de bureau, il convient que la totalité des places soient pré-équipées pour recevoir une borne de recharge d'une puissance allant jusqu'à 7KW.

Cette disposition s'applique également aux bâtiments faisant l'objet de rénovations.

Pour les bâtiments à destination d'Equipements d'intérêt collectif et de services publics, d'activités des secteurs primaire et secondaire, les places de stationnement disposant de bornes de recharge doivent représenter : 10% du total des places pour les parkings de 40 places ou moins ; 20% pour les parkings de plus de 40 places ; 5% pour les commerces.

1.4.2. ADAPTER LE RESEAU DE VOIRIE

La hiérarchisation des voiries trouvera une réalité au travers d'une lisibilité à l'échelle du bassin de vie. Cette hiérarchisation s'appuie sur différentes catégories de voies ; celles-ci correspondant à des rôles différents dans le système global de déplacement :

- **Les voies d'accès à l'agglomération d'Annemasse** qui remplissent les rôles d'accès, d'écoulement des trafics des grands transits et d'accès aux pôles économiques. Ce sont des liaisons dites "structurantes"
- **Les voies dites interurbaines** permettant de canaliser et sécuriser les flux entre les communes
- **Les voies constituant les boulevards urbains**
- **L'ensemble des voies internes aux secteurs urbanisés** qui ont un rôle d'accès et de desserte inter quartiers et de sécurisation des modes actifs (par exemple : zone de rencontre et aire piétonne). Elles sont de 4 types :
    - **Le réseau secondaire**
    - **Le réseau secondaire de 2nd niveau**
    - **La voie de desserte**
    - **Le cheminement doux**

Il est demandé que **tout projet urbain s'inscrive dans cette hiérarchie**, qu'il soit compatible notamment dans son fonctionnement par rapport aux flux existants et à venir avec le passage des bus si une ligne existe, avec un itinéraire cyclable.

1.4.2.1. CHOISIR LE PROFIL DE VOIRIE ET DE VEGETALISATION EN FONCTION DE LA LOCALISATION DU PROJET

1.4.2.1.1. RESEAU SECONDAIRE

Il constitue **un réseau structurant**, défini à l'échelle de la commune qui permet de relier différents quartiers entre eux. Son ambiance est très urbaine et passante. **Les différents flux sont séparés** et bien identifiés, afin de laisser une place confortable et adaptée à chacun (automobile, piétons, deux roues, transports en communs. **L'éclairage public est implanté de façon efficace**, afin d'assurer la sécurité et la visibilité de tous et de créer une ambiance qualitative nocturne de l'espace public. **La rue peut être structurée par une bande végétale** ou un alignement d'arbres, existants ou à créer.

- Les voies du réseau secondaire devront être **suffisamment dimensionnées pour permettre le passage et le croisement aisé des bus.** Une largeur de la voirie en double-sens est nécessaire sauf contraintes techniques avérées

- **Intégrer une végétalisation suffisante au projet** (lié au confort thermique des piétons/cycles/bâtiments de la rue)

1.4.2.1.2. RESEAU SECONDAIRE DE 2ND NIVEAU

La rue de quartier dessert l'îlot et permet l'accès aux habitations. **Une emprise de la rue réduite** permet pour assurer **la sécurité et la tranquillité des riverains.**

On peut également réduire **l'emprise de la voirie avec un gabarit réduit** en sens unique dans des situations contraintes.

Aussi, il conviendra d'intégrer **une végétalisation suffisante au projet** (lié au confort thermique des piétons/cycles/bâtiments de la rue)

1.4.2.1.3. LA VOIE DE DESSERTE

C'est une voie de desserte automobile à **l'échelle du quartier**. Elle a pour fonction de permettre **l'accès aux riverains à leur parcelle**. Elle constitue une rue apaisée et partagée pour tous les usages.

C'est un **espace polyvalent pouvant accueillir ponctuellement quelques stationnements** mais l'ambiance recherchée est celle de la rue étroite ou de la ruelle dont **le piéton est prioritaire**. La circulation des piétons, vélos et des automobiles se fait au même niveau (pas de trottoirs)

Elle peut être en impasse et desservir un nombre restreint d'habitation et devra **intégrer une végétalisation suffisante au projet** (lié au confort thermique des piétons/cycles/bâtiments de la rue)

1.4.2.1.4. LE CHEMINEMENT DOUX

Les espaces piétons et cyclables peuvent s'établir **parallèlement à la voirie ou s'en écarte** pour proposer des liaisons douces plus agréables.

Ces espaces peuvent prendre **la forme de véritables jardins linéaires, s'appuyer sur des cheminements doux existants, voies vertes**.

Ils devront **intégrer une végétalisation suffisante au projet** (lié au confort thermique des piétons/cycles/bâtiments de la rue)

1.4.3. DEVELOPPER LES MODES ACTIFS

Le principe **de continuité des liaisons modes doux** est un enjeu majeur pour le développement de leur pratique. Afin d'encourager la pratique du vélo, il est nécessaire d'avoir de **bonnes conditions de circulation ainsi qu'une offre de stationnement large.**

Le Plan De Mobilité ainsi que le Schéma Cyclable sont en cours d'élaboration et viendront compléter les éléments de cette OAP.

1.4.3.1. PORTER UNE REFLEXION GLOBALE SUR UN MAILLAGE CONTINU ET LISIBLE DE LIAISONS DOUCES A L'ECHELLE DE L'ILOT ET DU QUARTIER

S'appuyer sur le maillage existant (viaire, piéton, cycle) afin de permettre la traversée, **le désenclavement** du nouveau quartier.

Éviter les fonctionnements en impasse.

Réfléchir à la "perméabilité" des îlots lors de la définition des projets pour **éviter les effets coupures** liés au bâti pour rejoindre les équipements publics, les commerces ou une ligne de transport public.

Un soin particulier sera accordé à la **lisibilité des liaisons douces et aux perméabilités visuelles** en lien avec le ou les éléments existants tout en assurant la continuité du jalonnement existant

1.4.3.2. ASSURER LA CREATION DES VOIES CYCLABLES DANS LES PROJETS URBAINS

Lors de la création ou rénovation de voies urbaines, l'intégration de liaisons cyclables sera systématiquement étudiée en veillant à assurer des continuités vers le réseau cyclable existant.

Les pistes peuvent prendre la forme de pistes, uni ou bi directionnelle, marquage au sol ou couloirs indépendants, en fonction des besoins, des contraintes de circulation et de la typologie de la voirie projetée.